ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS222/R
28 janvier 2002

(02-0153)

Original: anglais

CANADA – CRÉDITS À L'EXPORTATION ET GARANTIES DE PRÊTS ACCORDÉS POUR LES AÉRONEFS RÉGIONAUX

Rapport du Groupe spécial

Le rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux* est distribué à tous les Membres conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il est mis en distribution non restreinte le 28 janvier 2002, en application des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/160/Rev.1). Il est rappelé aux Membres que, conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations de droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat: Le présent rapport sera adopté par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les 30 jours suivant la date de sa distribution, à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. S'il fait l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, il ne sera pas examiné par l'ORD, en vue de son adoption, avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
A. PLAINTE DU BRÉSIL 1
B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 1
C. PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL 2
II. ASPECTS FACTUELS 2
III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES 2
A. BRÉSIL 2
B. CANADA 3
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 4
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 4
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 4
A. DEMANDE DE RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL 4
B. DEMANDE DE RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA 5
VII. CONSTATATIONS 6
A. INTRODUCTION 6
B. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES 7
1. Différends au sujet de la mise en œuvre – Article 21:5 du Mémorandum d'accord (en ce qui concerne les allégations 1, 2 et 3 du Brésil) 8
a) Arguments des parties 8
i) Canada 8
Allégation 1 8
Allégation 2 8
Allégation 3 9
ii) Brésil 9
b) Évaluation du Groupe spécial 10
i) Allégations 1 et 3 10
ii) Allégation 2 12
2. Précision de la demande d'établissement d'un groupe spécial – Article 6:2 du Mémorandum d'accord (en ce qui concerne les allégations 1, 2, 5 et 7 du Brésil) 12
a) Arguments des parties 12
i) Canada 12
Allégation 1 13
Allégation 2 13

Allégation 5 13
Allégation 7 14
ii) Brésil *14*
b) Évaluation du Groupe spécial 15
i) Allégation 1 ..... *15*
ii) Allégation 2 ..... *17*
iii) Allégation 5 ..... *18*
iv) Allégation 7 ..... *18*
C. LES PROGRAMMES "EN TANT QUE TELS" 18
1. Distinction impératif/dispositif 18
2. La Société pour l'expansion des exportations "en tant que telle" 23
a) La Société pour l'expansion des exportations en tant qu'organisme de crédit à l'exportation 24
i) Brésil *24*
ii) Canada *24*
iii) Constatations *24*
b) Le Compte du Canada de la SEE 27
i) Brésil *28*
ii) Canada *28*
iii) Constatations *29*
c) Le Compte de la Société de la SEE 31
i) Brésil *31*
ii) Canada *31*
iii) Constatations *32*
3. Investissement Québec "en tant que telle" 34
i) Brésil *34*
ii) Canada *35*
iii) Constatations *35*
D. PROGRAMMES DE LA SEE/IQ "TELS QU'ILS SONT APPLIQUÉS" 37
E. RASSEMBLEMENT DE RENSEIGNEMENTS PAR LE GROUPE SPÉCIAL 39
F. SOUTIEN OFFERT AU TITRE DU COMPTE DU CANADA POUR LA TRANSACTION AIR WISCONSIN 40
1. Le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est-il une subvention à l'exportation? 40
a) Contribution financière 40
b) Avantage 41
c) Subordination à l'exportation 43

d) Conclusion 43
2. Le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin relève-t-il de la clause du refuge figurant au point k)? 43
a) Arguments des parties 43
b) Évaluation du Groupe spécial 44
c) Conclusions 52
3. Conclusion 52
G. AUTRES TRANSACTIONS DE LA SEE 52
1. Arguments généraux du Brésil concernant l'"avantage" 54
a) Indications concernant le financement aux conditions du marché sur lesquelles le Canada se serait appuyé lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5* 54
b) Notation de la SEE 56
c) Point de repère du "marché" construit par le Brésil 61
i) Utilisation de données concernant tous les EETC 61
ii) Utilisation de moyennes pondérées 61
iii) Conclusion 62
d) Financement commercial offert aux clients de Bombardier 63
e) Conclusion 63
2. Arguments du Brésil sur l'"avantage" concernant des transactions spécifiques 63
a) ASA – mars 1997 65
i) Délai de remboursement 65
ii) [ ] 66
iii) Points de repère du marché proposés par le Canada 68
[ ] 68
[ ] 69
Indices des valeurs industrielles générales 70
Conclusion 72
b) ASA – août 1998 73
c) ACA – février 1996 74
d) ACA – mars 1999 74
e) Comair – juillet 1996 75
Rendement minimal des prêts ("RMP") 76
[ ] 76
Indicateurs du marché présentés par le Canada 76
f) Comair – décembre 1996 et mars 1997 77
g) Comair – août 1997 77
h) Comair – mars 1998 78

i) Comair - février 1999 79
j) Kendell - août 1999 81
k) Air Nostrum 82
3. Le financement au titre du Compte de la Société de la SEE offert à Comair est-il "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation"? 83
4. Le financement au titre du Compte du Canada de la SEE offert à Air Nostrum est-il "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation"? 84
5. Conclusion 84
H. GARANTIES SUR TITRES D'IQ 84
1. Les garanties sur titres d'IQ sont-elles des "contributions financières"? 85
2. Les garanties sur titres d'IQ confèrent-elles un "avantage"? 85
a) Arguments des parties 85
b) Évaluation du Groupe spécial 87
i) Les garanties sur titres d'IQ confèrent-elles nécessairement un "avantage" du fait que les garanties sur titres ne sont pas disponibles sur le marché? 88
ii) Les garanties sur titres d'IQ confèrent-elles par ailleurs un "avantage"? 89
iii) Charge de la preuve 90
iv) Application du critère de l'"avantage" à des transactions spécifiques d'IQ 91
Non-perception de commissions 91
Commissions inférieures au marché 92
3. Les garanties sur titres d'IQ sont-elles "subordonnées … aux résultats à l'exportation"? 94
a) Arguments des parties 94
b) Évaluation du Groupe spécial 95
4. Conclusion 102
I. GARANTIES DE PRÊT D'IQ 102
a) Arguments des parties 103
b) Évaluation du Groupe spécial 103
c) Conclusion 105
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 106

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

Communications du Brésil

Table des matières		Page
Annexe A-1	Réponse du Brésil à la communication du 16 mai 2001 adressée par le Canada au Brésil	A-
Annexe A-2	Communication du 21 mai 2001 adressée par le Brésil au Groupe spécial	A-
Annexe A-3	Première communication écrite du Brésil	A-
Annexe A-4	Réponse du Brésil à la communication du Canada concernant les questions de compétence	A-
Annexe A-5	Communication du 25 juin 2001 adressée par le Brésil au Groupe spécial	A-
Annexe A-6	Déclaration orale du Brésil à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de compétence	A-
Annexe A-7	Déclaration orale du Brésil à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de fond	A-
Annexe A-8	Réponse du Brésil à la déclaration orale faite par le Canada à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de compétence	A-
Annexe A-9	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion	A-
Annexe A-10	Deuxième communication écrite du Brésil	A-
Annexe A-11	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion	A-
Annexe A-12	Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial	A-
Annexe A-13	Communication du Brésil concernant les données sources, présentée à la deuxième réunion du Groupe spécial	A-
Annexe A-14	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	A-
Annexe A-15	Réponses du Brésil aux questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	A-
Annexe A-16	Observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	A-
Annexe A-17	Observations du Brésil concernant la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial	A-
Annexe A-18	Observations du Brésil concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial	A-
Annexe A-19	Observations du Brésil au sujet des observations du Canada concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial	A-

ANNEXE B

Communications du Canada

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication du 16 mai 2001 adressée par le Canada au Brésil	B-
Annexe B-2	Réponse du Canada à la communication du 21 mai 2001 adressée par le Brésil au Groupe spécial	B-
Annexe B-3	Communication préliminaire du Canada concernant la compétence du Groupe spécial	B-
Annexe B-4	Première communication écrite du Canada	B-
Annexe B-5	Déclaration orale du Canada à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de compétence	B-
Annexe B-6	Déclaration orale du Canada à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de fond	B-
Annexe B-7	Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion	B-
Annexe B-8	Deuxième communication écrite du Canada	B-
Annexe B-9	Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion	B-
Annexe B-10	Déclaration orale du Canada à la deuxième réunion du Groupe spécial	B-
Annexe B-11	Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	B-
Annexe B-12	Réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial	B-
Annexe B-13	Réponses du Canada aux questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	B-
Annexe B-14	Observations du Canada concernant les réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	B-
Annexe B-15	Observations du Canada concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial	B-
Annexe B-16	Observations du Canada au sujet des observations du Brésil concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial	B-

ANNEXE C

Communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	C-
Annexe C-2	Communication des États-Unis en tant que tierce partie	C-
Annexe C-3	Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion du Groupe spécial	C-
Annexe C-4	Déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial	C-

I. INTRODUCTION

A. PLAINTE DU BRÉSIL

1.1 Le 22 janvier 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations[1] avec le Canada conformément à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), et à l'article 4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") au sujet de certaines subventions alléguées accordées par le gouvernement canadien et la province de Québec qui soutiennent les exportations canadiennes d'aéronefs régionaux.

1.2 Le Brésil et le Canada ont tenu des consultations le 21 février 2001, mais ne sont pas arrivés à une solution mutuellement satisfaisante.

1.3 Le 1er mars 2001, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 4.4 de l'Accord SMC.[2]

B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.4 L'Organe de règlement des différends ("ORD") a établi un groupe spécial le 12 mars 2001, doté du mandat type. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS222/2, la question portée devant l'ORD par le Brésil dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.

1.5 Le 7 mai 2001, le Brésil a demandé au Directeur général, en vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Mémorandum d'accord, de déterminer la composition du Groupe spécial. Ce paragraphe est ainsi libellé:

> Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande.[3]

---

[1] *Voir* le document WT/DS222/1.
[2] *Voir* le document WT/DS222/2.
[3] Le paragraphe 12 de l'article 4 de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

> Aux fins des différends examinés en vertu du présent article, exception faite des délais qui y sont expressément prescrits, les délais applicables conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends pour l'examen de ces différends seront de moitié plus courts que ceux qui y sont prescrits.

1.6 Le 11 mai 2001, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. William J. Davey

Membres: M. Seung Wha Chang
Mme Usha Dwarka-Canabady

1.7 L'Australie, les Communautés européennes, les États-Unis et l'Inde ont réservé leurs droits de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

C. PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL

1.8 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 27 et 28 juin 2001 et le 31 juillet 2001. Il s'est réuni avec les tierces parties le 27 juin 2001.

1.9 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 19 octobre 2001. Les observations des parties concernant le rapport intérimaire ont été reçues le 26 octobre 2001 et celles concernant les observations formulées par chacune d'elles, le 2 novembre 2001. (*Voir* la section VI, *infra*.) Le Groupe spécial a remis son rapport final aux parties le 9 novembre 2001.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne diverses mesures prises par le Canada et dont le Brésil allègue qu'elles constituent des subventions incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'article 3.1 a)[4] de l'Accord SMC en ce sens qu'elles sont subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation.[5]

2.2 Les mesures telles qu'elles sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil sont les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la Société pour l'expansion des exportations ("SEE"), ou par son intermédiaire – au titre à la fois du Compte du Canada et du Compte de la Société – pour faciliter l'exportation des aéronefs civils, ainsi que les crédits à l'exportation et les garanties, y compris les garanties de prêts, les garanties de participation (garanties sur titres), les garanties de la valeur résiduelle et les "garanties de pertes initiales", accordés par Investissement Québec ("IQ"), programme géré par la province de Québec.

III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

A. BRÉSIL

3.1 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil demande que le groupe spécial constate ce qui suit:

1. Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

[4] Nous croyons comprendre que la référence faite par le Brésil à l'article 3 de l'Accord SMC dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial s'entend de l'article 3.1 a) de l'Accord.

[5] *Voir* la note de bas de page 14, *infra*.

2. Le Canada n'a pas mis en œuvre le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5, adopté par l'ORD, demandant que le Canada retire les subventions au titre du Compte du Canada.

3. Le Canada, au mépris des décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends, continue d'octroyer ou offre d'octroyer des crédits à l'exportation à l'industrie des avions de transport régional par l'intermédiaire du Compte du Canada, qui sont des subventions prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

4. L'octroi ou l'offre d'octroi par le Canada de crédits à l'exportation au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est une subvention à l'exportation prohibée au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

5. Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE, ou par son intermédiaire, sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

6. L'octroi ou l'offre d'octroi par le Canada de crédits à l'exportation fournis par la SEE, ou par son intermédiaire, à Air Wisconsin est une subvention à l'exportation prohibée au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7. Les crédits à l'exportation et les garanties accordés par Investissement Québec, y compris les garanties de prêts, les garanties de participation, les garanties de la valeur résiduelle et les "garanties de pertes initiales" sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.[6]

3.2 Par ailleurs, le Brésil a demandé que le Groupe spécial recommande que l'ORD prescrive au Canada de retirer sans tarder ces subventions prohibées.[7]

B. CANADA

3.3 Le Canada demande que le Groupe spécial constate que le Brésil n'a pas présenté d'éléments établissant *prima facie* que l'un quelconque des programmes Compte du Canada, Compte de la Société et IQ, "en tant que tels", "tels qu'ils sont appliqués" ou dans le cadre de "transactions spécifiques", est incompatible avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC.[8]

3.4 Le Canada considère ce qui suit:

1. Le présent groupe spécial n'est pas fondé à infirmer les constatations formulées dans l'affaire *Canada - Aéronefs*[9], selon lesquelles le programme de la SEE (Compte de la Société) et le Compte du Canada sont discrétionnaires;

2. Le programme IQ n'est pas "en tant que tel" incompatible avec l'Accord SMC;

[6] WT/DS222/2.
[7] *Id.*
[8] Le Canada soulève également un certain nombre d'exceptions préliminaires en ce qui concerne les allégations du Brésil. *Voir* le paragraphe 7.3 *infra*.
[9] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*"), rapport du Groupe spécial, WT/DS70/R, et rapport de l'Organe d'appel, WT/DS70/AB/R, adoptés le 20 août 1999.

3. Les allégations du Brésil concernant les programmes "en tant que tels" condamneraient à tort tous les organismes de crédit à l'exportation et vont à l'encontre des faits et du droit;

4. Le Brésil cherche à faire une distinction intenable entre ses mises en cause concernant des mesures "telles qu'elles sont appliquées" et celles visant des "transactions spécifiques"; et

5. Le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques, effectuées dans le cadre du Compte de la Société, d'IQ ou du Compte du Canada, dont la transaction Air Wisconsin, sont incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC, parce qu'elles ne sont pas incompatibles.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans leurs communications au Groupe spécial. Les communications des parties sont jointes au présent rapport en tant qu'annexes (*voir* la liste des annexes, page v).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties – l'Australie, les Communautés européennes, les États-Unis et l'Inde – sont exposés dans leurs communications au Groupe spécial, qui sont jointes au présent rapport en tant qu'annexe (*voir* la liste des annexes, page v).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le 26 octobre 2001, les deux parties ont demandé par écrit que le Groupe spécial réexamine des aspects particuliers du rapport intérimaire remis le 19 octobre 2001. Le 2 novembre 2001, chaque partie a présenté des observations écrites sur certains aspects de la demande de réexamen intérimaire soumise par l'autre partie. Aucune des deux n'a demandé de réunion supplémentaire avec le Groupe spécial. Les questions soulevées par les parties sont examinées ci-dessous. Le Groupe spécial a supprimé le paragraphe 7.263 du rapport intérimaire et a apporté des modifications mineures aux paragraphes 7.243, 7.256, 7.259, 7.262, 7.276 et 7.284 de ce rapport.

A. DEMANDE DE RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL

6.2 Le Brésil a appelé l'attention du Groupe spécial sur un certain nombre d'erreurs typographiques et factuelles figurant dans le rapport intérimaire, que nous avons corrigées.

6.3 Le Brésil a demandé qu'une modification soit apportée à la description de son argument faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.221 du rapport intérimaire. Le Canada a nié qu'une telle modification soit nécessaire. Pour éviter tout malentendu, nous avons supprimé ce paragraphe de la version finale de notre rapport.

6.4 Le Brésil a demandé l'inclusion d'une note relative au paragraphe 7.226 du rapport intérimaire, indiquant qu'il y avait pu obtenir des renseignements détaillés sur l'offre d'Embraer à Air Wisconsin. Le Canada a émis une objection concernant la note demandée par le Brésil, en partie parce que celui-ci avait obtenu ces renseignements en réponse à une demande directe du Groupe spécial. Selon nous, le fait que le Brésil avait pu obtenir des renseignements détaillés sur une offre d'Embraer en réponse à une demande du Groupe spécial est sans rapport avec la question de savoir s'il serait ou non réaliste de s'attendre à ce que la SEE ait accès à des données relatives à des opérations

de financement commerciales portant sur des aéronefs Bombardier. Nous refusons donc d'inclure la note demandée par le Brésil.

6.5 En ce qui concerne la note 278 du rapport intérimaire, le Brésil s'appuie sur la pièce n° 61 du Canada pour donner à entendre que CQC a participé à la transaction à Midway en tant qu'investisseur. En réponse, le Canada a affirmé que "ni IQ ni CQC n'avait pris de participation lors de la transaction Midway". Le Canada a aussi confirmé l'exactitude factuelle de la note 278 du rapport intérimaire. Compte tenu de la réponse du Canada, nous n'avons pas apporté de modification à cette note.

B. DEMANDE DE RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE PRÉSENTÉE PAR LE CANADA

6.6 Le Canada a appelé l'attention du Groupe spécial sur un certain nombre d'erreurs typographiques et factuelles figurant dans le rapport intérimaire. Dans certains cas, nous avons corrigé l'erreur. Dans d'autres cas, nous avons fait les suppressions nécessaires.

6.7 Le Canada émet une objection concernant la déclaration faite par le Groupe spécial au paragraphe 7.18 du rapport intérimaire, selon laquelle "le cadre juridique dans lequel le Compte du Canada est géré a changé", indiquant qu'il n'a pas changé et se référant à la réponse orale donnée par le Canada en ce sens à une question du Groupe spécial lors de la deuxième réunion avec les parties. Le Brésil affirme que le cadre juridique dans lequel le Compte du Canada est géré a changé.

6.8 Le Groupe spécial a fait la déclaration en question dans le cadre de son évaluation de la demande de décision préliminaire formulée par le Canada au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne les allégations 1 et 3 du Brésil. La déclaration du Groupe spécial repose sur le fait qu'à la suite de la décision du Groupe spécial *Canada - Aéronefs*, le Canada a adopté la *Directive GEN 000-004 - Communication de documents au gouvernement canadien*[10] et la *Ligne directrice concernant le Compte du Canada de la SEE*[11] qui exige que le financement du Compte du Canada soit conforme à l'Arrangement de l'OCDE (*voir* le paragraphe 7.93 *infra*). Nous notons aussi que le Brésil conteste l'objection du Canada, signalant le mémorandum adopté par le Canada à la suite du premier différend *Canada – Aéronefs*. En conséquence, nous maintenons la déclaration figurant au paragraphe 7.18 du rapport intérimaire et nous avons inclus la note 21 dans le rapport final pour clarification.

6.9 Le Canada a demandé que la description de son argument faite par le Groupe spécial à la dernière phrase du paragraphe 7.145 du rapport intérimaire soit modifiée. Le Brésil a contesté la modification demandée par le Canada. Puisque nous n'estimons pas que la version actuelle soit inexacte de quelque façon que ce soit, nous refusons d'apporter la modification demandée par le Canada.

6.10 Le Canada a mis en doute l'exactitude factuelle d'une déclaration faite par le Groupe spécial dans la troisième phrase des paragraphes 7.152 et 7.316 du rapport intérimaire. Le Brésil a émis une objection concernant la question soulevée par le Canada, en grande partie parce que le Canada n'avait pas présenté l'argument pertinent pendant la partie de la procédure portant sur le fond. Pour éviter toute erreur factuelle dans nos constatations, nous avons supprimé la troisième phrase des paragraphes 7.152 et 7.316 du rapport intérimaire.

6.11 En ce qui concerne le paragraphe 7.247 du rapport intérimaire, le Canada a émis une objection concernant l'addition par le Groupe spécial de 20 à 30 points de base aux marges sur les EETC relatifs aux avions gros porteurs afin d'obtenir une marge appropriée pour les aéronefs régionaux. Le Groupe spécial a procédé à cet ajustement compte tenu du fait que le Brésil s'est fondé

[10] Pièce n° 16 du Canada.
[11] Pièce n° 17 du Canada.

sur des déclarations faites par le Canada lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)* (*voir* les paragraphes 47 et 50 de la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe A-12)). Quand il a répondu à la déclaration orale du Brésil[12], le Canada n'a pas tenté de nier la nécessité de procéder à un ajustement de 20 à 30 points de base pour convertir les marges relatives aux avions gros porteurs en marges relatives aux aéronefs régionaux. Le Canada n'a pas non plus émis d'objection concernant le fait que le Brésil a inclus un ajustement de 20 points de base ("correspondant à la différence entre les aéronefs régionaux considérés dans le financement en cause et les avions à réaction plus gros considérés dans une émission normale d'EETC") dans sa pièce n° 66. En outre, bien que le Canada affirme que "les variations de prix entre des types d'actifs similaires mais non identiques sont dynamiques et peuvent changer ...", il ne nie pas la nécessité d'un ajustement en soi. Or, bien qu'il semble accepter la nécessité d'un ajustement quelconque, il n'indique pas ce qui constituerait, selon lui, un ajustement approprié pour les transactions en cause. En outre, nous relevons qu'un ajustement plus faible ne modifierait pas nécessairement le résultat de nos constatations. En conséquence, nous ne jugeons pas nécessaire de modifier le paragraphe 7.247 du rapport intérimaire.

6.12 En ce qui concerne le paragraphe 7.255 du rapport intérimaire, le Canada a présenté un certain nombre d'arguments relatifs à la raison pour laquelle les données FMC pouvaient être utilisées pour évaluer les transactions dans certaines circonstances. Toutefois, il a dit alors qu'il "ne rejet[ait] pas [ ] l'observation du Brésil selon laquelle l'indice FMC représent[ait] une moyenne des niveaux de prix courants des obligations d'une large gamme de sociétés notées de façon similaire". Puisque c'est l'inclusion de données moyennes qui a amené le Groupe spécial à ne pas fonder ses constatations sur les données FMC et puisque le Canada n'a pas nié que des données moyennes étaient incluses, nous n'apportons aucune modification au paragraphe 7.255 du rapport intérimaire.

6.13 En ce qui concerne le paragraphe 7.276 du rapport intérimaire, le Canada a affirmé que le Groupe spécial n'aurait pas dû conclure que le financement accordé par la SEE [ ] ne comportait pas de [ ]. Le Canada soutient que la marge fixe relative au risque de crédit [ ] sur instruction du Président ou du premier Vice-Président aux finances et du Directeur financier de la SEE. Selon le Canada, "une marge autorisée [ ] la marge fixe identifiée est [ ] relatif à la transaction considérée". Le Brésil s'est opposé à ce qu'une modification soit apportée au paragraphe 7.276 du rapport intérimaire.

6.14 Nous relevons que la SEE a offert à Comair un financement [ ] à deux occasions: en juillet 1996 et en août 1997. Le Canada a communiqué des documents sur les prix établis par la SEE pour ces offres, qui constituent la pièce n° 59 du Canada. Cette pièce ne contient aucun détail concernant la base sur laquelle le Président ou le Premier Vice-Président aux finances et le Directeur financier de la SEE ont pu autoriser [ ] la marge fixe relative au risque de crédit. Elle ne contient pas non plus de données indiquant qu'une marge quelconque autorisée par le Président ou le Premier Vice-Président aux finances et le Directeur financier de la SEE était [ ] relatif aux deux transactions en cause. C'est pourquoi nous rejetons l'affirmation du Canada selon laquelle le Groupe spécial n'aurait pas dû conclure que le financement pertinent accordé par la SEE [ ] ne comportait pas [ ].

VII. CONSTATATIONS

A. INTRODUCTION

7.1 Le présent différend concerne les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE, société publique canadienne, ou par son intermédiaire – au titre à la fois du Compte du Canada et du Compte de la Société – afin de faciliter l'exportation des aéronefs civils, ainsi que les crédits à l'exportation et les garanties, y compris

[12] *Voir* la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe B-12).

les garanties de prêts, les garanties de participation (garanties sur titres), les garanties de la valeur résiduelle et les "garanties de pertes initiales", accordés par IQ, programme géré par la province de Québec. Le Brésil allègue que les programmes de la SEE et le programme IQ "en tant que tels" et "tels qu'ils sont appliqués" sont des subventions à l'exportation prohibées, contraires à l'article 3.1 a)[13] de l'Accord SMC. Le Brésil allègue aussi que des transactions spécifiques effectuées dans le cadre de ces programmes constituent des subventions à l'exportation prohibées.[14]

7.2 Après avoir examiné certaines questions préliminaires soulevées par le Canada, nous commencerons notre examen sur le fond en analysant les allégations du Brésil concernant les programmes de la SEE "en tant que tels" et "tels qu'ils sont appliqués". Nous passerons ensuite aux allégations du Brésil concernant des transactions spécifiques effectuées dans le cadre de ces programmes. Pour examiner les transactions spécifiques, nous allons tout d'abord analyser les allégations du Brésil concernant le soutien apporté par la SEE à Air Wisconsin. Nous nous pencherons ensuite sur les allégations du Brésil concernant d'autres formes du soutien de la SEE, avant d'analyser ses allégations concernant le soutien apporté par IQ.

B. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

7.3 Le Canada soulève les exceptions préliminaires ci-après en ce qui concerne les allégations du Brésil:

1. Les allégations 1, 2 et 3 soulèvent des questions de mise en conformité ou de mise en œuvre se rapportant à un autre différend. Ces allégations sont incompatibles avec l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Le présent groupe spécial n'a pas compétence pour examiner des questions de mise en conformité qui se sont posées dans le cadre d'autres différends; et

2. Les allégations 1, 2, 5 et 7 sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui exigent qu'une partie plaignante indique les questions spécifiques en cause et fournisse un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Le Brésil n'a pas satisfait aux critères minimaux énoncés dans cette disposition.

---

[13] Comme nous l'avons relevé plus haut, nous croyons comprendre que la référence faite par le Brésil à l'article 3 de l'Accord SMC dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial s'entend de l'article 3.1 a) de l'Accord.

[14] Le Groupe spécial a demandé au Brésil d'"indiquer les mesures spécifiques au sujet desquelles il lui demande de formuler des constatations. En particulier, le Brésil demande-t-il des constatations 1) sur le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme IQ en tant que tels, 2) sur le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme IQ tels qu'ils sont appliqués (sur la base d'éléments de preuve concernant des transactions spécifiques), 3) sur les transactions spécifiques effectuées dans le cadre du Compte du Canada, de la SEE et d'IQ qui sont indiquées dans sa première communication ou 4) sur une combinaison des points 1), 2) et 3)?" Le Brésil a répondu qu'il "demande des constatations du Groupe spécial sur les points 1), 2) et 3). Il demande que le Groupe spécial constate que le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme IQ, en tant que tels, sont incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC. Le Brésil demande également que le Groupe spécial constate que le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme IQ sont incompatibles, tels qu'ils sont appliqués, avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC, sur la base d'éléments de preuve concernant des transactions spécifiques. Enfin, il demande que le Groupe spécial constate que les transactions spécifiques effectuées dans le cadre du Compte du Canada, de la SEE et d'IQ qui sont indiquées dans sa première communication écrite constituent un manquement aux obligations du Canada au titre de l'Accord SMC" (Réponse du Brésil à la question n° 25 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe A-9)).

1. Différends au sujet de la mise en œuvre – Article 21:5 du Mémorandum d'accord (en ce qui concerne les allégations 1, 2 et 3 du Brésil)

a) Arguments des parties

i) Canada

7.4 Le Canada fait valoir que le Mémorandum d'accord dispose que les différends au sujet de la mise en œuvre doivent être réglés en recourant à la procédure accélérée prévue à l'article 21:5, et non en engageant une nouvelle procédure de groupe spécial. Il fait en outre observer que l'article 21:5 est rédigé en des termes impératifs et non incitatifs. Dans les cas où il y aura désaccord au sujet de la mise en œuvre, ce différend "sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends, y compris, dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au groupe spécial initial". Le Canada a fait valoir que, dans toutes les affaires à ce jour dans lesquelles il y a eu un différend au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec l'Accord sur l'OMC de mesures prises pour se conformer aux recommandations ou décisions de l'ORD, il a été recouru à l'article 21:5. De l'avis du Canada, permettre à un Membre de ne pas tenir compte des prescriptions expresses de l'article 21:5 et de recourir, à la place, à une procédure de groupe spécial *de novo* pour que soient établies des déterminations sur des questions de mise en œuvre serait contraire à l'article 21:5. En outre, un groupe spécial établi suivant les procédures ordinaires de règlement des différends prévues à l'article 6 du Mémorandum d'accord n'aurait pas compétence pour formuler des constatations sur des questions de mise en conformité découlant d'autres affaires.

Allégation 1

7.5 Le Canada rappelle que l'allégation 1 a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.6 Le Canada fait observer que, dans cette allégation, le Brésil affirme en partie que certains crédits à l'exportation "demeurent" des subventions à l'exportation prohibées. Il fait valoir que toutes mesures d'un Membre sont présumées être compatibles avec l'Accord sur l'OMC à défaut de décision contraire expresse de l'ORD. En conséquence, la référence faite par le Brésil à des crédits à l'exportation qui "demeurent" des subventions à l'exportation prohibées doit renvoyer à des décisions antérieures de l'ORD selon lesquelles certains "crédits à l'exportation" octroyés par le Canada ne sont pas compatibles avec l'Accord sur l'OMC, ce qui, selon le Canada, paraîtrait être une allégation selon laquelle il ne s'est pas conformé aux décisions de l'ORD dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Le Canada fait valoir que le présent groupe spécial n'a pas compétence pour établir des déterminations concernant des questions de mise en conformité se rapportant à d'autres affaires.

Allégation 2

7.7 Le Canada rappelle que l'allégation 2 a la teneur suivante:

> Le Canada n'a pas mis en œuvre le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5, adopté par l'ORD, demandant que le Canada retire les subventions au titre du Compte du Canada.

7.8 Le Canada affirme que l'allégation 2 n'indique pas quel "rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5" fait l'objet de la plainte du Brésil à l'examen. Il présume qu'il s'agit du rapport du

groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*"). En tout état de cause, fait valoir le Canada, une plainte selon laquelle le Canada "n'a pas mis en œuvre" le rapport du groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 est à l'évidence une question de mise en conformité ou de mise en œuvre qui se rapporte à un différend antérieur, ce qui n'entre pas dans la compétence du présent groupe spécial.

Allégation 3

7.9 Le Canada rappelle que l'allégation 3 a la teneur suivante:

> Le Canada, au mépris des décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends, continue d'octroyer ou offre d'octroyer des crédits à l'exportation à l'industrie des avions de transport régional par l'intermédiaire du Compte du Canada, qui sont des subventions prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.10 Une fois encore, fait valoir le Canada, le Brésil s'est référé aux "décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends", sans indiquer lesquelles de ces décisions ou recommandations font l'objet de la plainte à l'examen. Là aussi, le Canada suppose que le Brésil se réfère aux décisions et recommandations de l'ORD dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. La référence faite à l'octroi allégué de subventions prohibées, ou aux offres d'en octroyer, "au mépris des" décisions de l'ORD indique clairement, à son avis, que cette allégation soulève des questions de mise en conformité avec des décisions antérieures. Selon le Canada, de telles allégations n'entrent pas dans la compétence du présent groupe spécial.

ii) Brésil

7.11 Le Brésil ne pense pas qu'il ne puisse pas, dans une procédure engagée conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, mettre en cause l'existence ou la compatibilité de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions antérieures de l'ORD en ce qui concerne le Compte du Canada. Bien que, de l'avis du Brésil, un Membre puisse mettre en cause au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord "des mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD, le sens ordinaire de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et de l'article 4.1, 4.4 et 4.5 de l'Accord SMC n'empêche pas un Membre d'engager une nouvelle procédure de règlement des différends au titre de ces dispositions. Le Brésil fait valoir que, si un Membre décide de renoncer à recourir à la procédure accélérée prévue à l'article 21:5, c'est sa prérogative de le faire, et exiger des Membres qu'ils recourent uniquement à cette procédure accélérée serait contraire à l'objet et au but de l'article 21:5. Il pose en outre en principe que, compte tenu des circonstances propres à l'affaire en question, il a "estimé utile de s'abstenir de recourir à la procédure accélérée prévue à l'article 21:5"[15], étant donné que sa mise en cause du soutien apporté par le Compte du Canada aux aéronefs régionaux consiste en des allégations qu'il formule à l'encontre de la mesure à la fois en tant que telle et telle qu'elle est appliquée dans le cadre de transactions particulières et qu'un groupe spécial constitué au titre de l'article 21:5 ne serait pas autorisé à examiner la compatibilité du soutien apporté par le Compte du Canada tel qu'il est appliqué dans le cadre de transactions particulières concernant les aéronefs régionaux.

7.12 De plus, le Brésil estime que le Canada a tort de considérer comme une allégation distincte chacun des paragraphes numérotés concernant le Compte du Canada qui figurent dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il affirme qu'il formule une allégation générale, au paragraphe 1 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, s'agissant du soutien apporté par le Compte du Canada. Selon le Brésil, les paragraphes 2 à 4 de la demande exposent la nature de cette allégation.

[15] Réponse du Brésil à la communication du Canada concernant les questions de compétence, paragraphe 8 (Annexe A-4).

7.13 Le Brésil affirme que dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, le groupe spécial n'a pas établi que le Compte du Canada en tant que tel était compatible avec l'Accord SMC. Il a constaté que le Brésil n'avait pas fourni des éléments qui justifiaient *prima facie* son allégation et, de ce fait, il ne pouvait pas "rendre de constatations au sujet du programme Compte du Canada en soi".[16] Pour ce qui est du Compte du Canada, le Brésil fait valoir qu'il a maintenant présenté des renseignements et des éléments de preuve additionnels qui établissent *prima facie* le bien-fondé de son allégation.

b) Évaluation du Groupe spécial

i) Allégations 1 et 3

7.14 Nous rappelons que les allégations 1 et 3 ont la teneur suivante:

Allégation 1

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

Allégation 3

> Le Canada, au mépris des décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends, continue d'octroyer ou offre d'octroyer des crédits à l'exportation à l'industrie des avions de transport régional par l'intermédiaire du Compte du Canada, qui sont des subventions prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.15 En substance, le Canada fait valoir que les allégations 1 et 3 sont des allégations qui ont trait à la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, et que le présent groupe spécial n'a pas compétence pour établir des déterminations concernant des questions de mise en conformité se rapportant à d'autres affaires. Toutefois, à notre avis, l'emploi des mots "demeurent" et "au mépris des décisions et recommandations de l'[ORD]" n'indique pas nécessairement que ce que recherche le Brésil est un examen des "mesures prises pour se conformer aux" recommandations de l'ORD, tels que ces termes sont employés à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. En fait, dans sa réponse à notre question, le Brésil affirme qu'il "ne demande pas au présent groupe spécial de réexaminer les constatations du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 qui figurent dans le rapport DS70 ni de corroborer ou confirmer les constatations de ce groupe spécial. De même, le Brésil ne demande pas au présent groupe spécial de tirer des conclusions quant à ce que le Canada aurait dû faire." Par conséquent, à notre avis, il n'a pas été demandé au présent groupe spécial d'établir si le Canada a mis en œuvre les recommandations de l'ORD dans l'affaire *Canada - Aéronefs*.

7.16 À notre avis, le libellé des deux allégations 1 et 3 laisse présumer des violations actuelles de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, où est énoncée la prohibition frappant les subventions à l'exportation et dont la teneur est la suivante:

> subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I (notes de bas de page supprimées).

---

[16] *Canada – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 9.213.

Pour prouver l'existence d'une subvention à l'exportation au sens de cette disposition, un Membre doit donc établir i) l'existence d'une subvention au sens de l'article premier de l'Accord SMC et ii) la subordination de cette subvention aux résultats à l'exportation. Ce sont ces éléments qui doivent être indiqués aux fins d'une allégation au titre de l'article 3.1 a). À cet égard, nous considérons que les mots "demeurent" et "au mépris des décisions et recommandations de l'[ORD]" – qui constituent le fondement de l'exception préliminaire soulevée par le Canada en ce qui concerne les allégations 1 et 3 – sont superflus. Ce que le Brésil doit prouver pour établir le bien-fondé de ses allégations au titre de l'article 3.1 a) ce sont les éléments nécessaires au regard de cette disposition. À notre avis, les mots ci-dessus employés par le Brésil dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, et que le Canada a cités par la suite, ne sont tout simplement pas pertinents pour les allégations du Brésil au titre de l'article 3.1 a). En conséquence, nous devons nous concentrer sur la question de savoir si le Brésil a indiqué les éléments nécessaires ai regard de l'article 3.1 a) et c'est sur ce point que nous allons faire porter notre analyse.

7.17 Nous notons que, s'agissant des allégations 1 et 3, le Brésil déclare qu'"[il] demande simplement que soit formulée une constatation de fait selon laquelle, depuis l'adoption du rapport DS70 du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5, le Canada n'a apporté aucun changement au Compte du Canada".[17] En ce qui concerne cette "constatation de fait" demandée par le Brésil, nous rappelons que l'article 11 du Mémorandum d'accord – qui définit la fonction des groupes spéciaux – dispose ce qui suit dans la partie pertinente:

> La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à *une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions*, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés (pas d'italique dans l'original).

Nous notons en outre que le mandat du présent groupe spécial est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS222/2, la question portée devant l'ORD par le Brésil dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

Nous estimons que la "constatation de fait" demandée par le Brésil n'est pas une "question" qu'il nous faudrait évaluer ou examiner objectivement dans la présente affaire. Cela n'a tout simplement aucune pertinence pour la question de savoir si le Brésil a justifié ses allégations au titre de l'article 3.1 a) dans la présente procédure, ce que nous considérons comme constituant "d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans [l'Accord SMC]".[18]

7.18 Enfin, que les mots "demeurent" et "au mépris des décisions et recommandations de l'[ORD]" soient ou non considérés comme étant superflus et sans pertinence s'agissant des allégations 1 et 3,

---

[17] Réponse du Brésil à la question n° 27 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe A-9).

[18] La demande de constatation de fait présentée par le Brésil semble être fondée sur l'allégation 2, dont nous considérons qu'elle n'entre pas dans le cadre de notre mandat (*voir* les paragraphes 7.45 à 7.49, *infra*). Dans la mesure où elle pourrait aussi être fondée sur d'autres allégations du Brésil, nous la traitons comme telle.

nous sommes d'avis que les allégations dans la présente procédure sont différentes et de portée plus vaste que celles qui ont fait l'objet de la décision dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a considéré que "le financement sous forme de crédits accordé au titre du Compte du Canada constitu[ait] une "subvention [...] subordonnée en droit ... aux résultats à l'exportation" prohibée par l'article 3.1 a) de l'Accord SMC".[19] Le Groupe spécial avait constaté que "le financement sous forme de crédits en cause accordé au titre du Compte du Canada pren[ait] la forme de crédits à l'exportation".[20] Les allégations 1 et 3 formulées par le Brésil concernent, respectivement, "[l]es crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire", et "les crédits à l'exportation [octroyés] ... par l'intermédiaire du Compte du Canada". Les allégations du Brésil dans la présente procédure ne concernent pas les opérations de financement spécifiques "en cause" dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. De fait, des opérations différentes sont en cause. En outre, le cadre juridique dans lequel le Compte du Canada est géré a changé, ainsi qu'il est noté ci-après.[21] La portée de la décision rendue dans l'affaire *Canada – Aéronefs* est donc différente et plus limitée que celle de la décision qu'il est demandé au présent groupe spécial de rendre.

7.19 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous rejetons l'exception soulevée par le Canada en ce qui concerne les allégations 1 et 3.

ii) Allégation 2

7.20 Nous notons que le Canada a aussi demandé qu'une décision préliminaire soit rendue au titre de l'article 6:2 s'agissant de l'allégation 2 (*voir* le paragraphe 7.25, *infra*). Compte tenu de notre décision à cet égard (*voir* le paragraphe 7.49, *infra*), nous n'avons pas à examiner la demande de décision préliminaire au titre de l'article 21:5 s'agissant de l'allégation 2 que le Canada a présentée, et nous ne le faisons pas.

2. Précision de la demande d'établissement d'un groupe spécial – Article 6:2 du Mémorandum d'accord (en ce qui concerne les allégations 1, 2, 5 et 7 du Brésil)

a) Arguments des parties

i) Canada

7.21 Le Canada rappelle que les demandes d'établissement d'un groupe spécial doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui dispose en partie ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

7.22 Citant diverses déclarations de l'Organe d'appel, le Canada insiste sur l'objectif de l'article 6:2, qui est d'assurer la régularité de la procédure, et estime que des communications ultérieures ne peuvent pas remédier à une insuffisance de la demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre,

---

[19] *Canada – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 9.231.

[20] *Id.*, paragraphe 9.230.

[21] À cet égard, nous notons le fait qu'à la suite de la décision du Groupe spécial *Canada – Aéronefs*, le Canada a adopté la *Directive GEN 000-004 – Communication de documents au gouvernement canadien* (pièce n° 16 du Canada) et la *Ligne directrice concernant le Compte du Canada de la SEE* (pièce n° 17 du Canada), qui exigent que le financement du Compte du Canada soit conforme à l'*Arrangement de l'OCDE* (*voir* le paragraphe 7.93, *infra*).

il rappelle que, pour déterminer si l'article 6:2 a été violé, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont tenu compte du point de savoir s'il a été porté atteinte aux droits de défense de la partie défenderesse au cours de la procédure de groupe spécial.

Allégation 1

7.23 Le Canada rappelle que l'allégation 1 a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.24 Le Canada considère que la référence faite aux "crédits à l'exportation" dans l'allégation 1 est extrêmement large. Selon le Canada, toute pratique qui permet le report de paiement pour un bien ou un service exporté pourrait fort bien être considérée comme un "crédit à l'exportation". En outre, fait-il valoir, les termes "crédits à l'exportation" ne se limitent ni à la transaction Air Wisconsin ni à l'industrie des avions de transport régional. La portée de ces termes, sans plus ample précision, est infinie. Le Brésil n'a indiqué ni le sens, ni la portée de son allégation. De plus, le Canada estime que les termes "Compte du Canada" ne sont en aucune manière limités dans l'allégation du Brésil. Ils ne se limitent ni à la transaction Air Wisconsin ni à l'industrie des avions de transport régional. Il apparaît au Canada, d'après les termes de l'allégation, que le Brésil met en cause le Compte du Canada dans son ensemble, les opérations relevant de ce dernier se chiffrant à plusieurs centaines et allant d'opérations d'aide liée à des produits d'assurance.

Allégation 2

7.25 Le Canada rappelle que l'allégation 2 a la teneur suivante:

> Le Canada n'a pas mis en œuvre le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5, adopté par l'ORD, demandant que le Canada retire les subventions au titre du Compte du Canada.

7.26 Le Canada fait observer que, dans l'allégation 2, le Brésil n'a indiqué aucune des dispositions du traité que le Canada a prétendument violées et ne fait référence à aucune disposition des Accords de l'OMC. De l'avis du Canada, le Brésil ne satisfait donc pas aux "conditions préalables minimales" énoncées à l'article 6:2.

Allégation 5

7.27 Le Canada rappelle que l'allégation 5 a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE, ou par son intermédiaire, sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.28 Le Canada avance le même argument pour la référence faite aux "crédits à l'exportation" dans l'allégation 5 que pour celle qui y est faite dans l'allégation 1, à savoir que cette référence est extrêmement large. En outre, il considère que "la référence faite par le Brésil à "la SEE" est de même si large qu'elle défie toute définition".[22] Le terme "SEE" figurant dans cette allégation, fait observer le Canada, ne se limite ni à la transaction Air Wisconsin ni à l'industrie des avions de transport régional.

[22] Communication du Canada concernant les questions de compétence, paragraphe 51 (Annexe B-3).

Pour le Canada, l'allégation paraît être une attaque mal définie contre la SEE dans son ensemble, allégation qui serait susceptible de viser des centaines de clients et plusieurs milliers d'opérations depuis 1995.

Allégation 7

7.29 Le Canada rappelle que l'allégation 7 a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation et les garanties accordés par Investissement Québec, y compris les garanties de prêts, les garanties de participation, les garanties de la valeur résiduelle et les "garanties de pertes initiales" sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.30 Le Canada avance le même argument pour la référence faite aux "crédits à l'exportation" dans l'allégation 7 que pour celle qui y est faite dans l'allégation 1, à savoir que cette référence est extrêmement large. De plus, le Canada considère que la référence faite à "Investissement Québec" dans l'allégation 7 ne se limite ni à la transaction Air Wisconsin ni à l'industrie des avions de transport régional.

7.31 En somme, le Canada estime qu'il "ne sait … pas quelles violations le Brésil allègue ni à quelle argumentation il doit répondre".[23] À son avis, les violations par le Brésil des prescriptions impératives de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord portent atteinte à sa capacité de préparer et de présenter une défense complète dans la présente procédure.

7.32 Le Canada considère que la théorie de l'"allégation générale" du Brésil est une tentative visant à remédier aux insuffisances de la demande d'établissement d'un groupe spécial que celui-ci a présentée. Il fait observer que le Brésil n'a pas demandé que soient formulées des constatations selon lesquelles les programmes Compte du Canada, Compte de la Société et IQ "en tant que tels, tels qu'ils sont appliqués et dans le cadre de transactions particulières" constituaient des subventions à l'exportation prohibées.[24] Le Canada s'emploie également à faire ressortir de manière assez détaillée les différences entre la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et les déclarations figurant dans des communications ultérieures, différences qui, à son avis, démontrent là encore que le Brésil ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'article 6:2. En particulier, il fait valoir que dans sa demande, le Brésil emploie des termes très généraux et que ce n'est que dans la réponse du Brésil à sa communication préliminaire que celui-ci lui a fait savoir que certaines mesures n'étaient pas incluses.

ii) Brésil

7.33 Le Brésil considère que sa demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux quatre critères définis par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, à savoir que la demande doit: i) être présentée par écrit; ii) préciser si des consultations ont eu lieu; iii) indiquer les mesures spécifiques en cause; et iv) contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.[25]

---

[23] *Id*., paragraphe 44.

[24] Réponse du Canada à la question n° 5 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe B-7).

[25] *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 120.

7.34 Le Brésil fait valoir que sa demande indique les trois programmes canadiens en cause et, pour ces programmes, les catégories spécifiques de soutien qu'il met en cause. En outre, pour le Brésil, sa demande, en particulier, non seulement met en cause ces mesures en tant que telles, mais précise aussi que cette mise en cause vise également les mesures telles qu'elles sont appliquées dans le cadre, par exemple, de la transaction Air Winsconsin. S'agissant de la plainte du Canada selon laquelle les allégations du Brésil sont extrêmement larges, le Brésil estime que mettre en cause une mesure, quelle qu'en soit la portée, qu'il considère incompatible avec les obligations qu'un autre Membre a contractées dans le cadre de l'OMC est une prérogative de tout Membre.

7.35 Le Brésil rappelle aussi qu'il indique expressément aux paragraphes 1, 5 et 7 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial que les mesures en cause sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord SMC.

7.36 Enfin, le Brésil estime que les "circonstances concomittantes" en l'espèce démontrent qu'il n'a pas été porté atteinte à la capacité du Canada de se défendre.

b) Évaluation du Groupe spécial

i) Allégation 1

7.37 Nous rappelons que l'allégation 1 a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.38 La demande de décision préliminaire que le Canada a présentée s'agissant de l'allégation 1 se fonde sur la portée des termes "crédits à l'exportation" et "Compte du Canada" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial telle qu'elle est en rapport avec les prescriptions énoncées à l'article 6:2. Cet article dispose ce qui suit dans la partie pertinente:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

Nous notons que la demande d'établissement d'un groupe spécial a été présentée par écrit dans le présent différend et que cette demande précise que des consultations ont eu lieu. Le point sur lequel les parties ne sont pas d'accord s'agissant de l'allégation 1 est celui de savoir si la demande indique les mesures spécifiques en cause, en ce sens que le Canada considère que l'allégation 1 est trop large.

7.39 Dans l'affaire *Communautés européennes – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel devait examiner la précision de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, laquelle faisait référence, entre autres choses, à "tous les types de matériel de réseau local". Ce faisant, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "*Matériel* de réseau local" et "PC multimédia" sont deux expressions génériques. Afin de déterminer si elles sont suffisamment précises pour "indiquer la mesure spécifique en cause" conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, il faut, à notre avis, déterminer si elles répondent aux objectifs des prescriptions de cette disposition.

Dans l'affaire *Communautés européennes - Bananes*, nous avons indiqué ce qui suit:

> Il est important que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment précise pour deux raisons: premièrement, elle constitue souvent la base du mandat du groupe spécial défini conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord; et, deuxièmement, elle informe la partie défenderesse et les tierces parties du fondement juridique de la plainte.

Les Communautés européennes font valoir qu'en raison du manque de précision de l'expression "matériel de réseau local", il a été porté atteinte au droit à une procédure régulière qu'elles tiennent implicitement du Mémorandum d'accord. Nous notons toutefois que les Communautés européennes ne contestent pas que l'expression "matériel de réseau local" est une expression commerciale bien connue des professionnels du secteur.[26]

7.40 En appliquant l'analyse de l'Organe d'appel à la présente affaire, nous constatons que les termes "crédits à l'exportation", qui ont un sens précis et qui figurent dans la Liste exemplative de subventions à l'exportation reproduite à l'Annexe I de l'Accord SMC, sont "bien connu[s]" dans le contexte d'un différend au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Ces termes sont également explicités par ceux qui figurent après l'expression "y compris" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, c'est-à-dire les exemples indiqués par ce dernier. Nous notons, en outre, qu'il ressort très clairement de la demande de consultations présentée par le Brésil que les mesures en cause se limitaient à l'industrie canadienne des avions de transport régional.[27] Il est par conséquent difficile, si l'on considère ces circonstances concomitantes, d'accepter que le Canada ne pouvait pas savoir que les termes "crédits à l'exportation" et "Compte du Canada" se rapportaient en particulier à l'industrie des avions de transport régional.

7.41 En ce qui concerne la comparaison que fait le Canada entre les termes employés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et la réponse de celui-ci à sa communication préliminaire, il est évident que l'article 6:2 impose certaines conditions quant à la teneur d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, et non quant à la manière dont cette teneur doit être comparée avec des formulations ultérieures des allégations du plaignant. Nous sommes d'avis que ces arguments qu'avance le Canada, bien qu'étant peut-être explicatifs, ne sont pas juridiquement pertinents pour une évaluation au titre de l'article 6:2.

7.42 Par conséquent, à notre avis, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil satisfait à l'obligation qui est faite à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord d'"indiquer [ ] les mesures spécifiques en cause".

7.43 Dans l'affaire *Communautés européennes – Matériels informatiques*[28], ainsi que dans d'autres affaires[29], l'Organe d'appel a examiné si le manque de précision d'une demande d'établissement d'un

---

[26] *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R-WT/DS67/AB/R-WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998, paragraphes 68 à 70 (notes de bas de page supprimées, non souligné dans l'original).

[27] WT/DS222/1. (Nous notons aussi que l'intitulé de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, qui est le suivant: *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, bien qu'il ait été formulé par le Secrétariat de l'OMC, a été accepté par le Brésil.)

[28] *Communautés européennes – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 26, *supra*, paragraphes 58 à 73.

[29] *Voir Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001,

groupe spécial a porté préjudice au défendeur. À cet égard, nous n'acceptons pas l'assertion du Canada selon laquelle le manque de précision de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil l'a empêché de préparer et de présenter une défense complète dans la présente procédure. Nous notons, à cet égard, la déclaration du Brésil selon laquelle, ainsi qu'il est indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, ses allégations à l'encontre du Compte du Canada de la SEE (ainsi qu'à l'encontre du Compte de la Société de la SEE et d'IQ) se limitent aux exemples qui y sont mentionnés. Le Brésil affirme qu'il "n'a pas fait valoir de droit à étendre, ni n'a en fait étendu, ses allégations au-delà des formes spécifiques des crédits à l'exportation accordés par la SEE, le Compte du Canada et IQ qui sont indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial".[30] De même, les allégations effectives du Brésil ont été limitées à l'industrie des avions de transport régional. Par conséquent, étant donné la portée des allégations que le Brésil a en fin de compte formulées dans la présente procédure, nous ne considérons pas qu'il ait été porté atteinte aux droits du Canada en tant que défendeur.

7.44 Nous rejetons donc l'exception formulée par le Canada en ce qui concerne l'allégation 1.

ii) Allégation 2

7.45 Nous rappelons que l'allégation 2 a la teneur suivante:

> Le Canada n'a pas mis en œuvre le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5, adopté par l'ORD, demandant que le Canada retire les subventions au titre du Compte du Canada.

7.46 La demande de décision préliminaire que le Canada a présentée s'agissant de l'allégation 2 se fonde sur l'absence de référence à une disposition du traité dans la demande d'établissement d'un groupe spécial telle qu'elle est en rapport avec les prescriptions énoncées à l'article 6:2 ("un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème").

7.47 À cet égard, nous rappelons que, dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a déclaré que "[l]'identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur est *toujours nécessaire* aussi bien pour définir le mandat d'un groupe spécial que pour informer le défendeur et les tierces parties des allégations formulées par le plaignant; cette identification est une *condition minimale* pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé".[31] En outre, comme l'a noté le Groupe spécial *Communautés européennes – Linge de lit*,"… celui qui ne mentionne même pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial l'article du traité dont il allègue qu'il y a eu violation ne formule pas d'allégation du tout".[32]

7.48 Nous notons en outre que l'article 7:1 du Mémorandum d'accord – où est défini le mandat type des groupes spéciaux – fait mention de l'examen de la question portée devant l'ORD "à la lumière *des dispositions pertinentes* de (nom de l'(des) accord(s) visé(s) …)".

---

paragraphes 80 à 97, et *Corée – Produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 25, *supra*, paragraphes 114 à 131.

[30] Réponse du Brésil à la déclaration orale faite par le Canada à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de compétence, paragraphe 12 (Annexe A-8).

[31] *Corée – Produits laitiers*, note de bas de page 25, *supra*, paragraphe 124 (pas d'italique dans l'original).

[32] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*Communautés européennes – Linge de lit*"), rapport du Groupe spécial WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphe 6.15.

7.49 Nous notons que l'allégation 2 ne contient absolument aucune référence à une disposition de l'Accord sur l'OMC et il est par conséquent évident qu'il n'est pas satisfait même à la "condition minimale" énoncée à l'article 6:2. Le Brésil n'a pas fourni les éléments nécessaires pour que l'allégation 2 entre dans le cadre de notre mandat. En conséquence, nous constatons que l'allégation 2 du Brésil n'entre pas dans le cadre de notre mandat.

iii) Allégation 5

7.50 Nous rappelons que l'allégation 5 a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE, ou par son intermédiaire, sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.51 La demande de décision préliminaire que le Canada a présentée s'agissant de l'allégation 5 se fonde sur la portée des termes "crédits à l'exportation" et "SEE" qui figurent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial telle qu'elle est en rapport avec les prescriptions énoncées à l'article 6:2.

7.52 S'agissant de cette exception préliminaire, nous considérons que notre analyse de l'exception soulevée à l'encontre de l'allégation 1 (*voir* les paragraphes 7.37 à 7.44, *supra*) vaut également ici. Nous rejetons donc l'exception soulevée par le Canada à l'encontre de l'allégation 5.

iv) Allégation 7

7.53 Nous rappelons que l'allégation 7 a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation et les garanties accordés par Investissement Québec, y compris les garanties de prêts, les garanties de participation, les garanties de la valeur résiduelle et les "garanties de pertes initiales" sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7.54 La demande de décision préliminaire que le Canada a présentée s'agissant de l'allégation 7 se fonde sur la portée des termes "crédits à l'exportation" et "Investissement Québec" qui figurent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial telle qu'elle est en rapport avec les prescriptions énoncées à l'article 6:2.

7.55 S'agissant de cette exception préliminaire, nous considérons que notre analyse de l'exception soulevée à l'encontre de l'allégation 1 (*voir* les paragraphes 7.37 à 7.44, *supra*) vaut également ici. Nous rejetons donc l'allégation soulevée par le Canada à l'encontre de l'allégation 7.

C. LES PROGRAMMES "EN TANT QUE TELS"

1. Distinction impératif/dispositif

7.56 Nous rappelons que le Brésil allègue que le Compte du Canada et le Compte de la Société de la SEE ainsi que le programme IQ sont "en tant que tels" des subventions à l'exportation prohibées contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Étant donné que les allégations du Brésil concernent les programmes en tant que tels, la distinction impératif/dispositif est d'application comme habituellement. Selon cette distinction – qui a été faite au fil des années dans les affaires portées tant

devant le GATT que devant l'OMC[33] – seule une législation qui exige une violation de règles du GATT/de l'OMC peut être jugée incompatible avec ces règles.

7.57 À cet égard, nous rappelons que le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* a déclaré ce qui suit:

> Il existe une longue pratique en matière de règlement des différends dans le cadre du GATT comme de l'OMC en faveur du principe selon lequel seule une législation qui *prescrit* un manquement aux obligations contractée dans le cadre du GATT/de l'OMC peut être jugée en tant que telle incompatible avec ces obligations. Ce principe a récemment été noté et appliqué par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Loi antidumping de 1916* ("*Loi de 1916*"):
>
> > "[L]e concept de législation impérative par opposition à celui de législation dispositive a été élaboré par un certain nombre de groupes spéciaux du GATT comme étant une considération fondamentale pour déterminer quand une législation en tant que telle – plutôt qu'une application particulière de cette législation – était incompatible avec les obligations d'une partie contractante dans le cadre du *GATT de 1947*."
> >
> > …
> >
> > "[L]es groupes spéciaux ont élaboré le concept selon lequel la législation impérative et la législation dispositive devraient être distinguées l'une de l'autre, considérant que seule une législation qui impose une violation des obligations contactées dans le cadre du GATT peut être jugée incompatible avec ces obligations."[34]

---

[33] *Voir États-Unis – Loi antidumping de 1916*, rapport du Groupe spécial, WT/DS136/R-WT/DS162/R, et rapport de l'Organe d'appel, WT/DS136/AB/R-WT/DS162/AB/R, adoptés le 26 septembre 2000, *États-Unis - Mesures affectant l'importation, la vente et l'utilisation de tabac sur le marché intérieur*, rapport du Groupe spécial, IBDD S41/145, adopté le 4 octobre 1994, *Thaïlande – Restrictions à l'importation et taxes intérieures touchant les cigarettes*, rapport du Groupe spécial, IBDD S37/214, adopté le 7 novembre 1990, *Communauté économique européenne – Règlement relatif aux importations de pièces détachées et composants*, rapport du Groupe spécial, IBDD S37/142, adopté le 16 mai 1990, *États-Unis – Taxes sur le pétrole et certains produits d'importation (Fonds spécial)*, rapport du Groupe spécial, IBDD S34/154, adopté le 17 juin 1987.

Nous notons également la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, selon laquelle "[l]a disposition relative à la production captive n'*exige* pas, en soi, que l'on s'attache exclusivement au marché de gros, et n'*impose* pas, à l'égard de l'analyse du marché de gros, une approche sélective qui *exclue* un examen équivalent du marché captif. La disposition ne *prescrit* pas non plus, en soi, qu'une importance particulière soit accordée aux données relatives au marché de gros. En fait, comme on l'a expliqué ci-dessus, cette disposition permet à l'ITC d'examiner le marché de gros *et* le marché captif, avec le même degré de vigilance et d'attention, dans le cadre d'un examen plus vaste de la branche de production nationale dans son ensemble. … Par conséquent, dans la mesure où la disposition est interprétée d'une manière compatible avec notre raisonnement tel qu'il est exposé aux paragraphes 203 à 208 du présent rapport, nous ne voyons aucune incompatibilité nécessaire entre la disposition relative à la production captive, *telle qu'elle est énoncée*, et l'*Accord antidumping*" (*États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 208) (note de bas de page omise, italique dans l'original).

[34] *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis - Restrictions à l'exportation*"), rapport du Groupe spécial, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 8.4 (notes de bas de page omises).

7.58 Nous notons que le Brésil "convient [expressément] ... que la distinction entre une législation dispositive ("telle qu'elle est appliquée") et une législation impérative ("en tant que telle") est un principe établi de la jurisprudence du GATT et de l'OMC".[35] Il y a donc désaccord entre les parties quant à l'applicabilité de la distinction impératif/dispositif.[36]

7.59 En conséquence, nous allons appliquer la distinction impératif/dispositif dans le présent différend pour déterminer si les programmes canadiens en cause sont en tant que tels incompatibles avec des obligations contractées dans le cadre de l'OMC, c'est-à-dire pour déterminer si les textes juridiques régissant la mise en place et le fonctionnement de ces programmes sont impératifs s'agissant des violations alléguées par le Brésil. En d'autres termes, pour évaluer l'allégation formulée par le Brésil à l'encontre de la SEE en tant que telle, il nous faut déterminer si le programme de la SEE prescrit l'octroi de subventions à l'exportation prohibées d'une manière incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

7.60 Le Brésil fait cependant valoir que la distinction impératif/dispositif devrait être appliquée dans le "contexte quant au fond" de la SEE, c'est-à-dire le fait que la SEE est un organisme de crédit à l'exportation, et que le but même de ces organismes est de subventionner les exportations. Le Brésil explique que la référence qu'il fait au "contexte quant au fond" est tirée de la déclaration ci-après du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*:

> Nous n'avons connaissance d'aucun précédent du GATT/de l'OMC qui imposerait à un groupe spécial de voir si une législation est impérative ou dispositive *avant* d'examiner les dispositions en cause quant au fond. Au contraire, nous relevons qu'un certain nombre de groupes spéciaux, dans des différends concernant la compatibilité d'une législation, n'ont *pas* examiné la question impératif/dispositif de façon abstraite et en tant que question nécessairement préliminaire. Dans ces affaires, les groupes spéciaux ont en revanche commencé par régler toute controverse concernant ce qu'imposaient les obligations en cause du GATT/de l'OMC et ont ensuite seulement abordé, *à la lumière de ces constatations*, la question de savoir si la partie défenderesse avait démontré de façon adéquate qu'elle avait un pouvoir discrétionnaire suffisant pour se conformer à ces règles. En d'autres termes, la

[35] Réponse du Brésil à la question n° 28 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe A-9). Nous notons en outre que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* ainsi que le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* ont appliqué la distinction impératif/dispositif comme l'Organe d'appel l'a fait dans ces affaires (*Canada – Aéronefs*, rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, note de bas de page 9, *supra*, et *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, WT/DS46/R et WT/DS46/AB/R, respectivement, adoptés le 20 août 1999). Enfin, nous notons que le Brésil a fait valoir que la distinction impératif/dispositif devrait être appliquée dans l'affaire *Brésil - Aéronefs - Article 21:5 (II) (Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*Brésil - Aéronefs - Article 21:5 (II)*"), rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001).

[36] Nous notons que le Groupe spécial *Article 301* a constaté que même une législation dispositive peut constituer un manquement à certaines obligations contractées dans le cadre de l'OMC (*voir États-Unis - Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, rapport du Groupe spécial, WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000, paragraphe 7.53). Nous rappelons que l'analyse du Groupe spécial dans ce différend était centrée sur la nature des obligations imposées par l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord. Ni l'une ni l'autre partie n'a laissé entendre que des considérations similaires étaient d'application s'agissant des dispositions de l'Accord SMC dont le Brésil allègue qu'elles ont été violées dans le présent différend.

> distinction impératif/dispositif a été appliquée *dans un contexte donné quant au fond*.[37]

7.61 Nous notons cependant que dans cette affaire, le Groupe spécial s'est principalement penché sur la question de savoir si la distinction impératif/dispositif devait être traitée par un groupe spécial en tant que question préliminaire comme les États-Unis l'ont fait valoir dans cette affaire, ou si un groupe spécial pouvait tenir compte de cette distinction après avoir pris en considération les prescriptions juridiques des dispositions applicables de l'Accord sur l'OMC. En d'autres termes, l'expression "contexte quant au fond" renvoie aux articles 1er et 3 de l'Accord SMC[38], et non à la mesure à l'examen. Le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* fait simplement valoir qu'il peut être difficile de déterminer si un comportement non conforme est prescrit, sans déterminer tout d'abord ce que sont les obligations au regard desquelles la conformité est évaluée. En l'espèce, le "contexte quant au fond" pertinent pour appliquer la distinction impératif/dispositif serait les obligations énoncées à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, et non les programmes à l'examen.

7.62 Nous allons donc appliquer la distinction impératif/dispositif à la lumière de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. En d'autres termes, la question sur laquelle il nous faut nous pencher est celle de savoir si la SEE – le Compte du Canada de la SEE et le Compte de la Société de la SEE – ou IQ exige du Canada qu'il octroie des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

7.63 Nous rappelons que l'article 3 de l'Accord SMC dispose ce qui suit dans la partie pertinente:

> Exception faite de ce qui est prévu dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions définies à l'article premier dont la liste suit seront prohibées:
>
> a) subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I; (notes de bas de page omises)

7.64 Nous rappelons en outre que l'article premier de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

> 1.1 Aux fins du présent accord, une subvention sera réputée exister:
>
> a) 1) s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre (dénommés dans le présent accord les "pouvoirs publics"), c'est-à-dire dans les cas où:
>
> i) une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds (par exemple, sous la forme de dons, prêts et participation au capital social) ou des transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple, des garanties de prêt);

---

[37] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, note de bas de page 34, *supra*, paragraphe 8.11. (italique dans l'original, note de bas de page omise)

[38] Le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* a déclaré ce qui suit: "[C]ommencer par définir et examiner les obligations pertinentes contractées dans le cadre de l'OMC nous permettra d'évaluer plus facilement la façon dont la législation traite ces obligations et la question de savoir s'il y a violation. En d'autres termes, c'est après avoir examiné à la fois les allégations relatives aux dispositions de l'OMC quant au fond et les dispositions pertinentes de la législation en cause que nous serons le mieux placés pour déterminer si la législation impose un traitement des restrictions à l'exportation qui viole ces dispositions." (*États-Unis - Restrictions à l'exportation*, note de bas de page 34, *supra*, paragraphe 8.12).

> ii) des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues (par exemple, dans le cas des incitations fiscales telles que les crédits d'impôt); [note de bas de page omise]
>
> iii) les pouvoirs publics fournissent des biens ou des services autres qu'une infrastructure générale, ou achètent des biens;
>
> iv) les pouvoirs publics font des versements à un mécanisme de financement, ou chargent un organisme privé d'exécuter une ou plusieurs fonctions des types énumérés aux alinéas i) à iii) qui sont normalement de leur ressort, ou lui ordonnent de le faire, la pratique suivie ne différant pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics;
>
> ou
>
> a) 2) s'il y a une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI du GATT de 1994;
>
> et
>
> b) si un avantage est ainsi conféré.

Par conséquent, il ressort clairement de l'article 1.1 que la définition d'une subvention comporte deux éléments distincts: i) une contribution financière (ou un soutien des revenus ou des prix), ii) qui confère un avantage.

7.65 De ce fait, en l'espèce, il faudrait que le Brésil démontre que les instruments juridiques régissant la mise en place et le fonctionnement des programmes en cause sont impératifs s'agissant de la violation alléguée, c'est-à-dire l'octroi de subventions à l'exportation prohibées. En d'autres termes, il faudrait que le Brésil démontre que ces instruments juridiques prescrivent i) une contribution financière; ii) qui confère un avantage, et une subvention existe donc, et iii) que la subvention est subordonnée aux résultats à l'exportation.

7.66 Nous notons que le Canada n'a pas contesté que les instruments juridiques régissant les programmes en cause prescrivent des contributions financières. Nous notons également qu'il est indiqué à l'article 1.1 a) 1) i) qu'une contribution financière existe dans les cas où "une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds (par exemple, sous la forme de dons, prêts, et participation au capital social) ou des transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple, des garanties de prêt)". Nous considérons qu'il n'y a pas désaccord entre les parties sur le fait que les instruments juridiques régissant les programmes en cause prescrivent une telle activité.

7.67 Nous notons, toutefois, que les parties ne s'accordent pas à reconnaître que les instruments juridiques régissant les programmes en cause prescrivent l'octroi d'un avantage et établissent une subordination à l'exportation. Nous traiterons ces questions dans le contexte de chaque programme. En ce qui concerne l'octroi d'un avantage, question que nous examinerons en premier, nous serons guidés par les constatations pertinentes du Groupe spécial *Canada – Aéronefs*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> Premièrement, à notre avis, le sens ordinaire du terme "benefit" englobe à l'évidence une forme d'avantage. Nous ne considérons pas que le sens ordinaire du terme "benefit" implique en soi une notion de coût net pour les pouvoirs publics. Comme le Canada lui-même l'a noté, le dictionnaire définit le terme "benefit" comme étant un "avantage" et non un coût net. Pour déterminer si une contribution financière (au

> sens de l'article 1.1 a) i)) confère un "benefit", c'est-à-dire un avantage, il faut déterminer si la contribution financière place le bénéficiaire dans une position plus avantageuse qu'en l'absence de contribution financière. À notre avis, la seule base logique permettant de déterminer ce que la position du bénéficiaire aurait été en l'absence de contribution financière est le marché. Par conséquent, une contribution financière ne confère un "benefit", c'est-à-dire un avantage, que si elle est fournie à des conditions plus avantageuses que celles que le bénéficiaire aurait trouvées sur le marché.[39]

En outre, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial, statuant comme suit:

> Nous estimons également que le terme "avantage", tel qu'il est utilisé à l'article 1.1 b), comporte une forme de comparaison. Il doit en être ainsi, car il ne peut pas y avoir "avantage" pour le bénéficiaire si, avec la "contribution financière", celui-ci n'est pas "mieux loti" qu'en l'absence de contribution. À notre avis, le marché constitue une bonne base de comparaison lorsqu'on détermine si un "avantage" a été "conféré", parce qu'on peut identifier la capacité d'une "contribution financière" de fausser les échanges en déterminant si le bénéficiaire a reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[40]

7.68 Par conséquent, nous allons maintenant examiner si les instruments juridiques régissant les programmes en cause prescrivent un subventionnement, en particulier, l'octroi d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC. Si tel est le cas – et une subvention existe donc – nous examinerons si cette subvention est subordonnée aux résultats à l'exportation.

2. La Société pour l'expansion des exportations "en tant que telle"

7.69 La SEE est une société constituée selon les lois canadiennes et est détenue à 100 pour cent par l'État. Le Canada explique qu'elle est gérée selon les principes commerciaux[41] et a pour mission:

> a) de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada; et
>
> b) de soutenir et de développer, directement ou indirectement, la capacité du Canada:
>
> i) de participer aux exportations; et
>
> ii) de profiter des débouchés offerts sur le marché international.[42]

7.70 Nous notons que le Brésil avance un argument général s'agissant de la SEE en tant que telle - en partant du point de vue que le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE sont des organismes de crédit à l'exportation - qui vaut pour les deux comptes. Il avance aussi certains arguments additionnels qui sont propres à chacun des deux comptes. Nous allons tout d'abord examiner l'argument général qui porte sur les deux comptes, puis les arguments additionnels propres à chacun d'eux, en appliquant la distinction impératif/dispositif aux trois séries d'arguments.

---

[39] *Canada – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 9.112 (note de bas de page omise).

[40] *Canada – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 157.

[41] Première communication écrite du Canada, paragraphe 19 (Annexe B-4).

[42] *Loi sur l'expansion des exportations*, R.C.S. 1985, c. E-20, a. 10 (pièce n° 17 du Brésil).

a) La Société pour l'expansion des exportations en tant qu'organisme de crédit à l'exportation

i) Brésil

7.71 L'argument général du Brésil concernant la SEE en tant que telle est que le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE "sont établis et fonctionnent en tant qu'organismes de crédit à l'exportation, la raison d'être de leur existence étant d'octroyer des subventions à l'exportation".[43] Le Brésil allègue que les organismes de crédit à l'exportation bénéficient dans leur fonctionnement d'un avantage compétitif déloyal, car ils sont en mesure de se procurer des fonds à un coût moindre que leurs concurrents du secteur privé et parce qu'ils sont exonérés de certains impôts. Par conséquent, lorsque la SEE accorde des garanties et des prêts et fournit des services financiers, elle confère nécessairement un avantage. Le fait qu'elle fonctionne selon les "principes commerciaux" n'élimine pas cet avantage compétitif déloyal, pas plus que l'avantage. Le Brésil affirme que le refuge offert par le point k) de la Liste exemplative a été créé précisément parce que l'octroi de subventions à l'exportation prohibées est "inhérent à l'existence et au fonctionnement mêmes d'un organisme de crédit à l'exportation".[44]

7.72 Le Brésil allègue en outre que des exemples précis démontrent que la SEE en tant que telle octroie des subventions à l'exportation prohibées sous la forme de garantie de prêts, de services financiers et de financement sous forme de crédits.

ii) Canada

7.73 Le Canada fait valoir qu'en avançant l'argument selon lequel tous les organismes de crédit à l'exportation octroient nécessairement des subventions à l'exportation prohibées, le Brésil cherche à se soustraire à la charge qui lui incombe de prouver l'existence d'une subvention et, en particulier, d'un avantage. À son avis, l'argument du Brésil n'est pas corroboré par le texte de l'Accord SMC et va à l'encontre de ce que des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont estimé constituer une subvention. Selon le Canada, étant donné que les organismes de crédit à l'exportation varient en fonction de leur statut juridique, des politiques et des produits, ils ne subventionnent pas nécessairement les exportations. Le Canada considère que pour savoir si un organisme de crédit à l'exportation offre une subvention, il ne suffit pas de se poser la question "s'agit-il d'un organisme de crédit à l'exportation?". Il faut se demander si le bénéficiaire du financement reçoit une contribution financière à des conditions plus favorables que celles qui lui sont offertes sur le marché, conformément à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*.

7.74 Le Canada conteste la tentative faite par le Brésil de faire référence à des transactions particulières pour défendre son allégation concernant les programmes "en tant que tels". Selon le Canada, un Membre ne peut pas invoquer des transactions particulières pour illustrer le fait qu'une mesure est incompatible en tant que telle. Pour prouver qu'une mesure est incompatible en tant que telle, un Membre doit prouver que l'exécutif est légalement tenu d'agir d'une manière incompatible avec l'Accord sur l'OMC dans certaines circonstances.

iii) Constatations

7.75 Notons que, ainsi qu'il est bien établi dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC, la charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité. La charge de la preuve passe ensuite à la partie

[43] Réponse du Brésil à la question n° 29 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe A-9).

[44] *Voir* la note de bas de page 35, *supra*.

défenderesse, qui doit repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée. Nous rappelons, à cet égard, la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Hormones*:

> La charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit fournir un commencement de preuve d'incompatibilité avec une disposition particulière de l'*Accord SPS* en ce qui concerne la partie défenderesse, ou plus exactement, sa (ses) mesure(s) SPS faisant l'objet de la plainte. Une fois que ce commencement de preuve a été apporté, la charge de la preuve passe à la partie défenderesse, qui doit à son tour repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée.[45]

Par conséquent, en l'espèce, le Brésil doit démontrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité s'agissant de la SEE.

7.76 Nous rappelons que l'argument général du Brésil est que la SEE en tant que telle octroie des subventions à l'exportation étant donné que le Compte de la Société et le Compte du Canada de cette dernière "sont établis et fonctionnent en tant qu'organismes de crédit à l'exportation, la raison d'être de leur existence étant d'octroyer des subventions à l'exportation"[46], ce qui constituerait une violation de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Quelle que soit la raison de l'existence d'organismes de crédit à l'exportation, pour prouver que la SEE en tant que telle octroie des subventions à l'exportation, le Brésil aurait à établir que tel est le cas en se fondant sur les divers textes juridiques relatifs à la création et au fonctionnement de la SEE (c'est-à-dire à la fois le Compte du Canada et le Compte de la Société de cette dernière).

7.77 Nous considérons que, malgré le fait que la charge de la preuve lui incombait, le Brésil n'a mentionné aucune disposition spécifique de ces textes juridiques qui donne à penser que ces programmes prescrivent un subventionnement, en particulier, l'octroi d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC. Nous avons néanmoins examiné les divers textes juridiques communiqués par le Brésil et n'y avons rien trouvé qui donne à penser qu'il y a un subventionnement impératif de la part de la SEE. Nous notons, en particulier, que l'article 10 de la *Loi sur l'expansion des exportations*[47], qui définit la mission et les pouvoirs de la SEE, ne corrobore pas l'allégation de subventionnement impératif formulée par le Brésil. L'article 10 1), qui définit la mission de la SEE, dispose ce qui suit:

> La [SEE] a pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international.

7.78 L'article 10 1.1) de la *Loi sur l'expansion des exportations*, qui définit les pouvoirs de la SEE, énumère un certain nombre d'activités que la SEE peut mener, notamment:

> a) acquérir et aliéner, par tout moyen, des droits sur des biens;
>
> b) conclure, au profit de toute personne, une entente en matière d'assurance, de réassurance, d'indemnisation ou de garantie;

---

[45] *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (Hormones)*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS26/AB/R-WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 98. Voir également *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, page 16.

[46] *Voir* la note de bas de page 43, *supra*.

[47] *Loi sur l'expansion des exportations*, note de bas de page 42, *supra*, article 10 1).

c) conclure une entente ayant pour effet d'ouvrir un crédit au profit d'une personne ou comportant un engagement de verser une somme d'argent à une personne;

d) acquérir des droits sur des biens à titre de sûreté;

e) recueillir, analyser, publier et diffuser des renseignements et fournir des services de consultation;

f) obtenir la constitution, la dissolution ou la fusion de filiales;

g) acquérir et aliéner, par tout moyen, des droits sur une entité;

h) faire des placements et effectuer les opérations utiles à sa gestion financière;

…

7.79 Aucune de ces dispositions ni aucune autre disposition de la Loi sur l'expansion des exportations n'établissent un subventionnement impératif s'agissant de la SEE. En outre, il est indiqué à l'article 19 que le conseil d'administration de la SEE peut fixer les conditions d'exercice des pouvoirs de la Société prévus par la Loi et nous n'avons vu aucun élément de preuve présenté par le Brésil concernant d'éventuelles conditions fixées par le conseil qui donnerait à penser que l'octroi de subventions est impératif.

7.80 Le Brésil affirme que les organismes de crédit à l'exportation bénéficient d'un avantage compétitif par rapport à leurs concurrents du secteur privé (parce qu'ils n'acquittent pas d'impôts, par exemple) et que cela leur permet d'offrir des conditions plus favorables que celles qui peuvent être obtenues dans le secteur privé. Selon le Brésil, "ne pas payer d'impôts est caractéristique de la capacité d'un organisme de crédit à l'exportation de s'acquitter de sa mission normale – qui est d'octroyer des subventions à l'exportation, et en est une condition préalable essentielle".[48] Le Brésil laisse aussi entendre qu'il n'y aurait pas besoin de la SEE si celle-ci n'apportait pas un soutien à des conditions plus favorables que celles offertes sur le marché.[49] Toutefois, que ces arguments soient ou non corrects du point de vue des faits, nous ne voyons pas en quoi ils établissent qu'il y a un subventionnement impératif. Le fait qu'une entité bénéficie de certains avantages fiscaux ne prouve pas en lui-même et à lui seul que cette entité est tenue de répercuter ces avantages sur ses clients sous la forme de subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC.[50]

7.81 À notre avis, le fait que les organismes de crédit à l'exportation peuvent avoir un avantage compétitif qui leur permet d'offrir des conditions plus avantageuses que leurs concurrents du secteur privé ne signifie pas qu'ils soient nécessairement tenus de le faire. En outre, la SEE a peut-être octroyé des subventions sous la forme de garanties de prêts, de services financiers ou de financement sous forme de crédits dans le cadre de transactions spécifiques[51], mais il ne s'ensuit pas qu'elle soit tenue d'octroyer de telles subventions.

[48] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 47 (Annexe A-10).

[49] *Voir* la pièce n° 54 du Brésil.

[50] De plus, dans la mesure où le Brésil pourrait laisser entendre que tous les organismes de crédit à l'exportation octroient des subventions à l'exportation prohibées, nous considérons qu'un tel argument brouille la distinction entre contribution financière et avantage. Le fait qu'un organisme de crédit à l'exportation accorde des crédits à l'exportation démontre l'existence d'une contribution financière, et non, par là, l'octroi d'un avantage.

[51] Nous ne formulons toutefois aucune constatation à cet égard à ce stade.

7.82 Nous notons que le Brésil affirme que "[s]i un organisme de crédit à l'exportation ne bénéficie pas du refuge offert par le point k), il octroie une subvention prohibée "en tant que tel" parce que le fait d'octroyer des subventions à l'exportation, comme les négociateurs du Tokyo Round l'ont reconnu, est inhérent à l'existence et au fonctionnement mêmes d'un organisme de crédit à l'exportation"[52] ... "[L]e point k) permet aux organismes de crédit à l'exportation de s'acquitter de leur fonction normale et, en même temps, de satisfaire aux prescriptions du GATT et maintenant à celles de l'Accord sur l'OMC."[53] Nous croyons comprendre par là que le Brésil fait valoir qu'il n'y aurait pas eu besoin du point k) si les organismes de crédit à l'exportation n'octroyaient pas des subventions à l'exportation. Là encore, l'argument du Brésil repose sur la nature des organismes de crédit à l'exportation, dont nous considérons qu'elle ne permet pas de trancher la question du subventionnement impératif. Nous estimons que le point k) définit les circonstances dans lesquelles l'octroi de crédits à l'exportation, entre autres choses, est en soi réputé être une subvention à l'exportation et prévoit une exception spécifique à ce qui y est indiqué, également dénommée le "refuge" offert par le point k). L'existence du point k) – y compris l'historique de sa négociation – n'a aucun rapport avec la question de savoir s'il est prescrit à un organisme de crédit à l'exportation d'octroyer des subventions. Accepter que, étant donné que le point k) a été négocié afin de faire concorder les règles de l'OCDE avec celles de l'OMC en ce qui concerne les subventions à l'exportation, il s'ensuit que tous les organismes de crédit à l'exportation sont tenus d'accorder des subventions à l'exportation reviendrait à faire une supposition pour laquelle nous ne voyons aucun fondement et conduirait de fait à ne pas appliquer la distinction impératif/dispositif. L'existence du point k) n'élimine pas l'obligation pour une partie plaignante de prouver la nature impérative du programme pour faire prévaloir une allégation concernant les programmes "en tant que tels".

7.83 Enfin, nous rappelons l'argument additionnel du Brésil selon lequel des exemples précis démontrent que la SEE en tant que telle octroie des subventions à l'exportation prohibées sous la forme de garanties de prêts, de services financiers et de financement sous forme de crédits. Les allégations concernant les programmes "en tant que tels" sont cependant soumises à la distinction impératif/dispositif et, conformément à cette distinction, un subventionnement allégué devrait être démontré sur la base des divers textes juridiques relatifs à la création et au fonctionnement de la SEE. À notre avis, des cas précis de subventionnement n'établissent donc pas en eux-mêmes et à eux seuls l'illégalité de la SEE "en tant que telle" s'agissant d'un programme qui en relève.

7.84 Ayant constaté que la SEE ne prescrit pas - du fait qu'elle est un organisme de crédit à l'exportation - l'octroi d'un bénéfice et, partant, un subventionnement, nous n'avons pas besoin d'examiner la question de la subordination à l'exportation et nous ne le faisons pas.

7.85 Pour les raisons exposées plus haut, nous rejetons l'argument du Brésil selon lequel la SEE - du fait qu'elle est un organisme de crédit à l'exportation - prescrit un subventionnement, en particulier, l'octroi d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC. Nous constatons en conséquence que la SEE n'est pas - du fait qu'elle est un organisme de crédit à l'exportation - incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

b) Le Compte du Canada de la SEE

7.86 Ayant examiné l'argument général du Brésil portant sur les deux comptes, nous passons maintenant aux arguments additionnels du Brésil propres à chaque compte, en nous penchant tout d'abord sur les arguments additionnels du Brésil propres au Compte du Canada de la SEE, puis sur ses arguments additionnels visant expressément le Compte de la Société de la SEE. En conséquence, pour évaluer l'allégation formulée par le Brésil à l'encontre du Compte du Canada de la SEE en tant

[52] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 45 (Annexe A-10).

[53] Réponse du Brésil à la question n° 28 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe A-9).

que tel, il nous faut tout d'abord déterminer si le Compte du Canada de la SEE prescrit l'octroi de subventions à l'exportation prohibées d'une manière incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.[54]

7.87 Nous rappelons que la SEE peut entreprendre et gérer des opérations de financement qu'elle n'entreprendrait pas si le gouvernement canadien ne leur reconnaissait pas un intérêt national. Les obligations découlant de ces activités sont financées par l'État, qui assume directement les risques. Ces activités relèvent de ce qu'on appelle le "Compte du Canada".

i) Brésil

7.88 Le Brésil allègue que le Canada n'a pas contesté que le soutien apporté par la SEE est subordonné en droit à l'exportation, et se concentre donc sur la question du subventionnement.

7.89 Le Brésil affirme que la SEE n'utilise le Compte du Canada que lorsque les conditions de son soutien ne seraient pas conformes à "ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des *conditions semblables* et avec des *garanties semblables*"[55], et que ce soutien ne pourrait donc pas être apporté par l'intermédiaire du Compte de la Société. Selon le Brésil, le soutien du Compte du Canada de la SEE n'est donc manifestement pas conforme à ce que le Canada considère être le marché et, partant, confère un avantage et constitue une subvention. Le Brésil affirme en outre que l'existence même de la *Ligne directrice concernant le Compte du Canada* de la SEE[56] démontre que le soutien en tant que tel apporté par le Compte du Canada constitue une subvention à l'exportation prohibée. Le Brésil indique que dans l'affaire *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, le Canada a soutenu que, conformément à cette ligne directrice, "les futures transactions au titre du Compte du Canada seront compatibles avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC en ce sens qu'elles rempliront les conditions voulues pour bénéficier du refuge offert par le second paragraphe du point k) de la Liste exemplative".[57] Il fait observer que le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a déterminé que la Ligne directrice n'était pas suffisante pour que le soutien du Compte du Canada de la SEE bénéficie du refuge et, du propre aveu du Canada, sans la protection du refuge, le soutien du Compte du Canada constitue une subvention à l'exportation prohibée. Pour le Brésil, "c'est l'*insuffisance* de la Ligne directrice … qui est révélatrice de la nature du Compte du Canada de la SEE "en tant que tel"".[58]

ii) Canada

7.90 Le Canada soutient que le Compte du Canada de la SEE est discrétionnaire, indiquant que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* a constaté que le programme était discrétionnaire, et qu'il n'y a aucune raison que le présent groupe spécial s'écarte de cette constatation. Selon le Canada, le Brésil n'a pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve qui montrent que le Groupe spécial *Canada - Aéronefs* s'est trompé dans ses constatations. Le Brésil n'a pas non plus, estime le Canada, fourni de raison pour laquelle les circonstances ayant donné lieu aux constatations dans l'affaire *Canada - Aéronefs* peuvent être distinguées des circonstances du présent différend.

---

[54] Nous notons que, conformément au point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation annexée à l'Accord SMC, "une pratique suivie en matière de crédit à l'exportation qui est conforme [aux] dispositions [de l'*Arrangement de l'OCDE* en matière de taux d'intérêt] ne sera pas considérée comme une subvention à l'exportation prohibée par le présent accord".

[55] Première communication écrite du Canada, paragraphe 67 (italique dans l'original) (Annexe B-4).

[56] Pièce n° 17 du Canada et Appendice A de la pièce n° 16 du Canada.

[57] *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*Canada - Aéronefs - Article 21:5*"), rapport du Groupe spécial, WT/DS70/R/W, adopté le 4 août 2000, paragraphe 5.61.

[58] Réponse du Brésil à la question n° 49 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion (Annexe A-11).

iii) Constatations

7.91 Là encore, nous notons que, ainsi qu'il est bien établi dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC, la charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité. La charge de la preuve passe ensuite à la partie défenderesse, qui doit repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée. Par conséquent, en l'espèce, le Brésil doit démontrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité s'agissant du Compte du Canada de la SEE.

7.92 Nous rappelons que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* a rejeté l'allégation du Brésil selon laquelle le financement sous forme de crédits accordé au titre du Compte du Canada pour l'exportation d'avions canadiens de transport régional constituait en tant que tel une subvention à l'exportation incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.[59] Laissant de côté pour le moment la question de la subordination à l'exportation, nous allons examiner tout d'abord celle du subventionnement, en particulier la question de savoir si le Compte du Canada prescrit l'octroi d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.[60]

7.93 Nous rappelons que, conformément à la distinction impératif/dispositif, le Brésil doit démontrer qu'il y a un subventionnement sur la base des textes juridiques régissant l'établissement et le fonctionnement du Compte du Canada de la SEE. Nous notons cependant que la *Loi sur l'expansion des exportations*[61], qui porte création de la SEE, ne donne aucune indication quant à un subventionnement impératif et que le Brésil ne prétend pas non plus que cette loi ou l'un quelconque des autres textes juridiques en donne. En particulier, les lignes directrices qui sont d'application, y compris celles, telles que l'Appendice A de la *Directive GEN 000-004 – Communication de documents au gouvernement canadien*[62] et la *Ligne directrice concernant le Compte du Canada de la SEE*[63], qui ont été adoptées pour mettre en œuvre les recommandations formulées par l'ORD dans

---

[59] *Voir Canada – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 10.1. Voir également la section VII.B.1, *supra*. À cet égard, nous rappelons, en particulier, la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, à savoir que:

> [l]es rapports de groupes spéciaux adoptés sont une partie importante de l'"acquis" du GATT. … Ils suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend. (*Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques II*"), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS8/AB/R-WT/DS10/AB/R-WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, page 17.)

Notant ce passage, le Groupe spécial *Inde – Brevets (CE)* a déclaré ce qui suit:

> [L]es groupes spéciaux ne sont pas *liés* par les décisions antérieures de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel même si la question traitée est la même. Lorsque nous examinons le différend WT/DS79, nous ne sommes pas juridiquement liés par les conclusions du Groupe spécial dans le différend WT/DS50 telles qu'elles ont été modifiées par le rapport de l'Organe d'appel. Toutefois, dans le cadre des "procédures normales de règlement des différends" prescrites à l'article 10:4 du Mémorandum d'accord, nous tiendrons compte des conclusions et du raisonnement figurant dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel concernant le différend WT/DS50. En outre, lors de notre examen, nous pensons que nous devrions accorder beaucoup d'importance à la fois à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, qui souligne le rôle du système de règlement des différends de l'OMC pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, et à la nécessité d'éviter des décisions incohérentes [ ]. (*Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("*Inde – Brevets (CE)*"), rapport du Groupe spécial, WT/DS79/R, adopté le 2 septembre 1998, paragraphe 7.30) (italique dans l'original).

[60] Nous notons que, dans le présent différend, le Brésil allègue que le Canada n'a pas contesté que le soutien apporté par la SEE est subordonné en droit à l'exportation, et se concentre donc sur la question du subventionnement.

[61] *Voir* la note de bas de page 42, *supra*.

[62] Pièce n° 16 du Canada.

[63] Pièce n° 17 du Canada.

l'affaire *Canada – Aéronefs*, ne se réfèrent qu'à l'*Arrangement de l'OCDE*. La *Ligne directrice concernant le Compte du Canada de la SEE* dispose ce qui suit: "Aux fins d'une autorisation prévue au paragraphe 23 1) de la *Loi sur l'expansion des exportations* pour une opération de financement ou une catégorie d'opérations de financement, le Ministre du commerce international a pour pratique de considérer que toute opération ou catégorie d'opérations de ce genre qui n'est pas conforme à l'*Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* ne servirait pas l'intérêt national".[64] Aucune de ces lignes directrices n'est suffisante pour établir qu'il y a un subventionnement impératif s'agissant du Compte du Canada de la SEE. Il est peut-être vrai que même lorsqu'un programme est conforme à l'*Arrangement de l'OCDE*, ce programme peut – conformément aux constatations du Groupe spécial *Canada - Aéronefs - Article 21:5* – donner lieu à l'octroi de subventions à l'exportation prohibées contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, mais cela n'est pas nécessairement le cas. À notre avis, le Brésil n'a mentionné aucun texte juridique qui démontre qu'il y a un subventionnement obligatoire.

7.94 Le Brésil fait valoir que l'existence d'un subventionnement, en particulier, l'octroi d'un avantage, s'agissant du Compte du Canada de la SEE, est effectivement établie par l'indication quant aux circonstances dans lesquelles le Compte du Canada est utilisé, en ce sens que ce dernier n'est utilisé que lorsqu'il s'agit d'octroyer une subvention. L'argument du Brésil – formulé sur la base d'une déclaration du Canada – est que le Compte du Canada n'est utilisé que lorsque les conditions de son soutien ne seraient pas conformes à "ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des *conditions semblables* et avec des *garanties semblables*"[65], et que cela indique qu'un avantage est conféré. Nous ne voyons cependant aucun fondement juridique à cette assertion et le Brésil n'en indique pas non plus. En outre, les pièces dont nous disposons au sujet du fonctionnement du Compte du Canada de la SEE donneraient à penser que cette assertion n'est pas correcte du point de vue des faits. Le document *Société pour l'expansion des exportations: Guide de référence 1999-2000* dispose ce qui suit dans la partie pertinente:

> La SEE s'efforce de trouver des moyens de structurer des opérations dans le cadre de compte de société, mais plusieurs facteurs peuvent l'amener à adresser une opération au Compte du Canada. En effet, il se peut que l'opération présente des risques supérieurs à ceux prévus par les lignes directrices de la Société pour un pays donné (autrement dit, qu'elle dépasse le volume d'activités que la SEE considère prudent de couvrir sur un marché donné); qu'elle vise des marchés où la SEE ne souhaite pas, pour des questions de risques, appuyer des contrats d'exportation canadiens; qu'elle porte sur une somme plus importante que ce que la Société couvrirait normalement pour un seul emprunteur; ou qu'elle comporte des modalités inhabituelles pour la SEE.[66]

7.95 Il est évident pour nous, d'après le passage cité, qu'il y a dans une transaction donnée divers facteurs qui sont susceptibles de conduire à l'utilisation du Compte du Canada de la SEE plutôt que du Compte de la Société, et que ces facteurs constituent des limitations à la participation du Compte de la Société de la SEE dans une transaction particulière. Nous ne voyons cependant pas en quoi les conditions d'utilisation du Compte du Canada de la SEE démontrent qu'il existe un subventionnement impératif, en particulier que le programme exige l'octroi d'un avantage lorsqu'il sert à fournir une aide

---

[64] L'article 23 1) de la *Loi sur l'expansion des exportations* dispose ce qui suit: "Lorsque la [SEE] l'informe qu'elle ne procédera pas, sans l'autorisation prévue au présent article, à une opération ou catégorie d'opérations qu'elle a le pouvoir d'effectuer aux termes des alinéas 10 1.1) a) à e) ou i) à k), le ministre, s'il estime que cela servirait l'intérêt national, peut, avec le consentement du Ministre des finances, lui accorder cette autorisation." (pièce n° 17 du Brésil).

[65] Première communication écrite du Canada, paragraphe 67 (italique dans l'original) (Annexe B-4).

[66] *Société pour l'expansion des exportations: Guide de référence 1999-2000*, page 7 (pièce n° 23 du Brésil).

au financement. Nous considérons que le Brésil n'a pas démontré que le soutien du Compte du Canada de la SEE donne nécessairement lieu à un subventionnement. Nous pouvons voir qu'il est peut-être concevable qu'un tel soutien prenne la forme d'un subventionnement, mais rien ne donne à penser que cela doive, en droit, être le cas.

7.96 Ayant constaté que le Compte du Canada de la SEE ne prescrit pas l'octroi d'un avantage et, partant, un subventionnement, nous n'avons pas besoin d'examiner la question de la subordination à l'exportation et nous ne le faisons pas.

7.97 Pour les raisons exposées plus haut, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle le Compte du Canada de la SEE prescrit l'octroi de subventions à l'exportation contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Nous constatons donc que le Compte du Canada de la SEE en tant que tel n'est pas incompatible avec ledit article.

c) Le Compte de la Société de la SEE

7.98 Nous passons maintenant aux arguments additionnels du Brésil propres au Compte de la Société de la SEE. Pour évaluer l'allégation du Brésil à l'encontre du Compte de la Société, il nous faut déterminer si celui-ci prescrit en soi l'octroi de subventions à l'exportation prohibées d'une manière incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

7.99 Nous rappelons que les activités "Compte de la Société" de la SEE sont les activités menées par la SEE pour son propre compte.

i) Brésil

7.100 Le Brésil allègue que le Canada n'a pas contesté que le soutien apporté par la SEE est subordonné en droit à l'exportation, et se concentre donc sur la question du subventionnement.

7.101 Le Brésil fait valoir que le Compte de la Société de la SEE a été créé pour soutenir les exportations en fournissant des services financiers que le marché ne fournit pas. Le Compte de la Société "complète" le marché. Il accorde des taux d'intérêt inférieurs au TICR[67] sur des périodes supérieures à dix ans. Pourtant, selon les termes de l'*Arrangement de l'OCDE*, le TICR et les conditions de remboursement sur dix ans sont "les modalités et conditions de remboursement les plus favorables qui peuvent être offertes dans le cadre d'un soutien public". L'Organe d'appel a conclu que des conditions plus favorables que celles que prévoit l'*Arrangement de l'OCDE* sont un élément de preuve positif de l'existence d'un avantage important; de telles conditions sont, *a fortiori*, un élément de preuve positif de l'existence d'un avantage. Le Compte de la Société de la SEE, de son propre aveu, fournit aux exportateurs canadiens – et aux exportateurs canadiens seulement – des services financiers à des conditions supérieures à celles qui sont spécifiées dans l'*Arrangement de l'OCDE* et supérieures à celles que les exportateurs pourraient obtenir ailleurs. La fourniture de ces services est subordonnée en droit à l'exportation. Ils constituent donc une subvention à l'exportation prohibée.

ii) Canada

7.102 Le Canada soutient que le Compte de la Société de la SEE est discrétionnaire, indiquant que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* a constaté que le programme était discrétionnaire, et qu'il n'y a aucune raison que le présent groupe spécial s'écarte de cette constatation. Selon le Canada, le Brésil n'a pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve qui montrent que le Groupe spécial *Canada - Aéronefs* s'est trompé dans ses constatations. Le Brésil n'a pas non plus, estime le Canada, fourni de

[67] Taux d'intérêt commercial de référence au sens de l'article 15 de l'*Arrangement de l'OCDE*.

raison pour laquelle les circonstances ayant donné lieu aux constatations dans l'affaire *Canada - Aéronefs* peuvent être distinguées des circonstances du présent différend.

7.103 Le Canada répond en outre que le financement par le Compte de la Société de la SEE n'est pas offert à des conditions plus favorables que celles qui peuvent être obtenues sur le marché. Il ne confère pas un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC et n'équivaut donc pas à une subvention. Comme le Brésil n'a pas montré que le financement par le Compte de la Société de la SEE équivaut à une subvention, la question de la subordination à l'exportation est sans intérêt.

7.104 Le Canada conteste la tentative faite par le Brésil de faire référence à des transactions particulières pour défendre son allégation concernant les programmes "en tant que tels". Selon le Canada, un Membre ne peut pas invoquer des transactions particulières pour illustrer le fait qu'une mesure est incompatible en tant que telle. Pour prouver qu'une mesure est incompatible en tant que telle, un Membre doit prouver que l'exécutif est légalement tenu d'agir d'une manière incompatible avec l'Accord sur l'OMC dans certaines circonstances.

iii) Constatations

7.105 Là encore, nous notons que, ainsi qu'il est bien établi dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC, la charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité. La charge de la preuve passe ensuite à la partie défenderesse, qui doit repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée. Par conséquent, en l'espèce, le Brésil doit démontrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité s'agissant du Compte de la Société de la SEE.

7.106 Laissant de côté pour le moment la question de la subordination à l'exportation, nous allons examiner tout d'abord celle du subventionnement, en particulier, la question de savoir si le Compte de la Société de la SEE prescrit l'octroi d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.[68]

7.107 Nous rappelons que, conformément à la distinction impératif/dispositif, le Brésil doit démontrer qu'il y a un subventionnement sur la base des textes juridiques régissant l'établissement et le fonctionnement du Compte de la Société de la SEE. Pour satisfaire à l'élément "avantage" de l'article 1.1 de l'Accord SMC aux fins d'une mise en cause du Compte de la Société en tant que tel, le Brésil doit montrer que le programme exige l'octroi d'un avantage, et non qu'il pourrait être utilisé pour ce faire, ni même qu'il est utilisé pour ce faire. Nous notons cependant que le Brésil ne mentionne, s'agissant du Compte de la Société de la SEE, aucun texte juridique qui établisse qu'il y a un subventionnement impératif. Nous notons en outre que nous n'en avons trouvé aucun. La Loi sur l'expansion des exportations[69], en particulier, qui porte création de la SEE, ne donne aucune indication quant à un subventionnement impératif. Nous notons aussi divers autres textes[70] que le Canada a communiqués à cet égard, en particulier, le *Manuel sur les politiques en matière de risques de crédit*[71] et la *Politique sur la réalisation de transactions axées sur le marché et de soutien public*.[72] Rien dans ces textes ne fournit d'éléments de preuve corroborant l'octroi prescrit d'un avantage dans le financement fourni par l'intermédiaire du Compte de la Société de la SEE.

7.108 En fait, on peut soutenir qu'il y a des éléments de preuve contraires qui, bien que n'étant pas déterminants, donnent à penser que le Compte de la Société de la SEE ne doit pas être utilisé pour

[68] Nous notons que le Brésil allègue que le Canada n'a pas contesté que le soutien apporté par la SEE est subordonné en droit à l'exportation, et se concentre donc sur la question du subventionnement.

[69] *Voir* la note de bas de page 42, *supra*.

[70] *Voir* les pièces n° 18 à 23, 25, 46 et 47, et 49 du Canada.

[71] Pièce n° 48 du Canada.

[72] Pièce n° 50 du Canada.

octroyer des subventions à l'exportation prohibées. Le *Manuel sur les politiques en matière de risques de crédit de la SEE* indique, par exemple: "La SEE établira des niveaux de prix qui sont appropriés pour le risque de crédit de base et d'autres considérations pertinentes qui lui sont applicables (par exemple, les obligations du Canada conformément à l'Accord sur l'OMC et au Consensus de l'OCDE)."[73] Par ailleurs, dans la *Politique sur la réalisation de transactions axées sur le marché et de soutien public,* il est indiqué, par exemple, ce qui suit: "La présente politique entend: … assurer une plus grande conformité des transactions à moyen et à long terme de la SEE avec les ententes internationales applicables en matière de commerce, en particulier avec l'Accord relatif aux subventions et aux mesures compensatoires de l'OMC et avec l'*Arrangement de l'OCDE*, afin que les critères qui déterminent la conformité de chaque transaction s'alignent sur le processus de classification des transactions défini aux présentes."[74]

7.109 Nous rappelons en outre que le Canada déclare ce qui suit: "Pour ce qui est du processus d'établissement de prix, le groupe des transports de la SEE a un comité qui examine et approuve l'établissement de prix pour toutes les transactions dans le secteur de l'aviation civile. Pour établir les prix, la SEE compare ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des *conditions semblables* et avec des *garanties semblables*. La SEE établit alors les prix en fonction de ce point de repère. En l'absence d'un tel point de repère, la SEE compare l'emprunteur à d'autres emprunteurs ayant une cote de crédit comparable dans le secteur de l'aviation civile et dont les antécédents en ce qui concerne le crédit sont semblables; la SEE établit alors les prrx en fonction de cet autre point de repère."[75] Il est indiqué ce qui suit dans le *Manuel sur les politiques en matière de risques de crédit de la SEE*: "En ce qui concerne les engagements de crédit de la SEE, les prix sont établis conformément aux pratiques en vigueur sur le marché."[76] Là encore, rien ne donne à penser que le Compte de la Société de la SEE doive, en droit, conférer un avantage et, partant, prendre la forme d'un subventionnement.

7.110 Nous rappelons également que le Brésil fait observer que le fait d'être géré selon les principes commerciaux n'exclut pas qu'il y ait un subventionnement, étant donné que certains services/produits de la SEE ne sont pas offerts sur le marché. Selon le Brésil, la fourniture par le Compte de la Société de la SEE de services qui ne sont pas offerts sur le marché signifie nécessairement que ces services sont fournis à des conditions plus favorables que celles qui peuvent être obtenues sur le marché. À titre d'exemple, le Brésil fait référence à la "capacité" du Compte de la Société de la SEE à compléter les services fournis par les banques et autres établissements financiers. Nous rappelons cependant que notre mandat limite le champ de nos demandes de renseignements au domaine des crédits à l'exportation. Dans la mesure où des services fournis par le Compte de la Société de la SEE sont indépendants des crédits à l'exportation qu'il accorde, nous considérons que ces services ne sont pas des mesures qui entrent dans le cadre de notre mandat. Dans la mesure où de tels services sont indissociables des crédits à l'exportation accordés par le Compte de la Société de la SEE, ces services relèvent de notre mandat et entrent dans notre évaluation des crédits à l'exportation accordés par le Compte de la Société. À cet égard, nous considérons que de tels services ne sauraient constituer une

[73] *Voir* la note de bas de page 71, *supra*, page 16. En ce qui concerne le statut juridique du Manuel sur les politiques en matière de risques de crédit de la SEE, nous notons la déclaration suivante du Canada: "En tant que société d'État souveraine et autonome, les pratiques et les politiques de gestion de la SEE relèvent de son conseil d'administration. Le Manuel a été approuvé par le conseil d'administration, mais il ne constitue pas une loi et, par conséquent, il n'est pas contraignant pour la SEE de la même manière qu'une loi le serait. Toutefois, une transaction de la SEE qui relève du pouvoir délégué à la direction de la SEE et qui s'écarte des politiques indiquées dans le Manuel n'est pas dûment autorisée, sauf si elle entre dans une exception à la politique applicable (qui a été approuvée par le conseil d'administration) ou si le conseil d'administration approuve la transaction proprement dite" (réponse du Canada à la question n° 63 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe B-11)).

[74] Voir la note de bas de page 72, *supra*.

[75] Première communication écrite du Canada, paragraphe 67 (Annexe B-4).

[76] *Voir* la note de bas de page 73, *supra*.

contribution financière indépendamment des crédits à l'exportation en relation avec lesquels ils sont fournis.

7.111 Même à supposer que la fourniture de services qui ne sont pas offerts sur le marché confère nécessairement un avantage, le fait que le Compte de la Société de la SEE a la "capacité" de fournir de tels services ne signifie pas nécessairement qu'il est tenu de le faire. Ainsi qu'il a été noté plus haut, pour satisfaire l'élément "avantage" de l'article 1:1 de l'Accord SMC aux fins d'une mise en cause du Compte de la Société de la SEE en tant que tel, il faudrait que le Brésil démontre que le programme exige l'octroi d'un avantage, et non qu'il pourrait être utilisé pour ce faire, ni même qu'il est utilisé pour ce faire.[77]

7.112 Ayant constaté que le Compte de la Société de la SEE ne prescrit pas l'octroi d'un avantage et, partant, un subventionnement, nous n'avons pas besoin d'examiner la question de la subordination à l'exportation et nous ne le faisons pas.

7.113 Pour les raisons exposées plus haut, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle le Compte de la Société de la SEE prescrit l'octroi de subventions à l'exportation contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Nous constatons donc que le Compte de la Société de la SEE en tant que tel n'est pas incompatible avec ledit article.

3. Investissement Québec "en tant que telle"

7.114 Ayant examiné l'allégation formulée par le Brésil à l'encontre de la SEE en tant que telle, nous allons maintenant passer à l'allégation que le Brésil a formulée à l'encontre d'IQ en tant que telle. En conséquence, pour évaluer l'allégation du Brésil à l'encontre d'IQ en tant que telle, il nous faut tout d'abord déterminer si IQ prescrit l'octroi de subventions à l'exportation prohibées d'une manière incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

i) Brésil

7.115 Le Brésil affirme que le programme IQ constitue en tant que tel une subvention à l'exportation prohibée. S'agissant d'un subventionnement impératif, le Brésil estime qu'il est prescrit à IQ de fournir une aide au titre de l'article 28 de la *Loi sur Investissement Québec*. Il fait valoir qu'un avantage est nécessairement conféré dès lors que cette aide prend la forme de garanties de prêts, parce que les sociétés qui achètent des avions Bombardier bénéficient d'une cote de crédit supérieure du gouvernement du Québec. Les garanties sur titres accordées par IQ confèrent aussi un avantage, étant donné qu'une garantie d'État est consentie aux investisseurs. En réponse à la défense du Canada selon laquelle des commissions ont été perçues pour de telles garanties, le Brésil affirme que le Canada n'a pas démontré que les commissions perçues par IQ correspondent à celles perçues par des garants commerciaux bénéficiant de cotes de crédit A+ ou A2 auprès de sociétés qui désirent tirer profit des cotes A+ ou A2 de ces garants.

[77] Il ne s'agit pas d'un cas où le soutien du Compte de la Société de la SEE confère nécessairement un avantage et où le seul pouvoir discrétionnaire est celui de ne pas apporter du tout le soutien. Nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si notre approche en l'espèce serait applicable dans de telles circonstances factuelles. Il s'agit plutôt d'un cas où le Canada a le pouvoir discrétionnaire de gérer le Compte de la Société de la SEE de telle manière qu'il ne confère pas un avantage. Par ailleurs, nous relevons que les faits qui nous sont soumis diffèrent de ceux qui étaient soumis à l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine - Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres acticles*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel examinait une législation impérative. (*Voir Argentine - Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS56/AB/R, adopté le 22 avril 1998, paragraphes 49 et 54.)

7.116 Le Brésil note que, en outre, le tout dernier décret[78], pris en 2000 afin de reconstituer le fonds de garantie d'IQ pour la transaction Air Wisconsin, élimine l'obligation de percevoir des commissions. Il note également que le Canada prétend toujours que des commissions sont en fait perçues. À cet égard, le Canada se fonde sur le paragraphe B des critères d'IQ[79] où il est prescrit que "[l]e support de la Société ne sera pas disponible pour des transactions ... si la rémunération que la Société est appelée à recevoir est inférieure à ce qui est offert sur le marché". Le Brésil fait cependant observer qu'un examen plus attentif du paragraphe B démontre le contraire; d'après le paragraphe B, si la "nature compétitive" des transactions exige qu'IQ reçoive une rémunération inférieure à ce qu'elle serait sur le marché, la Société apportera son soutien.

7.117 S'agissant de la subordination à l'exportation impérative, le Brésil affirme que le soutien d'IQ est - d'après les Décrets 572-2000 et 841-2000 - subordonné en droit à l'exportation de biens hors du Québec. Il estime que la subordination à l'exportation hors du Québec devrait être suffisante pour constater qu'il y a subordination à l'exportation au sens de l'article 3.1 a), sinon les Membres seraient en mesure de contourner les disciplines de l'Accord SMC en matière de subventions à l'exportation en mettant en place des programmes de subventions qui excluent de petites parties de leur territoire national.

ii) Canada

7.118 Le Canada considère que l'article 28 de la *Loi sur Investissement Québec* donne à "l'Exécutif" tout pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne les modalités et les conditions de l'aide qu'IQ accorde. Il affirme que l'aide d'IQ dans le cadre de transactions portant sur des aéronefs régionaux est autorisée plus spécifiquement en vertu de certains décrets, qui habilitent IQ à accorder des garanties ou des contre-garanties à concurrence de certains montants. IQ a tout pouvoir discrétionnaire en vertu de ces décrets. En outre, d'après les critères d'évaluation d'IQ[80], celle-ci doit apporter son soutien à des conditions qui sont celles du marché. IQ ne peut donc pas prescrire l'octroi de subventions.

7.119 S'agissant de la subordination à l'exportation, le Canada nie que le Décret 572-2000, qui subordonne l'aide à l'exportation hors du Québec, ait quelque chose à voir avec le financement de ventes d'aéronefs. Il n'empêche pas non plus le financement de projets au Québec. En tout état de cause, le Canada estime que la subordination à l'exportation hors du Québec n'entre pas dans le champ de la prohibition énoncée à l'article 3.1 a). Le terme "exportation" au sens de l'Accord SMC s'entend du mouvement de marchandises et de services entre les Membres et non à l'intérieur de leur territoire.

iii) Constatations

7.120 Nous notons que, ainsi qu'il est bien établi dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC, la charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité. La charge de la preuve passe ensuite à la partie défenderesse, qui doit repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée. Par conséquent, en l'espèce, le Brésil doit démontrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité s'agissant d'IQ.

7.121 Laissant de côté pour le moment la question de la subordination à l'exportation, nous allons examiner tout d'abord celle du subventionnement, en particulier, la question de savoir si IQ prescrit l'octroi d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

7.122 Nous rappelons que l'allégation du Brésil se fonde sur les dispositions de la *Loi sur* IQ et les Décrets 572-2000 et 841-2000. Le Canada affirme cependant que ces décrets "n'ont rien à voir avec

[78] Décret 1488-2000 (pièce n° 36 du Canada).
[79] Pièce n° 51 du Canada.
[80] Pièce n° 51 du Canada.

le financement de ventes d'aéronefs et ne s'appliquent pas à ce type de financement".[81] En réponse, le Brésil fait observer que les décrets ont trait au soutien pour la vente de marchandises et affirme que, puisque les aéronefs régionaux sont des marchandises, le soutien pour la vente d'aéronefs régionaux relève de ces décrets. Le Canada rétorque que "le Décret 841-2000 ne pourrait pas s'appliquer au financement d'aéronefs régionaux Bombardier parce qu'il s'applique uniquement aux petites entreprises. Le Décret 572-2000 est applicable, en majeure partie, aux investissements réalisés au Québec. Toutefois, l'une des mesures indiquées dans le Décret prévoit des garanties de prêts destinées à des acheteurs se trouvant hors du Québec pour l'achat de biens et de services … En théorie, cette mesure pourrait servir à financer la vente d'aéronefs régionaux Bombardier. Néanmoins, en raison d'[une] limitation relative à la teneur en éléments d'origine québécoise ainsi que d'autres restrictions, le Décret 572-2000 n'est pas très adapté au financement de ventes d'aéronefs régionaux et n'a jamais été utilisé à cet effet".[82] Le Brésil réfute ces arguments en faisant observer que rien dans le Décret 841-2000 ne donne à penser que son application se limite aux petites entreprises, ajoutant qu'il y a des dispositions du Décret qui laissent entendre que celui-ci ne se limite pas aux petites entreprises.

7.123 Toutefois, dans la mesure où ces décrets pourraient s'appliquer au soutien pour la vente d'aéronefs régionaux, la question qu'il nous faut examiner est celle de savoir si ce soutien implique un subventionnement impératif, en particulier, l'octroi d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC. Le Brésil n'indique aucune disposition de la *Loi sur Investissement Québec*[83] ou des Décrets 572-2000[84] et 841-2000[85] qui démontre qu'un subventionnement est nécessaire. Nous n'avons pas non plus trouvé d'éléments de preuve de ce genre dans ces textes ni dans n'importe quel autre texte juridique régissant la création et le fonctionnement d'IQ. Nous notons, à cet égard, que l'article 28 de la *Loi sur Investissement Québec*, qui porte création de cette dernière, dispose ce qui suit: "Le gouvernement peut, lorsqu'un projet présente un intérêt économique important pour le Québec, confier à la société le mandat d'accorder et d'administrer l'aide qu'il définit pour en favoriser la réalisation. Le mandat peut autoriser la société à fixer les conditions et les modalités de l'aide." Le Brésil a raison de dire qu'IQ a pour mandat d'accorder une aide en vertu de l'article 28 de la *Loi sur Investissement Québec*, mais rien dans cette loi ne donne à penser que cette aide doit prendre la forme d'un subventionnement et, en particulier, conférer un avantage au sens de l'Accord SMC. Au contraire, IQ semblerait avoir le pouvoir discrétionnaire de déterminer les modalités et les conditions de cette aide. Même à supposer que les garanties de prêts et les garanties sur titres accordées par IQ confèrent un avantage, le fait qu'elle puisse le faire ne signifie pas nécessairement qu'elle est tenue de le faire. Pour satisfaire à l'élément "avantage" de l'article premier de l'Accord SMC aux fins d'une mise en cause d'IQ en tant que telle, il faudrait que le Brésil démontre, de même qu'aux fins d'une mise en cause de la SEE, que le programme exige l'octroi d'un avantage, et non qu'il pourrait être utilisé pour ce faire, ni même qu'il est utilisé pour ce faire.

7.124 De même, le Décret 572-2000 permet à IQ de fournir un soutien financier pour des projets d'investissement ou d'exportation, et le Décret 841-2000 lui permet d'en fournir pour des projets de développement de marchés, mais rien dans ces décrets ne démontre que ce soutien doit prendre la forme d'un subventionnement. Au contraire, il nous semble que ces deux décrets permettent qu'un soutien soit fourni sous d'autres formes et font ressortir un certain pouvoir discrétionnaire de la part de l'organisme pour ce qui est de la manière dont il réalise des projets d'investissement ou d'exportation ou des projets de développement de marchés, respectivement.

---

[81] Première communication écrite du Canada, paragraphe 93 (Annexe B-4).

[82] Réponse du Canada à la question n° 69 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe B-11).

[83] Pièce n° 18 du Brésil.

[84] Pièce n° 19 du Brésil.

[85] Pièce n° 20 du Brésil.

7.125 De plus, lorsque le Groupe spécial lui a demandé d'"indiquer des réglementations, lignes directrices, politiques ou documents similaires de caractère général ou propres à un secteur ... en ce qui concerne la définition des modalités et des conditions du soutien d'IQ à l'industrie des avions de transport régional"[86], le Canada a communiqué les "critères d'évaluation des transactions"[87] qui sont utilisés par le Comité du crédit d'IQ pour formuler ses recommandations concernant des transactions particulières.[88] Ces "critères" ne fournissent pas non plus d'éléments de preuve de l'existence d'un subventionnement impératif. À cet égard, nous notons l'autre déclaration du Canada selon laquelle "sous réserve des "critères d'évaluation", IQ a un très large pouvoir discrétionnaire pour décider de l'octroi d'un tel soutien et des modalités et conditions de cet octroi".[89] À notre avis, le Brésil n'a pas établi que tel n'était pas le cas en ce sens qu'il n'a pas indiqué d'instrument juridique d'après lequel il puisse démontrer que le soutien d'IQ implique l'octroi impératif de subventions.

7.126 Ayant constaté qu'IQ ne prescrit pas l'octroi d'un avantage et, partant, un subventionnement, nous n'avons pas besoin d'examiner la question de la subordination à l'exportation et nous ne le faisons pas.

7.127 Pour les raisons exposées plus haut, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle IQ prescrit l'octroi de subventions à l'exportation contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Nous constatons donc qu'IQ en tant que telle n'est pas incompatible avec ledit article.

D. PROGRAMMES DE LA SEE/IQ "TELS QU'ILS SONT APPLIQUÉS"

7.128 Le Brésil demande "que le Groupe spécial constate que le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme IQ sont incompatibles, tels qu'ils sont appliqués, avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC, sur la base d'éléments de preuve concernant des transactions spécifiques".[90]

7.129 Le Canada affirme qu'une mise en cause des programmes "tels qu'ils sont appliqués" est la même chose qu'une mise en cause de "transactions spécifiques".[91]

7.130 Selon nous, il existe un certain nombre de raisons pour lesquelles il ne serait pas approprié que nous formulions des constatations séparées concernant les programmes de la SEE et le programme IQ "tels qu'ils sont appliqués". *Premièrement*, nous ne considérons pas que les allégations du Brésil concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués" soient indépendantes de ses allégations concernant des "transactions spécifiques". En fait, le Brésil lui-même reconnaît que "pour que le Brésil fasse prévaloir ses allégations concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués", le Groupe spécial doit constater que les programmes mis en cause ont été *appliqués dans des*

[86] Question n° 17 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe B-7).

[87] Pièce n° 51 du Canada.

[88] Nous notons la déclaration du Canada selon laquelle les "critères" ne fixent pas les modalités et les conditions, mais nous notons aussi sa déclaration selon laquelle "[i]l n'existe aucune autre ligne directrice etc. qui fixe les modalités et les conditions du soutien d'IQ à l'industrie des avions de transport régional ... [I]l n'y a pas de version actualisée des "critères d'évaluation". Ils sont demeurés les mêmes depuis qu'IQ a remplacé la SDI en 1998" (réponse du Canada à la question n° 42 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion (Annexe B-9).

[89] Réponse du Canada à la question n° 42 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion (Annexe B-9).

[90] Réponse du Brésil à la question n° 25 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe A-9). *Voir* la note de bas de page 14, *supra*.

[91] *Voir* la deuxième communication écrite du Canada, paragraphes 48 à 52 (Annexe B-8).

transactions spécifiques d'une façon qui est incompatible avec l'Accord SMC".[92] Puisque les allégations du Brésil concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués" ne sont pas indépendantes de ses allégations à l'encontre des "transactions spécifiques" et puisque nous formulons des constatations concernant des "transactions spécifiques", il ne nous semble d'aucune utilité pratique de formuler des constatations sur les programmes "tels qu'ils sont appliqués".

7.131 *Deuxièmement*, nous ne voyons pas bien quelles seraient les incidences d'une constatation selon laquelle un programme "tel qu'il est appliqué" est incompatible avec l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, en particulier dans le contexte de la mise en œuvre. Une possibilité serait qu'un groupe spécial constate qu'un programme "tel qu'il est appliqué" est incompatible avec l'article 3.1 a) sur la base de constatations selon lesquelles toutes les "transactions spécifiques" effectuées jusqu'alors dans le cadre de ce programme sont incompatibles avec l'article 3.1 a). En pareil cas, nous ne voyons pas quel serait l'intérêt supplémentaire de formuler une constatation concernant le programme "tel qu'il est appliqué" puisque les incidences que cela aurait au niveau de la mise en œuvre n'iraient pas au-delà de ces "transactions spécifiques". Au maximum, cela aurait pour incidence qu'à l'avenir, le Membre intéressé devrait cesser d'exercer son pouvoir discrétionnaire d'une façon incompatible avec l'article 3.1 a). Cela n'ajouterait rien à la prescription de base de l'article 3.1 a) elle-même. Une autre possibilité serait qu'un groupe spécial constate qu'un programme "tel qu'il est appliqué" est incompatible sur la base de constatations selon lesquelles certaines – mais non la totalité – des "transactions spécifiques" dans le cadre de ce programme sont incompatibles.[93] En pareil cas, les incidences pour la mise en œuvre iraient au-delà des "transactions spécifiques" au sujet desquelles le groupe spécial a formulé des constatations. Nous considérons cependant qu'il ne serait pas approprié qu'un groupe spécial étende ses constatations de cette façon.[94]

7.132 *Troisièmement*, nous rappelons nos observations précédentes concernant l'application de la distinction impératif/dispositif.[95] Nous rappelons en outre la déclaration du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* selon laquelle " la distinction entre législation impérative et législation dispositive a un objectif rationnel qui est d'assurer la prévisibilité des conditions régissant le commerce. Elle permet aux parties de contester des mesures qui entraîneront nécessairement une action incompatible avec les obligations contractées dans le cadre du GATT/de l'OMC *avant* qu'une telle action ait effectivement lieu".[96] Qu'un groupe spécial conclue qu'un programme est dispositif et n'est donc pas incompatible avec l'Accord sur l'OMC et que le même groupe spécial conclue ensuite que le programme "tel qu'il est appliqué" (c'est-à-dire la façon dont le pouvoir discrétionnaire inhérent

[92] *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 60 du Groupe spécial (italique dans l'original), réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe A-14).

[93] Nous tenons à préciser que nous n'examinons pas la situation dans laquelle la législation dispositive d'un Membre est devenue impérative sur le plan fonctionnel du fait que ce Membre a exercé son pouvoir discrétionnaire dans le cadre de cette législation d'une façon telle qu'il est maintenant juridiquement contraint de continuer à l'exercer de cette façon à l'avenir.

[94] Dans la mesure où la mise en œuvre d'une constatation sur un programme "tel qu'il est appliqué" supposerait qu'un Membre doive garantir que le pouvoir discrétionnaire ne sera pas exercé à l'avenir en violation de l'Accord SMC, nous rappelons que l'Organe d'appel a exprimé certains doutes au sujet d'un tel critère quand il a noté, lors de la procédure *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, que "[l]'emploi dans ce critère des mots "garantir" et "à l'avenir", s'ils sont pris trop au pied de la lettre, pourrait être interprété comme signifiant que le Groupe spécial cherchait à obtenir une garantie stricte ou une assurance absolue au sujet de la gestion du programme *à l'avenir*. Cependant, il serait très difficile, sinon impossible, de respecter un critère, s'il était interprété ainsi, puisque personne ne peut prédire comment des fonctionnaires que l'on ne connaît pas appliqueront, dans un avenir incertain, une mesure de mise en œuvre, même lorsque celle-ci a été conçue avec le plus grand soin" (*Canada – Aéronefs – Article 21:5*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 57, *supra*, paragraphe 38) (italique dans l'original).

[95] *Voir* les paragraphes 7.56 et 7.57, *supra*.

[96] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 34, *supra*, paragraphe 8.9 (italique dans l'original).

à ce programme a été exercé) est incompatible avec l'Accord sur l'OMC aurait peu d'intérêt. Selon nous, des constatations concernant un programme "tel qu'il est appliqué" amoindriraient l'utilité de la distinction impératif/dispositif.

7.133 Pour ces raisons, nous rejetons les allégations du Brésil concernant les programmes de la SEE et le programme IQ "tels qu'ils sont appliqués".

E. RASSEMBLEMENT DE RENSEIGNEMENTS PAR LE GROUPE SPÉCIAL

7.134 Dans une lettre datée du 21 mai 2001, le Brésil a demandé au Groupe spécial d'exercer son pouvoir discrétionnaire, au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, "pour demander au Canada des documents et autres renseignements concernant les conditions de tout soutien promis ou accordé à compter du 1er janvier 1995 par la Société pour l'expansion des exportations ("SEE"), le Compte du Canada, Investissement Québec ("IQ") ou toute filiale de ces sociétés, en relation avec la vente d'avions de transport régional par ... Bombardier".[97] Cette lettre a été reçue avant la date limite fixée pour les premières communications écrites des parties. Le 12 juin 2001, nous avons informé les parties que "nous ne jug[ions] pas approprié de demander des documents ou des renseignements à une partie tant qu'elle n'aura[it] pas au moins eu la possibilité d'examiner la première communication écrite de l'autre partie".

7.135 Ayant examiné les premières communications écrites des parties, le 20 juin 2001, le Groupe spécial a demandé au Brésil "de fournir tous les détails concernant les modalités et conditions de l'offre de financement faite par Embraer à Air Wisconsin" et au Canada "de donner tous les détails concernant les modalités et conditions de sa transaction Air Wisconsin". Les deux parties ont répondu à cette demande le 25 juin 2001. Le Canada n'a pas donné de copie de ces renseignements au Brésil à cette date. Le Canada a en fait "pri[é] le Groupe spécial de demander, lorsque ces renseignements ser[aient] fournis au Brésil, qu'ils soient divulgués exclusivement aux hauts fonctionnaires brésiliens et au conseil juridique privé engagé et rémunéré par l'État brésilien qui participent directement à la présente procédure de règlement des différends". Dans une lettre au Canada datée du 26 juin 2001, le Groupe spécial a fait observer qu'"aucune copie [de la lettre du Canada datée du 25 juin 2001] n'avait été envoyée au Brésil, en violation du paragraphe 10 des Procédures de travail du Groupe spécial". Le Groupe spécial a aussi "[fait] observer que, à l'exception limitée du paragraphe 16, ses Procédures de travail ne prévo[yaient] aucune procédure spéciale concernant le traitement des renseignements commerciaux confidentiels. Le Groupe spécial ne juge pas approprié d'adopter de telles procédures dans les circonstances actuelles, c'est-à-dire sur la base d'une demande *ex parte*, et sans avoir la possibilité de consulter le Brésil". En conséquence, le Groupe spécial a renvoyé la communication du Canada datée du 25 juin 2001. À la première réunion de fond, le Canada a informé le Groupe spécial qu'il n'avait pas eu l'intention de faire une communication *ex parte* et qu'il ne demandait pas l'adoption de procédures spéciales pour le traitement des renseignements commerciaux confidentiels. Sur cette base, sa lettre du 25 juin 2001 a été versée au dossier.

7.136 Au cours de la présente procédure, nous avons aussi adressé un certain nombre de demandes supplémentaires de renseignements et/ou de documents au Canada. Puisque nous ne sommes pas une commission d'enquête, nous n'avons pas jugé approprié de demander des renseignements et/ou de documents supplémentaires sur la base de la demande générale présentée par le Brésil le 21 mai 2001. Nous avons seulement jugé approprié de demander des renseignements/documents supplémentaires au Canada sur la base des renseignements et/ou d'arguments spécifiques présentés par le Brésil.

[97] Communication du 21 mai 2001 adressée par le Brésil au Groupe spécial (Annexe A-2).

F. SOUTIEN OFFERT AU TITRE DU COMPTE DU CANADA POUR LA TRANSACTION AIR WISCONSIN

7.137 Le 10 mai 2001, la SEE a offert un financement au titre du Compte du Canada pour l'acquisition par Air Wisconsin Airlines Corporation ("Air Wisconsin") de [ ] avions à réaction régionaux Bombardier au maximum. Le financement comportera [ ].[98] [ ].

7.138 Le Brésil allègue que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin constitue une subvention à l'exportation prohibée, contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Le Canada affirme que ce financement entre dans le champ d'application de la clause du refuge figurant au second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC.

7.139 Pour établir que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin constitue une subvention à l'exportation prohibée, le Brésil doit démontrer[99] que le financement au titre du Compte du Canada constitue une "contribution financière" qui confère un "avantage", au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC. Le Brésil doit aussi démontrer que le financement au titre du Compte du Canada est "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Cependant, même si le Brésil parvient à établir que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est une subvention à l'exportation, il nous sera impossible de constater qu'il constitue une subvention à l'exportation prohibée si le Canada démontre[100] qu'il relève du second paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'Accord SMC.

1. Le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est-il une subvention à l'exportation?

7.140 Nous examinerons tout d'abord si le Brésil a établi que l'offre au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin était une "subvention", c'est-à-dire si elle était une "contribution financière" conférant un "avantage". Dans l'affirmative, nous examinerons ensuite si le Brésil a établi que la subvention était "subordonnée[ ] ... aux résultats à l'exportation".

a) Contribution financière

7.141 Le Brésil affirme que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est une "contribution financière" parce que "M. Tobin a déclaré que celui-ci prendrait la forme d'un "prêt", ce qui constitue un transfert direct ou un transfert direct potentiel de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i)".[101] Le Canada ne nie pas que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin constitue une "contribution financière".

---

[98] *Voir* la pièce jointe à la communication du Canada datée du 25 juin 2001.

[99] Il est maintenant bien établi que la charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité. La charge de la preuve passe ensuite à la partie défenderesse, qui doit repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée (*voir Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés* (*Hormones*), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS26/AB/R-WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 98).

[100] Selon nous, le second paragraphe du point k) peut être invoqué en tant qu'exception à l'interdiction des subventions à l'exportation prévue à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. En conséquence, ce paragraphe peut être invoqué par le Canada en tant que moyen de défense affirmatif contre une allégation de violation de l'article 3.1 a). Dans ce contexte, nous désignons le second paragraphe du point k) sous l'appellation de "refuge". Comme le montre clairement la jurisprudence pertinente de l'OMC, c'est à la partie qui invoque un moyen de défense affirmatif qu'il appartient d'établir ce moyen de défense (*voir*, par exemple, *Brésil - Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 55).

[101] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 78 (Annexe A-3).

7.142 Nous notons que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin comportera [ ][102], [ ] et est donc une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC.[103]

b) Avantage

7.143 L'allégation concernant l'existence d'un "avantage" formulée par le Brésil est fondée sur deux déclarations qu'a faites M. Tobin, Ministre canadien de l'industrie, quand il a annoncé le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin.[104] M. Tobin a déclaré que le Canada accordait à Air Wisconsin "un taux meilleur que celui qui serait normalement obtenu dans le cadre d'un prêt commercial".[105] M. Tobin a aussi déclaré que le Canada utilisait à cette occasion "la capacité d'emprunt des pouvoirs publics et leur aptitude à offrir, pour un prêt, un meilleur taux d'intérêt que celui que Bombardier pourrait obtenir par ailleurs".[106]

7.144 Nous rappelons qu'un "avantage" est conféré quand un bénéficiaire reçoit une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[107] Selon nous, les déclarations de M. Tobin indiquent que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin, qui prendra la forme d'un prêt, conférera un "avantage" parce qu'il sera fait à des conditions plus favorables que celles auxquelles le bénéficiaire a accès sur le marché. Cela est confirmé par le fait que, lors de la présente procédure, le Canada lui-même a tout d'abord considéré que les conditions du financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin étaient plus favorables que celles qui pourraient être obtenues sur le marché[108] (et a donc cherché à s'appuyer sur les dispositions du point k) relatives au refuge).

7.145 Toutefois, au cours de la présente procédure, le Canada a affirmé que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin ne conférait pas d'"avantage" parce qu'il n'était pas plus favorable que le financement qu'Air Wisconsin pouvait obtenir sur le marché, sous la forme d'une offre d'Embraer. Le Canada affirme que l'offre d'Embraer est un point de repère du marché approprié pour évaluer le financement au titre du Compte du Canada, car [ ]. En d'autres termes, le Canada suppose que, puisque [ ], elle devrait nécessairement être traitée comme une offre faite aux conditions du marché.

7.146 Dans la présente procédure, le Brésil

> "[ ]".[109]

7.147 Compte tenu du principe de la bonne foi, nous acceptons l'affirmation du Brésil selon laquelle [ ]. Toutefois, cela ne signifie pas que l'offre d'Embraer devrait être traitée comme une offre faite aux

---

[102] *Voir* la pièce jointe à la communication du Canada datée du 25 juin 2001. [ ].

[103] Le Brésil fait aussi valoir qu'un tel prêt constituerait également la fourniture d'un "service[ ] autre[ ] qu'une infrastructure générale" au sens de l'article 1.1 a) 1) iii). Compte tenu de notre constatation au titre de l'article 1.1 a) 1) i), nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner l'argument du Brésil concernant l'article 1.1 a) 1) iii).

[104] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 79 (Annexe A-3).

[105] *Voir* le compte rendu d'une conférence de presse de M. Tobin, Ministre de l'industrie, 10 janvier 2001, paragraphe 66 (pièce n° 21 du Brésil).

[106] *Id*., paragraphe 20.

[107] *Voir Canada – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 157.

[108] *Voir* la réponse du Canada à la question n° 10 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe B-7).

[109] *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 32 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe A-9).

conditions du marché. À cet égard, nous notons *premièrement* que [ ]. Le Brésil ne nie pas que ces déclarations aient été faites.

7.148 *Deuxièmement*, [ ]. À cet égard, nous notons qu'Embraer a fréquemment eu recours par le passé à un soutien du PROEX/de la BNDES. Selon le Brésil, [ ] pour cent environ des ventes à l'exportation d'avions à réaction régionaux d'Embraer ont bénéficié d'un soutien soit de la BNDES, soit du PROEX.[110] (Le Canada allègue que le pourcentage est beaucoup plus élevé.)[111] De même, Embraer a indiqué ce qui suit: "[l]es pouvoirs publics brésiliens ont constitué pour nos clients une *source importante* de financement à l'exportation par l'intermédiaire du programme BNDES-*exim*, géré par la BNDES. En outre, la Banco do Brasil S.A., qui appartient à l'État brésilien, gère le programme PROEX, qui permet à certains de nos clients de bénéficier d'une bonification d'intérêt."[112] Pour les raisons indiquées dans ces deux paragraphes, nous estimons qu'Embraer a fait son offre en s'attendant à un soutien des pouvoirs publics brésiliens.

7.149 En outre, nous rappelons que le Canada lui-même avait tout d'abord estimé que l'offre d'Embraer était inférieure au marché[113], et il a exprimé à nouveau cette opinion vers la fin de la présente procédure, le 8 août 2001, quand il a affirmé qu'"il n'[était] tout simplement pas crédible que des établissement tiers fournissent un financement à une société ayant une cote de crédit relativement médiocre comme Air Wisconsin [ ]".[114] Nous notons aussi l'affirmation du Brésil selon laquelle les conditions de l'offre d'Embraer ne constituent pas le "marché".[115] Ainsi, à divers stades de la procédure, les deux parties ont affirmé que l'offre d'Embraer n'était pas une offre faite aux conditions du "marché". C'est pourquoi nous ne pouvons constater qu'Embraer a fait une offre aux conditions du "marché" à Air Wisconsin (malgré l'absence d'un soutien des pouvoirs publics brésiliens pour cette offre).[116] Nous sommes donc obligés de rejeter l'argument du Canada selon lequel le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin ne conférait pas d'"avantage" parce qu'il n'était pas plus favorable que l'offre d'Embraer faite aux conditions du "marché".

7.150 Compte tenu des déclarations prononcées par M. Tobin à l'annonce du financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin et étant donné qu'à notre sens, l'offre d'Embraer n'était pas une offre faite aux conditions du "marché", nous constatons que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin confère un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

---

[110] *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 58 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe A-14).

[111] Le Canada a exprimé "des réserves considérables ... quant à l'exactitude de la réponse du Brésil" (*voir* les observations du Canada concernant les réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphes 15 à 19 (Annexe B-14)). Selon le Canada, le Brésil a sous-estimé la proportion des ventes à l'exportation d'avions à réaction régionaux d'Embraer ayant bénéficié d'un soutien soit de la BNDES, soit du PROEX. Nous n'estimons pas qu'il soit nécessaire d'examiner cette divergence de vues entre les parties, puisque la déclaration du Brésil selon laquelle [ ] pour cent environ des ventes à l'exportation d'avions à réaction régionaux d'Embraer ont bénéficié d'un soutien soit de la BNDES soit du PROEX nous suffit pour conclure qu'Embraer a eu fréquemment recours par le passé à un soutien du PROEX/de la BNDES.

[112] Embraer, Securities and Exchange Commission Form 20F-2000, page 75 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 67 du Canada).

[113] Au paragraphe 46 de sa première communication écrite, le Canada a mentionné "l'offre de financement inférieure au marché faite par le Brésil à Air Wisconsin" (Annexe B-4). Dans sa notification au titre de l'*Arrangement de l'OCDE*, le Canada a déclaré que "le taux d'intérêt [offert par Embraer] [était] sensiblement inférieur au taux du marché auquel une compagnie aérienne régionale comme Air Wisconsin pourrait emprunter" (*voir* la pièce n° 52 du Canada, section 9).

[114] *Voir* la réponse du Canada à la question n° 67 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe B-11).

[115] *Voir* la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 105 et 106 (Annexe A-10).

[116] En conséquence, il n'est pas nécessaire que nous examinions si l'offre faite au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin était ou non moins favorable que l'offre d'Embraer, comme l'allègue le Canada.

c) Subordination à l'exportation

7.151 Le Brésil affirme que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation" (article 3.1 a) de l'Accord SMC) parce que "le Compte du Canada est utilisé pour les transactions [en matière d'exportation]"[117] et parce que le Compte du Canada est un moyen pour la SEE de remplir son "mandat d'encourager et de développer le commerce d'exportation et d'accroître la capacité du Canada de s'y adonner et de profiter des occasions d'affaires internationales".[118]

7.152 En examinant l'allégation concernant la subordination à l'exportation formulée par le Brésil, nous notons *premièrement* que le Canada ne nie pas que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin soit "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation". *Deuxièmement*, nous notons que le Canada lui-même a déclaré que le Compte du Canada avait pour mandat "d'encourager et de développer le commerce d'exportation et d'accroître la capacité du Canada de s'y adonner et de profiter des occasions d'affaires internationales".[119] *Troisièmement*, nous rappelons que la SEE, qui gère le programme Compte du Canada, "a pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international".[120] Nous estimons donc que tout financement fourni par la SEE dans le cadre du Compte du Canada est nécessairement "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation" puisque tout ce que fait la SEE a statutairement pour objet "de soutenir et de développer … le commerce extérieur du Canada".[121] *Quatrièmement*, nous notons que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* a constaté que le financement sous forme de crédits au titre du Compte du Canada, en cause dans cette affaire, était "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation".[122] C'est pourquoi nous constatons que le soutien fourni au titre du programme Compte du Canada, y compris le financement offert à Air Wisconsin, est "subordonné[ ] en droit … aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

d) Conclusion

7.153 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous concluons que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est une subvention à l'exportation. En tant que tel, le financement au titre du Compte du Canada constituera une subvention à l'exportation prohibée à moins qu'il n'entre dans le champ d'application de la clause du refuge figurant au point k).

2. Le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin relève-t-il de la clause du refuge figurant au point k)?

a) Arguments des parties

7.154 Le Canada estime que le soutien offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin relève de la clause du refuge figurant dans le second paragraphe du point k), parce qu'il est "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE*.

---

[117] Le Brésil cite le texte figurant sur le site Web de la SEE, "Comment nous fonctionnons" (pièce n° 16 du Brésil).

[118] Le Brésil se réfère à un communiqué d'Industrie Canada daté du 10 janvier 2001 concernant notamment la vente d'aéronefs Bombardier à Air Wisconsin (pièce n° 3 du Brésil).

[119] Communiqué d'Industrie Canada, 10 janvier 2001 (pièce n° 3 du Brésil).

[120] *Loi sur l'expansion des exportations*, note de bas de page 42, *supra*, article 10.1).

[121] *Id.*

[122] Voir *Canada – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 9.230.

7.155 Selon le Canada, celui-ci a appris fin octobre 2000 que le Brésil était prêt à financer la vente d'avions à réaction régionaux Embraer à Air Wisconsin "à des conditions inférieures au marché".[123] D'après les renseignements obtenus, le Brésil offrait [ ]. Le Canada a estimé qu'il n'avait pas d'autre solution que de proposer à Air Wisconsin un financement sous forme de crédits sur la base d'un alignement. Il a donc offert [ ]. Comme condition préalable au financement, il a demandé à Air Wisconsin de confirmer par écrit que celle-ci n'estimait pas que l'offre canadienne, considérée dans son ensemble, était plus favorable que celle du Brésil. Air Wisconsin a fourni cette confirmation écrite le 20 mars 2001.

7.156 Le Canada affirme que la transaction Air Wisconsin est compatible avec ses obligations au titre de l'Accord SMC parce qu'il ne fait que s'aligner sur l'offre du Brésil d'une manière conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE*. Le financement canadien sur la base d'un alignement relève donc de l'exception énoncée au second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. Pour le Canada, l'alignement effectué dans le contexte de l'*Arrangement de l'OCDE* remplit les conditions requises pour bénéficier de la clause du "refuge" parce que les dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement, c'est-à-dire l'article 29 du texte principal et les articles 25 et 31 de l'Annexe III, sont "conformes" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" et sont en fait elles-mêmes des "dispositions en matière de taux d'intérêt". Un ensemble de disciplines relatives à l'alignement a été défini dans l'*Arrangement de l'OCDE* afin de "régir" cette pratique. En particulier, les articles 50 à 53 du texte principal décrivent les procédures d'alignement. La simple existence de cet ensemble de disciplines démontre que l'alignement est un exercice légitime qui est permis par l'*Arrangement de l'OCDE* et est conforme à celui-ci.

7.157 Selon le Brésil, le recours aux dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* en matière d'alignement ne constitue pas la "conformité" avec les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE*. Le sens ordinaire du point k), dans son contexte et compte tenu de l'objet et du but de l'Accord SMC, appuie cette interprétation. En outre, selon le Brésil, le Canada n'a pas respecté les dispositions de l'article 53 de l'*Arrangement de l'OCDE*, qui imposent certaines règles de procédure aux Participants qui souhaitent s'aligner.[124] Par conséquent, quand bien même l'alignement sur une dérogation pourrait bénéficier en principe de la clause du refuge figurant au point k), le Brésil estime que le fait que le Canada n'a pas respecté les règles de procédure énoncées à l'article 53 exclurait en l'espèce le recours à cette clause.

b) Évaluation du Groupe spécial

7.158 Comme il a été noté plus haut[125], il appartient au Canada d'établir que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin entre dans le champ d'application de la clause du refuge figurant dans le second paragraphe du point k).

7.159 Le second paragraphe du point k) dispose ce qui suit:

---

[123] Première communication écrite du Canada, paragraphe 43 (Annexe B-4).

[124] *Premièrement*, le Brésil déclare que le Canada ne s'est pas conformé à l'article 53 a) de l'*Arrangement de l'OCDE*, selon lequel les Participants "[font] tout [leur] possible pour vérifier" que les modalités non conformes à l'*Arrangement de l'OCDE* "bénéficient d'un soutien public". *Deuxièmement*, le Brésil affirme que le Canada n'a pas démontré qu'il avait informé les autres Participants de la nature et du résultat de ses efforts de vérification demandés à l'article 53 a). Il n'a pas non plus fourni d'éléments de preuve démontrant qu'il avait notifié aux autres Participants à l'*Arrangement de l'OCDE* les modalités et conditions de son soutien pour la transaction Air Wisconsin, comme il est tenu de le faire conformément aux articles 53 b) et 47 a) de l'*Arrangement de l'OCDE*. *Troisièmement*, le Brésil estime que l'article 53, qui régit l'alignement sur des modalités et conditions non conformes offertes par un non-Participant, ne permet pas un alignement autre qu'à l'identique.

[125] *Voir* le paragraphe 7.139, *supra*.

> ... si un Membre est partie à un engagement international en matière de crédit officiel à l'exportation auquel au moins 12 Membres originels du présent accord sont parties au 1er janvier 1979 (ou à un engagement qui lui succède et qui a été adopté par ces Membres originels), ou si, dans la pratique, un Membre applique les dispositions dudit engagement en matière de taux d'intérêt, une pratique suivie en matière de crédit à l'exportation qui est conforme à ces dispositions ne sera pas considérée comme une subvention à l'exportation prohibée par le présent accord.

7.160 Aucune partie ne conteste que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin n'est pas compatible avec l'*Arrangement de l'OCDE* [ ].[126] Dans la mesure où le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin s'aligne sur l'offre d'Embraer, ce financement s'aligne donc sur une dérogation.

7.161 Afin d'invoquer la clause du refuge énoncée au point k), le Canada doit tout d'abord établir que l'alignement sur une dérogation pourrait, en droit, être "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE*. Ce n'est que si le Canada établit que cela est possible en droit que nous aurons besoin d'examiner s'il s'est acquitté de la charge qui lui incombe d'établir que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin constitue un alignement conforme aux dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE*. De même, ce n'est que si le Canada établit que l'alignement sur une dérogation pourrait, en droit, relever de la clause du refuge figurant au point k) que nous aurons besoin d'examiner les arguments du Brésil concernant le fait que le Canada ne se serait pas conformé aux règles de procédure énoncées aux articles 47 a) et 53 de l'*Arrangement de l'OCDE*.

7.162 Pour déterminer si l'alignement sur une dérogation pouvait, en droit, être "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE*, nous rappelons que l'article 31.1 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* dispose qu'un traité doit être interprété "de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but".

7.163 La notion de "conformité" avec les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE* a été examinée par le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5*.[127] Ce groupe spécial a estimé, sur la base d'une analyse textuelle, que la conformité avec les dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* en matière de taux d'intérêt devait être jugée sur la base i) de la conformité avec les dispositions en matière de taux d'intérêt minimum, c'est-à-dire le TICR, et ii) du respect des dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* dont "l'application vient étayer ou renforcer la règle du taux d'intérêt minimum".[128] Le Groupe spécial a estimé que son analyse textuelle était confirmée par le contexte du second paragraphe du point k) et par l'objet et le but de l'Accord SMC.

7.164 En ce qui concerne l'alignement, le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* a estimé que des offres qui s'alignaient sur une exception permise (une action qui est elle-même prévue est permise dans certaines limites par l'*Arrangement*) étaient "conformes" aux dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* et, par conséquent, étaient aussi "conformes" aux dispositions en matière de taux d'intérêt, au sens de la clause du refuge.[129] En revanche, des offres qui s'alignaient sur une dérogation (une action qui n'est elle-même permise en aucune circonstance par l'*Arrangement*)

---

[126] Voir les articles [ ] de l'*Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils*.

[127] *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 57, *supra*.

[128] *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 57, *supra*, paragraphe 5.114.

[129] *Id*., paragraphes 5.124 et 5.126. Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* s'est référé aux articles 29 et 51 de l'*Arrangement de l'OCDE* ainsi qu'aux articles 25, 29 d) et 31 de l'*Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils* (*id*., paragraphe 5.124 et note de bas de page 113).

n'étaient pas "conformes" aux dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* et, par conséquent, n'étaient pas non plus "conformes" aux dispositions en matière de taux d'intérêt, au sens de la clause du refuge.[130] Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* a déclaré à cet égard que s'il était accepté que les dérogations alignées étaient "conformes" aux dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* en matière de taux d'intérêt, la notion de "conformité" ne pourrait alors en aucun cas constituer une discipline applicable au soutien financier public.[131] Ce groupe spécial a aussi rappelé que les non-Participants à l'*Arrangement de l'OCDE* n'avaient pas, de droit, accès aux renseignements concernant les modalités et conditions offertes par les Participants ou sur lesquelles les Participants s'alignaient. Ces renseignements étaient à la disposition des Participants seulement. Ainsi, si les dérogations alignées pouvaient bénéficier du refuge prévu au second paragraphe du point k), les non-Participants seraient placés dans une situation de désavantage systématique par rapport aux Participants.[132] Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* a aussi souligné l'importance d'éviter une interprétation du second paragraphe du point k) qui entraînerait une iniquité structurelle à l'égard des pays en développement Membres.[133]

7.165 Les constatations du Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* sur le point k) n'ont pas fait l'objet d'un appel de la part du Canada (ni du Brésil) et ont ensuite été adoptées par l'ORD le 4 août 2000. Les constatations de ce groupe spécial concernant l'exclusion de l'alignement sur une dérogation de l'application de la clause du refuge énoncée au second paragraphe du point k) ont été jugées "convaincant[es]" par le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*.[134] Le rapport de ce groupe spécial n'a pas fait l'objet d'un appel de la part du Canada (ni du Brésil) et a ensuite été adopté par l'ORD le 23 août 2001. Nous considérons que les constatations des deux groupes spéciaux susmentionnés sont convaincantes et faisons nôtres les interprétations qu'ils ont données du second paragraphe du point k). L'approche de ces groupes spéciaux nous semble totalement compatible avec le libellé du second paragraphe du point k). En fait, si l'on devait accepter que l'alignement sur une dérogation pouvait relever de la clause du refuge énoncée au point k), on accepterait en fait qu'un Membre puisse agir de manière "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE* même si ce Membre ne respectait pas le TICR (ou une exception permise). Selon nous, une telle interprétation serait injustifiée.

7.166 Le Canada a cherché à mettre en avant les constatations du Groupe spécial *Canada - Aéronefs - Article 21:5*.[135] Il note que le Groupe spécial a émis une opinion sur le point de savoir quelles étaient les dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* qui constitueraient les "dispositions en matière de taux d'intérêt" en partant de l'idée que son mandat consistait à déterminer ce qui était nécessaire pour "garantir" la conformité et que le Groupe spécial a donné son opinion en l'absence d'une transaction effective contestée. Bien que les observations du Canada soient peut-être exactes sur le plan factuel, elles ne rendent pas moins convaincant, selon nous, le raisonnement du Groupe spécial.

7.167 Le Canada estime que les dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* relatives à l'alignement, c'est-à-dire l'article 29 du texte principal et les articles 25 et 31 de l'Annexe III, sont "conformes" aux

---

[130] *Id*., paragraphes 5.125 et 5.126. Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* s'est référé aux articles 29 et 47 b) de l'*Arrangement de l'OCDE* ainsi qu'aux articles 25, 29 d) et 31 de l'*Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils* (*id*., paragraphe 5.125 et note de bas de page 113).

[131] *Id*., paragraphes 5.120 et 5.125.

[132] *Id*., paragraphe 5.134.

[133] *Id*., paragraphe 5.136.

[134] *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 5.113.

[135] Bien que le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)* n'ait pas été adopté au moment où les parties ont présenté leurs communications dans la présente procédure, ce groupe spécial avait remis son rapport intérimaire aux parties le 20 juin 2001, avant notre première réunion de fond avec les parties. Donc, bien que nous n'ayons pas eu accès au rapport intérimaire, les parties auraient pu tenir compte des constatations intérimaires de ce groupe spécial afin d'établir leurs communications pour la présente procédure.

"dispositions en matière de taux d'intérêt" et sont en fait elles-mêmes des "dispositions en matière de taux d'intérêt" parce qu'un ensemble de disciplines relatives à l'alignement a été défini dans l'*Arrangement de l'OCDE* afin de "régir" cette pratique. À cet égard, le Canada mentionne les procédures énoncées aux articles 50 à 53. Nous notons toutefois que le Canada fait valoir que la possibilité de recourir à la clause du refuge figurant au point k) n'est pas subordonnée au respect des règles de procédure énoncées aux articles 50 à 53 de l'*Arrangement de l'OCDE*.[136] Selon nous, ce serait une anomalie de constater que toutes les formes d'alignement pourraient en principe relever de la clause du refuge figurant au point k) sur la base des procédures énoncées aux articles 50 à 53 de l'*Arrangement de l'OCDE* si le respect de ces procédures n'était pas exigé pour pouvoir bénéficier de cette clause du refuge dans une affaire donnée.

7.168 Le Canada déclare aussi que l'Organe d'appel, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, "a mentionné … la possibilité de recourir aux dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* relatives à l'alignement".[137] Nous notons toutefois que l'Organe d'appel a déclaré expressément que "l'"alignement" au sens de l'*Arrangement de l'OCDE* n'[était] pas applicable dans [cette] affaire".[138] On ne peut donc pas penser que l'Organe d'appel ait formulé de quelconques constatations sur cette question. En outre, nous notons que rien ne donne à penser que l'Organe d'appel se référait à l'alignement sur une dérogation, par opposition à l'alignement sur une exception permise. Comme l'a expliqué le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, cette distinction a des incidences importantes pour l'application de la clause du refuge énoncée au point k).[139]

7.169 Le Canada estime que le texte de l'*Arrangement de l'OCDE* n'appuie pas l'interprétation donnée par le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5*. En particulier, il fait valoir que l'article 29 autorise spécifiquement l'alignement en réponse à une "offre initiale" qui peut être ou ne pas être conforme à l'*Arrangement de l'OCDE*. Selon le Canada, c'est l'offre initiale qui peut être la dérogation, mais jamais la réponse (alignée), parce que l'offre initiale – lorsqu'elle équivaut à une dérogation – est spécifiquement prohibée par l'article 27, alors que la réponse (alignée) est spécifiquement autorisée par l'article 29. Nous relevons que le Canada a présenté cet argument lors de la procédure *Canada – Aéronefs – Article 21:5* et que le Groupe spécial, quand il l'a examiné, a fait observer que "bien que l'alignement sur des dérogations ne soit pas prohibé dans certains cas, cela ne change pas le fait que tant la dérogation initiale que l'alignement restent, selon les termes mêmes de l'*Arrangement*, *non conformes* aux dispositions de l'*Arrangement*".[140] Le Groupe spécial a aussi noté que "l'approche préconisée par le Canada affaiblirait directement les disciplines réelles applicables à l'octroi d'un soutien public aux crédits à l'exportation".[141] Nous ne voyons aucune raison de ne pas adopter la même approche pour examiner l'argument du Canada dans la présente procédure. Selon nous, dans de tels cas, le taux d'intérêt aligné n'est simplement pas "conforme [aux] dispositions [en matière de taux d'intérêt]", ainsi que cette expression est utilisée dans l'Accord SMC.

7.170 Le Canada estime aussi que bien que l'Accord SMC instaure des disciplines en matière de subventions qui faussent les échanges, le caractère prospectif des mesures prises pour régler un différend signifie qu'en l'absence de l'alignement, ceux qui accordent des subventions illicites auront un avantage perpétuel. Selon le Canada, inclure les disciplines de l'*Arrangement de l'OCDE* relatives

---

[136] Le Canada estime que l'expression "dispositions en matière de taux d'intérêt" exclut "les règles de procédure, auxquelles un non-Participant ne pourrait par définition pas se conformer", bien qu'il affirme que l'alignement doit cependant être "entrepris de bonne foi et sur la base d'une diligence raisonnable" (*voir* la première communication écrite du Canada, paragraphe 56 et note de bas de page 46 (Annexe B-4)).

[137] Première communication écrite du Canada, note de bas de page 40 (Annexe B-4).

[138] *Brésil – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 185.

[139] *Voir* 7.164, *supra*.

[140] *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 57, *supra*, paragraphe 5.125 (italique dans l'original).

[141] *Id*.

à l'alignement dans la clause du refuge énoncée au point k) empêche ce résultat. Toutefois, selon nous, il n'est pas tout à fait évident que le système de règlement des différends de l'OMC ne prévoie que des mesures correctives prospectives dans des affaires portant sur des subventions à l'exportation prohibées. À cet égard, nous rappelons que le Groupe spécial *Australie - Cuir - Article 21.5* a constaté que les mesures correctives, dans des affaires portant sur des subventions à l'exportation prohibées, pouvaient englober un remboursement (rétrospectif) dans certains cas.[142] En tout état de cause, même si le mécanisme de règlement des différends de l'OMC ne prévoit que des mesures correctives prospectives, nous notons qu'il le fait pour toutes les affaires, et pas seulement celles qui portent sur des subventions à l'exportation prohibées. L'article 23:1 du Mémorandum d'accord dispose que les Membres régleront tous les différends dans le cadre du système de règlement des différends multilatéral[143], et non par des initiatives personnelles unilatérales. Ainsi, dans la mesure où le système de règlement des différends de l'OMC ne prévoit que des mesures correctives prospectives, cela résulte clairement d'un choix politique de la part des Membres de l'OMC. Compte tenu de ce choix, et du fait que l'article 23:1 du Mémorandum d'accord s'applique à tous les différends, y compris ceux qui portent sur des subventions à l'exportation prohibées (alléguées), nous ne voyons aucune raison pour laquelle le caractère (prétendument) prospectif des mesures correctives adoptées dans le cadre du règlement des différends de l'OMC devrait avoir une incidence sur notre interprétation du second paragraphe du point k).

7.171 En outre, le Canada juge significatif le fait que la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant dans l'Annexe I de l'Accord SMC a été reprise du Code des subventions du Tokyo Round. Il note que l'*Arrangement de l'OCDE* a été adopté en 1978, après plus de dix ans de négociations. En 1979, le Code des subventions du Tokyo Round a été adopté en même temps que les autres accords du Tokyo Round. Étant donné que les signataires du Code des subventions du GATT étaient en même temps des Participants à l'*Arrangement de l'OCDE*, le Canada estime qu'il serait illogique que les signataires du Code des subventions du GATT aient autorisé l'alignement dans l'*Arrangement de l'OCDE* mais l'aient interdit dans l'Accord sur les subventions un an plus tard. Selon nous, ce n'est pas notre rôle de formuler un jugement sur la logique des signataires du Code des subventions du GATT. Comme les groupes spéciaux *Canada - Aéronefs - Article 21:5* et *Brésil - Aéronefs - Article 21:5 (II)*, nous avons limité notre interprétation au libellé du second paragraphe du point k), lu dans son contexte, et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord SMC. En outre, nous relevons que le Canada se réfère au Code des subventions du GATT dans une section de sa première communication écrite concernant l'objet et le but de l'Accord SMC. À cet égard, nous n'estimons pas que l'objet et le but de l'Accord SMC soient nécessairement les mêmes que l'objet et le but du Code des subventions du GATT. Par exemple, l'Accord SMC prévoit un traitement spécial et différencié pour les pays en développement plus étendu que celui qui était prévu par le Code des subventions du GATT. En outre, dans le préambule de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, dont l'Accord SMC fait partie intégrante, il est reconnu "qu'il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique". Aucune "nécessité" de ce type n'avait été définie dans le Code des subventions du GATT. En outre, tous les Membres de l'OMC sont liés par l'Accord SMC, alors qu'un certain nombre seulement de parties contractantes du GATT étaient signataires du Code des subventions du GATT. De plus, les dispositions de l'Accord SMC

[142] *Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles - Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS126/RW, adopté le 11 février 2000, paragraphe 6.39.

[143] L'article 23:1 du Mémorandum d'accord est ainsi libellé: "Lorsque des Membres chercheront à obtenir réparation en cas de violation d'obligations ou d'annulation ou de réduction d'avantages résultant des accords visés, ou d'entrave à la réalisation d'un objectif desdits accords, ils auront recours et se conformeront aux règles et procédures du présent mémorandum d'accord."

- contrairement à celles du Code des subventions du GATT - sont assujetties au système de règlement des différends contraignant conformément au Mémorandum d'accord.

7.172 Le Canada relève aussi les déclarations du Groupe spécial *Canada - Aéronefs - Article 21:5* selon lesquelles, puisqu'il est laissé à un certain sous-groupe de Membres de l'OMC - les Participants - le soin de définir la portée de l'exemption établie au point k), le second paragraphe du point k) ne devrait pas être interprété d'une manière qui permette à ce sous-groupe de Membres de créer pour lui-même un traitement plus favorable *de facto* au titre de l'Accord SMC que celui qui est disponible pour tous les autres Membres de l'OMC.[144] Le Canada affirme que l'application de toutes les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE* - y compris l'alignement - ne constitue pas *de facto* un traitement plus favorable pour les Participants, parce que tous les Membres de l'OMC ont le droit d'offrir des conditions sur la base de l'alignement. Bien que nous admettions que tous les Membres de l'OMC auraient le droit de s'aligner sur des dérogations, nous notons que si un tel alignement relevait du champ d'application de la clause du refuge énoncée au point k), les non-Participants seraient malgré tout placés en situation de "désavantage systématique, puisqu'ils n'auraient pas accès aux informations concernant les modalités et conditions offertes par des Participants ou sur lesquelles des Participants s'aligneraient".[145] Ainsi, si les Participants comme les non-Participants ont peut-être le droit de s'aligner sur des dérogations, il n'est pas possible de supposer que les non-Participants auraient toujours les renseignements nécessaires pour exercer ce droit en pratique.[146]

7.173 Le Canada nie qu'il y ait un quelconque "désavantage systématique" pour les non-Participants, puisqu'ils n'ont pas l'obligation de fournir à quiconque des renseignements sur les offres faites sur la base de l'alignement. En revanche, le Canada note que les Participants doivent notifier leurs offres faites sur la base de l'alignement, qui font alors l'objet d'un examen préalable de la part des autres Participants. Le Canada relève en outre que, si les non-Participants n'étaient pas informés des modalités et conditions des offres faites par les Participants sur la base de l'alignement, les Participants n'étaient pas non plus informés des offres faites par des non-Participants sur la même base. En outre, le Canada donne à entendre que les non-Participants sont avantagés parce que l'*Arrangement de l'OCDE* est un document public et que les non-Participants connaissent donc les modalités et conditions de base que les Participants peuvent offrir. Les modalités et conditions des offres des non-Participants, par contre, ne sont pas du domaine public.

7.174 Nous ne voyons pas comment le fait que les offres faites par des Participants sur la base de l'alignement sont soumises à un examen préalable supprime le "désavantage systématique" résultant du fait que les non-Participants n'ont aucun moyen formel de connaître les modalités et conditions (offertes par des Participants) sur lesquelles ils ont le droit de s'aligner. Ce "désavantage systématique" pour les non-Participants n'est pas non plus supprimé par le fait que les Participants ne sont pas informés des modalités et conditions des offres des non-Participants. Le fait que les Participants ne connaissent peut-être pas précisément les modalités et conditions offertes par des non-Participants ne modifie pas le fait que ceux-ci n'ont aucun moyen formel de connaître les

---

[144] *Canada - Aéronefs - Article 21:5*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 57, *supra*, paragraphe 5.132.

[145] *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 57, *supra*, paragraphe 5.134, et *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 5.117.

[146] Les Communautés européennes font valoir que si un non-Participant a des doutes au sujet de la fiabilité de l'offre alléguée de conditions non conformes à l'*Arrangement de l'OCDE* sur laquelle il est invité à s'aligner, il peut demander confirmation de ces conditions à l'auteur de l'offre. Si les non-Participants ont peut-être la possibilité d'obtenir des renseignements de cette façon, ils seraient malgré tout placés en situation de "désavantage systématique" par rapport aux Participants dans toutes les situations où des Participants notifient à d'autres Participants, de leur propre initiative, des conditions non conformes, comme l'exige l'*Arrangement de l'OCDE*.

modalités et conditions offertes par des Participants. En outre, nous estimons que l'argument du Canada selon lequel les non-Participants connaissent les modalités et conditions de base que les Participants peuvent offrir (parce que l'*Arrangement de l'OCDE* est un document public) n'est pas pertinent pour la question considérée. Nous examinons la question de l'alignement sur une dérogation, qui, par définition, n'est pas conforme aux modalités et conditions de l'*Arrangement de l'OCDE*. Le fait est que, si les non-Participants peuvent connaître les modalités et conditions que les Participants sont censés offrir, ils n'ont aucun moyen formel de savoir à quel moment les Participants dérogent à ces modalités et conditions.

7.175 Les Communautés européennes affirment que le Groupe spécial *Canada - Aéronefs - Article 21:5* a suivi un "raisonnement forcé" qui ne tient aucun compte du caractère informel de convention verbale que présente l'*Arrangement de l'OCDE*, instrument non contraignant qui est conçu pour fournir un cadre propre à garantir la transparence et la concurrence loyale dans le domaine des transactions en matière de crédit à l'exportation entre les Participants et pour être appliqué avec souplesse. Selon les Communautés européennes, la conclusion du Groupe spécial repose sur une raison plus téléologique, celui-ci étant d'avis que l'alignement "affaiblirait directement les disciplines réelles applicables à l'octroi d'un soutien public aux crédits à l'exportation".[147] Les Communautés européennes affirment cependant que ce point de vue n'est pas partagé par les Participants à l'*Arrangement de l'OCDE* eux-mêmes, qui considèrent de toute évidence l'alignement comme étant compatible avec les disciplines effectives en matière de crédits à l'exportation.[148]

7.176 Selon nous, le fait que l'*Arrangement de l'OCDE* autorise l'alignement sur des dérogations, ou le fait que les Participants considèrent l'alignement sur des dérogations comme un moyen d'établir des disciplines applicables aux crédits à l'exportation, ne signifie pas nécessairement que l'Accord SMC devrait autoriser l'alignement sur des dérogations. Contrairement à l'*Arrangement de l'OCDE*, l'Accord SMC n'est pas une "convention verbale" "informelle". Il n'est donc pas nécessaire qu'il autorise le recours à l'alignement sur des dérogations pour instaurer une discipline. C'est un instrument contraignant et on peut donc le faire respecter en ayant recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.[149]

---

[147] *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 57, *supra*, paragraphe 5.125.

[148] Un argument semblable a été exposé par les États-Unis, qui ont indiqué que les dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* relatives à l'alignement étaient la "principale disposition de mise en œuvre" de ce texte (Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 12 (Annexe C-2)).

[149] À cet égard, nous faisons nôtres les constatations suivantes du Groupe spécial *Brésil - Aéronefs - Article 21:5 (II)*: "Il nous semble que les deux tierces parties tendent à avancer des arguments – à tort – du point de vue de l'*Arrangement de l'OCDE*, et non du point de vue de la clause du refuge et de l'*Accord SMC*. Les États-Unis considèrent qu'il serait regrettable que les Participants à l'*Arrangement de l'OCDE* soient dissuadés d'utiliser les dispositions en matière d'alignement de l'*Arrangement* de crainte de contrevenir ainsi aux dispositions de l'*Accord SMC*. Les États-Unis semblent dire que, privés de la possibilité d'un alignement, les Participants seraient d'une manière ou d'une autre sans défense face à des pratiques non conformes au titre de l'*Arrangement de l'OCDE*. Ce n'est toutefois pas le cas. Les États-Unis ne tiennent notamment aucun compte du fait que, dans la mesure où ces pratiques non conformes sont visées par l'*Accord SMC*, elles pourraient être contrées en ayant recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

Les Communautés européennes affirment que le raisonnement sur l'alignement que fait le Groupe spécial au titre de l'article 21:5 ne tient aucun compte du fait que l'*Arrangement de l'OCDE* est une convention verbale non contraignante. Le Groupe spécial au titre de l'article 21:5 était parfaitement conscient de la nature de l'*Arrangement de l'OCDE*. Si nous comprenons bien, toutefois, le Groupe spécial au titre de l'article 21:5 a fait reposer son point de vue sur les dispositions de l'*Accord SMC* et sur la nécessité d'empêcher un élargissement indu de la portée de la clause du refuge. Celui-ci a indiqué de manière convaincante qu'accepter, aux fins de l'*Accord SMC*, que même des écarts non conformes par rapport aux dispositions de *l'Arrangement de l'OCDE* soient visés par la clause du refuge supprimeraient, en fait, les disciplines applicables au soutien financier public dont bénéficient les crédits à l'exportation. Les Communautés européennes contestent cette déclaration, faisant valoir que les Participants à l'*Arrangement de l'OCDE* considèrent qu'un alignement est

7.177 Les États-Unis affirment que la préoccupation formulée par le Groupe spécial *Canada - Aéronefs - Article 21:5* (au paragraphe 5.138) selon laquelle l'interprétation du Canada permettrait à des Membres de "se dispenser" de se conformer à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en se fondant sur le comportement de non-Membres n'a pas de raison d'être, parce que si l'alignement est protégé par la clause du refuge énoncée au point k), un Membre qui s'aligne sur une offre non conforme agit de façon conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Selon nous, la préoccupation exprimée par le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* avait trait au fait que "la conformité d'un Membre avec les règles du GATT/de l'OMC [ne devrait pas être] définie par le comportement de non-Membres". Nous partageons cet avis. Cette préoccupation apparaîtrait quand bien même si l'inclusion de l'alignement sur une dérogation dans le champ d'application de la clause de refuge énoncée au point k) signifierait que les Membres qui s'alignent sur une offre agissent de façon conforme à leurs obligations dans le cadre de l'OMC. La raison en est que l'inclusion de l'alignement sur une dérogation dans le champ d'application de la clause du refuge énoncée au point k) n'établirait aucun point de repère objectif permettant de déterminer si un Membre agit ou non de façon conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Dans tous les cas, le point de repère serait établi par référence aux modalités et conditions de l'offre non conforme. Dans la mesure où l'offre non conforme a été faite par un pays qui n'est pas Membre de l'OMC, le point de repère permettant de déterminer si un Membre qui s'aligne sur une offre agit ou non de façon conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC serait donc les modalités et conditions non conformes offertes par le non-Membre. Ainsi, le fait que l'alignement sur une dérogation soit incluse dans le champ d'application du second paragraphe du point k) ne supprimerait pas la possibilité que "la conformité d'un Membre avec les règles du GATT/de l'OMC soit définie par le comportement de non-Membres".

7.178 Les États-Unis affirment aussi que, contrairement à ce que craignait le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, l'approche de cette question suivie par le Canada ne soulève pas la question de l'"iniquité structurelle" à l'égard des pays en développement.[150] Les États-Unis notent que l'article 27 de l'Accord SMC exempte les pays en développement des prohibitions énoncées au paragraphe 1 a) de l'article 3, sous réserve que les dispositions de l'article 27.4 soient respectées. Cette exemption s'applique à toutes les subventions à l'exportation et non uniquement aux crédits à l'exportation. Les États-Unis notent que l'exemption prévue au second paragraphe du point k) est par contre beaucoup plus limitée. Toutefois, en dépit de son champ d'application plus limité, les États-Unis font valoir que la clause du refuge figurant au point k) était un élément important de l'ensemble auquel ont souscrit les Membres de l'OMC lorsqu'ils ont accepté l'Accord SMC.

---

compatible avec des disciplines effectives applicables aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Toutefois, le fait que l'*Arrangement de l'OCDE* permet un alignement sur des dérogations n'implique pas logiquement que l'*Accord SMC* devrait également permettre cet alignement. À vrai dire, l'*Arrangement de l'OCDE* et l'*Accord SMC* sont très différents. Les Communautés européennes elles-mêmes reconnaissent que l'*Arrangement de l'OCDE* est une convention verbale non contraignante. Dans ces conditions, l'alignement peut avoir une fonction importante de dissuasion et d'exécution. Cette raison d'être de l'alignement ne s'applique pas à l'*Accord SMC*. Cet accord est un instrument contraignant, et on peut le faire respecter en ayant recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. L'argument des Communautés européennes n'est donc d'aucune utilité" (*Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35, *supra*, paragraphes 5.114 et 5.115, notes de bas de page omises).

[150] Nous rappelons que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* avait indiqué que l'interprétation du second paragraphe du point k) donnée par le Canada pourrait "avoir pour résultat soit un traitement plus favorable, *de facto*, pour les pays développés par rapport aux pays en développement, soit l'élimination *de facto* du traitement spécial et différencié pour les pays en développement" (*Canada – Aéronefs – Article 21:5*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 57, *supra*, paragraphe 5.136). Ce groupe spécial a mentionné la possibilité qu'un pays développé Membre s'aligne sur les modalités subventionnées offertes par un pays en développement Membre, même si ces modalités sont conformes à une disposition accordant un traitement spécial et différencié à ce Membre, comme l'article 27 de l'Accord SMC.

7.179 Nous croyons comprendre que les États-Unis font valoir que l'inclusion de l'alignement sur des dérogations dans le champ d'application de la clause du refuge figurant au point k) ne compromettrait qu'une partie du traitement spécial et différencié prévu pour les pays en développement Membres et que cette iniquité structurelle plus limitée à l'égard des pays en développement devrait être tolérée en raison de l'importance attachée par les Membres à la clause du refuge figurant au point k). Cependant, selon nous, l'article 27 accorde aux pays en développement Membres un traitement spécial et différencié en ce qui concerne toutes les subventions à l'exportation, quelle que soit la forme qu'elles prennent. Ainsi, dans la mesure où un crédit à l'exportation constitue une subvention à l'exportation, il entre dans le champ d'application de l'article 27 et les pays en développement Membres ont en principe droit à un traitement spécial et différencié en ce qui concerne ce crédit à l'exportation. Il nous est donc impossible d'interpréter le second paragraphe du point k) d'une façon qui rendrait sans effet l'article 27, tout au moins en partie.[151]

c) Conclusions

7.180 Pour les raisons mentionnées ci-dessus, nous concluons que le Canada n'a pas établi que l'alignement sur une dérogation pourrait, en droit, être "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE*. Par conséquent, en droit, l'alignement sur une dérogation ne pourrait pas entrer dans le champ d'application de la clause du refuge énoncée au point k).

7.181 Compte tenu de la conclusion que nous avons formulée dans le paragraphe précédent, il n'est pas nécessaire que nous examinions si, en fait, le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin constitue un alignement conforme aux dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE*. De même, il n'est pas nécessaire que nous examinions les allégations du Brésil selon lesquelles le Canada ne s'est pas conformé aux règles de procédure énoncées aux articles 47 a) et 53 de l'*Arrangement de l'OCDE*.

3. Conclusion

7.182 Nous avons constaté que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin était une subvention qui était "subordonnée[ ] ... aux résultats à l'exportation". Nous avons en outre constaté que le financement au titre du Compte du Canada, que le Canada décrit comme étant l'alignement sur une dérogation dans le cadre de l'*Arrangement de l'OCDE*, ne pouvait, en droit, bénéficier de la clause du refuge énoncée au point k). Compte tenu de ces constatations, nous concluons que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est une subvention à l'exportation prohibée, contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

G. AUTRES TRANSACTIONS DE LA SEE

7.183 Le Brésil a présenté des allégations détaillées concernant le financement fourni par la SEE aux acheteurs suivants d'avions à réaction régionaux Bombardier: Atlantic Southeast Airlines ("ASA"), Atlantic Coast Airlines ("ACA"), Comair, Kendell et Air Nostrum. La SEE a fourni un financement à toutes ces compagnies aériennes au titre du Compte de la Société de la SEE. Une partie du financement offert par la SEE à Air Nostrum a aussi été fournie au titre du Compte du Canada de la SEE.

7.184 Le Brésil allègue que le financement susmentionné a pris la forme de subventions à l'exportation prohibées. Il allègue que le financement de la SEE est un transfert direct de fonds sous

[151] *Voir États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/AB/R–WT/DS4/AB/R, adopté le 20 mai 1996, page 26 et *Japon – Boissons alcooliques II*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 59, *supra*, page 14.

la forme d'un prêt, qui constitue une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Il affirme aussi que la fourniture de prêts par la SEE est un "service[ ] autre[ ] qu'une infrastructure générale" au sens de l'article 1.1 a) 1) iii). Il allègue que le financement de la SEE confère un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) et est donc une subvention, parce qu'il est fourni aux compagnies aériennes bénéficiaires à des conditions plus favorables que celles que les bénéficiaires pourraient obtenir sur le marché. Il allègue que le financement de la SEE est "subordonné[ ] ... aux résultats à l'exportation" parce que la SEE "a pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international".[152]

7.185 Le Canada admet que le financement de la SEE est une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i). Toutefois, il nie que la fourniture de prêts par la SEE soit un "service[ ] autre[ ] qu'une infrastructure générale", au sens de l'article 1.1 a) 1) iii). Il admet que l'existence d'un "avantage" peut être déterminée en examinant si une contribution financière est faite ou non à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire peut obtenir sur le marché. Selon lui, tout le financement pour des aéronefs régionaux fourni au titre du Compte de la Société depuis 1998 l'a été sur une base commerciale et ne confère donc pas d'"avantage". Le Canada ne nie pas que le soutien de la SEE soit "subordonné[ ] ... aux résultats à l'exportation".

7.186 Pour que le Brésil fasse prévaloir ses allégations, il faut démontrer que les prêts en cause de la SEE sont des subventions, au motif que ce sont des "contributions financières" qui confèrent un "avantage". Il faut aussi démontrer que le financement en cause de la SEE, s'il est constaté qu'il constitue un subventionnement, est "subordonné[ ] ... aux résultats à l'exportation".

7.187 Nous relevons que les parties conviennent que les prêts en cause de la SEE prennent la forme de "transfert[s] direct[s] de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Nous partageons cet avis et constatons donc que les prêts en cause de la SEE constituent des "contributions financières" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.[153]

7.188 Le Brésil présente un certain nombre d'arguments généraux à l'appui de son allégation selon laquelle le financement en cause de la SEE confère un "avantage". Ces arguments généraux s'appliquent à la plupart des transactions en cause de la SEE. Le Brésil présente aussi un certain nombre d'arguments concernant des transactions spécifiques de la SEE. Nous commençons par examiner si l'un quelconque des arguments généraux sur lesquels s'appuie le Brésil démontre qu'un "avantage" est conféré par le financement en cause de la SEE. Nous examinerons ensuite les arguments du Brésil concernant spécifiquement certaines transactions. Si, sur la base de ce qui précède, nous constatons que l'une quelconque des opérations de financement en cause de la SEE confère un "avantage", nous déterminerons alors si ce financement est ou non "subordonné[ ] ... aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

7.189 Pour examiner les arguments du Brésil, nous prendrons pour guide les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

---

[152] *Loi sur l'expansion des exportations*, note de bas de page 42, *supra*, article 10 1); Rapport annuel 2000 de la Société pour l'expansion des exportations, page 47 (pièce n° 22 du Brésil).

[153] Sur la base de cette constatation, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner si la fourniture d'un financement de la SEE constitue ou non la fourniture de "services autres qu'une infrastructure générale" au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC.

> une contribution financière ne confère un "benefit", c'est-à-dire un avantage, que si elle est fournie à des conditions plus avantageuses que celles que le bénéficiaire aurait trouvées sur le marché.[154]

7.190 L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial, déclarant ce qui suit:

> le marché constitue une bonne base de comparaison lorsque l'on détermine si un "avantage" a été "conféré", parce qu'on peut identifier la capacité d'une "contribution financière" de fausser les échanges en déterminant si le bénéficiaire a reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[155]

1. Arguments généraux du Brésil concernant l'"avantage"

7.191 Le Brésil avance quatre arguments généraux à l'appui de son allégation selon laquelle le financement en cause de la SEE confère un "avantage". Premièrement, le Brésil affirme que le financement de la SEE est incompatible avec certaines indications concernant le financement aux conditions du marché sur lesquelles le Canada se serait appuyé lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*. Deuxièmement, le Brésil affirme que le financement de la SEE a été offert sur la base d'un instrument de notation non fiable. Troisièmement, le Brésil estime que le financement en cause de la SEE est plus favorable qu'un point de repère du "marché" calculé par le Brésil à partir de données relatives aux titres revalorisés garantis par nantissement du matériel ("EETC"). Quatrièmement, le Brésil affirme que la SEE n'a pas établi ses conditions sur la base du financement obtenu par les clients de Bombardier auprès d'établissements commerciaux.

a) Indications concernant le financement aux conditions du marché sur lesquelles le Canada se serait appuyé lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*.

7.192 Le Brésil se réfère aux déclarations suivantes faites par le Canada lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*:

> British Airways, qui est la compagnie aérienne non souveraine ayant la meilleure notation, obtient les taux LIBOR [taux interbancaire offert à Londres] + 30 à 40 points de base pour les achats d'avions gros porteurs (il faut ajouter 20 à 30 points de base pour les avions de transport régional, même pour les clients qui ont la même notation que British Airways). Cela donne ... T [taux fixe des bons du Trésor américains à dix ans] + 105-120 (+125-150 pour les aéronefs régionaux). ... En fait, les industriels qui ont la note AAA (et il n'existe aucune compagnie aérienne ayant cette notation) ne peuvent obtenir du crédit à T + 20; ces industriels paient généralement une marge d'environ 70 points de base.[156]
>
> [U]n échantillon représentatif de compagnies aériennes opérant sur le marché des États-Unis ont obtenu des financements à un taux égal au taux des bons du Trésor américains à dix ans majoré de 110 à 250 points de base (calculs fondés sur une moyenne pondérée des différentes tranches de la transaction de financement). Il a aussi fait observer que le taux d'intérêt net accordé à un emprunteur dont la cote de

---

[154] *Canada – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 9.112.
[155] *Canada – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 9, *supra*, paragraphe 157.
[156] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*Brésil – Aéronefs – Article 21:5*"), rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, annexe 1-2, note de bas de page 26.

> crédit est particulièrement mauvaise peut être supérieur au taux des bons du Trésor américains à dix ans majoré de 350 points de base.[157]

7.193 D'après le Brésil, ces déclarations signifient que, "selon le Canada, la marge appropriée pour la compagnie aérienne *la mieux notée* pour une transaction portant sur des avions à réaction régionaux serait soit le LIBOR + 50 à 70 pdb (taux variable), soit T + 125 à 150 pdb (transactions à taux fixe). Pour une compagnie aérienne "*représentative*" notée entre AAA et BBB-, la marge appropriée pourrait aller jusqu'à T + 250 pdb. Les compagnies aériennes *moins solvables* ont une note correspondant à "plus de T + 350 pdb"".[158] Le Brésil se fonde sur cette interprétation des déclarations du Canada pour contester le financement offert par la SEE à ASA, ACA, Comair, Kendell et Air Nostrum.[159]

7.194 Le Canada affirme que le Brésil "déforme et fausse" l'argument qu'il a présenté lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*. Selon lui,

> [p]our l'essentiel, l'argument du Canada était que le taux offert au titre du PROEX II [le programme de bonification d'intérêt brésilien en cause lors de la procédure *Brésil - Aéronefs - Article 21:5*], le taux des bons du Trésor américains plus 20 pdb, ne pouvait pas être obtenu sur le marché. En outre, le Canada a indiqué que, bien que ce taux ne puisse être obtenu en aucun cas, les autres taux auxquels il se référait - et auxquels le Brésil se réfère maintenant dans sa déclaration du 31 juillet - n'établissaient pas de limite rigoureuse pour le marché international du financement des aéronefs. Comme l'a expliqué le Canada:
>
> > "Les conditions régnant sur le marché, les différents profils de remboursement, ou les modalités, ou d'autres conditions négociées entre un prêteur et un emprunteur [pouvaient] aboutir à ce que les taux d'intérêt soient supérieurs ou inférieurs [à ceux auxquels le Canada se référait dans cette procédure]."
>
> Cependant, aux paragraphes 48 et 49 de sa déclaration du 31 juillet et dans la pièce n° 64 qu'il a présentée, le Brésil tente d'attribuer au Canada la position selon laquelle "pour une compagnie aérienne "*représentative*" notée entre AAA et BBB-, la marge appropriée pourrait aller jusqu'à T + 250 pdb". Cela est de toute évidence faux. La pièce n° 64 du Brésil donne une description de la moyenne pondérée de tranches particulières de l'emprunt d'une compagnie d'aviation. Elle ne donne pas de description d'une marge sur les taux d'intérêt génériquement appropriée, fondée sur la cote de crédit d'une compagnie aérienne.
>
> Nulle part dans les communications que cite le Brésil, le Canada n'a fait valoir, sur la base de ces données, que des compagnies aériennes notées entre AAA et BBB- devraient accepter des marges allant jusqu'à 250 pdb en sus du taux des bons du Trésor américains. En outre, si le Canada a indiqué les taux que British Airways, compagnie aérienne non souveraine la mieux notée, acquittait à l'époque, il n'a pas fait valoir que les compagnies aériennes bien notées devraient acquitter un taux correspondant au taux des bons du Trésor américains plus 125 pdb ou davantage. Le Canada n'a pas pu présenter un tel argument: les données fournies par le Canada

---

[157] *Id*., annexe 1-5, paragraphe 11. Nous notons qu'un "point de base" équivaut à 0,01 pour cent.

[158] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 49 (Annexe A-12).

[159] En particulier, le Brésil allègue que la SEE a fourni un financement avec des marges inférieures à celles qui auraient été identifiées par le Canada pour les compagnies aériennes "les mieux notées", "représentatives" et "moins solvables".

> (actuellement la pièce n° 64 du Brésil) montrent que American Airlines, qui à l'époque était notée BBB- par Standard & Poor's, acquittait, sur une base moyenne pondérée, un taux supérieur de 111 pdb au taux des bons du Trésor américains.[160]

7.195 Il y a donc un désaccord important entre les parties sur le point de savoir comment les déclarations susmentionnées faites par le Canada lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5* devraient être interprétées. Selon nous, le Brésil cherche à mettre en valeur les déclarations du Canada plus qu'il n'est approprié.[161] Par exemple, nous ne pensons pas que le Canada ait indiqué de marges sur les taux d'intérêt généralement applicables, fondées sur la cote de crédit d'une compagnie aérienne. En tout état de cause, nous ne jugeons pas nécessaire de tenter de régler le désaccord entre les parties concernant les déclarations faites par le Canada lors d'une procédure antérieure puisque nous sommes saisis d'un dossier factuel beaucoup plus développé que celui dont avait eu besoin ou dont avait disposé le Groupe spécial *Brésil- Aéronefs - Article 21:5*. Compte tenu du volume des données qui nous sont présentées, qui comprennent des marges spécifiques acquittées par des compagnies aériennes ayant des cotes de crédit spécifiques, nous ne jugeons pas nécessaire de nous occuper de marges alléguées concernant des catégories générales de compagnies "représentatives" ou "les mieux notées". Dans la mesure où nous avons les moyens de déterminer ce qui serait demandé sur le marché à des compagnies aériennes spécifiques ayant des cotes de crédit spécifiques, nous ne jugeons pas nécessaire de nous référer à des marges pratiquées pour des compagnies aériennes classées dans les catégories générales des compagnies "représentatives" ou "les mieux notées".

b) Notation de la SEE

7.196 Le Brésil affirme que l'on peut sérieusement mettre en doute la fiabilité des offres fondées sur les résultats de LA Encore, programme de notation de la SEE. Il soulève deux questions à cet égard. *Premièrement*, il affirme que LA Encore n'est pas fiable en tant qu'instrument objectif. *Deuxièmement*, il affirme que LA Encore surestime les cotes de crédit de quatre à dix échelons.[162] Il affirme que, puisque chaque échelon peut représenter une différence de 15 points de base environ dans la marge offerte à une société[163], cet écart pourrait entraîner une différence allant entre 50 et 150 points de base dans une marge à l'émission.

LA Encore n'est pas fiable en tant qu'instrument objectif

7.197 Le Brésil estime que LA Encore n'est pas fiable en tant qu'instrument objectif parce qu'il a été personnalisé afin d'utiliser des facteurs subjectifs. Il affirme que le Canada n'a pas fourni de renseignements concernant la façon précise dont la SEE a personnalisé LA Encore, ni de description des facteurs subjectifs utilisés dans le programme. Il affirme que le Canada reconnaît que LA Encore a subi un "rééquilibrage des coefficients de pondération spécifiques" mais n'explique pas comment cela a été fait. Le Brésil déclare aussi que la flexibilité et la possibilité de personnalisation de LA Encore semblent être l'une des principales caractéristiques du logiciel. Il cite une constatation figurant dans un rapport sur lequel s'appuie le Canada, selon lequel "cette flexibilité empêche généralement que les résultats fournis par le système soient utilisés en dehors de l'organisation. Les caractéristiques mêmes qui permettent une personnalisation poussée de la base de connaissances

---

[160] Réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 22 à 24 (notes de bas de page omises, italique dans l'original) (Annexe B-12).

[161] Nous relevons cependant que le Canada n'a pas nié lors de la présente procédure qu'il faudrait ajouter de 20 à 30 points de base aux marges pratiquées pour les avions gros porteurs afin d'obtenir une marge appropriée pour les transactions portant sur des aéronefs régionaux.

[162] La cote de crédit d'une entreprise progresse d'un "échelon" quand la nouvelle note s'élève d'un niveau par rapport à l'ancienne.

[163] *Voir* la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 54 (Annexe A-12).

concernant des environnements de crédit spécifiques font que deux organisations ne peuvent pas fonder objectivement les transactions sur les résultats obtenus puisqu'elles ne peuvent pas utiliser les systèmes personnalisés (différemment) comme base de comparaison commune".[164]

7.198 Le Canada affirme que LA Encore est un logiciel d'analyse informatique des sociétés conçu par un cabinet d'experts-comptables agréé et une société d'analyse fonctionnelle afin d'analyser le risque financier et de comparer, sur une large base, les risques financiers associés à différentes sociétés. Il appartient maintenant à Moody's Risk Management Services, l'une des deux plus grandes agences de notation du monde. (Le logiciel LA Encore a en conséquence pris le nom de Moody's Risk Advisor, ou MRA). LA Encore est utilisé par les grandes banques commerciales comme la Lloyds, la Barclays et ABN-Amro.

7.199 Selon le Canada, Moody's assure la maintenance du système de chaque utilisateur afin de garantir la compatibilité avec les notes qu'elle publie. Elle permet d'adapter LA Encore en utilisant des instruments de personnalisation donnant la possibilité d'établir les pratiques de crédit, les principes directeurs ou l'approche interne en matière de notation propres à une organisation, ou d'en tenir compte, en se fondant sur les préférences en matière de prêt et le portefeuille de cette organisation. La SEE a utilisé les possibilités de personnalisation de LA Encore pour tenir compte de ses propres méthodes d'évaluation des risques liés aux sociétés. Le Canada affirme que le rééquilibrage des coefficients de pondération spécifiques a été fait afin que, pour toutes les notes établies par la SEE, il soit tenu compte d'une base de données contenant les notes en vigueur des obligations de premier rang sans garantie de plus de 900 sociétés industrielles notées par S&P. Cela permet à la SEE d'ajuster les notes qu'elle établit sur le plan interne en fonction de ces points de repère externes du marché. Le Canada soutient que les méthodes de notation des risques appliquées par la SEE, qui comprennent le rééquilibrage, ont été examinées dans le contexte du cadre de gestion des risques de crédit de la SEE par Erisk, cabinet de consultants externes en gestion des risques. Selon le Canada, Erisk a jugé que ces méthodes étaient conformes à la pratique courante suivie dans le secteur.

7.200 Nous ne pensons pas que le Brésil conteste l'utilisation par la SEE du programme LA Encore en soi. En fait, cela serait difficile à accepter, étant donné que LA Encore est utilisé par de grandes banques commerciales telles que la Barclays, la Lloyd's et ABN-Amro. Nous croyons plutôt comprendre que le Brésil conteste la personnalisation du programme LA Encore par la SEE.

7.201 Comme le Brésil l'a noté, Moody's a vanté la possibilité de personnalisation de LA Encore (ou "Moody's Risk Advisor", comme il est maintenant appelé). Selon Moody's, LA Encore comporte des "instruments de personnalisation donnant la possibilité d'établir les pratiques de crédit, les principes directeurs ou l'approche interne en matière de notation propres à une organisation".[165] Cette personnalisation peut prendre diverses formes: l'"édition" (permettant d'adapter les principaux éléments du système pour créer un plan unique de comptes et de rapports); le "paramétrage" (permettant de reconfigurer les questions subjectives et d'ajuster leur incidence sur tout l'ensemble du réseau d'évaluation); la "mise en page à l'écran" (permettant d'ajuster la position des questions sur l'écran); les "avertissements" (permettant de diffuser la politique de la banque avec des messages personnalisés, des textes de dépannage et des avertissements); les "éditeurs de rapports" (permettant d'établir des modèles de rapport personnalisés); et les "instruments administratifs" (permettant de configurer les droits des utilisateurs). Aucune de ces formes de personnalisation ne permet de penser qu'il y a manipulation aux fins de l'octroi de subventions. En fait, nous rappelons que le même programme, avec les mêmes possibilités de personnalisation, est aussi utilisé par de grandes banques commerciales.

---

[164] R. Kumra *et al.*, "Assessing a Knowledge-based Approach to Commercial Loan Underwriting", Moody's Research Report No. 2-00-1, Revised, octobre 2000, pages 16 et 17 (pièce n° 73 du Canada).

[165] Moody's Risk Advisor (pièce n° 72 du Canada).

7.202 Le Canada a expliqué que la personnalisation de LA Encore par la SEE a compris le rééquilibrage des coefficients de pondération spécifiques afin que, pour toutes les notes établies par la SEE, il soit tenu compte d'une base de données contenant les notes en vigueur des obligations de premier rang sans garantie de plus de 900 sociétés industrielles notées par S&P. Bien que le Brésil se soit plaint du fait que le Canada n'a pas expliqué comment ce rééquilibrage était effectué, il n'a pas fait valoir qu'il y ait, en principe, quelque chose à redire à propos d'une personnalisation visant à tenir compte d'une base de données contenant les notes en vigueur des obligations de premier rang sans garantie de plus de 900 sociétés industrielles notées par S&P.

7.203 En outre, nous relevons que Moody's assure la maintenance de la version personnalisée de LA Encore établie par la SEE afin de garantir la compatibilité avec les notes qu'elle publie. En conséquence, Moody's veille à ce que les notes attribuées aux compagnies aériennes par la SEE soient compatibles avec les notes qu'elle a elle-même attribuées aux compagnies aériennes et publiées. Nous relevons aussi l'affirmation du Canada selon laquelle les méthodes de notation suivies par la SEE, y compris sa personnalisation de LA Encore, ont été vérifiées par Erisk, cabinet de consultants externes en gestion des risques, qui avait jugé que ces méthodes étaient conformes à la pratique courante suivie dans le secteur. Le Brésil ne nous a donné aucune raison de mettre en doute l'affirmation du Canada. Pour ces raisons, nous ne sommes pas convaincus par les arguments du Brésil concernant la personnalisation de LA Encore par la SEE. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que la personnalisation de LA Encore par le Canada permette de penser qu'il y a manipulation aux fins de l'octroi de subventions.

7.204 Ayant bien considéré les éléments de preuve qui nous ont été présentés, nous rejetons les arguments du Brésil selon lesquels LA Encore n'est pas fiable en tant qu'instrument de notation objectif.

Notes surévaluées

7.205 Le Brésil affirme que la méthode suivie par le Canada pour attribuer des cotes de crédit conduit à surévaluer les notes. Il déclare que "les notes attribuées par le Canada à divers emprunteurs étaient systématiquement plus élevées que celles qui étaient publiées pour de meilleures compagnies aériennes, plus solvables".[166] Selon le Brésil, le "système LA Encore personnalisé de la SEE … produit des notes qui sont complètement différentes de celles qui sont publiées par Standard & Poor's".[167]

7.206 Le Brésil a présenté cet argument plus particulièrement en ce qui concerne le financement fourni par la SEE à Comair. En particulier, il relève que "le Canada a attribué à Comair, à un moment donné, la note [ ], alors même que Standard & Poor's ne donne cette note à *aucune* compagnie aérienne et, en fait, le Canada lui-même a déclaré [ ].[168] Le Brésil relève aussi que la SEE a donné à Comair en mars 1998 la note [ ], qui – selon les données de Standard & Poor's sur lesquelles le Brésil s'est appuyé – "est une note qu'aucune autre grande compagnie aérienne des États-Unis n'a reçue".[169]

7.207 Le Canada fait valoir qu'"il n'y a pas de corrélation entre la note et la taille. Par exemple, une compagnie aérienne telle que Southwest, dont les recettes totales sont de 5,6 milliards de dollars EU, a obtenu la note A de Standard & Poor's et la note A3 de Moody's. United, une compagnie aérienne

[166] Observations du Brésil concernant la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 32 (Annexe A-17).

[167] Observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, page 5 (Annexe A-16).

[168] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 52 (italique dans l'original) (Annexe A-12).

[169] *Id*., paragraphe 90.

beaucoup plus grande dont les recettes totales sont de 19,3 milliards de dollars EU, est en dessous de la catégorie Investissement, avec une note de BB+/Ba1".[170] Selon le Canada,

> [b]ien que la plupart des compagnies aériennes régionales ne soient pas notées, il est faux de supposer que leurs notes seraient nécessairement inférieures à celles des grandes compagnies des États-Unis. En fait, comme il est indiqué dans les observations suivantes de Merrill Lynch, à bien des égards, les compagnies aériennes régionales présentent un risque plus faible que les grandes compagnies:
>
> > De tout temps, les compagnies aériennes régionales ont été systématiquement plus rentables que les grandes compagnies. C'est pourquoi elles ont toujours bénéficié d'une meilleure évaluation boursière que les grandes compagnies, en raison de leurs bénéfices effectifs et de leur capacité bénéficiaire sensiblement plus élevés. Par exemple, ***SkyWest, avec seulement 23 avions à réaction régionaux, 90 avions à turbopropulseur et 530 millions de dollars de recettes annuelles, a une valeur boursière de 1,7 milliard de dollars – plus qu'Alaska et America West réunies, soit 1,1 milliard de dollars!*** Et ces deux grandes compagnies aériennes réalisent des ventes annuelles globales de 3,8 milliards de dollars et leur flotte combinée comprend 233 avions à réaction gros porteurs!
> >
> > Nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses sur ce que vaudrait Comair (et ASA) compte tenu des paramètres actuels. ***Toutefois, nous savons que la valeur comptable virtuelle totale d'ASA et de Comair était de 3 milliards de dollars environ sur la base du prix d'achat de Delta il y a quelques années – alors que la valeur comptable actuelle de Delta n'est que de 5,8 milliards de dollars.*** [italique et caractères gras dans l'original]
>
> Bien que ces observations soient censées porter sur l'évolution de la valeur comptable, les faits sous-jacents sont à rapprocher des affirmations du Brésil. Les compagnies aériennes régionales ont obtenu de meilleurs résultats que les grandes compagnies dans un certain nombre de domaines essentiels, y compris la croissance des recettes, et, sur le plan de la capitalisation boursière, un certain nombre de compagnies aériennes régionales – y compris Comair et ASA – sont aussi grandes, sinon plus, que certaines grandes compagnies des États-Unis.
>
> Pour toutes ces raisons, le Brésil a tort de donner à entendre que les compagnies aériennes régionales devraient payer davantage que les grandes compagnies des États-Unis pour obtenir un financement simplement en raison de leurs recettes de ventes.[171]

7.208 Compte tenu des éléments de preuve fournis par le Canada, qui reposent sur un rapport établi par Merrill Lynch[172], nous ne sommes pas convaincus que les cotes de crédit données par le Canada aux compagnies aériennes régionales ne soient pas fiables simplement parce qu'elles sont plus élevées que les notes publiées attribuées par Standard & Poor's aux grandes compagnies aériennes des

---

[170] Observations du Canada concernant les réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphe 8 (note de bas de page omise) (Annexe B-14).

[171] *Id.*, paragraphes 10 à 12 (note de bas de page omise).

[172] Merrill Lynch, "Regional Airline Update: In Times of Economic Uncertainty, Look to Regional Airlines", 30 mai 2001 (pièce n° 103 du Canada).

États-Unis. Le Canada a expliqué que les compagnies aériennes régionales pouvaient recevoir des cotes de crédit plus élevées que les grandes compagnies parce qu'elles avaient "obtenu de meilleurs résultats que les grandes compagnies dans un certain nombre de domaines essentiels". Nous relevons que Comair, en particulier, a reçu une note très élevée de Merrill Lynch. Nous ne voyons aucune raison pour laquelle, si Standard & Poor's avait publié une note pour Comair[173], cette note n'aurait pas reflété la valeur comptable élevée déterminée par Merrill Lynch.

7.209 Nous relevons l'argument du Brésil selon lequel "le Canada a attribué à Comair à un moment donné la note [ ] et, en fait, le Canada lui-même a déclaré [ ]. Bien que le Brésil ne précise pas à quel moment le Canada a donné à Comair la note [ ], nous supposons qu'il se réfère à la déclaration du Canada selon laquelle la SEE a offert un financement à Comair en avril 1996 qui "se fondait sur une note théorique de [ ], ... Aujourd'hui, où nous disposons de LA Encore, après avoir introduit dans cette base de données les résultats de 1994, 1995 et 1996 obtenus par Comair, nous constatons que la note calculée pour 1996 est [ ]".[174] [ ]. Toutefois, selon nous, ces deux déclarations du Canada ne sont pas nécessairement incompatibles. Le Canada n'a pas donné effectivement à Comair la note [ ] en avril 1996. Il a simplement déclaré le 26 juillet 2001, lors de la présente procédure, qu'il aurait donné à Comair la note [ ] en avril 1996 s'il avait alors utilisé le programme LA Encore. En outre, le fait que Standard & Poor's n'a pas donné aux grands transporteurs des États-Unis la note [ ] ne signifie pas nécessairement qu'une telle note ne devrait pas être attribuée à un transporteur régional. Nous ne tirons donc aucune conclusion du fait que [ ].

7.210 Le Brésil affirme aussi qu'il y a de grandes variations dans les notes attribuées à des compagnies aériennes régionales spécifiques. Il fait valoir que la SEE avait attribué à Comair la note [ ] en avril 1996 mais qu'ensuite son programme LA Encore avait donné la note [ ], [ ]. De même, la SEE avait attribué à ASA la note [ ] en mars 1997 mais ensuite, son programme LA Encore avait donné la note [ ], [ ]. Le Canada allègue qu'avant l'utilisation de LA Encore, la SEE n'avait pas tenté d'attribuer des notes précises à des clients éventuels.[175] Elle déterminait simplement [ ]. [ ]. Le Brésil n'a pas répondu à cet argument du Canada dans ses observations concernant la communication présentée par le Canada le 13 août 2001. En outre, des éléments de preuve montrent que la SEE avait classé ASA [ ].[176] Compte tenu de l'affirmation du Canada relative à l'absence de cotes de crédit précises avant l'utilisation de LA Encore, la corroboration de l'affirmation du Canada en ce qui concerne ASA et le fait que le Brésil n'a pas répondu à l'affirmation du Canada dans sa communication du 20 août 2001[177], nous n'attachons pas d'importance aux différences alléguées entre les notes données à Comair et à ASA par la SEE avant et après l'utilisation de LA Encore.

7.211 Compte tenu de ce qui précède, le Brésil ne nous a pas convaincus du fait que les cotes de crédit données par la SEE sont surévaluées.

---

[173] Nous relevons que les compagnies aériennes ne demandent de note (de sociétés telles que Moody's et Standard & Poor's) que lorsqu'elles ont l'intention de demander un financement par fonds publics. Le fait que des compagnies aériennes régionales telles que Comair n'ont pas de note ne constitue pas une indication défavorable concernant leur solvabilité. Cela signifie simplement qu'elles n'ont pas eu besoin de note afin de demander un financement par fonds publics.

[174] Réponse du Canada à la question n° 37 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion (Annexe B-9).

[175] *Voir* la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe B-12).

[176] *Voir* 1997 Shadow Bond Rating for ASA (pièce n° 44 du Canada).

[177] *Voir* les observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe A-16).

Conclusion

7.212 Pour conclure, nous constatons que le Brésil n'a pas établi que l'on pouvait mettre sérieusement en doute la fiabilité des offres fondées sur les résultats de LA Encore.

c) Point de repère du "marché" construit par le Brésil

7.213 Le Brésil affirme que le financement en cause de la SEE confère un "avantage" parce qu'il est plus favorable qu'un point de repère du "marché" construit par le Brésil en utilisant une marge de base sur les EETC.[178] Le Brésil a construit un point de repère du "marché" pour la majorité des transactions en cause de la SEE. Pour établir sa marge de base sur les EETC, il a tout d'abord calculé la moyenne pondérée des marges à l'achat auxquelles tous les EETC de compagnies aériennes se négociaient pendant le mois de la transaction en cause de la SEE. Deuxièmement, pour "vérification", il a calculé la moyenne pondérée des marges à l'émission pour tous les nouveaux EETC de compagnies aériennes offerts pendant l'année de la transaction en cause de la SEE.[179]

7.214 Le Canada a critiqué la méthode utilisée par le Brésil en ce qui concerne les EETC. Sans examiner toutes les questions soulevées par le Canada[180], nous relevons qu'il a critiqué l'utilisation par le Brésil de données concernant tous les EETC ainsi que l'utilisation par le Brésil de marges moyennes pondérées pour toutes les tranches d'un EETC.

i) Utilisation de données concernant tous les EETC

7.215 Le Canada affirme que, bien que le Brésil ait prétendu prendre en compte exclusivement des EETC de compagnies aériennes dans sa marge de base sur les EETC[181], il a en fait pris en compte des données sur des EETC de sociétés qui ne sont pas des compagnies aériennes (par exemple Fed Ex et Atlas Air). Selon le Canada, il aurait fallu tenir compte seulement des EETC de compagnies aériennes. Le Brésil n'a pas répondu à l'objection du Canada dans sa communication du 20 août 2001.

7.216 Étant donné que le Brésil lui-même a prétendu n'avoir utilisé que des EETC de compagnies aériennes et qu'il n'a pas répondu à l'objection du Canada, nous partageons l'avis du Canada selon lequel les données sur les EETC utilisés aux fins d'examiner le financement de la SEE ne devraient pas inclure de données sur des EETC de sociétés autres que des compagnies aériennes.

ii) Utilisation de moyennes pondérées

7.217 Le Canada reproche au Brésil d'avoir utilisé des marges moyennes pondérées pour toutes les tranches d'une émission d'EETC. Selon lui, le Brésil n'a indiqué nulle part qu'il avait examiné les différentes cotes de crédit sous-jacentes des diverses compagnies aériennes ou des diverses tranches d'EETC. Ne pas tenir compte de la solvabilité des différents emprunteurs est une erreur fondamentale. Il ne semble pas non plus au Canada que le Brésil ait pris en considération les différences relatives à l'âge et au type des actifs sous-jacents (par exemple s'il s'agit effectivement d'avions à réaction), ou l'intérêt du marché pour ces actifs. Selon le Canada, l'analyse du Brésil ne

[178] Les titres revalorisés garantis par nantissement du matériel (EETC) sont une forme de financement garanti comprenant un certain nombre de tranches. Chaque tranche reçoit une note qui est fonction du rang de la créance sur l'avion.

[179] *Voir* les observations du Brésil concernant la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 21 et 22 (Annexe A-17).

[180] Les arguments du Canada sont exposés en totalité dans l'Annexe B-12.

[181] *Voir* la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 65 (Annexe A-12).

tient pas non plus compte des délais de remboursement, des rapports prêt/valeur, des caractéristiques en matière de liquidité et du nantissement croisé des diverses émissions.

7.218 Le Brésil affirme que le Canada a déclaré lors de la procédure *Brésil - Aéronefs - Article 21:5 (II)* que, pour un EETC donné, la tranche la mieux notée de cet EETC était "un critère relatif prudent" aux fins de déterminer l'existence d'un "avantage important" au sens du premier paragraphe du point k). Selon le Brésil, "[é]tant donné que le Canada a déclaré antérieurement que la tranche la mieux notée (qui correspond à la marge la plus faible) constituait un critère "prudent", il n'y a aucune raison d'estimer que l'utilisation par le Brésil de marges moyennes pondérées a conduit d'une façon ou d'une autre à faire une comparaison inéquitable".[182]

7.219 Nous rappelons que les EETC constituent une forme de financement garanti comprenant un certain nombre de tranches. Chaque tranche reçoit une note qui est fonction du rang de la créance sur l'aéronef. Selon nous, le fait que le Canada a déclaré que la tranche la mieux notée constituait un "critère relatif prudent" ne signifie pas qu'il estimerait aussi que l'inclusion de marges moyennes pondérées pour toutes les tranches constituerait un "critère relatif" également "prudent". En fait, cela n'aurait de sens que si l'utilisation de marges moyennes pondérées pour toutes les tranches entraînait nécessairement une marge qui est plus "prudente", et donc plus faible, que l'utilisation des seules tranches les mieux notées. Or cela ne sera manifestement pas le cas, puisque l'inclusion de marges moyennes pondérées pour toutes les tranches entraînera nécessairement l'inclusion de marges pour des tranches dont la note est inférieure à celle de la tranche la mieux notée. Ainsi, en utilisant des marges moyennes pondérées pour toutes les tranches d'une émission d'EETC, on obtiendrait une marge de repère qui est plus élevée que cela ne serait le cas si seules les marges correspondant aux tranches les mieux notées étaient incluses. Le Brésil a donc tort de faire valoir que, "[é]tant donné que le Canada a déclaré antérieurement que la tranche la mieux notée (qui correspond à la marge la plus faible) constituait un critère "prudent", il n'y a aucune raison d'estimer que l'utilisation par le Brésil de marges moyennes pondérées a conduit d'une façon ou d'une autre à faire une comparaison inéquitable".[183]

7.220 En outre, il nous semble manifeste qu'en utilisant des marges moyennes pondérées pour toutes les tranches d'une émission d'EETC, on pourrait obtenir une marge de repère qui est plus élevée que cela ne serait le cas si seules les marges correspondant aux tranches ayant une note appropriée étaient incluses. Cela pourrait conduire à une constatation de l'existence d'un financement inférieur au marché (par référence au point de repère établi par le Brésil pour les EETC), alors qu'en fait la transaction en cause a pu se faire à des conditions égales ou supérieures au marché. Pour ces raisons, nous émettons des réserves considérables en ce qui concerne l'utilisation par le Brésil de données moyennes pondérées sur les EETC, étant donné en particulier que des données concernant des compagnies aériennes spécifiques sont disponibles dans le dossier.

iii) Conclusion

7.221 Compte tenu de ce qui précède, nous ne sommes pas convaincus qu'il soit approprié de s'appuyer sur le point de repère du "marché" construit par le Brésil afin de déterminer si le financement en cause de la SEE confère ou non un "avantage".

---

[182] *Voir* les observations du Brésil concernant la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 15 (Annexe A-17).

[183] Nous relevons en outre que les observations faites par le Canada lors de la procédure *Brésil - Aéronefs - Article 21:5* l'avaient été à propos de l'établissement d'un point de repère du marché visant à déterminer l'existence d'un "avantage important" (material advantage) (point k), second paragraphe). Nous n'avons aucune raison de supposer que le Canada adopterait nécessairement la même approche à propos de l'établissement d'un point de repère du marché visant à déterminer l'existence d'un "avantage" (benefit).

d) Financement commercial offert aux clients de Bombardier

7.222 Le Brésil relève que, dans sa réponse à la question n° 43 du Groupe spécial, le Canada a déclaré que plus de [ ] pour cent des ventes de Bombardier ne bénéficiaient d'aucun soutien des pouvoirs publics, même par le biais d'opérations dites des "guichets commerciaux".[184] Selon le Brésil, ces transactions donneraient des renseignements abondants et précis afin de déterminer les taux du marché appropriés pour les transactions du Canada bénéficiant d'un soutien public. Le Brésil affirme qu'il est difficile de voir comment le Canada pourrait raisonnablement déterminer des taux du marché pour ses transactions sans jamais se référer à la grande majorité des transactions Bombardier qui, selon ses allégations, étaient financées sans aucune participation des pouvoirs publics, même par le biais des guichets commerciaux.

7.223 Le Canada affirme que, quand de tels renseignements sont disponibles, la SEE en tient compte dans la mesure où ils sont pertinents. Il fait aussi valoir que, dans la mesure où de tels renseignements sont disponibles, ils confirment que le prix établi par la SEE était égal ou même supérieur au prix pratiqué pour un financement sur le marché commercial. Cependant, il fait observer qu'il est souvent difficile d'obtenir des renseignements complets sur le financement fourni par des banques et d'autres établissements financiers en raison de leur politique de confidentialité.

7.224 Nous estimons qu'il serait irréaliste de s'attendre à ce que la SEE ait accès aux données concernant toutes les opérations de financement commercial portant sur les avions à réaction régionaux Bombardier. La SEE n'est pas partie à ces transactions et n'a aucun droit d'en obtenir une description détaillée. En fait, il est probable que les conditions de ces transactions soient considérées comme confidentielles par les parties.

7.225 En tout état de cause, les éléments de preuve versés au dossier donnent à penser que la SEE s'est référée au financement commercial offert pour les avions à réaction régionaux Bombardier quand cela était possible. Par exemple, une note de décembre 1996 de la SEE fait mention du financement de banques européennes pour l'achat d'avions à réaction régionaux par [ ].[185] En outre, dans des documents de la SEE, il est fait mention d'offres de financement faites par des banques européennes à [ ].[186]

7.226 Ainsi, nous n'estimons pas que le financement de la SEE devrait être réputé conférer un "avantage" simplement parce que la SEE n'a pas fondé son financement dans tous les cas sur les conditions du financement commercial fourni aux clients de Bombardier.

e) Conclusion

7.227 Compte tenu de ce qui précède, nous ne sommes pas convaincus par les arguments généraux présentés par le Brésil à l'appui de son allégation selon laquelle le financement en cause de la SEE confère un "avantage". Nous examinerons maintenant les arguments sur l'"avantage" concernant des transactions spécifiques présentés par le Brésil.

2. Arguments du Brésil sur l'"avantage" concernant des transactions spécifiques

7.228 Comme il a été noté plus haut, le Brésil a présenté des allégations concernant le financement spécifique fourni au titre du Compte de la Société de la SEE à ASA, ACA, Comair, Kendell et

[184] Les termes "guichets commerciaux" sont utilisés par les parties pour décrire la fourniture d'un financement par la SEE à des conditions qui, selon le Canada, correspondent à celles qui peuvent être obtenues sur le marché.

[185] *Voir* la pièce n° 59 du Canada, page 6.

[186] *Voir* la pièce n° 39 du Canada.

Air Nostrum. Le Brésil a aussi présenté des allégations à l'encontre du financement fourni au titre du Compte du Canada de la SEE à Air Nostrum. Nous examinerons maintenant chacune de ces transactions tour à tour, en notant que la SEE a offert plus d'un prêt à certaines de ces compagnies aériennes.

Note concernant la version rendue publique du rapport: Le Groupe spécial a accepté la position du Canada selon laquelle les taux d'intérêt et les commissions offerts ou perçus par la SEE et par IQ devraient être traités comme des renseignements commerciaux confidentiels. Il a noté qu'une connaissance détaillée des éléments et points de repère qu'il avait utilisés pour déterminer si les taux d'intérêt en cause de la SEE conféraient un avantage au sens de l'Accord SMC permettrait de calculer, avec plus ou moins de précision, les taux d'intérêt applicables aux transactions qu'il avait analysées. En conséquence, le Groupe spécial a conclu qu'il était nécessaire de remanier des parties importantes de son rapport. Néanmoins, il est convenu avec le Brésil qu'il importait que les éléments et points de repère qu'il avait utilisés soient identifiés. Ces éléments et points de repère étaient les suivants:

i) Les taux d'intérêt commerciaux de référence (TICR) (tels qu'ils sont fixés par l'OCDE)

ii) le rendement minimal des prêts de la SEE (un taux interne fixé par la SEE)

iii) un EETC émis par une grande compagnie aérienne des États-Unis

iv) deux obligations émises par une grande compagnie aérienne des États-Unis

v) des renseignements sur des taux qui auraient été offerts par d'autres grandes banques.

Les éléments et points de repère mentionnés aux alinéas iii) et iv) ont été proposés par le Canada et pris en compte une fois que le Groupe spécial a examiné la pertinence de leurs modalités et conditions par rapport à celles des transactions de la SEE considérées. Ces cinq éléments et points de repère n'ont pas été tous utilisés pour l'examen de chaque transaction de la SEE.

7.229 Pour examiner les allégations du Brésil en l'espèce, nous nous demanderons si un "avantage" est ou non conféré à Bombardier du fait d'un "avantage" conféré à la compagnie aérienne cliente qui achète un aéronef Bombardier.[187] À cet égard, le Brésil fait valoir qu'il peut y avoir un "avantage" pour Bombardier même s'il n'y a pas d'"avantage" pour la compagnie aérienne acheteuse, c'est-à-dire même si la SEE fournit un financement à la compagnie aérienne acheteuse à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles que la compagnie aérienne pourrait obtenir sur le marché. En résumé, le Brésil fait valoir que si "Embraer offre … d'assurer le montage d'un financement à γ pour cent, alors que Bombardier est en mesure de fournir un financement des pouvoirs publics à γ pour cent[,] [l]e soutien des pouvoirs publics a avantagé Bombardier en le dispensant d'avoir à fournir son

[187] Nous faisons nôtre la déclaration suivante du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*: "… Nous relevons que les versements au titre du PROEX III sont effectués pour soutenir les crédits à l'exportation accordés à l'*acheteur*, et non pas au *producteur* d'aéronefs régionaux brésiliens. Toutefois, selon nous, dans la mesure où le Canada peut établir que ces versements permettent aux acheteurs d'un produit de se procurer des crédits à l'exportation à des conditions plus favorables que celles qui leur sont offertes sur le marché, cela, au minimum, montrera *prima facie* que ces versements confèrent un avantage aux *producteurs* de ce produit également, puisqu'ils abaissent le coût du produit pour les acheteurs et le rendent donc plus attrayant par rapport aux produits concurrents" (*Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 5.28, note de bas de page 42) (italique dans l'original).

propre financement ou à en assurer le montage, même si le client peut considérer que les offres sont égales et donc ne pas être avantagé".[188] Selon nous, le fait que Bombardier peut assurer le montage d'un financement sous la forme d'un soutien des pouvoirs publics ne confère pas nécessairement un "avantage" simplement parce que cela "dispens[e] [Bombardier] d'avoir à fournir son propre financement ou à en assurer le montage". Si tel était le cas, un "avantage" serait conféré chaque fois que Bombardier assurerait le montage d'un financement externe – même par l'intermédiaire de banques commerciales – puisque tout financement externe "le dispens[erait] d'avoir à fournir son propre financement ou à en assurer le montage". Il nous semble difficile d'accepter que l'existence d'un "avantage" (dans le contexte d'un financement) soit déterminée sur la base du point de savoir si Bombardier fournit un financement interne ou externe. L'existence d'un "avantage" (dans le contexte d'un financement) est déterminée par référence aux conditions auxquelles un financement semblable peut être obtenu par la compagnie aérienne cliente sur le marché. La comparaison avec le marché mentionnée ci-dessus indique qu'un certain nombre de transactions spécifiques en cause dans la présente procédure ne confèrent pas d'"avantage" à la compagnie aérienne cliente, ni non plus, par conséquent, à Bombardier. En ce qui concerne ces transactions spécifiques, le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve montrant l'existence d'un "avantage" reçu par Bombardier en l'absence de tout "avantage" pour la compagnie aérienne cliente.

a) ASA – mars 1997

7.230 La SEE a offert un financement à ASA en mars 1997. En mars 1997, elle a classé ASA [ ]. Elle a offert un financement à un taux égal au taux des bons du Trésor américains à dix ans (ci-après dénommé "T") plus [ ] points de base, pour [ ].

7.231 Le Brésil allègue que les conditions de l'offre faite par la SEE en mars 1997 à ASA conféraient un "avantage" parce que le délai de remboursement dépassait le maximum autorisé au titre de l'*Arrangement de l'OCDE* et que la marge offerte par la SEE était [ ].[189]

i) Délai de remboursement

7.232 Le Brésil relève que l'article 21 de l'*Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils* prévoit un délai maximal de remboursement de dix ans pour les aéronefs régionaux. Selon le Brésil, un délai de remboursement dépassant dix ans est un élément de preuve positif indiquant l'existence d'un "avantage important" (material advantage) (au sens du premier paragraphe du point k)) et, *a fortiori*, d'un "avantage" (benefit) au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

7.233 Le Canada allègue que l'*Arrangement de l'OCDE* ne reflète pas nécessairement les conditions du marché. Il affirme aussi que les délais de remboursement pour le financement d'aéronefs régionaux dépassent couramment dix ans.

7.234 En examinant l'argument du Brésil, nous sommes conscients du fait que l'Organe d'appel, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, a constaté ce qui suit: "l'*Arrangement de l'OCDE* peut être à juste titre considéré comme un exemple d'engagement international prévoyant un critère spécifique relatif au marché pour évaluer si les versements des pouvoirs publics, relevant des dispositions du point k), "servent à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation"".[190] Toutefois, le fait que l'*Arrangement de l'OCDE* peut être utilisé comme critère relatif au marché afin de déterminer l'existence d'un "avantage important" ne signifie pas nécessairement qu'il doit aussi être

[188] *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 59 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe A-14).

[189] Les TICR sont les taux d'intérêt commerciaux de référence au sens de l'article 15 de l'*Arrangement de l'OCDE*.

[190] *Brésil – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 181.

utilisé comme critère pour déterminer l'existence d'un "avantage". Si l'on devait tirer cette conclusion, on assimilerait l'"avantage" à l'"avantage important", et l'Organe d'appel a indiqué clairement que cela n'était pas possible en droit. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit: "[s]i l'on veut que la clause de l'"avantage important" énoncée au point k) ait un sens *quelconque*, elle doit signifier quelque chose de différent de ce que signifie "avantage" (benefit) à l'article 1.1 b)".[191]

7.235 Nous relevons qu'un "avantage" n'est conféré que quand un financement est offert au bénéficiaire à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché. Ainsi, le Brésil aurait peut-être pu démontrer qu'un délai de remboursement dépassant dix ans conférait un "avantage" en établissant que de tels délais de remboursement ne pouvaient être obtenus sur le marché. Or il ne l'a pas fait. En revanche, le Canada a fourni des éléments de preuve concernant des cas dans lesquels le délai de remboursement d'un financement fourni aux conditions du marché pour des transactions portant sur des aéronefs régionaux dépassait dix ans. En particulier, le Canada a mentionné au Groupe spécial l'émission en 1997 par Northwest Airlines de certificats de transfert de prêts pour le financement de 12 aéronefs Avro RJ85 de British Aerospace. Le délai pour les certificats A1 de 1997 (classe A) est de 18 ans et quart.[192] Le Canada a aussi mentionné au Groupe spécial l'émission en 1997 par Continental Airlines de certificats de transfert de prêts pour le financement de neuf avions à réaction régionaux EMB-145ER d'Embraer. Le délai pour les certificats 3A de 1997 (classe A) est de 15 ans et quart.[193] En outre, le Canada a présenté le rapport Morgan Stanley Dean Witter, qui donne des éléments de preuve supplémentaires montrant que la durée de financement type pouvant être obtenue sur le marché pour les aéronefs régionaux va de dix à 18 ans.[194] Ce rapport contient des renseignements sur l'établissement des prix pour les transactions structurées sur le marché commercial. Il indique que des compagnies aériennes des États-Unis ont financé des aéronefs régionaux sur le marché en utilisant des tranches de titres revalorisés garantis par nantissement du matériel (EETC) dont le délai de remboursement est supérieur à dix ans. Par exemple, les tranches d'EETC des classes A et B émises le 19 septembre 1997 par Atlantic Coast Airlines pour six appareils CRJ-200 et huit appareils J-41 de British Aerospace ont des délais de remboursement de 16 ans (classe A) et de 13 ans (classe B), respectivement. Selon nous, ces éléments de preuve – qui n'ont pas été contestés par le Brésil – démontrent que des délais de remboursement allant jusqu'à 18 ans et quart peuvent être obtenus sur le marché. Ainsi, le fait qu'un délai de remboursement donné peut dépasser le délai de dix ans prévu à l'article 21 de l'*Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils* ne signifie pas *ipso facto* que le financement est fourni à des conditions plus favorables que celles que peut obtenir le bénéficiaire sur le marché.

7.236 Pour ces raisons, nous rejetons l'argument du Brésil selon lequel un délai de remboursement de plus de dix ans constitue en lui-même un élément de preuve positif montrant l'existence d'un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

ii) [ ]

7.237 Le Brésil affirme que le taux d'intérêt offert à ASA en mars 1997 est [ ]. Il fait valoir qu'un taux d'intérêt [ ] est un élément de preuve positif montrant l'existence d'un "avantage important" (premier paragraphe du point k)) et, *a fortiori*, d'un "avantage".

---

[191] *Id*., paragraphe 179 (italique dans l'original). Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)* a cru comprendre que l'Organe d'appel voulait dire qu'il était "inadmissible" d'interpréter le terme "avantage" comme ayant le même sens que les termes "avantage important" (*voir Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35, *supra*, note de bas de page 50).

[192] *Northwest Airlines 1997-1 Pass Through Trusts*, Credit Suisse First Boston, Lehman Brothers, Morgan Stanley Dean Witter, Prospectus, 16 septembre 1997 (pièce n° 54 du Canada).

[193] *Continental Airlines 1997-3 Pass Through Trusts*, Morgan Stanley Dean Witter, Prospectus, 23 juillet 1997 (pièce n° 55 du Canada).

[194] "EETC Market Update: Monthly Update: Airlines" (Morgan Stanley Dean Witter, Fixed Income Research, North America, Investment Grade Credit – Industrials), 10 février 2001 (pièce n° 14 du Canada).

7.238 Le Canada nie que des taux d'intérêt [ ] confèrent nécessairement un "avantage", étant donné que le TICR reste en deçà du marché.

7.239 Nous avons déjà relevé la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* selon laquelle "l'*Arrangement de l'OCDE* peut être à juste titre considéré comme un exemple d'engagement international prévoyant un critère spécifique relatif au marché pour évaluer si les versements des pouvoirs publics, relevant des dispositions du point k), "servent à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation"".[195] Nous relevons aussi la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle l'"avantage important" ne devrait pas être assimilé à l'"avantage". En outre, lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, l'Organe d'appel a déclaré que "[l]e TICR [était] un taux d'intérêt construit pour une monnaie particulière, à un moment particulier, qui ne correspond[ait] pas toujours nécessairement à la situation réelle des marchés du crédit".[196]

7.240 Le Canada a expliqué que le TICR restait en deçà du marché, de telle sorte qu'à un moment donné, un financement [ ] n'était pas nécessairement plus favorable que celui que pouvait obtenir le bénéficiaire sur le marché. À cet égard, le Canada renvoie le Groupe spécial à l'argument suivant qu'il a présenté devant le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*:

> Il est difficile de comparer valablement les opérations du marché au TICR parce que ce dernier est un taux construit tandis que les taux pratiqués pour les opérations commerciales portant sur des aéronefs sont les taux commerciaux en vigueur au moment de l'opération concernée. Pour mémoire, le TICR est calculé en prenant la moyenne des taux des bons du Trésor à sept ans (dans le cas des opérations pour lesquelles les délais de remboursement ne dépassent pas dix ans) du mois précédent, majorée de 100 points de base. Par exemple, le TICR pour la période allant du 15 septembre au 15 octobre est le taux moyen des bons du Trésor à sept ans du mois d'août plus 100 points de base. Dans cet exemple, le TICR applicable pour les transactions conclues pendant la période allant du 15 septembre au 15 octobre sera donc basé sur la moyenne des taux des bons du Trésor observés pendant le mois d'août, c'est-à-dire jusqu'à deux mois plus tôt. Pour une entité fonctionnant sur la base de principes commerciaux, le TICR, étant donné la façon dont il est calculé, ne serait pas considéré comme une indication fiable des conditions actuelles du marché.[197]

7.241 Le Brésil n'a pas contesté que le TICR reste en deçà du marché.[198] Il n'a pas non plus contesté que le TICR puisse ne pas être une indication fiable des conditions actuelles du marché. Toutefois, nous relevons aussi que "le TICR doit représenter les taux d'intérêt finals des prêts commerciaux sur le marché national de la monnaie en question" et "doit correspondre étroitement au taux offert à un emprunteur national de première catégorie".[199] C'est pourquoi nous estimons que le TICR pourrait, en l'absence d'éléments de preuve supplémentaires concernant les taux du marché, servir de "substitut *approximatif* des taux d'intérêt commerciaux".[200] Selon nous, par conséquent, le fait qu'un taux

---

[195] *Brésil – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 181.

[196] *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS46/AB/RW, adopté le 4 août 2000, paragraphe 64.

[197] *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 159, *supra*, annexe 1-4, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial le 3 février 2000, réponse à la question n° 4 a) du Groupe spécial, page 91.

[198] L'écart sera d'autant plus prononcé que les taux d'intérêt du marché évoluent rapidement, ce qui semble avoir été le cas pendant la période allant d'avril 1996 à août 1997 (*voir* la pièce n° 59 du Canada).

[199] *Arrangement de l'OCDE*, article 15.

[200] *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35 *supra*, paragraphe 5.35 (italique dans l'original).

d'intérêt est [ ] constitue un élément de preuve indiquant que ce taux serait plus favorable que les taux disponibles sur le marché et, en l'absence de tout élément de preuve à l'effet contraire concernant les taux du marché, justifierait une constatation selon laquelle un tel taux d'intérêt confère un "avantage".

iii) Points de repère du marché proposés par le Canada

7.242 Le Canada a fourni des éléments de preuve indiquant que l'offre faite par la SEE en mars 1997 à ASA (T + [ ]) était plus élevée, et donc moins favorable, que les marges offertes sur le marché pour une tranche spécifique d'un [ ], pour certaines [ ] et pour les valeurs industrielles générales cotées à des niveaux semblables. Le Canada nie donc que l'offre faite par la SEE en mars 1997 à ASA confère un "avantage".[201]

[ ]

7.243 Le Canada compare l'offre faite par la SEE en mars 1997 à ASA avec une [ ].

7.244 Le Brésil n'a pas expressément contesté les références aux marges correspondant à des tranches d'EETC spécifiques faites par le Canada lors de la présente procédure. À plusieurs occasions, il a mentionné les références aux marges sur des EETC faites par le Canada afin de justifier le fait qu'il a lui-même eu recours à des données sur les EETC. Comme nous l'avons noté plus haut, nous n'approuvons pas l'utilisation par le Brésil de données moyennes pondérées sur les EETC. Cela ne signifie pas cependant que nous devions aussi rejeter l'utilisation de données sur les EETC par le Canada. La raison en est que le Canada ne s'appuie pas sur des données moyennes pondérées sur les EETC. Il a plutôt fourni des éléments de preuve concernant l'émission de tranches d'EETC spécifiques. Les critères appliqués par le Canada pour le choix de ces tranches d'EETC spécifiques (en particulier, le fait que la note de la tranche d'EETC se trouve [ ] et que l'EETC soit émis moins de 90 jours avant la date d'émission du prêt – *voir* l'annexe II de la communication du 13 août 2001 du Canada) n'ont pas été contestés par le Brésil. Puisque le Canada ne s'appuie pas sur des données moyennes relatives aux EETC, et en l'absence de toute objection soulevée par le Brésil au sujet de l'utilisation de tranches d'EETC spécifiques par le Canada, nous ne voyons aucune raison de ne pas prendre en compte les données sur des tranches d'EETC spécifiques présentées par le Canada.[202]

---

[201] Le Brésil relève que le Canada n'a pas fourni de notes sur l'établissement des prix pour les transactions ASA et ACA. Par conséquent, selon le Brésil, le Groupe spécial n'a aucun moyen de savoir si les points de repère mentionnés par le Canada dans l'annexe II de sa communication du 13 août 2001 étaient les points de repère effectifs utilisés par la SEE pour établir le prix de la transaction ou si, au lieu de cela, le Canada avait cherché, spécifiquement aux fins du présent différend, tout point de repère inférieur aux taux qu'il avait offerts à ASA et à ACA. Selon nous, il n'est pas nécessaire qu'un Membre démontre qu'il a appliqué des points de repère spécifiques au moment de la fourniture d'une "contribution financière" pour pouvoir s'appuyer sur ces points de repère afin de réfuter des allégations concernant l'existence d'un "avantage". Il n'y a aucune raison de ne pas pouvoir démontrer l'absence d'"avantage" sur la base d'un raisonnement *ex post*, à condition de s'appuyer sur des points de repère se rapportant au moment auquel la transaction a été faite.

[202] Pour ce qui est de la prise en compte des données relatives à des EETC émis par des sociétés spécifiques, nous notons toutefois que les deux parties ont exprimé des réserves concernant la fiabilité des EETC en tant que point de repère du marché. Par exemple, le Canada affirme qu'il n'a "jamais donné à entendre que les EETC pouvaient indiquer la marge du "marché" pour une opération de financement particulière portant sur des aéronefs régionaux, et [qu']il ne s'est pas appuyé sur les EETC à cette fin" (réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 31 (Annexe B-12)). Le Brésil affirme que "le risque de crédit ou la marge correspondant à une émission d'EETC sont généralement inférieurs à la marge que la même compagnie aérienne pourrait obtenir dans une transaction financée par une banque commerciale" (déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 64 (Annexe A-12)). Nous prenons note de ces observations en comparant le financement de la SEE avec des données relatives à des EETC émis par des sociétés spécifiques.

7.245 Nous relevons que l'offre faite par la SEE en mars 1997 à ASA est [ ] points de base que la marge correspondant à la tranche [ ]. Puisque ASA et la tranche [ ] étaient notées [ ] avec garantie à cette époque, il n'est pas nécessaire de procéder à un ajustement pour tenir compte de la note. Toutefois, nous relevons que, selon les éléments de preuve fournis par le Canada, la "grande majorité"[203] des EETC sont émis pour des avions gros porteurs et qu'un EETC seulement a été émis pour le financement d'avions à réaction régionaux.[204] Vu ces éléments de preuve, nous croyons comprendre que l'[ ] concerne des avions gros porteurs. Lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*, le Canada a affirmé que les marges pour les transactions portant sur des aéronefs régionaux étaient de 20 à 30 points de base plus élevées que les marges pour les transactions portant sur des avions gros porteurs.[205] En conséquence, l'offre faite par la SEE en 1997 à ASA devrait être réduite de 20 à 30 points de base pour permettre une comparaison appropriée avec la tranche [ ] (concernant des avions gros porteurs).[206] L'offre ajustée de la SEE serait à T + [ ], ce qui est sensiblement moins élevé que la marge correspondant à la tranche d'[ ] comparable identifiée par le Canada.

[ ]

7.246 Le Canada a aussi affirmé que l'offre de mars 1997 de la SEE à ASA était moins favorable que [ ] obligations [ ] émises par [ ] en [ ], qui étaient notées [ ] sans garantie. En mars 1997, les [ ] se négociaient à T plus [ ] et [ ], soit avec une marge inférieure à celle qui était offerte par la SEE à ASA. Ces obligations remplissaient un certain nombre de critères qualitatifs fixés par le Canada (en particulier, elles [ ], de sorte qu'elles permettaient de mesurer la marge associée à la cote de crédit d'une compagnie aérienne, et non à la garantie constituée par un type d'aéronef, et leur [ ] à la date à laquelle le prêt en question de la SEE a été offert).

7.247 Dans sa communication du 20 août 2001, le Brésil accuse le Canada d'utiliser les obligations de société "dans le secteur des avions gros porteurs sans se préoccuper le moins du monde de savoir s'il conviendrait d'ajuster ces marges en ce qui concerne le secteur des aéronefs régionaux alors même que … le Canada a dit que les marges concernant le secteur des aéronefs régionaux devraient être de 20 à 30 points plus élevées que dans le secteur des avions gros porteurs".[207] À cet égard, nous notons que le Canada a déclaré dans la procédure *Brésil - Aéronefs - 21:5* qu'"il [fallait] ajouter 20 à

[203] Communication du 7 août 2001 de CIT Structured Finance (pièce n° 79 du Canada).

[204] Communication du 8 août 2001 de Babcock & Brown (pièce n° 79 du Canada).

[205] Voir le paragraphe 7.192, *supra.*

[206] Dans sa demande de réexamen intérimaire (*voir* le paragraphe 6.11, *supra*), le Canada a émis une objection concernant l'addition par le Groupe spécial de 20 à 30 points de base aux marges sur les EETC relatifs aux avions gros porteurs afin d'obtenir une marge appropriée pour les aéronefs régionaux. Le Groupe spécial a procédé à cet ajustement compte tenu du fait que le Brésil s'est fondé sur des déclarations faites par le Canada lors de la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)* (*voir* les paragraphes 47 et 50 de la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe A-12)). Quand il a répondu à la déclaration orale du Brésil (*voir* la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe B-12)), le Canada n'a pas tenté de nier la nécessité de procéder à un ajustement de 20 à 30 points de base pour convertir les marges relatives aux avions gros porteurs en marges relatives aux aéronefs régionaux. Le Canada n'a pas non plus émis d'objection concernant le fait que le Brésil a inclus un ajustement de 20 points de base ("correspondant à la différence entre les aéronefs régionaux considérés dans le financement en cause et les avions à réaction plus gros considérés dans une émission normale d'EETC") dans sa pièce n° 66. En outre, bien que le Canada ait affirmé lors du réexamen intérimaire que "les écarts de prix entre des types d'actifs semblables mais non identiques [étaient] dynamiques et [pouvaient] changer ...", il n'a pas nié la nécessité d'un ajustement en soi. Or, bien qu'il ait semblé accepter la nécessité d'un ajustement quelconque, il n'a pas indiqué ce qui constituerait, selon lui, un ajustement approprié pour les transactions en cause. En outre, nous relevons qu'un ajustement plus faible ne modifierait pas nécessairement le résultat de nos constatations.

[207] Observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphe 27 (note de bas de page omise) (Annexe A-16).

30 points de base [aux marges applicables aux avions gros porteurs] pour les avions de transport régional".[208] Cependant, nous ne pensons pas que le Canada ait fait valoir qu'un transporteur régional devra nécessairement payer davantage qu'un transporteur important pour obtenir un crédit. En fait, le Canada a expressément fait valoir que cela ne sera pas nécessairement le cas.[209] Plus exactement, nous croyons comprendre que le Canada a fait valoir qu'une marge plus élevée devra être acquittée pour financer les acquisitions d'aéronefs régionaux par opposition aux avions gros porteurs, car ces derniers offrent une plus grande sécurité que les aéronefs régionaux. En effet, le Brésil lui-même a fait valoir que tel serait le cas.[210] Autrement dit, la marge est ajustée en fonction du type d'aéronef considéré (du fait que les aéronefs régionaux offrent moins de sécurité que les avions gros porteurs), et non de la nature - ou de la taille - du transporteur considéré. Comme il a été dit plus haut, les deux [ ] prises en considération par le Canada ne sont pas garanties, de sorte qu'elles reflètent la cote de crédit du transporteur et non la sécurité du type d'aéronef. En conséquence, l'objection du Brésil ne constitue pas une base suffisante pour rejeter la référence faite par le Canada aux deux [ ] afin de justifier l'offre de mars 1997 de la SEE à ASA.

7.248 Le Brésil a aussi reproché au Canada d'utiliser des données se rapportant à une période pour justifier les prix correspondant à une autre, bien que le Canada ait déjà reproché au Brésil d'en faire de même, selon lui (dans sa déclaration orale à la deuxième réunion). Ainsi, le Brésil affirme que "le Canada se réfère aux [ ] émises en mars 1997 pour étayer *toutes* les comparaisons à l'exception des offres concernant Atlantic Coast Airlines en février 1996 et Kendell Airlines en août 1999. Le Canada cite ces obligations comme éléments représentatifs de comparaison dans les graphiques concernant des financements offerts en juillet 1996 (un an avant [ ]), mars 1998, août 1998, février 1999 et mars 1999".[211] Nous rappelons, cependant, que les [ ] pertinentes [ ]. En se référant à ces obligations, le Canada mentionne le prix auquel elles étaient négociées au moment de la transaction en cause. Ainsi, pour les offres faites en mars 1997 et en août 1998 à ASA, le Canada se réfère aux prix de mars 1997 et d'août 1998 pour les [ ] pertinentes [ ]. De même, pour l'offre de mars 1999 de la SEE à ACA, le Canada se réfère au prix auquel les [ ] se négociaient en mars 1999. Nous rejetons donc l'argument du Brésil selon lequel le Canada utilisait des données se rapportant à une période pour justifier des prix correspondant à une autre.

Indices des valeurs industrielles générales

7.249 Le Canada a aussi cherché à justifier les prix de l'offre faite en mars 1997 par la SEE à ASA sur la base des marges pour les valeurs industrielles générales cotées à des niveaux semblables. En particulier, il a pris en considération les indices de valeurs industrielles générales dérivés de l'indice Bloomberg US Fair Market Yields - Industrial.

7.250 Bien qu'il ait utilisé jusqu'à un certain point ces mêmes indices de valeurs industrielles générales[212], le Brésil pense que l'utilité de ces indices en tant que variable permettant d'identifier les taux du marché pour le financement de transactions concernant les avions à réaction régionaux est limitée par plusieurs facteurs. Premièrement, les obligations à dix ans des sociétés industrielles générales représentent de simples moyennes auxquelles les obligations émises par des sociétés très différentes dans des secteurs très différents sont négociées à un moment donné. Les obligations émises par des compagnies aériennes peuvent entrer dans le calcul de cette moyenne, mais celle-ci

---

[208] *Brésil - Aéronefs - 21:5*, annexe 1-2, note de bas de page 26.

[209] Voir les paragraphes 7.207 et 7.208, *supra*.

[210] Observations du Canada concernant les réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphe 13 (Annexe B-14).

[211] Observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe A-16).

[212] *Voir* la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 97 (au sujet d'ACA) (Annexe A-12).

elle-même ne permet pas de savoir si les obligations émises par tel ou tel secteur devraient être évaluées au-dessus ou au-dessous de la moyenne à un moment donné. Deuxièmement, il y a des différences substantielles sur le plan de la liquidité entre les marges moyennes pour les valeurs industrielles et un prêt bancaire servant à financer l'acquisition d'avions à réaction régionaux. Les marges pour les valeurs industrielles sont calculées d'après des milliers d'obligations négociées chaque jour par des opérateurs dans le monde entier et représentant d'énormes montants (le volume des transactions quotidiennes est estimé à 10 milliards de dollars). Par contre, un prêt bancaire destiné à financer l'acquisition d'avions à réaction régionaux dans un cas particulier est une transaction isolée, avec un degré de liquidité beaucoup moins élevé, qui exige du prêteur une prise de risque beaucoup plus importante et plus immédiate que si celui-ci achetait et vendait des valeurs industrielles générales. Troisièmement, les valeurs industrielles générales ne reflètent pas avec précision les marges pour les secteurs industriels qui ne sont pas forcément cotés publiquement ou n'émettent pas toujours des obligations, comme les nombreuses compagnies aériennes qui achètent des avions à réaction régionaux. De plus, la différence de risque entre les compagnies aériennes et les sociétés industrielles n'est pas nécessairement reflétée dans la différence de notation entre les unes et les autres. Une grande compagnie aérienne notée A-, comme Southwest Airlines, peut négocier sur la base d'une marge différente de celle qu'obtiendrait, par exemple, une grande société informatique ayant la même note. Cette différence de marge résulte des différences quant à la perception, par le marché, des perspectives de chaque secteur, la nature du nantissement garantissant chaque obligation, la compétitivité à l'intérieur de chaque secteur et la manière dont les obligations sont structurées dans chaque secteur. Ces facteurs sont pris en compte jusqu'à un certain point dans la notation, mais sont dans une grande mesure soumis à la liberté d'appréciation du marché. Selon le Brésil, les marges varient beaucoup plus souvent que les cotes de crédit. En cas de changement dans les résultats de tel ou tel émetteur d'obligations ou du secteur dont il relève, le marché réagira beaucoup plus rapidement que les agences de notation. Le Brésil estime qu'il en résultera une différence entre les marges qui peuvent être négociées par des sociétés ayant des notes semblables dans des secteurs différents.

7.251 D'après le Brésil, le marché reconnaît que les indices de valeurs industrielles générales ne reflètent pas les particularités du secteur des compagnies aériennes régionales. Par exemple, dans un rapport sur les EETC, Salomon Smith Barney ("SSB") déclare que "les EETC se négocient avec une prime considérable par rapport aux obligations de sociétés génériques ayant une note comparable".[213] L'analyse de SSB étaye l'opinion du Brésil et du marché selon laquelle les sociétés ayant la même cote de crédit ne bénéficieront pas forcément des mêmes marges lorsqu'elles émettent des valeurs sur le marché obligataire. Par ailleurs, le fait d'avoir une cote de crédit semblable ne signifie pas en soi que les sociétés obtiendront un financement aux mêmes marges pour des transactions données. Par exemple, Southwest Airlines est une grande compagnie aérienne avec des recettes de 5,6 milliards de dollars en 2000 et une flotte de plus de 350 Boeing gros porteurs mais qui ne comprend aucun avion à réaction régional.[214] La différence est substantielle entre elle et Atlantic Southeast Airlines (ASA), dont les recettes s'élevaient à 410 millions de dollars en 1998.[215] Southwest est actuellement notée A- par Standard & Poor's.[216] À supposer qu'ASA, avec moins d'un dixième des recettes de ventes de Southwest[217], soit aussi notée A- par la SEE, cela ne signifie pas que le marché financerait une vente

[213] *The ABCs of EETCs - A Guide to Enhanced Equipment Trust Certificates*, Salomon Smith Barney, 8 juin 2001, page 37 (pièce n° 71 du Brésil).

[214] http://www.southwest.com/about_swa/press/factsheet.html.

[215] http://www.rati.com/airlines/AirlineFinance. 1998 est la dernière année pour laquelle des renseignements concernant ASA sont publiquement disponibles.

[216] Pièce n° 67 du Brésil.

[217] D'après le Brésil, de nombreux autres facteurs outre les recettes de ventes entreraient dans ce calcul. Le Brésil mentionne les chiffres des recettes de ventes uniquement pour montrer que, si les cotes de crédit des sociétés sont peut-être équivalentes, les conditions auxquelles celles-ci pourraient obtenir un financement ne le sont peut-être pas nécessairement.

de 20 avions à réaction régionaux à ASA aux mêmes taux qu'il financerait une vente de même importance à Southwest.

7.252 Le Canada prend note de l'argument du Brésil selon lequel la différence de risques entre les compagnies aériennes et les sociétés industrielles n'est pas nécessairement reflétée dans la différence de notation entre les unes et les autres. Cependant, le Canada avance que ces risques individualisés sont pris en compte par la SEE dans son évaluation des risques propres à chaque transaction. Il affirme aussi que la critique du Brésil à l'encontre du recours aux indices de valeurs industrielles générales est en grande partie fondée sur son affirmation selon laquelle les petites sociétés n'ont pas accès au financement aux mêmes taux que les grandes, même lorsqu'elles ont la même cote de crédit. Le Canada affirme que les compagnies aériennes régionales ont obtenu de meilleurs résultats que les grandes compagnies dans un certain nombre de domaines essentiels, y compris la croissance des recettes et, sur le plan de la capitalisation boursière, plusieurs compagnies aériennes régionales – y compris Comair et ASA – sont aussi grandes, sinon plus, que certaines grandes compagnies des États-Unis. Le Canada estime donc que le Brésil a tort de laisser entendre que les compagnies aériennes régionales devraient payer davantage que les grandes compagnies des États-Unis pour obtenir un financement simplement en raison de leurs recettes de ventes.[218]

7.253 Le Canada a répondu à certaines des préoccupations exprimées par le Brésil, mais il ne l'a pas fait pour toutes. En particulier, il n'a pas répondu à l'observation du Brésil selon laquelle les obligations à dix ans des sociétés industrielles générales représentent de simples moyennes auxquelles les obligations émises par des sociétés très différentes dans des secteurs très différents sont négociées à un moment donné. Du fait que le Canada n'a pas donné d'assurances convaincantes selon lesquelles les difficultés identifiées par le Brésil quant à l'utilisation de chiffres moyens sont sans fondement, nous ne jugeons pas approprié (eu égard en particulier aux renseignements disponibles concernant les obligations de sociétés spécifiques qui ont été communiqués par le Canada) de fonder nos constatations (au sujet de l'une quelconque des transactions de la SEE en cause) sur une comparaison entre les conditions de financement de la SEE et les marges moyennes offertes sur le marché des obligations des sociétés industrielles générales.

Conclusion

7.254 Nous rappelons que l'offre de mars 1997 de la SEE à ASA était fixée à un prix [ ], et qu'un taux d'intérêt [ ] constitue un élément de preuve indiquant que ce taux serait plus favorable que les taux disponibles sur le marché et, en l'absence de tout élément de preuve à l'effet contraire, justifierait une constatation selon laquelle un tel taux d'intérêt confère un avantage.[219] En l'espèce, il existe un autre élément de preuve pertinent concernant les taux du marché. Alors que le prix de l'offre de mars 1997 de la SEE à ASA est [ ] la tranche [ ] de [ ], il est [ ] la marge de mars 1997 pour [ ].[220] Tout bien considéré, nous constatons qu'il existe des éléments de preuve crédibles mais contradictoires quant à la question de savoir si l'offre de mars 1997 de la SEE était inférieure au marché. Ainsi, sur la base des éléments de preuve présentés, nous concluons que le Brésil n'a pas établi que l'offre de mars 1997 de la SEE à ASA était fixée à un prix inférieur à celui du marché et conférait un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

[218] Pour un exposé détaillé des arguments du Canada sur cette question, *voir* le paragraphe 7.207, *supra*.

[219] *Voir* le paragraphe 7.241, *supra*.

[220] Quant au poids à attribuer aux données concernant les EETC des différentes sociétés, nous rappelons que les deux parties ont exprimé quelques réserves. *Voir* la note de bas de page 206, *supra*.

b) ASA – août 1998

7.255 La SEE a offert en août 1998 à ASA un financement à T plus [ ], pour [ ]. À ce moment-là, ASA était notée [ ] avec garantie ou [ ] sans garantie par la SEE.

7.256 Le Brésil allègue que l'offre d'août 1998 de la SEE à ASA confère un "avantage" car le délai de remboursement dépassait le délai maximal autorisé en vertu de l'*Arrangement de l'OCDE* et parce que la marge offerte par la SEE était [ ].

7.257 Nous rappelons notre constatation selon laquelle un délai de remboursement dépassant le délai de dix ans autorisé par l'*Arrangement de l'OCDE* ne constitue pas un élément de preuve positif indiquant l'existence d'un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Nous rappelons aussi, cependant, que le fait qu'un taux d'intérêt est [ ] constitue un élément de preuve indiquant que ce taux serait plus favorable que les taux disponibles sur le marché et, en l'absence de tout élément de preuve à l'effet contraire concernant les taux du marché, justifierait une constatation selon laquelle un tel taux d'intérêt confère un "avantage".[221]

7.258 Le Canada s'est référé à un certain nombre de facteurs pour démontrer que l'offre d'août 1998 de la SEE à ASA était compatible avec le marché. Sans rappeler chacun des facteurs identifiés par le Canada, nous notons tout d'abord que le Canada s'est référé à la tranche [ ] d'un [ ] émis en [ ] à T plus [ ]. Bien qu'aucun ajustement des cotes de crédit ne soit nécessaire, nous rappelons que les EETC ont généralement été émis pour des avions gros porteurs et que l'offre de la SEE devrait donc être ajustée, c'est-à-dire réduite de 20 à 30 points de base pour correspondre au "niveau applicable aux avions gros porteurs". L'offre ajustée de la SEE serait T + [ ], ce qui est [ ] au prix de la tranche [ ] de l'[ ] indiquée par le Canada.

7.259 En deuxième lieu, nous notons que le Canada se réfère au prix auquel [ ] se négociaient en août 1998. Bien que le prix de ces obligations soit fixé à T plus [ ] et [ ], respectivement, c'est-à-dire au-dessus de l'offre de la SEE, ces [ ] étaient alors notées [ ], soit [ ] de la note [ ] attribuée à ASA pour une créance non garantie. Comme il a été dit plus haut, le Brésil a affirmé que chaque échelon peut correspondre à une différence allant jusqu'à 15 points de base.[222] Sur cette base, le prix des [ ], ajusté de [ ] pour correspondre au [ ] (c'est-à-dire réduit de [ ] points de base pour se situer à T plus [ ] et [ ]), serait [ ] à l'offre d'août 1998 de la SEE à ASA (à savoir T plus [ ]).[223] Le Canada a présenté des éléments de preuve indiquant que l'ajustement d'une cote de crédit de [ ] à [ ] aurait pour effet de réduire de [ ] points de base les taux d'intérêt.[224] Un tel ajustement réduirait le prix des [ ] en le ramenant à T plus [ ] et [ ], là aussi [ ] l'offre d'août 1998 de la SEE à ASA.

7.260 Nous rappelons que l'offre d'août 1998 de la SEE à ASA était fixée à un prix [ ], et qu'un taux d'intérêt [ ] constitue un élément de preuve indiquant que ce taux serait plus favorable que les taux disponibles sur le marché, et, en l'absence de tout élément de preuve à l'effet contraire, justifierait une constatation selon laquelle un tel taux d'intérêt confère un avantage.[225] En l'espèce, il existe un autre élément de preuve pertinent concernant les taux du marché. Alors que le prix de l'offre d'août 1998 de la SEE à ASA est [ ] à la tranche [ ] de [ ], il est [ ] à la marge d'août 1998 pour [ ].[226] Tout bien

[221] *Voir* le paragraphe 7.241, *supra*.

[222] *Voir* le paragraphe 7.196, *supra*.

[223] Comme il a été dit plus haut (*voir* le paragraphe 7.247, *supra*), il n'est pas nécessaire d'ajuster l'offre de la SEE pour prendre en compte le type d'aéronef en cause lorsqu'il s'agit de comparer l'offre de la SEE avec [ ], car celles-ci sont des obligations de société [ ].

[224] *Voir* l'Appendice 1 de l'annexe II de la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe B-12).

[225] *Voir* le paragraphe 7.241, *supra*.

[226] Quant au poids à attribuer aux données concernant les EETC des différentes sociétés, nous rappelons que les deux parties ont exprimé quelques réserves. *Voir* la note de bas de page 206, *supra*.

considéré, nous constatons qu'il existe des éléments de preuve crédibles mais contradictoires quant à la question de savoir si l'offre d'août 1998 de la SEE était inférieure au marché. Ainsi, sur la base des éléments de preuve présentés, nous concluons que le Brésil n'a pas établi que l'offre d'août 1998 de la SEE à ASA était fixée à un prix inférieur à celui du marché et conférait un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

c) ACA – février 1996

7.261 La SEE a remis à ACA en février 1996 une proposition indicative de financement (concernant un financement à T plus [ ]), au moment où elle donnait à ACA la note [ ] avec garantie ou [ ] sans garantie. La SEE n'a fait aucune offre formelle à ce moment-là.

7.262 D'après le Brésil, "le Canada justifie les prix fixés pour [ses] offres à [ACA] en partie au motif que l'une de ses offres n'a en définitive pas été acceptée par ACA. Le Brésil note que, indépendamment du fait que les premières offres de la SEE aient été acceptées ou non, la SEE semble s'être fondée sur son offre de février 1996 à ACA pour fixer le prix de son soutien dans la transaction Comair. ... Ces offres constituent donc un autre élément de preuve indiquant que la SEE ne suit pas les principes du marché".[227]

7.263 À notre avis, nous ne sommes pas fondés à formuler une constatation concernant la proposition indicative de financement établie en février 1996. Cette proposition ne liait pas la SEE et les conditions qui y étaient énoncées n'auraient pas nécessairement été prises en compte dans tout financement offert[228] en définitive par la SEE à ACA. Pour ces raisons, nous constatons que la proposition indicative de financement ne constitue pas une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) de l'Accord SMC.

7.264 Le fait que la SEE peut avoir utilisé comme référence la proposition indicative de financement qu'elle avait remise en février 1996 à ACA pour établir le prix offert à Comair est sans conséquence. Le fait que la proposition indicative de financement peut avoir servi de référence au sujet de Comair peut être pertinent pour l'examen du financement offert par la SEE à Comair. Cependant, cela ne signifie pas qu'elle soit de nature à constituer une "contribution financière" à ACA.

d) ACA – mars 1999

7.265 En mars 1999, la SEE a offert à ACA un financement à taux fixe à T plus [ ], ou à taux variable à LIBOR plus [ ], sur [ ]. À l'époque, la SEE attribuait à ACA la note [ ] avec garantie ou [ ] sans garantie.

7.266 Le Brésil estime que l'offre de la SEE était inférieure au marché car son prix était [ ]. Dans sa communication du 13 août 2001, le Canada fait valoir que le prix auquel [ ] se négociait en mars 1999 "ne constitue pas un bon point de repère concernant la tendance actuelle" car ce titre "n'était pas fréquemment négocié". Le Canada note que c'était la raison invoquée par SSB pour exclure [ ] de sa base de données sur les EETC.[229] À notre avis, le fait qu'un EETC n'est pas fréquemment négocié pourrait être une raison valable de ne pas le prendre en compte aux fins de l'établissement de points de repère valables du marché auxquels le financement offert par la SEE pourrait être comparé. En outre, nous notons que le Brésil n'a pas contesté l'affirmation du Canada selon laquelle [ ] "ne constitue pas un bon point de repère concernant la tendance actuelle". En conséquence, nous ne tirons aucune

[227] Observations du Brésil concernant la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 47 (Annexe A-17).

[228] Le Brésil se réfère à une "offre" de février 1996, mais seule une proposition indicative de financement a été émise par la SEE à ce moment-là.

[229] Pièce n° 81 du Canada.

conclusion quant à la compatibilité, avec le marché, de l'offre faite par la SEE en mars 1999 à ACA sur la base du prix auquel [ ] se négociait à ce moment-là.

7.267 Le Brésil affirme aussi que l'offre de mars 1999 de la SEE à ACA était comparée avec la vente d'un [ ] à [ ].[230] À cet égard, nous notons que la pièce n° 39 du Canada, qui expose la stratégie en matière de prix pour une offre à Kendell, mentionne le prix auquel des prêts antérieurs de la SEE ont été consentis à [ ] et ACA. La SEE a donc clairement pris en compte le prix d'un prêt antérieur à [ ] lorsqu'elle a établi celui de son prêt à Kendell. Cependant, cela ne signifie pas qu'elle a aussi pris en compte son prêt à [ ] aux fins du financement proposé à ACA. En conséquence, nous ne voyons pas en quoi l'argument du Brésil est pertinent pour notre examen du financement offert par la SEE à ACA.[231]

7.268 Pour démontrer que l'offre de mars 1999 de la SEE à ACA est compatible avec le marché, le Canada affirme, entre autres choses, que le financement offert antérieurement par la SEE avait été utilisé uniquement pour l'acquisition de [ ] en novembre 1999. Le Canada affirme que les autres CRJ acquis par ACA étaient financés de différentes manières [ ]. Le Canada dit que la SEE a été informée que le financement provenant de [ ] en 1998 était proposé à T plus [ ] sur [ ].[232] La SEE a aussi été informée que le financement provenant de [ ] était offert au début de 1999 à Libor plus [ ] points de base, ce qui correspond à environ T plus [ ], d'après les taux de swap de novembre 1999.[233] Nous notons que l'offre de mars 1999 de la SEE était moins favorable que ces offres de [ ] et de [ ], qui sont des opérateurs commerciaux.

7.269 Le Canada a aussi présenté des éléments de preuve indiquant que [ ] (qui étaient alors notées [ ]) se négociaient à T plus [ ] et [ ] en mars 1999. Étant donné que ces [ ] sont cotées à un niveau équivalant à la note donnée par la SEE à ACA pour les créances non garanties, il n'est pas nécessaire d'ajuster les cotes de crédit pour comparer le prix de l'offre de la SEE avec celui des [ ]. L'offre de mars 1999 de la SEE (à savoir T plus [ ]) est [ ] au prix auquel [ ] se négociaient en mars 1999.

7.270 Bien que l'offre de la SEE soit [ ] au prix des [ ] pertinentes, les autres facteurs énumérés ci-dessus montrent que l'offre de mars 1999 de la SEE à ACA n'a pas été faite à des conditions plus favorables que celles que cette société pouvait obtenir sur le marché. Pour cette raison, nous constatons que l'offre de mars 1999 de la SEE à ACA ne conférait pas un "avantage".

e) Comair – juillet 1996

7.271 La SEE a offert à Comair en juillet 1996 un financement pour [ ] aéronefs à T plus [ ] points de base, pour une durée de [ ]. Elle attribuait alors à Comair la note [ ] (avec garantie) ou [ ] (sans garantie).

---

[230] *Voir* la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 104, où il est fait référence à la pièce n° 39 du Canada (Annexe A-12).

[231] Nous notons que le Canada a répondu à l'argument du Brésil dans le contexte du financement offert par la SEE à Kendell, et non dans le contexte du financement offert par la SEE à ACA (*voir* la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 18 (Annexe B-12)).

[232] Dans sa déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial, le Brésil a indiqué [ ].

Le Brésil a formulé pour la première fois à la deuxième réunion du Groupe spécial une allégation concernant l'offre de mars 1999 de la SEE à ACA. Les éléments de preuve documentaires concernant l'offre de mars 1999 de la SEE à ACA n'étaient donc pas visés par les demandes formulées antérieurement par le Groupe spécial en vue d'obtenir des documents ou des éléments de preuve concernant le financement offert par la SEE. Cependant, nous ne sommes pas fondés à mettre en doute la véracité des affirmations du Canada concernant le financement offert par [ ].

[233] La référence au financement par [ ] figure dans les documents de la SEE présentés en tant que pièce n° 39 du Canada.

7.272 Le Brésil allègue que l'offre de la SEE confère un "avantage" car elle est [ ]. Il affirme aussi que l'offre n'était pas conforme aux principes commerciaux car la SEE prenait en compte [ ].[234]

Rendement minimal des prêts ("RMP")

7.273 Le Canada a présenté des éléments de preuve indiquant que l'offre de juillet 1996 de la SEE était de [ ] points de base [ ] à son RMP. D'après la résolution de la SEE concernant les RMP, "[ ]".[235] Cela signifierait qu'un financement offert par la SEE [ ].[236] Le Canada a constamment fait valoir dans la présente procédure que la SEE fonctionnait sur la base des principes commerciaux.[237] Ainsi, nous sommes en droit de présumer que la SEE définirait l'expression [ ] de la même manière que le ferait un prêteur du marché. En conséquence, le fait que la SEE accorde un financement [ ] et qu'elle ne prend donc pas en compte [ ] donnerait à penser qu'elle offre un financement inférieur au marché et confère donc un "avantage". Cependant, il ne faudrait pas tirer cette conclusion s'il existe d'autres éléments de preuve spécifiques indiquant que le financement en cause n'a pas été mis à disposition à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire pouvait obtenir sur le marché.

[ ]

7.274 Les éléments de preuve présentés par le Canada montrent aussi que, pour formuler son offre de juillet 1996 à Comair, la SEE a pris en compte [ ].[238] Dans certaines circonstances, le fait que la SEE fournit un financement sur la base de [ ] peut donner à penser que le financement n'est pas compatible avec les principes commerciaux et qu'il est donc inférieur au marché, puisque les prêteurs du marché ne prendraient probablement pas en compte [ ]. Cependant, il ne faudrait pas tirer cette conclusion s'il existe d'autres éléments de preuve spécifiques indiquant que le financement n'est pas plus favorable que celui que peut obtenir le bénéficiaire sur le marché.

Indicateurs du marché présentés par le Canada

7.275 Le Canada a présenté des éléments de preuve indiquant que l'offre de juillet 1996 de la SEE à Comair était moins favorable que l'indice des valeurs industrielles générales pour les obligations ayant la même note (c'est-à-dire [ ] avec garantie ou [ ] sans garantie). Comme il a été dit plus haut, cependant, nous ne jugeons pas approprié de fonder nos constatations sur des données de nature aussi générale.

7.276 Le Canada a aussi présenté des éléments de preuve indiquant que [ ], notées [ ], se négociaient à T plus [ ] et [ ] en juillet 1996. Aucun ajustement de la cote de crédit en fonction de ce prix n'est

[234] *Voir* la pièce n° 59 du Canada, page 3.
[235] *Voir* la pièce n° 47 du Canada.
[236] Le Canada a affirmé que "la marge fixe pour le risque de crédit [pouvait] [ ] sur instruction du Président ou du Premier Vice-Président aux finances et du Directeur financier de la SEE". Selon le Canada, "une marge autorisée [ ] la marge fixe identifiée est [ ] relatif à la transaction considérée". Nous disposons d'éléments de preuve indiquant que la SEE a offert à Comair un financement [ ] dans deux transactions: en juillet 1996 et en août 1997. Aucun des éléments de preuve documentaires présentés par le Canada au sujet de ces transactions ne contient de détails concernant la base sur laquelle le Président ou le Premier Vice-Président aux finances et le Directeur financier de la SEE ont pu autoriser [ ] de la marge fixe pour le risque de crédit. Ces documents ne contiennent pas non plus de données indiquant qu'une marge quelconque autorisée par le Président ou le Premier Vice-Président aux finances et le Directeur financier de la SEE était [ ] relatif aux deux transactions en cause. (*Voir* les paragraphes 6.13 et 6.14, *supra*).
[237] Première communication écrite du Canada, paragraphe 19 (Annexe B-4).
[238] *Voir* la pièce n° 59 du Canada, page 3.

nécessaire car les [ ] ont la même note que Comair pour les créances sans garantie. L'offre de la SEE à Comair (à T plus [ ]) est inférieure au prix des [ ].[239]

7.277 Le Canada a aussi affirmé qu'au moment où la SEE établissait le prix de son offre de juillet 1996 à Comair, il y avait des "indications récentes sur les prix du marché pour Comair" qui situaient ceux-ci à T plus [ ] et [ ]. En particulier, une annexe d'une note interne de la SEE datée du 10 avril 1996 comporte le passage ci-après:

> Points de repère:
>
> [ ].[240]

Là encore, le prix de l'offre de juillet 1996 de la SEE à Comair est [ ] à ces indicateurs du marché.

7.278 Ainsi, les éléments de preuve susmentionnés qui ont été présentés par le Canada pour démontrer que l'offre de la SEE était compatible avec le marché montrent en réalité que l'offre de juillet 1996 de la SEE à Comair a été faite à des conditions plus favorables que celles que Comair pouvait obtenir sur le marché. Même s'il est aussi dit dans l'annexe susmentionnée que "[l]es banques [ ] ont fait état d'un accord avec la stratégie [de la SEE] en matière de prix"[241], nous ne considérons pas que cette affirmation générale, qui ne fait pas référence à des taux d'intérêt spécifiques, soit suffisante pour réfuter les éléments de preuve spécifiques présentés par le Canada. En outre, nous rappelons que l'offre de juillet 1996 de la SEE est [ ], et qu'en faisant son offre, la SEE a pris en compte [ ]. Tout bien considéré, en conséquence, nous constatons que l'offre de juillet 1996 de la SEE à Comair conférait bien un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

f) Comair – décembre 1996 et mars 1997

7.279 En décembre 1996 et mars 1997, la SEE a offert à Comair un financement à T plus [ ] points de base, pour [ ]. Comme le Brésil n'a formulé aucun argument spécifique concernant ces transactions, nous ne sommes pas fondés à constater que celles-ci confèrent un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. En tout état de cause, nous notons qu'il y a de nombreux éléments de preuve donnant à penser que le prix de l'offre de décembre 1996 de la SEE à Comair était supérieur aux offres émanant de banques commerciales.[242]

g) Comair – août 1997

7.280 En août 1997, la SEE a offert à Comair un financement à T plus [ ] points de base, pour [ ].

7.281 Le Brésil affirme que l'offre de la SEE conférait un "avantage" car elle était [ ], ainsi que [ ]. Nous rappelons que le fait qu'un taux d'intérêt est [ ] constitue un élément de preuve indiquant que ce taux serait plus favorable que les taux disponibles sur le marché et, en l'absence de tout élément de preuve à l'effet contraire concernant les taux du marché, justifierait une constatation selon laquelle un tel taux d'intérêt confère un "avantage".[243] Nous rappelons aussi qu'un financement de la SEE [ ] donne à penser qu'il existe un "avantage", même s'il ne faut pas tirer cette conclusion s'il existe

---

[239] Au paragraphe 7.209, nous notons que le Canada a calculé rétrospectivement la note [ ] attribuable à Comair en 1996. Un ajustement des prix des [ ] pour prendre en compte une note [ ] aurait clairement pour effet de faire descendre encore plus le prix de l'offre de la SEE au-dessous du [ ].

[240] *Voir* la pièce n° 59 du Canada, page 4.

[241] *Voir* la pièce n° 59 du Canada, page 5.

[242] *Voir* la pièce n° 59 du Canada, page 6.

[243] *Voir* le paragraphe 7.241, *supra*.

d'autres éléments de preuve spécifiques montrant que l'offre de la SEE n'est pas plus favorable que le financement que le bénéficiaire peut obtenir sur le marché.[244]

7.282 Ainsi, afin de réfuter l'allégation du Brésil concernant l'existence d'un "avantage" sur la base des deux facteurs susmentionnés, le Canada aurait dû présenter des éléments de preuve spécifiques indiquant que l'offre de la SEE n'a pas été faite à des conditions plus favorables que celles que Comair pouvait obtenir sur le marché. Le Canada ne l'a pas fait. Au lieu de cela, il a présenté des éléments de preuve contenant une déclaration générale selon laquelle en août 1997, "[l]e marché continuait à manifester un intérêt très vif pour le financement du nouvel aéronef de Comair, [ ]. En tant que tel, le prix devait se situer, selon les projections, aux alentours du taux des bons du Trésor plus [ ] points de base".[245] Cette déclaration ne suffit pas pour réfuter l'allégation du Brésil concernant l'existence d'un "avantage".

7.283 Étant donné que l'offre d'août 1997 de la SEE à Comair était [ ] et [ ], et en l'absence d'éléments de preuve spécifiques montrant que l'offre de la SEE n'a pas été faite à des conditions plus favorables que celles que Comair pouvait obtenir sur le marché, nous constatons que l'offre d'août 1997 de la SEE à Comair conférait un "avantage".

h) Comair – mars 1998

7.284 En mars 1998, la SEE a offert à Comair un financement au [ ] plus [ ] points de base, sur [ ]. La SEE attribuait alors à Comair la note [ ] avec garantie ou [ ] sans garantie.

7.285 Le Brésil affirme que l'offre de la SEE confère un "avantage" car cette offre était [ ].[246]

7.286 Les "variables comparables" mentionnées par le Brésil sont énoncées dans l'annexe II de la communication du Canada datée du 13 août 2001. Elles comprennent l'indice des valeurs industrielles générales, la tranche [ ] d'un [ ]. Comme il a été dit plus haut, nous ne jugeons pas approprié de fonder nos constatations sur les données communiquées par le Canada concernant l'indice des valeurs industrielles générales. En ce qui concerne la tranche [ ] de [ ], nous notons que ce titre a été émis en février 1998 à T plus [ ]. La moyenne de la note multiple[247] de la tranche [ ] est [ ][248], soit [ ]. Nous rappelons que, selon le Brésil, [ ] peut correspondre à un ajustement de 15 points de base. Cela aboutirait à un prix ajusté de T plus [ ] points de base [ ], ce qui est [ ] l'offre de la SEE à Comair.[249] Nous rappelons aussi qu'il faut accroître les prix des EETC de 20 à 30 points de base pour arriver à un prix correspondant aux EETC pour les transactions concernant les aéronefs régionaux. Le prix de [ ] ajusté à nouveau serait T plus [ ], et serait donc [ ] que l'offre de la SEE à Comair.

7.287 Les [ ] citées par le Canada étaient notées [ ], soit [ ] de la note donnée par la SEE à Comair pour une créance non garantie ([ ]). Il faut donc effectuer un ajustement avant de comparer le prix des

---

[244] *Voir* le paragraphe 7.273, *supra*.

[245] *Voir* la pièce n° 59 du Canada, page 8.

[246] Observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, paragraphe 42 (Annexe A-16).

[247] Une société a une note multiple lorsqu'elle est notée différemment par Moody's et par Standard & Poor's.

[248] Le Canada soutient que la note [ ] de Moody's est corrélée avec la note [ ] de Standard & Poor's (*voir* la page 12 de l'annexe II de la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe B-12)). Ce point n'a pas été contesté par le Brésil.

[249] Dans l'Appendice I de l'annexe II de sa communication du 13 août 2001, le Canada n'indique pas quel ajustement il conviendrait d'effectuer à son avis pour prendre en compte une modification de la note qui passe de [ ] à [ ] (*voir* la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe B-12)).

[ ] avec l'offre de mars 1998 de la SEE à Comair. À supposer que chaque échelon corresponde à 15 points de base, comme le Brésil l'a indiqué[250], les prix ajustés des [ ] seraient réduits de [ ] points de base, en passant de T plus [ ] et [ ] à T plus [ ] et T plus [ ]. Le Canada a présenté des éléments de preuve indiquant qu'une modification de la note passant de [ ] à [ ] entraînerait une réduction de la marge de [ ] points de base. Ainsi, si l'on utilise l'ajustement de marge indiqué par le Canada, les prix ajustés des [ ] seraient T plus [ ] et [ ]. En conséquence, que l'on utilise l'ajustement indiqué par le Brésil ou celui du Canada, les prix ajustés des [ ] seraient plus bas, et plus favorables, que l'offre de mars 1998 de la SEE à Comair.

7.288 Le Canada a aussi présenté des données concernant un [ ], noté [ ] et proposé au prix de T plus [ ]. Il note que [ ] n'est pas une compagnie aérienne commerciale et qu'elle "présente donc un intérêt moindre pour la présente analyse". Puisque [ ] n'est pas une compagnie aérienne commerciale, nous ne considérons pas que le prix de ses EETC présente un intérêt quelconque aux fins de l'examen des offres faites par la SEE aux compagnies aériennes commerciales.[251]

7.289 Le Canada a aussi affirmé que l'offre de mars 1998 de la SEE à Comair était jugée appropriée par la SEE "par comparaison avec ASA".[252] À cet égard, nous relevons que dans une note interne de la SEE datée du 10 mars 1998, il est fait référence à un accord de financement "récemment conclu" par la SEE avec ASA. Cependant, il ressort du dossier que l'unique financement accordé par la SEE à ASA qui existait en mars 1998 remonte à mars 1997. Nous ne considérons pas que le financement offert en mars 1997 par la SEE à ASA soit suffisamment contemporain aux fins de l'examen de l'offre de mars 1998 de la SEE à Comair.

7.290 Nous rappelons que l'offre de la SEE a été établie à un prix [ ] favorable que le prix ajusté de [ ], mais [ ] favorable que les prix ajustés des [ ]. Nous rappelons aussi les réserves formulées par les deux parties concernant l'utilisation de données relatives aux EETC de sociétés spécifiques.[253] Tout bien considéré, nous constatons qu'il existe des éléments de preuve crédibles mais contradictoires quant à la question de savoir si l'offre de mars 1998 de la SEE était inférieure au marché. Ainsi, sur la base des éléments de preuve présentés, nous concluons que le Brésil n'a pas établi que l'offre de mars 1998 de la SEE à Comair était faite à un prix inférieur au marché et conférait un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

i) Comair - février 1999

7.291 La SEE a offert à Comair un financement [ ] à T plus [ ][254] en février 1999, au moment où elle attribuait à Comair la note [ ] avec garantie ou [ ] sans garantie.

---

[250] *Voir* le paragraphe 7.196, *supra*.

[251] *Voir* le paragraphe 7.216, *supra*.

[252] Réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 76 (Annexe B-12).

[253] *Voir* la note de bas de page 202, *supra*.

[254] Le Brésil a voulu savoir si l'offre de la SEE était à T plus [ ] ou T plus [ ], car la recommandation de la SEE figurant dans la pièce n° 59 du Canada mentionne T plus [ ]. Étant donné que l'offre formelle du 26 février 1999 figurant dans la pièce n° 58 du Canada mentionne T plus [ ], nous ne voyons aucune raison de mettre en doute l'affirmation du Canada selon laquelle l'offre de février de la SEE était à T plus [ ]. Ayant supposé que l'offre de la SEE était en réalité à T plus [ ], le Brésil a fait valoir que l'offre de la SEE était inférieure au marché car elle se situait à [ ] points de base seulement au-dessus du coût de financement. Le Brésil n'a pas déclaré que cet argument s'appliquerait de même au cas où l'offre de la SEE était en réalité à T plus [ ], soit le coût du financement plus 14 points de base (que le Brésil comparait simplement avec le marché des EETC généraux (*voir* la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 94 (Annexe A-12)). Comme nous n'acceptons pas l'idée avancée par le Brésil selon laquelle l'offre de la SEE était en réalité à T plus [ ], nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner l'argument du Brésil selon

7.292 En ce qui concerne l'offre de février 1999 de la SEE à Comair, le Brésil a fait valoir que l'offre était inférieure au marché car elle se situait à [ ] points de base seulement au-dessus du coût de financement de la SEE. Il nous semble que cet argument est fondé sur la supposition erronée que l'offre était à T plus [ ] points de base, alors que, selon nous, les éléments de preuve montrent que l'offre a été faite à T plus [ ] points de base et nous examinerons la transaction sur cette base.[255]

7.293 Le Canada affirme que dans sa stratégie de prix, la SEE a pris en compte un panier de valeurs industrielles des États-Unis y compris celles de banques, de sociétés industrielles et de sociétés de biens de consommation ayant une cote de crédit similaire et négociant activement des obligations de durée semblable à la durée moyenne du financement offert à Comair. D'après le Canada, la marge moyenne pour ces obligations était T plus [ ] points de base, soit [ ] points de moins que le taux proposé par la SEE dans l'offre de février 1999 à Comair. Le Canada déclare que la SEE [ ], dont la marge moyenne (T plus [ ] points de base) était aussi inférieure à celle de l'offre de février 1999 de la SEE à Comair.

7.294 Comme il a été dit plus haut, nous ne jugeons pas approprié de fonder nos constatations sur les marges moyennes des valeurs industrielles, en particulier lorsque des points de repère concernant des compagnies aériennes spécifiques sont disponibles. Comme le Canada a présenté des éléments de preuve concernant la tranche [ ] d'un [ ], nous fonderons nos constatations sur ces indicateurs. La tranche [ ] de [ ] a été émise en [ ] à T plus [ ]. Ce prix serait majoré et porté à T plus [ ] lorsqu'on ajoute la prime de 20-30 points de base pour les aéronefs régionaux. L'offre de la SEE est [ ] au prix ajusté de [ ].

7.295 Les [ ] se négociaient à T plus [ ] et [ ] en février 1999, lorsqu'elles étaient notées [ ]. Du fait que la SEE attribuait alors à Comair la note [ ] pour les créances non garanties, le prix des [ ] devrait être ajusté pour prendre en compte la différence de [ ] entre les cotes de crédit. Selon le Brésil, un ajustement de [ ] abaisserait les prix des [ ] de [ ] points de base, pour les ramener à T plus [ ] et [ ], soit à un niveau [ ] à l'offre de février 1999 de la SEE à Comair, qui était à T plus [ ]. D'après les éléments de preuve présentés par le Canada, les taux d'intérêt diminueraient de [ ] points de base lorsque la cote de crédit est améliorée en passant de [ ] à [ ].[256] Cela aboutirait à un prix ajusté de T plus [ ] et [ ] pour les [ ], qui est aussi [ ] que l'offre de la SEE à Comair. En conséquence, que l'on applique la méthode d'ajustement du Brésil ou celle du Canada, les prix ajustés des [ ] sont [ ] que l'offre de février 1999 de la SEE à Comair.

7.296 Ainsi, le prix de l'offre de février 1999 de la SEE à Comair est [ ] la tranche [ ] de [ ]. Il est aussi [ ] la marge de février 1999 pour [ ].[257] Sur la base des éléments de preuve spécifiques concernant le marché présentés par le Canada, nous concluons en conséquence que l'offre de février 1999 de la SEE à Comair était plus favorable que ce que Comair aurait pu obtenir sur le marché. En conséquence, nous constatons que l'offre de février 1999 de la SEE à Comair conférait bien un "avantage".

---

lequel l'offre de la SEE était inférieure au marché car elle se situait à [ ] points de base seulement au-dessus du coût de financement.

[255] *Voir* la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 94 (Annexe A-12).

[256] *Voir* l'Appendice 1 de l'annexe II de la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial (Annexe B-12).

[257] Quant au poids à attribuer aux données concernant les EETC des différentes sociétés, nous rappelons que les deux parties ont exprimé quelques réserves. *Voir* la note de bas de page 202, *supra*.

j) Kendell - août 1999

7.297 La SEE a offert à Kendell en août 1999 un financement à T plus [ ], pour [ ]. Selon le Canada, la SEE participait à cette transaction en partageant les risques à égalité avec sept autres prêteurs du marché: [ ]. Le Canada affirme qu'il s'agissait d'une transaction commerciale, car les modalités et conditions étaient arrêtées par les banques chargées du montage financier [ ], et le financement n'était pas subordonné à la participation de la SEE. Il affirme que dans cette transaction, la SEE était preneur de prix et non décideur de prix. Il affirme aussi que la SEE participait à la transaction sur une base *pari passu*.

7.298 Le Brésil affirme que l'offre de la SEE à Kendell confère un "avantage" car le délai de remboursement [ ] dépasse le délai maximum prévu à l'article 21 de l'*Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils*. Comme il a été dit plus haut, le Brésil n'a pas établi qu'un délai de remboursement dépassant dix ans est nécessairement plus favorable que celui qui peut être obtenu sur le marché. En conséquence, nous refusons de constater l'existence d'un "avantage" sur cette base.

7.299 Le Brésil affirme aussi que ce n'était pas une transaction commerciale comme l'allègue le Canada, car le fait que la SEE fournissait une grande partie du financement signifie qu'il s'agissait d'une transaction bénéficiant d'un soutien public. À cet égard, le Brésil se demande si la SEE a participé à la transaction sur une base *pari passu*. Il estime aussi que l'affirmation du Canada selon laquelle la SEE finançait [ ] pour cent de la transaction est incompatible avec une déclaration figurant dans la pièce n° 39 du Canada d'après laquelle "[i]l est prévu que la SEE financera jusqu'à [ ] pour cent des obligations, tandis que [ ], conjointement avec [ ] autres souscripteurs identifiés, détiendra les [ ] autres pour cent". Le Brésil déclare aussi que le Canada n'a apporté aucun élément étayant son affirmation selon laquelle la SEE était simplement un preneur de prix dans cette transaction. En tout état de cause, le Brésil estime que la présence de la SEE dans la transaction affectait nécessairement les conditions du financement.

7.300 Se référant d'abord à l'ampleur de la participation de la SEE à la transaction Kendell d'août 1999, le Canada a déclaré que la "SEE était responsable de [ ] pour cent, et non de [ ] pour cent, du prêt accordé".[258] Il a aussi affirmé que, en définitive, [ ] banques ont aussi participé à la transaction, outre la SEE. Il est donc manifeste que la part de la SEE dans le financement était plus grande que celle de certaines au moins des [ ] banques participantes. D'après le Brésil, cela signifie que la transaction Kendell a bénéficié d'un soutien public et n'était pas une opération commerciale. Nous ne sommes pas d'accord. Pour autant que les principales modalités et conditions de la transaction aient été arrêtées par les banques commerciales, et que la SEE ait été exposée au même risque de non-remboursement de son prêt que ces banques commerciales, nous ne voyons pas pour quelle raison cette transaction ne devrait pas être considérée comme une opération commerciale.

7.301 Le Brésil affirme aussi que la transaction n'était pas commerciale car la présence de la SEE affectait nécessairement les conditions du financement. Nous ne pourrions accepter cet argument que s'il apparaissait clairement que la participation des banques était subordonnée à celle de la SEE, ou que la SEE était exposée à un plus grand risque (de défaut de paiement) que les banques participantes. Or le Canada a déclaré que la transaction n'était pas subordonnée à la participation de la SEE. Selon le Canada, la SEE a simplement été invitée à participer en tant que preneur de prix. Cela est confirmé

[258] Déclaration orale du Canada à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 50 (Annexe B-10). La participation de 32 pour cent de la SEE n'est pas incompatible avec la déclaration figurant dans la pièce n° 39 du Canada selon laquelle "[i]l est prévu que la SEE financera jusqu'à [ ] pour cent" de la transaction. Pour autant que la SEE ait en définitive financé 50 pour cent ou moins de la transaction, sa participation est compatible avec cette affirmation.

par les éléments de preuve versés au dossier.[259] En outre, la SEE a été exposée au même risque de défaut de paiement que les banques participantes.[260] Pour ces raisons, nous rejetons l'argument du Brésil selon lequel la participation de la SEE à la transaction Kendell affectait nécessairement les conditions de la transaction.

7.302 Ainsi, étant donné que les modalités et conditions du financement fourni par la SEE ont été arrêtées par les banques commerciales, que les modalités et conditions du financement n'étaient pas subordonnées à la participation de la SEE, et que la SEE était exposée de la même manière que les banques commerciales au risque lié au remboursement, nous estimons, tout bien considéré, que ce financement a été fourni aux conditions du marché et qu'il ne bénéficiait pas d'un soutien public. Nous constatons en conséquence que le financement offert en août 1999 par la SEE à Kendell ne conférait pas un "avantage".

k) Air Nostrum

7.303 La SEE a offert en octobre 1998 un financement à Air Nostrum, dans le cadre à la fois du Compte de la Société et du Compte du Canada. Le financement sur le Compte de la Société de la SEE était proposé au taux de [ ] pour cent (pour [ ]), tandis que le financement sur le Compte du Canada [ ]. Un financement a aussi été fourni dans le cadre du programme IQ (à [ ] pour cent).

7.304 Le Brésil affirme que le financement offert par la SEE à Air Nostrum conférait un "avantage" car le taux d'intérêt moyen pondéré pour la transaction ([ ] pour cent) est [ ] pour les transactions libellées en deutsche mark ([ ]).

7.305 D'après le Canada, Air Nostrum a confirmé à la SEE que le gouvernement brésilien avait offert un financement à long terme pour le contrat Embraer, qui n'était pas compatible avec les conditions énoncées dans l'*Arrangement de l'OCDE*. Sur la base de ce renseignement, la SEE, par le biais du Compte du Canada, a formulé une proposition de financement qui devait s'aligner sur la structure du crédit-bail demandée par Air Nostrum, avec cependant un taux global plus élevé que celui qui était offert par le Brésil. La SEE a notifié à l'OCDE son intention de s'aligner sur l'offre du Brésil. Le Canada déclare que, même si le prix global a été fixé compte tenu du souhait du Canada de s'aligner sur l'offre du Brésil et de répondre à la demande d'Air Nostrum qui souhaitait un paiement par crédit-bail, il était aussi fondé sur un examen des résultats financiers et des résultats d'exploitation de la compagnie aérienne.

7.306 À notre avis, il n'est pas approprié d'analyser le financement offert par la SEE à Air Nostrum sur la base de la moyenne pondérée des taux d'intérêt à verser au Compte de la Société de la SEE, au Compte du Canada de la SEE et à IQ, puisque le Brésil a contesté séparément chacun de ces programmes (et les transactions spécifiques relevant de ces programmes). En conséquence, le financement fourni à Air Nostrum dans le cadre de chacun de ces programmes devrait être examiné séparément. Nous examinons ci-après le financement fourni à Air Nostrum au titre du Compte du Canada et du Compte de la Société.[261]

---

[259] *Voir* le résumé analytique figurant dans la pièce n° 37 du Canada, selon lequel "les coresponsables/souscripteurs de l'émission cherchent actuellement à offrir à certains établissements financiers la possibilité d'acquérir les titres d'emprunt qui doivent être émis dans le cadre du mécanisme". En outre, il est dit dans la stratégie de la SEE en matière de prix qui figure dans la pièce n° 39 du Canada que "[c]omme ce prix a déjà fait l'objet d'un engagement ferme, la SEE, en tant que participant, serait censée soit l'accepter soit s'abstenir de participer".

[260] La preuve en est le fait que la SEE obtiendrait *pari passu* une part du nantissement (*voir* la pièce n° 39 du Canada).

[261] En ce qui concerne le financement dont il est allégué qu'IQ a fourni à Air Nostrum, *voir* la note de bas de page 288.

7.307 Comme il a été dit plus haut, le financement offert par la SEE à Air Nostrum au titre du Compte du Canada [ ]. Il est hors de doute qu'un prêt [ ] confère un "avantage", puisqu'un tel prêt ne pourrait pas être obtenu sur le marché.[262]

7.308 En ce qui concerne le financement offert par la SEE à Air Nostrum au titre du Compte de la Société, l'allégation du Brésil repose sur la constatation selon laquelle le taux d'intérêt moyen pondéré était de [ ] pour cent, et donc [ ] pour les transactions libellées en deutsche mark. Or, comme il a été dit plus haut, le taux appliqué par le Compte de la Société était de 7 pour cent, et nous refusons d'analyser le financement offert par la SEE à Air Nostrum sur la base d'un taux d'intérêt moyen pondéré.[263] Puisque le Brésil n'a avancé aucun autre argument concernant des transactions spécifiques pour démontrer que le financement accordé par la SEE à Air Nostrum au titre du Compte de la Société confère un "avantage", nous ne sommes pas fondés à formuler une telle constatation.

Conclusion

7.309 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous constatons que le financement fourni au titre du Compte de la Société de la SEE à ASA, ACA, Kendell, Air Nostrum et Comair en décembre 1996, mars 1997 et mars 1998 ne confère pas un "avantage" et ne constitue donc pas une subvention. Il n'est donc pas nécessaire que nous examinions la question de savoir si le financement susmentionné au titre du Compte de la Société de la SEE est "subordonné[ ]… aux résultats à l'exportation". Cependant, nous constatons que le financement au titre du Compte de la Société de la SEE offert à Comair en juillet 1996, août 1997 et février 1999 confère bien un "avantage" et constitue donc une subvention. En outre, nous constatons que le financement au titre du Compte du Canada de la SEE offert à Air Nostrum constitue une subvention. Afin de déterminer si ces subventions sont des subventions à l'exportation prohibées, nous devons examiner la question de savoir si le financement en cause est "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation".

3. Le financement au titre du Compte de la Société de la SEE offert à Comair est-il "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation"?

7.310 Le Brésil affirme que la SEE, qui gère le programme Compte de la Société, "a pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international".[264]

7.311 *Premièrement*, nous notons que le Canada ne nie pas que le financement au titre du Compte de la Société offert à Comair soit "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation". *Deuxièmement*, nous estimons qu'il ressort du mandat statutaire susmentionné de la SEE que tout financement fourni par celle-ci dans le cadre du programme Compte de la Société est nécessairement "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation", puisque tout ce que fait la SEE a statutairement pour objet "de soutenir et de développer … le commerce extérieur du Canada". Pour ces raisons, nous constatons que le financement au titre du Compte de la Société offert à Comair est "subordonné … aux résultats à l'exportation".

---

[262] Le Canada a mentionné les dispositions en matière d'alignement de l'*Arrangement de l'OCDE*, mais il n'a pas cherché à démontrer que le financement offert à Air Nostrum au titre du Compte du Canada relève de la notion de refuge prévue au deuxième paragraphe du point k).

[263] En tout état de cause, nous rappelons notre constatation antérieure selon laquelle un financement inférieur au TICR ne confère pas nécessairement un "avantage" (*voir* le paragraphe 7.241, *supra*).

[264] *Loi sur l'expansion des exportations*, note de bas de page 42, *supra*, article 10 1).

4. Le financement au titre du Compte du Canada de la SEE offert à Air Nostrum est-il "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation"?

7.312 Le Brésil affirme que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Nostrum est "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation" parce que "[l]e Compte du Canada est utilisé pour les transactions [en matière d'exportation]" et parce que le Compte du Canada est un moyen pour la SEE de remplir son "mandat d'encourager et de développer le commerce d'exportation et d'accroître la capacité du Canada de s'y adonner et de profiter des occasions d'affaires internationales".[265]

7.313 En examinant l'allégation concernant la subordination à l'exportation formulée par le Brésil, nous notons *premièrement* que le Canada ne nie pas que le financement offert au titre du Compte du Canada à Air Nostrum soit "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation". *Deuxièmement*, nous notons que le Canada lui-même a déclaré que le Compte du Canada avait pour mandat "d'encourager et de développer le commerce d'exportation et d'accroître la capacité du Canada de s'y adonner et de profiter des occasions d'affaires internationales".[266] *Troisièmement*, nous rappelons que la SEE, qui gère le programme Compte du Canada, "a pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international".[267] Nous estimons donc que tout financement fourni par la SEE dans le cadre du Compte du Canada est nécessairement "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation" puisque tout ce que fait la SEE a statutairement pour objet "de soutenir et de développer … le commerce extérieur du Canada". *Quatrièmement*, nous notons que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* a constaté que le financement sous forme de crédits au titre du Compte du Canada, en cause dans cette affaire, était "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation".[268] C'est pourquoi nous constatons que le soutien fourni au titre du programme Compte du Canada, y compris le financement offert à Air Nostrum, est "subordonné[ ] en droit … aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

5. Conclusion

7.314 Pour conclure, nous constatons que le financement fourni dans le cadre du Compte de la Société de la SEE à ASA, ACA, Kendell, Air Nostrum et Comair en décembre 1996, mars 1997 et mars 1998 n'est pas une subvention.

7.315 Nous constatons cependant que le financement offert au titre du Compte de la Société de la SEE à Comair en juillet 1996, août 1997 et février 1999 ainsi que le financement offert au titre du Compte du Canada de la SEE à Air Nostrum prennent la forme de subventions qui sont "subordonnées … aux résultats à l'exportation". Nous constatons en conséquence que le financement offert au titre du Compte de la Société de la SEE à Comair en juillet 1996, août 1997 et février 1999, ainsi que le financement offert au titre du Compte du Canada de la SEE à Air Nostrum sont des subventions à l'exportation prohibées et contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

H. GARANTIES SUR TITRES D'IQ

7.316 Le Brésil allègue qu'un certain nombre de garanties sur titres fournies par IQ à des compagnies aériennes constituent des subventions à l'exportation prohibées et contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. L'allégation du Brésil concerne les garanties sur titres fournies par IQ à ACA (mai 1997), Air Littoral (août 1997), Midway (juillet 1998), Mesa Air Group ("Mesa")

[265] Communiqué d'Industrie Canada, 10 janvier 2001 (pièce n° 3 du Brésil).
[266] *Id.*
[267] *Loi sur l'expansion des exportations*, note de bas de page 42, *supra*, article 10 1).
[268] Voir *Canada – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 9.230.

(septembre 1998 et décembre 1999), Air Nostrum (janvier 1999), et Air Wisconsin (décembre 2000).[269]

7.317 Le Brésil allègue que ces garanties sur titres d'IQ sont des subventions car elles sont des "contributions financières" qui confèrent un "avantage". Il affirme qu'une garantie sur titres d'IQ constitue une "contribution financière" au sens de l'article1.1 a) 1) i) et iii) de l'Accord SMC. Le Brésil soutient qu'une garantie sur titres d'IQ confère un "avantage" car des garanties sur titres ne peuvent pas être obtenues sur le marché[270], et parce qu'elles permettent aux compagnies aériennes bénéficiaires de devoir moins payer pour l'émission de titres qu'elles ne le devraient en l'absence de telles garanties. Le Brésil estime que les garanties sur titres d'IQ sont à la fois *de jure* et *de facto* "subordonnées … aux résultats à l'exportation".

7.318 Le Canada reconnaît que les garanties sur titres d'IQ constituent des transferts directs potentiels de fonds, et donc des "contributions financières", au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Cependant, il nie que les garanties sur titres d'IQ en cause confèrent un "avantage" car IQ perçoit des commissions fondées sur le marché pour ces garanties. Le Canada rejette l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties sur titres d'IQ sont soit *de jure* soit *de facto* "subordonnées ... aux résultats à l'exportation".

7.319 Pour examiner l'allégation du Brésil à l'encontre des garanties sur titres d'IQ susmentionnées, nous devons déterminer si ces garanties sont des "contributions financières" qui confèrent un "avantage". Dans l'affirmative, nous devons déterminer si ces subventions d'IQ sont "subordonnées ... aux résultats à l'exportation".

1. Les garanties sur titres d'IQ sont-elles des "contributions financières"?

7.320 Les parties conviennent que les garanties sur titres d'IQ sont des "transferts directs potentiels de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i). Nous ne voyons aucune raison d'en disconvenir et nous constatons donc que les garanties sur titres d'IQ sont des "contributions financières".[271]

2. Les garanties sur titres d'IQ confèrent-elles un "avantage"?

a) Arguments des parties

7.321 Le Brésil affirme que les garanties sur titres, aussi dénommées garanties de pertes initiales, ne semblent pas être disponibles à des conditions commerciales. Selon lui, Embraer a été informée que les garanties sur titres n'étaient pas disponibles sur le marché. Pour étayer son affirmation, le Brésil a présenté des lettres de deux banques commerciales.[272] Il estime que, du fait qu'IQ offre quelque chose que le marché ne fournit pas, l'octroi d'une garantie sur titre par IQ est "par essence" un avantage.

7.322 Indépendamment de la possibilité d'obtenir des garanties sur titres sur le marché, le Brésil estime qu'une garantie accordée par les pouvoirs publics à un investisseur protège celui-ci contre les

---

[269] Le Brésil a initialement allégué l'existence d'un soutien d'IQ à Atlantic Southeast et Northwest (*voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 91 (Annexe A-3)). Cependant, le Canada a nié toute participation d'IQ ou de la SDI à ces transactions (*voir* la réponse du Canada à la question n° 38 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion (Annexe B-9)).

[270] *Voir*, par exemple, la réponse du Brésil à la question n° 53 du Groupe spécial, réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion (Annexe A-11).

[271] Comme nous avons constaté que les garanties sur titres d'IQ sont des "contributions financières" sur la base de l'article 1.1 a) 1) i), il n'est pas nécessaire que nous examinions l'allégation du Brésil selon laquelle ces garanties constituent des "contributions financières" en vertu de l'article 1.1 a) 1) iii).

[272] *Voir* la pièce n° 50 du Brésil.

risques inhérents au marché des titres, et confère un "avantage" en donnant la possibilité de lever des capitaux pour financer des transactions concernant des aéronefs à des conditions plus favorables que cela ne serait le cas sur le marché en l'absence de cette garantie. Le Brésil affirme que, pour démontrer qu'il n'y a pas "avantage", le Canada devrait prouver que les commissions prélevées par IQ sont égales à celles qui sont perçues auprès d'acquéreurs d'aéronefs régionaux par les organismes commerciaux de garantie dont la cote de crédit est notée A+. De plus, faisant fond sur le raisonnement exposé à l'article 14 c) de l'Accord SMC, le Brésil affirme qu'il existera un "avantage" chaque fois qu'un acquéreur d'aéronefs régionaux – qui a inévitablement une cote de crédit inférieure à celle du gouvernement du Québec – reçoit une garantie sur titres d'IQ et qu'il y a une différence entre le montant qu'il doit payer pour obtenir des capitaux et celui qu'il paierait aux mêmes fins en l'absence de la garantie d'IQ.

7.323 Le Canada nie que les garanties sur titres d'IQ confèrent un "avantage" en fournissant quelque chose qui n'est pas disponible sur le marché. Il affirme que les garanties sur titres sont offertes à des conditions commerciales sur le marché. Il se réfère aux éléments de preuve concernant l'octroi de garanties sur titres par les fabricants de moteurs.[273] Le Canada se réfère aussi aux éléments de preuve concernant les instruments de transfert de risque qui sont disponibles sur le marché.

7.324 Le Canada affirme, sur la base du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Canada – Aéronefs*, que l'on peut déterminer si un avantage a été conféré selon qu'un bénéficiaire a reçu ou non une contribution financière à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché. Le Canada note que l'Organe d'appel a constaté que l'article 14 de l'Accord SMC constituait un contexte pertinent pour interpréter l'article 1.1 b) et étayait sa thèse selon laquelle le marché constituait une bonne base de comparaison. D'après le Canada, cependant, il n'y a aucune raison de considérer que l'article 14 c) serait plus pertinent que toute autre partie de l'article 14, car il concerne les garanties de prêt, qui ne sont pas du tout équivalentes à des garanties sur titres ou garanties de pertes initiales. Pour le Canada, la question de savoir si un "avantage" est conféré ou non par les garanties sur titres d'IQ est fonction du point de savoir si le bénéficiaire (c'est-à-dire l'acquéreur d'aéronefs) obtient ou non la contribution financière à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.

7.325 Le Canada nie que les garanties sur titres d'IQ confèrent un "avantage" et reproche au Brésil de ne pas reconnaître que la plupart des organismes de garantie, y compris IQ, perçoivent des commissions pour leurs garanties.[274] En particulier, IQ perçoit une commission initiale de [ ] points de base pour couvrir ses frais administratifs ainsi qu'une commission annuelle équivalant à [ ] points de base pour le risque effectivement encouru.[275]

7.326 Selon le Canada, la nature commerciale de la garantie d'IQ peut uniquement être démontrée si l'on considère la valeur de la garantie par rapport aux risques encourus par IQ. À cet égard, il affirme que le risque encouru par IQ est fortement diminué [ ].[276] Bombardier fournit à IQ une

[273] *Voir*, par exemple, la pièce n° 13 du Canada.

[274] Le Brésil a affirmé que le Décret 1488-2000 d'IQ supprimait les commissions en tant que condition à l'octroi de garanties sur titres par IQ. Le Canada conteste cette affirmation. Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder cette question à ce stade, car nous n'examinons pas en ce moment le programme IQ "en tant que tel". Dans la mesure où le Décret 1488-2000 se rapporte à des commissions prélevées pour l'une quelconque des transactions spécifiques d'IQ en cause, nous considérerons cet instrument lorsque nous examinerons ces transactions spécifiques.

[275] Les contre-garanties de Bombardier [ ].

[276] Le Brésil a demandé si ces contre-garanties sont effectivement offertes par Bombardier elle-même, ou par Canadair Québec Capital ("CQC"), une société dont le capital est détenu à égalité par Bombardier et par une société appartenant entièrement à IQ. Le Canada a confirmé que c'est Bombardier, et non CQC, qui est responsable des contre-garanties. [ ].

contre-garantie en vertu de laquelle, [ ]. [ ] sont plus que suffisantes pour lui permettre de couvrir les risques assumés et le service rendu.

7.327 Le Canada estime que la nature commerciale de la commission annuelle est aussi démontrée par le fait que, dans l'ensemble, les clients de Bombardier qui ont recours aux garanties sur titres d'IQ ont choisi de le faire pour moins de [ ] pour cent de leur volume unitaire. D'après le Canada, cela prouve que dans la pratique, IQ fournit des services de financement en étant en concurrence avec d'autres établissements financiers désireux de participer au marché du financement d'aéronefs et que, pour la grande majorité des aéronefs vendus par Bombardier, la garantie d'IQ n'est pas suffisamment intéressante pour les clients de Bombardier. Autrement dit, le fait que les 75 pour cent de l'avion qui sont financés le sont sans les garanties sur titres d'IQ montre que, la plupart du temps, les clients de Bombardier sont pour le moins indifférents à ces garanties d'IQ. Pour le Canada, il s'ensuit nécessairement que les commissions perçues par IQ en contrepartie des garanties sont fixées au taux du marché; sinon, les clients de Bombardier n'auraient pas été aussi indifférents à la possibilité d'en obtenir.

7.328 Le Brésil affirme que le fait que Bombardier ou quelque autre entité fournit ou non des contre-garanties [ ] à IQ n'est pas pertinent. En donnant des garanties à l'emprunteur, IQ lui permet d'avoir des conditions de financement plus favorables grâce à la cote de crédit plus élevée du Québec, ce qui confère un avantage. C'est ce qui rend l'affaire plus intéressante pour l'acheteur d'aéronefs de Bombardier et donc pour la société Bombardier elle-même.

7.329 Le Brésil note l'argument du Canada selon lequel le fait que l'aéronef à financer l'est à [ ] pour cent sans les garanties sur titres d'IQ signifie que les clients de Bombardier sont indifférents à ces garanties et que les commissions perçues par IQ en contrepartie des garanties sont fixées aux taux du marché. Selon le Brésil, le raisonnement du Canada est erroné car le fait que l'aéronef à financer l'est à [ ] pour cent sans les garanties sur titres d'IQ n'est pas pertinent. Le Brésil affirme que ce qui importe, ce sont les conditions attachées aux garanties sur titres d'IQ dans les cas où elles sont fournies, quel que soit le pourcentage de ces cas.

7.330 Par ailleurs, le Brésil affirme qu'IQ a fourni des garanties sans percevoir de commissions et que, lorsqu'elle en a perçues, elle a appliqué uniformément le taux de [ ] pour cent quelle que soit la cote de crédit de la compagnie aérienne concernée. Selon lui, il est difficile de déceler dans ce comportement un quelconque effort de suivre le marché. Le Brésil estime qu'aucun organisme commercial de garantie ne percevrait la même commission auprès de bénéficiaires ayant des cotes de crédit différentes.

b) Évaluation du Groupe spécial

7.331 Nous examinerons d'abord l'argument du Brésil selon lequel les garanties sur titres d'IQ (également dénommées "garanties de pertes initiales")[277] confèrent "par essence" un "avantage" car IQ fournit quelque chose qui n'est pas disponible sur le marché. Nous examinerons ensuite l'argument plus général du Brésil selon lequel les garanties sur titres d'IQ confèrent par ailleurs un "avantage" en permettant que des capitaux puissent être obtenus pour financer des transactions concernant les aéronefs à des conditions plus favorables que cela ne serait le cas sur le marché en l'absence de telles garanties.

[277] Nous notons que, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil allègue que les "garanties de pertes initiales" outre les garanties sur titres, qui sont accordées par IQ sont des subventions à l'exportation prohibées (*voir* le document WT/DS222/2).

*i) Les garanties sur titres d'*IQ *confèrent-elles nécessairement un "avantage" du fait que les garanties sur titres ne sont pas disponibles sur le marché?*

7.332 Nous examinerons tout d'abord la question factuelle de savoir si les garanties sur titres (également dénommées "garanties de pertes initiales") sont disponibles sur le marché. Ce n'est que si les garanties sur titres ne sont pas disponibles sur le marché que nous examinerons la question de savoir si, en droit, l'octroi par les pouvoirs publics d'un soutien qui n'est pas disponible sur le marché confère nécessairement un "avantage".

7.333 À titre préliminaire, nous notons que les deux lettres des banques commerciales présentées par le Brésil ne précisent pas que les garanties sur titres ne sont pas disponibles sur le marché. La première lettre ne fait pas expressément référence à la possibilité d'obtenir des garanties sur titres sur le marché. [ ]. Ainsi, s'il est indiqué dans les deux lettres que les garanties sur titres sont "antiéconomiques", aucune d'elles ne précise catégoriquement que de telles garanties ne sont pas disponibles sur le marché.

7.334 Nous notons que le Canada a mentionné le fait que certains fournisseurs de moteurs octroient des garanties sur titres. Le Brésil estime que ces garanties étaient fournies par un participant à la vente, et non par un établissement financier sur le marché. Nous convenons avec le Brésil que l'élément de preuve présenté par le Canada concernant l'octroi de garanties sur titres aux acquéreurs d'aéronefs par des sociétés qui fournissent les moteurs des aéronefs à acquérir ne montre pas que les garanties sur titres sont disponibles sur le marché.

7.335 Tout à la fin de la présente procédure, en réponse à une question posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion, le Canada a aussi présenté des éléments de preuve[278] concernant l'existence d'un marché pour les instruments financiers qui transfèrent les risques d'une manière semblable à celle des garanties sur titres fournies par IQ. D'après le Canada, Bombardier a fait appel aux possibilités du secteur privé exactement de la même manière qu'IQ. [ ].

7.336 Le Canada déclare que non seulement cette transaction est analogue de par sa structure aux garanties d'IQ, mais la tranche [ ] est identique, par sa taille et sa position dans la structure du financement, à celle d'IQ dans la grande majorité des transactions conclues par cette dernière. Selon le Canada, la seule différence importante est que, alors que la transaction [ ] était une [ ] le système d'IQ consiste en [ ]. D'après le Canada, ce système a pour effet de réduire considérablement le risque assumé par l'assureur (IQ).

7.337 Le Canada a aussi présenté des éléments de preuve[279] qui montrent, à son avis, que les constructeurs aéronautiques peuvent mettre en place des mécanismes de financement novateurs axés sur le risque et la rémunération. [ ].

7.338 Le Canada a aussi présenté des lettres[280] émanant de deux établissements fournissant des services financiers qui indiquent qu'il existe un marché actif du secteur privé pour les "transferts de risques", expression technique qui désigne les transactions de ce type. Le premier établissement déclare que [ ]. Le second établissement déclare que [ ].

7.339 Le Brésil affirme que les éléments de preuve présentés par le Canada ne démontrent pas qu'Embraer aurait pu trouver sur le marché une garantie égale à celle qui était offerte par IQ. En ce qui concerne la garantie sur titres offerte par un assureur privé à Bombardier, le Brésil note que cette garantie couvre uniquement [ ] pour cent du prix de l'aéronef sur [ ] et non [ ] pour cent sur [ ] comme

[278] *Voir* la pièce n° 74 du Canada.
[279] *Voir* la pièce n° 75 du Canada.
[280] *Voir* la pièce n° 76 du Canada.

celle qu'Embraer a offerte sans succès à Air Wisconsin, ou [ ] pour cent sur [ ] comme celle que le Canada a fournie à Air Wisconsin par l'intermédiaire d'IQ. Le Brésil note aussi que le Canada n'a pas indiqué la prime acquittée pour l'assurance, de sorte qu'il n'est pas possible de déterminer comment la prime perçue pour cette garantie peut se comparer à la prime apparente de [ ] pour cent perçue par IQ. Le Brésil affirme que le programme d'assurance de [ ] couvre uniquement une garantie effective apparente de 10 pour cent par le biais de l'assurance, et note que le coût de cette garantie n'a pas été divulgué.

7.340 Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que le Canada a présenté des éléments de preuve suffisants pour établir l'existence sur le marché d'instruments similaires aux garanties sur titres (y compris les garanties de pertes initiales). Le Brésil note que les instruments indiqués par le Canada diffèrent par leur durée et leur champ d'application des garanties sur titres d'IQ en cause. À notre avis, cependant, les différences quant à la durée et au champ d'application n'infirment pas une constatation selon laquelle des instruments similaires aux garanties sur titres sont disponibles sur le marché.[281]

7.341 Étant donné la possibilité d'obtenir sur le marché des instruments similaires aux garanties sur titres, nous constatons qu'il n'y a aucune base factuelle en ce qui concerne l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties sur titres d'IQ confèrent "par essence" un "avantage" du fait qu'IQ fournit quelque chose qui n'est pas disponible sur le marché. Pour cette raison, il n'est pas nécessaire que nous examinions la question de savoir si, en droit, l'octroi par les pouvoirs publics d'un soutien qui n'est pas disponible sur le marché confère nécessairement un "avantage".

ii) Les garanties sur titres d'IQ confèrent-elles par ailleurs un "avantage"?

7.342 Pour examiner cette question, nous devons d'abord définir la méthode appropriée pour déterminer si les garanties sur titres d'IQ confèrent un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Nous rappelons pour commencer les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> une contribution financière ne confère un "benefit", c'est-à-dire un avantage, que si elle est fournie à des conditions plus avantageuses que celles que le bénéficiaire aurait trouvées sur le marché.[282]

7.343 L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial en rendant la décision suivante:

> le marché constitue une bonne base de comparaison lorsqu'on détermine si un "avantage" a été "conféré", parce qu'on peut identifier la capacité d'une "contribution financière" de fausser les échanges en déterminant si le bénéficiaire a reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[283]

7.344 Conformément aux constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, nous considérons que les garanties sur titres d'IQ conféreront un "avantage" dans la mesure où elles peuvent être obtenues par les clients de Bombardier à des conditions plus favorables que celles auxquelles ces clients de Bombardier pourraient obtenir des garanties sur titres comparables sur le marché. Nous notons que les parties semblent convenir que l'on peut appliquer ce

[281] Le Brésil note aussi que le Canada n'a fourni aucun élément de preuve concernant les commissions perçues pour ces instruments similaires aux garanties sur titres. La question des commissions est examinée aux paragraphes 7.348 à 7.357.

[282] *Canada – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 9.112.

[283] *Canada – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 157.

critère en examinant les commissions[284] perçues, le cas échéant, par IQ pour la fourniture de ses garanties sur titres.[285] Nous convenons que le critère de l'"avantage" pourrait être appliqué de cette manière aux garanties sur titres d'IQ. Ainsi, dans la mesure où les commissions prélevées par IQ sont plus favorables que celles qui seraient perçues par les organismes de garantie ayant la cote de crédit du Québec sur le marché pour des transactions comparables, les garanties sur titres d'IQ peuvent être considérées comme conférant un "avantage".

7.345 Nous notons l'argument du Brésil selon lequel même si les commissions prélevées par IQ sont égales à celles qui sont perçues auprès d'acquéreurs d'aéronefs régionaux par les organismes commerciaux de garantie dont la cote de crédit est notée A+, conformément à l'article 14 c) de l'Accord SMC, il y aurait néanmoins "avantage" tant qu'il y aura une différence entre le montant que l'acquéreur paie pour obtenir des capitaux en recourant à une garantie sur titres d'IQ et le montant qu'il paierait pour ces capitaux en l'absence de la garantie sur titres d'IQ. Le Canada doute que l'article 14 c) soit pertinent dans ce contexte, car cette disposition concerne les "avantages" dans le contexte des garanties de prêt, et non dans celui des garanties sur titres. À notre avis, même si l'article 14 c) concerne expressément les "avantages" dans le contexte des garanties de prêt, il y a peut-être suffisamment de similitude entre le fonctionnement des garanties de prêt et celui des garanties sur titres pour qu'il soit approprié de se référer à l'article 14 c) afin d'établir l'existence d'un "avantage" dans le contexte des garanties sur titres dans certaines circonstances. Ainsi, un "avantage" pourrait exister s'il y a une différence dans le coût de l'obtention de capitaux avec et sans la garantie sur titres d'IQ, dans la mesure où cette différence n'est pas couverte par les commissions perçues par IQ pour la fourniture de la garantie sur titres. Selon nous, on peut supposer sans risque d'erreur que cette différence de coût ne serait pas couverte par les commissions d'IQ s'il est établi que ces commissions ne sont pas fondées sur le marché.

iii) Charge de la preuve

7.346 Ayant établi le critère approprié de l'"avantage" à appliquer en ce qui concerne les garanties sur titres d'IQ, nous considérons qu'il importe de préciser laquelle des parties doit assumer la charge de la preuve en relation avec ce critère. Le Brésil affirme qu'il incombe au Canada de prouver que les garanties sur titres d'IQ ne confèrent pas un "avantage" (en prouvant que les commissions prélevées par IQ sont égales à celles qui sont perçues auprès d'acquéreurs d'aéronefs régionaux par les organismes commerciaux de garantie dont la cote de crédit est notée A+). Le Canada affirme qu'il incombe au Brésil de prouver que les garanties sur titres d'IQ confèrent bien un avantage.

7.347 Il est aujourd'hui bien établi que la charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit établir *prima facie* l'existence d'une incompatibilité. La charge de la preuve passe ensuite à la partie défenderesse, qui doit repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée.[286] Afin de démontrer que les garanties sur titres d'IQ confèrent un "avantage", il incombe donc initialement au Brésil, en tant que partie plaignante, de démontrer que l'une quelconque des commissions prélevées par IQ est plus favorable que celles qui seraient perçues par les organismes de garantie sur titres sur le marché. Nous rejetons donc l'argument du Brésil selon lequel, afin de démontrer qu'il n'y a pas

[284] Par exemple, le Brésil affirme que, pour démontrer qu'il n'y a pas "avantage", le Canada devrait prouver que les commissions prélevées par IQ sont égales à celles qui sont perçues auprès d'acquéreurs d'aéronefs régionaux par les organismes commerciaux de garantie dont la cote de crédit est notée A+. Pour sa part, le Canada (bien qu'il rejette l'argument du Brésil concernant la charge de la preuve) affirme qu'il n'y a pas "avantage" car les commissions annuelles pour les garanties sur titres d'IQ sont fondées sur le marché.

[285] Nous notons qu'IQ est censée prélever à la fois une commission administrative initiale de [ ] pour cent et une commission annuelle de [ ] pour cent sur ses risques effectifs. Nous ne pensons pas que le Brésil ait formulé une allégation quelconque concernant la commission administrative initiale. Nous croyons comprendre que les allégations du Brésil concernent uniquement la commission annuelle qui serait prélevée par IQ.

[286] *Voir Communautés européennes – Hormones*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 45, *supra*.

"avantage", le Canada devrait initialement prouver que les commissions prélevées par IQ sont égales à celles qui sont perçues auprès d'acquéreurs d'aéronefs régionaux par les organismes commerciaux de garantie dont la cote de crédit est notée A+.

iv) Application du critère de l'"avantage" à des transactions spécifiques d'IQ

7.348 Nous déterminerons maintenant si le Brésil a démontré que l'une quelconque des garanties sur titres d'IQ en cause confère un "avantage". À cet égard, nous notons les arguments du Brésil selon lesquels les garanties sur titres d'IQ confèrent un "avantage" soit parce qu'elles sont fournies gratuitement, soit parce que l'une quelconque des commissions prélevées par IQ est inférieure au marché.

Non-perception de commissions

7.349 Dans sa déclaration orale faite à la deuxième réunion de fond tenue par le Groupe spécial avec les parties, le Brésil a fait valoir qu'IQ avait fourni des garanties sans percevoir de commissions, "[c]omme [il] le montrer[ait] plus loin dans [son] examen des transactions spécifiques".[287] Le Brésil n'a pas indiqué avec précision à quelle(s) transaction(s) spécifique(s) il se référait à cet égard. Nous avons examiné attentivement le reste de la déclaration orale du Brésil et nous considérons que le seul passage qui pourrait être interprété comme une allégation selon laquelle IQ fournirait gratuitement une garantie sur titres est [ ], concernant la transaction [ ]. Comme le Brésil n'a clairement indiqué aucune transaction additionnelle dans laquelle IQ aurait fourni des garanties sur titres sans percevoir de commission, nous examinerons l'argument du Brésil (selon lequel IQ fournirait gratuitement des garanties sur titres) en cherchant à savoir si IQ percevait des commissions pour ses garanties sur titres fournies à [ ].[288, 289]

---

[287] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 23 (Annexe A-12).

[288] Dans sa communication écrite du 20 août 2001, le Brésil affirme que pour les transactions pour lesquelles le Canada a présenté des éléments de preuve concernant une commission, il a simplement indiqué la commission administrative initiale de [ ] points de base, et non la commission annuelle de [ ] points de base qui serait aussi perçue selon ses allégations (*voir* les observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe A-16)).

[289] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 110 (Annexe A-12). Au paragraphe 106 de cette communication, le Brésil déclare que l'élément de preuve présenté par le Canada donne à penser qu'IQ a aussi fourni [ ], outre la garantie sur titres. Au paragraphe 61 de ses observations du 20 août 2001 concernant la communication du 13 août 2001 du Canada, le Brésil note que le Canada ne nie pas que [ ] ait fourni [ ] (*voir* les observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion (Annexe A-16)). Nous admettons que l'élément de preuve documentaire présenté par le Canada semble indiquer l'existence d'un [ ], mais le Brésil n'a pas cherché à affirmer que ce [ ] constitue une subvention. Ainsi, même si IQ avait bien fourni [ ], nous ne sommes pas fondés à formuler une constatation à l'encontre de ce [ ]. Le Brésil a demandé des déductions défavorables concernant le soutien apporté par IQ à certaines compagnies aériennes (y compris [ ]), d'une manière plus générale. Nous examinons ce point ci-après.

Le Brésil allègue aussi qu'IQ a fourni un financement à Midway, et que le Canada n'a pas donné de renseignements complets sur les conditions régissant le soutien financier d'IQ à Midway. Le Brésil demande donc une déduction défavorable concernant la garantie sur titres d'IQ en faveur de Midway. Le Canada nie qu'IQ ait fourni un financement à Midway et estime que le Brésil a confondu la garantie sur titres avec un financement direct. Étant donné le démenti du Canada et le fait que nous ne voyons rien dans la pièce n° 61 du Canada qui indiquerait l'existence d'un financement d'IQ en faveur de Midway, nous estimons que l'affirmation du Brésil selon laquelle IQ a fourni un financement à Midway ne repose sur aucune base. De plus, le Brésil n'a pas précisé pourquoi, à son avis, le Canada n'a pas donné de renseignements complets sur la garantie sur titres d'IQ en faveur de Midway. Pour notre part, nous ne voyons pas quels renseignements additionnels auraient dû être présentés par le Canada. En conséquence, nous rejetons la demande du Brésil visant une déduction défavorable concernant la garantie sur titres d'IQ en faveur de Midway.

7.350 Le Brésil allègue que, d'après le sommaire de transaction présenté par le Canada, IQ a fourni à la fois une garantie sur titres et [ ]. D'après lui, "la commission perçue pour la garantie fournie par CQC – soit [ ] pour cent – semble avoir été [ ] la transaction. Selon le point de vue dont on se place, on peut donc considérer soit que la garantie a été fournie [ ]". Le Canada ne répond pas à cet argument.

7.351 L'élément de preuve documentaire concernant la transaction [ ] figure dans la pièce n° 77 du Canada.[290] Dans un tableau indiquant de manière détaillée la transaction, il est fait référence à une commission annuelle de [ ] pour cent.[291] Il ne fait pas de doute pour nous – et le Canada n'a pas fait valoir – que des garanties sur titres ne seraient pas fournies sur le marché [ ]. Étant donné que la garantie sur titres d'IQ en faveur de [ ] a donc été fournie à des conditions plus favorables que celles que [ ] aurait pu obtenir sur le marché, nous constatons que la garantie sur titres d'IQ en faveur de [ ] confère un "avantage".

Commissions inférieures au marché

7.352 Le Brésil affirme que les commissions annuelles d'IQ sont inférieures au marché car elles sont prélevées de manière uniforme, au taux de [ ] pour cent, quelle que soit la cote de crédit des compagnies aériennes concernées.

7.353 Le Canada n'est pas d'accord, eu égard au [ ]. D'après lui, le risque que représente l'éventualité d'un défaut de paiement de la part d'un acheteur d'aéronefs donné est [ ]. Le Canada affirme que, [ ], il est tout à fait approprié que la commission demandée à différents acheteurs soit la même.

7.354 Le Brésil avance deux contre-arguments. Premièrement, il affirme que les contre-garanties de Bombardier peuvent certes réduire les risques encourus par IQ, mais elles sont convenues entre Bombardier et IQ, et non entre Bombardier et l'acheteur. [ ]. Deuxièmement, le Brésil affirme que [ ]. Ainsi, les risques encourus par IQ ne sont pas diminués en ce qui concerne la part de [ ] (ou [ ]) pour cent restante de ses garanties.

7.355 À l'appui de son argument selon lequel des commissions uniformes sont nécessairement inférieures au marché, le Brésil affirme qu'"[a]ucun organisme commercial de garanties ne percevrait la même commission auprès de bénéficiaires ayant des cotes de crédit extrêmement différentes".[292] Nous convenons que les opérateurs du marché percevraient normalement des commissions différentes au titre de garanties sur titres auprès de clients ayant des cotes de crédit différentes, pour prendre en

---

Le Brésil a aussi demandé au Groupe spécial de faire une déduction défavorable concernant la garantie sur titres d'IQ en faveur d'ACA, en alléguant là aussi que le Canada n'a pas donné de renseignements complets sur les conditions de cette transaction. Nous supposons que le Brésil se réfère au fait que la pièce n° 63 du Canada n'indique pas quel créancier a fourni le financement sous forme de prêt. À notre avis, cependant, le fait que le Canada n'a pas divulgué l'identité du créancier ayant accordé le prêt n'a aucune incidence sur la compatibilité de la garantie sur titres d'IQ avec l'Accord SMC. En conséquence, nous rejetons la demande du Brésil visant une déduction défavorable concernant la garantie sur titres d'IQ en faveur d'ACA.

[290] Le Canada a initialement communiqué, dans sa pièce n° 64, les détails concernant la première approbation de la garantie sur titres d'IQ en faveur de [ ]. Il a par la suite informé le Groupe spécial que la première approbation ne reflétait pas les modalités et conditions finales de l'offre d'IQ, qui a été alors communiquée dans la pièce n° 77 du Canada.

[291] En réponse à la question n° 47 du Groupe spécial, le Canada a affirmé qu'"IQ avait perçu des commissions pour toutes les transactions auxquelles elle avait participé et avait prévu des commissions dans toutes les offres de financement qu'elle avait faites" (réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion (Annexe B-9)). [ ].

[292] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 23 (Annexe A-12).

compte les différences quant au degré de risque encouru, mais il est théoriquement possible qu'une commission uniforme puisse être fixée de façon à couvrir les risques résultant de la fourniture de garanties sur titres à des clients ayant la cote de crédit la moins élevée. Par exemple, si les opérateurs du marché perçoivent normalement une commission de 2 pour cent auprès de clients ayant la note CCC, et une commission de 0,25 pour cent auprès de clients ayant la note AAA+, le prélèvement d'une commission uniforme de 2 pour cent n'indiquerait pas nécessairement l'existence d'un "avantage". En fait, une commission au taux du "marché" serait effectivement demandée aux bénéficiaires notés CCC, tandis qu'une commission supérieure au marché serait demandée aux bénéficiaires notés AAA+. Pour cette raison, nous ne pouvons pas accepter l'argument du Brésil selon lequel des commissions uniformes sont nécessairement inférieures au marché.

7.356 Le Brésil aurait pu chercher à établir l'existence d'un "avantage" en présentant des éléments de preuve indiquant que le prélèvement d'une commission uniforme de [ ] pour cent (sur la part restante de risque de [ ] pour cent d'IQ) ne suffit pas à couvrir le risque auquel IQ est exposée en fournissant des garanties sur titres à des compagnies aériennes ayant la cote de crédit la moins élevée. Le Brésil aurait pu le faire, par exemple, avec l'aide des deux établissements financiers qui avaient fait parvenir les lettres figurant dans sa pièce n° 50. Ces deux établissements ont l'un et l'autre affirmé que la fourniture de garanties sur titres du type offert par IQ serait antiéconomique. Pour formuler ces affirmations, ces établissements auraient vraisemblablement effectué une estimation préliminaire de la nature de la commission qu'il aurait fallu percevoir lors de la fourniture de ces garanties sur titres. Cette estimation préliminaire aurait pu permettre utilement de savoir si la commission uniforme de [ ] pour cent prélevée par IQ est suffisante pour couvrir les risques résultant de la fourniture de garanties sur titres à des compagnies aériennes ayant la cote de crédit la moins élevée. Or le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve en ce sens. Nous notons que nous n'acceptons pas l'argument du Canada selon lequel les [ ] neutralisent totalement les risques encourus par IQ. Ainsi, pour offrir ces garanties sur une base commerciale, IQ n'en serait pas moins obligée de prêter attention à la cote de crédit des bénéficiaires de ses garanties. Cependant, il semble évident que l'existence de [ ] permettrait à IQ (ou à une banque commerciale ou à un assureur) de percevoir une commission beaucoup moins élevée (fondée sur des considérations commerciales) qu'il n'en serait autrement le cas. Dans ces circonstances, nous ne pouvons pas conclure que la commission uniforme d'IQ est nécessairement une commission inférieure au marché pour les bénéficiaires ayant la cote de crédit la moins élevée. Pour le faire, nous aurions besoin de quelques éléments de preuve concernant les commissions pratiquées sur le marché pour ces garanties ou des garanties semblables, et nous n'en avons aucun.

7.357 Eu égard à ce qui précède, nous constatons que le Brésil n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations selon lesquelles les garanties sur titres fournies par IQ sur la base de commissions confèrent un "avantage" et le prélèvement d'une commission uniforme pour les garanties sur titres d'IQ confère nécessairement un "avantage".

Conclusion

7.358 Pour conclure, nous rappelons notre constatation selon laquelle la garantie sur titres d'IQ en faveur d'Air Nostrum conférait un "avantage" et constituait en conséquence une subvention. Nous rappelons aussi notre constatation selon laquelle le Brésil n'a pas établi que les autres garanties sur titres d'IQ en cause conféraient un "avantage", et nous rejetons en conséquence les allégations du Brésil à l'encontre de ces autres garanties sur titres d'IQ. Afin de déterminer si la garantie sur titres d'IQ en faveur de [ ] est une subvention à l'exportation prohibée, nous devons maintenant examiner si cette garantie est "subordonnée[ ] … aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

3. Les garanties sur titres d'IQ sont-elles "subordonnées … aux résultats à l'exportation"?

a) Arguments des parties

7.359 Le Brésil affirme que les garanties sur titres d'IQ en cause sont à la fois *de jure* et *de facto* "subordonnées … aux résultats à l'exportation". En ce qui concerne la subordination *de jure* à l'exportation, le Brésil fait fond sur les arguments qu'il a présentés à l'appui de son allégation selon laquelle le programme IQ "en tant que tel" est "subordonné[ ] … aux résultats à l'exportation".[293] Ainsi, il se réfère à l'article 25 de la *Loi sur Investissement Québec*, qui précise que l'"exportation" est une des missions d'IQ. Il se réfère aussi aux Décrets 572-2000 et 841-2000 concernant IQ. Il note que le Décret 572-2000 permet à IQ d'accorder une aide financière pour des projets d'investissement ou projets d'exportation, y compris pour la vente de biens à l'extérieur du Québec, et que le Décret 841-2000 donne à IQ le pouvoir de soutenir des projets de développement de marchés, y compris des projets qui sont axés en définitive sur la vente de biens à l'extérieur du Québec.

7.360 En ce qui concerne la subordination *de facto* à l'exportation, le Brésil fait fond sur les constatations du Groupe spécial *Australie – Cuir*.[294] Il cite le paragraphe 9.67 du rapport de ce groupe spécial pour faire valoir que le fait qu'un Membre est conscient que son marché intérieur est trop exigu pour absorber la production intérieure d'un produit subventionné indique que la subvention est accordée à condition que le produit soit exporté. À cet égard, le Brésil note que [ ] pour cent des aéronefs régionaux de Bombardier ont été vendus à l'extérieur du Canada, et que [ ] pour cent des transactions concernant des aéronefs régionaux qui bénéficiaient d'un soutien d'IQ visaient l'exportation à l'extérieur du Canada.[295]

7.361 Le Brésil affirme aussi que le Canada n'a pas communiqué certains documents demandés par le Groupe spécial qui auraient permis de savoir si les garanties sur titres d'IQ en cause étaient ou non subordonnées à l'exportation. Il estime que la non-communication de ces documents par le Canada devrait amener le Groupe spécial à faire des déductions défavorables concernant la subordination à l'exportation des garanties sur titres d'IQ en cause.

7.362 Le Canada nie que l'une quelconque des garanties sur titres d'IQ en cause soit "subordonnée[ ] … aux résultats à l'exportation". En réponse aux arguments du Brésil concernant la subordination *de jure* à l'exportation, il affirme que le fondement juridique du financement d'IQ en faveur des ventes d'aéronefs est l'article 28 – et non l'article 25 – de la *Loi sur Investissement Québec*. Le Canada affirme que l'article 28 est invoqué pour de nombreux types de projets, que ceux-ci aient ou non un potentiel d'exportation. Il affirme aussi que les Décrets 572-2000 et 841-2000 n'ont rien à voir avec le financement de ventes d'aéronefs et ne sont pas invoqués à cette fin. En tout état de cause, le Canada affirme que le terme "exportation" figurant dans le Décret 572-2000 se réfère à la vente de marchandises à l'extérieur du Québec, et non à l'extérieur du Canada.

7.363 Quant à l'allégation du Brésil concernant la subordination *de facto* à l'exportation, le Canada affirme que la référence du Brésil à la constatation du Groupe spécial *Australie – Cuir* est à la fois inexacte et sortie de son contexte. En particulier, il estime que le Brésil laisse entendre à tort que le Groupe spécial *Australie – Cuir* considère que si un Membre est conscient du fait que son marché ne pourrait pas absorber la production intérieure d'un produit subventionné, cela suffit à prouver l'existence d'une subordination *de facto* à l'exportation. Le Canada fait valoir qu'en fait la subvention en cause dans ladite affaire était subordonnée en partie aux objectifs de résultats en matière de ventes.

---

[293] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 148 (Annexe A-10).

[294] *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles*, rapport du Groupe spécial, WT/DS126/R, adopté le 16 juin 1999.

[295] *Voir* les réponses du Canada aux questions n° 19 et 20 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe B-7).

Étant donné que le gouvernement australien était conscient du fait que le bénéficiaire de la subvention allait devoir maintenir ou accroître ses ventes à l'exportation pour atteindre ces objectifs de résultats en matière de ventes, le groupe spécial a considéré que, en fait, les objectifs de résultats en matière de ventes étaient des objectifs de résultats à l'exportation. Le Canada se réfère aussi à la procédure *Canada – Aéronefs*, dans laquelle l'Organe d'appel a constaté qu'il ne suffisait pas pour un plaignant alléguant l'existence d'une subordination *de facto* à l'exportation de "démontrer seulement que les pouvoirs publics accordant une subvention *prévoyaient* que des exportations en résulteraient".[296]

7.364 En ce qui concerne la demande du Brésil visant des déductions défavorables, le Canada affirme qu'à sa connaissance il a fourni toute la documentation existante concernant l'examen des transactions impliquant des garanties sur titres d'IQ.

b) Évaluation du Groupe spécial

7.365 Nous examinerons d'abord l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties sur titres d'IQ en cause sont *de jure* "subordonnées ... aux résultats à l'exportation". À cet égard, nous faisons fond sur la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Automobiles* selon laquelle une subvention est subordonnée *de jure* aux résultats à l'exportation "lorsque l'existence de cette condition peut être démontrée en s'appuyant sur les termes mêmes de la loi, du règlement ou de l'autre instrument juridique pertinent qui constitue la mesure".[297] De plus, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel a déclaré que "la connotation ordinaire du terme "subordonné" [était] "conditionnel" ou "dépendant, pour exister, de quelque chose d'autre"".[298]

7.366 Le Brésil affirme que la subordination *de jure* à l'exportation des garanties sur titres d'IQ en cause découle de l'article 25 de la *Loi sur Investissement Québec*, et des Décrets 572-2000 et 841-2000. Premièrement, nous notons l'affirmation du Canada selon laquelle le fondement juridique des garanties en cause était en réalité l'article 28 de la *Loi sur Investissement Québec*, et non l'article 25 comme le Brésil l'a initialement allégué. Le Brésil semble avoir accepté que "les garanties d'IQ aux acheteurs d'aéronefs régionaux ont été émises en application de l'article 28" de la *Loi sur Investissement Québec*.[299] L'article 28 de cette loi prévoit ce qui suit:

> Le gouvernement peut, lorsqu'un projet présente un intérêt économique important pour le Québec, confier à la société le mandat d'accorder et d'administrer l'aide qu'il définit pour en favoriser la réalisation. Le mandat peut autoriser la société à fixer les conditions et les modalités de l'aide.

7.367 Nous ne voyons rien dans le libellé de l'article 28 de la *Loi sur Investissement Québec* qui donne à penser que les garanties sur titres d'IQ fondées sur cette disposition sont subordonnées *de jure* à l'exportation. Le Brésil n'a pas non plus fait valoir que l'article 28 de cette loi démontre l'existence d'une subordination à l'exportation.[300,301]

---

[296] *Canada – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 171 (italique dans l'original).

[297] *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile* ("*Canada – Automobiles*"), rapport de l'Organe d'appel, WT/DS139/AB/R-WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000, paragraphe 100.

[298] *Canada – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 166.

[299] *Voir* la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 120 (Annexe A-10).

[300] Le Brésil fait fond sur l'article 25 de la *Loi sur Investissement Québec* pour établir l'existence de la subordination *de jure* à l'exportation des garanties sur titres d'IQ. L'article 25 énonce la "mission" d'IQ. Même si les garanties sur titres d'IQ étaient fournies sur la base de l'article 25, nous n'estimons pas que cet article rendrait nécessairement ces garanties subordonnées *de jure* à l'exportation. Le Brésil a invoqué cette partie de la mission d'IQ concernant la "croissance des entreprises", qui est décrite à l'article 25 comme comprenant "l'exportation". Sans constater que cette partie de la mission d'IQ démontrerait l'existence d'une subordination *de jure* à l'exportation, nous notons que la mission d'IQ énoncée à l'article 25 consiste aussi, par exemple, à

7.368 En ce qui concerne les Décrets 572-2000 et 841-2000, nous notons que ces instruments juridiques sont entrés en vigueur en juin 2000. Sauf dans le cas de la transaction Air Wisconsin, toutes les garanties sur titres d'IQ en cause ont été fournies avant juin 2000. De plus, le Brésil lui-même a affirmé que le fondement juridique de la garantie sur titres d'IQ en faveur d'Air Wisconsin était le Décret 1488-2000[302], et non le Décret 572-2000 et/ou 841-2000. Étant donné qu'aucune des garanties sur titres d'IQ en cause n'a été fournie sur la base des Décrets 572-2000 et/ou 841-2000, le libellé de ces instruments ne pourrait pas faire en sorte que les garanties sur titres d'IQ en cause soient subordonnées *de jure* à l'exportation.[303]

7.369 Pour ces raisons, nous constatons que les garanties sur titres d'IQ en cause ne sont pas *de jure* "subordonnées … aux résultats à l'exportation".

7.370 Pour examiner l'allégation du Brésil concernant la subordination *de facto* à l'exportation, nous nous référerons à la note 4 relative à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, selon laquelle une subvention est "subordonnée[ ] … en fait … aux résultats à l'exportation" lorsque

> les faits démontrent que l'octroi d'une subvention, sans avoir été juridiquement subordonné aux résultats à l'exportation, est en fait lié aux exportations ou recettes d'exportation effectives ou prévues. Le simple fait qu'une subvention est accordée à des entreprises qui exportent ne sera pas pour cette seule raison considéré comme une subvention à l'exportation au sens de cette disposition.

7.371 Le Brésil fonde son allégation concernant la subordination *de facto* à l'exportation sur son interprétation des constatations du Groupe spécial dans l'affaire *Australie - Cuir*. Ledit groupe spécial a constaté ce qui suit:

> le marché australien du cuir pour automobiles est trop exigu pour absorber la production de Howe, et encore moins une production accrue qui pourrait résulter des avantages financiers découlant des versements à titre de don, et des dépenses d'équipement requises, qui devaient être expressément consacrées aux activités relatives au cuir pour automobiles.* Par conséquent, nous concluons que, afin

---

apporter un "soutien aux entreprises", en ce sens qu'IQ "cherche également à assurer la conservation des investissements déjà effectués en apportant son soutien aux entreprises implantées au Québec qui se distinguent par leur dynamisme ou leur potentiel". À notre avis, rien dans cette dernière description de la mission d'IQ ne donnerait à penser qu'il existe une subordination à l'exportation. De plus, même si les garanties d'IQ en cause étaient fournies sur la base de l'article 25, rien ne donne à penser qu'elles étaient nécessairement fournies dans le cadre de la "croissance des entreprises", et non comme un "soutien aux entreprises". Nous avons déjà exprimé notre opinion selon laquelle cette partie de la mission d'IQ concernant le "soutien aux entreprises" ne donnerait pas à penser qu'il existe une subordination à l'exportation. En conséquence, même si l'article 25 était le fondement juridique des garanties d'IQ en cause, ce fait à lui seul ne signifierait pas nécessairement qu'elles soient subordonnées *de jure* à l'exportation.

[301] Dans la mesure où l'Organe d'appel, au paragraphe 131 de son rapport sur l'affaire *Canada - Automobiles* (concernant l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés) estime qu'il est nécessaire d'examiner le fonctionnement effectif d'une loi pour déterminer s'il y a ou non subordination *de jure* à l'exportation, nous notons que nous n'avons constaté aucun aspect du fonctionnement de la *Loi sur Investissement Québec* dans des transactions spécifiques qui donnerait à penser qu'il y a subordination à l'exportation (*voir* nos constatations sur la subordination *de facto* à l'exportation ci-après).

[302] *Voir* la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 110 et 118 (Annexe A-10).

[303] Dans le contexte de l'allégation du Brésil à l'encontre du programme d'IQ "en tant que tel", les parties étaient en désaccord sur le point de savoir si les Décrets 572-2000 et 841-2000 pouvaient être invoqués pour la fourniture par IQ d'un soutien en faveur des transactions concernant des aéronefs régionaux. Étant donné que les Décrets 572-2000 et 841-2000 ne sont pas pertinents s'agissant des garanties sur titres d'IQ en cause, nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire de régler cette question.

> d'accroître ses ventes d'une manière qui lui permettrait d'atteindre les objectifs de résultats (les objectifs provisoires et l'objectif global) fixés dans le contrat de don, Howe devrait, par nécessité, poursuivre et probablement accroître les exportations. Au moment où le contrat a été conclu, le gouvernement australien avait connaissance de cette nécessité, et prévoyait donc que Howe poursuivrait et éventuellement augmenterait ses exportations. À notre avis, ces faits transforment effectivement les objectifs de résultats en matière de ventes en objectifs de résultats en matière d'exportations. Nous considérons donc que les résultats à l'exportation prévus de Howe étaient l'une des conditions de l'octroi des subventions. L'Australie fait valoir que cette considération aboutirait à un résultat qui pénaliserait les petites économies, car dans ces pays les entreprises sont souvent tributaires des exportations pour atteindre des niveaux de production économiquement rationnels. Toutefois, compte tenu des circonstances propres à la présente affaire, nous retenons cette considération comme preuve déterminante du lien étroit qui existe entre les exportations prévues et l'octroi des subventions.[304] (* note de bas de page omise)

7.372 D'après le Groupe spécial *Australie - Cuir*, par conséquent, dans certaines circonstances (lorsque des objectifs ont été fixés pour les résultats à l'exportation, par exemple), le fait qu'un Membre est conscient que son marché intérieur est trop exigu pour absorber la production intérieure d'un produit subventionné peut indiquer que la subvention est accordée à condition que le produit soit exporté. À cet égard, nous notons qu'IQ était très vraisemblablement consciente du fait que le marché intérieur canadien était trop exigu pour absorber la production de Bombardier, car [ ] pour cent des aéronefs régionaux de Bombardier ont été vendus à l'extérieur du Canada, et [ ] pour cent des transactions concernant des aéronefs régionaux qui bénéficiaient d'un soutien d'IQ visaient l'exportation à l'extérieur du Canada.

7.373 Cependant, dans l'affaire *Canada - Aéronefs*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> 169. ... pour que soit remplie la condition servant à déterminer l'existence d'une subordination *de facto* aux exportations, énoncée dans la note de bas de page 4, il faut prouver l'existence de trois éléments fondamentaux distincts: premièrement, l'"*octroi* d'une subvention"; deuxièmement, "est … *liée* aux"; et, troisièmement, "exportations ou recettes d'exportation effectives ou prévues". (pas d'italique dans l'original) Nous allons examiner ces éléments l'un après l'autre.
>
> 170. Le premier élément de la condition servant à déterminer l'existence d'une subordination *de facto* aux exportations est l'"*octroi* d'une subvention". À notre avis, il faut d'abord voir si l'*autorité accordant la subvention* a imposé une condition fondée sur les résultats à l'exportation pour accorder la subvention. ...
>
> 171. Le deuxième élément fondamental figurant dans la note de bas de page 4 est "lié aux". Le sens ordinaire de l'expression "lié à" confirme le lien qui unit la "subordination" à la "conditionnalité" à l'article 3.1 a). Parmi les nombreux sens du verbe "lier", nous pensons que, en l'espèce, du fait que le mot "lié" est immédiatement suivi de la préposition "aux" dans la note de bas de page 4, le sens ordinaire applicable de "lier" doit être "limiter ou restreindre en ce qui concerne les conditions".* Cet élément de la condition énoncée dans la note de bas de page 4 souligne donc que l'existence d'un rapport de conditionnalité ou de dépendance doit être démontré. Le deuxième élément fondamental est au cœur même du critère juridique énoncé dans la note de bas de page 4 et il n'est pas possible de ne pas en tenir compte. Dans toute affaire donnée, les faits doivent "démontrer" que l'octroi

[304] *Australie - Cuir*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 299, *supra*, paragraphe 9.67.

> d'une subvention est *lié* ou *subordonné* aux exportations effectives ou prévues.* Il ne suffit *pas* de démontrer seulement que les pouvoirs publics accordant une subvention *prévoyaient* que des exportations en résulteraient. La prohibition énoncée à l'article 3.1 a) s'applique aux subventions qui sont *subordonnées* aux résultats à l'exportation.
>
> 172. Nous en venons maintenant au troisième élément fondamental visé dans la note de bas de page 4. Le sens du terme "prévu" donné dans les dictionnaires est "attendu".* L'utilisation de ce terme, cependant, ne transforme *pas* la condition "subordonnées … en fait" en une condition servant uniquement à déterminer si des exportations sont "attendues" par l'autorité qui accorde la subvention. La question de savoir si des exportations étaient prévues ou "attendues" doit être réglée à la suite d'un examen des éléments de preuve objectifs. Cet examen est tout à fait distinct de l'examen de la question de savoir si une subvention est "liée aux" exportations effectives ou prévues, *et ne devrait pas être confondu avec lui*. On peut fort bien accorder une subvention en sachant, ou en prévoyant, que des exportations en résulteront. Mais cela n'est pas suffisant en soi, parce que ce n'est pas la preuve que l'octroi de la subvention est *lié à* la prévision d'exportations.
>
> 173. Il y a un rapport logique entre la deuxième phrase de la note de bas de page 4 et la prescription "lié aux" énoncée dans la première phrase de cette note. La deuxième phrase de la note de bas de page 4 empêche un groupe spécial d'établir une constatation concernant l'existence d'une subordination *de facto* aux exportations pour la seule raison que la subvention est "accordée à des entreprises qui exportent". À notre avis, le simple fait de savoir que les ventes d'un bénéficiaire sont orientées vers l'exportation ne démontre pas, à lui seul, que l'octroi d'une subvention est lié aux exportations effectives ou prévues. La deuxième phrase de la note de bas de page 4 est donc une expression spécifique de l'obligation, énoncée dans la première phrase, de démontrer qu'il est satisfait à la prescription "lié aux". Nous pensons comme le Groupe spécial que, conformément à la deuxième phrase de la note de bas de page 4, la vocation exportatrice d'un bénéficiaire peut être prise en compte comme *un* fait pertinent, à condition qu'il s'agisse d'un fait parmi d'autres faits examinés et qu'il ne soit pas le seul à étayer une constatation. (* notes de bas de page omises)

7.374 Ainsi, même si un Membre devait prévoir que des exportations résulteraient de l'octroi d'une subvention (en raison, par exemple, de la vocation exportatrice du bénéficiaire), l'Organe d'appel a clairement précisé qu'une telle prévision n'était pas en soi "la preuve que l'octroi de la subvention [était] *lié* à la prévision d'exportations" au sens de la note 4 relative à l'article 3.1 a).

7.375 Confirmant les constatations du Groupe spécial *Canada - Aéronefs*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit:

> le Groupe spécial a pris en compte 16 éléments factuels différents, qui couvraient toute une gamme de questions, y compris: la déclaration de PTC concernant ses objectifs généraux; les types de renseignements requis dans les demandes de financement adressées à PTC; les considérations, ou critères d'admissibilité, appliqués par PTC pour décider d'accorder ou non une aide; les facteurs devant être identifiés par les responsables de PTC pour faire des recommandations au sujet des demandes de financement; les documents de financement de PTC dans le domaine de l'exportation, en général, et dans le secteur de l'aérospatiale et de la défense, en particulier; la proximité des projets financés par rapport au marché d'exportation; l'importance des ventes à l'exportation projetées des candidats pour les décisions de

> PTC en matière de financement; et la vocation exportatrice des entreprises ou de l'industrie bénéficiant d'une aide.[305]

7.376 Sur un plan général, certains des facteurs indiqués par l'Organe d'appel peuvent être pertinents dans la présente affaire, en particulier en ce qui concerne les "objectifs généraux"[306] d'IQ, "les documents de financement [d'IQ] dans le domaine de l'exportation", "la proximité des projets financés par rapport au marché d'exportation", et "la vocation exportatrice des entreprises ou de l'industrie bénéficiant d'une aide". Pour examiner la question de "la proximité des projets financés par rapport au marché d'exportation", nous notons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "[s]i un groupe spécial prend en compte ce facteur, il devrait le traiter avec beaucoup de précaution. À notre avis, la simple présence ou absence de ce facteur dans une affaire particulière ne donne pas lieu à une présomption qu'une subvention est ou n'est pas subordonnée *de facto* aux résultats à l'exportation".[307] Pour examiner la question de "la vocation exportatrice des entreprises ou de l'industrie bénéficiant d'une aide", nous rappelons la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle le fait qu'un Membre est conscient que des exportations peuvent résulter de l'octroi d'une subvention - en raison, par exemple, de la vocation exportatrice de l'entreprise ou de l'industrie qui en bénéficie - "n'est pas [en soi] la preuve que l'octroi de la subvention est *lié* à la prévision d'exportations" au sens de la note 4 relative à l'article 3.1 a).

7.377 En ce qui concerne les "objectifs généraux" d'IQ et ses "documents de financement dans le domaine de l'exportation", il y a à notre avis des différences importantes entre le fonctionnement du programme PTC et celui du programme IQ. En particulier, nous notons que les employés de PTC étaient tenus de mettre l'accent sur le volume des ventes à l'exportation résultant directement du projet. Il n'y a aucun élément de preuve donnant à penser que tel était le cas en ce qui concerne le soutien accordé par IQ. En outre, les Plans d'affaires de PTC mentionnaient la proportion des recettes de l'aérospatiale et de la défense imputables aux exportations. Là encore, rien ne donne à penser qu'IQ mettait l'accent sur la proportion des recettes imputables aux exportations. Par ailleurs, alors qu'il est dit dans le rapport annuel de PTC pour 1996-1997 que "les 12 plus importantes entreprises [dans le secteur de l'aérospatiale et de la défense] représentent le plus gros de la recherche-développement et des expéditions, dont 80 pour cent sont destinées à l'exportation"[308], seule une part de [ ] pour cent du soutien total fourni par IQ a concerné directement ou indirectement les aéronefs régionaux de Bombardier (dont la totalité était exportée à l'extérieur du Canada).[309] Autrement dit, alors que le programme PTC était manifestement géré d'une façon qui donnait à penser que son soutien était "lié" aux exportations prévues, il n'y a dans le dossier aucun élément de preuve donnant à penser qu'IQ était gérée de manière semblable.

7.378 Eu égard à ce qui précède, nous ne sommes pas convaincus que les garanties sur titres d'IQ soient subordonnées *de facto* à l'exportation.[310]

7.379 Le Brésil a aussi demandé au Groupe spécial de faire des déductions défavorables concernant la subordination alléguée à l'exportation des garanties sur titres d'IQ en cause. La demande du Brésil se fonde sur le fait allégué que le Canada n'a pas communiqué toute la documentation demandée par

---

[305] *Canada – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 175.

[306] Nous notons que la mission d'IQ consiste notamment à "participe[r] à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'exportation" (article 25, *Loi sur Investissement Québec* (pièce n° 18 du Brésil)).

[307] *Canada - Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 174.

[308] *Canada - Aéronefs*, rapport du Groupe spécial, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 9.340.

[309] *Voir* la réponse du Canada aux questions n° 18 et 19 du Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe B-7).

[310] Nous rappelons que, d'après la note de bas de page 4 relative à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, "[l]e simple fait qu'une subvention est accordée à des entreprises qui exportent ne sera pas pour cette seule raison considéré comme une subvention à l'exportation".

le Groupe spécial dans sa question n° 14 au Canada, datée du 29 juin 2001. La question n° 14 se lit comme suit:

> Aux paragraphes 90 et 91 de sa première communication écrite, le Brésil a identifié un certain nombre de transactions relevant d'IQ. Le Canada n'a pas nié qu'IQ prenait part à l'une ou l'autre de ces transactions. Veuillez fournir des détails complets sur les modalités et conditions de ces transactions. Prière également de communiquer toute la documentation concernant l'examen de ces transactions par IQ ainsi que les cotes qu'avaient les compagnies aériennes concernées lors de ces transactions.

7.380 Dans sa réponse à la question n° 14, le Canada a affirmé qu'IQ avait traité uniquement avec deux des clients de Bombardier identifiés par le Brésil dans sa première communication écrite. Il a indiqué au Groupe spécial que trois autres compagnies aériennes, non identifiées par le Brésil, avaient bénéficié de garanties sur titres fournies par IQ. Le Canada a donné des détails sur les modalités et conditions de ces transactions d'IQ, mais il n'a fourni aucune "documentation concernant l'examen de ces transactions par IQ". En conséquence, le 20 juillet 2001, nous avons adressé la question n° 41 ci-après au Canada:

> Veuillez fournir la documentation demandée par le Groupe spécial à la question n° 14, particulièrement en ce qui concerne les commissions au titre des garanties spécifiques en cause, [ ], ou expliquer pourquoi cette documentation n'est pas disponible.
>
> En outre, veuillez fournir toute la documentation concernant l'examen, par IQ, des transactions Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum mentionnées dans la réponse du Canada à la question n° 14 du Groupe spécial.

7.381 Dans sa réponse à notre question n° 41, le Canada a fourni des éléments de preuve documentaires concernant l'examen par IQ des transactions concernées. Par la suite, en réponse à la question n° 71 du Groupe spécial, le Canada nous a informés que la documentation qu'il avait fournie au sujet de la garantie sur titres d'IQ en faveur d'Air Nostrum ne reflétait pas les modalités et conditions finales de cette garantie. Il a donc communiqué des documents concernant les modalités et conditions finales, en présentant ses excuses pour l'"erreur" et en déclarant qu'il "n'avait pas auparavant connaissance de l'existence de la deuxième série de documents concernant cette transaction". En réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, le Canada a alors affirmé que, "à sa connaissance, [il avait] fourni toute la documentation existante concernant l'examen de ces transactions par IQ".

7.382 Le Brésil a formulé l'observation ci-après au sujet de la réponse du Canada à la question n° 72 du Groupe spécial:

> Dans sa réponse à la question n° 72, le Canada indique qu'il "a fourni toute la documentation existante" concernant l'examen par IQ des transactions Mesa, Midway, Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum. Cette réponse est très suspecte compte tenu des réponses et des documents contradictoires que le Canada a fournis au Groupe spécial au sujet la vente Air Nostrum. Le Brésil demande au Groupe spécial de considérer les points suivants.
>
> Le 29 juin 2001, le Groupe spécial a demandé au Canada, dans la question n° 14, de "fournir des détails complets sur les modalités et conditions" du soutien d'IQ pour certaines ventes d'aéronefs, et "toute la documentation concernant l'examen de ces transactions par IQ". Le 6 juillet 2001, le Canada a fourni une réponse partielle en déclarant fermement qu'IQ avait uniquement pris part à la

transaction Air Nostrum dans la mesure où elle avait fourni une ""garantie sur titres" jusqu'à concurrence de [ ] pour cent du prix d'achat de l'avion". Toutefois, cette déclaration contredit le sommaire de transaction Air Nostrum qui figure dans la pièce n° 64 du Canada, document que le Canada a omis de présenter jusqu'au 26 juillet 2001.

Dans la pièce n° 64 du Canada, il y a [ ]

Au lieu de signaler cette contradiction au Groupe spécial, le Canada se contente maintenant d'affirmer que sa pièce n° 64 "ne reflétait pas les modalités et conditions finales de la garantie fournie par IQ". En fait, en réponse à la question n° 71, le Canada présente maintenant un nouveau document, sa pièce n° 77, datée du 18 juin 1998. Le Canada déclare que ce document renferme "la recommandation finale [d'IQ] et un sommaire de transaction" concernant Air Nostrum. Il est précisé dans le tableau intitulé "Détails du financement" joint à la pièce n° 77 du Canada que les pourcentages indiqués dans la pièce n° 64 du Canada ont changé. [ ].

Bien que les pourcentages et les conditions qui figurent dans la pièce n° 77 du Canada ne diffèrent que légèrement de ceux de la pièce n° 64 du Canada, le Brésil fait observer qu'ils diffèrent sensiblement de ceux que le Canada a mentionnés dans sa réponse à la question n° 14. Mais surtout, la présentation de la pièce n° 77 du Canada à ce stade avancé du différend est très troublante, et jette un doute sur la déclaration du Canada selon laquelle "il a fourni toute la documentation existante concernant l'examen" par IQ de cette transaction et d'autres transactions. Le Canada affirme qu'il "n'avait pas auparavant connaissance de l'existence" de sa pièce n° 77. Si cela est vrai, on doit alors se demander si les documents que le Canada a fournis au sujet d'IQ représentent, en fait, les recommandations finales d'IQ pour les transactions Mesa, Midway, Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum. C'est particulièrement vrai compte tenu de la déclaration initiale du Canada dans sa réponse à la question n° 14, à savoir qu'IQ a uniquement fourni une "garantie sur titres" à Air Nostrum. Le Brésil demande donc au Groupe spécial de faire des déductions défavorables et de présumer qu'il existe d'autres documents indiquant que des subventions subordonnées à l'exportation ont été accordées.

7.383 Nous croyons comprendre que la demande du Brésil visant des déductions défavorables est fondée sur deux considérations. *Premièrement*, du fait que le Canada n'a pas signalé la fourniture par IQ d'un financement à Air Nostrum. *Deuxièmement*, du fait qu'il y a des doutes pour ce qui est de savoir si le Canada a présenté les recommandations finales concernant les garanties sur titres offertes par IQ à Mesa Air Group, Midway, Air Littoral, ACA et Air Nostrum.

7.384 En ce qui concerne le premier point, nous notons que la demande que nous avons adressée au Canada dans notre question n° 14, et que nous avons réitérée dans la question n° 41, ne portait pas expressément sur le financement par IQ. Nos demandes visaient les transactions d'IQ identifiées par le Brésil aux paragraphes 90 et 91 de sa première communication écrite, qui concernaient uniquement les garanties sur titres. En conséquence, même si l'on aurait pu espérer que le Canada serait plus coopératif[311], le Canada n'était pas tenu de donner des détails sur le financement par IQ afin de donner

[311] À cet égard, nous notons qu'aux termes de l'article 3:10 du Mémorandum d'accord, les Membres de l'OMC, si un différend survient, doivent engager les procédures de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". Comme l'Organe d'appel l'a déclaré antérieurement, "[l]es règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ont pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux mais simplement le règlement équitable, rapide et efficace des

des réponses complètes aux questions n° 14 et 41.[312] Par ailleurs, nous ne pensons pas que le Canada ait déclaré qu'IQ fournissait "uniquement" une garantie sur titres à Air Nostrum. Le Canada a déclaré qu'IQ avait fourni une garantie sur titres à Air Nostrum mais il n'excluait pas la possibilité que d'autres formes de soutien d'IQ aient aussi été fournies. Là encore, la réponse du Canada à nos questions, qui étaient fondées sur la première communication écrite du Brésil, ne l'obligeait pas à divulguer l'existence d'un financement par IQ en faveur d'Air Nostrum.

7.385 En ce qui concerne le deuxième point, nous ne sommes pas convaincus qu'une "erreur" de la part du Canada au sujet des modalités et conditions finales de la garantie sur titres d'IQ en faveur d'Air Nostrum devrait nous inciter à douter que le Canada ait donné des détails sur les modalités et conditions finales des garanties sur titres d'IQ en faveur de Mesa Air Group, Midway, Air Littoral, ACA et Air Nostrum. Le Canada nous a assuré qu'"à sa connaissance, [il avait] fourni toute la documentation existante concernant l'examen de ces transactions par IQ". Nous ne voyons aucune raison de mettre en doute cette assurance du Canada.

7.386 Compte tenu de ce qui précède, nous ne considérons pas approprié de faire la déduction demandée par le Brésil.

4. Conclusion

7.387 Pour conclure, si nous constatons que la garantie sur titres offerte par IQ à [ ] est une subvention, nous constatons qu'elle n'est ni *de jure*, ni *de facto* "subordonnée[ ] … aux résultats à l'exportation", au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. En conséquence, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle la garantie sur titres offerte par IQ à [ ] est une subvention à l'exportation prohibée.

7.388 Puisque nous avons constaté que les autres garanties sur titres en cause offertes par IQ ne confèrent pas d'"avantage", nous rejetons aussi les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 3.1 a) à l'encontre de ces mesures.

I. GARANTIES DE PRÊT D'IQ

7.389 Le Brésil a formulé des allégations à l'encontre des garanties de prêt fournies par IQ à Mesa Air Group (septembre 1998 et décembre 1999), et à la SEE en ce qui concerne la transaction Air Wisconsin (décembre 2000).

---

différends commerciaux" (*États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 166).

[312] À proprement parler, notre demande de documentation se limitait aux transactions d'IQ qui ont été identifiées par le Brésil dans sa première communication écrite. Cependant, dans sa réponse à notre question, le Canada a aussi mentionné trois autres transactions d'IQ non identifiées par le Brésil dans sa première communication écrite. Cela dit, nous regrettons que nous ayons dû adresser au Canada une deuxième demande concernant des éléments de preuve documentaires, sous la forme de la question n° 41 du Groupe spécial (*voir* les réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion (Annexe B-9)). Le Canada n'a donné aucune explication quant à la raison pour laquelle ces éléments de preuve documentaires, qui n'avaient pas été fournis au sujet des transactions identifiées par le Groupe spécial ou au sujet des transactions additionnelles révélées par le Canada, n'avaient pas pu être inclus dans sa réponse initiale à la question n° 14 du Groupe spécial (*voir* les réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion (Annexe B-7)). Nous estimons, cependant, qu'il était approprié que nous demandions pour la deuxième fois cette documentation, au lieu de rejeter simplement la réponse du Canada comme étant incomplète ou insatisfaisante, comme le Brésil semblait penser que nous devrions.

a) Arguments des parties

7.390 Le Brésil affirme que les garanties de prêt sont en soi prohibées par le point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation.[313] Une garantie de prêt d'IQ constitue une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) et iii) de l'Accord SMC. Une garantie de prêt d'IQ confère un avantage en substituant la cote de crédit, plus élevée, d'un gouvernement, à la cote de crédit, plus faible, d'un emprunteur. La garantie de prêt confère un "avantage" en permettant à une compagnie aérienne d'emprunter des fonds sur la base de la cote de crédit du gouvernement du Québec, qui est de A+ ou A2. Pour démontrer que les garanties de prêt en cause offertes par IQ sont "subordonnées … aux résultats à l'exportation", le Brésil invoque les mêmes arguments que ceux sur lesquels il s'était appuyé à propos des garanties sur titres susmentionnées offertes par IQ.

7.391 Le Canada reconnaît que les garanties de prêt offertes par IQ constituent des "contributions financières". En particulier, elles constituent des transferts directs potentiels de fonds ou de passifs au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. En particulier toutefois, le Canada nie que les garanties de prêt en cause offertes par IQ confèrent un "avantage" parce que IQ perçoit des commissions fondées sur le marché pour ces garanties. Il rejette l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties de prêt d'IQ sont "subordonnées … aux résultats à l'exportation", pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles il a nié que les garanties sur titres d'IQ soient subordonnées aux exportations.

b) Évaluation du Groupe spécial

7.392 Nous examinerons tout d'abord si les garanties de prêt d'IQ sont ou non des "contributions financières" qui confèrent un "avantage". Si nous constatons que ces garanties constituent des subventions, nous examinerons alors si ces subventions sont ou non "subordonnées … aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a).

7.393 Nous relevons que le Canada reconnaît que les garanties de prêt d'IQ constituent des "contributions financières" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Nous en convenons et il n'est donc pas nécessaire que nous examinions plus avant cette question.[314]

7.394 Le Brésil fait valoir que les garanties de prêt sont en soi prohibées par le point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Le point j) est ainsi libellé:

> j) Mise en place par les pouvoirs publics (ou par des organismes spécialisés contrôlés par eux) de programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, de programmes d'assurance ou de garantie contre la hausse du coût des produits exportés, ou de programmes contre les risques de change, à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes.

7.395 Selon nous, le point j) expose les circonstances dans lesquelles l'octroi de garanties de prêt est en soi réputé être une subvention à l'exportation (c'est-à-dire quand les "taux de primes … sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes" au titre de la gestion de la garantie de prêt). Le point j) ne dispose certainement pas, comme l'allègue le Brésil, que toutes les garanties de prêt sont en soi prohibées par le point j). Puisque le Brésil n'a pas tenté de faire valoir que les garanties de prêt en cause d'IQ étaient accordées "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes" au titre de la gestion de ces garanties, nous ne

[313] *Voir* la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 112 (Annexe A-10).

[314] En particulier, il n'est pas nécessaire que nous examinions si les garanties de prêt d'IQ constituent ou non la fourniture de "biens ou de [ ] services autres qu'une infrastructure générale" au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC, comme l'allègue le Brésil.

formulons aucune constatation à l'encontre des garanties de prêt en cause offertes par IQ sur la base du point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation.[315]

7.396 Le Brésil affirme aussi que les garanties de prêt en cause offertes par IQ confèrent nécessairement un "avantage" en permettant aux compagnies aériennes intéressées d'emprunter des fonds sur la base de la cote de crédit plus élevée du gouvernement du Québec, qui est de A+ ou A2. Cet argument signifie pour l'essentiel que toute garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics confère nécessairement un "avantage" (puisque le but même d'une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics est de permettre de disposer de la cote de crédit plus élevée du gouvernement intéressé). Nous ne pouvons accepter cet argument, puisqu'il ne tient pas compte de la distinction claire établie à l'article 1.1 de l'Accord SMC entre une "contribution financière" et un "avantage".[316] Le terme "avantage" se rapporte aux effets d'une "contribution financière". Ainsi, pour démontrer l'existence d'un "avantage", une partie plaignante doit faire plus qu'établir l'existence d'une "contribution financière".

7.397 En examinant précisément ce que le Brésil doit montrer afin de démontrer l'existence d'un "avantage", nous relevons les constatations formulées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Nous considérons donc que les garanties de prêt d'IQ conféreront un "avantage" dans la mesure où elles sont mises à la disposition des clients de Bombardier à des conditions plus favorables que celles auxquelles ces clients pourraient obtenir des garanties de prêt comparables sur le marché. En appliquant ce critère, nous sommes guidés par l'article 14 c) de l'Accord SMC, qui donne des indications contextuelles pour l'interprétation du terme "avantage" dans le contexte des garanties de prêt.[317] L'article 14 c) dispose que, pour calculer le montant d'une subvention sur le plan de l'"avantage" pour le bénéficiaire (aux fins d'une enquête en matière de droits compensateurs):

> c) une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions;

7.398 Selon nous, et compte tenu des indications contextuelles données à l'article 14 c), nous estimons qu'une garantie de prêt d'IQ conférera un "avantage" quand "il … y [a] une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par [IQ] et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie [d'IQ]. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions". En d'autres termes, il y aura un "avantage" quand l'économie que représente, pour un client de Bombardier, l'obtention d'un prêt garanti par IQ n'est pas compensée par les commissions perçues par IQ. Selon nous, on peut supposer sans risque d'erreur que cela sera le cas s'il est établi que les commissions d'IQ ne sont pas fondées sur le marché.

---

[315] Nous notons aussi qu'aucune partie n'a cherché à s'appuyer sur une lecture *a contrario* du point j) afin de démontrer, ou de réfuter, l'existence d'un "avantage".

[316] L'argument du Brésil ne tient pas compte non plus des termes de l'article 14 c), où sont exposées les circonstances dans lesquelles une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics "ne sera pas considérée comme conférant un avantage" dans le contexte d'une enquête en matière de droits compensateurs. Si toutes les garanties de prêt accordées par les pouvoirs publics conféraient nécessairement un "avantage", comme le fait valoir le Brésil, le principe directeur de l'article 14 c) n'aurait pas de sens.

[317] *Voir Canada – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 35, *supra*, paragraphe 155, au sujet de la pertinence contextuelle de l'article 14 aux fins de la détermination de l'existence d'un "avantage".

7.399 En appliquant ce critère de l'"avantage" aux deux garanties de prêt en cause offertes par IQ, nous relevons que le Brésil n'a présenté aucun argument selon lequel "il ... y [a] une différence entre le montant que [Mesa Air Group] paie sur le prêt garanti par [IQ] et celui [que Mesa Air Group] paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie [d'IQ]", ajustée pour tenir compte des différences de commissions. En particulier, bien que le Brésil ne nie pas que des garanties de prêt puissent être obtenues sur une base commerciale, il n'a présenté aucun argument ni aucun renseignement concernant ce que Mesa Air Group aurait pu avoir à payer sur un prêt commercial comparable en l'absence de la garantie de prêt d'IQ.[318] Le Brésil n'a pas non plus présenté d'argument selon lequel la commission perçue par IQ pour sa garantie de prêt en faveur de Mesa Air Group n'est pas fondée sur le marché. En conséquence, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle la garantie de prêt offerte par IQ à Mesa Air Group confère un "avantage".

7.400 En ce qui concerne la garantie de prêt offerte par IQ à la SEE à propos de la transaction Air Wisconsin, le Brésil a affirmé (dans une lettre datée du 3 septembre 2001, formulant des observations sur certains éléments de preuve documentaires présentés par le Canada à la demande du Groupe spécial) qu'IQ "avait perçu [ ] pour cette garantie". Comme il a été noté plus haut, on peut supposer sans risque d'erreur qu'il y a "une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics", ajustée pour tenir compte des différences de commissions, si les commissions pertinentes ne sont pas fondées sur le marché. Il n'y a aucun doute sur le fait qu'une commission [ ] n'est pas fondée sur le marché, parce qu'un opérateur du marché ne fournirait pas de garantie de prêt [ ].

7.401 [ ]. En fait, les éléments de preuve dont nous disposons donnent à entendre que la garantie de prêt offerte par IQ à la SEE [ ]. Dans un tableau contenant des renseignements analytiques sur la garantie sur titres et la garantie de prêt devant être fournies par IQ à propos de la transaction Air Wisconsin [ ].

7.402 Compte tenu des éléments de preuve dont nous disposons, qui donnent à entendre que la garantie de prêt offerte par IQ pour la transaction Air Wisconsin [ ], et compte tenu des indications contextuelles fournies par l'article 14 c) de l'Accord SMC, nous constatons que la garantie de prêt offerte par IQ à la SEE pour la transaction Air Wisconsin confère un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC, et constitue donc une subvention.

7.403 Pour déterminer si la garantie de prêt offerte par IQ pour la transaction Air Wisconsin constitue ou non une subvention à l'exportation prohibée, nous devons examiner si cette garantie est ou non "subordonnée[ ] ... aux résultats à l'exportation". Nous relevons que l'allégation du Brésil concernant la subordination à l'exportation des garanties de prêt offertes par IQ est fondée sur les mêmes arguments que ceux que le Brésil avait présentés à l'appui de son allégation concernant la subordination à l'exportation des garanties sur titres offertes par IQ. Puisque nous avons déjà constaté que les arguments du Brésil ne démontraient pas que les garanties sur titres offertes par IQ, en cause dans la présente procédure, étaient "subordonnées ... aux résultats à l'exportation", nous sommes obligés de faire la même constatation à propos des garanties de prêt offertes par IQ. En conséquence, nous constatons que la garantie de prêt offerte par IQ à la SEE pour la transaction Air Wisconsin n'est pas "subordonnée[ ] ... aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

c) Conclusion

7.404 Nous constatons que la garantie de prêt offerte par IQ à Mesa Air Group n'est pas une subvention puisqu'elle ne confère pas d'"avantage" au sens de l'article 1.1 b). Nous constatons que la

[318] Nous rappelons que la charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité (*voir* le paragraphe 7.75, *supra*).

garantie de prêt offerte par IQ à Air Wisconsin est une subvention, mais qu'elle n'est pas "subordonnée[ ]... aux résultats à l'exportation". Pour ces raisons, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties de prêt offertes par IQ à Mesa Air Group et Air Wisconsin constituent des subventions à l'exportation prohibées, contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 En conclusion, nous:

a) rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle les programmes Compte de la Société et Compte du Canada de la SEE "en tant que tels" constituent des subventions à l'exportation prohibées contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

b) rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle le programme IQ "en tant que tel" constitue une subvention à l'exportation prohibée contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

c) rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle les programmes Compte de la Société et Compte du Canada de la SEE "tels qu'ils sont appliqués" constituent des subventions à l'exportation prohibées contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

d) rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle le programme IQ "tel qu'il est appliqué" constitue une subvention à l'exportation prohibée contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

e) reconnaissons le bien-fondé de l'allégation du Brésil selon laquelle le financement offert au titre du Compte du Canada de la SEE à Air Wisconsin constitue une subvention à l'exportation prohibée contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

f) reconnaissons le bien-fondé de l'allégation du Brésil selon laquelle le financement offert au titre du Compte du Canada de la SEE à Air Nostrum constitue une subvention à l'exportation prohibée contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

g) reconnaissons le bien-fondé de l'allégation du Brésil selon laquelle le financement offert au titre du Compte de la Société de la SEE à Comair en juillet 1996, août 1997 et février 1999 constitue une subvention à l'exportation prohibée contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

h) rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle le financement offert au titre du Compte de la Société de la SEE à ASA, ACA, Kendell, Air Nostrum et Comair en décembre 1996, mars 1997 et mars 1998 constitue une subvention à l'exportation prohibée contraire à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC;

i) rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties sur titres offertes par IQ à ACA, Air Littoral, Midway, Mesa Air Group, Air Nostrum et Air Wisconsin constituent des subventions à l'exportation prohibées contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC; et

j) rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties de prêt offertes par IQ à Mesa Air Group et Air Wisconsin constituent des subventions à l'exportation prohibées contraires à l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

8.2 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, les constatations figurant aux alinéas e), f) et g) du paragraphe précédent montrent aussi *prima facie* qu'il y a annulation ou réduction des avantages résultant pour le Brésil de l'Accord SMC, ce que le Canada n'a pas réfuté.

8.3 Compte tenu des constatations qui précèdent, nous sommes tenus de faire la recommandation prévue à l'article 4.7 de l'Accord SMC. En conséquence, nous recommandons que le Canada retire les subventions mentionnées ci-dessus sans retard.

8.4 L'article 4.7 dispose en outre que "le groupe spécial spécifiera dans sa recommandation le délai dans lequel la mesure doit être retirée". En d'autres termes, nous devons spécifier la période qui représenterait un retrait "sans retard". Compte tenu des procédures qui peuvent être nécessaires pour mettre en œuvre notre recommandation, d'une part, et de l'obligation pour le Canada de retirer ses subventions "sans retard", d'autre part, nous concluons que le Canada retirera les subventions mentionnées aux alinéas e), f) et g) du paragraphe 8.1 dans un délai de 90 jours.

ANNEXE A

Communications du Brésil

Table des matières		Page
Annexe A-1	Réponse du Brésil à la communication du 16 mai 2001 adressée par le Canada au Brésil	A-2
Annexe A-2	Communication du 21 mai 2001 adressée par le Brésil au Groupe spécial	A-3
Annexe A-3	Première communication écrite du Brésil	A-15
Annexe A-4	Réponse du Brésil à la communication du Canada concernant les questions de compétence	A-49
Annexe A-5	Communication du 25 juin 2001 adressée par le Brésil au Groupe spécial	A-58
Annexe A-6	Déclaration orale du Brésil à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de compétence	A-62
Annexe A-7	Déclaration orale du Brésil à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de fond	A-64
Annexe A-8	Réponse du Brésil à la déclaration orale faite par le Canada à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de compétence	A-77
Annexe A-9	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion	A-80
Annexe A-10	Deuxième communication écrite du Brésil	A-96
Annexe A-11	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial avant la deuxième réunion	A-134
Annexe A-12	Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial	A-144
Annexe A-13	Communication du Brésil concernant les données sources, présentées à la deuxième réunion du Groupe spécial	A-167
Annexe A-14	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	A-169
Annexe A-15	Réponse du Brésil à la question additionnelle posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion	A-179
Annexe A-16	Observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions et questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	A-181
Annexe A-17	Observations du Brésil concernant la réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial	A-195
Annexe A-18	Observations du Brésil concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial	A-213
Annexe A-19	Observations du Brésil au sujet des observations du Canada concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial	A-215

ANNEXE A-1

RÉPONSE DU BRÉSIL À LA COMMUNICATION DU 16 MAI 2001 ADRESSÉE PAR LE CANADA AU BRÉSIL

(21 mai 2001)

Dans une lettre au Groupe spécial datée du 16 mai 2001, le Canada a demandé que le Brésil fournisse une "confirmation" et une "clarification" sur un certain nombre de points concernant la mise en cause par le Brésil de plusieurs subventions canadiennes. Conformément à la pratique normale de l'OMC, le Brésil a l'intention de présenter sa position au Groupe spécial, au Canada et aux tierces parties dans sa première communication écrite au Groupe spécial à la date fixée par le Groupe spécial dans ses Procédures de travail.

ANNEXE A-2

COMMUNICATION DU 21 MAI 2001 ADRESSÉE PAR LE BRÉSIL AU GROUPE SPÉCIAL

(21 mai 2001)

1. Par la présente, le Brésil demande que le Groupe spécial exerce son pouvoir discrétionnaire, au titre de l'article 13:1 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("le Mémorandum d'accord"), pour demander au Canada des documents et autres renseignements concernant les conditions de tout soutien promis ou accordé à compter du 1er janvier 1995 par la Société pour l'expansion des exportations ("SEE"), le Compte du Canada, Investissement Québec ("IQ") ou toute filiale de ces sociétés, en relation avec la vente d'avions de transport régional par le fabricant canadien Bombardier. Comme il l'indiquait dans sa demande d'établissement du présent Groupe spécial, le Brésil estime que le soutien accordé par le Canada à son industrie des avions de transport régional au titre de tous les programmes mis en cause dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*")[1], constitue une subvention à l'exportation prohibée. La transaction récente impliquant Air Wisconsin, qui est examinée ci-dessous, n'est qu'un exemple de ce soutien.

2. La présente demande est rendue nécessaire par le refus du Canada de produire des éléments de preuve dont il est le seul détenteur et dont le Groupe spécial a besoin pour analyser le présent différend. Plus loin dans la présente lettre, le Brésil donnera des éléments de preuve tirés de sources publiques établissant *prima facie* que le soutien apporté par le Compte du Canada dans le cadre de la transaction Air Wisconsin et le soutien de la SEE et d'IQ à l'industrie canadienne des avions de transport régional constituent des subventions à l'exportation prohibées. Dans des communications ultérieures, le Brésil fournira des éléments de preuve supplémentaires à l'appui de ses allégations, tant au sujet de la transaction Air Wisconsin que d'autres opérations. Cependant, étant donné la nature confidentielle des transactions relatives aux avions de transport régional[2], la seule preuve directe disponible – des documents concernant les conditions du soutien apporté par l'État canadien dans le cadre de transactions relatives à des avions de transport régional – est détenue par le seul gouvernement canadien.

Refus du Canada de produire des renseignements

3. Le manquement répété du Canada à l'obligation de produire les éléments de preuve de la plus haute importance qu'il est le seul à détenir est bien établi. Dans le différend *Canada – Aéronefs*, le Canada a refusé, lors des consultations avec le Brésil, de fournir des renseignements documentaires au sujet du soutien accordé au titre des mêmes programmes que ceux qui sont en cause dans le présent différend.[3] En outre, le rapport du Groupe spécial mentionne à 26 reprises le refus du Canada de

[1] WT/DS70/R (14 avril 1999) (adopté le 20 août 1999).

[2] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/R (14 avril 1999) (adopté le 20 août 1999), paragraphe 7.27 (Le Groupe spécial note que les transactions relatives aux avions de transport régional font intervenir "des renseignements commerciaux confidentiels qui ne sont généralement pas accessibles au grand public".).

[3] WT/DS70/R, paragraphe 4.80.

fournir les renseignements documentaires spécifiques demandés non pas par le Brésil, mais par le Groupe spécial lui-même, au sujet, là encore, des programmes mis en cause dans le présent différend.[4]

4. Ce schéma semble se répéter tout au long de cette affaire. Lors de consultations avec le Canada le 21 février 2001, le Brésil a demandé de façon affirmative des informations précises sur le détail des transactions concernant le soutien de la SEE, du Compte du Canada et d'IQ à l'industrie canadienne des avions de transport régional.[5] À part une déclaration selon laquelle le soutien apporté dans le cadre d'une opération – la transaction Air Wisconsin – se ferait "probablement" par l'intermédiaire du Compte du Canada, les représentants canadiens qui ont participé aux consultations ont refusé de produire tout renseignement de ce type.[6]

5. En ne fournissant pas ces renseignements au Brésil lors des consultations, le Canada enfreint directement ses obligations légales. Les tribunaux siégeant dans diverses instances compétentes en droit international public ont depuis longtemps reconnu que les États parties à des différends internationaux étaient tenus en particulier de produire les documents qu'ils étaient les seuls à détenir.[7] En fait, dans l'affaire *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("*Inde – Produits pharmaceutiques*"), l'Organe d'appel a reconnu spécifiquement que tous les Membres étaient tenus de "tout dire" à tous les stades de la procédure de règlement d'un différend dans le cadre de l'OMC, notant que:

> Toutes les parties participant au règlement d'un différend au titre du Mémorandum d'accord doivent, dès le début, tout dire en ce qui concerne aussi bien les allégations en question que les faits en rapport avec ces allégations ... Il doit en être ainsi pendant les consultations de même que dans le cadre plus formel de la procédure de groupe spécial.[8]

Le manquement du Canada à fournir les renseignements demandés par le Brésil lors des consultations relatives au présent différend contrevient directement à ces prescriptions.

---

[4] WT/DS70/R, paragraphes 6.80, 6.171, 6.203, 6.258, 6.259, 6.260, 6.279, 6.303, 6.304, 6.326, 6.327, 9.176, 9.188, 9.218, 9.244, 9.253, 9.272, 9.293, 9.294, 9.299, 9.303, 9.313, 9.314 (note 621), 9.327, 9.345, 9.347 (note 633).

[5] Le Brésil joint la liste des questions qu'il a posées au Canada lors des consultations en tant que pièce n° 1 du Brésil.

[6] Les dirigeants de la SEE ont déclaré publiquement qu'ils ne fourniraient pas de "détails financiers" de la transaction Air Wisconsin. "Bombardier Snags $2.4 B order from U.S. airline: Air Wisconsin: Government helps out with low-cost loan", *The National Post*, 17 avril 2001 (pièce n° 2 du Brésil).

[7] *Voir, par exemple,* Commission des réclamations générales Mexique – États-Unis, *William A. Parker (USA) v. United Mexican States, IV Recueil des sentences arbitrales* 35, 39 (31 mars 1926) ("Lorsque des éléments de preuve qui influenceraient probablement la décision de la Commission ne sont connus que par l'État requérant ou par l'État défendeur, le fait de ne pas produire ces éléments, sans fournir d'explications, pourra être pris en compte par la Commission lorsque celle-ci rendra sa décision."); Charles N. Brower, *The Anatomy of Fact-Finding before International Tribunals: An Analysis and a Proposal Concerning the Evaluation of Evidence, in* FACT-FINDING BEFORE INTERNATIONAL TRIBUNALS 147, 150-151 (R. Lillich, Ed., 1991) (Le juge Brower du tribunal pour les affaires Iran - États-Unis perçoit "l'apparition d'une *lex evidentia* qui rassemblera les principes communs d'évaluation de la preuve par les tribunaux internationaux", y compris le principe selon lequel "[l]orsqu'il faudrait raisonnablement s'attendre à ce qu'existent certains éléments de preuve et que ceux-ci soient détenus par une partie, le fait que cette partie ne produise pas ces éléments donne des raisons d'inférer que lesdits éléments, s'ils étaient produits, seraient défavorables à ladite partie".); Durward V. Sandifer, EVIDENCE BEFORE INTERNATIONALTRIBUNALS (Rev. Ed., Univ. Press of Virginia 1975) 112 ("Les parties à une procédure judiciaire internationale sont tenues dans une plus large mesure que ne le sont normalement les parties à une procédure nationale de produire tous les éléments de preuve qu'ils détiennent.").

[8] WT/DS50/AB/R (19 décembre 1997) (adopté le 16 janvier 1998), paragraphe 94.

Le pouvoir inconditionnel du Groupe spécial de demander des renseignements

6. Dans son rapport au sujet de l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel a confirmé à la fois le pouvoir d'un groupe spécial, en vertu de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, de demander des renseignements à qui il le souhaite, quand il le souhaite, et l'obligation légale d'un Membre de se conformer à la demande du groupe spécial.[9] Selon l'Organe d'appel, "l'article 13:1 *n'impose pas de conditions* en ce qui concerne l'exercice [du] pouvoir discrétionnaire [d'un groupe spécial]".[10] En outre, dans son rapport *Inde – Produits pharmaceutiques*, l'Organe d'appel a conseillé expressément aux Membres de s'en remettre au pouvoir d'un groupe spécial de demander des renseignements lorsque des éléments de preuve dont le groupe spécial a besoin pour son examen ne sont pas produits lors des consultations:

> Si, à l'issue des consultations, une partie estime que tous les faits pertinents en rapport avec une allégation n'ont pas, pour une quelconque raison, été portés à la connaissance du groupe spécial, cette partie devrait demander au groupe spécial d'engager un processus additionnel d'établissement des faits.[11]

Enfin, l'article 11 du Mémorandum d'accord requiert d'un groupe spécial qu'il procède à "une évaluation objective de la question dont il est saisi".

7. Une action du Groupe spécial à ce stade est entièrement justifiée par le manquement du Canada à remplir l'obligation de "tout dire" pendant les consultations avec le Brésil, selon les termes employés par l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits pharmaceutiques*. Le refus du Canada de produire des éléments de preuve que lui seul détient n'est pas sans effet; il a directement causé (et continuera de causer) l'absence de "faits pertinents" nécessaires au Groupe spécial pour procéder à l'examen de la présente affaire. Seule une preuve directe du soutien accordé par le Canada à son industrie des avions de transport régional – preuve qui, encore une fois, n'est détenue que par le Canada – peut régler définitivement la présente affaire. Dans ces circonstances, afin que le Groupe spécial puisse s'acquitter efficacement de la tâche qui est la sienne de procéder à "une évaluation objective de la question dont il est saisi", conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, il est à la fois "nécessaire et approprié", au sens de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, que le Groupe spécial engage le "processus additionnel d'établissement des faits" évoqué par l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits pharmaceutiques* et qu'il demande des renseignements documentaires au sujet du soutien apporté par la SEE, le Compte du Canada et IQ aux opérations concernant les avions canadiens de transport régional, y compris la transaction Air Wisconsin.

Confidentialité

8. L'Organe d'appel a conclu que le pouvoir d'un groupe spécial de demander des renseignements en vertu de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord était inconditionnel. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, cependant, le Canada a fait valoir que l'accession à la demande formulée par un groupe spécial au titre de l'article 13:1 était conditionnelle. Le Canada a estimé ne pas pouvoir satisfaire à la demande du Groupe spécial de produire des éléments de preuve documentaires dans cette affaire parce qu'il avait une objection à une modification apportée par le Groupe spécial aux procédures de confidentialité qu'il avait proposées.[12] L'Organe d'appel a rejeté l'allégation du Canada

---

[9] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R (2 août 1999) (adopté le 20 août 1999), paragraphe 189.

[10] WT/DS70/AB/R, paragraphe 185.

[11] WT/DS50/AB/R, paragraphe 94.

[12] WT/DS70/R, paragraphe 9.60 ("Le Canada a indiqué que parce que "les procédures modifiées n'assuraient pas le niveau de protection requis pour [les renseignements commerciaux confidentiels] ... le

selon laquelle des objections aux procédures de confidentialité justifiaient un refus de fournir les renseignements documentaires demandés par le Groupe spécial.[13]

Éléments prima facie

9. Le Canada fait valoir en outre que le pouvoir du Groupe spécial de demander des renseignements était limité parce que le Brésil n'aurait pas, avant que le Groupe spécial ne demande ces renseignements, établi des éléments *prima facie* à l'appui de son argumentation. Ce moyen de défense a été rejeté par l'Organe d'appel comme étant, "tout simplement, dénué de toute base textuelle ou logique".[14] Bien que l'article 13:1 ne fasse donc pas obligation à un Membre d'établir des éléments *prima facie* à l'appui de son argumentation avant qu'un groupe spécial puisse demander des renseignements, afin de convaincre le Groupe spécial qu'il ne se lance pas dans n'importe quelle recherche, le Brésil présente en l'occurrence des éléments de preuve établissant *prima facie* que le soutien canadien constitue une subvention à l'exportation prohibée.

10. En vertu de l'article 1.1 de l'Accord SMC, une subvention existe lorsque les pouvoirs publics font une "contribution financière" qui confère un "avantage", ce que l'Organe d'appel a défini comme des "conditions plus favorables que celles auxquelles ... [le bénéficiaire] a accès sur le marché".[15] En vertu de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC, une subvention est prohibée si elle est subordonnée, en droit ou en fait, à l'exportation. Se fondant sur ces règles de droit, le Brésil présente tout d'abord des éléments de preuve établissant que le soutien apporté dans le cadre d'une transaction récente – Air Wisconsin – par le Compte du Canada constitue une subvention à l'exportation prohibée. Comme on l'a noté plus haut, il ne s'agit là que d'un exemple de transaction bénéficiant d'un soutien de la SEE, du Compte du Canada ou d'IQ. Deuxièmement, le Brésil présente des éléments de preuve au sujet du soutien accordé par l'intermédiaire de la SEE. Troisièmement, le Brésil présente des éléments de preuve concernant le soutien d'IQ.

Éléments prima facie en ce qui concerne le Compte du Canada

11. Le soutien apporté par le Compte du Canada dans le cadre de la transaction Air Wisconsin constitue une subvention à l'exportation prohibée. Le 10 janvier 2001, M. Brian Tobin, Ministre canadien de l'industrie et M. Pierre Pettigrew, Ministre canadien du commerce international, ont annoncé une aide de l'État pour la vente à Air Wisconsin de 75 avions de transport régional à réaction Bombardier, avec une option sur l'achat de 75 appareils supplémentaires. Alors que les détails de l'aide du gouvernement canadien n'étaient pas divulgués, M. Rod Giles, porte-parole de la SEE, a noté que "[c]ette transaction se fera au titre du Compte du Canada [de la SEE], qui est utilisé dans les cas où [la transaction commerciale] est considérée comme étant d'intérêt national".[16] Une fiche documentaire concernant le Compte du Canada, qui est géré par la SEE, était jointe au communiqué d'Industrie Canada accompagnant la déclaration des Ministres.[17]

12. M. Tobin a défini le soutien accordé par le Canada à Air Wisconsin comme un prêt ou un financement direct à un taux égal à celui qu'aurait proposé le Brésil pour l'offre faite par Embraer,

---

Canada ne serait pas en mesure de communiquer [des renseignements commerciaux confidentiels] en vertu des procédures modifiées".") *Voir aussi* WT/DS70/AB/R, paragraphe 195.

[13] WT/DS70/AB/R, paragraphes 195 et 196.

[14] WT/DS70/AB/R, paragraphe 185.

[15] WT/DS70/AB/R, paragraphe 158.

[16] "Bombardier Snags $2.4 B order from U.S. airline: Air Wisconsin: Government helps out with low-cost loan", *The National Post*, 17 avril 2001 (pièce n° 2 du Brésil).

[17] "Le Canada offre des conditions de financement comparables à celles du Brésil pour préserver les emplois dans l'aérospatiale", *communiqué d'Industrie Canada*, 10 janvier 2001 (pièce n° 3 du Brésil).

rival de Bombardier, à Air Wisconsin.[18] M. Tobin a notamment déclaré que le Canada apportait un soutien comparable à celui qu'aurait offert le Brésil pour aider Embraer à emporter le marché.[19] Selon M. Tobin, le soutien prétendument offert par le Brésil était lui-même une subvention, accordée à des taux inférieurs à ceux du marché.[20] Ainsi, tout ce qui "égale" ce taux est aussi, par définition, une subvention. En fait, M. Tobin a caractérisé le soutien offert par le Canada lui-même précisément en ces termes: "Ce que nous faisons consiste à utiliser la capacité d'emprunt des pouvoirs publics et leur aptitude à offrir un meilleur taux d'intérêt."[21]

---

[18] "Canadian government lends $1.7 billion to Bombardier", *Canadian Machinery and Metalworking*, 11 janvier 2001 ("Le gouvernement canadien prêtera 1,7 milliard de dollars sous forme de *financement direct* pour aider Bombardier Inc. à lutter contre le fabricant brésilien d'avions Embraer SA lourdement (et illégalement) subventionné, déclare M. Brian Tobin, nouveau Ministre de l'industrie.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 4 du Brésil); "Ottawa backs Bombardier", *PoliticX*, 11 janvier 2001 ("Le Ministre de l'industrie, M. Brian Tobin, a annoncé hier qu'Ottawa *prêterait* environ 1,7 milliard de dollars à une compagnie aérienne américaine pour acheter 75 avions à réaction de transport régional Bombardier. Il a déclaré que le *prêt* accordé à Air Wisconsin Airlines Corp. était nécessaire pour contrebalancer exactement les subventions accordées par le gouvernement brésilien à sa compagnie aérospatiale, Empresa Brasileira de Aeronautica SA.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 5 du Brésil).

[19] "Canada to aid Bombardier in jet deal: Tobin vows to protect jobs in subsidy battle with Brazil", *Ottawa Citizen*, 11 janvier 2001 ("La subvention, qui provient du Compte du Canada, organisme public, tendra à égaler les conditions de l'offre présentée avec le soutien de l'État par la société brésilienne Embraer pour le contrat Air Wisconsin, a déclaré M. Tobin.") (pièce n° 6 du Brésil); "Canada to match illegal Brazilian aerospace subsidies to save market share", *Ottawa Citizen*, 11 janvier 2001 (""Ce que nous faisons est la contrepartie d'un programme que l'OMC [Organisation mondiale du commerce] a jugé illégal", a déclaré mercredi le Ministre de l'industrie, M. Brian Tobin, en annonçant la décision du Ministère" de "contrebalancer les subventions commerciales brésiliennes illégales et d'accorder un prêt d'un montant estimé de 1,5 milliard de dollars à un taux inférieur au taux du marché à un acheteur américain d'avions Bombardier".) (pièce n° 7 du Brésil); "Ottawa backs Bombardier", *PoliticX*, 11 janvier 2001 ("Le Ministre de l'industrie, M. Brian Tobin, a annoncé hier qu'Ottawa prêterait environ 1,7 milliard de dollars à une compagnie aérienne américaine pour acheter 75 avions à réaction de transport régional Bombardier. Il a déclaré que le prêt accordé à Air Wisconsin Airlines Corp. était nécessaire pour contrebalancer exactement les subventions accordées par le gouvernement brésilien à sa compagnie aérospatiale, Empresa Brasileira de Aeronautica SA.") (pièce n° 5 du Brésil); "Ottawa Backs Bombardier in Brazil Trade War", *Globe and Mail*, 10 janvier 2001 ("Embraer, a déclaré [M. Tobin], est actuellement capable d'assurer un financement pour l'achat d'avions à des taux d'intérêt préférentiels, inférieurs aux taux commerciaux, grâce aux subventions qu'il reçoit du gouvernement brésilien [*sic*]. Le Canada, a-t-il déclaré, fera la même chose pour Bombardier.") (pièce n° 8 du Brésil).

[20] "Canada to match illegal Brazilian aerospace subsidies to save market share", *Ottawa Citizen*, 11 janvier 2001 (""Ce que nous faisons est la contrepartie d'un programme que l'OMC [Organisation mondiale du commerce] a jugé illégal", a déclaré mercredi le Ministre de l'industrie, M. Brian Tobin ...") (pièce n° 7 du Brésil); "Ottawa backs Bombardier", *PoliticX*, 11 janvier 2001 ("Le Ministre de l'industrie, M. Brian Tobin, a annoncé hier qu'Ottawa prêterait environ 1,7 milliard de dollars à une compagnie aérienne américaine pour acheter 75 avions à réaction de transport régional Bombardier. Il a déclaré que le prêt accordé à Air Wisconsin Airlines Corp. était nécessaire pour contrebalancer exactement les subventions accordées par le gouvernement brésilien à sa compagnie aérospatiale, Empresa Brasileira de Aeronautica SA.") (pièce n° 5 du Brésil); "Ottawa Backs Bombardier in Brazil Trade War", *Globe and Mail*, 10 janvier 2001 ("Embraer, a déclaré [M. Tobin], est actuellement capable d'assurer un financement pour l'achat d'avions à des taux d'intérêt préférentiels, inférieurs aux taux commerciaux, grâce aux subventions qu'il reçoit du gouvernement brésilien [*sic*]. Le Canada, a-t-il déclaré, fera la même chose pour Bombardier.") (pièce n° 8 du Brésil).

[21] "Ottawa backs Bombardier: Loan to U.S. firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies", *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001 (pièce n° 9 du Brésil); "Ottawa backs Bombardier", *PoliticX*, 11 janvier 2001 (pièce n° 5 du Brésil).

Pour des déclarations similaires de M. Tobin au sujet du caractère de subvention du soutien apporté par le gouvernement canadien dans le cadre de la transaction Air Wisconsin, *voir aussi* "Canada to use illegal low-cost finance in aircraft subsidy dispute with Brazil", *BBC Summary of World Broadcasts*, 20 janvier 2001 ("M. Tobin admet qu'un prêt à taux réduit *contreviendrait aux règles commerciales internationales*, mais il dit que c'est le seul moyen d'instaurer des conditions égales et de sauver des emplois canadiens.") (pas d'italique

13. La transaction Air Wisconsin d'un montant de 2,35 milliards de dollars a été confirmée par Bombardier le 16 avril 2001, M. Sebastien Theberge, porte-parole du Ministère du commerce international, ayant déclaré que "la transaction était, pour l'essentiel, celle qui avait été annoncée (par M. Tobin)".[22]

14. Le soutien apporté par le Compte du Canada, qui, selon les autorités canadiennes, est la source de l'aide accordée par le gouvernement canadien dans le cadre de la transaction Air Wisconsin, a été considéré par le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* comme étant une subvention à l'exportation prohibée.[23] Les mesures adoptées par le Canada pour donner suite aux constatations faites par le Groupe spécial au sujet du Compte du Canada et n'ayant pas fait l'objet d'un appel ont été contestées par le Brésil au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, comme étant incompatibles avec les dispositions de l'article 3 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a conclu, de même, que le Canada n'avait pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends en ce qui concernait le Compte du Canada.[24] Il n'a pas été fait appel de cette conclusion et le Canada n'a pas annoncé d'autres mesures visant à ce que le Compte du Canada se conforme aux obligations qui incombent au pays au titre de l'Accord SMC.

15. En fait, le Canada a réaffirmé que le soutien apporté à l'industrie canadienne des avions de transport régional par l'intermédiaire du Compte du Canada continuait de constituer une subvention à l'exportation prohibée. À l'occasion de la récente transaction Air Wisconsin et dans des documents actuels concernant le Compte du Canada, le Canada a déclaré que le soutien du Compte du Canada représentait une contribution financière qui conférait un avantage, au sens de l'article premier de l'Accord SMC, et qu'il était subordonné en droit ou en fait à l'exportation, au sens de l'article 3.1 a) du même accord.

16. S'agissant de "contribution financière", le site Web de la SEE confirme que le Compte du Canada fournit des services "d'assurance, de financement et de garantie"[25], chacun de ces services constituant soit un "transfert direct de fonds" soit un "transfert direct potentiel de fonds ou de passif", au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. En outre, comme cela a été mentionné précédemment, M. Tobin a déclaré que le soutien apporté par le Canada dans le cadre de la transaction Air Wisconsin prendrait la forme d'un prêt ou d'un financement direct, ce qui constitue un "transfert direct de fonds".

17. S'agissant d'"avantage", M. Tobin reconnaît, comme cela a été mentionné précédemment, que le soutien du Canada est comparable à ce qu'il décrit comme un soutien apporté par le Brésil à Air

---

dans l'original) (pièce n° 10 du Brésil); "Air Wisconsin orders 51 jets from Bombardier", *Milwaukee Journal Sentinel*, 17 avril 2001 ("Le gouvernement canadien accorde un taux d'intérêt bonifié à Air Wisconsin pour conclure le marché. M. Brian Tobin, Ministre canadien de l'industrie, a dit que cette *subvention* était nécessaire pour égaler les conditions offertes par un fabricant brésilien, Embraer.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 11 du Brésil); "Bombardier lashes out at professor", *Globe and Mail*, 12 janvier 2001 ("Le Ministre de l'industrie, M. Brian Tobin, a annoncé mercredi qu'Ottawa prêterait à la compagnie aérienne jusqu'à 1,7 milliard de dollars à des taux *inférieurs aux taux du marché* pour conclure la transaction [Air Wisconsin].") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 12 du Brésil); "Ottawa bankrolls jet deal", *Globe and Mail*, 11 janvier 2001 ("M. Tobin a déclaré qu'Ottawa n'avait pas d'autre choix que de riposter au moyen d'une *subvention directe à l'exportation* sans précédent afin de protéger les emplois de 24 000 travailleurs canadiens du secteur aérospatial.") (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 13 du Brésil).

[22] "Bombardier cranks up job mill after signing $2.35-billion jet deal: Federal subsidy gives U.S. airline below-market rate", *Ottawa Citizen*, 17 avril 2001 (pièce n° 14 du Brésil). *Voir aussi* "Bombardier et Air Wisconsin signent un contrat portant sur un maximum de 150 avions de transport régional à réaction CRJ200", communiqué de presse de *Bombardier*, 16 avril 2001 (pièce n° 15 du Brésil).

[23] WT/DS70/R, paragraphes 9.231 et 10.1.

[24] WT/DS70/RW (9 mai 2000) (adopté le 4 août 2000), paragraphe 6.2.

[25] Site Web de la SEE, "Comment nous fonctionnons" (pièce n° 16 du Brésil).

Wisconsin au moyen de subventions. Le Brésil rappelle la détermination de l'Organe d'appel selon laquelle il y a avantage lorsqu'une contribution financière permet à celui qui la reçoit de bénéficier de "conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché".[26] Tout soutien canadien "égalant" des conditions plus favorables que celles auxquelles Air Wisconsin a accès sur le marché est lui-même, par définition, accordé à des conditions plus favorables que celles auxquelles Air Wisconsin a accès sur le marché. En outre, le Ministre a déclaré que le Canada, à cette occasion, "utilis[ait] la capacité d'emprunt des pouvoirs publics et leur aptitude à offrir un meilleur taux d'intérêt".[27] Ces deux déclarations, ainsi que d'autres mentionnées précédemment, répondent au critère d'"avantage" de l'Organe d'appel.

18. Enfin, s'agissant de subordination à l'exportation, le site Web de la SEE confirme que "[l]e Compte du Canada est utilisé pour les transactions [en matière d'exportation] ...".[28] De même, la fiche documentaire du Compte du Canada accompagnant l'annonce faite par Industrie Canada de son soutien dans le cadre de la transaction Air Wisconsin indique que le Compte du Canada est un moyen pour la SEE de remplir son "mandat d'encourager et de développer le commerce d'exportation et d'accroître la capacité du Canada de s'y adonner et de profiter des occasions d'affaires internationales".[29]

19. Ainsi, alors que l'Organe d'appel a été d'avis que l'établissement d'éléments *prima facie* n'était pas une condition préalable à une demande de renseignements au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord avec ces éléments de preuve, le Brésil a établi *prima facie* que le soutien apporté par le Compte du Canada dans le cadre de la transaction Air Wisconsin constituait une subvention à l'exportation prohibée. Comme cela a été mentionné plus haut, le Brésil fournira, dans ses communications au présent Groupe spécial, d'autres renseignements provenant de sources publiques au sujet d'autres exemples du soutien accordé par la SEE, le Compte du Canada et IQ à l'industrie canadienne des avions de transport régional. Le Canada est toutefois le seul à détenir une preuve directe de ce soutien.

Éléments prima facie en ce qui concerne la SEE

20. Le Canada lui-même, dans le cadre de la procédure d'examen de la conformité du programme brésilien PROEX avec l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC"), a reconnu que la SEE fournissait un soutien à l'industrie canadienne des avions de transport régional à un taux inférieur aux taux d'intérêt commerciaux de référence ("TICR") fixés par l'*Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*. Le Canada a noté "des cas où certaines opérations de financement de la SEE ont été effectuées à un taux inférieur au TICR applicable à la date à laquelle la transaction a été conclue".[30]

21. L'Organe d'appel a déclaré, dans son rapport sur l'affaire *Brésil – Aéronefs*, qu'un taux d'intérêt net "inférieur au TICR pertinent tend à montrer que le versement des pouvoirs publics a dans ce cas "[servi] à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation"",

---

[26] WT/DS70/AB/R, paragraphe 158.

[27] "Ottawa backs Bombardier: Loan to U.S. firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies", *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001 (pièce n° 9 du Brésil); "Ottawa backs Bombardier", *PoliticX*, 11 janvier 2001 (pièce n° 5 du Brésil).

[28] Site Web de la SEE, "Comment nous fonctionnons" (pièce n° 16 du Brésil).

[29] "Le Canada offre des conditions de financement comparables à celles du Brésil pour préserver les emplois dans l'aérospatiale", *communiqué d'Industrie Canada*, 10 janvier 2001 (fiche documentaire concernant "la SEE et le Compte du Canada") (pièce n° 3 du Brésil).

[30] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW (9 mai 2000) (adopté le 4 août 2000), paragraphe 6.102.

au sens du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC.[31] L'Organe d'appel a noté en outre dans ce cas que le terme "avantage", au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC, était différent de l'expression "avantage important" figurant au point k) et que le point k) et la notion d'avantage important n'entraient en ligne de compte que lorsqu'un soutien était réputé conférer un avantage et constituer une subvention. Autrement dit, une aide à l'exportation qui confère un avantage important conférera toujours un avantage (*benefit* dans la version anglaise), mais une aide à l'exportation qui confère un avantage (*benefit*) n'assurera pas toujours un avantage important.[32]

22. En reconnaissant que la SEE avait prêté à des taux [ ], le Canada a aussi "tendu à montrer", selon les termes de l'Organe d'appel, que la SEE non seulement assurait un avantage important, mais conférait aussi un avantage (*benefit*).

23. S'agissant de subordination à l'exportation, l'article 10 1) de la Loi sur l'expansion des exportations dispose que la SEE a été constituée avec "pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieure du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international".[33] En tant que tel, le soutien de la SEE à l'industrie canadienne des avions de transport régional est subordonné en droit ou en fait à l'exportation, au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

24. Une fois encore, alors que l'établissement d'éléments *prima facie* n'est pas une condition préalable à une demande de renseignements au titre de l'article 13:1, les éléments de preuve fournis ci-dessus établissent en fait que le soutien de la SEE à l'industrie canadienne des avions de transport régional constitue une subvention à l'exportation prohibée.

Éléments prima facie en ce qui concerne IQ

25. En plus de l'aide fédérale, la transaction Air Wisconsin a bénéficié aussi du soutien d'IQ, en tant que partie d'un ensemble de garanties de prêt d'un montant de 226 millions de dollars mis récemment à la disposition des acquéreurs d'avions Bombardier.[34] Selon M. Jean Cyr, porte-parole d'IQ:

> ... [E]n 1996, le fonds d'investissement provincial a créé un programme de 450 millions de dollars sur cinq ans afin de fournir des garanties de prêt aux clients de Bombardier. Sur cette somme, environ 300 millions de dollars ont été utilisés et Cyr a déclaré que le 20 décembre, Bombardier "est venu nous voir et a dit qu'il négociait une grosse affaire avec Air Wisconsin qui nécessiterait" davantage que les 150 millions de dollars restants.
>
> Le cabinet provincial a donc approuvé un supplément de 76 millions de dollars, mettant un total de 226 millions de dollars à la disposition des compagnies aériennes acheteuses d'avions Bombardier. Cette somme ne sera pas entièrement consacrée à la transaction Air Wisconsin, a dit Cyr.[35]

---

[31] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R (2 août 1999) (adopté le 20 août 1999), paragraphe 182.

[32] WT/DS46/AB/R, paragraphe 179.

[33] Loi sur l'expansion des exportations (pièce n° 17 du Brésil).

[34] "Ottawa backs Bombardier: Loan to U.S. firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies", *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001 ("En plus de l'aide fédérale, Bombardier a aussi obtenu 226 millions de dollars de garanties de prêt d'Investissement Québec, en partie pour la transaction avec Air Wisconsin ...") (pièce n° 9 du Brésil).

[35] *Id*.

26. Tels qu'ils ont été rapportés, les commentaires de M. Cyr, porte-parole d'IQ, établissent qu'IQ a fourni à la fois une contribution financière, sous forme de garanties de prêt, et un avantage, en substituant la cote de crédit du gouvernement du Québec à celle de l'emprunteur, Air Wisconsin. Ce principe a été fermement établi par le Canada lui-même lorsque celui-ci, dans l'affaire *Brésil - Aéronefs*, a décrit l'effet bénéfique d'une garantie de prêt dans les termes suivants:

> La transaction citée par le Brésil est une simple garantie de prêt de l'Ex-Im Bank des États-Unis en vertu de laquelle le gouvernement des États-Unis étend son propre risque de crédit souverain pour couvrir un pourcentage du montant financé. Dans ces circonstances, la banque prêteuse établit des conditions de financement en fonction du risque encouru par le gouvernement des États-Unis, et non par l'emprunteur.[36]

Ainsi, l'apport d'une garantie et la substitution de la cote de crédit du gouvernement à celle de l'emprunteur confèrent un avantage.

27. S'agissant de subordination à l'exportation, l'article 25 de la Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec dispose que la société IQ a notamment pour mission de favoriser "l'exportation".[37] De même, le paragraphe 1 du Décret n° 572-2000 du gouvernement du Québec habilite IQ à apporter son soutien financier afin d'inciter les entreprises, entre autres, à réaliser des projets d'exportation, y compris, au titre du paragraphe 2, la vente de biens à l'extérieur du Québec.[38] Par ailleurs, le paragraphe 2 du Décret n° 841-2000 du gouvernement du Québec fait obligation à IQ de limiter son soutien financier à, entre autres, la réalisation de projets de "développement de marchés"[39] qui, conformément au paragraphe 3, ont notamment pour objet l'accroissement des ventes à l'exportation et la vente de biens à l'extérieur du Québec.[40] Le paragraphe 10 de l'Annexe II du Décret n° 841-2000 donne des renseignements supplémentaires au sujet des projets de "développement de marchés" qui peuvent bénéficier d'un soutien d'IQ, par exemple la promotion des exportations sur un marché existant, la formation de consortiums d'exportation et la marge de crédit à l'exportation.[41]

28. Lors des consultations, le Brésil a demandé au Canada des détails concernant IQ et ses activités. Les représentants du Canada ont déclaré qu'ils n'avaient aucune information concernant IQ, n'avaient fait venir aucun responsable qui soit en mesure de procéder à un échange de vues au sujet d'IQ dans le cadre des consultations et n'étaient donc pas prêts à débattre de cette question. Le Membre dont les actions ont donné lieu à des consultations est tenu, en vertu de l'article 4:2 du Mémorandum d'accord, d'examiner avec compréhension les demandes d'autres Membres. En l'absence de toute information fournie par le Canada, l'élément de preuve qui vient d'être exposé est

---

[36] WT/DS46/RW, annexe 1-2, paragraphe 36.

[37] Loi sur Investissement-Québec et sur garantie-Québec (pièce n° 18 du Brésil).

[38] Décret n° 572-2000 du 9 mai 2000 concernant le programme du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi, paragraphe 1 ("1. Le présent programme vise à permettre à Investissement-Québec, dans le cadre de la réalisation de sa mission, d'apporter son soutien financier afin d'inciter les entreprises à réaliser des projets d'investissement et d'exportation et de favoriser l'émergence de nouveaux projets ... ") (pièce n° 19 du Brésil). *Voir aussi id.* au paragraphe 2 (""exportation": toute activité ayant pour objet: la vente de biens, la prestation de services et l'exécution de contrats à l'extérieur du Québec".)

[39] Décret n° 841-2000, 28 juin 2000, concernant le Programme d'aide au financement des entreprises, paragraphe 2 ("L'aide financière accordée en vertu du présent programme doit avoir pour objet ... de développement de marchés ...) (pièce n° 20 du Brésil).

[40] *Id.* au paragraphe 3 ("Développement de marchés: ... – la commercialisation ... pour l'accroissement de ventes ... à l'extérieur du Québec; – la vente de biens ... à l'extérieur du Québec; – la formation d'un groupement d'entreprises à des fins de vente de biens ... à l'extérieur du Québec ...").

[41] *Id.* à l'annexe II, paragraphe 10 (10. Développement de marchés: ... – la promotion des exportations sur un marché existant; ... – la formation de consortiums d'exportation; ... – la marge de crédit à l'exportation ...).

suffisant pour établir *prima facie* que le soutien d'IQ constitue une subvention à l'exportation prohibée.

Documents et renseignements à demander

29. Pour faciliter une évaluation objective de la question dont le Groupe spécial est saisi, qui est de savoir si la SEE, le Compte du Canada et IQ accordent des subventions à l'exportation prohibées afin de soutenir les ventes de l'industrie canadienne des avions de transport régional, le Brésil estime que le Groupe spécial devrait demander, au minimum, des documents contenant les informations ci-après, portant spécifiquement sur des transactions et couvrant la période allant du 1er janvier 1995 à ce jour:

- Type de soutien (par exemple, prêt, garantie de prêt, garantie sur titres, soutien en capital, etc.)
- Taux d'intérêt de base accordé au bénéficiaire (pour des transferts directs de fonds) ou obtenu par le bénéficiaire (pour des transferts directs potentiels de fonds)
- Marge de risque ajoutée au taux d'intérêt de base
- Commission et/ou prime imputée
- Durée du soutien
- Cote de crédit du bénéficiaire
- Date de la transaction
- Valeur de la transaction (dans la monnaie de la transaction)
- Valeur du soutien apporté par la SEE/le Compte du Canada/IQ dans le cadre de la transaction (dans la monnaie de la transaction)
- Modalité de la transaction en matière de paiement au comptant
- Extension du soutien de la SEE/du Compte du Canada/d'IQ aux pièces détachées
- Toutes conditions liées à l'octroi ou à l'obtention du soutien

Conclusion

30. Pour les raisons précitées, le Brésil demande que le Groupe spécial exerce immédiatement son pouvoir discrétionnaire de demander au Canada des documents concernant le soutien apporté par la SEE, le Compte du Canada et IQ dans le cadre des transactions portant sur des avions canadiens de transport régional, à compter du 1er janvier 1995, y compris, mais pas uniquement, la transaction Air Wisconsin. Ces renseignements confidentiels ne sont pas accessibles auprès de sources publiques et le manquement du Canada à les produire, que ce soit lors du précédent différend *Canada – Aéronefs* ou jusqu'ici, dans le cadre de la présente procédure, est bien établi. Une demande émanant du Groupe spécial afin que le Canada produise ces renseignements documentaires, conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, est "nécessaire et appropriée" pour permettre au Groupe spécial de s'acquitter de sa responsabilité de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi", conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord.

Liste des pièces présentées par le Brésil

Questions posées par le Brésil au Canada lors des consultations	Pièce n° 1
"Bombardier Snags $2.4 B order from U.S. airline: Air Wisconsin: Government helps out with low-cost loan", *The National Post*, 17 avril 2001	Pièce n° 2
"Le Canada offre des conditions de financement comparables à celles du Brésil pour préserver les emplois dans l'aérospatiale", *communiqué d'Industrie Canada*, 10 janvier 2001	Pièce n° 3
"Canadian government lends $1.7 billion to Bombardier", *Canadian Machinery and Metalworking*, 11 janvier 2001	Pièce n° 4
"Ottawa backs Bombardier", *PoliticX*, 11 janvier 2001	Pièce n° 5
"Canada to aid Bombardier in jet deal: Tobin vows to protect jobs in subsidy battle with Brazil", *Ottawa Citizen*, 11 janvier 2001	Pièce n° 6
"Canada to match illegal Brazilian aerospace subsidies to save market share", *Ottawa Citizen*, 11 janvier 2001	Pièce n° 7
"Ottawa Backs Bombardier in Brazil Trade War", *Globe and Mail*, 10 janvier 2001	Pièce n° 8
"Ottawa backs Bombardier: Loan to U.S. firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies", *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001	Pièce n° 9
"Canada to use illegal low-cost finance in aircraft subsidy dispute with Brazil", *BBC Summary of World Broadcasts*, 20 janvier 2001	Pièce n° 10
"Air Wisconsin orders 51 jets from Bombardier", *Milwaukee Journal Sentinel*, 17 avril 2001	Pièce n° 11
"Bombardier lashes out at professor", *Globe and Mail*, 12 janvier 2001	Pièce n° 12
"Ottawa bankrolls jet deal", *Globe and Mail*, 11 janvier 2001	Pièce n° 13
"Bombardier cranks up job mill after signing $2.35-billion jet deal: Federal subsidy gives U.S. airline below-market rate", *Ottawa Citizen*, 17 avril 2001	Pièce n° 14
"Bombardier et Air Winconsin signent un contrat portant sur un maximum de 150 avions de transport régional à réaction CRJ200", *communiqué de presse de Bombardier*, 16 avril 2001	Pièce n° 15
Site Web de la SEE, "Comment nous fonctionnons"	Pièce n° 16
Loi sur l'expansion des exportations	Pièce n° 17

Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec	Pièce n° 18
Décret n° 572-2000 du 9 mai 2000 concernant le programme du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	Pièce n° 19
Décret n° 841-2000 du 28 juin 2000 concernant le Programme d'aide au financement des entreprises	Pièce n° 20

ANNEXE A-3

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL

Volume 1 sur 4 (communication explicative)

(30 mai 2001)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION A-20

II. PREMIÈRE MISE EN CAUSE PAR LE BRÉSIL DES PROGRAMMES CONSIDÉRÉS A-22

A. COMPTE DU CANADA A-22

B. SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS A-23

C. INVESTISSEMENT QUÉBEC A-24

III. SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS ("SEE") A-25

A. LA SEE A ÉTÉ CRÉÉE POUR FOURNIR DES SERVICES FINANCIERS AUX EXPORTATEURS CANADIENS À DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES QUE CELLES QU'ILS POURRAIENT OBTENIR SUR LE MARCHÉ A-25

B. LE CANADA UTILISE LES "GUICHETS COMMERCIAUX" POUR FOURNIR DES SERVICES FINANCIERS AUX EXPORTATEURS CANADIENS À DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES QUE CELLES QU'ILS POURRAIENT OBTENIR SUR LE MARCHÉ A-27

C. LA SEE FOURNIT UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL A-30

D. LA SEE CONFÈRE UN AVANTAGE À L'INDUSTRIE DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL A-33

1. Des conditions plus favorables que celles qui sont prévues dans l'*Arrangement de l'OCDE* sont des éléments de preuve positifs de l'existence d'un avantage A-33

2. La SEE accorde des crédits à l'exportation à des conditions plus favorables que celles que prévoit l'*Arrangement de l'OCDE* A-35

3. Des services financiers qui "complètent" le marché confèrent un avantage A-36

4. La fourniture par les pouvoirs publics de services financiers de meilleure qualité que ceux qui peuvent être obtenus sur le marché est un avantage A-37

5. Des garanties d'État confèrent un avantage A-38

E. LA SEE EST SUBORDONNÉE À L'EXPORTATION A-38

F. LE CANADA ACCORDE DES SUBVENTIONS PROHIBÉES PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA SEE A-39

IV. COMPTE DU CANADA A-39

A. LE COMPTE DU CANADA FOURNIT UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE A-41

B. LE COMPTE DU CANADA CONFÈRE UN AVANTAGE A-41

C. LE SOUTIEN DU COMPTE DU CANADA EST SUBORDONNÉ À L'EXPORTATION A-41

D. LE CANADA ACCORDE DES SUBVENTIONS PROHIBÉES PAR L'INTERMÉDIAIRE DU COMPTE DU CANADA A-42

V. INVESTISSEMENT QUÉBEC A-42

A. IQ FOURNIT UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL A-44

B. IQ PROCURE UN AVANTAGE À L'INDUSTRIE DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL A-44

C. LE PROGRAMME IQ EST SUBORDONNÉ À L'EXPORTATION A-45

D. LE CANADA ACCORDE DES SUBVENTIONS PROHIBÉES PAR L'INTERMÉDIAIRE D'IQ A-47

VI. CONCLUSION A-47

Liste des pièces présentées par le Brésil

(Les pièces n° 1 à n° 20 sont jointes à la lettre du 21 mai 2001 du Brésil au Groupe spécial.)

Questions posées par le Brésil au Canada lors des consultations	Pièce n° 1
"Bombardier Snags $2.4 B order from U.S. airline: Air Wisconsin: Government helps out with low-cost Loan", *The National Post*, 17 avril 2001	Pièce n° 2
"Le Canada offre des conditions de financement comparables à celles du Brésil pour préserver les emplois dans l'aérospatiale", *communiqué d'Industrie Canada*, 10 janvier 2001	Pièce n° 3
"Canadian government lends $1.7 billion to Bombardier", *Canadian Machinery and Metalworking*, 11 janvier 2001	Pièce n° 4
"Ottawa backs Bombardier", *PoliticX*, 11 janvier 2001	Pièce n° 5
"Canada to aid Bombardier in jet deal: Tobin vows to protect jobs in subsidy battle with Brazil", *Ottawa Citizen*, 11 janvier 2001	Pièce n° 6
"Canada to match illegal Brazilian aerospace subsidies to save market share", *Ottawa Citizen*, 11 janvier 2001	Pièce n° 7
"Ottawa Backs Bombardier in Brazil Trade War", *Globe and Mail*, 10 janvier 2001	Pièce n° 8
"Ottawa backs Bombardier: Loan to U.S. firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies", *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001	Pièce n° 9
"Canada to use illegal low-cost finance in aircraft subsidy dispute with Brazil", *BBC Summary of World Broadcasts*, 20 janvier 2001	Pièce n° 10
"Air Wisconsin orders 51 jets from Bombardier", *Milwaukee Journal Sentinel*, 17 avril 2001	Pièce n° 11
"Bombardier lashes out at professor", *Globe and Mail*, 12 janvier 2001	Pièce n° 12
"Ottawa bankrolls jet deal", *Globe and Mail*, 11 janvier 2001	Pièce n° 13
"Bombardier cranks up job mill after signing $2.35-billion jet deal: Federal subsidy gives U.S. airline below-market rate", *Ottawa Citizen*, 17 avril 2001	Pièce n° 14
"Bombardier et Air Winconsin signent un contrat portant sur un maximum de 150 avions de transport régional à réaction CRJ200", *communiqué de presse de Bombardier*, 16 avril 2001	Pièce n° 15
Site Web de la SEE, "Comment nous fonctionnons"	Pièce n° 16
Loi sur l'expansion des exportations	Pièce n° 17
Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec	Pièce n° 18
Décret n° 572-2000 du 9 mai 2000 concernant le programme du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	Pièce n° 19

Décret n° 841-2000 du 28 juin 2000 concernant le Programme d'aide au financement des entreprises	Pièce n° 20
Transcription de la conférence de presse de M. Brian Tobin, Ministre de l'industrie, 10 janvier 2001	Pièce n° 21
RAPPORT ANNUEL 2000 DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS	Pièce n° 22
GUIDE DE RÉFÉRENCE 1999-2000 DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS	Pièce n° 23
SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS, *Message du président du Conseil et du président (1995)*	Pièce n° 24
Dépositions de représentants de la SEE, Sénat du Canada, 35ème législature, première session, Délibérations du comité sénatorial permanent des banques et du commerce, fascicule n° 48, 28 novembre 1995	Pièce n° 25
Déposition du président de la SEE, M. Ian Gillespie, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, 6 novembre 1997	Pièce n° 26
WT/DS46/RW, annexe 1-4, Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial	Pièce n° 27
RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL (CPAECI), EXAMEN DE LA LOI SUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS	Pièce n° 28
Lawrence H. Summers, "The Importance of Continuing to Fight Against International Trade Finance Subsidies", Remarks at the 65th Anniversary of the Export Import Bank, 16 mai 2000	Pièce n° 29
Steve Cutts & Janet West, "The arrangement on export credits", *OECD Observer*, 1er avril 1998	Pièce n° 30
SEE, RÉSUMÉ DU PLAN DE LA SOCIÉTÉ 2000-2004	Pièce n° 31
Stephen S. Poloz, "Les perspectives mondiales des transports: turbulences modérées à l'horizon", 11 septembre 2000	Pièce n° 32
Analyse par régression	Pièce n° 33
Dominic Jones, "Ready, Steady ...," *Air Finance Journal*, janvier 2000	Pièce n° 34
"Bombardier obtient une importante commande de Regional Jet de Canadair du transporteur australien Kendell Airlines", *communiqué de presse de Bombardier*, 21 octobre 1998	Pièce n° 35
ASA Holdings, Inc., formulaire 10-Q, déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières et des opérations boursières des États-Unis (Securities and Exchange Commission) pour le trimestre s'achevant le 31 mars 1997	Pièce n° 36
ASA Holdings, Inc., rapport annuel 1997, "Liquidity and Capital Resources", Lexis Disclosure Report	Pièce n° 37

ASA Holdings, Inc., formulaire 10-K de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 1998	Pièce n° 38
Comair Holdings, Inc., formulaire 10-K de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 mars 1998	Pièce n° 39
Comair Holdings, Inc., formulaire 10-Q de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour le trimestre s'achevant le 30 juin 1998	Pièce n° 40
Midway Airlines Corp., formulaire 10-K de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 1997	Pièce n° 41
Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (1998)	Pièce n° 42
Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (1992)	Pièce n° 43
Atlantic Coast Airlines Holdings, Inc., formulaire 10-K de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 2000	Pièce n° 44
Dépositions de représentants de la SEE, Chambre des communes du Canada, 35ème législature, première session, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, séance n° 43	Pièce n° 45
SEE, RÉSUMÉ DU RAPPORT AU CONSEIL DU TRÉSOR SUR LES TRANSACTIONS PORTÉES AU COMPTE DU CANADA POUR L'EXERCICE 1998-1999	Pièce n° 46
Budget 1998-1999, discours sur le budget prononcé à l'Assemblée nationale par M. Bernard Landry, Vice-Premier Ministre et Ministre d'État de l'économie et des finances, 31 mars 1998	Pièce n° 47
Loi sur la Société de Développement Industriel de Québec	Pièce n° 48
Mémorandum d'offre	Pièce n° 49
Lettres de banque	Pièce n° 50
Monica Biringer, "Cross-Border Equipment Leasing May Reduce Financing Costs for Canadian Users", 5 *Journal of International Taxation* 230 (mai 1994)	Pièce n° 51

I. INTRODUCTION

1. Le 10 janvier 2001, le Ministre canadien de l'industrie, M. Brian Tobin, a annoncé que le Canada accorderait des crédits à l'exportation qui étaient contraires aux obligations du Canada au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC" ou "Accord") afin d'aider le transporteur régional américain Air Wisconsin à acquérir 75 avions à réaction, avec une option sur l'achat de 75 appareils supplémentaires, auprès du constructeur canadien Bombardier.[42] Le communiqué publié à l'issue de la conférence de presse de M. Tobin a désigné la Société pour l'expansion des exportations ("SEE") et le Compte du Canada comme étant les sources de la subvention.[43] Au cours de sa conférence de presse, M. Tobin a également mentionné l'aide fournie par la province du Québec.[44]

2. Le 22 janvier 2001, se fondant sur la déclaration de M. Tobin et sur d'autres renseignements qu'il avait obtenus, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec le Canada. Le Brésil partait de la conviction que des crédits à l'exportation, au sens du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC, étaient accordés par la société canadienne SEE et par le Compte du Canada pour soutenir les ventes de l'industrie canadienne des avions de transport régional et que des garanties de prêts, au sens du point j) de l'Annexe I de l'Accord, étaient accordées à cette industrie par la province du Québec par l'intermédiaire de son agence, Investissement Québec ("IQ"). Le Brésil considérait que l'ensemble de ces mesures constituaient des subventions, au sens de l'article premier de l'Accord, et qu'elles étaient subordonnées, en droit ou en fait, à l'exportation, au sens de l'article 3 de l'Accord.

3. Des consultations ont eu lieu à Genève le 21 février 2001. Les représentants du Canada à ces consultations n'ont pas pu ou n'ont pas voulu préciser si l'aide à l'industrie canadienne des avions de transport régional serait fournie par le Compte du Canada ou par la SEE, ou par les deux, ni donner de détails plus précis que ceux qu'avait communiqués M. Tobin. Ils ont déclaré en outre ne pas bien connaître IQ et donc ne pas être en mesure de répondre aux questions du Brésil à ce sujet.

4. Le Canada se refusant lors des consultations à fournir tout renseignement au sujet de la SEE, du Compte du Canada ou d'IQ en général, ou de la transaction Air Wisconsin en particulier, le Brésil en a conclu que le Canada n'avait pas fait preuve de la "compréhension" prescrite à l'article 4:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord sur le règlement des différends" ou "Mémorandum d'accord") et que le différend ne pourrait être réglé par voie de consultations.

5. Le 1er mars 2001, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article XXIII du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 4.4 de l'Accord SMC. Il a demandé que le Groupe spécial examine et constate ce qui suit:

> 1. Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

---

[42] Transcription de la conférence de presse de M. Brian Tobin, Ministre de l'industrie, 10 janvier 2001, paragraphe 7 ("Conférence de presse de Tobin") (pièce n° 21 du Brésil). La transcription a été faite à partir d'un enregistrement de la conférence de presse réalisé par la Tribune de la presse parlementaire canadienne, groupe de journalistes accrédités auprès du gouvernement et du Parlement canadiens et disposant d'un espace de travail dans les locaux du Parlement.

[43] "Le Canada offre des conditions de financement comparables à celles du Brésil pour préserver les emplois dans l'aérospatiale", *communiqué d'Industrie Canada*, 10 janvier 2001 (pièce n° 3 du Brésil).

[44] Conférence de presse de Tobin, paragraphe 7 (pièce n° 21 du Brésil).

2. Le Canada n'a pas mis en œuvre le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5, adopté par l'ORD, demandant que le Canada retire les subventions au titre du Compte du Canada.

3. Le Canada, au mépris des décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends, continue d'octroyer ou offre d'octroyer des crédits à l'exportation à l'industrie des avions de transport régional par l'intermédiaire du Compte du Canada, qui sont des subventions prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

4. L'octroi ou l'offre d'octroi par le Canada de crédits à l'exportation au titre du Compte du Canada à Air Wisconsin est une subvention à l'exportation prohibée au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

5. Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE, ou par son intermédiaire, sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

6. L'octroi ou l'offre d'octroi par le Canada de crédits à l'exportation fournis par la SEE, ou par son intermédiaire, à Air Wisconsin est une subvention à l'exportation prohibée au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

7. Les crédits à l'exportation et les garanties accordés par *Investissement Québec*, y compris les garanties de prêts, les garanties sur titres, les garanties de la valeur résiduelle et les "garanties de pertes initiales" sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.[45]

6. Par ailleurs, le Brésil a demandé que le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends ("ORD") prescrive au Canada de retirer sans tarder ces subventions prohibées.[46] Le 12 mars 2001, l'ORD a établi le Groupe spécial et l'a doté du mandat type. Les parties ne parvenant pas à se mettre d'accord sur la composition du Groupe spécial, le Brésil a demandé le 7 mai 2001 que le Directeur général détermine cette composition. Le 11 mai 2001, le Directeur général a annoncé la composition du Groupe spécial.

7. Dans la présente communication, le Brésil commentera tout d'abord sa première mise en cause des programmes considérés, en commençant par le Compte du Canada pour passer ensuite à la SEE et conclure avec IQ. Cependant, étant donné que le Compte du Canada est géré par la SEE, les faits complexes dans le présent différend seront mieux compris si la discussion sur le fond porte d'abord sur la SEE, puis sur le Compte du Canada. Par conséquent, après l'exposé de la première affaire, qui commence avec le Compte du Canada, le Brésil passera à la présentation des faits et des arguments concernant la présente affaire en s'intéressant à la SEE. Au cours de l'examen de la SEE et du Compte du Canada, l'expression "Compte de la Société" est parfois employée. Cela renvoie à des opérations qui sont à la fois gérées par la SEE et placées sous la responsabilité financière de la SEE.[47]

---

[45] *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, Demande d'établissement d'un Groupe spécial présentée par le Brésil, WT/DS222/2 (1er mars 2001).

[46] *Id*.

[47] Bien que cela ait été la position du Canada dans le passé, le Brésil note que le rapport annuel de la SEE indique que "la SEE agit à tous égards à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. Toutes les obligations qu'elle contracte sous forme d'instruments d'emprunt constituent des obligations du Canada." RAPPORT ANNUEL 2000 DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS, page 47 ("Rapport annuel 2000 de la SEE") (pièce n° 22 du Brésil).

Le Compte du Canada, comme on l'explique ci-après[48], est géré par la SEE mais est placé sous la responsabilité financière du gouvernement du Canada.

II. PREMIÈRE MISE EN CAUSE PAR LE BRÉSIL DES PROGRAMMES CONSIDÉRÉS

8. C'est la deuxième fois que le Groupe spécial a l'occasion d'examiner le programme de la SEE, le programme Compte du Canada et le programme Q, par l'intermédiaire desquels le Canada subventionne les exportations d'avions de transport régional fabriqués par Bombardier.[49] Le Brésil a pris la décision inhabituelle de mettre en cause ces trois mesures pour la deuxième fois pour les raisons suivantes: 1) s'agissant d'une des mesures – l'aide à l'exportation fournie par l'intermédiaire du Compte du Canada –, le Canada continue d'utiliser un programme précédemment jugé contraire à ses engagements au titre de l'Accord SMC; 2) s'agissant d'une autre de ces mesures – l'aide à l'exportation fournie par l'intermédiaire de la SEE –, des renseignements supplémentaires et des faits nouveaux ont conduit le Brésil à donner suite à la suggestion faite par l'Organe d'appel, lors de la précédente procédure, de porter à nouveau l'affaire devant un groupe spécial; et 3) s'agissant de la troisième mesure – l'aide à l'exportation fournie par l'intermédiaire d'IQ – le Brésil a obtenu des renseignements supplémentaires à l'appui de ses allégations.

A. COMPTE DU CANADA

9. Le 29 août 1999, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été confirmé par l'Organe d'appel, dans l'affaire "*Canada – Aéronefs*". Il ressortait de ce rapport que les crédits à l'exportation accordés par le Compte du Canada étaient des subventions subordonnées en droit aux résultats à l'exportation et qu'ils étaient donc prohibés en vertu de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. L'ORD a recommandé que le Canada retire ces subventions dans un délai de 90 jours.

10. Dans un rapport de situation soumis à l'ORD le 18 novembre 1999, le Canada déclarait:

> S'agissant du financement sous forme de crédits accordé au titre du Compte du Canada pour l'exportation d'avions canadiens de transport régional, dont il a été constaté qu'il était incompatible avec les obligations résultant pour le Canada de l'Accord SMC, *le Canada informe l'ORD qu'après le 18 novembre 1999 aucune livraison d'avions de transport régional ne bénéficiera d'un tel financement du Compte du Canada*. En outre, le Ministre du commerce international a approuvé une ligne directrice prévoyant que les futures opérations du Compte du Canada dans tous les secteurs, et pas seulement celles qui concernent le secteur des avions de transport régional, devront être conformes à l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Le Ministre s'engage ainsi à ne pas autoriser qu'une opération soit menée au titre du Compte du Canada si elle n'est pas conforme à l'Arrangement. Aucune opération du Compte du Canada ne peut être effectuée sans autorisation ministérielle.[50]

11. Le Brésil a été d'avis que cette mesure était insuffisante pour mettre en œuvre la décision et la recommandation de l'ORD au sujet du Compte du Canada et, par conséquent, a demandé un réexamen conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial établi pour examiner la

---

[48] *Voir infra*, paragraphe 74.

[49] La première occasion était l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R (14 avril 1999) (adopté le 20 août 1999) et WT/DS70/AB/R (2 août 1999) (adopté le 20 août 1999).

[50] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Rapport de situation du Canada*, WT/DS70/8 (26 novembre 1999). (pas d'italique et non souligné dans l'original)

question a donné raison au Brésil, concluant que "le Canada n'a[vait] pas mis en œuvre la recommandation de l'ORD en date du 20 août 1999 visant à ce que le Canada retire l'aide accordée par le Compte du Canada au secteur canadien des aéronefs de transport régional dans un délai de 90 jours".[51]

12. Le Canada n'a pas fait appel de cette conclusion. Depuis cette date, cependant, il n'a rien fait pour mettre en œuvre la recommandation de l'ORD et ne remplit toujours pas ses obligations au titre de l'Accord SMC.

13. La promesse faite par le Canada à l'ORD "qu'après le 18 novembre 1999 aucune livraison d'avions de transport régional ne bénéficiera d'un tel financement du Compte du Canada" n'a pas été tenue le 10 janvier 2001 lorsque M. Tobin a annoncé que le Canada avait l'intention d'apporter son soutien à la vente entre Bombardier et Air Wisconsin à l'aide de subventions illicites. Ces subventions étaient accordées dans des conditions qui, M. Tobin l'a admis, étaient incompatibles avec l'Accord SMC.[52]

B. SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

14. Le Brésil a aussi mis en cause la SEE dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Dans cette affaire, le Brésil a été très gêné par le fait que le Canada n'avait pas notifié à l'OMC les détails pertinents du programme de subventions de la SEE, comme le prescrivait l'article 25 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a par conséquent demandé des renseignements spécifiques au Canada, renseignements que le Canada a refusé de fournir.[53] Tout en "regret[tant] ... vivement que le Canada ait refusé de communiquer les renseignements demandés,"[54] le Groupe spécial a conclu qu'en l'absence des renseignements demandés au Canada, le Brésil n'avait pas établi d'éléments *prima facie* à l'appui de son argumentation et il a donc donné raison au Canada.[55]

15. Le Brésil a fait appel, faisant valoir que le Groupe spécial avait commis une erreur de droit en ne tirant pas des déductions défavorables au Canada du refus de celui-ci de fournir les renseignements demandés par le Groupe spécial lui-même. Dans un avis qui faisait ressortir la responsabilité des parties de fournir des renseignements aux groupes spéciaux, l'Organe d'appel a également fait ressortir le pouvoir spécifique des groupes spéciaux de tirer les déductions appropriées du manquement des parties à fournir les renseignements demandés.[56] L'Organe d'appel a déclaré ensuite que s'il avait "statué sur la question qui se posait au Groupe spécial, [il aurait] certes pu conclure que les faits consignés au dossier justifiaient bien la déduction que les renseignements non communiqués par le Canada" étaient défavorables au Canada.[57] Il a toutefois conclu que bien qu'il eût pu statuer différemment sur la question, le Groupe spécial n'avait pas commis d'erreur de droit ni abusé de son pouvoir discrétionnaire.[58]

16. En rejetant l'appel du Brésil, l'Organe d'appel a fait une suggestion extrêmement inhabituelle - si ce n'est sans précédent -, à savoir que le Brésil porte l'affaire à nouveau devant un groupe spécial. "En formulant cette constatation", a déclaré l'Organe d'appel, "nous ne voulons pas donner à entendre

---

[51] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/RW (9 mai 2000) (adopté le 4 août 2000), paragraphe 6.2.

[52] *Voir, par exemple*, Conférence de presse de Tobin, paragraphe 66 (pièce n° 21 du Brésil). *Voir aussi* la lettre du Brésil au Groupe spécial en date du 21 mai 2001, paragraphes 12 et 13.

[53] WT/DS70/R, paragraphe 9.176.

[54] WT/DS70/R, paragraphe 9.178.

[55] WT/DS70/R, paragraphe 9.182.

[56] WT/DS70/AB/R, paragraphes 181 à 206.

[57] WT/DS70/AB/R, paragraphe 205 (note de bas de page omise).

[58] *Id.*

que le Brésil ne peut pas formuler une autre plainte à l'égard du Canada dans le cadre du système de règlement des différends , au titre des dispositions de l'*Accord SMC* et du Mémorandum d'accord, au sujet de la compatibilité de certaines mesures de financement de la SEE avec les dispositions de l'*Accord SMC*".[59] L'Organe d'appel a même suggéré une autre procédure que le Brésil pourrait considérer dans le cadre du Comité des subventions et des mesures compensatoires.[60]

17. Le Brésil n'a pas donné suite immédiatement à la suggestion de l'Organe d'appel parce que les parties étaient engagées activement dans des négociations depuis août 1999 et s'efforçaient de surmonter leurs divergences. Cependant, ces négociations n'ont pas donné de résultats et, compte tenu des mesures prises ultérieurement par le Canada, le Brésil a décidé d'agir comme l'Organe d'appel l'avait suggéré et de "formuler une autre plainte à l'égard du Canada dans le cadre du système de règlement des différends, au titre des dispositions de l'*Accord SMC* et du Mémorandum d'accord, au sujet de la compatibilité de certaines mesures de financement de la SEE avec les dispositions de l'*Accord SMC*".

18. Au cours de la présente procédure, le Brésil communiquera au présent Groupe spécial les éléments de preuve qui, lorsqu'ils ont été présentés au Groupe spécial précédent, ont conduit celui-ci à demander au Canada des renseignements spécifiques. Le Brésil présentera aussi les éléments de preuve qu'il a pu obtenir par la suite, en dépit du manque de transparence qui caractérise en permanence les opérations de la SEE. Le Brésil estime que le présent Groupe spécial, comme le précédent, devrait demander au Canada de produire tout renseignement dont il a besoin pour procéder à une évaluation objective de tous les faits pertinents. Dans sa lettre du 21 mai 2001, le Brésil a demandé au Groupe spécial de faire une demande appropriée au Canada afin d'obtenir les renseignements relatifs au présent différend dont le Canada est le seul détenteur. Si le Canada persistait dans son refus de fournir ces renseignements, le Brésil demanderait au présent Groupe spécial, compte tenu de l'analyse approfondie réalisée par l'Organe d'appel aux paragraphes 181 à 206 de son rapport sur l'affaire *Canada – Aéronefs*, de tirer les déductions défavorables appropriées.

C. INVESTISSEMENT QUÉBEC

19. En ce qui concerne IQ, le Groupe spécial précédent a conclu lui aussi que le Brésil n'avait pas présenté d'éléments de preuve suffisants pour établir *prima facie* le bien-fondé de ses allégations.[61] Lors de cette procédure également, le Brésil était gêné par le manque de transparence des programmes canadiens. Le Brésil a appelé l'attention sur l'examen de la politique commerciale du Canada de novembre 1998 en tant qu'élément de preuve des subventions fournies par IQ, notant que cette aide consistait à "accord[er] des garanties à l'exportation pour des projets jugés trop risqués par les institutions financières privées".[62] Cependant, le Groupe spécial a conclu que le mécanisme d'examen des politiques commerciales n'était pas "destiné à servir de base pour assurer le respect d'obligations spécifiques découlant des accords ni pour des procédures de règlement des différends" et a donc refusé de prendre en compte cet élément de preuve.[63]

20. Comme pour les autres programmes, le Canada a refusé, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, de fournir les renseignements demandés par le Groupe spécial au sujet d'IQ.[64] Dans la présente procédure, le Brésil continue d'être gêné par le manque de transparence du programme et il a donc inclus IQ dans la demande qu'il a adressée au Groupe spécial le 21 mai. Ayant pu néanmoins obtenir

[59] WT/DS70/AB/R, paragraphe 206.
[60] *Id.*
[61] WT/DS70/R, paragraphe 9.275.
[62] WT/DS70/R, paragraphe 9.274.
[63] *Id.*
[64] WT/DS70/R, paragraphe 9.272.

quelques renseignements supplémentaires au sujet d'IQ, le Brésil transmet ces renseignements au Groupe spécial dans la présente communication.

III. SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS ("SEE")

A. LA SEE A ÉTÉ CRÉÉE POUR FOURNIR DES SERVICES FINANCIERS AUX EXPORTATEURS CANADIENS À DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES QUE CELLES QU'ILS POURRAIENT OBTENIR SUR LE MARCHÉ

21. La SEE a été créée en 1969 avec "pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international".[65] Son statut de société d'État lui confère trois privilèges importants:

1. Elle ne paie pas d'impôt sur les bénéfices.
2. Elle n'a pas à verser de dividendes.
3. Elle peut emprunter grâce au crédit accordé au gouvernement du Canada.[66]

22. Selon les termes mêmes employés par la SEE, "l'important pour la SEE, c'est le volume, alors que d'autres institutions financières attachent plus d'importance aux bénéfices dégagés".[67] "Si la SEE était privatisée", souligne la Société, "elle chercherait davantage à dégager le plus de bénéfices possibles qu'à maximiser les exportations. Par conséquent, en tant que société privée, si elle voulait verser à ses actionnaires le plus de dividendes possibles elle ne pourrait plus servir des segments du marché qui ne trouvent déjà pas de services satisfaisants auprès des prêteurs et des assureurs commerciaux ... En tant que société d'État, la SEE sert les Canadiens comme d'autres institutions financières ne le font pas."[68]

23. La SEE a fait savoir à maintes reprises qu'en portant les exportations plutôt que les bénéfices à un niveau aussi élevé que possible, elle avait pour objectif de fournir des services financiers aux exportateurs canadiens à des conditions plus favorables que celles qu'ils pouvaient obtenir sur le marché:

- "Les entreprises canadiennes ont du mal à trouver des capitaux pour des ventes et des investissements à l'étranger. Beaucoup d'entre elles n'ont tout simplement pas les moyens dont disposent leurs concurrentes plus capitalisées pour mobiliser le financement par emprunt et le financement des investissements."[69]

- "Le commerce international est risqué et il exige des moyens financiers qui manquent souvent à cause de ces risques. La SEE a été créée afin d'aider les entreprises canadiennes à gérer ces risques et afin d'accroître la capacité de financement international mise à leur disposition. En augmentant la capacité d'exportation du Canada, la SEE aide les entreprises à créer et à maintenir des emplois et à dégager des bénéfices."[70]

---

[65] Loi sur l'expansion des exportations, article 10 1) (pièce n° 17 du Brésil); Rapport annuel 2000 de la SEE, page 47 (pièce n° 22 du Brésil).

[66] GUIDE DE RÉFÉRENCE 1999-2000 DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS, page 9 ("Guide de référence de la SEE") (pièce n° 23 du Brésil).

[67] *Id.*, page 10.

[68] *Id.*, page 26.

[69] Rapport annuel 2000 de la SEE, page 3 (pièce n° 22 du Brésil).

[70] *Id.*, page 14.

- "La SEE a démontré à plusieurs reprises dans le passé sa volonté de prendre des risques internationaux, y compris pendant la crise asiatique de 1997, pendant laquelle de nombreux intermédiaires financiers du secteur privé s'étaient retirés du marché. De tels épisodes montrent combien une institution financière qui répond exclusivement aux besoins financiers des exportateurs canadiens est nécessaire."[71]

24. La SEE, ainsi qu'elle le reconnaît, tire son capital des impôts versés par les contribuables canadiens et d'emprunts garantis par l'État. "Toutes les obligations qu'elle contracte sous forme d'instruments d'emprunt constituent des obligations du Canada."[72] Elle est ainsi en mesure de recueillir des fonds à des taux qu'aucune institution soumise aux lois du marché ne peut égaler. Elle reconnaît en outre qu'à la différence d'une institution soumise aux lois du marché, elle ne paie pas d'impôts sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices qu'elle peut dégager et ne verse aucun dividende à son actionnaire. Ces avantages permettent à la SEE de fournir aux exportateurs canadiens, y compris les exportateurs d'avions de transport régional, des services financiers que ces exportateurs ou leurs clients ne pourraient obtenir sur le marché à des conditions aussi favorables.

25. La SEE reconnaît explicitement ce rôle: "Elle est un complément aux banques et aux autres intermédiaires financiers, mais ne saurait les remplacer."[73] Elle cherche "à aider les exportateurs canadiens à absorber les risques, au-delà de ce que peuvent faire d'autres intermédiaires financiers".[74] La SEE, selon les propres mots de son président, s'efforce de satisfaire "l'appétit apparemment insatiable des exportateurs canadiens en ce qui a trait au soutien ... financier".[75]

26. L'ancien Président de la SEE, M. Paul Labbé, témoignant devant le Parlement canadien, a clairement décrit l'écart entre la SEE et une institution fondée sur le marché. La SEE vise "un taux de rendement ... au moins égal au taux d'inflation", a-t-il déclaré, reconnaissant que cet objectif était bien inférieur au taux "qu'il faudrait obtenir pour survivre dans le secteur privé".[76] L'actuel Président de la SEE, M. Ian Gillespie, a déclaré: "le but du Canada est de s'assurer que nous avons un avantage concurrentiel ... et non pas seulement des règles du jeu équitables".[77]

27. Le Canada s'assure un "avantage concurrentiel" en ayant recours à des opérations dites opérations des "guichets commerciaux". Il s'agit d'une expression utilisée pour décrire les opérations "sur le marché" ou "non officielles" de la SEE, par opposition à ses opérations "officielles". Cette expression n'est utilisée dans aucun Accord de l'OMC et le Brésil pense donc que peu de Membres de l'OMC la connaissent. Cependant, les opérations de crédit à l'exportation des guichets commerciaux du Canada ont été critiquées par d'autres pays que le Brésil. En raison de l'importance que revêtent ces opérations pour la SEE, le Brésil décrira les guichets commerciaux et leur mode de fonctionnement dans la prochaine section de la présente communication. Dans les sections suivantes, il montrera que la SEE accorde à l'industrie des avions de transport régional des subventions subordonnées à l'exportation. Que ces subventions puissent être versées par l'intermédiaire des opérations des guichets commerciaux ne change rien au fait qu'il s'agit de subventions.

---

[71] *Id*., page 17.

[72] *Id*., page 47 (note 1).

[73] SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS, *Message du président du Conseil et du président* (1995), page 4 ("Message de la SEE") (pièce n° 24 du Brésil).

[74] *Id*., page 2.

[75] *Id*., page 4.

[76] Dépositions de fonctionnaires de la SEE, Sénat du Canada, 35ème législature, première session, délibérations du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, fascicule n° 48, 28 novembre 1995, page 48:22 (pièce n° 25 du Brésil).

[77] Déposition du Président de la SEE, M. Ian Gillespie, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, 6 novembre 1997, page 15 (pièce n° 26 du Brésil).

B. LE CANADA UTILISE LES "GUICHETS COMMERCIAUX" POUR FOURNIR DES SERVICES FINANCIERS AUX EXPORTATEURS CANADIENS À DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES QUE CELLES QU'ILS POURRAIENT OBTENIR SUR LE MARCHÉ

28. Les crédits à l'exportation accordés par l'État répondent généralement à la définition donnée dans l'Accord SMC d'une subvention prohibée. Ils consistent en des contributions financières destinées à conférer un avantage, au sens de l'article premier, et sont subordonnés à l'exportation au sens de l'article 3. Cependant, l'Accord SMC prévoit une exception à cette disposition au point k) de l'Annexe I ("Liste exemplative de subventions à l'exportation"). Le second paragraphe du point k) dispose que les pratiques de crédits à l'exportation conformes aux "dispositions en matière de crédit" de l'*Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* (*"Arrangement de l'OCDE" ou "Arrangement"*) ne sont pas considérées comme des subventions à l'exportation prohibées.[78] L'*Arrangement* s'applique "à tout soutien public se rapportant à des crédits à l'exportation de biens et/ou de services, ou à des opérations de crédit-bail, assortis d'un délai de remboursement ... de deux ans ou plus".[79]

29. L'expression "soutien public" n'est pas définie dans l'*Arrangement*, parce que les participants n'ont pu se mettre d'accord sur une définition.[80] Leur désaccord porte en outre sur le terme "guichets commerciaux".[81] Les pratiques de crédit à l'exportation du Canada sont au centre du désaccord au sein de l'OCDE sur la définition du "soutien public" et la légitimité des opérations des "guichets commerciaux" des organismes de crédit à l'exportation qui accordent un soutien public. Le Groupe spécial *Brésil - Aéronefs* - Recours à l'article 21:5 a) a été "étonné" que le Canada qualifie néanmoins de "commerciale" une transaction effectuée par la SEE dans le cadre du guichet commercial à un taux inférieur au taux officiel de l'OCDE.[82]

30. Bien que le Canada soit partie à l'*Arrangement de l'OCDE* et fournisse, par l'intermédiaire de la SEE, un "soutien public" aux exportations, il prétend également fournir un "soutien non officiel" par l'intermédiaire des "guichets commerciaux". Le Canada a décrit les opérations des guichets commerciaux comme suit:

> Le terme "guichet commercial" est utilisé pour décrire les financements fournis à des conditions compatibles avec celles qui sont à la disposition d'un emprunteur particulier sur le marché pour une opération particulière. Quand un organisme de

---

[78] Le second paragraphe du point k) fait référence à "un engagement international en matière de crédit officiel à l'exportation auquel au moins 12 Membres originels du présent accord sont parties au 1er janvier 1979". L'*Arrangement de l'OCDE* est le seul engagement international qui corresponde à cette description. WT/DS70/RW, paragraphe 5.78. En plus du second paragraphe du point k), le Brésil est d'avis que certains crédits à l'exportation bénéficient également d'un refuge au titre du premier paragraphe, sur la base d'une interprétation *a contrario* de ce paragraphe. En outre, en vertu de l'article 27, la prohibition énoncée à l'article 3 ne s'applique pas aux pays en développement, dans certaines circonstances précises, jusqu'au 1er janvier 2003.

[79] *Arrangement de l'OCDE* (1998), article 2.

[80] *Arrangement de l'OCDE* (1998), article 88. ("Il ne s'est pas avéré possible de parvenir à un accord total sur la définition du soutien public en raison des différences existant entre les systèmes de crédit à l'exportation établis de longue date.")

[81] *Arrangement de l'OCDE* (1998), article 86. ("Les participants s'engagent à continuer à examiner tant la question de la transparence des opérations des guichets commerciaux que celle de leur définition en vue d'éviter que la concurrence soit faussée.")

[82] *Brésil – Programmes de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW (9 mai 2000) (adopté le 4 août 2000), paragraphe 6.99. Le taux de l'OCDE est appelé "taux d'intérêt commercial de référence" ou "TICR". Voir *Arrangement de l'OCDE* (1998), article 15.

> crédit à l'exportation fournit des financements relevant du "guichet commercial", il les fournit à des conditions compatibles avec celles qui sont disponibles auprès des banques et prêteurs commerciaux. En ce sens, l'emprunteur obtient un taux d'intérêt net qui est compatible avec le marché. Comme l'emprunteur pourrait s'adresser au marché et obtenir pour l'opération un prêt à un taux compétitif d'une banque ou d'un prêteur commercial, aucun avantage n'est conféré au sens de l'article premier de l'Accord SMC et il n'existe donc aucune subvention.[83]

Suivant ce raisonnement, le Canada ne considère pas que les opérations de ses guichets commerciaux rendent nécessaire un recours au refuge prévu au second paragraphe du point k) de la liste exemplative.

31. Selon le Canada, "les opérations du "guichet commercial" sont différentes des opérations de "soutien public". ... [L]es disciplines de l'*Arrangement de l'OCDE* ne sont tout simplement pas applicables aux transactions du "guichet commercial"."[84] Le Canada souligne que "les opérations du "guichet commercial" sont engagées à des conditions comparables avec celles qui sont autrement à la disposition d'un emprunteur sur le marché".[85] Ainsi, "le Canada a indiqué à la réunion tenue avec le Groupe spécial le 4 février 2000 que si la Société pour l'expansion des exportations octroie des financements à des taux égaux ou supérieurs à ce qu'il lui en coûte d'emprunter les fonds, mais néanmoins inférieurs au TICR, cette pratique peut encore ne pas constituer une subvention parce qu'elle ne confère aucun avantage".[86]

32. Le Canada explique clairement sa position dans sa description de l'*Arrangement de l'OCDE*:

> Les lignes directrices du Consensus de l'OCDE ... fixent les conditions les plus généreuses permises pour des activités réalisées *ailleurs dans le monde* et visent donc à prévenir une course au crédit à l'exportation à la fois coûteuse et destructrice entre des gouvernements désireux de promouvoir leurs exportations nationales. De plus, l'OCDE fournit un mécanisme de transparence qui permet à ses membres d'échanger des renseignements sur leurs politiques et leurs pratiques. Le Canada est membre de l'OCDE et assujetti aux lignes directrices du Consensus de cette organisation pour toutes ses activités de *soutien public*.[87]

33. Le Brésil n'est pas membre de l'OCDE et n'est donc pas en mesure de commenter le "mécanisme de transparence" auquel le Canada fait référence au sujet de l'*Arrangement*. Le Brésil peut toutefois déclarer que si ce mécanisme peut constituer un facteur de transparence pour les membres de l'OCDE, *rien* ne contribue à la transparence des opérations des guichets commerciaux du Canada pour la majorité des Membres de l'OMC qui ne sont pas membres de l'OCDE. Le Canada tente de justifier ce manque de transparence en assimilant la SEE, dans son mode de guichet commercial, à une banque commerciale normale. Par exemple, en réponse à une série de

---

[83] WT/DS46/RW, annexe 1-4, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial le 3 février 2000, réponse à la question n° 2 (pièce n° 27 du Brésil).

[84] *Id*., réponse à la question n° 4.

[85] *Id*., réponse à la question n° 6.

[86] WT/DS46/RW, annexe 1-4, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial, réponses du Canada aux nouvelles questions posées par le Groupe spécial le 7 février 2000 (pièce n° 27 du Brésil).

[87] Guise de référence de la SEE, page 7 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 23 du Brésil). L'expression "*Consensus de l'OCDE*" est parfois employée plutôt que "*Arrangement de l'OCDE*". L'expression "Compte de la Société", bien sûr, inclut à la fois le soutien "public" et le soutien "non officiel" apporté par la SEE, par opposition au soutien du Compte du Canada.

recommandations concernant les opérations de la SEE formulées dans le cadre d'un récent examen de la SEE, le Département des affaires étrangères et du commerce international du Canada a déclaré:

> Quant à savoir jusqu'où doit aller la divulgation, ... il faudrait établir une distinction entre le Compte du Canada et le Compte de la Société. Dans le premier cas, il s'agit en général d'activités à risque élevé garanties par l'État qui sont considérées comme un passif réel du gouvernement, tandis que dans le deuxième cas, il s'agit d'activités regroupant un plus haut pourcentage de transactions commerciales de "guichet", dont il serait davantage nécessaire de protéger la nature confidentielle et dont le risque de perte revient à la Société.[88]

34. De même, en réponse à la question "Pourquoi la SEE ne dévoile-t-elle pas ses transactions au public?", la SEE déclare:

> La SEE fonctionne à peu près comme une banque ou une société d'assurance. Ses clients et ses clients potentiels lui communiquent beaucoup de renseignements confidentiels, et elle ne divulgue pas ces renseignements sans leur autorisation.[89]

35. Mais la SEE n'est pas une banque comme les autres. C'est un organisme d'État qui doit agir dans le respect de l'Accord SMC. Elle bénéficie d'avantages dont aucune institution financière privée ne peut se prévaloir: 1) elle emprunte au taux souverain du gouvernement du Canada; 2) elle ne paie pas d'impôt sur les bénéfices; et 3) elle n'a pas à verser de dividendes à son actionnaire.[90] Cela permet à la SEE d'offrir à son gré des conditions et modalités plus favorables que celles que peut offrir une institution financière soumise aux lois du marché, afin d'obtenir "un avantage concurrentiel pour les exportateurs canadiens, et non pas seulement des règles du jeu équitables".[91] La différence entre la SEE et une banque est confirmée par la restriction qui lui est imposée en matière de clientèle. Une banque est prête à financer n'importe quelle transaction à partir du moment où elle estime que cela peut être profitable. Peu importe la nationalité du fabricant ou celle de l'acheteur, ni l'origine nationale des pièces détachées et des composants des produits bénéficiant d'un financement. La SEE, toutefois, ne soutient que des exportations canadiennes.[92]

36. L'ancien Secrétaire américain au Trésor, Lawrence H. Summers, a noté que "les institutions offrant un guichet commercial *sont censées* respecter la discipline du secteur privé". "Cependant," a-t-il ajouté:

> Nous estimons que les institutions offrant un guichet commercial contreviennent directement ou potentiellement aux règles de l'Arrangement [de l'OCDE] parce qu'elles sont dirigées et implicitement subventionnées par l'État. Ainsi, *les institutions qui offrent un guichet commercial jouissent d'un avantage concurrentiel déloyal* du fait qu'elles bénéficient de concessions spéciales du gouvernement, y compris des garanties de l'État qui leur permettent de recueillir des fonds à un coût inférieur à celui que doivent supporter leurs concurrents du secteur privé et du fait qu'elles sont exemptées de certaines taxes et du versement de dividendes. Par

---

[88] RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL (CPAECI), EXAMEN DE LA LOI SUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS, page 10 (pièce n° 28 du Brésil).

[89] Guide de référence de la SEE, page 26 (pièce n° 23 du Brésil).

[90] *Id.*, page 9 (pièce n° 23 du Brésil).

[91] Déposition du Président de la SEE, M. Ian Gillespie, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, 6 novembre 1997, page 15 (pièce n° 26 du Brésil).

[92] Rapport annuel 2000 de la SEE, pages 3, 14 et 47 (pièce n° 22 du Brésil).

> ailleurs, en tant qu'organismes officiels de crédit à l'exportation, elles n'offrent un financement qu'aux exportateurs nationaux.[93]

37. L'analyse de M. Summers est confirmée par le chef de la Direction des échanges de l'OCDE et par un des experts de cette organisation en matière de crédit à l'exportation et de financement des exportations. Ils définissent les guichets commerciaux comme étant des "institutions liées à des gouvernements et capables de recueillir des fonds et de prêter à des taux d'intérêt très bas, mais qui peuvent ne pas suivre actuellement toutes les dispositions de l'Arrangement."[94]

38. Si les guichets commerciaux peuvent encore donner matière à un débat au sein de l'OCDE, tel n'est pas le cas au sein de l'OMC. Un organisme public de crédit à l'exportation est un "organisme public du ressort territorial d'un Membre" au sens de l'article premier. Qu'un crédit accordé par un organisme de crédit à l'exportation constitue ou non un "soutien public" au sens de l'*Arrangement de l'OCDE* est sans rapport avec les objectifs de l'OMC. Étant donné qu'un organisme de crédit à l'exportation est un organisme d'État, tout crédit qu'il accorde doit répondre aux critères de l'OMC. Un tel organisme fait une contribution financière au sens de l'article premier chaque fois qu'il accorde des prêts ou des garanties ou qu'il fournit d'autres services financiers. Les seules questions restantes sont l'"avantage" et la "subordination à l'exportation", points qui sont étudiés dans les sections III.D et III.E ci-après. Si une opération de guichet commercial répond à ces critères, elle constitue alors une subvention prohibée, à moins qu'elle ne remplisse les conditions requises pour bénéficier du refuge au titre du point k).

39. La position défendue par le Canada tout au long de ces différends, à savoir que les opérations des guichets commerciaux sont privées et n'ont pas à être transparentes, va particulièrement à l'encontre du système de l'OMC parce qu'elle laisse au Canada et au Canada seulement le droit de décider, en secret, si et comment il s'acquittera de ses obligations internationales. La position du Canada consiste à dire que lorsqu'une transaction potentielle est présentée à la SEE, c'est à la SEE de décider si le soutien du Compte de la Société qu'elle apporte sera "public" ou "non officiel". Dans le premier cas, la transaction serait alors transparente. Mais si la SEE décide d'utiliser le guichet commercial, la transaction devient "privée" et, selon le Canada, la transparence n'est pas nécessaire. Par précaution, le Canada concède que les deux types de soutien, public et non officiel, sont soumis aux règles de l'OMC. Mais quant à savoir si ces règles sont respectées dans les transactions des guichets commerciaux, la position du Canada se résume en ces quelques mots: "faites-nous confiance". Si la règle que le Canada s'est fixée à lui-même était adoptée par l'ensemble des Membres de l'OMC, les disciplines de l'Accord SMC concernant les crédits à l'exportation seraient inexistantes.

C. LA SEE FOURNIT UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL

40. La SEE offre "toute une gamme de services financiers" aux compagnies canadiennes.[95] Ces services financiers comprennent l'assurance-crédit, les services de financement, les services de cautionnement, l'assurance risques politiques et les titres de participation.[96] Ils constituent des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

---

[93] Lawrence H. Summers, "The importance of Continuing to Fight Against International Trade Finance Subsidies", remarques présentées au 65ème anniversaire de l'Export Import Bank, 16 mai 2000, page 3 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 29 du Brésil).

[94] Steve Cutts & Janet West, "The arrangement of export credits", *OECD Observer*, 1er avril 1998, pages 12, 14 (pièce n° 30 du Brésil).

[95] SEE, RÉSUMÉ DU PLAN DE LA SOCIÉTÉ 2000-2004, page 4 (pièce n° 31 du Brésil).

[96] *Id.*, pages 4 et 5.

41. L'industrie canadienne des avions de transport régional, dont Bombardier est le chef de file, est une grande utilisatrice de ces services. La catégorie du transport aérien a représenté au moins 26 pour cent de l'ensemble des prêts commerciaux productifs de la SEE en 1999.[97] Selon l'économiste en chef de la SEE, "le secteur des transports contribue très fortement aux vigoureux résultats à l'exportation du Canada. Si l'on exclut les automobiles, les exportations dans les secteurs du transport terrestre et du transport aérien ont atteint près de 12 milliards de dollars l'an dernier, et la participation de la SEE à des opérations d'assurance et de financement s'est chiffrée à quelque 4 milliards de dollars, soit environ le tiers du total."[98]

42. L'analyse statistique peut aussi faire ressortir l'importance du soutien apporté par la SEE à Bombardier. Une analyse par régression du volume des prêts commerciaux de la SEE et des recettes de Bombardier dans les secteurs de l'aéronautique et des transports pour la période allant de 1995 à 2000 fait apparaître une corrélation étroite entre les ventes de Bombardier et les prêts de la SEE.[99] Le coefficient de détermination (R^2) entre les recettes de Bombardier dans les secteurs de l'aéronautique et des transports d'une part et les prêts commerciaux de la SEE d'autre part est élevé: 0,9895. Cela signifie qu'il y a une association extrêmement solide entre le niveau annuel des prêts commerciaux de la SEE et le niveau annuel des recettes de Bombardier dans les secteurs de l'aéronautique et des transports. M. Tobin confirme cette analyse en des termes moins techniques: "Je ne peux pas vous donner le nombre total des comptes dont Bombardier dispose aujourd'hui auprès de la SEE, mais il s'agit d'un nombre important".[100] Un de ces comptes, bien sûr, devait être consacré à la transaction Air Wisconsin annoncée le même jour par le Ministre Tobin.

43. Des informations confirment qu'en dehors de la transaction Air Wisconsin, l'industrie des avions de transport régional utilise les services financiers de la SEE pour l'achat d'avions Bombardier:

- *Air Finance Journal* fait état d'une participation financière de la SEE à la vente de huit avions à réaction CRJ Bombardier, pour un montant de 112 millions de dollars, à la compagnie aérienne régionale australienne Kendell.[101] Bombardier a annoncé la transaction dans un communiqué de presse en octobre 1998.[102]

- Dans un formulaire 10-Q de 1997, le transporteur régional américain ASA a noté qu'il avait conclu un accord en avril 1997 pour la vente de 30 CRJ (avec 60 appareils supplémentaires en option), pour un montant d'environ 600 millions de dollars EU, à ASA Holdings, Inc., et à sa filiale, Atlantic Southeast Airlines.[103] Dans le cadre de cette transaction, la SEE s'est engagée à financer jusqu'à 85 pour cent du prix d'achat ou de location des 30 CRJ, option qu'ASA a exercée pour les avions livrés jusqu'ici.[104] L'engagement de la SEE a permis de financer la location des CRJ en crédit-bail pendant 16 années et demie.[105]

---

[97] Rapport annuel 2000 de la SEE, page 28 (pièce n°22 du Brésil).

[98] Stephen S. Poloz, "Les perspectives mondiales du transport: turbulences modérées à l'horizon", 11 septembre 2000, page 1 (pièce n° 32 du Brésil).

[99] Analyse par régression (pièce n° 33 du Brésil).

[100] Conférence de presse de Tobin, paragraphe 27.

[101] Dominic Jones, "Ready, Steady ...," *Air Finance Journal*, janvier 2000, page 48 (pièce n° 34 du Brésil).

[102] "Bombardier obtient une importante commande de Regional Jet de Canadair du transporteur australien Kendell Airlines", *communiqué de presse de Bombardier*, 21 octobre 1998 (pièce n° 35 du Brésil).

[103] ASA Holdings, Inc., formulaire 10-Q, déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour le trimestre s'achevant le 31 mars 1997, page 12 du site Web (pièce n° 36 du Brésil).

[104] ASA Holdings, Inc., rapport annuel 1997, "Liquidity and Capital Resources", Lexis Disclosure Report, pages 15 et 16 (pièce n° 37 du Brésil).

[105] *Id*.

- Dans un formulaire 10-K déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire 1998, ASA a notifié une transaction avec Bombardier et déclaré: "ASA a obtenu de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) du Canada qu'elle lui assure un financement couvrant jusqu'à environ 85 pour cent du prix d'achat des 45 avions CRJ-200."[106]

- Dans un formulaire 10-K déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 mars 1998, le transporteur régional américain Comair a indiqué qu'il avait "pris livraison pendant l'exercice 1998 de onze avions Canadair Jet de 50 places, de nouvelle génération, portant à 59 le total de sa flotte de Canadair Jet. ... Comair espère financer les avions décrits plus haut au moyen d'une combinaison de fonds de roulement et de crédit-bail, de financement sur fonds propre et par emprunt, en utilisant, dans la mesure du possible, l'aide du constructeur et les *garanties de l'État*."[107]

- Comair a répété cette déclaration dans un formulaire 10-Q déposé ultérieurement auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis.[108]

- Dans un formulaire 10-K déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire 1997, Midway Airlines Corp. a déclaré l'achat de dix avions CRJ, avec une option sur 20 appareils supplémentaires, sur une période de 16 années et demie à un taux de 6,9 pour cent.[109]

44. Un financement du type de celui que la SEE a fourni, par exemple, à Kendell et à ASA constitue une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. C'est un transfert direct de fonds sous forme de prêt. En outre, un financement par la SEE du type de celui qu'a annoncé M. Tobin pour Air Wisconsin constitue une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC, en tant que transfert direct ou transfert direct potentiel de fonds.

45. Des garanties du type de celles que la SEE a accordées, par exemple, à Comair constituent aussi une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Il s'agit de transferts directs potentiels de fonds.

46. La fourniture par la SEE de services financiers sous forme de crédits à l'exportation, y compris les prêts et les garanties, constituent une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. Il s'agit de services autres qu'une infrastructure générale.

---

[106] ASA Holdings, Inc., formulaire 10-K de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 1998, page 48 du site Web (pièce n° 38 du Brésil).

[107] Comair Holdings, Inc., formulaire 10-K de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 mars 1998, page 33 du site Web (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 39 du Brésil).

[108] Comair Holdings, Inc., formulaire 10-Q de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour le trimestre s'achevant le 30 juin 1998, page 14 du site Web (pièce n° 40 du Brésil).

[109] Midway Airlines Corp., formulaire 10-K de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 1997, page 30 du site Web (pièce n° 41 du Brésil). Il est également indiqué dans le formulaire que le taux de 6,9 pour cent est devenu un taux "effectif" de 7,2 pour cent. Il n'est pas précisé que la SEE ait joué un rôle dans la transaction; cependant, Embraer a informé le Brésil que, selon ses sources commerciales, la SEE avait participé au financement. Les informations concernant la participation de la SEE ne sont, bien sûr, détenues que par le Canada, comme le mentionne la lettre adressée le 21 mai par le Brésil au Groupe spécial pour demander à celui-ci de prier le Canada de fournir les renseignements pertinents.

D. LA SEE CONFÈRE UN AVANTAGE À L'INDUSTRIE DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL

1. Des conditions plus favorables que celles qui sont prévues dans l'*Arrangement de l'OCDE* sont des éléments de preuve positifs de l'existence d'un avantage

47. Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* a établi qu'un avantage était conféré lorsqu'une "contribution financière pla[çait] le bénéficiaire dans une position plus avantageuse qu'en l'absence de contribution financière".[110] L'Organe d'appel a confirmé cette détermination en faisant expressément référence aux prêts, aux garanties de prêts et à la fourniture de services par des pouvoirs publics, étant d'avis qu'il y a avantage dans chacun de ces cas "si le bénéficiaire a reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché".[111] Les éléments de preuve disponibles montrent que les bénéficiaires des prêts, garanties de prêts et services financiers de la SEE obtiennent ces contributions financières à des conditions plus favorables que celles auxquelles ils ont accès sur le marché.

48. Ainsi qu'il ressort très clairement du précédent différend *Canada – Aéronefs*, les marchés financiers dans le secteur aéronautique sont caractérisés par un manque général de transparence. Le Canada a décidé de ne révéler aucun détail des transactions auxquelles il prend part. Il semble que les acteurs du marché, comme les compagnies aériennes, ne fournissent d'informations que lorsqu'elles sont légalement tenues de le faire, comme c'est parfois le cas avec les documents boursiers aux États-Unis.

49. Dans un effort pour mettre un frein aux interventions fréquentes et secrètes de l'État dans le financement de certains secteurs, dont le secteur aéronautique, les membres de l'OCDE ont créé l'*Arrangement* en 1978. Comme on l'a noté précédemment, le second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC ("Liste exemplative de subventions à l'exportation") dispose que les crédits à l'exportation accordés par un Membre de l'OMC – qu'il soit membre ou non de l'OCDE – de manière conforme aux dispositions de l'*Arrangement* en matière de taux d'intérêt ne sont pas prohibés.[112]

50. L'*Arrangement* assigne des limites aux conditions et modalités des crédits à l'exportation qui bénéficient d'un soutien public. Il "énonce les modalités et conditions de remboursement *les plus favorables* qui peuvent être offertes dans le cadre d'un soutien public".[113] Il définit un niveau en dessous duquel les organismes publics de crédit à l'exportation ne devraient pas descendre pour accorder des crédits à l'exportation sous quelque forme que ce soit.

51. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, l'Organe d'appel a conclu que l'*Arrangement* était un critère utile pour évaluer si les versements des pouvoirs publics servaient à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation, au sens du premier paragraphe du point k).[114] Il a noté en outre la différence entre le terme "avantage" (benefit) et l'expression "avantage important" et le fait que le point k) et la notion d'avantage important n'entraient en ligne de compte que lorsqu'une subvention – comportant un avantage (benefit) – existait déjà. Autrement dit, une aide à l'exportation

---

[110] WT/DS70/R, paragraphe 9.112.
[111] WT/DS70/AB/R, paragraphe 158.
[112] *Voir supra*, paragraphe 28.
[113] *Arrangement de l'OCDE* (1998), Introduction (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 42 du Brésil).
[114] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, paragraphe 181 (2 août 1999) (adopté le 20 août 1999).

qui confère un avantage important conférera toujours un avantage (benefit), mais une aide à l'exportation qui confère un avantage (benefit) n'assurera pas toujours un avantage important.[115]

52. Cette analyse est conforme à celle du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* – recours à l'article 21:5, pour lequel la question était de savoir si un taux inférieur au taux d'intérêt commercial de référence ("TICR") pertinent de l'*Arrangement* conférait un avantage important au sens du premier paragraphe du point k). Le Groupe spécial a observé que l'Organe d'appel avait "désigné le TICR comme étant un critère pertinent aux fins de la clause de l'avantage important parce qu'il constitu[ait] le "taux d'intérêt commercial *minimal*" qui se présent[ait] à un emprunteur potentiel en ce qui concerne une monnaie donnée".[116] Le Groupe spécial a observé ensuite que "le TICR [était] censé en principe se rapprocher du taux d'intérêt que les emprunteurs de première classe paieraient dans des conditions "commerciales", c'est-à-dire dans des transactions privées ne bénéficiant pas d'un soutien public".[117]

53. Le fait que le taux d'intérêt net accordé à un emprunteur est inférieur au TICR pertinent est un "élément de preuve positif" indiquant qu'il assure un avantage important.[118] *A fortiori*, le seuil de l'avantage important étant plus élevé que celui de l'avantage (benefit), un taux inférieur au TICR pertinent est aussi un élément de preuve positif indiquant qu'un avantage (benefit) est ainsi conféré. Alors que dans l'affaire *Brésil - Aéronefs*, l'Organe d'appel s'intéressait en particulier aux taux d'intérêt et au premier paragraphe du point k), son raisonnement s'applique également aux autres conditions et modalités que prévoit l'*Arrangement*. Le principe juridique établi en l'espèce que l'*Arrangement* énonce par présomption les conditions les plus favorables offertes sur le marché et que l'octroi de conditions plus favorables est un élément de preuve positif non seulement de l'existence d'un avantage important, mais aussi de celle d'un avantage (benefit).

54. Outre le TICR, la disposition de l'*Arrangement* qui présente le plus d'intérêt pour la présente procédure est l'article 21 de l'*Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils*, qui prévoit un délai maximum de remboursement de dix ans pour les avions de transport régional.[119] De même qu'un taux d'intérêt inférieur au TICR est un élément de preuve positif de l'existence d'un avantage important et, *a fortiori*, d'un avantage (benefit), un délai de remboursement de plus de dix ans pour des avions de transport régional est un élément de preuve positif de l'existence d'un avantage (benefit). Comme le Canada lui-même l'a déclaré par ailleurs:

> Le deuxième paragraphe [du point k)] prévoit une exception à l'application de l'article 3 pour les pratiques de crédit à l'exportation conformes aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'*Arrangement de l'OCDE*. Ces dispositions comprennent des dispositions relatives au TICR et aux <u>*conditions de remboursement*</u> du soutien accordé. Ainsi, si un Membre applique les dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement, une pratique de crédit à l'exportation conforme à ces dispositions ne sera pas considérée comme une subvention à l'exportation prohibée au titre de l'article 3.[120]

---

[115] WT/DS46/AB/R, paragraphe 179.

[116] WT/DS46/RW, paragraphe 6.91. (italique dans l'original)

[117] *Id*.

[118] WT/DS46/AB/R, paragraphe 182.

[119] *Arrangement de l'OCDE* (1998), annexe II, article 21 a) (pièce n° 42 du Brésil). *Voir aussi Arrangement de l'OCDE* (1992), annexe IV, article 21 (pièce n° 43 du Brésil).

[120] WT/DS46/RW, annexe 1-4, Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial le 3 février 2000, réponse à la question n° 1 (non souligné dans l'original) (pièce n° 27 du Brésil).

Les éléments de preuve disponibles montrent clairement que le Canada, par l'intermédiaire de la SEE, accorde des crédits à l'exportation à l'industrie des avions de transport régional à des taux inférieurs au TICR pertinent et sur des périodes supérieures à dix ans.

2. La SEE accorde des crédits à l'exportation à des conditions plus favorables que celles que prévoit l'*Arrangement de l'OCDE*

55. En dépit du manque de transparence du système canadien de crédits à l'exportation, les informations accessibles au public confirment que le Canada, par l'intermédiaire de la SEE, accorde des crédits à l'exportation qui ne sont pas conformes aux dispositions minimums de l'*Arrangement* en ce qui concerne à la fois le taux d'intérêt et le délai de remboursement.

56. Le Canada admet que la SEE fournit un financement à des taux d'intérêt inférieurs au TICR pertinent. Comme l'a déclaré dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5: "Nous avons toutefois été étonnés par l'affirmation du Canada selon laquelle les crédits à l'exportation fournis par la SEE dans le cadre du "guichet commercial", même à des taux d'intérêt inférieurs au TICR, étaient néanmoins des crédits à l'exportation "commerciaux" qui ne conféraient pas un avantage au sens de l'article premier."[121]

57. Le Canada n'a donné aucun détail du soutien qu'il a accordé à des taux inférieurs au TICR et n'a pas non plus expliqué ce qu'il y avait de "commercial" en cela. Le Canada a reconnu en outre, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, qu'à une occasion au moins il a utilisé les dispositions de l'*Arrangement* relatives à l'"alignement".[122] Ces dispositions permettent à un participant à l'*Arrangement* de déroger à ses obligations afin de "s'aligner" sur les conditions non conformes offertes par un autre organisme de crédit à l'exportation.[123] Cependant, dans l'affaire *Canada - Aéronefs*, le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a été d'avis que les dispositions relatives à l'alignement ne faisaient *pas* partie des "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement*.[124] Ainsi, le recours aux dispositions relatives à l'alignement, même s'il est fait en conformité avec les règles de l'OCDE, ne permet pas de justifier une subvention par ailleurs prohibée. Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* a noté que même le Canada "n'affirm[ait] *pas* que cette transaction [d'alignement] était d'une quelconque façon fondée sur le marché".[125]

58. Enfin, M. Tobin lui-même a reconnu que le Canada se servait de la SEE pour financer des exportations d'avions de transport régional grâce à des taux d'intérêt qui conféraient un avantage. Il a décrit sans ambiguïté le taux offert par le Canada à Air Wisconsin comme étant "un taux meilleur que celui qui serait normalement obtenu dans le cadre d'un prêt commercial".[126] Selon M. Tobin, le Canada "utilise la capacité d'emprunt des pouvoirs publics et leur aptitude à offrir, pour un prêt, un meilleur taux d'intérêt que celui que Bombardier pourrait obtenir par ailleurs".[127]

59. Outre la pratique reconnue du soutien par le Canada des exportations d'avions de transport régional au moyen de taux inférieurs au TICR, les informations accessibles au public fournissent des éléments de preuve indiquant que le Canada dépasse régulièrement le délai maximum de remboursement de dix ans prévu par l'*Arrangement*:

---

[121] WT/DS46/RW, paragraphe 6.99.
[122] WT/DS46/RW, paragraphe 6.101.
[123] *Arrangement de l'OCDE* (1992), article 11 (pièce n° 43 du Brésil); *Arrangement de l'OCDE* (1998), article 29 (pièce n° 42 du Brésil).
[124] WT/DS70/RW, paragraphe 5.125.
[125] WT/DS46/RW, paragraphe 6.101. (italique dans l'original)
[126] Conférence de presse de Tobin, paragraphe 66 (pièce n° 21 du Brésil).
[127] *Id*., paragraphe 20.

- La vente par Bombardier de huit CRJ à Kendell Airlines, assortie d'un financement par la SEE, était étalée sur une période de 12 ans.[128]

- Au moins une partie des CRJ achetés par Comair avec "des garanties fournies par l'État dans la mesure du possible" "ont été financés dans le cadre de contrats de location-exploitation étalés sur des périodes allant jusqu'à 16 années et demie".[129]

- Dans un formulaire 10-K déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 2000, le transporteur régional américain Atlantic Coast Airlines Holdings Inc. a consigné que "le 14 mars 2001, la Société a acquis son 41ème CRJ dans le cadre d'une opération de crédit-bail adossé. La durée du contrat est d'environ 16,8 années."[130]

- Dans un formulaire 10-K déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire 1998, la compagnie aérienne régionale américaine ASA a déclaré l'achat de plus de 90 CRJ et la livraison de 17 de ces appareils "dans le cadre de contrats de location-exploitation sur des périodes de 16 années et demie". Elle a ensuite indiqué qu'elle avait "obtenu de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) du Canada qu'elle lui assure un financement couvrant jusqu'à environ 85 pour cent du prix d'achat de 45 appareils CRJ-200 ... Ce service ... est disponible avion par avion sous forme de prêts directs ou de crédit-bail, avec des intérêts payables à des taux variables selon qu'ils sont fixés par rapport aux taux du Trésor américain ou au LIBOR et avec divers délais de remboursement."[131]

- Dans un formulaire 10-K déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire 1997, Midway Airlines Corp. a déclaré l'achat de dix avions CRJ, avec une option sur l'achat de 20 appareils supplémentaires, sur une période de 16 années et demie à un taux de 6,9 pour cent.[132]

3. Des services financiers qui "complètent" le marché confèrent un avantage

60. Comme le Brésil l'a déjà noté dans la présente communication, le Canada a reconnu que la SEE était "*un complément* aux banques et aux autres intermédiaires financiers, mais ne saurait les remplacer "[133] et que la SEE cherchait "à aider les exportateurs canadiens à absorber les risques

[128] Dominic Jones, "Ready, Steady ...", page 48 (pièce n° 34 du Brésil).

[129] Comair Holdings, Inc., formulaire 10-K pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 mars 1998, page 33 du site Web (pièce n° 39 du Brésil); Comair Holdings, Inc., formulaire 10-Q pour le trimestre s'achevant le 30 juin 1998, page 14 du site Web (pièce n° 40 du Brésil).

[130] Atlantic Coast Airlines Holdings, Inc., formulaire 10-K de la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 2000, page 29 du site Web (pièce n° 44 du Brésil).

[131] ASA Holdings, Inc., formulaire 10-K pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 1998, page 48 du site Web (pièce n° 38 du Brésil). Le Brésil note que le financement par la SEE mentionné dans ce formulaire déposé par l'ASA inclut des taux d'intérêt variables basés sur le LIBOR. L'argument du Canada selon lequel des taux variables permettent de bénéficier du refuge offert par le second paragraphe du point k) a été rejeté. *Voir* WT/DS70/RW, paragraphes 5.102 à 5.106.

[132] Midway Airlines Corp., formulaire 10-K pour l'exercice budgétaire s'achevant le 31 décembre 1997, page 30 du site Web (pièce n° 41 du Brésil). Si, comme on l'a noté plus haut, les renseignements donnés dans le formulaire n'indiquent pas que la SEE ait joué un rôle dans la transaction, Embraer a informé le Brésil que, selon ses sources commerciales, la SEE avait participé au financement. Par ailleurs, les informations concernant la participation de la SEE ne sont détenues que par le Canada.

[133] Message de la SEE, page 4 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 24 du Brésil).

au-delà de ce que peuvent faire d'autres intermédiaires financiers".[134] Il ressort clairement de cette description que la SEE va au-delà du marché dans la fourniture de services.

61. Par définition, un service qui "complète" le marché fournit quelque chose qui n'est pas disponible sur le marché. Le sens ordinaire du mot "complément" est "la quantité ou le montant qui complète ou remplit la totalité".[135] Autrement dit, un "complément" ajoute quelque chose qui n'était pas présent auparavant. Il ne reproduit pas ce qui est déjà là. De même, lorsque l'État "absorbe les risques ... au-delà de ce que peuvent faire d'autres intermédiaires financiers", il fournit quelque chose que ces intermédiaires – ces intermédiaires du *marché* – ne fournissent pas. Tout cela n'est qu'une autre façon de dire que la SEE offre des services financiers, y compris des crédits à l'exportation, "à des conditions plus avantageuses que celles que le bénéficiaire aurait trouvées sur le marché".[136] Par conséquent, tout cela revient à dire que la fourniture par la SEE de services financiers d'un niveau supérieur confère un avantage.

4. La fourniture par les pouvoirs publics de services financiers de meilleure qualité que ceux qui peuvent être obtenus sur le marché est un avantage

62. Lors de la procédure précédente, le Brésil a cité devant le Groupe spécial la déclaration de l'ancien Président de la SEE, M. Paul Labbé:

> Le financement que fournit la SEE représente un avantage pour les exportateurs canadiens qui soumissionnent à l'étranger. … Les opérations commerciales sont de plus en plus tributaires de modalités de financement complexes et âprement négociées. Quelques centièmes de pour cent sur le taux d'intérêt peuvent mener à l'échec ou à la conclusion d'un marché. Lorsqu'ils soumissionnent, les exportateurs doivent non seulement faire valoir la qualité et le prix, mais aussi prévoir une offre de financement de la vente.[137]

63. Le Brésil a fait valoir que la déclaration de M. Labbé revenait à reconnaître que la SEE accordait un "avantage" de l'ordre de "quelques centièmes de pour cent" aux exportateurs canadiens et que cela était mieux que ce qui pouvait être obtenu sur le marché.[138] Cependant, le Canada a fait valoir qu'en faisant référence à l'"avantage" accordé par la SEE, M. Labbé voulait seulement parler de "la capacité des fonctionnaires de la SEE à mettre en place des montages financiers mieux structurés grâce à leurs connaissances et à leur compétence".[139] Le Groupe spécial a conclu, et l'Organe d'appel l'a approuvé en cela, que "la déclaration considérée ne permet pas de dire avec certitude si la SEE offre un "avantage" aux exportateurs au moyen d'un subventionnement".[140]

64. Des déclarations faites ultérieurement par des fonctionnaires de la SEE font écho à celle de M. Labbé. Par exemple, le successeur de celui-ci, M. Ian Gillespie, fait l'éloge des "compétences et [de] l'expérience" des employés de la SEE et note que "la SEE réunit sous son toit le plus grand bassin de compétences en financement du commerce extérieur que l'on puisse trouver au Canada".[141]

65. La question dont le Groupe spécial était saisi lors de la procédure précédente ne concernait que les contributions financières au sens de l'alinéa i) de l'article 1.1 a) 1) – financement direct (prêts), participation au capital social et garanties. Cette procédure ne se rapportait pas à la question

---

[134] *Id.*, page 2.
[135] NEW SHORTER OXFORD ENGLISH DICTIONARY 460 (quatrième édition, 1993).
[136] WT/DS70/R, paragraphe 9.112.
[137] WT/DS70/R, paragraphe 6.57.
[138] WT/DS70/R, paragraphe 6.58.
[139] WT/DS70/R, paragraphe 9.163.
[140] WT/DS70/R, paragraphe 9.163; WT/DS70/AB/R, paragraphe 213.
[141] Rapport annuel 2000 de la SEE, page 4 (pièce n° 22 du Brésil).

correspondant à l'alinéa iii) de l'article 1.1 a) 1) – la fourniture par les pouvoirs publics de biens ou de services autres qu'une infrastructure générale.[142] La présente procédure a explicitement trait aux deux alinéas i) et iii).

66. Le Brésil continue de croire que l'interprétation la plus raisonnable du sens ordinaire des mots employés par M. Labbé consiste à y voir une reconnaissance du soutien apporté par la SEE sous forme de crédits à un taux inférieur de "quelques centièmes de pour cent" au taux du marché. Il nous est dit, cependant, qu'en faisant référence à un "avantage" de l'ordre de "quelques centièmes de pour cent", M. Labbé voulait seulement parler de "la capacité des fonctionnaires de la SEE à mettre en place des *montages financiers mieux structurés* grâce *à leurs connaissances et à leur compétence*". Si tel est le cas, il n'en subsiste pas moins un avantage (benefit). La fourniture par les pouvoirs publics d'une capacité, de connaissances et d'une compétence par l'intermédiaire de services financiers supérieurs à ceux que le bénéficiaire pourrait autrement obtenir sur le marché – par l'intermédiaire de "montages financiers mieux structurés" – revient à conférer un avantage.

67. En dépit de l'allégation du Canada selon laquelle la SEE est une banque comme les autres, cette aptitude, ces "connaissances" et cette "compétence", cette capacité de "mettre en place des montages financiers mieux structurés" sont *uniquement* mises à la disposition des exportateurs canadiens. Dans le domaine des avions de transport régional, seul Bombardier peut tirer parti de l'"avantage" accordé par la SEE par l'intermédiaire de ses services de qualité supérieure. Embraer n'y a pas droit. Ni aucun autre acteur du marché, alors que ces services sont, d'après la description faite par le Canada lui-même, supérieurs à ceux que Bombardier, ses clients et tout un chacun peuvent obtenir sur le marché. Ainsi, par la fourniture reconnue de services supérieurs à ceux qui peuvent être obtenus sur le marché, autres qu'une infrastructure générale, à des sociétés canadiennes et à leurs clients uniquement, la SEE procure un avantage à ces sociétés.

5. Des garanties d'État confèrent un avantage

68. Une garantie réduit le risque dans une transaction. Même si la cote de crédit du garant est égale ou même inférieure à celle de la partie sur les résultats de laquelle porte la garantie, l'association du garant à la transaction réduira le risque en ajoutant simplement une partie au nombre des responsables au cas où la garantie devrait jouer.

69. Dans la plupart des cas, la cote de crédit du garant sera supérieure à celle de la partie sur les résultats de laquelle porte la garantie. Cela est particulièrement vrai lorsque l'État donne sa garantie. Comme le déclarait le Canada à un autre groupe spécial qui examinait une garantie offerte par l'Export-Import Bank des États-Unis: "Dans ces circonstances, la banque prêteuse établit des conditions de financement en fonction du risque encouru par le gouvernement des États-Unis, et non par l'emprunteur".[143]

70. L'apport d'une garantie, ainsi que la substitution par l'État de sa propre cote de crédit à celle d'un emprunteur au moyen d'une garantie, permettent à un emprunteur d'obtenir des fonds à des conditions plus favorables que celles qu'il pourrait obtenir autrement sur le marché et confèrent un avantage.

E. LA SEE EST SUBORDONNÉE À L'EXPORTATION

71. La SEE "a pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des

[142] *Voir, par exemple*, WT/DS70/R, paragraphes 6.1 à 6.6.
[143] WT/DS46/RW, annexe 1-2, paragraphe 36.

débouchés offerts sur le marché international".[144] Par conséquent, les subventions de la SEE sont "subordonnées, en droit ... soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation", au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

72. La vente de lancement par Bombardier de son avion de transport régional à réaction au début des années 90 montre jusqu'où ira la SEE dans la fourniture de services financiers pour soutenir les ventes des exportateurs canadiens en accordant des conditions plus favorables que celles qui peuvent être obtenues sur le marché. Il s'agissait d'une vente à Air Canada et donc, à l'évidence, d'une vente sur le marché intérieur. Apparemment, donc, la Société pour l'expansion des *exportations* ne serait pas impliquée. Elle le fut pourtant. Lorsque le Parlement l'a interrogé au sujet de l'apparente irrégularité du financement par la SEE d'une vente à Air Canada, M. Labbé a déclaré que la vente était en fait une vente "à l'exportation". Un "mécanisme fiscal" avait été établi aux États-Unis, a-t-il expliqué, et la vente à l'exportation avait été faite à ce mécanisme, qui louait ensuite les avions à Air Canada.[145] Pourquoi la SEE effectuait-elle tous ces détours pour financer ce qui aurait dû être une vente purement intérieure? M. Labbé a fourni l'explication suivante: "Notre objectif central est le financement des exportations. *Ce que nous essayons de faire* dans ce cas particulier – il s'agit d'un cas exceptionnel – *est de lancer un avion qui peut se vendre dans le monde entier*".[146]

F. LE CANADA ACCORDE DES SUBVENTIONS PROHIBÉES PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA SEE

73. Les éléments de preuve accessibles au public, comme l'indiquait le Brésil dans sa lettre du 21 mai au Groupe spécial, ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Quoi qu'il en soit, ces éléments montrent clairement que par l'intermédiaire de la SEE et, en particulier, de ses opérations de guichet commercial, le Canada accorde des subventions à l'exportation prohibées. La SEE a été créée pour soutenir les exportations en fournissant des services financiers que le marché ne fournit pas. La SEE "complète" le marché. Elle accorde des taux d'intérêt inférieurs au TICR sur des périodes supérieures à dix ans. Pourtant, selon les termes de l'*Arrangement de l'OCDE*, le TICR et dix ans sont "les modalités et conditions de remboursement les plus favorables qui peuvent être offertes dans le cadre d'un soutien public". L'Organe d'appel a conclu que des conditions plus favorables que celles que prévoit l'*Arrangement de l'OCDE* sont un élément de preuve positif de l'existence d'un avantage important; de telles conditions sont, *a fortiori*, un élément de preuve positif de l'existence d'un avantage (benefit). La SEE, de son propre aveu, fournit aux exportateurs canadiens – et aux exportateurs canadiens seulement – des services financiers supérieurs à ceux-ci et supérieurs à ceux que les exportateurs pourraient obtenir ailleurs. La fourniture de ces services est subordonnée en droit à l'exportation. Ils constituent donc une subvention à l'exportation prohibée.

IV. COMPTE DU CANADA

74. Le Compte du Canada a représenté et continue de représenter une subvention à l'exportation prohibée. C'est aussi une mesure marquée au sceau du secret. Jusqu'à la conférence de presse donnée le 10 janvier par M. Tobin au sujet de la transaction Air Wisconsin, le Canada n'a pratiquement rien dit ni révélé à propos du Compte du Canada depuis la première mise en cause de la mesure par le Brésil. Le communiqué de presse publié à l'issue de la conférence de presse du 10 janvier de M. Tobin a décrit le Compte du Canada et ses relations avec la SEE:

---

[144] Loi sur l'expansion des exportations, article 10 1) (pièce n° 17 du Brésil); Rapport annuel 2000 de la SEE, page 47 (pièce n° 22 du Brésil).

[145] Dépositions de fonctionnaires de la SEE, Chambre des communes du Canada, 35ème législature, 1ère session, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, séance n° 43, page 43:30 (pièce n° 45 du Brésil).

[146] *Id*. (pas d'italique dans l'original)

> La Société pour l'expansion des exportations (SEE) a pour mandat d'encourager et de développer le commerce d'exportation et d'accroître la capacité du Canada de s'y adonner et de profiter des occasions d'affaires internationales. La Société est autonome sur le plan financier et elle rend compte au Parlement par l'intermédiaire du Ministre du commerce international.
>
> Dans le cas des transactions qui sont dans l'intérêt national, mais que la SEE ne peut appuyer directement pour des raisons afférentes au degré de risque ou à la taille, la Société peut demander de les traiter dans le cadre du Compte du Canada. En pareil cas, la SEE administre la transaction, mais en bout de ligne, les risques incombent au Compte.
>
> La SEE doit obtenir l'autorisation du Ministre du commerce international, et l'assentiment du Ministre des finances, avant que les transactions passant par le Compte du Canada puissent être signées. Les transactions de plus de 50 millions de dollars nécessitent la sanction du Cabinet. Dans tous les cas, l'aide au financement est offerte à des conditions conformes aux obligations internationales que le Canada a prises au chapitre du crédit à l'exportation, aux termes de l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation soutenus par l'État.[147]

75. Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* a constaté que le Compte du Canada constituait une subvention au sens de l'article premier de l'Accord SMC en ceci qu'il était une contribution financière et qu'il conférait un avantage.[148] Le Groupe spécial a constaté en outre que les subventions du Compte du Canada étaient subordonnées en droit aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC[149], et étaient donc prohibées en vertu de l'article 3.2 de l'Accord.[150] Rien ne s'est produit depuis qui conduirait à modifier cette conclusion.

76. Après l'adoption du rapport *Canada – Aéronefs*, le Canada a tenté de faire bénéficier le Compte du Canada du refuge offert par le second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. Cette tentative a été rejetée par le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 qui a examiné la question.[151] En particulier, le Canada a tenté de mettre le Compte du Canada en conformité avec les obligations qu'il a souscrites dans le cadre de l'OMC en acceptant de satisfaire à l'ensemble des dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE*, y compris les dispositions relatives à l'alignement. Le Groupe spécial, notant que le point k) ne faisait référence qu'aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" et non pas à l'ensemble des dispositions de l'*Arrangement*, a explicitement marqué son désaccord avec le Canada.[152] Cependant, c'est à ces mêmes dispositions relatives à l'alignement que M. Tobin s'est référé dans sa conférence de presse lorsqu'il lui a été demandé de justifier l'action du Canada.[153] La transaction Air Wisconsin d'un montant de 2,35 milliards de dollars a été confirmée par Bombardier le 16 avril 2001, le porte-parole du Ministère du commerce international, M. Sebastian Theberge, ayant déclaré que "la transaction était, pour l'essentiel, celle qui avait été annoncée [par M. Tobin]".[154]

---

[147] "Le Canada offre des conditions de financement comparables à celles du Brésil pour préserver les emplois dans l'aérospatiale", *communiqué d'Industrie Canada*, 10 janvier 2001 (pièce n° 3 du Brésil).

[148] WT/DS70/R, paragraphes 9.221, 9.224 et 9.226.

[149] WT/DS70/R, paragraphe 9.230.

[150] WT/DS70/R, paragraphe 9.231.

[151] WT/DS70/RW, paragraphe 6.2.

[152] *Voir, par exemple*, WT/DS70/RW, paragraphe 5.125.

[153] Conférence de presse de Tobin, paragraphes 7, 15, 20, 27, 74 et 126 (pièce n° 21 du Brésil).

[154] "Bombardier cranks up job mill after signing $2.35-billion jet deal: Federal subsidy gives U.S. airline below-market rate", *Ottawa Citizen*, 17 avril 2001 (pièce n° 14 du Brésil). *Voir aussi* "Bombardier et Air

77. L'utilisation du Compte du Canada par le Canada pour soutenir la vente d'avions par Bombardier à Air Wisconsin constitue une subvention prohibée.

A. LE COMPTE DU CANADA FOURNIT UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

78. Le Compte du Canada offre quatre grandes catégories de services financiers aux exportateurs canadiens: assurance-crédit à l'exportation, services de financement, assurance-caution de bonne fin et assurance-risques politiques.[155] Ces services constituent soit un "transfert direct de fonds", soit un "transfert direct potentiel de fonds ou de passif" selon l'article 1.1 a) 1 i) de l'Accord SMC. Abordant la question du soutien apporté par le Canada dans le cadre de la transaction Air Wisconsin, M. Tobin a déclaré que celui-ci prendrait la forme d'un "prêt", ce qui constitue un transfert direct ou un transfert direct potentiel de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i).[156] Tous ces crédits à l'exportation, quelle que soit leur forme, constituent aussi une fourniture de services autres qu'une infrastructure générale, au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord.

B. LE COMPTE DU CANADA CONFÈRE UN AVANTAGE

79. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel a estimé qu'il y avait avantage chaque fois qu'une contribution financière permettait à celui qui la recevait de bénéficier de "conditions plus favorables que celles auxquelles il a[vait] accès sur le marché".[157] Comme on l'a noté plus haut, par exemple, M. Tobin a reconnu que le Canada accordait à Air Wisconsin "un taux meilleur que celui qui serait normalement obtenu dans le cadre d'un prêt commercial".[158] Par ailleurs, le Ministre a déclaré que le Canada utilisait à cette occasion "la capacité d'emprunt des pouvoirs publics et leur aptitude à offrir, pour un prêt, un meilleur taux d'intérêt que celui que Bombardier pourrait obtenir par ailleurs".[159] Ces deux déclarations montrent que par l'intermédiaire du soutien du Compte du Canada, le Canada permet aux participants à la transaction Air Wisconsin de bénéficier de conditions plus favorables que celles qu'ils peuvent obtenir sur le marché et qu'il confère donc un avantage.

C. LE SOUTIEN DU COMPTE DU CANADA EST SUBORDONNÉ À L'EXPORTATION

80. Le site Web de la SEE confirme que "[l]e Compte du Canada est utilisé pour les transactions [en matière d'exportation] … ".[160] En outre, "[l]es objectifs fondamentaux du programme Compte du Canada sont identiques à ceux du programme Compte de la Société. Mais en vertu du programme Compte du Canada, la SEE est autorisée à appuyer des transactions [en matière d'*exportation*] qui, dans l'optique d'une gestion prudente des risques, ne pourraient être appuyées sur le Compte de la Société".[161] De même, la fiche documentaire concernant le Compte du Canada qui accompagne l'annonce par Industrie Canada de son soutien dans le cadre de la transaction Air Wisconsin indique que le Compte du Canada est un moyen pour la SEE de remplir son "mandat d'encourager et de développer le commerce d'exportation et d'accroître la capacité du Canada de s'y adonner et de

---

Wisconsin signent un contrat portant sur un maximum de 150 avions de transport régional à réaction", *communiqué de presse de Bombardier*, 16 avril 2001 (pièce n° 15 du Brésil).

[155] SEE, RÉSUMÉ DU RAPPORT AU CONSEIL DU TRÉSOR SUR LES TRANSACTIONS PORTÉES AU COMPTE DU CANADA POUR L'EXERCICE 1998-1999, page 4 ("RÉSUMÉ DU RAPPORT DE LA SEE") (pièce n° 46 du Brésil). Le site Web de la SEE confirme que le Compte du Canada continue de fournir des services "d'assurance, de financement et de garantie". Site Web de la SEE, "Comment nous fonctionnons" (pièce n° 16 du Brésil).

[156] Conférence de presse de Tobin, paragraphes 46, 48 et 50 (pièce n° 21 du Brésil).

[157] WT/DS70/AB/R, paragraphe 158.

[158] Conférence de presse de Tobin, paragraphe 66 (pièce n° 21 du Brésil).

[159] *Id.*, paragraphe 20.

[160] Site Web de la SEE, "Comment nous fonctionnons" (pièce n° 16 du Brésil).

[161] RÉSUMÉ DU RAPPORT DE LA SEE, page 4 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 46 du Brésil).

profiter des occasions d'affaires internationales".[162] Le Compte du Canada reste donc *de jure* subordonné à l'exportation.

D. LE CANADA ACCORDE DES SUBVENTIONS PROHIBÉES PAR L'INTERMÉDIAIRE DU COMPTE DU CANADA

81. L'utilisation du Compte du Canada par le Canada en dépit de la promesse faite plus tôt à l'ORD – "le Canada informe l'ORD qu'après le 18 novembre 1999 aucune livraison d'avions de transport régional ne bénéficiera d'un tel financement du Compte du Canada"[163] – est particulièrement regrettable. La déclaration de M. Tobin, le communiqué publié à l'issue de sa conférence de presse et la confirmation ultérieure par M. Theberge de la conclusion de la transaction montrent à l'évidence que la transaction Air Wisconsin a bénéficié du soutien du Compte du Canada. Le Compte du Canada fournit une contribution financière et confère ainsi un avantage. Il est subordonné à l'exportation. Par conséquent, il demeure une subvention prohibée.

V. INVESTISSEMENT QUÉBEC

82. Le 31 mars 1998, dans un discours sur le budget prononcé à l'Assemblée nationale, le Vice-Premier Ministre du Québec, M. Bernard Landry, a annoncé la création d'IQ, pour succéder à la Société de développement industriel du Québec ("SDI").[164] La SDI avait été mise en place dans le but "de promouvoir le développement économique du Québec, notamment en encourageant le développement des entreprises, la croissance des exportations, la recherche et la mise au point de nouvelles techniques".[165] La SDI et son mandat ont été "intégré[s] au sein de la nouvelle société d'État", à savoir IQ.[166]

83. La "mission générale" d'IQ est "de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique du Québec et à la création d'emplois".[167] Plus précisément, l'article 25 de *la Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec* ("Loi sur IQ") dispose que la société "participe à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'exportation".[168]

84. Les pouvoirs d'IQ sont étendus. La Loi sur IQ dispose que "lorsqu'un projet présente un intérêt économique important pour le Québec", le gouvernement peut "confier à la société le mandat d'accorder et d'administrer l'aide qu'il définit pour en favoriser la réalisation".[169] La Loi sur IQ non seulement autorise la société à procéder à une "intervention financière" sous forme de garanties ("cautionnement") et de prêts, mais autorise aussi "toute autre intervention prévue à son plan d'affaires".[170]

---

[162] "Le Canada offre des conditions de financement comparables à celles du Brésil pour préserver les emplois dans l'aérospatiale", *communiqué d'Industrie Canada*, 10 janvier 2001 (pièce n° 3 du Brésil).

[163] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Rapport de situation du Canada*, WT/DS70/8 (26 novembre 1999).

[164] Budget 1998-1999, discours sur le budget prononcé à l'Assemblée nationale par M. Bernard Landry, Vice-Premier Ministre et Ministre d'État de l'économie et des finances, 31 mars 1998, page 31 ("discours sur le budget 1998-1999") (pièce n° 47 du Brésil).

[165] Loi sur la Société de développement industriel du Québec, article 2 (pièce n° 48 du Brésil).

[166] Discours sur le budget 1998-1999, page 31 (pièce n° 47 du Brésil).

[167] Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec ("Loi sur IQ"), article 25 (pièce n° 18 du Brésil).

[168] *Id.*

[169] *Id.*, article 28.

[170] *Id.*, article 30.

85. Dans un article consacré à la transaction Air Wisconsin, le Montreal Gazette du 11 janvier 2001 a donné un exemple des activités d'IQ:

> En plus de l'aide fédérale, Bombardier a aussi obtenu 226 millions de dollars de garanties de prêt d'Investissement Québec, en partie pour la transaction avec Air Wisconsin, transporteur aérien régional d'apport affilié à United Airlines de Chicago.
>
> Jean Cyr, porte-parole d'IQ, a déclaré qu'en 1996, le fonds d'investissement provincial avait créé un programme de 450 millions de dollars sur cinq ans afin de fournir des garanties de prêt aux clients de Bombardier. Sur cette somme, environ 300 millions de dollars ont été utilisés et Cyr a déclaré que le 20 décembre, Bombardier "est venu nous voir et a dit qu'il négociait une grosse affaire avec Air Wisconsin qui nécessiterait" davantage que les 150 millions de dollars restants.
>
> Le cabinet provincial a donc approuvé un supplément de 76 millions de dollars, mettant un total de 226 millions de dollars à la disposition des compagnies aériennes acheteuses d'avions Bombardier. Cette somme ne sera pas entièrement consacrée à la transaction Air Wisconsin, a dit Cyr.[171]

86. Le soutien apporté par IQ à Bombardier ne consiste pas seulement à accorder des garanties de prêt aux clients de ce dernier. IQ fournit aussi ce qui, d'après les informations dont dispose le Brésil, est parfois désigné par "garanties de pertes initiales". Ces instruments peu usités protègent les investisseurs dans des sociétés créées pour acheter des avions à Bombardier et les louer à une compagnie aérienne, en particulier dans le cadre d'opérations dites de "crédit-bail adossé". Une telle opération tire parti de la législation fiscale du pays dans lequel la société s'est établie pour réduire le loyer que doit payer la compagnie aérienne cliente. Le terme "adossé" fait référence à l'utilisation d'un levier fiscal pour réduire les loyers.

87. Par exemple, des investisseurs peuvent créer une société pour acheter des aéronefs à un constructeur afin de les louer à une compagnie aérienne. La transaction aura normalement été arrangée par le service commercial du constructeur, cette formule étant destinée à faciliter les ventes. Les investisseurs apportent 20 pour cent du capital de la société et les 80 pour cent restants sont empruntés à des banques ou à d'autres institutions financières. Les aéronefs sont alors achetés et servent de garantie de l'emprunt. Les loyers payés par la compagnie aérienne sont utilisés pour rembourser l'emprunt. Rien n'est payé aux investisseurs, ou très peu, pendant la durée du crédit-bail. Ainsi, il faut simplement que le montant des loyers suffise au remboursement de l'emprunt, qui ne représente que 80 pour cent de la valeur des aéronefs. La rémunération des investisseurs provient de deux sources: 1) les abattements fiscaux et 2) la valeur résiduelle des aéronefs.

88. La législation fiscale de certains pays – en particulier l'Allemagne, les États-Unis, la France, le Japon et le Royaume-Uni – favorise ce type de transaction. En tant que propriétaires des aéronefs, même s'ils n'ont apporté que 20 pour cent du prix d'achat, les investisseurs – en vertu des lois fiscales de ces pays – sont autorisés à déduire 100 pour cent de l'amortissement annuel des aéronefs de leurs revenus provenant d'autres sources. Ainsi, les pertes comptables dues à la dépréciation des aéronefs servent à réduire le montant de la feuille d'impôt des investisseurs pendant la durée du crédit-bail. En outre, lorsque l'emprunt est remboursé et que le crédit-bail a pris fin, les investisseurs sont propriétaires des aéronefs et peuvent en réclamer la valeur dite "résiduelle". Les profits réalisés lors de la vente des aéronefs sont considérés à ce stade comme des "gains de capital" et imposés à un taux réduit dans les pays dont la législation fiscale favorise ce type de transaction.

---

[171] "Ottawa backs Bombardier: Loan to U.S. firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies", *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001 (pièce n° 9 du Brésil).

89. Les investisseurs encourent deux principaux risques. L'un est que la valeur des aéronefs à l'expiration du crédit-bail soit faible. Les investisseurs sont habituellement protégés contre ce risque par la rigueur des prescriptions en matière d'entretien des aéronefs et par une "garantie de valeur résiduelle" généralement fournie par le constructeur.[172] L'autre risque encouru par les investisseurs est le manquement de la compagnie aérienne à ses obligations pendant la durée du crédit-bail. Si un tel manquement se produisait, les créanciers – ceux qui ont apporté 80 pour cent du capital de la société – seraient en droit de s'approprier les aéronefs à titre de dédommagement. Cela priverait dès lors les investisseurs de l'avantage des abattements fiscaux. Cela pourrait aussi les priver de leurs avoirs – les aéronefs – lorsque ceux-ci seraient vendus afin de rembourser les créanciers. Le produit de la vente pourrait ne pas dépasser suffisamment le montant nécessaire pour rembourser la dette, ce qui, pour les investisseurs, signifierait une perte partielle ou même totale. Une garantie de pertes initiales protège les investisseurs contre ce risque.

90. À une occasion au moins, IQ a offert une telle garantie aux investisseurs dans une société créée pour acheter des avions Bombardier. La pièce n° 49 du Brésil est un extrait d'un mémorandum adressé aux investisseurs potentiels dans une société qui serait créée pour acheter et louer des aéronefs construits par Bombardier. Le mémorandum indique que la transaction comportera un crédit-bail adossé assorti d'une période allant jusqu'à [ ] années. Il spécifie ensuite:

[[173]]

91. Alors que cette transaction est le seul élément de preuve documentaire dont dispose actuellement le Brésil au sujet des garanties d'investissement d'IQ, le Brésil a été informé par Embraer que le Québec apportait un soutien, sous forme, selon Embraer, de garanties sur titres, afin de faciliter la vente par Bombardier d'avions de transport régional à réaction CRJ 200 à Atlantic Southeast, Midway et Northwest Airlines à la fin des années 90. Seul le Canada détient les renseignements concernant ces transactions. Cette information figure dans la lettre adressée le 21 mai par le Brésil au Groupe spécial pour lui demander de prier le Canada de produire les renseignements pertinents.

A. IQ FOURNIT UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL

92. La fourniture de services financiers sous forme de prêts et de garanties ("cautionnement") constitue une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Il s'agirait notamment des services cités en exemple par le Brésil: la garantie décrite par M. Cyr et la garantie fournie aux investisseurs. Ces services financiers constituent en outre des services autres qu'une infrastructure générale au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord.

B. IQ PROCURE UN AVANTAGE À L'INDUSTRIE DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL

93. Les termes du [ ]font écho aux termes employés par le Canada lors du réexamen au titre de l'article 21:5 de l'affaire *Brésil – Aéronefs*, à savoir que, dans le cas des garanties de prêt, "la banque prêteuse établit des conditions de financement en fonction du risque encouru par les pouvoirs

---

[172] Embraer a fait savoir au gouvernement brésilien que son personnel commercial avait appris de compagnies aériennes clientes potentielles que Bombardier offrait une garantie de valeur résiduelle cautionnée par l'État. Cependant, le Brésil n'a pas de document à l'appui de ces déclarations. Ces renseignements ne sont détenus que par le Canada, comme l'a noté le Brésil dans sa lettre du 21 mai 2001 au Groupe spécial.

[173] [ ] (pièce n° 49 du Brésil). En vertu de l'article 16 des Procédures de travail du Groupe spécial, le Brésil demande que cette citation, de nature confidentielle, ne figure pas dans la version de la présente communication jointe au rapport du Groupe spécial.

publics ..., et non par l'emprunteur".[174] En l'espèce, il ne semble pas s'agir d'une garantie de prêt, mais seulement d'une garantie sur titres. Mais le principe est le même. Toute la confiance et tout le crédit accordés au gouvernement du Québec assurent les investisseurs contre toute perte.

94. En fait, une garantie accordée aux investisseurs est encore plus avantageuse qu'une garantie de prêt. Les investisseurs sont normalement les preneurs de risque dans une transaction. En échange des bénéfices potentiels de la propriété, ils prennent le risque de l'échec. Un garant qui élimine ou réduit ce risque accepte la totalité du risque du système commercial sans possibilité d'en tirer des bénéfices. Le garant d'un prêt, en revanche, peut normalement compter sur le nantissement du prêt pour réduire le risque, outre le fait que celui-ci se réduit à mesure que le prêt est remboursé. Le garant d'un investisseur ne jouit même pas de cette sécurité. La situation peut en fait être inverse, la totalité du capital apporté par les investisseurs étant vulnérable pendant toute la durée du crédit-bail.

95. Les garanties sur titres sont si inhabituelles qu'elles ne sont même pas mentionnées expressément dans le texte de l'Accord, comme le sont les garanties de prêt. Par ailleurs, il ne semble même pas qu'elles soient disponibles commercialement. Après avoir été informé par des clients potentiels que Bombardier était en mesure d'offrir une garantie à des investisseurs potentiels dans des sociétés de crédit-bail, Embraer a cherché à savoir s'il pouvait obtenir des garanties similaires. Il lui a été répondu que ces garanties n'étaient pas disponibles sur le marché.[175]

96. Une garantie de prêt accordée par l'État confère à une partie privée la cote de crédit de l'État et, par là, un avantage en donnant à un emprunteur une capacité d'endettement supérieure à celle qu'il aurait autrement sur le marché. Tout à fait indépendamment d'une cote de crédit potentiellement plus favorable, cependant, une garantie de prêt renforce la sécurité du prêteur en rendant une partie supplémentaire responsable de la dette. Cela confère également un avantage en donnant à tout emprunteur une capacité d'endettement supérieure à celle qu'il aurait autrement. Une garantie accordée par les pouvoirs publics à un investisseur et protégeant celui-ci contre les risques inhérents au marché des titres confère un avantage en donnant la possibilité de lever des capitaux pour financer des transactions des aéronefs à des conditions plus favorables pour les autres parties qu'elles ne le seraient sur le marché en l'absence de cette garantie.

C. LE PROGRAMME IQ EST SUBORDONNÉ À L'EXPORTATION

97. L'article 25 de la Loi sur IQ spécifie que "l'exportation" est une des missions d'IQ. Les statuts d'IQ confirment que le programme est subordonné en droit à l'exportation.

98. Si IQ peut soutenir toute une gamme de projets, lorsqu'un projet est lié à la vente de biens tels que des aéronefs, l'obtention de fonds auprès d'IQ est explicitement subordonnée à l'exportation de ces biens. Le Décret n° 572-2000 concernant le programme du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi autorise IQ à apporter son soutien financier à des projets d'investissement ou d'exportation.[176] Le Décret précise ensuite qu'on entend par "exportation", entre autres, la vente de biens, mais seulement s'il s'agit de ventes à l'extérieur du Québec.[177] De même, le Décret n° 841-2000 habilite IQ à soutenir des projets de développement de marchés[178], qu'il

[174] WT/DS46/RW, annexe 1-2, paragraphe 36.

[175] *Voir* les lettres de banques réunies en tant que pièce n° 50 du Brésil.

[176] Décret n° 572-2000, 9 mai 2000, concernant le programme du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi, article premier (pièce n° 19 du Brésil).

[177] *Id.*, article 2.

[178] Décret n° 841-2000, 28 juin 2000, concernant le Programme d'aide au financement des entreprises, article 2 (pièce n° 20 du Brésil).

définit comme étant, entre autres, des projets ayant pour ultime objet la vente de biens, à condition qu'il s'agisse, là aussi, de ventes à l'extérieur du Québec.[179]

99. Ainsi, chaque fois qu'IQ apporte son soutien pour une vente d'aéronefs, elle ne le fait qu'à condition que le bénéficiaire de ce soutien exporte ces aéronefs à l'extérieur du Québec. C'est la définition même de "subordonnées, en droit … aux résultats à l'exportation", au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. De par la loi, un bénéficiaire potentiel doit démontrer que les aéronefs seront exportés. Par conséquent, chaque fois qu'il sert à apporter un soutien dans le cadre de transactions concernant des avions de transport régional, le programme IQ est, en tant que tel, une subvention à l'exportation prohibée.

100. Les statuts d'IQ contiennent d'autres éléments de preuve indiquant sa subordination à l'exportation. Le Décret n° 841-2000 prévoit un financement afin d'accorder une certaine "marge de crédit à l'exportation":

> Le montant d'une marge de crédit à l'exportation est déterminé en fonction des besoins de financement à court terme de l'entreprise et la garantie est accordée en fonction des activités de développement de marché de cette entreprise et *du contenu québécois des produits et services qu'elle exporte*.[180]

101. Le fonds de garantie de prêt créé en 1996 spécialement pour Bombardier et la garantie sur titres accordée par le Québec aux investisseurs démontrent aussi la subordination *de jure* à l'exportation des subventions d'IQ. Presque toute la production d'avions de transport régional de Bombardier est exportée. Même la vente de lancement au transporteur national Air Canada était structurée comme une vente à l'exportation et a bénéficié d'un financement de la SEE.[181] Pour paraphraser le Groupe spécial *Australie – Cuir*, il est clair que le marché canadien des aéronefs est trop exigu pour absorber la production de Bombardier, et encore moins une production accrue qui pourrait résulter des avantages financiers découlant des subventions.[182]

102. La subordination du programme IQ à l'exportation est à nouveau démontrée par les garanties sur titres fournies par IQ pour soutenir des opérations de crédit-bail adossé.[183] Le but même de ces opérations est de tirer parti du régime fiscal favorable accordé par la législation des pays concernés. Du fait de la législation fiscale de cinq pays – l'Allemagne, les États-Unis, la France, le Japon et le Royaume-Uni –, presque toutes, si ce n'est toutes les opérations mondiales de crédit-bail adossé sont basées dans un de ces pays. La législation fiscale du Canada exclut pratiquement qu'une opération de crédit-bail adossé puisse y être basée. En fait, "le financement de crédit-bail par voie de déduction fiscale, sauf pour certains biens insaisissables, est presque inexistant" au Canada.[184] À cet égard, le Brésil rappelle la déposition de M. Paul Labbé, alors Président de la SEE, qui, en justifiant le soutien de la SEE pour une vente apparemment intérieure à Air Canada, a déclaré au Parlement canadien

---

[179] *Id*., article 3 (""développement de marchés": ... – la commercialisation ... pour l'accroissement de ventes ... à l'extérieur du Québec; – la vente de biens ... à l'extérieur du Québec; – l'acquisition d'une entreprise ou d'un réseau de distribution pour la vente de biens ... à l'extérieur du Québec; – la formation d'un groupement d'entreprises à des fins de vente de biens ... à l'extérieur du Québec ...").

[180] Décret n° 841-2000 du 28 juin 2000 concernant le Programme d'aide au financement des entreprises, article 7 (pièce n° 20 du Brésil).

[181] *Voir supra*, paragraphe 72.

[182] *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles*, WT/DS126/R, paragraphe 9.67 (25 mai 1999) (adopté le 16 juin 1999) ("[I]l est clair que le marché australien du cuir pour automobiles est trop exigu pour absorber la production de Howe, et encore moins une production accrue qui pourrait résulter des avantages financiers découlant des versements à titre de dons …").

[183] Mémorandum d'offre (pièce n° 49 du Brésil).

[184] Monica Biringer, "Cross-Border Equipment Leasing May Reduce Financing Costs for Canadian Users", *5 Journal of International Taxation* 230 (mai 1994) (pièce n° 51 du Brésil).

qu'un "mécanisme fiscal" avait été créé aux États-Unis et que ce "mécanisme" achetait les avions, de sorte que la transaction pouvait être considérée comme une exportation, et les louait ensuite à Air Canada.[185]

D. LE CANADA ACCORDE DES SUBVENTIONS PROHIBÉES PAR L'INTERMÉDIAIRE D'IQ

103. Les éléments de preuve accessibles au public concernant les opérations d'IQ, de même que les éléments de preuve accessibles au public concernant la SEE, ne sont que la partie émergée de l'iceberg.[186] Quoi qu'il en soit, ces éléments établissent clairement qu'au minimum, par l'intermédiaire des garanties d'IQ, le Canada accorde des subventions à l'exportation prohibées. Ces garanties sont des contributions financières qui confèrent un avantage en assumant un risque qu'il conviendrait autrement aux participants d'assumer dans les transactions. Elles sont subordonnées, en droit ou en fait, à l'exportation. Elles sont par conséquent prohibées par l'Accord.

VI. CONCLUSION

104. Le présent différend est un différend au sujet de subventions, mais il est plus que cela. S'agissant d'un différend au sujet de subventions, les activités de la SEE, du Compte du Canada et d'IQ sont en cause. Les éléments de preuve que le Brésil a présentés démontrent incontestablement que, par l'intermédiaire de chacun de ces mécanismes, le Canada accorde une subvention qui est subordonnée à l'exportation, et le Brésil demande que le présent Groupe spécial fasse une détermination en ce sens, comme l'a indiqué le Brésil dans sa demande d'établissement du Groupe spécial.

105. Plus généralement cependant, il s'agit d'un différend au sujet de la transparence et du fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC lorsqu'il se rapporte à des subventions. Aucun des programmes canadiens qui font l'objet du présent différend n'a jamais été notifié au Comité des subventions et des mesures compensatoires en application de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord SMC.[187] Lors des consultations, le Canada a refusé de fournir des renseignements en réponse aux questions du Brésil et, en fait, la délégation canadienne aux consultations a déclaré qu'elle n'était absolument pas préparée ne serait-ce qu'à parler d'IQ. Lors de la précédente procédure, le Canada a refusé avec ténacité de produire les renseignements pertinents qu'il était le seul à détenir, même lorsque le Groupe spécial lui a demandé de le faire. Le Canada est allé jusqu'à prétendre qu'il n'avait pas le devoir de coopérer.[188]

---

[185] Dépositions de fonctionnaires de la SEE, Chambre des communes du Canada, 35ème législature, première session, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, séance n° 43, page 43:30 (pièce n° 45 du Brésil).

[186] *Voir supra*, paragraphe 73.

[187] La dernière notification canadienne date du 9 mai 2000. G/SCM/N/48/CAN. Peut-être la prochaine notification du Canada rectifiera-t-elle cette omission apparente.

[188] WT/DS70/AB/R, paragraphe 186.

106. Ainsi, ce qui est en cause ici n'est pas seulement la compatibilité ou l'incompatibilité des programmes du Canada avec les obligations qu'il a souscrites dans le cadre de l'OMC mais, ce qui est peut-être encore plus important, la compatibilité ou l'incompatibilité des obligations du Canada en matière de transparence et de coopération de bonne foi. La détermination du Groupe spécial sur le fond du présent différend aura des incidences très importantes sur les normes applicables aux crédits à l'exportation dans le cadre de l'OMC. La détermination du Groupe spécial sur les questions de transparence et de bonne foi qu'a soulevées l'attitude du Canada tant à l'occasion du présent différend que du précédent aura des incidences très importantes sur les normes applicables non seulement aux crédits à l'exportation, mais à tous les différends au sein de l'OMC.

ANNEXE A-4

RÉPONSE DU BRÉSIL À LA COMMUNICATION DU CANADA CONCERNANT LES QUESTIONS DE COMPÉTENCE

(22 juin 2001)

1. Le Groupe spécial a demandé au Brésil de répondre à la communication préliminaire du Canada concernant la compétence du Groupe spécial, datée du 18 juin 2001.[1] Dans cette communication, le Canada soutient que certaines des allégations formulées par le Brésil sont incompatibles avec les articles 6:2 et 21:5 du *Mémorandum d'accord sur les règles et les procédures régissant le règlement des différends* ("le Mémorandum d'accord").

II. LES ALLÉGATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE COMPTE DU CANADA SONT COMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

2. Le Canada fait valoir que le Brésil ne peut pas contester, dans le cadre d'une procédure engagée conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, l'existence ou la compatibilité avec les accords visés de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions formulées précédemment par l'ORD en ce qui concerne le Compte du Canada.[2] Il affirme qu'au contraire le Brésil peut uniquement recourir à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. La conclusion du Canada est erronée tant sur le plan factuel que juridique.

3. De fait, la conclusion du Canada selon laquelle trois des "allégations" formulées par le Brésil "exigeraient que le présent groupe spécial se prononce sur des questions de mise en conformité avec les décisions antérieures rendues par l'ORD dans une affaire différente" est également erronée d'un point de vue factuel.[3] Le Canada a tort de considérer comme une "allégation" distincte chacun des paragraphes numérotés concernant le Compte du Canada qui figurent dans la demande d'établissement du présent groupe spécial présentée par le Brésil.[4] Le Brésil formule une allégation générale, au paragraphe 1 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, s'agissant du soutien accordé par le Compte du Canada, à savoir que "[l]es crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3" de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC").

4. Les paragraphes 2 à 4 exposent la nature de cette allégation de manière plus détaillée. Ils expliquent que le Brésil met en cause le soutien accordé à l'industrie des avions de transport régional par le Compte du Canada, à la fois en tant que tel et tel qu'il est appliqué dans le cadre de la transaction Air Wisconsin. Au paragraphe 2, le Brésil demande au Groupe spécial de constater que le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans le différend *Canada – Aéronefs* a constaté que le Compte du Canada était incompatible avec l'article 3 de l'Accord SMC[5] mais que, à ce jour, le Canada n'a toutefois rien fait pour remédier à cette incompatibilité. Les références, faites aux paragraphes 1 et 3, au caractère durable du subventionnement des exportations accordé par le Compte du Canada constituent des assertions spécifiques par lesquelles il est demandé au Groupe spécial de formuler des

---

[1] Cette communication est ci-après dénommée "Communication préliminaire du Canada".

[2] *Voir Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/RW (adopté le 4 août 2000), paragraphe 6.2.

[3] Communication préliminaire du Canada, paragraphe 15.

[4] WT/DS222/2 (1er mars 2001).

[5] WT/DS70/RW (adopté le 4 août 2000), paragraphe 6.1.

constatations de fait concernant le Compte du Canada avant qu'il ne fasse l'objet de modifications. Dans sa première communication écrite, le Canada fait lui-même référence à l'historique du différend *Canada – Aéronefs* en ce qui concerne le Compte du Canada.[6]

5. En outre, les arguments invoqués par le Canada ne sont pas fondés d'un point de vue juridique. Bien qu'un Membre puisse effectivement mettre en cause, au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, "des mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD, le sens ordinaire de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et l'article 4.1, 4.4 et 4.5 de l'Accord SMC n'empêche pas un Membre d'engager une nouvelle procédure de règlement des différends au titre de ces dispositions.

6. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord renvoie d'une manière générale aux "mesures" qui sont visées par une demande d'établissement d'un groupe spécial. De même, l'article 4.1 de l'Accord SMC soumet à une procédure de règlement des différends "une subvention … accordée ou maintenue par un autre Membre". L'article 4.4 dispose que, en cas de consultations infructueuses, "la question" pourra être portée devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial. Enfin, l'article 4.5 autorise un groupe spécial à demander l'assistance du Groupe d'experts permanent pour ce qui est de savoir si "la mesure en question" est une subvention prohibée. Rien dans le sens ordinaire de ces dispositions ne limite le règlement des différends à des types particuliers de mesures; il n'exclut pas non plus l'examen de "mesures" qui restent en vigueur sans que rien ne soit fait pour les rendre conformes aux recommandations et décisions antérieures de l'ORD.

7. En outre, même dans les cas où des dispositions ont été prises pour mettre ces mesures en conformité, l'objet et le but de la procédure accélérée prévue à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord seraient compromis par l'allégation du Canada. Lorsqu'il a examiné le sens du membre de phrase "compatibilité avec un accord visé" figurant à l'article 21:5, dans l'affaire *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, le Groupe spécial *– Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord,* a souligné que l'article 21:5 visait implicitement à offrir une réparation *accélérée* à un Membre qui avait déjà contesté avec succès les mesures prises par un autre Membre:

> La *raison* en est évidente: un plaignant, après avoir eu gain de cause dans un différend initial, ne devrait pas avoir à passer une nouvelle fois par toute la procédure prévue dans le Mémorandum d'accord si le Membre concerné, en cherchant à se conformer aux recommandations de l'ORD au titre d'un accord visé, viole, involontairement ou non, ses obligations au titre d'autres dispositions d'accords visés. En pareil cas, il devrait exister une procédure accélérée. C'est celle qui est prévue à l'article 21:5. Elle est conforme à la prescription fondamentale énoncée à l'article 3:3 et à l'article 21:1, selon laquelle il faut "donner suite dans les moindres délais" aux recommandations ou décisions de l'ORD.[7]

Il convient de noter que le Groupe spécial a déclaré qu'une procédure accélérée "*exist[ait]*" pour un Membre et *non* que c'était une procédure obligatoire ou l'unique procédure existante. En conséquence, si ce Membre décide de renoncer à recourir à cette procédure accélérée, c'est assurément sa prérogative de le faire. Exiger des Membres qu'ils recourent uniquement à cette procédure accélérée serait contraire à l'objet et au but de l'article 21:5.

8. Compte tenu des circonstances propres à l'affaire en question, le Brésil a estimé utile de s'abstenir de recourir à la procédure accélérée prévue à l'article 21:5. La mise en cause, par le Brésil, du soutien accordé par le Compte du Canada à l'industrie canadienne des avions de transport régional

[6] Première communication écrite du Canada au Groupe spécial, datée du 18 juin 2001, paragraphes 30 et 31.

[7] WT/DS18/RW (adopté le 20 mars 2000), paragraphe 6.10.

repose sur des allégations contestant la mesure en tant que telle et telle qu'elle est appliquée dans le cadre de transactions particulières. En outre, un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord en vue d'examiner les "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD s'agissant du Compte du Canada ne serait pas autorisé à examiner la compatibilité avec les accords visés du soutien accordé par le Compte du Canada tel qu'il est appliqué dans le cadre de transactions particulières concernant les avions de transport régional. Comme le Brésil et le Canada l'ont tous deux indiqué à une réunion de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*[8], le soutien accordé dans le cadre de transactions postérieures à l'échéance fixée pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD ne constitue pas des "mesures prises pour se conformer" à ces recommandations et décisions.

9. En conséquence, afin d'étayer l'examen de ses allégations mettant en cause des mesures "en tant que telles" et "telles qu'elles sont appliquées", le Brésil a jugé préférable de porter l'ensemble de ces allégations devant le présent groupe spécial, plutôt que d'en porter quelques-unes devant un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5. Exiger du Brésil qu'il scinde ses allégations et les porte devant deux groupes spéciaux distincts, l'un établi au titre de l'article 21:5 et l'autre au titre de l'article 6 – ne serait pas justifié par le sens ordinaire des dispositions concernées et ne serait pas compatible avec l'objet et le but de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

10. C'est particulièrement vrai dans les cas où, comme en espèce, aucune mesure de mise en conformité n'a été prise. Dans la présente affaire, le Brésil n'a pas contesté une mesure de mise en conformité au titre de l'article 21:5, mais a choisi de mettre de nouveau en cause le Compte du Canada en tant que "mesure" au titre de l'article 6:2, conformément au sens ordinaire de cette disposition.

11. Enfin, après l'adoption du rapport établi au titre de l'article 21:5, le Brésil a décidé de ne pas exercer les droits qu'il tenait de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord de suspendre des concessions. Au lieu de cela, il a choisi d'engager des négociations avec le Canada en vue de résoudre ces différends. Dans l'intervalle, le délai de 30 jours prévu pour demander l'autorisation de suspendre des concessions au titre de l'article 22:6 a expiré. Assurément, le Canada n'affirme pas que le Brésil aurait pu, à ce moment, demander à l'Organe de règlement des différends l'autorisation de suspendre des concessions en se fondant, soit sur les rapports adoptés précédemment, soit sur tout nouveau rapport établi au titre de l'article 21:5. Or, si le Brésil n'était pas autorisé à demander qu'un nouveau groupe spécial établisse une nouvelle détermination, cela signifierait que tout Membre qui opterait initialement pour la négociation et non la rétorsion perdrait à tout jamais l'occasion de suspendre des concessions. Une telle interprétation ne servirait pas la cause d'un règlement des différends à l'amiable.

12. En conséquence, le Brésil demande que la demande préliminaire du Canada soit rejetée à cet égard.

III. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT DU PRÉSENT GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL EST COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

A. OBLIGATIONS JURIDIQUES AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

13. Dans sa communication préliminaire, le Canada fait également valoir que certaines des "allégations" du Brésil sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

[8] WT/DS70/AB/RW (adopté le 4 août 2000).

14. Avant de passer en revue les prescriptions de l'article 6:2 et de voir s'il s'y conforme, le Brésil fait de nouveau observer que le Canada a tort de considérer chacun des paragraphes numérotés de la demande d'établissement du présent groupe spécial qu'il a présentée comme une "allégation" distincte. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil formule une allégation générale pour ce qui est du soutien accordé par le Compte du Canada, qui figure au paragraphe 1. Les paragraphes 2 à 4 donnent davantage de détails. De même, l'allégation générale du Brésil s'agissant du soutien accordé au titre du programme d'expansion des exportations figure au paragraphe 5, l'objet du paragraphe 6 étant de démontrer que la mise en cause par le Brésil concerne à la fois les formes particulières du soutien de la SEE mentionné au paragraphe 5, en tant que tel et ce soutien tel qu'il est appliqué.

B. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT DU PRÉSENT GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL SATISFAIT AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

15. La demande d'établissement du présent groupe spécial présentée par le Brésil satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui dispose ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. …

16. L'Organe d'appel a indiqué à plusieurs occasions quel était l'objet sous jacent des prescriptions de l'article 6:2. Dans l'affaire *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, il a déclaré qu'il était important qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial soit "précise" pour deux raisons:

> [P]remièrement, elle constitue souvent la base du mandat du groupe spécial défini conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord; et, deuxièmement, elle informe la partie défenderesse et les tierces parties du fondement juridique de la plainte.[9]

17. Dans l'affaire *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, l'Organe d'appel a fait référence à ces deux buts en des termes légèrement différents. Il a déclaré qu'une demande "spécifique" d'établissement d'un groupe spécial établissait le "domaine de compétence du groupe spécial en définissant les allégations précises en cause dans le différend" et visait "un objectif important qui [était] de garantir une procédure régulière", ce qui permettait plus facilement aux autres parties et aux tierces parties de répondre aux arguments du plaignant.[10]

18. Afin de réaliser ce double objectif, dans son rapport concernant l'affaire *Corée – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de certains produits laitiers*, l'Organe d'appel a imposé quatre prescriptions spécifiques auxquelles devait satisfaire toute demande d'établissement d'un groupe spécial:

> La demande doit i) être présentée par écrit; ii) préciser si des consultations ont eu lieu; iii) indiquer les mesures spécifiques en cause; et iv) contenir un bref exposé du

[9] WT/DS27/AB/R (adopté le 25 septembre 1997), paragraphe 142.
[10] WT/DS22/AB/R (adopté le 20 mars 1997), page 26.

> fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.[11]

Comme il sera démontré ci-après, la demande du Brésil satisfait à chacun de ces critères.

1. Prescriptions i) et ii)

19. La demande d'établissement du présent groupe spécial présentée par le Brésil a été présentée par écrit et indique que des consultations ont eu lieu, mais qu'elles n'ont pas permis de régler le différend. Les deux premières prescriptions énoncées dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* sont donc respectées.

2. Prescription iii)

20. La demande du Brésil satisfait aussi à la troisième prescription examinée dans l'affaire *Corée - Produits laitiers*, à savoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer les mesures spécifiques en cause. S'agissant des trois programmes canadiens visés – le Compte du Canada, la Société d'expansion des exportations ("SEE") et Investissement-Québec ("IQ") – le Brésil a indiqué les catégories spécifiques de soutien qu'il mettait en cause. Le paragraphe 1 de sa demande indique que le Brésil met en cause les "crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada ...". Il est dit au paragraphe 5 que le Brésil met en cause les "crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE …". Enfin, le paragraphe 7 indique que le Brésil met également en cause les "crédits à l'exportation et les garanties accordées par [IQ], y compris les garanties de prêts, les garanties sur titres, les garanties de la valeur résiduelle et les "garanties de pertes initiales"...".

21. La demande présentée par le Brésil non seulement met expressément en cause les mesures susmentionnées *en tant que telles* mais précise aussi que cette mise en cause vise également les mesures *telles qu'elles sont appliquées* dans le cadre, par exemple, de la transaction Air Wisconsin. Enfin, contrairement à l'allégation formulée par le Canada aux paragraphes 42, 51 et 56 de sa communication préliminaire, le paragraphe initial de la demande présentée par le Brésil indique que celle-ci vise uniquement ces mesures pour ce qui est de leur rôle dans les transactions concernant des avions de transport régional. Le Brésil note par ailleurs que l'intitulé du différend est *Canada - Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*.[12]

22. Le Canada semble se plaindre principalement du fait que les allégations du Brésil sont "extrêmement large[s]", "si larges qu'elles défient toute définition", et qu'elles "seraient susceptibles de viser des centaines de clients et plusieurs milliers de transactions depuis 1995".[13] Il paraît laisser entendre qu'une allégation doit être bien circonscrite pour satisfaire à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

23. L'article 6:2 ne contient aucune prescription de ce genre. Le Brésil a le droit de formuler des allégations générales selon lesquelles les programmes canadiens dans leur ensemble sont incompatibles avec les obligations qui incombent au Canada au titre de l'Accord SMC. Des mesures

---

[11] WT/DS98/AB/R (adopté le 14 décembre 1999), paragraphe 120.

[12] En tout état de cause, dans l'affaire *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, l'Organe d'appel a noté que "l'article 6:2 du Mémorandum d'accord n'exige[ait] pas expressément que soient indiqués les produits auxquels les "mesures spécifiques en cause" s'appliqu[aient]". WT/DS62/AB/R-WT/DS67/AB/R-WT/DS68/AB/R (adopté le 22 juin 1998), paragraphe 67. Bien qu'en vertu d'une disposition particulière de l'accord visé en question, il puisse être prescrit de spécifier les produits visés, le Canada n'affirme rien de la sorte en ce qui concerne l'Accord SMC.

[13] Communication préliminaire du Canada, paragraphes 41, 51.

entrant dans une définition large, telles que le traitement fiscal prévu par les États-Unis pour les sociétés de ventes à l'étranger, ont souvent fait l'objet de différends soumis à l'OMC, dans des circonstances où elles affectaient un nombre de personnes bien plus important que les "centaines de clients" évoqués dans les allégations formulées par le Brésil à l'encontre du Compte du Canada, de la SEE et d'IQ. Mettre en cause une mesure, quelle qu'en soit la portée, qu'il considère incompatible avec les obligations qu'un autre Membre a contractées dans le cadre de l'OMC est une prérogative de tout Membre.

24. En tout état de cause, le Brésil fait observer que ses allégations sont loin d'être aussi générales qu'elles pourraient l'être. Comme il a été indiqué précédemment, il est précisé dans sa demande que ces allégations visent uniquement le Compte du Canada, la SEE et IQ pour ce qui est de leur rôle dans les transactions concernant les avions de transport régional. En outre, le Brésil a limité ces allégations aux formes particulières du soutien accordé par le Compte du Canada, la SEE et IQ, ou par leur intermédiaire. Le Compte du Canada recourt à des types de soutien qui ne sont pas mentionnés dans les allégations du Brésil, dont l'assurance-crédit à l'exportation, l'assurance-caution de bonne fin et l'assurance-risques politiques.[14] De même, la SEE accorde divers types de soutien qui ne sont pas visés par les allégations du Brésil, tels que l'assurance des comptes débiteurs, l'assurance-caution et l'assurance-risques politiques. IQ accorde aussi un type de soutien qui n'est pas mentionné dans les allégations du Brésil, tel que le cautionnement[15] et l'assurance contre les risques de change.[16] Pour les raisons exposées ci-dessus, la demande du Brésil satisfait à la troisième prescription énoncée dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*.

3. Prescription iv)

25. Comme il a été indiqué ci-dessus, l'Organe d'appel a déclaré dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* que la quatrième prescription découlant de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord concerne l'inclusion, dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, d'"un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème".[17] Il a souligné que, tant que le fondement juridique était identifié et présentait le problème clairement, "seul était exigé un exposé – et celui-ci pouvait être bref – du fondement juridique de la plainte".[18]

26. Comme il a été exposé plus haut, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil comporte trois allégations générales mettant en cause le soutien accordé à l'industrie canadienne des avions de transport régional par le Compte du Canada, la SEE et IQ, ou par leur intermédiaire. En outre, le Brésil affirme expressément aux paragraphes 1, 5 et 7 que ces mesures constituent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord SMC.[19]

27. Toutefois, le Brésil ne s'est pas simplement contenté de procéder à l'"identification des dispositions du traité dont il est allégué". Pour faire en sorte que le problème soit présenté clairement, comme l'a prescrit l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, les paragraphes 1 à 7 donnent des précisions, exposées ci-dessus, sur les catégories spécifiques de soutien mises en cause.

---

[14] RÉSUMÉ DU RAPPORT AU CONSEIL DU TRÉSOR SUR LES TRANSACTIONS PORTÉES AU COMPTE DU CANADA POUR L'EXERCICE 1998-1999, page 4 (pièce n° 46 du Brésil).

[15] Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec, article 30 1) (pièce n° 18 du Brésil).

[16] Décret n° 572-2000 du 9 mai 2000 concernant le programme du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi, article 11 d) (pièce n° 19 du Brésil).

[17] WT/DS98/AB/R (adopté le 22 juin 1998), paragraphe 120.

[18] *Id.*

[19] Comme il a été indiqué plus haut, les paragraphes 2 à 4 développent l'allégation générale concernant le Compte du Canada qui figure au paragraphe 1 et qui renvoie aux articles 1er et 3 de l'Accord SMC. En conséquence, il n'était pas nécessaire que le Brésil fasse de nouveau référence à ces dispositions dans les paragraphes 2 à 4.

4. Circonstances concomitantes

28. Quand bien même le Brésil se serait simplement contenté d'identifier les dispositions du traité en cause, cela aurait été suffisant pour protéger le Canada et empêcher que ses intérêts ne subissent un préjudice ou qu'il ne soit porté atteinte à ses droits à une procédure régulière. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, la question de savoir s'il est porté atteinte aux droits d'une partie défenderesse à une procédure régulière au titre de l'article 6:2 ne repose pas uniquement sur le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial.[20] Au lieu de cela, comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans l'affaire *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, "[l]a question fondamentale pour évaluer des allégations de préjudice est celle de savoir si une partie défenderesse a *été informée* des allégations présentées par la partie plaignante, d'une manière suffisante pour lui permettre de se défendre".[21] En conséquence, la "simple énumération des articles de l'accord ou des accords en cause suffit compte tenu des *circonstances entourant* [l'affaire], pour satisfaire au critère de *clarté*" que prescrit l'article 6:2 et qui est nécessaire pour protéger les droits d'un Membre à une procédure régulière.[22] Pour déterminer si "la simple énumération des articles de l'accord" en cause dans le différend porte atteinte aux droits d'une partie défenderesse à une procédure régulière, un groupe spécial peut, entre autre, "[tenir compte] du déroulement de la procédure du Groupe spécial".[23]

29. Les "circonstances concomitantes" en l'espèce démontrent qu'il n'a pas été porté atteinte à la capacité du Canada de se défendre. Comme le Brésil l'a fait observer dans sa première communication écrite, le Compte du Canada, la SEE et IQ - les trois programmes mentionnés dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial – avaient déjà été mis en cause dans un différend antérieur, à savoir *Canada – Mesures visant les exportations d'aéronefs civils*. Ce différend a débuté en mars 1997 avec une demande de consultations présentée par le Brésil[24], qui a été suivie d'une demande d'établissement d'un groupe spécial en juillet 1998.[25] Dans sa phase initiale, le différend a donné lieu à la publication d'un rapport de groupe spécial en avril 1999[26] et d'un rapport d'Organe d'appel en août 1999.[27]

30. Le fait que le Brésil ait contesté la mise en œuvre, par le Canada, du rapport du groupe spécial et de celui de l'Organe d'appel a conduit à l'établissement d'un groupe spécial en novembre 1999 au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord[28] et à la publication d'un rapport de ce groupe spécial en mai 2000[29] et d'un rapport de l'Organe d'appel en juillet 2000.[30] Le Brésil a demandé l'ouverture de consultations au sujet des mêmes programmes en janvier 2001.[31] Comme le prescrit l'article 4.2 de l'Accord SMC, le Canada a reçu un exposé contenant les éléments de preuve disponibles qui expose le fondement des préoccupations du Brésil.[32] Des consultations ont eu lieu en février 2001, au cours desquelles le Brésil a posé des questions précises et détaillées au Canada.[33] Le 21 mai 2001, le Brésil a adressé au Groupe spécial une lettre portant sur des points très spécifiques dans laquelle il exposait

[20] WT/DS98/AB/R (adopté le 22 juin 1998), paragraphe 127.
[21] WT/DS122/AB/R (12 mars 2001) (adopté le 5 avril 2001), paragraphe 95. (pas d'italique dans l'original)
[22] WT/DS98/AB/R (adopté le 22 juin 1998), paragraphe 127. (pas d'italique dans l'original)
[23] WT/DS98/AB/R (adopté le 22 juin 1998), paragraphe 127.
[24] WT/DS70/1 (14 mars 1997).
[25] WT/DS70/2 (13 juillet 1998).
[26] WT/DS70/R (14 avril 1999) (adopté le 20 août 1999).
[27] WT/DS70/AB/R (2 août 1999) (adopté le 20 août 1999).
[28] WT/DS70/9 (23 novembre 1999).
[29] WT/DS70/RW (9 mai 2000) (adopté le 4 août 2000).
[30] WT/DS70/AB/RW (21 juillet 2000) (adopté le 4 août 2000).
[31] WT/DS222/1 (25 janvier 2001).
[32] *Id*.
[33] Pièce n° 1 du Brésil.

plus en détail ses allégations à l'encontre du Canada. Sa première communication écrite, déposée neuf jours plus tard, le 30 mai 2001, et deux semaines après la lettre du Canada du 16 mai, exposait également de manière très détaillée toutes ses allégations.

31. En outre, tout au long de cette période, le Brésil et le Canada, s'efforçant de régler ces différends en dehors du cadre de la procédure de règlement des différends de l'OMC, ont procédé à des entretiens bilatéraux au plus haut niveau diplomatique et politique sur les mêmes programmes et les mêmes questions.

32. Enfin, et c'est peut-être le point le plus important, en dépit de la prétendue confusion du Canada concernant l'objet du différend à l'examen et la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, la première communication écrite du Canada, déposée le 18 juin 2001, contient un moyen de défense spécifique et circonstancié des programmes de financement des avions de transport régional exécutés par le Compte du Canada, SEE et IQ, à la fois "en tant que tels" et "tels qu'ils sont appliqués" dans le cadre spécifique de la transaction Air Wisconsin et d'autres transactions. Ce moyen de défense circonstancié s'inscrit donc en réponse à chacune des allégations formulées par le Brésil dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner les activités de financement des avions de transport régional à réaction menées par le Canada.

33. Pour toutes ces raisons, le Canada ne peut pas soutenir de manière plausible que les allégations du Brésil ne sont pas énoncées avec suffisamment de clarté ou qu'il a été porté atteinte à son droit de présenter un moyen de défense. Pour reprendre les termes de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, les "circonstances concomitantes" donnent à penser que le Canada est tout à fait conscient des questions et des allégations en jeu et que, de ce fait, il est et restera en mesure de se défendre énergiquement.

34. La demande présentée par le Canada au Brésil le 16 mai 2001 en vue d'obtenir des éclaircissements sur ses allégations, ainsi que la réponse donnée par le Brésil le 21 mai 2001, ne changent en rien ces "circonstances concomitantes".

35. Au paragraphe 34 de sa communication préliminaire, le Canada cite la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, selon laquelle "rien dans le Mémorandum d'accord n'empêche une partie défenderesse de demander à la partie plaignante d'autres précisions sur les allégations formulées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, même avant le dépôt de la première communication écrite".[34] Aux paragraphes 58 et 59 de sa communication préliminaire, le Canada déclare avoir eu recours à cette option en présentant sa demande du 16 mai, mais que le Brésil, dans la réponse qu'il lui a adressée le 21 mai, a "refusé de fournir des éclaircissements au sujet de ses allégations".[35]

36. Le Canada n'indique pas précisément en quoi la demande qu'il a présentée le 16 mai change quelque chose à la litanie des "circonstances concomitantes" citées plus haut et qui montre qu'il sait parfaitement quelles sont les mesures et les allégations en cause dans le présent différend. Au lieu de cela, il tente implicitement de transformer l'observation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Acier*, selon laquelle rien dans le Mémorandum d'accord n'empêche un Membre défendeur de présenter une telle demande, pour en faire une prescription obligeant un Membre plaignant à fournir une réponse détaillée. Bien que rien dans le Mémorandum d'accord n'empêche un Membre défendeur de demander des éclaircissements, comme le Canada l'a fait dans sa lettre du 16 mai, rien non plus dans le Mémorandum d'accord n'oblige un Membre plaignant à fournir une

[34] WT/DS122/AB/R (12 mars 2001) (adopté le 5 avril 2001), paragraphe 97.

[35] Dans sa demande du 16 mai, le Canada n'a toutefois pas cité le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Acier*.

réponse suffisamment détaillée pour satisfaire le Membre défendeur. Contrairement à ce que laisse entendre le Canada, la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Acier* n'impose pas au Brésil l'obligation juridique de divulguer son argumentation avec force détails en réponse à la demande détaillée présentée par le Canada le 16 mai. Il est certain que l'Organe d'appel n'entendait pas mettre en place une nouvelle "technique en matière de contentieux"[36], encourageant les Membres à user de contre-allégations procédurales alors qu'il n'en existe pas par ailleurs.

37. En tout état de cause, outre les circonstances concomitantes décrites plus haut, le Brésil fait observer qu'il a fourni bon nombre de précisions concernant ses allégations et ses éléments de preuve dans sa lettre du 21 mai par laquelle il demandait au Groupe spécial d'exercer le pouvoir qu'il tenait de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord pour demander au Canada des preuves documentaires concernant les conditions auxquelles un soutien était accordé à l'industrie canadienne des avions de transport régional par le Compte du Canada, la SEE et IQ. Étant donné que le Mémorandum d'accord n'énonce aucune obligation et que les procédures de travail du Groupe spécial ne prescrivaient pas de fournir de plus amples détails, le Brésil était donc en droit de présenter son argumentation dans sa première communication écrite.

III. CONCLUSION

38. Pour les raisons précitées, la demande d'établissement du présent groupe spécial présentée par le Brésil est compatible avec les termes des articles 6:2 et 21:5 du Mémorandum d'accord. En conséquence, le Brésil demande que le Groupe spécial rejette l'argument du Canada selon lequel certaines des allégations formulées par le Brésil n'entrent pas dans la compétence du Groupe spécial et ne devraient donc pas être examinées sur le fond.

[36] WT/DS122/AB/R (12 mars 2001), paragraphe 97.

ANNEXE A-5

COMMUNICATION DU 25 JUIN 2001 ADRESSÉE PAR LE BRÉSIL AU GROUPE SPÉCIAL

(25 juin 2001)

Au Secrétaire du Groupe spécial
Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux

25 juin 2001

En réponse à la requête du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux* (DS222), qui avait invité, le 20 juin 2001, les parties à présenter certains renseignements factuels concernant le présent différend, nous vous faisons parvenir ci-joint les lettres échangées entre la Mission du Brésil à Genève et Embraer.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Roberto Azevedo

(TRADUCTION OFFICIEUSE)

[ ]
[ ]

20 juin 2001

[ ],

Le Groupe spécial de l'OMC chargé d'examiner les programmes canadiens de crédits à l'exportation a demandé au Brésil, dans une communication urgente et confidentielle datée d'aujourd'hui 20 juin, de lui communiquer en détail les modalités et conditions de l'offre de financement faite par Embraer à Air Wisconsin. La réponse doit être fournie, au plus tard, le lundi 25 juin.

Nous vous serions donc reconnaissants de bien vouloir nous répondre le plus rapidement possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Président, l'assurance de ma très haute considération.

Celso Amorim
Ambassadeur

(TRADUCTION OFFICIEUSE)

25 juin 2001

M. Roberto Azevêdo
Conseiller
Mission permanente du Brésil
17B, Ancienne Route
1218 Genève
Suisse

Monsieur le Conseiller,

Veuillez vous référer à notre lettre datée du 20 juin 2001 décrivant les modalités et conditions de l'offre de financement faite par Embraer à Air Wisconsin ("AWC") pour l'achat d'aéronefs régionaux.

Premièrement, nous tenons à vous signaler que notre offre commerciale initiale portait sur [ ] comme suit:

[ ]	[ ]
[ ] [ ] [ ]	[ ]

Les prix des aéronefs ont été établis conformément à la configuration spécifiée par AWC. De même, les dates de livraison étaient conformes aux demandes d'AWC.

Embraer a fait deux offres de financement, aucune des deux n'impliquant un soutien du gouvernement brésilien.

A. <u>Première offre</u>

Embraer s'est engagé à trouver et à structurer le financement par le biais de lignes de crédits obtenues sur le marché financier commercial.

1) Pour [ ], Embraer s'est engagé à offrir les conditions suivantes:

   - [ ]
   - [ ]
   - [ ]

2) Pour [ ]

AWC nous a fait savoir que notre offre n'était pas compétitive. [ ] Nous avons donc amélioré notre offre pour tenir compte de ces points et d'autres.

B. <u>Deuxième offre</u>:

Embraer s'est engagé à trouver et structurer le financement par le biais de lignes de crédits obtenues sur le marché financier commercial.

1) Pour [ ]

Nous sommes à votre disposition pour tout autre complément d'information nécessaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma haute considération.

[ ]
[ ]

ANNEXE A-6

DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LES QUESTIONS DE COMPÉTENCE

(27 juin 2001)

1. Le 22 juin, nous avons répondu à l'allégation du Canada selon laquelle la demande d'établissement du présent groupe spécial présentée par le Brésil était incompatible avec les termes des articles 6:2 et 21:5 du Mémorandum d'accord. Les CE ont également exposé leurs vues sur cette question dans la communication en tant que tierce partie qu'elles ont présentée ce même jour.

2. Je ne reviendrai pas ici sur les vues déjà exposées par le Brésil dans sa communication du 22 juin si ce n'est pas pour faire observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée dans la présente affaire était simple et directe. Le Brésil a déclaré en des termes clairs que le présent différend portait sur les crédits à l'exportation et les garanties accordés pour les aéronefs régionaux au titre de trois programmes canadiens - le Compte du Canada, la SEE et Investissement Québec. Il a bien précisé qu'il avait mis en cause chacun de ces programmes en tant que subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord SMC. Ce sont les seuls articles des accords visés qui entrent en ligne de compte dans le présent différend. Le Brésil a par ailleurs fait référence aux offres et aux subventions accordées par le Canada au titre de ces programmes, lesquelles sont à l'origine de la demande qu'il a présentée.

3. En termes simples, le Brésil a demandé au Groupe spécial d'établir des déterminations positives ou négatives quant à la question de savoir si ces trois programmes - ainsi que les transactions spécifiques effectuées dans leur cadre - constituaient des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord SMC. Il a aussi demandé au Groupe spécial de formuler des constatations factuelles spécifiques, ce que celui-ci est habilité à faire en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4. Manifestement, comme en attestent les communications écrites présentées au Groupe spécial ainsi que tout l'historique des différends concernant les avions de transport régional, la question de savoir si les programmes susmentionnés sont contraires aux articles en question donne lieu à de nombreux arguments controversés portant sur des points de fait et de droit. En outre, le Canada peut invoquer d'autres dispositions de l'Accord SMC en tant que moyen de défense affirmatif de ces programmes. Néanmoins, le fait que l'affaire puisse se compliquer n'a pas pour effet de rendre moins claire la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.

5. En outre, le Brésil rejette l'idée que le libellé de sa demande ait pu porter atteinte d'une manière ou d'une autre à la capacité du Canada ou des tierces parties de participer au règlement du présent différend. Le Canada, qui avait bien entendu eu l'avantage, en mars dernier, de tenir des consultations avec le Brésil sur les questions soulevées dans le présent différend, a présenté un moyen de défense de ses programmes circonstancié et de vaste portée. Les CE, qui ont elles aussi affirmé que leurs droits avaient été restreints, ont par ailleurs présenté des observations détaillées sur les questions de droit qu'elles estimaient pertinentes pour le présent différend. Les communications en question sont conformes aux règles coutumières que le Canada et les CE ont respectées s'agissant des communications qu'ils ont présentées dans le cadre des différends *Brésil - Aéronefs* et *Canada - Aéronefs* concernant les avions de transport régional et sont sans ambiguïté quant aux questions en jeu en l'espèce. L'affirmation selon laquelle le Canada et les CE ont été privés d'une

procédure régulière parce que les allégations du Brésil n'auraient pas été dûment notifiées n'est tout simplement pas crédible.

6. De l'avis du Brésil, l'objection du Canada concernant le libellé de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil n'est rien de plus qu'un stratagème destiné à empêcher qu'une détermination ne soit établie quant à la question de savoir si les programmes mis en cause constituent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3. Ces objections, ainsi que celles des CE, devraient être rejetées par le Groupe spécial.

ANNEXE A-7

DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LES QUESTIONS DE FOND

(27 juin 2001)

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, Messieurs les représentants du Secrétariat de l'OMC et Messieurs les membres de la délégation canadienne:

1. Je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée d'être ici aujourd'hui. J'examinerai ce matin les allégations brésiliennes concernant le soutien que le Canada apporte à son industrie des avions de transport régional dans le cadre de trois programmes: la Société pour l'expansion des exportations ("SEE"), le Compte du Canada et Investissement Québec ("IQ"). De l'avis du Brésil, chaque programme constitue une subvention à l'exportation prohibée "en tant que tel" et chaque programme octroie des subventions à l'exportation prohibées "tel qu'il est appliqué". Avant d'examiner ces programmes, toutefois, je souhaiterais tout d'abord faire un rappel de certains faits importants.

2. À l'origine de la présente procédure est la déclaration, le 10 janvier 2001, du Ministre canadien de l'industrie, M. Brian Tobin, selon laquelle le Canada accorderait des crédits à l'exportation en vue d'aider le fabricant canadien Bombardier à vendre des avions à réaction régionaux à Air Wisconsin, compagnie aérienne des États-Unis. C'est sur cette transaction que portait votre demande d'information adressée aux deux parties le 20 juin.

3. M. Tobin a reconnu que le soutien offert par le Canada était contraire aux obligations contractées par ce pays au titre de l'Accord sur les subventions, mais il a justifié cette mesure en indiquant qu'elle était "alignée" sur une offre illégale qui aurait été faite par le fabricant brésilien Embraer avec l'aide du gouvernement brésilien.

4. Trois points sont inexacts dans la déclaration de M. Tobin.

5. Premièrement, le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans le précédent différend *Canada - Aéronefs* a été d'avis que le recours aux dispositions en matière d'"alignement" de l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation ne mettait pas une pratique en matière de crédit à l'exportation en "conformité avec" les "dispositions en matière de taux d'intérêt" dudit arrangement.[1] Il n'autorise donc pas un Membre à bénéficier du "refuge" prévu au point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation annexée à l'Accord sur les subventions.

6. Deuxièmement, même si la conformité avec les dispositions en matière d'alignement de l'Arrangement autorisait le Canada à se prévaloir de la clause du "refuge" du point k), celui-ci n'avait pas respecté les prescriptions desdites dispositions. L'article 29 de l'Arrangement de l'OCDE exige des Participants, comme le Canada, qui ont l'intention de s'aligner sur les modalités et conditions de crédit prétendument offertes par des non-Participants, comme le Brésil, qu'ils suivent les procédures spécifiées à l'article 53. En vertu de ces procédures, le Participant est de son côté tenu de faire tout son possible pour vérifier que les modalités et conditions sur lesquelles il a l'intention de s'aligner "bénéficient d'un soutien public".

[1] *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils - Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/RW (adopté tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel le 4 août 2000), paragraphes 5.120 à 5.140.

7. Le Canada n'a pas essayé de vérifier auprès du gouvernement brésilien si les modalités et conditions offertes par Embraer bénéficiaient d'un soutien public. En effet, lorsque l'on a demandé à M. Tobin lors de sa conférence de presse s'il avait ou non informé le Brésil des dispositions prises par son pays, il a répondu: "Je viens de le faire."[2] M. Tobin avait raison. C'est à partir des informations fournies pendant la conférence de presse de ce dernier que le Brésil a pris connaissance de l'allégation canadienne selon laquelle il offrait un soutien à la société Embraer.

8. Troisièmement - ce qui est le plus important -, Embraer a fait ses offres à Air Wisconsin sans soutien d'aucune sorte du gouvernement brésilien ou de toute entité contrôlée par celui-ci. La société Embraer ne bénéficiait d'aucun soutien dans le cadre de PROEX, programme brésilien de subventions qui a fait l'objet d'autres différends. Elle n'avait aucun soutien de la BNDES, la Banque brésilienne de développement dont le Canada s'était plaint dans d'autres contextes. Embraer avait fait ses offres pour son propre compte et à ses risques et périls. Les conditions de ces offres sont spécifiées dans la réponse apportée le 25 juin par le Brésil à la demande d'informations du Groupe spécial concernant la transaction Air Wisconsin.

9. Bien que les modalités et conditions proposées par la société Embraer n'aient fait l'objet d'aucun soutien public, celle-ci s'est néanmoins trouvée confrontée à une offre inférieure provenant non pas de son concurrent commercial, Bombardier, mais du Ministère des finances du gouvernement canadien.

10. Bien que la transaction Air Wisconsin soit le fait même qui a convaincu le Brésil que de nouvelles négociations avec le Canada avaient peu de chance de résoudre le différend, ce n'est pas, de loin, la seule raison pour laquelle le Brésil a demandé l'établissement du présent Groupe spécial. La société Embraer se trouve en concurrence avec le Trésor canadien par l'intermédiaire de plusieurs programmes, dont la Société pour l'expansion des exportations ("SEE"), le Programme du Compte du Canada et Investissement Québec ("IQ"). Dans la présente déclaration, je suivrai le plan de la première communication écrite du Brésil. J'examinerai premièrement la SEE, puis le Compte du Canada et, enfin, Investissement Québec. Dans chaque cas, j'exposerai les éléments de preuve indiquant qu'il est satisfait à chacun des trois éléments d'une allégation concernant des subventions prohibées: contribution financière, avantage et subordination, en droit ou en fait, des subventions aux résultats à l'exportation.

I. La Société pour l'expansion des exportations "en tant que telle"

11. J'examinerai tout d'abord l'allégation selon laquelle le soutien à l'industrie canadienne des avions de transport régional par l'intermédiaire de la Société pour l'expansion des exportations - SEE - représente des subventions à l'exportation prohibées "en tant que tel".

12. Nul ne conteste que la raison même de l'existence de la SEE est d'être une "complément" du marché.[3] Le terme "complément" est un euphémisme qui signifie "qui *s'ajoute à* ce que le marché fournit". Quelque chose qui "s'ajoute à" ce que le marché fournit peut être "meilleur" ou "pire" que ce que le marché fournit, mais ce n'est pas pareil. Il est clair, toutefois, que le soutien financier accordé par la SEE ne sera probablement pas "pire" que celui que le marché fournit. Les éléments de preuve que j'examinerai ultérieurement dans ma déclaration montrent que, lorsqu'elle vient "au complément" du marché, la SEE fournit en fait quelque chose de "meilleur" que ce que fournit le marché.

13. Il n'y a rien de surprenant à cela. Il serait absurde qu'un gouvernement crée un organisme pour fournir quelque chose de pire que ce que fournit le marché. Si tel était le cas, l'organisme

[2] Pièce n° 21 du Brésil, paragraphes 98 à 101.

[3] SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS, *Message du président du Conseil et du président 1995,* page 7 ("*Message de la SEE*") (pièce n° 24 du Brésil).

n'aurait pas de clients. Tout le monde se tournerait vers le marché, qui offre de meilleures conditions. Mais les clients de la SEE - les exportateurs canadiens - ne se tournent pas vers le marché, mais bien vers la SEE, trouvant là des conditions meilleures que sur le marché. Il n'y a pour eux aucune autre raison valable d'utiliser les services de la SEE et le Canada n'en a donné aucune.

14. Les exportateurs canadiens s'adressent à la SEE pour obtenir des "contributions financières" visées par l'allégation du Brésil concernant le programme "en tant que tel". La plupart de ces contributions - si ce n'est toutes - sont fournies par la CCE par l'intermédiaire de ses "guichets commerciaux". J'examinerai ces contributions financières dans leur ensemble avant de prendre l'exemple spécifique des garanties de prêt. J'examinerai ensuite les raisons pour lesquelles les services supérieurs qu'offre la SEE sont eux-mêmes des contributions financières visées par l'allégation du Brésil concernant le programme "en tant que tel". L'ensemble de ces contributions financières confèrent des avantages "en tant que telles", sont subordonnées *de jure* aux résultats à l'exportation et sont donc interdites.

A. Guichets commerciaux

15. La quasi-totalité des contributions financières accordées dans le cadre du Compte de la Société de la SEE, que ce soit sous la forme de prêts ou de garanties de prêt, sont ce qu'il est convenu d'appeler des opérations de "guichets commerciaux". Cette question a été longuement examinée dans la première communication écrite du Brésil. Nous disposons d'assez peu d'éléments directs de preuve pour déterminer de quelle manière fonctionnent exactement les opérations de prêt de la SEE dans le cadre des guichets commerciaux, compte tenu du peu d'empressement du Canada à fournir des renseignements à cet égard.

16. On peut toutefois faire plusieurs observations qui montrent clairement que, chaque fois que la SEE entre en action par l'intermédiaire du "guichet commercial", elle accorde des subventions à l'exportation "en tant que telle". En tant qu'organisme du gouvernement canadien, la SEE emprunte au taux souverain du Canada, n'est pas imposable sur les bénéfices et ne doit pas verser de dividendes. Malgré ce coût du financement en soi peu élevé - dont aucun organisme commercial ne bénéficie - la SEE ne se considère pas soumise aux disciplines de l'Arrangement de l'OCDE en matière de crédit à l'exportation auxquelles sont assujettis les organismes publics de crédit à l'exportation des autres Participants. Dans la mesure où elle n'accorde pas un soutien à un taux inférieur à "ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des conditions analogues et avec des garanties analogues"[4], la SEE s'estime libre d'ignorer les limites assignées par l'Arrangement de l'OCDE aux organismes de crédit à l'exportation. Parmi les autres observations, le Brésil ne comprend pas clairement comment le Canada définit les termes "récemment" et "analogues". Par ailleurs, la SEE prétend fonctionner comme un organisme soumis aux lois du marché, en concurrence directe avec les organismes financiers privés et les exportateurs, y compris les exportateurs dans les pays en développement.

17. En réalité, la SEE ne fonctionne pas comme une institution financière soumise aux lois du marché. Une telle institution, par exemple, ne limiterait pas son soutien aux exportateurs canadiens, alors que c'est exactement ce que fait la SEE. Ce comportement est caractéristique non pas d'une banque privée, mais d'un organisme public de crédit à l'exportation. Les actionnaires d'un établissement financier soumis aux lois du marché lui imposeraient de fournir un financement à toute transaction et à tout client, quelle que soit sa nationalité, dans la mesure où la transaction lui parait suffisamment rentable. La SEE n'accorde son soutien qu'à des Canadiens, dans le but d'assurer aux exportateurs canadiens "un avantage concurrentiel, et non pas seulement des règles du jeu

[4] Première communication écrite du Canada, paragraphe 67 (italique dans l'original).

équitables".[5] Pour que lesdits exportateurs obtiennent cet "avantage concurrentiel", la SEE a le pouvoir discrétionnaire de les faire bénéficier des avantages liés à son coût de financement extraordinairement bas et est encouragée à agir de la sorte.

18. Au paragraphe 5 de leur communication en tant que tierce partie, les États-Unis confirment l'observation du Brésil selon laquelle les opérations des guichets commerciaux sont largement affranchies des contraintes du marché. Elles "sont en mesure de conférer des avantages en dépassant, même si c'est parfois de peu, ce que les établissements financiers purement fondés sur le marché peuvent offrir (ou être disposés à offrir). Leur existence s'explique par leur capacité d'agir ainsi, car *il n'y aurait sinon aucune raison pour que des guichets commerciaux fonctionnement* parallèlement aux acteurs privés du marché financier, et encore bien moins une raison susceptible d'amener logiquement les pouvoirs publics à limiter les opérations de leurs guichets commerciaux à leurs ressortissants".

19. La SEE et les opérations de ses guichets commerciaux "en tant que telles" sont incompatibles avec les obligations contractées par le Canada en vertu de l'Accord sur les subventions. Leur seule raison d'être, et la seule utilisation logique, est de fournir ce que le marché ne fournit pas - c'est-à-dire un soutien à des conditions meilleures que celles que leur clientèle, les exportateurs canadiens et leurs clients, pourraient normalement obtenir sur le marché.

20. En outre, le crédit à l'exportation, sous quelque forme que ce soit, peut aussi conférer un avantage en réduisant - voire en supprimant - la nécessité pour le vendeur de baisser ses prix pour demeurer compétitif. Lorsque des marchandises sont vendues à crédit, le coût total pour l'acheteur est constitué par le prix des marchandises et le coût du crédit. Lorsque les pouvoirs publics accordent un financement à des taux inférieurs à ce que les parties pourraient normalement obtenir, ils permettent aussi au vendeur de maintenir le prix de ces marchandises à un niveau supérieur à ce qui serait normalement possible. De cette manière, le crédit à l'exportation peut être considéré comme conférant un avantage au vendeur des marchandises sous la forme d'un soutien des prix.

B. Garanties de prêt

21. Les garanties de prêt constituent un exemple précis du type de services financiers qu'offre la SEE. Le Canada reconnaît que la SEE accorde des garanties de prêt aux acheteurs d'aéronefs régionaux canadiens.[6] Les garanties de prêt sont expressément mentionnées au premier sous-alinéa de l'article 1.1 a) 1) comme étant des "contributions financières" sous forme de "transferts directs potentiels de fonds ou de passif".

22. Une contribution financière fournit un "avantage", au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord sur les subventions, si elle apporte "des conditions plus favorables que celles auxquelles [le bénéficiaire] a accès sur le marché".[7] Par définition, les garanties de prêt de la SEE permettent au bénéficiaire d'obtenir un financement à des conditions plus favorables que celles qu'il aurait pu normalement obtenir sur le marché. C'est exactement ce que le Canada a reconnu lorsque, examinant une garantie de prêt de l'Export-Import Bank des États-Unis, il déclarait: "[d]ans ces circonstances, la banque

[5] Déposition du président de la SEE, M. Ian Gillespie, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, 6 novembre 1997, page 15 (pièce n° 26 du Brésil).

[6] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R (adopté tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel le 20 août 1999), paragraphes 6.99 et 6.100.

[7] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R (adopté le 20 août 1999), paragraphe 158.

prêteuse établit des conditions de financement *en fonction du risque encouru par le gouvernement des États-Unis, et non par l'emprunteur*".[8]

23. La SEE, en tant qu'organisme du gouvernement canadien, fournit des crédits à des taux extrêmement favorables. Standard & Poors et l'organisme japonais de notation lui attribuent la note AAA et Moody's la note Aa1.[9] Les acheteurs d'aéronefs régionaux canadiens ne bénéficient pas d'une cote analogue. Même les grandes compagnies aériennes internationales - et à plus forte raison les petites compagnies régionales - n'en bénéficient pas. United Air lines, par exemple, a obtenu la note Ba1 de Moody's et BB+ de Standard & Poors. Une garantie de prêt de la SEE permettrait à United Air lines de bénéficier de la note AAA de la SEE, ce qui l'aiderait certainement à obtenir des conditions de financement meilleures que ce qu'elle pourrait obtenir par elle-même. Les garanties de la SEE procurent donc des avantages "en tant que telles".

24. Comme moyen de défense, le Canada affirme - au paragraphe 84 de sa première communication écrite - que la SEE fait payer une commission pour les garanties qu'elle accorde. Mais quelle commission? À combien s'élève-elle? Comment est-elle fixée? Quelle type de garantie permet-elle d'obtenir? Pour établir son droit à invoquer ce moyen de défense, le Canada doit au moins prouver que la commission que la SEE fait payer aux acheteurs d'aéronefs régionaux est comparable à celle que les garants commerciaux ayant la note AAA font payer aux acheteurs d'aéronefs souhaitant bénéficier de cette note AAA. De plus, même si le Canada pouvait montrer que les acheteurs d'aéronefs régionaux ont la même note que le gouvernement canadien, la garantie conférerait tout de même un avantage dans la mesure où il y a "une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics".[10]

25. Enfin, il est incontestable que les garanties de prêt de la SEE sont subordonnées ou liées aux exportations, au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions. Aux termes de l'article 10.1 de la Loi sur l'expansion des exportations, la SEE "a pour mission de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international".[11]

C. Services

26. En vertu du troisième sous-alinéa de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord sur les subventions, les contributions financières peuvent prendre la forme de "services autres qu'une infrastructure générale". La SEE fournit divers types d'aides à l'industrie canadienne des avions de transport régional et à ses clients. On peut citer à cet égard le soutien financier et les montages financiers qu'elle offre aux acheteurs d'aéronefs régionaux, ainsi que les garanties de financement et de prêt qui font partie de ce soutien et de ces montages.

27. Le Canada reconnaît que la SEE fournit un soutien et des montages financiers à des conditions plus favorables que ce que le bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché. Selon cette dernière, elle est un "complément aux banques et autres intermédiaires financiers" et absorbe les risques, pour les exportateurs canadiens, "*au-delà de ce que peuvent faire* d'autres intermédiaires financiers".[12] De plus, "le financement que fournit la SEE représente un *avantage* pour les

---

[8] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW (adopté tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel le 4 août 2000), annexes 1-2 (paragraphe 36) (pas d'italique dans l'original).

[9] Rapport annuel 2000 de la Société pour l'expansion des exportations, page 41 (pièce n° 22 du Brésil).

[10] Accord sur les subventions, article 14 c).

[11] Pièce n° 17 du Brésil.

[12] *Message du Président de la SEE,* pages 4, 2 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 24 du Brésil).

exportateurs canadiens qui soumissionnent à l'étranger"[13], ce qui est lié - selon les explications du Canada - à "la capacité des fonctionnaires de la SEE à mettre en place des *montages financiers mieux structurés* ...".[14] Tous ces services - montages financiers qui sont mieux structurés, aide qui vient en complément de celle qui est fournie par les banques commerciales et va au-delà, soutien qui confère un avantage - offrent par définition quelque chose de meilleur que ce que les exportateurs canadiens peuvent obtenir sur le marché. Ils confèrent par conséquent des avantages.

28. Le précédent groupe spécial ayant examiné le soutien accordé par la SEE n'a *pas* estimé, contrairement à ce que prétend le Canada au paragraphe 77 de sa communication, qu'il n'était "pas possible de déterminer" l'existence d'un avantage "en faisant des déductions ou des extrapolations à partir des déclarations faites collectivement par la SEE ou ses représentants". Si l'on examine les paragraphes du rapport *Canada - Aéronefs* cité par le Canada, on ne trouve aucun principe de cet ordre. Quoi qu'il en soit, alors que, dans l'affaire précédente, le Brésil alléguait que les déclarations que je viens de lire laissaient entendre que la SEE fournissait des taux d'intérêt plus faibles que ceux qui pouvaient être obtenus sur le marché, ses allégations dans le cadre du présent différend sont plus larges. Les déclarations citées précédemment montrent au moins que la SEE - ce qu'elle reconnaît elle-même - fournit des "services" qui sont meilleurs que ce qu'un bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché.

29. S'agissant de la subordination à l'exportation, je me réfère de nouveau à l'article 10 1) de la Loi sur l'expansion des exportations, qui définit la mission de la SEE dans le domaine des exportations.[15]

30. Pour terminer, M. le Président, je souhaiterais aussi souligner que les arguments que je viens d'exposer pourraient également étayer une allégation concernant le programme "tel qu'il est appliqué".

IV. Le Compte de la Société de la SEE "tel qu'il est appliqué"

31. Outre sa mise en cause de la SEE "en tant que telle", le Brésil conteste aussi l'application de ce programme dans le cadre de plusieurs transactions portant sur des aéronefs régionaux. Toutefois, je n'entrerai pas de nouveau dans le détail des différentes transactions, examinées aux paragraphes 43 et 59 de la première communication écrite du Brésil.

32. Le Groupe spécial relèvera la déclaration du Canada, au paragraphe 64 de sa première communication écrite, selon laquelle la SEE n'a pas pris part à la transaction Midway décrite dans la communication du Brésil. De même, au paragraphe 65 de sa communication, le Canada déclare que la SEE n'a pas fourni de garantie de prêt pour la transaction Comair décrite dans la communication du Brésil. Le Brésil accepte cette rectification. Nous tenons toutefois à souligner que, vu l'absence de transparence des opérations de la SEE, il est difficile, pour des personnes extérieures, d'obtenir des informations sur les transactions de cette société. Le fait que la plupart des informations citées par le Brésil dans sa première communication concernant les opérations de la SEE provenaient de pays tiers, et non de sources canadiennes, montre jusqu'où peut aller l'absence de transparence qui caractérise ces opérations.

33. Il est important de noter, toutefois, que le Canada ne nie plus les allégations du Brésil concernant le soutien de la SEE aux transactions Kendell et ASA, également décrites aux paragraphes 43 et 59 de la première communication du Brésil. Les éléments de preuve examinés dans la communication brésilienne montrent que la SEE a fourni des contributions financières pour ces

[13] WT/DS70/R, paragraphe 6.57 (*citation* de l'ancien président de la SEE, M. Paul Labbé) (sans italique dans le texte).
[14] WT/DS70/R, paragraphe 9.163 (sans italique dans le texte).
[15] Loi sur l'expansion des exportations, article 10 1) (pièce n° 17 du Brésil).

transactions sous la forme de transferts directs ou indirects de fonds ou de passif. Le soutien de la SEE portait sur des périodes allant de [ ] ans, soit une durée supérieure à la durée maximale de dix ans spécifiée dans l'Arrangement de l'OCDE.

34. Les taux d'intérêt appliqués à ces transactions particulières ne sont divulgués dans aucun document public dont le Brésil ait connaissance. Le Groupe spécial devrait toutefois noter que, lors d'une autre procédure, le Canada a reconnu que le Compte de la Société avait accordé des crédits à l'exportation à taux fixes à des taux inférieurs au taux d'intérêt minimum de l'Arrangement de l'OCDE, le TICR.[16] Le Canada n'a pas indiqué de quelles transactions spécifiques il s'agissait, mais s'est limité à préciser qu'elles avaient eu lieu après le 1er janvier 1998.

35. Ces contributions financières confèrent un avantage. Ainsi que l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *Brésil - Aéronefs*, l'octroi à un emprunteur d'un taux d'intérêt net inférieur au TICR pertinent constitue un "élément de preuve positif" que ce taux assure un "avantage important" au sens du point k) de l'Annexe I de l'Accord sur les subventions.[17] Ce raisonnement s'applique aussi aux autres modalités de l'Arrangement de l'OCDE, notamment le délai maximum de remboursement. Ainsi qu'il est expliqué aux paragraphes 51 à 54 de la première communication du Brésil, une aide à l'exportation qui confère un "avantage important" confèrera toujours un avantage (benefit), puisque le point k) et la notion d'"avantage important" n'entrent en ligne de compte que lorsque l'existence d'une subvention - comportant un avantage (benefit) - a déjà été établie.

36. Le Brésil a mis en évidence plusieurs exemples dans lesquels le Compte de la Société a fourni des contributions financières portant sur une période supérieure à la période de remboursement maximale de dix ans prévue dans l'Arrangement de l'OCDE et faisant l'objet d'un taux d'intérêt inférieur au TICR pertinent défini par l'Arrangement. Selon les termes de l'Organe d'appel, le Brésil a fourni des "éléments de preuve positifs" montrant que la SEE accorde un soutien à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché. Si le Canada estime que ses conditions, meilleures que celles qui sont définies par l'OCDE, sont néanmoins "commerciales", c'est à lui qu'incombe la charge de la preuve.

37. Enfin, concernant la subordination aux exportations, je me réfèrerai de nouveau à l'article 10 1) de la Loi sur l'expansion des exportations, qui définit la mission de la SEE dans le domaine des exportations.

III. Le Compte du Canada "en tant que tel"

38. Je vais maintenant aborder les allégations du Brésil concernant le soutien accordé par le Compte du Canada aux aéronefs régionaux. Il s'avère maintenant que le Compte du Canada est le moyen que le Canada a utilisé pour fournir l'essentiel de son soutien à la transaction Air Wisconsin. La conférence de presse de M. Tobin, au cours de laquelle celui-ci a laissé entendre que le soutien public du Canada à cette transaction avait pris diverses formes, ne le montrait pas clairement. De plus, lors des consultations, les représentants canadiens n'ont pas pu donner d'autres indications - ou n'ont pas voulu le faire - que celle selon laquelle le soutien serait "probablement" fourni par l'intermédiaire du Compte du Canada, et non du Compte de la Société.

39. Le Groupe spécial, établi au titre de l'article 21:5 dans le cadre du précédent différend *Canada - Aéronefs*, a estimé que le Canada n'avait pas appliqué les recommandations et décisions de l'ORD concernant le Compte du Canada. Le Canada n'a notifié aucune nouvelle mesure concernant la mise en conformité du Compte du Canada par suite de l'adoption, par l'ORD, de la décision du

[16] WT/DS46/RW, annexes 1 à 4, page 91, réponse du Canada à la question n° 4 a).

[17] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R (adopté le 20 août 1999), paragraphe 182.

Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5. On ne s'étonnera donc pas de constater, M. le Président, que le Compte du Canada continue à être incompatible "en tant que tel" avec l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions. Nous avons demandé au Groupe spécial de formuler une constatation confirmant cet état de fait.

40. Par ailleurs, le Brésil présente les mêmes arguments concernant l'incompatibilité des prêts et garanties du Compte du Canada en tant que tels avec l'article 3.1 a) qu'avec les prêts et garanties de la SEE. Le Compte du Canada fournit des contributions financières sous forme de prêts et de garanties[18], qui constituent des transferts directs ou des transferts directs potentiels de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord sur les subventions.

41. Chaque fois qu'une garantie de prêt est accordée par le Compte du Canada, elle permet au bénéficiaire d'obtenir un financement à des conditions plus favorables que ce qu'il pourrait normalement obtenir sur le marché. Selon les termes employés par le Canada lui-même pour décrire une garantie de prêt, "la banque prêteuse établit des conditions de financement en fonction du risque encouru par le [gouvernement garant], et non par l'emprunteur".[19] Dans le cas du Compte du Canada, la garantie ferait que le prêteur fixerait les modalités en fonction de la note du gouvernement canadien - AAA -, et non de la note - plus basse - de l'acheteur de l'aéronef. Le bénéficiaire jouit d'un avantage important très réel grâce à la garantie du Compte du Canada.

42. S'agissant de la subordination à l'exportation, le Brésil montre, au paragraphe 80 de sa première communication écrite, que seules les transactions à l'exportation peuvent bénéficier du soutien du Compte du Canada. Dans le précédent différend *Canada - Aéronefs*, le Groupe spécial a estimé que le programme du Compte du Canada était *de jure* subordonné à l'exportation.[20] Le Canada n'a apporté aucun changement au Compte du Canada qui pourrait modifier cette constatation.

43. Nous avons démontré les trois éléments d'une allégation relative à l'existence de subventions à l'exportation prohibées. Le Groupe spécial devrait donc conclure que les prêts et garanties du Compte du Canada constituent des subventions à l'exportation prohibées "en tant que tels".

IV. Le Compte du Canada "tel qu'il est appliqué"

44. Le Brésil met également en cause la manière dont le Compte du Canada est appliqué, dont la transaction Air Wisconsin nous fournit une illustration. Les faits relatifs à la participation du Compte du Canada à cette transaction sont exposés dans la première communication écrite du Brésil. Malheureusement, le Canada ne les avait pas communiqués au Brésil au 25 juin 2001. Quoi qu'il en soit, le Canada fournit, par l'intermédiaire du Compte du Canada, une contribution financière sous forme de prêt (ou en transformant la créance en crédit-bail adossé) à des conditions que le Ministre de l'industrie décrit de la manière suivante:

> Ce que nous faisons est d'utiliser la force d'emprunt du gouvernement et sa capacité à offrir un meilleur taux d'intérêt, pour un emprunt, que le taux que Bombardier pourrait normalement obtenir.[21]

45. Le Canada ne conteste pas le fait que le soutien accordé par le Compte du Canada à la transaction Air Wisconsin confère un avantage ou que ce soutien est subordonné en droit ou en fait à

---

[18] SEE, RÉSUMÉ DU RAPPORT AU CONSEIL DU TRÉSOR SUR LES TRANSACTIONS PORTÉES AU COMPTE DU CANADA POUR L'EXERCICE 1998/1999, page 4 (pièce n° 46 du Brésil). *Voir aussi* le site Web de la SEE, "Comment nous fonctionnons" (pièce n° 16 du Brésil).

[19] WT/DS46/RW, annexe 1-2 (paragraphe 36).

[20] WT/DS70/R, paragraphe 9.230.

[21] Transcription de la conférence de presse de M. Brian Tobin, Ministre de l'industrie, 10 janvier 2001, paragraphe 20 (pièce n° 21 du Brésil).

l'exportation. Au lieu de cela, il prétend que les mesures prises se justifient en vertu du "refuge" prévu au second paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation annexée à l'Accord sur les subventions. Plus précisément, le Canada affirme qu'il "ne fait que s'aligner sur l'offre du Brésil d'une manière conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement [de l'OCDE]".[22]

46. Comme je l'ai dit dès le départ, le problème posé par cet argument est qu'il n'y a pas d'offre brésilienne sur laquelle le Canada pourrait s'aligner. La seule offre est celle de la société Embraer. L'Arrangement autorise l'alignement pour les seuls crédits bénéficiant d'un soutien public, et non pour les crédits offerts par des organismes privés. En outre, même s'il avait été offert des crédits publics - ce qui n'est pas le cas -, il est à noter que le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans le précédent différend *Canada - Aéronefs* a bien précisé que les dispositions en matière d'alignement ne pouvaient être utilisées par les Membres de l'OMC pour justifier une subvention prohibée. Enfin, même s'il avait été possible de recourir aux dispositions en matière d'alignement, le Canada n'a pas "fait tout son possible pour vérifier" que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin faisait l'objet d'un soutien public. Il n'a adressé aucune demande au Brésil - ce qu'il est tenu de faire, à ce qu'il nous semble, en vertu de l'article 53 de l'Arrangement.

B. Le Canada a offert des conditions plus favorables à Air Wisconsin

47. Par ailleurs, même si les dispositions en matière d'alignement autorisaient un Membre à conserver sa capacité à se prévaloir du "refuge" prévu au point k) pour justifier un soutien non conforme aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement de l'OCDE et même si le Canada avait satisfait à la disposition selon laquelle tout Participant "fait tout son possible pour vérifier" qu'il existe un soutien public, l'offre du Canada n'était pas alignée sur celle d'Embraer. Il semble au contraire manifeste qu'en opérant un alignement "non identique"[23], le Canada a offert à Air Wisconsin des conditions plus favorables que celles qui étaient offertes par Embraer. C'est bien Bombardier, après tout, qui a gagné le contrat.

48. M. le Président, je me proposais ici de comparer des conditions de l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin aux conditions de vente et de financement fournies à cette compagnie par Bombardier et le Canada. Toutefois, le Canada n'a pas, le 25 juin 2001, partagé avec le Brésil les conditions de la transaction Air Wisconsin et, comme nous l'avons déjà indiqué, le Brésil demande ici au Groupe spécial de formuler les inférences contraires appropriées puisque le Canada n'a pas appliqué les instructions du Groupe spécial et ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 18:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

49. S'il devait y avoir le moindre doute, précisons bien que toutes les informations fournies par le Brésil sont extrêmement sensibles et confidentielles.

V. Investissement Québec "en tant que telle"

50. Je vais maintenant aborder les allégations du Brésil concernant le soutien "en tant que tel" apporté par Investissement Québec aux aéronefs régionaux. Ainsi que le Brésil l'a souligné dans sa première communication écrite[24], Investissement Québec fournit des formes de soutien très diverses qui constituent des contributions financières. Citons notamment les garanties de prêt, les garanties de pertes initiales accordées aux actionnaires et "toute autre intervention prévue à son plan d'affaires".[25]

---

[22] Première communication écrite du Canada, paragraphe 48.
[23] *Id*., paragraphe 46 et note 36.
[24] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 84 à 86.
[25] Loi sur Investissement Québec et sur Garantie Québec, article 25 (pièce n° 18 du Brésil).

51. Au cours des consultations, le Canada n'a pas pu ou n'a pas voulu faire savoir au Brésil de quelle manière Investissement Québec fournissait un soutien dans le cadre de la transaction entre Bombardier et Air Wisconsin. En fait, les représentants de ce pays nous ont déclaré qu'ils n'étaient pas même prêts à discuter d'Investissement Québec, alors que ce programme était clairement spécifié dans la demande de consultations présentée par le Brésil.

52. Dans sa première communication, le Canada veille soigneusement à préciser qu'Investissement Québec "n'a jamais accordé de garanties de valeur résiduelle" pour les ventes d'avions Bombardier.[26] Toutefois, le Canada ne nie pas qu'Investissement Québec a accordé un soutien important à Bombardier en général et à la transaction Air Wisconsin en particulier. Le Canada reconnaît en fait que, si Air Wisconsin choisit, pour sa transaction, une structure [ ] "… pour [ ] appareils, le gouvernement du Québec fournit à l'investisseur une garantie [ ]".[27] Cette garantie est fournie en vertu de l'article 28 1) de la Loi sur Investissement Québec. Par ailleurs, le Canada ne nie pas qu'en 1996, Investissement Québec "a créé un programme de 450 millions de dollars sur cinq ans afin de fournir des garanties de prêt aux clients de Bombardier", et que le Conseil des ministres de la province vient d'approuver un "supplément de 76 millions de dollars" à cette fin.[28]

53. Ainsi qu'il est souligné par le Canada dans sa première communication, "l'octroi de telles garanties par des pouvoirs publics ou un organisme public constitue [un transfert direct de fonds ou] des transferts directs potentiels de fonds ou de passif au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC et serait donc une "contribution financière"".[29]

54. Ces garanties confèrent aussi un avantage. Ainsi que nous l'avons expliqué plus haut concernant le Compte du Canada, chaque fois qu'Investissement Québec accorde une garantie à un acheteur, cette garantie permet au bénéficiaire d'emprunter des fonds sur la base de la note du gouvernement québécois. En effet, ce dernier a au moins la note A+, c'est-à-dire une note toujours supérieure à celle de pratiquement n'importe quel acheteur commercial, et en particulier d'un acheteur d'aéronefs régionaux. Les garanties accordées par Investissement Québec confèrent donc un avantage important car elles permettent aux sociétés qui achètent des avions Bombardier d'emprunter à un taux plus favorable que ce qu'elles pourraient normalement obtenir sur le marché.

55. Comme il l'a fait pour la SEE, le Canada essaie de nouveau de défendre Investissement Québec en affirmant que cette société fait payer une commission pour les garanties, qu'elle accorde; pourtant, là encore, le Canada n'indique pas quel est le montant de cette commission ou de quelle manière elle est calculée. Pour cette raison, c'est au Canada qu'incombe la charge de la preuve et qu'il revient de démontrer que l'existence de cette prétendue commission a une incidence sur les avantages que les garanties d'Investissement Québec confèrent aux sociétés acheteuses.

56. Le Canada affirme également que le soutien d'Investissement Québec n'est pas subordonné à l'exportation car il peut être obtenu pour des ventes sur le territoire canadien, en dehors de la province de Québec. Le point de vue du Canada est erroné et il porte atteinte aux disciplines de l'Accord en matière de subventions à l'exportation.

57. Expliquons tout d'abord pourquoi le point de vue du Canada est erroné. À l'article XXIV:12 du GATT de 1947, les parties contractantes sont invitées à veiller à ce que, sur leur territoire, les gouvernements ou administrations régionaux ou locaux observent les dispositions dudit accord. Cette prescription est désormais incorporée dans l'Accord sur l'OMC par le GATT de 1994. En outre, le

[26] Première communication écrite du Canada, note de bas de page 80.
[27] Première communication écrite du Canada, note de bas de page 37.
[28] "Ottawa backs Bombardier: Loan to US firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies," *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001 (pièce n° 9 du Brésil).
[29] Première communication écrite du Canada, paragraphe 87.

Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV, qui fait partie du GATT de 1994, dispose que chaque Membre de l'OMC est responsable de l'observation de toutes les dispositions du GATT de 1994 "et prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements et administrations régionaux et locaux observent lesdites dispositions". Il est ensuite spécifié dans le *Mémorandum d'accord* que, si les "mesures raisonnables" adoptées ne sont pas suffisantes pour supprimer une mesure constituant une infraction, "Les dispositions relatives à la compensation et à la suspension de concessions ou autres obligations s'appliquent".

58. Les Membres de l'OMC sont responsables des mesures prises, sur leur territoire, par les autorités sous-centrales. Dans ce cas, cela signifie qu'aux fins de l'Accord sur l'OMC, une mesure prise par le Québec est en fait une mesure prise par le Canada. La question est donc la suivante: le Canada peut-il transformer une subvention, normalement subordonnée à l'exportation, en une subvention non subordonnée à l'exportation en faisant en sorte que le produit subventionné puisse être vendu dans une partie - mais pas dans la totalité - de son territoire?

59. Le fait que le Canada désigne une partie de son territoire - en l'espèce le Québec - comme ne pouvant pas bénéficier de la subvention a l'effet requis d'inciter encore davantage les producteurs à exporter et de rendre encore plus probable cette éventualité puisque la totalité de leur territoire national ne leur est pas ouverte. Le Canada semble laisser entendre que, dans la mesure où les produits subventionnés peuvent tout de même être vendus sur les marchés de neuf provinces sur dix, cette proportion est en quelque sorte assez proche de dix sur dix. Mais si un Membre peut faire en sorte qu'une province ne puisse bénéficier de subventions, pourquoi pas deux provinces? Pourquoi pas trois? Pourquoi pas neuf?

60. Le Canada accepterait-il de soutenir cette même position pour les subventions accordées par le Brésil dans le cadre du programme PROEX si le Brésil devait décider de faire bénéficier les aéronefs de transport régional d'un soutien en matière de taux d'intérêt sur une partie de son territoire national? Le Canada serait-il disposé à suivre ce même raisonnement si le Brésil devait désigner un petit village d'Amazonie sans piste d'atterrissage comme territoire national pouvant bénéficier de subventions?

61. Si tel n'est pas le cas, où doit-on fixer la limite? La procédure de règlement des différends de l'OMC n'est pas vraiment adaptée pour décider quelle part du territoire national doit pouvoir bénéficier de la subvention pour éliminer la désignation aux fins de l'exportation. Il est vrai qu'il existe une grande différence entre un petit village et tout un pays à l'exception d'une seule province ou d'un seul état, mais où doit-on fixer la limite?

62. Il est manifestement impossible de fixer cette limite d'une manière acceptable, ce qui montre combien la position du Canada porte atteinte aux disciplines en matière de subventions de l'Accord sur l'OMC. S'il suffit de faire en sorte qu'une partie, mais pas la totalité, du territoire d'un Membre puisse bénéficier d'une subvention pour supprimer la subordination à l'exportation, un grand nombre de petits fragments du territoire national seront probablement vite désignés comme pouvant bénéficier de subventions. Le Brésil estime donc que les garanties d'Investissement Québec en droit ou en fait sont subordonnées à l'exportation.

VI. Le programme Investissement Québec "tel qu'il est appliqué"

63. Outre sa mise en cause d'Investissement Québec "en tant que telle", le Brésil met aussi en cause l'application du programme dans le cadre de transactions portant sur des aéronefs régionaux qui visent à soutenir la vente d'aéronefs, par Bombardier, à Air Wisconsin.

64. Comme je l'ai déjà précisé, le porte-parole d'IQ, M. Jean Cyr, a indiqué qu'Investissement Québec avait créé un fonds de 450 millions de dollars sur cinq ans afin de fournir des garanties aux

clients de Bombardier. M. Cyr a également déclaré que, lorsque Bombardier s'était adressé, en décembre 2000, au gouvernement québécois en vue d'obtenir un nouveau soutien pour sa vente d'aéronefs à Air Wisconsin, 150 millions de dollars environ sur les 450 millions que comportait le fonds n'avaient pas été utilisés. En réponse à la demande spécifique de soutien présentée par Bombardier, le gouvernement de la province a approuvé un montant supplémentaire de 76 millions de dollars pour soutenir la vente à Air Wisconsin. Deux cent vingt-six millions de dollars ont donc été dégagés pour soutenir la vente à l'exportation à Air Wisconsin.

65. Le Canada n'a pas nié qu'Investissement Québec fournit des garanties. Au paragraphe 87 de sa première communication écrite, le Canada note que le Brésil ne se réfère qu'aux garanties de prêt et confirme que ces garanties sont des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord sur les subventions.

66. Le Canada ne nie pas non plus qu'Investissement Québec fournit des subventions pour soutenir la vente d'aéronefs à Air Wisconsin. En fait, à la note de bas de page 37 de sa première communication écrite, le Canada indique que, si la [ ], le gouvernement du Québec fournit [ ] une garantie d'un [ ] unitaire". Et ce n'est pas le seul exemple d'application spécifique de soutien d'Investissement Québec aux ventes à l'exportation de la société Bombardier. Un autre exemple est examiné au paragraphe 90 de la première communication écrite du Brésil.

67. Le Canada estime que les garanties accordées par le Québec par l'intermédiaire d'Investissement Québec pour soutenir les ventes de Bombardier ne sont pas des subventions car elles ne confèrent pas d'avantage et qu'elles ne sont pas des subventions à l'exportation car elles ne sont pas subordonnées à l'exportation. Je vais donc examiner chaque point séparément.

68. S'agissant de l'avantage, comme je l'ai déjà souligné, les garanties fournies par Investissement Québec sont fonction de la cote de crédit de la province de Québec, et non de celle de l'emprunteur. Il est donc indéniable que ces garanties de prêt fourniront un avantage.

69. De plus, concernant la transaction Air Wisconsin, le Canada a déclaré, au paragraphe 46 de sa première communication écrite, que son offre de financement à Air Wisconsin avait été faite dans le but de s'aligner sur ce qu'il supposait être un financement à des conditions inférieures à celles du marché - pour des avions Embraer - soutenu par le Brésil. Ainsi que le Canada l'a confirmé dans la note de bas de page 37, le soutien du gouvernement du Québec faisait partie de la transaction. De toute évidence, le gouvernement québécois fournissait donc aussi un soutien dans le but de s'aligner sur un financement dont on supposait qu'il se faisait à des conditions inférieures à celles du marché avec le soutien du Brésil. Comme je l'ai déjà souligné, il n'y avait aucun financement à des conditions inférieures à celles du marché faisant l'objet d'un soutien public sur lequel on aurait pu s'aligner. Par conséquent, la subvention fournie par le Compte du Canada conférait un avantage, de même que la subvention accordée par le Québec par l'intermédiaire d'Investissement Québec.

70. S'agissant de la subordination à l'exportation, j'ai déjà examiné la question de manière générale. Les garanties d'Investissement Québec sont des subventions à l'exportation car elles sont subordonnées à l'exportation. Dans le cas de la transaction Air Wisconsin, cela est encore plus évident. M. Cyr a confirmé que le gouvernement de la province n'avait décidé d'approuver un montant supplémentaire qu'après que Bombardier "[fut] venu nous voir et [eut] dit qu'il négociait ce une grosse affaire avec Air Wisconsin qui nécessiterait" un montant supérieur aux 150 millions de dollars restants. Air Wisconsin est bien sûr une compagnie aérienne américaine. Chaque avion à réaction régional canadien fabriqué au Québec est en fait exporté non seulement à l'extérieur du Québec, mais aussi à l'étranger. Le gouvernement québécois savait aussi que Bombardier était en concurrence avec Embraer pour l'obtention du contrat et croyait que la société canadienne était là en présence d'un financement à des conditions inférieures à celles du marché, soutenu par le Brésil. Le montant supplémentaire demandé par Bombardier a été approuvé par le gouvernement de la province

afin que cette société puisse remporter le contrat Air Wisconsin. Il est donc manifeste que la subvention accordée pour soutenir la vente d'avions Bombardier à Air Wisconsin était liée aux exportations et, par là même, subordonnée à l'exportation.

71. Pour terminer, toujours à propos d'Investissement Québec, M. le Président, je dois avouer que je suis un petit peu perplexe. J'ai mentionné il y a un instant la déclaration du porte-parole d'IQ, M. Cyr, selon laquelle le fonds d'investissement de la province avait créé, en 1996, un programme d'une durée de cinq ans, doté de 450 millions de dollars, dans le but de fournir des garanties de prêt aux clients de Bombardier. M. Cyr a ensuite déclaré qu'un montant d'environ 300 millions, sur la dotation totale de ce fonds, était déjà utilisé lorsque la société Bombardier s'était adressée à Investissement Québec le 20 décembre 2000 en expliquant qu'elle "négociait une grosse affaire avec Air Wisconsin, qui nécessiterait" un montant supérieur aux 150 millions restants. Cette déclaration figure dans la pièce n° 9 du Brésil. La déclaration de M. Cyr semble être confirmée par une publication du 17 juin 1995, selon laquelle Brit Air, acheteur d'avions à réaction régionaux auprès de Bombardier, avait obtenu l'aide de cette société, d'une banque française et de la Société de développement industriel du Québec (SDI) pour compléter le financement.[30] La partie pertinente de cette déclaration - en français - qui fait l'objet d'une pièce jointe, est la suivante: "Chaque Regional Jet coûte 20 millions de dollars, une fois aménagé à l'intérieur. Compte tenu de son prix, Brit Air a obtenu l'assistance de la société Bombardier, celle d'une banque française, de même que celle de la Société de développement industriel du Québec (SDI) pour compléter le financement."

72. Pourtant, au paragraphe 117 de la deuxième communication écrite du Canada dans l'affaire *Canada - Aéronefs*, datée du 4 décembre 1998, le Canada a déclaré qu'*aucune* des garanties ou des opérations de financement réalisées sur la base du critère d'admissibilité dit du "développement des exportations" appliqué par la SDI (devenue Investissement Québec en 1998) ne concernait l'aéronautique civile.[31] Compte tenu de cette déclaration, le Groupe spécial établi dans l'affaire *Canada - Aéronefs* a estimé, au paragraphe 9.275, que "[l]e Brésil n'[avait] présenté aucun élément de preuve établissant qu'il y [avait] aide de IQ à l'industrie canadienne des avions de transport régional. En conséquence, il n'y a aucun indice permettant de présumer que l'aide de IQ a été accordée à l'industrie des avions de transport régional".[32] M. le Président, ces déclarations nous semblent contradictoires. Le Brésil serait reconnaissant au Canada de bien vouloir expliquer cette contradiction apparente et faire savoir au Groupe spécial si Investissement Québec a jamais en fait été utilisé pour aider le secteur aéronautique régional canadien, avant le 4 décembre 1998 et, bien sûr, après cette date.

VII. Conclusion

73. M. le Président, pour toutes ces raisons, le Brésil demande au Groupe spécial de conclure que la SEE, le Compte du Canada et le programme Investissement Québec sont, "en tant que tels" et "tels qu'ils sont appliqués" des subventions à l'exportation prohibées. Nous ferons tout notre possible pour répondre à toutes questions que vous souhaiteriez nous poser.

[30] Pièce n° 52 du Brésil.
[31] *Id.*
[32] *Id.*

ANNEXE A-8

RÉPONSE DU BRÉSIL À LA DÉCLARATION ORALE FAITE PAR LE CANADA À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LES QUESTIONS DE COMPÉTENCE

(28 juin 2001)

1. À la réunion du Groupe spécial tenue le 27 juin 2001, le Brésil a fait observer qu'il souhaiterait examiner certaines questions soulevées par le Canada dans sa déclaration orale concernant des questions de compétence.

2. Le Canada allègue que trois "incohérences" entre la première communication écrite du Brésil et sa réponse du 22 juin 2001 à la communication préliminaire du Canada datée du 18 juin 2001 concernant la compétence du Groupe spécial ont rendu perplexe celui-ci quant à la portée des allégations du Brésil. L'examen de ces trois points jugés incohérents révèle qu'ils ne le sont pas.

3. Avant d'examiner ces trois prétendues incohérences entre deux de ses communications, le Brésil fait toutefois observer qu'elles n'ont pas trait à l'obligation de "spécificité" énoncée à l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"). L'article 6:2 porte uniquement sur la spécificité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Comme le déclare le Canada, de même que le Brésil ne peut pas utiliser ses communications ultérieures pour "remédier" aux insuffisances de sa demande d'établissement d'un groupe spécial[1], il ne peut pas lui-même s'en servir pour inventer des insuffisances.

4. Dans ses allégations spécifiques, le Canada relève, premièrement, au paragraphe 22 de sa déclaration orale concernant les questions de compétence, une prétendue incohérence entre le paragraphe 78 de la première communication écrite du Brésil et le paragraphe 24 de la réponse de celui-ci datée du 22 juin. Au paragraphe 78 de sa première communication, le Brésil indique que "le Compte du Canada offre … assurance-crédits à l'exportation, services de financement, assurance-caution de bonne fin et assurance-risques politiques" et note que ces quatre catégories de soutien constituent "des contributions financières" en vertu de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC"). Cette déclaration est correcte d'un point de vue factuel et n'indique pas que toutes les formes de "contributions financières" susmentionnées sont visées par les allégations du Brésil s'agissant du Compte du Canada.

5. Au contraire, au paragraphe 24 de sa réponse datée du 22 juin, le Brésil identifie les formes spécifiques de "contributions financières" qui ne sont pas visées par ses allégations. Comme il l'a déclaré dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, ses allégations à l'encontre du Compte du Canada sont limitées au "financement", aux "garanties de prêts" ou à la "bonification d'intérêts" destinés à l'industrie des avions de transport régional.

6. Deuxièmement, au paragraphe 23 de sa déclaration orale concernant des questions de compétence, le Canada relève une prétendue incohérence entre le paragraphe 40 de la première communication écrite du Brésil et le paragraphe 24 de la réponse de celui-ci datée du 22 juin. Le paragraphe 40 dispose que "la SEE offre "toute une gamme de services financiers"", y compris

[1] Déclaration orale du Canada concernant des questions de compétence, 27 juin 2001, paragraphes 15, 18, 21 et 22.

"l'assurance-crédit, les services de financement, les services de cautionnement, l'assurance-risques politiques et les titres de participation". Il indique par ailleurs que toutes ces activités constituent des "contributions financières" en vertu de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Cette déclaration est également correcte d'un point de vue factuel et n'indique pas que toutes ces formes de "contributions financières" sont visées par les allégations du Brésil concernant la SEE.

7. Au contraire, au paragraphe 24 de sa communication du 22 juin, le Brésil indique les formes spécifiques de "contributions financières" qui ne sont pas visées par ses allégations. Comme il l'a déclaré dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, ses allégations à l'encontre de la SEE sont limitées au "financement", aux "garanties de prêts" ou à la "bonification d'intérêts" destinés à l'industrie des avions de transport régional.

8. Troisièmement, au paragraphe 24 de sa déclaration orale concernant des questions de compétence, le Canada relève une prétendue incohérence entre le paragraphe 92 de la première communication écrite du Brésil et le paragraphe 24 de la réponse de celui-ci datée du 22 juin. Le paragraphe 92 dispose qu'IQ fournit des prêts, des garanties ("cautionnement") et procède à "toute autre intervention prévue à son plan d'affaire". Il dispose également que tous les types de soutien susmentionnés constituent des "contributions financières" en vertu de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Cette déclaration est correcte d'un point de vue factuel et n'indique pas que toutes les formes de soutien accordées par IQ dans le cadre de prêts ou de cautions sont visées par les allégations du Brésil s'agissant d'IQ.

9. Au contraire, au paragraphe 24 de sa réponse datée du 22 juin, le Brésil identifie les "contributions financières" qui ne sont pas visées par ses allégations. Comme il l'a déclaré dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, ses allégations à l'encontre d'IQ sont limitées aux "garanties de prêts", aux "garanties de participation, aux garanties de la valeur résiduelle et aux "garanties de perte initiale"" destinées à l'industrie des avions de transport régional.

10. Le Brésil ne pense pas que les termes "garantie" et "cautionnement" sont nécessairement synonymes dans le domaine des crédits à l'exportation. Comme il a été noté, son allégation se limite aux diverses formes de garanties énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Si le terme "cautionnement" renvoie à ces garanties, la déclaration du Brésil (au paragraphe 24 de sa réponse datée du 22 juin) selon laquelle il ne met pas en cause le "cautionnement" est peut-être inappropriée. L'intention du Brésil était d'illustrer un type de garantie qui n'était pas visé par ses allégations (l'"assurance contre les risques de change").

11. La plainte du Canada porte principalement sur le fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est trop vaste. Dans sa déclaration orale concernant des questions de compétence, il s'est plaint de ce que cette demande d'établissement d'un groupe spécial était "rédigée en termes […] imprécis".[2] Une telle plainte est injustifiée. Rien dans l'article 6.2 du Mémorandum d'accord n'oblige le Brésil à présenter des allégations bien circonscrites. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil était habilité à présenter des allégations générales à l'encontre de la SEE, du Compte du Canada et d'IQ. Il est habilité à maintenir de telles allégations pendant toute la durée de la présente procédure et a par ailleurs le droit de circonscrire ces allégations si les faits, tels qu'ils sont exposés, l'obligent à le faire.[3]

[2] Déclaration orale du Canada concernant des questions de compétence, 22 juin 2001, paragraphe 34.

[3] Par exemple, comme il l'a souligné au paragraphe 32 de sa déclaration à la première réunion du Groupe spécial, le Brésil accepte la rectification du Canada selon laquelle la SEE ne prenait pas part à des transactions concernant Comair et Midway. Cette information aurait pu être communiquée au Brésil au cours des consultations mais cela n'a pas été le cas. Le Brésil en a finalement eu connaissance, et a circonscrit son allégation en conséquence.

12. De fait, comme il l'a fait observer au paragraphe 32 de sa déclaration à la première réunion du Groupe spécial, le Brésil a accepté, de bonne foi, la rectification apportée par le Canada selon laquelle la SEE ne prenait pas part à des transactions concernant Comair et Midway, et circonscrit son allégation en conséquence. En outre, l'observation du Canada concernant la communication des CE en tant que tierce partie, ainsi que les conséquences de l'utilisation de la formule fourre-tout "y compris mais non exclusivement", est inappropriée.[4] Le Brésil n'a pas revendiqué le droit d'étendre - pas plus qu'il n'a étendu dans les faits - la portée de ses allégations au-delà des formes spécifiques de crédits à l'exportation de la SEE, du Compte du Canada et d'IQ qui sont énumérées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

13. En outre, la vaste portée des allégations du Brésil tient au manque de renseignements disponibles concernant la SEE, le Compte du Canada et IQ. Le Canada n'a notifié aucune des mesures qu'il a prises au titre de l'article 25 de l'Accord SMC.[5] Il a refusé en outre d'examiner les conditions du soutien qu'il apporte à l'industrie canadienne des avions de transport régional par l'intermédiaire de la SEE, du Compte du Canada et d'IQ pendant les consultations qu'il a tenues avec le Brésil le 21 février 2001. Au reste, il n'a fourni aucune réponse, ni oralement ni par écrit, à la liste des questions que lui avait soumise le Brésil pendant ces consultations.[6] Les mesures prises par le Canada étaient contraires à l'obligation énoncée par l'Organe d'appel selon laquelle les parties doivent "tout dire" et divulguer volontairement les faits en rapport avec les allégations "pendant les consultations de même que dans le cadre plus formel de la procédure de Groupe spécial".[7] Le Canada ne peut pas se soustraire à la notification des mesures en question, refuser d'être coopératif s'agissant de répondre aux questions posées pendant les consultations puis objecter que les allégations du Brésil concernant ces mesures sont "rédigé[s] en termes [si] vagues et imprécis" qu'elles compromettent la capacité du Canada à se défendre. Si cela était acceptable, un Membre défendeur négligerait délibérément de "tout dire", sachant qu'il pourrait ainsi contester la compétence du Groupe spécial en se fondant sur le fait que le Membre plaignant n'a pas observé les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

14. La demande d'établissement du présent Groupe spécial présentée par le Brésil satisfait aux prescriptions de l'article 6:2, comme l'a déclaré l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Mesures de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*.[8] Cette demande a été présentée par écrit et précise que des consultations ont eu lieu. Elle indique que les mesures en cause sont des types spécifiques de crédits à l'exportation accordés par trois programmes canadiens – la SEE, le Compte du Canada et IQ. Enfin, elle contient un bref résumé du fondement juridique de l'allégation du Brésil selon laquelle les programmes susmentionnés, ainsi que les transactions réalisées dans le cadre de ces programmes, constituent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord SMC. C'est pourquoi, le Brésil demande que le Groupe spécial rejette l'allégation du Canada selon laquelle certaines des allégations du Brésil ne relèvent pas de la compétence du présent Groupe spécial.

[4] Déclaration orale du Canada concernant des questions de compétence, 27 juin 2001, paragraphe 30.

[5] Dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, le Groupe spécial a reconnu les difficultés auxquelles est confronté un plaignant s'agissant des éléments de preuve "en particulier lorsque les détails de la prétendue subvention n'ont pas été notifiés au titre de l'article 25 de l'Accord SMC ..." WT/DS70/R (adopté tel que modifié par l'Organe d'appel le 20 août 1999), paragraphe 9.53.

[6] Pièce n° 1 du Brésil.

[7] *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R (19 décembre 1997) (adopté le 16 janvier 1998), paragraphe 94.

[8] WT/DS98/AB/R (adopté le 14 décembre 1998), paragraphe 120.

ANNEXE A-9

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION

(6 juillet 2001)

Questions aux parties - 29 juin 2001

CES QUESTIONS SONT DESTINÉES À FACILITER LES TRAVAUX DU GROUPE SPÉCIAL ET NE PRÉJUGENT EN AUCUNE MANIÈRE DES CONSTATATIONS DU GROUPE CONCERNANT L'AFFAIRE DONT IL EST SAISI. ELLES NE PRÉJUGENT PAS NON PLUS DE TOUTES DÉCISIONS QU'IL POURRA PRENDRE CONCERNANT SA COMPÉTENCE.

IL CONVIENT DE NOTER QUE LE GROUPE SPÉCIAL UTILISE LES EXPRESSIONS "EN TANT QUE TELS" ET "TELS QU'ILS SONT APPLIQUÉS" PARCE QU'ELLES SONT UTILISÉES PAR LES PARTIES. L'UTILISATION DE CES EXPRESSIONS PAR LE GROUPE SPÉCIAL NE DONNE AUCUNE INDICATION QUANT AU POINT DE VUE DU GROUPE SPÉCIAL SUR L'IDENTIFICATION DES MESURES SPÉCIFIQUES EN CAUSE.

Questions aux deux parties

1. Quelle est, le cas échéant, la valeur de précédent des constatations formulées par le Groupe *Canada - Aéronefs* (DS70) pour l'examen, par le présent Groupe spécial, des allégations du Brésil concernant les programmes du Compte du Canada et de la SEE en tant que tels? Quelle est, le cas échéant, la valeur de précédent des constatations formulées par le Groupe spécial *Canada - Aéronefs* pour ce qui est des dispositions relatives à l'alignement contenues dans l'Arrangement de l'OCDE en relation avec le point k) de la Liste exemplative de l'Accord SMC?

Les rapports de groupes spéciaux n'ont pas valeur de précédents juridiques. Dans la présente affaire, le Groupe spécial est donc parfaitement habilité à examiner les allégations du Brésil concernant les programmes du Compte du Canada et de la SEE "en tant que tels". Le mandat et la compétence du Groupe spécial pour ce qui est de l'examen de ces programmes en tant que tels et de la formulation de constatations appropriées ne sont pas, et ne pourraient pas être, affectés par le fait que les mêmes programmes ont été mis en cause en tant que tels dans une affaire précédente.

Le Groupe spécial est habilité à examiner les constatations du Groupe spécial reproduites sous la cote DS70 concernant le Compte du Canada et la SEE, et de l'avis du Brésil, devrait le faire. Le Groupe spécial peut bien entendu être en désaccord avec certaines des constatations formulées dans le document DS70. Il peut aussi déterminer que les constatations et les conclusions de fait et de droit établies par le Groupe spécial dans le document DS70 sont utiles pour son analyse des allégations du Brésil dans la présente procédure.

De même, en ce qui concerne les dispositions de l'Arrangement de l'OCDE relatives à l'alignement en relation avec le point k), le Groupe spécial peut être d'accord avec les conclusions du Groupe spécial dont le rapport a été publié dans le document DS70, mais n'est pas nécessairement tenu de l'être. De l'avis du Brésil, le Groupe spécial pourrait bien entendu ne pas être d'accord avec

certaines des constatations reproduites dans le document DS70 concernant les dispositions relatives à l'alignement, contenues dans l'Arrangement de l'OCDE, mais il trouvera certainement ces constatations utiles dans son analyse des arguments du Brésil selon lesquels le fait d'avoir recours aux dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement n'est pas "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" aux fins du second paragraphe du point k).

Pour un examen plus détaillé des points ayant trait à cette question, veuillez voir la réponse à la question 2 ci-dessous.

2. Le présent Groupe spécial a-t-il compétence pour examiner les allégations du Brésil concernant les programmes du Compte du Canada et de la SEE en tant que tels? En particulier, le principe de l'autorité de la chose jugée, ou un principe similaire, s'applique-t-il en l'espèce, afin d'empêcher le Groupe spécial d'examiner des questions précédemment tranchées par un autre groupe spécial?

Le Groupe spécial a bien compétence pour examiner les allégations du Brésil concernant le Compte du Canada et la SEE en tant que tels. Pas plus le principe de l'autorité de la chose jugée que d'autres principes similaires qui pourraient être applicables dans la présente affaire n'empêchent le Groupe spécial d'examiner des questions sur lesquelles un autre groupe spécial de l'OMC a déjà pu statuer. C'est le cas ici, même si les programmes - de prime abord - n'ont pas changé depuis leur dernier examen par un groupe spécial de l'OMC, pour les raisons ci-après.

Au cours de la procédure dont il est rendu compte dans le document DS70, le Groupe spécial n'a pas statué que la SEE était compatible avec l'Accord SMC. Il a statué que "le Brésil n'a pas démontré que le programme de la SEE en tant que tel *prescrivait* l'octroi de subventions" et que pour cette raison, le Groupe spécial ne pouvait pas "rendre de constatations au sujet du programme de la SEE en tant que tel."[1] Dans cette affaire, le Groupe spécial a donc constaté que les éléments de preuve fournis par le Brésil étaient insuffisants. En d'autres termes, le Groupe spécial n'a pas constaté que la SEE était un programme discrétionnaire, mais que le Brésil n'avait pas prouvé qu'il était impératif.

Dans la présente affaire, outre les éléments de preuve déjà présentés, le Brésil a fourni de nouveaux éléments de preuve et de nouveaux arguments sur la base de ces nouveaux éléments de preuve. Le Groupe spécial dont le rapport est reproduit dans le document DS70 n'était pas saisi de ces éléments de preuve ni de ces nouveaux arguments. Rien n'empêche donc le présent Groupe spécial de jeter un regard neuf sur le programme de la SEE et, après avoir examiné les éléments de preuve et les arguments nouveaux présentés par le Brésil, de parvenir à une conclusion différente.

De même, le Groupe spécial dont le rapport est reproduit dans le document DS70 n'a pas statué que le Compte du Canada en tant que tel était compatible avec l'Accord SMC. Il a constaté que le Brésil n'avait pas établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations et que, par conséquent, le Groupe spécial ne pouvait pas "rendre de constatations au sujet du programme concernant le Compte du Canada en soi".[2] En ce qui concerne le Compte du Canada, le Brésil a désormais présenté des renseignements et des éléments de preuve supplémentaires justifiant *prima facie* ses allégations.

En outre, le Groupe spécial dont le rapport est reproduit dans le document DS70 a demandé au Canada de lui communiquer des renseignements spécifiques concernant les transactions de la SEE. Le Canada a refusé. Si le Canada avait donné suite à cette requête, le Groupe spécial aurait disposé d'éléments de preuve supplémentaires concernant les activités de la SEE au titre du Compte du

[1] *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R (adopté tel que modifié par l'Organe d'appel le 20 août 1999), paragraphe 9.129 (souligné dans l'original).

[2] *Id.*, paragraphe 9.213.

Canada et du Compte de la Société. Le Brésil a demandé au Groupe spécial de tirer des déductions défavorables, ce qu'il n'a pas voulu faire.[3] L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial avait certes le pouvoir juridique de tirer des déductions défavorables, mais qu'il n'avait pas commis une erreur de droit ni abusé de son pouvoir discrétionnaire en refusant de le faire.[4] L'Organe d'appel est toutefois allé plus loin et a déclaré que s'il avait "statué sur la question qui se posait au Groupe spécial", il aurait "certes pu conclure que les faits consignés au dossier justifiaient bien la déduction [défavorable]".[5] L'Organe d'appel a ensuite souligné qu'avec cette constatation il ne voulait pas "donner à entendre que le Brésil ne peut pas formuler une autre plainte à l'égard du Canada dans le cadre du système de règlement des différends, au titre des dispositions de l'*Accord SMC* et du Mémorandum d'accord, au sujet de la compatibilité de certaines mesures de financement de la SEE avec les dispositions de l'*Accord SMC*".[6] Le Brésil, dans la présente affaire, suit le conseil de l'Organe d'appel.

Les renseignements et éléments de preuve nouveaux que le Brésil a fournis dans la présente affaire lui permettent d'établir *prima facie* non seulement que certaines opérations de financement au titre du Compte du Canada et de la SEE sont incompatibles avec les dispositions de l'Accord SMC, mais aussi que le *modus operandi* du programme en tant que tel est également incompatible avec l'Accord. Les nouveaux éléments de preuve ne portent pas seulement sur des transactions spécifiques. Ils concernent également la raison d'être de la SEE pour ce qui est des activités entreprises au titre du Compte du Canada et du Compte de la Société. Ces éléments de preuve montrent que l'existence même de ces programmes - et par conséquent les programmes en tant que tels - a pour objet de fournir des subventions à l'exportation.

Les nouveaux éléments de preuve ne concernent pas uniquement la transaction Air Wisconsin, bien que cette dernière soit un bon exemple de la manière dont fonctionnent les programmes mis en cause et de l'interaction entre le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE.[7] Les moyens de défense du Canada concernant la transaction Air Wisconsin peuvent être résumés comme suit. Lorsqu'un financement public est fourni, le Canada "s'aligne" sur le financement offert par d'autres gouvernements. En l'absence de financement par les pouvoirs publics, le Canada intervient par le biais des guichets commerciaux et propose un financement aux conditions disponibles sur le marché commercial. C'est ainsi que la SEE administre le Compte du Canada et le Compte de la Société. Ces activités constituent en d'autres mots les programmes "en tant que tels". Le Brésil met en cause les programmes en tant que tels parce que la manière même dont ils sont destinés à être appliqués est incompatible avec l'Accord SMC. Cet argument est détaillé davantage dans la réponse à la question 28.

En outre, en intervenant par le biais de guichets commerciaux et en offrant un financement aux conditions qui, d'après le Canada, sont disponibles sur le marché commercial - autre fonction inhérente aux programmes mis en cause - ces programmes ne respectent pas l'Accord SMC et constituent une subvention prohibée. Le Canada n'a pas montré que les programmes offrent un financement aux conditions disponibles sur le marché commercial lorsqu'ils interviennent prétendument par le biais des guichets commerciaux. Le Brésil a montré au contraire que lorsque les programmes interviennent ostensiblement par le biais des guichets commerciaux, les conditions

[3] *Id*., paragraphes 9.181 et 9.182.

[4] *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R (adopté le 20 août 1999), paragraphes 203 à 205.

[5] *Id.*, paragraphe 205.

[6] *Id.*, paragraphe 206.

[7] À cet égard, le Brésil rappelle que le Ministre Tobin lui-même ne savait pas clairement si la SEE effectuerait la transaction Air Wisconsin au titre du Compte du Canada ou au titre du Compte de la Société et que le communiqué de presse qui accompagnait sa conférence de presse décrivait les deux comptes sans préciser lequel serait utilisé. Pièce n° 3 du Brésil.

offertes sont plus favorables que celles disponibles sur le marché. Pour un examen plus détaillé de la question, le Groupe spécial est prié de se référer aux paragraphes 28 à 39 de la première communication écrite du Brésil et aux paragraphes 15 à 20 de sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial.

En résumé, les nouveaux éléments de preuve fournis par le Brésil dans la présente affaire, qui montrent incontestablement que les programmes sont incompatibles avec l'Accord SMC "tels qu'ils sont appliqués", montrent également que l'octroi de subventions prohibées est inhérent à la manière dont les programmes sont destinés à fonctionner et par conséquent que ces programmes sont incompatibles avec l'Accord SMC "en tant que tel".

Questions adressées au Canada - Questions n° 3 à 24

Questions adressées au Brésil

25. Le Brésil peut-il indiquer les mesures spécifiques au sujet desquelles il demande au Groupe spécial d'établir des constatations. En particulier, demande-t-il des constatations 1) sur le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme *IQ* en tant que tels, 2) sur le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme *IQ* tels qu'ils sont appliqués (sur la base d'éléments de preuve concernant des transactions spécifiques), 3) sur les transactions spécifiques effectuées dans le cadre du Compte du Canada, de la SEE et d'*IQ* qui sont indiquées dans sa première communication, ou 4) sur une combinaison des points 1), 2) et 3)?

Le Brésil demande des constatations du Groupe spécial sur les points 1), 2) et 3). Il demande que le Groupe spécial constate que le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme *IQ* en tant que tels sont incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC. Il demande également que le Groupe spécial constate que le programme Compte du Canada, le programme de la SEE et le programme *IQ* sont incompatibles, tels qu'ils sont appliqués, avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC, sur la base d'éléments de preuve concernant des transactions spécifiques. Enfin, le Brésil demande que le Groupe spécial constate que les transactions spécifiques effectuées dans le cadre du Compte du Canada, de la SEE et d'IQ, qui sont indiquées dans la première communication écrite du Brésil constituent un manquement aux obligations du Canada au titre de l'Accord SMC.

26. Quelle est la distinction existant entre une allégation concernant 1) une mesure "en tant que telle" et 2) une mesure "telle qu'elle est appliquée"? Quelle est la pertinence des transactions individuelles lorsque l'on examine les allégations concernant 1) une mesure "en tant que telle" et 2) une mesure "telle qu'elle est appliquée"?

Une mesure "en tant que telle" est incompatible avec les obligations d'un Membre lorsqu'elle exige que l'exécutif agisse de manière incompatible avec les obligations d'un Membre au regard de l'OMC. Une mesure est incompatible "telle qu'elle est appliquée" lorsque son application est incompatible avec les obligations d'un Membre au regard de l'OMC.[8] Des transactions individuelles peuvent servir à illustrer et prouver le fait qu'une mesure est incompatible "en tant que telle" parce qu'elle envisage que les transactions en question soient effectuées d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC. Des transactions individuelles peuvent également servir à illustrer et prouver le fait qu'une mesure est incompatible "telle qu'elle est appliquée" parce que, même si elle n'exige pas que

[8] *Voir États-Unis - Refus d'accorder le traitement NPF aux chaussures autres qu'en caoutchouc en provenance du Brésil*, IBDD, S39/142 (19 juin 1992), paragraphe 6.13, *citant États-Unis - Taxes sur le pétrole et certains produits d'importation ("Fonds spécial")*, IBDD, S34/154 (17 juin 1987) et *CEE - Règlement relatif aux importations de pièces détachées et composants*, IBDD, S37/142 (16 mai 1990).

les transactions en question soient effectuées d'une manière incompatible avec les obligations d'un Membre au regard de l'OMC, elle est appliquée d'une manière incompatible.

Dans la présente affaire, le Brésil met en cause la SEE, le Compte du Canada et *IQ* à la fois "en tant que tels" et "tels qu'ils sont appliqués". Il a montré que des transactions individuelles constituent un manquement aux obligations du Canada au titre de l'Accord SMC. Cela devrait être suffisant pour qu'il soit constaté que ces programmes sont incompatibles "tels qu'ils sont appliqués".

De plus, des transactions individuelles servent au demeurant à illustrer qu'il est inhérent à la conception et au *modus operandi* des trois programmes canadiens mis en cause de fonctionner d'une manière incompatible avec l'Accord SMC.

27. Le Brésil peut-il indiquer, le cas échéant, les constatations ou recommandations spécifiques qu'il demande sur la question de savoir si le Canada a ou non mis en œuvre les constatations et recommandations résultant du recours du Brésil à l'article 21:5 dans la procédure dont il est rendu compte dans le document DS70?

Le Brésil demande au Groupe spécial de statuer que, sur le plan factuel, le Canada n'a rien fait depuis l'adoption du rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 reproduit dans le document DS70, pour rendre le Compte du Canada compatible avec l'Accord SMC.

Dans la procédure dont il est rendu compte dans le document DS70, le Groupe spécial a constaté que "le financement sous forme de crédits accordé au titre du Compte du Canada depuis le 1er janvier 1995 pour l'exportation d'avions canadiens de transport régional constitue des subventions à l'exportation incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC"[9] et a conclu que "le Canada doit retirer dans les 90 jours [ces] subventions".[10] Cela a été confirmé par l'Organe d'appel.[11] Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a constaté que "les mesures prises par le Canada pour se conformer à la recommandation de l'ORD concernant l'application du programme Compte du Canada ne sont pas suffisantes pour garantir que les futures opérations du Compte du Canada dans le secteur des aéronefs de transport régional seront conformes aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'*Arrangement de l'OCDE*, et ne sont, par conséquent, pas suffisantes pour garantir que lesdites opérations du Compte du Canada ne seront pas des subventions à l'exportation prohibées".[12] Le Canada n'a pas fait appel de cette constatation.

Le Brésil ne demande pas au présent Groupe spécial de réexaminer les constatations du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 qui figurent dans le document DS70 ni de corroborer ou confirmer les constatations de ce Groupe spécial. Il ne demande pas non plus au présent Groupe spécial de tirer des conclusions quant à ce que le Canada aurait dû faire. Il demande simplement que soit formulée une constatation de fait selon laquelle, depuis l'adoption du rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5, reproduit dans le document DS70, le Canada n'a apporté aucun changement au Compte du Canada. Le Brésil croit comprendre que le Canada ne le conteste pas en tant que point de fait. D'ailleurs, en réponse à une question posée par le Groupe spécial le deuxième jour de la première réunion du Groupe spécial, le Canada a confirmé qu'il n'avait apporté aucune modification aux statuts et règlements qui constituent la base juridique de la SEE (Compte de la Société ou Compte du Canada).

[9] WT/DS70/R, paragraphe 10.1 b).
[10] *Id.*, paragraphe 10.4.
[11] WT/DS70/AB/R, paragraphes 220 et 221.
[12] *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils - Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends,* WT/DS70/RW (adopté tel que modifié par l'Organe d'appel le 4 août 2000), paragraphe 6.1.

28. Les États-Unis font valoir que la distinction entre une législation dispositive et une législation impérative a été décrite par un groupe spécial de l'OMC comme étant un principe "bien établi" (paragraphe 2 de la déclaration orale des États-Unis). Le Brésil estime-t-il que la distinction entre législation dispositive et législation impérative est "bien établie"? Dans l'affirmative, la distinction est-elle applicable dans la présente affaire?

Le Brésil estime, comme les États-Unis, que la distinction entre une législation dispositive ("telle qu'elle est appliquée") et une législation impérative ("en tant que telle") est un principe établi de jurisprudence du GATT et de l'OMC. Le Brésil ne croit cependant pas que le principe dans ces termes exacts soit applicable dans la présente affaire aux programmes canadiens qu'il met en cause.

Il est dit dans le rapport récent *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* qu'"un certain nombre de groupes spéciaux, dans des différends concernant la compatibilité d'une législation, n'ont *pas* examiné la question impératif/dispositif de façon abstraite et en tant que question nécessairement préliminaire. Dans ces affaires, les groupes spéciaux ont en revanche commencé par régler toute controverse concernant ce qu'imposaient les obligations en cause du GATT/de l'OMC et ont ensuite seulement abordé, *à la lumière de ces constatations*, la question de savoir si la partie défenderesse avait démontré de façon adéquate qu'elle avait un pouvoir discrétionnaire suffisant pour se conformer à ces règles. En d'autres termes, la distinction impératif/dispositif a été appliquée *dans un contexte donné quant au fond*".[13]

Le "contexte quant au fond" de la SEE est qu'il s'agit d'un organisme de crédit à l'exportation. Ces organismes existent pour subventionner les exportations. C'est leur but. Leurs "subventions ... permettent aux industries du pays de s'adjuger une part accrue du marché mondial pour leurs marchandises - ou du moins ... leur permettent de ne pas en être exclues".[14] Ces organismes "fournissent des crédits ou [...] assurent les crédits accordés à des débiteurs sur des marchés insolvables; ... *[ils] assument des risques qu'aucun banquier sain d'esprit n'est disposé à assumer*".[15]

L'historique du point k) et de l'Arrangement le montre clairement. L'Arrangement a été conclu en 1978, après de longues années de négociation.[16] Les négociations du Tokyo Round se sont achevées seulement un an plus tard en 1979. Le Tokyo Round comportait un Code des subventions qui, entre autres, obligeait les parties à ne pas recourir à des subventions à l'exportation de manière incompatible avec les dispositions du Code (article 8.2) et à ne pas accorder de subventions à l'exportation de produits autres que certains produits primaires (article 9.1).

Les Participants à l'Arrangement de l'OCDE récemment conclu, qui étaient pour la plupart, voire tous, des signataires potentiels du Code plurilatéral du Tokyo Round, étaient confrontés au fait que les activités de leurs organismes respectifs de crédit à l'exportation, autorisées par le nouvel Arrangement, seraient néanmoins incompatibles avec leurs obligations au regard du Code. Selon les mots de Gary Hufbauer, un des négociateurs du Tokyo Round, "de nombreux pays n'étaient pas disposés à condamner en tant que subventions à l'exportation des pratiques tolérées par l'OCDE".[17] La solution à ce problème était le second paragraphe du point k), la clause du refuge pour les

---

[13] *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R (du 29 juin 2001) (pas encore adopté), paragraphe 8.11 (italique dans l'original) (note de bas de page omise).

[14] JOHN E. RAY, MANAGING OFFICIAL EXPORT CREDITS - THE QUEST FOR A GLOBAL REGIME, Institute for International Economics (1995), page 13 (pièce n° 54 du Brésil).

[15] *Id.* (non souligné dans le texte).

[16] *Id.*, pages 40 à 44. *Voir également* GARY CLYDE HUFBAUER AND JOANNA SHELTON ERB, SUBSIDIES IN INTERNATIONAL TRADE 68-69 (Washington, D.C. Institute for International Economics 1984) (pièce n° 55 du Brésil).

[17] Hufbauer et Erb, *supra*, page 70 (pièce n° 55 du Brésil).

pratiques conformes aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement.[18] Les négociateurs ont reconnu que les opérations des organismes de crédit à l'exportation constituent bien des subventions à l'exportation, mais ont décidé qu'elles ne seront pas considérées comme des subventions à l'exportation tant qu'elles respecteront les dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement.

Par conséquent, le point k) permet aux organismes de crédit à l'exportation de s'acquitter de leur fonction normale et, en même temps, de satisfaire aux prescriptions du GATT et maintenant à celles de l'Accord sur l'OMC. Lorsqu'un organisme de crédit à l'exportation agit dans le champ des activités visées par le point k) il n'est pas considéré comme fournissant une subvention à l'exportation. Toutefois si les activités d'un organisme de crédit à l'exportation ne sont pas couvertes par les exceptions prévues au point k), cet organisme fournit une subvention prohibée "en tant que telle" parce que l'octroi de subventions à l'exportation, comme s'en sont rendu compte les négociateurs du Tokyo Round, est inhérent à l'existence et au fonctionnement mêmes d'un organisme de crédit à l'exportation. Encore une fois, c'est pour cela que le point k) a été prévu.

Dans ce contexte, l'argument du Canada selon lequel les programmes ne sont pas impératifs et ne sont donc pas incompatibles avec l'Accord SMC ne peut pas être retenu. La SEE, que ce soit au titre du Compte du Canada ou du Compte de la Société, constitue une mesure destinée "en tant que telle" à offrir des subventions à l'exportation. Le financement de la SEE constitue une contribution financière qui confère un avantage et qui est subordonnée aux exportations. Le Canada bien entendu peut invoquer comme moyen de défense affirmatif le point k). L'existence de ce moyen de défense potentiel n'affecte cependant pas la nature des programmes "en tant que tels".

Enfin, même si les programmes n'exigent pas *toujours* une infraction à l'Accord SMC (par exemple lorsqu'il y a alignement ou intervention par le biais de guichets commerciaux, à supposer que le Groupe spécial soit d'accord avec le Canada sur ces points), ils resteraient incompatibles avec l'Accord SMC. Comme le Groupe spécial l'a conclu dans *États-Unis - Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, si une mesure exige une violation d'une obligation au regard de l'OMC "que ce soit dans certains cas ou dans tous les cas", la mesure "en tant que telle" est incompatible.[19] Se référant au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine - Chaussures*, le Groupe spécial a conclu "qu'une mesure était incompatible avec les règles de l'OMC si elle prescrivait une action incompatible avec les règles de l'OMC dans des circonstances particulières, même si, dans d'autres circonstances, l'action pouvait ne pas être incompatible avec les règles de l'OMC".[20] Les programmes du Canada exigent l'octroi de subventions à l'exportation prohibées, sauf dans les circonstances dans lesquelles ces subventions peuvent relever du "refuge" prévu au point k).

29. S'agissant de ses allégations concernant le Compte du Canada, la SEE et *IQ* en tant que tels, le Brésil estime-t-il que le Compte du Canada, la SEE et *IQ* en tant que tels exigent l'octroi de subventions à l'exportation prohibées?

Oui. Comme nous l'avons vu en détail dans la réponse à la question 28, le Compte de la Société et le Compte du Canada relevant de la SEE en tant que tels exigent l'octroi de subventions à l'exportation prohibées parce qu'ils sont établis et fonctionnent en tant qu'organismes de crédit à l'exportation, dont l'existence a pour raison d'être l'octroi de subventions à l'exportation. Comme le Brésil l'a expliqué dans sa réponse à la question 28, les organismes de crédit à l'exportation offrent des subventions à l'exportation prohibées à moins qu'ils ne respectent les disciplines imposées par le GATT, et par la suite par l'OMC, concernant leur fonctionnement et leurs activités conformément aux

[18] Ray, *supra*, pages 36 à 38 (pièce n° 54 du Brésil).

[19] WT/DS194/R, paragraphe 8.77.

[20] *Id.*, paragraphe 8.78.

règles de l'Arrangement de l'OCDE et ne relèvent des exceptions prévues au point k). Le Brésil a montré que les programmes en question offrent des contributions financières qui confèrent un avantage et sont subordonnées à l'exportation. Par conséquent, le Canada doit apporter la preuve de son moyen de défense affirmatif et montrer que les programmes relèvent de l'exception prévue au point k). Le Canada ne l'a pas fait.

Les garanties de crédit à l'exportation sont un exemple classique d'une subvention prohibée et illustrent bien l'argument du Brésil. Les garanties de crédit à l'exportation offertes par les institutions de financement public ou par des organismes de crédit à l'exportation confèrent toujours un avantage parce qu'elles confèrent à une partie privée la cote de crédit supérieure des pouvoirs publics. Si la cote de crédit des pouvoirs publics n'était pas supérieure, la garantie n'aurait guère de sens. Comme le Brésil l'a fait observer dans sa déclaration orale, les garanties de prêt accordées par la SEE permettent au bénéficiaire d'obtenir des fonds à des conditions plus favorables que celles qu'il pourrait obtenir sur le marché.[21]

IQ est quelque peu différent dans la mesure où il couvre des activités diverses, y compris la promotion de l'investissement au Québec, la promotion commerciale au Québec, etc. Un aspect du programme toutefois exige l'offre de garanties de prêt ou de participation. En ce qui concerne cet élément spécifique d'IQ, le programme fonctionne comme un organisme de crédit à l'exportation et, pour les raisons décrites ci-dessus, il est incompatible avec l'Accord SMC "en tant que tel".

30. Veuillez répondre au paragraphe 52 de la déclaration préliminaire du Canada, datée du 18 juin 2001, concernant la compétence du Groupe spécial.

Au paragraphe 52 de sa communication préliminaire du 18 juin 2001, le Canada déclare que le Brésil met en cause non seulement les contributions financières de la SEE définies au paragraphe 1.1 a) 1) i) mais aussi une gamme illimitée de services financiers visés au paragraphe 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. Selon le Canada, puisque le Brésil n'a pas précisé dans son allégation quels services il mettait en cause et n'a pas indiqué les dispositions spécifiques de l'article premier sur lequel il s'appuyait, son allégation est contraire à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Il convient de rejeter l'argument du Canada.

Le Brésil fait observer que l'article premier de l'Accord SMC n'a pas trait aux *obligations* du Canada au titre de l'Accord SMC; il se contente de *définir* le terme "subventions". Une subvention telle qu'elle est définie à l'article premier est interdite par l'article 3 si elle est subordonnée aux exportations. L'*obligation* figure à l'article 3.

Dans l'affaire *Corée - Produits laitiers*, l'Organe d'appel a constaté que la demande d'établissement de groupe spécial présentée par les CE était adéquate bien qu'elle ne fasse qu'énumérer des articles énonçant des obligations multiples.[22] Par exemple, dans cette affaire, les CE citaient simplement l'article XIX et, comme l'Organe d'appel l'a fait observer, "l'article XIX du GATT de 1994 compte trois sections et cinq paragraphes au total, dont chacun énonce au moins une obligation distincte".[23] Néanmoins, l'Organe d'appel a constaté que la Corée n'avait pas subi de préjudice du fait de la vaste portée de cette demande.[24]

---

[21] Pour plus de détails, le Groupe spécial est prié de se référer aux paragraphes 21 à 25 de la déclaration orale du Brésil du 27 juin 2001.

[22] *Corée - Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R (adopté le 12 janvier 2000), paragraphe 129.

[23] *Id.*

[24] *Id*., paragraphe 131.

Dans la présente affaire, la demande d'établissement de groupe spécial présentée par le Brésil est beaucoup plus spécifique que la demande des CE que l'Organe d'appel avait jugé adéquate dans l'affaire *Corée - Produits laitiers*. La demande du Brésil spécifiait que certains "crédits à l'exportation" étaient des "subventions à l'exportation" au sens de l'article premier et de l'article 3. Cette description incluait forcément le paragraphe 1 de l'article premier, étant donné que ce paragraphe définit les subventions. Il incluait également forcément les alinéas a) et b) du paragraphe 1 parce que ces alinéas définissent les éléments constituant une subvention. Elle comprend également forcément le sous-alinéa 1) de l'alinéa a) parce qu'il définit une "contribution financière" et que l'expression "crédits à l'exportation" ne pouvait relever que de ce sous-alinéa. Le Canada ne peut quand même pas s'estimer plausible lorsqu'il laisse entendre qu'il croyait que le sous-alinéa 2) de l'alinéa a) portant sur le soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI du GATT de 1994 avait quoi que ce soit à voir avec les "crédits à l'exportation". À cet égard, le Brésil voudrait souligner que c'est le Canada, et non le Brésil, qui est Participant à l'*Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* de l'OCDE. On peut donc supposer que le Canada sait ce que signifie l'expression "crédits à l'exportation".

De même, et bien que cet argument n'ait pas été soulevé par le Canada ni par les tierces parties, le Brésil fait observer que la référence à des "subventions à l'exportation" au sens de l'article 3 portait forcément sur les deux paragraphes de cet article - il n'y en a que deux, et le second consiste en une seule phrase sans alinéa. Elle ne portait forcément que sur l'alinéa a) du paragraphe 1 car c'est cet alinéa qui concerne les subventions à l'exportation. Le seul autre alinéa, b), concerne l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés et n'a aucun rapport avec "l'exportation", "les crédits à l'exportation" ou les "subventions à l'exportation".

Le fait que le Brésil n'ait pas précisé dans son allégation quels services financiers il mettait en cause ne constitue pas une infraction à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Dans sa demande d'établissement de groupe spécial, l'*allégation* du Brésil est que les trois programmes canadiens en question sont prohibés au titre de l'article 3 de l'Accord SMC. Au titre de l'article premier, la manière précise dont les programmes canadiens accordent des contributions financières, et la manière dont ils confèrent des avantages, sont des *arguments* à l'appui de cette allégation. Dans l'affaire *Communautés européennes - Bananes*, l'Organe d'appel a souligné que "[l]'article 6:2 du Mémorandum d'accord prescrit que les *allégations*, mais non les *arguments*, doivent être indiquées de manière suffisante dans la demande d'établissement.[25] Il faut souligner qu'il ne peut pas y avoir de "violation" de l'article premier de l'Accord SMC, qui indique simplement divers types de contributions financières et définit une subvention. Le Brésil ne peut pas alléguer que le Canada a violé l'article premier; il ne peut qu'alléguer que le Canada a violé l'article 3.

En outre, le Brésil fait observer une fois encore que la plainte du Canada porte pour l'essentiel sur ce qu'il estime être la vaste portée de l'allégation du Brésil concernant les services financiers de la SEE. Les Membres sont toutefois habilités à formuler des allégations de vaste portée. Après avoir confirmé que le Brésil a répondu aux prescriptions minimales énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord - à savoir que la demande d'établissement soit présentée par écrit, précise si des consultations ont eu lieu, indique les mesures spécifiques en cause et contienne un bref exposé du fondement juridique de la plainte[26] - la question à laquelle le Groupe spécial doit répondre en fin de compte est de savoir s'il a été porté préjudice au droit du Canada à se défendre. Il ne peut être répondu à cette question qu'au cas par cas sur la base des "circonstances entourant l'affaire".[27]

---

[25] *Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R (adopté le 25 septembre 1997), paragraphe 143.

[26] WT/DS98/AB/R, paragraphe 120.

[27] *Id.*, paragraphes 127 et 124.

Les "circonstances entourant l'affaire" démontrent que la vase portée des allégations du Brésil tient aux actions du Canada lui-même.[28] Comme l'Organe d'appel l'a noté dans *Thaïlande - Acier*, la conduite du défendeur lui-même est pertinente s'agissant de la précision de la demande d'établissement présentée par le Membre plaignant.[29] Le Canada n'a notifié aucune des mesures mises en cause au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Il a en outre refusé de débattre des modalités du soutien qu'il accorde à l'industrie canadienne des avions de transport régional par le biais de la SEE, du Compte du Canada et d'*IQ* au cours des consultations tenues avec le Brésil le 21 février 2001. Il a également refusé de donner des réponses orales ou écrites à la liste des questions qui lui ont été soumises par le Brésil au cours des consultations. Les actions du Canada sont contraires aux prescriptions énoncées par l'Organe d'appel à savoir que les parties doivent "tout dire" et divulguer volontairement les faits se rapportant aux allégations "pendant les consultations de même que dans le cadre plus formel de la procédure de groupe spécial".[30] Le Canada ne peut pas s'abstenir de notifier ses mesures, refuser de répondre à leur sujet au cours des consultations, puis objecter que les allégations du Brésil les concernant sont si vastes qu'elles portent atteinte au droit du Canada à se défendre.

31. Veuillez répondre au paragraphe 14 de la déclaration orale du Canada datée du 27 juin 2001 (sur le fond)

Au paragraphe 14 de sa déclaration orale, le Canada formule trois possibilités concernant les conditions offertes par Embraer à Air Wisconsin. Le Brésil les examinera une par une.

Premièrement, les pouvoirs publics ne se sont pas engagés ni avant ni maintenant auprès d'Embraer, officiellement ou non, à fournir un soutien en relation avec l'offre faite à Air Wisconsin. Embraer n'aurait pas pu faire des offres à Air Wisconsin "étant entendu" que les pouvoirs publics fourniraient le soutien nécessaire; ceci ne peut pas être entendu avant l'achèvement du processus d'approbation, et encore moins avant le début de ce processus. Le Brésil ne peut pas dire si Embraer a fait les offres "dans l'attente" d'un soutien des pouvoirs publics. Même en supposant que cela ait été le cas, les autorités chargées d'examiner et d'approuver les demandes de soutien n'auraient pas fondé leur décision sur les attentes d'Embraer, mais sur les critères précisés dans les instruments juridiques applicables.

Deuxièmement, le Brésil n'est pas en mesure de débattre de l'exactitude de ce qu'ont dit les cadres d'Air Wisconsin [ ] ou aux représentants du gouvernement canadien. Comme il n'a pas été ménagé de possibilité de présenter des témoins pour un examen contradictoire, le Groupe spécial devra évaluer les éléments de preuve tels qu'ils se présentent. Le Brésil aimerait penser que sa propre déclaration aura davantage de valeur probante que celle [ ].

Troisièmement, le Canada estime incroyable qu'Embraer ait pu arranger un tel financement commercial et trouver des sources de crédit commercial proposant les conditions offertes à Air Wisconsin. L'opinion du Canada sur ce point n'est pas pertinente. Essentiellement, le Canada met en doute la stratégie commerciale et de commercialisation d'Embraer, ce qu'il n'est ni habilité à faire ni qualifié pour faire.

---

[28] Aux paragraphes 29 à 33 de sa réponse du 22 juin 2001 à la communication préliminaire du Canada concernant la compétence du Groupe spécial, le Brésil a indiqué d'autres "circonstances entourant l'affaire" démontrant qu'il n'a pas été porté atteinte à la capacité du Canada à se défendre dans la présente procédure.

[29] *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et poutrelles profilées en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R (adopté le 5 avril 2001), paragraphe 91.

[30] *Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R (adopté le 16 janvier 1988), paragraphe 94.

Il arrive que des entreprises appliquent une politique de prix agressive pour s'emparer de parts du marché. La transaction Air Wisconsin [ ]. On peut formuler d'autres conjectures sur ce qu'Embraer comptait faire, mais le fait demeure que le Brésil n'a pas proposé de soutien public à Embraer pour la transaction Air Wisconsin.

32. Conformément à la traduction officieuse de l'offre de financement faite par Embraer à Air Wisconsin, "EMBRAER a fait deux offres de financement, aucune des deux n'impliquant un soutien du gouvernement brésilien". Cela signifie-t-il, en ce qui concerne la transaction proposée à Air Wisconsin, qu'Embraer n'avait pas l'intention d'essayer d'obtenir/d'arranger un soutien des pouvoirs publics à quelque moment que ce soit ni de s'efforcer d'obtenir/d'arranger un soutien au titre du programme du PROEX?

Il est dit dans la même traduction officieuse, pour les deux offres, qu'"EMBRAER s'est engagée à trouver et à structurer le financement par le biais de lignes de crédit obtenues sur le marché financier commercial". Veuillez expliquer comment l'expression "marché financier commercial" peut dériver de l'expression portugaise "mercado financeiro".

Comme nous l'avons dit dans notre réponse à la question n° 31, le Brésil ne peut pas dire quelle était l'intention d'Embraer lorsque l'entreprise a fait des offres à Air Wisconsin. Dans sa réponse à la question n° 33, le Brésil a fourni en tant que pièce n° 56 [ ].

Le Brésil peut affirmer de manière catégorique que les pouvoirs publics brésiliens n'ont pas fourni de soutien à Embraer ni à Air Wisconsin pour cette transaction. Pour obtenir un soutien des pouvoirs publics, Embraer aurait dû suivre le processus requis et ce soutien n'aurait été approuvé que s'il avait été satisfait aux critères énoncés dans les instruments juridiques applicables. Aucune demande n'a été faite visant à engager ce processus.

Le Brésil voudrait faire observer qu'Embraer a fait deux offres à Air Wisconsin. Embraer s'est entendu dire que sa première offre n'était pas compétitive. Elle a alors amélioré l'offre (doublant notamment la garantie de pertes initiales). Apparemment, même cette offre améliorée n'a pas été suffisante pour concurrencer l'offre faite par Bombardier et le Canada.

En ce qui concerne la traduction, il y a eu une erreur. La traduction exacte en français de l'expression portugaise "mercado financeiro" est "marché financier".

33. La seconde offre d'Embraer à Air Wisconsin a-t-elle été faite par écrit? Dans l'affirmative, veuillez en fournir une copie.

Le Brésil a fourni en tant que pièce n° 56 [ ].[31]

34. Le Brésil considère-t-il que l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin était plus favorable que la seconde offre d'Embraer? Dans l'affirmative, veuillez expliquer précisément pourquoi.

Oui, le Brésil estime que l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin était plus favorable que la seconde offre d'Embraer. Les offres n'étaient manifestement pas identiques et il est tout aussi manifeste qu'Air Wisconsin a accepté l'offre de Bombardier avec le soutien des pouvoirs publics

[31] Conformément à l'article 16 des procédures de travail du Groupe spécial, le Brésil demande que les renseignements confidentiels entre crochets, inclus dans le paragraphe ci-dessus, soient exclus de la version de cette communication jointe au rapport du Groupe spécial. Comme cela a déjà été noté, le Brésil demande que sa pièce n° 56 elle-même soit traitée de la même manière.

canadiens. Air Wisconsin n'aurait pas accepté cette offre si elle ne l'avait pas trouvée plus favorable. Ni le Brésil, ni, selon le Brésil, le Groupe spécial, ne peut établir le contraire.

N'ayant plus de base pour son allégation selon laquelle le Brésil aurait soutenu Embraer dans la transaction Air Wisconsin, le Canada se rabat sur une théorie voulant qu'il n'y ait "pas d'avantage, pas de subvention". Il renvoie à la déclaration d'un cadre d'Air Wisconsin disant que les offres considérées dans leur ensemble étaient équivalentes. Le Brésil a deux observations à formuler à ce propos. Premièrement, il apparaît qu'Air Wisconsin était contractuellement obligée de faire cette déclaration, si nous comprenons correctement la communication du Canada à ce sujet. Personne ne pourrait s'attendre sérieusement à ce qu'Air Wisconsin fasse une déclaration contradictoire - disant par exemple que l'offre du Canada était plus avantageuse - compte tenu de cette obligation contractuelle. Deuxièmement, le porte-parole d'Air Wisconsin a évalué les offres "dans leur ensemble". Cependant, l'offre d'Embraer comportait un élément spécial sans relation avec le financement.[32] Ainsi, lorsque le Canada a offert une subvention pour "s'aligner" sur l'offre d'Embraer (à supposer qu'il y ait effectivement alignement sur l'offre d'Embraer) il n'a pas fait que s'aligner sur le financement. Il a eu recours à une subvention pour répondre à l'offre d'Embraer "dans son ensemble", ce qui allait plus loin que le financement.

35. Veuillez commenter le paragraphe 75 de la première communication écrite du Canada, y compris la teneur de la pièce n° 12 du Canada.

Le Canada a affirmé au paragraphe 75 de sa première communication écrite que "les délais qui peuvent être obtenus commercialement pour le financement des ventes d'avions de transport régional se situent normalement entre dix et 18 années". Le Canada n'a pas précisé quelles entités commerciales offraient ces conditions, mais le Brésil se souvient que dans l'affaire *Canada - Aéronefs*, le Canada avait mentionné spécifiquement deux grandes banques, Bank of America et Citibank comme offrant un financement dans ce secteur.[33]

Le Brésil a donc effectué une étude Westlaw sur les activités de financement de ces deux banques dans le domaine des aéronefs. Cette étude n'a en rien montré que le marché autorise des conditions de financement du type allégué par le Canada.[34]

Presque tous les financements accordés par ces banques concernaient des ventes de gros porteurs. Dans la grande majorité des cas, le financement ne dépassait pas 12 ans - soit la limite supérieure fixée dans l'Arrangement de l'OCDE pour les aéronefs gros porteurs. La durée du financement ne dépassait 12 ans que dans deux cas, un crédit à FedEx destiné à un crédit-bail (Bank of America) et un financement de 18 ans accordé à LanChile pour l'achat d'appareils Airbus (Citibank et plusieurs grandes banques européennes).

En outre, contrairement à ce que laisse entendre le Canada, à savoir que Citibank et Bank of America figuraient parmi les banques ayant financé les transactions de Bombardier, l'étude n'a rien révélé de tel. Bombardier n'est mentionnée qu'à propos d'un versement de Citibank d'un montant de 66 millions d'euros pour l'octroi à Bombardier d'un crédit destiné au refinancement de sa dette et aux besoins généraux de l'entreprise.

L'étude n'a révélé qu'un seul exemple de financement d'une transaction portant sur des avions à réaction de transport régional dans laquelle la période de remboursement était précisée. Il s'agissait de la location-vente de deux ERJ-145 à la compagnie polonaise LOT, sur une période de dix ans.

---

[32] *Voir* la lettre du Brésil au Groupe spécial, datée du 25 juin 2001, contenant la description des conditions offertes par Embraer à Air Wisconsin, dernier paragraphe.

[33] WT/DS70/R, paragraphe 6.31.

[34] Pièce n° 57 du Brésil.

36. Veuillez répondre aux arguments avancés par le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis (à la fois dans leurs communications écrites et dans leurs déclarations orales) selon lesquels l'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE.

Le recours aux dispositions relatives à l'alignement contenues dans l'Arrangement de l'OCDE ne constitue pas une action "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE. Le sens ordinaire du point k) dans son contexte, de même que l'objet et le but de l'Accord SMC, étaye cette interprétation.

De l'avis du Brésil toutefois, la question déterminante est de savoir si le Canada a même respecté les prescriptions des dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement dans la transaction Air Wisconsin. Si le Groupe spécial constate que le Canada n'a pas respecté ces prescriptions, il n'a pas à répondre à ce qui deviendrait une question théorique - l'alignement permet-il à un Membre de continuer à agir de manière "conforme" aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement de l'OCDE.

C'est au Canada qu'il appartient de montrer qu'il a bien respecté les prescriptions des dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement dans la transaction Air Wisconsin. Le Brésil fait observer que la date limite à laquelle le Canada devait fournir des éléments de preuve factuels démontrant qu'il avait respecté les dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement, comme il est spécifié au paragraphe 14 des procédures de travail du Groupe spécial, est dépassée. De toute manière, le Canada n'a pas satisfait aux prescriptions des dispositions relatives à l'alignement de plusieurs manières.

Premièrement, bien qu'aux termes de l'article 53 a) de l'Arrangement un Participant "fait tout son possible pour vérifier" que les modalités non conformes à l'Arrangement "bénéficient d'un soutien public", le Canada ne l'a pas fait dans la présente affaire. Faire "tout son possible pour vérifier" si un soutien des pouvoirs publics brésiliens était la source de la non-conformité des modalités, voulait assurément dire poser la question au gouvernement brésilien. Le Canada ne l'a pas fait. S'il l'avait fait, il aurait appris que l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin n'impliquait aucun soutien des pouvoirs publics. L'offre faite à Air Wisconsin émanait uniquement d'Embraer.

Deuxièmement, le Canada n'a pas démontré qu'il avait informé les autres Participants de la nature et du résultat des efforts de vérification exigés par l'article 53 a). Il n'a pas non plus fourni d'éléments de preuve démontrant qu'il avait notifié les autres Participants à l'Arrangement des modalités et conditions de son soutien dans la transaction Air Wisconsin, comme l'exigent les articles 53 b) et 47 a) de l'Arrangement.

Troisièmement, dans une note de bas de page figurant dans sa première communication, le Canada dit que "l'alignement autre qu'à l'identique" qu'il a proposé à Air Wisconsin était justifié.[35] Comme il ressort clairement de la réponse du Canada datée du 26 juin à la demande de renseignements formulée le 20 juin par le Groupe spécial concernant les modalités de l'offre faite à Air Wisconsin, le Canada a en fait proposé des modalités et des conditions qui n'étaient pas identiques à celles offertes par Embraer. Un alignement autre qu'à l'identique est permis, par l'article 52 de l'Arrangement, en ce qui concerne des modalités et conditions non notifiées et non conformes offertes par *un autre Participant*. Cette option n'est toutefois pas proposée par l'article 53 qui réglemente l'alignement sur des modalités et conditions non conformes offertes par un *non-Participant*.

[35] Première communication écrite du Canada, 18 juin 2001, note de bas de page 36.

Quatrièmement, si le Canada est autorisé à procéder à un alignement autre qu'à l'identique, il lui appartient, et c'est une très grande responsabilité, de démontrer que l'offre "autre qu'à l'identique" qu'il a faite à Air Wisconsin *était égale à l'offre* d'Embraer et *pas plus favorable que cette offre*. Le Canada ne peut pas s'acquitter de cette charge. Comme cela a été vu dans la réponse du Brésil à la question 34, l'offre du Canada était en fait plus favorable pour Air Wisconsin que celle d'Embraer.

Par conséquent, dans la transaction Air Wisconsin, le Canada n'a pas satisfait aux prescriptions de l'Arrangement relatives à l'alignement. De plus, il a en fait offert à Air Wisconsin des conditions nettement plus favorables que celles d'Embraer. Toutefois, même si le Groupe spécial n'est pas d'accord avec le Brésil sur ces points, le Canada ne peut pas bénéficier du "refuge" prévu au point k) parce que le recours à l'alignement ne permet pas au Canada de continuer à agir de manière "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE.

Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 *Canada - Aéronefs* partageait ce point de vue. Il s'est intéressé surtout au sens du terme "conforme" et a conclu correctement que l'alignement - même s'il était effectué conformément aux procédures énoncées dans les dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement - rend l'offre non conforme aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement au lieu de la rendre conforme.[36]

Le Groupe spécial a établi une distinction entre les "exceptions" prévues dans le cadre de l'Arrangement - pour lesquelles des variations spécifiques et définies très précisément sont énoncées - et des "dérogations" - pour lesquelles aucune variation spécifique ou définie n'est prévue.[37] Selon le Groupe spécial, en considérant qu'une dérogation (par exemple l'alignement sur une offre non conforme) est "conforme" aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement on saperait le but même de l'Arrangement qui est d'imposer des disciplines aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.[38]

En outre, le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 *Canada - Aéronefs* a fait observer qu'il fallait que toute interprétation du point k) "indique avec clarté et certitude ce que sont les règles (de l'Accord SMC) et comment il convient de s'y conformer".[39] L'interprétation prônée par le Canada, les CE et les États-Unis - interprétation qui préserve le recours au "refuge" du point k) en cas d'alignement - enlèverait toute clarté et certitude quant à l'application de l'Accord SMC pour les quelque 120 Membres de l'OMC qui se trouvent ne pas être Participants à l'Arrangement de l'OCDE. Si l'Arrangement prévoit une multitude de dispositions relatives à la notification qui rendent les cas d'alignement par les Participants transparents pour les autres Participants, les non-Participants sont tenus dans l'ignorance totale.

Conformément aux règles de l'Arrangement, un Participant souhaitant faire une offre non conforme ou s'aligner sur l'offre non conforme d'un autre Participant est tenu de respecter des prescriptions strictes en matière de notification et de délai, tant vis-à-vis de tous les Participants que du Participant précis qui a fait l'offre initiale non conforme.[40] Pour ce qui est de l'alignement, les Participants disposent donc de nombreux renseignements concernant ce que tout autre Participant compte faire, conformément aux règles suivantes:

---

[36] WT/DS70/RW, paragraphe 5.125.

[37] *Id.*, paragraphes 5.121 à 5.125.

[38] *Id.*, paragraphe 5.120. Voir également l'Arrangement de l'OCDE (1998), Introduction ("Objet et champ d'application") (pièce n° 42 du Brésil).

[39] WT/DS70/RW, paragraphe 5.133.

[40] Arrangement de l'OCDE (1998), articles 47 a), 50 et 52.

- Un Participant doit notifier tous les autres Participants s'il souhaite faire une offre initiale non conforme.[41] Ce participant doit alors respecter certains délais avant de faire son offre non conforme.

- Un Participant ayant l'intention de s'aligner à l'identique sur l'offre non conforme notifiée par un autre Participant peut faire son offre après avoir observé un délai. Cependant, si l'alignement est autre qu'à l'identique, le Participant procédant à l'alignement doit notifier tous les Participants et respecter des délais supplémentaires.[42]

- Si un Participant compte s'aligner à l'identique sur l'offre non conforme et non notifiée d'un autre Participant, il doit en aviser ce dernier et observer certains délais. Mais pour un alignement autre qu'à l'identique, le Participant s'alignant doit également notifier tous les Participants et respecter des délais supplémentaires.[43]

Cependant, lorsque des non-Participants sont impliqués, les choses sont différentes. Si un Participant compte s'aligner sur l'offre non conforme d'un non-Participant, il lui suffit de notifier les autres Participants et de respecter certains délais. Le non-Participant n'est pas avisé de l'intention du Participant de s'aligner ni de l'alignement lui-même.

Cette différence assez manifeste de traitement entre Participants et non-Participants a préoccupé le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 *Canada - Aéronefs*.[44] Le Canada, les CE et les États-Unis ont tous reconnu le problème, bien que chacun ait offert une solution différente.[45] Cette absence d'accord - même entre des Membres de l'OMC qui sont également Participants à l'Arrangement - montre à quel point le fait d'autoriser le recours à l'alignement empêcherait de voir "avec clarté et certitude ce que sont les règles (de l'Accord SMC) et comment il convient de s'y conformer".[46]

En outre, les diverses interprétations de la manière dont "l'alignement" s'applique, proposées par le Canada, les CE et les États-Unis soulèvent de graves questions de conformité avec le principe de la nation la plus favorisée énoncé à l'article premier du GATT de 1994. Les prescriptions inéquitables en matière de notification qui seraient importées dans l'Accord SMC si l'interprétation prônée par le Canada, les CE et les États-Unis était adoptée constitueraient une règle ou une formalité en rapport avec l'exportation et accorderaient un avantage, une faveur, un privilège ou l'immunité à certains Membres mais pas à tous. Une telle interprétation ne doit pas être acceptée.

Le point de vue du Canada selon lequel les non-Participants seraient libérés des prescriptions en matière de notification des dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement et disposeraient par conséquent d'un avantage compétitif par rapport aux Participants[47], n'empêche pas qu'il y ait violation de l'article premier. La question n'est pas de savoir si ce serait les Participants ou au contraire les non-Participants qui tireraient avantage de l'importation des règles de l'Arrangement de l'OCDE relatives à l'alignement dans l'Accord SMC; toute interprétation du point k) exigeant un

[41] Arrangement de l'OCDE (1998), article 47 a).
[42] Arrangement de l'OCDE (1998), article 50.
[43] Arrangement de l'OCDE (1998), article 52.
[44] WT/DS70/RW, paragraphe 5.132.
[45] Première communication écrite du Canada, note de bas de page 46; déclaration orale du Canada, 27 juin 2001, paragraphe 32; communication des CE à titre de tierce partie, 22 juin 2001, paragraphe 70; communication des États-Unis à titre de tierce partie, 22 juin 2001, paragraphe 16.
[46] WT/DS70/RW, paragraphe 5.133.
[47] Déclaration orale du Canada, paragraphes 38 à 40.

traitement plus favorable pour certains Membres de l'OMC entraînerait une violation de l'article premier du GATT de 1994.

En outre, la suggestion du Canada selon laquelle l'absence d'obligation de notifier compense en quelque sorte le fait que les non-Participants ne reçoivent pas eux-mêmes les notifications des Participants n'est pas pertinente. Un tel "équilibrage" d'un traitement moins favorable dans un domaine par un traitement soi-disant plus favorable dans un autre n'empêche pas qu'il y ait violation de l'article premier, comme cela a été dit par le Groupe spécial *États-Unis - L'article 337 de la Loi douanière de 1930*, dans le contexte de l'article III:4.[48]

Tant que le point de vue du Canada sur l'acceptabilité d'un alignement autre qu'à l'"identique" prévaut[49], il est hypocrite de la part du Canada, des CE et des États-Unis de faire valoir qu'en autorisant les Membres à s'aligner et à continuer de bénéficier du refuge prévu au point k), on les incitera à ne pas faire d'offres non conformes.[50] Comme le Brésil l'a démontré dans le contexte de la transaction Air Wisconsin, "l'alignement autre qu'à l'identique" "n'est pas du tout un alignement". Permettre l'alignement autre qu'à l'identique équivaut tout simplement à autoriser les Membres à répondre avec une offre *plus favorable* et aboutit finalement à un "engrenage". La réalité de l'alignement autre qu'à l'identique et la spirale vers le bas qu'il créerait est précisément ce que le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 *Canada - Aéronefs* avait à l'esprit quand il s'est déclaré préoccupé de ce qu'en autorisant l'alignement on "affaiblirait directement les disciplines réelles applicables à l'octroi d'un soutien public aux crédits à l'exportation"[51] et on soulèverait la question de savoir en quoi les règles prévues au point k) ou dans l'Arrangement de l'OCDE étaient en fait nécessaires.

C'est pour toutes ces raisons que le respect des dispositions de l'Arrangement de l'OCDE relatives à l'alignement ne devraient pas autoriser les subventions à l'exportation prohibées à bénéficier du "refuge" prévu au point k).

---

[48] L/6439, IBDD, S36/386, paragraphe 5.14 ("Le Groupe spécial rejetait toute idée qui consisterait à équilibrer le traitement plus favorable de certains produits importés avec un traitement moins favorable d'autres produits importés. Si cette idée était admise, elle permettrait à une partie contractante de déroger à l'obligation d'accorder un traitement non moins favorable dans un cas, ou même à l'égard d'une partie contractante, sous prétexte qu'elle accorde un traitement plus favorable dans un autre cas ou à une autre partie contractante.").

[49] Première communication écrite du Canada, paragraphes 18 et 46 (note 36).

[50] Première communication écrite du Canada, paragraphe 59; communication des CE à titre de tierce partie, paragraphe 66; communication des États-Unis à titre de tierce partie, paragraphe 13.

[51] WT/DS70/RW, paragraphe 5.125.

ANNEXE A-10

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL

(13 juillet 2001)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Liste des pièces présentées par le Brésil **A-98**

I. INTRODUCTION **A-99**

II. QUESTIONS DE COMPÉTENCE **A-100**

A. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord A-100

B. Le principe de la chose jugée (*res judicata*) n'empêche pas le Groupe spécial d'examiner les allégations du Brésil A-105

III. LE SOUTIEN ACCORDÉ PAR LA SEE À L'INDUSTRIE DES AÉRONEFS RÉGIONAUX DU CANADA CONSTITUE UNE SUBVENTION À L'EXPORTATION PROHIBÉE **A-108**

A. Le Compte de la Société de la SEE et le Compte du Canada de la SEE "en tant que tels" A-108

1. La SEE et un organisme de crédit à l'exportation et, en tant que tel, impose que la fourniture des subventions soit subordonnée aux exportations A-109

2. Des exemples concrets illustrent le fait que la SEE est un organisme de crédit à l'exportation et, en tant que tel, impose que la fourniture des subventions soit subordonnée aux exportations A-110

a) Garanties de prêts A-110
b) Services financiers A-111
c) Le point de référence de la SEE A-112

3. Le moyen de défense affirmatif que le Canada tire du "refuge" prévu au point k) n'enlève rien au caractère impératif de ces mesures A-113

B. Le Compte de la Société et le Compte du Canada "tels qu'ils sont appliqués" A-114

1. ASA A-115

2. Kendell A-116

Page

IV. LE SOUTIEN DU CANADA À LA TRANSACTION AIR WISCONSIN CONSTITUE UNE SUBVENTION À L'EXPORTATION PROHIBÉE.....A-117

A. Le soutien du Compte du Canada à la transaction Air Wisconsin A-118

1. Le moyen de défense qu'invoque le Canada en soutenant que son offre était compatible avec l'Accord SMC parce qu'elle était alignée sur l'offre du Brésil doit être rejeté A-118

a) Le Brésil n'a ni offert ni promis de soutenir la transaction Air Wisconsin.....A-119
b) Le Canada n'a pas réussi à prouver que, à supposer que le gouvernement brésilien ait offert ou promis un soutien à Embraer pour la transaction Air Winconsin, le Canada s'est aligné sur cette offre.....A-119
c) Le Canada n'a pas démontré que l'"alignement" soit une pratique qui bénéficie du "refuge" du point k) A-120

2. L'allégation du Canada selon laquelle, en offrant des conditions équivalentes à celles de l'offre d'Embraer, il offrait des conditions de financement qui étaient celles du marché, doit être rejetée.....A-121

a) Le Canada ne peut pas prouver que les conditions de son soutien public au financement soient identiques ou équivalentes aux conditions financières comprises dans l'offre d'Embraer.....A-121
b) Les conditions de l'offre d'Embraer ne constituent pas le "marché" A-122
c) Les conditions de l'offre d'Embraer sont sans importance; le soutien public accordé par le Canada confère un avantage parce que ses conditions sont meilleures que les conditions de financement que Bombardier peut trouver sur le marché.....A-123

B. Le soutien d'IQ à la transaction Air Winconsin A-123

V. LE SOUTIEN D'INVESTISSEMENT-QUÉBEC À L'INDUSTRIE CANADIENNE DES AÉRONEFS RÉGIONAUX CONSTITUE UNE SUBVENTION À L'EXPORTATION PROHIBÉE.....A-125

A. Investissement-Québec constitue en tant que tel une subvention prohibée A-125

B. Investissement-Québec constitue une subvention prohibée tel qu'il est appliqué .A-128

1. Questions préliminaires.....A-128

2. Les garanties d'IQ, telles qu'elles ont été appliquées aux transactions citées par le Canada, constituent une subvention à l'exportation prohibée.....A-130

VI. OBSERVATIONS CONCERNANT LES RÉPONSES DU CANADA AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL A-132

VII. CONCLUSION A-133

Liste des pièces présentées par le Brésil

Communiqué de presse du Département des affaires étrangères et du commerce international, 9 juillet 2001	Pièce n° 58
"Bombardier wins big jet order; Ottawa gives Northwest cut-rate financing", *The Globe and Mail*, 10 juillet 2001	Pièce n° 59
Standard & Poor's, Non-US Local and Regional Government Ratings Since 1975	Pièce n° 60
Moody's Ratings List, Government Bonds and Country Ceilings	Pièce n° 61
Décret concernant le partage des responsabilités entre Investissement-Québec et Garantie-Québec	Pièce n° 62
"S & P affirms Bombardier rating", *The Globe and Mail*, 9 août 2000	Pièce n° 63

I. INTRODUCTION

1. La présente communication, qui est la deuxième communication écrite présentée par le Brésil dans cette affaire, contient des arguments supplémentaires du Brésil montrant pourquoi le soutien sous forme de financement direct, de garanties de prêts et de bonification d'intérêts accordé par le Canada par l'intermédiaire du Compte de la Société et du Compte du Canada de la Société pour l'expansion des exportations ("SEE"), ainsi que d'Investissement-Québec ("IQ") constitue une subvention prohibée au sens des articles 1er et 3 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC"). Cette deuxième communication complète l'argumentation exposée par le Brésil dans sa première communication écrite, les déclarations qu'il a faites devant le Groupe spécial à sa réunion des 27 et 28 juin 2001, et les réponses qu'il a données le 6 juillet 2001 aux questions posées par le Groupe spécial.

2. À titre liminaire, avant d'aborder les arguments de fond sur la nature des mesures en cause, le Brésil apporte dans la section II ci-dessous des réponses complémentaires aux arguments du Canada concernant les questions de compétence. Le Brésil soutient qu'il n'y a aucune ambiguïté quant à l'identité des mesures du Canada et des dispositions de l'Accord SMC qui sont en cause, et que toutes les questions qui peuvent se poser concernant le caractère factuel de ces mesures ou leur interprétation juridique sont précisément les questions *de fond* que le Groupe spécial doit examiner puisqu'il a été établi pour cela. En outre, le Brésil explique que le fait qu'il y ait eu d'autres procédures devant un autre groupe spécial et que celui-ci ait examiné certains aspects de certaines mesures mises en cause ici ne fait pas obstacle à ce que le présent Groupe spécial examine les questions de fond dont il est saisi.

3. Dans la section III, le Brésil répond aux arguments soulevés par le Canada et les tierces parties au sujet de l'allégation du Brésil selon laquelle le soutien offert par la SEE à l'industrie des avions de transport régional du Canada par l'intermédiaire de son Compte de la Société et de son Compte du Canada constitue une subvention à l'exportation prohibée. Le Brésil affirme que les efforts du Canada pour présenter le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE comme des mesures "dispositives" et non "impératives" sont vains. Ces mesures peuvent donc être mises en cause "en tant que telles". Le Brésil met aussi en cause l'utilisation qui est faite du Compte de la Société et du Compte du Canada dans des transactions particulières, et il examine les documents produits par le Canada en réponse à des questions expresses posées par le Groupe spécial au sujet de ces transactions. Ces documents montrent que le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE constituent des subventions à l'exportation prohibées "tels qu'ils sont appliqués".

4. Dans la section IV, le Brésil examine les arguments du Canada concernant l'allégation du Brésil selon laquelle le soutien accordé par le Compte du Canada et par IQ à la transaction Air Wisconsin constitue une subvention à l'exportation prohibée. Le Canada n'a pas réussi à établir que l'offre qu'il avait faite à Air Wisconsin était "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* ("Arrangement de l'OCDE"). Cette offre ne peut donc pas prétendre au bénéfice du "refuge" prévu au point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation qui figure à l'Annexe I de l'Accord SMC.

5. En outre, le moyen de défense subsidiaire invoqué par le Canada – à savoir que son offre ne conférait pas un "avantage" à Air Wisconsin parce qu'elle n'était qu'un alignement sur les conditions commerciales offertes par Embraer doit également être écarté. Premièrement, le Canada n'a pas expliqué comment l'instrument de "soutien public" utilisé par la SEE – le Compte du Canada – peut échapper aux contraintes imposées par les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE sans pour autant constituer une subvention à l'exportation prohibée au sens de l'Accord SMC. Deuxièmement, le Canada n'a pas démontré que les conditions de l'offre d'Embraer à

Air Wisconsin constituent les conditions du "marché". Troisièmement, le Canada n'a pas tenu compte de l'avantage conféré à *Bombardier* par une contribution financière offerte à Air Wisconsin.

6. Dans la section V, le Brésil répond aux arguments du Canada selon lesquels le soutien d'IQ à l'industrie des avions de transport régional du Canada ne constitue pas une subvention à l'exportation prohibée, ni "en tant que tel", ni "tel qu'il est appliqué". Le Brésil examine la pertinence de différents décrets du gouvernement québécois produits par le Canada en réponse aux questions du Groupe spécial, ainsi que des renseignements concernant les garanties fournies par IQ pour certaines transactions portant sur les aéronefs régionaux. Puisque le Canada a omis de fournir une grande partie des renseignements expressément demandés par le Groupe spécial, le Brésil demande au Groupe spécial d'en tirer des déductions défavorables et de présumer que ces renseignements, s'ils avaient été fournis, montreraient que les garanties d'IQ constituent une subvention à l'exportation.

7. Le Brésil commente ensuite brièvement, dans la section VI, les réponses que le Canada a données le 6 juillet 2001 aux questions du Groupe spécial, pour autant qu'il ne les ait pas déjà abordées dans d'autres sections de la présente communication. Il relève toutefois que, en raison de difficultés logistiques rencontrées par le Canada, les pièces accompagnant ces réponses ne sont parvenues aux responsables brésiliens à Genève que le mardi 10 juillet 2001, soit trois jours seulement avant le délai fixé pour le dépôt de la présente communication. En conséquence, le Brésil n'a pas eu le temps d'étudier à fond le dossier présenté par le Canada, et il n'est pas encore en mesure de faire des observations détaillées sur ce dossier. Il fera des observations complémentaires sur les réponses apportées par le Canada aux questions du Groupe spécial dans la déclaration qu'il fera à la deuxième réunion du Groupe spécial.

II. QUESTIONS DE COMPÉTENCE

A. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

8. Le Canada a prétendu que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"). Le Brésil est convaincu que les communications qu'il a présentées sur cette question les 22 et 28 juin 2001 répondent pleinement aux arguments du Canada, et il n'y reviendra pas ici. Il fait cependant les observations suivantes en réponse aux arguments exposés par le Canada au sujet de la compétence dans sa réponse aux questions du Groupe spécial.

9. Premièrement, la demande de consultations du Brésil et sa demande d'établissement d'un groupe spécial citent l'une et l'autre expressément les crédits à l'exportation et les garanties accordés par le Canada à l'industrie des aéronefs régionaux par l'intermédiaire de la Société pour l'expansion des exportations, du Compte du Canada et de la province du Québec. Dans sa réponse à la question n 5 du Groupe spécial, le Canada a contesté que la demande du Brésil soit limitée à l'industrie des avions de transport régional, disant que certains des alinéas et des paragraphes numérotés de la demande d'établissement du Groupe spécial ne contenaient pas la "précision importante "pour l'industrie des aéronefs régionaux"". Et pourtant, la toute première phrase du premier alinéa de la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionne l'industrie des aéronefs régionaux. L'idée que le Canada, dans la suite de la demande, ne savait pas avec certitude quelle branche de production était en cause dans ce différend n'est tout simplement pas crédible.[1] Rien dans

[1] La demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial portent toutes deux le titre *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*. Le Canada a précédemment fait valoir que le titre donné à une affaire est sans pertinence pour la clarté de la demande d'établissement du groupe spécial. Cependant, si le Brésil avait considéré que le titre donné au différend

les communications du Canada sur la question de la compétence ne donne la moindre raison de douter que le Brésil ait dûment indiqué, et que le Canada ait parfaitement compris, que le différend portait sur les crédits à l'exportation accordés à l'industrie des avions de transport régional.

10. Il est indubitable aussi que la demande du Brésil mettait en cause trois mesures du Canada - la SEE, le Compte du Canada et l'aide fournie par la province du Québec par l'intermédiaire d'Investissement-Québec. Le Brésil n'a jamais évoqué ni analysé d'autres mesures et le Canada, dans sa réponse à la question n° 5 du Groupe spécial, paraît admettre que la demande du Brésil citait le Compte du Canada, la SEE et IQ comme mesures en cause, quoique, selon le Canada, "en termes généraux et imprécis".[2]

11. Deuxièmement, le Brésil a mis en cause ces trois programmes en tant que subventions au sens de l'article premier de l'Accord SMC subordonnées, en droit ou en fait, aux exportations, et donc prohibées en vertu de l'article 3 de cet accord. Le Canada n'a pas allégué que le Brésil prétendait agir sur la base d'articles de l'Accord SMC qui n'étaient pas indiqués clairement dans la demande d'établissement du Groupe spécial.

12. Le Canada a laissé entendre que la demande du Brésil n'était pas suffisamment précise dans la mesure où elle ne citait pas expressément l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC.[3] Cependant, l'Organe d'appel a déclaré que le renvoi à un article d'un accord visé dans une demande d'établissement d'un groupe spécial implique une allégation d'incompatibilité avec les subdivisions de cet article:

> [É]tant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes comprenait une allégation d'incompatibilité avec l'article 23, une allégation d'incompatibilité avec l'article 23:2 a) relève du mandat du Groupe spécial.[4]

La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil citait les trois mesures en cause en indiquant qu'elles violaient les articles 1er et 3 de l'Accord SMC. La demande du Brésil est à cet égard comparable à celle du Canada dans l'affaire *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*: dans cette demande, le Canada avait simplement allégué que certaines mesures des États-Unis violaient l'article 1.1 de l'Accord SMC, et c'est seulement dans sa première communication écrite qu'il avait précisé que les mesures en cause traitaient les restrictions à l'exportation de manière contraire à plusieurs alinéas de l'article 1.1, y compris aux alinéas 1.1 a) 1) i) à iv).[5]

13. Troisièmement, le Brésil a spécifiquement mis en cause les crédits à l'exportation offerts par l'intermédiaire de ces programmes sous forme de financement, de garanties et de bonification d'intérêts. Il n'a contesté aucune autre activité de ces programmes. Certes, des questions pourront se poser au cours de cette procédure sur la manière précise dont le Canada fournit un financement, des garanties ou une bonification d'intérêts dans le cadre de ces programmes; ce sont là cependant des questions de fond qui devront être réglées au cours de la procédure, et qui ne créent aucun problème de compétence et n'introduisent aucun élément d'incertitude dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.

---

restreignait indûment ses allégations, il en aurait certainement discuté avec le Secrétariat avant de déposer sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

[2] Réponses du Canada aux questions du Groupe spécial, 6 juillet 2001, page 5.

[3] Déclaration orale du Canada sur les questions de compétence, 27 juin 2001, paragraphe 22.

[4] *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, paragraphe 111 (adopté le 10 janvier 2001).

[5] *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/2, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (25 juillet 2000). *Voir aussi* WT/DS194/R (29 juin 2001) (pas encore adopté), paragraphes 5.20 à 5.28.

14. Contrairement à ce qu'allègue le Canada, qui soutient que le Brésil a cherché à "remédier" à de prétendues insuffisances de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil a à maintes reprises défini la portée de sa demande – le financement, les garanties et la bonification d'intérêts offerts par la SEE, le Compte du Canada et Investissement-Québec à l'industrie des aéronefs régionaux – en répétant à chaque fois mot pour mot la formule qui figure dans la demande et en expliquant que cette formule est claire et précise, et que le Canada la comprend parfaitement.

15. Il semble néanmoins que le Canada s'obstine à refuser les explications du Brésil sur ce point. Le Brésil a beau s'évertuer à expliquer que sa demande ne signifie rien d'autre que ce qui vient d'être dit, le Canada cherche encore à semer la confusion. Les réponses du Canada aux questions du Groupe spécial illustrent parfaitement sa tactique et les difficultés qui en résultent pour le Brésil à cet égard. Dans sa première communication écrite, le Brésil a dit que, selon lui, la SEE accordait des garanties à Comair. Le Canada a répondu en déclarant, dans sa première communication écrite, que la SEE n'accordait *pas* de garanties de prêts à Comair. Le Brésil a dit alors, dans sa réponse à la déclaration orale du Canada sur les questions de compétence, qu'il acceptait les explications du Canada sur ce point et il a modifié son argumentation en conséquence.

16. Or, le Brésil constate aujourd'hui que, dans la réponse du Canada à la question n° 11 du Groupe spécial, il est question de "l'offre qu'avait faite la SEE à Comair". De toute évidence, la SEE a donc bien, sous une forme ou une autre, fourni un financement à Comair – même si ce n'est peut-être pas sous forme de garanties comme le Brésil l'avait pensé d'abord. À ce stade, le Brésil ne sait toujours pas si la SEE a financé les ventes de Bombardier à Comair, ni comment elle l'a fait.

17. Les faux-fuyants du Canada sur la question de savoir si la SEE traitait avec Comair illustrent parfaitement les failles de l'argumentation du Canada sur la compétence. Le Brésil fait observer que le Canada n'a notifié aucun de ces programmes, qu'il n'a pas donné d'informations pendant les consultations, et qu'il prétend maintenant que l'incapacité du Brésil à qualifier exactement les opérations entreprises dans le cadre des trois programmes en cause soulève un problème de compétence. Par exemple, dans sa déclaration au Groupe spécial sur la compétence, le Canada a signalé de prétendues discordances, entre la première communication écrite du Brésil et sa communication du 25 juin 2001 sur les questions de compétence, dans sa manière de décrire le fonctionnement de ces mesures.[6] Ces prétendues discordances portent toutes sur les détails des opérations effectuées dans le cadre des mesures en cause. Tout comme la question de savoir si la SEE a soutenu la transaction Comair, et comment elle l'a fait, ces prétendues discordances ne sont que des détails de fait concernant ces trois programmes, détails qui, s'ils sont pertinents pour la résolution des questions dont le Groupe spécial est saisi, n'introduisent en aucune manière un manque de clarté sur l'*identité* des *mesures* en cause.

18. Dans sa réponse à la question n° 6 du Groupe spécial, le Canada continue d'alléguer que la demande du Brésil décrivait "en termes généraux et imprécis" les crédits à l'exportation en cause. Il ne prétend pas toutefois qu'il soit aucunement interdit au Brésil de demander à un groupe spécial d'examiner *tous* les crédits à l'exportation offerts par les trois mesures canadiennes visées. De toute façon, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil n'a pas mis en cause les crédits à l'exportation en tous genres. Au contraire, le Brésil a délibérément énuméré les types de crédits à l'exportation – financement, garanties et bonification d'intérêts – qui étaient contestés. Dans sa réponse aux questions du Groupe spécial, le Canada ne prétend plus que la formule employée par le Brésil soit l'équivalent de "including but not limited to" ("y compris, mais non exclusivement"), mais il continue à soutenir que l'emploi du mot "including" est imprécis. Le sens normal du mot

[6] Il serait plus pertinent de comparer la demande d'établissement d'un groupe spécial du Brésil et ses communications ultérieures, mais le Canada n'a pas allégué l'existence de discordances entre la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et l'énoncé ultérieur de ses allégations.

"including" est "if one takes into account; inclusive of" ("si l'on tient compte de; en incluant").[7] Le sens de "inclusive" ("incluant") est "that includes, encloses, or contains" ("qui comprend, renferme ou contient"). S'il n'est pas accompagné d'une expression qui en développe le sens, telle que "but not limited to" ("mais non exclusivement") ou "*inter alia*" ("entre autres"), le mot "including" doit être normalement interprété comme introduisant l'énumération des éléments pertinents d'un ensemble. En fait, l'objection du Canada paraît être que le Brésil n'a pas énuméré tous les types de crédits à l'exportation qui n'étaient *pas* visés dans sa demande. Le Brésil n'avait, à sa connaissance, nullement l'obligation de le faire et, selon lui, ne pas l'avoir fait n'enlève rien à la clarté ni à la précision de la description des types de crédits à l'exportation qui sont effectivement énumérés dans sa demande.

19. Quoi qu'il en soit, la demande du Brésil ne soulève pas le genre de problèmes qui a amené l'Organe d'appel à condamner l'emploi d'une formule telle que "entre autres" dans l'affaire *Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*.[8] Dans cette affaire, les États-Unis n'avaient pas du tout mentionné l'article 63 de l'Accord sur les ADPIC dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, ni même dans leur première communication écrite. Ce n'est que dans leur déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial sur le fond, que les États-Unis avaient essayé pour la première fois d'invoquer l'article 63 dans une allégation subsidiaire, sur la base de la formule "entre autres" qui figurait dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. L'Organe d'appel avait décidé que cette expression n'était pas suffisante pour faire entrer l'allégation dans le mandat du Groupe spécial.

20. Les circonstances sont très différentes dans cette espèce. Premièrement, la demande du Brésil ne contient pas de formule comparable à l'expression "entre autres" qui puisse être interprétée d'une manière qui permette au Brésil d'élargir après coup la portée de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Deuxièmement, le Brésil n'a en fait formulé postérieurement à sa demande aucune allégation nouvelle ou subsidiaire qui soit allée d'une quelconque manière au-delà du contenu de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

21. Le Canada allègue maintenant que la demande du Brésil n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, parce que le Brésil n'a pas dit qu'il contestait les trois mesures citées "en tant que telles, telles qu'elles sont appliquées et dans le cadre de transactions particulières". Le Brésil n'a pas conscience que l'expression "en tant que telles, telles qu'elles sont appliquées et dans le cadre de transactions particulières" soit une formule juridique qui doit obligatoirement figurer dans toutes les demandes d'établissement d'un groupe spécial. La question de savoir si les mesures en cause – la SEE, le Compte du Canada et IQ – violent l'Accord SMC "en tant que telles" ou "telles qu'elles sont appliquées" touche au fond du différend dont est saisi le Groupe spécial, et non à la question liminaire de sa compétence.

22. Le Canada a dans la présente affaire une position diamétralement opposée à celle qu'il avait prise dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*. Dans cette affaire, les États-Unis soutenaient que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada ne satisfaisait pas aux conditions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce que le Canada n'avait pas indiqué clairement s'il mettait en cause les mesures des États-Unis "en tant que telles" ou "telles qu'elles étaient appliquées". Les États-Unis reprochaient aussi au Canada d'avoir indiqué de manière vague quelles étaient les "pratiques" en cause.[9] Le Canada avait fait valoir en réponse que les États-Unis prétendaient en fait que, dès lors que leurs mesures n'étaient pas impératives, le Groupe spécial n'avait pas compétence pour les examiner et la plainte devait être rejetée. De l'avis du Canada, au contraire, la question de savoir si une mesure a un caractère impératif ou dispositif était "un point qui touche à la

[7] THE NEW SHORTER OXFORD ENGLISH DICTIONARY (3ème édition, 1993), pages 1337 et 1338. La racine latine de "to include" (inclure) est "*in + claudere*", ce qui signifie enfermer, enclore.

[8] WT/DS50/AB/R (adopté le 16 janvier 1998), paragraphe 90.

[9] WT/DS194/R, paragraphes 4.24 à 4.27.

question de savoir si une mesure en tant que telle est contraire aux dispositions du GATT invoquées, et non à celle de savoir si un groupe spécial a compétence pour connaître d'une question particulière".[10] Selon le Groupe spécial, le Canada avait qualifié la demande de décision préliminaire des États-Unis d'effort pour "le détourner de sa véritable mission, à savoir: régler le différend entre les États-Unis et [le Canada]".[11] Le Groupe spécial donna raison au Canada et refusa de rendre une décision préliminaire au motif que les questions soulevées par les États-Unis au titre de l'article 6:2 portaient sur le fond des allégations du Canada et qu'il convenait donc de les examiner dans le cadre de l'analyse des allégations quant au fond.[12]

23. La position prise par le Canada, et aussi d'ailleurs par le Groupe spécial, dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* est tout aussi valable ici. La question de savoir si les mesures du Canada constituent "en tant que telles" ou "telles qu'elles sont appliquées" des violations de l'Accord SMC est de l'essence des questions de fond que le Groupe spécial est appelé à interpréter. La manière dont il les réglera dépendra de l'analyse qu'il fera des éléments factuels qui lui ont été soumis concernant la nature de ces mesures et leur fonctionnement.[13] Pour reprendre les termes employés par le Canada dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, le Groupe spécial ne doit pas se laisser détourner de cette analyse.[14]

24. Cette distinction entre questions de compétence et questions de fond est également conforme au raisonnement suivi par l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, dans laquelle, renvoyant à la décision qu'il avait rendue dans l'affaire *Communautés européennes – Bananes*, l'Organe d'appel avait "observé … qu'il y avait une grande différence entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ... et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposés et progressivement précisés dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties".[15] Ainsi, le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* avait considéré que l'allégation du Canada était que les mesures des États-Unis violaient l'article 1.1 de l'Accord SMC, et que la question de savoir si ces mesures des États-Unis étaient impératives ou dispositives, ou si elles constituaient des violations "en tant que telles" ou "telles qu'elles étaient appliquées", relevait de l'argumentation de fond présentée à l'appui de ces allégations. De même, dans la présente affaire, le Brésil allègue que les trois formes qu'il cite de crédits à l'exportation accordés par la SEE, le Compte du Canada et IQ, qui constituent selon lui les subventions au sens de l'article 1er de l'Accord SMC, sont des violations de l'article 3. Il y a "une grande différence" entre ces allégations et les arguments que le Brésil peut faire valoir pour les étayer, et que le Groupe spécial devra examiner dans son analyse sur le fond.

25. Dans sa réponse à la question n° 6 du Groupe spécial, le Canada prétend qu'"une mesure qui n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial" ne relève pas de la compétence de celui-ci, "que le défendeur ait ou non subi un préjudice". Cet argument présente deux failles. D'abord, comme le comprend le Brésil, le Canada ne prétend pas que le Brésil ait présenté des allégations concernant des mesures qui n'étaient pas indiquées dans la demande d'établissement du Groupe spécial, mais il prétend que, pour les trois programmes, "la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil utilisait des termes généraux et imprécis". Il y a une différence entre ne pas indiquer une mesure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et utiliser pour ce faire une formule "générale et imprécise". De plus, la position prise par le Canada sur l'existence

[10] *Id.*, paragraphes 4.60 et 4.61.
[11] *Id.*, paragraphe 4.81.
[12] *Id.*, paragraphe 8.2.
[13] On se reportera aussi à la réponse du Brésil à la question n° 27 du Groupe spécial.
[14] WT/DS194/R, paragraphe 4.81.
[15] WT/DS50/AB/R, paragraphe 88. (les italiques sont dans l'original)

d'un préjudice semble contredire celle qu'il avait prise dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, dans laquelle il avait objecté à l'allégation faite par les États-Unis au titre de l'article 6:2, au motif que les États-Unis n'avaient pas subi de préjudice puisqu'ils avaient été à même de réagir pleinement aux allégations du Canada.[16]

26. Enfin, le Canada allègue que ses droits à une procédure régulière ont été violés par le prétendu manque de clarté ou de précision de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Le Brésil relève, cependant, que le Canada n'a apporté aucune preuve de ce que sa capacité de se défendre devant le Groupe spécial avait été effectivement freinée, compliquée ou entravée par ce prétendu manque de clarté.

27. Au contraire, la manière d'agir du Canada jusqu'ici a causé de graves difficultés pratiques au Brésil. Premièrement, comme il l'a déjà expliqué, le Canada n'a pas répondu sur le fond aux questions posées au Brésil pendant les consultations. L'Organe d'appel, dans l'affaire *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, a déclaré que les faits doivent être volontairement divulgués pendant les consultations.[17] L'Organe d'appel a reconnu que "les faits qui sont établis pendant les consultations influent beaucoup sur la teneur et la portée de la procédure de groupe spécial ultérieure".[18] Dans la mesure où le Canada estime que le manque de clarté qu'il reproche à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil a été source de confusion quant aux questions en litige – et le Brésil conteste vigoureusement l'allégation selon laquelle le Canada aurait subi un tel préjudice – le fait que le Canada n'a pas donné de réponses complètes pendant les consultations a "beaucoup influé" sur la teneur de la demande du Brésil.

28. En outre, comme le Groupe spécial le sait, le Canada a préféré ne pas faire part au Brésil – en temps voulu et comme l'exigent les procédures de travail du Groupe spécial – de la réponse qu'il a faite à la demande d'information du Groupe spécial datée du 20 juin 2001 concernant la transaction Air Wisconsin. Le Canada n'a pas non plus fait parvenir à temps – le 6 juillet 2001 - à la Mission permanente du Brésil les pièces accompagnant ses réponses aux questions du Groupe spécial. En ces deux occasions, le Canada n'a pas demandé qu'un délai supplémentaire de même durée soit accordé aux deux parties pour déposer leurs pièces. En conséquence, alors que le Canada a reçu les deux communications du Brésil en temps voulu, le Brésil, lui, n'a pas eu le temps d'examiner le dossier Air Wisconsin fourni par le Canada avant la réunion du Groupe spécial des 27 et 28 juin 2001; il n'a pas eu non plus suffisamment de temps pour examiner les réponses du Canada au Groupe spécial avant la date limite fixée pour la remise de la présente communication.[19] En pratique, donc, la manière d'agir du Canada à cet égard a eu des incidences beaucoup plus grandes sur les droits du Brésil à une procédure régulière que les prétendus "termes généraux et imprécis" employés par le Brésil n'en ont eu sur les droits du Canada.

B. Le principe de la chose jugée (*res judicata*) n'empêche pas le Groupe spécial d'examiner les allégations du Brésil

29. Dans ses questions aux Parties, le Groupe spécial a demandé si le principe de la chose jugée l'empêchait d'examiner les allégations du Brésil concernant le Compte de la Société et le Compte du

[16] WT/DS194/R, paragraphe 4.80.
[17] WT/DS50/AB/R, paragraphe 94.
[18] *Id.*
[19] Le Brésil comprend les difficultés éprouvées par le Canada pour rassembler en un temps relativement bref l'abondante documentation réclamée par le Groupe spécial. Il connaît lui-même des difficultés analogues, et il est donc toujours prêt à s'efforcer de répondre favorablement aux demandes raisonnables des autres parties en matière de délais. Cependant, il s'oppose vigoureusement à ce que d'autres Membres cherchent à faire du processus de règlement des différends un jeu de chicanerie dans lequel une partie manipule à son avantage les règles de la procédure.

Canada "en tant que tels". Ce principe signifie que, lorsqu'une question a été réglée par un jugement, elle ne peut plus à nouveau faire l'objet d'une plainte. Le Canada ne semble pas certain que le principe s'applique en fait aux différends de l'OMC, notant seulement qu'il s'agit "peut-être" d'un principe du droit généralement reconnu. Bien qu'il n'y ait pas de jurisprudence de l'OMC sur l'applicabilité de ce principe, le Canada souligne que le Groupe spécial chargé de l'affaire *Inde - Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* a conclu que les groupes spéciaux ne sont pas légalement tenus de suivre les décisions précédentes d'autres groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel, même si l'objet du différend est le même. Cela montre clairement que le principe de la chose jugée n'est pas applicable.

30. En soutenant que le principe de la chose jugée n'est pas applicable, le Brésil ne veut pas donner à entendre, cependant, qu'une partie déçue peut continuer à recourir indéfiniment au système de règlement des différends pour la même plainte jusqu'à ce qu'elle obtienne un résultat favorable. Néanmoins, puisque tout le but du mécanisme de règlement des différends est de permettre aux Membres de préserver les droits et obligations qu'ils tiennent des accords à l'égard desquels il s'applique, un Membre ne doit pas s'y voir refuser l'accès dans des circonstances où le recours antérieur au mécanisme n'a pas vidé le litige et où les faits survenus ensuite aggravent les préoccupations concernant les droits et obligations de ce Membre.

31. Quoi qu'il en soit, comme le Brésil l'a expliqué dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, les questions dont le Groupe spécial est aujourd'hui saisi n'ont *pas* été réglées par les décisions rendues dans la précédente affaire *Canada – Aéronefs*.[20] Dans cette affaire, le Groupe spécial a refusé de constater, comme le lui demandait le Brésil, que la SEE et le Compte du Canada, en tant que tels, violaient l'Accord SMC, en relevant que le Brésil "n'avait pas démontré" ses allégations.[21] Le Brésil a fait appel de la décision du Groupe spécial, en notant que le Canada avait omis de fournir une grande partie des renseignements dont le Brésil avait besoin (et que le Groupe spécial avait expressément réclamés en demandant au Canada de produire des preuves documentaires), en soutenant que le Groupe spécial aurait dû en tirer des déductions défavorables.

32. Sans examiner expressément l'applicabilité du principe de la chose jugée, l'Organe d'appel a considéré que sa décision et celle du Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Aéronefs* n'empêcheraient pas le Brésil de "formuler une autre plainte à l'égard du Canada dans le cadre du système de règlement des différends, au titre des dispositions de l'Accord SMC et du Mémorandum d'accord, au sujet de la compatibilité de certaines mesures de financement de la SEE avec les dispositions de l'Accord SMC".[22] Il est peu probable que l'Organe d'appel eût écrit cela s'il avait pensé qu'un quelconque principe du droit pouvait faire obstacle à une action subséquente du Brésil.

33. En outre, les circonstances dans lesquelles le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada - Aéronefs* s'est refusé à faire sur les mesures "en tant que telles" les constatations que lui réclamait le Brésil militent fortement contre toute possibilité d'opposer le principe de la chose jugée aux allégations du Brésil dans la présente espèce. Comme le relève le Brésil dans sa réponse à la question n° 2 du Groupe spécial, le Canada a refusé de donner au précédent Groupe spécial les renseignements qui lui auraient permis de statuer - dans un sens ou dans un autre - sur les allégations du Brésil concernant la SEE et le Compte du Canada "en tant que tels".[23] Le Canada ne peut donc

[20] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R (adopté, tel que modifié par l'Organe d'appel, le 20 août 1999).

[21] WT/DS70/R, paragraphes 9.129, 9.213.

[22] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R (adopté le 20 août 1999), paragraphe 206.

[23] On trouvera des exemples de cas où le Canada a omis de fournir des renseignements spécifiquement demandés par le Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Aéronefs* dans le document WT/DS70/R, aux paragraphes 6.80, 6.171, 6.203, 6.258, 6.259, 6.260, 6.279, 6.303, 6.304, 6.326, 6.327, 9.716, 9.188, 9.218, 9.244, 9.253, 9.272, 9.293, 9.294, 9.299, 9.303, 9.313, 9.314 (note 621), 9.327, 9.345, 9.347 (note 633).

s'en prendre qu'à lui-même si le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* n'a pas été en mesure de rendre sur les allégations du Brésil des décisions finales qui pourraient avoir valeur de chose jugée dans la présente affaire.

34. Dans sa réponse aux questions du Groupe spécial, le Canada a déclaré que le Groupe spécial n'a pas à décider si le principe s'applique aux différends de l'OMC parce que, à son avis, le Brésil "n'a pas présenté d'éléments de preuve ou d'arguments qui permettraient de justifier que le Groupe spécial s'écarte dans cette affaire des constatations" adoptées par le Groupe spécial dans la précédente affaire *Canada – Aéronefs*.[24] Comme on l'a vu plus haut, il n'y a pas la moindre constatation concernant les allégations sur les mesures "en tant que telles" qui puisse mettre en œuvre le principe de la chose jugée dans la présente affaire. De plus, la question de savoir si les preuves ou arguments avancés par le Brésil justifient que le Groupe spécial fasse les constatations qui lui sont demandées dans la présente affaire touche au fond des questions dont le Groupe spécial est saisi, et non à la question de sa compétence pour connaître de ces allégations.

35. Les allégations actuelles du Brésil contre la SEE, le Compte du Canada et IQ "en tant que tels" reposent en grande partie sur des arguments et des éléments de preuve qui n'avaient pas été présentés au Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada - Aéronefs*. En fait, beaucoup des éléments de preuve soumis par le Brésil au présent Groupe spécial ne sont venus au jour que très récemment, en raison notamment du manque de transparence du système canadien de crédit à l'exportation. Par exemple, le Brésil n'avait aucune idée de la mesure dans laquelle la SEE intervient par le biais des guichets commerciaux et accorde un financement à des conditions moins strictes que celles qui sont prescrites dans l'Arrangement de l'OCDE avant que le Canada ne l'ait reconnu dans la procédure au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Brésil - Aéronefs*.[25] Le Canada s'était apparemment montré plutôt discret sur ces activités, même avec les autres participants à l'Arrangement de l'OCDE, vraisemblablement parce que beaucoup d'entre eux, notamment les États-Unis, condamnent les activités effectuées par les guichets commerciaux.[26] Le Brésil relève par exemple que le Canada paraît considérer sa politique de "guichet commercial" comme secrète, puisqu'il a demandé que l'on traite comme confidentiel un [ ].

36. De nouvelles preuves continuent à apparaître. Dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, le Canada révèle pour la première fois l'existence de quatre décrets qui expliquent comment la Société de développement industriel du Québec ("SDI"), devenue aujourd'hui IQ, était utilisée pour soutenir les ventes des avions de Bombardier. Les pièces n° 33 à 36 du Canada n'ont jamais été examinées par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada - Aéronefs*, pas plus que les éléments de preuve concernant IQ qui se trouvent dans la pièce n° 9 du Brésil.

37. De même, dans la deuxième communication écrite, datée du 4 décembre 1998, qu'il a présentée dans le précédent différend *Canada - Aéronefs*, le Canada affirmait qu'*aucune* des garanties ou activités de financement visées par le critère d'admissibilité au "développement des exportations" de la SDI (devenue IQ en 1998) n'avait de lien avec le secteur de l'aviation civile.[27] Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada - Aéronefs*, au paragraphe 9.275 de son rapport, a accepté cette affirmation en concluant que "le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve établissant qu'il y a aide d'IQ à l'industrie canadienne des avions de transport régional". Or, dans la pièce n° 9 du Brésil, datée

[24] Réponses du Canada aux questions du Groupe spécial, 6 juillet 2001, question n° 2.

[25] Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, WT/DS46/RW (adopté, tel que modifié par l'Organe d'appel le 4 août 2000), paragraphe 81.

[26] Lawrence H. Summers, "The Importance of Continuing to Fight Against International Trade Finance Subsidies", remarques faites lors du 65ème anniversaire de l'Export Import Bank, le 16 mai 2000, page 3 ("Discours Summers") (pièce n° 29 du Brésil).

[27] *Voir* la pièce n° 52 du Brésil, qui contient l'extrait pertinent (paragraphe 117) de la deuxième communication écrite du Canada datée du 4 décembre 1998.

du 11 janvier 2001, Jean Cyr, porte-parole d'IQ, reconnaît qu'IQ a créé *en 1996* un fonds quinquennal destiné à fournir des garanties de prêts aux clients de Bombardier. Ces nouvelles preuves contredisent purement et simplement l'affirmation faite par le Canada devant le précédent Groupe spécial selon laquelle IQ ne servait pas à financer le secteur de l'aviation civile, et elles démontrent que le Groupe spécial a de nouveaux faits à examiner concernant IQ.

38. Le Groupe spécial a aussi de nouvelles preuves concernant le Compte du Canada. Par exemple, comme en ce qui concerne IQ le précédent groupe *Canada - Aéronefs* ne disposait pas des renseignements contenus dans les pièces n° 15 à 24 du Canada, alors que ces pièces révèlent les moyens par lesquels le Compte du Canada fournit des fonds et des garanties aux clients de Bombardier. De plus, le Compte du Canada de la SEE s'est complètement transformé par rapport à ce qu'il était à l'époque de l'affaire *Canada – Aéronefs*, lorsqu'il a été examiné pour la première fois.[28] Ajoutés aux nouveaux arguments et éléments de preuve avancés par le Brésil, ces faits requièrent le réexamen du programme du Compte du Canada "en tant que tel". Il en va de même, comme nous l'avons dit plus haut, de la SEE et d'IQ.

39. Le Brésil a déjà exposé ses arguments de fond concernant ces éléments de preuve dans ses communications antérieures, et il les développera à nouveau ci-après. Comme il est indiqué plus haut, les rapports sur le précédent différend *Canada - Aéronefs* précisent que les allégations du Brésil sur les mesures "en tant que telles" n'étaient pas avérées sur la base des éléments de preuve dont disposait le Brésil à l'époque et qu'il avait fournis au Groupe spécial. Quant à savoir si l'effet cumulé des "vieilles" preuves soumises au précédent Groupe spécial et des "nouvelles" preuves présentées pour la première fois ici au Groupe spécial suffira à prouver les allégations du Brésil, c'est une question de fond que devra trancher le Groupe spécial, et non pas une question de compétence.

III. LE SOUTIEN ACCORDÉ PAR LA SEE À L'INDUSTRIE DES AÉRONEFS RÉGIONAUX DU CANADA CONSTITUE UNE SUBVENTION À L'EXPORTATION PROHIBÉE

A. Le Compte de la Société de la SEE et le Compte du Canada de la SEE "en tant que tels"

40. Le Brésil soutient que le Compte de la Société de la SEE et son Compte du Canada constituent des subventions à l'exportation prohibées "en tant que tels". Avant d'examiner les preuves qu'il apporte à l'appui de cette affirmation, le Brésil voudrait aborder deux questions liminaires.

41. Premièrement, la réfutation par le Canada des allégations du Brésil porte entièrement sur le point de savoir si le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE confèrent des avantages "en tant que tels". Le Canada ne conteste pas le fait que le soutien de la SEE est *de jure* subordonné aux exportations. C'est pourquoi le Brésil centrera son attention sur l'allégation du Canada selon laquelle les contributions financières du Compte de la Société et du Compte du Canada de la SEE ne confèrent d'avantages "en tant que telles".

42. Deuxièmement, l'allégation du Canada selon laquelle le précédent Groupe spécial qui a examiné le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE a constaté de manière positive que ces mesures étaient, "en tant que telles", compatibles avec l'Accord SMC est inexacte. Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Aéronefs* a conclu que, sur le plan de la preuve, le Brésil n'avait pas présenté d'éléments "établissant" que le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE constituaient des mesures impératives contestables "en tant que

[28] *Voir*, *par exemple*, la directive présentée par le Canada dans la pièce n° 16, qui est postérieure au rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Canada - Aéronefs*.

telles".[29] Dans ses communications au présent Groupe spécial, le Brésil a présenté de nouveaux éléments de preuve, les ajoutant à ceux qui avaient été présentés au Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada - Aéronefs*. Le Brésil estime qu'il s'est ainsi acquitté de l'obligation de démontrer *prima facie* que le Compte de la Société et le Compte du Canada ont un caractère impératif et qu'ils constituent "en tant que tels" une subvention à l'exportation prohibée.

1. La SEE est un organisme de crédit à l'exportation et, en tant que tel, impose que la fourniture des subventions soit subordonnée aux exportations

43. Les allégations du Brésil portent à la fois sur le Compte de la Société et sur le Compte du Canada, qui sont les deux volets d'un même programme, la SEE. Comme le Canada le relève au paragraphe 4 de sa première communication, "la SEE gère deux programmes, le Compte du Canada et le Compte de la Société".[30] Lorsqu'elle fournit un "soutien public", elle le fait essentiellement par l'intermédiaire du Compte du Canada.[31] Lorsqu'elle fait des opérations de "guichets commerciaux" en fournissant, comme le prétend le Canada, un financement comparable à "ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des conditions semblables et avec des garanties semblables", elle le fait par l'intermédiaire du Compte de la Société.[32]

44. Qu'elle opère par l'intermédiaire du Compte de la Société ou du Compte du Canada, la SEE "en tant que telle" octroie des subventions à l'exportation au sens des articles 1er et 3 de l'Accord SMC. Comme il est expliqué en détail dans les réponses données par le Brésil le 6 juillet aux questions n° 28 et 29 du Groupe spécial, le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE "en tant que tels" supposent la fourniture de subventions à l'exportation, parce qu'ils ont été créés et qu'ils fonctionnent en tant qu'organismes de crédit à l'exportation (OCE) dont la raison d'être est précisément de fournir des subventions à l'exportation.

45. L'histoire et l'existence du "refuge" prévu au point k) de la Liste exemplative des subventions à l'exportation, que le Canada a invoqué pour justifier sa subvention à Air Wisconsin, le montrent bien. Pendant la négociation du Code des subventions au cours du Tokyo Round, les États parties à l'Arrangement de l'OCDE qui venait d'être conclu se trouvèrent confrontés au fait que leurs organismes de crédit à l'exportation, bien qu'autorisés par l'Arrangement, allaient néanmoins être incompatibles avec les obligations qui découleraient pour eux du Code. La solution qu'ils imaginèrent à ce problème fut d'adopter le second alinéa du point k).[33] Les crédits à l'exportation que ces organismes fournissent sont des subventions à l'exportation, reconnurent les négociateurs, mais ils ne seront pas considérés comme des subventions prohibées dès lors qu'ils seront conformes aux dispositions de l'Arrangement de l'OCDE en matière de taux d'intérêt. Si un organisme de crédit à l'exportation ne bénéfice pas du refuge offert par le point k), il octroie une subvention prohibée "en tant que tel" parce que le fait d'octroyer des subventions à l'exportation , comme les négociateurs du Tokyo Round l'ont reconnu, est inhérent à l'existence et au fonctionnement même d'un organisme de crédit à l'exportation. C'est la raison pour laquelle, nous le répétons, ils ont adopté le second alinéa du point k).

46. C'est dans ce contexte qu'il faut se placer pour examiner les affirmations du Brésil selon lesquelles le soutien accordé par l'intermédiaire du Compte de la Société et du Compte du Canada de la SEE constitue une subvention à l'exportation "en tant que tel". À l'instar d'autres OCE, la SEE ne

[29] WT/DS70/R, paragraphes 9.129 et 9.213.

[30] Une affirmation identique figure au paragraphe 20 de la première communication écrite du Canada.

[31] Pour plus de détails, voir les paragraphes 74 à 81 de la première communication écrite du Brésil et les paragraphes 38 à 43 de la déclaration du Brésil à la première réunion du Groupe spécial.

[32] Première communication écrite du Canada, paragraphe 67 (italiques supprimés).

[33] JOHN E. RAY, MANAGING OFFICIAL EXPORT CREDITS – THE QUEST FOR A GLOBAL REGIME, Institute for International Economics (1995), pages 36 à 38 (pièce n° 54 du Brésil).

paie pas d'impôt, elle ne verse pas de dividendes et elle emprunte grâce au crédit du gouvernement canadien.[34] L'Arrangement de l'OCDE était censé limiter les possibilités d'abuser de ces avantages.

47. Le Brésil ne dit pas, comme le soutient le Canada au paragraphe 37 de sa première communication écrite, "qu'étant donné que la SEE est un organisme d'État et, de ce fait, ne paie pas d'impôt sur les bénéfices, *tout* financement de sa part constitue une subvention". L'argument du Brésil est que ne pas payer d'impôts est caractéristique de la capacité d'un organisme de crédit à l'exportation de s'acquitter de sa mission normale qui est d'octroyer des subventions à l'exportation et en est une condition préalable essentielle. Comme l'a relevé Lawrence Summers, ancien Secrétaire au Trésor des États-Unis:

> Les institutions offrant un guichet commercial contreviennent directement ou potentiellement aux règles de l'Arrangement [de l'OCDE] parce qu'elles sont dirigées et implicitement subventionnées par l'État. Ainsi, les institutions qui offrent un guichet commercial jouissent d'un avantage concurrentiel déloyal du fait qu'elles bénéficient de concessions spéciales du gouvernement, y compris des garanties de l'État qui leur permettent de recueillir des fonds à un coût inférieur à celui que doivent supporter leurs concurrents du secteur privé et du fait qu'elles sont exemptées de certains impôts et du versement de dividendes. Par ailleurs, en tant qu'organismes officiels de crédit à l'exportation, elles n'offrent un financement qu'aux exportateurs nationaux.[35]

48. Les allégations du Brésil englobent diverses formes de contributions financières que la SEE fournit par l'intermédiaire du Compte de la Société et du Compte du Canada – les garanties, les prêts et les services financiers. Les avantages qu'offre la SEE en tant qu'organisme officiel de crédit à l'exportation signifient que, lorsqu'elle fournit ces contributions financières, elle confère des avantages "en tant que telle". C'est la raison même pour laquelle l'Arrangement de l'OCDE a été adopté: pour contrôler la manière dont ces avantages pourraient être conférés. Dire simplement qu'un OCE fonctionne "selon les principes commerciaux" n'efface pas les avantages mentionnés par M. Summers, ni l'importance des règles de l'Arrangement de l'OCDE visant à limiter les possibilités d'abus. Dans ce contexte, le critère du guichet commercial avancé par le Canada ne transforme pas une mesure impérative en une mesure dispositive.

2. Des exemples concrets illustrent le fait que la SEE est un organisme de crédit à l'exportation et, en tant que tel, impose que la fourniture des subventions soit subordonnée aux exportations

49. Quelques types de contributions financières mises en cause par le Brésil illustrent la mesure dans laquelle la SEE "en tant que telle" confère des avantages. Ils sont décrits ci-après.

a) Garanties de prêts

50. Les garanties de prêts offertes par le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE confèrent des avantages en offrant au bénéficiaire "des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché".[36] Comme l'a noté le Canada, lorsqu'un gouvernement garantit un prêt, "la banque prêteuse établit des conditions de financement en fonction du risque encouru par le gouvernement …, et non par l'emprunteur".[37] De même, la Résolution de la SEE sur le respect des

[34] Société pour l'expansion des exportations, Guide de référence 1999-2000, page 8 (pièce n° 23 du Brésil).
[35] Discours Summers, page 3 (pièce n° 29 du Brésil).
[36] WT/DS70/AB/R, paragraphe 158.
[37] WT/DS46/RW, annexe 1-2 (paragraphe 36).

rendements minimaux des prêts, qui constitue la pièce n° 47 du Canada, prévoit que "lorsque le financement est accompagné d'une garantie, c'est la cote de crédit du garant qui est utilisée …".

51. La SEE, en tant qu'organisme public du Canada, s'est vu attribuer une cote de crédit AAA par Standard & Poors.[38] Une garantie de prêt de la SEE permet aux acheteurs d'aéronefs régionaux canadiens, qui ne jouissent pas d'une cote aussi élevée, de profiter des avantages résultant de la cote de crédit AAA de la SEE, ce qui leur permet certainement d'obtenir de meilleures conditions de financement qu'ils n'en obtiendraient seuls. Ainsi, les garanties de la SEE confèrent des avantages "en tant que telles".

52. Le Canada affirme que la SEE fait payer des frais pour les garanties qu'elle accorde[39], mais il n'a démontré nulle part que les frais qu'elle fait payer aux acheteurs d'aéronefs régionaux sont proportionnés à ceux que les garants commerciaux font payer aux acheteurs d'aéronefs régionaux désireux de profiter de leur cote de crédit AAA. Même si le Canada pouvait apporter cette démonstration, la garantie de la SEE n'en conférerait pas moins un avantage dès lors qu'il y a "une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics".[40] À cet égard, le Brésil relève que les garanties de prêts sont expressément mentionnées au point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'Accord, et qu'elles sont, en soi, prohibées.

b) Services financiers

53. De même, le Brésil a démontré que les services financiers de la SEE confèrent des avantages "en tant que tels". Aux termes de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC, les contributions financières peuvent prendre la forme de "services autres qu'une infrastructure générale". Le sens ordinaire du mot "services" est "aide ou avantage conféré à quelqu'un par une personne ou une chose".[41] Le soutien financier et les montages financiers offerts par la SEE aux acheteurs d'avions de transport régional, ainsi que les garanties de financement et de prêts qui font partie de ce soutien et de ces montages, constituent une assistance à l'industrie canadienne des aéronefs régionaux et à ses acheteurs.

54. Le Canada reconnaît que la SEE offre un soutien en matière de financement et des montages financiers à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché. Selon la SEE elle-même, elle est un "*complément* aux banques et aux autres intermédiaires financiers" et absorbe les risques des exportateurs canadiens "*au-delà de ce que peuvent faire* d'autres intermédiaires financiers".[42] En outre, "le financement que fournit la SEE représente un *avantage* pour les exportateurs canadiens qui soumissionnent à l'étranger"[43], avantage constitué, selon les explications du Canada, par "la capacité des fonctionnaires de la SEE à mettre en place des *montages financiers mieux structurés* …".[44] Tous ces services - les montages financiers mieux structurés, l'aide qui vient en complément et va au-delà de celle que fournissent les banques commerciales, le soutien qui constitue un avantage – offrent, par définition, mieux que ce que les exportateurs canadiens peuvent trouver sur le marché. Ils offrent donc un avantage.

---

[38] Société pour l'expansion des exportations, rapport annuel 2000, page 41 (pièce n° 22 du Brésil).
[39] Première communication écrite du Canada, paragraphe 84.
[40] Accord SMC, article 14 c).
[41] The New Shorter Oxford English Dictionary (Troisième édition, 1993), page 2789.
[42] Société pour l'expansion des exportations, Message du président du Conseil et du Président, 1995, pages 4 et 2 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 24 du Brésil).
[43] WT/DS70/R, paragraphe 6.57 (*citant* l'ancien Président de la SEE, Paul Labbé) (pas d'italique dans l'original).
[44] WT/DS70/R, paragraphe 9.163 (pas d'italique dans l'original).

55. Comme il est dit au paragraphe 28 de la déclaration orale du Brésil, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada - Aéronefs* n'a pas constaté, comme le prétend le Canada, qu'il n'est pas possible de déterminer qu'un avantage est conféré "en faisant des déductions ou des extrapolations à partir des déclarations faites collectivement par la SEE ou ses représentants".[45] Ce Groupe spécial a constaté que les preuves fournies par le Brésil, y compris quelques déclarations de responsables de la SEE, ne permettaient pas d'établir que celle-ci offrait des taux d'intérêt inférieurs aux taux commerciaux. Dans la présente affaire, l'allégation du Brésil est différente et en fait plus large: le Brésil allègue que les déclarations en question permettent d'établir que la SEE fournit des "services" qui sont supérieurs à ceux que le bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché. L'argument du Canada doit donc être rejeté.

56. L'idée avancée par les Communautés européennes ("CE"), à savoir que les "services" ne peuvent constituer des "contributions financières" que s'ils sont offerts "moyennant contrepartie non totale" ou s'ils "donnent lieu à un coût pour les pouvoirs publics" doit également être rejetée[46], car elle télescope indûment les éléments "contributions financières" et "avantage" d'une allégation de subvention à l'exportation prohibée.[47]

57. En outre, même s'il s'appliquait à l'élément "avantage" d'une allégation de subvention à l'exportation prohibée, l'argument des CE est un retour à l'interprétation dite du "coût pour les pouvoirs publics" que l'Organe d'appel avait rejetée dans la précédente affaire *Canada - Aéronefs*.[48] Un "avantage" est conféré lorsqu'un bénéficiaire reçoit une contribution financière à des conditions plus favorables que celles qu'il obtiendrait sur le marché. Les éléments de preuve apportés par le Brésil démontrent que la SEE fournit des services - des montages financiers mieux structurés, une aide qui vient en complément et va au-delà de celle que fournissent les banques commerciales, un soutien qui constitue un avantage - qui, par définition, offrent mieux que ce que les exportateurs canadiens ou leurs clients peuvent trouver sur le marché.

58. Les CE semblent aussi soutenir que le point de référence pertinent, pour apprécier si des services confèrent un avantage, est fourni par "les conditions auxquelles des services équivalents sont offerts par les pouvoirs publics ailleurs dans le pays Membre en question".[49] Là non plus, cependant, les CE n'appliquent pas le critère de l'"avantage" qu'avait adopté l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada - Aéronefs*. La question à laquelle il faut répondre est celle de savoir si un Membre accorde au bénéficiaire mieux que ce que ce bénéficiaire ou ses clients pourraient obtenir sur le marché. Un Membre ne confère pas moins un "avantage" parce qu'il accorde à plusieurs bénéficiaires distincts des conditions semblables et qui sont inférieures à celles du marché.

c) Le point de référence de la SEE

59. Enfin, en ce qui concerne le Compte de la Société de la SEE, le Canada prétend qu'il fonctionne "selon les principes commerciaux" en fournissant un financement conforme à "ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des conditions semblables et avec des garanties semblables".[50] De même, il prétend que le "soutien public" accordé par l'intermédiaire du Compte du Canada de la SEE ne confère pas un avantage lorsqu'il est octroyé conformément à ce critère.[51] En appliquant ce critère, le Canada considère qu'il ne fournit pas de subventions à

[45] Première communication écrite du Canada, paragraphe 77.

[46] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphes 46 et 51; déclaration orale des CE, paragraphe 24.

[47] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R (adopté le 20 août 1999), paragraphe 157.

[48] WT/DS70/AB/R, paragraphe 156.

[49] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 50.

[50] Première communication écrite du Canada, paragraphe 67 (pas d'italique dans l'original).

[51] En particulier, dans la transaction Air Wisconsin, le Canada prétend que, s'il n'y avait pas de soutien du gouvernement brésilien et si le Canada ne faisait que s'aligner sur l'offre d'Embraer, le soutien du Compte du

l'exportation par l'intermédiaire du Compte de la Société de la SEE puisqu'il ne confère pas d'"avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Ce critère, cependant, masque i) la nature de l'avantage et ii) l'identité du véritable bénéficiaire.

60. L'Organe d'appel, en se plaçant dans le contexte de l'article 14 b) de l'Accord sur les subventions, imposerait un critère de l'"avantage" en vertu duquel les opérations de la SEE ne devraient pas aller au-delà des conditions que l'emprunteur "aurait pu obtenir sur le marché purement commercial".[52] Pour sa part, le Canada déclare que la SEE fonctionne selon les principes commerciaux, affirmant que cela signifie qu'elle pratique des tarifs commerciaux et fournit des financements aux taux du marché.[53]

61. Il y a une différence, cependant, entre fonctionner selon les principes commerciaux et fournir effectivement des financements aux taux du marché. Cela s'explique dans de nombreux cas par le fait que les produits et conditions offerts par la SEE n'existent pas sur le marché commercial. Le Brésil a noté par exemple comment le Canada proclame la capacité de la SEE de "compléter" les services des banques et autres intermédiaires financiers ou, en d'autres termes, de fournir des services que le marché commercial ne fournit pas. Comme les États-Unis le relèvent au paragraphe 7 de la communication qu'ils ont présentée en tant que tierce partie, les conditions qu'il faut prendre comme référence pour apprécier si la SEE offre des conditions plus favorables que celles du marché sont *celles qui sont effectivement offertes sur le marché commercial*. Fonctionner selon les principes commerciaux ne suffit pas - la référence pour les opérations des guichets commerciaux de la SEE doit être ce qui se trouve sur le marché même.

62. Un autre défaut du point de référence du Canada est qu'il ne considère comme bénéficiaire des contributions financières de la SEE que l'acheteur des aéronefs régionaux canadiens. Or, il y a un autre bénéficiaire: c'est Bombardier, le constructeur des avions. Il n'est pas contesté que les constructeurs d'avions soient souvent appelés à offrir un financement à leurs clients. La question est donc de savoir si - sans l'intervention de la SEE - Bombardier pourrait offrir à ses clients des conditions de financement également attrayantes. Dans le cas contraire, pour que le montant des versements mensuels que doivent effectuer les acheteurs ne dépasse pas ce qu'il serait avec le soutien de la SEE, Bombardier aurait été obligé de baisser ses prix. La question de savoir si Air Wisconsin, par exemple, aurait pu obtenir des conditions aussi favorables que celles qu'offrait la SEE ailleurs sur le marché est sans intérêt si *Bombardier*, lui, ne pouvait pas les obtenir. Cette conclusion s'applique à toutes les opérations des "guichets commerciaux" du Compte de la Société de la SEE et, par conséquent, au programme "en tant que tel". Si Bombardier était en mesure de trouver un financement aussi favorable ailleurs, les opérations des "guichets commerciaux" seraient complètement inutiles – puisqu'elles sont censées ne pas offrir plus que ce qui se trouve déjà sur le marché. Bien entendu, cela soulève une autre question: si les guichets commerciaux de la SEE ne font rien d'autre que d'offrir ce qui se trouve déjà sur le marché, quelle est la fonction de la SEE? Le Canada ne l'explique nulle part.

3. Le moyen de défense affirmatif que le Canada tire du "refuge" prévu au point k) n'enlève rien au caractère impératif de ces mesures

63. Conformément aux intentions des négociateurs du Code des subventions du Tokyo Round, et conformément à l'Accord SMC, le "refuge" prévu au deuxième alinéa du point k) pourrait être invoqué pour les opérations de la SEE. Mais l'existence de ce moyen de défense potentiel ne change rien à la nature de la SEE "en tant que telle". Le fait qu'il puisse exister un moyen de défense

---

Canada serait octroyé "à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles que le bénéficiaire aurait pu obtenir sur le marché". Déclaration orale du Canada, paragraphe 16.

[52] *Voir* la communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 6.

[53] Première communication écrite du Canada, paragraphe 67.

affirmatif ne transforme pas une mesure impérative en une mesure dispositive. Comme il est indiqué plus haut, et également dans la réponse du Brésil à la question n° 28 du Groupe spécial, le point k) a été rédigé et adopté pour fournir une exception limitée à l'interdiction de *la subvention à l'exportation*, *et non pas à son caractère obligatoire*. Une mesure dont la raison d'exister est de fournir des subventions à l'exportation continue d'avoir un caractère obligatoire, qu'elle ait ou non le droit de bénéficier du refuge prévu au point k).[54]

64. On peut établir une analogie utile avec l'article 27 de l'Accord SMC. Celui-ci contient une exception temporaire, d'une durée de huit ans, à l'article 3 de l'Accord SMC, en faveur des pays en développement qui répondent à certaines conditions. L'existence de ce moyen de défense ne modifie pas le caractère de la subvention à l'exportation: il rend simplement l'interdiction inopérante pendant un certain temps. De la même façon, le second alinéa du point k) offre un refuge pour les crédits à l'exportation qui remplissent les conditions requises, sans égard à leur caractère "impératif" ou "dispositif".

B. Le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE "tels qu'ils sont appliqués"

65. Dans sa première communication écrite, le Brésil a indiqué cinq transactions portant sur des avions de transport régional, qui montrent que, tels qu'appliqués, le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE fournissent des subventions à l'exportation prohibées.[55] Étant donné que, pour l'une de ces transactions - la transaction Air Wisconsin - le Canada invoque le "refuge" du point k), le Brésil réfutera les arguments du Canada au sujet de cette transaction dans une section distincte de sa communication.

66. Quant aux quatre autres clients indiqués par le Brésil, le Canada affirme que ni Midway, ni Comair n'ont reçu de soutien de la SEE. Précisément, il indique que le Compte de la Société de la SEE n'a pas pris part à la transaction Midway.[56] Dans la réponse faite le 6 juillet par le Canada à la question n° 14 du Groupe spécial, le Brésil apprend aujourd'hui que le soutien à la transaction Midway venait d'IQ. Cela montre une fois de plus comment la tactique d'"obstruction" adoptée par le Canada dans les consultations prive le Brésil de la procédure régulière à laquelle il a droit. Le Brésil examinera dans la section V ci-dessous le soutien d'IQ à la transaction Midway.

67. Le Canada a aussi déclaré que le Compte de la Société de la SEE n'a pas offert de garanties de prêts pour la transaction Comair.[57] Comme on l'a vu plus haut, cependant, le Canada ne dément pas les éléments de preuve fournis par le Brésil[58] pour montrer que la transaction Comair faisait intervenir soit le soutien du Compte de la Société de la SEE sous une forme autre que des garanties, soit des garanties d'une autre entité publique du Canada (qui pourrait être par exemple le Compte du Canada). Le Brésil note par exemple que, aux paragraphes 3 et 4 de sa réponse du 6 juillet à la question n° 11 du Groupe spécial, le Canada déclare que les prix d'ASA [ ] "de l'offre qu'avait faite la SEE à Comair". Le Canada n'ayant pas "tout dit" au sujet des transactions Comair et Midway, le Brésil prie le Groupe spécial de demander expressément au Canada si une garantie ou un autre soutien a été offert à Comair ou à Midway par les pouvoirs publics et par l'intermédiaire de quel organisme.

---

[54] L'existence du moyen de défense potentiel tiré du point k) ne modifie pas non plus la nature des programmes "en tant que tels", même si, dans certains cas, le financement peut relever du point k). Comme le Brésil l'explique aussi dans sa réponse à la question n° 28 du Groupe spécial, même si les programmes n'imposaient pas dans tous les cas une violation de l'Accord SMC, ils seraient quand même incompatibles avec l'Accord SMC "en tant que tels".

[55] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 43 et 59.

[56] Première communication écrite du Canada, paragraphe 64.

[57] Première communication écrite du Canada, paragraphe 65.

[58] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 43 et 59.

68. En outre, le Brésil demande au Groupe spécial de se rappeler que, dans une autre procédure, le Canada a reconnu que le Compte de la Société de la SEE avait offert des crédits à l'exportation à taux fixe à des taux inférieurs au TICR, le taux minimum prévu par l'Arrangement de l'OCDE.[59] Le Brésil a parlé de ces transactions au paragraphe 56 de sa première communication écrite, et à nouveau aux paragraphes 34 et 35 de sa déclaration orale. Ces contributions financières confèrent un avantage. Le Groupe spécial se rappellera que l'Organe d'appel, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, a déclaré qu'un taux d'intérêt net pour un emprunteur inférieur au TICR pertinent "tend à prouver" que ce taux assure un "avantage important" ("material advantage") au sens du point k) de l'Annexe I de l'Accord sur les subventions.[60] Comme nous l'avons montré aux paragraphes 51 à 54 de la première communication du Brésil, un soutien à l'exportation qui procure un "avantage important" confère toujours un "avantage" ("benefit"), puisque le point k) et le critère de l'"avantage important" n'entrent en ligne de compte que lorsque l'existence d'une subvention, comprenant un "avantage", a déjà été démontrée.

69. Le Canada n'a pas précisé de quelles transactions spécifiques il s'agissait, disant seulement que ces transactions s'étaient produites après le 1er janvier 1998.[61] Les taux inférieurs au TICR "tendant à prouver" l'existence d'un "avantage" et d'un "avantage important", le Brésil prie le Groupe spécial de demander expressément au Canada des détails sur ces transactions.

70. Le Brésil abordera maintenant le cas des deux autres clients mentionnés dans sa première communication écrite, ASA et Kendell. Le Canada a donné des renseignements sur les conditions du soutien du Compte de la Société de la SEE aux ventes à ces clients, dans ses réponses à la question n° 11 du Groupe spécial.

1. ASA

71. ASA Holdings, Inc. et Atlantic Southeast Airlines (collectivement dénommées "ASA") ont décrit certaines des conditions applicables à leurs achats d'avions de transport régional dans les pièces qu'elles ont déposées auprès de la US Securities and Exchange Commission. Le Brésil a analysé ces conditions aux paragraphes 43 et 59 de sa première communication écrite, et dans ses pièces n° 36 à 38. Le Canada a fourni d'autres détails sur le soutien de la SEE dans sa réponse du 6 juillet à la question n° 11 du Groupe spécial. Le financement par la SEE des ventes à ASA a conféré et confère encore un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC, de deux manières.

72. Premièrement, comme il est dit dans les documents de la Securities and Exchange Commission des États-Unis repris dans les pièces n° 36 à 38 du Brésil, le soutien de la SEE au financement comprenait des délais de remboursement excédant le délai maximal de dix ans prescrit dans l'Arrangement de l'OCDE pour les aéronefs de transport régional. Comme nous l'avons noté aux paragraphes 50 à 54 de notre première communication, un délai de remboursement de plus de dix ans constitue "un élément de preuve positif" de l'existence d'un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

73. Dans sa réponse à l'argumentation du Brésil, le Canada allègue que "[l]es délais qui peuvent être obtenus commercialement pour le financement des ventes d'avions de transport régional se situent normalement entre dix et 18 années" et que le financement offert par la SEE est donc "entièrement dans les limites de la pratique commerciale ordinaire".[62] Dans sa réponse du 6 juillet à la

[59] WT/DS46/RW, paragraphe 6.99 (Le Groupe spécial a été "[étonné] par l'affirmation du Canada selon laquelle les crédits à l'exportation fournis par la SEE dans le cadre du "guichet commercial", même à des taux d'intérêt inférieurs au TICR, étaient néanmoins des crédits à l'exportation "commerciaux" qui ne conféraient pas un avantage au sens de l'article premier").

[60] WT/DS46/AB/R, paragraphe 182.

[61] Première communication écrite du Canada, paragraphe 71.

[62] Première communication écrite du Canada, paragraphe 75.

question n° 35 du Groupe spécial, le Brésil réfute cette assertion. Les recherches qu'il a faites sur les activités des deux grandes banques internationales citées par le Canada, dont les conclusions sont présentées dans la pièce n° 57 du Brésil, ne montrent nullement que le marché offre pour les avions de transport régional des conditions de financement correspondant à la fourchette indiquée par le Canada.

74. Deuxièmement, la réponse faite le 6 juillet par le Canada à la question n° 11 du Groupe spécial, et ainsi que les pièces n° 42 à 44 du Canada, montrent que les contributions financières de la SEE ont été accordées à des conditions plus favorables que celles du marché. Dans sa réponse à la question n° 11, le Canada décrit comment il a fourni un financement à ASA en mars 1997 et en août 1998 à un taux [ ] plus [ ] points de base, taux qu'il dit être [ ] points de base [ ]. Dans le précédent différend *Canada – Aéronefs*, le Groupe spécial avait eu l'occasion d'évoquer ce [ ]. Après avoir noté qu'une résolution du Conseil permanent de la SEE datée du 17 juin 1992 s'applique à toutes les opérations portées au Compte de la Société, y compris dans le secteur de l'aéronautique civil, le Groupe spécial a noté que "le rendement des prêts de la SEE doit permettre de couvrir le coût des fonds, ainsi qu'une marge de risque minimale (qui varie selon la cote de crédit du bénéficiaire)".[63] Le Groupe spécial a poursuivi en disant que "le Brésil ne cherche pas à dire que cette politique n'est pas conforme à celle des ventes commerciales".[64] Faute de ces éléments de preuve, le Groupe spécial a conclu ainsi: "nous ne sommes pas convaincus par l'argument avancé par le Brésil qui estime que la marge d'intérêt nette de la SEE ne constitue pas une base suffisante pour comparer les résultats en matière de financement sous forme de crédits de la SEE et ceux des banques commerciales".[65]

75. Le Brésil n'a pas cherché à établir ces faits parce que l'opacité de la SEE et de ses opérations l'ont empêché d'obtenir les renseignements pertinents. La réponse du Canada à la question n° 11 fournit maintenant ces renseignements. Elle montre clairement que, non seulement dans la transaction ASA, mais même dans toutes les autres transactions où il obtient [ ], le Canada fournit en fait un financement à un taux inférieur à celui du marché. Le Canada déclare, au paragraphe 4 de sa réponse à la question n° 11, qu'il a fourni un financement à ASA au taux [ ], soit [ ] points de base en dessous de son [ ]. Le TICR de l'OCDE, rappelons-le, est de 100 points de base supérieur à celui des bons du Trésor des États-Unis à sept ans. Au moment où nous rédigeons la présente communication, le taux des bons du Trésor des États-Unis plus [ ]. Mais le TICR, en soi, n'inclut *pas* de prime de risque. Donc si, le TICR seul peut suffire à justifier le "refuge" du second alinéa du point k), il ne suffit pas pour éviter qu'un avantage soit conféré. [ ].[66] Cependant, ce taux de base n'est offert qu'aux clients jouissant de la meilleure cote de crédit, et même le Canada ne soutient pas que les compagnies de transport régional puissent prétendre l'obtenir. Ainsi, le [ ] de la SEE confèrerait un avantage à un emprunteur qui peut prétendre obtenir le taux de base, et à plus forte raison à une compagnie d'aviation régionale, en particulier une compagnie d'aviation régionale comme ASA, pour qui le taux déjà subventionné est [ ]. En fait, la pièce n° 47 du Canada, la [ ] laisse entendre que [ ] la SEE [ ].

2. Kendell

76. Des articles de presse ont décrit certaines des conditions du soutien de la SEE aux ventes d'aéronefs régionaux à Kendell Airlines. Le Brésil a analysé ces conditions aux paragraphes 43 et 59 de sa première communication écrite et dans ses pièces n° 34 et 35. Le Canada a donné des détails supplémentaires sur le soutien de la SEE dans sa réponse du 6 juillet à la question n° 11 du Groupe

[63] WT/DS70/R, paragraphe 9.173. La "Résolution sur le respect des rendements minimaux des prêts" de la SEE, sans indication de date, qui constitue la pièce n° 47 du Canada, semble être ce document dont a parlé le précédent Groupe spécial.

[64] *Id*.

[65] *Id*, paragraphe 9.174.

[66] *Id.*

spécial. Le financement par la SEE de la vente à Kendell a conféré et confère encore un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC, de deux manières.

77. En premier lieu, le financement offert par la SEE était assorti d'un délai maximum de remboursement plus long que le délai maximum prévu dans l'Arrangement de l'OCDE pour les avions de transport régional, qui est de dix ans.[67] Comme on l'a vu plus haut, un délai supérieur au maximum de dix ans constitue un "élément de preuve positif" d'un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

78. En second lieu, la réponse donnée par le Canada le 6 juillet à la question n° 11 du Groupe spécial, ainsi que les pièces n° 37 à 41 du Canada, montrent que les contributions financières de la SEE ont été accordées à des conditions plus favorables que celles du marché. Par exemple, le délai de [ ] révélé dans la pièce n° 38 du Canada est supérieur au délai maximum de dix ans prévu dans l'Arrangement de l'OCDE pour les aéronefs régionaux, et le financement se fait sur la base d'un taux flottant, le LIBOR, si bien que le refuge prévu au point k) ne peut pas être invoqué pour cette transaction. En outre, la marge ajoutée au LIBOR [ ] pour un emprunteur à qui, selon la pièce n° 39 du Canada, le système canadien "LÀ Encore" n'a lui-même attribué que la note [ ] est inférieure à ce qu'offre le marché selon toute définition raisonnable qu'on peut donner à ce terme.

IV. LE SOUTIEN DU CANADA À LA TRANSACTION AIR WISCONSIN CONSTITUE UNE SUBVENTION À L'EXPORTATION PROHIBÉE

79. L'intervention du Canada dans la transaction Air Wisconsin, annoncée le 10 janvier 2001 par M. Brian Tobin, Ministre canadien de l'industrie, a été l'événement déclencheur qui a amené le Brésil à demander l'établissement du présent Groupe spécial.[68] Un mois plus tôt seulement, en décembre 2000, le Brésil avait modifié sa mesure de crédit à l'exportation, PROEX, pour la mettre en conformité avec les prescriptions de l'OMC. Le Canada n'a tenu aucun compte de ces modifications. En outre, ce qui est plus important, le Brésil n'a jamais fourni ni offert, officiellement ou officieusement, aucun soutien d'aucune sorte à Embraer dans la transaction Air Wisconsin – et, depuis la date de la conférence de presse de M. Tobin, le Canada n'a fourni aucun élément pour prouver le contraire. Pourtant, M. Tobin, dans cette conférence de presse, avait annoncé que le Canada ne faisait que s'aligner sur le soutien que "le Brésil" apportait à Embraer.

80. Cette déclaration très regrettable et très inexacte de M. Tobin n'avait aucun fondement dans les faits. D'autres responsables canadiens ont plusieurs fois, de façon tout aussi inexacte et imprudente, répété cette déclaration. Ni M. Tobin, ni aucun autre représentant du gouvernement canadien, n'ont jamais demandé au Brésil si celui-ci, en fait, avait apporté un soutien à Embraer dans cette transaction. C'est pourquoi la transaction Air Wisconsin, si elle est loin d'être la seule sur laquelle porte ce différend, est très importante. Et il est de fait que c'est le Canada, et non le Brésil, qui a soutenu la transaction Air Wisconsin avec des subventions à l'exportation qui sont prohibées par l'OMC.

81. Le Canada a soutenu la transaction Air Wisconsin au moyen d'un prêt du Compte du Canada et d'une garantie d'IQ. M. Tobin a parfaitement résumé le soutien donné à Bombardier lorsque, dans sa conférence de presse du 10 janvier 2001, il a déclaré que le Canada "utilisait la capacité d'emprunt

[67] Dominic Jones, "Ready, Steady ...," *Air Finance Journal*, janvier 2000, page 48 (le financement de la SEE portait sur une période de 12 années) (pièce n° 34 du Brésil).

[68] Transcription de la conférence de presse du Ministre de l'industrie, M. Brian Tobin, 10 janvier 2001 ("Conférence de presse Tobin") (pièce n° 21 du Brésil).

des pouvoirs publics et leur aptitude à offrir, pour un prêt, un meilleur taux d'intérêt que celui que Bombardier pourrait obtenir par ailleurs".[69]

82. Bien que M. Tobin ait répété à plusieurs reprises pendant sa conférence de presse du 10 janvier 2001 que le recours au Compte du Canada pour s'aligner sur des offres concurrentes, à des conditions plus favorables que celles du marché, n'était pas une pratique générale, il semble que cela commence à en être une. Cette semaine encore, le 9 juillet 2001, Bombardier a annoncé la vente de 75 aéronefs à Northwest, pour un montant de 1,7 milliard de dollars. M. Tobin et le Ministre du commerce international, M. Pierre Pettigrew, ont annoncé que le gouvernement canadien "s'alignera sur les conditions financières que le Brésil offre à Northwest Airlines".[70] M. Pettigrew a dit que ce soutien était octroyé "à des conditions libérales".[71] Même si Bombardier a déjà emporté le marché, le Canada s'est aussi engagé à doubler son soutien si, à l'avenir, Northwest exerce son option d'acheter 75 autres appareils.[72]

83. La transaction Air Wisconsin illustre parfaitement la façon dont les trois programmes mis en cause par le Brésil dans la présente affaire sont incompatibles "en tant que tels" avec les obligations découlant pour le Canada de l'Accord SMC. Elle démontre aussi l'incompatibilité de ces programmes "tels qu'ils sont appliqués" avec l'Accord SMC.

A. Le soutien du Compte du Canada à la transaction Air Wisconsin

84. Le Canada soulève un moyen de défense alternatif en ce qui concerne le soutien du Compte du Canada à la transaction Air Wisconsin: ou bien, dit-il, le gouvernement brésilien est intervenu pour soutenir l'offre d'Embraer à Air Wisconsin – ce qui n'est pas le cas – et alors le Canada n'a fait que "s'aligner" sur le soutien du Brésil, et peut donc invoquer le "refuge" du point k). Dans cette hypothèse, le Canada admet que le soutien confère un "avantage" au sens de l'article 1.1. b) de l'Accord SMC. Ou bien au contraire, le gouvernement brésilien n'est pas intervenu, et le Canada n'a fait que "s'aligner" sur les conditions de Embraer, et donc sur celles du marché. Le Brésil examinera successivement les deux branches de cette alternative.

1. Le moyen de défense qu'invoque le Canada en soutenant que son offre était compatible avec l'Accord SMC parce qu'elle était alignée sur l'offre du Brésil doit être rejeté

85. Le premier argument du Canada est que, dans la transaction Air Wisconsin, il a recouru aux dispositions de l'Arrangement de l'OCDE sur l'"alignement", moyennant quoi était préservée la "conformité" avec les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de cet arrangement. Le recours au point k) est, bien entendu, un moyen de défense affirmatif et il incombe au Canada de prouver qu'il est en droit de l'invoquer. Dans ses précédentes communications au Groupe spécial, le Brésil a déjà donné trois raisons qui empêchent le Canada de le faire. Premièrement, l'offre d'Embraer à Air Wisconsin ne faisait intervenir aucun soutien du gouvernement brésilien. Deuxièmement, le Canada ne s'est pas aligné sur l'offre d'Embraer, il a au contraire offert des conditions plus favorables. Troisièmement, opérer un "alignement" ne met pas un Membre "en conformité" avec les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE.

---

[69] Conférence de presse Tobin, paragraphe 66 (pièce n° 21 du Brésil).

[70] Communiqué de presse du Département des affaires étrangères et du commerce international, 9 juillet 2001 (pièce n° 58 du Brésil).

[71] "Bombardier wins big jet order; Ottawa gives Nothwest cut-rate financing", *The Globe and Mail*, 10 juillet 2001, (pièce n° 59 du Brésil).

[72] *Id.*

a) Le Brésil n'a ni offert ni promis de soutenir la transaction Air Wisconsin

86. Les raisons que donne le Canada pour justifier son soutien à la transaction Air Wisconsin reposent sur l'hypothèse qu'il s'est "aligné" sur une offre concurrente bénéficiant d'un soutien public. Comme le Brésil l'a déjà expliqué, les justifications du Canada ne tiennent pas, pour deux raisons. Premièrement, si le Canada s'était conformé à l'article 53 de l'Arrangement de l'OCDE, qui dispose qu'un participant qui souhaite "s'aligner" sur l'offre d'un non-participant "fait tout son possible pour vérifier" que les modalités et conditions sur lesquelles il entend s'aligner "bénéficient d'un soutien public", il aurait appris que les offres faites par Embraer l'avaient été pour son propre compte et à ses propres risques. Embraer n'a même pas demandé, et il n'a à plus forte raison pas reçu, de soutien d'aucune sorte du gouvernement brésilien ou de tout autre organisme public brésilien.

87. Les efforts qu'a faits le Canada pour vérifier la part prise par le gouvernement brésilien à la transaction Air Wisconsin sont très loin de répondre aux exigences de l'article 53 de l'Arrangement de l'OCDE. Selon la pièce n° 1 du Canada et le paragraphe 13 de sa première communication écrite, le 20 octobre 2000, un représentant du service des ventes de Bombardier "a appris que le Brésil était prêt à financer la vente d'avions de transport régional à réaction Embraer à Air Wisconsin à des conditions beaucoup plus favorables que celles qu' Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché".[73]

88. Entre le 20 octobre 2000 et le 10 janvier 2001, date à laquelle M. Tobin, Ministre de l'industrie, a annoncé que le Canada "s'alignait" sur le soutien octroyé par le Brésil à la transaction Air Wisconsin[74], le Canada n'a pas pris contact avec le Brésil pour vérifier, de bonne foi, l'exactitude des renseignements qu'il avait reçus. Le Canada ne s'est donc pas acquitté de son obligation de prouver qu'il "avait fait tout son possible pour vérifier" que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin faisait effectivement intervenir un soutien du gouvernement brésilien. Qui plus est, comme l'a démontré le Brésil, Embraer n'avait en fait ni demandé ni reçu aucun soutien de ce genre.

b) Le Canada n'a pas réussi à prouver que, à supposer que le gouvernement brésilien ait offert ou promis un soutien à Embraer pour la transaction Air Wisconsin, le Canada s'est aligné sur cette offre

89. À supposer même que l'offre d'Embraer ait été faite avec le soutien du gouvernement brésilien, le Canada doit prouver qu'il s'est aligné sur cette offre. Le Canada affirme qu'il était fondé à faire une offre à Air Wisconsin en opérant un "alignement autre qu'à l'identique".[75] Dans sa réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, le Brésil a noté que l'"alignement autre qu'à l'identique" ne semble pas permis lorsque les conditions prétendument non conformes sont offertes par des pays comme le Brésil qui ne sont pas participants de l'Accord de l'OCDE. Mais, même si cet alignement était permis dans la présente affaire, le Canada a l'obligation de prouver que son offre "autre qu'à l'identique" comprend des conditions de financement qui sont équivalentes du point de vue économique à celles offertes par Embraer.[76] Or le Canada ne l'a pas fait.

90. Pour prouver qu'il s'est contenté de s'aligner sur l'offre de Embraer, le Canada produit une déclaration d'un représentant de Air Wisconsin disant que l'offre du Canada, "considérée dans son ensemble", n'était "pas plus favorable que" celle d'Embraer.[77] La déclaration d'une compagnie d'aviation qui a intérêt à ce que la légalité, et donc la viabilité, d'un marché qu'elle vient de négocier

---

[73] La même affirmation se retrouve au paragraphe 43 de la première communication écrite du Canada.

[74] Conférence de presse Tobin, paragraphes 7, 15, 20, 27, 74, 126 (pièce n° 21 du Brésil).

[75] Première communication écrite du Canada, note 36.

[76] Le sens ordinaire du verbe "to match" (qui, dans la version française de l'Arrangement de l'OCDE est traduite par "s'aligner") est "être égal à, correspondre à, être assorti à, être le pendant ou la contrepartie de". THE NEW SHORTER OXFORD ENGLISH DICTIONARY (troisième édition, 1993), page 1713.

[77] Pièce n° 2 du Canada.

ne soient pas mises en cause, est d'un intérêt limité. Mis à part l'intérêt personnel du représentant de la compagnie, il semble aussi que Air Wisconsin ait en fait été contractuellement obligé de faire cette déclaration.[78]

91. En outre, il est significatif que le représentant d'Air Wisconsin ait déclaré que les deux offres étaient équivalentes prises dans leur "ensemble". Alors que l'alignement ne porte que sur les conditions financières d'une offre, l'offre dans son "ensemble" s'étend au-delà de l'aspect financier. Celle d'Embraer, par exemple, contenait un élément spécial, sans rapport avec le financement.[79]

92. L'argument du Canada selon lequel il s'est aligné sur l'offre du Brésil est aussi curieux, étant donné sa réaction de surprise et d'incrédulité en apprenant les conditions de l'offre d'Embraer que le Brésil a produites devant le Groupe spécial le 25 juin 2001. Le Canada a dit à de nombreuses reprises pendant la première réunion du Groupe spécial qu'il ignorait certaines des conditions de l'offre d'Embraer et qu'il ne comprenait pas certaines autres dont il avait connaissance. Mais, si le Canada ne connaissait pas ou ne comprenait pas certaines conditions essentielles de l'offre d'Embraer, comment peut-il prétendre s'être "aligné" sur cette offre?

93. Il incombe au Canada de démontrer qu'il s'est vraiment aligné sur l'offre d'Embraer - condition pour condition, élément pour élément - et que le choix d'Air Wisconsin n'a pas été déterminé par les conditions de financement plus favorables offertes par le Canada mais, comme celui-ci l'a affirmé à la première réunion du Groupe spécial, par la qualité des avions. Le Canada n'a même pas essayé de le faire, et il n'a donc pas réussi à démontrer qu'il était en droit d'invoquer un moyen de défense affirmatif.

c) Le Canada n'a pas démontré que l'"alignement" soit une pratique qui bénéficie du "refuge" du point k)

94. Même si l'offre d'Embraer avait bénéficié d'un soutien du gouvernement brésilien, et que le Canada se soit en fait aligné sur cette offre, il appartenait au Canada de prouver que le recours à l'alignement préservait la "conformité avec" les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE. Cela non plus, le Canada ne l'a pas fait.

95. Dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, le Brésil a positivement démontré que, en s'alignant, un Membre ne se met pas en conformité avec les dispositions de l'Arrangement en matière de taux d'intérêt. Plutôt que de répéter ici ces arguments, le Brésil renvoie le Groupe spécial à la réponse détaillée qu'il a faite à la question n° 36 du Groupe spécial.

96. En conclusion, le Canada n'a pas "fait tout son possible pour vérifier" que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin bénéficiait d'un soutien du gouvernement brésilien. En fait, Embraer n'a ni demandé ni reçu un tel soutien. Mais, à supposer même que l'offre d'Embraer ait bénéficié d'un tel soutien, le Canada ne s'est pas contenté de s'aligner sur ce soutien, même à des conditions "autres qu'à l'identique". Il a en fait offert des conditions beaucoup plus favorables que celles de l'offre d'Embraer. Enfin, même si le Canada ne s'est pas aligné sur l'offre d'Embraer, le recours à l'alignement n'a pas pour effet de permettre à un membre de rester "en conformité" avec les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE. Pour toutes ces raisons, le Canada n'a pas démontré qu'il était en droit d'invoquer le "refuge" du point k).

---

[78] Réponse du Canada à la demande de renseignements du Groupe spécial, en date du 20 juin 2001, concernant la transaction Air Wisconsin, soumise tardivement par le Canada le 26 juin 2001, page 14 de la pièce jointe. (Une [ ]).

[79] Voir la lettre du 25 juin 2001 du Brésil au Groupe spécial, contenant la description des conditions de l'offre d'Embraer à Air Wisconsin, dernier paragraphe.

2. L'allégation du Canada selon laquelle, en offrant des conditions équivalentes à celles de l'offre d'Embraer, il offrait des conditions de financement qui étaient celles du marché, doit être rejetée

97. Le Canada fait valoir que, si le gouvernement brésilien n'a pas soutenu l'offre d'Embraer à Air Wisconsin, le soutien qu'a accordé le Canada en s'alignant sur l'offre d'Embraer comprenait "des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles que le bénéficiaire aurait pu obtenir sur le marché".[80] Cet argument doit être rejeté pour deux raisons: premièrement, le Canada a en fait offert des conditions plus favorables que celles de l'offre d'Embraer, et deuxièmement les conditions du soutien public du Canada, même si elles étaient équivalentes à celles de l'offre d'Embraer, n'étaient pas celles que *Bombardier* aurait pu obtenir sur le marché.

a) Le Canada ne peut pas prouver que les conditions de son soutien public au financement soient identiques ou équivalentes aux conditions financières comprises dans l'offre d'Embraer

98. Selon le Canada, si Embraer n'a pas reçu de soutien du gouvernement brésilien, les conditions de son offre correspondaient à celles du marché. En s'alignant sur l'offre d'Embraer, affirme le Canada, il n'a pas offert à Air Wisconsin des conditions plus favorables que celles que l'on pouvait obtenir sur le marché. Selon le Canada, aucun "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC n'a été conféré par cette offre. Cependant, même dans l'hypothèse où l'offre d'Embraer aurait compris des conditions financières reflétant celles du marché – hypothèse qui, comme le démontrera le Brésil, ne correspond pas à la réalité, le Canada ne s'est pas "aligné" sur les conditions de financement comprises dans l'offre d'Embraer.

99. D'emblée, le Brésil relève le caractère extraordinaire de l'argument du Canada. Le soutien accordé à la transaction Air Wisconsin l'a été par l'intermédiaire de l'instrument de "soutien public" de la SEE – le Compte du Canada. La SEE n'utilise ce compte que lorsqu'elle est obligée de descendre en dessous du critère exposé au paragraphe 67 de la première communication écrite du Canada, autrement dit, lorsqu'elle offre un "avantage" sous forme de conditions plus favorables que "ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des conditions semblables et avec des garanties semblables".

100. Dans la transaction Air Wisconsin, cependant, le Canada allègue que même un "soutien public" accordé par l'intermédiaire du Compte du Canada de la SEE ne confère pas toujours un avantage et ne tombe pas toujours sous le coup de l'Arrangement de l'OCDE. Si le "soutien public" est octroyé à titre d'alignement sur une offre comportant elle aussi un "soutien public", le Canada se considère comme assujetti aux contraintes imposées par l'Arrangement de l'OCDE, et comme n'ayant d'autres recours que le "refuge" du point k). Paradoxalement, si le "soutien public" est octroyé à titre d'alignement sur une offre qui ne comporte pas elle aussi un "soutien public", aucune contrainte résultant de l'Arrangement de l'OCDE ne limite la faculté pour le Canada d'utiliser son instrument de "soutien public", avec l'extraordinairement faible coût du financement offert par cet instrument, pour soutenir Bombardier dans la concurrence avec une entité purement privée, agissant sans soutien public.

101. En fait, l'argument du Canada est que la SEE n'est soumise aux contraintes imposées par l'Arrangement de l'OCDE - et donc aux dispositions de l'Accord SMC - que lorsque le Canada en décide ainsi. De plus, les autres Membres n'ont aucun moyen de savoir si, dans une situation donnée, le Canada considère que la SEE est liée par l'Arrangement, et ils doivent, semble-t-il, attendre les explications du Canada pour déterminer à quelles règles de l'Arrangement (et donc du deuxième

[80] Déclaration orale du Canada, paragraphe 16. *Voir aussi* la réponse du Canada à la question n° 10 du Groupe spécial, paragraphe 1.

alinéa du point k)) la SEE s'estimerait éventuellement obligée de se conformer dans une situation donnée. La flexibilité que conserve la SEE de choisir, et de modifier, les contraintes auxquelles son soutien est assujetti amène à se demander pourquoi le Canada a adhéré à l'Arrangement de l'OCDE.

102. Quoi qu'il en soit, le Canada n'a pas réussi à démontrer qu'il s'est aligné sur l'offre d'Embraer. Il allègue seulement, comme on l'a vu plus haut, que les offres d'Embraer et du Canada étaient équivalentes dans leur "ensemble".[81] La question de savoir si l'offre du Canada était équivalente à celle d'Embraer "dans son ensemble" est cependant sans intérêt. Les offres étaient peut-être équivalentes dans leur ensemble, du moins aux yeux d'un acheteur potentiel, par exemple parce que les conditions de financement plus favorables de l'une compensaient éventuellement les meilleures conditions de prix ou autres attraits de l'autre. Mais, ce que le Canada doit démontrer, c'est que les *conditions financières* de l'une et de l'autre étaient équivalentes.

103. Or, le Canada ne peut pas le faire. Comme on l'a vu plus haut, ainsi que dans la réponse faite le 6 juillet par le Brésil à la question n° 34 du Groupe spécial, l'offre d'Embraer comprenait un élément spécial non lié au financement[82] et que, lorsque le Canada s'est "aligné" sur l'offre d'Embraer "dans son ensemble", il ne s'est pas simplement aligné sur les conditions financières de cette offre. Il a fourni une subvention pour faire une offre équivalant à celle d'Embraer "dans son ensemble", c'est-à-dire sans se limiter au financement proprement dit.

104. Enfin, la combinaison d'un prêt du Compte du Canada de la SEE et d'une garantie de participation d'IQ ne pouvait pas donner des conditions comparables à celles de l'offre d'Embraer. En offrant un prêt et des garanties de participation, le Canada transfère sa forte cote de crédit à l'emprunteur et aux investisseurs, et il confère donc toujours un avantage. Comme M. Tobin l'a expressément reconnu dans sa conférence de presse, le Canada "utilisait la capacité d'emprunt des pouvoirs publics et leur aptitude à offrir, pour un prêt, un meilleur taux d'intérêt que celui que Bombardier pourrait obtenir par ailleurs".[83]

b) Les conditions de l'offre d'Embraer ne constituent pas "le marché"

105. Le Canada affirme que, s'il s'est aligné sur les conditions d'une offre faite par Embraer à Air Wisconsin sans soutien du gouvernement brésilien, il n'a pas conféré d'avantages, puisqu'il a simplement offert "des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles que le bénéficiaire aurait pu obtenir sur le marché".[84] Le Canada n'avance aucun élément pour étayer son affirmation selon laquelle les conditions offertes par Embraer ne sont, en fait, pas plus favorables que celles du marché. De plus, le Canada refuse d'admettre que les conditions du "marché" ne peuvent pas être déterminées uniquement par référence à une offre, non acceptée, faite par une seule compagnie et portant sur une seule transaction.

106. Comme le Brésil l'a exposé plus en détail dans sa réponse du 6 juillet à la question n° 31 du Groupe spécial, Embraer a pu faire une offre à des conditions *inférieures à celles du marché* pour toutes sortes de raisons. Il voulait peut-être obtenir une part du marché. Il était peut-être prêt à renoncer à des bénéfices (ou même à subir des pertes) pour s'assurer une compagnie de lancement, ou pour trouver un nouveau client dans l'espoir de conclure d'autres marchés par la suite. Il peut en outre avoir arrangé le financement par des investisseurs privés, ou s'être autofinancé. On peut spéculer sur

[81] *Voir* la pièce n° 2 du Canada.
[82] *Voir* le dernier paragraphe de la lettre adressée le 25 juin 2001 au Groupe spécial, qui contient la description des conditions de l'offre d'Embraer à Air Wisconsin. *Voir aussi* les deux dernières pages de la pièce n° 56 du Brésil.
[83] Conférence de presse Tobin, paragraphe 20 (pièce n° 21 du Brésil).
[84] Déclaration orale du Canada, paragraphe 16.

ce qu'a pu être la stratégie commerciale d'Embraer. Ce qui compte, cependant, c'est que le Canada ne peut pas prouver que l'offre d'Embraer soit l'équivalent du "marché".

c) Les conditions de l'offre d'Embraer sont sans importance; le soutien public accordé par le Canada confère un avantage parce que ses conditions sont meilleures que les conditions de financement que Bombardier peut trouver sur le marché

107. Enfin, le point de savoir si l'alignement sur une offre d'Embraer ne bénéficiant pas d'un soutien a entraîné des conditions qui ne sont pas "plus favorables que celles que le bénéficiaire aurait pu obtenir sur le marché" dépend de l'identité de ce bénéficiaire. Un avantage peut être conféré à Air Wisconsin par une contribution financière provenant du Compte du Canada. Mais, par la même occasion, un avantage peut être conféré à Bombardier par cette contribution financière. En offrant le soutien du Compte du Canada à Air Wisconsin, le Canada a "ainsi conféré" un avantage à Bombardier, puisqu'il a permis à celui-ci de faire à Air Wisconsin une offre assortie de conditions de financement qu'il n'aurait pas pu lui offrir sinon.

108. Cela a été indiqué clairement par M. Tobin lors de sa conférence de presse, où il a déclaré: "Ce qui se passe avec Embraer, c'est qu'il a pu obtenir des taux d'intérêt préférentiels inférieurs aux taux commerciaux pour financer la vente des appareils, et c'est là quelque chose que Bombardier ne peut pas faire seul."[85] Il a encore souligné: "Ce que nous faisons, consiste à utiliser la capacité d'emprunt des pouvoirs publics et leur aptitude à offrir, pour un prêt, un meilleur taux d'intérêt que Bombardier pourrait obtenir par ailleurs."[86] En fait, M. Tobin a ainsi expliqué très précisément pourquoi le Canada a conféré un avantage par son soutien à la transaction Air Wisconsin: c'est parce qu'il a fourni à Bombardier un financement à des conditions que celui-ci n'aurait pas pu obtenir sinon sur le marché commercial.

109. L'intervention du Canada dans la transaction Air Wisconsin constitue une subvention à l'exportation prohibée qui ne bénéficie pas du "refuge" du point k). Ce que le Canada a dit en substance à Bombardier, c'est: "Descendez autant qu'il le faudra pour emporter le marché, nous ferons tout ce qu'il faudra faire pour vous soutenir". Aucun prêteur du marché ne tiendrait ce langage à un vendeur avec lequel il n'aurait pas de lien. Seul un organisme de crédit à l'exportation peut tenir ce langage à un vendeur national. En réduisant le coût de l'élément financement de l'offre de Bombardier à Air Wisconsin, le Canada a permis à Bombardier d'éviter de réagir à la concurrence d'Embraer sur les prix dans toute la mesure où il aurait dû le faire pour s'aligner sur le montant global (prix plus financement) de l'offre d'Embraer. Ce faisant, le Canada a conféré une subvention à l'exportation prohibée à Bombardier en même temps qu'à Air Wisconsin.

B. Le soutien d'IQ à la transaction Air Wisconsin

110. Dans la note 37 de sa première communication écrite, puis à nouveau dans sa réponse du 26 juin à la demande de renseignements adressée le 20 juin par le Groupe spécial au sujet de la transaction Air Wisconsin, le Canada parle de la fourniture par IQ d'une garantie sur titres de [ ] à Air Wisconsin. Le porte-parole d'IQ, M. Jean Cyr, a déclaré que le gouvernement québécois avait augmenté le montant des fonds d'IQ disponibles pour soutenir les ventes de Bombardier après que Bombardier, le 20 décembre 2000, "est venu nous voir et nous a dit qu'il négociait une grosse affaire avec Air Wisconsin qui nécessiterait" davantage que ce qui restait à l'époque dans un programme existant d'IQ.[87] Ce même jour, le gouvernement provincial a adopté le Décret 1488-2000 portant à

[85] Conférence de presse Tobin, paragraphe 15 (pièce n° 21 du Brésil).
[86] Conférence de presse Tobin, paragraphe 20 (pièce n° 21 du Brésil).
[87] "Ottawa backs Bombardier: Loan to US firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies," *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001 (pièce n° 9 du Brésil).

226 millions de dollars le montant qui pouvait être utilisé pour les clients de Bombardier. Le Canada a produit ce décret qui constitue sa pièce n° 36. [88]

111. Dans la section V ci-dessous, le Brésil examine pourquoi le soutien d'IQ est subordonné en droit ou en fait aux exportations. Ces arguments s'appliquent de la même façon au soutien d'IQ à la transaction Air Wisconsin. Le Brésil s'en tiendra ici aux raisons pour lesquelles la garantie offerte à Air Wisconsin constitue une contribution financière et confère un "avantage". Ce raisonnement s'applique également aux autres garanties de prêt et de participation que le Canada, dans sa réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, reconnaît avoir été accordées par IQ pour soutenir les exportations d'avions de transport régional de Bombardier. Ces autres garanties d'IQ seront étudiées dans la section V.

112. Le Brésil a déjà expliqué pourquoi les garanties de prêt à l'exportation fournies par les pouvoirs publics sont des subventions prohibées. Les garanties de prêt sont en soi prohibées par le point j) de la Liste exemplative des subventions à l'exportation. En outre, une garantie de prêt d'IQ, comme une garantie de prêt de la SEE, constitue une contribution financière et confère un avantage parce qu'elle substitue la cote de crédit élevée de l'État à la cote de crédit inférieure de l'emprunteur. La garantie de prêt permet à une compagnie d'aviation d'emprunter sur la base de la cote de crédit du gouvernement québécois, qui est de A+ ou A2.[89] Comme le Canada lui-même l'a dit, lorsque le gouvernement accorde une garantie, "la banque prêteuse établit des conditions de financement en fonction du risque encouru par le gouvernement …, et non par l'emprunteur".[90] La garantie d'IQ confère donc un avantage important et, partant, une subvention.

113. Les garanties de participation sont également prohibées. Elles aussi constituent des contributions financières qui confèrent des avantages et qui, dans le cas d'IQ, sont subordonnées aux exportations. Avant d'aborder ces points, cependant, le Brésil analysera la tentative du Canada pour faire passer les garanties de participation d'IQ pour une forme parmi d'autres de produits qui se trouvent sur le marché.

114. Dans sa pièce n° 50, le Brésil a apporté des éléments de preuve montrant que les garanties de participation accordées par un tiers, comme c'était le cas dans ces transactions, ne se trouvent pas sur le marché. Le Canada essaie de contrer ces éléments de preuve en disant, au paragraphe 4 de sa réponse du 6 juillet à la question 14 du Groupe spécial, qu'il "a été informé" que "des acteurs commerciaux du secteur privé tels que GE, Rolls-Royce et Pratt & Whitney" ont parfois fourni de telles garanties. Cela est tout à fait vrai, mais ce fait ne contredit en rien ce qu'a montré le Brésil: les garanties de participation ne peuvent pas être obtenues sur le marché.

115. Chacune de ces sociétés fabrique des moteurs d'avions: ce sont en fait les trois principaux fabricants de moteurs d'avions dans le monde, fournissant à la fois Bombardier et Embraer, ainsi qu'Airbus et Boeing. Le moteur est l'élément le plus cher d'un avion, dont il représente généralement 30 à 40 pour cent de la valeur totale. Ces fabricants sont en concurrence lorsqu'il s'agit d'équiper un avion et ils sont fortement intéressés au succès de celui-ci. Le ERJ 145, par exemple, utilise des moteurs Rolls-Royce, tandis que le CRJ 200 utilise des moteurs GE. Comme les fabricants de moteurs sont virtuellement associés aux constructeurs de cellules d'aéronefs, il leur arrive parfois d'aider à commercialiser et à financer un avion. Ce qui se passe dans un tel cas, cependant, c'est que les deux sociétés privées - le fabricant de moteurs et le constructeur de cellules d'aéronefs – unissent

[88] Décret 1488-2000 du 20 décembre 2000, concernant une participation de 226 000 000 $ d'Investissement-Québec pour la vente d'avions par Bombardier Inc. (pièce n° 36 du Canada).

[89] Standard & Poor's, Non-US Local and Regional Government Ratings Since 1975, page 7 (pièce n° 60 du Brésil); Moody's Ratings List, Government Bonds and Country Ceilings, page 5 (pièce n° 61 du Brésil).

[90] WT/DS46/RW, Annexe 1-2 (paragraphe 36).

globalement leurs efforts pour vendre un produit qui présente pour l'un et l'autre un intérêt. À la connaissance du Brésil, les fabricants de moteurs ne fournissent pas de garanties de participation, ni aucune autre forme de soutien, pour la vente d'appareils équipés par un concurrent. Ce ne sont pas des acteurs du marché qui, dans le cadre de leur activité commerciale, fournissent des garanties en vue d'obtenir des bénéfices. Ce sont des fabricants qui cherchent à vendre les moteurs qu'ils produisent. Les preuves fournies par Embraer n'ont pas été réfutées: il n'est pas possible de trouver sur le marché des garanties de participation offertes par des tiers. IQ fournit donc aux exportateurs canadiens quelque chose que l'on ne trouve sur le marché à aucun prix et qui, par définition, est donc plus favorable que le marché.

116. Ayant réglé cette question préliminaire, le Brésil abordera maintenant la question de savoir si les garanties de participation sont des subventions. Les garanties de participation sont des contributions financières dans le même sens que les garanties de prêt sont des contributions financières. Le Canada reconnaît que les garanties de participation et les garanties de prêt d'IQ sont les unes et les autres des "transferts directs potentiels de fonds ou de passifs" et donc des "contributions financières" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC.[91]

117. Aux paragraphes 89 à 91 de sa première communication écrite, le Brésil a exposé comment les garanties de participation protègent les actionnaires des risques inhérents aux transactions portant sur les avions de transport régionaux. Des garanties de participation comme celles qu'IQ a fournies à Air Wisconsin confèrent un avantage en offrant aux actionnaires une garantie de l'État, ce qui encourage les prises de participation à la transaction. Dans le cas présent, elles substituent la cote de crédit A+ à A2 du Québec à la cote A- de Bombardier.[92] En fait, même si la cote de crédit des pouvoirs publics n'était pas meilleure que celle du fabricant, dans le cas présent, un avantage n'en serait pas moins conféré à Bombardier, parce que la garantie supprimerait un passif potentiel des comptes de Bombardier améliorant ainsi sa cote de crédit. La garantie d'IQ à Air Wisconsin confère donc un avantage et constitue une subvention.

118. Le Canada n'a pas abordé le point de savoir si la garantie à Air Wisconsin est assortie de frais. Le Brésil note que, si certains des décrets antérieurs du Québec relatifs à l'établissement et au financement du programme de garantie d'IQ pour les clients de Bombardier prévoyaient effectivement qu'IQ devait faire payer des "honoraires annuels"[93], le Décret 1488-2000 qui, comme on l'a vu plus haut, a été adopté pour faciliter la transaction Air Wisconsin, supprime complètement l'obligation de faire payer des frais.[94]

V. LE SOUTIEN D'INVESTISSEMENT-QUÉBEC À L'INDUSTRIE CANADIENNE DES AÉRONEFS RÉGIONAUX CONSTITUE UNE SUBVENTION À L'EXPORTATION PROHIBÉE

A. Investissement-Québec constitue en tant que tel une subvention prohibée

119. Comme le Brésil l'a noté dans sa première communication écrite[95], IQ fournit un éventail de mesures de soutien à l'industrie canadienne des aéronefs régionaux, notamment des garanties de prêt, des garanties de pertes initiales pour les actionnaires et "toute autre intervention prévue [au] … plan

[91] Première communication écrite du Canada, paragraphe 87.

[92] Notation Standard & Poor, publiée dans "S&P affirms Bombardier rating", *The Globe and Mail*, 9 août 2000 (pièce n° 63 du Brésil).

[93] Voir le Décret 1187-98 du 16 septembre 1998, concernant une participation de 150 000 000 $ d'Investissement-Québec pour la vente d'avions par Bombardier Inc., point b) (pièce n° 35 du Canada). Voir aussi le Décret 879-97, du 2 juillet 1997 concernant la participation de la Société de développement industriel du Québec relativement à la vente d'avions par Bombardier Inc., au quatrième alinéa b) (pièce n° 34 du Canada).

[94] Voir la pièce n° 36 du Canada.

[95] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 84 à 86.

d'affaires [d'Investissement-Québec]".[96] Le Canada a reconnu que "l'octroi de telles garanties par des pouvoirs publics ou un organisme public constitue des transferts directs potentiels de fonds ou de passifs au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC et serait donc une "contribution financière"."[97]

120. Le Canada allègue que les garanties d'IQ ne sont pas susceptibles d'être mises en cause "en tant que telles" parce que "[r]ien dans la Loi sur Investissement-Québec ne prescrit à celui-ci de fournir quelque financement que ce soit".[98] Cela est inexact. Les séries de décrets du gouvernement québécois produites par le Canada en réponse à la question n° 9 du Groupe spécial expliquent que les garanties d'IQ aux acheteurs d'aéronefs régionaux ont été émises en application de l'article 28 d'une *Loi sur Investissement-Québec et à Garantie-Québec* ("Loi sur IQ").[99] Cet article 28 dispose que:

> Le gouvernement peut, lorsqu'un projet présente un intérêt économique important pour le Québec, *confier* [à IQ] le *mandat* d'accorder et d'administrer l'aide qu'il définit pour en favoriser la réalisation. Le mandat peut autoriser la société à fixer les conditions et les modalités de l'aide.[100]

121. Ainsi, lorsque l'article 28 constitue la base légale d'un décret disposant que des garanties sont fournies par IQ pour une transaction portant sur des aéronefs régionaux, le gouvernement québécois "confie" à IQ le "mandat" de fournir l'assistance décrite dans le décret.

122. Le Canada allègue aussi que les garanties d'IQ ne sont pas susceptibles d'être mises en cause "en tant que telles" parce qu'IQ n'est pas tenu, en fournissant ces garanties, de conférer un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.[101] En disant cela, il fait vraisemblablement allusion à l'article 28 de la Loi sur IQ, qui dispose que la société peut elle-même "fixer les conditions et les modalités de l'aide". Ainsi, le Canada semble soutenir que, même si l'article 28, qui est la base légale des décrets en vertu desquels sont fournies les garanties d'IQ, "prescrit" la fourniture de ces garanties, il ne prescrit pas qu'elles doivent conférer un "avantage" ou, en d'autres termes, des conditions "plus favorables que celles auxquelles [le bénéficiaire] a accès sur le marché".[102]

123. Cela aussi est inexact. Les garanties de prêt sont *en soi* prohibées par le point j) de la Liste exemplative des subventions à l'exportation. De plus, le Brésil a noté que, chaque fois qu'un gouvernement émet une garantie de prêt à un acheteur, cette garantie permet au bénéficiaire d'emprunter des fonds grâce à la cote de crédit du gouvernement qui, dans le cas du Québec est, comme on l'a vu plus haut, A+ ou A2. Celle-ci étant immanquablement plus élevée que celle de pratiquement n'importe quel acheteur commercial, en particulier d'aéronefs régionaux, les garanties de prêt offertes par IQ confèrent donc un avantage important, en permettant aux sociétés qui achètent des avions Bombardier d'emprunter à un taux plus favorable que celui qu'elles obtiendraient sur le marché. IQ n'a pas la faculté de supprimer cet avantage: celui-ci découle automatiquement des différences entre la cote de crédit de l'acheteur et celle du gouvernement québécois. Donc, les garanties de prêt d'IQ confèrent des avantages et constituent des subventions "en tant que telles".

---

[96] Loi concernant Investissement-Québec et Garantie-Québec ("Loi sur IQ" "IQ Act"), article 25 (pièce n° 18 du Brésil).

[97] Première communication écrite du Canada , paragraphe 87.

[98] Première communication écrite du Canada, paragraphe 42.

[99] Décret 1488-2000 du 20 décembre 2000, concernant une participation de 226 000 000 $ d'Investissement-Québec pour la vente d'avions par Bombardier Inc. (pièce n° 36 du Canada); Décret 1187-98 du 16 septembre 1998, concernant une participation de 150 000 000 $ d'Investissement-Québec pour la vente d'avions par Bombardier Inc. (pièce n° 35 du Canada).

[100] Loi sur IQ, article 28 (pièce n° 18 du Brésil).

[101] Première communication écrite du Canada, paragraphe 42 ("Rien ne prescrit à [IQ] de fournir un financement qui conférerait un "avantage" au sens de l'article premier de l'Accord SMC.").

[102] WT/DS70/AB/R, paragraphe 158.

124. Comme on l'a vu plus haut à propos de la transaction Air Wisconsin, les garanties de participation confèrent de même un avantage en donnant aux actionnaires une garantie de l'État, ce qui encourage ainsi la prise de participation à la transaction. Une garantie de participation d'IQ substitue la cote de crédit du Québec (A+ à A2) à celle de Bombardier (A-).[103] Et même si la cote de crédit du gouvernement n'était pas meilleure que celle d'un fabricant comme Bombardier, un avantage n'en serait pas moins conféré à celui-ci parce que la garantie supprimerait un passif potentiel des comptes de Bombardier, améliorant ainsi sa cote de crédit. Là non plus, IQ n'a pas le choix de supprimer cet avantage, qui résulte de la supériorité de la cote de crédit du gouvernement québécois. Ainsi, les garanties de participation d'IQ confèrent des avantages et constituent des subventions "en tant que telles".

125. À titre de défense, le Canada affirme qu'IQ fait payer des frais pour les garanties qu'il accorde.[104] Si certains des décrets produits par le Canada dans sa réponse du 6 juillet à la question n° 9 du Groupe spécial prescrivent en effet, comme condition d'octroi d'une garantie, qu'IQ fasse payer des "honoraires" minimaux de 0,5 pour cent[105], le plus récent, comme nous l'avons déjà signalé, supprime complètement cette condition.[106] Au paragraphe 7 de sa réponse du 6 juillet à la question n° 14 du Groupe spécial, le Canada déclare que, en échange de sa garantie, "le Québec reçoit une commission initiale de [ ] points de base … ainsi qu'une commission annuelle de [ ] points de base … ". Cependant, et comme le Brésil l'a aussi relevé à propos des garanties de la SEE, le Canada ne fait aucun effort, dans sa défense, pour prouver que ces commissions sont proportionnées à celles que font payer les garants commerciaux ayant une cote A+ ou A2 aux sociétés qui sont désireuses de profiter des avantages résultant de cette cote de crédit.

126. Même si le Canada pouvait démonter que les acheteurs d'aéronefs régionaux jouissent de la même cote de crédit que le gouvernement québécois, l'article 14 c) de l'Accord SMC dispose quand même qu'une garantie confère un avantage dès lors qu'il y a "une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics".[107] Chaque fois qu'un acheteur d'aéronefs régionaux – qui a inévitablement une cote de crédit inférieure à celle du gouvernement québécois – reçoit une garantie de prêt d'IQ, il y aura, selon les termes de l'article 14 c), une différence entre le montant qu'il paie sur le prêt garanti et le montant qu'il aurait payé sur ce prêt en l'absence de garantie. On pourrait de façon analogue appliquer, sinon la lettre, du moins la logique, de l'article 14 c) aux garanties de participation.

127. Ainsi, IQ est tenu de donner des garanties et ces garanties confèrent toujours un avantage. Les garanties d'IQ constituent donc des subventions au sens de l'article 1.1 de l'Accord SMC.

128. En ce qui concerne la subordination aux exportations, le Brésil a démontré, aux paragraphes 98 et 99 de sa première communication écrite, que le soutien d'IQ à des transactions comportant la vente de marchandises telles que des aéronefs est *de jure* subordonné à l'exportation de ces marchandises hors du Québec. Le Canada allègue que les décrets relatifs à IQ invoqués par le

---

[103] Notation Standard & Poor, publiée dans "S&P affirms Bombardier rating", *The Globe and Mail*, 9 août 2000 (pièce n° 63 du Brésil).

[104] Première communication écrite du Canada, paragraphe 91; réponse faite par le Canada le 6 juillet à la question n° 14 du Groupe spécial.

[105] Voir Décret 1187-98 du 16 septembre 1998, concernant une participation de 150 000 000 $ d'Investissement-Québec pour la vente d'avions par Bombardier Inc. , point b) (pièce n° 35 du Canada). Voir aussi Décret 879-97 du 2 juillet 1997 concernant la participation de la Société de développement industriel du Québec relativement à la vente d'avions par Bombardier Inc. quatrième alinéa, b) (pièce n° 34 du Canada).

[106] Décret 1488-2000 du 20 décembre 2000, concernant une participation de 226 000 000 $ d'Investissement-Québec pour la vente d'avions par Bombardier Inc. (pièce n° 36 du Canada).

[107] L'Organe d'appel a considéré l'article 14 de l'Accord SMC comme le "contexte pertinent" pour interpréter le critère de l'"avantage" à l'article 1.1 b) de l'Accord. WT/DS70/AB/R, paragraphe 155.

Brésil dans ces paragraphes de sa communication ne s'appliquent pas au financement des ventes d'aéronefs.[108] Ces décrets, cependant, s'appliquent sans conteste au soutien aux transactions comportant la vente de marchandises. Or, les aéronefs régionaux sont des marchandises. Les décrets prescrivent ainsi que, chaque fois qu'IQ soutient la vente d'aéronefs, il doit le faire à la condition que le bénéficiaire exporte ces aéronefs à l'extérieur du Québec. De plus, le Canada ne tient pas compte du fait que le Brésil a invoqué l'article 25 de la Loi sur IQ, qui dispose qu'IQ "participe à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'exportation".[109]

129. Le Canada soutient que l'obligation d'exporter à l'extérieur du Québec n'équivaut pas à une obligation d'exporter à l'extérieur du Canada.[110] Dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, le Brésil a démontré qu'obliger les bénéficiaires du soutien d'IQ à exporter hors du Québec revient à les obliger à exporter hors du Canada.[111] Le Brésil a fait observer que, le Canada ayant déclaré qu'une partie de son territoire n'était pas admise à bénéficier du soutien d'IQ, cela va nécessairement encourager les producteurs à exporter et augmenter les probabilités pour qu'ils le fassent, parce qu'ils ne pourront plus écouler leurs produits sur la totalité du territoire national. Le Canada semble dire que, les marchés de neuf de ses dix provinces restant ouverts aux produits subventionnés, on est encore suffisamment près du dix sur dix. Selon cette théorie du Canada, le soutien d'IQ ne serait pas considéré comme subordonné aux exportations tant que le Canada permettrait à – disons l'Île du Prince Edouard - de bénéficier de ce soutien pour la production d'avions régionaux. Cette théorie anéantirait les disciplines à l'exportation incorporées dans l'Accord SMC. S'il suffit, pour supprimer la subordination à l'exportation, qu'un Membre déclare qu'une partie, mais une partie seulement, de son territoire peut bénéficier de la subvention, il est vraisemblable que les déclarations dans ce genre vont se multiplier rapidement. Les garanties d'IQ sont donc, *de jure*, subordonnées à l'exportation.

B. Investissement-Québec constitue une subvention prohibée tel qu'il est appliqué

1. Questions préliminaires

130. Aux paragraphes 90 et 91 de sa première communication écrite, le Brésil a examiné la fourniture de garanties par IQ à plusieurs clients de Bombardier, dont Mesa, Atlantic Southeast, Midway et Northwest Airlines.[112] Le Groupe spécial a relevé, dans sa question n° 14 au Canada, que le Canada n'avait pas nié la part prise par IQ à ces transactions.

131. Alors que, dans sa réponse à la question n° 14, le Canada cite plusieurs clients de Bombardier à qui IQ a fourni des garanties, il déclare, au paragraphe 1 de cette réponse, qu'IQ n'a pas pris part aux transactions Atlantic Southeast et Northwest. Cependant, il ne nie pas que le prédécesseur direct d'IQ, la Société de développement industriel du Québec ("SDI"), ait participé à ces deux transactions. En mars 1998, comme il est dit au paragraphe 82 de la première communication du Brésil, IQ a effectivement remplacé la SDI et repris les opérations de celles-ci en totalité.[113] La SDI a en fait

[108] Première communication écrite du Canada, paragraphe 93.
[109] Loi sur IQ, article 25 (pièce n° 18 du Brésil).
[110] Première communication écrite du Canada, paragraphe 94.
[111] Déclaration orale du Brésil, paragraphes 56 à 62.
[112] IQ a également fourni un soutien sous forme de garantie à Air Wisconsin. *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 85.
[113] *Voir aussi* l'article premier du *Décret concernant le partage des responsabilités entre Investissement-Québec et Garantie-Québec*, qui dispose que "Dans tout règlement, contrat, certificat ou autre document, quel qu'en soit la nature ou le support, une référence à la "Société de développement industriel du Québec" est une référence à Investissement-Québec lorsqu'elle se rapporte", par exemple, à l'exécution d'un mandat confié à la SDI en vertu de l'article 7 de sa loi habilitante. (Pièce n° 62 du Brésil). Avant qu'IQ ne reprenne les opérations de la SDI en mars 1998, l'article 7 était indiqué comme base légale des décrets du Québec relatifs aux garanties pour les clients de Bombardier. *Voir* les pièces n° 33 et 34 du Canada.

administré deux des décrets du Québec (concernant les garanties pour les clients de Bombardier) produits par le Canada en réponse à la question n° 9 du Groupe spécial.[114] Le Brésil prie le Groupe spécial de demander au Canada si la SDI est intervenue dans les transactions mentionnées au paragraphe 91 de la première communication écrite du Brésil.

132. D'un simple point de vue mathématique, la liste des transactions énumérées dans la réponse du Canada à la question n° 14 ne peut pas être complète. Jean Cyr, porte-parole d'IQ, a déclaré que, à la date de la transaction Air Wisconsin, 300 millions de dollars avaient été utilisés sur les 450 millions de dollars du fonds d'IQ établi en 1996 pour soutenir les transactions de Bombardier (des fonds supplémentaires ont été ajoutés pour répondre aux besoins de Bombardier aux fins de la transaction Air Wisconsin).[115] La liste du Canada énumère [ ] avions, dont chacun a reçu une garantie sur titres de [ ] pour cent maximum. [ ] de ces [ ] avions ont reçu en outre une garantie de prêt de [ ] pour cent. Le prix moyen d'un avion Bombardier étant de [ ] millions de dollars, une garantie sur titres de [ ] pour cent pour [ ] avions représente [ ] millions de dollars. Quant à la garantie de prêt – [ ] pour cent pour [ ] avions – elle représenterait un montant supplémentaires de [ ] millions de dollars, soit un engagement total de [ ] millions de dollars. Or M. Cyr a déclaré que 300 millions avaient été utilisés. Le Canada n'a pas expliqué cette différence de près de [ ] millions de dollars, et le Brésil prie le Groupe spécial de demander au Canada de le faire.

133. Le Canada cite plusieurs clients de Bombardier à qui IQ a fourni des garanties, à savoir Mesa, Midway, Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum. Le Brésil relève cependant que le Canada n'a pas fourni les renseignements expressément demandés par le Groupe spécial au sujet de ces transactions. Dans la question n° 14, le Groupe spécial a demandé au Canada de fournir "toute la documentation concernant l'examen de ces transactions par IQ", ainsi que "les cotes qu'avaient les compagnies d'aviation concernées au moment de ces transactions". Malgré les demandes expresses du Groupe spécial, le Canada n'a fourni absolument aucun document concernant l'examen de ces transactions, et il n'a pas non plus fourni la cote de crédit des clients.

134. Cette information est très importante pour la détermination que le Groupe spécial devra rendre sur la question de savoir si les garanties fournies par IQ confèrent un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Le Brésil a fait observer que ces garanties confèrent un bénéfice, puisqu'elles permettent d'utiliser la cote de crédit du gouvernement québécois, qui est meilleure. Grâce à cela, des sociétés dont la cote de crédit est moins bonne peuvent prendre des participations ou emprunter des fonds à de meilleures conditions que celles qu'elles obtiendraient sinon sur le marché. Le Canada n'a pas produit les cotes de crédit des clients dont il a donné la liste dans sa réponse à la question n° 14. Le Brésil demande donc au Groupe spécial d'en tirer des déductions défavorables au Canada et de présumer que ces renseignements, s'ils avaient été fournis, auraient montré que les cotes de crédit de ces clients, au moment des transactions considérées, auraient en fait été inférieures à celle du gouvernement québécois.

135. Le Canada n'a pas non plus fourni *en totalité*, ni même *en partie*, la "documentation concernant l'examen de ces transactions par IQ", comme le Groupe spécial le lui avait demandé. La documentation demandée par le Groupe spécial aurait indubitablement fait la lumière sur la question de savoir si les garanties d'IQ conféraient des avantages à ces clients (ou à Bombardier). Elle aurait aussi fourni d'autres informations sur les conditions qui peuvent être attachées à la fourniture du soutien d'IQ, par exemple la condition que les avions doivent être exportés.

[114] Pièces n° 33 et 34 du Canada.

[115] "Ottawa backs Bombardier: Loan to US firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies", *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001 (pièce n° 9 du Brésil).

136. Pour ces raisons, le Brésil demande au Groupe spécial de tirer des déductions défavorables et de présumer que la documentation, si elle avait été fournie, aurait montré que les garanties d'IQ conféraient des avantages et étaient subordonnées aux exportations.

137. Le Canada n'a pas non plus pleinement répondu à la demande que lui a adressée le Groupe spécial dans sa question n° 17 pour qu'il fournisse les "réglementations, lignes directrices, politiques ou documents similaires applicables à la décision visant à approuver des transactions spécifiques et/ou concernant l'établissement des modalités et conditions du soutien accordé par IQ à l'industrie des aéronefs régionaux". D'une part, la pièce n° 51 du Canada concerne la SDI et non IQ. Le Brésil remarque que, lorsque IQ a remplacé la SDI en 1998, les décrets du Québec concernant la fourniture de garanties aux clients de Bombardier ont été mis à jour.[116] Le Brésil soupçonne qu'il existe une version plus récente, analogue aux décrets figurant dans les pièces n° 35 et 36 du Canada, des "critères d'évaluation" se rapportant à IQ et contenant les éléments modifiés, et il prie le Groupe spécial de demander au Canada de fournir tout document correspondant.

138. Ce qui est plus important, c'est que les "critères d'évaluation" généraux indiqués dans la pièce n° 51 du Canada ne répondent pas à la demande du Groupe spécial, qui a réclamé les règlements, directives, principes directeurs, etc. "concernant la fixation des modalités et conditions du soutien d'IQ à l'industrie des aéronefs régionaux". La pièce n° 51 du Canada ne porte absolument pas sur la fixation de modalités et conditions, et encore moins de celles du soutien d'IQ aux transactions portant sur les aéronefs régionaux. Il existe certainement des directives. Le Brésil prie le Groupe spécial de demander une fois de plus au Canada de fournir les documents correspondants.

2. Les garanties d'IQ, telles qu'elles ont été appliquées aux transactions citées par le Canada, constituent une subvention à l'exportation prohibée

139. Comme nous l'avons indiqué plus haut, dans sa réponse du 6 juillet à la question n° 14 du Groupe spécial, le Canada a déclaré que cinq clients de Bombardier avaient reçu des garanties de participation d'IQ. L'un d'entre eux avait en outre reçu une garantie de prêt d'IQ.

140. Le Brésil a examiné séparément la garantie accordée par IQ à un sixième client, Air Wisconsin, dans la section IV de la présente communication. Bien que le Canada ne mentionne pas la garantie accordée par IQ à Air Wisconsin dans sa réponse à la question n° 14, il a reconnu l'existence de cette garantie dans la note 37 de sa première communication écrite.

141. Le Canada a reconnu que les garanties de participation et de prêt d'IQ, en tant que "transferts directs potentiels de fonds ou de passifs", sont des "contributions financières".[117] De plus, le Brésil a exposé plus haut comment ces garanties confèrent un "avantage" en permettant d'utiliser la cote de crédit plus élevée du Québec pour aider à obtenir un crédit ou des actions à des conditions plus favorables que celles qui pourraient être obtenues sur le marché en l'absence des garanties.

142. À titre de défense, et bien qu'il n'ait fourni aucune preuve documentaire, le Canada allègue qu'IQ fait payer des frais pour ses garanties.[118] Le Canada n'a pas établi, cependant, que ces frais sont proportionnés à ceux que font payer les garants commerciaux ayant une cote de crédit A+ ou A2 aux sociétés qui sont désireuses de profiter des avantages résultant de cette cote de crédit.

---

[116] *Comparer* les pièces n° 33 et 34 du Canada (datées de 1996 et 1997, respectivement, qui mentionnent la SDI) *et* les pièces n° 35 et 36 du Canada (datées de 1998 et 2000, respectivement, qui mentionnent IQ).

[117] Première communication écrite du Canada , paragraphe 87.

[118] Réponse donnée par le Canada le 6 juillet à la question n° 14 du Groupe spécial, paragraphe 7.

143. Le Canada allègue aussi que [ ]. [ ] peut atténuer les risques d'IQ, elle n'atténue pas l'avantage conféré par la garantie d'IQ au bénéficiaire. La question de savoir si IQ parvient à obtenir quelque chose de [ ]. Quelle que soit la mesure dans laquelle IQ participe, sa participation contribue à l'attrait comparatif de l'offre de Bombardier.

144. De toutes façons, il semble que [ ].

145. Le Brésil renvoie aux décrets du gouvernement québécois produits par le Canada en réponse à la question n° 9 du Groupe spécial. Ces décrets, qui figurent dans les pièces n° 33 à 36 du Canada, établissent le programme de garanties SDI/IQ au titre duquel ont été accordées les garanties examinées dans la réponse du Canada à la question n° 14. Le décret de 1996, qui constitue la pièce n° 33 du Canada dans son préambule, à la page 4203 (et dans son dispositif à la page 4204) prévoit la création d'une société dont le capital-actions sera entièrement détenu par la SDI. L'unique objet de cette société est d'investir dans une "société commerciale" nouvellement créée qui, dans les décrets ultérieurs, est indiquée comme étant CQC.[119]

146. Le décret de 1996 dispose aussi que la société commerciale aura des capitaux permanents provenant par parts égales de Bombardier et de la société détenue à 100 pour cent par la SDI. Chacun devra fournir un apport initial de 100 000 dollars et un montant égal à dix pour cent du prix net de chaque avion Bombardier faisant l'objet d'une garantie SDI/IQ.[120] Le décret de 1996 dispose expressément que ce capital est destiné à [ ] les garanties consenties aux clients de Bombardier par la SDI/IQ.[121] En conséquence, même si les [ ] des garanties émises par IQ avaient une importance pour déterminer si les garanties d'IQ confèrent un avantage à leur bénéficiaire, il apparaît que ces [ ] sont émises par CQC, entité qui est financée par moitié par IQ lui-même.

147. En réponse à la question n° 14, le Canada note aussi que toutes les garanties d'IQ ont été fournies pour des durées dépassant le délai maximum de dix ans prévu dans l'Arrangement de l'OCDE (pour les aéronefs régionaux). Comme il est dit aux paragraphes 50 à 54 de la première communication écrite du Brésil, un délai de remboursement supérieur au maximum de dix ans est un "élément de preuve positif" de l'existence d'un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

148. Enfin, en ce qui concerne la subordination *de jure* à l'exportation, le Brésil renvoie le Groupe spécial aux arguments développés ci-dessus concernant IQ "en tant que tel". Ces arguments s'appliquent également aux garanties d'IQ dans les transactions citées par le Canada dans sa réponse à la question n° 14.

149. Ces garanties d'IQ sont aussi subordonnées *de facto* à l'exportation. Comme l'a relevé le Groupe spécial chargé de l'affaire *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles*, si un Membre a conscience du fait que son marché intérieur est trop exigu pour absorber la production d'un produit subventionné, cela prouve que la subvention est accordée à la condition que ce produit soit exporté.[122] Les réponses faites par le Canada le 6 juillet aux questions du Groupe spécial montrent bien qu'il avait conscience du fait que son marché intérieur ne pouvait pas absorber la production d'aéronefs régionaux de Bombardier – et les évènements montrent qu'il ne l'a pas fait. Le Canada note que 96,4 pour cent des aéronefs régionaux de Bombardier - ont été vendus à

[119] Pièce n° 36 du Canada, point a) du dispositif; pièce n° 35 du Canada, point a) du dispositif.

[120] Le total des contributions est plafonné à 24 millions de dollars.

[121] Pièce n° 33 du Canada, page 4203 ("[L]e capital social [de la société commerciale] sera destiné à contre-garantir des garanties ou des contre-garanties émises par la SDI en faveur d'acheteurs d'avions fabriqués par Bombardier Inc. (ou en faveur d'entités ou fiducies intermédiaires à but unique formées au pays ou à l'étranger) … ").

[122] WT/DS126/R (adopté le 16 juin 1999), paragraphe 9.67.

l'extérieur du Canada[123] et que 100 pour cent des transactions portant sur des aéronefs régionaux bénéficiant d'un soutien d'IQ concernaient des exportations à l'extérieur du Canada.[124] Les garanties d'IQ sont donc aussi subordonnées *de facto* à l'exportation.

150. Le Brésil note aussi que, le Canada n'ayant pas, conformément à la demande formulée par le Groupe spécial dans la question n° 14, communiqué "toute la documentation concernant l'examen de ces transactions par IQ", il est difficile pour le Groupe spécial et pour le Brésil de déterminer si les garanties d'IQ étaient en fait subordonnées à l'exportation. Le Brésil demande une fois de plus au Groupe spécial d'adopter des déductions défavorables, et de présumer que la documentation que n'a pas fournie le Canada établirait que les garanties d'IQ étaient subordonnées à l'exportation, au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC.

VI. OBSERVATIONS CONCERNANT LES RÉPONSES DU CANADA AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

151. Le Brésil a reçu les réponses du Canada aux questions du Groupe spécial le vendredi 6 juillet 2001 mais, à cause de difficultés logistiques rencontrées par le Canada, les pièces jointes par le Canada à ses réponses ne sont pas parvenues à la Mission du Brésil à Genève avant le mardi 10 juillet 2001. En conséquence, le Brésil n'a pas eu assez de temps pour les examiner à fond, et il aura des observations complémentaires et plus détaillées à faire sur les réponses du Canada dans la déclaration qu'il fera à la deuxième réunion du Groupe spécial. Pour le moment, il a déjà fait des observations concernant certaines réponses du Canada tout au long de cette communication, et il y ajoutera aussi les brèves observations suivantes.

152. La définition que donne le Canada du mot "marché", dans sa réponse à la question n° 4 b), paraît incompatible avec les justifications qu'il donne, dans sa réponse à la question n° 10, de son alignement sur l'offre d'Embraer à Air Wisconsin. En effet, en réponse à la question n° 4 b), le Canada déclare que le marché "comprend les banques, d'autres établissements financiers commerciaux et le marché public des obligations mais n'englobe pas les organismes de crédit à l'exportation". Cette définition est compatible avec d'autres déclarations dans lesquelles le Canada définissait les conditions du marché comme ce que l'emprunteur avait récemment payé pour des conditions et garanties semblables. Le Canada a aussi répété à maintes reprises que le taux de financement approprié à appliquer aux compagnies aériennes emprunteuses doit être déterminé par référence à la cote de solvabilité de la compagnie d'aviation et non aux conditions de transactions particulières.[125] Dans sa réponse à la question n° 10, cependant, le Canada prend pour position qu'une offre unique d'Embraer constitue par elle-même le "marché", sans égard apparemment à ce que "les banques, d'autres établissements financiers commerciaux et le marché public des obligations" cités dans la réponse à la question n° 4 pourraient faire. Le Canada ne reconnaît pas que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin puisse elle-même avoir été faite à des conditions inférieures à celles du "marché". La définition que donne le Canada du "marché" dans la réponse à la question n° 4, en revanche, est conforme à l'affirmation de M. Tobin relevée par le Groupe spécial dans la question n° 10, et à laquelle le Canada ne répond pas directement, à savoir que, dans la transaction Air Wisconsin, le

[123] Réponse donnée le 6 juillet par le Canada à la question n° 20 du Groupe spécial. Bien que le Canada ne fournisse aucun chiffre à l'appui de son allégation, une grande part du pourcentage des ventes intérieures (3,6 pour cent) concerne les livraisons à Air Canada. Cependant, la vente à Air Canada a été décrite par l'ancien président de la SEE, Paul Labbé, comme une vente à l'exportation. Pour justifier le soutien de la SEE – la Société pour l'expansion des *exportations* – la vente à Air Canada a été faite par l'intermédiaire d'une société à vocation spécifique (SVS) sise aux États-Unis. Les avions ont ensuite été fournis à Air Canada dans le cadre d'un contrat de crédit-bail avec la SVS mais, comme ils avaient été vendus par l'intermédiaire d'une société des États-Unis, la transaction pouvait être traitée comme une exportation relevant du mandat de la SEE. WT/DS70/R, paragraphe 6.112.

[124] Réponse donnée le 6 juillet par le Canada à la question n° 19 du Groupe spécial.

[125] *Voir, par exemple*, WT/DS46/RW, annexes 1 à 3, déclaration orale du Canada, paragraphe 79.

Canada avait offert "un meilleur taux que celui qui serait normalement obtenu dans le cadre d'un prêt commercial".

153. Dans sa question n° 23, le Groupe spécial a demandé au Canada d'indiquer combien de transactions impliquant la vente d'aéronefs Bombardier depuis 1995 ont été "financées sur le marché commercial, c'est-à-dire sans aucune ... forme d'assistance des pouvoirs publics". En réponse, le Canada déclare que "[ ] pour cent du carnet de commandes de Bombardier ont été financés sur le marché commercial". La réponse du Canada n'est pas claire, cependant, puisque dans sa définition du "marché commercial", le Canada a inclus le soutien des pouvoirs publics canadiens offerts par les opérations dites "des guichets commerciaux".[126] Pour cette raison, le Groupe spécial devrait chercher à obtenir des explications complémentaires sur la manière dont de nombreuses transactions Bombardier ont été financées sur le marché commercial, sans tenir compte des transactions dans lesquelles les pouvoirs publics canadiens ont pu participer au titre d'opérations "des guichets commerciaux".

VII. CONCLUSION

154. Pour les raisons qui précèdent, le Brésil demande au Groupe spécial de conclure que le soutien apporté à l'industrie canadienne des aéronefs régionaux par l'intermédiaire du Compte de la Société et du Compte du Canada de la SEE, et par Investissement-Québec, constitue une subvention à l'exportation prohibée à la fois "en tant que tel" et "tel qu'il est appliqué". Conformément à l'article 4.7 de l'Accord SMC, le Brésil demande également au Groupe spécial de recommander que le Canada retire ces subventions sans retard.

[126] *Voir, par exemple*, le paragraphe 3 de la réponse du Canada à la question n° 4: "La SEE peut – et c'est ce qu'elle fait effectivement - participer aux financements accordés par les banques commerciales aux conditions du marché."

ANNEXE A-11

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AVANT LA DEUXIÈME RÉUNION

(26 juillet 2001)

Canada

40. Veuillez indiquer les cotes de crédit qui étaient celles d'Air Littoral, d'Atlantic Coast Airlines et d'Air Nostrum lors des transactions auxquelles il est fait référence dans la réponse du Canada à la question n° 14 du Groupe spécial.

Le Brésil estime que la question du Groupe spécial devrait également faire référence à Midway. Bien que le Canada allègue qu'aucune "cote de crédit publique" n'était disponible pour Midway, il a assurément utilisé son programme de cotation interne pour évaluer le risque que présentait l'octroi d'un soutien sous forme de garanties correspondant à [ ] pour cent d'une transaction de [ ] millions de dollars environ. Si IQ ne connaissait pas la cote de crédit de Midway, le Brésil se demande comment le Canada peut alléguer que le soutien accordé par celui-ci à Midway l'est aux conditions du marché.

De l'avis du Brésil, le Groupe spécial devrait également demander des renseignements additionnels concernant le point de savoir comment le Canada établit les cotes de crédit pour les transactions réalisées par la SEE. Dans sa réponse à la question n° 4 du Groupe spécial, le Canada déclare qu'il établit des notations internes à l'aide d'un logiciel utilisé pour la conception de modèles financiers. Toutefois, le Canada n'a fourni aucun renseignement précis concernant les données qui figurent dans sa base et la manière dont cette base les analyse. En conséquence, le Groupe spécial devrait poser les questions suivantes:

> **Veuillez indiquer en détail comment fonctionne le processus d'établissement d'une notation interne? Ce processus repose-t-il uniquement sur des données financières quantitatives ou fait-il intervenir un quelconque jugement subjectif? Veuillez indiquer, le cas échéant, les facteurs non quantitatifs qui entrent en jeu et expliquer comment ils ont été pris en compte dans l'établissement de la cote.**
>
> **Veuillez fournir des copies de tous les documents émanant de sources du secteur qui sont utilisées pour établir des cotes de crédit pour les transactions énumérées.**

41. Veuillez communiquer la documentation requise à la question n° 14 du Groupe spécial, eu égard en particulier aux frais de garanties spécifiques en jeu et au [ ] **ou expliquer pourquoi cette documentation n'est pas disponible.**

En outre, veuillez communiquer toute la documentation concernant l'examen, par IQ, des transactions Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum mentionnées dans la réponse du Canada à la question n° 14 du Groupe spécial.

De l'avis du Brésil, la question du Groupe spécial devrait également prendre en compte Mesa et Midway. En réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, le Canada a déclaré qu'IQ a accordé des garanties aux compagnies aériennes suivantes Mesa, Midway, Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum. Le Canada n'a pas communiqué "toute la documentation concernant l'examen" non

seulement des transactions Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum *mais également des transactions Mesa et Midway*. En conséquence, le Brésil demande que le Groupe spécial élargisse la portée de sa demande de documentation à ces deux dernières transactions.

En outre, le Brésil note que le fait que le Canada a négligé, au départ, de communiquer les renseignements documentaires expressément demandés par le Groupe spécial ne doit pas amener celui-ci à formuler de nouvelles demandes en ce sens. Comme l'a fait observer un participant devant l'Organe d'appel, dans le cadre du différend *Canada - Aéronefs*, le Canada sait pertinemment que le Groupe spécial est autorisé à tirer des déductions défavorables à la suite d'un refus, par une partie, de communiquer les renseignements qu'il demandait. Le Canada a toutefois négligé de communiquer ces renseignements. Le Brésil estime que cette attitude justifie l'adoption de déductions défavorables, comme il l'a fait observer au paragraphe 136 de sa deuxième communication écrite.

45. Aux paragraphes 74 et 75 de sa deuxième communication écrite, le Brésil fait valoir en substance que, s'agissant de la transaction ASA, "les contributions financières de la SEE ont été accordées à des conditions plus favorables que celles du marché". Prière de donner des précisions.

Le Brésil relève que, dans sa réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, le Canada n'a communiqué aucun renseignement spécifique concernant les références ou les cotes de crédit utilisées pour les transactions ASA. Au lieu de cela, le Canada déclare qu'il a été en mesure d'attribuer à ASA une cote officieuse fondée sur les résultats financiers de la société, qu'il allègue avoir communiquée en tant que pièce n° 44. Néanmoins, cette pièce n'indique que les sommes nettes à recevoir pour 1991/95 et les sommes dues pour 1995. Le Groupe spécial devrait déterminer s'il s'agissait des seuls résultats financiers ayant été pris en compte pour établir la cote de crédit d'ASA et, si tel n'est pas le cas, obtenir tous les renseignements utilisés à cette fin.

Enfin, le Brésil relève que, dans sa réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, le Canada déclare qu'une [ ] a toutefois été approuvée, bien que le prix pratiqué par la SEE soit [ ]. Le Groupe spécial devrait déterminer si la SEE a accordé de telles exceptions dans le cadre d'autres transactions concernant les avions de transport régional et, si tel est le cas, obtenir des précisions concernant les circonstances dans lesquelles ces exceptions ont été accordées.

48. Aux paragraphes 66 et 67 de sa deuxième communication écrite, le Canada déclare qu'IQ perçoit une commission initiale de [ ] points de base, ainsi qu'une commission annuelle équivalant à [ ] points de base pour couvrir le risque effectivement encouru. En outre, il affirme qu'IQ reçoit une [ ]. Dans sa lettre du 25 juin 2001, qui contient des précisions concernant la participation d'IQ à la transaction Air Wisconsin, il n'est fait référence à aucune commission annuelle ou [ ]. Veuillez expliquer pourquoi la participation d'IQ à la transaction Air Wisconsin ne semble pas conforme à la pratique énoncée aux paragraphes 66 et 67 susmentionnés.

De l'avis du Brésil, le Groupe spécial devrait déterminer si IQ reçoit ses commissions initiales de [ ] points de base et ses commissions annuelles de [ ] points de base uniquement pour couvrir le risque de [ ] pour cent effectivement encouru (sa garantie de [ ] pour cent moins une contre-garantie de [ ] pour cent) ou pour couvrir intégralement cette garantie. Le Groupe spécial devrait également déterminer si IQ a pris des participations dans des transactions qui bénéficient d'un quelconque financement ou soutien de la SEE.

Brésil

49. Dans sa communication à titre de réfutation (paragraphe 38), le Brésil soutient que "le Compte du Canada de la SEE s'est complètement transformé par rapport à ce qu'il était à

l'époque de l'affaire Canada - Aéronefs". Puis, dans une note de bas de page, il cite la Ligne directrice de la politique communiquée par le Canada en tant que pièce n° 16. Veuillez décrire les transformations alléguées. Le Brésil considère-t-il que ces transformations ont eu une incidence sur la nature du Compte du Canada en tant que tel, c'est-à-dire en tant que texte obligatoire ou facultatif?

Aux paragraphes 29 à 39 de sa deuxième communication écrite (datée du 13 juillet), le Brésil cite des documents, dont ceux inclus dans la pièce n° 16 du Canada sous la rubrique "Le principe de la chose jugée n'empêche pas le Groupe spécial d'examiner les allégations du Brésil". L'objectif du Brésil était de démontrer que, même si le principe de la chose jugée était applicable aux différends de l'OMC, il ne s'appliquait pas en l'espèce. La raison en est que, si le Brésil n'a pas réussi à démontrer le bien-fondé de son allégation concernant les programmes "en tant que tels" dans le différend antérieur *Canada - Aéronefs*, c'était par défaut de *preuve*. L'allégation actuelle du Brésil sur ce point repose sur des éléments de preuve et des arguments dont n'avait pas eu connaissance le Groupe spécial dans le différend antérieur *Canada - Aéronefs*.

Dans les réponses qu'il a faites, le 6 juillet, aux questions n° 8 et 9 du Groupe spécial, le Canada a communiqué une série d'instruments juridiques concernant la création, le financement, le fonctionnement et l'administration du Compte du Canada de la SEE, qui sont reproduits dans les pièces n° 15 à 24 du Canada. Bien que certains de ces documents ne soient pas datés, la date figurant sur plusieurs d'entre eux indique qu'ils ont été publiés ou modifiés après que le Groupe spécial eut rendu sa décision dans l'affaire *Canada - Aéronefs*, laquelle a été distribuée le 14 avril 1999.[1] Par exemple, la pièce n° 16 du Canada est datée du 18 novembre 1999 et la pièce n° 17 du 29 décembre 1999 et du 15 novembre 1999.

La pièce n° 17 du Canada et l'Appendice de la pièce n° 16 contiennent une "Ligne directrice de la politique" qui est pertinente pour l'allégation du Brésil concernant les programmes "en tant que tels". Devant le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada - Aéronefs*, le Canada a déclaré qu'en vertu de cette ligne directrice de la politique, "les futures transactions au titre du Compte du Canada seront compatibles avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC en ce sens qu'elles rempliront les conditions voulues pour bénéficier du refuge offert par le second paragraphe du point k) …".[2] En conséquence, le Canada a reconnu que, en l'absence de la ligne directrice de la politique et du refuge offert par le point k), le soutien accordé par le Compte du Canada constituerait une subvention à l'exportation prohibée.

Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a déterminé que la ligne directrice de la politique ne suffisait pas pour que le soutien accordé par le Compte du Canada soit admis à bénéficier du refuge.[3] Comme le Canada l'a lui-même admis, sans la protection du refuge, le soutien au titre du Compte du Canada constitue une subvention à l'exportation prohibée. En conséquence, c'est l'*insuffisance* de la Ligne directrice contenue dans les pièces n° 16 et 17 du Canada qui est révélatrice de la nature du Compte du Canada de la SEE "en tant que tel".

---

[1] WT/DS70/R (adopté tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel, 20 août 1999).

[2] *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, WT/DS70/RW (adopté tel que modifié par l'Organe d'appel, 4 août 2000), paragraphe 5.61.

[3] *Id*., paragraphe 5.148. Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 examinait nécessairement si le Compte du Canada "en tant que tel" était conforme à l'Accord SMC. L'examen au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord est limité aux mesures prises pour se conformer aux recommandations et aux décisions de l'ORD. Le Compte du Canada "tel qu'appliqué" dans le cadre de transactions particulières ne doit pas faire l'objet d'un examen au titre de l'article 21:5.

Le Brésil fait toutefois observer que cette ligne directrice n'est pas le seul argument ou élément de preuve à l'appui de son allégation à l'encontre des programmes "en tant que tels" du Compte du Canada. Le Groupe spécial se souviendra que la SEE se sert du Compte du Canada uniquement lorsque les conditions de son soutien ne sont pas conformes à "ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des conditions analogues et avec des garanties analogues" et, partant, quand ce soutien ne peut pas être fourni par le biais du Compte de la Société.[4] En conséquence, le soutien au titre du Compte du Canada n'est apparemment pas compatible avec ce que le Canada estime être le marché et, partant, il confère un avantage et constitue une subvention. En outre, le Brésil a fait valoir devant le présent Groupe spécial que les garanties de prêts accordées par le Compte du Canada constituaient des subventions "en tant que telles", étant donné qu'elles permettaient au bénéficiaire d'obtenir des crédits à des conditions dont seuls les emprunteurs cotés AAA, tels que le gouvernement canadien, pouvaient bénéficier. À cet égard, toute utilisation du Compte du Canada constituera donc nécessairement une subvention. En outre, le soutien accordé par le Canada à la vente d'avions Bombardier à Air Wisconsin par le biais du Compte du Canada, une infraction que le Canada reconnaît, constitue un exemple du Compte du Canada "tel qu'appliqué" mais également un exemple de la manière dont ce compte "en tant que tel" fonctionne.

50. Au paragraphe 75 de sa deuxième communication écrite, le Brésil fait référence au taux préférentiel du dollar et au TICR à la date de sa communication. Pourquoi les données actuelles sont-elles pertinentes aux fins de l'évaluation des transactions réalisées entre mars 1997 et août 1998?

Le Brésil a fait référence au taux du dollar EU et au TICR à la date de sa communication uniquement à des fins illustratives. Les principaux arguments exposés au paragraphe 75 sont, premièrement, que le TICR correspond au taux des bons du Trésor américains à sept ans majorés de 100 points de base et qu'un financement accordé par le Canada au taux des bons du Trésor + [ ] était présumé inférieur aux conditions du marché. Surtout, le financement accordé par le Canada à ASA ne semble pas refléter une quelconque prime de risque en rapport avec la cote de crédit de la compagnie aérienne. Le Canada a déclaré précédemment que "dans les opérations de financement, la prime de risque [était] un élément constituant du taux d'intérêt effectif payé par l'acheteur aussi important que le taux de base auquel s'ajout[ait] cette prime".[5] En outre, le Canada a également déclaré que la prime de risque applicable à des compagnies aériennes telles que Northwest et US Air correspondait approximativement au taux des bons du Trésor américains à dix ans +250 points de base, et que ces compagnies aériennes "[avaient] des cotes de crédit bien plus élevées qu'un certain nombre d'autres compagnies aériennes du secteur. Les compagnies aériennes qui sont moins solvables peuvent être confrontées à des marges aussi grandes que 350 points de base".[6] Il peut être présumé qu'une petite compagnie aérienne comme ASA encourerait un risque de crédit plus élevé qu'US Air ou Northwest. Le Brésil fait par ailleurs observer que l'offre faite à ASA (pièce n° 43) indique [ ]. Cela semble montrer une fois encore que la transaction a été réalisée à un taux inférieur aux conditions du marché.

[4] Le critère concernant le soutien au titre du Compte de la Société figure dans la première communication écrite du Canada, datée du 18 juin 2001, paragraphe 67.

[5] *Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, WT/DS46/RW (adopté tel que modifié par l'Organe d'appel, 4 août 2000), Annexe 1-3, déclaration orale du Canada, 3 février 2000, paragraphe 79.

[6] WT/DS46/RW, Annexe 1-3, déclaration orale du Canada, 3 février 2000, graphique 3 (présenté conjointement avec la pièce n° 14 du Canada) (ci-joint en tant que pièce n° 64 du Brésil).

51. S'agissant du paragraphe 78 de la communication à titre de réfutation du Brésil, le financement est-il fondé sur un taux variable (par exemple le LIBOR), qui n'est pas disponible sur le marché commercial? En outre, le Brésil soutient que "la marge ajoutée au LIBOR, qui n'est que de [ ], pour un emprunteur à qui, selon la pièce n° 39 du Canada, le Système canadien "LA Encore" n'a lui-même attribué que la note [ ], est inférieure au marché selon toute définition raisonnable qu'on peut donner à ce terme". Sur quelle base le Brésil se fonde-t-il pour soutenir que ce financement est "inférieur au marché"? Dans la réponse à cette question, veuillez répondre à la communication du Canada à titre de réfutation (paragraphe 40), et en particulier à l'argument selon lequel "la SEE a participé à la transaction Kendell, qui était une offre de financement publique sur la base d'un partage égal des risques avec sept banques commerciales".

Bien qu'il connaisse l'existence de transactions à taux variable bénéficiant d'un soutien public dans le secteur des aéronefs gros porteurs. Le Brésil ne sait pas qu'il existe, dans le secteur des avions de transport régional, des transactions à taux variable qui ne sont pas soutenues par des organismes de crédits à l'exportation publics (agissant ou non par le biais des dénommés "marchés commerciaux") et ne peut donc pas affirmer avec certitude qu'un tel financement est disponible sur le marché commercial.

Le Brésil note par ailleurs que les transactions à taux variable ne sont pas protégées par le refuge prévu au point k) de l'Annexe 1 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Aéronefs* a déclaré ce qui suit:

> [I]l semblerait que le refuge ne soit potentiellement disponible que pour les formes spécifiques de soutien financier public auxquelles les TICR … sont applicables, puisque ce sont là les seuls systèmes *existants* de taux d'intérêt minimaux prévus par l'*Arrangement* … Comme les TICR sont exprimés exclusivement sous la forme de taux d'intérêt fixes, ils ne peuvent être valablement appliqués qu'à des transactions à taux d'intérêt fixes. En d'autres termes, il n'y a simplement pas de moyen pratique ou valable d'appliquer des règles concernant des taux d'intérêt *fixes* minimaux à des transactions à taux *variable*. Nous concluons donc que seul le soutien financier public à taux d'intérêt fixe est assujetti à des taux d'intérêt minimaux, puisque les TICR sont définis comme taux fixes et ne peuvent donc être appliqués qu'à des transactions à taux fixe.[7]

Le Brésil fait observer que le Canada n'a pas expliqué comment son programme LA Encore établissait les cotes de crédits, soit en communiquant les données d'entrée (celles utilisées pour établir les cotes de crédit), soit les données de sortie (les cotes mêmes) qui sont établies par ce programme. Le simple fait que le Canada utilise un logiciel dont peuvent également se servir les banques commerciales ne prouve rien quant à la *manière* dont ce programme est utilisé pour le Canada ou quant au point de savoir s'il établit des cotes de crédit (que le Canada utilise par la suite) qui reflètent pleinement tous les risques commerciaux liés à la transaction.

La marge du LIBOR + [ ] points de base pour un emprunteur noté [ ] à l'aide du logiciel utilisé par le Canada est [ ], selon les propres définitions du Canada. Le Canada a déclaré précédemment que les taux variables fondés sur le LIBOR pouvaient être exprimés en taux fixes fondés sur les bons du Trésor américains en ajoutant une "marge de swap" d'environ [ ] au taux fondé

[7] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils - Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, WT/DS70/RW (adopté tel que modifié par l'Organe d'appel, 4 août 2000), paragraphes 5.101-102.

sur le LIBOR.[8] Ainsi, par exemple, le Canada a déclaré que "British Airways, qui est la compagnie aérienne non souveraine ayant la meilleure notation, obtient les taux LIBOR +30 à 40 points de base pour les achats d'avions gros porteurs (il faut ajouter 20 à 30 points de base pour les avions de transport régional, même pour les clients qui ont la même notation que British Airways). Cela donne T+105-120 (+125-150 pour les aéronefs régionaux)" avec la marge de swap.[9]

Le Canada a également déclaré que "[a]u cours des neuf dernières années, la marge moyenne pour les emprunteurs ayant la cote de crédit AAA a été approximativement de 43 points de base au-dessus du taux des bons du Trésor à dix ans[10]; or, *aucune* compagnie aérienne ne bénéficie d'une telle cote de crédit" et que "en décembre 1999, un échantillon représentatif de compagnies aériennes opérant sur le marché des États-Unis ont obtenu des financements à un taux égal au taux des bons du Trésor américains à dix ans majoré de 110 à 250 points de base"[11], et finalement que le "taux d'intérêt net accordé à un emprunteur dont la cote de crédit est particulièrement mauvaise peut être supérieur au taux des bons du Trésor américains à dix ans majoré de 350 points de base.[12]

En conséquence, pour reprendre les termes du Canada, la marge appropriée pour la compagnie aérienne la mieux cotée pour une transaction concernant des avions à réaction de transport régional, correspondrait, soit au LIBOR +50 à 70 points de base (taux variable), soit au taux des bons du Trésor +125-150 points de base (transactions à taux fixe). Pour une compagnie aérienne "représentative" ayant une cote de crédit comprise entre AAA et BBB-, la marge maximale appropriée serait le taux des bons du Trésor +250 points de base ce qui, avec l'ajustement de la marge de swap, donnerait un taux variable correspondant au LIBOR +170 points de base. Une compagnie aérienne ayant une mauvaise cote de crédit, telle que BB, obtiendrait un taux d'intérêt "supérieur au taux des bons du Trésor +350 points de base", soit le taux LIBOR +270 points de base. [ ].[13]

S'agissant des conditions de la transaction Kendell, le Brésil relève que la déclaration du Canada selon laquelle cette transaction a eu lieu sur une "base de partage égal des risques" ne semble pas totalement exacte. En premier lieu, le Brésil fait observer que le Canada n'a pas, à ce jour, communiqué l'accord concernant le prêt effectif. Au contraire, il s'est simplement contenté de fournir les comptes-rendus des conditions anticipées des transactions. Bien entendu, il est possible que ces conditions aient considérablement changé avant la signature définitive.

En tout état de cause, il apparaît que la SEE a financé [ ] pour cent de la transaction, le reste [ ] ayant été réparti entre quatre autres garants d'émission.[14] Alors que sept banques devaient initialement participer à la transaction, trois d'entre elles semblent s'être retirées.[15] Cela donne à

---

[8] WT/DS46/RW, Annexe 1-2, Communication à titre de réfutation du Canada, 17 janvier 2000, paragraphe 40, note 24.

[9] WT/DS46/RW, Annexe 1-2, Communication à titre de réfutation du Canada, 17 janvier 2000, paragraphe 51, note 26.

[10] WT/DS46/RW, Annexe 1-5, Observations du Canada concernant les réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial, 17 février 2000, paragraphes 10-11 (observations concernant la réponse du Brésil à la question n° 9).

[11] *Id.*

[12] *Id.*

[13] Compte tenu des renseignements communiqués par le Canada dans sa réponse du 6 juillet aux questions du Groupe spécial, il apparaît que la transaction Kendell a eu lieu peu après juillet 1999. Les renseignements communiqués par le Canada dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* concernant les marges de swap et les cotes de crédit de diverses compagnies aériennes ont été indiqués comme étant d'actualité en décembre 1999, une date très proche de celle de la transaction Kendell.

[14] Pièce n° 39 du Canada.

[15] Dans sa réponse, à la question n° 11 du Groupe spécial, le Canada énumère les sept établissements qui devaient initialement participer (il n'en comptabilise toutefois que cinq), alors que les documents fournis dans la pièce n° 39 du Canada (page 2) ne mentionnent que quatre banques participantes en plus de la SEE.

penser que ces banques considéraient que la transaction n'était pas assez rentable et qu'elle présentait un risque trop élevé pour qu'elles y prennent part.

Les renseignements communiqués par le Canada laissent en suspens plusieurs questions relatives à la transaction Kendell. Les banques commerciales auraient-elles été disposées à financer elles-mêmes en intégralité le montant du prêt si un organisme de crédit à l'exportation public n'avait pas participé? Il est certain que plus le montant du prêt est important, plus le risque est grand et, partant, plus le taux d'intérêt est élevé. En conséquence, la participation de la SEE a-t-elle été essentielle pour que la transaction ait lieu?

Le Canada estime que deux des banques qui se sont retirées "ont fixé les conditions" de la transaction. Il semble toutefois qu'elles ont nécessairement agi en sachant pertinemment que la SEE avait des chances d'être l'intervenant principal. En conséquence, la participation de la SEE a eu une incidence sur les conditions que ces banques étaient susceptibles de fixer, au profit de Kendell et de Bombardier. C'est ce qu'atteste le fait que la SEE semblait initialement disposée à financer à hauteur de [ ] pour cent le prix de l'avion alors que les banques étaient quant à elles disposées à n'en financer que [ ] pour cent.[16] Cela démontre que la SEE était prête à offrir des conditions plus avantageuses que celles offertes par les banques commerciales.

Bien que la transaction Kendell ait manifestement eu lieu à des conditions plus favorables que celles qui étaient disponibles sur le marché, le Groupe spécial devrait néanmoins demander au Canada de répondre aux questions suivantes et de communiquer les renseignements additionnels demandés:

> **Veuillez communiquer l'accord définitif signé concernant le financement de la transaction Kendell.**
>
> **L'une ou l'autre des banques participantes était-elle au courant de la participation de la SEE avant que les conditions de la transaction n'aient été fixées?**
>
> **Pourquoi trois des sept banques initiales ont-elles décidé de ne pas participer à la transaction?**
>
> **Pourquoi, compte tenu de la participation à [ ] pour cent de la SEE, le Canada estime-t-il que la transaction a eu lieu sur la base d'un partage égal des risques?**
>
> **Veuillez fournir des précisions concernant l'une ou l'autre commission reçue par [ ] pour avoir consortialisé le prêt**
>
> **La SEE a-t-elle conclu un quelconque accord avec [ ] ou avec l'une des banques ayant pris part à cette transaction qui serait susceptible de modifier d'une manière ou d'une autre le risque assumé par la SEE ou l'une de ces banques?**
>
> **La SEE et les banques participantes sont-elles intervenues sur une base *pari passu* s'agissant de chacune des modalités et conditions de la transaction? Existait-il des différences quant à la nature et à l'ampleur du risque assumé par la SEE et les banques participantes? Quelle entité a assumé le risque lié à la rentrée en possession? Quelle entité a assumé le risque d'annulation des commandes d'avions?**

[16] Pièce n° 39 du Canada (page 3).

Les réponses à ces questions donneraient des renseignements beaucoup plus précis sur la participation de la SEE à la transaction Kendell et, en particulier, sur le point de savoir si cette participation a eu lieu dans des conditions qui constituaient un "avantage".

52. À quels égards le Brésil estime-t-il que l'offre de Bombardier ne remplit pas les conditions requises pour constituer une "offre d'alignement" au titre de l'Arrangement de l'OCDE? En particulier, au paragraphe 89 de sa deuxième communication, le Brésil fait valoir que "[m]ais même si cet alignement était permis dans la présente affaire, le Canada a l'obligation de prouver que son offre "autre qu'à l'identique" comprend des conditions de financement qui sont équivalentes du point de vue économique à celles offertes par Embraer". Le Brésil estime-t-il que l'"équivalence du point de vue économique" est le critère utilisé pour déterminer si une offre remplit les conditions requises pour constituer un "alignement" valable au titre de l'Arrangement de l'OCDE? Dans l'affirmative, prière d'expliquer pourquoi.

L'offre du Canada ne remplit pas les conditions requises pour constituer une "offre d'alignement" au titre de l'*Arrangement* de l'OCDE parce qu'elle ne satisfait pas aux obligations en matière d'alignement contenues dans l'*Arrangement*.

Le fait le plus important à cet égard est que, comme le Brésil l'a fait observer à plusieurs reprises, le Canada ne s'est pas conformé à l'obligation qui lui incombait en vertu de l'article 53 de l'*Arrangement* de "fai[re] tout son possible pour vérifier" que les conditions supposées non conformes à l'*Arrangement* "bénéficient d'un soutien public". S'il avait procédé de la sorte, en s'adressant simplement au Brésil, il aurait découvert qu'aucune demande de soutien n'avait été formulée et qu'aucun soutien n'avait été accordé. Embraer a fait une offre à Air Wisconsin pour son propre compte.

Dans sa réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, le Brésil explique que, même si un soutien avait été accordé, les modalités et conditions de l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin n'étaient manifestement pas "identiques" à celles que contenait l'offre d'Embraer. Se pose alors la question de savoir si le Canada peut offrir des modalités et conditions qui, tout en n'étant pas réellement identiques, "s'alignent" néanmoins sur l'offre concurrente en ce sens qu'elles font intervenir des modalités financières essentiellement identiques. Comme le Brésil l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 36, l'article 52 de l'*Arrangement de l'OCDE* autorise un alignement autre qu'à l'identique en ce qui concerne les modalités et conditions offertes par un autre Participant à l'*Arrangement* qui ne sont pas conformes et qui n'ont pas été notifiées. Toutefois, l'article 53, qui réglemente l'alignement des modalités et conditions non conformes offertes par un non-Participant ne prévoit pas d'alignement autre qu'à l'identique. En conséquence, du point de vue juridique, le Canada ne semblerait pas autorisé, en vertu de l'*Arrangement*, à procéder à un alignement autre qu'à l'identique de l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin.

C'est pourquoi, même si le recours à l'alignement préservait effectivement la "conformité avec" les dispositions en matière de taux d'intérêt contenues dans l'*Arrangement* – ce qui n'est pas le cas de l'avis du Brésil et du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada - Aéronefs*, le Canada ne s'est pas conformé aux dispositions en matière d'alignement énoncées dans l'*Arrangement*.

Le Brésil réitère la déclaration qu'il a faite dans sa deuxième communication écrite, selon laquelle, si un alignement non identique de l'offre d'un non-Participant était autorisé, le Canada assumerait la charge de démontrer que son offre non identique "s'alignait" sur l'offre d'Embraer. Après tout, le Canada invoque le moyen de défense affirmatif figurant au second paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation. Comme le note le Groupe spécial, le Brésil a déclaré, dans sa communication que, le Canada serait donc tenu de démontrer que son offre non identique prévoyait des conditions qui étaient équivalentes du point de vue économique à celles

contenues dans l'offre d'Embraer. Le Brésil ne considère pas l'expression "équivalent du point de vue économique" comme la seule expression juridique utilisée pour exprimer le critère auquel le Groupe spécial doit se conformer. Elle correspond simplement au sens que donne le dictionnaire du terme "alignement". Le Brésil estime que l'expression "équivalent du point de vue économique" récapitule avec justesse le critère applicable, c'est-à-dire, pour "s'aligner" sur l'offre d'Embraer, l'offre non identique du Canada doit faire intervenir des conditions financières ou économiques identiques ou équivalentes. Au paragraphe 103 de sa deuxième communication écrite, le Canada déclare lui-même que "[l]alignement, par définition, implique des attributs égaux ou similaires". Si tel n'était pas le cas, cela aboutirait à une sous-enchère, ce qui, comme le Canada le confirme au paragraphe 102 de sa communication, n'est pas autorisé en vertu de l'*Arrangement*.

Même en présumant, pour les besoins de l'argumentation, i) que l'offre d'Embraer faisait intervenir "un soutien public" du Brésil, ii) que le Canada se conformait aux obligations spécifiques en matière d'alignement contenues dans l'*Arrangement de l'OCDE* et iii) que le recours à l'alignement présumait la "conformité" avec les dispositions en matière de taux d'intérêt contenues dans l'*Arrangement*, le Canada n'a pas démontré que l'offre qu'il avait faite à Air Wisconsin ne constituait pas une sous-enchère par rapport à celle d'Embraer. Le Brésil est allé un peu plus loin en expliquant, dans sa réponse à la question n° 34 du Groupe spécial (datée du 6 juillet) et aux paragraphes 89 à 93 et 102 à 118 de sa deuxième communication écrite, pourquoi les conditions régissant à la transaction Air Wisconsin ont été plus favorables que toute offre faite par Embraer et, partant, pourquoi elles ne pouvaient pas être considérées comme "s'alignant" sur une telle offre.

53. S'agissant des paragraphes 52 et 125 de sa deuxième communication écrite, le Brésil est-il d'avis que les frais de garanties de la SEE et d'IQ sont inférieurs à ceux perçus par les garants commerciaux cotés AAA (la SEE) ou A+ ou A2 (IQ) auprès des sociétés qui souhaitent profiter des avantages offerts pour ces garants? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et comment. En outre, prière d'expliquer comment doivent être prises en compte les éventuelles [ ].

Le Canada a simplement déclaré qu'une commission était perçue pour l'octroi des garanties en question. Il est le seul à détenir l'information mais n'a pas expliqué comment était déterminé le montant de ces commissions. Étant donné qu'il a invoqué des commissions comme moyen de défense à l'encontre de l'allégation du Brésil selon laquelle les garanties accordées par IQ conféraient des avantages, c'est à lui qu'il incombe de fournir cette information.

S'agissant des commissions afférentes aux garanties de prêt, un autre moyen de défense contestable en vertu d'une interprétation *a contrario* du point j) de l'annexe I de l'Accord SMC serait que des commissions suffisantes pour couvrir les frais de fonctionnement à long terme et les pertes liées au programme de garantie suffisent pour exclure une telle mesure des prohibitions énoncées à l'article 3. Néanmoins, c'est à la partie qui invoque l'une ou l'autre protection offerte par le point j) qu'il devrait appartenir de démontrer qu'elle est admise à bénéficier de cette protection. Le Canada n'a même pas tenté de faire une telle démonstration.

En outre, il n'existe pas de point équivalent au point j) en ce qui concerne les garanties de participation. Le Brésil a par ailleurs présenté des éléments de preuve non réfutés selon lesquels le marché n'offre pas de telles garanties. La pièce n° 50 du Brésil contient des lettres de grands organismes financiers dans lesquelles il est indiqué que le marché n'offre pas de garanties de participation. En conséquence, s'agissant de ces garanties, le Brésil a démontré que le Canada offrait quelque chose que le marché n'offrait, apparemment à aucun prix. De l'avis du Brésil, cela constitue en soi un avantage. Même en présumant, pour les besoins de l'argumentation, que le marché pourrait fournir des garanties de participation à un certain prix, c'est au Canada qu'il appartiendrait de démontrer 1) que le prix qu'il perçoit est égal ou supérieur au prix du marché et 2) que le prix du

marché est celui d'un garant dont la cote de crédit est égale ou supérieure à celle du Compte du Canada ou d'IQ, selon le cas.

Pour ce qui est des [ ], veuillez vous reporter à l'observation du Brésil concernant la question n° 48, susmentionnée, ainsi qu'aux paragraphes 143 à 146 de la deuxième communication écrite du Brésil.

ANNEXE A-12

DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(31 juillet 2001)

Monsieur le Président, Messieurs et Mesdames les membres du Groupe spécial et de la délégation du Canada,

1. Dans les communications qu'il a jusqu'à ce jour présentées dans le cadre de cette procédure, le Brésil a fourni des éléments de preuve montrant que les subventions accordées par le Canada par l'intermédiaire du Compte du Canada et du Compte de la Société gérés par la Société pour l'expansion des exportations, ainsi que les subventions accordées par le Canada par l'intermédiaire de la province du Québec, étaient prohibées par l'article 3 de l'Accord sur les subventions.

2. Le dossier public ne contient toutefois que des fragments des renseignements pertinents; tout au long du différend entre le Brésil et le Canada, qui a duré plusieurs années, le Canada a obstinément refusé de fournir des renseignements pertinents. De fait, la plupart des renseignements que le Brésil a pu obtenir provenaient de sources situées dans des pays tiers où les clients de Bombardier, le constructeur canadien d'aéronefs, étaient tenus de divulguer certains aspects de leurs finances aux investisseurs publics. Très peu de données provenaient du Canada lui-même.

3. Néanmoins, grâce aux efforts du présent Groupe spécial qui a pris ses responsabilités au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord au sérieux, la situation a changé. Vous avez posé les questions qu'il fallait et le Canada a fini par présenter des renseignements qui auraient dû être soit notifiés au Comité des subventions il y a longtemps, soit fournis au Brésil pendant les consultations, conformément à l'obligation énoncée par l'Organe d'appel selon laquelle les Membres doivent "tout dire" à tous les stades de la procédure de règlement des différends de l'OMC.[1]

4. La majeure partie de ces renseignements ont été fournis par le Canada dans les réponses aux questions du Groupe spécial qu'il a présentées le jeudi 26 juillet. Dans les deux jours ouvrables restant pour examiner ces renseignements, notre équipe a travaillé sans relâche pour analyser ces données dans le contexte des questions soulevées dans le présent différend. Il y a beaucoup de renseignements et certains d'entre eux, comme je l'indiquerai, posent encore plus de questions.

5. Il nous faudra un certain temps pour répondre à ces renseignements que nous examinons pour la première fois, mais nous pensons qu'il est important d'être aussi exhaustif que possible. Je vous prie donc par avance de m'excuser pour la longueur de cette déclaration.

6. La présente déclaration est structurée de la manière suivante. Réfutant les arguments présentés par le Canada, je montrerai pourquoi le Compte du Canada et le Compte de la Société relevant de la SEE confèrent un avantage, pourquoi les garanties accordées par IQ confèrent un avantage, pourquoi les garanties accordées par la SEE et IQ sont des subventions prohibées et pourquoi le soutien d'IQ est subordonné à l'exportation. Je passerai ensuite en revue des transactions spécifiques soutenues par les programmes canadiens en cause, en commençant par la transaction Air Wisconsin.

[1] Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture, WT/DS50/AB/R (adopté le 16 janvier 1998), paragraphe 94.

7. Avant de continuer, Monsieur le Président, je voudrais faire une observation préliminaire. Dans la note de bas de page 1 de sa deuxième communication, le Canada demande au Brésil de préciser si par "SEE" il se réfère à autre chose qu'au Compte de la Société relevant de la SEE. À la connaissance du Brésil, la SEE n'a pas d'autres activités que celles qui relèvent du Compte du Canada et du Compte de la Société, qui font tous deux l'objet des allégations présentées par le Brésil. C'est ainsi que le Canada décrit la SEE au paragraphe 20 de sa première communication écrite. Toutefois, si d'autres activités existaient, le Brésil et, j'en suis sûr, le Groupe spécial, seraient très intéressés d'en savoir davantage.

I. LA SEE CONFÈRE UN AVANTAGE

8. Le Canada n'a pas contesté que le soutien offert par l'intermédiaire soit du Compte de la Société soit du Compte du Canada de la SEE était une contribution financière subordonnée à l'exportation. Il a toutefois fait valoir que le soutien offert par le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE ne conférait pas un avantage.

9. Dans sa réponse à la question n° 44 du Groupe spécial, le Canada fait valoir que l'incapacité de Bombardier d'offrir à ses clients des conditions de financement également attrayantes sans le soutien de la SEE n'est pas pertinente. Selon le Canada, c'est l'acheteur des avions Bombardier, et non la société Bombardier elle-même, qui demande un financement. Du point de vue du Canada, la contribution financière est apportée à l'acheteur et par conséquent la seule question qui se pose est de savoir si l'acheteur – le bénéficiaire du financement – a reçu un avantage.

10. L'argument du Canada est vicié. Rien dans le texte de l'article 1.1 b) de l'Accord ne donne à penser qu'il ne doit y avoir qu'un seul bénéficiaire de l'avantage. Cet article n'est pas libellé de la manière suivante: "si un avantage est ainsi conféré *au bénéficiaire de la contribution financière*". Il indique simplement "si un avantage est ainsi conféré", ce qui veut dire conféré à n'importe qui.

11. La contribution financière de la SEE permet à la société Bombardier de proposer à ses clients un produit à des conditions plus favorables que celles qu'elle pourrait se permettre d'offrir sans le soutien de la SEE. Un avantage est conféré à Bombardier parce que, du fait de la contribution financière apportée par l'intermédiaire de la SEE, la nécessité pour Bombardier de baisser ses prix afin de gagner des clients est éliminée ou diminuée. Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* a reconnu qu'une contribution financière fournie à un acheteur ou à un prêteur pour soutenir une opération de crédit à l'exportation avantageait aussi le producteur. Le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> Nous relevons que les versements au titre du PROEX III sont effectués pour soutenir les crédits à l'exportation accordés à l'*acheteur*, et non pas au *producteur* d'aéronefs régionaux brésiliens ... [C]es versements permettent aux acheteurs d'un produit de se procurer des crédits à l'exportation à des conditions plus favorables que celles qui leur sont offertes sur le marché ... [C]ela ... confèr[e] un avantage aux *producteurs* de ce produit également, puisqu[e ces versements] abaissent le coût du produit pour les acheteurs et le rendent donc plus attrayant par rapport aux produits concurrents.[2]

12. L'allégation du Canada selon laquelle le Compte de la Société est géré "selon des principes commerciaux" n'a aucun rapport avec cette conclusion. En donnant des explications sur un prétendu point de référence du marché au paragraphe 67 de sa première communication écrite, le Canada se focalise indûment sur l'allégation selon laquelle les clients de Bombardier ne tirent pas d'"avantages" du soutien accordé par l'intermédiaire du Compte de la Société de la SEE. Ce faisant, il oublie un

[2] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2 (26 juillet 2001) (pas encore adopté), paragraphe 5.28 (note 42) (italique dans l'original).

bénéficiaire clé des transactions, la société Bombardier elle-même, qui a recours à la SEE parce qu'elle ne peut pas trouver des conditions de financement aussi favorables ailleurs.

II. LES GARANTIES FOURNIES PAR IQ CONFÈRENT UN AVANTAGE

A. LES COMMISSIONS DE GARANTIE PERÇUES PAR IQ NE CORRESPONDENT PAS AU "MARCHÉ"

13. Comme il le fait pour la SEE, le Canada allègue qu'IQ perçoit des commissions correspondant au "marché" pour les garanties qu'elle accorde. Dans sa réponse à la question n° 47 du Groupe spécial, le Canada fait valoir que les commissions de garantie perçues par IQ sont au taux du marché parce "le risque effectivement encouru par IQ" qui "est un élément capital pour la détermination de ce qui constitue une commission appropriée", "est fortement diminué" du fait des [ ].[3]

14. Un certain nombre d'observations doivent être faites au sujet de cet argument. **Premièrement**, [ ]. En donnant des garanties à l'emprunteur, IQ lui permet d'avoir des conditions de financement plus favorables en raison de la cote de crédit supérieure du Québec, ce qui confère un avantage. C'est ce qui rend l'affaire plus intéressante pour l'acheteur d'aéronefs de Bombardier et donc pour la société Bombardier elle-même. Le fait qu'IQ pourrait recevoir [ ] n'est pas pertinent pour ce qui concerne la question de l'"avantage".

15. La transaction Air Wisconsin illustre parfaitement l'argument présenté par le Brésil. De l'aveu même du Canada, la [ ] "ne fait pas partie de l'offre à Air Wisconsin" parce qu'elle "[ ]".[4] Quand l'acheteur s'adresse à un prêteur ou cherche des investisseurs muni d'une garantie d'IQ, le prêteur ou les investisseurs ne voient que les [ ] pour cent de garantie d'IQ couverts par la cote de crédit du gouvernement québécois. La [ ] peut réduire les risques encourus par IQ, mais elle ne réduit pas l'avantage conféré aux acheteurs et à Bombardier.

16. **Deuxièmement**, contrairement à ce qu'affirme le Canada, il apparaît que les [ ]. Comme le Brésil l'a expliqué au paragraphe 144 de sa deuxième communication écrite, les [ ] semblent être émises par Canadair Québec Capital ("CQC"), une société au capital de laquelle participent par parts égales Bombardier et une société détenue à 100 pour cent par IQ. Ainsi, la [ ] de la garantie d'IQ vient d'une entité qui reçoit une partie de ses fonds d'IQ elle-même. Au paragraphe 3 de sa réponse à la question n° 48 du Groupe spécial, le Canada invoque le Décret n° 879-97 de 1997 à l'appui de l'affirmation selon laquelle [ ]. Or, la disposition invoquée par le Canada a trait à la capitalisation de CQC. En outre, un décret ultérieur, le Décret n° 1187-98 de 1998, indique clairement que les [ ] doivent être fournies non pas par [ ] mais par CQC, société spécialement dédiée à cette fin.[5] [ ].

17. À cet égard, le Brésil souhaiterait aussi souligner l'importance de la participation de Bombardier dans les garanties fournies par IQ. Les activités d'IQ et de Bombardier sont très étroitement liées. Ensemble, ces sociétés ont formé CQC en vue de fournir des [ ] en regard des garanties offertes par IQ à Bombardier et de faciliter autrement les activités de Bombardier. En tant que [ ], Bombardier joue de toute évidence un rôle important dans la détermination des modalités et conditions de la fourniture des [ ] et, partant, elle influe sur les modalités et conditions de la fourniture par IQ des garanties elles-mêmes. De fait, à travers CQC, IQ et Bombardier sont des partenaires commerciaux ayant pour objet de soutenir et de faciliter l'exportation d'aéronefs régionaux.

18. Je souhaiterais également faire remarquer qu'au paragraphe 117 de la deuxième communication écrite du Canada dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, datée du 4 décembre 1998, le Canada a déclaré qu'*aucune* des garanties ou des opérations de financement relevant du critère

---

[3] Réponse du Canada datée du 26 juillet à la question n° 47 du Groupe spécial, paragraphe 2.
[4] Réponse du Canada datée du 26 juillet à la question n° 48 du Groupe spécial, paragraphe 3.
[5] Décret n° 1187-98, page 1, paragraphe a) (pièce n° 35 du Canada).

d'admissibilité dit du "développement des exportations" de la SDI (devenue IQ en 1998) ne concernait le secteur de l'aviation civile.[6] En l'espèce, le Canada a toutefois été obligé de fournir des documents montrant non seulement qu'IQ a de fait été utilisée pour aider l'industrie canadienne des avions de transport régional, mais aussi qu'aider l'industrie canadienne des avions de transport régional était l'une des principales fonctions d'IQ et que, pour la mener à bien, IQ travaillait en très étroite collaboration avec Bombardier - ce qu'elle faisait apparemment avant décembre 1998.

19. **Troisièmement**, le Canada fait valoir, dans les paragraphes 3 et 4 de sa réponse à la question n° 47 du Groupe spécial, que "l'aéronef à financer l'est à [ ] pour cent sans garantie sur titres d'IQ", ce qui "démontre que, la plupart du temps, les clients de Bombardier sont pour le moins indifférents aux garanties sur titres offertes par IQ". Le Canada conclut que "les commissions perçues par IQ en contrepartie des garanties sont au taux du marché".

20. Le raisonnement du Canada est erroné. Le fait que l'aéronef à financer l'est à [ ] pour cent sans garantie sur titres d'IQ n'est pas pertinent. Ce qui importe, ce sont les conditions attachées aux garanties sur titres d'IQ dans les cas où elles sont fournies, quel que soit le pourcentage de ces cas. Le Brésil a montré qu'IQ confère un avantage chaque fois qu'il fournit une garantie. De plus, comme le Canada l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 39 du Groupe spécial, IQ a utilisé presque tous les fonds disponibles dans le budget dont elle disposait pour soutenir l'industrie canadienne des avions de transport régional. On peut supposer que si le budget dont il disposait à cette fin avait été plus important, davantage de fonds auraient été utilisés pour fournir des garanties sur titres. De fait, en décembre 2000, le fonds d'IQ destiné au soutien des aéronefs régionaux a été réapprovisionné pour soutenir la transaction Air Wisconsin.[7]

21. **Quatrièmement**, le Canada indique que "le financement proposé par IQ entre en concurrence avec celui qui est offert par d'autres établissements de financement intéressés par une participation au marché du financement des aéronefs".[8] Il ne précise toutefois pas quels sont ces services financiers ni quels pourraient être les autres établissements de financement concurrents. Il indique en outre que la commission pour frais de dossier perçue par IQ "est habituellement appliquée par tous les établissements de financement commerciaux".[9] Il s'agit d'une affirmation creuse. Nous ne connaissons aucun établissement de financement commercial qui fournisse des garanties sur titres et nous avons présenté des éléments de preuve non réfutés dans la pièce n° 50 montrant qu'il n'y a pas de garantie sur titres disponible sur le marché. Pour réfuter l'argument du Brésil selon lequel les garanties sur titres d'IQ confèrent un avantage, le Canada doit montrer que d'autres établissements de financement fournissent des garanties sur titres dans le domaine du financement des aéronefs et perçoivent des commissions équivalentes à celles qui sont perçues par IQ. Le Canada ne l'a pas fait. Il a simplement signalé que des fournisseurs de moteurs d'avion contribuent parfois aux garanties sur titres offertes pour les avions qui utilisent leurs moteurs. Il s'agit d'une garantie fournie par une partie prenante à la vente. Ce n'est pas une garantie offerte par un établissement de financement sur le marché.

22. De plus, le dernier décret du Québec qui a été adopté en 2000 afin de reconstituer le fonds de garantie d'IQ pour la transaction Air Wisconsin élimine même l'obligation de percevoir des commissions.[10] Le Canada continue toutefois de prétendre que des commissions sont en fait perçues. Il s'appuie sur le paragraphe B des critères suivis par IQ énoncés dans la pièce n° 51 du Canada, où il

[6] *Voir* la déclaration du Brésil à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 72, et la pièce n° 52 du Brésil.

[7] "Ottawa backs Bombardier: Loan to US firm to buy jets slaps Brazil's aerospace subsidies", *The Montreal Gazette*, 11 janvier 2001 (pièce n° 9 du Brésil).

[8] Réponse du Canada à la question n° 47 du Groupe spécial, paragraphe 4.

[9] Réponse du Canada datée du 26 juillet à la question n° 48 du Groupe spécial, paragraphe 2.

[10] Décret n° 1488-2000 (pièce n° 36 du Canada).

est prescrit que "le support de la Société ne sera pas disponible pour des transactions si la rémunération que la société est appelée à recevoir est inférieure à ce qui est offert sur le marché".[11] Un examen plus attentif du paragraphe B démontre toutefois le contraire. D'après le paragraphe B, si la "nature compétitive" des transactions exige qu'IQ reçoive une rémunération inférieure à ce qu'elle serait sur le marché, la Société apportera son soutien. Vu la tendance du Canada, dans le cas de la transaction Air Wisconsin et à présent dans l'affaire Northwest qui vient d'être annoncée à trouver des justifications aux subventions canadiennes fondées sur la concurrence faite par Embraer, la clause figurant au paragraphe B prend une grande importance.

23. Le critère prévu au paragraphe B pose de nouveau la question de savoir ce que le Canada considère être le "marché" lorsqu'il s'agit de garanties. Comme nous le montrerons plus loin dans notre examen des transactions spécifiques, IQ a fourni des garanties sans percevoir de commissions et, lorsqu'elle en a perçu, elle a appliqué uniformément le taux de [ ] pour cent quelle que soit la cote de crédit de la compagnie aérienne concernée. Il est difficile de déceler dans ce comportement un quelconque effort de suivre le marché. Aucun organisme de garantie commercial n'appliquerait la même commission à des bénéficiaires ayant des cotes de crédit extrêmement différentes.

24. Comme je l'ai déjà noté, les garanties d'IQ confèreront automatiquement un avantage en donnant à l'acheteur la cote de crédit supérieure du gouvernement québécois, ce qui lui permettra d'obtenir un financement plus intéressant que celui qu'il pourrait obtenir tout seul. Pour démontrer qu'il n'y a pas avantage, le Canada devrait prouver que les commissions perçues par IQ correspondent à celles que les acheteurs d'aéronefs régionaux doivent acquitter auprès des organismes de garantie commerciaux notés A+. Au titre de l'article 14 c) de l'Accord sur les subventions, un avantage serait conféré tant qu'il y aurait une différence entre le montant que l'acheteur paie sur le prêt garanti par IQ et celui qu'il paierait sur un prêt non garanti par IQ.

B. IQ N'EST PAS UNE MESURE DISCRÉTIONNAIRE

25. Dans les paragraphes 25 et 28 de sa deuxième communication écrite, le Canada fait valoir que même si IQ était tenue de conférer un avantage avec ses garanties, il ne lui était pas "prescrit" (mandated) de fournir ces garanties. Selon le Canada, IQ a simplement le pouvoir discrétionnaire de fournir des garanties. Le Brésil a démontré que cela n'était pas vrai. L'article 28 de la *Loi sur Investissement Québec*, qui est le fondement juridique des décrets québécois au titre desquels les garanties d'IQ sont émises, confie à IQ le "mandat" (mandates) de fournir de l'aide.[12] Je note, M. le Président, que le Canada n'a pas présenté cet argument en ce qui concerne les garanties émises sur le Compte de la Société ou sur le Compte du Canada de la SEE.

26. De toute façon, le type de pouvoir "discrétionnaire" évoqué par le Canada n'est pas pertinent dans le cadre de la distinction traditionnelle impératif/dispositif (mandatory-discretionary). Ce pouvoir "discrétionnaire" n'empêche pas les garanties d'IQ de faire partie de la catégorie des mesures impératives (mandatory) susceptibles d'être mises en cause "en tant que telles". Dans une situation analogue, le Groupe spécial du GATT *CE – Cassettes audio* a été d'avis qu'une mesure antidumping n'allait pas devenir une mesure discrétionnaire simplement parce que les autorités administrantes d'un pays avaient le pouvoir discrétionnaire d'ouvrir une enquête antidumping.[13] De même, qu'IQ ait ou non le choix d'émettre ou de ne pas émettre des garanties ne rend pas la mesure discrétionnaire.

27. Je renvoie également le Groupe spécial à la récente décision rendue dans l'affaire *États-Unis - Restrictions à l'exportation*. En l'espèce, le Groupe spécial a noté qu'une "mesure était incompatible

[11] Deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 32.
[12] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 120 et 121.
[13] CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon, ADP/136, 28 avril 1995, paragraphe 362.

avec les règles de l'OMC si elle prescrivait une action incompatible avec les règles de l'OMC dans des circonstances particulières, même si dans d'autres circonstances, l'action pouvait ne pas être incompatible avec les règles de l'OMC".[14] Par analogie, dans les "circonstances particulières" dans lesquelles IQ émet des garanties, le Brésil affirme que ces garanties seront toujours incompatibles avec les règles de l'OMC, même si dans les "autres circonstances", lorsque IQ n'émet pas de garanties, elle n'agit pas de manière incompatible avec les règles de l'OMC.

III. TOUTE CONTRIBUTION FINANCIÈRE D'UN ORGANISME PUBLIC N'EST PAS UNE SUBVENTION PROHIBÉE, MAIS LES GARANTIES FOURNIES PAR LA SEE ET IQ *SONT* DES SUBVENTIONS PROHIBÉES

28. Le Brésil a montré que la SEE et IQ fonctionnent comme des organismes de crédit à l'exportation et fournissent des subventions "en tant que telles". Le Canada fait valoir que, si l'on suit le raisonnement du Brésil, "tout financement fourni par un organisme de crédit à l'exportation serait *en soi* illégal".[15] De l'avis du Canada, l'attaque du Brésil contre les garanties signifierait qu'un Membre ne pourrait jamais fournir de contribution financière sous la forme d'une garantie sans conférer en même temps un avantage et donc octroyer une subvention.

29. Ce n'est pas le cas et le Brésil n'a pas présenté d'argument en ce sens. Par exemple, même si la garantie constituait une subvention, elle ne serait pas prohibée si elle n'était pas subordonnée à l'exportation (ou à la teneur en éléments d'origine nationale). Par ailleurs, les crédits à l'exportation qui sont conformes aux dispositions en matière de taux d'intérêt mentionnées au point k) ne sont pas prohibés. En outre, on pourrait soutenir qu'un programme de garantie de prêts à l'exportation à des taux de primes suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme serait autorisé sur la base d'une interprétation *a contrario* du point j). Il va sans dire que, compte tenu de la position adoptée par le Canada dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, nous considérons que ce pays ne pense pas que ces interprétations *a contrario* s'appliquent. Il s'agit toutefois d'une question que le Groupe spécial n'a pas besoin d'aborder, puisque le Canada n'a pas soulevé de moyens de défense au titre du point j).

IV. LE SOUTIEN D'IQ EST SUBORDONNÉ À L'EXPORTATION

30. Le Canada fait valoir que le soutien offert par IQ n'est pas subordonné en droit ou en fait à l'exportation. Le Brésil a démontré le contraire. L'article 25 de la *Loi sur Investissement Québec* prévoit que la société "participe à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'*exportation*". IQ est donc tenue de participer au commerce d'exportation. Elle a respecté cette prescription en accordant un soutien au titre des décrets québécois portant établissement d'un fonds *uniquement disponible pour des transactions concernant des avions Bombardier*.[16] Comme le Canada l'a lui-même indiqué dans sa réponse à la question n° 19, chaque transaction relative à des aéronefs régionaux recevant un soutien d'IQ en vertu de ces décrets a été une vente à l'exportation à l'extérieur du Canada. Les transactions portant sur des aéronefs régionaux sont donc une parfaite illustration de la prescription énoncée à l'article 25 selon laquelle IQ doit soutenir l'exportation et les décrets reproduits dans les pièces n° 33 à 36 du Canada sont des mesures qui correspondent au respect de cette prescription par IQ.

31. Pour renforcer l'argument sur la subordination *de jure* d'IQ à l'exportation, il convient de se référer aux autres décrets québécois examinés aux paragraphes 98 et 99 de la première communication écrite du Brésil. Au paragraphe 35 de sa deuxième communication écrite, le Canada

[14] États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions, WT/DS194/R (29 juin 2001) (pas encore adopté), paragraphe 8.78.

[15] Réponse du Canada datée du 26 juillet à la question n° 44 du Groupe spécial, paragraphe 6.

[16] Pièces n° 33 à 36 du Canada.

passe sous silence le deuxième décret cité par le Brésil – qui porte le numéro 841-2000 et concerne le Programme d'aide au financement des entreprises. Ce décret a trait au soutien accordé par IQ aux projets de développement de marchés, y compris la vente de biens. Il précise qu'IQ ne peut accorder un soutien à des transactions concernant la vente de biens que si les biens sont vendus à l'exportation. Le Canada allègue que ce décret n'est pas applicable aux transactions portant sur des aéronefs régionaux. Pourtant, M. Le Président les aéronefs régionaux sont des biens et le décret s'applique à première vue.

32. Je note que l'article 25 de la *Loi sur Investissement Québec* exige un commerce d'"exportation", et c'est tout. Il n'indique pas que le soutien d'IQ est subordonné à l'exportation à l'extérieur du Québec. Il exige un commerce d'"exportation". Le Décret n° 841-2000 du Québec exige en revanche un commerce d'exportation seulement "à l'extérieur du Québec". Or dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial et de nouveau dans sa deuxième communication écrite, le Brésil a démontré qu'obliger les bénéficiaires du soutien d'IQ à exporter à l'extérieur du Québec équivaut à les obliger à exporter à l'extérieur du Canada.[17]

33. Même si le Décret n° 841-2000 ne s'applique pas aux transactions portant sur les aéronefs régionaux, les quatre décrets québécois figurant dans les pièces n° 33 à 36 du Canada sont d'application. Ces décrets ne prévoient pas une obligation expresse d'exporter, mais l'Organe d'appel a reconnu dans l'affaire *Canada – Automobiles* qu'il serait rare que la subordination à l'exportation soit "énoncée expressément en toutes lettres dans le texte de la loi, du règlement ou d'un autre instrument juridique".[18] En conséquence, l'Organe d'appel a été d'avis qu'"il n'[était] pas toujours nécessaire qu'il soit indiqué *expressis verbis* dans l'instrument juridique sur lequel [la subvention] reposait que celle-ci [était] offerte uniquement si la condition que constitu[aient] les résultats à l'exportation [était] remplie. Cette conditionnalité [pouvait] aussi découler nécessairement, par implication, des termes effectivement employés dans la mesure".[19]

34. Je note, M. le Président, que les "termes effectivement employés" dans les décrets reproduits dans les pièces n° 33 à 36 du Canada précisent que les garanties d'IQ ne peuvent être accordées que pour soutenir des transactions concernant des avions Bombardier. La condition découlant "nécessairement par implication" de ces termes est que les garanties sont destinées à soutenir les exportations. Le Canada lui-même admet que 100 pour cent des avions bénéficiant de ces garanties ont été exportés.[20] Aussi bien les responsables qui accordent les garanties que les bénéficiaires eux-mêmes comprennent la condition découlant "nécessairement par implication des termes effectivement employés dans la mesure".

35. Ces mêmes facteurs impliquent que les garanties d'IQ sont également subordonnées en fait à l'exportation, ou "lié[es] aux exportations ... effectives". En ce qui concerne la subordination *de facto* à l'exportation, je renvoie le Groupe spécial à la décision rendue dans l'affaire *Australie – Cuir pour automobiles*. Le Groupe spécial chargé de cette affaire a indiqué que le fait qu'un Membre savait que son marché intérieur était trop exigu pour absorber la production nationale d'un produit subventionné montrait que la subvention était accordée à la condition que le produit soit exporté.[21] Le Canada sait bien entendu que la totalité des transactions relatives à des aéronefs régionaux bénéficiant du soutien d'IQ concernait l'exportation à l'extérieur du Canada. Les garanties d'IQ sont "lié[es] aux

[17] Déclaration orale du Brésil à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 56 à 62; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 129.

[18] *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R (adopté le 19 juin 2000), paragraphe 100.

[19] *Id.*

[20] Réponse du Canada datée du 6 juillet aux questions n° 19 et 20 du Groupe spécial.

[21] Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles, WT/DS126/R (adopté le 16 juin 1999), paragraphe 9.67.

exportations ... effectives" parce qu'IQ ne les accordera pas si la vente à l'exportation effective d'un aéronef régional n'a pas lieu. En conséquence, les garanties d'IQ sont aussi subordonnées *de facto* à l'exportation.

V. LA TRANSACTION AIR WISCONSIN

36. Beaucoup de choses ont été dites sur la transaction Air Wisconsin, qui a bénéficié du soutien à la fois du Compte du Canada et d'IQ. Le Canada a reconnu que le soutien fourni à la transaction Air Wisconsin constituait une subvention. Le Ministre de l'industrie, M. Tobin, l'a indiqué très clairement: "Ce que nous faisons, c'est que nous utilisons la capacité d'emprunt du gouvernement et son aptitude à offrir, pour un prêt, un meilleur taux d'intérêt que celui que Bombardier pourrait obtenir par ailleurs".[22] Il aurait difficilement pu mieux paraphraser la définition du terme "avantage" donné par l'Organe d'appel.

37. Comme je l'ai déjà noté, la transaction Air Wisconsin a bénéficié à la fois du soutien du Compte du Canada et d'IQ. Je commencerai par examiner les trois éléments devant être établis par le Canada pour justifier le soutien offert par le Compte du Canada à la transaction Air Wisconsin au regard du point k), compte tenu du fait reconnu par M. Tobin.

38. **Premièrement**, le Canada doit montrer qu'il a suivi les prescriptions énoncées dans les dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* relatives à l'alignement. Il ne l'a pas fait. Il n'a pas, par exemple, "fait tout son possible pour vérifier" que le Brésil intervenait pour fournir un soutien public dans l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin. Le fait est que le Brésil n'intervenait pas dans l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin et qu'il aurait suffi de lui poser la question pendant les nombreux mois qu'a durés la transaction pour clarifier ce point. Comme le Brésil n'intervenait pas dans l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin, la colonne intitulée "Brésil" dans l'annexe des réponses du Canada datées du 26 juillet aux questions du Groupe spécial devrait être vide.

39. **Deuxièmement**, le Canada doit démontrer que son offre "autre qu'à l'identique" s'alignait sur l'offre d'Embraer. Là encore, il ne l'a pas fait. Par "s'aligner", il faut entendre offrir des conditions financières qui sont les mêmes ou tout au moins équivalentes. La déclaration faite par un responsable d'Air Wisconsin et citée par le Canada dans sa pièce n° 2, selon laquelle l'offre du Canada, considérée "dans son ensemble", n'était pas plus favorable que celle d'Embraer ne prouve pas qu'il y a équivalence. L'équivalence de l'"ensemble" des deux offres n'est pas pertinente. Ce qui compte, c'est l'équivalence des conditions financières. Le tableau figurant dans l'annexe A des réponses du Canada datées du 26 juillet démontre de fait que l'offre du Canada et l'offre d'Embraer n'étaient pas, pour le moins, équivalentes. Par exemple, il n'y est même pas fait mention de [ ] figurant dans l'offre d'Embraer.[23]

40. **Troisièmement**, le Canada devrait montrer que le recours à l'alignement maintient la "conformité" avec les dispositions en matière de taux d'intérêt de l'*Arrangement*. Comme le Brésil l'a expliqué dans sa réponse du 6 juillet à la question n° 36, ce n'est pas le cas.

41. Le Canada n'a pas satisfait à ces trois prescriptions. En conséquence, il fait valoir à titre subsidiaire que le soutien offert par le Compte du Canada n'a pas conféré un avantage à Air Wisconsin. Lorsque le Canada s'est aligné sur une offre privée faite par Embraer, il a toutefois conféré un énorme avantage à *Bombardier*. En s'occupant du financement, il a évité à Bombardier

[22] Conférence de presse de Tobin, paragraphe 20 (pièce n° 21 du Brésil).

[23] Pièce n° 56 du Brésil (de la deuxième à la dernière page). Conformément à l'article 16 des Procédures de travail du Groupe spécial, le Brésil demande que les renseignements confidentiels placés entre crochets dans le paragraphe ci-dessus ne figurent pas dans la version de la présente communication annexée au rapport du Groupe spécial.

d'avoir à baisser ses prix pour emporter l'affaire. Par exemple, bien que des [ ] soient mentionnées à la fois dans la colonne "Canada" et dans la colonne "Brésil" à la page B-17 du tableau figurant dans l'annexe A des réponses apportées par le Canada le 26 juillet aux questions du Groupe spécial, le Canada sait bien que le gouvernement brésilien ne fournit pas de telles [ ]. La société Embraer a dû prendre en charge le coût de cette [ ] elle-même, alors que le Canada a pris ce coût en charge pour Bombardier.

42. Je vais à présent brièvement revenir sur la question des garanties sur titres offertes par IQ dans le cadre de la transaction Air Wisconsin. Le moyen de défense invoqué par le Canada est qu'IQ faisait payer une commission de garantie à Air Wisconsin. Il ne semble pas que cela soit vrai. Comme je l'ai déjà noté, le Décret québécois de décembre 2000 qui permettait à IQ de fournir une garantie pour la transaction Air Wisconsin élimine l'obligation, qui figurait dans les décrets antérieurs, de percevoir une commission. [ ].

43. Même si IQ percevait une commission de [ ] points de base en échange de la garantie, le Canada ne pourrait se borner à dire, de nouveau dans sa réponse à la question n° 48, que "[c]ette commission de [ ] points de base pour frais de dossier est habituellement appliquée par tous les établissements de financement commerciaux". Le Canada n'a pas donné un seul exemple de garantie sur titres fourni par un établissement de financement commercial, quels que soient le temps, le lieu ou la commission concernés, sans parler d'un exemple où une commission de [ ] points de base serait perçue.

44. Le Canada a fourni au Groupe spécial des documents concernant d'autres garanties proposées par IQ[24], mais *il ne l'a pas fait pour la garantie offert à Air Wisconsin*. Des documents fournis par le Canada portant sur d'autres garanties proposées par IQ montrent que 60 pour cent des autres compagnies aériennes régionales bénéficiant de ces garanties ont des cotes de crédit [ ]. Le Canada n'ayant pas fourni les documents pertinents s'agissant de la transaction Air Wisconsin, le Groupe spécial devrait présumer que la note d'Air Wisconsin est également [ ]. Le Canada a lui-même décrit Air Wisconsin comme une compagnie ayant "une cote de crédit relativement basse".[25] Il n'a pas établi qu'un établissement de financement commercial noté A+ ferait payer [ ] points de base pour fournir une garantie à une société ayant un risque de crédit [ ]. Le soutien offert par IQ pour la transaction Air Wisconsin confère donc un avantage et constitue une subvention.

45. J'ai déjà noté que les [ ] partielles fournies par CQC ou [ ] ne sont pas pertinentes et ne diminue pas la valeur de la garantie d'IQ pour le bénéficiaire et pour Bombardier. Une telle [ ] pourrait limiter les risques encourus par IQ, mais elle ne réduit pas l'avantage conféré au bénéficiaire ou à Bombardier.

VI. AUTRES TRANSACTIONS

46. J'aimerais à présent passer en revue les éléments de preuve présentés au Groupe spécial au sujet de transactions particulières, autres que la transaction d'Air Wisconsin, bénéficiant du soutien de la SEE et d'Investissement Québec qui sont en cause dans le présent différend. Avant d'examiner en détail les conditions de chaque transaction, j'expliquerai comment nous avons déterminé que, sur la base des éléments de preuve fournis par le Canada, les transactions en cause dans le présent différend ont été financées à des taux inférieurs au "marché". Je souhaiterais également faire certaines observations générales au sujet des méthodes utilisées par le Canada pour déterminer les taux du marché pour chaque transaction.

[24] Pièces n° 60 à 64 du Canada.
[25] Deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 92.

A. MÉTHODOLOGIE

1. Déclarations antérieures et points de repère utilisés par le Canada

47. La première méthode que nous avons utilisée pour déterminer si le Canada finançait aux taux du "marché" consistait à comparer les taux appliqués pour chaque transaction avec ce que le Canada lui-même disait au sujet du marché des avions à réaction régionaux. Il y a un peu plus d'un an, comme on peut le voir dans la pièce n° 64 du Brésil, le Canada a déclaré que les primes de risque applicables aux grandes compagnies aériennes comme Northwest et US Air étaient de l'ordre des taux des bons du Trésor des États-Unis à dix ans plus 250 points de base. Le Canada a également déclaré ce qui suit: "British Airways, qui est la compagnie aérienne non souveraine ayant la meilleure notation, obtient les taux LIBOR + 30 à 40 points de base pour les achats d'avions gros porteurs (il faut ajouter 20 à 30 points de base pour les avions de transport régional), même pour les clients qui ont la même notation que British Airways. Cela donne T + 105-120 points de base (+125-150 pour les aéronefs régionaux)" lorsque la "marge de swap" appropriée est ajoutée.[26] Il convient de noter que la "marge de swap" correspond au calcul de ce que la conversion d'un taux variable en un taux fixe coûterait. Les marges de swap peuvent varier avec le temps, mais la "marge de swap" actuelle entre le LIBOR et le taux des bons du Trésor est à peu près la même que celle qui existait au moment où le Canada a fait ses déclarations, soit environ 75 à 85 points de base.

48. Sur la base de ces chiffres, le Canada a dit qu'"en décembre 1999, un échantillon représentatif de compagnies aériennes opérant sur le marché des États-Unis [avaient] obtenu des financements à un taux égal au taux des bons du Trésor américain à dix ans majoré de 110 à 250 points de base"[27] et que les compagnies aériennes comme British Airways, American, Northwest et US Air "[avaient] des cotes de crédit bien plus élevées qu'un certain nombre d'autres compagnies aériennes du secteur. Les compagnies aériennes qui sont moins solvables peuvent être confrontées à des marges aussi grandes que 350 points de base".[28]

49. Ainsi, selon le Canada, la marge appropriée pour la compagnie aérienne *la mieux notée* pour une transaction portant sur des avions à réaction régionaux serait soit le LIBOR + 50 à 70 pdb (taux variable) soit T + 125 à 150 pdb (transactions à taux fixe). Pour une compagnie aérienne "*représentative*" notée entre AAA et BBB-, la marge appropriée pourrait aller jusqu'à T + 250 pdb. Les compagnies aériennes *moins solvables* ont une note correspondant à "plus de T + 350 pdb".

50. En outre, les marges sur les crédits ont tendance à être moins élevées dans les transactions nord-américaines que dans les affaires concernant des compagnies aériennes d'autres marchés. Les transactions portant sur des avions à réaction régionaux ont des marges plus élevées que celles qui concernent des avions gros porteurs.

51. Je ferais aussi observer que devant le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5* (II), le Canada a réaffirmé qu'au 31 janvier 2001 aucune compagnie aérienne des États-Unis ne bénéficiait d'une note "A" quelle qu'elle soit.[29] Il n'y a aucune raison de penser que les cotes de crédit de toutes les compagnies aériennes se sont effondrées au cours des deux dernières années. Les notes indiquées par le Canada en réponse aux questions du présent Groupe spécial doivent être considérées par référence au contexte de ces déclarations.

---

[26] *Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW (adopté le 4 août 2000), Annexe 1-2, Communication présentée à titre de réfutation par le Canada, 17 janvier 2000, paragraphe 51, note 26.

[27] WT/DS46/RW, annexe I-5, paragraphes 10 et 11.

[28] WT/DS46/RW, annexe 1-3, déclaration orale du Canada, 3 février 2000, graphique 3 (communiquée avec la pièce n° 14 du Canada) (pièce n° 64 du Brésil).

[29] WT/DS46/RW/2, paragraphe 5.36, note 51.

2. Les cotes de crédit du Canada sont incompatibles avec le marché

52. Le Brésil a ensuite comparé les cotes de crédit fournies par le Canada aux notes qui sont publiées par des organismes de crédit comme Standard & Poor's et Moody's. Nous avons noté que dans de nombreux cas, les cotes de crédit du Canada étaient carrément incompatibles avec les notes qui sont publiées. Par exemple, le Canada a attribué à Comair, à un moment donné, la note [ ].[30] Lorsque je passerai à l'examen de transactions particulières, je donnerai davantage d'exemples montrant en quoi les cotes de crédit attribuées par le Canada, et les marges qu'il leur associe, sont incompatibles avec le marché.

53. Le Canada s'appuie largement sur son logiciel LA Encore pour établir les cotes de crédit des compagnies aériennes concernées par les transactions de la SEE ou d'IQ. Comme le Brésil l'a fait remarquer dans sa réponse à la question n° 40 du Groupe spécial le 26 juillet, peu de renseignements sont disponibles sur la manière dont fonctionne concrètement le système LA Encore. Nous ne savons pas précisément quelles données sont introduites dans le système, quels coefficients de pondération correspondent à chaque paramètre et si des critères subjectifs sont ou non utilisés pour l'évaluation des données.

54. Il apparaît toutefois clairement que le système LA Encore n'est pas fiable. Le Canada dit qu'en 1996, alors qu'il utilisait une méthodologie antérieure à celle de LA Encore, il a attribué à Comair la note [ ].[31] Par la suite, le Canada a introduit dans le système LA Encore des données sur Comair de 1996 tirées du système d'analyse financière et commerciale FAMAS et a obtenu une cote de crédit de [ ], ce qui [ ] de [ ] échelons complets la note estimée par la SEE. De même, dans sa réponse à la question n° 45, le Canada explique qu'avant d'utiliser LA Encore, il avait donné à ASA, à l'époque de sa première lettre d'offre, la note [ ]. Il poursuit en disant que s'il avait disposé du système LA Encore, il aurait attribué la note [ ] à ASA, ce qui [ ] de [ ] échelons complets la précédente notation. Ces faits semblent indiquer que les erreurs sont fréquentes soit dans les cotes de crédit établies par la SEE elle-même, soit dans les notes calculées par le système LA Encore. Le Canada ne semble pas avoir examiné plus avant la question de ces écarts ni ajusté le système LA Encore compte tenu des différences entre les résultats qu'il permettait d'obtenir et les estimations établies précédemment par le Canada lui-même. Nous avons donc un logiciel qui, lorsque le Canada l'utilise, semble surévaluer les cotes de crédit dans une proportion pouvant aller de [ ] à [ ] échelons. Étant donné que chaque échelon peut faire varier d'environ 15 points de base la marge offerte à une société, cet écart pourrait aboutir à une différence de [ ] à [ ] points de base dans une marge à l'émission. Voilà qui suscite de sérieuses questions sur la fiabilité des offres élaborées sur la base des résultats obtenus par le système LA Encore.

3. Le Canada utilise des variables comparables qui ne sont pas fiables

55. Le problème que pose le fait que le Canada utilise des cotes de crédit surévaluées est que cela permet à la SEE d'ignorer les risques liés au marché des avions à réaction régionaux et de fonder ses opérations de financement concernant ces avions sur une comparaison avec des titres industriels qui sont associés à un risque bien moindre et n'ont aucun rapport avec le marché des avions à réaction régionaux. Par exemple, dans l'un des tableaux relatifs aux prix figurant dans sa pièce n° 59, le Canada a donné à Comair - société qui n'a jamais été notée par Standard & Poor's - la note [ ] et fonde le prix fixé pour Comair sur des comparaisons avec des sociétés comme [ ]. Cela n'a aucun sens.

56. De fait, nous avons constaté que dans la plupart des cas ces variables comparables ne sont tout simplement pas fiables ni utiles pour déterminer les taux du marché pour ce qui concerne les opérations de financement des avions à réaction régionaux. Examinons avant tout la variable

[30] WT/DS46/RW, annexe I-5, paragraphe 10.
[31] Pièce n° 59 du Canada.

comparable la plus importante que le Canada n'a *pas* utilisée. Le Canada ne semble pas avoir utilisé de données sur des transactions relatives à des avions à réaction régionaux qui n'ont *pas* bénéficié d'un soutien public, comme point de repère pour déterminer les taux du marché. Le Brésil note que dans sa réponse à la question n° 43 du Groupe spécial, le Canada a déclaré que plus de [ ] pour cent des ventes de Bombardier ne bénéficiaient d'aucun soutien public, même par le biais des opérations dites des "guichets commerciaux". Ces transactions donneraient sans nul doute des renseignements abondants et précis pour déterminer les taux du marché appropriés pour les transactions du Canada bénéficiant d'un soutien public. Il est difficile de voir comment le Canada pourrait raisonnablement arriver aux taux du marché pour ses transactions sans même se référer à la grande majorité des transactions Bombardier qui, selon ses allégations, étaient financées sans aucune participation des pouvoirs publics, même sans participation des guichets commerciaux.

57. Le Brésil note également que dans sa réponse à la question n° 4 b) du Groupe spécial, le Canada a indiqué que pour établir son taux repère du "marché", le Canada précise que le marché – et je cite – comprend "les banques, d'autres établissements de financement commerciaux … mais n'englobe pas les organismes de crédit à l'exportation". Il apparaît toutefois que le Canada s'est largement appuyé sur les prix établis par la SEE dans le cadre d'autres transactions pour déterminer les taux du "marché". Par exemple, dans ses réponses aux questions n° 37 et 45 du Groupe spécial, le Canada indique qu'il s'est appuyé sur le prix qui était alors offert par la SEE à d'autres compagnies aériennes pour fixer les taux applicables à des transactions particulières. Il explique que pour élaborer [ ]. Il indique ensuite que [ ] était fondée sur le prix précédemment fixé par la SEE pour Comair! C'est un raisonnement circulaire: tout d'abord le Canada finance Comair en prenant comme référence ce qu'il a auparavant offert à [ ], puis il finance [ ] en prenant comme référence ce qu'il vient juste de donner à Comair. Cela ne permet en aucune façon d'établir si ces transactions sont aux taux effectifs du marché. En outre, lorsque le Canada déclare qu'il prend en considération le marché abstraction faite des transactions des organismes de crédit à l'exportation, cela n'est pas vrai. De fait, le Canada s'appuie sur un marché endogène composé de ses propres transactions – les transactions d'un organisme de crédit à l'exportation.

58. Le Brésil note également qu'au moins une fois en 1996, comme il ressort de la pièce n° 59 du Canada, la SEE s'est appuyée sur "[ ]" pour déterminer le taux auquel elle fournissait un financement. Cela concorde avec la déclaration faite par M. Tobin, presque cinq ans plus tôt au sujet de l'affaire Air Wisconsin, selon laquelle le Canada s'est servi de la SEE pour "offrir, pour un prêt, un meilleur taux d'intérêt que celui que Bombardier pourrait obtenir par ailleurs". Il est évident que [ ] n'a rien à voir avec le taux du marché pour cette affaire et réduit à néant les arguments du Canada selon lesquels la SEE cherche vraiment à financer les transactions de Bombardier aux taux du marché. Il semble raisonnable de supposer que "[ ]" et la volonté de la SEE de prêter de l'argent à Bombardier à des taux inférieurs au marché étaient les facteurs déterminants pour décider quelles transactions, et à quels taux, étaient soutenues par la SEE dans la période comprise entre la note de service de 1996 figurant dans la pièce n° 59 du Canada et la déclaration faite par M. Tobin cette année.

59. Un grand nombre des autres variables comparables sur lesquelles s'appuie le Canada ne présentent en outre que peu d'intérêt pour établir les taux du marché applicables aux transactions concernant les avions à réaction régionaux. Le Canada s'est souvent appuyé sur les taux auxquels des valeurs industrielles générales américaines se négociaient pour établir les taux. Il ne semble toutefois pas avoir examiné si ces valeurs étaient représentatives des conditions existant dans le secteur de l'aviation, et en particulier dans celui des avions à réaction régionaux, ni avoir procédé à des ajustements en conséquence. Étant donné que plus de 70 pour cent des transactions Bombardier pouvaient apparemment servir de variables comparables, le fait de se fonder sans examen complémentaire sur des valeurs industrielles générales est déraisonnable et ne pouvait pas aboutir à des taux du marché fiables. De plus, le Canada s'est appuyé à plusieurs reprises sur les marges offertes pour les valeurs industrielles générales mais dans d'autres cas, il ne les a même pas examinées. La raison, comme je le montrerai sous peu, en est probablement que les marges du

Canada sont souvent inférieures à celles qui sont offertes même pour les valeurs industrielles générales.

60. Le Canada s'est également basé sur d'autres transactions qui n'étaient comparables d'aucune façon significative pour établir ses taux du marché. Par exemple, dans sa pièce n° 39, il a établi son prix pour une vente d'avions à réaction régionaux à Kendell Airlines en se fondant en partie sur une comparaison avec les conditions d'une vente d'un seul [ ]. Il a ainsi comparé une vente de [ ] avions à réaction régionaux d'une valeur d'environ [ ] millions de dollars à une petite compagnie aérienne régionale qui n'était pas américaine avec une vente de [ ] millions de dollars ne portant pas sur des aéronefs faite à une société américaine pesant [ ] milliards de dollars. Pour des raisons évidentes, aussi bien commerciales que financières, cette comparaison n'est tout bonnement pas pertinente.

61. Enfin, le Brésil note que selon la réponse à la question n° 37, le Canada s'est fondé sur un financement offert par [ ], acronyme dont le Brésil croit comprendre qu'il se réfère à [ ]. Le Canada n'a pas expliqué en quoi les données relatives au financement [ ] étaient utiles pour établir les véritables taux du marché applicables aux financements concernant les avions à réaction régionaux.

4. Comparaison avec les émissions d'EETC

62. À plusieurs reprises, le Canada a dit qu'il s'appuyait sur les marges offertes pour les titres revalorisés garantis par nantissement du matériel (EETC) pour déterminer les taux d'emprunt de financement applicables aux transactions soutenues par la SEE et IQ. Les EETC, qui correspondent à un nouvel instrument financier servant aux opérations de financement par voie d'emprunt dans le secteur des aéronefs, sont utilisés depuis le milieu des années 90. Ces titres, dont on a dit qu'ils tenaient à la fois des obligations de société et des titres garantis par des actifs, constituent à l'heure actuelle environ 75 pour cent de l'encours total des dettes des compagnies aériennes des États-Unis. Les EETC sont généralement garantis à la fois par la qualité de la signature des organismes émetteurs sous-jacents et par l'aéronef spécifique servant de nantissement. Jusqu'à présent, il a été fait recours aux EETC généralement dans le secteur des avions gros porteurs et peu dans le secteur des avions à réaction régionaux. En outre, les émissions sont en grande partie garanties par des avions gros porteurs et non par des avions à réaction régionaux. La valeur du nantissement permet aux compagnies aériennes dont la cote de crédit est médiocre de se voir attribuer une meilleure note que celle qu'ils auraient autrement obtenue.

63. Les EETC ont eu beaucoup de succès sur le marché nord-américain parce qu'il existe une disposition dans le Code des faillites des États-Unis qui permet aux détenteurs du titre d'entrer presque immédiatement en possession de l'aéronef donné en nantissement dans le cas où une compagnie aérienne est en défaut de paiement et fait faillite. Voilà pourquoi les EETC ne sont pas encore très prisés sur les marchés européens et autres.

64. Comme ces précisions le montrent, il y a de grandes différences entre une émission d'EETC et un prêt bancaire classique. On peut entre autres citer le fait que les EETC correspondent à des transactions titrisées sur un marché secondaire, qu'ils sont en principe garantis par des avions gros porteurs plutôt que par des avions à réaction régionaux, qu'ils ne sont en principe pas utilisés en dehors du marché nord-américain et que les cotes de crédit peuvent être affectées par l'importance et les conditions de la transaction. C'est pourquoi le risque de crédit ou la marge correspondant à une émission d'EETC sont généralement inférieurs à la marge que la même compagnie aérienne pourrait obtenir dans une transaction financée par une banque commerciale. Le Canada a utilisé les marges sur EETC comme point de repère pour déterminer les taux du marché, à la fois dans l'affaire *Brésil - Aéronefs*, comme le Brésil l'a montré dans sa pièce n° 64, et dans la présente affaire comme il ressort de la pièce n° 17 du Canada. En conséquence, le Brésil a estimé qu'il était également approprié d'utiliser les marges sur EETC comme point de repère. De ce fait, il a comparé les taux

offerts par le Canada avec les marges correspondant à des transactions sur EETC, de différentes manières.

65. Premièrement, le Brésil a comparé les marges offertes par le Canada avec la moyenne pondérée des marges auxquelles tous les EETC émis par chaque compagnie aérienne se négociaient au moment où le Canada a présenté son offre. On trouve ces comparaisons dans la pièce n° 65 du Brésil. Lorsque j'examinerai dans le détail chaque transaction pour laquelle des données sont disponibles, je montrerai comment les marges offertes par le Canada sont dans chaque cas inférieures aux marges auxquelles les EETC sont négociés.

66. Deuxièmement, à des fins de recoupements, le Brésil a comparé les marges offertes par le Canada avec une estimation de la marge susceptible d'être offerte pour cette transaction en se fondant sur les marges moyennes pour tous les EETC pour l'année pendant laquelle la transaction a eu lieu. Aux fins de cette comparaison, il a pris comme point de départ la moyenne des marges à l'émission pour tous les EETC émis pendant les années où les transactions canadiennes ont été effectuées. Nous avons ensuite ajouté l'incidence de la cote de crédit de la compagnie concernée fondée sur les notations du Canada avec lesquelles, je tiens à le souligner, nous sommes en désaccord. Selon des calculs fondés sur une analyse de tous les EETC offerts pendant la période 1996-1999, soit la période pendant laquelle les transactions canadiennes en cause ont eu lieu, cette incidence correspond à plus ou moins 15 points de base. Comme le montre la pièce n° 66 du Brésil, le Brésil a comparé la marge offerte par le Canada, quand elle était connue, avec la marge construite sur la base des marges sur EETC pour déterminer si le taux de la SEE était inférieur au marché.

67. Nombre des données disponibles concernant les transactions du Canada ont été communiquées dans les réponses que ce pays a apportées aux questions du Groupe spécial le 26 juillet. En conséquence, le Brésil n'a pas eu le temps d'examiner de façon approfondie ces transactions dans les deux jours ouvrables dont il disposait après avoir reçu les dernières données du Canada. Plusieurs points ressortent néanmoins clairement: premièrement, pour les raisons que je viens d'exposer, les méthodes employées par le Canada pour fixer les taux applicables au financement bénéficiant d'un soutien public ne sont pas compatibles avec le marché; deuxièmement, le Canada propose des financements pour des périodes plus longues que l'*Arrangement de l'OCDE* ne le permet; et troisièmement, comme je vais maintenant le montrer, les taux offerts par le Canada pour des transactions particulières ont été bien inférieurs à ce qui pourrait cadrer avec toute définition raisonnable du marché.

B. TRANSACTIONS

1. Atlantic Southeast Airlines

68. Le Canada a offert un financement à Atlantic Southeast Airlines (ASA) en plusieurs étapes. Je procéderai de nouveau par ordre chronologique. ASA a acheté [ ] avions CRJ 200 à Bombardier en avril 1997 et pris des options sur [ ] autres. Les conditions de l'offre de la SEE sont reproduites dans la pièce n° 42 du Canada. La SEE finançait jusqu'à [ ] pour cent du prix de ces aéronefs, au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ] points de base. La durée de ce financement était de [ ] années.

69. Examinons en premier lieu les cotes de crédit attribuées à ASA par le Canada en avril 1997. Le Canada indique dans sa réponse à la question n° 45 qu'au moment de la première offre, il ne disposait pas encore du logiciel LA Encore et s'appuyait donc sur une [ ] pour ASA de [ ], ce qui faisait d'ASA [ ]. Au moment de la deuxième offre, le logiciel LA Encore avait été mis au point et attribuait à ASA la cote de crédit [ ].

70. Abstraction faite de l'écart dont j'ai déjà parlé entre les cotes de crédit attribuées par la SEE elle-même et les notes obtenues par LA Encore, les cotes de crédit d'ASA contrastent fortement avec [ ]. On trouve dans la pièce n° 67 du Brésil une rétrospective des cotes de crédit attribuées par Standard & Poor's à la plupart des grandes compagnies aériennes des États-Unis. Selon Standard & Poor's, en avril 1997, la cote de crédit de [ ] était [ ], celle de [ ] était [ ] (puis [ ] à la fin du mois d'avril) et celle de [ ] était [ ]. Pourtant le Canada a attribué à ASA, petite compagnie aérienne régionale, une cote de crédit de [ ]. Le Canada n'a pas expliqué pourquoi la cote de crédit d'ASA devrait être [ ] que celle de ces autres grandes compagnies aériennes.

71. Le prix fixé à T + [ ] points pour cette transaction est manifestement inférieur au marché. Comme le Canada l'a déjà indiqué, la compagnie aérienne la mieux notée pourrait seulement espérer obtenir des marges de T + 125 points de base, au minimum. En outre, le tableau figurant dans la pièce n° 66 montre que le prix offert pour cette transaction était inférieur d'environ [ ] points au prix estimatif du marché.

72. Le 26 août 1998, le Canada a offert un financement additionnel à des conditions semblables à celles de la première offre, comme le montre la pièce n° 43 du Canada. À ce moment-là, LA Encore avait attribué la note de [ ] à ASA. Pourtant, [ ] était notée [ ], [ ] [ ], [ ] [ ], [ ] [ ] et [ ] [ ]. Aujourd'hui, les deux compagnies aériennes les mieux notées sont [ ], dont la cote de crédit est [ ], et [ ]dont la cote de crédit est [ ]. De nouveau, ASA, compagnie aérienne régionale qui n'est pas notée par les grandes agences de notation, s'est vue attribuer une note [ ] que celle de n'importe laquelle de ces compagnies et le Canada n'explique pas pourquoi.

73. La marge proposée pour ASA ne correspond pas non plus au marché. Le Canada a offert à ASA un financement à T + [ ] points de base. Le premier indicateur du fait que cette offre est inférieure au marché est qu'elle est [ ] en vigueur à cette date. Le Groupe spécial n'ignore pas que l'Organe d'appel a déclaré qu'un taux inférieur au TICR "tend à montrer" que le soutien public fournit un avantage important et est présumé inférieur au marché.[32] En outre, le Canada a dit devant le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* – Article 21:5 (I) que dans certains cas, il a fourni des financements à des taux inférieurs au TICR en vigueur.[33] Le Canada a toutefois expliqué que cela tenait uniquement au délai nécessaire pour ajuster les TICR, annoncés mensuellement, aux conditions du marché. Comme nous le verrons aujourd'hui, le Canada a offert [ ] dans deux cas au moins d'après l'étude que nous avons faite du très petit nombre de transactions pour lesquelles des données ont été communiquées au Groupe spécial.

74. Le TICR exprimé en dollar EU en vigueur le 26 août 1998 s'élevait à 6,52 pour cent. La moyenne mensuelle des taux des bons du Trésor à dix ans pour le mois d'août 1998 était de [ ] pour cent. Le taux effectif de [ ] pour cent offert par le Canada majoré de la marge de [ ] points de base aboutit donc à un taux total de [ ] pour cent, ce qui est [ ] points de base [ ]. C'est au Canada qu'incombe la charge de réfuter la présomption que ce taux est inférieur au marché. Il ne l'a pas fait. Par ailleurs, l'affirmation du Canada selon laquelle le [ ] uniquement à cause du délai nécessaire à l'ajustement ne résiste pas à l'examen. Comme le TICR est fixé au taux des bons du Trésor à sept ans plus 100 points de base, en établissant le prix au taux des bons du Trésor à dix ans plus [ ]. La pièce n° 70 du Brésil contient la documentation source concernant les TICR et les taux des bons du Trésor applicables.

75. En outre, cette marge est inférieure à ce que, comme le Canada l'a précédemment dit, la compagnie aérienne non souveraine la mieux notée pouvait espérer obtenir dans une transaction portant sur des avions à réaction régionaux. Par ailleurs, comme il ressort du graphique figurant dans

---

[32] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R (adopté le 20 août 1999), paragraphe 182.

[33] WT/DS46/RW, Annexe I-4, question 4 a).

la pièce n° 65, elle est inférieure à la moyenne pondérée de toutes les transactions sur EETC pour chaque compagnie aérienne présente sur le marché des EETC en juillet 1998. Dans la mesure où les EETC représentent le marché, le financement offert par la SEE à ASA est [ ]. Enfin, le tableau reproduit dans la pièce n° 66 montre que la marge appliquée à ASA est [ ].

76. Enfin, le Canada n'a pas établi qu'il y avait un autre point de repère du marché inférieur au TICR et il n'a fait état d'*aucune* opération véritablement commerciale comparable à ces transactions.

2. Comair

77. Passons aux transactions Comair. Avant d'examiner les questions de fond liées à ces transactions, je voudrais faire une observation préliminaire sur l'obligation qu'ont les Membres au titre de l'article 3:10 du Mémorandum d'accord d'engager les procédures de règlement des différends de l'OMC de bonne foi. La transaction Comair permet mieux qu'aucune autre affaire de voir combien cette obligation est ignorée et les difficultés qu'ont les Membres pour faire respecter les obligations incombant au Canada au titre de l'Accord sur les subventions.

78. Dans sa première communication écrite, le Brésil a évoqué des formulaires déposés par Comair auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis indiquant que la SEE soutenait les achats d'avions à réaction Bombardier de Comair avec des garanties. Le Canada a démenti cette allégation au paragraphe 65 de sa première communication écrite.

79. Le Canada a démenti cette allégation parce que le Brésil – ou plutôt les formulaires déposés par Comair auprès d'un organisme du gouvernement des États-Unis – décrivaient de manière erronée la forme du soutien en cause – des garanties et non des prêts. Le Brésil ne s'appuyait toutefois pas seulement sur des rumeurs pour étayer son allégation. Il s'appuyait sur des pièces officielles déposées par Comair auprès d'un organisme du gouvernement des États-Unis qui, soit dit en passant, a identifié correctement l'instrument de soutien utilisé par le Canada, la SEE. Dans ces circonstances, l'attitude du Canada consistant à ne rien faire et à garder le silence au sujet du soutien fourni par la SEE dans la transaction n'est tout simplement pas compatible avec son obligation de participer à cette procédure de bonne foi.

80. Quoi qu'il en soit, nous découvrons à présent que les formulaires déposés par Comair auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis étaient en fait corrects. Dans la note de bas de page 1 relative à sa réponse du 26 juillet à la question n° 37, le Canada reconnaît que la SEE a de fait fourni des garanties pour la transaction Comair, y compris en 1995, soit après la date effective d'entrée en vigueur de l'Accord sur les subventions. Comme ces garanties étaient fournies par l'intermédiaire du *Compte du Canada* de la SEE et non par le biais du *Compte de la Société*, le Canada a estimé conforme à son obligation de faire preuve de bonne foi de démentir l'allégation du Brésil. Or les pièces déposées par Comair auprès de la Securities and Exchange Commission mentionnent simplement la "SEE", sans spécifier s'il s'agit du Compte du Canada ou du Compte de la Société. Le démenti opposé par le Canada à l'allégation du Brésil était donc trompeur. Le Canada n'a pas fourni de renseignements sur les garanties offertes en 1995 à Comair dont il est question dans la note de bas de page 1 relative à sa réponse à la question n° 37. Dans ces circonstances, le Brésil demande que le Groupe spécial présume que ces garanties étaient accordées à des conditions inférieures au marché.

81. Il apparaît que le Brésil a été victime d'une tactique similaire employée par le Canada pour ce qui concerne la transaction Northwest de 1999 mentionnée dans la première communication écrite du Brésil. Alors que le Canada a nié tout soutien d'IQ ou de la SDI à Northwest et à ASA dans ses réponses aux questions n° 14 et 38 du Groupe spécial, il a reconnu le soutien offert par la SEE à ASA. Il n'a toutefois rien dit au sujet du soutien fourni à Northwest par le biais du Compte de la Société ou du Compte du Canada de la SEE pour l'affaire de 1999. Comme la portée de la tactique employée par

le Canada n'apparaît qu'aujourd'hui, le Brésil souhaite que le Groupe spécial demande au Canada si un soutien a été fourni pour cette affaire par le biais du Compte de la Société ou du Compte du Canada de la SEE.

82. Permettez-moi à présent de passer aux questions de fond soulevées par les transactions Comair. Dans sa communication du 26 juillet, le Canada a reconnu qu'il avait fourni des prêts pour financer des opérations de crédit-bail adossé américain concernant [ ] aéronefs livrés entre 1996 et 2000. Il a donné une explication sur la manière dont il avait établi le prix auquel il finançait ces livraisons qui pose bien plus de questions qu'elle ne donne de réponses. Par exemple, le Canada indique que la SEE avait estimé la cote de crédit de Comair en avril 1996 à [ ].

83. Le Canada dit également qu'en utilisant le logiciel LA Encore il estime à présent à [ ] la cote de crédit de Comair pour 1996. Comme je l'ai noté, cet écart donne à penser que le logiciel n'est pas fiable. Je pourrais également ajouter que l'estimation de la cote de crédit de Comair obtenue par LA Encore est en totale contradiction avec la déclaration faite par le Canada au cours de la procédure *Brésil – Aéronefs* selon laquelle [ ].

84. Le Canada a offert en avril 1996 un prix fixé à T + [ ] points de base. Ce prix est inférieur de [ ] points de base au [ ] de la SEE et il est également [ ] à la marge de T + [ ] à [ ] points de base qui est, selon le Canada, ce que la compagnie aérienne non souveraine la mieux notée, [ ], peut obtenir sur le marché pour des transactions concernant des avions à réaction régionaux. Une fois de plus, le prix est inférieur à ce qui pourrait être obtenu sur le marché, comme le montre la pièce n° 66.

85. Le Canada explique par ailleurs que la SEE a baissé son prix en décembre 1996 et en mars 1997 pour le ramener à T + [ ], en raison, en partie, des "bons résultats financiers de Comair". À ce stade, l'offre du Canada était inférieure de [ ] points de base au [ ]. Le Canada a apparemment traité Comair comme une compagnie bénéficiant de la cote de crédit [ ], ce qui en ferait une des compagnies aériennes les mieux notées de tous les temps.

86. En août 1997, utilisant le logiciel LA Encore, le Canada a attribué à Comair la note [ ]. La marge offerte par le Canada pour cette transaction était T + [ ], selon la note de service reproduite dans la pièce n° 59 du Canada. Celui-ci n'explique pas pourquoi, si Comair enregistrait d'aussi "bons résultats", sa cote de crédit calculée par LA Encore avait diminué de [ ] échelons ([ ]) en une année à peine.

87. Le Canada n'explique pas non plus pourquoi, étant donné la baisse de la cote de crédit de Comair, la SEE était prête à diminuer son prix. La pièce n° 59 du Canada montre que le 12 août 1997, la SEE offrait un taux de T + [ ] points de base, ce qui est inférieur de [ ] points de base au [ ]. C'est la deuxième fois que des données communiquées au Groupe spécial montrent que la SEE a offert [ ].

88. Le TICR exprimé en dollars EU qui était en vigueur le 12 août 1997 s'élevait à 7,46 pour cent. La moyenne mensuelle des taux des bons du Trésor à dix ans pour le mois d'août 1997 était de [ ] pour cent. Le taux effectif du Canada de [ ] pour cent majoré de la marge de [ ] pour cent aboutit donc à un taux total de [ ] pour cent, ce qui est [ ] 21 points de base [ ]. C'est au Canada qu'incombe la charge de réfuter la présomption que ce taux est inférieur au marché. Une fois de plus, il ne l'a pas fait.

89. Le Canada allègue par ailleurs qu'à un moment donné entre décembre 1996 et mars 1997, Comair a reçu des offres pour faire une émission d'EETC. Le Brésil croit savoir qu'il n'est pas possible d'émettre des EETC si une cote de crédit n'a pas été attribuée par l'une des grandes agences de notation, comme Standard & Poor's ou Moody's. Si Comair avait reçu des offres pour émettre des EETC, elle aurait sans doute demandé à être notée. Le Canada ne donne pas de renseignements sur

une telle demande. En outre, étant donné les avantages qui découlent, comme je l'ai indiqué, du financement par EETC, le Canada n'explique pas pourquoi Comair n'a pas profité de cette offre pour émettre des EETC.

90. Le 10 mars 1998, la SEE a fait une nouvelle offre à Comair équivalant à T + [ ] points de base, comme il ressort de la pièce n° 59. Cette offre était considérée comme étant inférieure de [ ] points de base au [ ] de la SEE. La SEE attribuait encore à Comair la note [ ] à cette époque. Comme on peut le voir dans la rétrospective des cotes de crédit attribuées par Standard & Poor's figurant dans la pièce n° 67 du Brésil, [ ].

91. Le prix fixé en mars 1998 par la SEE est aussi [ ] à la marge moyenne pondérée de toutes les transactions pour chaque compagnie aérienne présente sur le marché des EETC ce mois-là, comme il ressort de la pièce n° 65 du Brésil. Il est également inférieur de [ ] points de base au prix du marché estimé par le Brésil, comme le montre la pièce n° 66 du Brésil.

92. Le Canada indique dans ses réponses qu'au moment où il a présenté son offre de février 1999, la cote de crédit de Comair avait [ ] de [ ] autres échelons pour passer à [ ], alors même que Comair était considérée comme étant "la première dans son secteur". Le Canada n'explique de nouveau pas cette contradiction. Selon la pièce n° 59, il offrait à ce moment-là un taux fixe de T + [ ] points de base, fondé sur la hausse du coût financier pour la SEE. Je ferai remarquer que la réponse du Canada à la question n° 37 indique que l'offre équivalait à T + [ ] points de base, mais que dans la note de service du 11 janvier reproduite dans la pièce n° 59 du Canada, qui n'a pas été évoquée dans les réponses écrites du Canada, il est dit que la transaction est approuvée à T + [ ] points de base. Cette note de service indique par ailleurs que le coût financier pour la SEE équivalait à T + [ ] points de base - soit seulement [ ] points de base [ ] que l'offre approuvée - et qu'il était inférieur de [ ] points de base au [ ] de la SEE.

93. Il semble impossible que le Canada puisse estimer qu'une offre [ ] points de base au coût financier corresponde au marché pour un prêt à taux <u>fixe</u> d'une durée de [ ] années. Il semble également impossible que le Canada considère qu'un rendement [ ] de [ ] points de base au coût financier et [ ] de [ ] points au [ ] corresponde à un risque au niveau du "marché" pour un prêt à taux fixe offert à une société dont la cote de crédit n'a cessé de [ ] selon les propres calculs du logiciel LA Encore. Je note que le Canada a dit devant le Groupe spécial *Brésil - Aéronefs - Article 21:5 (I)* que les marges de moins de 10 points de base sont habituelles dans le secteur des avions gros porteurs, mais que des marges de moins de 20 à 30 points de base (non compris les primes de risque et les frais de transaction) seraient "peu probables" dans le secteur des avions à réaction régionaux.[34]

94. De plus, même si l'offre de février 1999 était à T + [ ] points de base, elle serait encore bien [ ] au marché des EETC. Comme le montre le graphique figurant dans la pièce n° 65, ce taux de l'offre faite par la SEE à Comair était [ ] aux taux auxquels tous les EETC émis par d'autres compagnies aériennes se négociaient ce mois-là. Par ailleurs, ce prix était également [ ] à la marge estimative du marché pour cette transaction, comme le montre la pièce n° 66.

3. Atlantic Coast Airlines

95. Le Canada a offert un financement à Atlantic Coast Airlines (ACA) en plusieurs étapes. Bien que la documentation fournie par le Canada ne soit pas tout à fait claire sur les conditions appliquées aux divers appareils, le Brésil a distingué plusieurs affaires différentes qui semblent avoir été financées par le Canada. J'examinerai ces affaires par ordre chronologique.

[34] WT/DS46/RW, annexe I-2, paragraphe 40.

96. Dans sa pièce n° 59, s'agissant du prix offert à Comair, le Canada se réfère au prix proposé à ACA en février 1996, date à laquelle la SEE avait offert à ACA un prix de T + [ ] points de base. Le Canada indique qu'il attribuait à ACA la note [ ] à l'époque. Le prix établi par le Canada est [ ] de [ ] points de base à la marge de T + [ ] points qui est, selon le Canada, ce que l'on pourrait attendre pour des compagnies aériennes représentatives, et il est en tout cas inférieur à ce que l'on pourrait attendre pour une petite compagnie aérienne régionale [ ].

97. Je ferai également remarquer que le prix offert à ACA est largement [ ] aux marges auxquelles les [ ], sur lesquels se base le Canada lui-même, se négociaient en février 1996. Je vous renvoie à la pièce n° 68 du Brésil qui montre [ ] pendant la période 1996-2001 pour des marges sur des valeurs industrielles reflétant différentes cotes de crédit. Comme vous le verrez, les [ ] pour les compagnies notées [ ] dépassaient [ ] points de base en février 1996. Je vous renvoie également au tableau figurant dans la pièce n° 66 du Brésil dans lequel il est estimé que le financement offert par la SEE pour cette transaction était inférieur d'environ [ ] points de base à la marge estimative du marché.

98. Dans sa réponse à question n° 14, le Canada indique qu'il a fourni des garanties sur titres d'IQ pour la vente de [ ] appareils, sur [ ] commandés, à ACA en mai 1997. Dans sa réponse à la question n° 40, il indique que la cote de crédit d'ACA à la date de la transaction était [ ]. Ainsi, la cote de crédit d'ACA avait apparemment [ ] pendant l'année [ ].

99. Le Canada fournit de la documentation sur une transaction ACA dans sa pièce n° 63. Il s'agit d'une recommandation de CQC datée de juin 1998 en vue de l'octroi d'une garantie pour la vente de [ ] avions Bombardier livrables au début de février 1999. Dans cette pièce n° 63, il est indiqué que la cote de crédit d'ACA était [ ] en 1998. Il est bien entendu que la note [ ], comme la note [ ], est considérée comme [ ].

100. La pièce n° 39 du Canada concerne une autre transaction bénéficiant d'un soutien public effectuée avec ACA. Dans son analyse de la stratégie en matière de prix appliqué pour Kendell Airlines, le Canada fait référence à une transaction d'avril 1999 pour laquelle la SEE a offert un financement d'une durée de [ ] années pour un nombre non spécifié d'avions à un taux de T + [ ] points de base, qui est, selon le Canada, le taux choisi à la place du LIBOR + [ ] points de base. Le Canada indique qu'au moment de cette transaction, ACA était notée [ ], ce qui équivaut environ, selon ce que le Brésil croit savoir, à [ ] dans le système de notation de Standard & Poor's. Ainsi, la cote de crédit d'ACA a apparemment [ ] de 1996 à 1997, puis [ ] entre 1998 et 1999. Il apparaît qu'ACA voit sa cote de crédit augmenter chaque fois que la SEE décide de lui fournir un financement direct. Le Brésil note que le Canada n'a fait aucun effort pour montrer comment la note d'ACA est fondée sur les cotes de crédit d'autres compagnies aériennes régionales du marché.

101. De toute façon, la marge à l'émission de T + [ ] points de base offerte pour la transaction décrite dans la pièce n° 39 du Canada paraît être largement inférieure au marché. Le Canada avait tout d'abord indiqué que la marge correspondant à des compagnies aériennes [ ] serait de l'ordre de T + [ ] points de base. Le taux proposé par le Canada est inférieur d'environ [ ] points de base à cet ordre de grandeur.

102. De même, le prix offert à ACA en avril 1999 est de nouveau largement inférieur aux marges auxquelles les indices des valeurs industrielles générales se négociaient durant ce mois. En examinant de nouveau la pièce n° 68, on peut voir que les [ ] pour les compagnies notées [ ] étaient supérieures de plus de [ ] points de base aux taux des bons du Trésor à dix ans en avril 1999. Je vous renverrai également au tableau figurant dans la pièce n° 66 du Brésil, dans lequel il est estimé que le financement fourni par la SEE pour cette transaction était inférieur d'environ [ ] points de base à la marge estimative du marché.

103. De plus, comme le montre le graphique figurant dans la pièce n° 65, le taux de T + [ ] points de base est inférieur à la moyenne pondérée de toutes les transactions sur EETC pour chaque compagnie présente sur le marché des EETC en avril 1999, à l'exception de [ ]. Il est très intéressant de noter que le financement offert par la SEE à ACA à T + [ ] la marge avec laquelle les *propres EETC d'ACA* se négociaient sur le marché en avril 1999 – soit environ [ ] points de base. Il est clair, étant donné les explications que j'ai données au sujet des différences entre les EETC et les transactions bancaires, que le financement offert par la SEE à ACA est inférieur - dans une mesure encore plus grande - à celui qu'ACA aurait pu espérer obtenir sur le marché pour cette transaction.

104. En ce qui concerne la description de cette transaction figurant dans la pièce n° 39, je ferai remarquer que le Canada compare cette transaction à une vente d'un [ ]. J'ai déjà expliqué que cette comparaison était tout bonnement inappropriée. En outre, si le Canada peut estimer que la comparaison entre ACA et [ ] est pertinente, il n'en va certainement pas de même du marché. Je vous renvoie à la pièce n° 69 du Brésil dans laquelle figure une comparaison entre les marges auxquelles les EETC émis par différentes compagnies aériennes se négociaient de mai 1998 à mai 2001. Comme vous le verrez, ACA se négocie à des marges considérablement [ ] à celles [ ]. Il ressort également de ce graphique que le prix offert par la SEE est régulièrement [ ] aux marges auxquelles les EETC se négocient.

4. Air Nostrum

105. Le Canada indique dans sa réponse à la question n° 14 qu'il a fourni un financement pour la vente d'avions à réaction Bombardier à Air Nostrum, compagnie aérienne régionale espagnole, en janvier 1999. Il apparaît que le Canada a financé [ ] avions, avec option [ ], sur un total de [ ] appareils commandés. Le Canada n'a fourni aucun renseignement sur la manière dont le reste des avions ont été financés. Le Brésil note que les dates indiquées par le Canada pour cette transaction ne semblent pas concorder puisque le Canada a donné la date de janvier 1999 dans sa réponse à la question n° 14, mais que les documents fournis dans sa pièce n° 64 donnent à penser que l'affaire a été approuvée en décembre 1997, les livraisons devant commencer en mai 1998.

106. Les autres détails de cette transaction ne sont pas tout à fait clairs. Le Canada a indiqué dans sa réponse à la question n° 14 qu'IQ n'avait fourni qu'une garantie sur titres, mais selon le tableau intitulé "Détails du Financement" figurant dans la pièce n° 64 du Canada, il apparaît qu'Air Nostrum a fait un versement initial de [ ], le reste de la transaction étant financé par des emprunts contractés auprès de [ ]. Dans la mesure où le Canada a financé [ ] pour cent de la transaction, l'opération n'est manifestement pas conforme aux conditions énoncées dans l'*Arrangement de l'OCDE* qui limitent à 85 pour cent le montant de la transaction pouvant bénéficier d'un financement.

107. À ce stade, je relèverai que la participation du Compte du Canada et l'approbation apparemment donnée pour la transaction en décembre 1997, donnent à penser que le Canada n'a peut être pas fait preuve de la plus grande exactitude lorsqu'il a dit au précédent Groupe spécial *Canada - Aéronefs* que le Compte du Canada n'avait participé qu'à deux transactions à l'exportation dans le secteur de l'aviation civile entre janvier 1995 et juin 1998, qui concernaient la vente de Dash à turbopropulseur à [ ] et à [ ].[35]

108. Le Québec a également fourni une garantie correspondant à [ ] pour cent du montant financé. Le sommaire de transaction fourni par le Canada dans sa pièce n° 64 désigne cette garantie offerte par CQC sous le nom de "garantie du gouvernement". Ce document indique en outre que la tranche garantie par le Québec serait de rang inférieur à la tranche financée par la SEE.

[35] Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, WT/DS70/R (adopté le 20 août 1999), paragraphe 9.217.

109. Il apparaît que la tranche du financement correspondant au Compte du Canada portait un taux d'intérêt de [ ] pour cent – [ ]. Les tranches correspondant à CQC et à la SEE portaient un taux d'intérêt de [ ] pour cent. Le simple calcul de la moyenne pour ces trois tranches, pondérée en fonction des pourcentages de l'affaire financés par chaque organisme, aboutit à un taux moyen pondéré de [ ] pour cent pour cette affaire.

110. Je relèverai par ailleurs que selon le sommaire de transaction figurant dans la pièce n° 64 du Canada, la commission perçue pour la garantie fournie par CQC - soit [ ] pour cent - semble avoir été incluse dans le taux de financement correspondant à la transaction. Selon le point de vue dont on se place, on peut donc considérer soit que la garantie a été fournie [ ] soit que le taux d'intérêt effectif était [ ] de [ ] points de base à celui que je viens de mentionner. Si le montant de la commission de garantie est déduit du taux d'intérêt appliqué par la CQC, le taux d'intérêt est alors de [ ] pour cent, ce qui ramène le taux moyen pondéré pour l'ensemble de la transaction à [ ] pour cent.

111. Le Brésil note que le financement semble avoir été effectué en deutsche mark. En décembre 1997, le TICR pour les transactions exprimées en deutsche mark était de 5,87 pour cent. En conséquence, la transaction Air Nostrum a été financée à un taux global [ ] de près de [ ] points de base [ ]. En outre, comme la cote de crédit d'Air Nostrum était [ ], note [ ], le taux d'intérêt était de toute façon largement inférieur au marché.

112. Par exemple, au moment où ce financement a été offert, les bons du Trésor américain à dix ans se négociaient à un taux de [ ] pour cent. Ainsi, le Canada a fourni un financement à un taux qui était, en termes absolus, supérieur de [ ] points de base à celui des bons du Trésor. Selon les propres critères du Canada, que j'ai exposés précédemment, on pourrait s'attendre à ce que la marge appliquée à une transaction concernant un acheteur à risque élevé comme Air Nostrum soit égale ou supérieure à T + [ ] points de base. Même en tenant compte d'un ajustement raisonnable pour la conversion en dollars des taux d'emprunt exprimés en deutsche mark, le Canada a fourni un financement à des taux largement inférieurs au marché.

113. Je note que, d'après une comparaison avec les marges [ ] figurant dans la pièce n° 68, le taux auquel Air Nostrum, société notée [ ], a été financée était largement inférieur aux marges qui étaient offertes pour les valeurs industrielles tout aussi mal notées que ce soit en décembre 1997 ou en janvier 1999.

5. Kendell Airlines

114. Le Brésil a expliqué dans sa réponse à la question n° 51 du Groupe spécial qu'il considérait que les conditions de la transaction Kendell étaient inférieures au marché. Je ne reviendrai pas sur ces explications détaillées, si ce n'est pour faire observer que nous ne connaissons pas les taux d'intérêt appliqués par les autres banques qui ont participé à la transaction. Généralement, lorsqu'un organisme de crédit à l'exportation intervient dans une transaction, il est fixeur et non preneur de prix. Je renvoie également le Groupe spécial à la pièce n° 65, qui montre qu'en juin 1999 – mois pendant lequel la SEE a approuvé le financement – la marge offerte à Kendell, [ ] points de base, était [ ] que [ ] toute autre compagnie aérienne, à l'exception de [ ] et de [ ]. En outre, je ferai observer que la SEE a établi son financement en se fondant en partie sur une comparaison entre Kendell et ACA. Or, comme le montre la pièce n° 65 du Brésil, la marge dans le financement offert par la SEE à Kendell était [ ] à celle avec laquelle les [ ] se négociaient ce mois-là. Le taux du financement offert à Kendell était également [ ] à la marge estimée indiquée dans la pièce n° 66.

115. Enfin, je ferai remarquer que la marge établie par la SEE pour Kendell était [ ] aux marges auxquelles les [ ] également notées [ ] se négociaient en juin 1999. Comme il ressort du graphique figurant dans la pièce n° 68, ces [ ] se négociaient à plus de [ ] points de base au-dessus du taux des bons du Trésor américain ce mois-là.

6. Air Littoral

116. Le Canada a indiqué qu'en 1997 il avait financé la vente de [ ] appareils, sur un total de [ ] commandés, à Air Littoral, compagnie aérienne régionale française. Il dit dans sa réponse à la question n° 14 du Groupe spécial qu'IQ a effectivement fourni une garantie sur *titres* pour cette transaction. Néanmoins, la documentation fournie dans la pièce n° 62 du Canada donne à penser que CQC a accordé une garantie de prêt de [ ] pour cent (sur le "prêt senior") percevant pour cette transaction une commission de [ ] pour cent.

117. D'après la pièce n° 62 du Canada, [ ] pour cent de la transaction a été financée par des banques non spécifiées à un taux égal au LIBOR + [ ] points de base, ce qui correspond très approximativement à T + [ ] points de base. Le Brésil note que d'après la réponse donnée par le Canada à la question n° 40, la cote de crédit d'Air Littoral au moment de la transaction était [ ], ce qui est largement en dessous de la qualité Investissement. Selon les critères du Canada, et compte tenu des [ ] en vigueur pour les [ ], il est vraisemblable que le marché aurait financé cette affaire, s'il avait accepté de le faire, à un taux d'au moins T + [ ] points de base. Il est en tous les cas évident qu'Air Littoral n'aurait pas attiré d'investisseurs sans la garantie du Canada.

7. Mesa Air et Midway Airlines

118. Enfin, j'examinerai brièvement le cas de deux sociétés, Mesa et Midway, auxquelles le Canada – par l'intermédiaire soit d'IQ soit de CQC – a fourni des garanties sur titres et/ou des garanties de prêt. Dans sa réponse à la question n° 14 et dans sa pièce n° 60, le Canada indique que Mesa a obtenu à la fois une garantie de prêt et une garantie sur titres. Le prix fixé pour ces garanties était de [ ] pour cent, mais le Canada n'a fourni aucun élément de preuve montrant comment il déterminait que ces commissions étaient au taux du marché.

119. Le Canada indique dans sa réponse à la question n° 14 qu'il a fourni une garantie sur titres à concurrence de [ ] pour cent de la transaction Midway. La documentation communiquée dans la pièce n° 61 du Canada donne toutefois à penser que CQC a également fourni un financement direct correspondant à [ ] pour cent de la transaction, les [ ] pour cent restants provenant d'une émission d'EETC.

VII. CONCLUSION

120. Monsieur le Président, pour les raisons exposées dans la présente communication et dans les communications précédentes, le Brésil demande au Groupe spécial de constater que le soutien offert à l'industrie canadienne des aéronefs régionaux par le biais d'Investissement Québec ainsi que du Compte de la Société et du Compte du Canada de la SEE constitue des subventions à l'exportation prohibée, "en tant que telles" et "telles qu'elles sont appliquées".

121. Dans notre déclaration de ce jour, nous avons exposé un grand nombre d'arguments et procédé à une analyse approfondie concernant l'application de ces mesures dans des transactions particulières. Nous aurions préféré présenter ces arguments et cette analyse au Groupe spécial à un stade antérieur de la présente procédure. Comme je l'ai noté au début de la présente déclaration, les renseignements fournis par le Canada dans ses réponses du 26 juillet aux questions du Groupe spécial sont le type de renseignements qui auraient dû être fournis au Brésil lors des consultations. Le Canada n'ayant pas respecté l'obligation de "tout dire" pendant la procédure de règlement des différends, nous n'avons disposé que de deux jours ouvrables pour analyser les données relatives aux transactions soutenues par le Canada et nous avons été forcés de communiquer cette analyse au Groupe spécial à la onzième heure. Ce n'est pas de cette manière que les rédacteurs du Mémorandum d'accord, ou l'Organe d'appel, pensaient que les procédures de règlement des différends seraient

menées. Nous vous demandons de tenir compte de ce fait lorsque vous examinerez les éléments de preuve et les arguments communiqués aujourd'hui par le Brésil.

122. Je vous remercie de votre attention et de votre patience. Nous ferons de notre mieux pour répondre à toutes les questions que vous souhaiteriez poser.

ANNEXE A-13

COMMUNICATION DU BRÉSIL CONCERNANT LES DONNÉES SOURCES, PRÉSENTÉE À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(2 août 2001)

COMMUNICATION DU BRÉSIL CONCERNANT LES DONNÉES SOURCES

1. En réponse à leurs demandes, le Brésil communique au Président du Groupe spécial et au Canada les pièces et renseignements ci-après:

a) des copies révisées de la pièce n° 65 du Brésil, sur lesquelles le Brésil a rajouté les chiffres appropriés dans les barres de chacun des graphiques reproduits dans cette pièce;

b) un disque contenant des copies des graphiques reproduits dans la pièce n° 65 du Brésil dans un fichier Excel nommé **eetc.xls**, qui contient également les données à partir desquelles chaque graphique a été établi. Ces données proviennent des rapports périodiques de Morgan Stanley Dean Witter's (MSDW) concernant les marges auxquelles tous les titres revalorisés garantis par nantissement du matériel font l'objet d'une transaction sur le marché. À la première réunion du Groupe spécial, le 26 juin 2001, le Canada a communiqué à celui-ci une copie papier du dernier rapport de MSDW en tant que pièce n° 14 du Canada. Aux fins de l'élaboration des graphiques reproduits dans la pièce n° 65 du Brésil, le Brésil s'est en grande partie servi de la méthode qu'avait utilisée le Canada en février 2001 devant le Groupe spécial[1] établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*; il a donc utilisé les mêmes données de MSDW et, pour chaque mois où le Canada a accordé un financement aux compagnies aériennes énumérées dans la pièce susmentionnée, calculé la marge moyenne pondérée pour chaque titre revalorisé garanti par nantissement du matériel qui a fait l'objet d'une transaction sur le marché pendant ce mois.[2] Les coefficients utilisés pour faire la moyenne des données correspondaient aux montants de la tranche d'EETC de chaque compagnie, pondérés comme suit:

$$\overline{S} = \frac{\sum_{i=1}^{n} A_i S_i}{\sum_{i=1}^{n} A_i}$$

où:

A_i = Montants de l'émission pour chaque tranche (peuvent varier de 2 à 4 tranches)
S_i = Marge à l'achat pour la tranche I à cette date donnée.

[1] Voir pièce n° 64 du Brésil.

[2] Une des transactions pour lesquelles le Brésil a établi cette comparaison a eu lieu en mars 1998. Toutefois, MSDW n'a communiqué aucune donnée pour ce mois précis. Le Brésil a donc fondé sa comparaison sur le mois le plus proche pour lequel des renseignements étaient disponibles (mai 1998) (page 2 de la pièce n° 65 du Brésil) et majoré le tarif de la SEE de 5 points de base.

On trouvera ci-après un exemple simple de ce calcul:

Nantissement	**Classe**	**Montant**	**Cote de crédit**	**15 mai 1998**
Atlantic Coast 1997-1	A	58	A2/A–	125
6 CRJ-200Ers	B	25	Baa2/BBB	140
8 Bae J-41s	C	23	Ba2/BB-	
Émission le 19.09.1997	D	6	B1/BB-	
(144A – pas de droits d'enregistrement)				

La marge correspondant à cette transaction serait la suivante:

$$\frac{58*125+25*140}{58+25}=130$$

c) des copies révisées du graphique communiqué en tant que deuxième page de la pièce n° 68 du Brésil ([ ]), sur lequel le Brésil a ajouté des repères pour indiquer les marges relatives aux transactions pour lesquelles le Brésil a fait référence à cette pièce;

d) un disque contenant la pièce n° 68 du Brésil et les sources utilisées pour établir ce graphique. La pièce n° 68 est présentée sous forme de fichier PowerPoint nommé **bloomberg.ppt**. Les graphiques présentés dans cette pièce et les données utilisées aux fins de leur élaboration sont reproduits dans un fichier ZIP intitulé (**bloomberg.zip**) contenant des renseignements exhaustifs obtenus à partir des bases de données de Bloomberg. Il s'agit de données journalières concernant les bons du Trésor américains à dix ans et le [ ] pour chacune des cotes concernées. Le Brésil a utilisé les données de Bloomberg pour établir les graphiques de la pièce n° 68 en se fondant sur certains renseignements fournis dans la réponse du Canada à la question n° 45 et sur des données figurant dans une note de service de la SEE datée du 18 janvier 1999 (pièce n° 59 du Canada) qui contenait des informations concernant [ ] pour certains points donnés dans le temps. Le Brésil s'est servi des définitions du Canada pour établir la courbe de toutes les données de Bloomberg pour la période allant du 1er janvier 1996 au 27 juillet 2001, comme suit:

Échelon - $(\text{Marge})_t$ = $(\text{Rendement du marché})_t$ - $(\text{Bons du Trésor à dix ans})_t$.

En conséquence, pour chaque échelon (AAA, AA+, etc.), la marge à une date t donnée, telle que l'a calculée le Brésil, correspond à la différence (en points de base au-dessus du bon du Trésor américain à dix ans) entre le rendement du marché pour cet échelon particulier et le rendement du bon du Trésor à dix ans à la date donnée. Conformément à la pratique de la Federal Reserve Bank des États-Unis, le Brésil a établi le graphique de sa pièce n° 68 en se fondant sur les données hebdomadaires au lundi et incorporé l'ensemble de ces données dans le disque ci-joint;

e) une copie électronique de la pièce n° 69 du Brésil est reproduite dans le fichier **eetc.xls**, qui, comme il est indiqué plus haut, contient également la pièce n° 65 du Brésil. La pièce n° 69 a été établie à partir des mêmes sources que les pièces n° 65 et 68.

ANNEXE A-14

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION

(8 août 2001)

Questions posées aux parties après la deuxième réunion du Groupe spécial – 8 août 2001

Les deux parties

54. Dans les cas où il y a plusieurs transactions commerciales, avec une gamme de prix différents, comment détermine-t-on le "prix du marché"?

Il peut être difficile de déterminer le prix du marché lorsqu'il y a plusieurs transactions commerciales, avec une gamme de prix différents. Heureusement, telle n'est pas la situation qui se présente au Groupe spécial. Le "prix du marché" dont il est question ici n'est pas le *prix de vente* d'un aéronef, mais le prix des *conditions de financement* disponibles sur le plan commercial pour soutenir les ventes d'aéronefs régionaux. Ainsi, le point de référence au marché qu'il convient de retenir pour ce qui est du financement offert par le Canada n'est pas le prix de la transaction mais plutôt, selon les termes employés par le premier Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* au titre de l'article 21:5, "les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour les aéronefs régionaux"[1] ou, selon les termes de l'Organe d'appel, "la position du taux d'intérêt net applicable à la transaction spécifique en cause en l'espèce par rapport à la gamme des taux commerciaux offerts".[2] En fait, le Canada lui-même a également reconnu que le marché à prendre en considération était celui qui concerne les conditions de financement plutôt que les prix, déclarant que "la SEE offre des financements aux taux du marché en *fixant le taux d'intérêt dû* par l'emprunteur en fonction du risque, conformément aux principes du marché".[3]

Ainsi, on détermine le marché pour une transaction donnée en comparant les conditions de financement relatives à cette transaction aux conditions de financement qu'une institution commerciale offrirait pour une transaction similaire. Tel est le marché auquel M. Tobin faisait référence lorsqu'il déclarait que le Canada accordait "un meilleur taux d'intérêt sur un prêt que celui qu'aurait pu assurer Bombardier".[4] Le marché des conditions de financement ne devrait cependant pas être déterminé par rapport à d'autres transactions faisant l'objet d'un soutien public ou au *prix de vente* des aéronefs.

---

[1] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW (9 mai 2000), paragraphe 6.80. Le Canada a en outre implicitement reconnu que le marché à prendre en considération se rapportait aux conditions de financement plutôt qu'au prix, décrivant ses opérations dites de "guichet commercial" comme des financements "à des conditions compatibles avec celles qui sont disponibles auprès des banques et prêteurs commerciaux. En ce sens, l'emprunteur obtient un taux d'intérêt net *qui est compatible avec le marché*". *Id.*, Annexe 1-4, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial le 3 février 2000, question n° 2.

[2] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB, paragraphe 182.

[3] Déclaration orale du Canada, 27 juin 2001, paragraphe 6 (pas d'italique dans l'original).

[4] Pièce n° 21 du Brésil, paragraphe 20.

Comme le Brésil l'a expliqué, il y a de nombreuses sources d'informations au sujet du marché commercial des conditions de financement qui peuvent servir à élaborer une mesure appropriée. Dans la présente affaire et dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, le Canada a utilisé un certain nombre de mesures du marché du financement – titres revalorisés garantis par nantissement du matériel, cotes Moody's et Standard & Poor's, indices des valeurs industrielles générales – mais pas la mesure la plus appropriée, qui serait d'autres ventes d'avions à réaction régionaux qui ont été financées sur le marché commercial. Le Brésil n'a pas critiqué l'emploi de ces mesures en soi, mais il a noté que chacune des mesures avait ses limitations lorsqu'elle était utilisée en tant qu'approximation des taux du marché pour des transactions financées par des banques et portant sur des avions à réaction régionaux (voir aussi la réponse à la question n° 57 ci-dessous) et qu'elle pouvait sous-estimer les marges spécifiques à ce type d'aéronef. Le Brésil a en outre critiqué la manière dont le Canada utilisait ces indices pour déterminer les notes et les marges applicables aux transactions pour lesquelles il apportait un soutien public et le Brésil a montré que, même sur la base de ces indices, il s'avérait que ces transactions se faisaient à des taux inférieurs à ceux du marché.

55. Si c'est la pratique commerciale de s'engager, pour des raisons commerciales à long terme, dans des transactions impliquant des pertes à court terme, faut-il considérer ces transactions comme des transactions "aux conditions du marché"? Veuillez donner des explications.

Les transactions dans lesquelles un vendeur accepte des pertes à court terme pour des raisons commerciales à long terme ne sont pas des transactions "aux conditions du marché" au sens usuel de l'expression. Un vendeur peut décider de "casser les prix", par exemple pour liquider des stocks ou pour pénétrer un nouveau marché. L'article VI du GATT de 1994 et l'*Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping") reconnaissent explicitement ce phénomène. L'article 2.2 de l'Accord antidumping mentionne des ventes ayant lieu "au cours d'opérations commerciales normales" et l'article 2.2.1 dispose que les ventes à des prix inférieurs aux coûts peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales. Bien sûr, si la "pratique commerciale" d'un grand nombre des vendeurs consiste, dans une branche donnée, à vendre à des prix inférieurs aux coûts, on peut alors soutenir que ce niveau des prix est devenu celui du marché. Mais les vendeurs peuvent vendre intentionnellement à des prix inférieurs au marché – quel qu'en soit le niveau - et le font effectivement pour diverses raisons commerciales légitimes. Il peut s'agir notamment, comme on l'a noté plus haut, de la nécessité de liquider des stocks ou de l'intention de pénétrer un nouveau marché. Cela peut aussi résulter de la décision d'introduire un nouveau produit ou d'ouvrir un nouveau marché à un produit existant. L'offre faite par Embraer à Air Wisconsin peut se rattacher à un tel cas où l'offre se situe en deçà du marché existant.

Quoi qu'il en soit, la question qui se pose dans le cas présent n'est pas de savoir si le Canada "s'est engagé dans des transactions" impliquant des pertes à court terme avec Air Wisconsin ou d'autres partenaires, mais si, en offrant un financement inférieur à ce que Bombardier aurait pu obtenir sur le marché, pour paraphraser M. Tobin, le Canada a accordé des subventions à l'exportation prohibées. Ainsi qu'il ressort de la réponse à la question n° 56 ci-après, en offrant un financement inférieur au marché dans le cadre de la transaction Air Wisconsin, le Canada a permis à Bombardier de remporter la vente *sans* avoir à se battre sur les prix et, éventuellement, être amené à vendre à perte, que ce soit à court terme ou autrement.

56. Veuillez analyser les éléments importants de la deuxième offre faite par Embraer à Air Wisconsin et de l'offre faite par le Compte du Canada/Bombardier à cette même compagnie et indiquer dans quelle mesure ces éléments importants montrent que ces offres étaient, ou n'étaient pas, comparables.

La deuxième offre d'Embraer et l'offre du Canada/de Bombardier différaient sous divers aspects importants, y compris les suivants:

- L'offre d'Embraer consistait en [ ]; l'offre du Canada/de Bombardier consistait en [ ] commandes fermes et aucune option.

- Embraer offrait [ ]; l'offre du Canada/de Bombardier portait sur des avions de 50 places (CRJ-200).

- L'offre d'Embraer comprenait [ ]; [ ].

- Embraer [ ].

- Embraer [ ]; [ ]. Pour un financement d'un même montant, cette différence signifie nécessairement que les versements semestriels de l'emprunteur seront considérablement moins importants dans le cadre de la transaction canadienne que dans celui de la transaction avec Embraer.

Les offres étaient nettement différentes, à commencer par le nombre d'aéronefs offerts. En supposant qu'il soit théoriquement possible que deux offres aussi différentes soient "comparables" ou "égales" du point de vue économique, il incombe au Canada, Membre alléguant la comparabilité ou l'égalité, de le prouver. Le Canada ne l'a pas fait. Tout ce qu'il a présenté, c'est la déclaration d'Air Wisconsin, imposée par contrat et précisant, après coup, que l'offre de Bombardier/de la SEE, "considérée dans son intégralité", n'était "pas plus favorable" que celle d'Embraer.[5] Cette déclaration n'explique pas comment Air Wisconsin "considérait" les deux offres dans "leur intégralité" ni pourquoi la transaction Bombardier/SEE, d'une valeur différente de celle d'Embraer et portant sur des avions très différents, n'était "pas plus favorable" que l'offre d'Embraer.[6]

En outre, cette déclaration ne règle pas la question qui se pose au présent Groupe spécial, à savoir si *les conditions de financement* des deux transactions sont économiquement équivalentes. Elle ne règle pas non plus la question plus vaste qui se poserait au Groupe spécial s'il s'avérait possible de répondre affirmativement à la première question. Cette question consiste à se demander s'il est même acceptable qu'un organisme de crédit à l'exportation se lance dans une guerre des offres, en s'alliant à un constructeur/vendeur national, pour concurrencer un constructeur/vendeur privé qui offre son propre financement pour soutenir la vente de ses marchandises. Le Brésil estime que de telles guerres des offres sont inacceptables et ne peuvent qu'encourager une "course vers le bas", aux dépens d'une concurrence libre et ouverte. Bien sûr, un organisme de crédit à l'exportation peut légitimement offrir un soutien susceptible de bénéficier du refuge du point k) de l'Annexe I. Cependant, le soutien offert par le Canada ne remplit pas les conditions nécessaires pour bénéficier de ce refuge étant donné qu'il dépasse la période maximum de dix ans fixée par l'*Arrangement de l'OCDE*.

Brésil

57. Le Brésil s'est déclaré préoccupé au sujet de l'utilisation des indices des valeurs industrielles générales. En particulier, le Brésil a affirmé que de telles notes ne tiennent pas compte du fait qu'il peut y avoir différents risques à prendre en considération dans le cas d'une compagnie aérienne, par opposition à une société industrielle. Pourquoi la notation ne rendrait-elle pas compte de ces différents risques, de telle sorte que si une compagnie aérienne

[5] Pièce n° 2 du Canada.

[6] Le Brésil a expliqué plus tôt que la déclaration d'Air Wisconsin avait peu de valeur parce que Bombardier avait imposé par contrat à Air Wisconsin de la faire. *Voir* la réponse du Brésil à la question n° 34, 6 juillet 2001.

représente un plus grand risque qu'une société industrielle, sa note sera généralement inférieure?

Le Brésil est convaincu que l'utilité des indices de valeurs industrielles générales en tant que moyen de détermination des taux du marché pour le financement de transactions portant sur des avions à réaction régionaux est limitée par plusieurs facteurs. Premièrement, les obligations [ ] de sociétés industrielles générales représentent de simples valeurs moyennes auxquelles s'échangent, à un moment donné, des titres émis par des sociétés très diverses dans des secteurs d'activité très variés. Si les titres émis par des compagnies aériennes peuvent entrer dans le calcul de cette moyenne, la moyenne elle-même ne permet pas de savoir si les titres émis par un secteur particulier devraient être cotés au-dessus ou au-dessous de la moyenne à un moment donné.

Deuxièmement, il y a une différence considérable de liquidité entre les marges industrielles moyennes et un prêt bancaire pour le financement d'un achat d'avions à réaction régionaux. Les marges industrielles sont calculées d'après des milliers de titres échangés chaque jour par des opérateurs dans le monde entier et représentant d'énormes montants (le volume des échanges est estimé à 10 milliards de dollars EU par jour). Par contre, un prêt bancaire destiné à financer l'achat d'avions à réaction régionaux dans un cas particulier est une transaction isolée, avec un degré de liquidité beaucoup moins élevé, qui exige du prêteur une prise de risque beaucoup plus importante et plus immédiate que si celui-ci achetait et vendait des valeurs industrielles générales.

Troisièmement, les valeurs industrielles générales ne reflètent pas avec précision les marges pour les secteurs industriels qui ne sont pas forcément cotés publiquement ou n'émettent pas toujours des obligations, comme c'est le cas pour de nombreuses compagnies aériennes qui achètent des avions à réaction régionaux. De plus, la différence de risque entre les compagnies aériennes et les sociétés industrielles n'est pas nécessairement reflétée dans la différence de notation entre les unes et les autres. Comme on l'a indiqué plus haut, les moyennes industrielles générales ne sont que des moyennes. Une grande compagnie aérienne notée A-, comme Southwest Airlines, peut négocier sur la base d'une marge différente de celle qu'obtiendrait, par exemple, une grande société d'informatique ayant la même note. Cette différence de marge résulte des différences quant à la perception, par le marché, des perspectives de chaque secteur, la nature du nantissement garantissant chaque obligation, la compétitivité de chaque secteur et la manière dont les obligations sont structurées dans chaque secteur. Ces facteurs sont pris en compte jusqu'à un certain point dans la notation, mais sont dans une grande mesure soumis à la liberté d'appréciation du marché. Pour simplifier, les marges varient beaucoup plus souvent que les cotes de crédit. En cas de changement dans les résultats de tel ou tel émetteur d'obligations ou du secteur dont il relève, le marché réagira beaucoup plus rapidement que les agences de notation. Il en résultera une différence entre les marges qui peuvent être négociées par des sociétés ayant des notes semblables dans des secteurs différents.

Le marché reconnaît que les indices de valeurs industrielles générales ne traduisent pas les particularités du secteur des compagnies aériennes régionales. Par exemple, dans un rapport sur les EETC, Salomon Smith Barney (SSB) déclare que "les EETC se négocient avec une prime considérable par rapport aux obligations de société génériques ayant une note comparable".[7] SSB déclare plus loin que "… les investisseurs exigent un surcroît de marge pour les titres revalorisés garantis du fait que ceux-ci sont étroitement liés au secteur hautement volatil et cyclique du transport aérien. Le profil global de crédit du secteur du transport aérien est considérablement inférieur aux profils moyens de crédit du marché en général. … Mis à part la faible cote de crédit de la plupart des émetteurs de titres revalorisés garantis de compagnies aériennes, nous pensons que le marché exige une prime de crédit en raison de l'extrême volatilité des échanges qui a toujours caractérisé le secteur du transport aérien. En outre, le fait que ce secteur enregistre des mauvais résultats de manière

[7] Salomon Smith Barney, *The ABCs of EETCs – A Guide to Enhanced Equipment Trust Certificates*, 8 juin 2001, page 37. Les pages 36 à 47 de ce rapport sont jointes en tant que pièce n° 71 du Brésil.

chronique sur le marché des capitaux n'arrange rien".[8] SSB note ensuite que "… certains investisseurs considèrent que ce secteur n'implique pas particulièrement de liquidités, ou du moins pas autant que d'autres secteurs d'entreprises".[9]

L'analyse de Salomon Smith Barney corrobore les points de vue du Brésil et du marché selon lesquels des sociétés ayant la même cote de crédit ne bénéficieront pas nécessairement des mêmes marges lorsqu'elles émettront des titres sur le marché obligataire. Mis à part le fait évident qu'un prêt diffère radicalement d'une obligation de société ou d'un titre garanti, le secteur du transport aérien dans son ensemble bénéficiera en principe de marges beaucoup plus importantes que d'autres secteurs industriels. Autrement dit, même si la courbe du secteur industriel en général peut servir de repère pour la fixation des prix de soutien, le taux d'un prêt bancaire à une compagnie aérienne devrait être fixé avec une "prime considérable" par rapport à la valeur de la courbe. Les stratégies de fixation des taux de la SEE ne prennent absolument pas en considération ces particularités du secteur du transport aérien, qui sont encore plus saillantes pour les compagnies aériennes régionales que pour le secteur des avions gros porteurs.

En outre, la similarité des notes ne signifie pas en soi que les sociétés obtiendront un financement à un même niveau de marge pour des transactions données. Contrairement aux indications du paragraphe 45 de la déclaration du Canada et en dépit de son nom, Southwest Airlines est une grande compagnie aérienne dont les recettes se sont élevées à 5,6 milliards de dollars EU en 2000 et dont la flotte se compose de plus de 350 avions gros porteurs à réaction Boeing et d'aucun avion à réaction régional.[10] C'est une compagnie très différente d'Atlantic Southeast Airlines (ASA), qui avait réalisé 410 millions de dollars EU de recettes en 1998.[11] Southwest est actuellement notée A- par Standard & Poor's.[12] À supposer qu'ASA, avec moins d'un dixième des recettes de vente de Southwest,[13] ait été [ ] par la SEE, cela ne signifie pas que le marché financerait une vente de [ ] avions à réaction régionaux à ASA au même taux qu'il financerait une vente de même importance à Southwest.

Le Brésil n'entend pas soutenir que les indices des titres industriels ne donnent aucune indication sur les taux probables de financement de telle ou telle transaction financée par des banques et portant sur des avions à réaction régionaux. En fait, le Brésil a montré dans la déclaration qu'il a faite à la deuxième réunion du Groupe spécial que le Canada avait financé plusieurs transactions à des taux nettement inférieurs aux marges industrielles du moment. Le Canada a déclaré que plus de [ ] pour cent du carnet de commande de Bombardier pour ce qui est des avions à réaction régionaux étaient financés de cette manière. Ces transactions feraient apparaître des indices nettement meilleurs que les valeurs industrielles générales.

Il est plus important de noter que le Canada ne peut certainement pas décider à sa guise du moment où il s'en remet aux indices industriels. Le Groupe spécial notera que chaque fois que le Canada classe une société dans la "catégorie Investissement" - note BBB- ou supérieure -, il utilise la courbe de juste valeur marchande parce que les marges associées à ces titres sont relativement faibles. Cependant, lorsqu'une compagnie ne peut obtenir une aussi bonne note, même selon le système de notation de la SEE, alors le Canada ne prend pas comme référence la courbe du secteur industriel en

---

[8] *Id.*, page 46.

[9] *Id.*

[10] http://www.southwest.com/about_swa/press/factsheet.html.

[11] http://www.rati.com/airlines/AirlineFinance. 1998 est l'année la plus récente pour laquelle des informations concernant ASA ont été mises à la disposition du public.

[12] Pièce n° 67 du Brésil.

[13] Outre les recettes de vente, de nombreux autres facteurs entreraient dans ce calcul. Le Brésil ne se sert des recettes de vente que pour illustrer le fait que bien que des sociétés puissent avoir des cotes de crédit équivalentes, les conditions dans lesquelles elles pourraient obtenir un financement ne le sont pas forcément.

général, étant donné que les marges augmentent énormément pour les émissions n'appartenant pas à la "catégorie Investissement".

Le Brésil note que le Canada s'est précédemment prévalu devant le Groupe spécial *Brésil - Aéronefs* et devant le présent Groupe spécial d'avoir eu recours aux marges concernant les titres revalorisés garantis par nantissement du matériel en tant qu'approximation prudente des marges de financement des avions à réaction régionaux. Ainsi, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, le Canada, pas plus tard que le 4 avril 2001, a déclaré ce qui suit:

> Ainsi qu'il a été examiné aux paragraphes 78 et 79 de la première communication du Canada, les écarts de financement requis des compagnies aériennes qui achètent des aéronefs régionaux (comme il est montré dans le rapport MSDW figurant dans la pièce n° 17 du Canada) excèdent largement l'écart retenu pour le TICR exprimé en dollars (une marge de 100 points de base au-dessus du taux moyen approprié des bons du Trésor). Les écarts indiqués dans le rapport MSDW concernent les titres revalorisés garantis par nantissement du matériel. Ces titres constituent une forme de financement garanti comportant un certain nombre de tranches en fonction desquelles l'ordre de priorité des créances sur l'avion varie. Chaque tranche est assortie d'une cote correspondant à l'ancienneté de la créance sur l'avion et à d'autres facteurs d'amélioration des crédits qui visent à réduire le risque. En raison de facteurs de réduction des risques, les titres revalorisés garantis se présentent sous forme de tranches dont la cote est habituellement bien supérieure à celle des créances non garanties de la compagnie aérienne. Cela permet aux compagnies aériennes (notamment celles dont la cote de crédit est la plus faible) d'obtenir à un coût globalement inférieur l'emprunt destiné à financer l'achat d'aéronefs. Les ratios coût de l'emprunt-valeur de l'actif initiaux pour les tranches des titres revalorisés garantis les mieux cotées se situent habituellement bien en deçà de 70 pour cent de la juste valeur marchande initiale, ce qui réduit encore le profil de risques lié aux titres revalorisés garantis par rapport au soutien accordé au titre du PROEX III. Dans sa première communication, le Canada fait référence à une tranche relative aux titres revalorisés garantis pour ce qui est d'American Airlines qui se négocient à 135 points de base au-dessus des taux des bons du Trésor. Étant donné qu'il s'agit de la tranche la mieux cotée pour l'une des compagnies aériennes américaines les mieux cotées, cette tranche constitue un repère relatif prudent par rapport aux marges exigées pour le financement des aéronefs régionaux; elle est néanmoins supérieure de 35 points de base au taux obtenu sur la base du seul TICR. Le prêteur conférera sans aucun doute un avantage important à l'emprunteur si, en offrant un financement au TICR, il est autorisé à offrir à un emprunteur moins solvable le même taux d'intérêt bas que celui qu'il offre à un emprunteur plus solvable.[14]

La pièce n° 17 du Canada à laquelle celui-ci fait référence dans le paragraphe ci-dessus est le même rapport Morgan Stanley Dean Witter que le Canada a soumis au présent Groupe spécial en tant que pièce n° 14 du Canada jointe à sa première communication et que le Canada a commenté lors de la première réunion du Groupe spécial le 26 juin 2001. À cette réunion, le Canada a interprété les marges concernant les titres revalorisés garantis comme montrant que "les écarts de financement requis des compagnies aériennes qui achètent des aéronefs régionaux *excèdent largement* le TICR exprimé en dollars. Même les compagnies aériennes américaines *les mieux cotées*, comme American Airlines, doivent *couramment* payer des taux d'intérêt *nettement supérieurs* au TICR".[15] Cette

[14] WT/DS46/RW/2, Annexe I-3, déclaration orale du Canada au Groupe spécial, paragraphe 88 (4 avril 2001) (citations omises).

[15] Déclaration orale du Canada, 26 juin 2001, paragraphe 14 (pas d'italique dans l'original).

analyse, faite par le Canada, rejoint et confirme l'analyse présentée par le Brésil au Groupe spécial le 31 juillet 2001, juste un mois plus tard.

58. Quelle proportion des ventes à l'exportation d'Embraer portant sur des aéronefs régionaux n'a pas bénéficié du soutien de la BNDES et/ou au titre du PROEX?

Environ [ ] pour cent des ventes à l'exportation d'avions à réaction régionaux effectuées à ce jour par Embraer n'ont pas bénéficié du soutien de la BNDES ou d'un soutien au titre du PROEX. Le Brésil note qu'il n'a pris aucun nouvel engagement de soutien à des transactions au titre du PROEX depuis le 18 novembre 1999.

59. Le Brésil a fait valoir qu'en cherchant à savoir si le soutien canadien conférait ou non un avantage, le Groupe spécial devrait aussi envisager la possibilité d'un avantage pour Bombardier. Dans quelle mesure l'avantage que tirerait Bombardier serait-il différent de celui que tireraient ses clients? Pourrait-il y avoir un avantage pour Bombardier en l'absence de tout avantage pour ses clients?

Oui, il pourrait y avoir un avantage pour Bombardier même en l'absence d'un avantage pour ses clients. La transaction Air Wisconsin illustre la manière dont cela pourrait se produire. Une considération extrêmement importante pour d'éventuels acheteurs d'aéronefs est le coût mensuel d'un appareil. En général, ce coût se compose du montant nécessaire pour amortir le principal du prêt et de l'intérêt sur le solde dû. Dans les nombreuses transactions qui donnent lieu à des contrats de crédit-bail, le client est tenu de procéder à un paiement qui ne représente généralement que le coût de financement, les investisseurs bénéficiant en retour de déductions fiscales sur leurs autres revenus et du produit de la vente des aéronefs à l'expiration du crédit-bail.

Supposons qu'à la fois Embraer et Bombardier proposent des aéronefs au prix de χ dollars et que le client demande un financement. Embraer offre alors d'assurer le montage d'un financement à γ pour cent, alors que Bombardier est en mesure de fournir un financement des pouvoirs publics à γ pour cent. Le soutien des pouvoirs publics a avantagé Bombardier en le dispensant d'avoir à fournir son propre financement ou à en assurer le montage, même si le client peut considérer que les offres sont égales et donc ne pas être avantagé. Si, pour être plus concurrentiel, Embraer proposait un financement moins cher, en deçà de ce que le marché pourrait fournir, cela équivaudrait à une réduction de prix, puisque la conséquence du choix fait par Embraer de l'élément à réduire – le prix qu'il demande pour son produit ou la différence de taux d'intérêt qu'il est prêt à couvrir – serait la même pour le paiement mensuel. Si le Canada devait "s'aligner" sur le financement à coût réduit d'Embraer, on peut à nouveau soutenir qu'il n'y aurait pas d'avantage pour le client (le paiement mensuel est le même), mais l'avantage pour Bombardier serait encore plus important étant donné que celui-ci n'aurait besoin de prendre aucune mesure pour répondre à la nouvelle offre d'Embraer. Pour simplifier, quand Embraer propose à la fois la marchandise et le financement, il propose essentiellement un prix de χ dollars sur la base des mouvements de trésorerie et de χ plus dollars sur la base d'un "autofinancement". Les deux prix représentent le prix demandé par Embraer pour ses aéronefs. Quand Embraer réduit son prix, il propose χ moins dollars. En revanche, lorsque Bombardier obtient le soutien de la SEE, il est en mesure de continuer à proposer un prix de χ dollars, mais aussi d'offrir un financement à γ moins pour cent. Tout soutien financier apporté par le Canada dans ces circonstances équivaut donc à une pure subvention aux prix permettant à Bombardier de réduire son offre sans avoir à réduire son prix.

En outre, il serait possible de faire valoir que l'acheteur peut aussi tirer avantage de ce que Bombardier, avec l'aide de la SEE, "s'aligne" sur les prix d'Embraer, parce qu'il a maintenant le choix entre deux fournisseurs au lieu d'en avoir un seul à un prix donné. L'acheteur peut maintenant acquérir un avion Bombardier – pas n'importe quel avion – en bénéficiant de taux de financement inférieurs à ceux qu'offre le marché.

De toute manière, le Brésil note que la présente affaire a pour objet des subventions canadiennes qui assurent à Bombardier des conditions de financement que celui-ci ne pourrait obtenir autrement sur le marché commercial du financement. Ce financement confère un avantage à Bombardier en lui permettant de vendre davantage d'avions, comme dans le cas de la transaction Air Wisconsin et d'autres transactions.[16]

60. En réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, le Brésil a affirmé qu'il demandait des constatations au sujet de certaines transactions SEE/IQ. Est-ce toujours la position du Brésil?

Oui. Le Brésil a contesté trois mesures ou programmes canadiens – la SEE (Compte de la Société), le Compte du Canada et Investissement Québec – "en tant que tels" et "tels qu'ils sont appliqués". Pour que le Brésil fasse prévaloir ses allégations concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués", le Groupe spécial doit constater que les programmes mis en cause ont été *appliqués dans des transactions spécifiques* d'une façon qui est incompatible avec l'Accord SMC. Le Brésil ne voit pas comment ses allégations concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués" pourraient être recevables *sans* qu'il soit constaté que certaines transactions ont été financées au titre des programmes contestés d'une manière qui n'est pas conforme à l'Accord SMC. Que cette dépendance d'une allégation concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués" par rapport à des constatations au sujet de certaines transactions soit considérée comme une condition juridique préalable ou comme un élément de preuve indispensable à une mise en cause des programmes "tels qu'ils sont appliqués", il n'en demeure pas moins que le Groupe spécial doit faire des constatations au sujet de certaines transactions afin que l'allégation du Brésil concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués" soit recevable. C'est précisément de cela qu'il s'agit en l'espèce, les mesures contestées étant destinées à assurer un financement et des garanties *pour certaines transactions*.

Le Canada a laissé entendre que le Brésil se lançait dans les innovations en se référant, dans ses communications, à son allégation concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués" ainsi qu'à certaines transactions. Le Brésil n'est pas de cet avis et considère que ces références traduisent simplement la dépendance qui existe entre ses allégations concernant les programmes " tels qu'ils sont appliqués" et des constatations au sujet de certaines transactions, comme il l'a expliqué précédemment. La réponse du Brésil à la question n° 25 est conforme à cette position. En fait, le Brésil se demande si, dans le cas où il n'aurait pas fait référence à certaines transactions, le Canada n'aurait pas fait valoir que le Brésil n'avait pas respecté les fondements juridiques et les règles de la preuve pour une mise en cause des programmes "tels qu'ils sont appliqués".

Le Brésil aurait pu contester une transaction déterminée comme constituant une violation "appliquée" de l'Accord SMC. Par exemple, il aurait pu simplement contester la transaction Air Wisconsin elle-même, sans mettre en cause de manière plus générale les programmes du Canada, que ce soit "en tant que tels" ou "tels qu'ils sont appliqués". Les affaires *Norvège – Marché concernant le matériel pour la perception des péages destiné à la ville de Trondheim*[17] et *Australie –*

[16] Voir *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs, deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2, 10 juillet 2001, paragraphe 5.28 et note de bas de page 42 ("Nous relevons que les versements au titre du PROEX III sont effectués pour soutenir les crédits à l'exportation accordés à l'*acheteur*, et non pas au *producteur* d'aéronefs régionaux brésiliens. Toutefois, selon nous, dans la mesure où le Canada peut établir que ces versements permettent aux acheteurs d'un produit de se procurer des crédits à l'exportation à des conditions plus favorables que celles qui leur sont offertes sur le marché, cela, au minimum, montrera *prima facie* que ces versements confèrent un avantage aux *producteurs* de ce produit également, puisqu'ils abaissent le coût du produit pour les acheteurs et le rendent donc plus attrayant par rapport aux produits concurrents. Il ne nous semble pas que les parties contestent cette proposition.") (italique dans l'original; non souligné dans l'original).

[17] GPR/DS.2/R, adoptée le 13 mai 1992.

Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles[18] sont des exemples de mise en cause limitée à une seule conséquence de l'application par un Membre d'une mesure particulière. Dans le cas présent, le Brésil conteste la manière dont les mesures sont appliquées en général, les éléments de preuve se trouvant dans certaines transactions.

Le Brésil note en outre que les éléments de preuve concernant des transactions particulières illustrent aussi la manière dont les programmes du Canada constituent "en tant que tels" des violations de l'Accord SMC. Par exemple, les informations communiquées au Groupe spécial sur certaines transactions montrent qu'IQ accorde des garanties bénéficiant de sa cote de crédit A+ à des sociétés notées [ ], leur permettant ainsi d'obtenir des conditions de financement meilleures que ce qu'elles pourraient trouver ailleurs et leur conférant donc un avantage.

61. Si on suppose que la deuxième offre faite par Embraer à Air Wisconsin ne bénéficiait pas d'un soutien public et que cette offre a été faite à des conditions que l'on pouvait obtenir sur le marché, comment l'offre faite par le Compte du Canada à Air Wisconsin conférerait-elle un avantage à Air Wisconsin?

Le Canada a accordé un soutien public qui, affirme-t-il, constitue un "alignement" sur l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin. Cependant, l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin diffère à de nombreux et importants égards de l'offre d'Embraer. (*Voir* la réponse à la question n° 56 ci-dessus.) Pour ne citer qu'un élément, le Canada a fourni une garantie publique sur titres de [ ] pour cent pour "s'aligner" sur [ ]. La garantie du Canada est la meilleure.

En outre, le financement offert par le Canada s'étale sur une période de [ ] ans, avec une durée de vie moyenne de [ ] ans, alors que, [ ]. Ainsi, les conditions de financement public offertes par le Canada sont apparemment meilleures que celles que propose Embraer.

Le Canada affirme que l'offre d'Embraer est supérieure à certains égards (le montant financé, par exemple) mais ne précise pas l'importance qu'il convient d'accorder à la supériorité dans un domaine par rapport à l'infériorité dans un autre. Le Canada étant le Membre qui affirme que ces offres non identiques sont égales, c'est à lui qu'il incombe de prouver que tel est le cas. Quand un Membre apporte un soutien public pour s'aligner sur une offre sans soutien et quand ces offres ne sont pas identiques, il incombe à ce Membre, et non pas au Membre plaignant, de montrer que ces offres sont égales, afin d'établir qu'aucun avantage n'a été conféré.

En outre, le Canada ne peut sérieusement faire valoir qu'aucun avantage n'a été conféré par l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin. Premièrement, M. Tobin lui-même a admis que le soutien apporté à Bombardier par le Canada dans la transaction Air Wisconsin conférait un avantage. Selon lui, Embraer était "en mesure d'assurer des taux d'intérêt préférentiels, inférieurs aux taux commerciaux, pour le financement de la vente d'aéronefs, ce que Bombardier ne pouvait faire par ses propres moyens".[19] Ainsi, M. Tobin déclarait expressément que l'appui fourni par le Canada à Bombardier conférait à celui-ci un avantage en lui apportant quelque chose qu'il n'était pas en mesure d'obtenir par lui-même sur le marché: "Ce que nous faisons est d'utiliser la capacité de l'État d'emprunter et d'offrir un meilleur taux d'intérêt sur un prêt que ce que Bombardier pourrait normalement obtenir".[20] Le Brésil note qu'alors que le Canada a affirmé dans ses réponses aux questions du Groupe spécial avoir suivi une méthode de fixation des prix destinée à rendre compte des conditions du marché, il ne déclare pas avoir utilisé la même méthode dans le cadre de la transaction Air Wisconsin. Le Canada n'a fait absolument aucun effort - si ce n'est pour alléguer que le Brésil

[18] WT/DS126/R (25 mai 1999)
[19] Pièce n° 21 du Brésil, paragraphe 15.
[20] Pièce n° 21 du Brésil, paragraphe 20.

accordait un soutien au titre du PROEX - pour déterminer si les conditions de financement qu'il offrait à Air Wisconsin correspondaient réellement ou non aux conditions commerciales du marché.

Deuxièmement, il ressort des propres déclarations du Canada que Bombardier a bénéficié d'un avantage. Le Canada fait valoir que si l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin n'a fait l'objet d'aucun soutien de la part de l'État brésilien, le Canada n'a rien fait d'autre qu'offrir des conditions que l'on pouvait obtenir sur le marché. Mais l'argument du Canada ne tient pas. Bombardier n'était évidemment pas en mesure de s'assurer sur le marché commercial les conditions de financement qu'il obtenait par l'intermédiaire du Compte du Canada de la SEE. Comme on l'a noté plus haut, le marché dont il s'agit est le marché des conditions de financement et il n'est pas question ici du prix auquel les aéronefs sont offerts à la vente. Le Canada fait valoir qu'aucun avantage n'a été conféré à Air Wisconsin parce qu'avec l'appui de la SEE Bombardier s'est aligné sur l'offre d'Embraer. Mais un avantage a été conféré à Bombardier parce que, de l'aveu même du Canada, Bombardier n'était pas en mesure d'obtenir de telles conditions de financement sur le marché commercial.

En outre, un avantage a aussi été conféré à Air Wisconsin parce que, à nouveau selon M. Tobin, le Canada a fourni un "taux meilleur que ce qu'il serait normalement possible d'obtenir sur la base d'un prêt commercial".[21]

62. La deuxième page de la [ ] **(pièce n° 56 du Brésil) mentionne [ ]. Elle mentionne également une [ ]. Veuillez confirmer que [ ].**

La [ ]. La référence à [ ] se rapporte à la [ ].

[21] Pièce n° 21 du Brésil, paragraphe 66.

ANNEXE A-15

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS ADDITIONNELLES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION

(15 août 2001)

Question additionnelle posée aux parties après la deuxième réunion du Groupe spécial

10 août 2001

Brésil

73. Dans sa réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, s'agissant du délai de remboursement, le Canada fait valoir que [ ]. Veuillez donner des précisions compte tenu de la déclaration faite par le Brésil (dans sa réponse à la question n° 56 du Groupe spécial) selon laquelle "[ ]".

Le Canada semble avoir mal lu la [ ] qui a été communiquée en tant que pièce n° 56 du Brésil. Bien qu'elle soit un peu difficile à lire, la deuxième page de la télécopie de la proposition de financement, sous la rubrique "[ ]". Il se peut que le Canada ait pris le chiffre [ ]. Néanmoins, la déclaration faite par le Brésil dans sa réponse à la question n° 56 selon laquelle [ ].

La mention [ ].

Veuillez également expliquer l'affirmation du Brésil selon laquelle les versements semestriels de l'emprunteur seraient considérablement moins importants en vertu de l'offre faite par Bombardier. Veuillez démontrer cette affirmation en posant l'hypothèse d'un prêt de 1 milliard de dollars et d'un taux d'intérêt de 6 pour cent dans les deux cas. Veuillez également présumer, dans le cas de l'offre faite par Embraer, que 20 pour cent du prêt [ ].

Dans sa réponse à la question n° 57, le Brésil a expliqué que, pour le même montant financé, le [ ] assorti d'un délai de remboursement de [ ] ans et d'une durée de vie moyenne de [ ] ans donnerait lieu à un versement semestriel inférieur à [ ]. C'est ce que le Brésil a démontré en procédant à un calcul simple du taux d'intérêt mensuel que doit payer l'emprunteur en vertu des diverses conditions de financement offertes par les deux parties. Il a reproduit ce calcul dans la feuille de travail jointe en tant que pièce n° 72 du Brésil.

Cette feuille de travail présente quatre calculs concernant les versements mensuels, fondés sur les hypothèses du Groupe spécial. On trouvera, dans les cadres 1 et 2 (gauche de la feuille), le calcul du versement mensuel total moyen pour l'offre d'Embraer, fondé sur les hypothèses posées par le Groupe spécial d'un montant total de 1 milliard de dollars EU, dont 200 millions de dollars financés sous forme de prêt classique [ ] avec un taux d'intérêt de 6 pour cent, et sur les autres conditions indiquées dans la [ ], qui a été communiquée en tant que pièce n° 56 du Brésil. Les 800 millions restants seraient [ ]. Le taux reste à 6 pour cent.[1] Cela donne un versement mensuel moyen de [ ] pour

[1] Le Brésil note que selon l'hypothèse posée par le Groupe spécial d'un prix de 200 millions de dollars [ ] et de 800 millions de dollars [ ], les aéronefs sont évalués à des prix différents. Néanmoins, cela n'a aucune incidence sur les conclusions tirées à partir de cette hypothèse.

la portion de la transaction correspondant à 200 millions de dollars et de [ ] pour la portion de 800 millions de dollars. Le versement mensuel moyen total pour la transaction portant sur 1 milliard de dollars serait donc de [ ].

On trouvera, dans les cadres 3 et 4 (droite de la feuille), le calcul du versement mensuel aux conditions offertes par le Canada. Le cadre 3 indique le calcul du montant pour un prêt classique de 1 milliard de dollars, dont [ ] pour cent sont financés à un taux d'intérêt de 6 pour cent, avec un délai de remboursement de [ ] ans et une durée de vie maximale de [ ] ans. Dans le cas d'un financement sous forme de [ ], on obtient un versement mensuel moyen de [ ]. Le cadre 4 présente le calcul effectué lorsque la même transaction prend la forme d'un [ ], ce qui donne un versement mensuel moyen de [ ]. Dans les deux cas, les conditions offertes par le Canada donnent lieu à un versement mensuel moyen sensiblement inférieur à celui que supposerait l'offre d'Embraer, soit [ ] de moins par mois dans le cadre du [ ] et [ ] de moins par mois dans le cadre du [ ].

Le Brésil a calculé les montants figurant dans les cadres 1 et 3 (calculs relatifs au prêt classique) en se fondant sur les hypothèses posées et sur la fonction "valeur cible". Il a calculé les montants figurant dans les cadres 2 et 4 (calculs relatifs au crédit-bail adossé américain) en utilisant cette fonction et, afin de déterminer le taux d'intérêt mensuel, le logiciel ABC, qui établit un flux des versements compatible avec le taux d'intérêt fixé en vertu du prêt et la durée de vie obligatoire. Ce logiciel, qui est très connu sur le marché, est utilisé notamment par [ ] (voir pièce n° 70 du Canada).

ANNEXE A-16

OBSERVATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LES RÉPONSES DU CANADA AUX QUESTIONS ET QUESTIONS ADDITIONNELLES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION

(20 août 2001)

Questions posées aux parties après la deuxième réunion du Groupe spécial – 8 août 2001

Questions posées aux deux parties

54. Dans les cas où il y a plusieurs transactions commerciales, avec une gamme de prix différents, comment détermine-t-on le "prix du marché"?

Le Brésil fait observer que le Canada a, en quelque sorte, reconnu que le marché pertinent est celui des conditions de financement que peut obtenir un emprunteur spécifique pour des délais analogues et avec une garantie analogue. En plus des conditions que peut obtenir cet emprunteur, toutefois, le Brésil considère que le marché inclut également les conditions de financement que Bombardier a obtenues sur le marché commercial, pour les [ ] pour cent de ses transactions qui n'impliquaient aucune participation des pouvoirs publics, pour des emprunteurs analogues et des transactions analogues concernant la vente d'aéronefs régionaux.

55. Si c'est la pratique commerciale de s'engager, pour des raisons commerciales à long terme, dans des transactions impliquant des pertes à court terme, faut-il considérer ces transactions comme des transactions du "marché"? Prière de donner des explications.

Au paragraphe 6 de sa réponse à cette question, le Canada indique qu'une offre quelle qu'elle soit faite par une partie privée est, en soi, une "transaction du marché". Cette affirmation est trop simpliste, étant donné qu'elle force à conclure qu'*aucune* offre ne peut jamais être "inférieure au marché". Cela n'a pas de sens ni sur le plan de la logique ni en droit, et il en résulterait un "engrenage" dans le domaine des crédits à l'exportation puisque chacune des offres faites par une entité privée, aussi basse soit-elle, justifierait la présentation d'une nouvelle offre encore plus basse par des pouvoirs publics désirant simplement s'aligner sur le "marché" établi par l'offre précédente faite par une partie privée. Selon le Brésil, tel n'est pas le but des disciplines de l'*Arrangement de l'OCDE* ou, par-dessus tout, de l'Accord SMC. Comme le Groupe spécial établi dans le cadre de la procédure au titre de l'article 21:5 concernant la première affaire *Canada – Aéronefs* l'a fait observer, si "l'alignement sur des dérogations, si faible que soit le taux d'intérêt ou si généreuses que soient les autres modalités", était permis, "aucune discipline réelle d'aucune sorte ne serait applicable aux crédits à l'exportation".[1]

56. Veuillez analyser les éléments importants de la deuxième offre faite par Embraer à Air Wisconsin et de l'offre faite par le Compte du Canada/Bombardier à cette même compagnie, et indiquer dans quelle mesure ces éléments importants montrent que ces offres étaient, ou n'étaient pas, comparables.

[1] Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, WT/DS70/RW (adopté tel que modifié par l'Organe d'appel le 4 août 2000), paragraphe 5.137.

Dans sa réponse à la question n° 56, le Canada déforme les conditions offertes par Embraer à Air Wisconsin. Le Canada s'appuie ensuite sur cette image déformée qu'il donne pour conclure sommairement que "l'offre de financement faite par le Canada n'était pas plus favorable pour Air Wisconsin que celle d'Embraer". Dans son analyse de la transaction Air Wisconsin, le Canada n'établit pas que l'offre de Bombardier, soutenue par la bonne foi et le crédit du Trésor canadien, était égale à l'offre d'Embraer ou moins favorable que celle-ci.

Avant d'en venir à des exemples spécifiques de l'image déformée que donne le Canada de l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin, le Brésil tient à parler de la lettre que le Canada a demandée tardivement à Air Wisconsin le 7 août 2001 (pièce n° 68 du Canada). Il convient de faire remarquer que cette lettre d'Air Wisconsin, dans laquelle il est indiqué que "les conditions de l'aide au financement" prévues dans les deux offres étaient pareillement favorables, contredit une lettre antérieure, contenue dans la pièce n° 2 du Canada, dans laquelle il est indiqué que l'offre du Canada n'était "pas plus favorable que" l'offre d'Embraer, "*considérée dans son intégralité*". (Pas d'italique dans l'original.) Le Groupe spécial se rappellera que l'offre d'Embraer considérée "dans son intégralité" comprend [ ]. Contrairement à ce que le Canada semble donner à entendre au paragraphe 7 de sa réponse à la question n° 62 du Groupe spécial, cet élément de prix ne faisait pas partie des conditions de financement.

Étant donné cette contradiction apparente entre les deux lettres d'Air Wisconsin, le Groupe spécial devrait faire abstraction de la déclaration qui est faite dans la deuxième lettre. Cette lettre a manifestement été préparée à la demande du Canada ou de Bombardier *après* que le Brésil eut fait remarquer que ce sont les conditions de financement contenues dans les offres, et non les offres considérées dans leur intégralité, qui importaient. La valeur probante de cette lettre est donc douteuse. Le Brésil avait déjà signalé qu'Air Wisconsin est tenue par contrat de déclarer que les conditions du soutien accordé par le Canada/Bombardier n'étaient pas plus favorables que celles offertes par Embraer. Pour cette raison, le Groupe spécial devrait considérer les déclarations quelles qu'elles soient des représentants d'Air Wisconsin, y compris la nouvelle pièce n° 68 du Canada, avec une extrême méfiance.

Le Brésil en vient maintenant aux exemples de l'image déformée que donne le Canada de l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin.

Nombre d'aéronefs

Mises à part les deux déclarations faites par des représentants d'Air Wisconsin dont il vient d'être question, le Canada n'a pas encore présenté d'éléments de preuve indiquant qu'une offre fondée sur une commande ferme de [ ] aéronefs, [ ] CRJ-200 de Bombardier, est égale ou supérieure à l'offre faite par le Canada/Bombardier de soutenir l'achat de [ ] aéronefs CRJ-200 de 50 places.

Montant financé

Le Canada affirme que l'offre de financement d'Embraer était forcément supérieure à celle du Canada/de Bombardier parce que le Canada a proposé de financer [ ] pour cent du prix d'achat de [ ] aéronefs de 50 places, tandis qu'Embraer a proposé [ ]. Le Canada arrive à cette conclusion en alléguant que, sur la base de ces chiffres, Embraer a proposé [ ]. Une fois de plus, cette conclusion est erronée.

Le simple fait qu'Embraer peut avoir proposé [ ] de chaque aéronef, tandis que le Canada a "uniquement" proposé un financement à hauteur de [ ] pour cent, ne veut pas dire que le montant total du financement fourni par le Canada était en quelque sorte inférieur au montant total du financement offert par Embraer. La raison en est assez simple. Le financement à hauteur de [ ] pour cent fourni

par le Canada était le résultat de la garantie sur titres de [ ] pour cent également fournie par le Canada, par l'entremise d'IQ. L'offre d'Embraer contenait [ ].

Délai de remboursement

Le Brésil renvoie le Groupe spécial à la réponse du Brésil à la question n° 73 du Groupe spécial, et aux observations que présente le Brésil ci-dessous au sujet de la réponse du Canada à la question n° 74 du Groupe spécial.

Taux d'intérêt

Dans sa réponse à la question n° 56, le Canada reconnaît qu'il n'a pas très bien compris les taux d'intérêt offerts par Embraer et que cette condition ne peut pas faire l'objet d'une comparaison. Plus précisément, le Canada affirme qu'il "ne voit pas très bien ce que recouvre" l'expression "[ ]"". Pourtant, le Canada conclut tout de même que les taux d'intérêt prévus dans les deux offres sont pareillement favorables. Il convient de préciser que le [ ] offert par Embraer [ ].

Commission de gestion

Dans sa réponse à la question n° 56, le Canada affirme que "l'offre du Canada requiert le versement d'une commission de gestion initiale équivalant à [ ] pour cent du montant du financement, exigible au moment du financement de chaque aéronef". Le Canada donne ensuite à entendre que, puisque "l'offre d'Embraer ne contient aucune commission de gestion ou commission initiale analogue", elle est à cet égard plus favorable pour Air Wisconsin que l'offre du Canada.

Le Brésil reconnaît volontiers que [ ] ne mentionne pas toutes les commissions ni toutes les conditions possibles qu'on peut normalement s'attendre à trouver dans un contrat de vente d'aéronefs régionaux. Comme le Brésil l'a déjà indiqué, toutefois, la raison pour laquelle il en est ainsi est simple – Embraer n'a pas conclu de contrat avec Air Wisconsin pour la vente d'aéronefs, mais Bombardier/le Canada l'ont fait. Par conséquent, il est tout à fait logique de penser que les conditions prévues dans l'offre faite par Bombardier/le Canada à Air Wisconsin sont formulées de façon plus complète que celles d'Embraer. Après tout, Bombardier/le Canada ont signé avec Air Wisconsin un contrat de vente dans lequel sont énoncées toutes les commissions et toutes les conditions possibles de l'entente. Embraer n'a pas signé un tel contrat. Comme le Canada lui-même le fait observer dans l'analyse qu'il fait sous la rubrique intitulée "Garanties", ces dispositions auraient été incorporées dans les contrats de prêt définitifs si Embraer avait remporté la vente.

Contrairement à ce que le Canada affirme, le simple fait que l'offre d'Embraer ne mentionne pas certaines conditions qui auraient probablement figuré dans un contrat de vente définitif ne signifie pas que l'offre d'Embraer était plus favorable que celle du Canada. En fait, comme le Brésil l'a déjà indiqué, la comparaison des offres considérées dans leur intégralité fait clairement ressortir le fait qu'Embraer et Bombardier/le Canada ont offert à Air Wisconsin des ensembles aéronautiques et des montages financiers différents.

Garanties

Dans l'analyse qu'il fait sous la rubrique intitulée "Garanties", le Canada note à juste titre [ ] …". Le Canada reconnaît toutefois que si Embraer avait remporté la vente, ces dispositions auraient été ajoutées aux contrats de prêt définitifs. Sans savoir quelles auraient été ces conditions, le Canada conclut quand même, assez curieusement, que ces conditions auraient été "comparables à celles que contenait l'offre du Canada".

Le Canada présume, sans s'appuyer sur quoi que ce soit, que les dispositions quelles qu'elles soient qu'Embraer aurait ajoutées aux contrats de prêt définitifs auraient été "comparables à celles que contenait l'offre du Canada". De plus, même si le Canada reconnaît que ces dispositions auraient figuré dans les contrats de prêt définitifs si Embraer avait remporté la vente, il fait l'affirmation étonnante selon laquelle l'absence de ces dispositions dans la proposition de financement d'Embraer rend l'offre d'Embraer plus favorable que celle du Canada.

Autre soutien en matière de financement

Sous la rubrique "Autre soutien en matière de financement", le Canada affirme qu'en raison du fait que l'offre de Bombardier/du Canada ne comprend pas [ ] dans le cas où Embraer obtiendrait le contrat, à "cet égard, l'offre d'Embraer est plus favorable pour Air Wisconsin ". Cet argument est également erroné.

Embraer a bel et bien offert une [ ]. Contrairement à ce que le Canada semble affirmer, toutefois, [ ]. Embraer, qui est un constructeur privé d'aéronefs, a fait une offre qui lui aurait vraisemblablement fait subir une perte à court terme dans le but d'obtenir le contrat et de développer un nouveau marché. De son côté, Bombardier s'est adressée au Trésor canadien pour battre l'offre d'Embraer. Elle n'a pas essayé de battre cette offre en obtenant un meilleur financement auprès d'un établissement financier sur le marché ou en fournissant elle-même le financement. Elle n'a pas offert un financement moins coûteux ni des réductions de prix à ses propres frais. Grâce au soutien accordé par le gouvernement canadien, Bombardier n'a pas eu besoin d'accorder la sorte [ ].[2] Bombardier a décidé de supprimer tout risque de perdre la vente en s'assurant de présenter une offre imbattable avec l'appui du gouvernement canadien.

Questions posées au Canada

66. Le programme LA Encore utilisé par la SEE a-t-il été adapté en fonction de considérations intéressant expressément la SEE, ou est-il identique au programme utilisé par la Lloyds Bank, la Barclays Bank et ABN-Amro?

Le Brésil note que le Contrôleur de la monnaie des États-Unis a indiqué que la plupart des modèles de notation sont des systèmes "statistiques" ou des systèmes "experts".[3] Un système statistique est un système qui fait appel à des facteurs quantitatifs qui sont des indicateurs de défaut, tandis qu'un système expert est un système qui "tente de reproduire le processus décisionnel d'un analyste de crédit".[4] Le Contrôleur de la monnaie qualifie le programme LA Encore de système de type "expert".[5] Par conséquent, le programme LA Encore exige de son opérateur qu'il utilise des facteurs qualitatifs ou subjectifs pour déterminer les cotes de crédit.

Au paragraphe 5 de sa réponse à cette question, le Canada reconnaît que la SEE a personnalisé le programme LA Encore pour tenir compte de ces facteurs qualitatifs ou subjectifs, ou pour "tenir compte de ses propres méthodes d'évaluation des risques liés aux sociétés". Le Canada ne fournit pas de renseignements sur la façon dont cela a été fait, sauf pour dire qu'il a tenu compte d'une

[2] *Voir* la pièce n° 56 du Brésil [ ]. Conformément à l'article 16 des procédures de travail du Groupe spécial, le Brésil demande que les renseignements confidentiels entre crochets, inclus dans la présente note et dans le paragraphe ci-dessus, soient exclus de la version de cette communication jointe au rapport du Groupe spécial.

[3] *Rating Credit Risk – Comptroller's Handbook, Section A, Assets*, Comptroller of the Currency, Administrator of National Banks, avril 2001, disponible à l'adresse: http://www.occ.treas.gov/handbook/S&S.htm.

[4] *Id.*

[5] *Id.*

base de données contenant "plus de 900 sociétés industrielles notées par S&P". Le Canada affirme que cette personnalisation a été examinée par des consultants externes, mais il n'a toujours pas fourni de renseignements précis concernant les facteurs subjectifs utilisés pour obtenir les notations LA Encore.

Néanmoins, d'après la réponse du Canada, il semble que la SEE n'essaie nullement de tenir compte de questions propres au secteur aéronautique en général, ou au secteur des aéronefs régionaux en particulier, lorsqu'elle établit ses notations. Comme le Brésil l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 57, il y a plusieurs raisons pour lesquelles les marges moyennes qui s'appliquent aux sociétés industrielles en général peuvent ne pas être applicables au secteur des aéronefs régionaux. Le système LA Encore personnalisé de la SEE semble éviter tout examen de ces facteurs et, comme le Brésil en parle de façon plus détaillée dans les observations qu'il présente au sujet de la communication du Canada du 13 août 2001, produit des notes qui sont complètement différentes de celles qui sont publiées par Standard & Poor's.

Le Brésil renvoie le Groupe spécial aux observations qu'il a formulées le 20 août 2001 au sujet de la communication du Canada du 13 août 2001 pour une analyse plus détaillée des faiblesses du programme LA Encore utilisé par la SEE.

67. En ce qui concerne le paragraphe 5 de la déclaration orale du Canada datée du 31 juillet 2001, veuillez préciser quels sont les "éléments de preuve convaincants" indiquant que les offres faites par Embraer à Air Wisconsin ont bénéficié d'un soutien du gouvernement brésilien.

Dans sa réponse à la question n° 67, le Canada reprend des déclarations antérieures concernant les éléments de preuve qu'il posséderait et selon lesquels l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin a bénéficié du soutien du gouvernement brésilien. Toutes ces déclarations antérieures et la réponse du Canada à la question n° 67 peuvent être résumées ainsi: i) le Canada ne croit pas qu'Embraer aurait fourni les conditions de financement qu'il a offertes sans le soutien du gouvernement brésilien; ii) le Canada s'appuie sur des déclarations faites par des représentants d'Air Wisconsin et de Bombardier selon lesquelles Embraer "s'attendait" à obtenir le soutien du gouvernement brésilien; et iii) le Canada prétend avoir décelé chez Embraer un "comportement général" qui a forcément été adopté dans la transaction Air Wisconsin. Aucune de ces affirmations ne constitue un "élément de preuve convaincant". En fait, il ne s'agit pas du tout d'éléments de preuve dignes de foi.

Le Canada lui-même commence sa réponse en reconnaissant que les "éléments de preuve convaincants" de ce que comportait l'offre d'Embraer – [ ].

Il convient de faire remarquer que les affirmations du Canada contredisent ses propres éléments de preuve. Le Canada a fourni des renseignements selon lesquels les propres délais qu'il avait accordés pour le financement de cinq transactions variaient entre [ ] et [ ] années, et a fait valoir que ces délais ne conféraient pas un avantage.[6] De même, le Canada a indiqué qu'"[il] a, à l'occasion, accordé des crédits à l'exportation à des conditions commerciales, à des taux d'intérêt inférieurs au TICR".[7] Par conséquent, ces conditions ne sont pas nécessairement inférieures au marché. Dans un cas comme dans l'autre, toutefois, le Canada ne s'est pas contenté de répondre aux conditions prévues dans l'offre d'Embraer, [ ]. De plus, il ne s'est pas contenté de répondre aux conditions du marché. Mais même en présumant, *arguendo*, que le Canada a effectivement répondu aux conditions prévues dans l'offre d'Embraer ou aux conditions du marché, il a quand même conféré un avantage à

[6] Première communication du Canada, 18 juin 2001, paragraphe 75.
[7] *Id.*, paragraphe 71.

Bombardier, en lui accordant des conditions qu'elle était incapable d'obtenir par elle-même sur le marché.

Le Canada fait grand cas de la déclaration [ ] et de la nouvelle pièce n° 68 du Canada.[8] Mais tout ce qui est allégué dans la pièce n° 68 du Canada, c'est qu'Embraer aurait dit à Air Wisconsin qu'elle "s'attendait à ce que son offre bénéficie du soutien du gouvernement du Brésil par l'entremise de la BNDES". Peut-être qu'Embraer s'attendait à ce que le gouvernement brésilien soutienne son offre par l'entremise de la BNDES ou l'espérait, mais elle n'a jamais obtenu ce soutien. Comme le Brésil l'a indiqué, le gouvernement brésilien n'a ni offert ni fourni un soutien à Embraer ou à Air Wisconsin pour cette transaction. Le fait qu'Embraer s'attendait à obtenir le soutien du gouvernement brésilien dans le cadre de l'offre faite à Air Wisconsin ou espérait obtenir ce soutien n'est pas un "élément de preuve convaincant" – et, en fait, n'est pas du tout un élément de preuve – de l'existence d'un soutien accordé par le gouvernement du Brésil à Embraer pour la transaction Air Wisconsin.

Le Canada s'appuie largement sur des soi-disant "offres similaires de soutien public faites par le Brésil" dans d'autres transactions, sur des déclarations générales selon lesquelles Embraer misait sur un soutien du gouvernement du Brésil, et sur la "pratique" d'Embraer consistant à obtenir un soutien public. Le Brésil tient à faire valoir plusieurs points au sujet de ces affirmations.

Premièrement, comme le Brésil l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 58 du Groupe spécial, environ [ ] pour cent des ventes à l'exportation d'avions à réaction régionaux réalisées par Embraer jusqu'à ce jour n'ont bénéficié d'aucun financement par la BNDES ni d'aucun soutien au titre du PROEX. De plus, le Brésil n'a pris aucun engagement en matière de soutien au titre du PROEX pour quelque transaction que ce soit depuis le 18 novembre 1999.[9] Par conséquent, tous les arguments du Canada au sujet d'un "comportement", d'une "routine" ou d'une "pratique" sont sans fondement. Dans [ ] pour cent des cas depuis 1995, Embraer n'a pas compté sur le soutien du gouvernement brésilien, que ce soit au titre du PROEX ou dans le cadre d'un autre organisme ou programme.

Deuxièmement, le Canada présume que puisque Embraer, d'après le dossier déposé auprès de la SEC, ne procède pas à son propre autofinancement, et "[ ]" (pas d'italique dans l'original), la seule autre option était l'octroi d'un soutien par le gouvernement brésilien. Ce n'est qu'une supposition de la part du Canada, et non un "élément de preuve convaincant". Ni le Brésil ni le Canada ne peuvent dire si Embraer pouvait ou aurait pu obtenir [ ], ou si Embraer aurait modifié sa pratique et fait une exception dans ce cas-ci, vu qu'elle faisait un effort exceptionnel pour remporter une vente.

Le Canada construit ce qu'il appelle des "éléments de preuve convaincants" en s'appuyant sur l'hypothèse selon laquelle [ ] ne pouvait être obtenu. Aucun élément de preuve n'appuie cette hypothèse. De plus, le Canada fait valoir qu'Embraer ne saurait avoir envisagé de financer l'offre faite à Air Wisconsin directement. Comme le Brésil l'a indiqué dans ses réponses aux questions n° 31 et 32 du Groupe spécial, on peut présumer qu'Embraer espérait le faire et l'aurait fait, mais il ne s'agit certainement pas d'un "élément de preuve convaincant".

[8] Il convient de signaler que la déclaration (pièce n° 1 du Canada), dans laquelle [ ], M. [ ], déclare qu'il a été informé par Air Wisconsin de certains détails de l'offre faite par Embraer, contredit la lettre d'Air Wisconsin (pièce n° 2 du Canada), dans laquelle il est indiqué que des "engagements de confidentialité pris envers Embraer empêchent Air Wisconsin de fournir des renseignements plus détaillés" concernant l'offre d'Embraer. Le seul renseignement contenu dans cette lettre, c'est qu'Air Wisconsin avait jugé que l'offre du Canada n'était "pas plus favorable que celle d'Embraer, considérée dans son intégralité".

[9] Réponse du Brésil à la question n° 58 du Groupe spécial, 8 août 2001.

Troisièmement, même si les arguments que fait valoir le Canada au sujet d'une pratique générale d'Embraer consistant à s'appuyer sur un soutien des pouvoirs publics étaient fondés, il s'agirait simplement d'un élément de preuve indirect au sujet de l'octroi d'un soutien du gouvernement brésilien dans une transaction spécifique, comme la transaction Air Wisconsin. Il ne s'agirait pas d'un élément de preuve "convaincant".

Quatrièmement, les affirmations du Canada concernant le soutien accordé par le gouvernement brésilien "dans le contexte" des campagnes menées pour la vente d'aéronefs régionaux à SA Airlink et Japan Air Systems sont incorrectes sur le plan des faits. La transaction SA Airlink n'a bénéficié d'aucun soutien quel qu'il soit au titre du PROEX ou de la part de la BNDES, et aucun engagement en vue d'un soutien quel qu'il soit n'a été pris envers Embraer au titre du PROEX ou par la BNDES dans le cadre de l'offre faite à JAS.

Enfin, le Brésil tient à souligner un point systémique très important. La manière dont le Canada aborde cette question en général et la réponse du Canada à la question n° 67 du Groupe spécial, en particulier, sont fondées sur l'hypothèse du Canada selon laquelle le Brésil a la charge de prouver que l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin ne bénéficiait pas d'un soutien du gouvernement brésilien. Le Canada a tenté d'inverser la charge de la preuve dans cette affaire. Le Groupe spécial devrait faire échec à la tentative du Canada.

Toute la question de savoir si l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin bénéficiait d'un soutien du gouvernement brésilien se rapporte aux présentes procédures uniquement parce que le Canada a fait valoir, en tant que moyen de défense affirmatif, qu'il s'était aligné sur l'offre du Brésil et peut donc bénéficier de la clause du "refuge" prévue au second paragraphe du point k). Le Canada a la charge d'établir ce moyen de défense affirmatif. Il a la charge de prouver que l'offre d'Embraer bénéficiait d'un soutien du gouvernement brésilien, qu'il s'est contenté de s'aligner sur les conditions de ce soutien, et que son "alignement" est conforme à l'Accord SMC.

Le Canada a plutôt tenté de déplacer la charge de la preuve pour amener le Brésil à prouver que l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin ne bénéficiait pas d'un soutien du gouvernement brésilien. Par exemple, le Canada indique, dans sa réponse à la question n° 67, que "le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve" étayant l'affirmation selon laquelle Embraer peut avoir fait [ ]. Mais le Brésil n'a pas à présenter de tels éléments de preuve. Tout ce que le Brésil a fait, c'est d'exposer quelques-uns des scénarios possibles pour illustrer le fait que, contrairement à ce qu'affirme le Canada, un soutien des pouvoirs publics n'était pas la seule option d'Embraer. En outre, le Canada fait valoir que le Brésil n'a pas expliqué pourquoi "l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin aurait été différente de la pratique" d'Embraer consistant à faire appel à une forme de soutien public. Mais le Brésil, une fois de plus, n'a pas à fournir d'explications à ce sujet. En fait, le Brésil a indiqué qu'il peut y avoir plusieurs explications à la stratégie d'Embraer, mais il a expressément mentionné qu'il ignorait quels pouvaient être les intentions, les attentes ou les espoirs d'Embraer. En fait, [ ].

Le Canada tente de déplacer la charge de la preuve vers le Brésil, puis il reproche au Brésil de ne pas s'être acquitté de la charge de la preuve et, sur cette base, conclut que le Canada avait donc le droit de s'aligner sur l'offre faite par Embraer. Le Groupe spécial devrait rejeter les arguments du Canada. C'est au Canada qu'il incombe d'établir que l'offre d'Embraer bénéficiait d'un soutien du gouvernement brésilien. Le Canada devait "fai[re] tout son possible pour vérifier"[10] que l'offre d'Embraer bénéficiait d'un soutien public avant de soi-disant "s'aligner" sur cette offre; or il n'a même pas essayé de contacter le Brésil. À l'heure actuelle, le Canada fait essentiellement valoir qu'il a présenté une argumentation *prima facie* parce que [ ] et parce que Embraer avait obtenu "de façon routinière" dans le passé un soutien du gouvernement brésilien. Aucune de ces affirmations ne peut résister à un examen. Le Canada ne s'est donc pas acquitté de la charge de prouver son moyen de

[10] *Arrangement de l'OCDE* de 1998, article 53 a).

défense affirmatif. Il n'y a pas d'éléments de preuve "sérieux" indiquant que le Brésil a fourni un soutien à Embraer pour la transaction Air Wisconsin, et de tels éléments de preuve ne sauraient exister parce que le Brésil n'a ni accordé ni proposé un soutien.

68. L'article 25 de la Loi sur Investissement Québec parle de "l'exportation". Le terme "exportation" est-il défini dans cette loi ou dans un autre texte législatif? Dans l'affirmative, veuillez fournir les documents pertinents. Le terme "exportation" désigne-t-il l'exportation à l'extérieur du Québec, à l'extérieur du Canada , ou les deux?

Selon l'interprétation normale de ce terme, "l'exportation" s'entend de la "vente [de marchandises ou de services] par des résidents d'un pays à des résidents d'un autre pays, généralement en contrepartie de devises"[11], ou de l'activité consistant "à transporter ou envoyer à l'étranger".[12] Le Brésil croit savoir que les tribunaux canadiens ont également interprété "l'exportation" comme étant le transfert de marchandises à l'extérieur du Canada plutôt qu'entre les provinces canadiennes. Ainsi, la Cour suprême du Canada a déclaré que:

> En règle générale, l'exportation implique sans contredit l'idée de séparer des marchandises de l'ensemble d'objets appartenant au pays dans l'intention de les incorporer dans l'ensemble d'objets appartenant à un pays étranger. Elle implique également l'idée de transporter l'objet exporté hors des frontières du pays dans ce but précis.[13]

Dans le même ordre d'idée, des tribunaux de l'Ontario ont statué qu'"exporter" signifie "exporter à l'extérieur du Canada", en indiquant que:

> Selon l'usage pratique commercial, "exporter" veut dire envoyer des marchandises quelles qu'elles soient dans un autre pays. Le sens premier de ce terme est "envoyer hors de", mais on ne parle pas d'"exporter" des marchandises de Toronto vers Montréal, par exemple, même si le navire peut passer en dehors des limites du Canada pendant le voyage.[14]

Par conséquent, il semble que les tribunaux canadiens appliquent la définition normale de ce terme. Le Canada reconnaît que ce terme n'est pas défini dans ses textes législatifs. Par conséquent, le Groupe spécial devrait présumer que la définition normale l'emporte.

Le renvoi que fait le Canada au Décret n° 572-2000, qui a été pris en application de la Loi sur Investissement Québec, est également inutile. Le fait que les rédacteurs du Décret ont jugé nécessaire de préciser dans ce texte que "l'exportation" s'effectue "à l'extérieur du Québec" montre simplement que ce terme tel qu'il est employé ailleurs, comme dans la Loi sur Investissement Québec elle-même, avait son sens normal d'"à l'extérieur du pays".

Enfin, même si le terme "exportation" désigne seulement l'"exportation à l'extérieur du Québec", comme le Brésil l'a fait remarquer au paragraphe 129 de sa deuxième communication écrite, une prescription d'exportation à l'extérieur du Québec équivaut à une prescription d'exportation à l'extérieur du Canada. Si un gouvernement rend une partie de son territoire inadmissible à la subvention et prétend que, de ce fait, la subvention n'est pas subordonnée aux exportations, il

---

[11] Walter Goode, *Dictionary of Trade Policy Terms*, Centre for International Economic Studies, University of Adelaide, 2ème éd., 1998, page 103.

[12] *Black's Law Dictionary*, 5ème éd. (1979), page 520.

[13] R. v. Carling Export Brewing & Malting Company, [1930] 2 D.L.R. 725, page 733.

[14] Rex v. Gooderham and Worts Ltd., [1928] 3 D.L.R. 109.

s'ensuivra probablement très vite de nombreuses petites désignations partielles d'admissibilité nationale. Un tel résultat serait incompatible avec la lettre et l'esprit de l'Accord SMC.

69. Les Décrets n° 572-2000 et 841-2000 concernant IQ pourraient-ils en principe s'appliquer au financement des ventes d'aéronefs régionaux de Bombardier?

Le Brésil ne souscrit pas à la déclaration du Canada selon laquelle le "Décret n° 841-2000 ne pourrait pas s'appliquer au financement d'aéronefs régionaux de Bombardier puisqu'il s'applique uniquement aux petites entreprises". Le Canada n'étaye pas cette affirmation. Il ne précise pas la disposition du Décret n° 841-2000 qui limite l'application de ce texte aux petites entreprises seulement.

En fait, rien dans le Décret n° 841-2000 n'indique que l'application de ce texte se limite aux petites entreprises. Le décret approuve un "Programme d'aide financière aux entreprises". Il est précisé à l'article premier du Programme, sous la rubrique "Objectifs", que l'objectif du Programme est de favoriser le développement économique du Québec en accordant une aide financière aux entreprises qui exercent une activité commerciale. Il n'y a pas de restriction quant à la taille de l'entreprise.

En outre, il est précisé à l'article 2 que l'aide a notamment pour objet la réalisation de projets d'investissement, d'innovation technologique et de développement de marchés. Une fois de plus, il n'y a pas de restriction quant à la taille de l'entreprise. Le Brésil note également que la définition de l'expression "développement de marchés" (article 10 de l'annexe II du Programme) comprend le développement de nouveaux marchés à l'extérieur du Québec, la promotion des exportations sur des marchés existants, le financement de contrats et le cautionnement de garanties bancaires. Ces activités sont toutes directement en rapport avec les opérations de Bombardier.

En revanche, il y a des dispositions qui donnent à entendre que le décret ne se limite pas aux petites entreprises. Par exemple, il est indiqué à l'article 19 du Programme que la durée maximale d'une aide financière accordée par Garantie-Québec est de dix ans; toutefois, cette durée maximale est de 15 ans pour les *projets majeurs de développement de marchés*. Il est difficile de concilier cette disposition avec l'affirmation selon laquelle l'aide est accordée aux petites entreprises seulement.

En outre, certaines dispositions du Programme concernent des situations dans lesquelles le montant de l'aide financière pourrait être considérable. Par exemple, l'article 30 du Programme prévoit des situations dans lesquelles le montant de l'aide financière dépasse 10 millions de dollars. On voit mal comment ces dispositions appuient l'affirmation du Canada selon laquelle le Décret s'applique aux petites entreprises seulement.

La seule restriction concernant la taille figure à l'article 8 du décret, qui limite l'octroi d'une aide financière aux entreprises de la "nouvelle économie" qui emploient moins de 100 personnes et dont le volume annuel des ventes est inférieur à 10 millions de dollars. Les entreprises de la "nouvelle économie" sont définies à l'article 3 de l'annexe II comme des entreprises qui exercent des activités dans plusieurs secteurs, y compris le secteur aéronautique. Néanmoins, l'article 8 limite l'octroi d'une aide aux entreprises de la "nouvelle économie", mais *seulement* pour la "réalisation d'un projet de nouvelle économie". *Rien* ne limite l'application du décret à une entreprise quelconque, quelle qu'en soit la taille, en ce qui concerne d'autres activités pouvant bénéficier d'un financement, comme les projets majeurs de développement de marchés, le développement de nouveaux marchés, l'expansion des marchés existants, le cautionnement de garanties bancaires et le financement d'un contrat, qui sont toutes des activités énumérées à l'article 10 de l'annexe II.

Enfin, le Brésil note que le Décret n° 841-2000 a été adopté en juin 2000. À peine un mois plus tôt, il y avait eu l'adoption du Décret n° 594-2000, qui prévoit expressément un programme

d'aide aux petites entreprises.[15] Il est difficile d'expliquer pourquoi, vu l'adoption à peine un mois plus tôt d'un décret qui vise expressément les petites entreprises, il faudrait interpréter le Décret n° 841-2000, qui n'impose aucune restriction quant à la taille des bénéficiaires de l'aide, comme s'appliquant aux petites entreprises seulement.

La réponse donnée par le Canada concernant le Décret n° 572-2000 n'est pas convaincante non plus. Le Décret n° 572-2000 encourage l'investissement et l'emploi au Québec en permettant à IQ d'apporter son soutien financier afin d'inciter les entreprises à réaliser des projets d'investissement et d'exportation et de favoriser l'émergence de nouveaux projets (article premier, "Objectifs"). Le Décret prévoit expressément l'octroi d'une aide financière, entre autres, à des projets d'investissement de plus de 10 millions de dollars (article 6 a)), et l'octroi de crédits et de garanties de prêt à des acheteurs de l'extérieur du Québec pour l'achat de biens et de services. Le Canada reconnaît dans sa réponse que cette mesure pourrait servir à financer la vente d'aéronefs Bombardier, mais affirme que le Décret n° 572-2000 "n'est pas très adapté au financement de ventes d'aéronefs régionaux" en raison de "la limitation de la teneur en éléments d'origine québécoise ainsi que d'autres restrictions".

Comme le Canada le fait remarquer, la limitation de la teneur en éléments d'origine québécoise prescrit qu'une garantie de prêt ne dépasse pas 75 pour cent de la teneur en éléments d'origine québécoise des produits exportés. Toutefois, le Canada n'explique pas pourquoi cette limitation fait en sorte que le décret "n'est pas très adapté" au financement d'aéronefs régionaux canadiens. Le Canada ne précise pas quelles sont les "autres restrictions" qui font en sorte que le décret "n'est pas très adapté" au financement d'aéronefs régionaux. Enfin, le Canada affirme que le décret n'a pas été utilisé pour financer des aéronefs régionaux. C'est peut-être le cas, mais le décret pourra être utilisé pour financer des aéronefs régionaux dans le futur.

70. Le Canada a indiqué au Groupe spécial que des garanties sur titres avaient été accordées par des fabricants de moteurs comme Rolls-Royce, GE et Pratt & Whitney. Le Canada a-t-il connaissance d'autres cas dans lesquels des garanties sur titres ont été accordées pour des transactions concernant des aéronefs? Par exemple, les EETC sont-ils associés à des garanties sur titres dans le cadre d'un instrument global? S'il n'y a pas de marché pour les garanties sur titres en dehors d'IQ et des fabricants de moteurs, comment le Groupe spécial devrait-il déterminer si les garanties sur titres fournies par IQ confèrent ou non un avantage? L'article 14 c) de l'Accord SMC est-il pertinent à cet égard?

Dans la communication qu'il a présentée au Groupe spécial le 31 juillet, le Canada ne conteste pas directement l'argument du Brésil selon lequel il n'existe pas de garantie sur titres sur le marché. De plus, le Canada n'a pas contesté cette déclaration ni fourni d'éléments de preuve indiquant le contraire au moment où il aurait dû le faire – dans la communication qu'il a présentée à titre de réfutation à la deuxième réunion du Groupe spécial. Le Canada a présenté tardivement, soit le 8 août, des renseignements qui constitueraient selon lui "des éléments de preuve manifestes de l'existence d'un marché du secteur privé concernant le transfert d'un risque de manière *analogue* aux garanties fournies par IQ". (Pas d'italique dans l'original.) Selon le Canada, "des instruments financiers *analogues* aux garanties sur titres d'IQ sont en fait disponibles sur le marché". (Pas d'italique dans l'original.)

Toutefois, le Canada n'allègue pas qu'Embraer serait en mesure de trouver une garantie égale à celle offerte par IQ à un prix quel qu'il soit. Fait plus important, même à propos de ce qu'il appelle des garanties "analogues", le Canada demeure extrêmement silencieux sur le prix de ces garanties.

[15] Décret n° 594-2000, 17 mai 2000, Concernant la mise en place du Programme de financement des petites entreprises (pièce n° 74 du Brésil).

La pièce n° 74 du Canada est censée montrer une garantie sur titres offerte [ ] par un assureur privé. Toutefois, cette garantie ne représente que [ ] pour cent du prix de l'aéronef pendant [ ] mois, [ ], ou la [ ] de [ ] pour cent pendant [ ] que le Canada a fournie à Air Wisconsin par l'entremise d'IQ. De plus, même s'il s'agissait d'une transaction [ ], le Canada a supprimé de la pièce la prime versée pour l'assurance. Par conséquent, il n'y a pas moyen de savoir comment la prime perçue en contrepartie de cette garantie se comparait à la prime apparente de [ ] pour cent perçue par IQ.

Ce document, qui est daté du 21 février 2001, avait de toute évidence été mis à la disposition du Canada avant la préparation de la communication qu'il a présentée au Groupe spécial. Il est dommage que le Canada n'ait pas jugé bon de présenter ce document comme pièce jointe à sa première ou à sa deuxième communication écrite, car cela aurait permis au Groupe spécial et au Brésil d'en débattre à une réunion du Groupe spécial et, peut-être, de se renseigner auprès du Canada au sujet de la prime.

Le Canada allègue que la pièce n° 75 du Canada "montre que les constructeurs d'aéronefs peuvent mettre en place des mécanismes de financement novateurs axés sur le risque et la rémunération". Sans doute, mais cette pièce aussi se rapporte uniquement à une [ ] apparente de [ ] pour cent fournie au moyen d'une assurance, et ne divulgue pas le coût de cette garantie.

La pièce n° 76 du Canada est constituée de lettres envoyées par deux courtiers d'assurance qui affirment qu'il existe un marché bien établi pour les garanties sur titres. Toutefois, en dehors de ces allégations, ils ne fournissent aucun élément de preuve qui contredit la pièce n° 50 du Brésil et, du reste, ils ne font pas état de primes pour les garanties.

Enfin, le Brésil voudrait faire observer qu'aucune de ces soi-disant garanties sur titres ne fait état de la *qualité* de la garantie offerte. Le Groupe spécial se souviendra qu'Embraer s'était heurtée à deux difficultés en ce qui a trait à la rivalité qui l'opposait au Canada au chapitre de la garantie sur titres: 1) le Canada avait offert une garantie de [ ] pour cent, [ ] et 2) la cote de crédit supérieure du Québec donnait à sa garantie plus de valeur aux yeux des investisseurs que celle d'Embraer. Pour montrer que le Canada s'est simplement "aligné" sur l'offre d'Embraer, il faudrait que le Canada prouve que, pour la même prime reçue par le Québec, Embraer aurait pu faire appel au marché pour [ ] qui aurait eu une valeur équivalente pour les investisseurs. Le Canada ne l'a pas fait.

71. En ce qui concerne le paragraphe 105 de la déclaration orale du Brésil du 31 juillet 2001, veuillez préciser les dates de la transaction Air Nostrum.

Les précisions fournies par le Canada n'ont aucune incidence sur le fait que la SEE (Compte de la société et Compte du Canada) et IQ ont fourni un soutien pour la transaction Air Nostrum à des conditions inférieures au marché.

72. Veuillez présenter des observations au sujet du paragraphe 135 de la deuxième communication écrite du Brésil.

Dans sa réponse à la question n° 72, le Canada indique qu'il "a fourni toute la documentation existante" concernant par IQ des transactions Mesa, Midway, Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum. Cette réponse est très suspecte compte tenu des réponses et des documents contradictoires que le Canada a fournis au Groupe spécial au sujet la vente Air Nostrum. Le Brésil demande au Groupe spécial de considérer les points suivants.

Le 29 juin 2001, le Groupe spécial a demandé au Canada, dans la question n° 14, de "fournir des détails complets sur les modalités et conditions" du soutien d'IQ pour certaines ventes d'aéronefs, et "toute la documentation concernant l'examen de ces transactions par IQ". Le 6 juillet 2001, le Canada a fourni une réponse partielle en déclarant fermement qu'IQ avait uniquement pris part à la

transaction Air Nostrum dans la mesure où elle avait fourni une ""garantie sur titres" jusqu'à concurrence de [ ] pour cent du prix d'achat de l'avion". Toutefois, cette déclaration contredit le sommaire de transaction Air Nostrum qui figure dans la pièce n° 64 du Canada, document que le Canada a omis de présenter jusqu'au 26 juillet 2001.

Dans la pièce n° 64 du Canada, il y a un tableau intitulé "Détails du financement". Ce tableau résume les conditions du soutien d'IQ à la transaction Air Nostrum, et indique qu'Air Nostrum devait [ ]. Par conséquent, il est indiqué dans la pièce n° 64 du Canada que, contrairement à l'affirmation du Canada selon laquelle IQ a seulement fourni une simple "garantie sur titres", IQ a en réalité financé un pourcentage important de la transaction Air Nostrum par l'entremise de CQC, qui est, bien entendu, la propriété commune d'IQ et de Bombardier.

Au lieu de signaler cette contradiction au Groupe spécial, le Canada se contente maintenant d'affirmer que sa pièce n° 64 "ne reflétait pas les modalités et conditions finales de la garantie fournie par IQ". En fait, en réponse à la question n° 71, le Canada présente maintenant un nouveau document, sa pièce n° 77, datée du 18 juin 1998. Le Canada déclare que ce document renferme "la recommandation finale [d'IQ] et un sommaire de transaction" concernant Air Nostrum. Il est précisé dans le tableau intitulé "Détails du financement" joint à la pièce n° 77 du Canada que les pourcentages indiqués dans la pièce n° 64 du Canada ont changé. Le nouveau tableau indique toujours que [ ] ont accordé un financement sous forme de crédits pour [ ] pour cent du "montant financé", mais les pourcentages ont changé et sont les suivants: [ ].[16] De plus, il est indiqué dans la pièce n° 77 du Canada que la garantie distincte accordée par la SDI/IQ correspondait à [ ] pour cent, et non [ ] pour cent, de la transaction.

Bien que les pourcentages et les conditions qui figurent dans la pièce n° 77 du Canada ne diffèrent que légèrement de ceux de la pièce n° 64 du Canada, le Brésil fait observer qu'ils diffèrent sensiblement de ceux que le Canada a mentionnés dans sa réponse à la question n° 14. Mais surtout, la présentation de la pièce n° 77 du Canada à ce stade avancé du différend est très troublante, et jette un doute sur la déclaration du Canada selon laquelle "il a fourni toute la documentation existante concernant l'examen" par IQ de cette transaction et d'autres transactions. Le Canada affirme qu'il "n'avait pas auparavant connaissance de l'existence" de sa pièce n° 77. Si cela est vrai, on doit alors se demander si les documents que le Canada a fournis au sujet d'IQ représentent, en fait, les recommandations finales d'IQ pour les transactions Mesa, Midway, Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum. C'est particulièrement vrai compte tenu de la déclaration initiale au Canada dans sa réponse à la question n° 14, à savoir qu'IQ a uniquement fourni une "garantie sur titres" à Air Nostrum. Le Brésil demande donc au Groupe spécial de faire des déductions défavorables et de présumer qu'il existe d'autres documents indiquant que des subventions subordonnées à l'exportation ont été accordées.

Questions additionnelles posées aux parties après la deuxième réunion du Groupe spécial - 15 août 2001

74. Veuillez commenter l'affirmation du Brésil (dans sa réponse à la question n° 56) selon laquelle "les versements semestriels de l'emprunteur seraient considérablement moins importants" dans le cadre de l'offre faite par Bombardier que dans le cadre de celle d'Embraer. Veuillez calculer le montant des versements semestriels pour les deux offres, en posant l'hypothèse d'un prêt de 1 milliard de dollars et d'un taux d'intérêt de 6 pour cent dans les deux cas. Veuillez également présumer, dans le cas de l'offre faite par Embraer, [ ].

[16] La clause "[ ]" qui figure dans la pièce n° 77 du Canada confirme que ces trois entités ont accordé un soutien sous forme de prêts. Dans cette clause, le soutien accordé par chacune de ces trois entités est appelé un prêt.

La réponse du Canada montre que les conditions de financement offertes par Embraer et les conditions de financement offertes par Bombardier/le Canada ne sont pas équivalentes. Si le Brésil comprend bien la question du Groupe spécial, le but de cette hypothèse est de démontrer si les conditions de financement des deux offres sont différentes. La conclusion du Canada selon laquelle "il est impossible de comparer directement les versements semestriels prévus par les deux offres sur la base des hypothèses du Groupe spécial" constitue dans les faits une reconnaissance du fait que l'offre d'Embraer et l'offre de Bombardier/du Canada sont différentes. Les résultats des calculs fournis par [ ] dans son modèle [ ] confirment également ce fait. Comme le Canada lui-même l'a fait remarquer, le modèle fait ressortir "des scénarios de remboursement très différents pour les deux offres". Cette affirmation contredit totalement le point de vue antérieur du Canada selon lequel les conditions de financement des deux offres sont équivalentes. De plus, dans sa réponse à cette question, le Canada n'a pas réfuté les arguments du Brésil selon lesquels les versements semestriels prévus par l'offre de Bombardier seraient considérablement moins importants que les versements semestriels prévus par l'offre d'Embraer.

75. S'agissant de la réponse du Canada à la question n° 67 du Groupe spécial, le Canada est-il d'avis qu'il suffirait de prouver la "possibilité", la "probabilité" ou l'"attente" d'un soutien futur du gouvernement brésilien pour satisfaire à un élément juridique du "soutien public" en vertu de l'Arrangement de l'OCDE pour ce qui est des dispositions en matière d'"alignement"?

Le Canada reconnaît que l'article 53 de l'*Arrangement de l'OCDE* exige d'un Participant qu'il "[fasse] tout son possible pour vérifier" que l'offre sur laquelle il cherche à s'aligner bénéficie d'un soutien public. Le Canada n'a pas fait "tout son possible pour vérifier" que l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin bénéficiait d'un soutien public du gouvernement du Brésil. Pour faire "tout son possible", il aurait fallu, en fait, qu'il interroge le Brésil. Si le Canada avait simplement interrogé le Brésil, il aurait découvert que ni Embraer ni Air Wisconsin n'avaient obtenu un soutien du gouvernement brésilien.

Le Canada a indiqué qu'il aurait été futile de demander au Brésil si l'offre d'Embraer impliquait un soutien public du Brésil parce que "le Brésil … aujourd'hui encore, nie toute participation dans l'offre faite à Air Wisconsin".[17] C'est vrai. Le Brésil "nie" sa "participation dans l'offre faite à Air Wisconsin" justement parce qu'il n'y a pas eu de participation, et le Canada n'a pas fourni d'éléments de preuve indiquant le contraire. Selon la logique du Canada, celui-ci a le droit de faire une supposition erronée parce qu'en se renseignant il aurait appris une vérité inacceptable. L'obligation de "faire tout son possible pour vérifier" quelque chose serait vide de sens s'il s'agissait seulement d'exiger du Canada qu'il procède à des vérifications auprès de sources dont il est certain qu'elles lui fourniront la réponse qu'il veut entendre.

76. Dans sa réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, le Canada affirme qu'"il est tout simplement inconcevable que [ ]". Faut-il comprendre qu'Embraer a offert des modalités et conditions de financement qui n'existaient pas sur le "marché"? Dans l'affirmative, l'offre d'Embraer pourrait-elle être utilisée comme un "point de repère du marché" pour déterminer la question de l'"avantage"? Veuillez donner des explications à ce sujet.

Dans sa réponse à la question n° 76 du Groupe spécial, le Canada répète une fois de plus que "l'offre d'Embraer … devait impliquer un soutien du gouvernement brésilien". La seule réponse véritable du Canada à la question du Groupe spécial est que "la seule autre option" que le soutien du gouvernement brésilien, "aussi improbable qu'elle puisse être, consistait à obtenir [ ]" qui "serait, par définition, accordé aux conditions du marché". Le Canada ne fournit pas d'autres explications.

[17] Deuxième communication du Canada, 13 juillet 2001, paragraphe 92.

Comme le Brésil l'a expliqué ci-dessus, dans les observations qu'il formule au sujet de la réponse du Canada à la question n° 56 du Groupe spécial, Embraer a offert à Air Wisconsin [ ].[18] De plus, dans sa réponse à la question n° 31 du Groupe spécial[19] et dans sa deuxième communication[20], le Brésil a fait remarquer qu'Embraer aurait pu [ ] pour une foule de raisons. Il convient toutefois de faire remarquer que le Canada ne peut pas prouver que les conditions offertes par Embraer sont équivalentes à celles du marché.

Le Canada veut s'assurer d'être gagnant sur toute la ligne. Que l'offre d'Embraer ait ou non impliqué un soutien du gouvernement brésilien, la position du Canada veut qu'il soit gagnant: ou bien il s'est "aligné" sur l'offre, ou bien il n'a pas conféré un avantage. Le Canada fait tout simplement abstraction du fait que, comme le Ministre Tobin l'a dit clairement, le Trésor canadien a aidé Bombardier à offrir des conditions que Bombardier n'aurait par ailleurs pas pu obtenir sur le marché.

[18] *Voir* la pièce n° 56 du Brésil. Conformément à l'article 16 des procédures de travail du Groupe spécial, le Brésil demande que les renseignements confidentiels entre crochets, inclus dans la présente note et dans le paragraphe ci-dessus, soient exclus de la version de cette communication jointe au rapport du Groupe spécial.

[19] Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial, 6 juillet 2001.

[20] Deuxième communication du Brésil, 13 juillet 2001, paragraphe 106.

ANNEXE A-17

OBSERVATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LA RÉPONSE DU CANADA À LA DÉCLARATION ORALE FAITE PAR LE BRÉSIL À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(20 août 2001)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. Introduction A-196

II. Les objections du Canada à l'égard de la méthode employée par le Brésil sont inappropriées A-197

A Le Brésil a simplement appliqué la propre méthode du Canada au financement offert par la SEE A-197

B. Le Canada utilise les marges relatives aux EETC comme points de repère du marché A-199

C. Le Brésil a également montré que les prix fixés par la SEE étaient inférieurs aux marges relatives aux valeurs industrielles générales A-203

D. Les critiques du Canada visant la méthode employée par le Brésil sont contradictoires A-203

E. Les autres sources des prix fixés par la SEE ne sont pas non plus fiables A-204

III. La méthode employée par le Canada pour attribuer les cotes de crédit n'est pas fiable et surévalue les notes A-205

A. LA Encore est un instrument qu'on ne peut absolument pas considérer comme objectif A-205

B. Les cotes de crédit attribuées par la SEE à ses clients sont largement surévaluées A-206

IV. Transactions spécifiques A-208

A. Atlantic Southeast Airlines A-208

B. Atlantic Coast Airlines A-208

C. Air Nostrum A-209

D. Kendell Airlines A-209

V. Investissement Québec A-210

VI. Conclusion A-212

I. Introduction

1. La présente communication contient les observations du Brésil relatives à la communication du Canada du 13 août 2001, intitulée "Réponse du Canada aux nouveaux arguments avancés par le Brésil dans sa deuxième déclaration orale".[1] Ainsi qu'il l'a déjà expliqué au Groupe spécial, le Brésil ne considère pas que sa deuxième déclaration orale, faite le 31 juillet 2001, contenait des arguments ou des renseignements nouveaux. Au lieu de cela, à la deuxième réunion du Groupe spécial, le Brésil a simplement appliqué les éléments de preuve concernant la mesure du marché, présentés par le Canada dans des déclarations antérieures dans le cadre de la présente procédure ainsi que de la procédure *Brésil – Aéronefs*, aux renseignements fournis par le Canada dans ses réponses aux questions du Groupe spécial communiquées le 26 juillet 2001.

2. Dans le bref intervalle de temps disponible entre la communication des données du Canada et la deuxième réunion du Groupe spécial, le Brésil a pu élaborer des indicateurs indirects raisonnables en ce qui concerne les conditions financières qui auraient été offertes sur le marché à l'époque de chacune des transactions canadiennes en cause. Quel que soit le point de repère que le Brésil employait, le financement accordé par le Canada était inférieur à ce point de repère du marché. Dans certains cas, le Brésil a également démontré que ce financement était accordé à des taux inférieurs au taux d'intérêt commercial de référence (le "TICR") établi au titre de l'*Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* (l'"*Arrangement de l'OCDE*"). En outre, le Brésil a montré que les cotes de crédit attribuées par le Canada aux divers clients de Bombardier ne correspondaient pas aux propres déclarations du Canada concernant la solvabilité des compagnies aériennes ni aux notes publiées par les principaux organismes de notation.

3. Dans sa réponse, le Canada, comme on pouvait s'y attendre, critique les points de repère utilisés comme indicateurs indirects par le Brésil, qu'il qualifie d'imparfaits, et continue de défendre ses pratiques en matière de financement comme étant conformes aux principes commerciaux. Toutefois, comme le Brésil l'explique ci-après, le Canada n'a pas justifié les cotes de crédit qu'il attribue à ses clients, n'a pas démontré qu'il s'appuyait sur des estimations objectives du marché lorsqu'il accorde des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et n'a pas réfuté les éléments de preuve avancés par le Brésil attestant que certaines transactions ont été financées à des taux inférieurs au marché.

4. Au paragraphe 5 de sa réponse, le Canada indique que la fixation des prix en matière de financement des aéronefs est un "exercice très technique et hautement spécialisé, exigeant un examen à la fois objectif et subjectif d'un grand nombre de facteurs". C'est incontestablement vrai, mais ni la complexité de la question, ni la subjectivité du Canada dans cet exercice ne soustraient le problème à la compétence du Groupe spécial. Nonobstant la complexité de ce domaine, il existe des règles qui doivent être respectées. Le Brésil fait observer que le Canada est un participant à l'"*Arrangement de l'OCDE*", qui constitue un ensemble de règles négociées, et incorporées dans l'Accord SMC, expressément dans le but de réglementer ce domaine. Le Brésil relève également que lorsqu'il a contesté les programmes PROEX du Brésil, parfois avec succès, le Canada n'a pas considéré que le caractère technique et spécialisé du financement des aéronefs l'empêchait de faire valoir que le Brésil accordait un financement à des taux inférieurs aux taux des points de repère du marché clairement établis. En outre, le Canada n'a jamais laissé entendre que l'examen subjectif par le Brésil du grand nombre de facteurs en jeu présentait un intérêt quelconque pour la question.

5. Le Canada affirme que le Brésil demande au Groupe spécial de s'appuyer sur l'appréciation de ces questions que donne le Brésil au lieu de celles que donne le Canada. Au contraire, le Brésil

[1] La communication du Canada est désignée dans le présent document par les termes "Réponse du Canada" ou "Réponse du Canada datée du 13 août".

demande au Groupe spécial de juger par lui-même au lieu de s'appuyer sur l'"examen subjectif d'un grand nombre de facteurs" fait par le Canada lui-même pour déterminer s'il a respecté les règles qu'il a négociées et qu'il a pris grand soin de faire appliquer vis-à-vis du Brésil. Pour les raisons expliquées plus loin, la communication du Canada datée du 13 août 2001 ne réfute pas la démonstration faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial selon laquelle le Canada n'a pas suivi ces règles lorsqu'il a accordé un soutien public au financement à l'exportation à des conditions inférieures au marché.

II. Les objections du Canada à l'égard de la méthode employée par le Brésil sont inappropriées

A. Le Brésil a simplement appliqué la propre méthode du Canada au financement offert par la SEE

6. Le Canada affirme que pour contester les prix fixés par la SEE, le Brésil s'est fondé sur des méthode "fondamentalement viciées". Toutefois, malgré les dénégations du Canada, la déclaration faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial était en grande partie fondée sur les propres éléments de preuve du Canada concernant le marché et, de plus, était le reflet exact de ces éléments de preuve.

7. Aux paragraphes 21 à 25, le Canada s'élève contre l'emploi par le Brésil des mêmes points de repère que ceux que le Canada avaient auparavant utilisés pour contester le programme PROEX II du Brésil. Comme le note le Canada au paragraphe 22, il a employé ces points de repère pour démontrer "que le taux offert au titre du PROEX II, le taux des bons du Trésor américains plus 20 pdb, ne pouvait pas être obtenu sur le marché". Aux paragraphes 47 à 50 de la déclaration qu'il a faite le 31 juillet au Groupe spécial, le Brésil a utilisé ces points de repère pour démontrer que, selon la propre méthode d'évaluation du Canada, les financements accordés par le Compte de la Société et le Compte du Canada de la SEE, et par IQ, ne sont, de la même façon, pas proposés sur le marché.

8. Le Canada n'admet pas que le Brésil considère que les taux employés par le Canada sont indicatifs du marché. Selon le Canada, il n'utilisait pas ces taux dans le cadre de la procédure *Brésil – Aéronefs* pour "[établir une] limite rigoureuse pour le marché international du financement des aéronefs".[2] Cela n'est pas crédible. Comme le montre une pièce du Canada provenant de la procédure *Brésil – Aéronefs* reproduite sous couvert de la pièce n° 64 du Brésil, le Canada utilisait des taux de financement obtenus par d'autres compagnies aériennes pour démontrer que la référence du taux du PROEX II T + 20 pdb serait *toujours* "très largement *inférieure* au marché". Pour ce faire, et d'une manière crédible, il fallait que le Canada démontre dans quelle mesure les taux de financement du marché seraient *toujours* "très largement" *supérieurs* à T + 20 pdb. L'intention du Canada, en employant ces taux de financement du marché, était de crédibiliser son argumentation en montrant *précisément la situation effective du marché*. Le Groupe spécial a apparemment considéré que l'argumentation du Canada était à la fois valable et convaincante, puisqu'il a constaté que le PROEX II n'était pas conforme à la "limite rigoureuse" par rapport à laquelle, selon ce que faisait valoir le Canada, il devait être évalué.

9. C'est tout à fait à juste titre que le Brésil utilise à présent ces mêmes taux comme méthode (parmi celles que le Brésil a présentées dans sa déclaration du 31 juillet adressée au Groupe spécial) pour démontrer que le financement canadien est inférieur au marché.

10. Le Canada critique alors deux aspects particuliers de l'argumentation du Brésil. Il conteste tout d'abord la citation que fait le Brésil de la déclaration du Canada dans le cadre de la procédure *Brésil – Aéronefs* selon laquelle les compagnies aériennes représentatives dont les cotes de crédit vont

[2] Réponse du Canada, paragraphe 22.

de AAA à BBB- devraient payer des marges allant jusqu'à 250 pdb au-dessus du taux des bons du Trésor américain. Or, le Brésil a directement cité une communication du Canada, qui est ainsi libellée: "en décembre 1999, un échantillon représentatif de compagnies aériennes opérant sur le marché des États-Unis ont obtenu des financements à un taux égal au taux des bons du Trésor américain à dix ans majoré de 110 à 250 points de base".[3]

11. L'objection du Canada semble porter sur l'hypothèse avancée par le Brésil selon laquelle lorsque le Canada faisait référence aux compagnies aériennes "représentatives", il ne faisait pas référence aux compagnies dont les cotes de crédit allaient de AAA à BBB-. Cependant, en déclarant qu'un "échantillon représentatif de compagnies aériennes opérant sur le marché des États-Unis ont obtenu des financements à un taux égal au taux des bons du Trésor américain à dix ans majoré de 110 à 250 points de base", le Canada faisait référence au tableau à présent inclus sous couvert de la pièce n° 64 du Brésil. On y trouve American Airlines, qui était notée BBB- à l'époque, et que le Canada a décrite à la première réunion du présent Groupe spécial comme l'une des compagnies aériennes "les mieux notées". On est en droit de supposer que les autres compagnies aériennes qui ne sont pas parmi les "mieux notées" se seraient vu imposer des marges encore plus élevées.

12. Le Canada déclare ensuite qu'il "n'a pas fait valoir que les compagnies aériennes bien notées auraient à acquitter un taux correspondant au taux des bons du Trésor américain plus 125 pdb ou davantage".[4] Cela n'est tout simplement pas vrai. Ce que le Canada a effectivement dit va même encore plus loin. En fait, le Canada a dit que la "compagnie aérienne non souveraine *ayant la meilleure notation*", qui était à l'époque British Airways, aurait à payer "T + 105-120 (plus 125-150 pour les aéronefs régionaux)".[5] Ce ne sont donc pas seulement les compagnies aériennes bénéficiant d'une note élevée, mais celles qui ont la *meilleure note*, qui auraient à payer T + 125-150 pdb pour financer l'achat d'aéronefs régionaux. Toutes les autres compagnies aériennes se seraient alors vu imposer des marges plus élevées.

13. Or à présent, le Canada fait valoir qu'il n'aurait absolument pas pu vouloir dire ce qu'il a dit, puisqu'il a aussi soutenu dans le cadre de la procédure *Brésil – Aéronefs* (de nouveau dans le tableau maintenant joint sous couvert de la pièce n° 64 du Brésil), qu'American Airlines, qui avait à l'époque la note BBB-, payait T + 111 pdb.[6] Selon le Canada, cela montre qu'une compagnie aérienne moins bien notée que la compagnie "ayant la meilleure notation" pourrait obtenir un financement au-dessous de T + 125-150 pdb. Mais le Canada néglige de souligner que le taux moyen pondéré T + 111 pdb payé par American Airlines s'appliquait aux *avions gros porteurs, et non pas aux aéronefs régionaux*. Concrètement, le Canada mentionnait le financement par American Airlines pour l'achat de deux Boeing 777-200, trois 767-300 et dix 737-800.[7] Le Canada lui-même a indiqué que le financement des aéronefs régionaux exigeait 20 à 30 points de base supplémentaires. Ainsi, pour l'achat d'aéronefs régionaux, American Airlines, compagnie aérienne notée BBB-, aurait payé T + 131-141 pdb. Il existe donc une légère incohérence entre les marges mentionnées par le Canada, de T + 125-150 pdb pour British Airways (notée BBB+) et de T + 131-141 pdb pour American Airlines, qui a une note inférieure (BBB-). Nonobstant cette incohérence, la position du Canada était de dire que toute compagnie aérienne ne faisant pas partie des compagnies "ayant la note la plus élevée" aurait à payer des marges supérieures à T plus 150 points de base pour le financement des avions à réaction

[3] Déclaration du Brésil datée du 31 juillet adressée au Groupe spécial, paragraphe 48, *citant le rapport Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends,* WT/DS46/RW (adopté tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel le 4 août 2000), annexe I-5, paragraphes 10 et 11.

[4] Réponse du Canada, paragraphe 24.

[5] WT/DS46/RW, annexe I-2, communication présentée à titre de réfutation par le Canada, 17 janvier 2000, paragraphe 51, note 26 (pas d'italique dans l'original).

[6] Réponse du Canada, paragraphe 24.

[7] WT/DS46/RW, annexe I-4, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial, 3 février 2000, réponse à la question n° 11.

régionaux en janvier 2000. Le Brésil relève que les marges pour les valeurs industrielles présentées sous couvert de la pièce n° 68 du Brésil indiquent qu'en janvier 2000, la marge pour un investissement en cas de note BBB- était le taux des bons du Trésor américain augmenté d'environ 160 pdb.

B. Le Canada utilise les marges relatives aux EETC comme points de repère du marché

14. De même, les objections soulevées par le Canada à l'utilisation par le Brésil des marges relatives aux EETC sont vaines. Le Canada laisse entendre que le Brésil a fait un "usage exclusif" des EETC comme "point de repère unique" pour la fixation des prix en ce qui concerne l'industrie des avions de transport régional.[8] Cela est surprenant, étant donné que, comme l'a expliqué le Brésil, le Canada a lui-même utilisé auparavant les EETC comme indicateur indirect des taux du marché pour les transactions relatives aux avions à réaction régionaux.[9] Ainsi, le 2 mars 2001, le Canada a affirmé ce qui suit au Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* – Article 21:5 (II):

> 1. Comme il est indiqué dans la version actualisée du rapport sur les marchés de Morgan Stanley Dean Witter (le "rapport MSDW"), la compagnie aérienne ayant la meilleure cote de crédit (c'est-à-dire celle qui présente le risque le plus faible) est American Airlines, dont les emprunts courants se situent à un niveau oscillant entre 135 et 200 points de base au-dessus des taux des bons du Trésor. C'est-à-dire que, même en ce qui concerne la compagnie aérienne présentant le risque le plus faible dans la catégorie la mieux cotée, l'écart de 135 points de base est toujours supérieur de 35 points de base au seul TICR.
>
> 2. L'écart entre le TICR et les taux offerts sur le marché est supérieur – et dans certains cas nettement supérieur – pour d'autres compagnies aériennes qui ont une moins bonne réputation de solvabilité. Comme l'indique le rapport MSDW, la différence payée par une compagnie aérienne au-dessus des taux des bons du Trésor américain peut atteindre 500 points de base. En conséquence, même si on le compare aux taux du marché – sans tenir compte des modalités et conditions – le PROEX III confère un avantage important.[10]

15. Le rapport MSDW auquel se réfère le Canada est bien entendu le rapport qui montre les marges relatives aux EETC, sur lesquelles le Brésil a fondé les tableaux contenus dans les pièces n° 65 et 66 du Brésil. Dans le cadre de cette procédure, le Canada a également déclaré ce qui suit:

> 1. Ainsi qu'il a été examiné aux paragraphes 78 et 79 de la première communication du Canada, les écarts de financement requis des compagnies aériennes qui achètent des aéronefs régionaux (comme il est montré dans le rapport MSDW figurant dans la pièce n° 17 du Canada) excèdent largement l'écart retenu pour le TICR exprimé en dollars (une marge de 100 points de base au-dessus du taux moyen approprié des bons du Trésor). Les écarts indiqués dans le rapport MSDW concernent les titres revalorisés garantis par nantissement du matériel. Ces titres constituent une forme de financement garanti comportant un certain nombre de

[8] Réponse du Canada, paragraphe 34.

[9] Le Brésil n'a certainement pas utilisé les EETC "exclusivement" comme "point de repère unique". Le Brésil renvoie le Groupe spécial aux paragraphes 46 à 61 de la déclaration du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, 31 juillet 2001, en ce qui concerne la méthode qu'il emploie.

[10] Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, WT/DS46/RW/2 (26 juillet 2001), annexe I-1, première communication du Canada, 2 mars 2001, paragraphes 78 et 79.

> tranches en fonction desquelles l'ordre de priorité des créances sur l'avion varie. Chaque tranche est assortie d'une cote correspondant à l'ancienneté de la créance sur l'avion et à d'autres facteurs d'amélioration des crédits qui visent à réduire le risque. En raison de facteurs de réduction des risques, les titres revalorisés garantis se présentent sous forme de tranches dont la cote est habituellement bien supérieure à celle des créances non garanties de la compagnie aérienne. Cela permet aux compagnies aériennes (notamment celles dont la cote de crédit est la plus faible) d'obtenir à un coût globalement inférieur l'emprunt destiné à financer l'achat d'aéronefs. Les ratios coût de l'emprunt-valeur de l'actif initiaux pour les tranches des titres revalorisés garantis les mieux cotées se situent habituellement bien en deçà de 70 pour cent de la juste valeur marchande initiale, ce qui réduit encore le profil de risques lié aux titres revalorisés garantis par rapport au soutien accordé au titre du PROEX III. *Dans sa première communication, le Canada fait référence à une tranche relative aux titres revalorisés garantis pour ce qui est d'American Airlines qui se négocient à 135 points de base au-dessus des taux des bons du Trésor. Étant donné qu'il s'agit de la tranche la mieux cotée pour l'une des compagnies aériennes américaines les mieux cotées, cette tranche constitue un critère relatif prudent par rapport aux écarts exigés pour le financement des aéronefs régionaux*; elle est néanmoins supérieure de 35 points de base au taux obtenu sur la base du seul TICR. Le prêteur conférera sans aucun doute un avantage important à l'emprunteur si, en offrant un financement au TICR, il est autorisé à offrir à un emprunteur moins solvable le même taux d'intérêt bas que celui qu'il offre à un emprunteur plus solvable.[11]

Ainsi, en avril de cette année, le Canada a considéré que la tranche des EETC ayant la note la plus élevée constituait un "critère relatif prudent par rapport aux écarts exigés pour le financement des aéronefs régionaux". Or, à présent que ses propres transactions sont évaluées par rapport à ce critère, le Canada qualifie son utilisation de "fondamentalement viciée". Ainsi, au paragraphe 36 de sa réponse, le Canada fait objection à l'utilisation par le Brésil de marges moyennes pondérées pour toutes les tranches d'une émission de titres revalorisés garantis. Étant donné que le Canada a déclaré antérieurement que la tranche la mieux notée (qui correspond à la marge la plus faible) constituait un critère "prudent", il n'y a aucune raison d'estimer que l'utilisation par le Brésil de marges moyennes pondérées a conduit d'une façon ou d'une autre à faire une comparaison inéquitable.

16. Le Canada déclare également que le Brésil a utilisé la moyenne pondérée de toutes les émissions de titres revalorisés garantis pour une année donnée. Or, comme le Brésil l'a expliqué dans sa communication des données sources, les tableaux figurant dans la pièce n° 65 du Brésil n'étaient pas fondés sur les moyennes concernant une année donnée, mais sur les marges auxquelles se négociaient les autres EETC dans le mois où la SEE proposait ou accordait le financement. Selon cette évaluation, le financement accordé par la SEE était régulièrement au-dessous des marges auxquelles se négociaient les EETC durant ce mois. Dans la pièce n° 66 du Brésil, communiquée dans le but de permettre des recoupements[12], les moyennes simples de toutes les transactions portant sur les EETC au cours de ce mois-là ont été utilisées, ce qui a donné des conclusions similaires.

17. À la première réunion du présent Groupe spécial, le 27 juin 2001, le Canada a continué de s'appuyer sur les marges relatives aux EETC pour contester la véracité de la déclaration du Brésil concernant les conditions de l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin. Le Canada a affirmé ce qui suit: "Les marges de financement généralement requises des compagnies aériennes qui achètent des

---

[11] WT/DS46/RW/2, annexe A-3, déclaration orale du Canada, 4 avril 2001, paragraphe 88 (pas d'italique dans l'original).

[12] *Voir* la déclaration du Brésil datée du 31 juillet à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 66.

aéronefs régionaux excèdent largement le TICR exprimé en dollars EU. Même les compagnies aériennes américaines les mieux notées, telles qu'American Airlines, sont normalement tenues de payer des taux d'intérêt sensiblement supérieurs au TICR lorsqu'elles financent des aéronefs même à un rapport prêt/valeur inférieur à 70 pour cent [citant les données concernant le marché des EETC mises à jour le 10 février 2001 dans le rapport MSDW, pièce n° 14 du Canada]".[13] De nouveau, lorsque cette analyse est appliquée aux transactions du Canada, ce dernier la désavoue. Néanmoins, les données communiquées dans la réponse du Canada continuent de montrer que celui-ci accorde des financements à des taux qui ne correspondent pas à la norme "sensiblement supérieurs au TICR" que le Canada a soumise au Groupe spécial à la fin de juin. Par exemple, dans sa déclaration datée du 31 juillet, aux paragraphes 73 et 74, le Brésil a relevé que l'offre faite à ASA par la SEE le 26 août 1998 [ ]. Aux paragraphes 87 et 88 de la même déclaration, le Brésil a noté que l'offre faite à Comair par la SEE le 12 août 1997 [ ].

18. Le Canada fait à juste titre observer que le Brésil a contesté certains aspects de la manière dont le Canada utilisait les EETC dans le cadre de la deuxième procédure *Brésil - Aéronefs* - Article 21:5. Aux paragraphes 31 et 32 de sa réponse datée du 13 août, le Canada cite des extraits des observations formulées par le Brésil au sujet des réponses du Canada aux questions posées dans le cadre de cette procédure. Mais le Canada n'explicite pas le contexte des observations citées. Dans la procédure *Brésil – Aéronefs*, le Canada s'est efforcé de démontrer que le programme PROEX III du Brésil, qui autorisait à abaisser les taux d'intérêt au niveau du TICR, permettait ainsi au Brésil d'accorder des financements à des taux inférieurs au marché. En réponse à la question 18 posée par ce Groupe spécial, le Canada a déclaré ce qui suit:

> 5. Le Canada a présenté des arguments et des éléments de preuve détaillés devant le présent Groupe spécial aux paragraphes 84 à 97 de sa première communication, ainsi qu'aux paragraphes 78 à 90 de sa communication à titre de réfutation, selon lesquels le TICR n'est pas un critère approprié pour les transactions concernant les aéronefs régionaux parce qu'il ne reflète pas fidèlement les taux auxquels le financement des aéronefs régionaux est généralement offert sur le marché commercial.
>
> 6. Dans la plupart des cas, le TICR est bien inférieur aux taux commerciaux applicables aux transactions concernant des aéronefs régionaux. Par exemple, comme il a été démontré au paragraphe 88 de la communication à titre de réfutation du Canada, le TICR est de 35 points de base inférieur au taux atteint par la tranche de certificats revalorisés garantis la mieux cotée pour l'une des compagnies aériennes américaines auxquelles a été attribuée la meilleure cote de crédit (American Airlines).[14]

19. Ainsi, le Canada lui-même a utilisé les EETC, plutôt que les éléments établissant les taux offerts par les banques commerciales dans le cadre d'autres opérations de financement d'avions à réaction régionaux, pour déterminer les "taux commerciaux applicables aux transactions concernant les aéronefs régionaux". En particulier, le Canada a utilisé la marge appliquée à la tranche la plus élevée pour la compagnie aérienne ayant la note la plus élevée. Dans sa réponse, le Brésil, outre le passage cité au paragraphe 31 de la réponse du Canada datée du 13 août, a expliqué que, pour nombre de raisons identiques à celles qui sont exposées dans sa déclaration à la deuxième réunion du présent Groupe spécial et dans sa réponse à la question 18, les EETC ne constituaient pas des indicateurs indirects parfaits pour les transactions concernant les avions à réaction régionaux financées par les

[13] Déclaration du Canada datée du 27 juin à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 14 (puce 2).

[14] WT/DS46/RW/2, annexe A-4, réponse du Canada aux questions posées par le Groupe spécial, 17 avril 2001, paragraphes 5 et 6.

banques. En particulier, le Brésil a souligné que la marge de janvier 2001 appliquée à la transaction American Airlines peut ne pas refléter la marge à l'émission appliquée à l'époque. En conclusion, le Brésil a déclaré ce qui suit:

> Enfin, si l'on prend simplement l'analyse du Canada telle qu'elle est présentée, on remarque que le Canada n'y explique pas comment il se peut que la dette de la compagnie aérienne ayant la meilleure cote de crédit se négocie à un niveau oscillant entre 35 et 100 points de base au-dessus du TICR alors que, en même temps, les propres crédits qu'il fournit à des compagnies aériennes à un taux *inférieur* au TICR sont "commerciaux".[15]

20. Cette conclusion définit précisément la question qui est soumise au présent Groupe spécial. Le Canada affirme ici, de même que dans la procédure *Brésil – Aéronefs*, que les conditions de financement qu'il offre, bien que nettement inférieures à celles des emprunts de la compagnie aérienne ayant l'une des meilleures cotes de crédit, sont néanmoins en adéquation avec le marché. Le Canada ne peut pas éviter cette contradiction en changeant simplement d'avis quant au caractère approprié des EETC comme indicateur indirect des taux du marché.

21. Le Canada allègue qu'en employant les taux de financement du marché utilisés par le Canada dans le cadre de la procédure *Brésil – Aéronefs*, le Brésil "n'a pas reconnu que le marché des créances sur ces compagnies et d'autres compagnies aériennes notées par des organismes extérieurs est dynamique", il n'a donc lié ces taux ni "aux éléments spécifiques des transactions de la SEE ni à l'époque à laquelle la SEE a fait ses offres".[16] Au contraire, les méthodes employées par le Brésil en l'espèce étaient plus précises que celles qu'a utilisées le Canada dans le cadre de la procédure *Brésil - Aéronefs*. En l'espèce, le Brésil s'est efforcé de comparer les prix fixés par le Canada avec les marges auxquelles les EETC se négociaient à l'époque dans le mois où le Canada a pris ses engagements *et* avec les marges appliquées aux émissions des EETC chaque année. Ainsi, dans la pièce n° 65 du Brésil, les prix fixés par la SEE dans le mois considéré sont comparés aux marges auxquelles se négociaient les EETC *ce mois-là*. Le Brésil relève que, du fait que peu ou pas de nouveaux EETC sont émis dans un mois donné, en utilisant les marges à l'achat plutôt que les marges à l'émission pour la comparaison figurant dans la pièce n° 65 du Brésil, le Brésil a comparé le financement offert par le Canada à un plus grand éventail de données que s'il s'était efforcé de se référer uniquement aux marges applicables aux offres nouvelles.

22. De surcroît, dans la pièce n° 66 du Brésil, le Brésil a comparé les prix fixés par la SEE à la marge à l'*émission* moyenne pour toutes les nouvelles émissions d'EETC cette année-là. Là encore, l'utilisation d'une marge moyenne annuelle a fourni une gamme de données plus étendue à comparer aux prix fixés par le Canada. En outre, en employant des moyennes annuelles, on est en droit de supposer que le Brésil a "lissé" les éventuels pics des marges pour certaines émissions, ce qui a permis une comparaison plus équitable des prix fixés par la SEE. Le Brésil n'a jamais allégué que l'une ou l'autre de ces comparaisons était statistiquement parfaite[17], mais il estime que les deux méthodes de comparaison sont plus précises que les comparaisons que le Canada a lui-même faites dans le cadre de la procédure *Brésil – Aéronefs* et à la première réunion du présent Groupe spécial et, surtout, qu'elles permettent des comparaisons équitables et cohérentes des prix fixés par le Canada. Avec ces deux comparaisons, la conclusion est nette: les prix fixés par la SEE sont toujours inférieurs à ce qui semble ressortir du marché.

---

[15] WT/DS46/RW/2, annexe B-6, observations du Brésil au sujet des réponses du Canada et des tierces parties aux questions, paragraphe 26.

[16] Réponse du Canada, paragraphe 25.

[17] Le Brésil fait à nouveau remarquer qu'il n'a disposé que de deux jours ouvrés et d'un week-end pour élaborer ses observations sur les données du Canada, comparé aux neuf jours ouvrés et aux deux week-ends dont a disposé le Canada pour répondre.

23. En tout état de cause, les protestations du Canada selon lesquelles l'utilisation des EETC comme point de repère indirect est "fondamentalement viciée" semblent bien futiles compte tenu du fait que la SEE elle-même se réfère aux [ ].

C. Le Brésil a également montré que les prix fixés par la SEE étaient inférieurs aux marges relatives aux valeurs industrielles générales

24. Il a été montré, dans la pièce n° 68 du Brésil, que *même à supposer que les cotes de crédit établies par le Canada soient exactes*, les prix fixés par la SEE étaient inférieurs aux marges auxquelles se négociaient les [ ] au moment de l'offre faite par la SEE concernant plusieurs des transactions analysées dans la déclaration du Brésil. Le Canada ne réfute pas ces conclusions.

25. Néanmoins, le Canada continue d'utiliser largement les [ ] pour justifier les prix figurant dans les tableaux de ventilation communiqués aux pages 3 à 10 de l'annexe II de sa communication. Le Brésil a déjà expliqué que les indices des valeurs industrielles représentent les moyennes de l'endettement général des entreprises qui sont encore ajustées au moyen des courbes Fair Market qui sont par elles-mêmes des moyennes lissées calculées sur un large éventail de secteurs et d'emprunts. Au moins, les EETC représentent les taux effectifs du marché appliqués au financement des aéronefs garanti par les aéronefs. Dans plusieurs des tableaux de ventilation (voir les pages 7 à 10) communiqués dans l'annexe II, toutefois, les [ ] constituent le seul facteur venant à l'appui de l'allégation du Canada selon laquelle ses taux correspondent au marché. Si les moyennes générales ne sont pas considérées comme représentatives du secteur des avions à réaction régionaux (et le Canada n'a pas montré qu'elles le sont), les prix fixés par le Canada sont à chaque fois bien inférieurs au marché.

26. Le Canada a également reproché au Brésil d'avoir utilisé des données se rapportant à une période donnée comme variables comparables pour des transactions correspondant à une période différente. Ainsi qu'il est expliqué plus haut, la méthode du Brésil s'efforçait raisonnablement de tenir compte des facteurs temporels. En dépit de cette critique adressée au Brésil, le Canada lui-même utilise des chiffres provenant d'une période donnée pour justifier les prix fixés dans une autre période. Par exemple, à l'annexe II, le Canada se réfère aux [ ] pour étayer *toutes* les comparaisons à l'exception des offres concernant Atlantic Coast Airlines en février 1996 et Kendell Airlines en août 1999. Le Canada cite ces [ ] comme éléments représentatifs de comparaison dans les graphiques concernant des financements offerts en juillet 1996 (un an avant [ ]), mars 1998, août 1998, février 1999 et mars 1999. Cela donne à penser que le Canada sélectionne tout simplement les données qu'il considère favorables pour étayer sa propre position. Par contre, le fait que le Brésil utilise les émissions d'EETC a comme avantage de lui donner un échantillon représentatif de plus de 30 émissions différentes et de plus de 100 tranches différentes pour servir de base à des estimations raisonnables des prix du marché.[18]

D. Les critiques du Canada visant la méthode employée par le Brésil sont contradictoires

27. Les critiques du Canada visant la méthode employée par le Brésil sont aussi contradictoires à d'autres titres. Par exemple, le Canada déclare à la page 1 de l'annexe I qu'"il existe un "écart important" entre les prix des EETC et les prix obtenus à partir des *marges relatives aux obligations de société comparables* et des marges relatives aux indices Fair Market" (pas d'italique dans l'original). Cependant, le Canada reconnaît à la page 1 de l'annexe II qu'"il n'existe pas beaucoup d'obligations de sociétés non garanties émises par les compagnies aériennes. De plus, à la connaissance du Canada, *aucune compagnie aérienne régionale américaine n'a émis d'obligations de société*" (pas d'italique

[18] *Voir*, *par exemple*, la pièce n° 14 du Canada, qui répertorie les émissions et les tranches des titres revalorisés garantis des compagnies aériennes américaines.

dans l'original). Ainsi, le Canada, tout en rejetant l'utilisation des prix des EETC, préfère à la place un indicateur indirect qui, reconnaît-il, n'existe pas dans le secteur des aéronefs régionaux. Néanmoins, lorsqu'il justifie les prix qu'il a fixés transaction par transaction, aux pages 3 à 11, le Canada compare ses prix à des obligations de société "peu nombreuses" dans le secteur des avions gros porteurs sans se préoccuper le moins du monde de savoir s'il conviendrait d'ajuster ces marges en ce qui concerne le secteur des aéronefs régionaux alors même que, ainsi qu'il a été examiné plus haut, le Canada a dit que les marges concernant le secteur des aéronefs régionaux devraient être de 20 à 30 points plus élevées que dans le secteur des avions gros porteurs.[19]

E. Les autres sources des prix fixés par la SEE ne sont pas non plus fiables

28. Le Canada rejette les critiques qu'adresse le Brésil aux autres aspects de ses prix pour les transactions concernant les avions à réaction régionaux. Au paragraphe 14, le Canada déclare que la SEE se réfère aux prix qu'elle avait elle-même fixés dans le passé non pas pour déterminer si ces transactions sont en adéquation avec le "marché" mais simplement pour "qu'elles soient cohérentes et qu'elles prennent tout en compte". Cette distinction est futile. Dans l'un ou l'autre cas, les notes de service relatives à la fixation des prix de la SEE montrent que cette dernière s'en tient à ses propres évaluations subjectives, au lieu de suivre les pratiques en vigueur sur le marché, pour définir les conditions de financement applicables à ses transactions.

29. Dans sa déclaration, le Brésil a noté que bien que le Canada affirme que plus de 70 pour cent des ventes d'avions à réaction régionaux de Bombardier ont été financées sur le marché commercial sans aucun soutien du gouvernement, la SEE ne semble pas évaluer ses prix par rapport aux prix fixés pour ces transactions. En réponse, le Canada déclare que la SEE a des difficultés à obtenir des renseignements sur les conditions de ces transactions. Cela n'a aucun sens, Bombardier étant une partie intéressée tant dans les transactions commerciales que dans celles qui bénéficient d'un soutien des pouvoirs publics. Si la SEE souhaite comparer le financement qu'elle accorde à celui que Bombardier obtient sur le marché commercial, il lui suffit de demander à Bombardier les renseignements pertinents.

30. Le Canada tente de faire valoir que l'"importance de la transaction pour Bombardier" est un élément à prendre en considération pour établir le taux du marché pour une affaire donnée.[20] Cela est tout simplement incroyable. Le Brésil doute fortement que l'importance d'une transaction donnée pour Embraer puisse jamais justifier que le gouvernement brésilien accorde le soutien qu'il a estimé nécessaire pour qu'Embraer conclue l'affaire. Aucune banque commerciale ne prendrait en considération l'importance d'une vente pour Bombardier pour définir les conditions de financement qu'elle offrirait pour une transaction.

31. Par ailleurs, le fait de dire que [ ] n'a peut-être été "qu'un des éléments pris en compte par la SEE" ne constitue pas un moyen de défense. Le Canada peut considérer que ses efforts pour faire en sorte que Bombardier l'emporte dans les transactions qui sont importantes pour lui ne sont, selon les propres termes du Canada, "qu'un" des "éléments subjectifs" sur la base desquels, toujours d'après les termes qu'emploie le Canada, il ne faudrait pas "spéculer", mais la question dont est saisi le Groupe spécial est celle de savoir si le financement accordé par la SEE était fondé sur les principes et les conditions du marché commercial.[21] L'importance d'une transaction pour Bombardier ne saurait en aucun cas être interprétée comme un principe ou une condition du marché commercial.

---

[19] *Voir* WT/DS46/RW, annexe I-2, communication présentée à titre de réfutation par le Canada, 17 janvier 2000, paragraphe 51 (note 26).

[20] Réponse du Canada, paragraphes 26 à 28.

[21] Réponse du Canada, paragraphes 28, 3 et 5, respectivement.

III La méthode employée par le Canada pour attribuer les cotes de crédit n'est pas fiable et surévalue les notes

32. La communication du Canada ne justifie ni la manière dont la SEE attribue les cotes de crédit aux emprunteurs ni les notes qu'elle a effectivement attribuées. Dans sa déclaration à la deuxième réunion du Groupe spécial, le Brésil a montré que les notes attribuées par le Canada à divers emprunteurs étaient systématiquement plus élevées que celles qui étaient publiées pour de meilleures compagnies aériennes, plus solvables. En outre, le Brésil a également montré que les notes attribuées par le Canada à certaines compagnies aériennes changeaient fréquemment sans raison apparente, et semblaient être le fruit de rationalisations *a posteriori* concernant certaines marges de financement.

33. Dans sa réponse datée du 13 août, le Canada ne cherche guère à justifier les cotes de crédit sur lesquelles sont fondées les conditions de financement qu'il offre, ne consacrant qu'une seule page de sa communication à cette question. Il s'emploie à défendre son logiciel LA Encore, mais, ainsi que cela est expliqué plus loin, celui-ci n'a aucune valeur comme moyen indépendant ou objectif pour déterminer si les conditions de financement offertes par le Canada sont en adéquation avec le marché. Le Canada suppose simplement que les cotes de crédit qu'il attribue à diverses compagnies aériennes sont valables, et, sur la base de ces notes, s'efforce de justifier les conditions du financement qu'il propose. Or, la précision de la cote de crédit attribuée à un emprunteur est capitale pour déterminer le taux de financement approprié à cet emprunteur. Si le Canada attribue une meilleure cote de crédit à une société que ne le ferait le marché, on est en droit de supposer que tout financement accordé sur la base de cette note est aussi assorti de conditions meilleures que celles qu'offrirait le marché.

A. LA Encore est un instrument qu'on ne peut absolument pas considérer comme objectif

34. Dans sa réponse à la question n° 66 du Groupe spécial, le Canada a reconnu que son système de notation LA Encore avait été personnalisé pour intégrer des facteurs subjectifs. Le Canada affirme avoir communiqué de la documentation supplémentaire sur LA Encore dans sa réponse à la question n° 66 qui établit la fiabilité du programme, mais le Brésil relève que le Canada n'a fourni aucun renseignement concernant la façon précise dont la SEE a personnalisé LA Encore ni aucune description des facteurs subjectifs utilisés dans le programme. En outre, les renseignements que le Canada a versés au dossier au sujet de LA Encore montrent que ce programme, tel qu'il est utilisé par la SEE, n'est absolument pas fiable pour déterminer si le financement offert par le Canada était aux taux du marché.

35. Par exemple, le Canada reconnaît que LA Encore a fait l'objet d'un "nouvel étalonnage de certaines valeurs pondérées", mais n'explique pas comment cela a été fait. En fait, tout ce que le Brésil et le Groupe spécial savent, c'est que ce nouvel étalonnage a entraîné une amélioration des notes antérieurement attribuées par la SEE elle-même allant jusqu'à [ ].[22] La flexibilité et la personnalisation de LA Encore semblent être l'une des principales caractéristiques du logiciel. La pièce n° 72 du Canada fait à plusieurs reprises référence à la manière dont le logiciel peut être personnalisé. Selon cette pièce, le logiciel est doté d'"outils de personnalisation" qui permettent à l'utilisateur d'établir son "approche personnelle en matière de pratiques de crédit, de lignes directrices ou de notation interne". Par ailleurs, "[un] ensemble puissant d'outils d'appui *rendent la personnalisation possible à tous les niveaux ...*" (pas d'italique dans l'original). En fait, la personnalisation des résultats est assurée, entre autres, par un "adapteur" qui permet à l'utilisateur de "reconfigurer des questions subjectives et ajuster leur incidence dans tout le réseau d'évaluation".[23]

[22] Déclaration du Brésil datée du 31 juillet à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 54.
[23] Pièce n° 72 du Canada, page 3.

36. La pièce n° 73 du Canada offre d'autres éléments prouvant le manque d'objectivité du logiciel. Les sections 3.2 et 3.2.1 décrivent en détail comment l'utilisateur peut établir sa propre "règle de pondération" et affecter différents poids aux divers paramètres qu'il a choisi d'examiner. Là encore, le Canada n'a communiqué aucun renseignement sur la manière dont ses propres "règles de pondération" fonctionnent effectivement. En fait, ce logiciel est si facile à personnaliser que les résultats obtenus avec le programme n'ont réellement aucune utilité pour toute personne extérieure à l'institution qui l'utilise. Selon les termes de l'expert cité par le Canada, M. Kumra, "cette flexibilité empêche généralement que les résultats fournis par le système soient utilisés en dehors de l'organisation. Les caractéristiques mêmes qui permettent une personnalisation poussée de la base de connaissances concernant des environnements de crédit spécifiques font que deux organisations ne peuvent pas fonder *objectivement* les transactions sur les résultats obtenus puisqu'elles ne peuvent pas utiliser les systèmes personnalisés (différemment) comme base de comparaison commune".[24]

37. D'après les propres pièces du Canada, les résultats obtenus par la SEE au moyen de LA Encore correspondent à ses propres méthodes, à sa propre culture, et au degré de risque qu'un organisme public de crédit à l'exportation est disposé à encourir. Aucun de ces facteurs ne dépend du marché commercial en ce qui concerne les conditions de financement des transactions relatives aux avions à réaction régionaux. Il n'est donc pas étonnant que l'utilisation de LA Encore par la SEE puisse améliorer de [ ] la cote de crédit d'une compagnie aérienne. Dans ces circonstances, le Groupe spécial ne devrait pas considérer que l'utilisation par la SEE de son logiciel personnalisé vienne d'une manière quelconque à l'appui de l'allégation du Canada selon laquelle les financements accordés par la SEE sont aux taux du marché. Le Groupe spécial ne devrait pas seulement considérer telle ou telle transaction financée par l'intermédiaire de la SEE comme des violations de l'Accord SMC, il devrait aussi juger que l'emploi par la SEE des "guichets commerciaux" en tant que tel constitue une violation car toute la notion de "guichet commercial" est fondée sur des cotes de crédit des emprunteurs nettement gonflées.

B. Les cotes de crédit attribuées par la SEE à ses clients sont largement surévaluées

38. Outre le caractère fondamentalement peu fiable et subjectif de LA Encore, et pour cette raison, les cotes de crédit attribuées par la SEE à ses divers clients sont bien meilleures que celles que des organismes comme Standard & Poor's attribuent normalement aux entreprises de ce secteur. Une analyse des notes attribuées par la SEE montre que ses clients obtiennent systématiquement de meilleures notes que *toutes* les compagnies aériennes notées par Standard & Poor's, à l'exception de British Airways (qualifiée par le Canada dans le cadre de la procédure *Brésil – Aéronefs* de "compagnie aérienne non souveraine ayant la meilleure notation"), de Southwest Airlines (considérée comme la grande compagnie aérienne la mieux gérée aux États-Unis), et, dans certains cas, American Airlines (qualifiée par le Canada, à la première réunion du présent Groupe spécial, de compagnie aérienne parmi les "mieux notées" aux États-Unis). Dans sa réponse, le Canada n'essaie pas de montrer comment les notes qu'il attribue ont un lien quelconque avec les notes publiées concernant le secteur des compagnies aériennes. Comme on l'a relevé plus haut, en surévaluant la cote de crédit d'un client, la SEE peut accorder un financement prévoyant des marges qui ne peuvent pas être obtenues sur la base d'une cote de crédit inférieure.

39. Le tableau joint sous couvert de la pièce n° 73 du Brésil permet de voir la mesure dans laquelle le Canada surévalue les cotes de crédit. Ce tableau montre une comparaison entre les cotes de crédit attribuées par la SEE à divers clients, prises dans la communication du Canada, et les notes attribuées par Standard & Poor's à diverses compagnies aériennes commerciales à l'époque de chaque

[24] Pièce n° 73 du Canada, pages 16 et 17 (pas d'italique dans l'original). De plus, selon ce même expert, une partie de "la puissance [de LA Encore] provient de son extrême flexibilité qui permet aux utilisateurs de modifier directement les modèles utilisés par le système en augmentant la base de connaissances par des règles additionnelles ou en ajustant la pondération dans la base de connaissances existante". *Id.*, page 14.

transaction de la SEE. Dans les colonnes de droite de ce tableau, le Brésil a calculé l'écart, en termes de nombres d'échelons, entre les notes communiquées par le Canada (en employant les notes concernant les créances garanties et les créances non garanties) et les notes publiées par Standard & Poor's pour la date pertinente.[25] Un signe "+" dans les colonnes intitulées "Écart" indique le nombre d'échelons qui confèrent aux clients de la SEE une *meilleure* cote de crédit que celle que publie Standard & Poor's pour chaque compagnie. Un signe "-" dans ces colonnes indique le nombre d'échelons qui confèrent aux clients de la SEE une cote de crédit *plus mauvaise* que la note attribuée par Standard & Poor's.

40. Cette analyse montre que, par exemple, le Canada a attribué à Atlantic Southeast Airlines (ASA) une note [ ], en août 1998. En mars 1997, le Canada a attribué à ASA une note [ ]. Dans les deux cas, la note attribuée à ASA était [ ]. On peut mesurer l'importance de cette notation en se référant aux marges concernant les [ ] pour août 1998, figurant dans la pièce n° 68 du Brésil. La première page de cette pièce montre que la marge concernant une [ ] avec la note [ ] (non garantie) [ ] était approximativement de [ ] pdb au-dessus de T à dix ans. La marge concernant les [ ] avec la note [ ] attribuée par Standard & Poor's à American, en revanche, était de plus de [ ] pdb au-dessus de T à dix ans. Rien dans la réponse du Canada ne justifie, même approximativement, ces écarts, ni n'explique comment ou pourquoi ASA s'est vu attribuer [ ]. Néanmoins, le Canada utilise ces notes pour accorder des conditions aux clients de la SEE comme ASA qui ne seraient apparemment pas offertes aux compagnies aériennes les mieux notées par Standard & Poor's. Autrement dit, le Canada utilise ces notes gonflées pour libérer la SEE des obligations de l'*Arrangement de l'OCDE* et pour justifier son incursion dans le financement relatif aux "guichets commerciaux".

41. C'est la même chose pour les autres clients de la SEE. En mars 1998 et en février 1999, par exemple, la SEE a attribué à Comair une [ ].[26] Là encore, le Canada n'a fourni aucune explication sur la raison pour laquelle Comair méritait [ ]. Cependant, la documentation fournie par le Canada à l'annexe II de sa communication datée du 13 août 2001 montre combien son argumentation dépend de ces notes. À la page 10 de l'annexe II, figurent les comparaisons établies par le Canada en ce qui concerne le prix de T plus [ ] points de base fixé pour Comair en février 1999, et il est indiqué que cela était "bien supérieur" au marché, y compris les émissions d'obligations et les [ ]. Cela n'est possible que si l'on part du principe que la note [ ] attribuée à Comair est raisonnable. Si l'on attribuait à Comair [ ].

42. On trouve le même contraste à la page 9 de l'annexe II. Cette analyse présente les comparaisons effectuées par le Canada en ce qui concerne le prix fixé pour Comair en mars 1998 de T plus [ ] points de base, ce qui, allègue le Canada, était "dans les limites" du marché pour cette période. Or il est indiqué à la page 9 que les prix fixés par la SEE étaient inférieurs à toutes les variables comparables que le Canada lui-même utilise, à l'exception de [ ]. Là encore, si l'on attribuait à Comair la même note qu'à [ ], les prix fixés par la SEE seraient [ ], en plus des autres indices sur lesquels s'appuie le Canada.

43. La même analyse vaut pour tous les clients au sujet desquels le Canada a présenté des renseignements dans sa communication datée du 13 août 2001, éventuellement à l'exception de Kendell.[27] En ce qui concerne [ ], tous les éléments de preuve indiquent que les cotes de crédit de ces

[25] Les notes attribuées par Standard & Poor's ont été communiquées sous couvert de la pièce n° 67 du Brésil.

[26] La note [ ] attribuée à Comair [ ].

[27] Kendell est le seul client de la SEE dans cette analyse qui ait obtenu une [ ]. Étant donné que la transaction Kendell [ ], on peut dire que la cote de crédit attribuée par la SEE à Kendell est conforme aux notes attribuées par Standard & Poor's. Cela ne justifie pas les pratiques de la SEE, cela illustre davantage les anomalies des notes attribuées par la SEE à [ ]. Les observations du Brésil au sujet des caractéristiques de la transaction Kendell sont présentées ci-après.

compagnies ne sont tout simplement pas cohérentes par rapport aux cotes de crédit des autres compagnies aériennes sur le marché, et ne constituent donc pas une base fiable, en adéquation avec le marché, sur laquelle déterminer les marges du marché pour le financement de ces clients.

44. Enfin, le Brésil relève également que les notes attribuées par le Canada sont bien meilleures que celles qu'on trouve normalement, au dire du Canada lui-même, dans le secteur des compagnies aériennes. Dans le cadre de la procédure *Brésil – Aéronefs*, le Canada a noté qu'en janvier 2001 *aucune* compagnie aérienne n'était notée "A".[28] Pourtant, comme il est montré dans la pièce jointe n° 73 du Brésil, [ ].

IV. Transactions spécifiques

45. Le Brésil a montré que la réponse du Canada ne réfute pas les allégations du Brésil concernant la façon systémique dont le Canada ne tient pas compte des points de repère du marché pour déterminer soit les cotes de crédit, soit les marges relatives à certaines transactions. Outre ces questions systémiques et les notes et marges spécifiques déjà analysées, le Brésil souhaite formuler les observations additionnelles ci-après au sujet des transactions examinées dans la déclaration du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial et dans la réponse du Canada à cette déclaration. Le Brésil note que ces observations se limitent à la réfutation des arguments figurant dans la réponse du Canada. Elles ne sont pas exhaustives mais complémentaires par rapport aux observations formulées par le Brésil dans les communications et déclarations antérieures.

A. Atlantic Southeast Airlines

46. Le Brésil relève que le Canada a communiqué des notes de service sur les prix fixés pour les transactions Comair et Kendell, mais qu'il ne l'a jamais fait pour la transaction ASA. Ainsi, lorsque le Canada mentionne à l'annexe II de sa réponse du 13 août les différents points de repère qu'a utilisés la SEE pour fixer le prix de la transaction ASA, le Groupe spécial n'a aucun moyen de savoir s'il s'agit des points de repère effectifs utilisés par la SEE pour fixer le prix de la transaction, ou si, au lieu de cela, le Canada a recherché aux fins particulières du présent différend tel ou tel point de repère d'un niveau inférieur aux taux qu'il a offerts à ASA.

B. Atlantic Coast Airlines

47. À la page 5 de l'annexe II, le Canada défend les prix qu'il a fixés pour les offres de la SEE en partie au motif que l'une de ses offres n'a en définitive pas été acceptée par ACA. Le Brésil fait observer que, que les premières offres de la SEE aient été acceptées ou non, cette dernière s'est apparemment servie de son offre de février 1996 à ACA pour fixer le prix de son soutien concernant la transaction Comair. Le tableau à la page 5 de la pièce n° 59 du Canada fait expressément référence à l'offre de février 1996 à ACA comme exemple de "prix offerts dans le passé par la SEE aux compagnies aériennes des États-Unis". Ces offres constituent donc des éléments supplémentaires prouvant que la SEE ne suit pas les principes du marché.

48. Le Brésil note aussi que, comme pour la transaction ASA, le Canada n'a jamais communiqué de notes de service relatives au prix fixé pour la transaction ACA. Les observations formulées ci-dessus par le Brésil au sujet de la transaction ASA s'appliquent donc aussi à la transaction ACA.

[28] WT/DS46/RW/2, paragraphe 5.36, note 51.

C. Air Nostrum

49. Le Brésil relève qu'Air Nostrum a obtenu un prêt [ ] auprès du Compte du Canada, ainsi que [ ]. Comme l'a souligné le Brésil auparavant, la moyenne pondérée des [ ].[29] En outre, Air Nostrum a obtenu une garantie sur titres de [ ] pour cent accordée par IQ. Dans ses observations distinctes sur la réponse du Canada datée du 8 août à la question n° 72, le Brésil a traité la pièce n° 77 du Canada, et ce que déclare maintenant le Canada représente des conditions différentes pour la transaction Air Nostrum. Par exemple, il est indiqué dans la pièce n° 77 du Canada qu'IQ a offert une garantie de [ ] pour cent à Air Nostrum, et non pas une garantie de [ ] pour cent, comme l'avait déclaré le Canada. En tout état de cause, le Brésil a démontré ailleurs que les conditions figurant dans la pièce n° 77 du Canada (de même qu'auparavant, dans la pièce n° 64) ne sont pas des conditions de financement du marché.[30]

50. Le Canada allègue, aux paragraphes 100 à 103 de sa réponse du 13 août, qu'il s'alignait sur les conditions offertes à Air Nostrum par le gouvernement brésilien. Le Groupe spécial a demandé à deux reprises "toute la documentation concernant l'examen" des transactions IQ, y compris la transaction Air Nostrum.[31] Le Canada n'a pas communiqué de renseignements sur cet "alignement" allégué en réponse à l'une ou l'autre demande du Groupe spécial. Il est malheureux que le Canada ait choisi maintenant, à cette date tardive, de formuler cette allégation. En tout état de cause, le moyen de défense concernant l'"alignement" employé par le Canada – que le Brésil suppose être un recours à la clause du refuge énoncée au point k) – doit tomber. Le Canada n'a communiqué *aucune* preuve documentaire à l'appui de son allégation; il n'a pas non plus démontré qu'il s'était effectivement aligné sur les conditions offertes par la concurrence. Même le 8 août, lorsqu'il a présenté, sous couvert de la pièce n° 77 du Canada, une version révisée de la documentation concernant le soutien apporté par le gouvernement canadien à Air Nostrum, il n'a pas présenté de renseignements documentaires à l'appui de cet alignement allégué. En outre, comme le sait le Groupe spécial, le Brésil ne considère pas que le recours à l'alignement préserve la "conformité" aux dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* relatives aux taux d'intérêt.

D. Kendell Airlines

51. Le Canada laisse entendre que les banques commerciales s'étant jointes à la SEE pour financer la transaction Kendell, celle-ci doit être considérée "par définition" comme une transaction commerciale. Cet argument est vicié, pour deux raisons. Premièrement, le fait que la SEE a fourni une partie – une grande partie – du financement signifie qu'il s'agit d'une transaction bénéficiant d'un soutien public, et non pas d'une transaction du marché commercial. Deuxièmement, le Canada affirme, sans rien à l'appui, que la SEE n'était pas un leader en matière de prix dans cette transaction, mais un preneur de prix. Étant donné que la SEE jouit de la cote de crédit la plus élevée possible, sa présence dans la transaction a forcément influé sur les conditions de financement. Quel qu'ait été le rôle de la SEE dans l'établissement de ces conditions, il n'en demeure pas moins qu'il s'agissait d'une transaction bénéficiant d'un soutien public, dont les conditions ont été nécessairement affectées par le soutien d'un organisme de crédit à l'exportation noté AAA.

52. Le Brésil relève également que le Canada admet à la page 11 de l'annexe II que les conditions de la transaction Kendell étaient inférieures à ce qu'indiqueraient les courbes des valeurs industrielles.[32] Le moyen de défense utilisé par le Canada est de dire que le prix était "déterminé" par

---

[29] *Voir* la déclaration du Brésil datée du 31 juillet à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 109 et la pièce n° 64 du Canada.

[30] *Voir*, par exemple, *Id.*, paragraphes 105 à 113.

[31] *Voir* les questions 14 et 41 du Groupe spécial.

[32] Comme on l'a fait observer plus haut, la transaction Kendell est le seul cas dans lequel la cote de crédit de l'emprunteur établie par la SEE semble être en adéquation avec les notes données par les agences de

les banques commerciales. Comme on l'a relevé plus haut, rien ne vient à l'appui de cette affirmation. Pour le Canada, la transaction Kendell "démontre que le marché commercial peut *dans certaines circonstances* fournir un financement plus compétitif que certains points de repère".[33] Le Canada ne semble pas réaliser que les "circonstances" de la transaction Kendell qui permettent au financement d'être "plus compétitif que certains points de repère" ne sont rien de plus que la participation à la transaction d'un grand organisme public de crédit à l'exportation noté AAA. Que la SEE elle-même ait effectivement ou non élaboré les conditions proposées, le fait est que sa participation signifie qu'il ne s'agit pas d'une transaction commerciale et qu'elle ne constitue pas un point de repère au regard duquel d'autres transactions bénéficiant intégralement ou partiellement d'un soutien public peuvent être évaluées.

53. Le Brésil relève que le Canada continue d'affirmer que la SEE a participé à cette transaction sur une base *pari passu*. En outre, le Brésil note que dans sa déclaration à la deuxième réunion du Groupe spécial, le Canada affirme que la SEE avait contribué au financement de cette transaction à hauteur de [ ] pour cent, et non pas de [ ] pour cent. Étant donné que quatre autres banques en plus de la SEE ont participé à cette transaction, on voit mal comment la SEE aurait pu en financer [ ] pour cent tout en offrant précisément les mêmes conditions que les quatre autres banques. De plus, l'affirmation du Canada selon laquelle la SEE n'a financé que [ ] pour cent de la transaction ne cadre pas avec la stratégie des prix incluse dans la pièce n° 39 du Canada, où il est dit qu'"[i]l est prévu que la SEE financera [ ] pour cent des obligations, tandis que [ ], conjointement avec trois autres souscripteurs identifiés, détiendra les [ ] autres pour cent". Le Canada n'a pas résolu cette incohérence.

54. Le Brésil note aussi que, bien que le Canada ait déclaré à la deuxième réunion du Groupe spécial[34] que quatre banques seulement avaient participé à la transaction Kendell, à la page 11 de l'annexe II, il continue de répertorier sept banques participantes.

V. Investissement Québec

55. Le Canada avance plusieurs affirmations au sujet du soutien offert par IQ. Premièrement, alors qu'il continue d'insister, au paragraphe 111 de sa communication, sur le fait qu'IQ prélève des commissions pour les garanties qu'il accorde, il n'a présenté aucun élément prouvant l'existence de ces commissions pour ce qui est de la transaction Air Wisconsin. En fait, le Canada n'a présenté aucune documentation en ce qui concerne la garantie accordée par IQ à Air Wisconsin du type de celle qui figure dans les pièces n° 60 à 64 du Canada pour les garanties accordées par IQ aux autres clients de Bombardier. S'agissant des autres transactions pour lesquelles le Canada a présenté des éléments prouvant l'existence d'une commission[35], il a seulement montré l'existence de la "commission initiale" de [ ] points de base et pas celle de la "commission annuelle" de [ ] points de base dont il allègue qu'elle est prélevée.

56. Cela étant, la question de savoir si IQ ne prélève aucune commission, prélève une commission initiale de [ ] points de base, ou une commission annuelle supplémentaire de [ ] points de base, n'est pas à prendre en considération, à moins que le Canada ne puisse démontrer que ces commissions sont en adéquation avec ce que prélèverait un garant commercial ayant une cote de crédit A+. Une garantie d'IQ, couverte par la cote de crédit A+ du Québec, confère un avantage en permettant à Bombardier ou à ses clients d'obtenir un meilleur financement ou de rendre la

---

notation commerciales. Cela est peut-être dû à la présence d'autres banques commerciales dans la transaction et à la pression qui s'est par conséquent exercée sur la SEE dans ce contexte pour qu'elle se conforme mieux aux pratiques du marché.

[33] Réponse du Canada, annexe II, page 11 (pas d'italique dans l'original).

[34] Déclaration du Canada datée du 31 juillet à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 49.

[35] *Voir* les pièces n° 60 à 64 du Canada.

participation au capital plus attrayante qu'en l'absence de cette garantie. Puisque le Canada a défendu les garanties accordées par IQ en affirmant que celle-ci prélevait des commissions "correspondant au marché", il incombe au Canada la charge d'en apporter la preuve.[36] Le Canada ne l'a pas fait.

57. Deuxièmement, le Canada allègue que la transaction Midway, qui faisait intervenir une garantie sur titres accordée par IQ, n'inclut pas un soutien de CQC pour ce qui est du financement. Cela n'est pas crédible. Le tableau intitulé "Détails du financement" figurant dans la pièce n° 61 du Canada indique que [ ] pour cent du "montant maximal financé" de la transaction Midway ont été obtenus au moyen d'un EETC, les [ ] pour cent restants provenant de CQC. Le "Sommaire de transaction" également inclus dans la pièce n° 61 du Canada indique que la transaction était composée de [ ] pour cent sous forme de créance et [ ] pour cent sous forme de capital, ce qui correspond à la répartition [ ] entre EETC et CQC exposée dans le tableau "Détails du financement". Le Canada n'a pas communiqué de renseignements complets concernant les conditions du soutien sur titres apporté par CQC pour cette transaction, bien que le Groupe spécial lui ait demandé à deux reprises de le faire.[37] Le Brésil demande donc de nouveau que le Groupe spécial adopte des déductions opposées, et qu'il parte du principe que les renseignements concernant le soutien sur titres apporté par CQC pour la transaction ACA, s'ils étaient communiqués, démontreraient l'existence d'un subventionnement à l'exportation.

58. Il est indiqué, à part, dans le "Sommaire de transaction" que [ ] pour cent de ce "montant financé" ont fait l'objet d'une garantie, que l'on peut supposer être la garantie sur titres de [ ] pour cent évoquée par le Canada dans sa réponse à la question n° 14.

59. La pièce n° 63 du Canada, concernant la transaction Atlantic Coast Airlines, contient exactement les mêmes conditions. Le tableau intitulé "Détails du financement" inclus avec cette pièce indique que [ ] pour cent du "montant financé" de la transaction Midway correspondent à une créance d'un créancier non précisé, les [ ] pour cent restants provenant de CQC. Il est indiqué dans le "Sommaire de transaction" également inclus dans la pièce que la transaction se composait de [ ] pour cent sous forme de créance et de [ ] pour cent sous forme de capital, ce qui correspondait à la répartition [ ] entre le créancier non désigné et CQC exposée dans le tableau "Détails du financement". Là encore, le Brésil note que le Canada n'a pas communiqué de renseignements complets concernant les conditions du soutien sur titres apporté par CQC pour cette transaction, bien que le Groupe spécial lui ait demandé à deux reprises de le faire.[38] Le Brésil demande donc de nouveau que le Groupe spécial adopte des déductions opposées, et qu'il parte du principe que les renseignements concernant le soutien sur titres apporté par CQC pour la transaction ACA, s'ils étaient communiqués, démontreraient l'existence d'un subventionnement à l'exportation.

60. Le Brésil relève que le Canada ne nie *pas* que CQC a accordé un soutien au financement de l'emprunt pour la transaction Air Nostrum. Comme il est noté au paragraphe 106 de la déclaration du Brésil datée du 31 juillet à la deuxième réunion du Groupe spécial, le tableau intitulé "Détails du financement" figurant dans la pièce n° 64 du Canada indique qu'après [ ] d'Air Nostrum [ ]. Il est indiqué dans le "Sommaire de transaction" inclus dans la même pièce du Canada que la SDI (à présent IQ) a par ailleurs garanti [ ] pour cent de ce "montant financé". Avec sa nouvelle pièce n° 77, analysée plus en détail dans les observations du Brésil sur la réponse du Canada à la question n° 72, datée du 8 août, le Canada déclare à présent que le soutien accordé par le gouvernement canadien a pris la forme d'un financement de l'emprunt, [ ].

---

[36] *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R (23 mai 1997), paragraphe 16 ("Divers tribunaux internationaux, y compris la Cour internationale de justice, [ont] systématiquement accepté et appliqué la règle selon laquelle il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve.").

[37] *Voir* les questions n° 14 et 41 du Groupe spécial.

[38] Voir les questions n° 14 et 41 du Groupe spécial.

61. Troisièmement, au paragraphe 112 de sa communication, le Canada se prévaut encore de l'incidence des [ ] alléguées [ ], cette fois pour réfuter l'allégation du Brésil selon laquelle le fait de prélever la même commission pour les bénéficiaires des garanties d'IQ dont les cotes de crédit varient ne correspond pas aux pratiques du marché. Selon le Canada, [ ], le risque de défaut de paiement de tel ou tel acheteur encouru par IQ est réparti sur l'ensemble du portefeuille des transactions. [ ].

62. Même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, [ ], l'argument du Canada n'est pas fondé. Il est tout à fait possible que [ ], et la façon dont elle [ ], "réduisent considérablement" le risque encouru par IQ, comme l'a fait valoir le Canada dans sa réponse à la question n° 47. Mais, comme le Canada lui-même l'a souligné dans sa réponse à la question n° 48, [ ]. Ces [ ]. Lorsqu'un acheteur d'aéronefs s'adresse à un prêteur ou cherche des investisseurs avec une garantie d'IQ, le prêteur ou les investisseurs constatent l'existence de la garantie à hauteur de [ ] pour cent couverte par l'excellente cote de crédit A+ du gouvernement québécois. Quel que soit l'effet d'une [ ], la note A+ du Québec confère un avantage aux acheteurs moins bien notés qui bénéficient de garanties d'IQ, en leur permettant d'obtenir des conditions plus favorables en ce qui concerne l'emprunt ou le capital.[39] En outre, prélever la même commission pour cet avantage, quelle que soit la cote de crédit de l'acheteur, ne correspond pas au marché.

63. Le Brésil note également que [ ]. Les [ ] alléguées [ ]. Ainsi, le risque encouru par IQ n'est pas réduit en ce qui concerne les [ ] pour cent restants de sa garantie. De surcroît, enfin, les [ ] semblent ne s'appliquer qu'aux garanties sur titres accordées par IQ, et non pas celles qu'elle accorde sur le prêt.

VI. Conclusion

64. En utilisant les propres données et la propre méthode du Canada, le Brésil a pu montrer que le financement accordé par le Canada au moyen des programmes contestés est offert à des taux inférieurs au marché. Les critiques formulées par le Canada à l'égard des données et de la méthode employées par le Brésil sont donc sans objet. En outre, le Canada n'a pas pu justifier les cotes de crédit qu'il attribue à ses clients et n'a pas montré qu'il s'appuie sur des estimations objectives du marché pour accorder un soutien public. La réponse du Canada datée du 13 août échoue donc à réfuter la démonstration du Brésil selon laquelle le Canada accorde un soutien au financement à l'exportation à des conditions inférieures au marché.

[39] *Voir* le paragraphe 143 de la communication datée du 13 juillet présentée par le Brésil à titre de réfutation, et les paragraphes 14 et 15 de la déclaration du Brésil datée du 31 juillet à la deuxième réunion du Groupe spécial.

ANNEXE A-18

OBSERVATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE RAPPORT INTÉRIMAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

(26 octobre 2001)

Le Brésil remercie le Groupe spécial et le Secrétariat d'avoir établi le rapport intérimaire du Groupe spécial, daté du 19 octobre 2001. Il ne demande pas qu'une réunion additionnelle soit tenue pour examiner le rapport intérimaire, mais demande au Groupe spécial de prendre en considération les observations ci-après:

1. Paragraphe 7.18. Le Brésil note une erreur typographique dans la première phrase:

> "… nous sommes d'avis que les allégations dans la présente procédure sont différentes et de portée plus vaste que celles qui ont fait l'objet de la décision dans l'affaire *Canada - Aéronefs*."

2. Paragraphe 7.106. Le Brésil relève quelques erreurs typographiques dans ce paragraphe:

> "Laissant de côté pour le moment la question de la subordination à l'exportation, nous allons examiner tout d'abord celle du subventionnement, en particulier, la question de savoir si le Compte ~~du Canada~~ de la Société de la SEE prescrit l'octroi ~~d'un~~ d'avantages au sens de l'article premier de l'Accord SMC."

3. Paragraphe 7.147. Le Groupe spécial dit que la société United Express est gérée par Air Wisconsin. Il serait plus exact de dire qu'Air Wisconsin opère en tant qu'United Express.[1]

4. Paragraphe 7.221. Le Brésil estime que le Groupe spécial a mal interprété son argument dans ce paragraphe. Se référant au paragraphe 15 des observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion, 20 août 2001, le Groupe spécial déclare que le Brésil prétendait "utiliser les données relatives aux EETC de la même manière que le Canada le faisait [dans la procédure *Brésil - Aéronefs - Article 21:5(II)*]". Cependant, rien dans le paragraphe 15 ne donne à penser que le Brésil faisait valoir qu'il utilisait les données relatives aux EETC exactement de la même manière que le Canada le faisait dans la procédure *Article 21:5(II)*. Au contraire, il est dit au paragraphe 15 que, puisque le Canada considérait la tranche la mieux notée d'un EETC comme un point de repère prudent, il n'y avait aucune raison de penser que l'utilisation par le Brésil de marges moyennes pondérées - au lieu d'une marge "prudente" - constituerait une comparaison inéquitable pour ce qui est de mesurer le financement assuré par la SEE. Au paragraphe 15, le Brésil a cité directement la communication du Canada dans la procédure *Brésil - Aéronefs - Article 21:5(II)*, sans jamais laisser entendre que le Canada utilisait des marges moyennes pondérées dans cette phase de la procédure *Brésil - Aéronefs*. Dans plusieurs autres déclarations, le Brésil a clairement fait savoir qu'il ne "prétend[ait] pas utiliser les données relatives aux EETC de la même manière que le Canada". Par exemple, le Brésil a expliqué, aux paragraphes 19 à 22 de sa communication du 20 août 2001, qu'il utilisait les données relatives aux EETC de différentes manières pour établir des "comparaisons équitables et cohérentes" s'agissant des prix établis par le Canada. Il note, cependant, qu'il serait inexact que le Groupe spécial laisse entendre que le Canada n'a jamais utilisé antérieurement comme point de repère les marges moyennes

[1] *Voir* http://www.airwis.com/

pondérées sur les EETC. La pièce n° 64 du Brésil montre que le Canada, en fait, a utilisé des marges moyennes pondérées dans la procédure *Brésil - Aéronefs - Article 21:5(I)*.[2]

5. Paragraphe 7.226. Le Groupe spécial dit qu'il est "irréaliste" de s'attendre à ce que la SEE ait accès aux données concernant les [ ] pour cent des ventes de Bombardier ne bénéficiant pas d'un soutien de la SEE, puisque celle-ci n'était pas partie à ces transactions. Le Brésil demande que le Groupe spécial ajoute la note de bas de page ci-après, après la dernière phrase du paragraphe:

> "Nous notons, toutefois, que le Brésil a pu donner suite aux demandes du Groupe spécial pour ce qui est de fournir des détails, [ ], concernant l'offre d'Embraer à Air Wisconsin, bien qu'il n'ait pas été partie à ladite offre. *Voir* l'appendice de la lettre du 25 juin 2001 adressée par le Brésil au Groupe spécial. *Voir aussi* la réponse du Brésil à la question n° 33 et la pièce n° 56 du Brésil."

6. Paragraphe 7.231. Il semble y avoir une erreur typographique dans la sixième phrase de ce paragraphe:

> Il nous semble difficile d'accepter que l'existence d'un "avantage" ~~ne~~ soit ~~pas~~ déterminée sur la base du point de savoir si Bombardier fournit un financement interne ou externe.

7. Paragraphe 7.232. La troisième phrase semble contenir une erreur typographique. Elle devrait commencer par "la SEE" et non "ASA".

8. Paragraphe 7.294 (note de bas de page 244). La deuxième phrase de la note de bas de page 244 comporte une erreur typographique. La référence devrait renvoyer à la "pièce n° 58 du Canada".

9. Paragraphe 7.304 (note de bas de page 249). La note de bas de page 249 semble comporter plusieurs erreurs typographiques.

10. Paragraphe 7.352 (note de bas de page 278). Le Groupe spécial affirme que la pièce n° 61 du Canada n'indique pas l'existence d'un financement par IQ en faveur de Midway. Or, comme le Brésil l'a noté aux paragraphes 57 et 58 de sa communication du 20 août, le graphique intitulé "Détails du financement" figurant dans la pièce n° 61 du Canada montre que [ ] pour cent du "montant maximal financé" pour la transaction Midway provenaient d'un EETC, le solde de [ ] pour cent émanant de CQC. Cela correspond à l'indication figurant dans le "sommaire de transaction" selon laquelle la transaction se composait d'une part de [ ] pour cent de prêt et d'un apport (*equity*) de [ ] pour cent. La *garantie* sur titres de [ ] pour cent de CQC mentionnée dans le "sommaire de transaction" est différente de la prise de *participation* de [ ] pour cent de CQC dans la transaction. Le Canada a nié que CQC accordait un "financement" à Midway; il n'a pas nié que CQC participait à la transaction en tant qu'investisseur.

Le Groupe spécial a demandé au Canada de fournir "tous les détails concernant les modalités et conditions" du soutien fourni par IQ et "toute la documentation concernant l'examen" des transactions d'IQ.[3] Le Canada a uniquement donné des renseignements sur les détails de la *garantie* sur titres de [ ] pour cent de CQC pour la transaction Midway, et non des détails de la prise de *participation* de [ ] pour cent de CQC. C'est la raison pour laquelle le Brésil demande que le Groupe spécial adopte des déductions défavorables.

---

[2] La pièce n° 64 du Brésil est un graphique utilisé par le Canada dans la première procédure *Brésil - Aéronefs - Article 21:5* qui montre les marges moyennes pondérées pour les EETC émis par différentes compagnies aériennes.

[3] *Voir* les questions n° 14 et 41 du Groupe spécial.

ANNEXE A-19

OBSERVATIONS DU BRÉSIL AU SUJET DES OBSERVATIONS DU CANADA CONCERNANT LE RAPPORT INTÉRIMAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

(2 novembre 2001)

Paragraphe 7.18

Dans ses observations concernant le paragraphe 7.18, le Canada indique que le cadre juridique dans lequel le Compte du Canada est géré "n'a pas changé".

Le Brésil note que le cadre juridique dans lequel fonctionne le Compte du Canada a en fait changé depuis la décision rendue par le Groupe spécial dans le premier différend *Canada – Aéronefs*. À la suite de la décision de ce groupe spécial, le Canada a adopté un mémorandum où il était indiqué que le soutien au titre du Compte du Canada serait conforme aux conditions énoncées dans l'*Arrangement de l'OCDE*. Dans ce différend, la procédure au titre de l'article 21:5 a été centrée sur ce mémorandum. Bien que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5* ait constaté que ce mémorandum ne rendait pas le Compte du Canada compatible avec les obligations résultant pour le Canada de l'Accord SMC, il est encore apparemment en vigueur. Le Canada a fourni au présent groupe spécial une copie de ce mémorandum qui constitue sa pièce n° 50. Le Groupe spécial devrait donc rejeter les observations du Canada.

Paragraphe 7.145

Dans ses observations concernant le paragraphe 7.145, le Canada déclare que "dans la dernière phrase, le membre de phrase "… le Canada suppose que, puisque l'offre d'Embraer ne bénéficiait pas d'un soutien des pouvoirs publics brésiliens …" devrait être remplacé par "… le Canada suppose que, si l'offre d'Embraer ne bénéficiait pas d'un soutien des pouvoirs publics brésiliens …". Cela décrirait plus exactement l'argument du Canada, qui a été formulé à titre subsidiaire par rapport à la position principale du Canada selon laquelle l'offre d'Embraer bénéficiait d'un soutien des pouvoirs publics brésiliens".

Le Brésil a une objection à formuler à propos de ces observations et de la modification proposée. Dans les paragraphes précédents, le Groupe spécial examine l'argument du Canada selon lequel le Canada s'est "aligné" sur l'offre du Brésil conformément à l'*Arrangement de l'OCDE*. Au paragraphe 7.145, le Groupe spécial se réfère à l'argument présenté par le Canada à titre subsidiaire: puisque l'offre du Canada a été faite aux mêmes conditions que l'offre d'Embraer, elle était fondée sur le marché. La dernière phrase du paragraphe 7.145 n'a donc pas pour objet d'indiquer les doutes du Canada sur la question de savoir si l'offre d'Embraer était réaliste sans le soutien du Brésil. Le mot "puisque" est là pour indiquer une relation de cause à effet, un lien de causalité. Cette phrase signifie que le Canada suppose qu'une offre qui ne bénéficie pas du soutien des pouvoirs publics est, pour cette raison seule, fondée sur le marché. Le Groupe spécial devrait donc rejeter les observations du Canada.

Paragraphes 7.152 et 7.316

Dans ses observations concernant le paragraphe 7.152 et le paragraphe 7.316, le Canada déclare qu'"il est faux de dire qu'un financement au titre du Compte du Canada (ou du Compte de la Société) ne peut être obtenu que pour des opérations d'exportation". Le Canada allègue maintenant que la SEE peut effectuer des ""opérations de financement sur le marché national" … à condition que, ce faisant, elle soutienne et développe … le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international".

Le Brésil a une objection à formuler à propos de ces observations et relève que le Canada a choisi de ne pas présenter cet argument devant le Groupe spécial, bien qu'il en ait largement eu la possibilité. Puisqu'il n'a présenté cette allégation qu'après la remise du rapport intérimaire, il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui appuie son affirmation. Tout au long de la présente procédure, le Canada a constamment rappelé au Groupe spécial l'importance de respecter le droit des Membres à une procédure régulière. Puisque l'allégation du Canada concernant le soutien allégué de la SEE sur le marché national n'a pas été formulée antérieurement, le Brésil n'a pas eu la possibilité d'exposer pleinement ses arguments sur la question devant le Groupe spécial. En conséquence, le droit du Brésil à une procédure régulière serait gravement compromis si le Groupe spécial devait modifier le rapport intérimaire pour tenir compte de l'allégation tardive du Canada. En tout état de cause, même si le Groupe spécial examinait cet argument (ce qu'il ne devrait pas faire), la condition mentionnée dans la dernière phrase des observations du Canada prouve que le Compte du Canada et le Compte de la Société ne peuvent être utilisés que pour soutenir et développer le commerce extérieur du Canada. Le Groupe spécial devrait donc rejeter les observations du Canada.

Paragraphe 7.218, note de bas de page 177 et paragraphe 7.221, note de bas de page 179

Dans ses observations concernant ces notes de bas de page, le Canada déclare qu'"il faudrait renvoyer aux observations du Brésil concernant la réponse du Canada aux nouveaux arguments présentés dans la deuxième déclaration orale du Brésil".

Le Brésil relève que cette déclaration est fausse. Le Brésil n'a jamais présenté de document portant ce titre au Groupe spécial. Il n'estime pas que les renseignements qu'il a présentés à la deuxième réunion du Groupe spécial contenaient de "nouveaux" arguments. Il faudrait donc renvoyer aux "observations du Brésil concernant la déclaration du Canada datée du 13 août 2001", paragraphe 15.

Paragraphe 7.276

Dans ses observations concernant le paragraphe 7.276, le Canada déclare que "sur la base de la [ ], le Groupe spécial a conclu, à tort, que le financement offert par la SEE [ ] ne comportait pas [ ]. En fait, la [ ] prévoit que [ ] comportera [ ]. La [ ] autorise en outre une réduction de la marge fixe relative au risque de crédit indiquée dans la [ ] sur instruction du Président ou du Premier Vice-Président aux finances et du Directeur financier. Par conséquent, une marge autorisée inférieure à la marge fixe identifiée est [ ] relatif à la transaction considérée".

Le Brésil a une objection à formuler concernant ces observations. Le Groupe spécial a constaté, à juste titre selon le Brésil, que le [ ] de la SEE serait à peu près équivalent au taux que demanderait un prêteur du marché, et que des taux [ ] indiquaient l'existence d'un avantage, en l'absence d'éléments de preuve à l'effet contraire. Le Canada fait valoir à présent que puisque des responsables de la SEE peuvent autoriser des [ ], ces taux sont "appropriés". Le Brésil ne partage pas cet avis. Le simple fait que quelqu'un à la SEE autorise un taux [ ] n'établit en aucune façon que ce

taux est d'une façon quelconque "approprié" quand on le compare aux taux commerciaux. On peut présumer que la "marge fixe" incorporée dans le [ ] reflète les "principes commerciaux" sur la base desquels, selon ce que le Canada a soutenu, la SEE est gérée. Le Groupe spécial a le droit de présumer que tout [ ] ne reflète pas ces mêmes principes commerciaux.

En tout état de cause, le Canada n'a, ni avant la remise du rapport intérimaire du Groupe spécial, ni dans ses observations concernant ce rapport, fourni d'éléments appuyant la position selon laquelle un taux [ ] pourrait constituer une "[ ]". Le Canada a largement eu la possibilité de présenter cet argument au Groupe spécial dans sa communication du 13 août, quand il a répondu aux déclarations du Brésil concernant le soutien offert à Comair à des taux inférieurs au [ ][1], mais il a délibérément choisi de ne pas le faire. Le Canada ne peut donc pas présenter actuellement, et le Groupe spécial ne peut pas accepter, cet argument additionnel sans violer le droit du Brésil à une procédure régulière. Le Groupe spécial devrait donc rejeter les observations du Canada.

Paragraphe 7.392, note de bas de page 303

Dans ses observations concernant la note de bas de page 303, le Canada déclare notamment que cette note "donne à entendre, à tort, que le Canada n'a pas fourni de renseignements quand il a été invité à le faire par le Groupe spécial".

Le Brésil relève que, bien qu'il soit brièvement fait mention du rôle d'IQ, dans la lettre du Canada datée du 25 juin, comme à la page 12 de la pièce jointe à cette lettre, le Canada n'a pas fourni au Groupe spécial le "Sommaire de transaction" de la CQC (pièce n° 106 du Canada), qui décrit en détail la participation d'IQ, avant le 31 août 2001, en réponse à la lettre du Groupe spécial datée du 24 août 2001. Le Groupe spécial devrait donc rejeter les observations du Canada.

Paragraphe 7.387

Dans ses observations concernant ce paragraphe, le Canada déclare qu'"il semble que le dernier mot de l'avant-dernière phrase, "exclues", devrait être remplacé par "incluses"".

Le Brésil estime que le mot "exclues", dans la phrase à laquelle le Canada se réfère, devrait être remplacé par le mot "fournies".

---

[1] *Voir* la déclaration du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial, 31 juillet 2001, paragraphes 84 et 85.

ANNEXE B

Communications du Canada

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication du 16 mai 2001 adressée par le Canada au Brésil	B-2
Annexe B-2	Réponse du Canada à la communication du 21 mai 2001 adressée par le Brésil au Groupe spécial	B-3
Annexe B-3	Communication du Canada concernant les questions de compétence	B-8
Annexe B-4	Première communication écrite du Canada	B-25
Annexe B-5	Déclaration orale du Canada à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de compétence	B-50
Annexe B-6	Déclaration orale du Canada à la première réunion du Groupe spécial concernant les questions de fond	B-56
Annexe B-7	Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion	B-64
Annexe B-8	Deuxième communication écrite du Canada	B-80
Annexe B-9	Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	B-103
Annexe B-10	Déclaration orale du Canada à la deuxième réunion du Groupe spécial	B-116
Annexe B-11	Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	B-131
Annexe B-12	Réponse du Canada à la déclaration orale faite par le Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial	B-143
Annexe B-13	Réponses du Canada aux questions additionnelles posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	B-169
Annexe B-14	Observations du Canada concernant les réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion	B-174
Annexe B-15	Observations du Canada concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial	B-182
Annexe B-16	Observations du Canada au sujet des observations du Brésil concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial	B-187

ANNEXE B-1

COMMUNICATION DU 16 MAI 2001 ADRESSÉE PAR LE CANADA AU BRÉSIL

(16 mai 2001)

Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial dans le différend en question, le Brésil a formulé sept allégations. Afin de savoir quels sont les arguments auxquels il doit répondre et quelles sont les violations que le Brésil allègue, le Canada demande au Brésil de fournir de plus amples éclaircissements quant à certaines de ces allégations. En particulier:

1. Le Canada demande confirmation au Brésil que, d'après l'intitulé du présent différend et comme suite aux consultations menées le 21 février 2001 qui sont décrites dans la demande du Brésil, les allégations 1, 5 et 7 de celui-ci sont censées ne se référer qu'à certaines pratiques ou certains programmes qui concernent les aéronefs régionaux.

2. Le Canada demande des éclaircissements quant au point de savoir si les allégations 1, 5 et 7 du Brésil ont trait à certaines pratiques ou certains programmes en soi ou à la manière dont ils ont été appliqués dans des cas précis. Dans cette dernière hypothèse, le Canada demande que le Brésil indique les applications des pratiques ou programmes auxquelles ses allégations se réfèrent.

3. Dans ses allégations 1, 5 et 7, le Brésil soutient que les "crédits à l'exportation" sont des subventions à l'exportation prohibées. Sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique que les "crédits à l'exportation" comprennent certains types de pratiques, mais ses allégations ne paraissent pas se limiter à ces types de "crédits à l'exportation". Il en est de même des "garanties" tel que ce terme est employé dans son allégation 7. Le Canada demande que le Brésil indique les types de crédits à l'exportation et de garanties auxquels ces allégations se réfèrent.

4. Dans son allégation 1, le Brésil soutient que certaines pratiques "sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées ...". Le Canada demande des éclaircissements quant à la distinction que le Brésil fait entre "sont" et "demeurent".

5. L'allégation 3 du Brésil se réfère aux crédits à l'exportation octroyés à l'"industrie des avions de transport régional" par l'intermédiaire du Compte du Canada. Le Canada demande des éclaircissements quant à ce qu'il faut entendre par "industrie des avions de transport régional" telle que cette expression est employée dans cette allégation.

Afin de lui permettre de préparer sa défense avant même le dépôt des premières communications écrites, le Canada demande que le Brésil fournisse ces éclaircissements pour le lundi 21 mai 2001 au plus tard.

ANNEXE B-2

REPONSE DU CANADA A LA COMMUNICATION DU 21 MAI 2001 ADRESSEE PAR LE BRESIL AU GROUPE SPECIAL

(28 mai 2001)

1. Dans une lettre datée du 21 mai 2001 au Groupe spécial, le Brésil a invité celui-ci à demander immédiatement au Canada de fournir des documents concernant le soutien apporté par la Société pour l'expansion des exportations, le Compte du Canada et Investissement Québec dans le cadre de transactions portant sur des avions canadiens de transport régional depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC en 1995. La présente lettre contient les observations du Canada au sujet de la lettre brésilienne.

Observations d'ordre général

2. Le Canada ne fera porter ses observations que sur le bien-fondé de la demande du Brésil. Il note que le Brésil, dans sa lettre, présente divers arguments et allégations qui, affirme-t-il, établissent *prima facie* que certains programmes canadiens sont incompatibles avec les obligations qui découlent pour le Canada de l'Accord SMC. Le Canada n'accepte ni les arguments et allégations du Brésil ni l'affirmation selon laquelle ceux-ci constitueraient des éléments *prima facie* à l'appui de l'argumentation du Brésil. Cependant, il ne les examinera pas dans la présente réponse. Comme l'Organe d'appel l'a constaté et comme le Brésil le reconnaît dans sa lettre, le fait que des éléments *prima facie* aient été établis ou non est sans rapport avec la question de savoir si et quand un groupe spécial pourrait entreprendre une collecte de renseignements du type de celle qu'a proposée le Brésil.

3. Le Canada souhaite coopérer de toutes les manières possibles au règlement du présent différend, y compris en fournissant les renseignements que le Groupe spécial juge nécessaires pour ses travaux. Il se permet néanmoins de suggérer que la demande du Brésil soit rejetée comme étant prématurée et excessive.

4. Le Canada estime que toute demande est prématurée au stade présent, dans le contexte du présent différend. La nature des renseignements qu'un groupe spécial peut avoir besoin de demander dépend de l'objet proprement dit d'un différend et de la possibilité de disposer rapidement de ces renseignements pendant le cours normal du différend. Une réflexion approfondie est particulièrement justifiée lorsque, comme en l'espèce, beaucoup de renseignements sont sensibles d'un point de vue commercial. La demande brésilienne d'établissement d'un groupe spécial manque de clarté à de nombreux égards et semble en outre contenir des allégations au sujet du respect par le Canada d'une précédente recommandation de l'ORD. Ces allégations ne sont pas de la compétence d'un groupe spécial constitué afin de connaître d'une nouvelle allégation conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial n'ignore pas que le Canada, suivant les conseils de l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande - Acier*[1], a demandé par lettre datée du 16 mai 2001 que le Brésil précise ses allégations. Cependant, le Brésil s'y est refusé, signifiant ainsi au Canada qu'il lui faudrait se reporter à la première communication du Brésil pour prendre connaissance des allégations formulées à son encontre.

5. La lettre du Brésil prête aussi à confusion en affirmant que le Canada a refusé de produire des éléments de preuve en réponse aux demandes brésiliennes. L'unique demande préalable de renseignements adressée par le Brésil au Canada était beaucoup plus limitée que celle que le Brésil

[1] Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne (WT/DS122/AB/R), 12 mars 2001, paragraphe 97.

formule maintenant. Cette demande a été présentée pour la première fois au Canada lors de la réunion de consultation, à l'occasion de laquelle le Canada a fait tout son possible compte tenu des circonstances pour répondre aux questions du Brésil.

6. L'actuelle demande du Brésil est en outre indubitablement excessive. Mis à part toutes les incertitudes quant à leur compatibilité avec le Mémorandum d'accord, les allégations contenues dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil ressemblent à une série d'accusations au sujet des pratiques actuelles des organismes concernés. Dans sa lettre du 21 mai, en revanche, le Brésil demande au Groupe spécial de solliciter des renseignements détaillés au sujet de transactions passées remontant à plus de six années auparavant.

La demande du Brésil est prématurée

7. De l'avis du Canada, il n'y a pas lieu pour le Groupe spécial de demander des renseignements au stade actuel des travaux concernant la présente affaire. La raison pour laquelle un groupe spécial demande des renseignements est qu'il estime en avoir besoin. C'est en fonction des allégations dont il est saisi et des arguments des parties qu'un groupe spécial considère que certains renseignements sont "nécessaires et appropriés" (pour reprendre la formulation de l'article 13:1). En l'espèce, à l'exception de la lettre du Brésil du 21 mai, qui ne se réfère en détail qu'à la transaction Air Wisconsin, les parties n'ont pas présenté leurs arguments et, en fait, le Brésil n'a pas présenté d'allégations véritables et claires dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

8. Dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*[2], le groupe spécial a refusé de demander des renseignements avant d'avoir reçu au moins les premières communications écrites des parties. Il a déclaré ce qui suit au paragraphe 9.50 de son rapport:

> Nous n'avons pas jugé approprié de demander des renseignements avant d'avoir reçu au moins les premières communications écrites des deux parties. Nous avons considéré que c'était seulement sur la base de ces premières communications écrites que nous pouvions dûment déterminer, le cas échéant, quels renseignements additionnels il faudrait peut-être demander. À cet égard, nous rappelons que, dans l'affaire *Inde – Brevets*, l'Organe d'appel a mentionné un "processus additionnel d'établissement des faits" par un groupe spécial dans un cas où les faits pertinents n'avaient pas "été portés à la connaissance du groupe spécial". À notre avis, l'Organe d'appel n'aurait pas pu faire référence dans cette affaire à une situation où les renseignements n'ont pas été portés à la connaissance du groupe spécial parce que celui-ci n'a pas encore reçu de communications des parties. Tout point de vue opposé serait absurde, car il irait directement à l'encontre du but même des parties qui présentent des communications écrites. [notes de bas de page omises]

9. Le groupe spécial a ajouté, au paragraphe 9.53:

> Dans les circonstances de la présente affaire, nous n'avons pas jugé approprié de faire usage de notre pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 13:1 et d'adresser des demandes de renseignements généraux. Nous nous sommes contentés de demander des renseignements détaillés sur les prêts, fonds, contributions, formes d'aide, etc., pertinents figurant au dossier. Il se peut que des demandes de renseignements plus généraux (du type envisagé dans la communication du Brésil du 23 octobre 1998) soient appropriées pour des organismes comme les commissions d'enquête, mais nous ne les jugeons pas appropriées pour un groupe spécial agissant au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.

[2] Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils (WT/DS70/R), 14 avril 1999.

10. Les raisons invoquées par le groupe spécial dans le cadre de ce différend sont tout aussi convaincantes dans le cadre du présent différend. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans sa lettre du 21 mai 2001, le Brésil n'a fait référence qu'à une seule transaction, celle qui concernait Air Wisconsin. Le Canada traitera de la transaction Air Wisconsin dans sa première communication. Si, une fois que les deux parties auront déposé leurs communications, le Groupe spécial estime que des faits pertinents ayant trait à l'offre de soutien faite par le Brésil à Air Wisconsin et à l'offre faite en réponse par le Canada n'ont pas été portés à sa connaissance, il devra peut-être alors exercer son pouvoir discrétionnaire afin de demander des renseignements additionnels au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.

11. À cet égard, le Canada note qu'au paragraphe 12 de sa lettre du 21 mai, le Brésil reconnaît qu'en ce qui concerne la transaction Air Wisconsin, le Canada a simplement cherché à s'aligner sur le soutien offert (ou, selon les termes employés par le Brésil, "prétendument offert") par le Brésil pour aider son constructeur aéronautique Embraer à emporter le marché. Le Brésil allègue que le soutien offert par le Canada est une subvention à l'exportation prohibée. Cependant, dans une procédure distincte[3], le Brésil a affirmé que l'aide qu'il accorde pour financer les exportations d'avions de transport régional Embraer est conforme aux règles de l'OMC depuis l'année dernière. Pour lever cette contradiction, le Canada demande que si, à tout moment, le Groupe spécial décidait de demander des renseignements au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, il demande au Brésil des renseignements du type de ceux qui sont précisés au paragraphe 29 de la lettre du Brésil du 21 mai, au sujet de toutes les aides au financement fournies, offertes ou proposées par le Brésil et/ou Embraer depuis le 4 août 2000[4] à des acheteurs potentiels ou réels d'avions de transport régional Embraer.

12. Au fond, le Canada estime qu'un petit nombre d'entre les sept allégations du Brésil sont soumises à bon droit au présent groupe spécial. Au moins deux de ces allégations, celles qui portent les n° 2 et 3 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, présentée par le Brésil, ainsi peut-être que les allégations n° 1 et 4, paraissent faire état d'un non-respect par le Canada des recommandations formulées par l'ORD et des décisions qu'il a rendues dans le différend *Canada - Aéronefs*. Les procédures appropriées pour traiter de tels cas de non-respect allégué sont prévues aux articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord et se traduisent, dans tous les cas où cela est possible, par un recours au groupe spécial initial.

13. En outre, les allégations n° 1, 5 et 7 du Brésil sont insuffisantes pour remplir les conditions requises par l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Dans sa lettre du 16 mai 2001, le Canada a demandé que le Brésil précise ces allégations, ainsi que son allégation n° 3, ce que le Brésil a toutefois refusé de faire, comme il en a informé le Groupe spécial et le Canada dans sa réponse du 21 mai.

14. Par conséquent, le Canada va demander que le Groupe spécial formule des constatations préliminaires au sujet des allégations du Brésil. À la réunion d'organisation du 23 mai, le Canada a demandé au Groupe spécial de réserver du temps à cette fin dans son programme. Comme il se peut qu'il ne soit pas nécessaire ni approprié pour un groupe spécial de demander des renseignements au sujet d'allégations dont il n'est pas saisi à bon droit, le Canada se permet respectueusement d'émettre l'avis que le Groupe spécial ne sera en mesure de déterminer s'il a besoin de renseignements

[3] Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs, deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

[4] Cette date est la date d'adoption du rapport de l'Organe d'appel et du rapport du Groupe spécial tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel dans la première procédure engagée au titre de l'article 21:5 au sujet des subventions à l'exportation d'avions de transport régional accordées par le Brésil dans le cadre de son programme PROEX.

spécifiques qu'une fois qu'il aura formulé des constatations préliminaires au sujet de l'adéquation et du bien-fondé des allégations du Brésil et qu'il aura reçu les premières communications des parties.

L'allégation du Brésil selon laquelle le Canada a refusé de produire des éléments de preuve est hors de propos ou incorrecte

15. Le Brésil fonde en partie la demande qu'il a adressée le 21 mai au Groupe spécial sur l'allégation selon laquelle le Canada a refusé de fournir des renseignements dans une procédure de groupe spécial antérieure et lors des consultations bilatérales qui ont eu lieu dans le cadre du présent différend. Aucune de ces affirmations ne donne de raison valable d'accéder à la demande du Brésil. Le Canada a effectivement refusé de fournir certains renseignements demandés par le groupe spécial dans le cadre du précédent différend entre le Brésil et le Canada concernant les avions de transport régional. Le Canada a agi ainsi pour deux raisons qu'il estimait alors légitimes compte tenu de son interprétation de l'article 13 du Mémorandum d'accord: l'insuffisance des procédures de protection des renseignements commerciaux confidentiels et le fait que le Brésil n'avait pas établi d'éléments *prima facie* à l'appui de son argumentation. L'Organe d'appel, par la suite, n'a pas partagé le point de vue du Canada. La réponse du Canada à une demande faite par un groupe spécial dans le cadre d'un autre différend est sans rapport avec la question de savoir si le présent groupe spécial devrait demander certains renseignements dans le cadre du présent différend.

16. Le Brésil allègue en outre que le Canada a refusé de "produire" tout renseignement lors des consultations. C'est tout simplement inexact. Même si l'adéquation des consultations avait un rapport avec ce point, ce qui est douteux, le Brésil a négligé de reconnaître dans sa lettre du 21 mai qu'il n'avait communiqué au Canada avant les consultations aucune des questions qu'il a jointes en tant que pièce n° 1 du Brésil. Au contraire, il les a gardées par devers lui jusqu'à ce que les parties soient entrées dans la salle pour procéder aux consultations. (Par contre, les représentants des organes brésiliens d'information ont eu connaissance des questions avant les consultations.) Le Canada a fait tout son possible pour répondre aux questions du Brésil compte tenu des circonstances. Ayant choisi de ne pas donner au Canada la possibilité de se préparer, le Brésil ne doit s'en prendre qu'à lui-même s'il considère maintenant que les réponses du Canada ont été insuffisantes.

17. En outre, si le Brésil jugeait les réponses du Canada insuffisantes ou s'il estimait avoir besoin de tout autre renseignement spécifique, il aurait pu adresser une demande écrite au Canada au titre de l'article 25.8 de l'Accord SMC. En fait, l'Organe d'appel a indiqué cette marche à suivre dans son rapport sur l'affaire *Canada – Aéronefs* en août 1999 à propos de certaines des mesures de financement de la SEE.[5] Cependant, le Brésil n'en a rien fait.

La demande du Brésil est excessive

18. Contrairement à ce que laisse supposer la lettre du Brésil du 21 mai, les questions que celui-ci a posées au Canada lors des consultations relatives au présent différend sont très différentes des renseignements qu'il invite maintenant le Groupe spécial à demander. Comme le montre la pièce n° 1 du Brésil, celui-ci, lors des consultations, n'a demandé aucun document au Canada et la plupart des questions posées avaient trait soit à la transaction Air Wisconsin soit, plus généralement, à l'utilisation du Compte du Canada depuis le 20 août 1999.

19. En outre, l'année dernière, dans la procédure engagée au titre de l'article 21:5 dans le différend *Canada – Aéronefs*, le Brésil a reconnu qu'il n'y avait pas de problème concernant les subventions accordées par le passé par le Compte du Canada, à la fois parce qu'avant la date limite de mise en conformité du 18 novembre 1999, le Canada avait achevé les opérations jugées comme étant

[5] (WT/DS70/AB/R), 2 août 1999, paragraphe 206.

des subventions et qu'il n'avait accordé aucun nouveau financement par le Compte du Canada dans le secteur des avions de transport régional depuis cette date.[6]

20. Même s'il en était autrement, les allégations contenues dans la demande brésilienne d'établissement d'un groupe spécial dans le cadre du présent différend sont formulées au présent et paraissent se rapporter aux pratiques actuelles des organismes concernés. Par contre, la lettre du Brésil du 21 mai invite le Groupe spécial à demander "des documents concernant le soutien apporté par la SEE, le Compte du Canada et IQ dans le cadre des transactions portant sur des avions canadiens de transport régional, à compter du 1er janvier 1995, y compris, mais pas uniquement, la transaction Air Wisconsin". Ainsi, le Brésil demande maintenant au Groupe spécial d'aller beaucoup plus loin qu'il ne l'avait fait lui-même lors des consultations et que les allégations contenues dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ne sembleraient le justifier.

Conclusion

21. Les assertions énoncées dans la lettre du Brésil du 21 mai ne sont pas exactes et ne fournissent pas de raison d'accéder à la demande du Brésil de procéder immédiatement et radicalement à une collecte de renseignements qui dépasse la portée de la plainte du Brésil, et, certainement, la portée des consultations de ce dernier avec le Canada. Le Canada a l'honneur de demander au Groupe spécial de surseoir aux demandes de renseignements jusqu'à ce qu'il ait défini précisément quels sont les renseignements qu'il a besoin d'obtenir de l'une ou l'autre partie, ou des deux, eu égard à la légitimité des allégations dont il est saisi et aux renseignements qui lui auront été donnés dans les communications des parties.

22. Le Canada se fera un plaisir de répondre à toutes questions que le Groupe spécial pourra avoir à poser au sujet des présentes observations.

[6] Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (WT/DS70/RW), 9 mai 2000, paragraphe 5.57.

ANNEXE B-3

COMMUNICATION DU CANADA CONCERNANT LES QUESTIONS DE COMPÉTENCE

(18 juin 2001)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION B-10

II. LE GROUPE SPÉCIAL A LE DROIT ET L'OBLIGATION DE DÉCIDER SI LES ALLÉGATIONS D'UNE PARTIE RELÈVENT DE SA COMPÉTENCE B-10

III. CERTAINES DES ALLÉGATIONS DU BRÉSIL SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD B-11

A. DISPOSITION JURIDIQUE APPLICABLE B-11

B. LES QUESTIONS EN CAUSE B-13

1. Allégations explicites concernant la mise en conformité B-13

2. Allégation implicite concernant la mise en conformité B-14

3. Les différends ayant trait à la mise en conformité ne peuvent pas être réglés suivant une nouvelle procédure de groupe spécial B-14

IV. LES ALLÉGATIONS 1, 2, 5 ET 7 DU BRÉSIL SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD B-15

A. DISPOSITION JURIDIQUE APPLICABLE B-15

1. Texte et objectif de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord B-15

2. Objectif de l'article 6:2 visant à garantir une procédure régulière B-15

3. Les prescriptions de l'article 6:2 ..... B-16

4. Une communication ne peut pas "remédier" à l'insuffisance d'une demande d'établissement d'un groupe spécial B-17

Page

5. Efforts déployés par la partie défenderesse pour obtenir des éclaircissements B-18

6. Préjudice causé à la partie défenderesse B-19

B. LES QUESTIONS EN CAUSE B-19

1. Allégation 1 ..... B-20

2. Allégation 2 ..... B-20

3. Allégation 5 ..... B-21

4. Allégation 7 ..... B-22

C. LE BRESIL A REPOUSSE LES EFFORTS FAITS PAR LE CANADA POUR OBTENIR DES ECLAIRCISSEMENTS B-22

D. PAS DE "REMEDE" B-23

E. ATTEINTE PORTEE AUX MOYENS DE DEFENSE DU CANADA B-23

V. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES B-24

I. INTRODUCTION

1. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial dans le présent différend[1], le Brésil ne s'est pas conformé à certaines prescriptions impératives du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"). Il a formulé certaines allégations qui n'entrent pas dans la compétence du présent Groupe spécial. Ces allégations devraient être rejetées.

2. Les violations spécifiques du Mémorandum d'accord que comporte la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil sont les suivantes:

- les allégations 1, 2 et 3 soulèvent des questions de mise en conformité ou de mise en œuvre qui ont trait à un autre différend. Ces allégations sont incompatibles avec l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Le présent Groupe spécial n'a pas compétence pour examiner les questions de mise en conformité qui se sont posées dans le cadre d'autres différends; et

- les allégations 1, 2, 5 et 7 sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui font obligation à une partie plaignante d'indiquer les questions spécifiques en cause et de fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Le Brésil ne s'est pas conformé aux règles minimales énoncées dans cette disposition.

3. Un groupe spécial de l'OMC a à la fois le droit et l'obligation de déterminer si les allégations formulées par une partie relèvent de sa compétence. Il est tout aussi évident que le Canada, en tant que partie défenderesse, a droit à la garantie totale d'une procédure régulière dans le présent différend. Comme il est expliqué dans la présente communication, les violations du Mémorandum d'accord par le Brésil compromettent les droits du Canada à une procédure régulière en l'espèce. Il incombe donc au groupe spécial de déclarer que certaines allégations ne relèvent pas de sa compétence.

4. Néanmoins, étant donné l'ordre établi par le paragraphe 13 des Procédures de travail, le Canada montrera aussi dans sa première communication écrite que les allégations du Brésil sont défaillantes sur le fond.

II. LE GROUPE SPECIAL A LE DROIT ET L'OBLIGATION DE DECIDER SI LES ALLEGATIONS D'UNE PARTIE RELEVENT DE SA COMPETENCE

5. Il est bien établi dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC qu'un groupe spécial a à la fois le droit et le devoir de déterminer si les allégations formulées par une partie sont conformes au Mémorandum d'accord. Comme l'a déclaré l'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Bananes*:

> Nous reconnaissons que la demande d'établissement d'un groupe spécial est généralement approuvée automatiquement à la réunion de l'ORD qui suit celle à laquelle la demande a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de l'ORD. Étant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'est normalement pas examinée en détail par l'ORD, *il incombe au groupe spécial de l'examiner très*

[1] *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, WT/DS222/2, 1er mars 2001.

> *soigneusement pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord*.[2] [pas d'italique dans l'original]

6. Cette déclaration a été réaffirmée par l'Organe d'appel dans les affaires *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*[3] et *Thaïlande – Droits antidumping sur l'acier*[4].

7. En fait, l'Organe d'appel a "insisté, plus d'une fois, sur l'importance fondamentale du mandat d'un groupe spécial".[5] Par conséquent, à titre préliminaire, il est impératif que le présent Groupe spécial détermine si certaines des allégations formulées par le Brésil en l'espèce relèvent de sa compétence. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*:

> Rien dans le Mémorandum d'accord n'autorise un groupe spécial à ne pas tenir compte d'autres dispositions expresses du Mémorandum d'accord ou à les modifier. Le domaine de compétence d'un groupe spécial est établi par le mandat de celui-ci, qui est régi par l'article 7 du Mémorandum d'accord. *Un groupe spécial ne peut examiner que les allégations qu'il est habilité à examiner en vertu de son mandat*. *Un groupe spécial ne peut pas assumer une compétence qu'il n'a pas*.[6] [pas d'italique dans l'original]

8. Comme le Canada le fera valoir ci-après, le Groupe spécial, en l'espèce, n'est pas habilité, en vertu de son mandat, à examiner un certain nombre des allégations formulées par le Brésil. Le présent Groupe spécial ne peut pas assumer une compétence qu'il n'a pas.

III. CERTAINES DES ALLEGATIONS DU BRESIL SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 21:5 DU MEMORANDUM D'ACCORD

A. DISPOSITION JURIDIQUE APPLICABLE

9. Selon le Mémorandum d'accord, les différends portant sur la mise en conformité doivent être réglés suivant la procédure accélérée prévue à l'article 21:5 et non en engageant une nouvelle procédure de groupe spécial.

10. L'article 21:5 dispose ce qui suit:

> Dans les cas où il y aura désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions, ce différend sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends, y compris, dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au Groupe spécial initial. Le Groupe spécial distribuera son rapport dans les 90 jours suivant la

---

[2] *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphe 142 [ci-après dénommé "*CE – Bananes*, rapport de l'Organe d'appel"].

[3] *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS98/AB/R, adopté le 14 décembre 1999, paragraphe 122 [ci-après dénommé "*Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel"].

[4] *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 86 [ci-après dénommé " *Thaïlande – Acier*, rapport de l'Organe d'appel"].

[5] *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, paragraphe 87 [ci-après dénommé "*Inde – Protection conférée par un brevet*, rapport de l'Organe d'appel"].

[6] *Id*., paragraphe 92.

> date à laquelle il aura été saisi de la question. Lorsque le Groupe spécial estimera qu'il ne peut pas présenter son rapport dans ce délai, il informera l'ORD par écrit des raisons de ce retard et lui indiquera dans quel délai il estime pouvoir présenter son rapport.

11. L'article 21:5 est rédigé en des termes impératifs et non incitatifs. Dans les cas où il y aura désaccord au sujet de la mise en œuvre, ce différend "sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends, y compris, dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au groupe spécial initial".

12. Ainsi, le Mémorandum d'accord prescrit le recours à la procédure accélérée prévu à l'article 21:5 pour régler les différends ayant trait à la mise en œuvre, sauf s'il est "impossible" de recourir à cette procédure.

13. Cette interprétation est compatible avec la pratique suivie à ce jour par les Membres de l'OMC. Dans toutes les affaires à ce jour dans lesquelles il y a eu un différend concernant l'existence ou la compatibilité avec l'Accord sur l'OMC de mesures prises pour se conformer aux recommandations ou décisions de l'ORD, il a été recouru à l'article 21:5.[7] Permettre à un Membre de ne pas tenir compte des prescriptions expresses de l'article 21:5 et de recourir, à la place, à une

[7] *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture – Recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, Demande de consultations, WT/DS50/11, 20 janvier 1999; *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Recours de l'Équateur à l'article 21:5*, rapport du Groupe spécial, WT/DS27/RW/ECU, adopté le 6 mai 1999; *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5*, rapport du Groupe spécial, WT/DS27/RW/EEC; *Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5*, rapport du Groupe spécial, WT/DS18/RW, adopté le 20 mars 2000; *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS126/RW, adopté le 11 février 2000; *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/RW, rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 4 août 2000; *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW, rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 4 août 2000; *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis – Recours par les États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, Demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS132/6, 13 octobre 2000; *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS58/RW, 15 juin 2001; *États-Unis – Droits antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de 1 mégabit ou plus, originaires de Corée – Recours de la Corée à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial (suspension de la procédure de groupe spécial), WT/DS99/RW, 7 novembre 2000; *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, Demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS108/16, 8 décembre 2000; *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, Demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS46/26, 22 janvier 2001; *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, Demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS103/16, 19 février 2001; *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, Demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS113/16, 19 février 2001.

procédure de groupe spécial *de novo* pour que soient établies des déterminations sur des questions de mise en conformité serait contraire à l'article 21:5.

14. Plus fondamentalement, un groupe spécial établi suivant les procédures ordinaires de règlement des différends prévues à l'article 6 du Mémorandum d'accord n'aurait pas compétence pour formuler des constatations concernant des questions de mise en conformité découlant d'autres affaires. Dans ces autres affaires, les groupes spéciaux ont un mandat et des membres différents. Dans les cas où une partie plaignante affirme qu'une partie défenderesse ne s'est pas conformée aux décisions de l'ORD dans une affaire particulière, le moyen approprié de présenter de telles allégations est de reconvoquer le groupe spécial initial.

B. LES QUESTIONS EN CAUSE

15. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée le 1er mars 2001, le Brésil a formulé trois allégations qui exigeraient que le présent Groupe spécial se prononce sur des questions de mise en conformité en se référant aux décisions antérieures rendues par l'ORD dans une affaire différente. C'est explicite dans les allégations 2 et 3 et implicite dans l'allégation 1. Ces allégations doivent être présentées suivant une procédure de groupe spécial de l'exécution prévue à l'article 21:5 et non suivant la présente procédure.

1. Allégations explicites concernant la mise en conformité

16. L'allégation 2 a la teneur suivante:

> *Le Canada n'a pas mis en œuvre le rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5*, adopté par l'ORD, demandant que le Canada retire les subventions au titre du Compte du Canada.

17. L'allégation 2 n'indique pas quel "rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5" fait l'objet de la plainte du Brésil à l'examen. Le Canada présume qu'il s'agit du rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*.[8] En tout état de cause, une plainte selon laquelle le Canada "n'a pas mis en œuvre" le rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 est à l'évidence une question de mise en conformité ou de mise en œuvre qui a trait à un différend antérieur, ce qui n'entre pas dans la compétence du présent Groupe spécial.

18. L'allégation 3 a la teneur suivante:

> Le Canada, au mépris des décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends, continue d'octroyer ou offre d'octroyer des crédits à l'exportation à l'industrie des avions de transport régional par l'intermédiaire du Compte du Canada, qui sont des subventions prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

19. Une fois encore, le Brésil s'est référé aux "décisions et recommandations de l'Organe de règlement des différends", sans indiquer lesquelles de ces décisions ou recommandations font l'objet de la plainte à l'examen. Là encore, le Canada suppose que le Brésil se réfère aux décisions et recommandations de l'ORD dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*. La référence faite à l'octroi allégué de subventions prohibées, ou aux offres d'en octroyer, "au mépris des" décisions de l'ORD indique clairement que cette allégation soulève des questions de mise en

[8] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/RW, adopté le 4 août 2000.

conformité avec des décisions antérieures. De telles allégations n'entrent pas dans la compétence du présent Groupe spécial.

2. Allégation implicite concernant la mise en conformité

20. L'allégation 1 a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et *demeurent* des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

21. Dans cette allégation, le Brésil affirme en partie que certains crédits à l'exportation "demeurent" des subventions à l'exportation prohibées. Toutes les mesures d'un Membre sont présumées être compatibles avec l'Accord sur l'OMC à défaut de décision contraire expresse de l'ORD. En conséquence, la référence faite par le Brésil à des crédits à l'exportation qui "demeurent" des subventions à l'exportation prohibées doit renvoyer à des décisions antérieures de l'ORD selon lesquelles certains "crédits à l'exportation" octroyés par le Canada ne sont pas compatibles avec l'Accord sur l'OMC, ce qui paraîtrait être une allégation selon laquelle le Canada ne s'est pas conformé aux décisions de l'ORD dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*.[9] Le présent Groupe spécial n'a pas compétence pour établir des déterminations concernant des questions de mise en conformité qui ont trait à d'autres affaires.

3. Les différends ayant trait à la mise en conformité ne peuvent pas être réglés suivant une nouvelle procédure de groupe spécial

22. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil a donc soulevé des questions de mise en conformité, à la fois explicitement et implicitement. Ainsi qu'il est noté plus haut, l'article 21:5 du Mémorandum d'accord prévoit que les différends ayant trait à la mise en œuvre doivent être réglés "suivant les présentes procédures de règlement des différends, y compris, *dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au groupe spécial initial*". Il était à l'évidence "possible" au Brésil de chercher à recourir au groupe spécial initial, mais il n'a fait aucune tentative en ce sens.

23. S'il considérait que le Canada ne s'était pas conformé aux recommandations de l'ORD dans la procédure engagée au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, le Brésil aurait également pu demander à l'ORD l'autorisation de prendre des contre-mesures appropriées conformément à l'article 4.10 de l'Accord SMC et à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord. Le Brésil n'a pas cherché à le faire.

24. Le Brésil cherche en fait à obtenir que le présent Groupe spécial se prononce sur des questions de mise en œuvre qui ont trait à un différend distinct. Ce serait sans précédent dans l'histoire de l'OMC et contraire aux prescriptions de l'article 21:5.

25. Le présent Groupe spécial n'a pas compétence pour se prononcer sur des questions de mise en conformité qui se sont posées dans le cadre d'autres affaires. Les questions dont le Groupe spécial est saisi dans la présente affaire sont peut-être analogues à celles qui ont été examinées par le Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Mesures affectant l'exportation des aéronefs civils*, mais il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de groupes spéciaux différents, établis dans le cadre de différends distincts, dotés de mandats différents et dont les membres sont différents. Le présent Groupe spécial n'a pas davantage compétence pour établir des déterminations concernant des questions de mise en

[9] Dans sa lettre du 16 mai 2001, le Canada a demandé au Brésil de fournir des éclaircissements au sujet de cette allégation. Toutefois, ainsi qu'il est noté ci-après, le Brésil a refusé de le faire.

conformité découlant de l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* qu'il n'en a pour en établir sur des questions de mise en conformité découlant des affaires *Bananes*, *FSC* ou de tout autre différend distinct porté devant l'OMC.

IV. LES ALLEGATIONS 1, 2, 5 ET 7 DU BRESIL SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 6:2 DU MEMORANDUM D'ACCORD

A. DISPOSITION JURIDIQUE APPLICABLE

1. Texte et objectif de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

26. La demande d'établissement d'un groupe spécial doit satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. L'article 6:2 dispose en partie ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial … précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

27. L'Organe d'appel a souligné la nécessité de se conformer aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord:

> Il est important que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment précise pour deux raisons: premièrement, elle constitue souvent la base du mandat du groupe spécial défini conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord; et, deuxièmement, elle informe la partie défenderesse et les tierces parties du fondement juridique de la plainte.[10]

2. Objectif de l'article 6:2 visant à garantir une procédure régulière

28. Il est évident qu'"une partie défenderesse a toujours droit à la garantie totale d'une procédure de règlement des différends régulière à l'OMC".[11]

29. En outre, l'équité fondamentale de la procédure risque d'être compromise dès lors que la partie plaignante ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'article 6:2, en particulier à l'obligation de fournir "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". Dans l'affaire *Thaïlande – Acier*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> L'article 6:2 du Mémorandum d'accord exige une clarté suffisante en ce qui concerne le fondement juridique de la plainte, c'est-à-dire, en ce qui concerne les "allégations" qui sont soutenues par la partie plaignante. *Une partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense*. De même, les Membres de l'OMC qui ont l'intention de participer en tant que tierces parties à une procédure de

---

[10] *CE – Bananes*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 142; *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 122; *Thaïlande – Acier*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 84.

[11] *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, rapport du Groupe spécial, WT/DS122/R, adopté avec le rapport de l'Organe d'appel le 5 avril 2001, paragraphe 7.24 [ci-après dénommé "*Thaïlande – Acier*, rapport du Groupe spécial"]. Voir également le rapport du Groupe spécial *Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements*, WT/DS34/R, adopté avec le rapport de l'Organe d'appel le 19 novembre 1999, paragraphe 9.3.

> groupe spécial doivent être informés du fondement juridique de la plainte. *Cette prescription relative à la régularité de la procédure est fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends.*[12] [pas d'italique dans l'original]

3. Les prescriptions de l'article 6:2

30. Dans l'affaire *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*, l'Organe d'appel a examiné les prescriptions imposées par l'article 6:2:

> Si on analyse ses éléments constitutifs, on peut considérer que l'article 6:2 impose les prescriptions suivantes. La demande doit: i) être présentée par écrit; ii) préciser si des consultations ont eu lieu; iii) indiquer les mesures spécifiques en cause; et iv) contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Suivant la quatrième prescription, seul est exigé un exposé – et celui-ci peut être bref – du fondement juridique de la plainte; mais l'exposé doit, en tout état de cause, être "suffisant pour énoncer clairement le problème". En d'autres termes, il ne suffit pas que "le fondement juridique de la plainte" soit exposé de façon sommaire; l'exposé doit "énoncer clairement le problème".[13]

31. La question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 doit être tranchée cas par cas.[14] Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*:

> L'identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur est toujours nécessaire aussi bien pour définir le mandat d'un groupe spécial que pour informer le défendeur et les tierces parties des allégations formulées par le plaignant; cette identification est une condition minimale pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé. Mais il est possible que cela ne suffise pas toujours. Il peut y avoir des situations dans lesquelles la simple énumération des articles de l'accord ou des accords en cause suffit, compte tenu des circonstances entourant l'affaire, pour satisfaire au critère de *clarté* dans l'énoncé du fondement juridique de la plainte. Cependant, il peut aussi y avoir des situations dans lesquelles les circonstances sont telles que la simple énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2. Cela peut être le cas, par exemple, lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des

---

[12] *Thaïlande – Acier*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 88. De même, dans l'affaire *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

> Le mandat d'un groupe spécial est important pour deux raisons. Premièrement, *il vise un objectif important qui est de garantir une procédure régulière*: il donne aux parties et aux tierces parties des renseignements suffisants concernant les allégations en cause dans le différend pour leur permettre de répondre aux arguments du plaignant. Deuxièmement, il établit le domaine de compétence du groupe spécial en définissant les allégations précises en cause dans le différend. [pas d'italique dans l'original]

Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997, page 23 [ci-après dénommé "*Brésil – Noix de coco*, rapport de l'Organe d'appel"].

[13] *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 120.

[14] *Id.*, paragraphe 127; *Thaïlande – Acier*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 87.

obligations multiples. Dans une telle situation, l'énumération des articles d'un accord peut, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2.[15] [italique dans l'original]

4. Une communication ne peut pas "remédier" à l'insuffisance d'une demande d'établissement d'un groupe spécial

32. Il est bien établi qu'il doit être satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et que les communications du plaignant ne peuvent "remédier" aux insuffisances que comporterait cette demande. Dans l'affaire *CE – Bananes*, l'Organe d'appel a estimé ce qui suit:

> Nous ne sommes pas d'accord avec le Groupe spécial lorsqu'il dit que "même s'il subsistait une incertitude sur la question de savoir si la demande d'établissement du Groupe spécial répondait aux prescriptions de l'article 6:2, les premières communications écrites des plaignants avaient "remédié" à cette incertitude car elles étaient suffisamment détaillées pour présenter clairement toutes les questions factuelles et juridiques". L'article 6:2 du Mémorandum d'accord prescrit que les *allégations*, mais non les *arguments*, doivent toutes être indiquées de manière suffisante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre à la partie défenderesse et aux éventuelles tierces parties de connaître le fondement juridique de la plainte. Si une *allégation* n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les arguments présentés par une partie plaignante dans sa première communication écrite au groupe spécial ou dans d'autres communications ou exposés présentés ultérieurement pendant la procédure du groupe spécial ne peuvent ensuite "remédier" à une demande qui présente des lacunes.[16] [italique dans l'original]

---

[15] *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 124; *Thaïlande – Acier*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 87. Voir également le rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.13.

Dans l'affaire *Linge de lit*, le groupe spécial a rejeté certaines allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping parce que celle-ci n'avait pas exposé ces allégations dans sa demande d'établissement du groupe spécial. Ce dernier a rappelé que dans le différend *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*, l'Organe d'appel avait estimé qu'il pouvait y avoir des situations dans lesquelles la "simple énumération" des articles du traité ne satisferait pas aux critères de l'article 6:2. Il a ensuite ajouté:

> … les articles du traité dont il est allégué qu'ils ont été violés **ne sont même pas énumérés** dans la demande d'établissement d'un groupe spécial – la mention "article 6" (de l'Accord antidumping) n'apparaît pas du tout dans le document. Dans ces circonstances, nous considérons que le fondement juridique d'une plainte concernant cet article n'a pas été présenté du tout. … À notre avis, qui n'a pas formulé une allégation ne serait-ce que de la façon la plus minimaliste, en énumérant les articles du traité prétendument violés, ne peut pas y remédier en faisant référence à des communications ultérieures. … Par conséquent, le fait que l'Inde a peut-être pleinement élucidé sa position en ce qui concerne les violations alléguées de l'article 6 de l'Accord antidumping dans sa première communication écrite au Groupe spécial ne lui est d'aucun secours d'un point de vue juridique. À notre avis, celui qui ne mentionne même pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial l'article du traité dont il allègue qu'il y a eu violation ne formule pas d'allégation du tout. [caractères gras dans l'original]

Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, rapport du Groupe spécial, WT/DS141/R, adopté avec le rapport de l'Organe d'appel le 12 mars 2001, paragraphes 6.13 et 6.15 [ci-après dénommé "*CE – Linge de lit*, rapport du Groupe spécial"].

[16] *CE – Bananes*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 143. Voir également *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel,

33. Dans une affaire ultérieure, l'Organe d'appel a confirmé ce point de vue en indiquant qu'"une allégation *doit* figurer dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour relever du mandat d'un groupe spécial dans une affaire donnée".[17] [italique dans l'original]

5. Efforts déployés par la partie défenderesse pour obtenir des éclaircissements

34. Il a été fait observer dans le cadre d'affaires précédentes que la partie défenderesse peut demander à la partie plaignante des éclaircissements concernant les allégations qui ont été formulées. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *Thaïlande – Droits antidumping sur l'acier*:

> Compte tenu de l'importance de la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous encourageons les parties plaignantes à être précises lorsqu'elles indiquent le fondement juridique de la plainte. Nous notons également que rien dans le Mémorandum d'accord n'empêche une partie défenderesse de demander à la partie plaignante d'autres précisions sur les allégations formulées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, même avant le dépôt de la première communication écrite. À cet égard, nous appelons l'attention sur l'article 3:10 du Mémorandum d'accord qui impose aux Membres de l'OMC, si un différend survient, d'engager les procédures de règlement des différends "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". Comme nous l'avons dit précédemment, les "règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ont pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux, mais simplement le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux".[18]

WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998, paragraphe 72, note de bas de page 49; et *CE – Linge de lit*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.15. En outre, dans le différend *Argentine – Chaussures*, le groupe spécial a noté ce qui suit: "À l'évidence, une procédure régulière et la communication d'une information suffisante ne seraient pas assurées si une partie plaignante était libre d'ajouter à un stade ultérieur d'une procédure de groupe spécial de nouvelles mesures ou de nouvelles allégations à sa plainte initiale telle qu'elle était formulée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial." (*Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, rapport du Groupe spécial, WT/DS121/R, rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 12 janvier 2000, paragraphe 8.45).

[17] *Inde – Protection conférée par un brevet*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 89. Voir également *Brésil – Noix de coco*, rapport de l'Organe d'appel, page 24.

[18] *Thaïlande – Acier*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 97.

> De même, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, le groupe spécial a déclaré ce qui suit:
>
> … nous jugeons approprié de rappeler ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"* ("*États-Unis - FSC*"):
>
> > "[les] Membres défendeurs [devraient] porter au moment opportun et rapidement à l'attention du Membre plaignant, et de l'ORD ou du Groupe spécial, les manquements allégués aux règles de procédure, de façon que, le cas échéant, des corrections puissent être apportées pour régler les différends."
>
> Nous notons que l'Organe d'appel a dit ce qui précède lors de l'"exposé des éléments de preuve disponibles" requis par l'article 4.2 de l'Accord SMC dans le contexte d'une demande de *consultations*, et non d'une demande d'établissement d'un *groupe spécial*. Mais nous considérons néanmoins que la déclaration ci-dessus de l'Organe d'appel est pertinente pour notre examen des "circonstances entourant l'affaire" pour ce qui est de la question de procédure [article 6:2 du Mémorandum d'accord] qui nous est soumise. [italique dans l'original] [note de bas de page omise]

6. Préjudice causé à la partie défenderesse

35. Pour déterminer si l'article 6:2 a été violé, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont tenu compte du point de savoir s'il a été porté atteinte aux droits de la défense de la partie défenderesse au cours de la procédure de groupe spécial. Par exemple, dans l'affaire *Thaïlande – Acier*, en rejetant les allégations formulées par la Pologne au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping, le groupe spécial a déclaré ce qui suit:

> … nous constatons que la Thaïlande a démontré, en ce qui concerne les allégations formulées par la Pologne au titre de cet article, qu'il avait été porté atteinte à sa capacité de se défendre au cours de la procédure du Groupe spécial. Ce préjudice est fonction du fait que la nature et la portée précises de ces allégations formulées au titre de l'article 6 sont demeurées incertaines et ambiguës pour la Thaïlande – et pour nous – même après que la Pologne eut présenté sa première communication écrite.[19]

36. Dans l'affaire *Linge de lit*, le groupe spécial a fait des commentaires au sujet de la question du préjudice dans le cas où une partie plaignante n'a pas formulé d'allégation particulière dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial:

> En l'absence de toute référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial à l'article du traité dont il est allégué qu'il y a eu violation, la question du dommage qui pourrait résulter du fait qu'une allégation n'est pas formulée avec suffisamment de clarté ne se pose tout simplement pas. … Qu'elle ait ou non été commise par inadvertance, l'omission de l'article 6 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial a fait que le Membre défendeur, soit les Communautés européennes, et les pays tiers n'ont pas su que l'Inde avait l'intention de présenter des allégations au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping dans cette affaire, et étaient en droit de conclure qu'elle ne le ferait pas. Par conséquent, l'Inde serait de toute façon forclose à présenter de telles allégations.[20]

B. LES QUESTIONS EN CAUSE

37. Conformément aux principes fondamentaux d'équité procédurale, tels qu'ils ont été énoncés par l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Acier*, le Canada a le droit de savoir à quelle argumentation il doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'il puisse préparer sa défense. Comme l'Organe d'appel l'a bien précisé, cette prescription relative à la régularité de la procédure est "fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends."

38. Même si le Brésil n'avait pas l'obligation de présenter ses allégations 1 et 2 dans une procédure au titre de l'article 21:5, il n'en demeure pas moins que celles-ci sont incompatibles avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce qu'elles n'indiquent pas les mesures spécifiques en cause et parce qu'elles n'énoncent pas clairement le problème. L'un ou l'autre manquement constitue en soi une violation de l'article 6:2. Les allégations 5 et 7 du Brésil sont de même incompatibles avec cet

---

États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie, rapport du Groupe spécial, WT/DS/177/R, WT/DS178/R, adopté avec le rapport de l'Organe d'appel le 16 mai 2001, paragraphes 5.44 et 5.45.

[19] *Thaïlande – Acier*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.29. La Pologne n'a pas fait appel de cette constatation.

[20] *CE – Linge de lit*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.16.

article. Le fait que le Brésil ne s'est pas conformé aux prescriptions dudit article compromet l'équité fondamentale de la présente procédure.

39. Les incompatibilités spécifiques de chaque allégation avec les prescriptions de l'article 6:2 sont exposées ci-après.

1. Allégation 1

40. Ainsi qu'il est noté plus haut, dans l'allégation 1, le Brésil déclare ce qui suit:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada , ou par son intermédiaire, sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

41. La référence faite aux "crédits à l'exportation" est extrêmement large. Toute pratique qui permet le report de paiement pour un bien ou un service exporté pourrait fort bien être considérée comme un "crédit à l'exportation". En outre, les termes "crédits à l'exportation" ne se limitent ni à la transaction Air Wisconsin ni à l'industrie des avions de transport régional. La portée de ces termes, sans plus amples précisions, est infinie. Le Brésil n'a indiqué ni le sens ni la portée de son allégation.

42. Les termes "Compte du Canada" ne sont en aucune manière limités dans l'allégation du Brésil. Ils ne se limitent ni à la transaction Air Wisconsin ni à l'industrie des avions de transport régional. Il apparaît d'après les termes de l'allégation que le Brésil met en cause le Compte du Canada dans son ensemble. Les transactions de ce dernier se chiffrent à plusieurs centaines et vont de transactions d'aide liée à des produits d'assurance.[21]

43. Par conséquent, le Canada estime qu'en utilisant les termes "crédits à l'exportation" et "Compte du Canada", le Brésil n'a ni indiqué comme il convenait les mesures spécifiques en cause ni énoncé clairement le problème, contrairement à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

44. Le Canada ne sait donc pas quelles violations le Brésil allègue ni à quelle argumentation il doit répondre.

2. Allégation 2

45. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, l'allégation 2 a la teneur suivante:

---

[21] Pour examiner des termes de portée aussi vaste que "Compte du Canada", il est utile de rappeler les observations du Groupe spécial *Japon – Pellicules* lorsqu'il a été confronté à une demande similaire:

> Lorsque nous examinons si ces … mesures ont été suffisamment indiquées dans la demande d'établissement du Groupe spécial, nous notons qu'à la différence de la Loi sur les primes, qui vise un domaine relativement restreint (c'est-à-dire les primes), la Loi antimonopole a un très large champ d'application et traite d'une gamme étendue de questions. À proprement parler, nous aurions quelque scrupule à dire qu'une référence à la Loi antimonopole suffirait à elle seule à faire entrer toutes les mesures prises par le Japon au titre de la loi dans le champ de la demande d'établissement du Groupe spécial.

Il n'a cependant pas été nécessaire que le Groupe spécial *Japon – Pellicules* se prononce sur ce point. (*Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, rapport du Groupe spécial, WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998, paragraphe 10.16).

> Le Canada n'a pas mis en œuvre le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5, adopté par l'ORD, demandant que le Canada retire les subventions au titre du Compte du Canada.

46. Dans son rapport sur l'affaire *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*, l'Organe d'appel n'a laissé subsister aucun doute quant au fait que [l']identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur *est toujours nécessaire* aussi bien pour définir le mandat d'un groupe spécial que pour informer le défendeur et les tierces parties des allégations formulées par le plaignant; cette identification est *une condition minimale* pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé.[22] [pas d'italique dans l'original]

47. Toutefois, dans l'allégation 2, le Brésil n'a indiqué aucune des disposition du traité que le Canada a prétendument violées. Il ne fait référence à aucune disposition des Accords de l'OMC. Il ne satisfait donc pas aux "conditions minimales" énoncées à l'article 6:2. Comme l'a fait observer le Groupe spécial *Linge de lit*, "… celui qui ne mentionne même pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial l'article du traité dont il allègue qu'il y a eu violation ne formule pas d'allégation du tout".[23]

48. En outre, les arguments de l'allégation 1 en ce qui concerne le "Compte du Canada" valent aussi bien pour l'allégation 2 et sont incorporés ici par référence.

3. Allégation 5

49. La cinquième allégation du Brésil a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE, ou par son intermédiaire, sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

50. Les arguments de l'allégation 1 en ce qui concerne les "crédits à l'exportation" valent aussi bien pour l'allégation 5 et sont incorporés ici par référence.

51. En outre, la référence faite par le Brésil à "la SEE" est de même si large qu'elle défie toute définition. Le terme "SEE" dans cette allégation ne se limite ni à la transaction Air Wisconsin ni à l'industrie des avions de transport régional. L'allégation paraît être une attaque mal définie contre la SEE dans son ensemble, allégation qui serait susceptible de viser des centaines de clients et plusieurs milliers de transactions depuis 1995.

52. L'insuffisance de l'allégation du Brésil ressort des paragraphes 46 et 65 de la première communication du Brésil. Il y est indiqué que dans la présente procédure le Brésil cherche à mettre en cause non seulement la sorte de "contributions financières" de la SEE dont il est question dans l'affaire *Canada – Aéronefs* (c'est-à-dire celles visées par le paragraphe 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC), mais aussi une gamme illimitée de "services financiers" visés au paragraphe 1.1 a) 1) iii). Dans son allégation, le Brésil n'a ni spécifié les services qu'il met en cause ni même indiqué les dispositions spécifiques de l'article premier sur lesquelles il fait fond, contrairement aux prescriptions de l'article 6:2 telles qu'elles ont été interprétées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*.

---

[22] *Corée – Sauvegarde concernant des produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 124.
[23] *CE – Linge de lit*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.15.

53. Par conséquent, le Canada estime qu'en utilisant les termes "crédits à l'exportation" et "SEE", le Brésil n'a ni indiqué comme il convenait la mesure spécifique en cause ni énoncé clairement le problème, contrairement à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

4. Allégation 7

54. La septième allégation du Brésil a la teneur suivante:

> Les crédits à l'exportation et les garanties accordés par *Investissement Québec*, y compris les garanties de prêts, les garanties de participation, les garanties de la valeur résiduelle et les "garanties de pertes initiales" sont des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

55. Les arguments de l'allégation 1 en ce qui concerne les "crédits à l'exportation" valent aussi bien pour l'allégation 7, et sont incorporés ici par référence.

56. En outre, la référence faite à "Investissement Québec" dans l'allégation 7 ne se limite ni à la transaction Air Wisconsin ni à l'industrie des avions de transport régional.

57. Par conséquent, le Canada estime qu'en utilisant les termes "crédits à l'exportation" et "Investissement Québec", le Brésil n'a ni indiqué comme il convenait les mesures spécifiques en cause ni énoncé clairement le problème, contrairement à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

C. LE BRESIL A REPOUSSE LES EFFORTS FAITS PAR LE CANADA POUR OBTENIR DES ECLAIRCISSEMENTS

58. Le Canada s'est efforcé de bonne foi d'obtenir des éclaircissements en ce qui concerne la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil. Le 16 mai 2001, il a adressé une lettre au Président du Groupe spécial, par laquelle il demandait les éclaircissements précis ci-après. Cette lettre avait en partie la teneur suivante:

> Afin de savoir quels sont les arguments auxquels il doit répondre et quelles sont les violations que le Brésil allègue, le Canada demande au Brésil de fournir de plus amples éclaircissements quant à certaines de ces allégations. En particulier:
>
> 1. Le Canada demande confirmation au Brésil que, d'après l'intitulé du présent différend et comme suite aux consultations menées le 21 février 2001 qui sont décrites dans la demande du Brésil, les allégations 1, 5 et 7 de celui-ci sont censées ne se référer qu'à certaines pratiques ou certains programmes qui concernent les aéronefs régionaux.
>
> 2. Le Canada demande des éclaircissements quant au point de savoir si les allégations 1, 5 et 7 du Brésil ont trait à certaines pratiques ou certains programmes en soi ou à la manière dont ils ont été appliqués dans des cas précis. Dans cette dernière hypothèse, le Canada demande que le Brésil indique les applications des pratiques ou programmes auxquelles ses allégations se réfèrent.
>
> 3. Dans ses allégations 1, 5 et 7, le Brésil soutient que les "crédits à l'exportation" sont des subventions à l'exportation prohibées. Sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique que les "crédits à l'exportation" comprennent certains types de pratiques, mais ses allégations ne paraissent pas se limiter à ces types de "crédits à l'exportation". Il en est de même des "garanties" tel que ce terme est employé dans son allégation 7. Le Canada demande que le Brésil

> indique les types de crédits à l'exportation et de garanties auxquels ces allégations se réfèrent.
>
> 4. Dans son allégation 1, le Brésil soutient que certaines pratiques "sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées ...". Le Canada demande des éclaircissements quant à la distinction que le Brésil fait entre "sont" et "demeurent".
>
> 5. L'allégation 3 du Brésil se réfère aux crédits à l'exportation octroyés à l'"industrie des avions de transport régional" par l'intermédiaire du Compte du Canada. Le Canada demande des éclaircissements quant à ce qu'il faut entendre par "industrie des avions de transport régional" telle que cette expression est employée dans cette allégation.
>
> Afin de lui permettre de préparer sa défense avant même le dépôt des premières communications écrites, le Canada demande que le Brésil fournisse ces éclaircissements pour le lundi 21 mai 2001 au plus tard.

59. Le Brésil a brièvement refusé de fournir les éclaircissements demandés. Dans une lettre adressée au Président du Groupe spécial datée du 21 mai, le Brésil a indiqué ce qui suit:

> Dans une lettre adressée au Groupe spécial datée du 16 mai 2001, le Canada a demandé que le Brésil fournisse une "confirmation" et des "éclaircissements" concernant un certain nombre de points ayant trait à la mise en cause par le Brésil de plusieurs subventions accordées par le Canada. Conformément à la pratique normale à l'OMC, le Brésil a l'intention d'exposer sa position au Groupe spécial, au Canada et aux tierces parties dans sa première communication écrite au Groupe spécial, au moment fixé par ce dernier dans ses Procédures de travail.

Le Brésil a donc refusé de fournir des éclaircissements au sujet de ses allégations, malgré les demandes du Canada.

D. PAS DE "REMEDE"

60. Il doit être satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 dans la demande d'établissement du groupe spécial. Ainsi qu'il ressort clairement du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Bananes*, les communications ultérieures du Brésil ne peuvent "remédier" aux insuffisances que comporte la demande d'établissement du groupe spécial en ce qui concerne les allégations 1, 2, 3, 5 et 7.

E. ATTEINTE PORTEE AUX MOYENS DE DEFENSE DU CANADA

61. Comme c'était le cas pour la Thaïlande dans le différend *Droits antidumping sur l'acier*, l'atteinte portée à la capacité du Canada de se défendre est fonction du fait que la nature et la portée précises des allégations formulées par le Brésil sont demeurées incertaines et ambiguës.[24] Les violations par le Brésil des prescriptions impératives de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord portent atteinte à la capacité du Canada de préparer et de présenter une défense complète dans la présente procédure.

---

[24] En ce qui concerne l'allégation 2, dans laquelle le Brésil n'indique aucune des dispositions du traité que le Canada a prétendument violées, le Canada rappelle que dans l'affaire *Linge de lit* le Groupe spécial a déclaré ce qui suit: "la question du dommage qui pourrait résulter du fait qu'une allégation n'est pas formulée avec suffisamment de clarté ne se pose tout simplement pas." *CE – Linge de lit*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.16.

V. DEMANDE DE DECISIONS PRELIMINAIRES

62. Le Canada a l'honneur de demander que le Groupe spécial formule les constatations préliminaires ci-après en ce qui concerne sa compétence:

1) Les allégations 2 et 3 soulèvent des questions de mise en conformité ayant trait à un autre différend. Le Brésil était tenu de présenter ces allégations au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. En conséquence, les allégations 2 et 3 n'entrent pas dans la compétence du Groupe spécial;

2) La référence faite dans l'allégation 1 à certains crédits à l'exportation qui "demeurent" des subventions prohibées soulève de même des questions de mise en conformité ayant trait à un autre différend. Cette allégation doit-elle aussi à bon droit faire l'objet d'une procédure au titre de l'article 21:5 et, en conséquence, n'entre pas dans la compétence du Groupe spécial; et

3) Les allégations 1, 2, 5 et 7 sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et, partant, ces allégations n'entrent pas dans la compétence du Groupe spécial.

ANNEXE B-4

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU CANADA

(18 juin 2001)

TABLE DES MATIERES

Page

I. INTRODUCTION B-27

II. LE CONTEXTE DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE ET LES FAITS B-28

A. LE PROGRAMME BRÉSILIEN PROEX B-28

B. AIR WISCONSIN B-29

C. LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS B-31

III. CONSTATATIONS PERTINENTES FORMULÉES DANS L'AFFAIRE CANADA - AÉRONEFS I B-31

A. LES ALLÉGATIONS "EN SOI" DU BRÉSIL DANS L'AFFAIRE CANADA – AÉRONEFS I B-31

B. LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ TEL QU'IL ÉTAIT APPLIQUÉ MIS EN CAUSE DANS L'AFFAIRE CANADA - AÉRONEF I B-32

C. LE COMPTE DU CANADA TEL QU'IL ÉTAIT APPLIQUÉ MIS EN CAUSE DANS L'AFFAIRE CANADA - AÉRONEFS I B-33

IV. ARGUMENTATION JURIDIQUE B-33

A. LE COMPTE DU CANADA "EN TANT QUE TEL" B-33

B. LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ "EN TANT QUE TEL" B-34

C. INVESTISSEMENT QUÉBEC "EN TANT QUE TELLE" B-35

D. LE COMPTE DU CANADA – LA TRANSACTION AIR WISCONSIN B-36

i) Le Canada a offert un financement à Air Wisconsin sur la base d'un alignement en réponse à l'offre du Brésil. B-36

ii) La transaction Air Wisconsin remplit les conditions requises pour bénéficier du "refuge" offert par le second paragraphe du point k) B-37

iii) L'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE. B-38

E. LE FINANCEMENT PAR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ DE LA SEE B-40

i) Contribution financière B-40

ii) Un financement accordé par le Compte de la Société et portant sur des avions de transport régional ne confère pas un avantage. B-41

Page

iii) Conclusion B-46
F. FINANCEMENT PAR INVESTISSEMENT QUÉBEC B-46
i) Contribution financière B-46
ii) Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'un "avantage" B-46
iii) Le Brésil n'a pas démontré la subordination à l'exportation B-47
iv) Conclusion B-48
V. CONCLUSION B-48

I. INTRODUCTION

1. La présente communication constitue la réponse initiale du Canada aux allégations du Brésil selon lesquelles le Canada accorde des subventions à l'exportation incompatibles avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC"). La tâche de répondre est rendue difficile par le fait que le seul élément clair et cohérent de la plainte du Brésil à chaque étape de la procédure dans le présent différend est l'offre de financement faite par le Canada pour la vente d'avions de transport régional à réaction à Air Wisconsin Airlines Corporation ("Air Wisconsin"). Quoi qu'il en soit, le Canada répondra à toutes les allégations du Brésil, pour autant qu'elles lui sont compréhensibles, en attendant que le Groupe spécial donne suite à la demande qu'il lui a adressée, dans sa communication préliminaire, afin qu'il rende des décisions préliminaires au sujet de certaines des allégations du Brésil.

2. Dans sa plainte au sujet du financement d'Air Wisconsin, le Brésil a négligé de mentionner que l'offre du Canada était faite dans le but de s'aligner sur le financement proposé l'année dernière à Air Wisconsin par le Brésil, par l'intermédiaire de son programme de réduction des taux d'intérêt PROEX (Programa de Financiamento as Exportações) et de la BNDES (Banco Nacional de Desenvolvimento Económico e Social). Dans le cadre d'une procédure de l'OMC distincte[1], le Brésil a nié que son programme PROEX constitue actuellement une subvention à l'exportation illicite. Si le Brésil a raison, cela veut dire que l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin doit aussi être compatible avec l'Accord SMC, étant donné que dans le cadre de cet accord, le Brésil n'a aucun moyen de défense au sujet du financement des avions de transport régional qui ne soit également à la disposition du Canada. Cependant, même si, comme le pense le Canada, l'offre faite par le Brésil à Air Wisconsin était une subvention à l'exportation illicite, l'offre d'alignement du Canada bénéficie du "refuge" offert par le second paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation qui figure à l'Annexe I de l'Accord SMC.

3. Dans sa première communication[2], le Brésil paraît alléguer de manière générale que tout financement par la Société pour l'expansion des exportations ("SEE") et par Investissement Québec est, en tant que tel, une subvention à l'exportation qui enfreint les dispositions de l'Accord SMC. En outre, le Brésil semble mettre en cause soit les types de financement offerts par ces organismes soit des transactions spécifiques dans lesquelles ces organismes sont ou seraient intervenus.

4. En tout état de cause, les allégations du Brésil sont sans fondement. La SEE gère deux programmes, le Compte du Canada et le Compte de la Société. Dans le cadre d'un précédent différend soumis par le Brésil, ces deux programmes ont été considérés comme procédant du droit facultatif plutôt que du droit impératif.[3] Le financement offert par le Compte du Canada est conforme aux dispositions en matière de taux d'intérêt de *l'Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*[4] ("Arrangement de l'OCDE" ou "Arrangement") et remplit donc les conditions nécessaires pour bénéficier du "refuge" du point k). Depuis 1998, tous les financements accordés par le Compte de la Société et portant sur des avions de transport régional s'inscrivent dans un cadre commercial et ne confèrent donc pas un "avantage" au sens de l'article

---

[1] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46.

[2] *Canada - Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, WT/DS222, première communication du Brésil, 30 mai 2001 [ci-après dénommée "Première communication du Brésil"].

[3] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, paragraphes 9.123 et 9.129 [ci-après dénommé *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial].

[4] OCDE, *Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* (Paris: OCDE, 1998) (pièce n° 42 du Brésil).

premier de l'Accord SMC.[5] De même, Investissement Québec ne procède pas du droit impératif, le financement qu'il offre ne confère pas un "avantage" et, même compte tenu des éléments de preuve présentés par le Brésil, il n'est pas subordonné aux résultats à l'exportation.

5. Ses plaintes n'étant pas fondées, le Brésil essaie d'étayer sa thèse en s'appuyant sur des interprétations erronées de l'Accord SMC, d'arguments juridiques indéfendables et de citations sélectives et parfois inexactes de documents publics et d'articles de presse. Il n'en ressort aucunement que le Canada a manqué de quelque manière que ce soit aux obligations qu'il a souscrites dans le cadre de l'OMC.

6. Dans la présente communication, le Canada montrera tout d'abord que les programmes ou les organismes mis en cause par le Brésil ne sont pas, "en tant que tels", incompatibles avec l'Accord SMC. Il montrera ensuite que son alignement sur l'offre de financement faite par le Brésil à Air Wisconsin est autorisé en vertu de l'Accord SMC. Enfin, il montrera que la plainte du Brésil selon laquelle le recours à un financement par le Compte de la Société ou par Investissement Québec est incompatible avec l'Accord SMC est sans fondement.

II. LE CONTEXTE DE LA PRESENTE PROCEDURE ET LES FAITS

A. LE PROGRAMME BRESILIEN PROEX

7. Chacun sait que la présente procédure s'inscrit dans le cadre d'un différend plus large. De nombreux documents attestent que le Brésil mène depuis plusieurs années une campagne de subventions à l'exportation illicites pour faire gagner des contrats et des parts de marché à Embraer aux dépens de ses concurrents, en particulier de Bombardier.

8. En 1999 et à nouveau l'an dernier, l'ORD a établi que le Brésil accordait des subventions à l'exportation illicites à Embraer dans le cadre de PROEX, programme brésilien de réduction des taux d'intérêt pour l'exportation. Grâce à PROEX, le Brésil finance la réduction du taux d'intérêt que peut obtenir sur le marché un acheteur potentiel d'avions Embraer. La version initiale du programme PROEX ("PROEX I") prévoyait des réductions de taux d'intérêt allant jusqu'à 3,8 points de pourcentage. Cela signifie qu'un acheteur potentiel qui devrait autrement financer l'achat d'avions Embraer à un taux d'intérêt en vigueur sur le marché de 8 pour cent, par exemple, obtiendrait un financement à un taux d'intérêt de 4,2 pour cent grâce au programme PROEX I de réduction du taux d'intérêt.

9. Après qu'un groupe spécial eut constaté et que l'Organe d'appel eut affirmé que ces subventions PROEX étaient illicites[6], l'ORD a décidé que le Brésil avait jusqu'au 18 novembre 1999 pour les retirer. Le Brésil a allégué qu'il s'était conformé à la décision initiale de l'ORD en révisant le programme PROEX afin de ramener la réduction du taux d'intérêt à 2,5 points de pourcentage ("PROEX II"), mais il a refusé de cesser d'accorder des subventions pour ce qui était des avions dont la livraison était prévue par contrat après la date de mise en conformité du 18 novembre 1999.

10. Dans une procédure prévue à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord), il a été constaté que le Brésil ne s'était pas conformé à la décision initiale de l'ORD parce que i) il avait continué après le 18 novembre 1999 à livrer des aéronefs

[5] Du 1er janvier 1995 à la fin de 1997, le Compte de la Société a également été utilisé pour [ ] opérations officielles de soutien. Ces opérations étaient conformes aux dispositions de l'Arrangement de l'OCDE. Elles portaient sur un total de [ ] avions à hélice, mais sur aucun avion de transport régional à réaction.

[6] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/R, adopté le 20 août 1999 [ci-après dénommé "*Brésil – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial"] et *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999 [ci-après dénommé "*Brésil – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel"].

subventionnés au titre de PROEX I selon les termes de contrats conclus avant cette date et les subventions PROEX étaient accordées à la livraison des aéronefs; ii) PROEX II demeurait une subvention à l'exportation prohibée que le Brésil continuait d'accorder pour les avions de transport régional à réaction Embraer.[7] Les parties n'étant pas parvenues à se mettre d'accord sur une compensation, le Canada a demandé et obtenu l'autorisation de l'Organe d'appel de prendre des contre-mesures à l'encontre du Brésil d'un montant de 344,2 millions de dollars canadiens par an.[8]

11. En décembre 2000, le Brésil a annoncé qu'il avait à nouveau révisé le programme PROEX. Selon le Brésil, cette révision, qu'on désignera par PROEX III, a consisté à reprendre le programme qui avait été considéré à deux reprises comme une subvention à l'exportation illicite, mais en limitant théoriquement les réductions de taux d'intérêt PROEX à la valeur du taux d'intérêt commercial de référence (ou "TICR"). Le TICR est un taux construit établi et publié par l'OCDE en tant qu'élément de l'Arrangement.[9] La position du Brésil est qu'il peut offrir des réductions de taux jusqu'à concurrence du TICR, sans devoir satisfaire aucune des autres conditions ou modalités requises au titre de l'Arrangement ou par le marché. Le Brésil prétend qu'à la suite de cette révision, les réductions de taux d'intérêt PROEX III ne sont plus des subventions à l'exportation prohibées. Le Canada ne partage pas cette opinion et a contesté la conformité du programme PROEX III avec les règles de l'OMC dans le cadre d'une procédure distincte au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

B. AIR WISCONSIN

12. Après que les arbitres eurent rendu leur décision dans le cadre de la procédure prévue à l'article 22:6, Embraer et Bombardier sont entrés en concurrence pour obtenir une importante commande d'Air Wisconsin portant sur environ [ ] avions de transport régional à réaction, pour un montant approximatif de [ ] milliards de dollars canadiens. Air Wisconsin est une compagnie aérienne régionale américaine. Elle est liée à United Airlines Inc. par un accord de partage de code.

13. À la fin d'octobre 2000, le Canada a appris que le Brésil était prêt à financer la vente d'avions de transport régional à réaction Embraer à Air Wisconsin à des conditions beaucoup plus favorables que celles qu'Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché. Il était donc évident que pour réaliser une vente importante, le Brésil offrait à nouveau des subventions à l'exportation incompatibles avec l'Accord SMC.

14. Embraer a insisté pour que soit conclu un accord de confidentialité commerciale qui empêchait Air Wisconsin de divulguer au Canada les détails précis de l'offre brésilienne. Cependant, au vu des réponses de responsables d'Air Wisconsin à diverses questions posées par des fonctionnaires canadiens, le gouvernement du Canada a conclu que les conditions de l'offre

---

[7] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000 [ci-après dénommé "*Brésil – Aéronefs*; rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5"] et *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS46/AB/RW, adopté le 4 août 2000 [ci-après dénommé "*Brésil – Aéronefs*; rapport de l'Organe d'appel au titre de l'article 21:5"].

[8] *Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs: Recours du Brésil à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4.11 de l'Accord SMC*, Décision des arbitres, WT/DS46/ARB, adopté le 12 décembre 2000.

[9] Le TICR s'obtient en prenant la moyenne des taux des bons du Trésor américains à sept ans (dans le cas des transactions portant sur des avions de transport régional, c'est-à-dire de la catégorie A selon l'annexe III de l'Arrangement, en dollars EU et pour lesquelles les délais de remboursement vont de huit ans et demi à dix ans) du mois précédent majorée de 100 points de base. Voir l'article 16 du texte principal. Il est d'usage dans le secteur des avions de transport régional d'utiliser le dollar EU.

brésilienne consistaient notamment en [ ]. Des éléments de preuve concernant l'offre du Brésil figurent dans la pièce confidentielle n° 1 et la pièce n° 2 du Canada.[10]

15. Pour certains observateurs, la stratégie du Brésil a consisté à prolonger les négociations et le litige en vue de continuer à accorder des subventions illicites afin de gagner des parts de marché. Comme l'a relaté un grand journal brésilien lorsque la décision d'arbitrage au titre de l'article 22:6 a été rendue:

> "Mais la plus grande victoire du Ministère des affaires étrangères a trait au fait qu'il a pu faire durer le différend avec le Canada pendant presque quatre ans. Entre-temps, Embraer est devenu l'un des plus grands constructeurs mondiaux d'aéronefs. Aujourd'hui, la compagnie détient la moitié du marché mondial des avions commerciaux petits porteurs (offrant jusqu'à 70 sièges). Pour faire durer le plus possible les négociations, le Ministère des affaires étrangères a passé des contrats avec de gros cabinets d'avocats étrangers spécialisés dans le commerce international."[11]

16. Près de trois années de litige au sein de l'OMC ont montré que le Brésil ne tiendrait pas les engagements souscrits dans le cadre de l'OMC. Les décisions de quatre groupes spéciaux et de l'Organe d'appel avaient confirmé que le programme PROEX était une subvention à l'exportation illicite et l'ORD avait demandé vainement au Brésil, à deux reprises, de retirer ces subventions. En outre, l'année précédente, le Brésil avait repoussé les efforts faits par le Canada pour parvenir à une solution négociée dans le cadre de laquelle les deux pays se seraient engagés à offrir un financement aux conditions du marché ou de l'Arrangement. L'expérience de PROEX I et II avait montré que même si ces subventions à l'exportation étaient jugées illicites, le Brésil, une fois qu'il aurait pris des engagements de financement, ne renoncerait pas à accorder ces subventions pour des avions dont la livraison serait encore à venir.

17. Ainsi, il était clair qu'au mieux, les procédures de règlement des différends de l'OMC pourraient donner lieu à des réparations limitées pour ce qui était de la vente à Air Wisconsin. Cette vente échapperait définitivement au Canada, à moins qu'il ne puisse s'aligner sur l'offre du Brésil. Par conséquent, le gouvernement canadien a opté pour une double démarche, afin d'essayer de prévenir l'octroi par le Brésil de subventions illicites et de préserver la concurrence pour la vente à Air Wisconsin. D'une part donc, le Canada a engagé en janvier 2001 une nouvelle procédure au titre de l'article 21:5 pour vérifier les assertions du Brésil selon lesquelles le programme PROEX III était conforme aux recommandations et décisions visées dans le Mémorandum d'accord et dans l'Accord SMC. Ce groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 devait remettre son rapport intérimaire le 20 juin 2001 et distribuer son rapport final avant la fin de juillet de l'année courante.

18. La seconde partie de la démarche canadienne a consisté à utiliser le programme Compte du Canada pour soutenir l'offre présentée par Bombardier pour le contrat Air Wisconsin avec un financement qui permettait d'égaler le soutien offert par le Brésil à Air Wisconsin. Un tel alignement, autre qu'à l'identique pour certains points, est permis en vertu de l'Arrangement de l'OCDE et, selon le Canada, au titre de l'exception prévue au second paragraphe du point k) de l'annexe I de l'Accord SMC. Le Canada tient en outre le raisonnement suivant: si, dans la procédure en cours au titre de l'article 21:5, il est constaté que le Brésil a raison d'alléguer que le programme PROEX III est

---

[10] Voir [ ], en date du 21 mars 2001 [ci-après dénommée "Déclaration [ ]"] (pièce confidentielle n° 1 du Canada) et la lettre adressée par [ ], société gérée par Air Wisconsin Airlines Corporation, à A. Sulzenko, Vice-Ministre adjoint, Politique industrielle et scientifique, en date du 20 mars 2001 [ci-après dénommée "Lettre d'Air Wisconsin"] (pièce n° 2 du Canada).

[11] Guilherme Barros, "Le Canada peut prendre des mesures de rétorsion contre le Brésil pour un montant de 1,3 milliard de dollars EU, *Folha de Sao Paulo* (22 août 2000) (pièce n° 3 du Canada).

conforme à l'Accord SMC, alors le soutien canadien, fondé sur l'alignement, sera lui aussi conforme audit accord sans qu'il soit besoin d'invoquer le second paragraphe du point k).

C. LA SOCIETE POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

19. Un grand nombre des allégations formulées par le Brésil dans le cadre du présent différend sont dirigées contre la Société pour l'expansion des exportations ("SEE"). La SEE est une société constituée selon les lois canadiennes et détenue à 100 pour cent par l'État. Elle est gérée selon les principes commerciaux et a pour mission:

a) de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada; et

b) de soutenir et de développer, directement ou indirectement, la capacité du Canada:

i) de participer aux exportations; et

ii) de profiter des débouchés offerts sur le marché international.[12]

20. Les activités menées par la SEE pour son propre compte sont appelées activités "Compte de la Société". La SEE peut aussi entreprendre et gérer des opérations de financement qu'elle n'entreprendrait pas si le gouvernement canadien ne leur reconnaissait pas un intérêt national. Les obligations découlant de ces activités sont financées par l'État, qui assume directement les risques. Ces activités relèvent de ce qu'on appelle le "Compte du Canada". Les transactions relevant du Compte du Canada seront toujours conformes à l'Arrangement de l'OCDE, comme le Canada s'y est engagé en réponse à la décision rendue par l'ORD le 20 août 1999 dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*.

III. CONSTATATIONS PERTINENTES FORMULEES DANS L'AFFAIRE *CANADA - AERONEFS I*

21. Dans sa première communication, le Brésil fait référence aux constatations formulées par le groupe spécial et par l'Organe d'appel à l'issue des diverses procédures engagées dans le cadre de l'affaire *Canada – Aéronefs I*. Certaines de ces constatations sont en fait pertinentes pour le présent différend, y compris les constatations relatives aux programmes Compte de la Société et Compte du Canada de la SEE.

22. Dans la procédure initiale de groupe spécial engagée dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*, les parties et le groupe spécial ont fait une distinction entre le programme Compte de la Société de la SEE (dénommé "programme de la SEE" par le groupe spécial) et le Compte du Canada. Le Brésil a mis en cause les deux programmes comme étant en soit (c'est-à-dire "en tant que tels") des subventions à l'exportation et tels qu'ils sont appliqués dans le cadre de transactions spécifiques.[13]

A. LES ALLEGATIONS "EN SOI" DU BRESIL DANS L'AFFAIRE *CANADA - AERONEFS I*

23. Appliquant "[la distinction] que les groupes spéciaux du GATT/de l'OMC ont toujours fait[e] … entre le droit facultatif et le droit impératif"[14], le groupe spécial a constaté que le Brésil n'avait pas démontré que le Compte de la Société en tant que tel prescrivait l'octroi de subventions. Il a constaté que le programme Compte de la Société était en fait "un texte facultatif", étant donné que la

[12] Voir la *Loi sur l'expansion des exportations*, S.R.C. 1985, c. E-20, a.10 (pièce n° 17 du Brésil).
[13] *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 9.121, 9.130, 9.204 et 9.214.
[14] *Id*., paragraphe 9.124.

législation ne faisait en aucun cas obligation au Canada d'accorder des subventions à l'exportation illicites.[15]

24. Le groupe spécial a formulé des constatations similaires dans le cas du Compte du Canada: "nous estimons que le Brésil n'a pas démontré que le programme Compte du Canada en tant que tel prescrivait l'octroi de subventions subordonnées aux résultats à l'exportation. Le programme Compte du Canada [était] plutôt un texte facultatif".[16] Le Brésil n'a pas fait appel de ces constatations, qu'il s'agisse du Compte de la Société ou du Compte du Canada, et elles ont été adoptées sans modification par l'ORD avec les rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel le 20 août 1999.

B. LE COMPTE DE LA SOCIETE TEL QU'IL ETAIT APPLIQUE, MIS EN CAUSE DANS L'AFFAIRE *CANADA - AERONEFS I*

25. À l'appui de ses allégations selon lesquelles le Compte de la Société tel qu'il était appliqué accordait des subventions à l'exportation prohibées, le Brésil a mis en cause, dans l'affaire *Canada - Aéronefs I*, certaines formes d'aide au financement prétendument fournies par la SEE aux constructeurs canadiens d'avions de transport régional, y compris un financement sous forme de crédits et des garanties de prêts.

26. En cherchant à établir qu'un financement sous forme de crédits accordé par le Compte de la Société constituait un avantage, le Brésil s'est appuyé sur un grand nombre des déclarations de responsables et des assertions au sujet des résultats de la SEE qu'il a de nouveau mises en avant dans le présent différend. Le groupe spécial a déclaré qu'il ne pensait pas "que les éléments de preuve et les arguments présentés par le Brésil concernant les déclarations de fonctionnaires de la SEE ou les résultats financiers globaux de la Société attest[aient] d'un financement sous forme de crédits subventionné"[17] et que "les arguments concernant les déclarations de fonctionnaires de la SEE et les résultats financiers de la Société, avancés par le Brésil, n'a[vaient] pas permis de démontrer que le financement sous forme de crédits de la SEE en général conférait un "avantage"."[18]

27. Dans l'affaire *Canada - Aéronefs I*, le Brésil a tenté en outre de fonder son argumentation sur des éléments de preuve concernant certaines transactions. S'agissant du financement sous forme de crédits et des garanties de prêts, il s'est appuyé sur des éléments de preuve qu'il a de nouveau présentés dans le présent différend et qui se rapportent à deux transactions auxquelles ASA et Comair ont respectivement pris part.

28. Le groupe spécial *Canada - Aéronefs I* a estimé que "les arguments présentés par le Brésil au sujet d'ASA ne permett[aient] pas de rendre une constatation confirmant que ce cas particulier de financement sous forme de crédits de la SEE ou le financement sous forme de crédits accordé aux constructeurs d'avions de transport régional en général confér[ait] un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC"[19] et que "les éléments de preuve présentés par le Brésil au sujet du contrat de financement conclu avec ASA ne prouv[aient] aucunement que le principe général qui présid[ait] au financement sous forme de crédits de la SEE, qui consist[ait] à couvrir les coûts et à prévoir une marge de risque minimale, n'[avait] pas été appliqué dans le secteur des avions de transport régional".[20]

---

[15] *Id.*, paragraphe 9.129.
[16] *Id.*, paragraphe 9.213.
[17] *Id.*, paragraphe 9.180.
[18] *Id.*, paragraphe 9.181.
[19] *Id.*, paragraphe 9.179.
[20] *Id.*, paragraphe 9.180.

29. Dans le cas de Comair, le groupe spécial a rejeté "l'allégation du Brésil selon laquelle la SEE a accordé une subvention à l'exportation sous la forme d'une garantie de prêt consentie à Comair en 1997".[21]

C. LE COMPTE DU CANADA TEL QU'IL ETAIT APPLIQUE, MIS EN CAUSE DANS L'AFFAIRE *CANADA - AERONEFS I*

30. Le Brésil a également mis en cause le programme Compte du Canada tel qu'il était appliqué. Le groupe spécial a constaté que le financement sous forme de crédits accordé au titre du Compte du Canada depuis le 1er janvier 1995 pour l'exportation d'avions canadiens de transport régional constituait des subventions à l'exportation prohibées.[22] Le Canada a pris alors des mesures pour que les futures opérations du Compte du Canada dans le secteur des avions de transport régional soient conformes aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement de l'OCDE et puissent donc bénéficier du "refuge" offert par le second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. Dans une procédure au titre de l'article 21:5 engagée par le Brésil, le groupe spécial a constaté que les mesures prises par le Canada ne permettaient pas de "garantir" qu'il en soit ainsi lors de futures transactions.[23] Cependant, dans le cadre de la même procédure, le Brésil n'a pas contesté que le Canada s'était mis en conformité pour ce qui était des opérations du Compte du Canada effectuées jusqu'au 18 novembre 1999. Par conséquent, le groupe spécial ne s'est pas penché davantage sur les opérations passées du Compte du Canada.[24]

IV. ARGUMENTATION JURIDIQUE

A. LE COMPTE DU CANADA "EN TANT QUE TEL"

31. Les groupes spéciaux du GATT/de l'OMC ont toujours établi une distinction entre législation dispositive et législation impérative. En général, un Membre plaignant ne doit pas tant montrer qu'une mesure contestée pourrait permettre au Membre mis en cause de violer les obligations qu'il a souscrites dans le cadre de l'OMC, mais plutôt que la mesure a obligé, ou obligerait, ce Membre a violer ses obligations au moins dans certains cas.[25]

32. Dans sa décision dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*, le Groupe spécial initial a estimé que le programme Compte du Canada était un texte facultatif parce que rien ne laissait penser que le Compte du Canada devait, en droit, subventionner. Par conséquent, le groupe spécial a estimé qu'il n'était pas

---

[21] *Id.*, paragraphe 9.186.

[22] *Id.*, paragraphe 10.1 b).

[23] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils: Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/RW, adopté le 4 août 2000, paragraphe 6.1 [ci-après dénommé "*Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5"]. En rejetant l'appel interjeté par le Brésil après que le groupe spécial eut constaté que le Canada avait mis en œuvre une autre des recommandations de l'ORD, l'Organe d'appel a déclaré par la suite que le critère de "garantie" utilisé par le groupe spécial devait "être considéré avec circonspection" parce que s'il était pris au pied de la lettre, il "serait très difficile, sinon impossible, de [le] respecter … puisque personne ne [pouvait] prédire comment des fonctionnaires que l'on ne conna[issait] pas appliquer[aient], dans un avenir incertain, une mesure de mise en œuvre, même lorsque celle-ci a[vait] été conçue avec le plus grand soin". (*Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils: Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000, paragraphe 38 [ci-après dénommé "*Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel au titre de l'article 21:5"].)

[24] *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5, paragraphe 5.57.

[25] Voir *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000, paragraphes 60 et 88.

autorisé à formuler des constatations au sujet du Compte du Canada en soi et il s'est borné à examiner les allégations au sujet de la mise en œuvre effective du programme Compte du Canada.[26]

33. Certaines des assertions faites par le Brésil dans sa première communication relative au présent différend semblent laisser entendre à nouveau que le Compte du Canada est en soi une subvention à l'exportation prohibée.[27] Cependant, les constatations sur lesquelles se fonde le Brésil pour appuyer ces assertions sont des constatations au sujet du Compte du Canada *tel qu'il est appliqué* dans le secteur des avions de transport régional.[28] Le Brésil ne présente ni arguments ni éléments de preuve indiquant que le Compte du Canada *prescrit* l'octroi de subventions à l'exportation prohibées (à l'exception d'une constatation déformée du Groupe spécial)[29], parce qu'en fait, le Compte du Canada n'est pas une législation impérative. Rien n'a changé en cela depuis la constatation du groupe spécial dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*. Les allégations du Brésil au sujet du Compte du Canada ne sont pertinentes que pour une mise en cause du programme *tel qu'il est appliqué*. Par conséquent, si le Brésil met en cause le Compte du Canada *en tant que tel*, cette mise en cause est vouée à l'échec.

B. LE COMPTE DE LA SOCIETE "EN TANT QUE TEL"

34. Dans le présent différend, il ne ressort pas clairement de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et de la première communication de celui-ci si les nouvelles allégations du Brésil au sujet de la SEE se limitent à certaines formes de soutien financier prétendument accordé par la SEE dans le cadre de ventes d'avions de transport régional (comme le suggérerait l'intitulé du présent différend), ou si elles s'étendent en général à la fourniture alléguée par la SEE de "services financiers" non spécifiés, comme les paragraphes 21 à 39 et 73 pourraient le faire penser; si c'est la fourniture de ces services non spécifiés à l'industrie des avions de transport régional qui est contestée (comme les paragraphes 40 à 70 pourraient le faire penser); ou même si la SEE elle-même est en quelque sorte prohibée, comme les paragraphes 71 et 72 ("La SEE est subordonnée à l'exportation") pourraient le suggérer.

35. Dans sa demande de décisions préliminaires, le Canada a examiné le préjudice causé par ce manque de clarté et par le refus du Brésil de préciser ses allégations lorsque la demande lui en était faite. Le Canada a expliqué dans cette communication pourquoi les allégations du Brésil au sujet de la SEE ne satisfaisaient pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Cependant, dans l'attente de la décision du groupe spécial et comme il l'a noté dans l'introduction, le Canada répondra à ce qu'il croit comprendre comme étant les allégations du Brésil.

36. Si le Brésil met effectivement en cause le Compte de la Société de la SEE en tant que tel, le Canada note que, comme le groupe spécial *Canada – Aéronef I* l'a constaté, le Compte de la Société constitue une législation dispositive. Il ne prescrit en aucune manière des subventions qui seraient incompatibles avec l'Accord SMC et ne peut pas, en soi, être incompatible avec les articles 1er et 3 de cet accord.[30] Il n'est donc pas surprenant que le Brésil n'ait aucun élément de preuve pour appuyer ses allégations.

---

[26] *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 9.208 à 9.213.

[27] Première communication du Brésil, paragraphes 74 à 81.

[28] Dans chaque paragraphe cité par le Brésil dans la note de bas de page 107 de sa première communication, le groupe spécial a employé la formulation "le financement sous forme de crédits au titre du Compte du Canada *controversé*". [pas d'italique dans l'original]

[29] Le véritable libellé de la constatation est le suivant: "Le financement sous forme de crédits accordé au titre du Compte du Canada depuis le 1er janvier 1995 pour l'exportation d'avions canadiens de transport régional …" Voir *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 10.1 b). Le Brésil fait porter la constatation sur l'ensemble du "Compte du Canada". (Voir la première communication du Brésil, paragraphe 75.)

[30] Voir *supra* le paragraphe 23.

37. Dans les sections III.A et B de sa première communication (paragraphes 21 à 39), le Brésil paraît faire valoir qu'étant donné que la SEE est un organisme d'État et, de ce fait, ne paie pas d'impôt sur les bénéfices, *tout* financement de sa part constitue une subvention. Il n'y a rien dans l'article 1.1 de l'Accord SMC qui vienne étayer cet argument. Que la SEE paie ou non un impôt sur les bénéfices n'a pas de rapport avec la question de savoir si elle subventionne les exportations d'aéronefs, car la question n'est pas de savoir si la SEE, en tant qu'organisme public, est ou n'est pas subventionnée. En fait, il serait très surprenant pour les nombreux Membres de l'OMC qui gèrent des organismes publics de financement que ces institutions soient considérées en soi comme illégales au regard de l'Accord SMC si elles reçoivent un quelconque soutien public.

C. INVESTISSEMENT QUEBEC "EN TANT QUE TELLE"

38. Il ne ressort pas non plus clairement de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et de la première communication de celui-ci si le Brésil met en cause certaines formes de financement par Investissement Québec ou s'il met en cause Investissement Québec en tant que telle. Dans ce dernier cas, les éléments de preuve présentés par le Brésil lui-même démontrent l'étendue du mandat et du pouvoir discrétionnaire d'Investissement Québec.[31] Investissement Québec est une société créée en application de la *Loi sur Investissement Québec et sur Garantie–Québec*[32] ("la Loi") et qui succède à la Société de développement industriel du Québec.

39. Comme le démontre l'élément de preuve présenté par le Brésil lui-même au paragraphe 84 de sa première communication, le mandat et les pouvoirs d'Investissement Québec sont étendus. La "mission générale" d'Investissement Québec à laquelle le Brésil fait référence, en partie, au paragraphe 83 de sa première communication, est définie à l'article 25 de la Loi. L'article 25 est libellé comme suit:

> 25. La société a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique du Québec et à la création d'emplois.
>
> Elle centralise et consolide l'action de l'État en matière de recherche, de promotion et de soutien de l'investissement, devenant en ce domaine l'interlocuteur privilégié des entreprises.
>
> Elle cherche à la fois à stimuler l'investissement intérieur et à attirer les investisseurs de l'extérieur du Québec. Elle fait auprès de ceux-ci la promotion du Québec comme lieu privilégié d'investissement. Elle offre aux investisseurs des services d'accueil propres à les orienter efficacement dans leurs démarches auprès du gouvernement et leur fournit un soutien financier et technique.
>
> Elle participe à la croissance des entreprises en favorisant notamment la recherche et le développement ainsi que l'exportation.
>
> Elle cherche également à assurer la conservation des investissements déjà effectués en apportant son soutien aux entreprises implantées au Québec qui se distinguent par leur dynamisme ou leur potentiel.

40. L'article 28 de la Loi est libellé comme suit:

---

[31] Première communication du Brésil, paragraphes 83 et 84.

[32] *Loi sur Investissement Québec et sur Garantie–Québec*, L.R.Q., c. I-16.1, a. 28 (pièce n°18 du Brésil).

> 28. Le gouvernement peut, lorsqu'un projet présente un intérêt économique important pour le Québec, confier à la société le mandat d'accorder et d'administrer l'aide qu'il définit pour en favoriser la réalisation. Le mandat peut autoriser la société à fixer les conditions et les modalités de l'aide.

41. L'article 34 de la Loi est libellé comme suit:

> 34. La société peut fournir à une entreprise, un ministère, un organisme du gouvernement ou une société d'État, des services techniques notamment en matière d'analyse financière, de montage financier ou de gestion de portefeuilles.

42. Comme ces articles le montrent, le mandat et le pouvoir discrétionnaire d'Investissement Québec sont très larges. Rien dans la Loi sur Investissement Québec ne prescrit à celle-ci de fournir quelque financement que ce soit. Rien ne prescrit à Investissement Québec de fournir un financement qui conférerait un "avantage" au sens de l'article premier de l'Accord SMC. En outre, rien ne fait que le financement qu'elle assure effectivement soit subordonné à l'exportation. Le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui de quelque allégation que ce soit selon laquelle Investissement Québec est en tant que telle une subvention à l'exportation prohibée, parce qu'un tel élément de preuve n'existe pas.

D. LE COMPTE DU CANADA – LA TRANSACTION AIR WISCONSIN

i) Le Canada a offert un financement à Air Wisconsin sur la base d'un alignement en réponse à l'offre du Brésil.

43. Fin octobre 2000, le Canada a appris que le Brésil était prêt à financer la vente d'avions de transport régional à réaction Embraer à Air Wisconsin à des conditions inférieures au marché. D'après les renseignements obtenus, le Brésil offrait [ ].[33]

44. Les renseignements qui parvenaient au Canada au sujet de l'offre faite à Air Wisconsin dans le cadre du programme PROEX concordaient avec les indications selon lesquelles le Brésil continuait d'offrir, en général et dans des transactions spécifiques, des subventions à l'exportation prohibées. À peu près au moment où l'offre PROEX était faite à Air Wisconsin, le Brésil a fait des offres similaires de soutien PROEX dans le contexte des campagnes de vente d'avions de transport régional à SA Airlink, compagnie aérienne sud-africaine, et à Japan Air Sytem.[34]

45. Les informations du Canada concordaient aussi avec une déclaration faite par le Ministre brésilien des affaires étrangères de l'époque, une semaine après que le Canada a eu connaissance de l'offre faite par le Brésil à Air Wisconsin, au sujet de la manière dont le Brésil avait l'intention d'appliquer le programme PROEX: "À notre sens, le taux d'intérêt applicable est le taux de l'OCDE, la couverture est de 100 pour cent et il n'existe aucune limite quant à la durée de la période de financement."[35]

46. Compte tenu de l'offre de financement à des conditions plus favorables que celles du marché faite par le Brésil à Air Wisconsin, le Canada n'avait pas d'autre solution que de proposer à

---

[33] Déclaration [ ] (pièce confidentielle n° 1 du Canada) et lettre d'Air Wisconsin (pièce n° 2 du Canada).

[34] Voir la Déclaration de [ ], en date du 21 mars 2001, et la Déclaration de [ ], en date du 20 mars 2001 (pièces confidentielles n° 4 et n° 5 du Canada).

[35] Voir M.L. Abbott, "L'accord de partenariat conclu par Bombardier dans le pays n'affecte pas la négociation avec le Canada", *Valor Econômico* (30 octobre 2000) (pièce n° 6 du Canada).

Air Wisconsin un financement sous forme de crédits sur la base d'un alignement.[36] Le Canada a donc offert [ ], avec un délai de remboursement de [ ] années et un rapport prêt/valeur de [ ] pour cent.[37] Comme condition préalable au financement, le Canada a demandé à Air Wisconsin de confirmer par écrit qu'il n'estimait pas que l'offre canadienne, considérée dans son ensemble, était plus favorable que celle du Brésil. Air Wisconsin a fourni cette confirmation écrite le 20 mars 2001.[38]

ii) La transaction Air Wisconsin remplit les conditions requises pour bénéficier du "refuge" offert par le second paragraphe du point k).

47. La transaction Air Wisconsin est compatible avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC parce que le Canada ne fait que s'aligner sur l'offre du Brésil d'une manière conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement. L'offre faite par le Canada sur la base d'un alignement relève donc de l'exception énoncée au second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC.

48. Le Canada n'ignore pas que le groupe spécial *Canada - Aéronefs I* établi au titre de l'article 21:5 s'est prononcé quant aux dispositions de l'Arrangement qui constitueraient des "dispositions en matière de taux d'intérêt". Le groupe spécial s'est appuyé pour cela sur le fait que son mandat était de déterminer ce qui était nécessaire pour "garantir" la conformité. Par la suite, l'Organe d'appel a déclaré que ce critère "devrait … être considéré avec circonspection".[39] En outre, le groupe spécial formulait son avis en l'absence d'une transaction effective contestée.

49. Pour le Canada, l'interprétation correcte des "dispositions en matière de taux d'intérêt" inclut l'alignement. L'alignement dans le contexte de l'Arrangement de l'OCDE remplit les conditions requises pour bénéficier du "refuge" parce que les dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement, c'est-à-dire l'article 29 du texte principal et les articles 25 et 31 de l'Annexe III, sont "conformes" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" et sont en fait elles-mêmes des "dispositions en matière de taux d'intérêt". Un ensemble de disciplines relatives à l'alignement ont été définies dans l'Arrangement afin de "régir" cette pratique. En particulier, les articles 50 à 53 du texte principal décrivent les procédures d'alignement. La simple existence de cet ensemble de disciplines prouve que l'alignement est une démarche légitime qui est permise par l'Arrangement de l'OCDE et est conforme à celui-ci.[40]

50. Par conséquent, l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin étant fondée sur le principe de l'alignement, comme l'autorise expressément l'Arrangement de l'OCDE[41], la transaction remplit les conditions requises pour bénéficier du "refuge" offert par le second paragraphe du point k) et n'est pas considérée comme une subvention à l'exportation prohibée par l'Accord SMC.

---

[36] Dans le contexte de l'Arrangement, le terme "alignement" ne désigne que la fourniture, par le Participant qui s'aligne, d'un "soutien public" équivalent au "soutien public" offert par un autre gouvernement. L'alignement n'est pas nécessairement opéré à l'identique, parce qu'il est souvent impossible – pour des raisons de confidentialité – de connaître les conditions précises de l'offre initiale (comme dans la présente affaire). Pour les aéronefs neufs, à l'exception des avions commerciaux gros porteurs, les dispositions applicables de l'Arrangement en matière d'alignement figurent à l'article 25 de l'Annexe III.

[37] Air Wisconsin aura le choix entre [ ] et [ ]. Dans le cas d'une structure de [ ], pour [ ] appareils, le gouvernement du Québec fournit à l'investisseur une garantie d'un montant égal à [ ] pour cent du prix de vente unitaire.

[38] Lettre d'Air Wisconsin (pièce n° 2 du Canada).

[39] *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel au titre de l'article 21:5, paragraphe 38.

[40] Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs I*, l'Organe d'appel a mentionné au paragraphe 184 de son rapport la possibilité de recourir aux dispositions de l'Arrangement de l'OCDE relatives à l'alignement.

[41] Voir la note 36, *supra*.

iii) L'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE.

51. Comme le prévoit le second paragraphe du point k), "une pratique suivie en matière de crédits à l'exportation" qui est "conforme" aux "dispositions … en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE "ne sera pas considérée comme une subvention à l'exportation prohibée par" l'Accord SMC.[42]

52. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*, le groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a estimé que dans certains cas – mais pas dans tous – l'alignement, selon les termes mêmes de l'Arrangement de l'OCDE, n'était pas "conforme" aux dispositions de l'Arrangement.[43] En substance, le groupe spécial a assimilé l'alignement, dans certaines circonstances, à une dérogation.[44] Le Canada ne partage pas ce point de vue.

53. L'alignement est expressément autorisé par l'article 29 en réponse à une "offre initiale" qui peut être ou ne pas être conforme aux dispositions de l'Arrangement de l'OCDE. Dans l'affaire *Canada - Aéronefs I*, le groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 s'est dit d'accord sur ce point, déclarant, au paragraphe 5.124:

> Ainsi, si un pays offre des modalités qui relèvent de variations permises, ... tout alignement sur ces modalités est ... "conforme" [à l'Arrangement].

54. Au paragraphe suivant, le groupe spécial a déclaré:

> ... l'article 29 dispose aussi que si une offre initiale "*n'est pas conforme* aux dispositions de l'Arrangement", les Participants concurrents sont autorisés à s'aligner sur ces modalités non conformes. [non souligné dans l'original] [note de bas de page omise]

55. Cependant, le groupe spécial a estimé ensuite que ce dernier alignement – qui est explicitement autorisé par l'Arrangement – "s'écartait" d'une certaine façon des règles de l'Arrangement et constituait donc une dérogation.[45] L'alignement ne peut pas être "autorisé" par l'Arrangement et en même temps "s'écarter" des règles du même Arrangement. Si l'Arrangement l'autorise, il lui est "conforme" selon les propres termes de l'Arrangement. Si celui-ci ne l'autorise pas, il ne lui est pas "conforme", selon les propres termes de l'Arrangement.

a) La disposition relative à l'alignement est une "disposition en matière de taux d'intérêt"

56. L'interprétation la plus logique de l'expression "dispositions en matière de taux d'intérêt" employée au point k) inclurait toutes les dispositions de fond de l'Arrangement de l'OCDE qui déterminent quels sont les taux d'intérêt autorisés et qui influent sur la fixation, dans le cadre d'une transaction donnée, du taux et du montant des intérêts, mais exclurait les règles de procédure, auxquelles un non-Participant ne pourrait par définition se conformer.[46]

---

[42] Voir *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5, paragraphe 5.78.
[43] *Id*., paragraphes 5.124 et 5.125.
[44] *Id*.
[45] *Id*.
[46] Les procédures d'alignement sont constituées par les articles 50 à 53 du texte principal de l'Arrangement. Pour le Canada, tous les Membres sont en droit d'offrir des conditions sur la base d'un alignement. Si l'opération d'alignement d'un non-Participant était contestée à l'OMC et considérée comme octroyant une subvention à l'exportation prohibée, ce non-Participant pourrait invoquer le "refuge" offert par le point k) sous réserve que l'alignement ait été entrepris de bonne foi et sur la base d'une diligence raisonnable.

57. L'alignement, opéré dans le contexte de l'Arrangement de l'OCDE, constitue un moyen de remplacement autorisé pour déterminer un taux d'intérêt et il est compatible avec l'Arrangement. Par conséquent, la disposition relative à 'alignement en elle-même est une "disposition en matière de taux d'intérêt".[47]

b) L'alignement est compatible avec l'objet et le but de l'Accord SMC

58. L'Accord SMC part du principe que certaines formes d'intervention des pouvoirs publics ont un effet de distorsion sur le commerce international, que d'autres peuvent avoir un tel effet et que d'autres encore n'en ont aucun. Les disciplines imposées par l'Accord reflètent cette distinction admise entre les trois catégories de subventions (approche dite des "feux de signalisation")[48]: les subventions qui faussent les échanges doivent être purement et simplement prohibées (feu rouge); celles qui peuvent les fausser doivent être soumises à des disciplines *si* elles causent des distorsions sur le marché (feu orange); et celles qui ne les faussent pas ne sont soumises à aucune discipline (feu vert). D'où la prohibition des subventions à l'exportation, les disciplines applicables aux subventions pouvant donner lieu à une action si elles causent un préjudice grave, et l'absence de disciplines pour certaines subventions à la recherche-développement.[49]

59. Bien que l'Accord SMC instaure des disciplines en matière de subventions qui faussent les échanges, le fait que les mesures prises pour régler un différend ont un effet différé signifie qu'en l'absence d'alignement, ceux qui accordent des subventions illicites auront un avantage perpétuel. Les circonstances de la présente affaire montrent dans la pratique les raisons pour lesquelles l'Accord SMC inclut l'alignement. En dépit d'une décision de l'ORD intimant au Brésil de retirer ses subventions à l'exportation prohibées, celui-ci persiste dans son refus délibéré de mettre un terme aux subventions illicites qu'il accorde au titre des "engagements" qu'il a souscrits avant la date de mise en conformité, c'est-à-dire le 18 novembre 1999. Cela garantit aux acheteurs d'avions de transport régional qu'ils pourront conserver les subventions que le Brésil offre pour s'assurer une vente, ce qui signifie par conséquent que le Canada n'a aucune chance et qu'il sera exclu du marché correspondant à cette vente à moins qu'il n'offre des conditions analogues à celles du Brésil sur la base d'un alignement.[50]

60. Enfin, il est significatif que la Liste exemplative de l'Accord SMC soit tirée du Code des subventions du Tokyo Round. Après plus de dix ans de négociations, l'Arrangement de l'OCDE a été adopté en 1978. En 1979, le Code des subventions du Tokyo Round a été adopté avec d'autres accords issus du Tokyo Round. Étant donné que les signataires du Code des subventions du GATT étaient en même temps Participants à l'Arrangement de l'OCDE, il ne serait pas logique qu'ils aient autorisé l'alignement dans l'Arrangement pour l'interdire ensuite dans l'accord sur les subventions adopté un an plus tard.

---

[47] À la fois les États-Unis et les Communautés européennes sont d'avis que les dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement constituent des "dispositions en matière de taux d'intérêt" au sens du second paragraphe du point k). (*Voir Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5*, communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 23; et communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphes 34 à 39 (pièces n° 7 et 8 du Canada)).

[48] Voir Groupe de négociation sur les subventions et les mesures compensatoires, *communication de la Suisse*, MTN.GNG/NG10/W/17, 1er février 1988, pages 1 et 2; Groupe de négociation sur les subventions et les mesures compensatoires, *réunion des 1er et 2 juin 1988: note du Secrétariat*, MTN.GNG/NG10/7, 8 juin 1988; et *Comité des négociations commerciales réuni à l'échelon ministériel, Montréal, décembre 1988*, MTN.TNC/7(MIN), 9 décembre 1988, pages 18 à 20 (pièces n° 9 à 11 du Canada).

[49] Les exemptions pour la recherche-développement sont devenues caduques.

[50] Voir la note 36, *supra*.

E. LE FINANCEMENT PAR LE COMPTE DE LA SOCIETE DE LA SEE

61. Si le Brésil met en cause certains types de financement par le Compte de la Société, il lui incombe d'établir que ces types de financement par la SEE constituent une subvention au sens de l'article premier de l'Accord SMC et que cette subvention est prohibée en vertu de l'article 3. En particulier, le Brésil doit établir *prima facie* qu'un financement par la SEE est une subvention. Il lui faut pour cela montrer qu'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou d'un organisme public et que celle-ci confère un avantage.[51] Le Brésil doit le faire pour chaque application du Compte de la Société de la SEE qu'il met en cause.

62. L'article premier de l'Accord SMC dispose clairement que pour qu'une subvention existe, il faut à la fois qu'il y ait une contribution financière des pouvoirs publics ou d'un organisme public (article 1.1 a) 1)); et qu'un avantage soit *ainsi* conféré (article 1.1 b)). Lues conjointement, ces dispositions exigent qu'il y ait un lien de causalité entre un "avantage" et le fait que la contribution financière est faite par un organisme public. Dans le cas d'un financement par le Compte de la Société de la SEE, le Brésil n'a pas même pu fournir d'éléments établissant *prima facie* l'existence d'un tel lien.

i) Contribution financière

63. Dans la section III.C de sa première communication, le Brésil affirme que la SEE offre "toute une gamme de services financiers" et que tous ceux-ci, apparemment, "constituent des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC".[52] Le Brésil ne cherche pas à étayer cet argument si ce n'est en ce qui concerne les prêts et garanties de prêts, qu'il considère comme relevant de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC.[53] Le Canada reconnaît que les prêts et les garanties de prêts peuvent être des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1) i). Il conteste en revanche l'assertion du Brésil selon laquelle ces mêmes prêts et garanties de prêts sont aussi des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1) iii).[54]

64. Dans la même section, le Brésil a cité à tort deux transactions comme constituant des contributions financières auxquelles le Compte de la Société de la SEE aurait participé. L'une de ces transactions concerne la compagnie Midway. La SEE n'a pas pris part à la transaction Midway. L'autre est la vente à Air Wisconsin.[55] Le Canada a expliqué clairement dans des déclarations publiques[56] et à nouveau lors des consultations menées dans le cadre du présent différend que le financement par les pouvoirs publics canadiens de la transaction Air Wisconsin serait assuré par l'intermédiaire du seul Compte du Canada. Tout au long du différend *Canada – Aéronefs I*, le Brésil et le Canada ont tous deux fait une distinction entre les transactions du Compte du Canada et le financement par le Compte de la Société de la SEE. Le Brésil a de nouveau établi cette distinction dans le présent différend. Toute allégation selon laquelle le financement du Compte de la Société de la SEE intervient dans une vente à Midway ou dans la transaction Air Wisconsin est erronée.

65. Le Brésil a également allégué à tort que Comair recevait des garanties de prêts au titre du Compte de la Société de la SEE.[57] Pour soutenir cette allégation, le Brésil se fonde essentiellement

---

[51] *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 9.158 et 9.159.
[52] Première communication du Brésil, paragraphe 40.
[53] *Id.*, paragraphes 44 et 45.
[54] *Id.*, paragraphe 46.
[55] *Id.*, paragraphes 1, 3, 4, 43 et 44.
[56] Voir, par exemple, "Bombardier Snags $2.4 B order from US airline: Air Wisconsin: Government helps out with low-cost loan", *The National Post*, 17 avril 2001 et "Le Canada offre des conditions de financement comparables à celles du Brésil pour préserver les emplois dans l'aérospatiale", communiqué d'*Industrie Canada*, 10 janvier 2001 (pièces n° 2 et 3 du Brésil).
[57] Première communication du Brésil, paragraphes 43 et 45.

sur les mêmes éléments de preuve que ceux qu'il a présentés au groupe spécial *Canada – Aéronefs I*.[58] Comme on l'a noté précédemment, le Canada a démenti et le groupe spécial a rejeté l'allégation du Brésil dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*.[59] Le Canada dément à nouveau l'allégation du Brésil.

ii) Un financement accordé par le Compte de la Société et portant sur des avions de transport régional ne confère pas un avantage

66. L'Organe d'appel a estimé qu'il était possible d'établir si un avantage était conféré aux fins de l'article 1.1 b) en déterminant si la contribution financière était offerte à des conditions plus favorables que celles auxquelles le bénéficiaire avait accès sur le marché.[60]

67. Depuis 1998, tout financement assuré par le Compte de la Société dans le secteur des avions de transport régional s'effectue sur une base commerciale. Ce financement ne confère donc pas un avantage.[61] À la fois dans le différend *Canada – Aéronefs I* et dans la première procédure engagée au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, le Canada a décrit les pratiques de la SEE comme suit:

> La SEE est gérée selon les principes commerciaux. Cela signifie que lorsqu'elle finance des opérations de vente, les conditions offertes aux éventuels acheteurs sont tarifées à des prix commerciaux. La SEE fournit des financements au taux du marché en établissant des marges d'intérêt correspondant au risque de crédit conformément à des principes commerciaux. Les taux d'intérêt de la SEE correspondent à des points de repère commerciaux et à des marges d'intérêt conformes aux cotes de crédit établies par des agences de notation telles que Moody's ou Standard & Poor. Faute de cote de crédit établie par une agence de notation, la SEE utilise des cotes internes déterminées conformément à des pratiques commerciales prudentes. Comme plusieurs autres institutions financières internationales, elle établit ses cotes de crédit internes sur la base d'analyses pour lesquelles elle utilise un programme informatique avancé, *LA Encore*. Ce programme est employé de la même façon par d'autres importants établissements financiers tels que la Lloyd's Bank et la Barclays Bank au Royaume-Uni.
>
> Pour ce qui est du processus d'établissement de prix, le groupe des transports de la SEE a un comité qui examine et approuve l'établissement de prix pour toutes les transactions dans le secteur de l'aviation civile. Pour établir les prix, la SEE compare ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché pour des *conditions semblables* et avec des *garanties semblables*. La SEE établit alors les prix en fonction de ce point de repère. En l'absence d'un tel point de repère, la SEE compare l'emprunteur à d'autres emprunteurs ayant une cote de crédit comparable dans le secteur de l'aviation civile et dont les antécédents en ce qui concerne le crédit sont semblables; la SEE établit alors les prix en fonction de cet autre point de repère.[62]

---

[58] *Id.*, paragraphe 43; *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.94 et note de bas de page 223.

[59] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 9.186.

[60] *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 157.

[61] Comme l'indique la note de bas de page 5, *supra*, avant 1998, le Compte de la Société a été utilisé pour [ ] transactions officielles de soutien portant sur [ ] aéronefs. Ces transactions étaient compatibles avec l'Arrangement de l'OCDE.

[62] Voir, par exemple, *Brésil – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5, page 100, inclus dans la pièce n° 27 du Brésil.

a) L'Arrangement de l'OCDE n'entre en ligne de compte que si une subvention a été constatée

68. Aux paragraphes 47 à 59 de sa première communication, le Brésil, ne disposant pas d'éléments de preuve de l'existence d'"avantages", a recours à la sophistique. Son argument semble être que l'Arrangement de l'OCDE détermine ce qui est un avantage en déterminant, au moins par présomption, ce qui correspond au marché. D'après le Brésil, si les opérations de la SEE ne sont pas conformes à l'Arrangement de l'OCDE, elles ne correspondent pas au marché et confèrent un avantage.

69. Cependant, aux termes de l'Accord SMC, l'Arrangement ne peut entrer en ligne de compte qu'une fois l'existence d'une subvention constatée et il s'agit alors de déterminer si cette subvention, qui dans d'autres circonstances serait prohibée, peut bénéficier du "refuge" offert par le second paragraphe du point k) de l'Annexe I ou si elle sert "à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation", selon les termes du premier paragraphe du point k).[63] L'argument du Brésil procède d'un raisonnement circulaire. Il s'appuie sur un critère qui requiert l'existence d'une subvention pour évaluer si une subvention existe.

b) Des taux inférieurs au TICR de l'Arrangement ne confèrent pas un avantage

70. Aux paragraphes 56 et 57 de sa première communication, le Brésil s'étend sur la déclaration faite par le Canada dans le cadre de la procédure de groupe spécial au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* et selon laquelle le Canada a, à l'occasion, accordé des crédits à l'exportation à des taux d'intérêt qui, bien qu'inférieurs au TICR, n'en étaient pas moins commerciaux et ne conféraient pas un "avantage" au sens de l'article premier. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, l'Organe d'appel a indiqué qu'un taux d'intérêt net inférieur au TICR, qui est l'une des dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement, tend à montrer que le versement des pouvoirs publics a servi, dans le cadre d'une transaction donnée, à assurer un avantage important.[64] Cependant, il a ensuite souligné que:

> … le TICR est "*un exemple*" d'un "critère relatif au marché" qui peut être utilisé pour déterminer si un "versement" sert à "assurer un avantage important". Le TICR est un taux d'intérêt construit pour une monnaie particulière, à un moment particulier, qui ne correspond pas toujours nécessairement à la situation réelle des marchés du crédit.[65] [italique et guillemets dans l'original]

71. Ainsi, le Brésil se fourvoie en cherchant quelque chose de répréhensible dans la déclaration du Canada selon laquelle celui-ci a, à l'occasion, accordé des crédits à l'exportation à des conditions commerciales, à des taux d'intérêt inférieurs au TICR. Le Canada a fait cette déclaration en réponse à la question du groupe spécial: "Un organisme public canadien quel qu'il soit (y compris la Société pour l'expansion des exportations) a-t-il, depuis le 1er janvier 1998, s'agissant des aéronefs régionaux, a) accordé des crédits à l'exportation à des taux d'intérêt fixes inférieurs au TICR?" Le Canada a répondu notamment:

> Oui. Étant donné le temps nécessaire pour construire le TICR (voir ci-après), il y a eu des cas où certaines opérations de financement de la SEE ont été effectuées à un taux inférieur au TICR applicable à la date à laquelle la transaction a été conclue. Toutefois, les taux d'intérêt pratiqués par la SEE pour ces transactions étaient fondés

[63] *Brésil – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 180 et 181.
[64] *Id.*, paragraphe 182.
[65] *Brésil – Aéronefs*, rapport de l'Organe d'appel au titre de l'article 21:5, paragraphe 64.

> sur le marché et proportionnels au risque lié à l'emprunteur concerné; de plus, ces transactions étaient couvertes par les garanties additionnelles habituelles.[66]

72. Contrairement à l'assertion qui figure au paragraphe 57 de la première communication du Brésil, le Canada a bien expliqué pourquoi les opérations en question étaient commerciales. Comme le note le groupe spécial au paragraphe 6.102 de son rapport, "[l]e Canada explique qu'il peut arriver que les taux du marché soient inférieurs au TICR parce que le TICR est en retard sur le marché."[67] Le Canada a déclaré:

> Il est difficile de comparer valablement les opérations du marché au TICR parce que ce dernier est un taux construit tandis que les taux pratiqués pour les opérations commerciales portant sur des aéronefs sont les taux commerciaux en vigueur au moment de l'opération concernée. Pour mémoire, le TICR est calculé en prenant la moyenne des taux des bons du Trésor à sept ans (dans le cas des opérations pour lesquelles les délais de remboursement ne dépassent pas dix ans) du mois précédent, majorée de 100 points de base. Par exemple, le TICR pour la période allant du 15 septembre au 15 octobre est le taux moyen des bons du Trésor à sept ans du mois d'août plus 100 points de base. Dans cet exemple, le TICR applicable pour les transactions conclues pendant la période allant du 15 septembre au 15 octobre sera donc basé sur la moyenne des taux des bons du Trésor observés pendant le mois d'août, c'est-à-dire jusqu'à deux mois plus tôt. Pour une entité fonctionnant sur la base de principes commerciaux, le TICR, étant donné la façon dont il est calculé, ne serait pas considéré comme une indication fiable des conditions actuelles du marché.[68]

73. Compte tenu des déclarations du Canada, le groupe spécial a conclu que: "les versements relatifs au financement de crédits à l'exportation d'aéronefs régionaux à des taux d'intérêt inférieurs au TICR ne servent pas nécessairement à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation".[69]

c) Les transactions décrites par le Brésil ne démontrent pas l'existence d'un avantage

74. Le point faible de l'argument du Brésil selon lequel l'Arrangement, tel qu'il est visé au point k), détermine d'une certaine manière ce qui correspond au marché – et, partant, ce qui constitue un "avantage" aux fins de l'article premier – est mis en évidence au paragraphe 59 de la première communication du Brésil.

75. Au paragraphe 59, le Brésil cite cinq opérations de financement dans le secteur des avions de transport régional à l'appui de la thèse selon laquelle "le Canada dépasse régulièrement le délai maximum de remboursement de dix ans prévu par l'*Arrangement*". Le Canada a déjà expliqué que le Brésil s'était mépris sur la participation de la SEE à deux de ces transactions concernant Midway et Comair.[70] Ce qui est plus important, c'est que les délais indiqués dans les cinq transactions varient entre [ ] et [ ] années. Les délais qui peuvent être obtenus commercialement pour le financement des

---

[66] *Brésil – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5, annexe I-4, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial le 3 février 2000, réponse à la question 4 a), page 91.

[67] *Brésil – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5, paragraphe 6.102.

[68] *Brésil – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5, annexe I-4, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial, réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial le 3 février 2000, réponse à la question 4 a), page 91.

[69] *Brésil – Aéronefs*, rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5, paragraphe 6.103.

[70] Voir les paragraphes 64 et 65, *supra*.

ventes d'avions de transport régional se situent normalement entre dix et 18 années.[71] Le financement d'avions de transport régional sur une période supérieure à dix ans est donc chose courante sur le marché et les délais indiqués par le Brésil s'inscrivent tous entièrement dans les limites de la pratique commerciale ordinaire. Cet élément de preuve ne montre pas que "le Canada" procure un "avantage", sans même parler d'un "avantage important". Au contraire, il confirme la position du Canada qui soutient que son financement dans le secteur des avions de transport régional est offert à des conditions qui sont celles du marché.[72]

76. Le Brésil cherche également à étayer son affirmation selon laquelle le financement par le Compte de la Société de la SEE confère un bénéfice en mettant en avant la transaction "d'alignement" à laquelle le Canada a fait référence dans l'affaire *Brésil – Aéronefs I* et la transaction Air Wisconsin.[73] Ces deux transactions intéressent le Compte du Canada et ne concernent donc pas le Compte de la Société. (Comme le Canada l'a aussi expliqué, les transactions effectuées à des fins d'alignement, y compris la transaction Air Wisconsin, sont autorisées en vertu de l'Arrangement de l'OCDE.)

d) Les déclarations faites collectivement par la SEE et ses représentants ne démontrent pas l'existence d'un avantage

77. Aux paragraphes 60 et 61 de sa première communication, le Brésil tente de montrer que les programmes de la SEE confèrent un "avantage" en se fondant sur des déclarations d'ordre général tirées d'un document de la SEE qu'il avait précédemment soumises dans le cadre de l'affaire *Canada - Aéronefs I*. Ces déclarations sont les suivantes: "[La SEE] est un complément aux banques et aux autres intermédiaires financiers, mais ne saurait les remplacer" et "[la SEE] cherch[e] à aider les exportateurs canadiens à absorber les risques, au-delà de ce que peuvent faire d'autres intermédiaires financiers". Rien dans ces déclarations n'indique que la SEE fournit des "services financiers" à des conditions qui ne seraient pas celles du marché. Les déclarations citées ne se réfèrent pas à des "services financiers" précis ni à des transactions, ni même à quelque "service financier" que ce soit. Comme l'a constaté le groupe spécial *Canada – Aéronefs I*, il n'est pas possible de déterminer si le Compte de la Société tel qu'il est appliqué confère ou non un avantage en faisant des déductions ou des extrapolations à partir des déclarations faites collectivement par la SEE ou ses représentants.[74]

78. Aux paragraphes 62 à 67 de sa première communication, le Brésil cherche à faire valoir, en se fondant là aussi sur une déclaration d'un fonctionnaire de la SEE qu'il a soumise au groupe spécial *Canada – Aéronefs I*, que les contributions financières de la SEE confèrent un avantage. Dans cette déclaration, le fonctionnaire en question, M. Labbé, a déclaré, entre autres, que "le financement que fournit la SEE représente un avantage pour les exportateurs canadiens". D'après le Brésil, cela constitue une reconnaissance du fait que la SEE procure un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

79. Cependant, le groupe spécial *Canada – Aéronefs I* a estimé que cette déclaration "ne permet[tait] pas de dire avec certitude si la SEE offr[ait] un "avantage" aux exportateurs au moyen d'un subventionnement".[75] En outre, le groupe spécial n'a pas accepté l'interprétation de la déclaration

[71] Voir "CIT Structured Finance", exposé présenté au Forum du financement dans le secteur aéronautique et de l'aviation commerciale (février 2001) (pièce n° 12 du Canada).

[72] En fait, les "périodes" indiquées par le Brésil au paragraphe 59 semblent être des modalités de *crédit-bail* – c'est-à-dire la durée du crédit-bail portant sur les avions – plutôt que des délais de *remboursement* d'un prêt. Dans les opérations de financement d'avions, le délai de remboursement du prêt peut être équivalent à la durée du crédit-bail, mais ne peut pas lui être supérieur. Ainsi, il se peut que le Brésil ait quelque peu exagéré par erreur les délais de remboursement afférents à ces transactions. Cependant, *même exagérés*, ces délais s'inscrivent encore dans les limites des délais de remboursement commerciaux ordinaires.

[73] Première communication du Brésil, paragraphes 57 et 58.

[74] *Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 9.162 à 9.165.

[75] *Id.*, paragraphe 9.163.

avancée par le Brésil. Il a déduit que "l'"avantage" en question [venait] de la capacité des fonctionnaires de la SEE à mettre en place des montages financiers mieux structurés grâce à leurs connaissances et à leur compétence".[76] L'Organe d'appel a conclu que cette déduction n'était ni illogique ni déraisonnable.[77]

80. Le Brésil semble maintenant faire valoir que même s'il en est ainsi, l'existence d'un "avantage" est encore prouvée parce que "[l]a fourniture par l'État d'une capacité, de connaissances et d'une compétence par l'intermédiaire de services financiers" est une contribution financière et, en outre, l'apport de cette capacité, de ces connaissances et de cette compétence par l'intermédiaire de services financiers supérieurs à ceux que le bénéficiaire pourrait obtenir autrement sur le marché revient à conférer un avantage.[78]

81. Cet argument soulève deux problèmes fondamentaux, l'un concernant la procédure, l'autre le fond. Le problème de procédure, qui est abordé au paragraphe 52 de la communication préliminaire du Canada, est que cet argument s'appuie sur l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. Le Brésil affirme que "[l]a présente procédure a explicitement trait aux deux alinéas i) et iii)" de cet article.[79] Cependant, contrairement aux dispositions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, le Brésil ne l'a absolument pas démontré explicitement, que ce soit dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (qui ne mentionnait rien de plus que "l'article premier" en général) ou lorsque le Canada lui a demandé de préciser ses allégations.

82. Le problème de fond est que le Brésil ne présente aucun élément de preuve indiquant que, même si "la capacité, les connaissances et la compétence" requises pour mettre en place un montage financier sont une contribution financière, elles confèrent un "avantage" au sens de l'article premier de l'Accord SMC. Des services tels que "la capacité, les connaissances et la compétence" représentent une partie du prix du montage financier payé par le bénéficiaire. Le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que le prix de ces services en tant que tels était inférieur au prix du marché et que ces services constituaient donc un "avantage".

83. Il apparaît que le Brésil essaie d'esquiver cette conclusion en interprétant l'article 1.1 a) 1) iii) comme exigeant en tant que condition préalable qu'un avantage ait déjà été conféré au titre de l'article 1.1 a) 1) i) par la fourniture de montages financiers supérieurs à ceux que le bénéficiaire pourrait obtenir autrement sur le marché. Comme le Canada l'a montré, le Brésil n'a pas prouvé que la SEE fournissait des montages financiers meilleurs que ceux qu'un bénéficiaire pourrait obtenir autrement sur le marché. Par conséquent, l'argument du Brésil procède là encore d'un raisonnement circulaire. Il part de la fausse hypothèse qu'un avantage est conféré par un "montage financier" pour faire valoir qu'un avantage est conféré par "la capacité, les connaissances et la compétence" utilisées pour mettre en place ce montage.

e) Le Brésil n'a pas démontré que des garanties de prêts confèrent un avantage

84. Enfin, le Brésil affirme, aux paragraphes 68 à 70 de sa première communication, que les garanties de prêts accordées par la SEE confèrent un avantage. Le Brésil semble affirmer que toutes les garanties de prêts offertes par les pouvoirs publics confèrent nécessairement un avantage. Il n'explique pas en quoi sa position – qui surprendrait la plupart des organismes publics de crédit à l'exportation – est compatible avec la définition d'un "avantage" adoptée par l'Organe d'appel. Le Brésil a omis de reconnaître que la plupart des garants, y compris la SEE, font payer des frais pour les garanties qu'ils accordent.

---

[76] *Id.*
[77] *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 213.
[78] Première communication du Brésil, paragraphe 66.
[79] *Id.*, paragraphe 65.

iii) Conclusion

85. En somme, n'ayant pas montré que le Compte de la Société constituait en tant que tel une subvention à l'exportation prohibée, le Brésil n'a pas non plus établi *prima facie* que la mise en place d'un financement par le Compte de la Société conférait un avantage. Le Brésil n'a pas démontré, que ce soit en se référant à des déclarations de fonctionnaires de la SEE ou à des transactions, qu'un tel financement était mis en place pour conférer un avantage. Les prêts et garanties de prêt du Compte de la Société ne sont pas offerts à des conditions plus favorables que celles qui peuvent être obtenues sur le marché. Ils ne confèrent pas un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC et n'équivalent donc pas à des subventions. Le Brésil n'ayant pas pu montrer qu'un financement par le Compte de la Société équivalait à une subvention, la question de la subordination à l'exportation ne présente plus d'intérêt.

F. FINANCEMENT PAR INVESTISSEMENT QUEBEC

86. Il incombe au Brésil d'établir *prima facie* qu'un financement par Investissement Québec constitue une subvention au sens de l'article premier de l'Accord SMC. En particulier, le Brésil doit établir *prima facie* l'existence de contributions financières de la part d'Investissement Québec qui confèrent ainsi un avantage au bénéficiaire.

i) Contribution financière

87. Les seules contributions financières faites par Investissement Québec que le Brésil semble alléguer sont l'octroi de "garanties de prêts" et de "garanties de pertes initiales" ou de "garanties sur titres".[80] L'octroi de telles garanties par des pouvoirs publics ou un organisme public constitue des transferts directs potentiels de fonds ou de passifs au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC et serait donc une "contribution financière".

ii) Le Brésil n'a pas démontré l'existence d'un "avantage"

88. Comme l'Organe d'appel l'a estimé, on peut reconnaître l'existence d'un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC en déterminant si le bénéficiaire a reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[81] Le Brésil n'a pas fait cette démonstration. Au lieu de cela, ses seuls arguments sont apparemment qu'"il ne semble même pas qu[e] des garanties sur titres] soient disponibles commercialement" ou "que ces garanties [ne sont] pas disponibles sur le marché"[82], et que des garanties de prêts offertes par les pouvoirs publics confèrent nécessairement un avantage.[83]

89. Le premier de ces arguments est surprenant venant du Brésil. Des garanties sur titres ne sont pas seulement offertes commercialement dans le secteur aéronautique mais elles ont été utilisées pour soutenir la vente d'avions de transport régional Embraer. Par exemple, d'après la brochure de présentation publiée en 1997 à l'occasion du financement d'une vente d'avions de transport régional à réaction Embraer EMB-145 à des fins d'exploitation par la compagnie Continental Airlines, la

[80] Dans la note de bas de page 131 de sa première communication, le Brésil semble laisser supposer qu'Investissement Québec peut avoir offert des garanties de valeur résiduelle portant sur des ventes d'avions de transport régional Bombardier. Investissement Québec n'a jamais accordé de garanties de valeur résiduelle.

[81] *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 157.

[82] Première communication du Brésil, paragraphe 95.

[83] Première communication du Brésil, paragraphe 96.

structure de la transaction incluait une garantie sur titres accordée par Rolls-Royce, fournisseur des réacteurs.[84]

90. Par ailleurs, les opérations de crédit-bail adossé, qui incluent souvent des garanties de pertes initiales, ne sont sûrement pas, comme le considère le Brésil au paragraphe 88 de sa première communication, "peu usitées". Elles sont une structure de financement communément employée dans le secteur aéronautique et qui est basée sur la législation fiscale de certains pays.

91. Le Brésil n'a pas non plus démontré que les garanties de prêts accordées par Investissement Québec conféraient un "avantage". Comme le Canada l'a noté plus haut à propos des arguments avancés par le Brésil au sujet du Compte de la Société, le Brésil n'explique pas en quoi sa position - qui surprendrait la plupart des organismes publics de crédit à l'exportation - est compatible avec la définition d'un "avantage" adoptée par l'Organe d'appel. Le Brésil a omis de reconnaître que la plupart des garants, y compris Investissement Québec, font payer des frais pour les garanties qu'ils accordent.

iii) Le Brésil n'a pas démontré la subordination à l'exportation

92. Le financement de ventes d'aéronefs par Investissement Québec est fourni conformément à l'article 28 de la Loi sur Investissement Québec. Comme on l'a noté, l'article 28 est libellé comme suit:

> Le gouvernement peut, lorsqu'un projet présente un intérêt économique important pour le Québec, confier à la société le mandat d'accorder et d'administrer l'aide qu'il définit pour en favoriser la réalisation. Le mandat peut autoriser la société à fixer les conditions et les modalités de l'aide.[85]

93. L'article 28 de la Loi s'applique à de nombreux types de projets, qu'ils aient ou non un potentiel d'exportation. Quoi qu'il en soit, le Brésil fait valoir, en se fondant sur les statuts d'Investissement Québec, qu'un financement par Investissement Québec "est subordonné en droit à l'exportation".[86] Cependant, les programmes décrits dans les décrets auxquels le Brésil se réfère, n° 572-2000 et 841-2000, n'ont rien à voir avec le financement de ventes d'aéronefs et ne s'appliquent pas à ce type de financement.[87]

94. En outre, le Brésil semble avoir mal lu le Décret n° 572-2000. Ce décret dispose que le financement peut concerner des projets intérieurs ou des projets d'exportation, étant entendu que le terme "exportation", lorsqu'il s'agit de la vente de biens, désigne la vente à l'extérieur du Québec. Cela ne signifie pas, bien sûr, que le financement au titre du décret doit porter sur des ventes à l'extérieur du Québec, mais que le financement de projets d'exportation comprenant des ventes de biens doit comprendre des ventes à l'extérieur du Québec. Autrement dit, les "projets d'exportation" peuvent inclure des ventes purement intérieures à d'autres parties du Canada ainsi que des exportations à l'extérieur du Canada. La conclusion du Brésil selon laquelle le financement par Investissement Québec de ventes d'aéronefs est subordonnée en droit aux résultats à l'exportation repose sur la lecture erronée de décrets inapplicables.

---

[84] Continental Airlines, brochure de présentation, SEC Filing 424 (b)3, 16 octobre 1997, extrait du site www.sec.gov, p. S-33 (pièce n° 13 du Canada). Également disponible à l'adresse www.continental.com/corporate sous la rubrique Investor Relations/SEC Filings.

[85] *Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec*, L.R.Q., c. I-16.1, a. 28 (pièce n° 18 du Brésil).

[86] Première communication du Brésil, paragraphe 97.

[87] *Id.*, paragraphes 98 à 100.

95. Le reste des arguments du Brésil ne vient pas étayer cette allégation. Le Brésil soutient, au paragraphe 101 de sa première communication, que presque toute la production de Bombardier est exportée et que cela démontre "la subordination *de jure* à l'exportation" à la fois d'un fonds de garanties de prêts créé pour Bombardier et de garanties sur titres. Le Brésil n'a pas montré que les garanties de prêts ou les garanties sur titres offertes par Investissement Québec étaient des subventions. Elles ne le sont pas, mais même si elles l'étaient, le Brésil n'a pas établi leur subordination *de jure* à l'exportation.

96. Selon l'Organe d'appel, "… la connotation ordinaire du terme "subordonné" est "conditionnel" ou "dépendant, pour exister, de quelque chose d'autre".[88] Une subvention est subordonnée "en droit" aux résultats à l'exportation "lorsque l'existence de cette condition peut être démontrée en s'appuyant sur les termes mêmes de la loi, du règlement ou de l'autre instrument juridique pertinent qui constitue la mesure".[89] Le Brésil n'a indiqué aucun instrument juridique permettant de démontrer la subordination à l'exportation du financement par Investissement Québec et un tel instrument n'existe pas. Tout au plus, le Brésil a montré qu'une partie du financement assuré par Investissement Québec *se rapportait* à des ventes à l'exportation. Cela ne rend aucunement le financement accordé par Investissement Québec subordonné en droit aux résultats à l'exportation.[90]

iv) Conclusion

97. Le Brésil n'a pas montré qu'un quelconque financement par Investissement Québec conférait un avantage ou était subordonné à l'exportation. Il n'a donc pas établi *prima facie* qu'un financement par Investissement Québec était une subvention à l'exportation prohibée.

V. CONCLUSION

98. Les allégations formulées par le Brésil dans le présent différend entrent dans deux catégories. D'une part, le Brésil met en cause la décision du Canada d'offrir un financement à Air Wisconsin. Ses allégations à cet égard sont claires, mais elles ne tiennent pas compte du fait que le Canada ne fait que répondre, sur la base d'un alignement, à une offre de financement faite par le Brésil à Air Wisconsin pour tenter de faire gagner une vente à Embraer. Conformément au second paragraphe du point k) de l'Annexe I à l'Accord SMC, le Canada est parfaitement en droit d'agir ainsi. Le Canada demande que le Groupe spécial fasse une constatation en ce sens.

99. D'autre part, le Brésil paraît mettre en cause, à un niveau au moins, les programmes Compte du Canada et Compte de la Société de la SEE ainsi qu'Investissement Québec. Comme le Canada l'a fait valoir dans sa communication préliminaire, la portée et le fond de ces allégations sont loin d'être clairs. Ces allégations sont contraires à l'un ou l'autre des articles 6:2 et 21:5 du Mémorandum d'accord ou aux deux. Cependant, même sur le fond, le Brésil ne s'est acquitté en aucune occasion de la charge qui lui incombait d'établir des éléments *prima facie* à l'appui de son argumentation. Dans sa première communication, il a largement réutilisé des allégations et des éléments de preuve qui avaient déjà été rejetés par le groupe spécial et par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*.

100. Si le Brésil met à nouveau en cause le Compte du Canada ou le Compte de la Société "en tant que tels", il n'a apporté au présent groupe spécial aucun élément de base, en droit ou en fait, lui permettant de réexaminer les constatations du groupe spécial *Canada – Aéronefs I* selon lesquelles ces

---

[88] *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 166, citant la définition du groupe spécial en l'approuvant.

[89] *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial, WT/DS139/R, WT/DS142/R, adopté le 19 juin 2000, paragraphe 100.

[90] Bien que le Brésil n'ait allégué qu'une subordination en droit, le simple fait que le financement par Investissement Québec se rapporte à des ventes à l'exportation ne signifie pas non plus qu'il y a subordination de fait. (Voir *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 173).

programmes procèdent du droit facultatif. Le Brésil a, en outre, confirmé avec ses propres éléments de preuve qu'Investissement Québec procédait du droit facultatif. Cette société non plus n'est pas incompatible "en tant que telle" avec l'Accord SMC.

101. Dans la mesure où le Brésil met en cause des types de financement par le Compte de la Société ou par Investissement Québec en général ou en relation avec des transactions précises, il n'a jamais démontré et ne peut démontrer que ce financement est une subvention à l'exportation prohibée. Compte tenu du fait que le Brésil n'a pas établi *prima facie* une incompatibilité avec l'Accord SMC, le Canada demande que le Groupe spécial rejette également ces allégations.

ANNEXE B-5

DECLARATION ORALE DU CANADA A LA PREMIERE REUNION DU GROUPE SPECIAL CONCERNANT LES QUESTIONS DE COMPETENCE

(27 juin 2001)

I. INTRODUCTION

1. Dans sa communication préliminaire du 18 juin, le Canada a demandé au Groupe spécial de formuler un certain nombre de constatations quant à sa compétence. Aujourd'hui, le Canada répondra aux questions soulevées par le Brésil dans sa réponse (communication du 22 juin) et présentera un bref récapitulatif de sa position sur ces questions. Certaines des allégations du Brésil sont incompatibles avec l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

A. CERTAINES DES ALLEGATIONS DU BRESIL SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 21:5 DU MEMORANDUM D'ACCORD

2. À la lecture de la communication du Brésil datée du 22 juin, le Canada a appris que le Brésil ne considérait pas comme une allégation distincte chacun des paragraphes numérotés de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Au contraire, selon ses propres termes, le Brésil a formulé une "allégation générale", unique au paragraphe 1 s'agissant du Compte du Canada. Il soutient que les paragraphes 2, 3 et 4 se bornent à "expose[r] la nature de cette allégation de manière plus détaillée".

3. Rien dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique que le Brésil a formulé au paragraphe 1 une allégation "générale" dont les paragraphes 2, 3 et 4 en sont de simples éléments. Toute interprétation raisonnable de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil corrobore le point de vue selon lequel le Brésil a formulé des allégations distinctes, dûment énoncées dans des paragraphes distincts. Par ailleurs, le Brésil n'a apporté aucune précision sur ce point, ni sur d'autres, lorsque le Canada lui a demandé de le faire.

4. Le fait d'accepter la thèse de "l'allégation générale", ce qui n'est pas le cas du Canada, ne signifie pas que l'une quelconque des allégations du Brésil puisse échapper à un examen du Groupe spécial pour des raisons de compétence. Toute partie de la demande d'établissement d'un Groupe spécial - qu'elle s'inscrive ou non dans le cadre d'une "allégation générale" - doit satisfaire aux prescriptions impératives du Mémorandum d'accord, y compris aux articles 21:5 et 6:2. Le Groupe spécial devrait considérer à bon droit que toute partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui n'est pas conforme à ces prescriptions ne relève pas de son mandat.

5. La présentation ultérieure de la thèse de "l'allégation générale" paraît être une tentative, de la part du Brésil, de "remédier" aux insuffisances de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Comme le Canada l'a fait observer dans sa communication préliminaire, il n'est pas possible pour une partie plaignante de se servir de communications présentées ultérieurement pour "remédier" aux insuffisances de sa demande d'établissement d'un Groupe spécial.

6. Le Brésil déclare, au paragraphe 8 de sa communication du 22 juin, qu'il estime "utile" de s'abstenir de recourir à l'article 21:5. Il déclare également, au paragraphe 9, qu'il juge "préférable" de porter l'ensemble de ses allégations devant le présent groupe spécial plutôt que de reconvoquer le

groupe spécial initial pour examiner des questions de mise en conformité, et d'engager des procédures *de novo* pour examiner de nouvelles allégations. De l'avis du Canada, la question qui se pose n'est manifestement pas de savoir ce qui est "utile" ou "préférable", mais plutôt celle de savoir ce qui est autorisé par le Mémorandum d'accord.

7. Les différends concernant la mise en œuvre doivent être résolus par le recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. C'est ce qui ressort clairement des termes de cet article, qui dispose que les désaccords au sujet de la mise en conformité "seront" réglés suivant les présentes procédures de règlement des différends, y compris, dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au groupe spécial initial.

8. Si les rédacteurs du Mémorandum d'accord avaient eu une autre intention, ils auraient pu employer d'autres termes. Ils auraient pu dire que ces différends "pourront" être résolus par le recours au groupe spécial initial. Or, ce n'est pas ce qu'ils ont fait. Ils auraient pu dire également que ces différends "devraient" être résolus par le recours au groupe spécial initial, mais ce n'est pas ce qu'ils ont fait. Selon le sens ordinaire de l'article 21:5, la partie plaignante "aura" recours au Groupe spécial initial lorsque cela sera possible. Le Brésil n'a pas cherché à avancer que le recours à l'article 21:5 n'était pas possible en l'espèce.

9. Cette interprétation est compatible avec la pratique suivie jusqu'à présent par les Membres de l'OMC qui, lorsqu'ils tentent de résoudre un différend concernant la mise en œuvre, recourent tous à l'article 21:5. Le Brésil serait le premier Membre de l'OMC à tenter de régler un différend en matière de mise en conformité en engageant des procédures de groupe spécial *de novo*. Permettre au Brésil d'agir de la sorte reviendrait à ignorer complètement les dispositions impératives de l'article 21:5.

10. En outre, le Brésil tente d'amener le Groupe spécial à se prononcer sur des questions de mise en œuvre relatives à un autre différend, avec un mandat différent. Le Groupe spécial n'est pas compétent pour connaître de telles allégations.

11. Les CE conviennent que l'article 21:5 n'est "pas de nature purement incitative". Néanmoins, le Canada ne souscrit pas à l'argument avancé par les CE selon lequel le futur "sera" employé à l'article 21:5 se rapporte au "recours au groupe spécial initial une fois que l'option d'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a été retenue et non au recours à la procédure au titre de l'article 21:5". Le libellé de l'article 21:5 ne corrobore pas une telle interprétation. La partie pertinente de cet article dispose que "ce différend sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends, *y compris, dans tous les cas où cela sera possible, avec le recours au groupe spécial initial*". Si les rédacteurs du Mémorandum d'accord avaient voulu offrir aux parties plaignantes ce que les CE dénomment l'"option" d'une procédure au titre de l'article 21:5, ils auraient pu le faire aisément. En outre, l'emploi de l'expression y compris indique clairement que le membre de phrase qui suit ("dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au groupe spécial initial") est subordonné au libellé impératif du début de la phrase ("sera réglé"). En d'autres termes, l'article 21:5 prescrit que les différends concernant la mise en conformité soient réglés par le recours au groupe spécial initial, à moins que cela ne soit pas possible.

12. En conséquence, le Canada soutient que le Brésil ne s'est pas conformé aux prescriptions impératives de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

B. CERTAINES DES ALLEGATIONS DU BRESIL SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE 6:2 DU MEMORANDUM D'ACCORD

13. En vertu de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit, entre autres, indiquer les mesures spécifiques en cause et contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

14. L'Organe d'appel a indiqué clairement que le respect de l'article 6:2 constituait une prescription relative à la "régularité de la procédure" qui était "fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends".

15. Comme il a été indiqué ci-dessus, il est également évident que les communications ultérieures du plaignant ne peuvent pas "remédier" aux insuffisances que présente sa demande d'établissement d'un groupe spécial, y compris au fait qu'elle ne satisfait pas aux critères minimaux énoncés à l'article 6:2.

16. Les insuffisances spécifiques de la demande présentée par le Brésil sont exposées dans la communication du Canada. Celui-ci rappelle que, s'agissant de l'allégation 2, les CE estiment elles aussi que cette allégation ne satisfait pas au critère énoncé à l'article 6:2, au motif que le Brésil était tenu de citer un accord visé, et que "le rapport d'un groupe spécial établi dans le cadre d'un différend antérieur … n'équivaut pas à un accord visé". Bien que cette déclaration des CE constitue un argument différent de celui avancé par le Canada, il semblerait que ce soit un autre moyen d'expliquer le critère établi par l'Organe d'appel selon lequel la partie plaignante est tenue d'indiquer la disposition du traité dont il est allégué qu'elle a été violée.

17. Dans les arguments qu'il a présentés le 22 juin concernant l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, le Brésil expose de nouveau sa thèse de l'"allégation générale unique".

18. Comme le Canada l'a déclaré s'agissant de l'article 21:5, rien dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique que le Brésil a formulé une allégation "générale" unique. Le Brésil a formulé des allégations distinctes, dûment énoncées dans des paragraphes distincts. La présentation ultérieure, d'une thèse de l'"allégation générale" paraît être une tentative, de la part du Brésil, de "remédier" aux insuffisances de sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

19. Le fait d'accepter la thèse de l'"allégation générale", ce qui n'est pas le cas du Canada, ne signifierait nullement que le paragraphe 1 ou les arguments exposés dans les paragraphes suivants ne doivent pas se conformer à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Qu'elles s'inscrivent ou non dans le cadre d'une allégation générale, les dispositions relatives à la régularité de la procédure énoncées à l'article 6:2 prescrivent que la demande d'établissement d'un groupe spécial indique les questions spécifiques en cause et contienne un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Comme nous l'avons fait valoir dans notre communication, les allégations 1, 2, 5 et 7 ne satisfont pas à ce critère.

20. Au paragraphe 21 de sa communication du 22 juin, le Brésil informe le Canada qu'il met en cause des mesures "en tant que telles", et telles qu'elles sont appliquées, notamment dans le cadre de la transaction Air Wisconsin. Il ajoute que sa demande d'établissement d'un groupe spécial porte uniquement sur les mesures mises en cause pour ce qui est de leur rôle dans les transactions concernant les avions de transport régional.

21. Le Brésil ne peut pas chercher à "remédier" aux insuffisances de sa demande d'établissement d'un groupe spécial en fournissant de telles précisions additionnelles. La demande d'établissement d'un groupe spécial - telle que présentée à l'ORD - doit être évaluée au regard des prescriptions énoncées à l'article 6:2 et non compte tenu des précisions supplémentaires, quelles qu'elles soient, que le Brésil souhaite maintenant apporter. En outre, bien que le Brésil nous rappelle l'intitulé du présent différend, cet intitulé, qui émane du Secrétariat, n'est pas pertinent, d'une façon ou d'une autre, pour déterminer si la demande présentée par le Brésil satisfait aux prescriptions de l'article 6:2. En tout état de cause, lorsque le Canada a demandé au Brésil des éclaircissements quant à la portée de ses allégations, il a effectivement fait référence à l'intitulé du présent différend et demandé au Brésil si ses allégations 1, 5 et 7 étaient censées ne viser que certaines pratiques ou certains programmes qui concernaient les avions de transport régional. Le Brésil a choisi de ne pas répondre, ce qui a amené le

Canada à conclure que les allégations du Brésil pouvaient, en fait, ne pas être aussi circonscrites que le donnait à penser l'intitulé du différend.

22. Bien que le Brésil ne soit pas autorisé à "remédier" aux insuffisances de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, ses communications ultérieures n'ont en réalité fait qu'ajouter à la confusion. Par exemple, le paragraphe 24 de sa communication du 22 juin dispose que "le Compte du Canada recourt à des types de soutien qui ne sont pas mentionnés dans les allégations du Brésil, dont l'assurance-crédit à l'exportation, l'assurance-caution de bonne fin et l'assurance-risques politiques". Toutefois, le paragraphe 78 de la première communication du Brésil dispose notamment que "le Compte du Canada offre ... de grandes catégories de services financiers aux exportateurs canadiens: assurance-crédit à l'exportation, ... assurance-caution de bonne fin et assurance-risques politiques. Ces services constituent soit un "transfert direct de fonds", soit un "transfert direct potentiel de fonds ou de passif" selon l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. ... Tous ces crédits à l'exportation, quelle que soit leur forme, constituent aussi une fourniture de services autre qu'une infrastructure générale, au sens de l'article 1.1 a 1) iii) de l'Accord". Étant donné cette incohérence, on ne sait toujours pas exactement quels "services" ou "crédits à l'exportation" fournis par le Compte du Canada sont visés par les allégations du Brésil.

23. Au paragraphe 24 de la communication du Brésil du 22 juin, il est indiqué que "[d]e même, la SEE accorde divers types de soutien qui ne sont pas visés par les allégations du Brésil, tels que l'assurance des comptes débiteurs, l'assurance-caution de bonne fin et l'assurance-risques politiques". Or, au paragraphe 40 de la première communication du Brésil, il est dit que "la SEE offre "toute une gamme de services financiers" aux compagnies canadiennes. Ces services financiers comprennent l'assurance-crédit, les services de financement, les services de cautionnement, l'assurance-risques politiques et les titres de participation. Ils constituent des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC". Par ailleurs, dans sa première communication (à partir du paragraphe 60), le Brésil met en cause les "services financiers" en général, qui sembleraient englober les services financiers susmentionnés. Étant donné cette incohérence, on ne sait toujours pas exactement quel soutiens ou services financiers fournis par la SEE sont visés par les allégations du Brésil.

24. Au paragraphe 24 de la communication du Brésil du 22 juin, il est également indiqué qu'Investissement Québec "accorde un type de soutien qui n'est pas mentionné dans les allégations du Brésil, tels que le cautionnement et l'assurance contre les risques de change". Or, dans son argumentation concernant Investissement Québec, au paragraphe 92 de sa première communication, le Brésil déclare que: "[l]a fourniture de services financiers sous forme de prêts et de garanties ("cautionnement") constitue une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC". Étant donné cette incohérence, le Canada ne sait toujours pas exactement quel financement ou soutien accordé par Investissement Québec est visé par les allégations du Brésil.

25. D'une manière plus générale, lorsque le Brésil déclare, au paragraphe 24 de sa communication du 22 juin, que certains types de soutien ne sont pas mentionnés dans ses allégations, il semble fournir uniquement des exemples des types de soutien qui ne sont pas visés par ses allégations, ce qui soulève évidemment la question de savoir quels autres types d'activités ne sont pas visés par les allégations du Brésil.

26. De fait, il est particulièrement manifeste que le Brésil ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord lorsque l'on rapproche sa demande d'établissement d'un groupe spécial du paragraphe 24 de sa communication du 22 juin. L'allégation 1 met en cause "[l]es crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada ou par son intermédiaire ...". Or, au paragraphe 24, il est notamment indiqué ce qui suit: "Le Compte du Canada recourt à des types de soutien qui ne sont pas mentionnés dans les allégations du Brésil, y compris ...".

27. L'allégation 5 met en cause "[l]es crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêt ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE, ou par son intermédiaire ...". Or, au paragraphe 24, il est notamment dit que "[d]e même, la SEE accorde divers types de soutien qui ne sont pas visés par les allégations du Brésil, tels que ...".

28. L'allégation 7 met en cause "[l]es crédits à l'exportation et les garanties accordés par Investissement Québec, y compris ...". Il est indiqué au paragraphe 24 qu'Investissement Québec "accorde aussi un type de soutien qui n'est pas mentionné dans les allégations du Brésil, tel que …").

29. En conséquence, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil utilisait des termes généraux, ce qui signalait au Canada que certaines mesures étaient mises en cause, "y compris" quelques exemples énumérés par le Brésil. Le Canada n'a pas été informé des éléments des mesures mises en cause qui n'étaient pas "mentionnés" de la sorte. Dans sa communication du 22 juin, le Brésil a finalement fait savoir au Canada que certaines mesures n'étaient pas mentionnées, sans toutefois, là encore, indiquer lesquelles. Cette façon de procéder ne satisfait pas aux critères minimaux imposés par l'article 6:2.

30. En outre, le Canada souscrit à l'observation formulée au paragraphe 18 de la communication des CE en tant que tierce partie, selon laquelle "[d]es demandes d'établissement d'un groupe spécial rédigées en termes vagues, qui comportent par exemple des formules fourre-tout comme "y compris mais non exclusivement" ou "entre autres" pour décrire l'objet d'un différend, ont ... par conséquent été considérées à juste titre comme ne satisfaisant pas aux prescriptions minimales auxquelles elles doivent se conformer". Le Brésil ne peut pas s'être conformé aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dès lors qu'à ce jour il n'a toujours pas indiqué clairement les questions en cause.

31. Le Brésil fait référence à ce qu'il appelle les "circonstances concomitantes" en l'espèce. En particulier, il fait valoir qu'il n'a pas été porté atteinte à la capacité du Canada à se défendre en l'espèce parce que "le Canada est tout à fait conscient des questions et des allégations en jeu et que, de ce fait, il est et restera en mesure de se défendre énergiquement". Or, le Canada a effectivement subi un préjudice dans la conduite de sa défense du fait que le Brésil n'a pas satisfait aux prescriptions minimales de l'article 6:2. Dans l'affaire *Thaïlande – Acier*, le Groupe spécial a constaté que le préjudice subi par la Thaïlande "était fonction du fait que la nature et la portée précises" de l'allégation formulée par la Pologne "demeurait incertaine et ambiguë" pour la Thaïlande. Le même raisonnement vaut également en l'espèce. Les allégations du Brésil demeurent "incertaine[s] et ambiguë[s]" pour le Canada. En outre, étant donné les déclarations contradictoires susmentionnées, ces allégations paraîtraient également incertaines et ambiguës au Brésil.

32. Les insuffisances de la plainte formulée par le Brésil ne sont pas de pure forme. Il est essentiel qu'un Membre sache ce qu'on lui reproche pour qu'il puisse exercer son droit de défendre pleinement ses lois et programmes. Un Membre plaignant ne devrait pas pouvoir être avantagé sur le plan de la procédure en rendant obscur l'objet et le fondement de sa mise en cause tant que la première communication n'a pas été déposée ni même après. La clarté du libellé d'une plainte protège les intérêts du Membre défendeur, ainsi que ceux des tierces parties qui participent au différend et de tous les autres Membres qui risquent d'être affectés par l'issue de celui-ci. L'article 6:2 protège les droits des Membres en garantissant que ceux-ci sachent ce qu'on leur reproche.

33. La nature et la portée précises des allégations 1, 2, 5 et 7 du Brésil demeurent ambiguës, même après que celui-ci a déposé sa première communication. C'est pourquoi le Canada demande instamment au Groupe spécial de constater que ces allégations sont incompatibles avec les obligations du Brésil et les droits du Canada qui découlent de l'article 6:2 et, partant, qu'elles ne sont pas soumises à bon droit au présent groupe spécial.

34. Au paragraphe 36 de sa communication du 22 juin, le Brésil fait référence à la demande présentée par le Canada en vue d'obtenir des éclaircissements quant à la portée de ses allégations et affirme que "[c]ontrairement à ce que laisse entendre le Canada, la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Acier* n'impose pas au Brésil l'obligation juridique de divulguer son argumentation avec force détails en réponse à la demande circonstanciée présentée par le Canada le 16 mai". Le Canada n'a jamais laissé entendre que le Brésil avait l'"obligation juridique" de "divulguer son argumentation avec force détails". De fait, étant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est rédigée en termes vagues et généraux, le Canada a simplement demandé des éclaircissements quant à la portée des allégations du Brésil. Celui-ci a choisi de ne pas répondre sur le fond à la lettre du Canada. En conséquence, le Canada a choisi de faire valoir son droit d'obtenir qu'une décision préliminaire soit rendue selon laquelle certaines des allégations du Brésil sont incompatibles avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

35. Au paragraphe 37 de la communication du Brésil du 22 juin, le Brésil fait référence au "bon nombre de précisions" qu'il a communiquées concernant ses allégations dans sa lettre du 21 mai. Or, cette lettre n'indique en aucune manière la portée des allégations du Brésil. Au contraire, la demande générale présentée dans la lettre du Brésil du 21 mai laissait entendre que les allégations du Brésil avaient une portée encore plus vaste que ce que donnait à penser la demande d'établissement d'un groupe spécial, en ce sens qu'elles ne visaient pas uniquement les pratiques actuelles mais également les pratiques antérieures.

36. Les Communautés européennes partagent l'avis du Canada au sujet de l'article 6:2. Dans leur communication en tant que tierce partie, elles déclarent que "les droits du Canada en tant que défendeur et la possibilité pour les tierces parties de bien comprendre quelle est la portée du présent différend ont été fortement restreints". Les CE exhortent le Groupe spécial à conclure que les allégations 1, 2, 5 et 7 ne lui ont pas été soumises à bon droit.

37. En conclusion, le Canada a l'honneur de demander au Groupe spécial de rendre en ce qui concerne la compétence les décisions qui sont indiquées au paragraphe 62 de notre communication préliminaire, à savoir:

> Les allégations 2 et 3 soulèvent des questions de mise en conformité ayant trait à un autre différend. Le Brésil était tenu de présenter ces allégations au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. En conséquence, les allégations 2 et 3 n'entrent pas dans la compétence du Groupe spécial.
>
> La référence faite dans l'allégation 1 à certains crédits à l'exportation qui "demeurent" des subventions prohibées soulève de même des questions de mise en conformité ayant trait à un autre différend et n'entre pas non plus dans la compétence du Groupe spécial.
>
> Les allégations 1, 2, 5 et 7 sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et, partant, ces allégations n'entrent pas dans la compétence du Groupe spécial.

ANNEXE B-6

DECLARATION ORALE DU CANADA A LA PREMIERE REUNION DU GROUPE SPECIAL CONCERNANT LES QUESTIONS DE FOND

(27 juin 2001)

I. INTRODUCTION

1. Dans la communication écrite qu'il a déposée il y a neuf jours, le Canada a dit que le seul élément clair et cohérent de la plainte du Brésil dans le présent différend était l'offre de financement faite par le Canada concernant la vente d'aéronefs régionaux à Air Wisconsin. Dans cette communication, le Canada a toutefois répondu pleinement aux allégations du Brésil telles qu'il croyait les comprendre.

2. Dans la présente déclaration, le Canada ne répétera pas tous les arguments avancés dans sa première communication. Il commencera par une brève récapitulation des allégations du Brésil et de ses propres réponses, en insistant sur la question de l'"avantage". Vu le manque de clarté de certaines des allégations du Brésil et dans l'attente de la décision préliminaire du Groupe spécial, le Canada insistera tout particulièrement sur la transaction Air Wisconsin.

3. Le Canada expliquera pourquoi il n'est tout simplement pas plausible qu'Embraer, sans aucun soutien du gouvernement brésilien, puisse s'engager à proposer un financement à Air Wisconsin aux conditions décrites dans les renseignements communiqués lundi par le Brésil. Il montrera que si véritablement l'offre d'Embraer ne supposait pas un soutien du gouvernement brésilien, cela démontrerait que l'Arrangement de l'OCDE ne peut pas être utilisé pour déterminer ce qui constitue un avantage aux fins de l'article premier de l'Accord SMC. Cela signifierait également que l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin ne confère pas un avantage.

4. Si, toutefois, l'offre d'Embraer supposait effectivement un soutien du gouvernement brésilien, l'offre du Canada s'alignerait simplement sur l'offre faite par le Brésil à Air Wisconsin. Mon collègue, Karl Blume, expliquera pourquoi un tel alignement est autorisé au titre de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"Accord SMC") et plus spécifiquement au titre du "refuge" prévu au second paragraphe du point k) de l'Annexe I.

II. ARGUMENTATION

A. LE BRESIL N'A PAS ETABLI LE BIEN-FONDE DE SES ALLEGATIONS

5. Dans sa première communication, le Canada a établi que le Brésil n'a pas démontré que le Compte de la Société, le Compte du Canada ou Investissement Québec, en tant que tels, sont illégaux. Le Canada a montré que le Brésil n'a présenté aucun motif justifiant que le Groupe spécial revienne sur les constatations du Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* à savoir que le Compte de la Société et le Compte du Canada étaient des programmes discrétionnaires. Le Brésil lui-même a confirmé par les éléments de preuve qu'il a présentés qu'Investissement Québec est un programme discrétionnaire. Le Canada a également expliqué que le Brésil n'a pas démontré que, dans leur application spécifique, l'un quelconque de ces programmes offre des subventions à l'exportation prohibées.

6. Dans le cas du Compte de la Société géré par la SEE, le Canada confirme à nouveau qu'à l'exception des transactions bénéficiant d'un soutien public, les activités du Compte de la Société sont conformes aux principes commerciaux et s'appuient sur une libre fixation des prix. La SEE offre un financement aux taux du marché; en effet elle fixe les taux d'intérêt versés par l'emprunteur de manière à tenir compte du risque, conformément aux principes du marché. Par conséquent, sauf lorsqu'elle fournit un soutien public, la SEE ne propose pas des conditions plus favorables que celles disponibles sur le marché. Cela ne confère donc pas un avantage et ne constitue pas une subvention à l'exportation prohibée. Le Brésil n'a pas démontré le contraire. Il n'a pas non plus montré qu'Investissement Québec offre un financement à des conditions plus favorables que celles disponibles sur le marché. De même, le Brésil n'a pas montré que le financement offert par Investissement Québec est subordonné à l'exportation.

B. UNE REFERENCE A L'ARRANGEMENT NE DEMONTRE PAS L'EXISTENCE D'UN AVANTAGE

7. Dans les arguments qu'il avance concernant le Compte de la Société dans sa première communication, le Brésil affirme que l'offre de conditions plus favorables que celles définies dans l'Arrangement de l'OCDE constitue un élément de preuve positif de l'existence d'un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC. Toutefois, en dehors du second paragraphe du point k), aucun texte ne permet d'incorporer les termes de l'Arrangement dans l'Accord SMC. La référence à l'Arrangement de l'OCDE est donc faite dans le contexte d'une exception à l'article 3. Aucun principe de logique ni d'interprétation juridique n'exige qu'on fasse d'une exception un point de référence pour une définition.

8. En fait, il est particulièrement étrange que le Brésil suggère qu'il peut montrer l'existence d'un avantage au titre de l'article premier de l'Accord SMC en se référant à deux éléments de l'Arrangement de l'OCDE, à savoir le délai de remboursement de dix ans et le TICR. Pas plus tard que le mois dernier, au cours d'une réunion du Comité SMC, le Brésil a dit qu'il craignait que, dans le contexte de l'Accord SMC, la référence à l'Arrangement de l'OCDE donne "en permanence carte blanche aux Participants à cet Arrangement pour modifier les règles de l'OMC".

9. C'est une chose que d'autoriser la conformité avec les dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement pour offrir un "refuge" à ce qui constituerait sinon une subvention à l'exportation prohibée. Cela est expressément prévu au point k) de l'Accord SMC et les Membres de l'OMC en sont convenus. C'est une tout autre chose cependant que d'autoriser l'Arrangement à déterminer ce qui constitue ou non un avantage au titre de l'article premier. Cela permettrait aux Participants à l'Arrangement de modifier les règles de l'OMC en modifiant les termes de l'Arrangement – soit précisément ce dont le Brésil s'est déclaré préoccupé au Comité SMC et ce dont les Membres de l'OMC ne sont pas convenus.

10. Il ne faut pas déterminer si un avantage a été conféré ou non par référence à l'Arrangement mais, comme l'a constaté l'Organe d'appel, par référence aux conditions qui prévalent sur le marché. Comme le Canada l'a expliqué dans sa communication écrite, l'Arrangement devient pertinent uniquement lorsque l'existence d'une subvention a été constatée et qu'un Membre tente de bénéficier du "refuge" offert par le point k).

11. Les deux situations qu'examine le Groupe spécial montrent parfaitement pourquoi il en est ainsi. Premièrement, le Brésil a fait valoir que les transactions au titre du Compte de la Société relevant de la SEE confèrent un avantage parce qu'elles sont proposées avec des délais de remboursement supérieurs à la limite de dix ans prévue par l'Arrangement. Toutefois, comme le Canada l'a montré dans sa communication écrite, des délais de remboursement de plus de dix ans pour le financement des aéronefs régionaux sont tout à fait conformes aux conditions prévalant sur le marché. Selon le Brésil, toutes les autres modalités d'une transaction étant égales par ailleurs, si la

SEE offrait un financement assorti d'un délai de remboursement de onze ans alors qu'une banque commerciale proposait un délai de 16 ans, le financement de la SEE serait réputé conférer un avantage simplement parce qu'il dépasse le délai fixé dans l'Arrangement, même si ce dernier est nettement moins favorable que le délai prévalant sur le marché. L'Accord SMC ne peut tout simplement pas aboutir à ce résultat.

12. Le deuxième exemple en est la transaction Air Wisconsin elle-même. Conformément aux renseignements fournis par le Brésil au Groupe spécial lundi, Embraer a fait deux offres à Air Wisconsin, l'une à ce qu'Embraer appelle [ ]. Pour l'instant, le Canada ne formulera pas d'observation spécifique concernant la première de ces offres, car elle a apparemment été remplacée par une autre, si ce n'est pour déclarer qu'à sa connaissance il n'existe pas de [ ].

13. Le Brésil demande au Groupe spécial de croire que les offres d'Embraer n'impliquaient aucun soutien de la part du gouvernement brésilien. Il demande au Groupe spécial de croire qu'Air Wisconsin pouvait obtenir le financement décrit dans la lettre d'Embraer sur le marché commercial avec [ ]. L'Arrangement impose toutefois un délai maximum de remboursement de dix ans et une limite prêt/valeur de 85 pour cent, [ ]. L'allégation d'Embraer, si elle est acceptée, confirme le caractère illogique de la position brésilienne selon laquelle l'Arrangement pourrait déterminer quelles conditions sont conformes au marché aux fins d'établir un "avantage" au titre de l'article premier de l'Accord SMC.

C. L'EXPLICATION DONNEE PAR EMBRAER DE LA TRANSACTION AIR WISCONSIN N'EST PAS CREDIBLE

14. Dans sa lettre, Embraer a dit très exactement que: "Embraer a fait deux offres de financement, dont aucune n'implique un soutien du gouvernement brésilien." De l'avis du Canada, trois interprétations sont possibles:

- Premièrement, Embraer dit la vérité, mais pas toute la vérité. C'est-à-dire qu'au moment où les offres ont été faites il était peut-être techniquement vrai que le gouvernement brésilien ne s'était pas encore officiellement engagé à fournir un soutien, mais les offres ont été faites étant entendu que le gouvernement brésilien ou une agence gouvernementale fournirait le soutien nécessaire, et dans l'attente de ce soutien.

- Deuxièmement, cette déclaration peut être fausse. Pour accepter la véracité de cette affirmation, il faudrait constater: a) que le responsable d'Air Wisconsin cité dans la pièce n° 1 du Canada mentait à Bombardier lorsqu'il a dit au représentant de Bombardier que l'offre d'Embraer impliquait le soutien de la BNDES et de PROEX, ou que le responsable de Bombardier a menti lorsqu'il a rendu compte de cette entrevue à sa société; b) que les représentants d'Air Wisconsin ont donné une idée fausse de la participation du Brésil lorsqu'ils ont rencontré les représentants du Canada; et c) qu'il était réaliste de penser qu'Embraer aurait pu assurer le financement commercial de [ ]. Même les compagnies aériennes américaines les mieux notées, telles qu'American Airlines, sont normalement tenues de payer des taux d'intérêt sensiblement supérieurs [ ] lorsqu'elles financent des aéronefs même à un rapport prêt/valeur inférieur à 70 pour cent.[1] Pourtant, le Brésil voudrait faire croire au Groupe spécial qu'Embraer était en mesure de [ ]. Cette allégation n'est tout simplement pas crédible.

[1] Morgan Stanley Dean Witter Report, 10 février 2001 (pièce n° 14 du Canada).

- La troisième possibilité est que cette affirmation est juste. C'est-à-dire que, aussi incroyable que cela puisse paraître, Embraer a découvert une source, ou des sources, de crédit commercial disposées à soutenir l'offre faite à Air Wisconsin de [ ].

15. Si le Groupe spécial admettait la position du Brésil selon laquelle Air Wisconsin avait trouvé un crédit commercial aux conditions alléguées par Embraer, dans ce cas le financement offert par le Canada – c'est-à-dire essentiellement [ ] – ne serait pas plus favorable que les conditions "du marché" proposées par Embraer. Air Wisconsin elle-même l'a confirmé dans sa lettre du 20 mars 2001 (pièce n° 2 du Canada).

16. Par conséquent, si le Groupe spécial détermine qu'Embraer dit la vérité, l'offre du Canada à Air Wisconsin a été faite à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles que le bénéficiaire aurait pu obtenir sur le marché. Il faudrait donc en conclure que l'offre du Canada ne confère pas un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

17. Toutefois, si le Groupe spécial estime que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin impliquait effectivement un soutien du gouvernement brésilien, l'offre du Canada s'est alignée sur le soutien du Brésil et peut donc bénéficier du "refuge" prévu au point k). Je cède la parole à Karl Blume qui présentera le point suivant.

D. L'ALIGNEMENT DU CANADA SUR L'OFFRE FAITE PAR LE BRÉSIL À AIR WISCONSIN EST AUTORISÉ PAR L'ACCORD SMC

18. Le Brésil allègue que la transaction Air Wisconsin constitue une subvention à l'exportation prohibée qui ne peut pas bénéficier du "refuge" prévu au second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC parce que l'offre du Canada s'appuie sur la disposition relative à l'alignement et que celle-ci n'est pas une "disposition en matière de taux d'intérêt".[2]

19. L'argument du Brésil est fondé sur une opinion incidente d'un groupe spécial antérieur.[3] Le groupe spécial antérieur avait établi ses constatations dans l'abstrait sans pouvoir s'appuyer sur une transaction réelle contestée. La présente affaire démontre dans la pratique pourquoi l'Accord SMC autorise l'alignement.

20. L'alignement est expressément autorisé par l'Arrangement de l'OCDE et conforme à ses dispositions. En outre, les dispositions relatives à l'alignement de cet Arrangement sont des "dispositions en matière de taux d'intérêt" au sens du second paragraphe du point k). En conséquence, puisque, concernant Air Wisconsin, le Canada a agi en s'appuyant sur la disposition relative à l'alignement, tel que cela est expressément autorisé par l'Arrangement de l'OCDE et envisagé par l'Accord SMC, la transaction peut bénéficier du "refuge" prévu au second paragraphe du point k).

21. Le second paragraphe du point k) prévoit une exception à l'interdiction générale d'accorder des subventions à l'exportation formulée à l'article 3 de l'Accord SMC. Au titre du second paragraphe du point k), "une pratique suivie en matière de crédit à l'exportation" qui est "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE "ne sera pas considérée comme une subvention à l'exportation prohibée par" l'Accord SMC.[4]

---

[2] Première communication du Brésil, paragraphes 74 à 81.

[3] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils: Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/RW, adopté le 4 août 2000, paragraphes 5.124 à 5.126 [ci-après dénommé "*Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5"].

[4] *Id.*, paragraphe 5.78.

1. L'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement

i) Conformité avec l'Arrangement

22. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*, le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 ("Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5") a constaté que dans certains cas – mais pas dans tous – l'alignement, selon les termes mêmes de l'Arrangement de l'OCDE, n'était pas "conforme" aux dispositions de cet Arrangement, et par conséquent, n'était pas conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" dudit Arrangement.[5]

23. Cela est contraire au texte du second paragraphe du point k). Comme le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 l'a reconnu lui-même, l'alignement est "permis" par les dispositions de l'Arrangement.[6] L'article 29 de l'Arrangement autorise explicitement l'alignement. L'alignement ne peut pas être "permis" par l'Arrangement et en même temps non "conforme" à ce même Arrangement.

ii) La disposition relative à l'alignement est une "disposition en matière de taux d'intérêt"

24. En outre, la disposition relative à l'alignement constitue en elle-même une "disposition en matière de taux d'intérêt". L'interprétation la plus logique de l'expression "disposition en matière de taux d'intérêt" inclut toutes les dispositions de fond de l'Arrangement qui déterminent quels taux d'intérêt sont permis et qui ont une incidence sur le taux d'intérêt et le montant de l'intérêt dans une transaction donnée. L'alignement concerne un ensemble de circonstances qui ont une incidence sur la détermination des taux d'intérêt et qui sont conformes à l'Arrangement et compatibles avec lui. Tant les États-Unis que les CE soutiennent le point de vue du Canada, à savoir que la disposition relative à l'alignement constitue une "disposition en matière de taux d'intérêt".[7]

25. Toutes les "dispositions en matière de taux d'intérêt" – y compris l'alignement – se conjuguent pour imposer des disciplines concernant les modalités et les conditions d'une transaction donnée, d'une manière qui ne pourrait pas être réalisée par des taux d'intérêt minimums à eux seuls. L'alignement encourage le respect des autres "dispositions en matière de taux d'intérêt".

iii) Conclusion

26. Le texte du second paragraphe du point k) exige qu'une mesure soit "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement.[8] Comme le Canada l'a démontré, l'alignement est conforme aux dispositions de l'Arrangement selon les propres termes de ce dernier. De plus, les dispositions en matière d'alignement constituent en elles-mêmes une "disposition en matière de taux d'intérêt". Par conséquent, l'alignement est "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement.

2. Les Membres ont incorporé la discipline que constitue l'alignement

27. Non seulement le point de vue du Canada selon lequel l'alignement est "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement est étayé par le libellé du second paragraphe du point k), mais l'alignement est aussi compatible avec l'objet et le but de l'Accord SMC.

---

[5] *Id.*, paragraphes 5.124 à 5.126.

[6] *Id.*, paragraphes 5.124 et 5.125.

[7] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphes 10 à 15, et communication des CE en tant que tierce partie, paragraphes 57 à 70.

[8] L'Arrangement de l'OCDE est un "engagement international en matière de crédit officiel à l'exportation" au sens du second paragraphe du point k). Voir le rapport du groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 *Canada – Aéronefs I*, paragraphe 5.78.

28. Les rédacteurs de l'Accord SMC ne voulaient pas que certains Membres soient désavantagés en permanence par rapport à d'autres Membres qui ne respectent pas leurs obligations. Ils ont envisagé une telle situation et incorporé la discipline que constitue l'alignement dans l'Accord SMC par le biais du second paragraphe du point k). L'incorporation des disciplines de l'Arrangement concernant l'alignement répond à l'intention des rédacteurs et, comme le Canada l'a démontré, est compatible avec le libellé du second paragraphe du point k).

29. L'incorporation des "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE dans le Code des subventions du GATT et dans l'Accord SMC indique que les signataires étaient pleinement conscients de l'objet et du but de l'Arrangement et ont constaté que ceux-ci étaient compatibles avec l'objet et le but de l'Accord SMC et les étayaient. Le fait que les disciplines élaborées par les Participants à l'Arrangement aient été adoptées montre que tous les Membres reconnaissaient les compétences particulières des Participants dans le domaine des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

30. Lorsque les Membres ont conclu les Accords de l'OMC, y compris l'Accord SMC en 1994, cela faisait plus de 15 ans que l'Arrangement imposait avec succès des disciplines dans le domaine des subventions à l'exportation faussant les échanges. Les Membres étaient presque certainement conscients de ce que l'Arrangement était parvenu à limiter le recours à de telles subventions en mettant en œuvre un ensemble complet de droits et obligations équilibrés dans le domaine des crédits à l'exportation. Rien n'étant dit de particulier à ce sujet dans le second paragraphe du point k), il n'y a aucune raison de croire que les Membres auraient souhaité éliminer un instrument clé de cet ensemble de droits et obligations.

3. Les "dispositions en matière de taux d'intérêt" – y compris l'alignement – n'entraînent pas de déséquilibre dans les droits et obligations des Membres

31. Selon le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5, puisque le second paragraphe du point k) crée une exemption par rapport à une prohibition inscrite dans un accord de l'OMC, le soin de définir la portée de cette exemption étant laissé à un sous-groupe de Membres – il était important que le second paragraphe du point k) ne soit pas interprété d'une manière qui permette à ce sous-groupe de Membres de créer pour lui-même un traitement plus favorable *de facto* au titre de l'Accord SMC que celui qui est disponible pour tous les autres Membres de l'OMC.[9]

32. L'application de toutes les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE – y compris l'alignement – ne constitue pas un traitement plus favorable *de facto* pour les Participants à l'Arrangement parce qu'il est disponible pour tous les autres Membres de l'OMC. De l'avis du Canada, tous les Membres ont le droit d'offrir des conditions qui s'appuient sur la disposition relative à l'alignement. Si l'opération d'alignement d'un non-Participant était contestée à l'OMC et s'il était constaté qu'elle constitue une subvention à l'exportation prohibée, ce non-Participant pourrait bénéficier du "refuge" prévu au point k), à condition que l'alignement soit entrepris de bonne foi et sur la base d'une diligence raisonnable.

33. En outre, de l'avis du Canada, les "dispositions en matière de taux d'intérêt" ne comprennent pas les règles de procédure de l'Arrangement auxquelles un non-Participant ne pourrait par définition pas se conformer.

[9] *Id.*, paragraphes 5.132 et 5.133.

4. Au niveau systémique, l'alignement appuie directement les disciplines réelles prévues par l'Accord SMC

34. Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a considéré que l'alignement, dans certains cas, équivalait à une dérogation.[10] Cette position n'est pas étayée par le texte de l'Arrangement. L'article 29 autorise spécifiquement l'alignement en réponse à une "offre initiale" qui peut-être ou ne pas être conforme aux dispositions de l'Arrangement. C'est l'offre initiale qui, dans certains cas, constitue la dérogation - jamais la réponse à cette offre. L'offre initiale - lorsqu'elle équivaut à une dérogation - est spécifiquement prohibée au titre de l'article 27 de l'Arrangement. La réponse est spécifiquement permise par l'article 29 de l'Arrangement et bénéficie du "refuge" prévu car elle constitue une "disposition en matière de taux d'intérêt" au sens du second paragraphe du point k).

35. L'alignement constitue une réponse explicitement permise lorsque, dans certains cas, les disciplines relatives aux subventions à l'exportation n'ont pas été respectées. L'alignement n'encourage pas le non-respect des disciplines. Il appuie au contraire directement les disciplines de l'Accord SMC au niveau systémique car il décourage fortement et efficacement tout manquement aux disciplines. L'alignement renforce les disciplines relatives aux subventions à l'exportation de l'Arrangement mais également les disciplines de l'Accord SMC car il constitue une "disposition en matière de taux d'intérêt" au titre du second paragraphe du point k).

36. L'alignement est compatible à la fois avec le second paragraphe du point k) et avec l'objet et le but de l'Accord SMC car il soumet à des disciplines les subventions à l'exportation faussant les échanges. Il rétablit l'équilibre et retire au Brésil l'avantage illégal que lui donne son offre de financement, laquelle constitue un des éléments – voire l'élément décisif – qui emportera la décision d'une compagnie aérienne dans le choix d'un aéronef, plutôt que les caractéristiques, la qualité et le prix de l'aéronef lui-même.

5. La transparence ne constitue pas un avantage pour les Participants à l'Arrangement - elle les met dans une situation concurrentielle désavantageuse

37. Lorsqu'il a examiné l'importance de la transparence pour l'Accord SMC, le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a dit que les non-Participants à l'Arrangement n'ont pas, de droit, accès aux informations concernant les modalités et conditions offertes par des Participants ou sur lesquelles les Participants s'aligneraient. Par conséquent, cela entraînerait pour tous les non-Participants un désavantage systémique par rapport aux Participants.[11] Un examen plus attentif de cette question montre qu'il n'y a pas de désavantage systémique pour les non-Participants.

38. La transparence entre les Participants ne constitue pas un désavantage pour les non-Participants. Contrairement à ces derniers, les Participants doivent communiquer aux autres Participants les modalités et conditions des offres impliquant alignement. Les non-Participants ne seraient pas tenus de fournir des informations sur de telles offres à qui que ce soit. Lorsque des Participants communiquent les modalités et conditions d'une offre impliquant alignement à d'autres Participants, l'offre est soumise à l'examen préalable des autres Participants. L'offre impliquant alignement d'un non-Participant ne serait pas soumise à examen au titre de l'Arrangement. En outre, les non-Participants ne sont certes pas informés des modalités et conditions des offres impliquant alignement des Participants, mais ces derniers de même ne sont pas informés des offres impliquant alignement des non-Participants.

39. De plus, les non-Participants sont avantagés parce que l'Arrangement est un document public. De ce fait, les non-Participants connaissent les modalités et conditions de base que les Participants

[10] *Id.*, paragraphes 5.124 et 5.125.
[11] *Id.*, paragraphe 5.134.

peuvent offrir. Les conditions des offres des non-Participants par contre ne sont pas du domaine public.

40. En conséquence, la transparence ne constitue pas un avantage pour les Participants à l'Arrangement - elle les met dans une situation concurrentielle désavantageuse.

III. CONCLUSION

41. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, deux catégories distinctes d'allégations vous sont soumises. La première est celle des allégations du Brésil concernant Air Wisconsin. Lorsque vous les examinerez, il vous faudra soit accepter, soit rejeter l'affirmation d'Embraer selon laquelle l'offre qu'elle a faite à Air Wisconsin n'implique pas un soutien public. De l'avis du Canada , cette affirmation n'est absolument pas crédible. Si vous décidez de l'accepter, dans ce cas il en découle nécessairement que le Canada a fait à Air Wisconsin une offre dont les conditions ne sont pas plus favorables que celles que le bénéficiaire pouvait obtenir sur le marché et qui ne confère pas un avantage au titre de l'article premier de l'Accord SMC. Si vous rejetez l'affirmation d'Embraer, le droit et les éléments de preuve disponibles vont dans le sens d'une constatation selon laquelle l'offre du Canada s'alignait sur le soutien apporté par le Brésil et bénéficie du "refuge" prévu au second paragraphe du point k).

42. L'autre catégorie d'allégations formulées par le Brésil porte sur les programmes du Compte du Canada et du Compte de la Société relevant de la SEE et sur Investissement Québec. Dans aucun de ces cas, le Brésil n'est parvenu à étayer ses allégations.

43. Par conséquent, le Canada demande au Groupe spécial de rejeter les deux catégories d'allégations formulées par le Brésil. Je vous remercie de votre patience et de votre attention.

ANNEXE B-7

RÉPONSES DU CANADA AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION

(6 juillet 2001)

Questions aux deux parties

Question n° 1

Quelle est, le cas échéant, la valeur de précédent des constatations formulées par le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* (DS70) pour l'examen, par le présent Groupe spécial, des allégations du Brésil concernant les programmes du Compte du Canada et de la SEE en tant que tels? Quelle est, le cas échéant, la valeur de précédent des constatations formulées par le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* pour ce qui est des dispositions relatives à l'alignement contenues dans l'Arrangement de l'OCDE en relation avec le point k) de la Liste exemplative de l'Accord SMC.

1. Dans l'affaire *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, le Groupe spécial a constaté que les groupes spéciaux n'étaient pas juridiquement liés par les décisions antérieures rendues par des groupes spéciaux ou l'Organe d'appel, même si l'affaire en question était identique, mais qu'ils devaient prendre en compte les conclusions et le raisonnement formulés par ceux-ci.[1] Le Canada souscrit à ce point de vue. À son sens, les rapports de groupes spéciaux adoptés précédemment ne constituent pas des précédents juridiquement contraignants (règle *stare decisis*). Néanmoins, comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, à la page 14:

> Les rapports de groupes spéciaux adoptés sont une partie importante de l'*acquis* du GATT. Ils sont souvent examinés par les groupes spéciaux établis ultérieurement. Ils suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend. Mais ils n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause.

2. Bien que l'Organe d'appel fasse référence aux rapports du GATT, il n'y a aucune raison que sa constatation ne s'applique pas de la même façon aux rapports de l'OMC.

3. Les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont généralement eu pour pratique de suivre les constatations pertinentes formulées dans les rapports précédents. Observant les travaux de l'Organe d'appel, plusieurs spécialistes de droit international public ont défini cette pratique comme la règle *stare decisis* "*de facto*" et font valoir que l'absence d'une telle règle était un "mythe".[2] Néanmoins,

[1] *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, rapport du Groupe spécial, WT/DS79/R, adopté le 2 septembre 1998, paragraphe 7.30.

[2] R. Bhala, "The Precedent Setters: *De Facto Stare Decisis* in WTO Adjudication", (1999), 9 J. Transnat'l L. and Pol'y 1; "The Myth About *Stare Decisis* and International Trade Law", (1999) 14 Am. U. Int'l L.Rev. 845. Dans ce dernier article, l'auteur relève que ceux qui, à l'OMC, ont examiné la question de la règle *stare decisis*, à son sens sans obtenir de résultats concluants, sont notamment le Président du présent Groupe spécial et les avocats du Brésil.

dans certains cas, les groupes spéciaux ont estimé utile de s'écarter des constatations rendues par des groupes spéciaux antérieurs. Par exemple, dans le cadre de la procédure actuelle engagée au titre de l'article 21:5, dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*[3], en réponse à une demande présentée par les Communautés européennes (CE), le Groupe spécial a rendu une décision préliminaire selon laquelle l'article 10:3 du Mémorandum d'accord autorise les tierces parties à recevoir toutes les communications, y compris les communications présentées à titre de réfutation, avant la tenue de l'audition. En tirant cette conclusion, le Groupe spécial a dérogé à l'approche suivie par les groupes spéciaux antérieurs dans les affaires *Australie - Cuir pour automobiles*, *Australie – Saumon*, et *États-Unis – DRAMS*. Dans chacun de ces différends antérieurs, le Groupe spécial avait rejeté une demande semblable des CE. De même, dans l'affaire *Canada - Automobiles*, le Groupe spécial semble ne pas avoir suivi le Groupe spécial chargé de l'affaire *Indonésie – Automobiles* quant au sens de l'expression "sans conditions" à l'article I:1 du GATT.[4]

4. Dans la pratique, il est probable que les groupes spéciaux se conforment aux constatations rendues par des groupes spéciaux antérieurs, à moins qu'ils aient une bonne raison de ne pas le faire, par exemple si les circonstances qui ont conduit à formuler la constatation précédente sont différentes ou s'il peut être démontré que le Groupe spécial précédent s'est trompé.

5. En l'espèce, le présent Groupe spécial n'a aucune bonne raison de s'éloigner de la constatation formulée par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Aéronefs* (DS70) selon laquelle les programmes de la SEE, à savoir le Compte du Canada et le Compte de la Société relèvent du droit facultatif et non du droit impératif et, partant, ne constituent pas en tant que tels des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation. Ces programmes continuent de reposer sur des textes facultatifs et non impératifs. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Aéronefs* (DS70) a constaté que le Brésil n'avait pas démontré qu'il en était autrement. Sans préjudice de la réponse du Canada à la question n° 2, dans le présent différend, le Brésil n'a présenté aucun nouvel argument ou élément de preuve qui permettrait de justifier que le présent Groupe spécial formule une constatation différente.

6. Au contraire, le présent Groupe spécial a de bonnes raisons de ne pas se conformer au rapport du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Aéronefs* (DS70) en ce qui concerne l'"alignement", celui-ci ayant interprété l'ensemble des dispositions de l'Arrangement de l'OCDE relatives à l'alignement comme ne constituant pas "des dispositions en matière de taux d'intérêt" au sens du deuxième paragraphe du point k) de la Liste exemplative. En l'espèce, aux paragraphes 47 à 61 de sa première communication et aux paragraphes 18 à 40 de sa première déclaration orale, le Canada a présenté des arguments qui justifient que le présent Groupe spécial formule une constatation différente et plus nuancée.

Question n° 2

Le présent Groupe spécial a-t-il compétence pour examiner les allégations du Brésil concernant le Compte du Canada et les programmes de la SEE en tant que tels? En particulier, le principe de l'autorité de la chose jugée, ou un principe similaire, s'applique-t-il en l'espèce, afin d'empêcher le Groupe spécial d'examiner des questions précédemment tranchées par un autre groupe spécial?

1. Dans sa communication préliminaire, le Canada a soutenu que les allégations du Brésil concernant les programmes de la SEE que sont le Compte du Canada et le Compte de la Société "en

[3] WT/DS103; WT/DS113.

[4] *Canada – Mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial, WT/DS139/R, WT/DS142/R, adopté le 19 juin 2000, paragraphe 10.28.

tant que tels" ne relevaient pas de la compétence du Groupe spécial. Néanmoins, le Canada n'a pas fondé ses arguments sur le principe de l'autorité de la chose jugée, selon lequel une décision quant au fond sur une question s'impose aux parties et, partant, empêche celles-ci d'engager ultérieurement toute action fondée sur la même allégation.

2. Il est possible que le principe de l'autorité de la chose jugée constitue un "principe de droit généralement reconnu" au sens de l'article 38 1) du Statut de la Cour internationale de Justice (CIJ).[5] Si tel est le cas, ce principe devrait s'appliquer aux organismes internationaux de règlement des différends, sauf disposition contraire d'un accord international applicable. Le Mémorandum d'accord n'en dispose pas autrement. En outre, trois éléments sont essentiels pour l'application du principe de l'autorité de la chose jugée: identité des parties, identité de cause et identité d'objet de la procédure subséquente.[6] Ces trois éléments se retrouvent tous dans le présent différend pour ce qui est des allégations concernant les programmes "en tant que tels" du Compte du Canada et du Compte de la Société. En conséquence, si le Groupe spécial estime que le principe de l'autorité de la chose jugée est applicable aux différends soumis à l'OMC, il est justifié de l'appliquer aux allégations du Brésil concernant le Compte du Canada et le Compte de la Société "en tant que tels".

3. Toutefois, le Groupe spécial n'est pas tenu de trancher la question de savoir si le principe de l'autorité de la chose jugée s'applique aux différends soumis à l'OMC parce que, comme l'a fait observer le Canada dans sa réponse à la question n° 1, le Brésil, en tout état de cause, n'a pas présenté d'éléments de preuve ou d'arguments qui permettraient de justifier que le présent Groupe spécial s'écarte des constatations rendues dans l'affaire *Canada - Aéronefs* (DS70) selon lesquelles le Compte du Canada et le Compte de la Société sont des textes législatifs facultatifs et, partant, ne constituent pas des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation.

4. Le Canada note également que, s'agissant de la question de l'"alignement" au titre de l'Arrangement de l'OCDE, le principe de l'autorité de la chose jugée n'est pas applicable parce que seul un des trois critères prévus pour son application est respecté, à savoir l'identité des parties. En outre, les motifs d'un arrêt ne participent pas à la force de la chose jugée.[7] Le Canada a fait valoir, s'agissant de l'alignement, que le raisonnement et la conclusion formulés par le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada - Aéronefs* (DS70) sont erronés.

Canada

Question n° 3

Le Canada est-il d'avis que les modalités et conditions des financements que la SEE octroie par l'intermédiaire de guichets commerciaux ne sont pas plus favorables que celles que l'emprunteur pourrait obtenir sur le marché commercial?

---

[5] *Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité*, 1954 C.I.J. 47, page 53; d*emande en interprétation de l'Arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria* (*Cameroun* c. *Nigéria*), *Exceptions préliminaires*, 1999, C.I.J. 3, page 36.

[6] *Affaires du Sud-Ouest africain* (*Éthiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud*) 1966 C.I.J. 6, page 333.

[7] *Affaire de la Barcelona Traction Light and Power Company, Limited* (*Nouvelle requête: 1962*) 1970 C.I.J. 3, page 267; *demande en révision et en interprétation de l'Arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne*) 1985 C.I.J. 192, page 228). Toutefois, voir S. Rosenne, *The Law and Practice of the International Court* 1920-1996, 3ème ed.; vol. III: Procedure (La Haye: Martinus Nijhoff, 1997), page 1656 et note 206. L'auteur laisse entendre que le principe de l'autorité de la chose jugée tel qu'appliqué par la CIJ découle des articles 59 et 60 du Statut de la CIJ et non d'un principe général de droit que la Cour adopterait en vertu de l'article 38 du Statut.

1. Oui. D'une manière générale, la SEE offre deux types de financement par l'intermédiaire du Compte du Canada. Le premier, relevant des opérations officielles de soutien, a été utilisé occasionnellement pour le financement des aéronefs régionaux. Les opérations de ce type sont conformes à l'Arrangement de l'OCDE. Le deuxième type de financement au titre du Compte de la Société est offert aux conditions du marché. La SEE n'offre pas des conditions plus favorables que celles qui sont disponibles sur le marché lorsqu'elle accorde ce type de financement.

Question n° 4

À la page 17 de sa première communication écrite, le Canada fait une description des pratiques de la SEE. Au second paragraphe de cette description, il expose le processus de tarification, qui consiste essentiellement à établir une "référence" ou une "autre référence", ainsi qu'un tarif "en utilisant" cette "référence" ou cette "autre référence".

a) Le Canada affirme-t-il que ce processus de tarification n'entraîne pas l'octroi d'un financement à des conditions plus favorables que celles que l'emprunteur concerné pourrait obtenir sur le marché commercial?

1. Oui. En établissant son tarif pour les opérations de soutien officielles relevant du Compte de la Société, la SEE fixe la référence pour chaque emprunteur en se fondant sur la cote de crédit de cet emprunteur pour une situation de dette similaire. Si l'emprunteur ne peut être noté par une grande agence de notation indépendante, la SEE procédera à une notation interne, à l'aide d'un logiciel utilisé pour la conception de modèles financiers (Famas/Moody's Financial Analyst et LA Encore/Moody's Risk Advisor, qui appartiennent tous deux à Moody's Management Services, une filiale de Moody's Investor Services, l'une des plus grandes agences de notation au monde). Cette procédure permet d'établir une cote de crédit fondée sur le marché en utilisant des données historiques et des prévisions financières.

2. En utilisant la cote de crédit obtenue pour chaque emprunteur, la SEE se fonde sur des sources du secteur pour établir le tarif applicable à des situations de crédit analogues, ainsi que sur l'historique des tarifs fixés pour l'emprunteur concerné (y compris le tarif du marché secondaire). On trouvera, parmi ces sources, des données relatives à l'établissement de tarifs, les courbes de rendement du marché de Bloomberg[8], le tarif offert à des emprunteurs analogues, ainsi que des contacts permanents avec les établissements et les arrangeurs financiers qui sont actifs sur les marchés de capitaux.

3. En outre, la SEE peut - et c'est ce qu'elle fait effectivement - participer aux financements accordés par des banques commerciales aux conditions du marché (par exemple, la transaction Kendell décrite dans la réponse du Canada à la question n° 11).

b) Pour établir la "référence", la SEE tient compte de "ce que l'emprunteur concerné a récemment payé sur le marché". Comment le Canada définit-il le "marché"? Celui-ci se compose-t-il de prêteurs commerciaux, d'organismes de crédit à l'exportation ou des deux?

[8] La Fair Market Sector Curve (FMC) de Bloomberg est utilisée pour comparer les rendements d'obligations émises dans différents secteurs avec différentes échéances et différentes notations. Ce système permet de comparer les courbes d'un secteur déterminé à des courbes de référence (par exemple, les bons du Trésor américains) pour déterminer les marges à un moment donné. Les courbes au sein d'un même secteur peuvent être comparées à la fois à la courbe de référence et à des courbes de placements ayant une note différentes.

Les FMC sont établies en utilisant les taux des nouvelles émissions, des systèmes de gestion de portefeuilles et des services de négociants/ courtiers /évaluateurs qui sont entrés au jour le jour dans les bases de données correspondant à chaque secteur.

1. Le "marché", tel qu'il est utilisé pour établir la référence qui s'appliquera à un emprunteur est le marché commercial. Il comprend les banques, d'autres établissements de financement commerciaux et le marché public des obligations mais n'englobe pas les organismes de crédit à l'exportation.

Question n° 5

Aux fins des questions n° 5 à 7 uniquement, veuillez présumer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est interprétée comme étant limitée au soutien fourni à l'industrie des avions de transport régional. S'agissant de la demande du Brésil en vue qu'il soit établi des constatations selon lesquelles le Compte du Canada en tant que tel, tel qu'il est appliqué et dans le cadre de transactions particulières, constitue des subventions prohibées à l'exportation, veuillez indiquer pourquoi le Canada considère que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil n'identifie pas de manière adéquate la mesure en cause. Veuillez donner les mêmes précisions en ce qui concerne la demande du Brésil visant à ce qu'il soit établi des constatations selon lesquelles la SEE et IQ en tant que tels, tels qu'appliqués et dans le cadre de transactions particulières constituent également des subventions à l'exportation prohibées.

1. La question du Groupe spécial souligne le fait que le Brésil n'a pas, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, identifié de manière adéquate la mesure en cause s'agissant du Compte du Canada, de la SEE (Compte de la Société) et d'IQ en tant que tels, tels qu'appliqués et dans le cadre de transactions particulières. Nonobstant le libellé de la question, le Brésil n'a pas demandé, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, que soient formulées des constatations selon lesquelles le Compte du Canada, le Compte de la Société et *IQ* "en tant que tels, tels qu'appliqués et dans le cadre de transactions particulières" constituent des subventions à l'exportation prohibées.

2. C'est seulement dans sa communication du 22 juin que le Brésil a établi cette distinction et c'est seulement alors que le Canada a pris connaissance de la thèse de l'"allégation générale". Toutefois, comme les Communautés européennes l'ont fait observer aux paragraphes 10 à 14 de leur déclaration orale du 27 juin, on ne voyait pas clairement, même à ce moment-là, si le Brésil mettait en cause un programme (par exemple, le Compte du Canada "en tant que tel"), un type de financement particulier au titre d'un programme (tel que le financement accordé à la transaction Kendell au titre du Compte de la Société), ou tous les types de financements accordés en vertu de ces programmes, du moins en ce qui concerne l'industrie canadienne des avions de transport régional. Les programmes "en tant que tels", "tels qu'appliqués" et "dans le cadre de transactions particulières" peuvent tous contenir des mesures susceptibles de donner lieu à un différend, mais il ne s'agira pas des mêmes mesures. En négligeant, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, d'identifier de manière adéquate les mesures qu'il mettait en cause, le Brésil n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

3. Le Brésil ne peut manifestement pas utiliser ses communications ultérieures pour tenter de "remédier" aux insuffisances que comporte sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Cette demande - telle qu'elle a été présentée à l'ORD - devra constituer l'unique point de référence pour le Groupe spécial lorsqu'il déterminera si le Brésil a satisfait aux prescriptions de l'article 6:2. Le Brésil n'a pas fait de distinction dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial entre les allégations concernant les programmes "en tant que tels", "tels qu'appliqués" et dans le cadre de "transactions particulières". En tout état de cause, dans ses communications ultérieures, il n'a pas donné de précisions quant aux mesures en cause. Les CE ont soulevé la question de manière succincte au paragraphe 12 de leur communication orale du 27 juin. Examinant la question de savoir si le Brésil mettait en cause le Compte du Canada, le Compte de la Société et *IQ* en tant que tels, telles qu'appliquées et dans le cadre de transactions particulières, les CE ont déclaré ce qui suit: "Les Communautés européennes ne voient toujours pas clairement ce que le Brésil cherche à faire."

4. En outre, s'agissant de ce qui constitue, comme il semble désormais l'affirmer, ses mises en cause des mesures du Compte du Canada, du Compte de la Société et d'IQ "tels qu'appliqués", le Brésil n'a toujours pas identifié les mesures spécifiques en cause. Par exemple, comme le Canada l'a fait observer à la première réunion de fond, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil utilisait des termes généraux et imprécis. ("Crédits à l'exportation, y compris …") dans les trois programmes susmentionnés. Au contraire, dans sa communication du 22 juin, le Brésil visait manifestement à circonscrire la portée de ses allégations, en se contentant toutefois de fournir des exemples des types de mesures qui n'étaient pas mentionnés dans ses allégations. Sa déclaration du 28 juin n'a fait qu'ajouter à la confusion. Bon nombre des affirmations contenues dans cette déclaration sont tout bonnement incompatibles avec la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.

5. Le paragraphe 5 de la déclaration du Brésil datée du 28 juin dispose ce qui suit: "Les allégations du Brésil à l'encontre du Compte du Canada sont limitées "au financement, aux garanties de prêts, ou à la bonification d'intérêts" pour l'industrie des avions de transport régional [non souligné dans le texte]." Néanmoins, cette limitation n'apparaît pas au paragraphe 1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, qui met en cause "les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts, ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire …". En outre, en dépit de l'hypothèse sur laquelle reposent les questions n° 5 à 7 du Groupe spécial, la précision importante "pour l'industrie des avions de transport régional" n'apparaît pas au paragraphe 1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.

6. Le paragraphe 7 de la déclaration du Brésil datée du 28 juin dispose ce qui suit: "Les allégations du Brésil à l'encontre de la SEE sont limitées "au financement, aux garanties de prêts ou à la bonification d'intérêts" accordés à l'industrie des avions de transport régional." Néanmoins, le paragraphe 5 de la demande d'établissement d'un groupe spécial renvoie aux "crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par la SEE, ou par son intermédiaire …". La précision "pour l'industrie des avions de transport régional" est également absente au paragraphe 5 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.

7. De même, le paragraphe 9 de la déclaration du Brésil datée du 28 juin fait valoir que "les allégations du Brésil à l'encontre d'IQ sont limitées aux "garanties de prêts, garanties sur titres, garanties de la valeur résiduelle et "garanties de pertes initiales" pour l'industrie des avions de transport régional". Toutefois, le paragraphe 7 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil conteste les prêts de les garanties accordés par IQ,, "y compris les "garanties de prêts, garanties sur titres, garanties de la valeur résiduelle et "garanties de pertes initiales"…". Le paragraphe 7 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil ne contient pas non plus la précision "pour l'industrie des avions de transport régional".

8. En conséquence, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil n'a pas indiqué de manière adéquate les questions spécifiques en cause et n'a donc pas satisfait aux rescriptions minimales de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

Question n° 6

Si une mesure n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, cette mesure se trouve-t-elle nécessairement hors de la compétence du groupe spécial? Ou la compétence du Groupe spécial vis-à-vis de la mesure en question dépend-elle également du point de savoir si le défendeur a ou non subi un préjudice du fait que ladite mesure n'a pas été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial?

1. Une mesure qui n'est pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, ne relève pas de la compétence du groupe spécial. Les prescriptions énoncées à l'article 6:2 sont obligatoires. Un groupe spécial n'a pas compétence pour examiner l'allégation concernant la mesure en question, que le défendeur ait ou non subi un préjudice.

2. Si le plaignant n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 6:2, la demande d'établissement d'un Groupe spécial est alors invalidée par les termes de cet article. Cette invalidation ne dépend pas du point de savoir si la partie plaignante a subi un préjudice. Même si sa supposition est correcte, un Membre défendeur n'est pas tenu de deviner ce qui est mis en cause, c'est-à-dire soit ce qui est inclus dans la plainte ou ce qui en est exclu, soit le fondement juridique de cette plainte. Au contraire, comme l'Organe d'appel l'a déclaré: "[u]ne partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense".[9]

3. L'article 6:2 n'impose aucune obligation additionnelle concernant le "préjudice". Il ne crée pas non plus de dérogation aux obligations prescrites en l'absence de "préjudice". Comme le Canada l'a noté au paragraphe 35 de sa communication préliminaire, bien que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel aient pris en compte le préjudice, justifier le non-respect des prescriptions de l'article 6:2 en se fondant sur le fait qu'un Membre défendeur n'a pas subi de préjudice créerait une dérogation aux obligations énoncées à l'article 6:2. Cela restreindrait les obligations qui incombent aux Membres plaignants et serait contraire aux articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord. Un Membre qui a présenté une demande d'établissement d'un groupe spécial inadéquate ne peut effectivement pas dire au défendeur: "Vous avez deviné, et nous n'avions donc rien besoin de vous dire."

4. En tout état de cause, le Canada a subi un préjudice dans le cadre de la présente procédure parce que le Brésil ne s'est pas conformé à l'article 6:2. Comme le Canada l'a fait observer au paragraphe 61 de sa communication préliminaire, l'atteinte portée à la capacité du Canada de se défendre est liée au fait que la nature et la portée précises des allégations formulées par le Brésil sont incertaines et ambiguës. Ce critère a été appliqué par le Groupe spécial dans le différend *Thaïlande – Acier*.[10] Une partie a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre. Même si un Membre défendeur parvient à deviner une partie, voire la totalité, des allégations formulées par un Membre plaignant en se fondant sur une demande d'établissement d'un groupe spécial inadéquate, un manque de précision concernant les mesures en cause et/ou le fait de ne pas fournir un résumé clair du fondement juridique de la plainte anéantiront nécessairement les efforts entrepris par le défendeur, et partant, compromettront la préparation de sa défense.

Question n° 7

S'agissant de la demande du Brésil visant à ce qu'il soit établi des constatations selon lesquelles le Compte du Canada en tant que tel, tel qu'appliqué et dans le cadre de transactions particulières constitue des subventions prohibées à l'exportation, veuillez indiquer pourquoi le Canada considère que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil ne "cont[ient] [pas] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". Prière de donner les mêmes précisions en ce qui concerne la demande du Brésil visant à ce qu'il soit établi des constatations selon lesquelles la SEE et IQ en tant que tels, tels qu'ils sont appliqués et dans le cadre de transactions particulières constituent également des subventions à l'exportation prohibées.

[9] *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 88.

[10] *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 7.29.

1. Dans sa question, le Groupe spécial demande au Canada d'indiquer pourquoi la demande d'établissement d'un groupe spécial formulée par le Brésil s'agissant du Compte du Canada, du Compte de la Société et d'IQ "en tant que tels, tels qu'appliqués et dans le cadre de transactions particulières" ne "contien[t] [pas] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisante pour énoncer clairement le problème", conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. De nouveau, le Canada souligne que, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil n'a pas demandé qu'il soit établi des constatations selon lesquelles le Compte du Canada, la SEE (le Compte de la Société) ou IQ "en tant que tels, tels qu'appliqués et dans le cadre de transactions particulières constituaient des subventions à l'exportation prohibées". Cette insuffisance tient à ce que le Brésil n'a pas indiqué de manière adéquate les mesures en cause, comme l'a fait valoir le Canada dans sa réponse à la question n° 5. Compte tenu de cette insuffisance, le Canada est dans l'impossibilité de répondre à la question telle qu'elle a été posée. Il cherchera néanmoins à savoir précisément à quel endroit de sa demande d'établissement d'un groupe spécial le Brésil n'a pas satisfait à la prescription en question de l'article 6:2.

2. Dans sa première allégation, s'agissant du Compte du Canada, le Brésil n'a pas expliqué ce qu'il voulait dire en affirmant que les mesures "en question demeur[aient]" des subventions à l'exportation prohibées. Comme le Canada l'a souligné dans sa communication préliminaire, ce membre de phrase semble constituer une allégation selon laquelle le Canada ne s'est pas conformé aux décisions rendues par l'ORD dans un autre différend, à savoir *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* (DS70). Toutefois, cela n'apparaît pas clairement dans l'allégation même. En conséquence, cette allégation ne contient pas d'exposé du fondement juridique de la plainte qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème. Elle est donc incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

3. Dans sa deuxième allégation, le Brésil n'a pas identifié les dispositions du traité dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes par le Canada. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *Corée – Sauvegarde concernant les produits laitiers*, "[l']identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur est toujours nécessaire ...; cette identification est une condition minimale pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé".[11] Comme le Groupe spécial l'a souligné dans l'affaire *CE – Linge de lit*, "[à] notre avis, celui qui ne mentionne même pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial l'article du traité dont il allègue qu'il y a eu violation … ne formule pas d'allégation du tout".[12]

4. Les deux allégations susmentionnées se rapportent au Compte du Canada mais, comme il a été noté, il est impossible d'établir un lien entre ces insuffisances et les constatations demandées concernant les programmes "en tant que tels, tels qu'ils sont appliqués et dans le cadre de transactions particulières" parce que les allégations en question n'établissent pas elles-mêmes un tel lien.

5. Dans ses allégations 5 et 7, qui concernent respectivement le Compte de la Société et IQ, le Brésil allègue que les mesures en cause constituent des "subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3" de l'Accord SMC. Toutefois, c'est seulement dans sa première communication, qu'il a déposée deux mois plus tard, qu'il explique que, contrairement au différend *Canada - Aéronefs* (DS70), "[l]a présente procédure a explicitement trait aux deux alinéas i) et iii)" de l'article premier de l'Accord SMC.[13] Jusqu'alors, le Canada ne savait pas que les allégations du Brésil avaient trait à

[11] *Corée – Mesure de sauvegarde définitive applIQuée aux importations de certains produits laitiers*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 124.

[12] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, rapport du Groupe spécial, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphe 6.15.

[13] Première communication du Brésil, paragraphe 65 (au sujet du Compte du Canada). De même, au paragraphe 92 de cette communication, le Brésil affirme que ses allégations concernant *IQ* visent les services au sens de l'article 1.1 a) 1) iii).

l'alinéa iii) de l'article premier. La manière dont le Brésil a exposé ces allégations dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ne lui permettaient pas de le savoir. En outre, comme le Canada l'a expliqué à la première réunion de fond des parties, étant donné que le Brésil n'a pas indiqué de manière adéquate les mesures en cause s'agissant des deux allégations susmentionnées, il lui a été particulièrement difficile d'identifier, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les dispositions juridiques qui sous-tendaient ces allégations. En conséquence, s'agissant des allégations 5 et 7, le Brésil n'a pas fourni un bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème. Ces allégations sont elles aussi incompatibles avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

6. Le Canada relève de nouveau que, bien que les allégations 5 et 7 du Brésil aient trait au Compte de la Société et à IQ respectivement, il est impossible d'établir un lien entre les insuffisances qu'elles présentent et les constatations demandées sur les points "en tant que tels, tels qu'appliqués et dans le cadre de transactions particulières" parce que ces allégations n'établissent pas elles-mêmes un tel lien.

Question n° 8

Veuillez indiquer des réglementations, lignes directrices, politiques générales ou documents similaires de caractère général ou propres à un secteur, applicables à la décision visant à approuver des transactions spécifiques et/ou concernant l'établissement des modalités et conditions du soutien accordé par le Compte du Canada à l'industrie des avions de transport régional.

1. Prière de consulter les pièces n° 15 à 23 du Canada et la pièce n° 17 du Brésil. S'agissant de la pièce n° 15 du Canada, la procédure suivie pour les transactions relevant du Compte du Canada d'un montant supérieur à 50 millions de dollars canadiens diffère en un point seulement de celle qui est utilisée pour les transactions dont le montant est inférieur à 50 millions de dollars canadiens. Les premières sont subordonnées à l'approbation du Cabinet tandis que les secondes doivent être approuvées par le Ministère du commerce international, avec l'assentiment du Ministère des finances.

Question n° 9

Veuillez indiquer les instruments juridiques sur lesquels reposent la création et le financement du Compte du Canada, de la SEE et d'IQ.

1. S'agissant du Compte du Canada, prière de consulter les pièces n° 17 du Brésil et n° 24 du Canada. En ce qui concerne le Compte de la Société (qui relève de la SEE), prière de consulter les pièces n° 24 à 32 du Canada et la pièce n° 17 du Brésil. Pour ce qui est d'IQ, prière de consulter les pièces n° 33 à 36 du Canada et la pièce n° 18 du Brésil.

Question n° 10

Premièrement, nous relevons l'affirmation du Canada selon laquelle "[c]ompte tenu de l'offre de financement et des conditions plus favorables que celles du marché faites par le Brésil à Air Wisconsin, le Canada n'avait pas d'autre solution que de proposer à Air Wisconsin un financement sous forme de crédits sur la base d'un alignement" (paragraphe 46, première communication écrite du Canada). Deuxièmement, nous notons la déclaration du Ministre Tobin selon laquelle le taux d'intérêt applicable à la transaction Air Wisconsin était "un taux plus favorable que celui qui est normalement disponible". Troisièmement, nous observons que la transaction Air Wisconsin a été financée par l'intermédiaire du Compte du Canada et non par le biais de guichets commerciaux relevant de la SEE. Compte tenu de ce qui précède, le Canada serait-il disposé à reconnaître que le financement accordé à la transaction

Air Wisconsin au titre du Compte du Canada était inférieur au taux du marché et, partant, qu'il a conféré un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC?

1. Avant que le Brésil ne communique la lettre d'Embraer décrivant les offres de financement qu'elle avait faites à Air Wisconsin, le Canada avait considéré que le financement dont a bénéficié la transaction Air Wisconsin au titre du Compte du Canada avait été accordée à un taux inférieur à celui du marché et, partant, qu'il conférait un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Néanmoins, comme le Canada l'a expliqué aux paragraphes 15 et 16 de sa déclaration orale, si le Groupe spécial constate qu'un crédit commercial a été offert à Air Wisconsin, sans le soutien du gouvernement brésilien, aux conditions alléguées par Embraer et le Brésil, ces conditions seraient, par définition, celles du marché. Le financement offert par le Canada au titre du Compte du Canada n'est pas plus favorable que celui prévu par l'offre d'Embraer. En conséquence, l'offre faite au titre du Compte du Canada ne serait pas plus favorable que les conditions offertes à Air Wisconsin sur le marché, comme l'a démontré l'offre d'Embraer, et ne conférerait pas un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

2. Par contre, si le Groupe spécial constate que l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin faisait effectivement intervenir le soutien du gouvernement, l'offre du Canada ne pourrait pas être considérée comme identique aux conditions du marché et conférerait un "avantage". Toutefois, étant donné que le financement au titre du Compte du Canada correspond à l'offre faite par le Brésil, il serait admis à bénéficier du refuge offert au second paragraphe du point k) de la Liste exemplative et ne constituerait pas une subvention à l'exportation prohibée.

Question n° 11

Veuillez donner tous les détails concernant les modalités et conditions régissant les transactions ci-après, mentionnées au paragraphe 43 de la première communication du Brésil:

- **la vente de [ ] avions à réaction CRJ Bombardier à Kendell;**
- **la vente de [ ] CRJ à ASA Holdings, Inc., et à sa filiale, Atlantic Southeast Airlines; et**
- **la vente de [ ] CRJ-200 à ASA Holdings, Inc.**

Veuillez également communiquer toute la documentation concernant l'examen de ces transactions, auquel procède le "comité" du "groupe des transports de la SEE",et qui est mentionné au second paragraphe de la description des pratiques de la SEE (exposées au paragraphe 67 de la première communication écrite du Canada). Prière d'indiquer les modalités et conditions régissant les transactions particulières qui sont utilisées par le comité pour établir sa "référence" pour les transactions susmentionnées, ou des renseignements pertinents concernant l'emprunteur ou les emprunteurs utilisés pour établir l'"autre référence" pour les transactions susmentionnées. Prière également d'indiquer quelles étaient les cotes de crédit de Kendell, d'ASA et d'Atlantic Southeast Airlines lors des transactions susmentionnées.

1. Kendell: la SEE a participé au financement initial de [ ] aéronefs CRJ, par le biais d'une offre publique et sur la base d'un partage égal des risques avec cinq autres prêteurs commerciaux: [ ]. Les modalités et conditions étaient prescrites par les banques agissant en qualité d'arrangeurs financiers [ ]. Ce financement n'était pas subordonné à la participation de la SEE. Les pièces n° 37 à 41 du Canada sont les suivantes (en anglais seulement), compte rendu initial de la Kendell concernant la transaction, récapitulatif des modalités et conditions du mécanisme de financement (communiquée par les arrangeurs), la stratégie de fixation des prix communiquée au Comité de fixation des prix du secteur de l'aéronautique, les notations de l'emprunteur établies avec LA Encore et l'offre de financement faite à Kendell.

2. ASA: Au 1er juillet 2001, la SEE avait accordé un financement à ASA Inc. (filiale de ASA Holdings, Inc. et d'Atlantic Southeast Airlines) pour l'achat de [ ] aéronefs CRJ et s'était engagée à achever le financement le 31 décembre 2001 au plus tard pour un maximum de [ ] appareils supplémentaires. La SEE a communiqué son engagement [ ]. En mars 1997, elle a publié une lettre d'offres pour [ ] et, en août 1998, une lettre d'offre révisée pour un total de [ ] aéronefs au maximum. Le détail de ces lettres, qui offraient un prix à T + [ ] points de base, est communiqué en tant que pièces n° 42 et 43 du Canada.

3. Le Comité pour la fixation des prix dans le secteur de l'aéronautique a été créé après la publication de ces deux lettres d'offre. Au moment où la première offre a été publiée, le programme LA Encore n'existait pas mais la SEE a été en mesure d'attribuer à ASA, à l'aide de Famas (un logiciel d'analyse de données commerciales et financières), une [ ] fondée sur les résultats financiers de la société (communiquée en tant que pièce n° 44 du Canada). Les prix ont été fixés compte tenu de [ ] en vigueur alors, des taux payés par la compagnie aérienne pour ses autres emprunts, ainsi que du taux obtenu par [ ], une compagnie aérienne analogue, dans le cadre d'un financement au taux du marché d'avions à réaction de transport régional. Il a par ailleurs été tenu compte de l'offre qu'avait faite la SEE à [ ] (qui lui donnait à l'époque une note [ ]).

4. Au moment de la publication de la deuxième offre, LA Encore existait et une cote de crédit "[ ]" a été calculée à partir des données financières disponibles (pièce n° 45 du Canada). Il a été établi que, compte tenu du prix précédemment offert par la SEE à [ ], de celui qu'elle offrait alors à d'autres emprunteurs analogues (par exemple [ ], qui avait été notée "[ ]" avec LA Encore), des conditions générales du marché et de la solvabilité accrue de la société, que l'ancien prix était toujours approprié. Quand bien même à T + [ ] points de base, le prix de la SEE était inférieur de [ ] points de base au [ ], il a toutefois été jugé approprié pour les raisons susmentionnées et une [ ] a été approuvée.

5. En outre, la SEE a bénéficié d'un accord avec [ ], en vertu duquel un soutien additionnel aux transactions était accordé pendant la période de financement pour l'ensemble des [ ] aéronefs, de sorte que, si la cote de crédit de [ ], officieuse ou publique, tombait en deçà d'un certain point de repère, [ ] protégerait la position de la SEE.

Question n° 12

Veuillez indiquer toutes les réglementations, directives, politiques générales ou propres à un secteur ou tout document similaire, applicables à la décision visant à approuver des transactions spécifiques et/ou concernant l'établissement des modalités et conditions du soutien accordé par la SEE/le Compte de la Société à l'industrie des avions de transport régional.

1. Voir les pièces n° 18 à 23, n° 25 et n° 46 à 50 du Canada.

Question n° 13

La description des pratiques de la SEE figurant au paragraphe 67 de la première communication écrite du Canada transparaît-elle dans des réglementations, lignes directrices, politiques ou documents similaires de la SEE de caractère général ou propre à un secteur? Dans l'affirmative, prière de communiquer la documentation pertinente.

1. La documentation pertinente est celle dont la liste figure dans la réponse du Canada à la question n° 12.

Question n° 14

Aux paragraphes 90 et 91 de sa première communication écrite, le Brésil a identifié un certain nombre de transactions relevant d'IQ. Le Canada n'a pas nié qu'IQ prenait part à l'une ou l'autre de ces transactions. Veuillez fournir des détails complets sur les modalités et conditions de ces transactions. Prière également de communiquer toute la documentation concernant l'examen de ces transactions par IQ, ainsi que les cotes qu'avaient les compagnies aériennes concernées lors de ces transactions.

1. IQ prenait part à des transactions avec seulement deux des clients de Bombardier identifiés par le Brésil, à savoir MESA et Midway. MESA était cotée B par Standard & Poors lorsque sa garantie a été approuvée. Midway n'avait quant à elle pas de cote de crédit publique au moment où la garantie a été approuvée car il s'agissait alors d'une société privée.

2. IQ prenait également part à trois autres transactions avec Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum.

3. Pour chacun de ces clients de Bombardier, IQ a fourni une "garantie sur titres" à concurrence de [ ] pour cent du prix d'achat de l'aéronef et, dans le cas de MESA, une garantie de prêt de [ ] pour cent. Le soutien accordé par IQ à ces transactions se limitait à un total de [ ] aéronefs livrés, répartis comme suit:

MESA

- [ ] aéronefs CRJ 200 sur un total de [ ] commandés.
- Date de la transaction: septembre 1998 et décembre 1999.
- Durée du prêt: [ ] ans.

Midway

- [ ] aéronefs CRJ 200 sur un total de [ ] commandés.
- Date de la transaction: juillet 1998.
- Durée du prêt: [ ] ans.

Air Littoral

- [ ] aéronefs CRJ 100/200 sur un total de [ ] commandés.
- Date de la transaction: août 1997.
- Durée du prêt: [ ] ans.

Atlantic Coast Airlines

- [ ] aéronefs CRJ 200 sur un total de [ ] commandés.
- Date de la transaction: mai 1997.
- Durée du prêt: [ ] ans et demi.

Air Nostrum

- [ ] aéronefs CRJ 200 sur un total de [ ] commandés.
- Date de la transaction: janvier 1999.
- Durée du prêt: [ ] ans.

Le Canada relève par ailleurs que:

a) Des garanties sur titres sont souvent accordées dans le cadre de transactions concernant les aéronefs régionaux.

4. IQ n'est pas la seule société à accorder des garanties sur titres. Bombardier a fait savoir au Canada que, dans le secteur aéronautique, des acteurs commerciaux du secteur privé tels que GE, Rolls-Royce et Pratt & Whitney étaient connus pour faire de même. Par exemple, comme il est examiné au paragraphe 89 de la première communication écrite du Canada, le Canada croit comprendre que les achats d'aéronefs Embraer ont été financés en partie par des garantie sur titres octroyées par Rolls-Royce.

b) Le risque encouru par Investissement Québec est sensiblement atténué [ ].

5. Sur une base commerciale, [ ]. De cette manière, le risque encouru par IQ est considérablement plus faible [ ].

6. À titre d'exemple, partons de l'hypothèse [ ].

c) Comme dans le cas des transactions avec le secteur privé, IQ reçoit à la fois une commission initiale et une commission annuelle pour sa participation.

7. En échange de sa garantie, IQ reçoit une commission initiale de [ ] points de base destinée à couvrir ses frais administratifs, ainsi qu'une commission annuelle de [ ] points de base, pour couvrir les risques effectivement encourus.

d) Seul un petit nombre de clients de Bombardier utilisent la garantie sur titres accordée par IQ

8. Fondées sur les renseignements concernant les commandes passées entre janvier 1995 et le 1er juin 2001 inclus, les garanties accordées par IQ portaient seulement sur [ ] pour cent des aéronefs régionaux Bombardier.

e) Tous les clients qui ont utilisé la garantie accordée par IQ ont choisi de l'appliquer uniquement à une partie - et non à la totalité - des aéronefs qui leur ont été livrés.

9. Aucun client de Bombardier n'a jamais subordonné l'achat d'un aéronef régional à l'existence d'une garantie accordée par IQ. De fait, comme en attestent les transactions susmentionnées, les clients de Bombardier recourant aux garanties sur titres choisissent de couvrir, en moyenne, moins de [ ] pour cent de leurs appareils.

Question n° 15

Veuillez décrire les procédures de prise de décisions concernant la fourniture, par IQ, d'un soutien à l'industrie des avions de transport régional.

1. Le Comité de crédit de Canadair Québec Capital (CQC) procède actuellement à une analyse d'une proposition de transaction. Ce comité est composé de trois membres représentant [ ].

2. Si son analyse des risques de crédit est positive, le Comité de crédit du CQC formule une recommandation au Comité de direction, qui l'examine et décide de l'accepter ou non.

3. Dans les cas où l'analyse des risques de crédit réalisée par le Comité du CQC est positive, la transaction proposée est soumise au Conseil de direction pour examen et approbation.

Question n° 16

Veuillez donner des détails complets sur les modalités et conditions appliquées aux transactions auxquelles IQ a accordé un financement d'environ 300 millions de dollars dont il est fait mention dans l'article de presse cité au paragraphe 85 de la première communication du Brésil.

1. Voir la réponse à la question n° 14.

Question n° 17

Veuillez indiquer des réglementations, lignes directrices, politiques ou document similaire de caractère général ou propre à un secteur, applicables à la décision visant à approuver des transactions spécifiques et/ou concernant l'établissement des modalités et conditions applicables au soutien accordé par IQ à l'industrie des avions de transport régional.

1. Voir les critères fournis en tant que pièce n° 51 du Canada. Ces critères sont utilisés par le Comité de crédit pour formuler ses recommandations.

Question n° 18

Depuis l'établissement d'IQ, quelle part du soutien total accordé par cet organisme vise directement ou indirectement les aéronefs régionaux Bombardier?

1. 6,3 pour cent du soutien total accordé par IQ depuis son établissement vise directement ou indirectement les aéronefs régionaux Bombardier.

Question n° 19

Depuis l'établissement d'IQ, quelle part du soutien accordé par cet organisme aux aéronefs régionaux Bombardier vise l'exportation de ces aéronefs à l'étranger?

1. 6,3 pour cent du soutien accordé par IQ vise l'exportation d'aéronefs régionaux à l'étranger.

Question n° 20

Depuis le 1er janvier 1995, quelle part de la production des aéronefs régionaux Bombardier a été exportée à l'étranger?

1. Du 1er janvier 1995 au 31 mai 2001, Bombardier a livré 96,4 pour cent de ses aéronefs régionaux, dont des avions à réaction ou à turbopropulseur, à des clients établis à l'étranger. Bombardier n'a pas encore établi la liste des commandes passées en juin 2001 mais confirme qu'elle n'aura pas une grande incidence sur le pourcentage susmentionné.

Question n° 21

Depuis l'établissement d'IQ, quelle part du soutien total accordé par cet organisme vise l'exportation de marchandises/services à l'étranger?

1. Depuis l'établissement d'IQ, 23,41 pour cent du soutien accordé par cet organisme ont entraîné l'"exportation" de biens et de services hors du Québec, y compris vers d'autres régions du Canada. IQ n'opère pas de distinction entre les "exportations" à l'intérieur du pays et celles qui sont réalisées vers l'étranger. En conséquence, la part du soutien qu'il accorde aux exportations destinées à l'étranger ne dépassera pas 23,41 pour cent de son soutien total et sera probablement inférieure à ce

niveau. Les données disponibles ne permettent toutefois pas de déterminer précisément dans quelle mesure.

Question n° 22

Veuillez fournir une copie de la communication transmise par le Canada à l'OCDE concernant la décision de celui-ci de s'aligner sur l'offre faite par EMBRAER à Air Wisconsin. Veuillez par ailleurs démontrer comment le Canada a satisfait aux prescriptions de l'Arrangement de l'OCDE en matière d'alignement s'agissant de la transaction Air Wisconsin.

1. Une copie de la communication du Canada est fournie en tant que pièce n° 52 du Canada.[14]

2. En vertu de l'article 53 de l'Arrangement, tout participant qui entend s'aligner sur les modalités et conditions offertes par un non-Participant est tenu de faire "tout son possible pour vérifier que ces modalités et conditions bénéficient d'un soutien public" et d'informer les autres Participants de la nature et du résultat de ces efforts. L'Arrangement prescrit également que les Participants doivent notifier à tous les autres participants les modalités et conditions qu'ils se proposent d'appliquer au moins dix jours civils avant de prendre un engagement quelconque sur lesdites modalités et conditions. Si au cours de cette période un autre Participant demande une discussion, le participant duquel émane la notification laissera s'écouler un délai supplémentaire de dix jours civils avant de prendre son engagement.

3. Des fonctionnaires du gouvernement canadien ont rencontré des représentants d'Air Wisconsin et de United Airlines le 19 décembre 2000 à Ottawa. Ils ont posé diverses questions à Air Wisconsin et, à la lumière des réponses fournies par cette dernière, le Canada a conclu que l'offre d'Embraer supposait que le gouvernement brésilien apporterait un soutien financier aux exportations, à [ ]. La BNDES et le PROEX sont les programmes de financement des exportations du gouvernement brésilien qui ont fait l'objet d'un examen.

4. Les réponses fournies par Air Wisconsin ont en outre corroboré des déclarations faites précédemment par des fonctionnaires brésiliens, dont le Ministre des affaires étrangères de l'époque, Luis Felipe Lampreia, qui a déclaré ce qui suit: "[à] notre sens, le taux d'intérêt applicable est le taux de l'OCDE, la couverture est de 100 pour cent et il n'existe aucune limite quant à la durée de la période de financement".[15]

5. Le Canada a notifié aux autres participants, le 12 janvier 2001, son intention de s'aligner sur l'offre faite par le Brésil. Dans sa notification, il a informé les autres participants qu'il était au courant de l'offre du Brésil. Aucun d'entre eux n'a demandé qu'une discussion ait lieu pendant le délai de dix jours. L'autorisation ministérielle nécessaire pour que la SEE engage les fonds du Compte du Canada, conformément aux dispositions de l'article 23 1) de la Loi sur l'expansion des exportations a été délivrée le 25 avril 2001. La SEE a transmis une lettre d'offre à Air Wisconsin le 10 mai 2001.

Question n° 23

Depuis le 1er janvier 1995, combien de transactions concernant la vente d'aéronefs régionaux Bombardier ont été financées sur le marché commercial, c'est-à-dire sans aucune

[14] Voir la pièce du Canada n° 52. Les points 7 a) et b), qui ont trait à la valeur du contrat et à la valeur du crédit respectivement, ont été rédigés à partir de la notification au titre de l'Arrangement. Ces valeurs sont sensibles sur le plan commercial étant donné qu'elles permettent de calculer le prix moyen d'un aéronef. En outre, de l'avis du Canada, ces renseignements ne sont pas pertinents s'agissant de la question posée par le Groupe spécial.

[15] Voir la pièce n° 6 du Canada.

forme de soutien de la part du Compte du Canada, de la SEE ou d'IQ, ou sans autre forme d'aide publique?

1. Entre le 1er janvier 1995 et le 31 mai 2001, [ ] pour cent, par unité, du livre de commandes de Bombardier a été financé sur le marché commercial.

Question n° 24

S'agissant du paragraphe 75 de la première communication du Canada, veuillez indiquer précisément en quoi et sur quelle base la pièce n° 12 du Canada démontre que les délais qui peuvent être obtenus commercialement pour le financement des ventes d'aéronefs régionaux se situent normalement entre dix et 18 ans. À cet égard, nous notons qu'à la page 21 de la pièce n° 12 du Canada il est fait référence à différents types de sources de financement ("privées, titres revalorisés garantis, organismes de crédit à l'exportation") y compris l'État. Veuillez indiquer qui a présenté l'exposé inclus dans cette pièce et à quelles fins. Veuillez également expliquer ce qu'est le Forum sur le financement des aéronefs et l'aviation commerciale.

1. La pièce n° 12 du Canada fait la synthèse d'un exposé présenté par [ ] à l'occasion du Forum sur le financement des aéronefs et l'aviation commerciale, qui s'est tenu à Genève en février 2001.

2. [ ] est l'un des principaux organismes mondiaux de financement et de crédit-bail pour de nombreuses industries, y compris le secteur de l'aviation commerciale. [ ] offre des montages financiers et des arrangements de crédit-bail personnalisés pour l'achat d'appareils neufs ou d'occasion, en privilégiant les aéronefs régionaux. Ses transactions concernant le financement de ce type d'appareil ont porté sur 7,6 milliards de dollars EU. [ ] fournit également des préfinancements, des financements de la dette à long terme, ainsi que des services de conseils financiers dans le monde entier. Ses références sont publiées sur son site Web [ ].

3. Le Forum sur le financement des aéronefs et l'aviation commerciale se déroule tous les ans à Genève. Il est reconnu à l'échelle internationale comme la plus grande conférence sur le financement des aéronefs et l'aviation commerciale et comme un lieu de rencontre pour tous les acteurs clés du secteur. Cette année a vu se dérouler la 15ème édition du forum, à laquelle ont participé 90 intervenants et experts, qui ont abordé divers sujets, tels que les bases du financement des aéronefs et l'évolution récente de la situation s'agissant des sources, des structures et des produits qui existent aux fins de ce financement.

4. L'exposé de [ ], qui avait été préparé dans l'optique du Forum, a été présenté par le Directeur général du Groupe aérospatial [ ]. Étant donné que [ ] possède des connaissances approfondies en matière de financement des aéronefs régionaux et compte tenu de son engagement dans la mise au point d'arrangements de crédits-bail et de montages financiers sur le marché commercial aux fins de transactions concernant ces avions, le Canada estime que la déclaration faite dans l'exposé, à savoir que les délais de financement varient entre dix et 18 ans, reflète les réalités commerciales et démontre que la durée du financement pour les aéronefs régionaux disponible sur le marché dépasse dix ans. Le Canada note par ailleurs que le Brésil n'a pas mis en cause sa position selon laquelle les délais qui peuvent être obtenus commercialement pour le financement des aéronefs régionaux se situent normalement entre dix et 18 ans.

ANNEXE B-8

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU CANADA

(13 juillet 2001)

TABLE DES MATIERES

Page

I. INTRODUCTION B-82

II. ARGUMENTATION B-82

A. LES ALLÉGATIONS COLLECTIVES DU BRÉSIL NE SONT PAS FONDÉES B-82

1. Les allégations du Brésil concernant les programmes "en tant que tels" sont sans fondement B-82

a) Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* a clairement constaté que la SEE et le Compte du Canada sont discrétionnaires B-83

b) Les "renseignements et éléments de preuve nouveaux" du Brésil sont non existants B-84

c) Le Brésil donne une idée fausse du critère "en tant que tel" B-85

d) IQ "en tant que tel" n'est pas incompatible et le Brésil n'est pas parvenu à montrer qu'il l'était B-86

i) IQ n'accorde pas un "avantage" B-87

ii) IQ "en tant que tel" n'est pas subordonné à l'exportation B-88

e) Les allégations du Brésil concernant les programmes "en tant que tels" visent à faire condamner à tort tous les organismes de crédit à l'exportation B-88

i) Le Brésil cherche à échapper à la charge qui lui incombe de prouver un "avantage" B-89

ii) L'argument du Brésil n'est pas étayé par le texte de l'Accord SMC B-90

iii) L'argument du Brésil ne tient pas compte des constatations de l'Organe d'appel sur les circonstances dans lesquelles il y a "subvention" B-90

2. Les allégations du Brésil ne satisfont pas au critère "tels qu'ils sont appliqués" B-91

a) La distinction établie par le Brésil entre des programmes "tels qu'ils sont appliqués" et des "transactions spécifiques" est injustifiable B-91

b) Le Brésil n'a pas identifié les mesures qu'il met en cause "telles qu'elles sont appliquées" B-91

c) Le Brésil est seul responsable du fait qu'il n'a pas identifié les mesures qu'il met en cause B-92

3. Le Brésil n'a pas montré que l'application spécifique des mesures canadiennes est incompatible B-92

Page

a) Le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques au titre du Compte de la Société sont incompatibles B-92

b) Le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques d'IQ sont incompatibles B-94

c) Le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques au titre du Compte du Canada sont incompatibles B-94

B. L'ACCORD SMC AUTORISE LE CANADA À PRÉSENTER UNE OFFRE SUR LA BASE DE L'ALIGNEMENT EN RÉPONSE À L'OFFRE FAITE PAR LE BRÉSIL À AIR WISCONSIN B-95

1. L'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement B-96

2. Le Canada a respecté ses obligations au regard de l'OMC lorsqu'il s'est aligné sur le Brésil B-96

a) La règle NPF énoncée à l'article premier n'est pas une obligation qui est faite à l'OMC en général de faire en sorte que toutes ses règles soient appliquées de la même manière B-96

b) Le Canada a proposé un financement à Air Wisconsin sur la base de l'alignement, de bonne foi et sur la base d'une diligence raisonnable en réponse à l'offre du Brésil B-97

c) L'offre faite par le Canada à Air Wisconsin sur la base de l'alignement satisfait aux règles de procédure de l'Arrangement B-98

3. L'interprétation donnée par le Canada des "dispositions en matière de taux d'intérêt" traite tous les Membres de la même manière B-100

4. La disposition relative à l'alignement autre qu'à l'identique est une disposition en matière de taux d'intérêt B-100

III. CONCLUSION B-101

I. INTRODUCTION

1. La communication présentée à titre de réfutation par le Canada montrera, une fois encore, que le Brésil, malgré l'étendue de ses mises en cause et de ses affirmations, n'a pas établi *prima facie* que l'un quelconque des programmes relevant du Compte du Canada, du Compte de la Société[1] ou d'Investissement Québec ("IQ") "en tant que tels", "tels qu'ils sont appliqués" ou concernant des "transactions spécifiques" sont incompatibles avec les obligations découlant pour le Canada de l'Accord SMC.

2. Le Canada montrera que:

- le présent groupe spécial n'est pas fondé à infirmer les constatations formulées dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*[2], selon lesquelles la SEE (Compte de la Société) et le Compte du Canada sont discrétionnaires;
- IQ n'est pas "en tant que telle" incompatible avec l'Accord SMC;
- les allégations du Brésil concernant les programmes "en tant que tels" condamneraient à tort tous les organismes de crédit à l'exportation et vont à l'encontre des faits et du droit;
- le Brésil cherche à faire une distinction intenable entre ses mises en cause concernant des mesures "telles qu'elles sont appliquées" et celles visant des "transactions spécifiques"; et
- le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques, effectuées dans le cadre du Compte de la Société, d'IQ ou du Compte du Canada, y compris la transaction Air Wisconsin, sont incompatibles avec les obligations du Canada au titre de l'Accord SMC, parce qu'elles ne sont pas incompatibles.

II. ARGUMENTATION

A. LES ALLEGATIONS COLLECTIVES DU BRESIL NE SONT PAS FONDEES

1. Les allégations du Brésil concernant les programmes "en tant que tels" sont sans fondement

3. Comme le Canada l'a fait observer, il n'y a pas de motif pour constater que la SEE (Compte de la Société) ou le Compte du Canada ou IQ "en tant que tels" sont incompatibles avec l'Accord SMC. Conformément à la jurisprudence bien établie de l'OMC, il peut être constaté qu'une mesure est "en tant que telle" incompatible avec les obligations d'une Partie uniquement si cette mesure prescrit une violation des obligations du Membre dans certaines ou dans toutes les circonstances réalisables.[3] Aucun des programmes mis en cause n'exige qu'un financement soit accordé d'une manière incompatible avec les obligations du Canada. Par conséquent, même si les

[1] Le Brésil a choisi d'appeler "SEE" ce qui semble être le Compte de la Société relevant de la SEE. Le Canada demande au Brésil de préciser si par "SEE" il se réfère à autre chose qu'au Compte de la Société.

[2] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/R et rapport de l'Organe d'appel, adoptés le 20 août 1999 [ci-après dénommés "*Canada – Aéronefs I*, rapport du Groupe spécial" et "*Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel"].

[3] Voir, par exemple, *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000, paragraphes 60 et 88 [ci-après dénommé "*États-Unis – Loi antidumping de 1916*, rapport de l'Organe d'appel"].

allégations du Brésil concernant les programmes "en tant que tels" étaient soumises à bon droit au Groupe spécial, il n'y a aucune raison, ni juridique ni factuelle de les confirmer.

4. Dans ses réponses à la question n° 2 du Groupe spécial concernant les allégations du Brésil au sujet des programmes du Compte du Canada et de la SEE (Compte de la Société), "en tant que tels", le Brésil affirme, premièrement, que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* n'a pas constaté que ces programmes étaient discrétionnaires mais plutôt que le Brésil n'avait pas prouvé qu'ils étaient impératifs; et, deuxièmement, que le Brésil a présenté des éléments de preuve et des arguments nouveaux dans la présente affaire.[4] Les deux affirmations sont indéfendables.

a) Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* a clairement constaté que la SEE et le Compte du Canada sont discrétionnaires

5. En ce qui concerne la SEE, le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* a déclaré, au paragraphe 9.129 de son rapport:

> Nous estimons que le Brésil n'a pas démontré que le programme de la SEE en tant que tel prescrivait l'octroi de subventions. *Le programme de la SEE est plutôt un texte facultatif*. [pas d'italique dans l'original]

6. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* a clairement constaté que le programme de la SEE est discrétionnaire.

7. En ce qui concerne le Compte du Canada, le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* a déclaré au paragraphe 9.213 de son rapport:

> Nous estimons que le Brésil n'a pas démontré que le programme concernant le Compte du Canada en soi prescrivait l'octroi de subventions subordonnées aux résultats à l'exportation. *Le programme concernant le Compte du Canada est plutôt un texte facultatif*. [pas d'italique dans l'original]

8. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* a clairement constaté que le programme concernant le Compte du Canada est discrétionnaire.

9. Il n'y a pas de raison pour que le présent groupe spécial s'écarte des constatations du Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* à savoir que la SEE (Compte de la Société) et le Compte du Canada sont discrétionnaires. Le Brésil n'a pas présenté d'arguments ni d'éléments de preuve montrant que le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* s'était trompé dans ses constatations. Le Brésil n'a par ailleurs proposé aucune base permettant d'établir une distinction entre les circonstances ayant donné lieu aux constatations du Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* et les circonstances du différend actuel.

10. Le Brésil soutient également que le refus du Canada de fournir au Groupe spécial *Canada - Aéronefs I* certains renseignements concernant des transactions spécifiques de la SEE a pu affecter les constatations du Groupe spécial concernant les programmes "en tant que tels". Toutefois, comme le Brésil le reconnaît, ces renseignements portaient sur des transactions spécifiques. En fait, comme il ressort clairement du paragraphe 205 du rapport de l'Organe d'appel, les renseignements en question concernaient une seule transaction portant sur une compagnie aérienne, ASA.[5] Ils n'auraient

[4] *Canada - Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux*, réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial, 6 juillet 2001 [ci-après dénommé "réponse du Brésil"].

[5] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 205.

matériellement pas pu affecter les constatations du Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* concernant les programmes "en tant que tels".

11. De plus, pour ce qui est de ces renseignements, l'Organe d'appel a indiqué que rien n'empêchait le Brésil de formuler une autre plainte à l'égard du Canada dans le cadre du règlement des différends "au sujet de la compatibilité de *certaines mesures de financement de la SEE*" avec les dispositions de l'Accord SMC.[6] "Certaines mesures de financement de la SEE" ne voulait pas dire le programme de la SEE "en tant que tel". Cela ne pouvait matériellement pas non plus vouloir dire le Compte du Canada "en tant que tel". Le Brésil déforme donc le rapport de l'Organe d'appel lorsqu'il dit que "le Brésil, dans la présente affaire, suit le conseil de l'Organe d'appel".

b) Les "renseignements et éléments de preuve nouveaux" du Brésil sont non existants

12. Dans ses communications précédentes, le Canada a montré que le Brésil n'a pas fourni d'éléments de preuve ni de renseignements nouveau pour étayer ses allégations selon lesquelles le Compte du Canada ou le Compte de la Société "en tant que tels" sont incompatibles avec l'Accord SMC, ce qui n'est guère étonnant.[7] Le Brésil ne l'a pas fait parce qu'aucun aspect de ces programmes ne prescrit une violation de l'Accord SMC.

13. Dans sa réponse à la question n° 2, le Brésil n'identifie pas les soi-disant nouveaux éléments de preuve qu'il a fournis. Il n'affirme pas non plus à proprement parler que ces "éléments de preuve" démontrent que le Compte de la Société ou le Compte du Canada prescrivent le recours à des subventions à l'exportation prohibées. Il affirme par contre, sans aucun fondement, que les "éléments de preuve" montrent que d'après leur "*modus operandi*" ou "leur existence même" ces programmes ont pour objet de fournir des subventions à l'exportation. Cela n'équivaut pas à démontrer que les programmes exigent l'octroi de subventions à l'exportation prohibées.[8]

14. Pour ce qui concerne le Compte de la Société, le Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* a constaté que "le Brésil n'a pas démontré que le programme de la SEE en tant que tel prescrivait l'octroi de *subventions*".[9] [pas d'italique dans l'original]. Ainsi, comme il n'a pas fourni de nouveaux éléments de preuve, le Brésil non seulement n'a pas montré que le programme relevant du Compte de la Société prescrit le recours à des subventions à l'exportation prohibées, mais il n'a pas non plus montré que ce programme prescrit le recours à des subventions quelles qu'elles soient. Le Brésil ne l'a toujours pas montré, parce que le financement au titre du Compte de la Société ne prescrit pas le recours à des subventions.

15. Le Brésil n'a pas non plus démontré que le financement au titre du Compte du Canada prescrit l'octroi de subventions à l'exportation prohibées. Les nouveaux éléments de preuve présentés par le Brésil concernant le fonctionnement du Compte du Canada concernent exclusivement la transaction Air Wisconsin. L'offre faite par le Canada d'octroyer un soutien au titre du Compte du Canada, sur la base de l'alignement, en réponse au soutien apporté par le gouvernement brésilien à l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin ne constitue pas une subvention à l'exportation, conformément au second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC.

---

[6] *Id.*, paragraphe 206.

[7] Première communication du Canada, 18 juin 2001, paragraphes 33 et 36 (ci-après dénommée la "première communication du Canada") et réponse du Canada aux questions du Groupe spécial, 6 juillet 2001, réponse à la question n° 1, paragraphe 5; réponse à la question n° 2, paragraphe 3.

[8] Dans sa réponse à la question n° 2 du Groupe spécial, le Brésil a également déformé la position du Canada concernant la transaction Air Wisconsin et le fonctionnement du Compte du Canada et du Compte de la Société. Le Brésil tente également à nouveau d'établir une confusion quant au fait que la transaction Air Wisconsin concerne le Compte du Canada et non le Compte de la Société. Dans la présente communication, la position du Canada concernant la transaction Air Wisconsin est exposée à compter du paragraphe 69.

[9] *Canada – Aéronef I*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 9.129.

16. Le Canada peut également proposer un financement à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles que le bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché, car un tel financement ne confère pas un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC. À la première réunion des parties, le Brésil a semblé soutenir, en se fondant sur la lettre d'Embraer qu'il a présentée[10] que les offres faites par Embraer à Air Wisconsin ne portaient que sur un financement commercial et n'impliquaient aucun soutien du gouvernement brésilien. Si c'était le cas, l'offre d'Embraer définirait, par la force des choses, les conditions qu'Air Wisconsin pouvait obtenir sur le marché. Tant qu'Air Wisconsin ne bénéficie pas d'un financement au titre du Compte du Canada à des conditions plus favorables que celles accordées par Embraer – et ce ne sera pas le cas – l'offre au titre du Compte du Canada ne confère pas un avantage et ne constitue donc pas une subvention.

c) Le Brésil donne une idée fausse du critère "en tant que tel"

17. En essayant d'éluder le fait que selon les constatations du Groupe spécial *Canada - Aéronefs I* ni le programme du Compte du Canada ni celui de la SEE (Compte de la Société) "en tant que tel" n'est incompatible avec l'Accord SMC, le Brésil dans sa réponse à la question n° 26 donne une idée fausse de ce qui est entendu par une mesure "en tant que telle" incompatible avec les obligations d'un Membre.

18. Le Brésil affirme qu'une mesure "en tant que telle" est incompatible avec les obligations d'un Membre "lorsqu'elle exige que l'exécutif agisse de manière incompatible avec les obligations d'un Membre au regard de l'OMC". Le Brésil cite le paragraphe 6.13 du rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis - Refus d'accorder le traitement NPF aux chaussures autres qu'en caoutchouc en provenance du Brésil*[11] à ce propos. En réalité, le paragraphe 6.13 du rapport dit ceci:

> Le Groupe spécial a noté que les PARTIES CONTRACTANTES avaient décidé, dans des affaires précédentes, qu'une législation faisant obligation à l'exécutif d'imposer une mesure incompatible avec l'Accord général était incompatible avec ledit Accord en tant que tel …

19. Le critère décrit par le Groupe spécial *Chaussures autres qu'en caoutchouc* était le critère appliqué par le Groupe spécial *Canada - Aéronefs I* dans sa constatation selon laquelle le Compte du Canada et la SEE (Compte de la Société) "en tant que tels" ne sont pas incompatibles avec l'Accord SMC.

20. Contrairement à ce qu'avance le Brésil en réponse à la question n° 26, un Membre ne peut pas s'appuyer sur des transactions individuelles pour "illustrer et prouver le fait qu'une mesure est incompatible "en tant que telle"". Pour prouver qu'un programme est incompatible "en tant que tel", un Membre doit prouver que l'exécutif est juridiquement tenu d'agir d'une manière incompatible avec l'Accord de l'OMC dans certaines circonstances. Un programme "en tant que tel" n'est pas incompatible avec les règles de l'OMC simplement parce qu'il pourrait être appliqué de manière incompatible avec les obligations d'un Membre dans certaines circonstances ou dans toutes circonstances. De même, le fait qu'une mesure ait été appliquée de manière incompatible ne la rend pas "en tant que telle" incompatible avec les règles de l'OMC.[12] Ainsi, dans ces affaires, une

---

[10] Lettre de Paulo César de Souza e Silva, Directeur du financement des ventes d'Embraer à Roberto Azevêdo, Conseiller, Mission permanente du Brésil, Genève, datée du 25 juin 2001, envoyée par télécopie au Groupe spécial le 25 juin 2001.

[11] *États-Unis - Refus d'accorder le traitement NPF aux chaussures autres qu'en caoutchouc en provenance du Brésil*, rapport du Groupe spécial, adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/142.

[12] *Communautés économiques européennes - Règlement relatif aux importations de pièces détachées et composants*, rapport du Groupe spécial, adopté le 16 mai 1990, IBDD, S37/142, paragraphe 5.25.

distinction a été établie entre les mesures qui exigent (prescrivent) des actions incompatibles avec les règles de l'OMC et celles qui donnent le droit de recourir à de telles actions.[13]

21. La position du Brésil, à savoir qu'en l'absence d'éléments prouvant que des actions incompatibles sont prescrites, un Membre peut s'appuyer sur des transactions individuelles pour établir le bien-fondé de son allégation non seulement ne correspond pas au critère établi, mais elle est fausse. Le Brésil ne peut pas éluder le fait que rien dans les programmes qu'il met en cause ne prescrit l'octroi de subventions à l'exportation prohibées.

d) IQ "en tant que telle" n'est pas incompatible et le Brésil n'est pas parvenu à montrer qu'elle l'était

22. Comme le Canada l'a montré, les articles 25 et 34 de la Loi sur IQ[14] montrent clairement que la compétence d'IQ ne se limite pas au financement des exportations.[15] Sa compétence est très vaste et elle dispose d'une grande latitude quant aux moyens de l'exercer. Comme c'est le cas pour le Compte du Canada et le Compte de la Société, rien dans la Loi sur IQ ne prescrit l'octroi de subventions à l'exportation prohibées. IQ ne peut par conséquent pas être incompatible "en tant que tel" avec l'Accord SMC.

23. C'est au titre de l'article 28 de la Loi sur IQ qu'IQ est autorisée à participer à des transactions concernant des aéronefs régionaux. Aux termes de l'article 28 (qui était auparavant l'article 7 de la *Loi sur la Société de développement industriel du Québec*[16]):

> Le gouvernement peut, lorsqu'un projet présente un intérêt économique important pour le Québec, confier à la société le mandat d'accorder et d'administrer l'aide qu'il définit pour en favoriser la réalisation. *Le mandat peut autoriser la société à fixer les conditions et les modalités de l'aide*. [pas d'italique dans l'original]

24. Le libellé de l'article 28 montre que l'exécutif dispose d'un pouvoir discrétionnaire total concernant les conditions et les modalités de l'assistance qu'il fournit. L'article 28 ne prescrit pas l'octroi de subventions subordonnées à l'exportation. En fait, il ne concerne pas du tout spécifiquement l'aide à l'exportation. Il est invoqué pour des projets qui ne concernent nullement les exportations tout autant que pour des projets portant sur des exportations.

25. La participation d'IQ aux transactions concernant des aéronefs régionaux est autorisée plus spécifiquement par les Décrets n° 792-96 (26 juin 1996); n° 879-97 (2 juillet 1997); n° 1187-98 (16 septembre 1998); et n° 1488-2000 (20 décembre 2000).[17] Ces décrets autorisent simplement IQ (et auparavant la SDI) à accorder des garanties ou des contre-garanties à hauteur d'un certain montant. Ces décrets accordent à IQ un pouvoir discrétionnaire total. Rien dans ces décrets ne *prescrit* l'octroi de subventions à l'exportation prohibées.

26. IQ n'accorde d'ailleurs pas de subventions à l'exportation prohibées lorsqu'elle fournit des garanties ou des contre-garanties comme elle est autorisée à le faire par les décrets parce que ces garanties et contre-garanties sont toujours accordées aux conditions du marché.

27. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil au dernier paragraphe de sa réponse à la question n° 29 du Groupe spécial, rien dans le programme IQ "n'exige" l'octroi de garanties de prêts

---

[13] Voir *États-Unis - Loi antidumping de 1916*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 60 et 88.

[14] Loi sur Investissement-Québec et sur Garantie-Québec, L.R.Q., chapitre I-16.1, s. 28 (pièce n° 18 du Brésil).

[15] Première communication du Canada, paragraphes 38 à 42.

[16] L.R.Q., chapitre S-11.01.

[17] Ces décrets ont été versés au dossier en tant que pièces n° 33 et 36 du Canada.

ou les garanties sur titres. D'ailleurs, le Brésil dans sa réponse n'identifie pas l'élément du programme IQ qui "exigerait" de telles garanties. Enfin, le Brésil n'a pas établi qu'"en tant que telles" les garanties de prêts ou les garanties sur titres fournies par IQ confèrent un avantage ou sont subordonnées aux résultats à l'exportation.

28. Le programme IQ autorise l'offre de garanties, mais ne l'exige pas. Toute garantie offerte par IQ résulte de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire. Par conséquent, le programme IQ ne pouvait pas être incompatible "en tant que tel" avec l'Accord SMC, même si le Brésil avait établi qu'"en tant que telles" les garanties de prêts ou les garanties sur titres fournies par IQ conféraient un avantage et étaient subordonnées aux résultats à l'exportation.

29. Loin d'exiger que soient offertes des subventions prohibées, la description étape par étape du processus de décision pour l'offre d'une aide au financement au titre d'IQ à l'industrie des avions de transport régional (réponse du Canada à la question n° 15 du Groupe spécial) montre qu'il y a trois niveaux de pouvoir discrétionnaire s'agissant de décider s'il convient ou non d'accorder un soutien.

i) IQ n'accorde pas un "avantage"

30. En outre, les critères définis dans la pièce n° 51 du Canada démontrent qu'IQ doit offrir une aide au financement aux conditions du marché. Les critères sont les suivants:

Le support de la Société ne sera pas disponible pour des transactions:

A. Sauf si la compagnie aérienne (ou l'acheteur), sur la base d'états financiers couvrant une période minimale de deux années consécutives précédant le financement et des projections pour au moins la prochaine année:

i) a une valeur nette tangible positive;

ii) a un mouvement de trésorerie positif; et

iii) est, ou est affiliée avec (par voie de "code sharing", contrat d'affrètement, etc.) une compagnie aérienne.

B. Si la rémunération que la Société est appelée à recevoir est inférieure à ce qui est offert sur le marché pour une structure et un risque similaire, pour une transaction entre Participants non reliés ("arm's length") et ce, en tenant compte de la nature compétitive des transactions.

C. Si le financement est d'une durée supérieure à ce qui est disponible pour un financement sans support gouvernemental pour une transaction de même nature (RJ, "arm's length", crédit, type de financement, juridiction, etc.), et ce, en tenant compte de la nature compétitive des transactions.

31. Par conséquent, IQ "en tant que telle" ne peut pas prescrire l'octroi d'une subvention à l'exportation.

32. En outre, IQ "en tant que telle" ne prescrit pas l'octroi de subventions à l'exportation prohibées parce que les commissions qu'elle perçoit pour accorder un soutien à l'industrie des avions de transport régional sont au taux du marché. Comme les critères exposés ci-dessus le montrent, le support de la Société ne sera pas disponible pour des transactions si la rémunération que la Société est appelée à recevoir est inférieure à ce qui est offert sur le marché. Par conséquent, le Brésil ne peut pas s'acquitter de la charge qui lui incombe de montrer qu'IQ "en tant que telle" confère un avantage.

ii) IQ "en tant que telle" n'est pas subordonnée à l'exportation

33. Dans sa déclaration orale du 27 juin 2001, aux paragraphes 56 à 62, le Brésil semble faire valoir qu'IQ est, ou que peut-être les garanties offertes par IQ sont "en tant que telles" subordonnées à l'exportation bien qu'une bonne part de l'aide octroyée par IQ concerne la vente de biens et de services à l'intérieur du Canada. Le Canada a expliqué, dans sa réponse à la question n° 21 du Groupe spécial, que seulement 23,41 pour cent du soutien accordé par IQ porte sur des ventes de biens et de services à l'extérieur du Québec, y compris vers d'autres parties du Canada.

34. Confronté à des éléments de fait montrant clairement qu'IQ "en tant que telle" ne peut pas être subordonné à l'exportation, le Brésil fait valoir dans sa déclaration orale que ces éléments de fait dérogeants sont, pour une raison qui n'apparaît pas clairement, contraires aux disciplines de l'Accord SMC en matière de subventions à l'exportation. Le Brésil demande si le Canada peut convertir une subvention, au demeurant subordonnée à l'exportation, en une subvention non subordonnée à l'exportation en déclarant que les ventes des produits subventionnés peuvent être effectuées sur une partie – mais non la totalité – de son territoire.

35. Premièrement, le Brésil, dans son argumentation, semble s'appuyer sur le Décret n° 572-2000, qui définit une "exportation" comme étant une vente "hors du Québec". Comme le Canada l'a expliqué au paragraphe 93 de sa première communication, ce décret n'a rien à voir avec le financement des ventes d'aéronefs. Il n'empêche pas non plus le financement de projets au sein du Québec. En fait, le Décret n° 572-2000 porte sur le programme FAIRE (Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi). Le financement accordé au titre de ce programme va presque exclusivement à des projets qui concernent le Québec.[18]

36. Deuxièmement, ni le Canada ni le Québec n'ont "converti" quoi que ce soit "au demeurant subordonné à l'exportation en une subvention non subordonnée à l'exportation". Le financement accordé par IQ, pour l'essentiel, ne quitte pas le Québec, et encore moins le Canada. Le fait que cela n'implique pas d'exportations et que le financement au titre d'IQ n'est pas subordonné à l'exportation n'est nullement dû à une "conversion" de quoi que ce soit. Cela est dû au fait que "l'exportation" au sens de l'Accord SMC fait référence au mouvement des biens et services entre les Membres et non sur le territoire d'un Membre.

e) Les allégations du Brésil concernant les programmes "en tant que tels" visent à faire condamner à tort tous les organismes de crédit à l'exportation

37. Dans sa réponse aux questions n° 28 et 29 du Groupe spécial, le Brésil tente de surmonter le fait qu'il n'a absolument aucun nouvel élément de preuve qui permettrait de réfuter la conclusion du Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* selon laquelle le Compte du Canada et le Compte de la Société relevant de la SEE sont discrétionnaires, ou de réfuter les éléments prouvant qu'IQ est discrétionnaire.[19] Il avance pour ce faire l'argument extraordinaire selon lequel *tous* les organismes de crédit à l'exportation fournissent forcément des subventions à l'exportation prohibées. Avec cet argument, le Brésil s'efforce d'échapper à la charge qui lui incombe de prouver l'existence d'une subvention et plus particulièrement d'un avantage. L'argument du Brésil n'est pas étayé par le texte de

[18] Les paragraphes 71 et 72 de la déclaration orale du Brésil, qui laisse entendre l'existence d'une contradiction dans la position du Canada, reposent également sur une confusion entre les différents programmes. Le critère de "développement des exportations" prévu par la SDI auquel le Brésil fait référence figurait dans le Programme de développement des exportations. Ni garantie ni financement n'étaient accordés au secteur de l'aviation civile au titre de ce programme. Une aide au financement pour la transaction à laquelle le Brésil fait référence au paragraphe 71 a été accordée au titre de l'article 7 de la Loi sur la SDI (qui est devenu l'article 28 de la Loi sur IQ) [voir pièce n° 18 du Brésil] et non au titre du Programme de développement des exportations.

[19] Première communication du Canada, paragraphes 39 à 42.

l'Accord SMC et il est contraire à ce qui, d'après les constatations de groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel, constitue une "subvention".

i) Le Brésil cherche à échapper à la charge qui lui incombe de prouver un "avantage"

38. Le "contexte quant au fond" des organismes de crédits à l'exportation n'est pas, comme le prétend le Brésil, qu'ils "existent pour subventionner les exportations". Ces organismes sont différents les uns des autres pour ce qui est de leur statut juridique, de leurs politiques et de leurs produits. Les organismes de crédit à l'exportation ont en général pour raison d'être de faciliter les exportations en offrant des produits financiers et de gestion des risques. Ils ne subventionnent pas nécessairement les exportations. Pour savoir si un organisme de crédits à l'exportation offre une subvention, il ne suffit pas de se poser la question "S'agit-il d'un organisme de crédits à l'exportation?" Il faut se demander si le bénéficiaire du financement reçoit une contribution financière à des conditions plus favorables que celles qui sont offertes sur le marché.[20]

39. Dans certains cas, des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public peuvent constituer une subvention. Ils peuvent par exemple être utilisés pour fournir ou assurer des crédits sur des marchés non solvables et absorber des risques "qu'aucun banquier sain d'esprit n'est disposé à assumer". Toutefois, la pièce n° 54 du Brésil, dont le Brésil a extrait cette citation, dit qu'il s'agit d'un "cas extrême". Cela ne signifie pas que la SEE ou tout autre organisme de crédit à l'exportation offrira nécessairement des subventions.

40. Le Brésil ne peut guère prétendre par exemple qu'en participant à la transaction Kendell la SEE a assumé des risques "qu'aucun banquier sain d'esprit" n'était disposé à assumer. Comme le Canada l'a dit dans sa réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, la SEE a participé à la transaction Kendell, qui était une offre de financement publique, sur la base d'un partage égal des risques avec sept banques commerciales. Les modalités et conditions de la transaction ont été dictées par les banques qui l'ont organisée, [ ]. Les autres banques étaient [ ]. De toute évidence, ces sept banques étaient tout à fait disposées à assumer le même risque que la SEE.

41. De même, aux paragraphes 23, 24, 54 et 68 de sa déclaration orale du 27 juin 2001 puis à nouveau dans sa réponse à la question n° 29 du Groupe spécial, le Brésil fait valoir qu'à chaque fois que la SEE ou IQ accordent une garantie de prêt ou une garantie sur titres, ils accordent automatiquement un avantage parce que leur cote de crédit est invariablement supérieure à celle du bénéficiaire du financement. Selon le Brésil, toute garantie ou contre-garantie accordée par un organisme de crédit public constitue automatiquement une subvention parce que, compte tenu de la cote de crédit élevée des gouvernements, elle confère automatiquement un avantage.

42. Le Brésil n'a pas démontré le bien-fondé de cet argument. Accepter l'argument du Brésil donnerait à penser que toute caution ayant une cote de crédit supérieure à celle du bénéficiaire du financement constitue automatiquement une subvention. L'argument du Brésil est d'autant plus surprenant qu'on trouve sur le site Web de la BNDES, la Banque de développement du gouvernement brésilien l'affirmation suivante: "Afin de permettre l'exportation de produits brésiliens, la BNDES-*exim* propose les mêmes instruments de garantie que ceux offerts par les plus importants organismes de crédit à l'exportation."[21]

[20] *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 157.

[21] "BNDES-exim. Your access to global markets," http://www.bndes.gov.br/english/exim.htm, page 2 (pièce n° 53 du Canada).

ii) L'argument du Brésil n'est pas étayé par le texte de l'Accord SMC

43. Conformément à l'article 1.1 de l'Accord SMC:

> Aux fins du présent accord, une subvention sera réputée exister:
>
> a) 1) s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre (dénommés dans le présent accord les "pouvoirs publics"), c'est-à-dire dans les cas où:
>
> i) une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds (par exemple sous la forme de dons, prêts et participation au capital social) ou des transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple des garanties de prêt);
>
> (...)
>
> et
>
> b) si un avantage est ainsi conféré.

44. Si le Brésil avait raison en affirmant que l'octroi par un gouvernement d'une garantie ou d'une contre-garantie entraîne automatiquement un avantage et constitue par conséquent une subvention, le paragraphe b) de l'article 1.1 serait redondant. Étant donné qu'une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) est toujours octroyée par les pouvoirs publics ou par un organisme public, il ne pourrait pas y avoir de contribution financière sous forme de garantie sans qu'il y ait avantage et par conséquent subvention. Le double critère énoncé à l'article 1.1 implique cependant nécessairement que les pouvoirs publics ou un organisme public peuvent fournir une contribution financière sous forme de garantie sans conférer un avantage et par conséquent sans accorder une subvention.

iii) L'argument du Brésil ne tient pas compte des constatations de l'Organe d'appel sur les circonstances dans lesquelles il y a "subvention"

45. Selon l'Organe d'appel, pour qu'il y ait subvention il faut qu'il y ait contribution financière et avantage. On peut déterminer qu'il existe un avantage si une contribution financière a été accordée au bénéficiaire à des conditions plus favorables que celles auxquelles il aurait accès sur le marché.[22] Pour déterminer l'existence d'un "avantage", il s'agit avant tout de savoir si le bénéficiaire a obtenu des conditions plus favorables que celles offertes sur le marché. Il ne s'agit pas de connaître l'identité du fournisseur de la contribution financière qui, par définition, est toujours un gouvernement ou un organisme public.

46. Le fait que des groupes spéciaux et l'Organe d'appel se soient efforcés de déterminer si les contributions financières des pouvoirs publics ou d'un organisme public étaient accordées aux conditions du marché implique nécessairement que de telles contributions financières peuvent être octroyées aux conditions du marché et ne confèrent pas en elles-mêmes et à elles seules un avantage.

47. Ainsi, contrairement à ce que le Brésil affirme en réponse à la question n° 29, à savoir que, bizarrement, il incombe au Canada la charge de montrer que ses programmes relèvent de l'exception prévue au point k), c'est au Brésil qu'il incombe la charge de prouver que les programmes du Canada rendent impératives des actions incompatibles avec les obligations de ce dernier au regard de l'OMC en quelque circonstance que ce soit. Le Brésil ne s'est pas acquitté de cette charge. Il ne peut pas s'en

[22] *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 157.

acquitter parce que ni le Compte de la Société, ni le Compte du Canada, ni IQ n'exigent du Canada qu'il fournisse des subventions à l'exportation prohibées.

2. Les allégations du Brésil ne satisfont pas au critère "tels qu'ils sont appliqués"

48. Dans sa réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, le Brésil déclare qu'il met en cause les programmes du Canada "en tant que tels", "tels qu'ils sont appliqués" et concernant des transactions spécifiques. En adoptant cette position, le Brésil semble établir une distinction entre une mise en cause portant sur des programmes "tels qu'ils sont appliqués" et une mise en cause "concernant des transactions spécifiques". De l'avis du Canada, la mise en cause de programmes "tels qu'ils sont appliqués" est la même chose que la mise en cause de "transactions spécifiques". Dans les deux cas, c'est l'application spécifique d'une mesure qui est mise en cause.

a) La distinction établie par le Brésil entre des programmes "tels qu'ils sont appliqués" et des "transactions spécifiques" est injustifiable

49. Si l'on accepte la position implicite du Brésil, et que l'on établit une distinction entre la mise en cause d'une mesure "telle qu'elle est appliquée" et la mise en cause de "transactions spécifiques", la mise en cause d'une mesure "telle qu'elle est appliquée" doit alors reposer sur le fait que le programme est appliqué de telle sorte que toutes les transactions, et non pas uniquement les transactions spécifiées, sont incompatibles avec les obligations du Membre. En outre, si la mise en cause par le Brésil d'une mesure "telle qu'elle est appliquée" doit être distinguée de la mise en cause d'une mesure "en tant que telle", la mise en cause d'une mesure "telle qu'elle est appliquée" doit reposer sur le fait que, même si aucune prescription juridique n'exige que les transactions relevant d'un programme donné soient incompatibles, le programme est appliqué de telle manière que toutes les transactions sont incompatibles. De l'avis du Canada, il n'existe pas de base juridique permettant de qualifier ainsi la mise en cause d'une mesure "telle qu'elle est appliquée".

b) Le Brésil n'a pas identifié les mesures qu'il met en cause "telles qu'elles sont appliquées"

50. La distinction entre la mise en cause d'un programme "en tant que tel" d'un programme "tel qu'il est appliqué" et de transactions spécifiques est importante compte tenu du manque de clarté des allégations du Brésil. Comme le Canada l'a souligné dans sa réponse à la question n° 5 du Groupe spécial, le Brésil n'a pas établi cette distinction dans ses allégations. Aucune des allégations formulées par le Brésil dans sa demande d'établissement de groupe spécial, mis à part celles portant sur Air Wisconsin, n'identifie de transactions spécifiques.

51. Dans sa réponse à la question n° 26, le Brésil fait valoir qu'il "devrait être suffisant" de montrer que des transactions individuelles relevant d'un programme sont incompatibles avec les obligations d'un Membre pour qu'il soit constaté qu'un programme est incompatible "tel qu'il est appliqué". Non seulement cela ne devrait pas être suffisant, mais, d'un point de vue logique, cela ne peut pas être suffisant.

52. Même si le Brésil pouvait identifier des transactions spécifiques relevant d'un programme qui étaient incompatibles avec les obligations du Canada au regard de l'Accord SMC – et il ne peut pas le faire – cela signifierait seulement que, dans le cas de ces transactions spécifiques, un programme *a été appliqué* de manière incompatible avec les obligations du Canada. Cela ne signifierait toutefois pas que toutes les transactions relevant de ce programme sont ou seront incompatibles avec ces obligations. Le Brésil n'est pas parvenu à identifier une seule transaction au titre du Compte du Canada, du Compte de la Société ou d'IQ qui soit incompatible avec les obligations du Canada. Même s'il l'avait fait, cela démontrerait simplement que la transaction est incompatible et non que toutes les transactions au titre de ce programme "tel qu'il est appliqué" sont incompatibles.

c) Le Brésil est seul responsable du fait qu'il n'a pas identifié les mesures qu'il met en cause

53. Le Brésil tente de reprocher au Canada de ne pas avoir identifié les transactions spécifiques que le Brésil met en cause. Selon ce dernier, le Canada est coupable de n'avoir notifié, au titre de l'article 25 de l'Accord SMC, aucune des mesures mises en cause par le Brésil et d'avoir soi-disant refusé de répondre aux questions du Brésil au cours des consultations. Ces affirmations ne sont pas défendables.

54. Conformément à l'article 25, les subventions doivent être notifiées chaque année au plus tard le 30 juin. Le Canada n'a pas notifié de subventions parce qu'il n'y avait pas de subventions qu'il était tenu de notifier. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans son rapport sur l'affaire *Canada - Aéronefs I*, le Brésil était autorisé à demander des renseignements au titre de l'article 25.8 de l'Accord SMC concernant certaines des mesures de financement relevant de la SEE.[23] Au titre de l'article 25.8, un Membre peut, entre autres, demander une explication quant aux raisons pour lesquelles une mesure n'a *pas* été notifiée au titre de l'article 25. Le Brésil ne l'a jamais fait.

55. En outre, en formulant ces allégations concernant les consultations du 21 février 2001, le Brésil est de mauvaise foi. Il est arrivé aux consultations avec un vaste éventail de questions adressées au Canada. Il n'a pas communiqué ces questions au Canada avant les consultations pour permettre à ce dernier d'enquêter et de préparer ses réponses. Comme le Canada était incapable de répondre à de nombreuses questions lors de la consultation, le Brésil a déclaré que la réunion était terminée et a dit au Canada qu'il demanderait l'établissement d'un groupe spécial, ce qu'il a fait huit jours plus tard.

56. Le Brésil sous-entend qu'il a demandé au Canada des réponses écrites à ses questions et que le Canada a "refusé" de les fournir. Cela n'est pas vrai. Le Canada n'a pas non plus "refusé" de discuter de quoi que ce soit au cours des consultations, aussi décevantes qu'elles aient été de son point de vue. Le Brésil ne peut pas se retrancher derrière ces affirmations mensongères pour excuser le fait qu'il n'a pas identifié de manière adéquate les mesures qu'il met en cause.

3. Le Brésil n'a pas montré que l'application spécifique des mesures canadiennes est incompatible

a) Le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques au titre du Compte de la Société sont incompatibles

57. Le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques au titre du Compte de la Société sont incompatibles avec les obligations du Canada au regard de l'OMC. Outre l'argument relatif au TICR, que le Canada a réfuté[24], le seul élément de preuve avancé par le Brésil est que le financement canadien dépasse le délai maximum de dix ans fixé par l'Arrangement de l'OCDE.[25] Le Canada a expliqué dans ses communications pourquoi l'Arrangement ne reflétait pas nécessairement les conditions du marché[26] et a montré que sur le marché commercial, les délais de remboursement pour le financement des aéronefs régionaux dépassaient ordinairement dix ans. Le Canada a confirmé cela avec sa pièce n° 12, qu'il a décrite avec plus de détails dans sa réponse à la question n° 24 du Groupe spécial.

---

[23] *Canada – Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 206.

[24] Première communication du Canada , paragraphes 70 à 73.

[25] *Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) 1998, ci-après [dénommé "l'Arrangement de l'OCDE"] (pièce n° 42 du Brésil).

[26] Première communication du Canada, paragraphes 70 à 75; Déclaration orale du Canada, paragraphes 10 à 13.

58. Dans ses observations concernant ces éléments de preuve, en réponse à la question n° 35 du Groupe spécial, le Brésil ne conteste pas réellement la position du Canada, à savoir que le financement commercial disponible pour les aéronefs régionaux dépasse dix ans. Il ne pouvait d'ailleurs pas le faire de manière crédible, étant donné sa position dans l'affaire *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs, Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord* sur le règlement des différends (PROEX II). Dans sa réponse à la question n° 6 du Groupe spécial, le Brésil a déclaré concernant le PROEX que la période maximale de dix ans pour le financement:

> a fait l'objet d'une dérogation, et continuera de faire l'objet d'une dérogation pour le seul secteur des aéronefs à réaction régionaux parce que le Brésil doit accorder pour de tels aéronefs des financements assortis de modalités compatibles avec le marché.[27]

59. Dans sa réponse à la question n° 35, le Brésil s'appuie au contraire sur un raisonnement inductif, sous-entendant sans le dire que puisque deux banques données ne proposaient pas de financement pour les aéronefs régionaux sur plus de dix ans, un tel financement n'existait pas sur le marché. Outre que cet argument est faux d'un point de vue logique, il est également hypocrite. Selon les allégations du Brésil, le Canada n'a pas précisé quels établissements commerciaux offraient des conditions supérieures à dix ans mais dans *Canada – Aéronefs I*, il faisait spécifiquement référence à ces deux banques, Bank of America et Citibank, comme "offrant un financement dans ce secteur".

60. Un examen du paragraphe 6.31 du rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* montre que le Canada n'a rien dit de tel. Dans le paragraphe auquel le Brésil fait référence, le Canada a cité ces banques comme employant des spécialistes du financement du commerce, et non comme fournissant un financement pour les aéronefs régionaux à des conditions commerciales.

61. En outre, contrairement à ce qu'allègue le Brésil, dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*, le Canada a bien cité des entités commerciales proposant un financement pour les aéronefs régionaux sur des périodes supérieures à dix ans.[28] Le Canada a cité par exemple l'émission en 1997 par la compagnie Northwest Airlines de certificats de transfert de prêts pour le financement de 12 aéronefs Avro RJ85 de British Aerospace. Les certificats 1A de 1997 portaient sur une période de 18,25 ans (septembre 1997 à janvier 2016): *Northwest Airlines* 1997-1 *Pass Through Trusts*, Credit Suisse First Boston, Lehman Brothers, Morgan Stanley Dean Witter, Brochure de présentation, 16 septembre 1997, pages S-1, S-5 et S-6.[29]

62. Le Canada a également cité l'émission en 1997 par Continental Airlines de certificats de transfert de prêts pour le financement de neuf avions à réaction de transport régional Embraer EMB-145ER. Les certificats 3A de 1997 portaient sur une période de 15,25 ans (de décembre 1997 à mars 2013): *Continental Airlines* 1997-3 *Pass Through Trusts*, Morgan Stanley Dean Witter, Brochure de présentation, 23 juillet 1997, pages 1, S-3.[30]

63. Le rapport Morgan Stanley Dean Witter (pièce n° 14 du Canada) donne des éléments de preuve supplémentaires montrant que la durée normale de financement sur le marché va de dix à

---

[27] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs, Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, annexes 2 à 4, page 149.

[28] *Canada – Aéronefs I*, communication du Canada en tant qu'intimé, 28 mai 1999, paragraphe 64 et note de bas de page 55.

[29] *Northwest Airlines* 1997-1 *Pass Through Trusts*, Credit Suisse First Boston, Lehman Brothers, Morgan Stanley Dean Witter, Brochure de présentation, 16 septembre 1997 (pièce n° 54 du Canada).

[30] *Continental Airlines* 1997-3 *Pass Through Trusts*, Morgan Stanley Dean Witter, Brochure de présentation, 23 juillet 1997 (pièce n° 55 du Canada).

18 ans pour les aéronefs régionaux.[31] Ce rapport donne des renseignements sur l'établissement des prix pour les transactions structurées sur le marché commercial. Il indique que des compagnies aériennes des États-Unis ont financé des aéronefs régionaux grâce à des tranches de titres revalorisés garantis par nantissement du matériel, dont le délai de remboursement est supérieur à dix ans. Ainsi, les tranches d'EETC des classes A et B, émises le 19 septembre 1997 par Atlantic Coast Airlines pour six appareils CRJ-200, et huit appareils J-41 de British Aerospace ont des délais de remboursement de 16 ans (classe A) et de 13 ans (classe B) respectivement.[32] On peut citer également les tranches d'EETC émises par Midway le 6 août 1998 pour huit appareils CRJ-200, dont les délais de remboursement sont d'environ 16,5 et 14,5 ans.[33]

64. En résumé, le Brésil n'a absolument pas démontré que lorsque le Canada a accordé un financement assorti d'un délai supérieur à dix ans, ces conditions étaient plus favorables que celles disponibles sur le marché et conféraient par conséquent un avantage.

b) Le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques d'IQ sont incompatibles

65. Le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait de prouver que l'aide au financement fournie par IQ "telle qu'elle est appliquée" aux transactions portant sur des aéronefs régionaux constitue une subvention. Comme il est dit au paragraphe 30 de la présente communication, les critères appliqués aux transactions pour lesquelles une aide d'IQ a été demandée garantissent que l'aide au financement est offerte aux conditions du marché.[34] Par conséquent, il n'existe pas d'avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

66. Dans sa réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, le Canada a également expliqué qu'en échange de ses garanties, IQ perçoit une commission initiale de [ ] points de base pour couvrir ses frais administratifs ainsi qu'une commission annuelle équivalant à [ ] points de base pour le risque effectivement encouru.

67. Sur une base commerciale, le montant de cette commission est justifié par le fait que [ ].

68. Par conséquent, et conformément aux critères d'IQ exposés dans la pièce n° 51 du Canada, IQ participe à des opérations de financement d'aéronefs régionaux à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles disponibles sur le marché et qui ne confèrent pas un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

c) Le Brésil n'a pas montré que des transactions spécifiques au titre du Compte du Canada sont incompatibles

69. La seule transaction au titre du Compte du Canada que le Brésil a mise en cause est celle concernant Air Wisconsin. La position du Canada est que l'offre à Air Wisconsin a été faite sur la base de l'alignement en réponse à une offre de financement bénéficiant d'un soutien public faite par Embraer à Air Wisconsin. L'offre du Canada remplit donc les conditions requises pour bénéficier du refuge prévu au second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. La réponse du Canada à l'argument du Brésil selon lequel l'offre du Canada impliquant alignement ne peut pas bénéficier du point k) est exposée à la section B ci-dessous.

[31] "EETC Market Update: Monthly Update: Airlines" (Morgan Stanley Dean Witter, Fixed Income Research, North America, Investment Grade Credit – Industrials) 10 février 2001 (pièce n° 14 du Canada).
[32] *Id.*, page 13.
[33] *Id.*, page 15.
[34] Voir la pièce n° 51 du Canada.

70. De plus, bien que le Brésil semble suggérer, dans sa réponse à la question n° 32, que la seconde offre d'Embraer a été faite "pour concurrencer l'offre faite par Bombardier et le Canada", cette seconde offre date du 29 décembre 2000. Cette date est antérieure à celle de l'offre du Canada impliquant alignement. L'offre du Canada n'a pas été annoncée avant le 10 janvier 2001 et la lettre présentant l'offre n'a été rendue publique que le 10 mai 2001. Cela confirme que l'offre du Canada a été faite en réponse à celle d'Embraer ou du Brésil, contrairement à ce que le Brésil semble suggérer dans sa réponse à la question n° 32.

71. Le Brésil maintient cependant aussi que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin n'impliquait pas d'engagement de la part du gouvernement brésilien.[35] Dans sa réponse à la question n° 32, le Brésil semble reconnaître ce qui ressort clairement de sa pièce n° 56: la deuxième offre d'Embraer [ ] au profit d'Air Wisconsin. Cela est conforme à l'information donnée par Air Wisconsin à [ ].[36]

72. Cela est également conforme aux états financiers provisoires d'Embraer publiés le 31 mars 2001 qui révèlent qu'Embraer reste dépendant du soutien du PROEX. L'avertissement suivant est donné:

> Si le PROEX ou un autre programme similaire n'est pas disponible à l'avenir ou si ses conditions sont nettement moins favorables, les coûts de financement des clients pourraient être plus élevés et la compétitivité-coûts de la Société sur le marché des avions à réaction de transport régional pourrait diminuer.[37]

73. Toutefois, si le Groupe spécial devait accepter la position du Brésil selon laquelle Air Wisconsin avait accès à un crédit commercial aux conditions alléguées par Embraer et le Brésil, et sans soutien du gouvernement brésilien, ces conditions seraient, par définition, celles du marché. Bien que la pièce n° 56 du Brésil soit muette quant à certains points que l'on s'attendrait à voir mentionner dans une offre de cette sorte comme la commission de gestion, le Canada fait observer que le nombre d'aéronefs proposé, les sommes financées et les conditions de remboursement offertes par le Canada ne sont, considérées ensemble, pas plus favorables que celles qui, selon les allégations du Brésil, sont les conditions du marché. L'offre faite au titre du Compte du Canada ne conférerait donc pas un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC.[38]

B. L'ACCORD SMC AUTORISE LE CANADA A PRESENTER UNE OFFRE SUR LA BASE DE L'ALIGNEMENT EN REPONSE A L'OFFRE FAITE PAR LE BRESIL A AIR WISCONSIN

74. Les dispositions de l'Arrangement de l'OCDE relatives à l'alignement sont expressément autorisées par l'Arrangement de l'OCDE, et conformes à cet Arrangement. En outre, les dispositions

---

[35] Voir la réponse du Brésil à la question n° 31 (deuxième paragraphe). Le Brésil ne dit pas si Embraer a présenté son offre en pensant bénéficier d'un soutien public.

[36] Pièce confidentielle n° 1 du Canada.

[37] *Embraer – Empress Brasileira de Aeronática S.A.: Interim Financial Statements Together with Report of Independent Public Accountants, March 31, 2001*, pages 22-23 (le document complet peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.embraer.com/english sous la rubrique Investor Relations, Financial Statements, Filed in SEC) (pièce n° 57 du Canada). *Embraer – Empress Brasileira de Aeronática S.A.: Financial Statements Together with Report of Independent Public Accountants, December 31, 1998, 1999 and 2000*, pages F-2, F-92 (le document complet peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.embraer.com/english sous la rubrique Investor Relations, Financial Statements, Filed in SEC) (pièce n° 58 du Canada).

[38] Le Canada est également parvenu à éclairer la référence au [ ] mentionné dans la première offre d'Embraer à Air Wisconsin. Le soi-disant [ ] est généralement un taux applicable aux hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux, libellées en livres sterling. Le Canada n'a trouvé aucun élément prouvant que ce taux est disponible sur les marchés internationaux de capitaux.

de l'Arrangement relatives à l'alignement sont des "dispositions en matière de taux d'intérêt" au sens du second paragraphe du point k). Par conséquent, puisque concernant Air Wisconsin le Canada a agi sur la base de l'alignement, comme le permettent expressément les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE, cette transaction remplit les conditions requises pour bénéficier du refuge prévu au second paragraphe du point k).

1. L'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement

75. Dans sa réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, le Brésil déclare que "le recours aux dispositions relatives à l'alignement de l'Arrangement de l'OCDE n'est pas "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement de l'OCDE". Il allègue également que le sens ordinaire du point k), dans son contexte, ainsi que l'objet et le but de l'Accord SMC étayent cette interprétation. Pour affirmer cela, le Brésil s'appuie sur le raisonnement du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 *Canada – Aéronefs I* ("Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5").[39]

76. Le Canada a démontré que l'interprétation du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 ne suit pas le sens ordinaire du second paragraphe du point k).[40] Il est illogique de dire qu'une transaction pour laquelle il a été procédé à un alignement – ce qui inclut le taux d'intérêt et d'autres conditions – peut être expressément permise par l'Arrangement de l'OCDE et pourtant condamnée comme n'étant pas "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" dudit Arrangement. Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a tenté de justifier ce résultat en interprétant dans son argumentation les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de manière extrêmement stricte - c'est-à-dire comme signifiant en fait uniquement les taux normaux permis sans aucune autre condition. Le Groupe spécial a ensuite essayé de pallier le caractère illogique de ce résultat en intégrant de manière sélective d'autres dispositions concernant par exemple la somme financée et la durée du financement en avançant que ces éléments permettent de déterminer si le financement est "conforme". Cette interprétation est plus loin du texte que celle proposée par le Canada qui inclurait les transactions opérées à des fins d'alignement expressément permises par l'Arrangement.

77. La réponse du Brésil à la question n° 36 ne correspond pas à l'argument avancé par le Canada à savoir que l'alignement est expressément "permis" par les dispositions de l'Arrangement et conforme à ces dispositions et qu'il est par conséquent conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement.

78. En outre, le Canada a démontré dans sa déclaration orale (paragraphes 27 à 40) que l'alignement est compatible avec l'objet et le but de l'Accord SMC.

2. Le Canada a respecté ses obligations au regard de l'OMC lorsqu'il s'est aligné sur le Brésil

a) La règle NPF énoncée à l'article premier n'est pas une obligation qui est faite à l'OMC en général de faire en sorte que toutes ses règles soient appliquées de la même manière

79. En réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, le Brésil fait valoir que "l'alignement" entraîne une violation des prescriptions relatives au traitement de la nation la plus favorisée énoncées

[39] Voir la réponse du Brésil à la question n° 36, premier paragraphe et huitième au dixième paragraphe.
[40] Voir la première communication du Canada, paragraphes 51 à 57 et la déclaration orale du Canada, paragraphes 22 à 26.

à l'article premier du GATT de 1994.[41] Cet argument, dans toutes ses formes, est totalement dénué de fondement et doit être rejeté.

80. L'article premier énonce une obligation adressée aux Membres d'octroyer le traitement de la nation la plus favorisée ("NPF") aux produits des autres Membres. L'article premier n'est pas, comme semble le faire valoir le Brésil, une obligation exigeant que toutes les règles formulées au titre de l'OMC présentent les mêmes avantages pour le commerce de chacun des Membres de l'OMC. Une telle interprétation n'est absolument pas étayée par le texte de l'article premier du GATT ni par aucune autre règle NPF de l'OMC.

81. S'il existait une obligation d'écrire ou d'interpréter les obligations de l'OMC de manière à ce que chacune des règles présente des avantages égaux pour tous, comme le Brésil semble le faire valoir, le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement au titre de l'un quelconque des Accords de l'OMC serait interdit, de même que toute autre règle ou exception dont on pourrait avancer que *de facto* ou *de jure* elle avantage un Membre ou un groupe de Membres plus que les autres.

82. Ainsi, contrairement au Brésil, le Canada ne pense pas que la règle autorisant l'alignement est plus favorable pour les Participants à l'Arrangement que pour les non-Participants, mais de toute manière rien ne permet d'alléguer que le point k) constitue ou pourrait constituer une infraction à l'article premier du GATT.

b) Le Canada a proposé un financement à Air Wisconsin sur la base de l'alignement, de bonne foi et sur la base d'une diligence raisonnable en réponse à l'offre du Brésil

83. De l'avis du Canada, l'expression "dispositions en matière de taux d'intérêt" utilisée au second paragraphe du point k) inclut toutes les dispositions de fond qui déterminent quels sont les taux d'intérêt permis et qui influent sur la fixation, dans le cadre d'une transaction donnée, du taux d'intérêt et du montant des intérêts. De l'avis du Canada, les "dispositions en matière de taux d'intérêt" excluraient les règles de procédures auxquelles un non-Participant ne pourrait, par définition, pas se conformer.[42]

84. L'alignement dans le contexte de l'Arrangement de l'OCDE remplit les conditions requises pour bénéficier du "refuge" prévu au point k) parce que les dispositions de fond de l'Arrangement relatives à l'alignement, c'est-à-dire l'article 29 du texte principal et les articles 25 et 31 de l'Annexe III, sont "conformes" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" et sont en fait elles-mêmes des "dispositions en matière de taux d'intérêt".[43] Tout Membre de l'OMC peut invoquer le "refuge" prévu au point k) s'il respecte ces dispositions. Les règles de procédure de l'Arrangement concernant par exemple la notification ne sont pas des "dispositions en matière de taux d'intérêt" et de toute manière un non-Participant ne pourrait pas s'y conformer. Toutefois, de même qu'au titre de l'Arrangement un Participant doit faire preuve d'une diligence raisonnable lorsqu'il s'aligne[44], un Membre de l'OMC cherchant à avoir recours aux dispositions relatives à l'alignement doit agir de bonne foi et sur la base d'une diligence raisonnable.

85. Le Canada a proposé à Air Wisconsin un financement sous forme de crédits sur la base de l'alignement, de bonne foi et en faisant preuve d'une diligence raisonnable, en réponse à l'offre du Brésil. Des représentants du gouvernement canadien ont rencontré des représentants d'Air Wisconsin

[41] Voir la réponse du Brésil à la question n° 36, quinzième au dix-septième paragraphe.

[42] Voir la première communication du Canada, paragraphe 56 et la déclaration orale du Canada, paragraphe 32.

[43] Voir la première communication du Canada, paragraphe 49.

[44] Arrangement de l'OCDE, articles 50 à 53.

et de United Airlines le 19 décembre 2000 à Ottawa. Les représentants du gouvernement ont posé diverses questions à Air Wisconsin. D'après les réponses de la compagnie, le Canada a conclu que l'offre d'Embraer impliquait un financement à l'exportation bénéficiant d'un soutien du gouvernement brésilien avec [ ].

86. Les renseignements obtenus par le Canada à cette réunion étaient conformes aux éléments de preuve montrant que le Brésil continuait d'offrir des subventions à l'exportation prohibées de manière générale et dans le cadre de transactions spécifiques. À peu près au moment où le Brésil a fait son offre à Air Wisconsin, il a fait des offres similaires de soutien public dans le cadre de campagnes menées pour vendre des aéronefs régionaux à SA Airlink, une compagnie aérienne sud-africaine et à Japan Air System.[45]

87. Les réponses d'Air Wisconsin corroboraient également des déclarations antérieures de représentants du gouvernement brésilien, et notamment de Luis Felipe Lampreia, qui était alors Ministre des affaires étrangères, selon lequel: "à notre sens, le taux d'intérêt applicable est le taux de l'OCDE, la couverture est de 100 pour cent et il n'y a aucune limite quant à la durée de la période de financement".[46]

88. En réponse à l'offre de financement faite par le Brésil à Air Wisconsin, le Canada a proposé à cette dernière un financement sous forme de crédits sur la base de l'alignement. Le Canada a offert un taux [ ] avec un délai de remboursement de [ ] ans et un rapport prêt/valeur de [ ] pour cent.[47] Compte tenu de tous les éléments de preuve présentés par Air Wisconsin et par d'autres compagnies aériennes et de la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Brésil lui-même, l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin sur la base de l'alignement a été proposée de bonne foi et en faisant preuve d'une diligence raisonnable. En conséquence, l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement.

c) L'offre faite par le Canada à Air Wisconsin sur la base de l'alignement satisfait aux règles de procédure de l'Arrangement

89. Si le Groupe spécial est d'avis que certaines des règles de procédure de l'Arrangement sont en fait des dispositions de fond qui déterminent quels sont les taux d'intérêt permis et qui influent sur la fixation, dans le cadre d'une transaction donnée, du taux et du montant des intérêts ou si certaines des règles de procédure sont effectivement des "dispositions en matière de taux d'intérêt", l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin reste conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement".

90. Le Brésil avance quatre arguments pour expliquer pourquoi l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin sur la base de l'alignement ne respecte pas les règles de procédure de l'Arrangement.[48] Aucun de ces arguments n'est fondé.

91. Premièrement, citant l'article 53 a) de l'Arrangement, le Brésil fait valoir que le Canada n'a pas fait "tout son possible" pour vérifier que les modalités non conformes offertes par Embraer "bénéficiaient d'un soutien public" de la part du Brésil parce que le Canada n'a pas posé la question au Brésil. Si l'on examine l'article 53 a) de l'Arrangement, il apparaît tout de suite que le texte de cet article n'exige pas d'un Participant qu'il demande à un non-Participant sur lequel il s'aligne s'il fournit

[45] Voir les pièces confidentielles n° 4 et n° 5 du Canada.
[46] Voir la pièce n° 6 du Canada.
[47] Air Wisconsin aura la possibilité de choisir entre [ ] et un [ ] pour chacun des [ ] appareils. Dans le cas d'une [ ], pour [ ] appareils, le gouvernement du Québec offre une garantie à l'investisseur à hauteur de [ ] pour cent du prix de vente de chaque appareil.
[48] Voir la réponse du Brésil à la question n° 36, quatrième au septième paragraphe.

un soutien officiel à des conditions plus favorables que celles généralement envisagées au titre de l'Arrangement. Les rédacteurs de l'Arrangement auraient pu facilement introduire une telle prescription, s'il était nécessaire de poser la question à un non-Participant, comme ils l'ont fait en ce qui concerne les Participants à l'article 52.

92. En outre, il n'y avait aucune raison de contacter le Brésil qui, aujourd'hui encore, nie toute participation dans l'offre faite à Air Wisconsin. Il n'est cependant pas plausible qu'Embraer ait pu arranger un financement de cette importance – [ ] - pour une compagnie comme Air Wisconsin dont la cote de crédit est relativement basse aux conditions qu'Embraer proposait, sans un soutien public. D'ailleurs, la mention de [ ], et l'attitude du gouvernement brésilien par le passé n'aurait permis à personne de douter qu'Embraer bénéficierait d'un soutien public dans cette affaire.[49]

93. Le Brésil essaye de trouver une explication convaincante à la [ ].[50] Toutefois, Embraer a admis elle-même qu'elle reste très tributaire d'un soutien du gouvernement brésilien.[51] Compte tenu de cette admission, il est fort probable qu'un financement d'une telle importance offert à ces conditions bénéficiait d'un soutien public.

94. Le Canada a fait précisément ce qu'exige le texte de l'article 53 a). Il a fait "tout son possible pour vérifier que ces modalités et conditions bénéficient d'un soutien public". Il l'a fait en s'adressant directement à Air Wisconsin.[52]

95. D'après le deuxième argument du Brésil, le Canada n'a pas démontré qu'il a informé et notifié les autres Participants. Cet argument est sans fondement et ne doit pas être retenu. En réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, le Canada a fourni un exemplaire de sa notification au titre de l'Arrangement de l'OCDE. Avec cette notification, il a satisfait aux prescriptions de l'article 53 de l'Arrangement concernant à la fois les renseignements et la notification.

96. Troisièmement, le Brésil fait valoir que l'alignement autre qu'à l'identique n'est pas permis par l'article 53 de l'Arrangement. L'alignement sur un non-Participant est explicitement permis par l'Arrangement. L'alignement autre qu'à l'identique est également explicitement permis. Rien dans l'article 53 (Alignement sur des modalités et conditions offertes par un non-Participant) ne dit que seul l'alignement à l'identique est permis. L'alignement sous la forme permise au titre de l'Arrangement comprend en général à la fois l'alignement à l'identique et l'alignement autre qu'à l'identique. L'alignement sur un non-Participant est en général autre qu'à l'identique parce que les non-Participants ne sont pas tenus de respecter les prescriptions de l'Arrangement en matière de notification et ne sont pas obligés par ailleurs de répondre aux questions des Participants. Dans de tels cas, comme dans la présente affaire, il est souvent très difficile, en raison des engagements de confidentialité qui ont été pris, de connaître les conditions précises de l'offre initiale.

---

[49] Voir la pièce n° 56 du Brésil et la réponse du Brésil à la question n° 32.

[50] Voir la réponse du Brésil à la question n° 32.

[51] Sans le soutien du gouvernement brésilien, selon l'entreprise elle-même, la "compétitivité-coûts" d'Embraer diminuerait. Le soutien du gouvernement brésilien – actuel et futur – semble avoir un impact important sur Embraer. Voir la note 32 des états financiers d'Embraer 1998-2000 (pièce n° 57 du Canada).

[52] Dans sa réponse à la question n° 34, le Brésil semble mettre en doute la véracité de la déclaration écrite d'Air Wisconsin (pièce n° 2 du Canada) au motif qu'Air Wisconsin était contractuellement obligée de faire cette déclaration. En fait, plutôt que d'infirmer cette déclaration, l'obligation contractuelle étaye sa véracité. Lorsque Air Wisconsin a accepté de faire cette déclaration, elle l'a fait sachant que cette dernière serait examinée dans le cadre d'une procédure de règlement des différends de l'OMC. En remettant une telle déclaration par écrit - sachant qu'elle ferait l'objet d'un examen - Air Wisconsin devait être absolument certaine qu'elle était juste. Le fait que cette obligation soit inscrite au contrat montre simplement qu'Air Wisconsin était prête à faire cette déclaration.

97. Quatrièmement, le Brésil fait valoir que l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin était plus favorable que celle d'Embraer. L'offre du Canada n'était certes pas identique à celle du Brésil, mais elle n'était pas plus favorable que l'offre du Brésil.[53]

98. Par conséquent, même si les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement incluent certaines des règles de procédure de l'Arrangement, l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin sur la base de l'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de cet Arrangement. L'offre faite par le Canada à Air Wisconsin remplit donc les conditions requises pour bénéficier du "refuge" prévu au second paragraphe du point k).

3. L'interprétation donnée par le Canada des "dispositions en matière de taux d'intérêt" traite tous les Membres de la même manière

99. Dans sa réponse à la question n° 36, le Brésil fait valoir qu'une interprétation des "dispositions en matière de taux d'intérêt" incluant l'alignement supprime toute clarté et certitude concernant l'application de l'Accord SMC pour les Membres qui ne sont pas Participants à l'Arrangement.[54] La justification avancée par le Brésil semble être que les non-Participants ne seraient pas avisés des modalités et conditions sur lesquelles s'alignent les Participants et que, par conséquent, les non-Participants seraient désavantagés par rapport aux Participants. Dans les trois paragraphes suivants de sa réponse, le Brésil s'appuie sur cette justification pour faire valoir qu'autoriser l'alignement enfreindrait en fait l'article premier du GATT.[55] Tous ces arguments peuvent être résumés comme suit: selon le Brésil, autoriser l'alignement au titre du point k) avantagerait les Participants par rapport aux non-Participants. Comme le Canada l'a fait observer dans sa déclaration orale, on ne peut guère considérer comme un désavantage pour les non-Participants le fait qu'ils puissent s'aligner sans être soumis aux prescriptions en matière de transparence prévues par l'Arrangement.[56]

100. Le Brésil allègue que les points de vue divergent entre les Participants sur la question de l'alignement et il laisse entendre que ces soi-disant divergences nuisent à la clarté et à la certitude concernant l'application de l'Accord SMC.[57] Le Brésil se méprend sur la position des États-Unis et des CE. Il n'y a pas de désaccord entre les Participants sur le fait que l'alignement est une "disposition en matière de taux d'intérêt", ni sur la manière dont les dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement s'appliquent.

4. La disposition relative à l'alignement autre qu'à l'identique est une disposition en matière de taux d'intérêt

101. Selon le Brésil, le Canada est de mauvaise foi lorsqu'il allègue que la disposition relative à l'alignement autre qu'à l'identique est une "disposition en matière de taux d'intérêt" parce que, de l'avis du Brésil, cela constitue un "engrenage".[58] Comme cela a été noté plus haut au paragraphe 96, le point de vue du Brésil ne tient pas compte du fait que l'alignement autre qu'à l'identique est permis par l'Arrangement et qu'il est conforme à l'Arrangement. De plus, puisque les dispositions relatives à l'alignement sont des "dispositions en matière de taux d'intérêt", l'alignement autre qu'à l'identique est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement.

---

[53] Voir *supra*, paragraphe 73.
[54] Voir la réponse du Brésil à la question n° 36, onzième au quatorzième paragraphe.
[55] Voir *id.*, quinzième au dix-septième paragraphe.
[56] Voir la déclaration orale du Canada, paragraphes 37 à 40.
[57] Voir la réponse du Brésil à la question n° 36, quatorzième paragraphe.
[58] Voir *id.*, dix-huitième paragraphe.

102. L'offre du Canada n'est certes pas identique à l'offre faite par le Brésil à Air Wisconsin, mais elle n'est pas plus favorable, c'est-à-dire qu'elle ne constitue pas une sous-enchère par rapport à celle du Brésil.[59] Contrairement à ce que le Brésil laisse entendre, les dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement n'autorisent pas la sous-enchère.[60] La déclaration du Brésil selon laquelle l'alignement autre qu'à l'identique "n'est pas du tout un alignement" suggère que l'alignement ne peut être envisagé que si l'offre impliquant alignement est identique à l'offre initiale.[61] Cette condition est impossible à remplir, car il faudrait que les concurrents "fasse part" de leurs offres et utilisent des outils financiers et des structures identiques. En fait, l'alignement autre qu'à l'identique est permis par l'Arrangement à la fois parce qu'un Participant qui s'aligne peut disposer de renseignements imparfaits, par exemple lorsqu'il s'aligne sur un non-Participant, et parce que les organismes de crédit disposent de moyens différents pour offrir des crédits à l'exportation.

103. L'alignement, par définition, implique des attributs égaux ou similaires. Par conséquent, un Membre qui, de manière intentionnelle ou par négligence, fait une sous-enchère par rapport à l'offre d'un autre Membre ne s'alignerait pas et ne pourrait pas bénéficier du "refuge" prévu au point k). L'offre du Canada ne constitue pas une sous-enchère par rapport à l'offre du Brésil. Le Canada a neutralisé l'avantage déloyal donné à Embraer par le soutien du gouvernement brésilien et a permis à Air Wisconsin de prendre sa décision en se fondant uniquement sur les qualités de l'appareil.

104. L'argument du Brésil concernant un "engrenage" est faux. Les "dispositions en matière de taux d'intérêt" incluent l'alignement, mais non la sous-enchère. Le fait que l'Arrangement soit parvenu à soumettre à des disciplines les subventions à l'exportation bénéficiant d'un soutien public qui faussent les échanges démontre que les craintes d'un "engrenage" ne sont pas fondées. L'alignement est l'un des éléments clés qui a permis à l'Arrangement d'imposer des disciplines dans le domaine des subventions à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. La disposition relative à l'alignement permet à l'Arrangement de renforcer les disciplines visant les subventions à l'exportation, ce qui vaut également pour l'Accord SMC parce que la disposition relative à l'alignement est une "disposition en matière de taux d'intérêt" au titre du second paragraphe du point k).[62]

105. Pour toutes ces raisons, l'Accord SMC autorise l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin sur la base de l'alignement en réponse à l'offre du Brésil. Plus spécifiquement, l'offre faite par le Canada à Air Wisconsin sur la base de l'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement. L'offre faite par le Canada à Air Wisconsin remplit donc les conditions requises pour bénéficier du "refuge" prévu au second paragraphe du point k).

III. CONCLUSION

106. Le Brésil n'a pas démontré le bien-fondé de ses allégations dans le présent différend. Il n'a pas établi que les programmes relevant du Compte de la Société, du Compte du Canada ou d'IQ étaient "en tant que tels" des subventions à l'exportation prohibées. Il n'a pas non plus établi que des transactions spécifiques au titre de ces programmes comportaient des subventions à l'exportation prohibées.

---

[59] Voir *supra*, paragraphes 73 et 85 à 88.

[60] Le Canada ne voit pas bien si le Brésil estime que la sous-enchère est permise ou non par les dispositions relatives à l'alignement. L'argument du Brésil selon lequel l'offre du Canada doit être égale à celle d'Embraer, mais pas plus favorable, semble indiquer que le Brésil pense que la sous-enchère n'est pas permise. Voir la réponse du Brésil à la question n° 36, septième paragraphe. Cependant, si l'on en juge par l'argument de "l'engrenage", il semble que le Brésil estime que la sous-enchère est permise. *Id.*, dix-huitième paragraphe. De toute manière, de l'avis du Canada, au titre des dispositions de l'Arrangement relatives à l'alignement, l'alignement autre qu'à l'identique ne doit pas être plus favorable, à la connaissance des Membres, que l'offre initiale.

[61] Voir *id.*, dix-huitième paragraphe.

[62] Voir la déclaration orale du Canada, paragraphes 34 à 36.

107. Dans le cas de la transaction Air Wisconsin, le Brésil a allégué que l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin n'impliquait pas de soutien du gouvernement brésilien et que le Canada par conséquent ne pouvait pas avoir fait une offre impliquant alignement au titre du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. L'allégation du Brésil n'est absolument pas crédible. Si le Groupe spécial constate que l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin impliquait effectivement un soutien du gouvernement brésilien, il devrait également constater que l'offre faite par le Canada sur la base de l'alignement remplit les conditions requises pour bénéficier du "refuge" prévu au point k).

108. Par contre, si le Groupe spécial acceptait la position du Brésil, à savoir qu'Air Wisconsin pouvait avoir accès à des crédits commerciaux aux conditions proposées par Embraer, ces conditions seraient forcément celles du marché. L'offre du Canada, puisqu'elle n'était pas plus favorable, ne confèrerait pas un avantage et ne constituerait pas une subvention au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

109. Par conséquent, le Canada demande au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations du Brésil.

ANNEXE B-9

RÉPONSES DU CANADA AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION

(26 juillet 2001)

On trouvera ci-après les réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial le 20 juillet 2001. Dans certaines de ces questions, en particulier les questions n° 43 et 44, il est demandé au Canada de répondre à des arguments spécifiques développés par le Brésil dans sa deuxième communication écrite soumise avant la deuxième réunion de fond avec les parties. Bien qu'il se fasse un plaisir de fournir les réponses demandées, conformément aux procédures de travail, le Canada se réserve le droit de développer davantage ses réponses sous forme d'une réfutation officielle lors de la deuxième réunion de fond.

Question n° 37

Depuis le 1er janvier 1995, une garantie ou un soutien quelconque de l'État ont-ils été fournis à Comair ou à Midway par l'intermédiaire de la SEE et/ou d'IQ? Dans l'affirmative, veuillez fournir des détails complets sur les modalités et conditions de la/des transaction(s) pertinente(s) ainsi que tous les documents relatifs à l'examen de ladite/desdites transaction(s) par la SEE et/ou IQ.

1. **Midway**: Dans sa première communication, le Brésil a allégué que la SEE avait fourni à Midway une "contribution financière". Le Canada a répondu que la SEE n'avait absolument pas pris part à la transaction Midway. Encore une fois, la SEE n'est pas intervenue dans la transaction Midway.

2. Au paragraphe 66 de sa deuxième communication, le Brésil semble dire qu'il n'a appris que dans la réponse du Canada du 6 juillet à la question n° 14 du Groupe spécial que la transaction Midway avait en fait été soutenue par IQ. Mais cette affirmation est démentie par le paragraphe 91 de la première communication du Brésil en date du 30 mai. Dans ce paragraphe, le Brésil dit avoir cru comprendre qu'IQ est intervenu dans la transaction Midway. Dans sa réponse à la question n° 14, le Canada a fourni au Groupe spécial tous les détails sur les modalités et conditions de la participation d'IQ à la transaction Midway.

3. **Comair**: Aux paragraphes 43 et 59 de sa première communication, le Brésil semblait dire que c'étaient les garanties de l'État fournies à Comair par l'intermédiaire du Compte de la Société relevant de la SEE qui étaient à la base de ses allégations concernant cette transaction ou du moins qui fondaient en partie les allégations du Brésil concernant ce qu'il a ensuite appelé les programmes de la SEE "en tant que tels". En réponse, le Canada a indiqué que la SEE n'avait fourni aucune garantie à Comair par l'intermédiaire de son Compte de la Société. (IQ n'avait pas non plus pris part à une quelconque transaction Comair.)

4. C'est le Brésil qui, aux paragraphes 43 et 59 de sa première communication, a mis l'accent sur les "garanties de l'État", et non le Canada. Le Brésil a même fait figurer cette expression en italiques au paragraphe 43 afin de faire apparaître clairement que ces prétendues garanties étaient à la base de ses allégations. Jusqu'à la présentation de sa deuxième communication, le Brésil n'a jamais laissé entendre qu'il contestait la transaction Comair autrement que sur la base des garanties fournies par

l'État. De plus, lorsqu'il a cité le formulaire 10-K de Comair dans sa première communication, le Brésil a omis un paragraphe. Or, il ressort du paragraphe oublié que la description donnée par Comair de la manière dont elle "espère" financer certains avions concerne non pas les appareils déjà livrés mentionnés par le Brésil, mais d'autres appareils livrables après le 31 mars 1998. Il est du reste logique que les prévisions de financement de Comair (la manière dont elle *espère* financer) concernent des livraisons futures et non pas des avions déjà livrés.

5. La SEE a fourni [ ]. Ces transactions sur le Compte de la Société ont été autorisées en 1996 et 1998 et [ ] pour les transactions ASA décrites par le Canada dans sa réponse à la question n° 11 du Groupe spécial.[1]

6. Les pièces n° 58 et 59 du Canada contiennent les lettres d'offre et les documents exposant les conditions de ces prêts. Les efforts que la SEE a faits pour assurer que la transaction soit financée aux conditions du marché ressortent clairement de ces documents.

7. Pour aider à mieux comprendre les choses, le Canada propose le résumé suivant:

- Le prix proposé dans la première lettre d'offre a été fixé en avril 1996 et se fondait sur une note [ ] attribuée au vu des résultats financiers les plus récents de la compagnie aérienne. Le logiciel LA Encore n'a été introduit qu'à la mi-1997. À cette époque, l'indice FMC Fair Market Curve de Bloomberg[2] indiquait que les sociétés industrielles américaines notées [ ] empruntaient au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ]. Aujourd'hui, où nous disposons du logiciel LA Encore, nous constatons après avoir entré les résultats de Comair pour 1994, 1995 et 1996 dans cette base de données que la note pour 1996 s'établit à [ ]. L'indice FMC pour les emprunts [ ] à l'époque de la transaction donnait des taux équivalents au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ]. Le prix du marché pour Comair, à cette époque (communiqué confidentiellement à la SEE par un organisme financier réputé) a aussi été pris en considération; la SEE a été informée que [ ] livraisons faites vers cette date à Comair avaient été évaluées par trois ou quatre banques européennes comme se situant dans la fourchette de [ ] points de base au-dessus du taux des bons du Trésor américain avec des conditions de remboursement, une durée moyenne de vie et un ratio prêt/valeur analogues à ceux de la proposition de la SEE. Enfin, le prix offert à l'époque par la SEE à d'autres compagnies aériennes a aussi été pris en compte. Sur la base de toutes ces données, la première offre faite par la SEE à Comair le 16 juillet 1996 était basée sur un taux d'intérêt égal au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ] points de base. Ce prix fondé sur le marché était inférieur de [ ] points de base au [ ] et a été autorisé.

- Des offres ont été faites à Comair en décembre 1996 et mars 1997 pour l'octroi d' un prêt sur dix ans avec un taux d'intérêt égal au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ] points de base. Ce prix à été offert au regard des bons résultats financiers de Comair et du fait que cette société avait reçu des offres pour le financement de

[1] [ ].

[2] L'indice FMC (Fair Market Yield Curve ou Fair Market Sector Curve) de Bloomberg est utilisé pour comparer les rendements d'obligations émises dans différents secteurs avec différentes échéances et différentes notations. Il permet de comparer les courbes d'un secteur déterminé à des courbes de référence (par exemple les bons du trésor des États-Unis) pour déterminer les marges à un moment donné. Les courbes au sein d'un seul et même secteur peuvent être comparées avec la courbe de référence ainsi qu'avec des courbes de placements notés différemment. Les FMC sont établies en utilisant les taux des nouvelles émissions, des systèmes de gestion de portefeuille et des services de négociants/courtiers évaluateurs qui sont entrés au jour le jour dans les bases de données correspondant à chaque secteur.

[ ] avions au taux des bons du Trésor américain plus [ ] par l'intermédiaire d'un EETC avec un délai de remboursement de [ ] ans, bien que la SEE ait estimé que le prix "tout compris", avec l'ensemble des commissions, serait en fait plus proche du taux des bons du Trésor américain plus [ ]. En outre, à l'époque où ces offres ont été faites, les emprunts notés [ ] portaient des taux d'intérêt équivalents au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ], et les emprunts notés [ ] étaient négociés sur la base du taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ], selon [ ]. Ce prix fondé sur le marché ainsi déterminé par la SEE était [ ] et a été autorisé.

- Au moment où la lettre d'offre suivante a été émise en août 1997, LA Encore était opérationnel et la note de Comair s'établissait à [ ]. Le taux d'intérêt offert, égal au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ], se fondait sur les bons résultats persistants de Comair ainsi que sur les points de repère précédemment mentionnés (banques, EETC) et sur les prix offerts par [ ]. En outre, les prix récemment établis pour [ ] ont également été pris en compte, du fait que cette compagnie aérienne était considérée comme présentant un niveau de risque similaire. Au moment de l'émission de la lettre d'offre, l'indice FMC donnait, pour les emprunts notés [ ], des taux correspondant au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ]. Une [ ] pour [ ] était nécessaire et a été accordée sur la base de points de repère du marché susmentionnés.

- Le 18 août 1997, la SEE a accepté d'autoriser Comair à prolonger de [ ] la durée de vie moyenne de la composante emprunt des transactions de crédit-bail adossé américain pour la porter à [ ] ans. La demande de Comair à cet égard a été examinée par la SEE en prenant en compte l'exposition au risque supérieure à la durée initiale du prêt et la réduction du ratio prêt/valeur. La SEE a estimé que le risque associé à ce changement était acceptable, sur la base de données fournies à l'époque par des évaluateurs financiers reconnus en matière aéronautique qui ont rapporté la valeur résiduelle projetée des CRJ au profil de risque attaché au financement proposé. Cette option ramenait le ratio prêt/valeur à [ ] pour cent, toutes les autres modalités et conditions restant inchangées.

- La lettre d'offre émise par la SEE le 17 septembre 1997 prévoyait de porter la durée de vie moyenne à [ ] ans, le ratio prêt/valeur étant ramené à [ ] pour cent. Toutes les autres modalités et conditions restaient inchangées.

- Le 31 mars 1998, la SEE a émis une lettre d'offre qui, en plus des modalités et conditions offertes dans les lettres précédentes, proposait une option prêt direct sur dix ans avec un taux d'intérêt basé sur le taux des bons du Trésor américain à sept ans plus [ ] ou sur le LIBOR plus [ ]. Ce prix tenait compte des résultats financiers de Comair (qui était alors notée [ ] par LA Encore) et d'un prix similaire offert à [ ]. Le taux variable se fondait sur les taux de swap courants. Le [ ] au 31 mars 1998 indiquait pour les crédits [ ] des taux d'intérêt compris entre les taux des bons du Trésor américain à sept ans plus [ ] et les taux des bons du Trésor américains à dix ans plus [ ].

- Le 14 avril 1998, la SEE a offert dans le cadre de l'option prêt direct une durée de remboursement allant jusqu'à [ ] ans (bien que cette option prêt direct n'ait jamais été utilisée par Comair). Le financement dans le cadre de la structure crédit-bail adossé américain permettait d'offrir une durée de vie allant jusqu'à [ ] ans, avec un ratio prêt/valeur de [ ] pour cent. Ont également été pris en considération les projections des évaluateurs concernant la valeur résiduelle et les profils d'endettement de la SEE.

Une [ ] de [ ] points de base [ ] a été dûment autorisée sur la base des points de repère commerciaux dont on disposait.

- La lettre d'offre la plus récente de la SEE à Comair remonte à février 1999. Dans cette lettre, la SEE proposait à la compagnie aérienne un prêt à taux fixe (sur la base du taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ]) ou à un taux variable (sur la base du LIBOR en dollars EU à six mois plus [ ]), la conversion se faisant sur la base d'un point de repère du marché pour les avances effectuées après mars 2000. Le prix proposé se fondait sur le crédit (noté [ ]) de la compagnie qui était considérée comme étant la première dans son secteur. Ont également été pris en considération les prix offerts pour des prêts similaires tant internes à la SEE que pouvant être obtenus sur le marché (y compris par des compagnies aériennes et des industriels, comme [ ]) ainsi que les taux de swap applicables entre le taux des bons du Trésor américain et le LIBOR. Sur la base de ces considérations fondées sur le marché, une [ ] à [ ] points de base [ ] a été autorisée pour l'option prêt à taux fixe ([ ] étant atteint pour l'option prêt à taux variable).

Question n° 38

Prière de fournir tous les détails sur les modalités et conditions d'un éventuel soutien apporté par la SDI aux transactions Atlantic Southeast et Northwest mentionnées au paragraphe 91 de la première communication écrite du Brésil. Prière de fournir aussi tous les documents se rapportant à l'examen des éventuelles transactions pertinentes par la SDI. Veuillez indiquer également la cote de crédit de la (des) compagnie(s) au moment de ces transactions.

1. La SDI n'a pris part ni aux transactions Atlantic Southeast ni aux transactions Northwest. Comme le Canada l'a indiqué dans sa réponse à la question n°14 du Groupe spécial, IQ n'a pas non plus participé à ces transactions.

Question n° 39

Veuillez répondre à l'allégation (au paragraphe 132 de la deuxième communication écrite du Brésil) selon laquelle le Canada n'aurait pas expliqué l'usage fait de 135 millions de dollars sur les quelque 300 millions de dollars de financement d'IQ mentionnés dans l'article de journal cité au paragraphe 85 de la première communication écrite du Brésil.

1. Le Brésil soutient que "d'un simple point de vue mathématique, la liste des transactions énumérées dans la réponse du Canada à la question n° 14 ne peut être complète". Cela est faux. Le Canada a mentionné toutes les transactions auxquelles IQ a pris part. Le Brésil n'a pas tenu compte du fait que l'article de journal sur lequel il se fonde fait référence à des dollars canadiens, alors que les 20 millions de dollars que le Brésil considère comme étant le prix moyen d'un avion Bombardier sont un prix en dollars EU. Ce que le Brésil décrit comme une différence de près de 135 millions de dollars est dû essentiellement au fait qu'il n'a pas tenu compte de l'écart existant entre la valeur du dollar canadien et la valeur du dollar EU.

2. Ainsi, par exemple, au taux de change actuel d'environ 1,545 dollar canadien pour 1 dollar EU, le montant de l'engagement estimé par le Brésil à 164,6 millions de dollars EU devient environ 254,3 millions en dollars canadiens. En outre, IQ a pour pratique, lorsqu'il effectue un financement, de garder des fonds en réserve pour se prémunir contre d'éventuelles variations des taux de change. Cela explique la plus grande partie, sinon la totalité, de la différence restante.

3. En outre, comme cela ressort clairement à la fois de l'article de journal et de la question du Groupe spécial, le montant de 300 millions de dollars auquel il est fait référence n'est en fait qu'un chiffre approximatif calculé par l'auteur de l'article. Ainsi, contrairement à ce que le Brésil affirme au paragraphe 132, à savoir que M. Cyr "a déclaré que 300 millions avaient été utilisés" l'article parle d'"environ 300 millions de dollars", en prenant soin de ne pas attribuer cette estimation à M. Cyr. Enfin, comme le Brésil l'a reconnu, le prix moyen de [ ] millions de dollars auquel le Brésil évalue un avion Bombardier est également une approximation.

Question n° 40

Veuillez indiquer quelles étaient les cotes de crédit d'Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum à l'époque où ont eu lieu les transactions mentionnées dans la réponse du Canada à la question n° 14 du Groupe spécial.

1. Aucune de ces compagnies aériennes n'était une compagnie publique au moment où les transactions en question ont eu lieu. [ ] a effectué une évaluation interne de crédit et est arrivé à la conclusion que Air Littoral et Air Nostrum avaient les cotes de crédit suivantes au moment des transactions:

Atlantic Coast Airlines: [ ]

Air Littoral: [ ]

Air Nostrum: [ ]

2. Ces notations internes correspondent à celles des agences internationales de notation financière comme Standard & Poor's et Fitch IBCA. Ainsi, par exemple ACA est maintenant une compagnie cotée en bourse et notée [ ] par Standard & Poor's.

Question n° 41

Veuillez fournir les documents demandés dans la question n° 14 du Groupe spécial, en particulier en ce qui concerne les commissions de garantie demandées ou les éventuelles [ ], ou expliquer pourquoi ces documents ne sont pas disponibles.

En outre, veuillez fournir tous les documents se rapportant à l'examen par IQ des transactions Air Littoral, Atlantic Coast Airlines et Air Nostrum mentionnées dans la réponse du Canada à la question n° 14 du Groupe spécial.

1. Veuillez vous référer aux pièces n° 60 et 64 du Canada. En ce qui concerne les documents ayant trait aux [ ], veuillez vous référer à la pièce n° 65 du Canada. Ce document intitulé [ ].

Question n° 42

Veuillez répondre aux observations formulées par le Brésil aux paragraphes 137 et 138 de sa deuxième communication écrite concernant la réponse du Canada à la question n° 17 du Groupe spécial.

1. Paragraphe 137: Quoique puisse "soupçonner" le Brésil, il n'existe pas de version plus récente des "critères d'évaluation". Ceux-ci sont restés les mêmes depuis que IQ a remplacé la SDI en 1998.

2. Paragraphe 138: Le Canada a fourni les "critères d'évaluation" décrits dans sa pièce n° 51 pour essayer de répondre de la manière la plus complète possible à la question du Groupe spécial, bien que ces "critères" ne fixent pas de modalités ou conditions. Il n'existe aucune autre ligne directrice, etc. fixant les modalités et conditions du soutien d'IQ à l'industrie des aéronefs régionaux. Ainsi que le Canada l'a expliqué et que les faits de la cause le démontrent, en vertu des "critères d'évaluation", IQ a une très grande latitude pour décider de l'octroi d'un soutien et des modalités et conditions de cet octroi.

Question n° 43

Veuillez répondre au paragraphe 153 de la deuxième communication écrite du Brésil.

1. Lorsque le Canada a indiqué dans sa réponse à la question n° 23 du Groupe spécial qu'entre le 1er janvier 1995 et le 31 mai 2001, 70,04 pour cent du livre de commandes de Bombardier avaient été "financés sur le marché commercial", il ne tenait pas compte des commandes dans lesquelles étaient impliquées des entités gouvernementales canadiennes sur la base de ce que le Brésil a appelé les "opérations des guichets commerciaux". Il n'y a eu aucune participation d'aucune entité gouvernementale canadienne.

Question n° 44

Veuillez répondre aux paragraphes 62 et 63 de la deuxième communication écrite du Brésil.

1. **Paragraphe 62**: Le Brésil déclare que "la question est donc de savoir si - sans l'intervention de la SEE - Bombardier aurait pu offrir à ses clients des conditions de financement également attrayantes". Le Canada croit comprendre que le Brésil voudrait que Bombardier démontre qu'il aurait pu négocier sur le marché un financement à des conditions aussi favorables que celles que la SEE a offertes aux clients de Bombardier. Le Canada n'est pas d'accord.

2. La partie qui avait besoin d'un financement n'était pas Bombardier mais l'acheteur d'aéronefs. L'argumentation du Brésil ne tient pas compte du critère appliqué par l'Organe d'appel, selon lequel, pour établir l'existence d'un avantage, il faut déterminer si le bénéficiaire a reçu "une contribution financière" à des conditions plus favorables que celles qu'il aurait pu obtenir sur le marché.[3] Que ce soit la SEE ou un autre organisme financier qui fournisse le financement, c'est l'acheteur de l'aéronef et non pas Bombardier qui doit rembourser ce financement. Les conditions dans lesquelles il peut le faire sont déterminées par le statut de cet acheteur, y compris sa cote de crédit. Il s'ensuit que les conditions dans lesquelles Bombardier pouvait obtenir un financement ne sont pas pertinentes en l'espèce.

3. On ne peut pas non plus alléguer que Bombardier bénéficie d'un avantage si la SEE fournit un financement à des conditions que l'emprunteur aurait pu obtenir sur le marché. Depuis sa première communication, le Brésil essaie par tous les moyens, dans son argumentation contre le Compte de Société et IQ, d'échapper au critère de l'"avantage" appliqué par l'Organe d'appel. Dans son argumentation concernant le Compte de Société développée au paragraphe 62, il persiste dans cette voie.

4. Il ressort des arguments avancés par le Brésil au paragraphe 62 que les opérations de la SEE - ou de n'importe quel organisme de crédit à l'exportation - sont inutiles si ce qu'elles offrent n'est pas différent de ce qu'offre le marché. Lorsqu'un organisme de crédit à l'exportation travaille aux

[3] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 157.

conditions du marché, cela ne signifie pas que le financement qu'il fournit n'est pas attrayant pour ses clients. Par définition, tous les établissements financiers du secteur privé fournissent également un financement aux conditions du marché. Si l'on suit le raisonnement du Brésil, la plupart de ces établissements seraient "inutiles" puisqu'ils ne fournissent rien à des conditions plus favorables que celles que l'on pourrait obtenir autrement sur le marché.

5. Les emprunteurs recherchent les organismes financiers qui ont les compétences les plus adaptées à leurs besoins. Ils apprécient la SEE pour sa grande expérience et ses compétences spécialisées dans la facilitation de tous les aspects des transactions à l'exportation. Le Brésil, en s'appuyant uniquement sur des insinuations, cherche à discréditer la SEE parce qu'elle fait bien ce qu'elle fait. Mais il ne peut pas se soustraire ainsi à son obligation de démontrer tous les éléments de l'existence d'une subvention à l'exportation prohibée.

6. Si l'on suit le raisonnement du Brésil, tout financement fourni par un organisme de crédit à l'exportation serait en soi illégal. Toutefois, ce n'est pas ce que disent les articles 1er et 3 de l'Accord SMC. En particulier, l'article premier prévoit non seulement qu'il doit y avoir eu une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public, mais aussi qu'un avantage doit ainsi avoir été conféré. Le Brésil n'a pas établi que les contributions financières du Compte de la Société de la SEE avaient conféré un avantage car ses allégations ne se fondent sur rien.

7. Au paragraphe 62, le Brésil continue aussi à s'appuyer sur la transaction Air Wisconsin pour trouver des arguments contre le Compte de la Société. Le Brésil sait parfaitement que le Compte de la Société n'avait rien à voir dans la transaction Air Wisconsin. Le Canada en déduit que le Brésil utilise cette méthode parce que les transactions du Compte de la Société se font en réalité aux conditions du marché.

8. Enfin, même si la manière dont le Brésil pose le problème était correcte – ce qui n'est manifestement pas le cas –, il n'en demeurerait pas moins tenu de démontrer l'existence d'un avantage, en apportant la preuve que Bombardier n'aurait pu offrir des conditions de financement "également attrayantes" sans l'intervention de la SEE. Le Brésil n'a pas apporté cette preuve ni essayé de l'apporter.

9. **Paragraphe 63**: Tout au long de ce différend, le Canada a confirmé que, ainsi que le Groupe spécial l'avait constaté dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*[4], le programme de la SEE correspond à une législation dispositive. Cette constatation ne se fondait pas sur le point k). Rien n'a changé depuis la constatation du Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Aéronefs I*, et le Brésil n'a fourni aucun argument ou élément de preuve démontrant le contraire. La position du Canada ne s'appuie nullement sur le moyen de défense affirmatif prévu au point k).

10. En outre, l'affirmation du Brésil selon laquelle "une mesure dont la raison d'exister est de fournir des subventions à l'exportation continue d'avoir un caractère obligatoire qu'elle ait ou non le droit de bénéficier du "refuge" prévu au point k)" est hors de propos. Même si "le fait d'avoir pour raison d'être de fournir des subventions" était "en tant que tel" un critère d'incompatibilité, le Canada a expliqué précédemment que la SEE a pour objet de fournir une aide au financement et non pas des subventions. Toutefois, "le fait d'avoir pour raison d'être de fournir des subventions" n'est pas le critère. Le critère qui permet de déterminer si une mesure est "en tant que telle" incompatible avec l'interdiction des subventions à l'exportation est le point de savoir si cette mesure va nécessairement, du moins dans certaines circonstances, déboucher sur l'octroi de subventions à l'exportation prohibées.

[4] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport du Groupe spécial, WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999.

Rien dans la Loi sur l'expansion des exportations[5], ni nulle part ailleurs, ne fait obligation à la SEE, lorsqu'elle assure un financement, d'accorder des subventions à l'exportation prohibées.

11. L'argument développé par le Brésil au paragraphe 63 est sans rapport avec les faits de la cause dans ce différend ou avec les arguments du Canada. Aussi le Canada se pose-t-il la question de savoir si le Groupe spécial ne demande pas des commentaires sur le paragraphe 63 parce que le Brésil contredit sa propre argumentation dans l'affaire *Brésil – Programme de financement à l'exportation des aéronefs: Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*. Dans cette affaire, le Brésil avait fait valoir que, dès lors qu'il avait "établi *prima facie* que le PROEX III autorise la conformité avec les dispositions en matière de taux d'intérêt de l'*Arrangement de l'OCDE*, le PROEX III devrait, selon la distinction traditionnelle entre législation impérative et législation distinctive, être considéré comme conforme aux obligations que le Brésil a contractées dans le cadre de l'OMC, jusqu'à ce que le Canada prouve le contraire".[6]

12. Le Groupe spécial a constaté dans cette affaire que le PROEX III n'était pas "en tant que tel" incompatible avec l'Accord SMC du fait, notamment, qu'il autorisait le Brésil à agir conformément au second paragraphe du point k). Comme l'a formulé le Groupe spécial, "le Brésil a par conséquent invoqué avec succès la clause du refuge énoncée au second paragraphe du point k) à l'égard du PROEX III en tant que tel".[7] Il est paradoxal sinon tout à fait surprenant que la position exprimée par le Brésil dans le présent différend revienne à considérer que, dans l'affaire du PROEX III, le Groupe spécial a commis une erreur de droit.

Question n° 45

Aux paragraphes 74 et 75 de sa deuxième communication écrite, le Brésil fait valoir en substance que, dans la transaction ASA, "les contributions financières de la SEE ont été accordées à des conditions plus favorables que celles du marché". Prière de fournir des explications à ce sujet.

1. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le fait que la SEE, par l'entremise du Compte de la Société, ait fourni à ASA un financement à un taux inférieur au [ ], ne démontre pas "que les contributions financières de la SEE ont été accordées à des conditions plus favorables que celles du marché". En particulier, cela ne démontre pas qu'en raison du taux appliqué par la SEE, ASA ait bénéficié d'une contribution financière à des conditions plus favorables que celles qu'elle aurait pu obtenir sur le marché. Cela ne pourrait du reste pas être démontré, car la transaction s'est faite à des conditions commerciales. Le [ ] de la SEE est une norme interne à laquelle il est expressément prévu que l'on peut faire des exceptions. Ces exceptions peuvent en particulier être demandées pour pouvoir offrir des taux conformes aux conditions du marché, comme cela a été le cas dans la transaction ASA.

2. Ainsi que le Canada l'a noté dans sa réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, au moment où la première offre a été faite à ASA, le logiciel LA Encore n'existait pas, mais la SEE avait pu déterminer, en s'aidant de FAMAS (un logiciel d'analyse financière commerciale), un [ ] pour ASA, sur la base des résultats financiers de la compagnie pour les trois années précédentes. La SEE a établi son offre de prix en se fondant sur i) le [ ] de l'époque, ii) les taux d'intérêt payés par la compagnie aérienne sur ses autres crédits, et iii) les taux obtenus par une compagnie aérienne comparable, [ ], pour une opération récente de financement d'aéronefs régionaux aux conditions du marché. En outre, la SEE a pris en compte le taux des offres faites à la même époque à [ ].

[5] *Loi sur l'expansion des exportations*, R.S.C. 1985, c. E-20, s.10. (Pièce n° 17 du Brésil)

[6] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial WT/DS46/RW/2 pas encore adopté, paragraphe 5.122.

[7] *Id.*, paragraphe 5.206.

3. Comme on l'a expliqué plus haut, le [ ] ou indice FMC (Fair Market Sector Curve) est utilisé pour comparer les rendements d'obligations émises dans différents secteurs avec différentes échéances et différentes notations. Il permet de comparer les courbes d'un secteur déterminé à des courbes de référence (par exemple les bons du Trésor des États-Unis) pour déterminer les marges à un moment donné. Les courbes au sein d'un même secteur peuvent être comparées à la fois à la courbe de référence et aux courbes d'autres placements notés différemment. Les FMC sont établies en utilisant les taux des nouvelles émissions, des systèmes de gestion de portefeuille et des services de négociants/courtiers évaluateurs qui sont entrés au jour le jour dans les bases de données correspondant à chaque secteur.

4. Au moment où la première offre a été faite à ASA, les valeurs industrielles américaines générales avec une cote de crédit [ ] se négociaient sur la base des taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ]. Si le logiciel LA Encore avait été opérationnel à l'époque, il aurait donné pour ASA la note [ ], sur la base des résultats financiers de la compagnie pour les trois années précédentes. À cette époque, l'indice FMC indiquait pour ces crédits un taux équivalant au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ].

5. Selon les états financiers d'ASA au 31 décembre 1995, la compagnie disposait d'une ligne de crédit inutilisée de [ ] de dollars EU assortie d'un taux égal au LIBOR plus [ ] (qui, converti en taux fixe sur la base de la marge applicable à l'époque équivalait au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ]).

6. Au moment où la première offre a été faite à ASA, la SEE avait précédemment offert un financement à Comair à peu près aux mêmes conditions. Comme indiqué dans la réponse du Canada à la question n° 37 du Groupe spécial, environ à la même époque, [ ] avait pu obtenir des taux se situant dans une fourchette comprise entre [ ] au-dessus du taux des bons du Trésor américain à dix ans auprès d'un certain nombre de banques européennes pour son programme d'acquisition de CRJ et avait reçu une offre pour l'émission d'un EETC au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ] (soit l'équivalent du taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ] en incluant les commissions et frais). Outre les taux nominaux cités en référence, les prêts bancaires et l'EETC proposés étaient assortis de conditions similaires à celles offertes par la SEE. Au moment où la première offre a été faite à ASA, la SEE avait précédemment offert un financement à [ ] à des conditions à peu près semblables.

7. Comme indiqué dans la réponse du Canada à la question n° 11, le prix proposé dans la deuxième lettre d'offre de la SEE, en date du 26 août 1998, se fondait sur la notation de la compagnie aérienne par LA Encore ([ ]), l'indice FMC de l'époque, et les prix pratiqués par la SEE à l'égard de ses autres emprunteurs (y compris [ ] qui, à cette époque, était notée de la même manière par LA Encore) ainsi que sur les bons résultats persistants de la compagnie. À cette époque, l'indice FMC indiquait, de manière générale, pour les crédits industriels notés [ ] des taux équivalents au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ].

8. En mars 1998, la SEE a fait à [ ] une offre sur la base d'un taux nominal égal au taux des bons du Trésor américain à dix ans plus [ ]. Ce taux se fondait sur les points de repère du marché pris en compte dans les offres de prix antérieures ou courantes [ ].

9. Les résultats financiers d'ASA continuaient d'être excellents, comme le démontrait sa notation par LA Encore et sa rentabilité régulière. Ils justifiaient clairement le prix proposé par la SEE.

10. Enfin, ainsi que le Canada l'a noté dans sa réponse à la question n° 11, dans le cadre d'un [ ], si la cote de crédit présumée ou publiée d'ASA tombait en deçà de certains points de repère, [ ] soit rachèterait la créance d'ASA soit verserait à la SEE une marge d'intérêt supplémentaire prédéterminée fixée dans cet accord.

Question n° 46

Veuillez expliquer de façon plus détaillée (en plus de la déclaration faite par un représentant d'Air Wisconsin) pourquoi et de quelle manière les offres de Bombardier à Air Wisconsin étaient "alignées" sur l'offre d'Embraer. Le Canada estime-t-il que les conditions de financement proposées par Bombardier étaient "équivalentes du point de vue économique à celles offertes par Embraer" (voir le paragraphe 89 de la deuxième communication écrite du Brésil)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et de quelle manière.

1. Tout d'abord, le Canada voudrait préciser que l'"alignement" des offres dont il est ici question est en fait l'alignement entre le soutien public fourni par le Canada et celui fourni par le Brésil, et non un alignement entre l'offre de Bombardier et une proposition commerciale d'Embraer.

2. Le Canada a décidé de "s'aligner" afin que le soumissionnaire canadien ne se trouve pas désavantagé par l'offre de financement subventionné d'Embraer et puisse entrer en concurrence avec lui sur un pied d'égalité. Le Canada a cherché à assurer que la décision de l'acheteur dans la transaction Air Wisconsin ne soit pas prise sur la base des "conditions les plus favorables qui bénéficient d'un soutien public".[8] Au paragraphes 85 à 88 de sa communication présentée à titre de réfutation, le Canada a décrit les efforts et la diligence qu'il avait déployés pour aligner son offre de financement sur celle du Brésil. Ces efforts ont été couronnés de succès.

3. Le Canada ne sait pas très bien ce que le Brésil entend par "équivalentes du point de vue économique" et ne pense pas qu'il existe des textes ou d'autres motifs qui justifieraient d'utiliser la notion "d'équivalence économique" comme base de comparaison entre des offres correspondantes. La question qui se pose est de savoir si le financement offert par le Canada est plus favorable que celui offert par le Brésil. La réponse est non. En conséquence si "équivalentes du point de vue économique" signifie que chaque montage financier, pris dans son ensemble, a concrètement la même valeur pour l'emprunteur (c'est-à-dire s'il n'est ni plus ni moins favorable) la réponse du Canada à la question du Groupe spécial est que les conditions de l'offre canadienne n'étaient pas plus qu'"équivalentes du point de vue économique" à l'offre brésilienne.

4. Au cours de cette procédure, le Brésil a été amené à dévoiler l'offre brésilienne à Air Wisconsin. La comparaison établie par le Canada entre les deux offres de financement (jointes en annexe A) montre qu'il y a en réalité des différences entre les deux au niveau de telle ou telle condition offerte. Toutefois, ainsi que le Canada l'a expliqué au paragraphe 102 de sa communication présentée à titre de réfutation, l'alignement autre qu'à l'identique est permis par l'Arrangement de l'OCDE parce qu'un Participant qui s'aligne peut avoir des renseignements imparfaits concernant l'offre sur laquelle il est censé s'aligner, et parce que des organismes de crédit à l'exportation différents utilisent des instruments différents pour offrir leurs crédits à l'exportation.

5. La comparaison entre les deux offres montre que, globalement, les conditions de l'offre de financement du Canada ne sont pas plus avantageuses pour Air Wisconsin et peuvent en fait s'avérer être de valeur moindre que celles de l'offre brésilienne. Ainsi par exemple, l'offre brésilienne ne fait nommément référence à des nantissements et propose [ ] tandis que l'offre canadienne exige des garanties bien précises et est limitée à [ ]. Si cette offre correspondait à un engagement effectif de la part du Brésil, il se pourrait alors que l'offre brésilienne ait été sensiblement plus favorable que l'offre canadienne. Ainsi, la comparaison entre les deux offres confirme que, comme Air Wisconsin l'a

[8] OCDE – *Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* (Paris: OCDE, 1998), page 5. (Pièce n° 42 du Brésil)

indiqué dans sa lettre, l'offre du Canada prise globalement n'était pas plus favorable que l'offre brésilienne.[9]

Question n° 47

Au paragraphe 32 de la communication du Canada présentée à titre de réfutation, le Canada soutient que les commissions pour garantie que perçoit IQ pour accorder un soutien à l'industrie des avions de transport régional sont "au taux du marché". Sur quoi se fonde cet argument? De son côté, le Brésil fait valoir que le dernier décret (pièce n° 36 du Canada) supprime les commissions en tant que condition d'octroi d'une garantie. Veuillez expliquer si et en quoi l'élimination de ces commissions ferait une différence pour ce qui est de l'analyse par le Groupe spécial de la question de "l'avantage" conféré.

1. En réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, le Canada a expliqué qu'IQ "reçoit une commission initiale de [ ] points de base destinés à couvrir ses frais administratifs, ainsi qu'une commission annuelle de [ ] points de base pour couvrir les risques effectivement encourus".[10] On ne peut démontrer que la garantie est effectivement "au taux du marché" qu'en considérant la valeur du service financier qui est fourni, à la lumière du risque encouru par le fournisseur de ce service.

2. Le Canada a expliqué aux paragraphes 67 et 68 de sa communication présentée à titre de réfutation ainsi que dans ses réponses à la question n° 14 du Groupe spécial que le risque effectivement encouru par IQ est un élément capital pour la détermination de ce qui constitue une commission appropriée. Du fait de [ ], le risque encouru par IQ est fortement diminué. En réalité [ ], le risque représenté par une défaillance possible de l'acheteur des aéronefs est en grande partie couvert par [ ].

3. La pratique commerciale pour ce qui est du recours aux garanties est un autre élément qui démontre que la commission est bien "au taux du marché". Comme l'a mentionné le Canada au paragraphe 9 de sa réponse à la question n° 14 du Groupe spécial:

> Aucun client de Bombardier n'a jamais subordonné l'achat d'un avion de transport régional à l'existence d'une garantie accordée par IQ. De fait, comme en attestent les transactions susmentionnées, les clients de Bombardier recourant aux garanties choisissent de couvrir, en moyenne, moins de [ ] pour cent de leurs appareils.

4. Cela prouve que dans la pratique, le financement proposé par IQ entre en concurrence avec celui offert par d'autres institutions financières intéressées par une participation au marché du financement des aéronefs et que, pour la grande majorité des appareils vendus par Bombardier, la garantie accordée par IQ n'est pas suffisamment attrayante pour les clients de Bombardier. Autrement dit, le fait que [ ] pour cent des aéronefs financés le soient sans la garantie financière d'IQ démontre que, la plupart du temps, les clients de Bombardier sont pour le moins indifférents aux garanties de participation offertes par IQ. On peut logiquement en déduire que les commissions demandées par IQ en échange de sa garantie sont au taux du marché; car dans le cas contraire, les clients de Bombardier n'y seraient pas aussi indifférents.

5. Étant donné que [ ] les commissions demandées [ ] sont largement suffisantes pour couvrir le risque et rémunérer le service rendu.

---

[9] Lettre de [ ], société gérée par Air Wisconsin Airlines Corporation à A. Sulzenko, Vice-Ministre adjoint, Politique industrielle et scientifique, en date du 20 mars 2001. (Pièce n° 2 du Canada)

[10] Réponse du Canada à la question n° 14 du Groupe spécial, paragraphe 7.

6. La deuxième partie de la question du Groupe spécial porte sur l'argument du Brésil selon lequel le Décret n° 1488-2000[11] (le décret le plus récent) supprime les commissions en tant que "condition" d'octroi d'une garantie. Si le Brésil veut dire par là qu'IQ ne fait plus payer de commission, il se trompe. Le Décret n° 1488-2000 n'élimine pas les commissions en tant que condition d'octroi d'une garantie. Le Décret n° 1488-2000 ne spécifie pas la nature ni le montant de la commission pouvant être réclamée par IQ. En fait, la commission demandée est laissée à l'appréciation d'IQ, et est soumise aux "critères d'évaluation" définis dans la pièce n° 51 du Canada, qui précise les conditions à remplir pour l'obtention d'une garantie. En réalité, si IQ n'avait pas fait payer une commission appropriée, il n'aurait pas pu satisfaire au "critère B" qui prévoit qu'IQ ne peut pas accorder son soutien si la rémunération qu'il va percevoir est inférieure à celle qui serait offerte sur le marché pour une transaction concurrente de structure et de risque équivalents.

7. La transaction Air Wisconsin est la meilleure preuve que, contrairement à ce qu'affirme le Brésil, le Décret n° 1488-2000 ne supprime pas les commissions. Comme cela est expliqué plus en détail dans la réponse à la question n° 48 ci-après, IQ a fait payer une commission pour sa participation à la transaction Air Wisconsin.[12] En fait, IQ a fait payer des commissions pour toutes les transactions auxquelles il a participé et a prévu des commissions dans toutes les offres de financement qu'il a faites.

8. Étant donné que les commissions en question n'ont pas été supprimées, la question de savoir si et dans quelle mesure l'élimination de ces commissions influerait sur l'analyse, par le Groupe spécial, de l'"avantage conféré" ne se pose plus.

Question n° 48

Aux paragraphes 66 et 67 de sa deuxième communication, le Canada indique que IQ perçoit une commission initiale de [ ] points de base, ainsi qu'une commission annuelle de [ ] points de base pour couvrir les risques effectivement encourus. En outre, le Canada affirme qu'IQ bénéficie d'une [ ]. Dans la lettre du Canada du 25 juin 2001, qui donne des détails sur la participation d'IQ à la transaction Air Wisconsin, il n'est pas fait mention ni d'une commission annuelle ni d'une [ ]. Veuillez expliquer pour quelles raisons la participation d'IQ à la transaction Air Wisconsin ne semble pas être conforme à la pratique décrite dans les paragraphes 66 et 67 susmentionnés.

1. La participation d'IQ à la transaction Air Wisconsin est conforme à la pratique décrite aux paragraphes 66 et 67 de la deuxième communication écrite du Canada. Dans la lettre du Canada en date du 25 juin 2001, il est indiqué qu'IQ perçoit une commission de [ ] points de base par an.[13] Comme on l'a expliqué plus haut au paragraphe 5 de la réponse du Canada à la question n° 47, [ ]. En outre, la participation d'IQ est soumise aux conditions habituelles telles que l'obligation de diligence raisonnable. Selon la manière dont cette diligence est exercée, il est possible que la commission demandée par IQ soit supérieure à [ ] points de base (sur le risque de [ ] pour cent) mais elle ne peut pas être inférieure à [ ] points de base.

2. La commission initiale de [ ] points de base pour frais administratif est toujours perçue par IQ conformément à son obligation d'autofinancer ses opérations en vertu de l'article 40 de la Loi sur IQ.[14]

---

[11] Décret n° 1488-2000 du 20 décembre 2000 concernant une participation de 226 000 000 de dollars d'Investissement-Québec relativement à la vente d'avions par Bombardier Inc. (Pièce n° 36 du Canada)

[12] Voir dans la lettre du Canada au Groupe spécial du 25 juin 2001, la dernière phrase de "Investissement-Québec Guarantee – Transaction Description": "[ ]."

[13] Voir *id*. dernière phrase du dernier paragraphe.

[14] *Loi sur Investissement Québec et sur Garantie-Québec*, L.R.Q. c. I-16.1 s. 40. (Pièce n° 18 du Brésil)

Cette commission de [ ] points de base pour frais administratifs est habituellement appliquée par tous les établissements de financement commercial.

3. L'absence de référence à une [ ] dans le descriptif de l'offre à Air Wisconsin s'explique par le fait que [ ]. Toutefois, conformément au Décret n° 879-97, [ ].[15]

ANNEXE A

**COMPARAISON DES OFFRES DE FINANCEMENT
À AIR WISCONSIN**

Catégorie	Canada	Brésil

[15] Décret n° 879-97 du 2 juillet 1997 concernant la participation de la société de développement industriel du Québec relativement à la vente d'avions par Bombardier Inc., pages 2, 3, alinéa c) ii). (Pièce n° 34 du Canada)

ANNEXE B-10

DECLARATION ORALE DU CANADA A LA DEUXIEME REUNION DU GROUPE SPECIAL

(31 juillet 2001)

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, les faits ne corroborent pas les allégations du Brésil. Le droit non plus.

2. Ni les faits ni le droit ne corroborent les affirmations du Brésil selon lesquelles les programmes du Canada "en tant que tels" sont incompatibles avec les obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'OMC. Force est de constater qu'il existe un large pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne la façon dont chacun de ces programmes est appliqué. Le droit est clair: comme ces programmes n'exigent pas du Canada, dans quelque circonstance que ce soit, qu'il accorde des subventions à l'exportation prohibées, ils ne peuvent pas "en tant que tels" être incompatibles avec la prohibition frappant les subventions à l'exportation. Le Brésil n'a rien fourni qui indique le contraire ou qui affecte les constatations antérieures du Groupe spécial *Canada – Aéronefs I* (DS70).

3. De plus, ni les faits ni le droit ne corroborent les affirmations du Brésil selon lesquelles ces programmes ont été appliqués d'une manière incompatible avec les obligations que le Canada a contractées dans le cadre de l'OMC. Le droit applicable au présent différend est clair: sauf s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou d'un organisme public qui confère ainsi un avantage, il n'y a pas de subvention. Un avantage est conféré si le bénéficiaire reçoit une contribution financière à des conditions plus favorables que celles qu'il aurait pu obtenir sur le marché. Dans le cas contraire, il n'y a pas de subvention.

4. Étant donné l'insuffisance des allégations du Brésil et le manque de clarté de ses communications, le Canada ne sait toujours pas quelles transactions au titre du Compte de la Société ou d'Investissement Québec le Brésil met en cause "telles qu'elles sont appliquées". Toutefois, le Brésil n'a pas montré que l'une quelconque des transactions mentionnées dans ses communications comporte une contribution financière qui confère ainsi un avantage. Le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombe. Par contre, dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, le Canada a fourni de nombreux éléments de preuve établissant que ces transactions ont été effectuées à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles que le bénéficiaire aurait pu obtenir sur le marché et, partant, ne constituent pas des subventions.

5. Le Brésil a mis en cause une seule transaction au titre du Compte du Canada telle qu'elle est appliquée: la transaction Air Wisconsin. Il existe des éléments de preuve convaincants selon lesquels les offres d'Embraer ont bel et bien bénéficié d'un soutien public du Brésil. Dans ce cas, l'offre de soutien faite par le Canada sur la base d'un "alignement" peut bénéficier du refuge offert par le second paragraphe du point k). Le Canada a la charge de prouver *prima facie* ce qu'il avance, et il l'a fait. Le Brésil soutient que l'Accord SMC n'accorde pas au Canada le droit de s'aligner sur des offres de subventions du Brésil. Le Canada a démontré que cette affirmation est erronée en droit. Le Brésil soutient en outre que même si le Canada a le droit de s'aligner sur les subventions du Brésil, l'offre qu'il a faite à Air Wisconsin n'est pas conforme aux prescriptions relatives à l'alignement sur l'offre du Brésil. Comme le Canada l'a démontré, l'affirmation du Brésil est erronée en droit et dans les faits.

6. Si le Groupe spécial devait accepter, comme le Brésil le fait valoir, que ce sont des crédits commerciaux et non un soutien public qui ont été mis à la disposition d'Air Wisconsin aux conditions qu'Embraer avait proposé d'offrir par l'intermédiaire d'institutions tierces, ces conditions seraient, par définition, celles qu'Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché. Le Brésil a la charge de montrer que les conditions de financement offertes par le Canada sont plus favorables que celles que, selon lui, Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché. Le Brésil n'a pas satisfait à ce critère. Au contraire, le Canada a démontré que les conditions qu'il a offertes n'étaient pas plus favorables que celles qu'Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché.

7. Dans la présente déclaration, le Canada procédera de la manière suivante:

- d'abord, il traitera de la tentative du Brésil visant à se soustraire à la charge de la preuve qui lui incombe et du défaut du Brésil de formuler ses allégations avec suffisamment de clarté;

- ensuite, il s'étendra sur le défaut du Brésil d'établir le bien-fondé de sa mise en cause des programmes du Canada "en tant que tels", et "tels qu'ils sont appliqués" dans des transactions spécifiques.

8. En résumé, M. le Président, le Canada montrera que cette mise en cause par le Brésil est sans fondement lorsque les critères juridiques appropriés sont appliqués aux faits en l'espèce.

II. LE BRESIL A CHERCHE A SE SOUSTRAIRE A LA CHARGE DE LA PREUVE QUI LUI INCOMBE

9. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil alléguait que trois programmes, à savoir le Compte du Canada, la "SEE" (le Brésil semble vouloir dire le Compte de la Société puisqu'il le différencie du Compte du Canada) et Investissement Québec, contreviennent à plusieurs dispositions de l'Accord sur l'OMC, y compris les articles 1er et 3 de l'Accord SMC et l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le Brésil semblait alléguer que les programmes "en tant que tels" sont contraires à ces accords. Dans le cas où, comme dans sa première communication, le Brésil a fait référence à certaines transactions, il semblait considérer ces transactions comme des éléments de preuve indiquant l'incompatibilité des programmes du Canada "en tant que tels". Dans ses allégations, le Brésil a également mis en cause la transaction Air Wisconsin.

A. LE BRESIL N'A PAS FOURNI DE PRECISIONS SUR SES ALLEGATIONS CONCERNANT LES PROGRAMMES "TELS QU'ILS SONT APPLIQUES"

10. Toutefois, le Brésil indique depuis peu de temps seulement qu'il met en cause des transactions spécifiques au titre des programmes du Canada "tels qu'ils sont appliqués", et il n'a jamais précisé quelles transactions, ou quelles applications, il met en cause. Le Brésil a plutôt cherché à amener le Groupe spécial à examiner la question de savoir s'il y a des applications qui pouvaient être mises en cause.

11. Il incombe au Brésil, en tant que plaignant, d'établir le bien-fondé de ses allégations. En ce qui concerne chacun des programmes "en tant que tels" qui sont contestés et chaque transaction "telle qu'elle est appliquée", le Brésil a la charge de prouver *prima facie* deux éléments généraux distincts. Premièrement, il doit montrer qu'il existe une subvention au sens de l'article premier de l'Accord SMC. Deuxièmement, il doit montrer que cette subvention, si elle existe, est subordonnée en droit ou en fait aux résultats à l'exportation. Au lieu de présenter une argumentation *prima facie*, le Brésil a fait des suppositions et un exercice de rhétorique. Le Brésil semble considérer que si sa rhétorique est suffisamment bruyante, il peut convaincre le Groupe spécial de l'aider dans sa recherche à l'aveuglette.

12. Le Brésil persiste dans ces efforts. Sa façon d'aborder la transaction Kendell est un exemple typique. Le Brésil a fait des affirmations générales selon lesquelles la SEE, par définition, a pris des risques qu'aucune banque ne prendrait jamais et a offert à Kendell un financement inférieur au marché à cause du délai de [ ] ans qui a été accordé. S'agissant de la transaction Kendell, le Canada a montré que, dans les faits, la SEE avait participé à un consortium de banques commerciales. Ces banques ont pris les mêmes risques que la SEE et ont fourni un financement aux mêmes conditions que la SEE. En d'autres termes, non seulement les conditions offertes par la SEE n'étaient pas plus favorables que celles que le bénéficiaire *aurait pu obtenir* sur le marché, mais elles étaient identiques à celles que le bénéficiaire *a* réellement *obtenues* sur le marché.

13. Dans sa réponse à la question n° 51, le Brésil formule d'autres allégations non fondées au sujet de la transaction Kendell. Il invite ensuite le Groupe spécial à demander au Canada de fournir encore plus de renseignements. La manière dont le Brésil conçoit la charge de la preuve qui lui incombe a des conséquences importantes sur l'intégrité du processus de règlement des différends.

B. DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

14. L'Organe d'appel a constaté que même si un groupe spécial ne peut pas dispenser un Membre plaignant de présenter une argumentation *prima facie*, il a le pouvoir étendu de demander des renseignements. L'Organe d'appel a dit que les Membres avaient le devoir de donner suite à cette demande, que la partie adverse ait ou non établi une argumentation *prima facie*, et que le refus d'un Membre risquait d'amener le groupe spécial à tirer des déductions défavorables.[1] Le Groupe spécial en l'espèce a exercé son pouvoir de présenter de nombreuses demandes de renseignements, la plupart étant des renseignements commerciaux confidentiels et sensibles d'un point de vue commercial.

15. Le Canada a donné suite aux demandes du Groupe spécial. Il l'a fait malgré la nature imprécise et changeante des plaintes du Brésil, malgré le refus manifeste du Brésil d'établir une argumentation *prima facie*, et malgré les risques évidents que les renseignements commerciaux confidentiels et sensibles fournis par le Canada au sujet d'organismes de crédit et de leurs clients tombent entre les mains de leurs concurrents.

16. Le pouvoir de recueillir des renseignements dont l'Organe d'appel a constaté l'existence dans le Mémorandum d'accord n'est pas assorti de procédures en matière de confidentialité dont l'effectivité puisse être assurée ou traduite dans les faits. Les risques que les renseignements commerciaux confidentiels fournis par des entreprises d'un pays Membre tombent entre les mains de concurrents qui exercent leurs activités dans un pays Membre plaignant sont particulièrement grands lorsque les concurrents en question sont des organismes publics ou des entités privées qui ont des liens étroits avec les pouvoirs publics qui ont porté plainte.

C. LE BRESIL CHERCHE A AMENER LE GROUPE SPECIAL A DEVELOPPER SON ARGUMENTATION

17. Le Canada reconnaît que le Groupe spécial suit la pratique suggérée par l'Organe d'appel en ce qui concerne les demandes de renseignements. Il est également conscient que les demandes de "décisions préliminaires" sont souvent réglées à la fin des argumentations des parties. Néanmoins, le fait de demander des renseignements sensibles sur des transactions qui ne paraissaient pas être visées par la plainte et au sujet desquelles il n'y a aucune preuve d'illégalité soulève un problème grave. Ce problème tient au fait qu'un Membre qui n'a guère plus que des soupçons peut utiliser le processus de règlement des différends pour amener le groupe spécial à développer son argumentation à sa place.

18. Le Brésil persiste dans son approche même maintenant que les renseignements fournis par le Canada prouvent que ni les transactions mentionnées dans les questions du Groupe spécial ni les

[1] *Canada – Aéronefs I*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS70/AB/R, paragraphes 192 à 194.

programmes "en tant que tels" ne comportent des subventions prohibées. La réponse du Brésil à la question n° 51 illustre bien les efforts continuels que fait le Brésil pour amener le Groupe spécial à faire une "recherche à l'aveuglette" pour la poursuite. Le Groupe spécial devrait faire échec à ces efforts.

D. L'AFFAIRE *RESTRICTIONS A L'EXPORTATION* NE DECHARGE PAS LE BRESIL DE L'OBLIGATION DE PRECISER SES ALLEGATIONS

19. Dans sa deuxième communication, le Brésil tente d'invoquer l'affaire *États-Unis - Restrictions à l'exportation* pour se décharger de l'obligation de préciser ce qu'il appelle maintenant ses allégations concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués". Dans des communications antérieures, le Canada a expliqué pourquoi la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est insuffisante et ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Il ne répétera pas ces arguments dans la présente déclaration. Toutefois, il est pertinent pour l'analyse qui vient d'être faite de corriger les affirmations du Brésil au sujet de l'affaire *Restrictions à l'exportation*.

20. Dans l'affaire *Restrictions à l'exportation*, la question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial indiquait de manière suffisante les mesures "telles qu'elles sont appliquées" n'était pas vraiment litigieuse (en dépit des efforts faits par les États-Unis pour qu'elle le soit), parce que le Canada dans cette affaire mettait en cause uniquement les mesures des États-Unis "en tant que telles". C'est ce qui est clairement indiqué dans les constatations du Groupe spécial.[2]

21. À ce stade présent du différend, le Brésil soutient bel et bien qu'il met en cause les mesures du Canada "telles qu'elles sont appliquées". Toutefois, il ne mentionne nulle part les applications qu'il met en cause. Contrairement à l'affaire *Restrictions à l'exportation*, il n'est pas question en l'espèce de savoir si la distinction impératif/dispositif est une question juridictionnelle. Elle ne l'est pas. La question est de savoir ce que le Brésil met en cause exactement.

22. Comme les Communautés européennes l'ont fait remarquer, il est possible de mettre en cause un programme "en tant que tel" ou des transactions particulières au titre d'un programme "tel qu'il est appliqué", voire les deux. Les programmes et les transactions peuvent faire l'objet d'une allégation dans une demande d'établissement d'un groupe spécial.[3] Toutefois, le Brésil semble vouloir créer un nouveau type d'affaire, à savoir l'"affaire sans limite précise concernant les programmes "tels qu'ils sont appliqués"", dans laquelle le plaignant demande au groupe spécial de déterminer s'il y a des applications qui pourraient être mises en cause. Le Brésil cherche ainsi à se soustraire à la charge de la preuve qui lui incombe et à obtenir du Groupe spécial qu'il assure pour son compte le rôle de procureur. De fait, le Brésil a demandé au Groupe spécial de tenter d'établir une argumentation *prima facie* à sa place.

III. LES FAITS ET LE DROIT NE CORROBORENT PAS LES ALLEGATIONS DU BRESIL CONCERNANT LES PROGRAMMES EN TANT QUE TELS

23. Comme le Canada l'a indiqué, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil renferme des allégations selon lesquelles le Compte du Canada, la "SEE" (Compte de la Société) et Investissement Québec, "en tant que tels", sont incompatibles avec les articles 1er et 3 de l'Accord SMC. Pour prouver ces allégations, le Brésil a la charge de montrer que chacun de ces programmes, du moins dans certaines circonstances, fait obligation au Canada d'accorder des subventions à l'exportation prohibées. Le Brésil ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait. Il n'est pas en mesure de le faire parce que aucun des trois programmes mis en cause n'exige du Canada qu'il accorde des subventions à l'exportation prohibées.

---

[2] WT/DS194/R, 29 juin 2001, paragraphes 8.126, 8.130.

[3] Déclaration des Communautés européennes en tant que tierce partie, 28 juin 2001, paragraphe 10.

A. LE COMPTE DU CANADA, LE COMPTE DE LA SOCIETE ET INVESTISSEMENT QUEBEC SONT DISCRETIONNAIRES

24. Les faits montrent incontestablement que les programmes que sont le Compte du Canada, le Compte de la Société et Investissement Québec ont un large pouvoir discrétionnaire pour ce qui est de déterminer si une aide au financement sera offerte et à quelles conditions. Rien dans la Loi sur l'expansion des exportations, dans la Loi sur Investissement Québec ou ailleurs n'exige de ces programmes, s'agissant de l'octroi d'un financement ou d'une aide au financement, qu'ils accordent des subventions à l'exportation prohibées.

25. Dans le cas du Compte du Canada et du Compte de la Société, le Brésil n'a fourni au présent Groupe spécial aucune raison convaincante – parce qu'il n'y en a aucune – d'infirmer les constatations du Groupe spécial figurant dans le rapport DS70, selon lesquelles ces programmes procèdent d'une législation non pas impérative mais dispositive et, partant, "en tant que tels", ne constituent pas des subventions à l'exportation prohibées.

26. Dans le cas d'Investissement Québec, que le Brésil n'avait pas mis en cause dans le différend qui a fait l'objet du rapport DS70, il ressort clairement de la législation et de la réglementation applicables qu'il s'agit d'un programme discrétionnaire qui n'exige en aucun cas du Québec ou du Canada qu'il accorde des subventions à l'exportation prohibées.

27. Premièrement, Investissement Québec en général est investi d'un pouvoir discrétionnaire étendu s'agissant de l'administration de ses pratiques au titre de la Loi sur Investissement Québec. Deuxièmement, l'article 28 de cette loi, qui permet à Investissement Québec de participer à des transactions concernant des avions de transport régional, est également discrétionnaire. Cette disposition ne fait pas obligation à Investissement Québec d'agir d'une manière incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

28. L'article 28 habilite le gouvernement du Québec à déléguer à Investissement Québec le pouvoir de déterminer et d'administrer l'aide qui sera accordée au titre de l'article 28. Cette disposition prévoit que "[l]e mandat [d'Investissement Québec] peut autoriser la société à fixer les conditions et les modalités de l'aide". Il est évident que le "mandat" pris dans ce sens ne se rapporte pas à ce qu'Investissement Québec doit faire, mais à l'étendue du pouvoir d'Investissement Québec. Ce mandat n'exige pas d'Investissement Québec qu'il autorise l'octroi d'une aide au financement à des conditions et selon des modalités spécifiques, encore moins à des conditions et selon des modalités qui équivaudraient à une subvention à l'exportation prohibée.

29. S'agissant de l'aide accordée dans le cadre de transactions concernant des avions de transport régional, les termes du mandat d'Investissement Québec (c'est-à-dire l'étendue de son pouvoir d'agir) au titre de l'article 28 sont définis dans les décrets qui ont été produits comme pièces n° 33 à 36 du Canada. Ces décrets prévoient qu'Investissement Québec a le pouvoir discrétionnaire étendu d'accepter ou de refuser d'accorder une aide dans le cadre de transactions concernant des avions de transport régional. Ils fixent les conditions qui doivent être remplies pour qu'Investissement Québec accorde une aide, et précisent également qu'Investissement Québec peut imposer "toutes autres conditions" à cet égard.

30. Contrairement à ce que fait valoir le Brésil, au titre de l'article 28 et des décrets applicables, Investissement Québec n'est jamais tenu d'accorder une aide au financement dans le cadre de transactions concernant des avions de transport régional et, s'il le fait, il n'est jamais tenu de conférer ainsi un avantage. Le programme Investissement Québec ne prescrit donc pas l'octroi de subventions prohibées. L'allégation du Brésil concernant le programme "en tant que tel" est sans fondement.

B. L'AUTRE CRITÈRE "EN TANT QUE TEL" DU BRÉSIL EST SANS FONDEMENT

31. Vu le fait indiscutable qu'aucun des programmes du Canada ne fait obligation à celui-ci d'accorder des subventions à l'exportation prohibées, le Brésil cherche à inventer de toutes pièces d'autres critères relatifs à leur incompatibilité "en tant que tels". Le Brésil fait donc valoir que les programmes Compte du Canada et Compte de la Société "en tant que tels" prescrivent l'octroi de subventions à l'exportation parce qu'il s'agit d'organismes de crédit à l'exportation "dont la raison d'être est l'octroi de subventions à l'exportation". Cet argument est incorrect sur le plan des faits. La raison d'être des programmes du Canada est l'octroi d'une aide au financement et non de subventions à l'exportation. L'assertion du Brésil est sans fondement.

32. Le Brésil tente de faire valoir que le point k) existe pour reconnaître le fait que tous les crédits accordés par des organismes de crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation prohibées, mais il s'agit également d'une assertion sans fondement. Il n'y a rien dans l'Accord SMC lui-même qui la corrobore. L'article de presse que le Brésil cite au paragraphe 45 de sa deuxième communication ne corrobore pas ce point de vue non plus.

33. L'argument du Brésil est également incorrect sur le plan juridique. Le Brésil paraît être d'avis que l'Accord SMC prohibe tous les crédits à l'exportation accordés par les pouvoirs publics, sauf ceux qui sont offerts en conformité avec le second paragraphe du point k). L'article 1.1 de l'Accord SMC précise que les contributions financières des pouvoirs publics, y compris des pratiques comme des prêts ou des garanties de prêt, ne sont pas nécessairement des subventions. Pour qu'il s'agisse de subventions, il faut que les contributions financières confèrent un avantage. L'argument du Brésil donnerait de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC une lecture qui le viderait de sens tel qu'il se rapporte à des pratiques comme des prêts et des garanties de prêt des pouvoirs publics.

34. Bien entendu, comme le Brésil fait abstraction de l'élément avantage prévu à l'article premier, son point de vue conduirait à des résultats absurdes s'il était accepté. Le Brésil fait valoir, de fait, qu'un organisme de crédit à l'exportation peut offrir des crédits à l'exportation seulement lorsque ces crédits sont conformes à l'Arrangement de l'OCDE, mais ne peut pas le faire lorsqu'ils correspondent aux conditions du marché. En d'autres termes, selon l'interprétation du Brésil, les crédits à l'exportation qui ne confèrent pas un avantage et qui ne sont pas des subventions seraient prohibés - c'est un résultat absurde.

C. L'EXEMPLE DU BRÉSIL FONDÉ SUR LES "GARANTIES" N'AIDE PAS SA CAUSE

35. Le Brésil tente également de montrer que les programmes du Canada sont prohibés "en tant que tels" en faisant valoir que les garanties qu'ils peuvent accorder sont nécessairement des subventions à l'exportation prohibées. Comme aucun des programmes du Canada ne prescrit l'octroi de garanties, cet argument ne permet absolument pas de démontrer que les programmes sont "en tant que tels" incompatibles.

36. De plus, les garanties données par les pouvoirs publics ne sont pas nécessairement des subventions pures et simples. Dans les arguments qu'il fait valoir au sujet des garanties, le Brésil cherche une fois de plus à éviter de satisfaire au deuxième élément de l'article premier de l'Accord SMC. Selon le Brésil, dans le cas de garanties des pouvoirs publics, la simple existence de la contribution financière confère l'avantage. L'argument du Brésil réunirait ces deux éléments distincts de la définition d'une subvention.

37. À cet égard, l'argument du Brésil concernant le transfert d'une cote de crédit des pouvoirs publics en faveur de l'acheteur ou de l'emprunteur passe à côté de l'essentiel. Une garantie quelle qu'elle soit permet à un emprunteur d'obtenir de meilleurs taux ou de meilleures conditions que ce ne

serait le cas en l'absence d'une telle garantie. Cela est vrai peu importe que le garant soit les pouvoirs publics ou une institution financière privée.

38. Pour évaluer si un avantage est conféré au sens de l'article premier, il faut voir si le bénéficiaire reçoit la garantie à des conditions plus favorables que celles du marché. Le Brésil ne l'a pas fait. Il cherche plutôt à inverser la charge de la preuve. Par exemple, il soutient au paragraphe 52 de sa deuxième communication, que le Canada n'a pas démontré que les commissions perçues par la SEE correspondent à celles que perçoivent des garants commerciaux. Le Brésil a fait la même chose ce matin en ce qui concerne Investissement Québec. Le Brésil passe à côté de deux points à cet égard. Premièrement, c'est à lui qu'incombe la charge initiale de montrer que les garanties accordées par le Canada confèrent un avantage; il n'incombe pas au Canada de montrer qu'elles ne le font pas. Deuxièmement, pour satisfaire à l'élément "avantage" de son argumentation concernant les programmes "en tant que tels", le Brésil devrait montrer que les mesures du Canada prescrivent l'octroi d'un avantage, et non que la mesure pourrait être utilisée pour conférer un avantage.

39. En ce qui concerne l'argument du Brésil fondé sur le point j), le Brésil ne tient encore une fois aucun compte d'un élément essentiel des prescriptions de cette disposition. Pour qu'il s'agisse d'une subvention prohibée "en soi" au regard du point j), une garantie de prêt doit être accordée "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes". Le Brésil n'essaie même pas de démontrer l'existence de cette prescription. Pour cette seule raison, l'argument du Brésil est sans fondement.

D. L'EXEMPLE DU BRÉSIL FONDÉ SUR LES "SERVICES FINANCIERS" N'AIDE PAS SA CAUSE

40. Le Brésil tente d'étayer l'argumentation concernant le programme "en tant que tel" qu'il présente à l'encontre de la SEE (vraisemblablement le Compte de la Société) au moyen de l'"exemple" additionnel des services financiers. Le Brésil semble faire valoir que les efforts faits par la SEE pour organiser des montages financiers devraient être considérés comme des services financiers distincts. Le Brésil n'a jamais indiqué quels sont précisément ces services, en quoi ils se distinguent des pratiques en matière de crédit à l'exportation qu'il met en cause au titre de l'article 1.1 a) 1) i), en quoi ils constituent une contribution financière ou, s'ils constituent effectivement une contribution financière, en quoi ils confèrent ainsi un avantage.

41. Dans la mesure où ces "services" semblent consister à mettre au point un accord de prêt ou de garantie, on voit mal comment ils ne sont pas visés par l'octroi de crédits à l'exportation au titre de l'article 1.1 a) 1) i). Le Brésil fait valoir que ces "services" de la SEE confèrent un avantage parce qu'ils sont meilleurs que ceux offerts par d'autres institutions financières. Toutefois, le Brésil n'a pas expliqué comment il évaluerait cet "avantage" allégué sinon au moyen des témoignages de représentants d'organismes. Comme le Canada l'a fait observer aux paragraphes 82 et 83 de sa première communication, le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve au sujet du véritable critère applicable à un avantage: la question de savoir si le prix des "services" afférents à la mise en place d'un montage financier est inférieur au prix du marché.

42. Enfin, le Brésil présente son argumentation sur les services dans le contexte de son allégation concernant le programme "en tant que tel". Il convient donc de faire remarquer que le Brésil n'a pas fourni ne fût-ce qu'un exemple indiquant que les conditions auxquelles ces "services financiers" ont été offerts étaient plus favorables que les conditions du marché, encore moins qu'ils ont forcément été offerts à des conditions plus favorables.

IV. LES FAITS ET LE DROIT NE CORROBORENT PAS LES MISES EN CAUSE DU BRESIL CONCERNANT LES PROGRAMMES "TELS QU'ILS SONT APPLIQUES"

43. Comme le Canada l'a expliqué, à l'exception de la transaction Air Wisconsin, le Brésil n'a pas indiqué quelles transactions spécifiques il met en cause lorsqu'il fait valoir que les programmes du Canada ont été appliqués d'une manière incompatible avec l'Accord SMC. Air Wisconsin demeure la seule transaction dans le cadre du Compte du Canada que le Brésil met en cause. Mon collègue, Karl Blume, traitera des arguments invoqués par le Brésil au sujet d'Air Wisconsin dans quelques minutes.

A. LE BRESIL N'A PAS DEMONTRE QU'UNE TRANSACTION, QUELLE QU'ELLE SOIT, DANS LE CADRE DU COMPTE DE LA SOCIETE EST UNE SUBVENTION A L'EXPORTATION PROHIBEE

44. Dans le cas du Compte de la Société, le Brésil s'est intéressé à deux transactions, à savoir ASA et Kendell. Le Brésil fait valoir que ces deux transactions comportaient des subventions à l'exportation prohibées, mais ni dans un cas ni dans l'autre il n'a démontré, comme il est tenu de le faire, que le financement au titre du Compte de la Société a été accordé à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire aurait pu obtenir sur le marché et, partant, conférait un avantage. Le Brésil n'a pas présenté une argumentation *prima facie*. Toutefois, à la demande du Groupe spécial, le Canada a présenté, dans sa réponse à la question n° 45, des éléments de preuve et des arguments qui prouvent que ces transactions n'ont pas conféré un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC. En réalité, la réponse du Canada démontre que le taux d'intérêt accordé à ASA se situe dans la fourchette des taux qui auraient pu être obtenus sur le marché pour une transaction semblable.

45. Dans ses réponses à la question n° 50 du Groupe spécial, le Brésil formule deux exceptions en ce qui concerne les éléments de preuve que le Canada a présentés au sujet de ASA. Premièrement, le Brésil déclare ceci en ce qui concerne la prime de risque: "Il peut être présumé qu'une petite compagnie aérienne comme ASA encourerait un risque de crédit plus élevé qu'US Air ou Northwest." Le Brésil ne présente aucun élément à l'appui de cette présomption, qui est manifestement incorrecte. Il a de nouveau formulé cette présomption aujourd'hui. La capacité d'emprunt d'une compagnie aérienne ne dépend pas de sa taille, mais de ses résultats financiers, comme le montre la faillite de grandes compagnies aériennes comme Pan American. Par exemple, Southwest, qui est une petite compagnie aérienne américaine parmi les grandes, a une meilleure cote de crédit que n'importe quelle autre grande compagnie aérienne américaine. Le Brésil l'a confirmé. Il fait observer que Southwest a une cote plus élevée que British Airways, par exemple, qui est l'une des plus grandes compagnies aériennes au monde.

46. Deuxièmement, le Brésil fait valoir que l'absence de [ ] dans l'offre faite à [ ] "paraît" illustrer le fait que la transaction était inférieure aux conditions du marché. En réalité, l'absence de [ ]. Le critère de prix commerciaux, comme dans l'exemple en question, est le coût "forfaitaire" du financement pour l'emprunteur.

47. Dans le cas de Kendell, comme le Canada l'a indiqué dans son analyse de la charge de la preuve, le Canada a présenté des éléments de preuve indiquant que les conditions auxquelles l'offre a été faite étaient identiques à celles de sept banques commerciales qui participaient à la transaction. La seule réponse du Brésil a consisté à formuler des allégations non fondées et des suppositions, et à demander au Groupe spécial d'insister pour que le Canada fournisse d'autres éléments de preuve.

48. Le Canada ne pense pas que le Groupe spécial donnera suite à la demande du Brésil. Le Groupe spécial ne devrait pas le faire non plus. Quoi qu'il en soit, pour réfuter pleinement les accusations du Brésil, le Canada offre les réponses suivantes.

49. Premièrement, il y a effectivement sept banques commerciales qui ont participé à cette transaction. S'agissant d'un marché consortial comme la transaction Kendell, de nombreuses banques sont invitées à participer. Au moment où la SEE a préparé sa stratégie en matière de prix, elle savait que quatre banques participeraient à la transaction. Trois autres banques se sont également jointes. Dans sa réponse à la question n° 11, le Canada a énuméré les sept banques mais, par mégarde, a indiqué qu'il y en avait cinq.

50. Deuxièmement, le Brésil conteste l'exactitude de l'affirmation du Canada selon laquelle la SEE a participé sur la base d'un partage égal des risques. Cette participation s'est faite sur une base dite "pari passu". Cela veut dire que la SEE était pareillement exposée au risque d'un défaut de paiement et qu'elle a participé au prêt selon les mêmes modalités et aux mêmes conditions que d'autres prêteurs commerciaux. La SEE était responsable non pas de [ ] pour cent, mais de [ ] pour cent du prêt consenti.

51. Troisièmement, les comparaisons que le Brésil cherche à faire entre d'autres marges et celles qui ont été offertes à Kendell sont hors de propos compte tenu des preuves attestant que les conditions auxquelles la SEE a accordé un financement à Kendell n'étaient pas plus favorables que celles du marché. C'est très intéressant étant donné l'allégation que le Brésil a formulée ce matin au sujet des marges commerciales appropriées. En fait, Kendell a récemment bouclé une deuxième tranche de financement pour [ ] autres aéronefs CRJ-200. Ce financement a été offert par un groupe de quatre banques commerciales. Selon un article paru dans Airfinance Journal (pièce n° 66 du Canada), ces banques ont fixé le prix de la tranche supérieure des crédits accordés à Kendell au Libor majoré de 70 points de base. C'est-à-dire que ce prix est inférieur de [ ] points de base au financement auquel la SEE a participé. S'agissant des pièces n° 65 et 66 du Brésil, il est précisé dans la pièce n° 66 en particulier que la marge commerciale du financement de Kendell devrait être de [ ] points de base. Cette précision met sérieusement en doute la fiabilité des suppositions et des données contenues dans les nouvelles pièces du Brésil. Celui-ci ne peut pas refuser de reconnaître les conditions que Kendell aurait pu obtenir sur le marché. Le Brésil semble laisser entendre que les banques commerciales sont dans l'erreur lorsque leurs prix sont différents de ce qu'ils devraient être selon lui.

52. Le Brésil formule également l'assertion non fondée selon laquelle les conditions fixées pour la première transaction Kendell ont été "influencées par la participation de la SEE". La participation de la SEE n'a exercé aucune influence sur ces conditions, comme l'atteste le deuxième financement, moins coûteux, de Kendell, auquel la SEE n'a pas participé.

53. Un point fondamental demeure vrai en ce qui concerne tant la transaction Kendell que la transaction ASA, de même que chaque autre transaction dans le cadre du Compte de la Société que le Brésil a mentionnée dans ses communications: en aucun cas le Brésil n'a établi *prima facie* que le financement au titre du Compte de la Société est fourni à des conditions plus favorables que celles que peut obtenir le bénéficiaire sur le marché. C'est-à-dire qu'en aucun cas le Brésil n'a démontré l'existence d'un avantage. Le Groupe spécial doit rejeter ces mises en cause concernant le programme "tel qu'il est appliqué", quelles qu'elles puissent être.

B. LE BRESIL N'A PAS DEMONTRE QU'UNE TRANSACTION D'INVESTISSEMENT QUEBEC, QUELLE QU'ELLE SOIT, EST UNE SUBVENTION PROHIBEE

54. S'agissant d'Investissement Québec, la mise en cause faite par le Brésil concernant le programme "tel qu'il est appliqué" semble se limiter à l'assertion selon laquelle Investissement Québec a, dans le cadre de transactions spécifiques, fourni des garanties qui seraient des subventions à l'exportation prohibées. Toutefois, le Brésil n'a pas établi que l'une quelconque de ces transactions confère un avantage ou est subordonnée aux résultats à l'exportation.

1. L'aide fournie par Investissement Québec ne confère pas un avantage

55. Les arguments et les éléments de preuve présentés par le Canada dans sa réponse à la question n° 47 du Groupe spécial montrent clairement qu'Investissement Québec perçoit des commissions au taux du marché en contrepartie des garanties qu'elle offre. Le Brésil n'a, à aucun moment dans le cadre du présent différend, démontré l'existence d'un avantage en ce qui concerne une quelconque transaction d'Investissement Québec. Les arguments du Brésil concernant le programme "tel qu'il est appliqué" sont donc sans fondement.

2. L'aide fournie par Investissement Québec n'est pas subordonnée aux résultats à l'exportation

56. Même si le Groupe spécial acceptait l'argument non étayé du Brésil selon lequel Investissement Québec a accordé une subvention dans le cadre de transactions spécifiques, les allégations du Brésil seraient quand même sans fondement parce que celui-ci n'a pas établi que l'aide accordée par Investissement Québec est subordonnée aux résultats à l'exportation. Le Brésil n'a indiqué aucun instrument juridique établissant la subordination à l'exportation d'Investissement Québec. De plus, il n'a pas présenté d'éléments de preuve établissant que l'aide fournie par Investissement Québec est, en fait, subordonnée aux résultats à l'exportation.

57. Ni la Loi sur Investissement Québec ni aucun des décrets pertinents ne démontre l'existence d'un élément de subordination à l'exportation dans les différentes formes d'aide au financement d'Investissement Québec. Par conséquent, l'existence d'une subordination à l'exportation ne peut pas être établie à partir du libellé des instruments juridiques pertinents. De plus, le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que les résultats à l'exportation étaient une condition imposée pour obtenir l'aide d'Investissement Québec dans le cadre d'une transaction quelconque.

58. Le principal argument du Brésil selon lequel l'aide d'Investissement Québec est subordonnée à l'exportation paraît tenir au fait que le Brésil "soupçonne" l'existence d'une version plus récente des "critères d'évaluation" utilisés par Investissement Québec pour autoriser l'octroi de garanties, version qui établirait que le soutien accordé par Investissement Québec est subordonné aux résultats à l'exportation. Le fait que le Brésil se soit senti obligé de demander au Groupe spécial d'inviter le Canada à fournir des renseignements supplémentaires sur cette question indique que le Brésil sait parfaitement qu'il ne peut pas établir l'existence d'une subordination *de jure* à l'exportation à partir des "critères d'évaluation" et des instruments juridiques. Comme le Canada l'a mentionné dans sa réponse à la question n° 42 du Groupe spécial, il n'existe aucune version actualisée des "critères d'évaluation" ni aucune autre ligne directrice. De toute évidence, en droit, les résultats à l'exportation ne sont pas un critère qu'Investissement Québec peut prendre en considération lorsqu'il accorde des garanties.

59. Enfin, dans sa communication présentée à titre de réfutation, le Brésil allègue (pour la première fois) que les garanties données par Investissement Québec sont également subordonnées *de facto* aux résultats à l'exportation. Le seul argument invoqué par le Brésil à l'appui de son allégation est que le Canada est conscient du fait que son marché intérieur ne peut pas absorber la production d'avions de transport régional de Bombardier et que le Groupe spécial *Australie – Cuir pour automobiles* a établi que "si un Membre a conscience du fait que son marché intérieur est trop exigu pour absorber la production d'un produit subventionné, cela prouve que la subvention est accordée à la condition que ce produit soit exporté".[4]

60. La référence faite par le Brésil à cette constatation du Groupe spécial *Australie – Cuir* est à la fois inexacte et sortie de son contexte. Le Brésil laisse entendre à tort que le Groupe spécial *Australie - Cuir* considère que si un Membre est conscient du fait que son marché ne pourrait pas absorber la

[4] Deuxième communication du Brésil, 13 juillet 2001, paragraphe 149.

production d'un produit subventionné, cela suffit à prouver l'existence d'une subordination *de facto* à l'exportation. En fait, la subvention en cause dans l'affaire *Australie – Cuir* était subordonnée en partie aux objectifs de résultats en matière de ventes. Étant donné que le gouvernement australien était conscient du fait que le bénéficiaire de la subvention allait devoir maintenir ou accroître ses ventes à l'exportation pour atteindre les objectifs de résultats en matière de ventes, le Groupe spécial a considéré que, en fait, les objectifs de résultats en matière de ventes étaient des objectifs de résultats à l'exportation. Ce sont les circonstances propres à l'affaire qui ont amené le Groupe spécial à constater qu'il y avait, en fait, un lien étroit entre les exportations prévues et l'octroi des subventions.[5]

61. De plus, le Brésil n'a pas appliqué le critère établi dans l'affaire *Canada – Aéronefs I* pour déterminer si une subvention est subordonnée, en fait, aux résultats à l'exportation. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a établi que pour qu'une subvention soit subordonnée en fait aux résultats à l'exportation, il faut qu'elle soit "liée aux" résultats à l'exportation. L'Organe d'appel a constaté que le sens ordinaire de l'expression "lié à" suppose nécessairement l'existence d'un rapport de "conditionnalité ou de dépendance" entre l'octroi de la subvention et les résultats à l'exportation. Il a expressément déclaré, au paragraphe 171 de son rapport, qu'il ne suffit pas qu'un plaignant "démontr[e] seulement que les pouvoirs publics accordant une subvention prévoyaient que des exportations en résulteraient".

62. L'Organe d'appel a également constaté que la note de bas de page 4 de l'Accord SMC empêche un groupe spécial de formuler une constatation concernant l'existence d'une subordination *de facto* à l'exportation pour la seule raison que la subvention est "accordée à des entreprises qui exportent".[6] Il apparaît que le Brésil a décidé de ne pas tenir compte du critère élaboré par l'Organe d'appel parce que son seul argument demeure la "connaissance" par le Canada de la propension à l'exportation de l'industrie canadienne des avions de transport régional. De toute évidence, ce n'est pas suffisant pour démontrer l'existence d'une subordination *de facto* à l'exportation. Le Brésil n'a pas présenté d'autres éléments de preuve démontrant que l'octroi de garanties par Investissement Québec est subordonné, du fait de l'existence d'un rapport de conditionnalité ou de dépendance, aux résultats à l'exportation. Par conséquent, l'argument *de facto* du Brésil est également sans fondement.

C. LE BRESIL N'A PAS DEMONTRE QUE LA TRANSACTION AIR WISCONSIN EST UNE SUBVENTION PROHIBEE

1. L'offre faite par le Canada sur la base d'un alignement en réponse à l'offre faite par le Brésil à Air Wisconsin est conforme à l'Accord SMC

63. Le Canada considère que l'offre d'Embraer bénéficiait d'un soutien public du Brésil et, du reste, n'aurait pas pu être faite sans ce soutien. La transaction Air Wisconsin est compatible avec les obligations que le Canada a contractées dans le cadre de l'Accord SMC parce que le Canada s'est simplement aligné sur l'offre du Brésil d'une manière compatible avec les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement. L'offre du Canada peut donc bénéficier du "refuge" offert par le second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC.

64. Si, toutefois, comme le Brésil le soutient, Air Wisconsin avait pu obtenir des crédits commerciaux aux conditions offertes par Embraer, ces conditions seraient, par définition, les conditions du marché. Le Canada a fait une offre à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles de l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin et, partant, ces conditions ne sont pas plus favorables que celles qu'Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché. Par conséquent, l'offre du Canada ne conférerait pas un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC.

---

[5] *Australie – Cuir*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 9.67.
[6] WT/DS70/AB/R, paragraphe 173.

65. [ ]. Même si le Canada ne considère pas que cette dernière possibilité était plausible, le Brésil ne peut pas gagner sur les deux tableaux. Le Brésil ne peut pas faire valoir que l'offre d'Embraer ne bénéficiait pas d'un soutien public et faire valoir du même coup que cette offre ne constituait pas des modalités et conditions qu'Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché.

i) L'Accord SMC autorise l'offre faite par le Canada sur la base d'un alignement en réponse à l'offre faite par le Brésil à Air Wisconsin

66. Dans sa communication présentée à titre de réfutation et dans sa réponse à la question n° 52 du Groupe spécial, le Brésil avance trois arguments au sujet des raisons pour lesquelles le financement offert à Air Wisconsin par le Canada sur la base d'un alignement est incompatible avec l'Accord SMC. Le Brésil fait d'abord valoir que l'offre qu'il a faite à Air Wisconsin ne bénéficiait pas d'un soutien public. Il fait ensuite valoir que si cette offre bénéficiait d'un soutien public, l'offre du Canada était plus favorable que celle du Brésil. Enfin, le Brésil allègue que l'alignement n'est pas conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement. Le Canada a réfuté ces trois arguments dans des communications antérieures. Les remarques qu'il fait aujourd'hui porteront sur les incohérences et le caractère illogique des arguments du Brésil.

a) L'offre faite par Embraer à Air Wisconsin bénéficiait d'un soutien public du Brésil

67. En ce qui concerne son premier argument, le Brésil allègue que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin ne bénéficiait pas d'un soutien public du Brésil. Au minimum, le Brésil ou Embraer a amené Air Wisconsin à croire qu'un soutien public serait accordé. Le Canada estime que la seule inférence raisonnable est que l'offre qu'Embraer a faite à Air Wisconsin a bénéficié d'un soutien public.

68. Il est impensable que [ ].

69. De son propre aveu, Embraer continue de faire largement appel au soutien public du Brésil. Selon Embraer, sans ce soutien public, la "compétitivité-coûts" d'Embraer pourrait diminuer. Le soutien public du Brésil – actuellement et dans le futur – a une incidence considérable sur Embraer.[7] Embraer n'aurait pas pu faire son offre sans ce soutien public.

b) L'offre du Canada a été faite sur la base d'un alignement

70. Le deuxième argument du Brésil est que, s'il y avait un soutien public du Brésil, l'offre du Canada était plus favorable que l'offre du Brésil. Dans sa réponse à la question n° 46 du Groupe spécial, le Canada a expliqué que le financement offert à Air Wisconsin avait été effectué sur la base d'un alignement autre qu'à l'identique et n'était pas plus favorable que l'offre du Brésil. L'Arrangement de l'OCDE autorise un alignement autre qu'à l'identique à la fois parce que le Participant désirant s'aligner peut disposer de renseignements incomplets au sujet de l'offre sur laquelle il veut s'aligner et parce que différents organismes de crédit à l'exportation utilisent différents instruments pour fournir des crédits à l'exportation.

71. Le Brésil tente de trouver une explication convaincante au fait que l'offre du Canada n'était pas plus favorable que celle du Brésil en excluant de la comparaison un "élément spécial" de son offre dont il allègue qu'il n'a rien à voir avec le financement.[8] Toutefois, cet "élément spécial" se rapporte vraiment au financement. Dans la lettre du 25 juin que le Brésil a adressée au Groupe spécial, ce [ ].

[7] États financiers 1998-2000 d'Embraer, note 32 (pièce n° 57 du Canada).

[8] Deuxième communication du Brésil, paragraphe 91, et réponse du Brésil à la question n° 52 du Groupe spécial, dernier paragraphe.

72. Le Brésil invoque l'argument secondaire selon lequel le Canada ne s'est pas conformé à l'article 53 de l'Arrangement. Le Canada a fait preuve d'une diligence raisonnable et s'est aligné de bonne foi sur l'offre du Brésil.

73. Dans sa réponse à la question n° 46 du Groupe spécial, le Canada a fait référence à la diligence raisonnable qu'il s'est efforcé d'exercer pour s'assurer que le financement offert s'alignait sur celui du Brésil. Comme la liste de conditions d'Embraer le démontre, ces efforts ont porté leurs fruits. Dans le cadre de l'exercice de cette diligence raisonnable, le Canada a eu des discussions approfondies avec des responsables d'Air Wisconsin. D'après les réponses fournies par Air Wisconsin, le Canada a conclu que l'offre d'Embraer comportait un financement à l'exportation bénéficiant d'un soutien du gouvernement brésilien [ ].

74. Les réponses d'Air Wisconsin corroboraient également des déclarations antérieures de représentants du gouvernement brésilien, notamment celle de Luiz Felipe Lampreia, qui était alors Ministre des relations extérieures, qui avait dit au sujet du PROEX: "À notre sens, le taux d'intérêt applicable est le taux de l'OCDE, la couverture est de 100 pour cent et il n'y a aucune limite quant à la durée de la période de financement."[9] M. Lampreia, qui n'est plus Ministre des relations extérieures, fait actuellement partie du Conseil d'administration d'Embraer. Il est l'un des deux représentants du gouvernement brésilien qui siègent au Conseil d'administration d'Embraer.[10]

c) L'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement

75. Le troisième argument du Brésil est que l'alignement n'est pas conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement. Le Brésil renvoie le Groupe spécial à sa réponse à la question n° 36 de ce dernier. Dans cette réponse, le Brésil ne répond pas aux arguments du Canada. Le Canada a maintes fois démontré les points suivants:

- L'alignement est expressément "autorisé" par l'Arrangement et est conforme à ses dispositions.

- Les dispositions de fond de l'Arrangement qui déterminent quels sont les taux d'intérêt autorisés et qui influent sur la fixation, dans le cadre d'une transaction donnée, du taux et du montant des intérêts, mais à l'exclusion des règles de procédure auxquelles un non-Participant ne pourrait par définition se conformer, sont logiquement des "dispositions en matière de taux d'intérêt". L'alignement constitue un moyen de remplacement autorisé pour déterminer un taux d'intérêt et il est compatible avec l'Arrangement. Par conséquent, l'alignement lui-même est une "disposition en matière de taux d'intérêt".

- Par conséquent, l'alignement est "conforme" aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement.

- L'alignement est "compatible" avec l'objet et le but de l'Accord SMC.

- L'application d'un alignement ne constitue pas un traitement plus favorable *de facto* pour les Membres de l'OMC qui sont des Participants à l'Arrangement par rapport aux Membres de l'OMC qui sont des non-Participants parce que tous les Membres de l'OMC peuvent procéder à un alignement.[11]

---

[9] Pièce n° 6 du Canada.

[10] Pièce n° 67 du Canada, pages 66 et 73.

[11] Première communication du Canada, paragraphes 51 à 60; déclaration orale du Canada du 27 juillet 2001, paragraphes 22 à 40; et communication présentée à titre de réfutation par le Canada, paragraphes 74 à 78.

76. En conclusion, l'offre qu'Embraer a faite à Air Wisconsin bénéficiait d'un soutien public du Brésil. L'offre du Canada a été faite sur la base d'un alignement et n'était pas plus favorable que l'offre faite par le Brésil à Air Wisconsin. En outre, l'offre du Canada a été faite de bonne foi et le Canada a fait preuve d'une diligence raisonnable en réponse à l'offre faite par le Brésil à Air Wisconsin. Enfin, l'alignement est conforme aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement. Par conséquent, comme le Canada s'est simplement aligné sur l'offre du Brésil d'une manière compatible avec les "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'Arrangement, son offre peut bénéficier du "refuge" offert par le second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC.

ii) Si l'offre d'Embraer ne bénéficiait pas d'un soutien public du Brésil, l'offre du Canada a été faite à des conditions qui n'étaient pas plus favorables que celles que Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché

77. Subsidiairement, si le Groupe spécial acceptait le point de vue du Brésil selon lequel Air Wisconsin aurait pu obtenir des crédits commerciaux aux conditions proposées par Embraer sans une participation du gouvernement brésilien, ces conditions seraient, par définition, les conditions du marché. Il incomberait au Brésil d'établir *prima facie* que l'offre du Canada était plus favorable que l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin. Le Brésil est incapable de le faire. Comme le Canada l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 46 du Groupe spécial, l'offre qu'il a faite à Air Wisconsin n'est pas plus favorable que celle proposée par Embraer selon sa liste de conditions. L'offre du Canada a donc été faite à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles qu'Air Wisconsin aurait pu obtenir sur le marché. Par conséquent, l'offre du Canada ne conférerait pas un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Les allégations du Brésil sont sans fondement.

V. CONCLUSION

78. M. le Président, il existe un vieil adage juridique que les avocats du Brésil connaissent sûrement: "Lorsque que les faits sont contre vous, faites valoir le droit; lorsque le droit est contre vous, faites valoir les faits; lorsque les faits et le droit sont contre vous, frappez du poing sur la table."

79. Comme les faits et le droit n'appuient pas du tout les allégations du Brésil, celui-ci a frappé du poing sur la table dans le présent différend. Toutefois, dans ses communications, il a employé d'autres tactiques qui méritent davantage l'attention du Groupe spécial. Le Brésil a cherché à se soustraire à la charge de la preuve qui lui incombe, et il a esquivé et dénaturé les faits et le droit.

80. Le Groupe spécial ne doit pas permettre cela. Il ne peut pas, par exemple, admettre les allégations défectueuses du Brésil. Il ne peut pas permettre au Brésil de formuler des allégations non circonscrites afin d'amener le Groupe spécial à assumer pour son compte le rôle de procureur. Il ne peut pas permettre au Brésil de se soustraire au critère bien établi de l'incompatibilité des programmes "en tant que tels", ni lui permettre de prétendre que les programmes du Canada ne sont pas du tout discrétionnaires. Il ne peut pas permettre au Brésil de se soustraire au critère établi par l'Organe d'appel pour déterminer l'existence d'un avantage en faisant valoir que tous les crédits à l'exportation des pouvoirs publics sont "en tant que tels" des subventions à l'exportation prohibées ou que les transactions du Canada sont illicites parce qu'elles ne sont pas conformes à l'Arrangement de l'OCDE. Il ne peut pas autoriser le Brésil à gagner sur les deux tableaux s'agissant de la transaction Air Wisconsin.

81. M. le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, le Brésil a cherché à se soustraire à la charge de la preuve qui lui incombe, aux critères juridiques appropriés et aux faits eux-mêmes parce qu'il est évident que lorsque les normes juridiques appropriées sont appliquées aux faits en l'espèce, aucune des allégations du Brésil n'est fondée. Par conséquent, le Canada à l'honneur de demander que toutes les allégations du Brésil soient rejetées.

82. Je vous remercie de votre patience et de votre attention.

ANNEXE B-11

RÉPONSES DU CANADA AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION

(8 août 2001)

On trouvera ci-après les réponses du Canada aux questions du Groupe spécial.

Questions adressées aux deux Parties

Question n° 54

Dans les cas où il y a plusieurs transactions commerciales, avec une gamme de prix différents, comment détermine-t-on le "prix du marché"?

1. Dans le domaine du financement des aéronefs régionaux, il est tout à fait possible qu'il y ait plusieurs transactions commerciales, avec une gamme de prix différents. Plusieurs transactions commerciales peuvent se faire avec le même emprunteur ou des emprunteurs analogues. Le prix précis qu'un établissement financier offre habituellement dépend de l'évaluation faite par celui-ci d'une gamme de variables parmi lesquelles la solvabilité de l'acheteur, les garanties, l'importance de la transaction, les éventuels précédents en ce qui concerne le même emprunteur ou des emprunteurs analogues, l'échéance du prêt, le rapport prêt/valeur, l'existence et la nature d'éventuelles garanties et l'intérêt commercial de l'établissement pour l'opération. L'Organe d'appel a reconnu en effet que "le taux d'intérêt commercial pour un prêt dans une monnaie déterminée varie en fonction de la durée de l'emprunt ainsi que de la solvabilité de l'emprunteur".[1] Pour ce qui est de la solvabilité de l'acheteur, faute d'un point de repère public, un établissement financier utiliserait d'autres instruments d'évaluation pour établir un point de repère solide sur le plan commercial en ce qui concerne l'emprunteur en question.

2. Le "prix du marché" peut être déterminé, en partie tout au moins, en examinant ce que l'emprunteur considéré a récemment payé sur le marché pour des *conditions semblables* et des *garanties semblables*. Des transactions commerciales assorties de modalités et conditions différentes ou de garanties différentes, ou qui ont eu lieu à des moments différents, sont moins pertinentes. Étant donné la gamme de variables, il ne sera sans doute pas possible d'établir un "prix du marché" précis et unique. Avec plusieurs transactions assorties d'une cote de solvabilité semblable, de conditions et de garanties semblables, étalées sur une période précédant la conclusion de la transaction, il peut être possible d'arriver à une gamme de prix qui seraient des prix "du marché". Par ailleurs, des établissements de financement commerciaux différents peuvent fixer le prix d'une transaction de manière légèrement différente, même si les conditions et les garanties sont les mêmes, selon notamment, leurs relations avec l'emprunteur, les garanties et/ou le secteur. S'il en allait autrement, il n'y aurait pas de "marché".

[1] *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 182 [ci-après "*Canada - Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel"].

Question n° 55

Si c'est la pratique commerciale de s'engager, pour des raisons commerciales à long terme, dans des transactions impliquant des pertes à court terme, faut-il considérer ces transactions comme des transactions "aux conditions du marché"? Prière de donner des explications.

1. [ ]. Aucun élément de preuve ne confirme cette hypothèse. Au contraire, l'hypothèse dénuée de fondement du Brésil est infirmée par les éléments suivants.

2. [ ].

3. Le dépôt récent par Embraer du dossier Form 20-F auprès de la US Securities and Exchange Commission (SEC), dans lequel il est dit qu'Embraer n'accorde pas un financement direct à ses clients (pièce n° 69 du Canada); et

4. La déclaration du représentant du Brésil, M. Azevedo, qui a reconnu à la deuxième réunion des parties que les constructeurs d'aéronefs s'abstenaient normalement de recourir à cette tactique pour éviter le risque que des clients ultérieurs exigent des remises analogues.

5. Comme le Canada l'indique dans sa réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, *tous* les éléments de preuve concernant l'offre d'Embraer montrent que cette offre impliquait effectivement un soutien du gouvernement brésilien et [ ].

6. Quoi qu'il en soit, en principe, une transaction commerciale impliquant des pertes à court terme, fondée sur des raisons commerciales à long terme, devrait être considérée comme une transaction aux "conditions du marché". Que l'offre commerciale soit influencée par une stratégie donnée en matière de fixation des prix ou de commercialisation ne change rien au fait qu'une partie commerciale du secteur privé était prête à faire une offre de financement assortie de ces conditions à ce bénéficiaire. En ce sens, les modalités et conditions de financement étaient les modalités et conditions auxquelles le bénéficiaire avait accès sur le "marché".

Question n° 56

Veuillez analyser les éléments importants de la deuxième offre faite par Embraer à Air Wisconsin et de l'offre faite par le Compte du Canada/Bombardier à cette même compagnie et indiquer dans quelle mesure ces éléments importants montrent que ces offres étaient, ou n'étaient pas, comparables.

1. On trouvera ci-après une comparaison des éléments que le Canada juge "importants" et qui se retrouvent à la fois dans l'offre du Canada et dans l'offre du Brésil. Il existe cependant aussi de nombreux éléments, dont certains pourraient être considérés comme "importants" qui ne sont pas prévus dans l'offre d'Embraer. Même si l'on peut raisonnablement penser qu'Embraer aurait prévu au moins quelques-uns de ces éléments, il n'est pas possible de les comparer, puisqu'ils ne sont expressément mentionnés dans l'offre d'Embraer.

1. Nombre d'aéronefs:

L'offre du Canada prévoit l'octroi d'un soutien pour [ ].

L'offre d'Embraer prévoit l'octroi d'un soutien pour [ ].

Dans la procédure d'arbitrage au titre de l'article 22:6 concernant l'affaire *Brésil – Aéronefs*, les arbitres ont retenu un taux de transformation des options en commandes fermes de [ ].[2] Si l'on applique ce taux de transformation aux [ ].

2. Montant financé:

L'offre du Canada prévoit un financement à hauteur de [ ] aéronefs.

L'offre du Brésil prévoit [ ].

3. Délai de remboursement:

Le Canada a offert un délai de remboursement [ ] et une durée moyenne maximale de [ ].

Pour [ ].

4. Taux d'intérêt:

Le Canada a offert un taux d'intérêt [ ] en vigueur au moment de la livraison de chaque aéronef.

[ ].

5. Commission de gestion:

L'offre du Canada suppose le versement d'une commission de gestion initiale de [ ] pour cent du montant du financement, exigible au moment du financement de chaque aéronef.

[ ].

6. Sûreté:

L'offre du Canada suppose entre autres choses des sûretés parfaites de premier rang pour l'aéronef et la cession des garanties d'assurance et des garanties du constructeur.

[ ].

On peut raisonnablement penser que si Embraer avait emporté le marché, des dispositions de cet ordre auraient été insérées dans les accords de prêt finals et auraient été comparables à celles que contenait l'offre du Canada. Mais le fait qu'une ou plusieurs de ces dispositions ne figure pas dans l'offre d'Embraer aurait rendu l'offre d'Embraer plus favorable pour Air Wisconsin.

7. Autre soutien en matière de financement:

[ ].

Compte tenu de ce qui précède et dans l'hypothèse où Embraer offrirait en fin de compte des conditions au moins aussi restrictives que le Canada en ce qui concerne les dispositions qui n'ont pas été expressément abordées dans son offre, le Canada conclut que l'offre de financement du Canada

[2] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: Recours du Brésil à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4:11 de l'Accord SMC.* Décision des arbitres, WT/DS46/ARB, adoptée le 12 décembre 2000, paragraphe 3.79.

n'était pas plus favorable pour Air Wisconsin que l'offre d'Embraer. Tel est aussi le sentiment de l'acheteur, comme on en trouve une nouvelle confirmation dans la lettre d'Air Wisconsin en date du 7 août 2001 (pièce n° 68 du Canada).

Questions posées au Canada

Question n° 63

Quel est le statut juridique du Manuel sur les politiques en matière de risques de crédit de la SEE (pièce n° 48 du Canada)? Est-il juridiquement contraignant pour la SEE?

1. Le Manuel sur les politiques en matière de risques de crédit de la SEE contient un condensé des politiques en matière de gestion des risques de crédit et a été mis au point avec l'aide de la société Oliver, Wyman & Co., bureau de consultants en matière de gestion spécialisé dans le secteur bancaire, y compris la gestion active de portefeuilles et l'évaluation des actifs sous forme de crédits. Il a été mis au point dans le cadre de l'examen constant des procédés et des systèmes effectué par la SEE en vue d'améliorer l'administration et l'évaluation des risques de crédit dans le cadre de ses programmes d'engagement conditionnel et de prêts. Il représente les divers éléments de la structure de gestion des risques de la SEE pour les transactions relevant de ces programmes et reflète l'engagement de la SEE de faire en sorte que ses politiques en matière d'évaluation des risques de crédit concernant les transactions envisagées et de gestion de son portefeuille de transactions correspondent aux meilleures pratiques en usage dans le secteur privé et dans le secteur public.

2. En tant que société d'État souveraine et autonome, les pratiques et les politiques de gestion de la SEE relèvent de son Conseil d'administration. Le Manuel sur les politiques en matière de risques de crédit a été approuvé par le Conseil d'administration, mais il ne constitue pas une loi et, par conséquent, il n'est pas contraignant pour la SEE de la même manière qu'une loi le serait. Toutefois, une transaction de la SEE qui relève du pouvoir délégué à la direction de la SEE et qui s'écarte des politiques indiquées dans le Manuel n'est pas dûment autorisée, sauf si elle entre dans une exception à la politique applicable (qui a été approuvée par le Conseil d'administration) ou si le Conseil d'administration approuve la transaction proprement dite.

Question n° 64

Quel est le statut juridique de la Réponse du gouvernement au Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (pièce n° 28 du Brésil)? Est-elle juridiquement contraignante pour la SEE?

1. L'article 25 de la *Loi sur l'expansion des exportations* (la "Loi") prévoit que le Ministre du commerce international (le "Ministre") est tenu de faire effectuer un examen périodique des dispositions de l'application de la Loi. Le premier examen de cet ordre a été entrepris en 1998. Les examens suivants doivent avoir lieu tous les dix ans. Le rapport d'examen a été soumis au Parlement canadien et renvoyé à un Comité permanent de la Chambre des communes (le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, "CPAECI"). Le CPAECI a formulé plusieurs recommandations lorsqu'il a fait rapport à la Chambre des communes. La Réponse du gouvernement (pièce n° 28 du Brésil) est contenue dans le rapport du gouvernement à la Chambre des communes concernant les mesures législatives et non législatives adoptées pour donner suite au rapport et aux recommandations du CPAECI. Ces mesures sont en cours d'exécution.

2. La réponse du gouvernement n'est pas juridiquement contraignante pour la SEE. Cependant, les mesures législatives (projets d'amendement de la Loi), une fois adoptées, seront juridiquement

contraignantes pour la SEE. De plus, en ce qui concerne les mesures non législatives, le Ministre dispose d'instruments (comme la publication de directives et l'approbation du plan annuel de la SEE) qui l'autorisent en toute légitimité à exiger de la SEE qu'elle se conforme aux mesures non législatives qui paraissent nécessaires et appropriées.

Question n° 65

À propos de la pièce n° 66 du Canada, qu'entend-on par "lettre de déclaration"?

1. La pièce n° 66 du Canada contient un article sur la deuxième transaction Kendell dans laquelle, comme on l'a déjà dit, la SEE n'était pas impliquée. Le Canada ne peut donc pas présenter d'observations au sujet de la lettre à laquelle il est fait référence dans cet article, mais il est en mesure de donner les définitions ci-après:

> LETTRE DE DÉCLARATION:
>
> Lettre formelle rédigée par la société mère, adressée à un bailleur de fonds, reconnaissant ses liens avec une autre société et déclarant que la société mère a connaissance de l'octroi d'un prêt à cette société. C'est la forme la plus atténuée de la lettre de confort.[3]
>
> LETTRE DE CONFORT:
>
> Lettre adressée à une banque par la société mère d'une filiale qui veut emprunter auprès de ladite banque. La lettre ne donne aucune garantie quant au remboursement du prêt envisagé mais rassure la banque sur le fait que la filiale a avisé la société mère de son intention d'emprunter; de plus, la société mère appuie généralement la demande en donnant à tout le moins l'assurance qu'elle a l'intention de maintenir la filiale en activité et qu'elle informera la banque de toute modification pertinente de la structure du capital. Voir aussi lettre de déclaration.[4]

Question n° 66

Le programme LA Encore utilisé par la SEE a-t-il été adapté pour tenir compte de considérations concernant expressément la SEE, ou est-il identique au programme utilisé par la Lloyds, la Barclays et ABN-Amro?

1. FAMAS/- LA Encore est un logiciel d'analyse informatique des sociétés conçu par un cabinet d'experts-comptables agréé et une société d'analyse fonctionnelle afin d'analyser le risque financier et de comparer, sur une large base, les risques financiers associés à différentes sociétés. Plus la base de données des sociétés est vaste, plus la notation est compatible avec celle d'autres sociétés du secteur. Comme le Canada l'a déjà indiqué, il appartient actuellement à Moody's Risk Management Services, l'une des deux plus grandes agences de notation du monde. (Le Logiciel LA Encore a en conséquence pris le nom de Moody's Risk Adviser, ou MRA.)

2. Cet instrument a notamment l'intérêt de permettre d'établir la notation de sociétés qui ne sont pas officiellement notées par une agence de notation d'une manière compatible avec les notations de ces mêmes agences.

---

[3] *A Dictionary of Accounting*, (Oxford: University Press, 1999) ("Letter of Awareness"), disponible en ligne sur www.xrefer.com. (Pièce n° 70 du Canada.)

[4] *A Dictionary of Accounting*, (Oxford: Oxford University Press, 1999) ("Letter of Comfort"), disponible en ligne sur www.xrefer.com. (Pièce n° 71 du Canada.)

3. Les agences de notation, comme Moody's et Standard and Poor's, établissent des notations pour des sociétés, à leur demande. La notation est payante. Les sociétés sont prêtes à engager cette dépense lorsqu'elles cherchent à obtenir des fonds sur le marché des créances publiques. Le fait qu'une société n'est pas notée officiellement n'est pas nécessairement synonyme de faiblesse ou de défaut sur le plan financier, et n'a rien à voir avec la taille de la société. Il signifie simplement que la société ne cherche pas à obtenir des fonds sur le marché des créances publiques. Le bailleur de fonds doit utiliser une autre méthode pour évaluer le risque financier des sociétés non notées qui font appel à lui.

4. Moody's assure la maintenance du système de chaque utilisateur afin de garantir la compatibilité avec les notes qu'elle publie. Elle permet d'adapter LA Encore en utilisant des instruments de personnalisation donnant la possibilité d'établir les pratiques de crédit, les principes directeurs ou l'approche interne en matière de notation propres à une organisation, ou d'en tenir compte, en se fondant sur les préférences en matière de prêt et le portefeuille de cette organisation.

5. La SEE a utilisé les possibilités de personnalisation de LA Encore pour tenir compte de ses propres méthodes d'évaluation des risques liés aux sociétés. Le rééquilibrage des coefficients de pondération spécifiques a été effectué afin que, pour toutes les notes établies par la SEE, il soit tenu compte d'une base de données contenant les notes en vigueur des obligations de premier rang sans garantie de plus de 900 sociétés industrielles notées par S&P. Cela permet à la SEE d'ajuster les notes qu'elle établit sur le plan interne en fonction de ces points de repère externes du marché. Les méthodes de notation des risques, appliquées par la SEE, qui comprennent le rééquilibrage, ont été examinées dans le contexte du cadre de gestion des risques de crédit de la SEE par Erisk, cabinet de consultants externes en gestion des risques.[5] Erisk a jugé que ces méthodes étaient conformes à la pratique courante suivies dans le secteur.

6. Le Canada ne peut pas présenter d'observations sur la personnalisation qui a pu être effectuée par d'autres établissements financiers qui utilisent le programme LA Encore. De toute manière, les systèmes que ceux-ci ont pu acheter au vendeur devraient être les mêmes que ceux qui ont été achetés par la SEE.

7. Le Canada a présenté, sous couvert de la pièce n° 72, une brochure qui donne une plus ample description du système LA Encore, et sous couvert de la pièce n° 73 un rapport de recherche concernant Moody's Risk Advisor établi par Moody's qui analyse expressément l'utilisation des systèmes experts dans le cadre des prêts commerciaux.

Question n° 67

En ce qui concerne le paragraphe 5 de la déclaration orale du Canada du 31 juillet 2001, veuillez indiquer les "éléments de preuve convaincants" du soutien.

1. [ ].

2. [ ].

3. Or, il n'est tout simplement pas crédible que [ ].

4. En plus de la proposition de financement, les éléments de preuve attestant que l'offre d'Embraer reposait sur un soutien du gouvernement brésilien sont les suivants:

[5] Voir pièce n° 48 du Canada, page 16.

- La déclaration et le compte rendu de [ ] contenus dans la pièce confidentielle n° 1 du Canada qui comprend une déclaration et un [ ], cette pièce montre qu'au moment où l'offre d'Embraer a été faite, Air Wisconsin pensait qu'elle impliquait un soutien du gouvernement brésilien.

- Une nouvelle lettre, produite par Air Wisconsin (pièce n° 68 du Canada), dans laquelle il était dit que "[ ]".

- Des offres analogues de soutien du gouvernement faites par le Brésil à peu près au même moment dans le cadre de campagnes de ventes d'aéronefs régionaux à SA Airlink, compagnie aérienne sud-africaine, et à Japan Air Systems.[6]

- [ ]. Le TICR est le taux défini dans l'*Arrangement de l'OCDE* aux fins du soutien public. Ce taux n'est pas utilisé normalement pour les offres commerciales, qui sont fondées sur des points de repère comme les taux des bons du Trésor américain ou le LIBOR, majorés d'une marge pour tenir compte du risque de crédit. Dans une transaction financée dans des conditions commerciales, les négociations avec l'acheteur porteraient sur la marge et dureraient jusqu'à ce que les parties conviennent d'une marge appropriée.

- À l'époque où Embraer a présenté son offre, le Brésil estimait que seules les offres de financement bénéficiant d'un soutien au titre du PROEX, au TICR, étaient conformes à l'article 3 de l'Accord SMC, même si elles n'étaient pas conformes aux autres dispositions en matière de "taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE*. C'est ainsi que le Ministre brésilien des affaires étrangères de l'époque, M. Lampreia, qui est aujourd'hui membre du Conseil d'administration d'Embraer[7], a déclaré à propos du PROEX que "[s]elon nous, le taux d'intérêt applicable est [le] taux de l'OCDE, la couverture est de 100 pour cent et il n'existe aucune limite quant à la durée de la période de financement".[8] [ ].

- Il ressort clairement de la note de bas de page 32 des tout derniers états financiers d'Embraer (pièce n° 57 du Canada) qu'Embraer continue d'être fortement tributaire du soutien du gouvernement brésilien. Selon Embraer, sans le soutien du gouvernement brésilien, la "compétitivité-coûts" de cette société risquerait de baisser. Il est dit dans cette même note que les versements au titre du PROEX permettaient de ramener le taux d'intérêt effectif au niveau du "taux d'intérêt commercial de référence", c'est-à-dire le TICR.

- En réponse à une question posée par le Groupe spécial dans l'affaire PROEX III, le Brésil a déclaré:

  Aucun constructeur d'aéronefs au monde ne dit aux compagnies d'aviation: "Voici le prix. Payez comptant ou allez emprunter l'argent à une banque." Dans ce secteur d'activité, qui existait bien avant que le Brésil ne commence à construire des aéronefs, les constructeurs ont l'habitude d'offrir un montage financier en ce qui concerne leurs ventes, et ces montages comprennent généralement *une forme de soutien public* se

[6] Pièces confidentielles n° 4 et n° 5 du Canada.

[7] Embraer, Commission des titres et Securities and Exchange Commission Form 20-F, page 66. (Pièce n° 67 du Canada.)

[8] M. L. Abbott, "Parceria da Bombardier no país não altera negociação com Canadá" ("Le partenariat de Bombardier dans le pays ne change rien aux négociations avec le Canada"), *Valor Econômico* (30 octobre 2000). (Pièce n° 6 du Canada.)

> rapportant à des crédits à l'exportation. Les versement au titre du PROEX évitent à Embraer d'être dans une position concurrentielle désavantageuse sur le marché puisqu'ils lui donnent la possibilité d'offrir un financement *au TICR et aux taux du marché*. … [9] (pas d'italique dans l'original]

5. Le Brésil n'a pas expliqué pourquoi l'offre faite par Embraer à Air Wisconsin aurait été différente de la pratique qu'il avait décrite dans la procédure PROEX III.

6. Le Brésil a déclaré qu'Embraer avait peut-être fait une offre à Air Wisconsin "pour son propre compte" et a émis l'hypothèse que [ ]. Le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui de cette hypothèse, ni expliqué ce qu'auraient pu être les gains à long terme. Il a reconnu au contraire, à la deuxième réunion des parties, le 31 juillet, que les constructeurs d'aéronefs n'accordaient pas normalement de remise importante pour éviter le risque que les futurs clients ne demandent des remises analogues.

7. Qui plus est, la suggestion avancée par le Brésil selon laquelle [ ] l'offre [ ] est absolument contraire à ce qui est dit dans le dossier Form 20-F déposé le 2 juillet 2001 par Embraer auprès de la SEE, à savoir:

> Nous ne fournissons pas directement un financement à nos clients. Nous les aidons à obtenir des modalités de financement auprès de diverses sources, dans le cadre par exemple d'arrangements de crédit-bail et du programme d'import-export de la BNDES. Nous aidons en outre nos clients à remplir les conditions requises pour pouvoir bénéficier du programme PROEX.[10]

8. [ ]. D'après le dossier qu'elle a déposé auprès de la SEE, Embraer s'en charge, par l'intermédiaire des crédits à l'exportation et à l'importation de la BNDES et/ou au titre du PROEX.

9. C'est ce que confirment la lettre d'Air Wisconsin, [ ], la pratique adoptée à la même époque par le Brésil dans d'autres transactions, [ ], qui correspondent à la position qui était celle du Brésil à l'époque en ce qui concerne les modalités du soutien public, les déclarations d'Embraer contenues dans les dossiers qu'elle a déposés auprès de la SEE dans lesquelles elle indique être tributaire du soutien du gouvernement brésilien, et une déclaration analogue faite dans le cadre de la procédure PROEX III, dans laquelle le Brésil a indiqué qu'Embraer, dans le cadre de ses activités, reçoit généralement "une forme de soutien public se rapportant à des crédits à l'exportation".

10. En revanche, le Brésil n'a présenté aucun élément de preuve pour étayer son hypothèse selon laquelle [ ], et la suggestion du Brésil est contredite entre autres choses par la lettre d'Air Wisconsin et les précisions données par Embraer à la SEE. La seule conclusion logique que l'on puisse tirer des éléments de preuve présentés au Groupe spécial est que l'offre d'Embraer impliquait un soutien du gouvernement brésilien.

Question n° 68

1. L'article 25 de la Loi sur Investissement Québec parle de "l'exportation". Le terme "exportation" est-il défini dans cette loi ou dans un autre texte législatif? Dans l'affirmative, veuillez fournir les documents pertinents. Le terme "exportation" désigne-t-il l'exportation à l'extérieur du Québec, à l'extérieur du Canada, ou les deux?

---

[9] Voir Réponse du Brésil à la question n° 4 du Groupe spécial, *Brésil – Progamme de financement des exportations pour les aéronefs: Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW/2, pas encore adopté, page B-54.

[10] Pièce n° 69 du Canada, page 34.

2. Le terme "exportation" n'est défini ni dans la Loi sur Investissement Québec ni dans aucun autre texte législatif. Mais l'application de la Loi sur Investissement Québec, étant limitée au territoire du Québec, les fonctionnaires de IQ et du Québec considèrent que le terme "exportation" au sens de la loi s'applique à l'exportation à l'extérieur du Québec, qui peut recouvrir l'exportation à l'extérieur du Canada. Conformément à cette interprétation, l'article 2 du Décret n° 572-2000 (pièce n° 19 du Brésil), adopté en application de la Loi sur Investissement Québec, donne du terme "exportation" la définition suivante:

> "la vente de biens, la prestation de services et l'exécution de contrats à l'extérieur du Québec;"

3. D'une manière générale, dans la législation du Québec, le terme "exportation" désigne les exportations à l'extérieur du Québec et pas nécessairement à l'extérieur du Canada. Ainsi la *Loi sur l'exportation de l'électricité* (L.R.Q., c. E-23) ne contient pas de définition du terme "exportation" mais s'est toujours appliquée à l'exportation à l'extérieur du Québec.

Question n° 69

Les Décrets n° 572-2000 et 841-2000 concernant IQ pourraient-ils en principe s'appliquer au financement des ventes d'aéronefs régionaux de Bombardier?

1. Le Décret n° 841-2000 ne pourrait pas s'appliquer au financement d'aéronefs régionaux de Bombardier puisqu'il s'applique uniquement aux petites entreprises. Bombardier ne remplirait pas les conditions nécessaires. Le Décret n° 572-2000 est applicable, en majeure partie, aux investissements réalisés au Québec. Toutefois, l'une des mesures indiquées dans le décret prévoit des garanties de prêts destinées à des acheteurs se trouvant hors du Québec pour l'achat de biens et de services. Ces garanties de prêts ne peuvent pas dépasser 75 pour cent de la teneur en éléments d'origine québécoise des produits compris dans la transaction. En théorie, cette mesure pourrait servir à financer la vente d'aéronefs régionaux de Bombardier. Néanmoins, en raison de la limitation de la teneur en éléments d'origine québécoise ainsi que d'autres restrictions, le Décret n° 572-2000 n'est pas très adapté au financement de ventes d'aéronefs régionaux et n'a jamais été utilisé à cet effet.

Question n° 70

Le Canada a indiqué au Groupe spécial que des garanties sur titres avaient été fournies par des fabricants de moteurs comme Rolls-Royce, GE et Pratt & Whitney. Le Canada a-t-il connaissance d'autres cas dans lesquels des garanties sur titres ont été fournies pour des transactions concernant des aéronefs? Les EETC sont-ils, par exemple, associés à des garanties sur titres dans le cadre d'un instrument global? S'il n'y a pas de marché pour les garanties sur titres en dehors d'IQ et des fabricants de moteurs, comment le Groupe spécial devrait-il déterminer si les garanties sur titres fournies par IQ confèrent ou non un avantage? L'article 14 c) de l'Accord SMC est-il pertinent à cet égard?

i) Le Canada a-t-il connaissance d'autres cas dans lesquels des garanties sur titres ont été fournies pour des transactions concernant des aéronefs?

1. Contrairement aux allégations d'ordre général du Brésil, il existe des éléments de preuve manifestes de l'existence d'un marché du secteur privé concernant le transfert des risques, analogue au système de garanties fournies par IQ. IQ fournit des "garanties sur titres" ou des "garanties de pertes" qui couvrent le premier niveau de risque assumé par un établissement financier. Ce niveau de risque est généralement connu sous le nom de "risque de participation". Des instruments financiers analogues aux garanties sur titres d'IQ sont en fait disponibles sur le marché.

2. De plus, le Canada fait observer que les lettres présentées par le Brésil pour étayer l'allégation que ces garanties ne sont pas "rentables" ne tiennent pas compte des caractéristiques particulières des mécanismes utilisés par IQ, [ ]. Ces mécanismes sont indispensables pour que les garanties d'IQ soient "rentables" du point de vue commercial.

3. La pièce n° 74 du Canada montre que Bombardier a, en fait, fait appel aux possibilités du secteur privé exactement de la même manière que IQ. [ ].

4. Non seulement cette transaction est analogue de par sa structure aux garanties d'IQ, [ ]. Ce système a pour effet de réduire considérablement le risque assumé par l'assureur (IQ).

5. La pièce n° 75 du Canada montre que les constructeurs aéronautiques peuvent mettre en place des mécanismes de financement novateurs axés sur le risque et la rémunération. [ ].

6. Cette structure novatrice présente de nombreux points communs avec le modèle d'IQ: évaluation du risque de défaut de paiement (d'après la solvabilité du gestionnaire de l'actif), évaluation de l'évolution du marché, évaluation de variations de la valeur intrinsèque des actifs et coûts de récupération, de remise en état et de recommercialisation des actifs. En l'espèce, le consortium d'assurance du secteur privé [ ] a fourni la garantie en contrepartie d'une commission initiale qui, selon ses estimations, permettrait de couvrir les risques assumés.

7. En outre, la pièce n° 76 du Canada qui contient des lettres émanant de deux sociétés de services financiers de solide réputation montre qu'il existe un marché du secteur privé dynamique pour le "transfert des risques", terme technique qui désigne ce genre d'opération. Ces lettres montrent que le secteur privé est non seulement capable d'analyser les risques et de déterminer quelle est la commission qui convient pour couvrir les risques, mais aussi d'assumer le risque correspondant à une partie de la dette ou de la participation dans les transactions relatives au financement de l'aéronef en cas de défaut de paiement.

ii) Les EETC sont-ils associés à des garanties sur titres dans le cadre d'un instrument global?

8. Les EETC ne sont pas associés à des garanties sur titres dans le cadre d'un instrument global. Ce sont des instruments liés au financement sous forme de crédits, alors que les "garanties sur titres" sont des instruments qui facilitent la mobilisation de capitaux.

iii) S'il n'y a pas de marché pour les garanties sur titres en dehors d'IQ et des fabricants de moteurs, comment le Groupe spécial devrait-il déterminer si les garanties sur titres fournies par IQ confèrent un avantage? L'article 14 c) de l'Accord SMC est-il pertinent à cet égard?

9. S'il n'y avait pas de marché du secteur privé pour ces instruments, contrairement à ce qu'a laissé entendre le Brésil, le seul fait qu'un service financier soit fourni exclusivement par une entité gouvernementale ne permettrait pas d'établir l'existence d'un avantage. Comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada - Aéronefs I*, on peut établir si un avantage a été conféré en déterminant si un bénéficiaire a reçu une contribution financière à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[11]

10. L'Organe d'appel a estimé que l'article 14 de l'Accord SMC constituait un contexte pertinent pour interpréter l'article 1.1 b) et étayait la thèse de l'Organe d'appel selon laquelle le marché constitue

[11] *Canada - Aéronefs I*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 157.

une bonne base de comparaison.[12] Toutefois, il n'y a pas de raison que l'article 14 c) soit plus pertinent que n'importe quel autre point de l'article 14, puisque l'article 14 c) se rapporte aux garanties de prêt, qui n'équivalent absolument pas à des garanties sur titres ou à des garanties de pertes initiales.

11. Comme le Canada l'a fait valoir au paragraphe 38 de sa déclaration orale du 31 juillet 2001, la question de savoir si un "avantage" est conféré ou non par les garanties sur titres (garanties de pertes initiales) fournies par IQ dépend de la question de savoir si le bénéficiaire (l'acheteur de l'aéronef) obtient ou non la contribution financière à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.

12. Il n'en est absolument pas ainsi. Comme le Canada l'a indiqué dans sa réponse du 26 juillet à la question n° 47 du Groupe spécial "on ne peut démontrer que la garantie est effectivement au "taux du marché" qu'en considérant la valeur du service financier qui est fourni à la lumière du risque encouru par le fournisseur de ce service". Dans sa réponse, le Canada a précisé que par suite des [ ], IQ est dûment rémunérée pour les risques effectifs qu'elle encourt. Le Brésil n'a pas présenté d'éléments de preuve à l'effet contraire.

13. La réponse du Canada à la question du Groupe spécial reste la même, même si on se place du point de vue de Bombardier en tant que bénéficiaire potentiel de l'avantage. Si l'acheteur de l'aéronef ne reçoit pas la contribution financière à des conditions plus favorables que celles auxquelles il aurait autrement accès sur le marché, on ne peut pas soutenir, comme le laisse entendre le Brésil, que celle-ci a influé les sur ventes de Bombardier.

Question n° 71

En ce qui concerne le paragraphe 105 de la déclaration orale du Brésil du 31 juillet 2001, veuillez préciser les dates de la transaction Air Nostrum.

1. Il n'y a pas d'incohérence concernant les dates auxquelles les garanties sur titres d'IQ ont été fournies. La réponse du Canada à la question n° 14 du Groupe spécial avait trait à l'implication d'IQ dans la vente à Air Nostrum. La première approbation concernant une garantie sur titres fournie par IQ a été accordée en décembre 1997, comme le montre la pièce n° 64 du Canada. Cependant, les documents fournis par le Canada sous couvert de la pièce n° 64, en réponse à la question n° 41 du Groupe spécial, ne correspondaient pas aux modalités et conditions finales de la garantie fournie par IQ. Une deuxième approbation a été accordée en juin 1998 (voir la pièce n° 77 du Canada, qui contient la recommandation finale et le sommaire de la transaction). Le Canada n'était pas au courant avant cela de l'existence de la deuxième série de documents concernant cette transaction et s'excuse de cette erreur.

2. À la suite de la deuxième approbation, la garantie sur titres d'IQ est passée de [ ] à [ ] pour cent du prix d'achat de l'aéronef. Comme en témoigne la pièce n° 77 du Canada, la garantie sur titres d'IQ applicable est de [ ] pour cent du prix d'achat de l'aéronef au maximum. Cette garantie sur titres est aussi couverte par une [ ]. Cette part de [ ] pour cent bénéficie aussi d'une meilleure garantie dans le mécanisme de financement que la part de [ ] pour cent qu'IQ prendrait normalement dans d'autres transactions, parce qu'Air Nostrum a [ ]. Dans une transaction normale, après la [ ], IQ détient la tranche [ ]. Dans cette affaire, par suite de [ ], la tranche détenue par IQ – de 70 à 84,9 pour cent -[13] est exposée à de moindres risques. La garantie d'IQ est accordée en échange d'une commission calculée de la manière habituelle.

[12] *Id.*, paragraphe 158.
[13] [ ].

3. Le Conseil d'administration d'IQ a approuvé la fourniture de la garantie en janvier 1999. Pour ce qui est de l'implication du Compte du Canada de la SEE, le gouvernement canadien a donné son approbation de principe en décembre 1997. Les livraisons ont commencé en mai 1999, et non en 1998, et se sont achevées en novembre 1999. Contrairement à ce que dit le Brésil au paragraphe 105, la SEE et IQ n'ont apporté un soutien que pour la livraison de cinq aéronefs, et ils n'ont fourni aucun soutien pour des options.

Question n° 72

Veuillez présenter des observations au sujet du paragraphe 135 de la deuxième communication écrite du Brésil.

1. Le Canada ne peut que dire qu'il a fourni toute la documentation existante concernant l'examen de ces transactions par IQ. Les affirmations du Brésil selon lesquelles une documentation additionnelle aurait fait la lumière sur la question de savoir si les garanties de IQ conféraient des avantages et aurait fourni d'autres informations sur certaines conditions, comme la condition que les avions doivent être exportés, sont de pures conjectures. Le Canada a fourni une description détaillée de l'examen par IQ de chaque transaction, ainsi que du résultat de l'analyse interne des risques de crédit. En d'autres termes, le Canada a fourni tous les renseignements disponibles pertinents pour la détermination du Groupe spécial concernant la question de l'avantage et celle de la subordination à l'exportation.

2. En outre, les affirmations contenues au paragraphe 135 sont l'aveu que le Brésil n'a pas réussi à établir si les garanties accordées par IQ conféraient un avantage au sens de l'article premier de l'Accord SMC et qu'il n'a pas réussi non plus à établir que les garanties étaient subordonnées, en fait ou en droit, à l'exportation.

3. La demande du Brésil contenue au paragraphe 136, invitant le Groupe spécial à arriver à ces conclusions en tirant des "déductions défavorables" est injustifiée et insoutenable et n'est qu'un aveu de plus du fait que les éléments de preuve n'étayent pas les allégations du Brésil. La demande du Brésil est d'autant plus inappropriée qu'elle obligerait le Groupe spécial à faire fi des éléments de preuve innocentant le Canada, fournis par celui-ci à la demande du Groupe spécial, en dépit du fait que le Brésil n'a pas réussi à apporter des éléments de preuve *prima facie*. Le Brésil ne peut pas faire retomber sur le Canada et le Groupe spécial la charge de la preuve qui lui incombe en avançant des allégations infondées à l'encontre du Canada et en invitant le Canada à en démontrer le bien-fondé et en demandant ensuite au Groupe spécial, si le Canada ne le fait pas, de tirer des conclusions défavorables.

ANNEXE B-12

RÉPONSE DU CANADA À LA DÉCLARATION ORALE FAITE PAR LE BRÉSIL À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(13 août 2001)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION B-144

II. LA MISE EN CAUSE PAR LE BRÉSIL DE LA MÉTHODE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DE LA SEE N'EST PAS FONDÉE B-144

A. Notation de la SEE B-145

B. Autres sources communément disponibles utilisées par la SEE pour l'établissement des prix B-145

i) Prise en compte par la SEE de ses transactions antérieures B-146

ii) Autres variables comparables B-146

iii) Le Brésil donne une idée fausse de l'importance du financement sous forme de crédits pour les autres compagnies aériennes B-147

iv) Autres considérations B-148

C. L'utilisation des EETC par le Brésil est fondamentalement viciée B-149

III. TRANSACTIONS SPÉCIFIQUES B-151

A. Atlantic Southeast Airlines (ASA) B-151

B. Cornair B-154

C. Atlantic Coast Airlines (ACA) B-157

D. Air Nostrum B-159

E. Kendell Airlines B-160

IV. INVESTISSEMENT QUÉBEC B-161

V. CONCLUSION B-161

I. INTRODUCTION

1. La présente communication réfute les nouveaux arguments présentés par le Brésil dans sa deuxième déclaration orale du 31 juillet 2001. Il est expliqué dans la première partie pourquoi les arguments du Brésil alléguant des lacunes d'ordre général dans la méthode d'établissement des prix de la SEE sont sans fondement. La deuxième partie examine l'analyse et la stratégie de la SEE en matière de prix pour les transactions identifiées par le Brésil. Cette deuxième partie démontre que les facteurs pris en considération par la SEE pour établir ses prix étaient parfaitement appropriés et que les prix offerts étaient donc conformes au marché. En fait, dans certains des cas cités par le Brésil, concernant Comair et Atlantic Coast Airlines, d'autres établissements de financement commerciaux ont été préférés à la SEE pour le financement des ventes d'avions à réaction régionaux Bombardier.[1] La troisième partie de la présente communication réfute les nouvelles allégations formulées par le Brésil dans sa déclaration du 31 juillet concernant Investissement Québec.[2]

2. La présente communication comporte également deux annexes. L'annexe I explique en détail les erreurs fondamentales figurant dans les pièces n° 65 et 66 du Brésil, avec lesquelles ce dernier prétend montrer que les prix de la SEE sont inférieurs au marché en les comparant aux EETC. L'annexe II revoit et analyse les données sur lesquelles s'est fondé le Brésil dans les pièces accompagnant sa déclaration du 31 juillet, et notamment les pièces n° 65 et 66. Elle réexamine les prix de la SEE par rapport aux variables comparables du marché et démontre, une fois encore, que les offres faites par la SEE à ASA, Comair, ACA et Kendell étaient aux conditions du marché.

II. LA MISE EN CAUSE PAR LE BRESIL DE LA METHODE D'ETABLISSEMENT DES PRIX DE LA SEE N'EST PAS FONDEE

3. Dans sa déclaration du 31 juillet, le Brésil avance un certain nombre d'arguments pour expliquer en quoi la méthode d'établissement des prix de la SEE pour des transactions spécifiques au titre du Compte du Canada n'était pas correcte. Le Brésil demande essentiellement au Groupe spécial de spéculer à la fois sur la façon dont la SEE a élaboré ses stratégies de prix et, ce qui est plus important, sur les prix qu'elle a appliqués dans des transactions spécifiques. La position du Brésil pose deux problèmes fondamentaux.

4. Premièrement, les données et les arguments avancés par le Brésil pour démontrer les défauts des méthodes et des prix de la SEE sont trompeurs, hors de propos ou tout bonnement incorrects. Dans la présente communication, le Canada examine les données utilisées par le Brésil concernant les transactions en question et démontre que lorsqu'on applique les points de repère corrects, il est manifeste que les prix de la SEE étaient tout à fait "ceux du marché".

5. Deuxièmement, le Brésil demande au Groupe spécial de s'en remettre au jugement du Brésil quant à ce qui aurait été le prix approprié pour ces transactions et non au jugement exercé à l'époque par la SEE. La fixation du prix des offres de financement des aéronefs par des établissements de financement commerciaux est un exercice très technique et hautement spécialisé exigeant l'examen à la fois objectif et subjectif d'un grand nombre de facteurs. Le Canada a inclus dans la présente réponse un résumé complet de l'analyse des transactions identifiées par le Brésil et du processus d'établissement des prix dans ces transactions confirmant que les conditions offertes étaient celles du marché et que les tentatives du Brésil pour démontrer le contraire sont sans fondement.

6. Le Groupe spécial devrait examiner par exemple la transaction Kendell, qui démontre parfaitement de manière empirique que les "marges du marché" calculées par le Brésil sur la base des

[1] Voir *infra*, paragraphes 15 et 86.

[2] Dans sa déclaration du 31 juillet, le Brésil ne présente pas de nouveaux arguments concernant le Compte du Canada de manière générale ni la transaction Air Wisconsin.

EETC sont totalement dénuées de fondement. Le prix de la transaction Kendell a été établi par des banques commerciales. La SEE n'était qu'un simple participant. D'après la pièce n° 66 du Brésil, la "marge du marché" pour la transaction Kendell aurait dû être supérieure de [ ] points de base au taux des bons du Trésor américain. Toutefois, des éléments de preuve incontestables montrent que Kendell a pu obtenir un financement pour cette transaction sur le marché commercial à un taux inférieur de [ ] points de base à ce que le Brésil prétend être la "marge du marché" appropriée. Le Brésil ne peut pas sérieusement suggérer que le Groupe spécial s'en remette à ce qui, d'après les affirmations du Brésil, aurait dû être la marge du marché, alors que les éléments de preuve empiriques montrent que les clients de la SEE ont en fait pu obtenir sur le marché commercial des marges bien inférieures sur les taux d'intérêt.

A. Notation de la SEE

7. Dans sa communication du 6 juillet, le Canada a fait observer que, pour établir son prix, la SEE prend en considération la note calculée par le logiciel LA Encore (devenu Moody's Risk Advisor) pour chaque emprunteur ou la note attribuée par une tierce partie s'il existe une note établie par un organisme public.[3]

8. Dans sa déclaration du 31 juillet, le Brésil tente de mettre en cause la validité des notes données par la SEE ainsi que celle des autres points de repère qu'elle utilise. La mise en cause du Brésil est sans fondement.

9. Au paragraphe 54 de sa déclaration, le Brésil affirme que LA Encore exagère la note des compagnies aériennes parce que ces notes sont plus élevées que celles établies par la SEE avant qu'elle ne dispose de ce logiciel. Le Brésil ne tient pas compte de la différence fondamentale existant entre le caractère des notes obtenues grâce à LA Encore et celles établies par la SEE avant que le logiciel LA Encore ne soit disponible. Avant l'utilisation de ce logiciel, la SEE ne tentait pas d'attribuer des notes précises à ses clients potentiels. Elle se contentait de déterminer si l'emprunteur [ ]. Le Brésil a donc tort d'affirmer que la note attribuée par la SEE à Comair et ASA avant l'existence du logiciel LA Encore était [ ]; la note attribuée par la SEE avant l'utilisation de LA Encore signifiait que Comair et ASA avaient au moins la note [ ], c'est-à-dire qu'elles étaient classées dans la catégorie Investissement. Les notes attribuées par la suite par LA Encore étaient plus justes que celles que la SEE pouvait calculer auparavant et démontraient que les notes données par la SEE avant l'utilisation de LA Encore étaient en deçà de la réalité.

10. Bien que le Brésil n'ait pas prouvé de manière crédible que LA Encore en lui-même est vicié ou que son utilisation par la SEE est incorrecte comme il l'affirme, le Canada, dans sa réponse du 8 août à la question n° 66 du Groupe spécial a néanmoins fourni des documents additionnels prouvant que cet outil de notation est fiable, de même que la manière dont la SEE s'en sert.

B. Autres sources communément disponibles utilisées par la SEE pour l'établissement des prix

11. Le Canada a dit dans sa communication du 6 juillet que, outre les notes, pour établir les prix, la SEE prend en compte des sources en matière de prix communément disponibles pour déterminer les prix applicables à des cotes de crédit égales. On trouvera notamment parmi ces sources les indices Bloomberg Fair Market, les prix offerts pour des transactions bancaires comparables, les prix du marché obligataire, les prix des transactions structurées (comme les EETC) ainsi que des contacts permanents avec des établissements financiers.[4]

[3] Réponse du Canada à la question n° 4 du Groupe spécial.
[4] *Id.*

12. Dans sa déclaration du 31 juillet, le Brésil s'en prend à différents éléments des stratégies de prix de la SEE. Il semble pour ce faire traiter chaque élément comme s'il était déterminant et ignorer les autres éléments décrits dans les documents fournis par le Canada. L'approche du Brésil est donc de nature à induire en erreur quant à la méthode employée par la SEE et ne peut pas démontrer que les prix de cette dernière étaient plus favorables que ceux du marché. En outre, les affirmations du Brésil concernant ces éléments isolés ne résistent pas à un examen.

i) Prise en compte par la SEE de ses transactions antérieures

13. Par exemple, au paragraphe 57 de sa déclaration du 31 juillet, le Brésil affirme que la SEE n'a pas agi de manière appropriée en prenant en compte pour élaborer une stratégie de prix les transactions qu'elle a elle-même réalisées précédemment. Selon le Brésil, les actions de la SEE démontrent que le Canada a déclaré à tort qu'il définit "le marché" en excluant les organismes de crédit à l'exportation dans sa réponse à la question n° 4 du Groupe spécial. C'est là un nouvel exemple de la tendance regrettable du Brésil à citer les éléments de preuve hors contexte.

14. La SEE prend bien en compte ses transactions antérieures. Elle ne les utilise toutefois pas pour déterminer ce qu'un emprunteur a payé récemment sur "le marché". De plus, elle ne se fonde pas exclusivement sur les prix qu'elle a elle-même établis lors de transactions antérieures et elle ne se contente pas d'appliquer le même prix pour les nouveaux crédits. Elle prend par contre en considération les prix qu'elle a établis précédemment afin que les nouvelles transactions soient cohérentes et prennent tout en compte. La SEE examine donc, entre autres, la méthode d'établissement des prix qu'elle a appliquée pour des transactions antérieures ainsi que les points de repère qu'elle a utilisés dans ces transactions et les compare à la méthode et aux points de repère retenus dans la nouvelle transaction.

ii) Autres variables comparables

15. Le Brésil s'en prend également à d'autres variables comparables que la SEE a utilisées pour établir les prix de ses transactions. Il n'a pas expliqué pourquoi la SEE n'aurait pas dû prendre en compte les obligations du secteur industriel. Par ailleurs, le Brésil suggère que la SEE aurait dû utiliser les données concernant les transactions portant sur l'avion à réaction de transport régional Bombardier qui n'ont pas bénéficié d'un soutien des pouvoirs publics.[5] Lorsque de telles informations sont disponibles, la SEE les prend en compte dans la mesure où elles sont pertinentes. Le Brésil semble affirmer, au paragraphe 56 de sa déclaration du 31 juillet, que la SEE n'a jamais pris en compte les taux offerts par les banques commerciales finançant les appareils Bombardier, mais les éléments de preuve le démentent. Ainsi, la pièce n° 59 du Canada montre que la SEE a tenu compte d'une offre compétitive reçue par Comair à un taux équivalant au taux des bons du Trésor majoré de [ ] pour déterminer ses prix et que la SEE n'a pas été choisie par la compagnie aérienne pour assurer le financement des [ ] appareils précédents car des banques commerciales européennes avaient fait une offre plus favorable.

16. Il est toutefois souvent difficile d'obtenir des renseignements complets concernant le financement fourni par les banques et d'autres établissements financiers en raison de leur caractère confidentiel. Par conséquent, les prêteurs doivent souvent prendre en compte dans leurs analyses les déclarations des compagnies aériennes, des arrangeurs financiers et d'autres participants concernant des offres de financement antérieures.

17. Dans la mesure où de tels renseignements sont disponibles, comme pour le second financement Kendell (pièce n° 66 du Canada), ils confirment que les prix de la SEE étaient au même niveau que ceux du marché commercial ou leur étaient supérieurs. De même, comme il est dit dans

[5] Déclaration du Brésil datée du 31 juillet, paragraphes 55 et 56.

l'annexe II à la présente déclaration, le financement accordé en 1999 par la SEE à Atlantic Coast Airlines (ACA) était [ ] à [ ] au financement obtenu par ACA à peu près au même moment auprès de [ ] et bien supérieur au financement obtenu précédemment par cette compagnie auprès d'autres sources commerciales.[6] De plus, la proposition de financement faite en février 1996 par la SEE à ACA, sur laquelle s'appuie le Brésil, a été rejetée par ACA parce que celle-ci pouvait obtenir sur le marché commercial privé des prix plus avantageux que ceux que la SEE était disposée à proposer à ce moment-là – et les a effectivement obtenus.

18. Au paragraphe 60 de sa déclaration du 31 juillet, le Brésil donne à entendre que la SEE a eu tort d'utiliser le financement d'un [ ] comme élément de comparaison dans le financement Kendell. Il n'explique pas pourquoi cette comparaison n'était pas pertinente et se contente d'affirmer que la raison en est "évidente". Contrairement à ce qu'affirme le Brésil, il est pertinent de comparer un financement d'un montant de [ ] millions de dollars des États-Unis proposé à une "petite compagnie aérienne régionale qui n'était pas américaine" (Kendell) au financement proposé à une compagnie américaine ayant une note analogue [ ] pour une vente se montant à [ ] millions de dollars des États-Unis. En outre, le Brésil omet de dire que les prix et les autres conditions offertes par la SEE à Kendell étaient les mêmes que ceux proposés par les sept banques commerciales qui ont participé à la transaction avec la SEE.

19. Enfin, au paragraphe 61 de sa déclaration du 31 juillet, le Brésil s'en prend au fait que l'un des éléments que la SEE a parfois pris en compte était le financement offert par [ ]. Dans ce paragraphe, le Brésil réaffirme ce qu'il a déjà dit dans le différend *Canada – Aéronefs I* à savoir que [ ]. Le Brésil sait que cette allégation n'est pas juste. Lorsqu'il l'a formulée pour la première fois, le Canada a dit que [ ].

20. Par ailleurs, le Canada a présenté des documents prouvant que [ ] est une société à but lucratif créée par une [ ] pour financer des transactions portant sur des avions de transport régional avec la participation d'investisseurs institutionnels. CRAFT n'a aucun lien quel qu'il soit avec le gouvernement canadien ou le gouvernement du Québec ou la SEE. Le Canada présente à nouveau les pièces montrant cela en tant que pièce n° 78 du Canada.

iii) Le Brésil donne une idée fausse de l'importance du financement sous forme de crédits pour les autres compagnies aériennes

21. Le Brésil tente également de montrer que les taux appliqués par la SEE sont inférieurs au marché en se référant aux déclarations faites par le Canada dans le différend *Brésil – Aéronefs* concernant les primes de risque versées pour certains financements sous forme de crédits par de grosses compagnies aériennes.[7] Ce faisant, le Brésil donne une idée fausse de l'argument du Canada dans ce différend et le déforme.

22. Pour l'essentiel, l'argument du Canada était que le taux offert au titre du PROEX II, le taux des bons du Trésor américain plus 20 pdb, ne pouvait pas être obtenu sur le marché.[8] En outre, le Canada a indiqué que bien que ce taux ne puisse être obtenu en aucun cas, les autres taux auxquels il se référait – et auxquels le Brésil se réfère maintenant dans sa déclaration du 31 juillet – n'établissaient

[6] Annexe II, page 6.

[7] Déclaration du Brésil datée du 31 juillet, paragraphes 47 à 50.

[8] *Brésil - Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, Annexe I-2, Communication présentée par le Canada à titre de réfutation, paragraphe 51; WT/DS46/RW, Annexe I-5, Observations du Canada concernant les réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial, paragraphe 10.

pas de limite rigoureuse pour le marché international du financement des aéronefs. Comme l'a expliqué le Canada:

> "Les conditions régnant sur le marché, les différents profils de remboursement, ou les modalités, ou d'autres conditions négociées entre un prêteur et un emprunteur [pouvaient] aboutir à ce que les taux d'intérêt soient supérieurs ou inférieurs [à ceux auxquels le Canada se référait dans cette procédure]."[9]

23. Cependant, aux paragraphes 48 et 49 de sa déclaration du 31 juillet et dans la pièce n° 64 qu'il a présentée, le Brésil tente d'attribuer au Canada la position selon laquelle "pour une compagnie aérienne "*représentative*" notée entre AAA et BBB-, la marge appropriée pourrait aller jusqu'à T+250 pdb". Cela est de toute évidence faux. La pièce n° 64 du Brésil donne une description de la moyenne pondérée de tranches particulières de l'emprunt d'une compagnie d'aviation. Elle ne donne pas de description d'une marge sur les taux d'intérêt génériquement appropriée fondée sur la cote de crédit d'une compagnie aérienne.[10]

24. Nulle part dans les communications que cite le Brésil, le Canada n'a fait valoir, sur la base de ces données, que des compagnies aériennes notées entre AAA et BBB- devraient accepter des marges allant jusqu'à 250 pdb en sus du taux des bons du Trésor américain. En outre, si le Canada a indiqué les taux que British Airways, compagnie aérienne non souveraine la mieux notée, acquittait à l'époque, il n'a pas fait valoir que les compagnies aériennes bien notées devraient acquitter un taux correspondant au taux des bons du Trésor américain plus 125 pdb ou davantage. Le Canada n'a pas pu présenter un tel argument: les données fournies par le Canada (actuellement la pièce n° 64 du Brésil) montrent que American Airlines, qui à l'époque était notée BBB- par Standard & Poor's, acquittait, sur une base moyenne pondérée, un taux supérieur de 111 pdb au taux des bons du Trésor américain.

25. En outre, le Brésil n'a pas reconnu que le marché des créances sur ces compagnies et d'autres compagnies aériennes notées par des organismes extérieurs est dynamique; il dépend de facteurs tels que les résultats de l'entreprise, les actifs sous-jacents et la conjoncture économique. Ces facteurs entre autres peuvent affecter – et affectent véritablement – la solvabilité de ces compagnies et par conséquent les conditions de financement qu'elles peuvent espérer obtenir. Le Brésil n'a fait aucun effort pour lier ces taux aux particularités des transactions de la SEE ni au moment auquel cette dernière a présenté ses offres.

iv) Autres considérations

26. Les tentatives faites par le Brésil pour isoler de manière trompeuse certaines considérations et les présenter comme déterminantes sont également évidentes dans les paragraphes 58 et 60 de sa déclaration du 31 juillet. Au paragraphe 58, le Brésil fait valoir qu'il "semble raisonnable de supposer" que l'un des éléments pris en compte par la SEE dans la transaction Comair de 1996, [ ], était un facteur "déterminant" pour ce qui est de décider quelles transactions financer et à quels taux. Le Brésil s'efforce donc, sans élément de preuve, d'étendre cette considération à tous les financements accordés par la SEE.

27. En outre, bien que selon le Brésil "[ ] n'a rien à voir avec le taux du marché pour cette affaire", un examen de l'annexe 2 de la pièce n° 59 du Canada montre clairement que [ ] avait un lien très net avec le taux du marché. Il est dit à la première phrase de l'annexe 2 que [ ] Bombardier à

---

[9] *Id.*, paragraphe 11.

[10] Le Canada n'a pas non plus laissé entendre que les compagnies aériennes représentatives auxquelles il était fait référence dans la pièce n° 64 du Brésil avaient au moins une note BBB-. Northwest est notée BB quant à US Air elle n'obtient qu'un B dans la notation de Standard & Poor.

offrir à Comair [ ]. Ainsi, afin d'être compétitive pour le financement, la SEE aurait dû faire une offre à un niveau égal ou inférieur à celui des bons du Trésor américain majoré de [ ].

28. La pièce n° 59 du Canada montre également que [ ] de la transaction [ ] n'était qu'un des éléments pris en compte par la SEE, dont les suivants: des banques commerciales avaient présenté une offre plus avantageuse que la SEE pour le financement de plusieurs transactions Comair antérieures; Comair avait reçu une autre offre se situant à [ ] au-dessus du taux des bons du Trésor américain et le risque de crédit était faible et la garantie au moyen d'actifs était de bonne qualité.

C. L'utilisation des EETC par le Brésil est fondamentalement viciée

29. Une bonne partie de la nouvelle argumentation du Brésil, dans sa communication du 31 juillet, vise à montrer, en se référant uniquement aux titres revalorisés garantis par nantissement du matériel (EETC), que les prix des transactions spécifiques effectuées par la SEE au titre du Compte de la Société étaient inférieurs au marché et conféraient par conséquent un avantage.[11] Les pièces n° 65 et 66 du Brésil prétendent toutes deux montrer cela. Le Brésil fait valoir qu'il s'appuie sur les EETC pour établir le bien-fondé de sa thèse comme l'avait fait le Canada dans le différend *Brésil – Aéronefs*. Cette affirmation est hypocrite. La position du Brésil est également contraire à la position qu'il avait adoptée dans le différend *Brésil – Aéronefs*.

30. Dans *Brésil – Aéronefs*, le Canada s'est référé aux EETC d'une part pour montrer que le TICR à lui seul – c'est-à-dire le TICR considéré indépendamment des autres modalités et conditions telles que le rapport prêt/valeur et la durée du financement – ne constitue pas un point de repère du marché approprié et d'autre part pour réfuter l'affirmation contraire du Brésil.[12]

31. Le Canada n'a jamais donné à entendre que les EETC pouvaient indiquer la marge du "marché" pour une opération de financement particulière portant sur des aéronefs régionaux, et il ne s'est pas appuyé sur les EETC à cette fin. Le Brésil a lui aussi considéré que les EETC constituaient un point de repère peu fiable pour des transactions particulières. Voilà ce qu'il a dit à propos des EETC:

> Le Brésil voudrait signaler que la titrisation de *baux* concernant des aéronefs est une opération qui n'est pas directement inspirée des modalités du *prêt initial* lui-même. Cette opération financière complexe et récemment mise au point comporte plusieurs étapes additionnelles.[13]
>
> Les titres constituant [la] structure [des EETC] sont offerts sur le marché secondaire et leurs prix oscillent ensuite selon les tendances du marché financier, avec des marges influencées par divers indicateurs économiques et commerciaux (comme le comportement des marchés d'actions et d'obligations) qui n'ont absolument aucun rapport avec la structure financière initiale du prêt obtenu par le locateur au moment de l'achat de l'aéronef. Les marges mentionnées par le Canada ne reflètent rien de plus que les perspectives de rendement des investissements fondées sur une gamme d'effets de commerce ayant des coupons, des rendements, des échéances, des cotes de crédit, etc., comparables.[14]

---

[11] Voir par exemple la déclaration du Brésil datée du 31 juillet, paragraphes 62 à 76.

[12] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW2, pas encore adopté, Annexe A-2, paragraphe 88.

[13] *Id.*, Observations du Brésil au sujet des réponses du Canada et des tierces parties aux questions, Annexe B-6, paragraphe 19.

[14] *Id.*, paragraphe 21.

32. Le Brésil a également fait valoir dans ce différend que la marge appliquée aux EETC à un moment donné "est déplacée". Selon le Brésil, "cette marge représente simplement le rendement courant de cet instrument. Elle n'a rien à voir avec la marge initiale, au moment de l'émission des EETC".[15]

33. Le Brésil a fait observer que les données figurant dans le rapport Morgan Stanley Dean Witter du 10 février 2001 sur lesquelles s'appuie le Canada (pièce n° 17 du Canada dans ce différend), montrent que "bon nombre des marges initiales étaient inférieures au TICR. C'est le cas pour les toutes premières transactions énumérées, pour America West. C'est également le cas d'un certain nombre de transactions énumérées concernant Continental Airlines".[16]

34. Le Canada ne conteste pas que les EETC constituent *un* des nombreux points de repère qu'il utilise pour établir les prix bien que seul un faible pourcentage des avions de transport régionaux aient été financés jusqu'à présent grâce à cet instrument. Cependant, selon les deux principaux arrangeurs/conseillers de l'industrie des avions de transport régional, les taux d'intérêt proposés aux compagnies aériennes non seulement par les organismes de crédit à l'exportation mais également par les banques privées et les sociétés de financement sont plus favorables que les EETC (c'est-à-dire inférieurs).[17] L'usage exclusif par le Brésil des EETC comme point de repère unique pour établir les prix proposés à l'industrie des aéronefs de transport régional est inapproprié, comme le Brésil lui-même l'a reconnu dans ses communications dans le différend *Brésil - Aéronefs*.

35. Dans l'annexe I à la présente communication, le Canada montre précisément pourquoi les pièces n° 65 et 66 du Brésil, grâce auxquelles ce dernier prétend montrer que les prix établis par la SEE sont inférieurs au marché en les comparant aux EETC, sont fondamentalement viciées.

36. Par exemple, le Brésil utilise des marges moyennes pondérées pour toutes les tranches d'une émission d'EETC pour une année donnée. Il n'a indiqué nulle part qu'il avait examiné les différentes cotes de crédit sous-jacentes des diverses compagnies aériennes ou des diverses tranches d'EETC. Ne pas tenir compte de la solvabilité des différents emprunteurs est une erreur fondamentale. Il ne semble pas non plus que le Brésil ait pris en considération les différences relatives à l'âge et au type des actifs sous-jacents (par exemple s'il s'agit effectivement d'avions à réaction), ou l'intérêt du marché pour ces actifs. L'analyse du Brésil ne tient pas non plus compte des délais de remboursement, des rapports prêt/valeur, des caractéristiques en matière de liquidité et du nantissement croisé des diverses émissions.

37. Compte tenu de toutes ces erreurs méthodologiques, l'analyse du Brésil est dénuée de sens.

38. La pièce n° 66 du Brésil cite également des "sources du secteur" pour expliquer l'ajout de 20 points de base dans le calcul d'un point de repère pour les EETC non américains. Toutefois, les EETC n'ont eu qu'un succès limité en dehors du marché américain pour diverses raisons relatives à la fiscalité et aux coûts. Les compagnies aériennes non américaines bien cotées comme British Airways, SAS et Lufthansa, dont les notes sont équivalentes à celles des tranches d'EETC bien notées, peuvent obtenir un financement à des taux intéressants sans avoir besoin de recourir aux EETC.

39. Dans sa réponse du 8 août aux questions du Groupe spécial, le Brésil a fait observer qu'un rapport Salomon Smith Barney en date du 8 juin 2001 citait un certain nombre de raisons expliquant pourquoi une prime de rendement était associée aux EETC par rapport au marché obligataire normal.

---

[15] *Id.*, paragraphe 23.

[16] *Id.*

[17] Voir la lettre de [ ], à N. Taylor, Vice-Président, Sales Finance, Structured Finance, Bombardier Inc., datée du 7 août 2001; et la lettre de [ ], à N. Taylor, Director of Structured Finance, Bombardier Capital Inc., datée du 8 août 2001 (pièce n° 79 du Canada).

Si Salomon Smith Barney a observé à juste titre l'existence de cette marge, dans un rapport du 9 mai 2001 elle a cité des raisons tout à fait différentes à cet écart apparent.[18] Les raisons citées étaient notamment les suivantes: ce secteur était perçu comme n'étant pas très liquide, ou du moins pas aussi liquide que d'autres, l'apparition des EETC parmi les valeurs à revenu fixe était relativement récente, et le marché des EETC n'avait pas encore la même importance et par conséquent les mêmes caractéristiques en matière de liquidité que les secteurs dont les valeurs faisaient l'objet des échanges les plus actifs, comme la banque et la finance, le pétrole et le gaz, les médias et les télécommunications.

40. D'après ce qui précède, il ne semble pas qu'il y ait consensus, même au sein de Salomon Smith Barney, quant à la cause de l'écart apparent entre les marges des EETC et celles des valeurs génériques. Cela n'est pas surprenant. Dans un rapport daté du 8 juin présenté par le Brésil, Salomon Smith Barney reconnaît "connaître mal les marchés des obligations garanties par des actifs, des hypothèques ou des nantissements".[19]

III. TRANSACTIONS SPECIFIQUES

41. Ce qui précède démontre qu'aucun des arguments du Brésil concernant la méthode ou les prix de la SEE ne résiste à un examen. On ne voit pas encore clairement si le Brésil met en cause des transactions "en tant que telles". (Dans sa réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, le Brésil déclare qu'il "met en cause l'application générale des mesures [Compte de la Société, Compte du Canada et Investissement Québec] telle qu'elle est démontrée par des transactions spécifiques".) Néanmoins, afin de démontrer une fois pour toute que les prix des transactions identifiées par le Brésil dans sa déclaration du 31 juillet, concernant ASA, Comair, ACA, Air Nostrum et Kendell étaient conformes au marché, le Canada passe ici en revue ces transactions.[20] Le présent chapitre examine les points de repère du marché utilisés par la SEE dans chacune des transactions et décrit plus en détail la situation du marché au moment où la stratégie de prix a été mise au point pour chaque transaction.

42. En outre, dans l'annexe II à la présente communication, le Canada a analysé et réexaminé les données sur lesquelles le Brésil s'est appuyé dans les pièces jointes à sa déclaration du 31 juillet, y compris les pièces n° 65 et 66 du Brésil. L'annexe II, qui analyse les prix de la SEE en termes de variables comparables du marché, démontre une fois encore que les offres de la SEE concernant ASA, Comair, ACA et Kendell étaient conformes au marché.

A. Atlantic Southeast Airlines (ASA)

Stratégie de prix	Lettre d'offre
Décembre 1996	Mars 1997
Août 1998	Août 1998

43. Dans sa communication du 31 juillet où il s'en prend au prix proposé à ASA au titre du Compte de la Société, le Brésil ne s'intéresse qu'à la note attribuée par la SEE à ASA et au marché des EETC au moment où les stratégies de prix individuelles ont été définies.

[18] Salomon Smith Barney, *The EETC Trading Observer*, 9 mai 2001, page 7 (pièce n° 80 du Canada).

[19] Salomon Smith Barney, *The ABCs of EETCs: A Guide to Enhanced Equipment Trust Certificates*, 8 juin 2001, page 36 (pièce n° 71 du Brésil).

[20] Comme il est expliqué dans la présente partie, la transaction Air Nostrum est atypique dans la mesure où elle s'alignait sur une offre de financement émanant des pouvoirs publics brésiliens. L'offre du Canada comportait une tranche impliquant alignement au titre du Compte du Canada (proposée à ce qui constituerait des conditions inférieures au marché) et une tranche au titre du Compte de la Société proposée aux conditions du marché.

44. Comme cela a été expliqué plus haut, la mise en cause par le Brésil de la note donnée par la SEE à ASA repose sur un malentendu fondamental. Au moment où la SEE a fait sa première offre, le logiciel LA Encore n'avait pas encore été mis au point et, sur la base des renseignements financiers les plus récents donnés par les compagnies aériennes et des renseignements communiqués précédemment, la SEE avait conclu que, pour un crédit sans garantie, ASA [ ] avait *au minimum* la note [ ]. Cela ne signifiait *pas* que la SEE donnait à ASA la note [ ].

45. Comme le Brésil l'a fait observer, une créance sur une compagnie aérienne américaine, lorsqu'elle est garantie par des aéronefs, bénéficie d'une protection spéciale au titre de l'article 1110 du Code des faillites des États-Unis. L'article 1110 autorise le bailleur/vendeur potentiel à reprendre possession de son nantissement dans les 60 jours suivant le dépôt de bilan si le nantissement consiste en un aéronef ou des parties d'aéronef.

46. Les principales agences de notation reconnaissent l'appui juridique accordé par l'article 1110 pour ce qui est d'assurer un paiement régulier ne dépendant pas directement de la valeur du nantissement. À ce titre, cette créance peut obtenir une meilleure note qu'une créance garantie de manière ordinaire. Par exemple, pour Standard & Poor il y a un échelon de différence selon que la créance est garantie au titre de l'article 1110 ou garantie de manière ordinaire pour les emprunteurs de la catégorie Investissement et deux échelons de différence pour les créances de catégorie inférieure.[21]

47. Le Brésil fait également abstraction des éléments que la SEE a pris en compte outre la note attribuée par LA Encore. Dans sa stratégie de prix établie en décembre 1996 pour ASA, la SEE a pris en considération les prix calculés pour Comair au début du même mois (examinés plus en détail ci-dessous, mais qui tenaient compte d'un certain nombre de points de référence extérieurs) et elle a comparé les résultats respectifs des deux compagnies ainsi que ceux d'autres compagnies régionales équivalentes. La comparaison établie dans le cadre de la stratégie ASA comportait entre autres un examen des recettes, des revenus nets, des capitaux propres, de la capitalisation boursière et des statistiques d'exploitation (recettes miles/passagers, miles/sièges, coefficient de remplissage et coefficient de remplissage correspondant au seuil de rentabilité).

48. La SEE a également tenu compte du fait qu'ASA a acquis en 1994 [ ] grâce à un financement à [ ] ainsi que d'un renseignement non confirmé selon lequel Comair aurait récemment obtenu un financement pour [ ] appareils CRJ à [ ].

49. Le prix offert par la SEE à ASA était supérieur à ces deux points de repère du marché.

50. La SEE a également fait observer qu'au moment où étaient publiés les derniers états financiers de la compagnie, ASA disposait d'une ligne de crédit garantie, non utilisée d'un montant de [ ] millions de dollars EU auprès de sa banque locale à [ ] (ce qui aurait été l'équivalent de T à dix ans + [ ], au taux de swap en vigueur à ce moment-là).

51. Le prix offert par la SEE à ASA était supérieur à ce point de repère du marché.

52. Il convient également de noter que le Brésil a choisi d'ignorer le soutien complémentaire offert à la SEE par [ ] qui compensait la SEE de [ ] pdb au cas où la note (extérieure ou fixée par la SEE) de la compagnie aérienne [ ] ou [ ] au cours de la période de versement. Une compensation supplémentaire devait être négociée si la note d'ASA [ ] au cours de la période de versement.

[21] Salomon Smith Barney, *The ABCs of EETCs: A Guide to Enhanced Equipment Trust Certificates*, 8 juin 2001, page 22 (pièce n° 81 du Canada).

53. Enfin, au moment où la stratégie de prix a été établie, et où la SEE a offert à la compagnie aérienne un taux T à dix ans + [ ] pdb, l'indice Bloomberg Fair Market (FMC) indiquait les taux suivants pour les crédits *non garantis* associés aux valeurs industrielles américaines cotées:

Note[22]	**Fair Market Yield Curves**[23]	**Marge**
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]

54. Le prix de la SEE était supérieur aux points de repère du marché fondés sur le FMC pour tous les crédits [ ].

55. En août 1998, la SEE a procédé à un nouvel examen du prix offert à ASA et a établi une nouvelle stratégie de prix confirmant le prix actuel à T + [ ] pdb. À ce moment-là, le logiciel LA Encore était devenu opérationnel et il a donné la note [ ] pour un crédit *non garanti* pour ASA.

56. Une fois encore, dans sa stratégie de prix, la SEE a pris en considération les résultats récents d'ASA par rapport aux compagnies équivalentes. Elle a également tenu compte du fait que la compagnie avait intégré avec succès les CRJ dans son exploitation et qu'elle jouissait d'une plus grande stabilité financière.

57. La SEE s'est également référée à la stratégie de prix mise au point en août 1997 concernant Comair (voir ci-dessous) ainsi qu'au FMC. En outre, bien que la durée de vie moyenne puisse aller jusqu'à [ ] ans, la SEE a considéré que les dix dernières émissions ASA ayant son appui avaient une durée de vie moyenne de seulement [ ] ans. Par conséquent, elle a pris comme variable comparable une [ ] par interpolation pour les bons du Trésor à neuf ans pour les crédits non garantis associés à des valeurs industrielles cotées des États-Unis.

58. Les données FMC pertinentes étaient les suivantes:

Note	**Fair Market Yield Curves**[24]	**Marge**
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à neuf ans + [ ] (interp)
[ ]	[ ]	T à neuf ans + [ ] (interp)
[ ]	[ ]	T à neuf ans + [ ] (interp)

59. Le prix de la SEE était supérieur aux points de repère du marché fondés sur le FMC pour tous les crédits ayant la note [ ].

60. Comme auparavant, [ ].

[22] La pièce n° 82 du Canada présente une comparaison des échelles de notation de Bloomberg, de Moody et de Standard & Poors.

[23] Voir la pièce n° 83 du Canada. T à dix ans = [ ].

B. Comair

Stratégie de prix	Lettre d'offre
Avril 1996	Juillet 1996
Décembre 1996	Décembre 1996
Décembre 1996	Mars 1997
Août 1997	Août 1997
Août 1997	Août 1997
Août 1997	Septembre 1997
Mars 1998	Mars 1998
Mars 1998	Avril 1998
Janvier 1999	Février 1999

61. Dans sa communication du 31 juillet où il s'en prend au prix proposé à Comair au titre du Compte de la Société, le Brésil ne s'intéresse qu'à la note attribuée par la SEE à Comair et au marché des EETC au moment où les stratégies de prix individuelles ont été définies.

62. En avril 1996, la SEE a établi un prix pour Comair. LA Encore n'était pas disponible à cette époque. La SEE a déterminé, en se fondant sur sa méthode interne qui prenait en considération les états financiers actuels et antérieurs de Comair avec ses résultats financiers, que la compagnie pouvait, pour une créance *non garantie* [ ].

63. Comme cela a été noté plus haut, le caractère confidentiel du secteur des services financiers fait qu'il est difficile d'obtenir des variables du marché exactement comparables ou de les vérifier. Toutefois, comme cela a été précisé dans les documents déjà présentés par le Canada, un arrangeur connu dans l'industrie des avions de transport régional, [ ] avait fait savoir à la SEE que [ ] avait récemment été financé par [ ] à T + [ ] tout compris.[25] De plus, la SEE a appris qu'une banque néerlandaise avait financé l'achat de [ ] autres [ ] par Comair à T + [ ] tout compris.

64. Dans sa stratégie, la SEE a également tenu compte des prix qui avaient été proposés à d'autres compagnies aériennes régionales et qui reposaient à leur tour sur des points de repère similaires. Elle a pris en considération les résultats de ces compagnies aériennes par rapport à ceux de Comair (et en particulier les prix indiqués pour Atlantic Coast Airlines décrits plus en détail ci-dessous).

65. Les données FMC de l'époque concernant les crédits non garantis associés à des valeurs industrielles des États-Unis ayant la note [ ] étaient les suivantes:

Note	Fair Market Yield Curves[26]	Marge
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]

[24] Voir la pièce n° 84 du Canada. T à dix ans = [ ].
[25] Voir la pièce n° 59 du Canada, page 4.
[26] Voir la pièce n° 85 du Canada. T à dix ans = [ ].

66. Le prix offert par la SEE, à T + [ ] était conforme à tous ces points de repère du marché et bien au-dessus des points de repère fondés sur le FMC de l'époque [ ].

67. En décembre 1996, Comair a demandé à la SEE de revoir son prix. La SEE a procédé à un nouvel examen à la suite duquel elle a proposé un prix à T + [ ] à Comair. Le logiciel LA Encore n'était pas encore disponible, mais la SEE a déterminé, en se fondant sur les bons résultats constants de Comair, que la note de cette dernière ne serait pas inférieure à ce qui avait été fixé auparavant, c'est-à-dire [ ].

68. Au cours de cet examen, la SEE a pris en compte non seulement les financements bancaires précédents mais également le financement sur [ ] ans par un certain nombre de banques européennes à [ ] de l'achat de [ ] additionnels par [ ].[27]

69. Au moment où la SEE a mis au point sa stratégie de prix (6 décembre 1996), les données FMC concernant les crédits non garantis associés aux valeurs industrielles cotées des États-Unis étaient les suivantes:

Note	**Fair Market Yield Curves**[28]	**Marge**
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]

70. Le prix offert par la SEE dépassait tous les points de repère du marché fondés sur le FMC.

71. En août 1997, Comair a de nouveau demandé à la SEE de revoir son prix. À ce moment-là, le système LA Encore était devenu opérationnel et a donné la note [ ] à Comair pour des crédits *non garantis*.

72. Pour mettre au point sa stratégie de prix, la SEE a pris en compte le financement des CRJ par des banques européennes, les transactions [ ] récentes de même que l'indication selon laquelle Comair avait financé l'achat de [ ] CRJ à LIBOR + [ ].

73. La SEE a également effectué une comparaison financière entre ASA et Comair. Elle a conclu que Comair était au moins aussi solvable qu'ASA et devrait donc pouvoir obtenir un prix similaire. Cette comparaison tenait également compte des financements déjà mentionnés obtenus par ASA, auprès d'autres sources que la SEE.

74. Les données FMC concernant les crédits non garantis associés à des valeurs industrielles cotées des États-Unis à ce moment-là (8 août 1997) étaient les suivantes:

[27] Voir la pièce n° 59 du Canada, page 6.
[28] Voir la pièce n° 86 du Canada. T à dix ans = [ ].

Note	Fair Market Yield Curves[29]	Marge
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]

75. Le prix offert par la SEE à T + [ ] dépassait tous les points de repère du marché fondés sur le FMC [ ].

76. En mars 1998, à la demande de la compagnie aérienne, la SEE a également proposé d'offrir à Comair un financement [ ] avec un délai de remboursement de [ ] *ans* à T à *sept ans* + [ ]. La SEE a jugé cela approprié compte tenu des résultats obtenus par Comair à l'époque, et par comparaison avec ASA.

77. Les données FMC concernant les crédits non garantis associés à des valeurs industrielles cotées des États-Unis à ce moment-là (10 mars 1998) étaient les suivantes:

Note	Fair Market Yield Curves[30]	Marge
[ ]	[ ]	T à sept ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à sept ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à sept ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à sept ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à sept ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à sept ans + [ ]

78. Le prix offert par la SEE dépassait tous les points de repère du marché fondés sur le FMC [ ].

79. Au début de 1999, la SEE a élaboré sa dernière stratégie de prix en date pour Comair. Le calcul effectué à ce moment-là avec LA Encore a abouti à la note [ ] pour des crédits non garantis à Comair.

80. Dans sa stratégie de prix, la SEE a pris en compte un panier de valeurs industrielles des États-Unis y compris celles de banques, de sociétés industrielles et de sociétés de biens de consommation ayant une cote de crédit similaire et négociant activement des obligations de durée analogue à la durée de vie moyenne du financement proposé. La marge moyenne pour ces obligations était de T + [ ].

81. Le prix moyen du marché ainsi calculé était inférieur au prix proposé par la SEE à savoir T + [ ].

[29] Voir la pièce n° 87 du Canada. T à dix ans = [ ].
[30] Voir la pièce n° 88 du Canada. T à sept ans = [ ].

82. La SEE a également pris en compte un certain nombre de certificats de transfert de prêts et d'EETC, y compris ceux de [ ]. La marge moyenne de ces certificats et EETC, qui avaient une durée moyenne similaire ([ ]) à celle de l'offre faite par la SEE à Comair, était de [ ] pdb au-dessus du taux des bons du Trésor à dix ans. Elle était donc inférieure au prix proposé par la SEE.

83. Les données FMC concernant les crédits non garantis associés à des valeurs industrielles cotées des États-Unis à ce moment-là étaient les suivantes:

Note	Fair Market Yield Curves[31]	Marge
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]

Le prix offert par la SEE à T + [ ] pdb dépassait les points de repère du marché fondés sur le FMC pour les notes [ ] à [ ].

C. Atlantic Coast Airlines (ACA)

Stratégie de prix	Proposition de financement
Février 1996	Février 1996
Stratégie de prix	Lettre d'offre
Janvier 1999	Mars 1999

84. Dans sa communication du 31 juillet où il s'en prend au prix proposé à ACA au titre du Compte de la Société, le Brésil s'intéresse à la note attribuée par la SEE à ACA et au marché des EETC au moment où les stratégies de prix individuelles ont été définies. En outre, le Brésil mentionne l'émission d'EETC par ACA.

85. La SEE a assuré le financement de la livraison de [ ] CRJ à Atlantic Coast Airlines (ACA) et [ ] CRJ à Atlantic Coast Airlines Holdings (ACAH).

86. La SEE a fait une proposition indicative de financement à ACA en 1996 à T + [ ].[32] Toutefois, en dépit des discussions qui ont eu lieu avec la compagnie aérienne, aucun accord n'a été trouvé concernant les modalités et conditions de la structure de financement de la SEE et ACA a obtenu un financement ailleurs.

87. Après avoir fait cette proposition de financement, la SEE a été informée par [ ], un des grands arrangeurs dans le domaine du financement aéronautique, qu'ACA pourrait probablement obtenir un placement privé de l'ordre de T + [ ] pdb ou arranger un financement de l'ordre de T + [ ] pdb par le biais d'un crédit bail adossé américain.

88. Le prix donné par la SEE dans sa proposition indicative de financement était supérieur à ces points de repère du marché.

[31] Voir la pièce n° 89 du Canada. T à dix ans = [ ].

[32] Une offre indicative de financement n'est qu'une base de discussion et elle est sujette à des modifications ultérieures. Elle ne représente pas les modalités et conditions finales, ni le prix qui peut être proposé par la SEE.

89. En septembre 1997, ACA a lancé un EETC pour un certain nombre de ses CRJ et d'appareils turbopropulseurs, de l'ordre de T + [ ] pdb, commissions non comprises.[33]

90. Les modalités et conditions du prix offert par la SEE pour le financement d'ACA ont été établies par une lettre d'offre datée du 3 mars 1999. La stratégie de prix pour cette lettre d'offre a été définie essentiellement en janvier 1999. Elle prévoyait un financement à taux variable à LIBOR + [ ] ou à un taux fixe pour les aéronefs livrés avant le 1er janvier 2000, à T + [ ] (au taux swap en vigueur à ce moment-là, le taux fixe équivalant à LIBOR + [ ] était T + [ ]). Un taux de financement fixe pour les aéronefs livrés après 1999 serait offert à LIBOR + [ ] plus la prime applicable pour passer du taux variable au taux fixe.

91. À ce moment-là, LA Encore était désormais disponible et donnait la note [ ] pour un crédit *non garanti* à ACAH, [ ]. Pour établir son prix, la SEE a pris en compte ces facteurs ainsi que les résultats financiers et les résultats d'exploitation de la compagnie aérienne par rapport à des compagnies équivalentes et les prix établis actuellement et précédemment par la SEE pour d'autres compagnies régionales américaines.

92. Les données FMC concernant les crédits non garantis associés à des valeurs industrielles cotées aux États-Unis à ce moment-là (12 janvier 1999) étaient les suivantes:

Note	**Fair Market Yield Curves**[34]	**Marge**
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]

93. La SEE a offert un prix à T + [ ], plus une commission de gestion initiale de [ ] (équivalant à T + [ ] tout compris), ce qui était conforme aux points de repère du marché fondés sur le FMC pour les notes [ ] à l'époque.

94. En mai 2000, la SEE a accepté, à la demande de la compagnie aérienne, de modifier légèrement la [ ] dans sa lettre d'offre de mars 1999. À ce moment-là, elle a également confirmé le prix du crédit, en se fondant sur un examen des prix effectué en novembre 1999 concernant ACAH. À l'époque de cet examen, LA Encore avait donné la note [ ] à ACAH pour un crédit *non garanti*.

95. En novembre 1999, la SEE avait financé [ ] des [ ] CRJ d'ACA. Cette dernière avait financé les autres appareils de la manière suivante: EETC ([ ] appareil), [ ] ([ ] appareil), [ ] ([ ] appareil) et [ ] ([ ] appareil). Dans sa stratégie de prix, la SEE a noté que l'EETC ne se négociait pas, si bien que la marge du marché à ce moment-là n'était pas disponible. Elle a néanmoins été informée que les appareils financés par [ ] en 1998 l'avaient été à T + [ ], avec un délai de remboursement de [ ] ans. En outre, [ ] s'était engagée à financer jusqu'à [ ] CRJ au début 1999 à LIBOR + [ ] (soit environ T + [ ], au taux swap de novembre 1999). Le financement de [ ] était proposé par le biais d'un crédit-bail adossé américain avec un délai de remboursement de [ ] ans et une durée de vie moyenne de [ ] ans ou par un prêt direct avec un délai de remboursement de [ ] ans.

96. Le prix offert par la SEE était supérieur à tous ces points de repère actuels du marché.

[33] Cet EETC modeste et peu liquide n'est pas fréquemment négocié et à l'exception du prix d'émission ne constitue pas un bon point de repère de la tendance actuelle. C'est pourquoi, Salomon Smith Barney n'inclut pas cette émission dans sa base de données sur les EETC. (Salomon Smith Barney, *The ABCs of EETCs: A Guide to Enhanced Equipment Trust Certificates*, 8 juin 2001, page 33 (pièce n° 81 du Canada).

[34] Voir la pièce n° 90 du Canada. T à dix ans = [ ].

97. De plus, ACA avait fait savoir à la SEE que plusieurs banques s'étaient montrées intéressées par les livraisons prochaines et que par conséquent elle pensait recourir à la SEE uniquement pour le financement de [ ] des [ ] aéronefs à livrer. Il est évident que si le prix de la SEE était inférieur au marché, ACA aurait cherché à obtenir un financement de la SEE pour *tous* les aéronefs encore à livrer.

98. Au moment de l'établissement de la seconde stratégie de prix (24 novembre 1999), les données FMC concernant les crédits non garantis associés à des valeurs industrielles cotées des États-Unis étaient les suivantes:

Note	Fair Market Yield Curves[35]	Marge
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]
[ ]	[ ]	T à dix ans + [ ]

99. La SEE a offert un prix à T + [ ], plus une commission de gestion initiale de [ ] (équivalant à T + [ ] tout compris), ce qui était supérieur aux points de repère du marché fondés sur le FMC [ ] à l'époque.

D. Air Nostrum

Stratégie de prix	Lettre d'offre
Mars 1998	Octobre 1998

100. Air Nostrum est une compagnie aérienne régionale basée à Valence, Espagne. Les points de repère des États-Unis ne sont donc pas applicables. Tant Embraer que Bombardier ont essayé d'obtenir cette commande. Air Nostrum a confirmé à la SEE que le gouvernement brésilien avait proposé un financement à long terme pour le contrat Embraer, ce qui n'était pas conforme aux termes de l'Arrangement de l'OCDE. Air Nostrum a dit à la SEE que les conditions proposées par le Brésil étaient les suivantes:

- Prix: 14,8 millions de dollars EU (au taux de janvier 1998)
- Financement: 100 pour cent par la BNDES au taux de 5,13 pour cent par an (après une réduction du PROEX I) à 15 ans avec un paiement final de 35 pour cent.
- Cela équivalait à un crédit-bail mensuel de 98 451 dollars EU.

101. Sur la base de ces renseignements, la SEE, avec l'appui du Compte du Canada, a fourni un financement visant à s'aligner sur la structure de crédit-bail demandée par Air Nostrum mais avec un taux global plus élevé que celui du Brésil. La SEE a notifié à l'OCDE son intention de s'aligner sur l'offre du Brésil.

[35] Voir la pièce n° 91 du Canada, T à dix ans = [ ].

102. La tranche du Compte de la Société de la SEE (rapport prêt/valeur [ ] pour cent) est la tranche principale de cette transaction. Elle est garantie entre autres par: une hypothèque de premier rang sur chaque aéronef; la cession de toutes les garanties du constructeur, et le fait que la SEE sera remboursé en cas de pertes initiales en vertu de polices d'assurance appropriées. La tranche du Compte de la Société de la SEE est entièrement couverte par la valeur résiduelle des actifs.

103. Le prix global s'expliquait par le souhait du Canada de s'aligner sur l'offre du Brésil et de répondre à la demande d'Air Nostrum qui voulait une structure de paiement par crédit-bail, mais il était également fondé sur un examen des résultats financiers et des résultats d'exploitation de la compagnie. Le prix proposé au titre du Compte de la Société comprenait un taux d'intérêt fondé sur le marché correspondant à [ ].

E. Kendell Airlines

104. Stratégie de prix	**Signature d'un Accord d'accession du participant (engagement SEE)**
Juin 1999	Août 1999

105. Kendell Airlines est la plus grande compagnie aérienne régionale australienne. Elle appartient à Ansett Holdings Limited (AHL) qui possède et exploite également Ansett Australia (AA) et Ansett International Airlines. AHL et AA [ ] arrangée par [ ] et [ ].

106. AHL est la deuxième compagnie australienne. Au moment de la transaction, elle possédait [ ] pour cent du marché intérieur et ses revenus annuels dépassaient [ ] dollars australiens (environ [ ] dollars EU). Elle est membre de Star Alliance, une des principales alliances de compagnies aériennes.

107. Au moment où la stratégie de prix a été mise en place pour cette compagnie aérienne, il n'existait pas de point de repère exprimés en dollars des États-Unis pour Kendell, ni pour AHL et AA, [ ]. Le prix fixé par la SEE était fondé en bonne partie sur les informations des principaux arrangeurs, [ ] et [ ], qui avaient une grande expérience de ce genre de transaction.

108. Le prix de la SEE était exactement le même que celui des autres participants à la transaction. En fait, tous les participants appliquaient les mêmes modalités et conditions sur une base de *pari passu*. Aucune de ces modalités ou conditions, y compris le prix de l'offre publique ou l'accord final, ne reposait sur la participation de la SEE. Contrairement à ce qu'allègue le Brésil, la SEE n'était pas un leader en matière de prix dans cette transaction mais un preneur de prix. Les taux d'intérêt étaient fixés par les banques commerciales privées participant à la transaction.

109. La transaction Kendell constitue donc une excellente norme empirique pour juger la crédibilité de ce qu'affirme le Brésil dans sa déclaration du 31 juillet 2001, à savoir que le prix de la SEE, inférieur à certaines données liées aux EETC (données sélectionnées par le Brésil), est forcément inférieur au marché. Conformément à la pièce n° 66 du Brésil, une "marge du marché" pour la transaction Kendell aurait dû être de [ ] au-dessus du taux des bons du Trésor américain. Les éléments de preuve montrent toutefois que, selon l'estimation du Brésil lui-même, Kendell a pu arranger un financement pour cette transaction sur le marché commercial à un taux inférieur à cela de [ ]. La transaction Kendell prouve que le calcul des "marges du marché" du Brésil n'est tout simplement pas crédible.

110. La SEE a également été invitée à participer à la deuxième transaction Kendell par l'arrangeur, [ ]. À ce moment-là, la SEE a conclu que les risques associés à la transaction étaient trop importants

par rapport au bénéfice total et a renoncé à participer. Un consortium de banques commerciales, conduit par [ ], a finalement fourni le financement nécessaire.

IV. INVESTISSEMENT QUEBEC

111. Pour l'essentiel dans sa déclaration du 31 juillet 2001 concernant Investissement Québec (IQ), le Brésil répète des arguments qu'il a déjà formulés et auxquels le Canada a déjà répondu. Par exemple, le Brésil fait valoir qu'IQ a fourni des garanties sans prélever de commission. Comme le Canada l'a déjà fait observer, cela n'est pas vrai.[36] Même lorsque le Brésil reconnaît qu'IQ a prélevé une commission, comme pour les transactions Midway Airlines et Mesa Air, il affirme qu'elle était simplement de [ ] points de base, alors que le Canada a expliqué que cette commission de [ ] points de base était une commission initiale à laquelle s'ajoutait une commission annuelle de [ ] points de base. Dans sa déclaration du 31 juillet, le Brésil affirme pour la première fois que CQC a fourni un financement direct dans la transaction Midway.[37] Cela n'est pas vrai. Le Brésil semble avoir confondu garantie sur titres et financement direct.

112. Le Brésil fait également valoir, dans sa déclaration du 31 juillet, que la commission uniforme prélevée par IQ montre que cette dernière ne suit pas le marché parce qu'"aucun organisme commercial de garantie n'appliquerait la même commission à des bénéficiaires ayant des cotes de crédit extrêmement différentes".[38] Cette affirmation ne tient pas compte de la nature de la garantie d'IQ et de [ ].[39] Comme le Canada l'a expliqué dans sa réponse du 26 juillet 2001 à la question n° 47 du Groupe spécial, ainsi qu'aux paragraphes 67 et 68 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation et dans sa réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, le [ ] fait plus que simplement réduire considérablement le risque encouru par IQ. En grande partie, le risque que représente l'éventualité d'un défaut de paiement de la part d'un acheteur donné est [ ], il est tout à fait approprié que la commission demandée à différents acheteurs soit la même.

V. CONCLUSION

113. Le Canada a démontré tout au long de cette procédure que la SEE et Investissement Québec sont autonomes d'un point de vue financier et proposent des produits structurés et chiffrés sur une base commerciale. À la demande du Groupe spécial, le Canada a fourni d'amples renseignements, souvent sensibles d'un point de vue commercial, qui démontrent clairement que la SEE s'efforce vraiment d'établir les modalités et conditions appropriées pour chaque transaction et que ces modalités et conditions sont conformes à celles qu'un emprunteur pourrait obtenir pour une transaction comparable sur le marché commercial. Le Canada a fourni ces renseignements bien que le Brésil ne soit absolument pas parvenu à établir *prima facie* que l'une quelconque des transactions de la SEE au titre du Compte de la Société n'a pas été proposée aux conditions du marché. Dans sa déclaration orale du 31 juillet, le Brésil a tenté de fabriquer de toutes pièces des arguments contre ces transactions et contre la SEE en donnant une idée fausse des éléments de preuve que le Canada a fournis dans ce différend et dans d'autres et en les citant hors contexte. Comme la présente communication le démontre, le recours du Brésil contre ces transactions est totalement dénué de fondement et ne doit pas être retenu. Les éléments de preuve montrent de manière accablante que ces transactions ont été faites à des conditions qui n'étaient pas plus favorables que celles auxquelles les bénéficiaires avaient accès sur le marché.

---

[36] Voir la communication du Canada à titre de réfutation, paragraphe 66 et la réponse du Canada à la question n° 14, paragraphe 7.

[37] Déclaration du Brésil, datée du 31 juillet, paragraphe 119.

[38] Déclaration du Brésil, datée du 31 juillet, paragraphe 23.

[39] [ ] (pièce n° 65 du Canada).

114. Le Canada a également fourni de nombreux éléments de preuve concernant le fonctionnement d'IQ. Le Brésil a dit très peu de choses sur IQ dans sa déclaration du 31 juillet qu'il n'ait pas déjà dit auparavant et que le Canada n'ait pas déjà réfuté. Les nouveaux arguments du Brésil concernant IQ soit sont incorrects d'un point de vue factuel soit ne tiennent pas compte du fait que le risque encouru par IQ est limité et [ ]. Le Brésil n'a proposé aucune base crédible, dans sa déclaration du 31 juillet ou dans ses communications antérieures, pour son allégation selon laquelle les garanties offertes par IQ sont des subventions à l'exportation prohibées. Cette allégation est également sans fondement.

ANNEXE I

LA METHODE EMPLOYEE PAR LE BRESIL POUR ETABLIR LES PRIX DANS LA PIECE N° 65 EST ERRONEE

I. METHODE EXPOSEE PAR LE BRESIL:

Le Brésil a comparé les marges offertes par le Canada avec la moyenne pondérée des marges auxquelles tous les EETC émis par chaque compagnie se négociaient au moment où le Canada a présenté son offre.

Cette méthode pose plusieurs problèmes exposés ci-dessous.

Méthode du Brésil	Raisons pour lesquelles la méthode du Brésil est erronée	Approche recommandée
1. Utilisation de tous les EETC	L'utilisation de tous les EETC répertoriés par Morgan Stanley Dean Witter (MSDW) signifie que des EETC émis par des entreprises autres que les compagnies aériennes ont été inclus. Parmi ces derniers figuraient [ ]. Le Brésil n'a pas respecté sa propre méthode.	Seuls les EETC émis par des compagnies aériennes auraient dû être pris en considération.
2. Utilisation de toutes les tranches d'un EETC pour calculer la moyenne pondérée des marges des crédits	Par leur nature même, les EETC sont constitués de plusieurs tranches de crédit, ayant toutes des notes et des modalités différentes. Cela a plusieurs implications: i) Il n'est pas approprié de comparer des tranches ayant des notes très différentes de celles du financement offert par la SEE. ii) Il n'est pas approprié de comparer des tranches ayant des délais de remboursement très différents de ceux du financement offert la SEE. iii) Il n'est pas approprié de comparer des tranches ayant des rapports prêt/valeur très différents de ceux du financement offert par la SEE.	Une méthode d'établissement des prix doit comparer un financement sous forme de crédits qui est essentiellement similaire au prêt considéré. Le Canada compare le financement offert par la SEE à [ ]. Note sur l'effet de levier des EETC: les EETC peuvent sembler avoir un rapport prêt/valeur inférieur et par conséquent être moins risqués qu'un financement bancaire. Cependant, sur le marché des EETC, la valeur des aéronefs est établie par des évaluations indépendantes. Sur le marché bancaire, les rapports prêt/valeur sont établis par rapport au prix de l'aéronef. Les évaluations tendent à donner des valeurs plus élevées que le prix de vente effectif des aéronefs. Par conséquent, le montant total net en dollars financé est presque le même pour les deux sources de financement. Exemple: EETC: aéronef évalué à 20 millions de dollars * rapport prêt/valeur 70 pour cent = financement de 14 millions de dollars Prêt bancaire: prix de vente de l'aéronef 17,5 millions de dollars * rapport prêt/valeur 80 pour cent = financement de 14 millions de dollars.

Méthode du Brésil	Raisons pour lesquelles la méthode du Brésil est erronée	Approche recommandée
3. Utilisation des prix des EETC pour la période 1996-1999	Comme le dit justement le Brésil au paragraphe 62 de sa déclaration du 31 juillet, les EETC sont un instrument financier relativement nouveau pour le financement sous forme de crédits dans le secteur des aéronefs. Le marché des EETC manque de liquidité (volume des transactions) ce qui peut en partie expliquer pourquoi leur prix est plus élevé que celui d'autres formes de financement commercial. Il existe un écart important entre les prix des EETC et les prix obtenus à partir des marges relatives aux obligations de société comparables et des marges relatives aux indices Fair Market.	La méthode du Canada consiste à incorporer [ ]. Les [ ] reflètent les prix disponibles sur un marché liquide et le prix [ ] reflète un prix non faussé par rapport au prix négocié avec [ ]. Lorsque le Canada montre les prix EETC, il utilise la marge appliquée au prix de la tranche à la date à laquelle l'EETC a été émis. Cela évite toute distorsion supplémentaire de la marge lorsque l'EETC est négocié sur un marché peu liquide. Cela n'élimine toutefois pas le problème de prix causé par un marché peu liquide étant donné que la marge en question a été déterminée dans les mêmes conditions.
4. Utilisation d'une seule source d'établissement des prix	En ne se fondant que sur un seul élément de recherche, dans le cas présent les marges des EETC, pour élaborer une stratégie de prix, on peut donner une idée fausse des faits qui expliquent le prix attribué à telle ou telle note de crédit.	Afin d'éviter de s'en remettre à une seule source pour établir les prix, le Canada tient compte de [ ]:

LA METHODE EMPLOYEE PAR LE BRESIL POUR ETABLIR LES PRIX DANS LA PIECE N° 66 EST ERRONEE

I. MÉTHODE EXPOSÉE PAR LE BRÉSIL:

"Le Brésil a comparé les marges offertes par le Canada avec une estimation de la marge susceptible d'être offerte pour cette transaction en se fondant sur la moyenne des marges pour tous les EETC pour l'année pendant laquelle la transaction a eu lieu. Aux fins de cette comparaison, il a pris comme point de départ la moyenne des marges à l'émission pour tous les EETC émis pendant les années où les transactions canadiennes ont été effectuées. Nous avons ensuite ajoutée l'incidence de la cote de crédit de la [compagnie aérienne] concernée fondée sur les notations du Canada. Selon les calculs fondés sur une analyse de tous les EETC offerts pendant la période 1996-1999, ... cette incidence correspond à plus ou moins 15 points de base.

Cette méthode pose plusieurs problèmes exposés ci-dessous.

Méthode du Brésil	Raisons pour lesquelles la méthode du Brésil est erronée	Approche recommandée
1. Dates choisies pour établir les prix des EETC	Le Brésil a tenté de comparer des prix fixés à un moment avec des prix comparables fixés ultérieurement. La pratique normale sur le marché des créances est de donner le prix actuel d'une transaction. Ce prix peut être fondé sur des variables comparables à partir de renseignements historiques et dans l'attente d'une éventuelle évolution de l'économie à l'avenir. Le prix futur n'est pas disponible et ne pouvait pas être utilisé par la SEE lorsqu'elle a fait ses offres de financement.	Le prix du marché est obtenu après examen des points de repère du marché reflétant la transaction considérée. Les données portent obligatoirement sur le passé et par conséquent seules les transactions antérieures et les données actuellement disponibles peuvent être utilisées. Lorsqu'il a examiné les EETC comme point de repère possible du marché, le Canada a examiné des EETC émis dans les 120 jours précédant la date à laquelle la SEE a fait son offre de financement. En examinant [ ], le Canada a pris en considération les marges [ ] disponibles à la date approximative à laquelle la SEE a fait son offre de financement. Dans son examen de [ ], le Canada a pris en compte [ ] à la date approximative à laquelle la SEE a fait son offre de financement.
2. Ajustement des marges EETC pour tenir compte des différences de notations	Le Canada admet que les marges reflétées dans les prix de référence pour une note donnée peuvent être ajustées afin d'estimer la marge correspondant à une autre note. Toutefois, les prix des EETC utilisés par le Brésil étaient erronés et donc tout ajustement de ces données était inutile. Les erreurs en question ont été exposées dans la critique de la pièce n° 65 du Brésil, pages précédentes.	Le Canada s'efforce d'utiliser des tranches d'EETC dont la note n'a pas plus [ ] d'écart avec la note attribuée au prêt de la SEE. Le Canada ne tente pas de manipuler les points de repère en matière de prix mais il est entendu qu'il y a une différence (en plus ou en moins) lorsqu'un produit donné voit sa note abaissée ou améliorée. L'Appendice 1 de l'annexe II montre comment les marges de crédit augmentent lorsque les notes de crédit diminuent. L'Appendice 1 donne également l'échelle de notation utilisée par Standard & Poor's (S&P) et Moody's Investor Service (Moody's).

ANNEXE II

[ ]

Appendice 1

Corrélation entre les notes de crédit

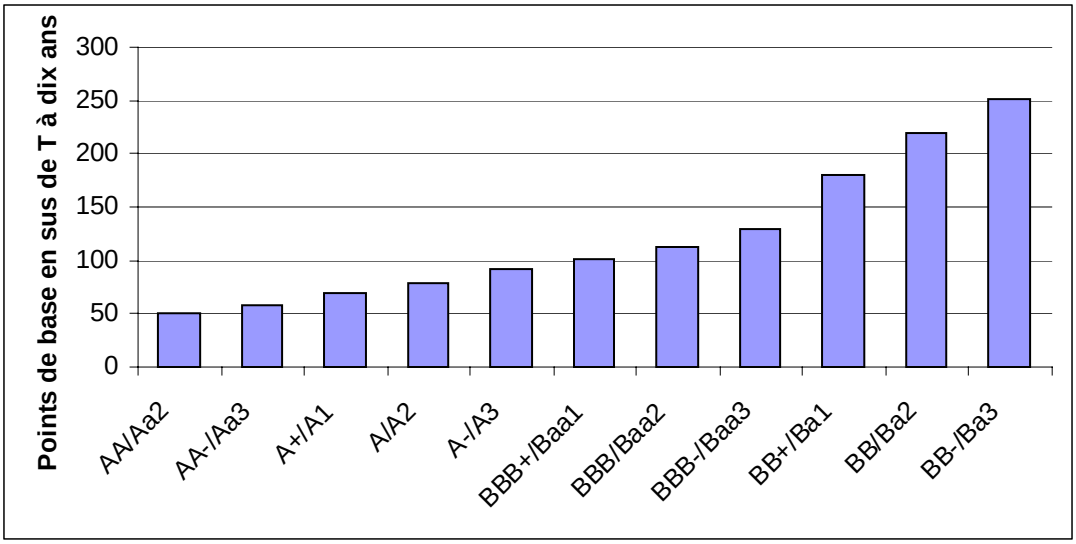
Standard & Poor's		Moody's
AA+	=	Aa1
AA	=	Aa2
AA-	=	Aa3
A+	=	A1
A	=	A2
A-	=	A3
BBB+	=	Baa1
BBB	=	Baa2
BBB-	=	Baa3
BB+	=	Ba1
BB	=	Ba2
BB-	=	Ba3

À propos des notes multiples: Il n'est pas rare qu'un instrument de crédit coté (tranche d'EETC) ait une note multiple. Cela arrive lorsque deux agences de notation ont donné à la même valeur une note différente, l'une étant inférieure à l'autre. Par exemple, Standard & Poor pourrait donne la note BBB+ tandis que Moody's pourrait donner à la même valeur la note Baa2 à un échelon inférieur. Dans de tels cas, le fait que la note soit inférieure à des chances d'entraîner une augmentation du rendement du titre de créance par rapport au taux des bons du Trésor.

Indices des valeurs industrielles (Bloomberg Fair Market Curve History) - 14 août 1998

Note (S&P/Moody's)	Marges des valeurs industrielles en pdb en sus de T à dix ans
AA/Aa2	51
AA-/Aa3	58
A+/A1	70
A/A2	78
A-/A3	91
BBB+/Baa1	102
BBB/Baa2	113
BBB-/Baa3	129
BB+/Ba1	180
BB/Ba2	219
BB-/Ba3	252

Note: Un des grands principes de la finance est celui du risque et du bénéfice. Si le risque augmente, le bénéfice escompté en fait de même. Si la note d'un titre de créance diminue (passe par exemple de AA à BB) la marge requise au-dessus du taux des bons du Trésor américain augmente. Le diagramme ci-dessous illustre l'augmentation de la marge du Fair Market Curve - Industrial Index au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle de notation. Lorsque l'on passe de BBB à BBB- la marge augmente de 16 pdb.



Appendice 2

Observations sur la pertinence du prix des EETC

Les prix des EETC font preuve d'une certaine volatilité.

> "En observant le comportement des marges des différents paniers d'EETC que nous avons créés à partir de notre base de données, nous avons constaté que pour un mois donné il n'est pas rare d'observer des "anomalies" des marges qui défient la logique habituelle. Cela peut être expliqué par le fait que les EETC sont des valeurs complexes et que le comportement de leur marge ne peut pas être expliqué pleinement par une seule variable."

Salomon Smith Barney, *The EETC Training Observer*, 9 mai 2001, page 16 (pièce n° 80 du Canada)

Les prix des EETC ne sont pas établis de manière constante, même lorsqu'ils sont établis au même moment

Compagnie aérienne/émission d'EETC	Tranche/coupon	MSDW* 30 avril 2001 Marge des tranches (pdb)	SSB** 30 avril 2001 Marge des tranches (pdb)	Différence (pdb)
America West/ 1998-1	A / 6,870%	205	215	10
	B / 7,120%	270	290	20
	C / 7,840%	300	320	20
Continental/ 1997-1	A / 7,461%	170	165	-5
	B / 7,461%	230	215	-15
	C / 7,420%	220	215	-5
Northwest/ 1994-1	A / 8,26%	210	175	-35
	B / 9,36%	285	245	-40
United Airlines/ 2000-1	A1 / 7,783%	170	163	-7
	A2 / 7,730%	172	160	-12
	B / 8,030%	230	235	5
US Air/ 1998-1	A / 6,850%	240	215	-25
	B / 7,350%	310	305	-5
	C / 6,820%	390	370	-20

* Source: Morgan Stanley Dean Witter, *EETC Market Update*, 7 juin 2001, pages 18 à 21. (pièce n° 101 du Canada).

** Source: Salomon Smith Barney, *The EETC Trading Observer*, 9 mai 2001, pages 37 à 41. (pièce n° 80 du Canada).

ANNEXE B-13

REPONSES DU CANADA AUX QUESTIONS ADDITIONNELLES POSEES PAR LE GROUPE SPECIAL APRES LA DEUXIEME REUNION

(15 août 2001)

On trouvera ci-après les réponses du Canada aux questions additionnelles posées aux parties par le Groupe spécial le 10 août 2001:

Question n° 74

Veuillez commenter l'affirmation du Brésil (dans sa réponse à la question n° 56) selon laquelle les versements semestriels de l'emprunteur ser[aient] "considérablement moins importants" dans le cadre de l'offre faite par Bombardier que dans le cadre de celle d'Embraer. Veuillez calculer le montant des versements semestriels pour les deux offres, en posant l'hypothèse d'un prêt de 1 milliard de dollars et d'un taux d'intérêt de 6 pour cent dans les deux cas. Veuillez également présumer, dans le cas de l'offre faite par Embraer, que 20 pour cent du prêt concerneraient [ ].

1. L'affirmation du Brésil selon laquelle "les versements semestriels ser[aient] "considérablement moins importants" dans le cadre de l'offre de Bombardier que dans le cadre de celle d'Embraer est inexacte. Afin d'évaluer cette affirmation, le Groupe spécial a demandé aux parties de calculer un "versement semestriel" en se fondant sur certaines hypothèses. Néanmoins, ce calcul est problématique car un certain nombre des hypothèses posées par le Groupe spécial ne sont pas valables.

2. Si l'hypothèse d'un taux d'intérêt identique peut être pertinente, celle d'un montant du prêt identique ne l'est pas. Le montant total du prêt aura nécessairement une incidence sur le montant des versements semestriels qui s'y rapportent. En outre, il dépendra du prix d'un aéronef ainsi que du nombre d'appareils visés par le financement. En conséquence, afin d'évaluer l'affirmation du Brésil, il n'est pas possible de faire abstraction des [ ] que contient l'offre d'Embraer. Comme le Canada l'a fait observer précédemment, il serait nécessaire de comparer l'offre de Bombardier, qui implique un prêt pour [ ] appareils, à celle d'Embraer, [ ], comme cela a été présumé dans le cadre de l'arbitrage au titre de l'article 22:6 concernant l'affaire *Brésil - Aéronefs*.[1] [ ] En conséquence, les versements seraient plus importants dans le cadre de l'offre d'Embraer que dans le cadre de celle de Bombardier.

3. Plusieurs autres facteurs rendent également irrecevable la comparaison envisagée par le Groupe spécial et illustrent les problèmes que pose l'affirmation du Brésil. Par exemple, cette affirmation que le Brésil a faite en réponse à la question n° 56 repose nécessairement sur l'hypothèse d'un financement sous forme de crédit-bail adossé et non de prêt direct. Dans le cadre d'un crédit-bail adossé, les remboursements du prêt et la durée de vie moyenne de celui-ci sont structurés de manière à optimiser les coûts de l'emprunteur et les bénéfices des investisseurs. Il existe une vaste gamme de scénarios de remboursement possibles, tant du point de vue du montant que du délai, quelle que soit la durée de vie moyenne du prêt. Les compagnies aériennes et les investisseurs utilisent des modèles

[1] Réponses du Canada à la question n° 56 du Groupe spécial, 8 août 2001, paragraphe 1, en référence à *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: recours du Brésil à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4.11 de l'Accord SMC*, décision des arbitres, WT/DS46/ARB, adopté le 12 décembre 2000, paragraphe 3.79.

logiciels extrêmement perfectionnés pour calculer et optimiser les coûts et les bénéfices afférents à diverses propositions de financement pour les aéronefs. De nombreuses variables entrent en jeu dans ces calculs, parmi lesquelles la durée de vie moyenne obligatoire fixée par les prêteurs. Les scénarios de remboursement associés aux prêts impliquant un crédit-bail adossé américain peuvent varier considérablement d'un prêt à l'autre, même si les durées de vie obligatoires moyennes sont identiques.

4. Dans sa réponse à la question n° 56, le Brésil a allégué que la durée de vie moyenne du prêt dans l'offre de Bombardier était de [ ] ans. Cette allégation est inexacte. L'offre de Bombardier autorise un scénario de remboursement qui suppose une durée de vie moyenne de [ ] ans *au maximum*, mais cela ne signifie pas que le scénario pour lequel a opté Air Wisconsin dans le cadre de l'offre faite par Bombardier impliquera une durée de vie moyenne de [ ] ans. Il est fréquent que les compagnies aériennes et les investisseurs déterminent, à l'aide du modèle logiciel, qu'ils obtiendront des bénéfices optimaux (c'est-à-dire les coûts les plus bas pour la compagnie aérienne et le bénéfice le plus élevé pour l'investisseur) dans le cadre d'un scénario de remboursement supposant une durée de vie moyenne inférieure à [ ] ans. Une durée de vie moyenne inférieure se traduirait, en moyenne, par des versements périodiques plus élevés (par exemple, les versements semestriels sur lesquels se fonde le Groupe spécial).

5. En outre, à moins que le prêteur demande expressément que les remboursements du principal aient lieu sur une base semestrielle, le montant des versements prévus dans le cadre d'un crédit-bail adossé serait réparti de manière très inégale tout au long du délai de remboursement et pourrait se traduire, soit par l'absence de remboursement du principal pendant quelques années, soit par des remboursements périodiques plus élevés au début qu'à la fin du délai de remboursement. [ ]

6. Pour toutes les raisons susmentionnées, le Brésil a donc tort d'affirmer que l'offre de Bombardier supposerait des versements semestriels considérablement moins importants. C'est également pourquoi il est impossible de comparer directement les versements semestriels prévus par les deux offres sur la base des hypothèses du Groupe spécial.

7. Toutefois, afin d'illustrer certains des problèmes que posent l'affirmation du Brésil et les hypothèses avancées par le Groupe spécial, le Canada a tenté de faire les calculs demandés par celui-ci. Il a sollicité l'aide de [ ] qui, en tant que conseiller de compagnies aériennes et d'investisseurs, utilise un modèle logiciel du type décrit ci-dessus.

8. Le Canada a demandé à [ ] de calculer, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, le scénario de remboursement du prêt pour les deux offres, avec pour hypothèses un taux d'intérêt de 6 pour cent, une durée de vie obligatoire moyenne de [ ] ans, dans un cas et de [ ] ans dans l'autre, et un prêt de 1 milliard de dollars dans les deux cas. Toutefois, même ces hypothèses sont problématiques et ne sont pas pleinement réalistes parce que les modèles logiciels utilisés pour optimiser les scénarios de remboursement calculent la rentabilité d'une transaction concernant des aéronefs au cas par cas et non en fonction du montant brut du prêt comme dans l'hypothèse du Groupe spécial. Le Canada n'a pas demandé à [ ] de tenir compte de l'hypothèse du Groupe spécial selon laquelle "[ ]", parce que ni le sens de cette hypothèse ni la manière dont celle-ci pourrait être prise en compte dans le calcul ne sont clairs.

9. Les résultats des calculs communiqués par [ ] dans son modèle (joint en tant que pièce n° 102 du Canada) font ressortir des scénarios de remboursement très différents pour les deux offres. Il se peut qu'aucun remboursement du principal n'ait lieu pendant certaines années. Ces calculs indiquent que pendant certaines années, les remboursements du principal et des intérêts seraient plus importants dans le cadre d'une offre prévoyant une durée de vie obligatoire moyenne de [ ] ans que dans le cadre d'une offre assortie d'une durée de vie obligatoire moyenne de [ ] ans. Quand bien même les versements au titre d'un prêt de 1 milliard de dollars assorti de la durée de vie moyenne la plus longue seraient un peu moins élevés en moyenne (52,6 millions de dollars contre 53,1 millions de dollars), en

raison du délai de remboursement plus long, la compagnie aérienne subirait, en vertu de l'offre assortie d'une durée de vie moyenne de [ ] ans des paiements d'intérêts de quelque 90 millions de dollars supplémentaires par rapport à l'offre supposant une durée de vie moyenne de [ ] ans.

Question n° 75

S'agissant de la réponse du Canada à la question n° 67 du Groupe spécial, le Canada est-il d'avis qu'il suffirait de prouver la "possibilité", la "probabilité" ou l'"attente" d'un soutien futur du gouvernement brésilien pour satisfaire à un élément juridique du "soutien public" en vertu de l'Arrangement de l'OCDE pour ce qui est des dispositions en matière d'"alignement"?

10. Le Canada ne voit pas clairement ce que le Groupe spécial entend par l'expression "élément juridique" d'un soutien public en vertu de l'Arrangement de l'OCDE. Toutefois, s'il existe - comme c'est le cas en l'espèce - des raisons fondées de conclure que le gouvernement brésilien devait accorder un soutien public à l'offre d'Embraer, cela est suffisant pour permettre au Canada de faire une offre impliquant un alignement en vertu de l'Arrangement de l'OCDE.

11. Afin de satisfaire aux obligations prévues par l'Arrangement de l'OCDE de s'aligner sur l'offre d'un non-Participant, il est nécessaire de se conformer aux dispositions de l'article 53 de l'Arrangement intitulé "Alignement sur des modalités et conditions offertes par un non-Participant". L'article 53 dispose que tout Participant doit: i) "fai[re] tout son possible pour vérifier" l'existence d'un soutien public, ii) "informer les autres Participants de la nature et du résultat de ses efforts en ce sens" et iii) notifier les autres Participants.[2]

12. En vertu de l'article 53, les Participants ne sont pas tenus d'être absolument certains que l'offre initiale bénéficiait d'un soutien public. Les rédacteurs de l'Arrangement de l'OCDE ont reconnu qu'il pouvait être impossible dans une situation d'alignement faisant intervenir un non-Participant d'être certain que les modalités et conditions faisant l'objet d'un alignement bénéficient d'un soutien public, parce que les non-Participants ne sont pas assujettis aux obligations de notification et de transparence prévue par l'Arrangement de l'OCDE.

13. En vertu de l'article 53, tout Participant est par contre tenu de "fai[re] tout son possible pour vérifier" l'existence d'un soutien public. Au terme de cette démarche, le Participant qui souhaite procéder à un alignement se trouverait dans l'un des trois cas de figure suivants:

- Exercer une diligence raisonnable démontrerait que l'offre initiale ne bénéficie pas d'un soutien public. Dans une telle situation, il n'y aurait pas lieu de procéder à un alignement.

- Exercer une diligence raisonnable soulèverait des doutes quant au point de savoir si l'offre initiale bénéficie d'un soutien public. Bien que l'article 53 n'envisage pas expressément cette situation, il est implicite que les Participants font preuve de "bonne foi" lorsqu'ils procèdent à un alignement. Ce critère de "bonne foi" est conforme au statut de "gentlemen's agreement" dont jouit l'Arrangement de l'OCDE. Dans cette situation, l'alignement ne serait pas fait "de bonne foi" et ne serait donc pas conforme à l'Arrangement de l'OCDE.

- Les éléments de preuve obtenus en exerçant une diligence raisonnable aboutiraient à la conclusion selon laquelle l'offre initiale bénéficie d'un soutien public, bien qu'il ne

[2] Le Canada a satisfait aux obligations en matière d'information et de notification énoncées à l'article 53 de l'Arrangement. Voir la communication à titre de réfutation du Canada, paragraphe 95.

> soit peut être pas possible d'établir avec certitude l'existence d'un tel soutien. Dans cette situation, l'alignement serait fait de "bonne foi" et serait conforme à l'Arrangement de l'OCDE en général et aux dispositions de l'article 53 en particulier. En outre, en vertu de l'Arrangement, tous les autres Participants ont la possibilité de faire part de leur point de vue sur la pertinence de l'alignement. Cet examen interne équivaut à une vérification externe de l'utilisation que font les Participants de l'alignement.

14. Dans le cadre de la transaction Air Wisconsin, le Canada se trouve dans le troisième cas de figure. Il a expliqué qu'il avait fait tout son possible pour vérifier de bonne foi que l'offre de financement faite par Embraer à Air Wisconsin bénéficiait d'un soutien public du Brésil.[3] Les efforts faits par le Canada en ce sens ont satisfait aux prescriptions de l'article 53. L'examen interne n'a suscité aucune observation de la part d'autres Participants sur la notification du Canada relative à l'alignement ni sur la nature ou les résultats des efforts consentis par celui-ci sur la base d'une diligence raisonnable. En outre, comme le Canada l'a décrit dans sa réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, les éléments de preuve démontrent clairement que l'offre d'Embraer allait bénéficier d'un soutien public du Brésil. De fait, Embraer a confirmé à Air Wisconsin qu'elle espérait que son offre ferait l'objet d'un tel soutien, comme l'a indiqué Air Wisconsin dans sa lettre du 7 août 2001 (pièce n° 68 du Canada).

15. En conséquence, c'est parce qu'il a fait "tout son possible" au sens de l'article 53 de l'Arrangement pour vérifier l'existence d'un soutien public du Brésil et parce qu'en raison de ces efforts il a été fondé à conclure que l'offre d'Embraer allait bénéficier d'un soutien du gouvernement brésilien que le Canada a été habilité à faire une offre impliquant un alignement en vertu de l'Arrangement de l'OCDE.

Question n° 76

En réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, le Canada déclare ce qui suit: "il est tout simplement inconcevable que [ ]". Faut-il comprendre qu'Embraer a offert des modalités et conditions de financement qui n'existaient pas sur le "marché"? Dans l'affirmative, l'offre d'Embraer pourrait-elle être utilisée comme "point de repère du marché" pour déterminer la question de l'"avantage"? Veuillez donner des explications à ce sujet.

16. [ ]

17. Comme le Canada l'a démontré dans sa réponse du 8 août 2001 à la question n° 67 du Groupe spécial, tous les éléments de preuve dont dispose le Groupe spécial attestent que le gouvernement brésilien est impliqué dans l'offre d'Embraer. La seule conclusion raisonnable qu'il est possible de tirer des éléments de preuve dont dispose le Groupe spécial est que l'offre d'Embraer était censée faire intervenir le soutien du gouvernement brésilien. Cette conclusion est corroborée par le fait qu'il est tout simplement inconcevable que [ ].

18. Néanmoins, si le Groupe spécial ne considère pas que l'offre d'Embraer impliquait ou devait impliquer un soutien du gouvernement brésilien, [ ]. Ce type de financement serait, par définition, accordé aux conditions du marché.

[3] Voir, s'agissant des documents les plus récents, les paragraphes 72 à 74 de la deuxième déclaration orale du Canada. Voir également la communication à titre de réfutation du Canada, paragraphes 83 à 94.

19. En conséquence, si le Groupe spécial estime que l'offre d'Embraer impliquait ou devait impliquer un soutien du gouvernement brésilien, cette offre ne constitue pas un "point de référence du marché". Néanmoins, s'il estime que [ ], cette offre constitue un "point de référence du marché" pour déterminer la question de l'"avantage".

ANNEXE B-14

OBSERVATIONS DU CANADA CONCERNANT LES RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION

(20 août 2001)

On trouvera ci-après les observations du Canada concernant les réponses du Brésil aux questions n° 54 à 62 et à la question n° 73 posées par le Groupe spécial.

Question n° 54

Dans les cas où il y a plusieurs transactions commerciales, avec une gamme de prix différents, comment détermine-t-on le "prix du marché"?

1. Le Brésil ne répond pas à la question du Groupe spécial. Le Brésil cherche à distinguer le prix de vente et le prix du financement mais n'explique pas pourquoi la question du Groupe spécial ne s'applique pas au prix des conditions de financement. Le Canada note que le Brésil reconnaît bien qu'il est possible de déterminer le prix du marché en comparant les conditions de financement d'une transaction et les conditions de financement qu'un établissement commercial offrirait pour une transaction analogue. Dans le cas d'Air Wisconsin, [ ].

Question n° 55

Si c'est la pratique commerciale de s'engager, pour des raisons commerciales à long terme, dans des transactions impliquant des pertes à court terme, faut-il considérer de telles transactions comme des transactions "aux conditions du marché"? Veuillez donner des explications.

2. Ainsi que le Canada l'a souligné, il n'y a absolument aucun élément de preuve permettant d'étayer la supposition du Brésil selon laquelle [ ].

3. Même si Embraer avait effectivement agi de la sorte, le Brésil reconnaît dans sa réponse à la question que "si la "pratique commerciale" d'un grand nombre des vendeurs consiste, dans une branche donnée, à vendre à des prix inférieurs aux coûts, on peut alors soutenir que ce niveau des prix est devenu celui du marché". Vraisemblablement, le nombre de vendeurs qui constitue "un grand nombre" dépendra du nombre de vendeurs sur le marché. Sur le marché des avions à réaction régionaux, où il n'y a en réalité que deux acteurs dont l'un, Embraer, détient environ la moitié dudit marché, la pratique commerciale de cet acteur sera celle d'"un grand nombre" de vendeurs. Sur un marché oligopolistique de ce type, la théorie économique classique stipule que, lorsque l'un des principaux acteurs baisse son prix, que cela entraîne ou non des pertes à court terme, c'est ce prix qui détermine le marché car l'autre principal acteur est obligé de s'aligner sur ce prix inférieur. Dans cette situation, les transactions impliquant des pertes à court terme pour des raisons commerciales à long terme seraient des transactions aux conditions du marché.

Question n° 56

Veuillez analyser les éléments importants de la deuxième offre faite par Embraer à Air Wisconsin et de l'offre faite par le Compte du Canada/Bombardier à cette même compagnie et d'indiquer dans quelle mesure ces éléments importants montrent que ces offres étaient, ou n'étaient pas, comparables.

4. Le Canada a répondu à cette question dans sa propre réponse à la question n° 56.

Question n° 57

Le Brésil s'est déclaré préoccupé au sujet de l'utilisation des indices des valeurs industrielles générales. En particulier, le Brésil a affirmé que de telles notes ne tiennent pas compte du fait qu'il peut y avoir différents risques à prendre en considération dans le cas d'une compagnie aérienne, par opposition à une société industrielle. Pourquoi la notation ne rendrait-elle pas compte de ces différents risques, de telle sorte que si une compagnie aérienne représente un plus grand risque qu'une société industrielle, sa note sera généralement inférieure?

5. La réponse du Brésil à cette question met en évidence, dans une certaine mesure, la difficulté qu'il y a à déterminer un "taux du marché" unique pour une transaction. Comme le Brésil le fait observer au troisième paragraphe de sa réponse, même les sociétés avec une même cote de crédit pourraient bénéficier de marges de financement différentes en raison d'éléments tels que les dispositions en matière de nantissement et la compétitivité à l'intérieur du secteur. Comme le souligne le Brésil, ces facteurs "sont largement dépendants du marché".

6. Le Brésil soutient que la différence de risque entre les compagnies aériennes et les sociétés industrielles n'est pas nécessairement reflétée dans la différence de notation entre les unes et les autres. Il fait observer ce qui suit:

> En cas de changement dans les résultats de tel ou tel émetteur d'obligations ou du secteur dont il relève, le marché réagira beaucoup plus rapidement que les agences de notation. Il en résultera une différence entre les marges qui peuvent être négociées par des sociétés ayant des notes semblables dans des secteurs différents.

7. Le Brésil ne propose aucune explication sur les raisons pour lesquelles des considérations analogues ne pourraient expliquer les différences dans les conditions offertes à des compagnies aériennes avec des notes différentes en fonction de l'évaluation du risque opérée par la SEE pour chaque transaction. En évaluant le risque individualisé que représente une compagnie aérienne donnée lors d'une transaction spécifique, la SEE est en mesure de tenir compte de ce que le Brésil semble considérer comme l'imprécision inhérente aux évaluations plus généralisées du risque de crédit.

8. La réponse du Brésil à la question n° 57 repose en grande partie sur l'affirmation selon laquelle les petites compagnies ne pourront pas bénéficier d'un financement au même taux que les grandes compagnies, même si elles ont la même note. Cela est inexact. Il n'y a pas de corrélation entre la note et la taille. Par exemple, une compagnie aérienne telle que Southwest, dont les recettes totales sont de 5,6 milliards de dollars EU, a obtenu la note A de Standard & Poors et la note A3 de Moody's. United, une compagnie aérienne beaucoup plus grande dont les recettes totales sont de 19,3 milliards de dollars EU, est en dessous de la catégorie Investissement, avec une note de

BB+/Ba1.[1] Continental, avec une capitalisation boursière de 2,9 milliards de dollars EU, est notée Ba2 par Moody's, alors que Northwest, avec une capitalisation boursière de 2,3 milliards de dollars EU, a la note B1, c'est-à-dire une note qui est de plusieurs échelons inférieure.

9. Comme le Canada l'a précédemment souligné, les agences de notation, comme Moody's et Standard and Poor's (S&P), accordent des notes à la demande de la société sur laquelle porte la notation et sont rémunérées par elle. Les sociétés sont disposées à faire cette dépense lorsqu'elles ont l'intention de trouver un financement sur les marchés des créances publiques. Le fait qu'une société n'a pas de note officielle ne traduit pas nécessairement une faiblesse ou un défaut financier et ne donne pas non plus d'indication quant à sa taille; cela montre simplement qu'elle ne nécessite pas de financement par emprunt public. Un grande nombre de grosses sociétés, dont un certain nombre de grandes compagnies aériennes internationales (comme Virgin et Singapore Airlines), n'ont pas de note externe. Dans ce cas, les prêteurs doivent disposer d'une autre méthode d'évaluation du risque financier des sociétés non notées. Des banques comme Barclays Bank, ABN Amro, LloydsTSB et la SEE utilisent le logiciel automatique de notation LA Encore/Moody's Risk Advisor pour opérer des notations internes dans ces cas-là.

10. Bien que la plupart des compagnies aériennes régionales ne soient pas notées, il est faux de supposer que leurs notes seraient nécessairement inférieures à celles des grandes compagnies des États-Unis. En fait, comme il est indiqué dans les observations suivantes de Merrill Lynch, à bien des égards, les compagnies aériennes régionales présentent un risque plus faible que les grandes compagnies:

> De tout temps, les compagnies aériennes régionales ont été systématiquement plus rentables que les grandes compagnies. C'est pourquoi elles ont toujours bénéficié d'une meilleure évaluation boursière que les grandes compagnies, en raison de leurs bénéfices effectifs et de leur capacité bénéficiaire sensiblement plus élevés. Par exemple, ***SkyWest, avec seulement 23 avions à réaction régionaux, 90 avions à turbopropulseur et 530 millions de recettes annuelles, a une valeur boursière de 1,7 milliard de dollars – plus qu'Alaska et America West réunies, soit 1,1 milliard de dollars!*** Et ces deux grandes compagnies aériennes réalisent des ventes annuelles globales de 3,8 milliards de dollars et leur flotte combinée comprend 233 avions à réaction gros porteurs!
>
> Nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses sur ce que vaudraient Comair (et ASA) compte tenu des paramètres actuels. ***Toutefois, nous savons que la valeur comptable virtuelle totale d'ASA et de Comair était de 3 milliards de dollars environ sur la base du prix d'achat de Delta il y a quelques années – alors que la valeur comptable actuelle de Delta n'est que de 5,8 milliards de dollars.***[2] [italique et caractères gras dans l'original]

11. Bien que ces observations soient censées porter sur l'évolution de la valeur comptable, les faits sous-jacents sont à rapprocher des affirmations du Brésil. Les compagnies aériennes régionales

[1] Dans sa deuxième déclaration orale, le Canada s'est référé à Southwest comme étant l'une des plus petites compagnie aérienne des États-Unis, mais il s'agit là bien sûr d'une comparaison avec les autres grandes compagnies aériennes américaines. Southwest est plus petite que American Airlines, United Airlines, Delta Airlines, Northwest Airlines et Continental Airlines. Le Canada ne voulait pas laisser entendre que Southwest était équivalent, par sa taille, à certaines des compagnies aériennes régionales, même si - d'après les observations de la société Merrill Lynch - certaines compagnies régionales, dont Comair et ASA, peuvent avoir une valeur comptable supérieure à celle des grandes compagnies aériennes américaines (Merrill Lynch, "Regional Airline Update: In Times of Economic Uncertainty, Look to Regional Airlines", 30 mai 2001, page 6 (pièce n° 103 du Canada)).

[2] *Id.*

ont obtenu de meilleurs résultats que les grandes compagnies dans un certain nombre de domaines essentiels, y compris la croissance des recettes, et, sur le plan de la capitalisation boursière, un certain nombre de compagnies aériennes régionales – y compris Comair et ASA – sont aussi grandes, sinon plus, que certaines grandes compagnies des États-Unis.

12. Pour toutes ces raisons, le Brésil a tort de donner à entendre que les compagnies aériennes régionales devraient payer davantage que les grandes compagnies aériennes des États-Unis pour obtenir un financement simplement en raison de leurs recettes de ventes.

13. Dans la dernière partie de sa réponse, le Brésil cite là encore hors contexte l'examen effectué par le Canada dans le cadre du différend *Brésil - Aéronefs* concernant l'importance des titres revalorisés par nantissement du matériel (EETC).[3] Le Canada se référait aux EETC pour réfuter l'affirmation du Brésil selon laquelle le fait de proposer un taux d'intérêt au seul niveau du TICR ne conférerait jamais un avantage important à l'emprunteur. Le Canada soulignait que certaines tranches d'EETC ont une cote généralement bien supérieure à celle des créances non garanties de la compagnie aérienne, ce qui ne signifie pas, évidemment, que certaines compagnies aériennes ne peuvent obtenir un financement sur le marché avec des marges pour les taux d'intérêt inférieures à celles auxquelles d'autres compagnies pourraient prétendre, en fonction, notamment, de la cote de crédit de l'emprunteur et de la garantie de sa créance.

14. Il n'est donc pas du tout surprenant que la compagnie ASA, à laquelle il a été attribué la note [ ] sans garantie par le logiciel LA Encore, ait pu obtenir un financement garanti *sur le marché* à des taux [ ] (voir les paragraphes 48 et 50 de la réponse du Canada aux nouveaux arguments avancés par le Brésil dans sa deuxième déclaration orale) ou que la SEE puisse offrir un financement à [ ], alors que [ ], qui avait la note [ ], aurait une tranche d'EETC se négociant à [ ].

Question n° 58

Quelle proportion des ventes à l'exportation d'Embraer portant sur des aéronefs régionaux n'a pas bénéficié du soutien de la BNDES et/ou au titre du PROEX?

15. Le Brésil déclare qu'environ [ ] pour cent des ventes à l'exportation d'avions à réaction régionaux effectuées à ce jour par Embraer n'ont pas bénéficié du soutien de la BNDES ou d'un soutien au titre du PROEX. Compte tenu des informations communiquées par ce pays dans le cas du différend *Brésil – Aéronefs* et fournies par Embraer à des investisseurs potentiels, le Canada a des réserves considérables à émettre quant à l'exactitude de la réponse du Brésil.

16. Dans le cadre de la procédure du Groupe spécial au titre de l'article 22:6 concernant le différend *Brésil – Aéronefs*, le Brésil a présenté une pièce (pièce A-15 du Brésil) intitulée "Carnet de commandes au 18 novembre 1999 – Subvention par aéronef". Le Canada croit comprendre que tous les chiffres figurant dans cette pièce concernent les ventes à l'exportation. Ce document (pièce n° 104 du Canada) indique qu'au 18 novembre 1999, le Brésil s'était engagé à fournir un soutien, dans le cadre du programme PROEX, pour [ ]. Dans l'arbitrage au titre de l'article 22:6 concernant le différend *Brésil – Aéronefs*, les arbitres ont considéré que le taux de transformation des options en commandes fermes était de 85 pour cent.[4] Si l'on applique ce même taux de transformation aux options mentionnées dans la pièce du Brésil, [ ]. Autrement dit, les subventions PROEX porteraient à elles seules (c'est-à-dire sans tenir compte du financement de la BNDES) sur un nombre total de [ ].

[3] Voir aussi la réponse du Canada, datée du 13 août 2001, aux nouveaux arguments avancés par le Brésil dans sa deuxième déclaration orale, paragraphes 24 et 29 à 34.

[4] *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: Recours du Brésil à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de l'article 4:11 de l'Accord SMC*, Décision des arbitres, WT/DS46/ARB, adoptée le 12 décembre 2000, paragraphe 3.79.

17. Le carnet de commandes figurant dans la Note d'information d'Embraer du 12 juin 2001[5] montre qu'à cette date, des commandes fermes avaient été passées à cette société pour 955 aéronefs régionaux (y compris les aéronefs déjà livrés). Le Canada croit comprendre que la totalité de ces commandes représentent des ventes à l'exportation.

18. Un simple calcul montre que – si l'on se fonde sur la pièce A-15 du Brésil (qui est désormais la pièce n° 104 du Canada) – les [ ] qui feraient l'objet de subventions PROEX représentaient environ [ ]. Même si l'on se base sur un taux de transformation des options en commandes fermes plus prudent – c'est-à-dire un taux de 50 pour cent –, les chiffres figurant dans la pièce A-15 du Brésil montrent que [ ] bénéficieraient de subventions PROEX. Cela représenterait environ [ ] pour cent des ventes d'exportation de la société Embraer.

19. Comme nous l'avons indiqué, ces chiffres concernent le seul soutien offert dans le cadre du PROEX. Ils ne tiennent pas compte du financement direct au titre du programme d'import-export de la BNDES, qui, selon la pièce n° 105 du Canada[6], représente quelque [ ] pour cent (en valeur) du carnet de commandes d'Embraer.[7] Pour le Canada, la réponse du Brésil et les chiffres des carnets de commandes d'Embraer mentionnés plus haut sont donc incompatibles.

Question n° 59

Le Brésil a fait valoir qu'en cherchant à savoir si le soutien canadien conférait ou non un avantage, le Groupe spécial devrait aussi envisager la possibilité d'un avantage pour Bombardier. Dans quelle mesure l'avantage que tirerait Bombardier serait-il différent de celui que tireraient ses clients? Pourrait-il y avoir un avantage pour Bombardier en l'absence de tout avantage pour ses clients?

20. Le Canada a examiné cette argumentation aux paragraphes 1 à 8 de sa réponse à la question n° 44 du Groupe spécial et n'a aucune autre observation supplémentaire à formuler.

Question n° 60

En réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, le Brésil a affirmé qu'il demandait des constatations au sujet de certaines transactions SEE/IQ. Est-ce toujours la position du Brésil?

21. La réponse du Brésil à cette question est la suivante: "le Brésil met en cause l'application générale des mesures [Compte de la Société, Compte du Canada, et Investissement Québec] telle qu'elle est démontrée par des transactions spécifiques". La réponse du Brésil continue à jeter la confusion. Ce pays semble affirmer qu'il peut mettre en cause les programmes du Canada "en tant que tels" en se fondant sur la manière dont ils sont appliqués lors de transactions spécifiques. Il ne peut procéder ainsi.[8] De plus, le Brésil refuse toujours d'indiquer clairement s'il met en cause des transactions spécifiques "telles qu'elles sont appliquées". Le groupe spécial devrait constater que tel n'est pas le cas.

[5] Note d'information d'Embraer, 12 juin 2001, pages 74 et 75 (pièce n° 105 du Canada).

[6] *Id.*, pages 12 et 13.

[7] Lors de la deuxième procédure *Brésil – Aéronefs* au titre de l'article 21:5, le Canada a mis en évidence une note d'information préliminaire d'Embraer, qui indiquait à la page 12 qu'au 31 mars 2000, quelque 51,1 pour cent du carnet de commandes de cette société (en valeur) faisait l'objet d'un financement accordé au titre du programme d'import-export de la BNDES. (*Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs: deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, rapport du Groupe spécial, WT/DS46/RW2, non encore adopté, annexe A-2, paragraphe 13). Cette même note d'information préliminaire donnait également un chiffre de 57,5 pour cent (page 77).

[8] Voir la communication présentée à titre de réfutation par le Canada, paragraphe 52.

Question n° 61

Si on suppose que la deuxième offre faite par Embraer à Air Wisconsin ne bénéficiait pas d'un soutien public et que cette offre a été faite à des conditions que l'on pouvait obtenir sur le marché, comment l'offre faite par le Compte du Canada à Air Wisconsin conférerait-elle un avantage à Air Wisconsin?

22. Si, comme beaucoup d'éléments de preuve semblent l'indiquer, l'offre d'Embraer dépendait d'un soutien du gouvernement brésilien, c'est au Canada qu'il incombe de prouver que son offre constituait un alignement sur l'offre de cette société. Toutefois, la question part du principe selon lequel la deuxième offre d'Embraer à Air Wisconsin a été faite à des conditions que l'on pouvait obtenir sur le marché. Si tel est le cas, c'est au Brésil qu'il revient de prouver que l'offre du Canada a été faite à des conditions plus favorables que la deuxième offre d'Embraer et, de ce fait, plus favorables que celles auxquelles le bénéficiaire pouvait prétendre sur le marché. Le Brésil évite de répondre à la question posée et, au lieu de cela, essaie – au troisième paragraphe de sa réponse – de renverser la charge de la preuve, ce qui ne repose sur aucun fondement juridique.

Question n° 62

La deuxième page de la [ ].

23. Le Canada n'a aucune observation à formuler à cet égard.

Question n° 73

Dans sa réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, s'agissant du délai de remboursement, le Canada fait valoir que "[ ]". Veuillez donner des précisions compte tenu de la déclaration faite par le Brésil (en réponse à la question n° 56 du Groupe spécial), selon laquelle "[ ]".

Veuillez également commenter l'affirmation du Brésil selon laquelle, en vertu de l'offre faite par Bombardier, les versements semestriels seraient considérablement moins importants. Veuillez démontrer cette affirmation, en posant l'hypothèse d'un prêt de 1 milliard de dollars et d'un taux d'intérêt de 6 pour cent pour les deux offres. Veuillez aussi présumer, dans le cas de l'offre d'Embraer, que [ ].

1. Pour les raisons exposées ci-après, le Canada n'est pas d'accord avec la méthode que le Brésil utilise dans ses calculs et les conclusions qu'il en tire, notamment concernant les points suivants:

- après avoir formulé ses affirmations sur la base de remboursements semestriels, le Brésil fonde maintenant ses calculs sur des remboursements mensuels;

- comme le Canada l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 74, l'affirmation du Brésil en réponse à la question n° 56 reposait nécessairement sur un mécanisme de crédit-bail adossé. Toutefois, le Brésil fonde en partie ses calculs sur un mécanisme de prêt direct;

- certaines variables ne sont pas les mêmes dans l'offre d'Embraer et celle de Bombardier. De cette façon, les remboursements semblent moins importants dans le cas de l'offre d'Embraer et plus importants dans le cas de l'offre de Bombardier.

2. Le Brésil a affirmé dans sa réponse à la question n° 56 du Groupe spécial que, dans le cadre de l'offre de Bombardier, les remboursements semestriels de l'emprunteur seraient considérablement moins importants. Toutefois, lorsque le Groupe spécial lui a demandé d'expliquer son affirmation, le Brésil a choisi de comparer les deux offres en prenant pour base des paiements composés mensuels dans le cas du prêt direct et des mensualités dans le cas du crédit-bail adossé. L'offre de Bombardier imposait des paiements composés *semestriels* pour le prêt direct, et non des paiements composés mensuels comme le suppose le Brésil dans ses calculs.

3. Dans sa réponse, le Brésil mentionne aussi une "[ ]" pour le prêt direct canadien, ce qui est également inexact. Ainsi que le Brésil le déclare lui-même au deuxième paragraphe de sa réponse à la question n° 73, "dans le cadre d'un crédit-bail adossé américain, les prêteurs imposent en général qu'il soit fait mention d'une [ ], ce qui n'est pas exigé pour un prêt classique". Cette observation est exacte. Elle s'applique au [ ].

4. Toutefois, dans le cas d'un crédit-bail adossé américain, la pratique du marché est de laisser le preneur et l'investisseur "optimaliser" les conditions de remboursement (ainsi qu'il est décrit dans la réponse du Canada à la question n° 74). Dans ce cas, il sera imposé une [ ] afin que le remboursement ait lieu dans des délais acceptables.

5. Dans sa réponse à la question n° 56, le Brésil a fait valoir que les "versements trimestriels" seraient "considérablement moins importants" dans le cadre de l'offre canadienne. Il a fait cette affirmation compte tenu de la différence dans la [ ] pour chacune des deux offres. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 de la réponse du Canada à la question n° 74, l'affirmation du Brésil s'appuie nécessairement sur un [ ], pour les raisons qui ont déjà été exposées au paragraphe 1 ci-dessus. La comparaison faite par ce pays entre le [ ] de son offre et le [ ] du Canada n'est donc pas pertinente.

6. De plus, il est tout à fait irréaliste de supposer que la compagnie Air Wisconsin choisira de financer un nombre important d'aéronefs (s'il y a lieu) par le [ ] de Bombardier car elle ne souhaiterait pas avoir à fournir l'apport personnel requis de [ ]. Il n'en va pas de même pour l'offre d'Embraer, qui [ ], ce qui en fait une offre plus généreuse à cet égard.

7. Les calculs effectués par le Brésil concernant les remboursements dans le cadre du [ ] pour chacune des offres peut aussi induire en erreur. Premièrement, il est difficile, pour le Groupe spécial, de comparer les calculs fournis par les deux pays dans la mesure où le Brésil fonde sa comparaison sur des paiements mensuels [ ].

8. Deuxièmement, ainsi que le Canada l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 74, les conditions de remboursement peuvent être très diverses dans le cadre d'un crédit-bail adossé américain et un grand nombre de variables peuvent être utilisées dans les modèles d'optimalisation employés dans le secteur aéronautique. Il est intéressant de noter que les calculs fournis par le Canada et le Brésil ont été effectués au moyen du même modèle informatique. Toutefois, alors que, conformément à la demande du Groupe spécial, le Canada a comparé les conditions de remboursement en ne modifiant que la durée de vie moyenne, toutes les autres variables restant les mêmes, ce n'est pas ce qu'a fait le Brésil.

9. Par exemple, le Brésil a supposé [ ], contre [ ] pour cent dans le cas de l'offre de Bombardier. Il a également supposé une durée de crédit-bail plus longue pour l'offre de Bombardier ([ ]) que pour celle d'Embraer ([ ]). Il a ensuite ramené la durée de vie moyenne à [ ] pour l'offre d'Embraer, même s'il déclare que la durée obligatoire exacte est de [ ]. Chacun de ces facteurs a pour effet d'augmenter le montant des remboursements requis dans le cas de l'offre brésilienne et de diminuer celui des remboursements pour l'offre canadienne, exagérant ainsi l'écart entre les deux.

10. Pour bien montrer quel effet il en résulte, le Canada a calculé le montant des paiements "mensuels" dans le cas du crédit-bail pour les deux offres. Il a utilisé le même modèle que celui qui avait été utilisé par les deux pays, a pris pour base une durée de vie moyenne de [ ] ans pour l'offre de Bombardier et de [ ] pour l'offre d'Embraer et a supprimé les différences dans les chiffres que le Brésil avait pris pour base concernant [ ].

11. Pour un prêt d'un montant de 1 milliard de dollars, les mensualités s'élèvent – après calcul (voir ci-dessous) – à [ ] dollars pour l'offre de Bombardier, contre [ ] dollars pour celle d'Embraer. L'écart, c'est-à-dire [ ] dollars, est bien inférieur à l'écart de [ ] dollars calculé par le Brésil. Par aéronefs (sur la base de [ ] aéronefs), cet écart est seulement de [ ] dollars par mois.

Calculs du Brésil, les variables concernant le crédit-bail restant les mêmes

Offre d'Embraer	Offre de Bombardier
Montant du prêt: 1 milliard de dollars	Montant du prêt: 1 milliard de dollars
Taux d'intérêt: 6 pour cent	Taux d'intérêt: 6 pour cent
Durée d'emprunt:	Durée d'emprunt:
Durée de vie moyenne:	Durée de vie moyenne:
Durée du crédit-bail:	Durée du crédit-bail:
Valeur résiduelle:	Valeur résiduelle:
Mensualités:	Mensualités:

12. La manipulation faite par le Brésil montre à quel point il est difficile de comparer le montant respectif des paiements pour chacune des deux offres et nous permet de réfuter l'affirmation brésilienne selon laquelle il existe un écart "considérable". Cette manipulation a aussi pour effet de mettre en relief l'observation du Canada, au paragraphe 3 de sa réponse à la question n° 74, selon laquelle il existe toute une gamme de variables qui peuvent modifier le montant effectif des paiements pour chacune des offres.

13. Les affirmations brésiliennes sur le montant des paiements ne tiennent pas compte de ces variables, ce qui rend la comparaison envisagée par le Groupe spécial délicate. Le fait de se concentrer, comme le fait le Brésil, sur un seul élément de l'offre aux fins de la comparaison ne constitue pas un point de départ satisfaisant pour comparer des propositions de financement complexes. Même si toute comparaison de ce type est par essence imparfaite, le Brésil décrédibilise encore plus ses propres affirmations en adaptant certaines de ces variables dans le but d'exagérer l'écart entre le montant des paiements dans le cadre des deux offres.

ANNEXE B-15

OBSERVATIONS DU CANADA CONCERNANT LE RAPPORT INTÉRIMAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

(26 octobre 2001)

SECTION 1

OBSERVATIONS SUR LE FOND

Paragraphe 7.18

Il est dit dans l'avant-dernière phrase que "le cadre juridique dans lequel le Compte du Canada est géré a changé". C'est faux. Le cadre juridique n'a pas changé, comme le Canada l'a expliqué dans sa réponse orale à une question posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion avec les parties.

Paragraphe 7.106

Le membre de phrase "la question de savoir si le Compte du Canada" devrait être remplacé par "la question de savoir si le Compte de la Société".

Paragraphe 7.145

Dans la dernière phrase, le membre de phrase "... le Canada suppose que, puisque l'offre d'Embraer ne bénéficiait pas d'un soutien des pouvoirs publics brésiliens ..." devrait être remplacé par "... le Canada suppose que, si l'offre d'Embraer ne bénéficiait pas d'un soutien des pouvoirs publics brésiliens ...". Cela décrirait plus exactement l'argument du Canada, qui a été formulé à titre subsidiaire par rapport à la position principale du Canada selon laquelle l'offre d'Embraer bénéficiait d'un soutien des pouvoirs publics brésiliens.

Paragraphe 7.147

Quatrième phrase: [ ].

Paragraphes 7.152 et 7.316

Il est faux de dire qu'un financement au titre du Compte du Canada (ou du Compte de la Société) ne peut être obtenu que pour des opérations d'exportation. Dans le cadre du Compte de la Société comme du Compte du Canada, la SEE peut, conformément à la *Loi sur l'expansion des exportations* et au *Règlement sur l'exercice de certains pouvoirs par la Société pour l'expansion des exportations*, effectuer des "opérations de financement sur le marché national", telles qu'elles sont définies dans le Règlement, à condition que, ce faisant, elle soutienne et développe, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international.

Paragraphe 7.160

La première phrase du paragraphe 7.160 donne à entendre, à tort, que le Canada estimait que l'offre d'Embraer était une "dérogation" à l'*Arrangement de l'OCDE*. Le Canada n'a pas décrit l'offre

d'Embraer comme étant une "dérogation". Le terme "dérogation" est un terme technique utilisé dans l'*Arrangement* pour désigner les infractions par des Participants à l'article 27 de l'*Arrangement*, intitulé "Engagement de non-dérogation pour les crédits à l'exportation". Il n'est pas possible pour le Brésil ou Embraer de "déroger" à l'Arrangement puisque aucun n'est partie à cet instrument. En conséquence, le Canada demande que la première phrase du paragraphe 7.160 soit modifiée pour se lire ainsi: "Aucune partie ne conteste que l'offre d'Embraer à Air Wisconsin n'est pas compatible avec l'*Arrangement de l'OCDE* ..."

Paragraphe 7.231

Dans la quatrième phrase avant la fin du paragraphe, il semblerait que les mots "ne soit pas déterminée" devraient être remplacés par les mots "soit déterminée".

Paragraphe 7.247

Sur la base des déclarations faites par le Canada dans la première procédure *Brésil – Aéronefs* – Article 21:5, le Groupe spécial semble avoir compris à tort que le Canada considère que les primes pour les aéronefs régionaux sont statiques et définitives. Le Canada ne voulait pas donner à entendre que, dans tous les cas, tous les prêteurs considéreraient toujours que les crédits garantis par des aéronefs régionaux méritaient une prime de 20 à 30 pdb par rapport aux crédits garantis par des avions gros porteurs. Les écarts de prix entre des types d'actifs semblables mais non identiques sont dynamiques et peuvent changer sous l'effet notamment d'une plus grande familiarité avec les divers types d'actifs, de l'offre et de la demande et d'événements géopolitiques.

Paragraphe 7.255

Le Canada n'a pas rejeté et ne rejette pas l'observation du Brésil selon laquelle l'indice FMC représente une moyenne des niveaux de prix courants des obligations d'une large gamme de sociétés notées de façon semblable. Toutefois, le Canada n'a pas non plus soutenu que l'indice FMC devrait être le *seul* point de repère pour établir le prix de transactions si d'autres points de repère sont disponibles. Dans les cas où il n'existe aucun point de repère précis, l'indice FMC peut être utilisé pour montrer l'évolution générale du marché pour des emprunteurs ayant des cotes de crédit semblables. En outre, comme le Canada l'a noté[1], les renseignements concernant les modalités et conditions spécifiques (y compris les prix) offertes par d'autres établissements financiers à des compagnies aériennes régionales sont souvent limités en raison du caractère confidentiel de ces accords financiers. Il peut être nécessaire de s'adresser aux compagnies aériennes elles-mêmes ou à d'autres parties intéressées pour obtenir de tels renseignements. En pareil cas, l'indice FMC peut aussi être utilisé pour aider les prêteurs à établir un niveau de prix approprié sur la base de renseignements fournis par les parties intéressées, en se fondant sur des points de repère précédents et sur l'évolution générale du marché.

Paragraphe 7.276

Sur la base de la [ ], le Groupe spécial a conclu, à tort, que le financement offert par la SEE [ ] ne comportait pas de [ ]. En fait, la [ ] prévoit que le [ ] comportera [ ]. La [ ] autorise en outre une réduction de la marge fixe relative au risque de crédit indiquée dans la [ ] sur instruction du Président

[1] Réponse du Canada aux nouveaux arguments présentés dans la deuxième déclaration orale du Brésil, 13 août 2001, paragraphe 16.

ou du Premier Vice-Président aux finances et du Directeur financier. Par conséquent, une marge autorisée inférieure à la marge fixe identifiée est la [ ] relatif à la transaction considérée.

Paragraphe 7.293

Dans la dernière phrase, "ASA" doit être remplacé par "Comair".

Paragraphe 7.392, note de bas de page 303

Il est dit dans la note de bas de page que l'existence de la garantie de prêt d'IQ dans la transaction Air Wisconsin n'a été "révélée" que dans des documents fournis au Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. La note donne à entendre, à tort, que le Canada n'a pas fourni de renseignements quand il a été invité à le faire par le Groupe spécial. En fait, la garantie de prêt [ ] offerte par IQ est décrite dans les renseignements détaillés sur l'offre de la SEE, que le Canada a fournis dans la pièce jointe à sa lettre au Groupe spécial datée du 25 juin (voir la page 12 de la pièce jointe).

Paragraphe 7.387

Il semble que le dernier mot de l'avant-dernière phrase, "exclues", devrait être remplacé par "incluses".

Paragraphe 7.402, note de bas de page 309

La déclaration du Groupe spécial figurant dans la note 309 est inexacte. [ ]

Paragraphes 7.403 et 7.404

Comme il est indiqué à la page 12 de la pièce jointe à la lettre du Canada datée du 25 juin, la [ ].

SECTION 2

Rectifications techniques	
Paragraphe	Correction
	En tant qu'observation générale, nous relevons que les expressions étrangères (telles que *de facto, prima facie, ex post* et *a fortiori*) ne sont pas toujours en italique. En outre, nous relevons que les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel sur les procédures au titre de l'article 21:5 n'ont pas toujours été cités de façon cohérente.
7.16	Ajouter un point à la fin de la citation.
7.17, deuxième citation	La mention "pas d'italique dans l'original" figure à la fin de la citation alors que rien dans la citation n'est en italique.
7.18, 4ème ligne	Il semble que les mots "l'objet" devraient être insérés immédiatement avant le mot "de".
7.39, 9ème ligne	"*CE – Bananes*" devrait être remplacé par "*Communautés européennes – Bananes*"
7.93, note de bas de page 57	Il semble qu'il faudrait renvoyer à la note de bas de page 38 et non à la note de bas de page 43.
7.107, note de bas de page 65	Il semble qu'il faudrait renvoyer à la note de bas de page 38 et non à la note de bas de page 43.
7.122, note de bas de page 77	Il faudrait renvoyer à la première communication écrite du Canada.
7.125, 8ème ligne	Dans la déclaration qui est reprise de la réponse du Canada à la question n° 42, il n'est pas nécessaire de mettre le "s" entre crochets à la huitième ligne.
7.131, note de bas de page 89, 4ème et 9ème lignes	À la quatrième ligne, ajouter les mots "dans ce critère" après le mot "emploi". À la neuvième ligne, il faudrait remplacer les mots "à l'avenir" par les mots dans un avenir "incertain".
7.135, 13ème ligne	Le mot "limitée" devrait être inséré après le mot "exception".
7.147, note de bas de page 105	Il faudrait renvoyer à la pièce n° 68 du Canada.
7.151, note de bas de page 114	Les mots "pièce n° 16 du Brésil" devraient être entre parenthèses.
7.168, note de bas de page 136	Il n'est pas indiqué dans la note que l'italique figurait dans l'original.
7.184, note de bas de page 148	Le rapport annuel 2000 de la SEE est la pièce n° 22 du Brésil.
7.185, 1ère ligne	Il faudrait rajouter des guillemets après le mot "financière".
7.206, note de bas de page 164	Il n'est pas indiqué dans la note que l'italique figurait dans l'original.
7.210, note de bas de page 172	Il faudrait ajouter "1997" avant "Shadow Bond …".
7.218, note de bas de page 177 et 7.221, note de bas de page 179	Il faudrait renvoyer aux observations du Brésil concernant la réponse du Canada aux nouveaux arguments présentés dans la deuxième déclaration orale du Brésil.
7.236, note de bas de page 187	Il n'est pas indiqué dans la note que l'italique figurait dans l'original.
7.243, note de bas de page 196	Il n'est pas indiqué dans la note que l'italique figurait dans l'original.
7.281	Les mots "les banques [ ]" devraient être remplacés par "[l]es banques [ ]".
7.282, dernière ligne	Il faudrait ajouter un point à la fin de la phrase.
7.304, note de bas de page 249	Il faudrait ajouter des guillemets après le mot "mécanisme". À la cinquième ligne, le mot "financement" devrait être remplacé par le mot "prix".
7.329, note de bas de	Les mots "pièce n° 65 du Canada" devraient être entre parenthèses.

Rectifications techniques	
Paragraphe	Correction
page 265	
7.334, note de bas de page 266	Il faudrait ajouter des guillemets après le mot "initiales".
7.366, avant-dernière ligne	Le mot "prévoyaient" était en italique dans le rapport de l'Organe d'appel.
7.380, note de bas de page 297	Il faudrait renvoyer au paragraphe 9.340.

ANNEXE B-16

OBSERVATIONS DU CANADA AU SUJET DES OBSERVATIONS DU BRÉSIL CONCERNANT LE RAPPORT INTÉRIMAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

(2 novembre 2001)

Le Canada répond comme suit à trois des observations du Brésil concernant le rapport intérimaire du Groupe spécial. Les réponses renvoient aux numéros utilisés par le Brésil dans sa communication du 26 octobre 2001.

Observation n° 4, concernant le paragraphe 7.221

Le Brésil dit qu'il n'utilisait pas les données de la même manière ou "exactement de la même manière" que le Canada le faisait dans la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*. Or, comme le Groupe spécial le relève au paragraphe 7.221, le Brésil mentionne à deux reprises qu'il utilise les mêmes données de la même manière que le Canada:

> Ainsi, en avril de cette année, le Canada a estimé que la tranche la mieux notée d'un EETC constituait un "repère relatif prudent par rapport aux marges exigées pour le financement des aéronefs régionaux". Or, maintenant que ses propres transactions sont mesurées au regard de ce critère, le Canada déclare que l'utilisation de ce repère est "fondamentalement erronée".[1] [non souligné dans l'original]

En outre, le Canada rappelle que le Brésil a fait observer à plusieurs reprises dans ses réponses orales à la deuxième réunion tenue avec les parties qu'il avait utilisé les mêmes données que le Canada de la même manière que le Canada l'avait fait.

Le Brésil fait aussi observer, au sujet du paragraphe 7.221, qu'"il serait inexact que le Groupe spécial laisse entendre que le Canada n'a jamais utilisé antérieurement comme point de repère les marges moyennes pondérées sur les EETC". Or ce n'est pas ce qui est dit au paragraphe 7.221. La dernière phrase du paragraphe se lit comme suit: "Le Canada n'a pas cherché à invoquer (ni dans la présente procédure, ni dans la procédure *Brésil – Aéronefs – Article 21:5 (II)*), les marges moyennes pondérées de toutes tranches d'EETC." [non souligné dans l'original]

Observation n° 5, concernant le paragraphe 7.226

Le Canada est opposé à l'insertion d'une note de bas de page concernant le paragraphe 7.226 comme le demandait le Brésil. La comparaison entre la communication par le Brésil, à la demande du Groupe spécial, des détails concernant l'offre d'Embraer à Air Wisconsin, et le fait que la SEE n'a pas accès, lorsqu'elle établit le prix d'une transaction, à des renseignements confidentiels sur le financement commercial des aéronefs de Bombardier, ne repose sur aucune analogie ni n'est appropriée. De plus, la relation entre la SEE et Bombardier en tant qu'entités indépendantes contraste

[1] Observations du Brésil concernant la communication du Canada du 13 août 2001, 20 août 2001, paragraphe 15. (Le Canada note que dans le rapport intérimaire du Groupe spécial, cette citation est assortie d'un renvoi erroné aux "Observations du Brésil concernant les réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion".)

avec la position du gouvernement brésilien en tant qu'actionnaire majoritaire d'Embraer (y compris son "action spécifique") et avec sa participation au conseil d'administration d'Embraer.[2]

Observation n° 10, concernant le paragraphe 7.352 (note de bas de page 278)

Contrairement aux observations du Brésil, les affirmations du Groupe spécial figurant dans la note de bas de page 278 sont exactes. Investissement Québec (IQ) n'a pas fourni de financement à Midway. Le Brésil cherche à assimiler une prise de participation à un "financement" et allègue que CQC avait pris une participation dans la transaction Midway. Cela n'est pas correct. Ni IQ ni CQC n'avaient pris de participation dans la transaction Midway. Le Canada confirme l'exactitude des affirmations du Groupe spécial figurant dans la note de bas de page 278 sans préjudice de la question distincte de savoir si une prise de participation d'IQ ou de CQC relèverait du mandat du Groupe spécial, étant donné l'énoncé de l'allégation 7 du Brésil. Cependant, du fait que ni IQ ni CQC n'ont pris de participation, cette question est sans intérêt et le Groupe spécial n'a pas besoin de la trancher.

---

[2] Pièce n° 67 du Canada, pages 64, 66 et 72-3.

ANNEXE C

Communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	C-2
Annexe C-2	Communication des États-Unis en tant que tierce partie	C-15
Annexe C-3	Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion du Groupe spécial	C-20
Annexe C-4	Déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial	C-25

ANNEXE C-1

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(22 juin 2001)

1. Introduction

1. Les Communautés européennes (ci-après dénommées "les CE") adressent la présente communication en tant que tierce partie en raison de l'intérêt d'ordre systémique que présente pour elles la bonne interprétation de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("*Accord SMC*") ainsi que du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord").

2. En tant que signataire originel du seul engagement international qui remplit les conditions prévues au second paragraphe du point k) de la Liste exemplative figurant à l'Annexe I de l'*Accord SCM*, à savoir l'*Arrangement de l'OCDE*, et en tant que partie à cet arrangement, les Communautés européennes considèrent comme particulièrement important leur concours actif aux travaux du présent groupe spécial.

3. Les Communautés européennes ont bon espoir que les parties veilleront à ce que tous les documents présentés à la première réunion du Groupe spécial soient également transmis aux tierces parties, comme le prescrit l'article 10:3 du Mémorandum d'accord. Elles tiennent aussi à indiquer qu'elles sont prêtes à formuler d'autres observations sur toute question d'ordre juridique que soulèverait la présente affaire en répondant à toute question que le Groupe spécial pourrait souhaiter poser.

2. Questions préliminaires – Portée de la présente procédure

4. Les Communautés européennes ont des observations à formuler sur les deux questions préliminaires soulevées par le Canada:

- ➢ le point de savoir si les allégations concernant des questions de non-conformité avec une recommandation antérieure de l'ORD doivent obligatoirement être portées devant un groupe spécial de l'exécution au titre de l'article 21:5;
- ➢ l'incompatibilité alléguée des allégations du Brésil avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

2. Le point de savoir si les allégations concernant des questions de non-conformité avec une recommandation antérieure de l'ORD doivent obligatoirement être portées devant un groupe spécial de l'exécution au titre de l'article 21:5

5. Dans sa communication préliminaire du 18 juin 2001, le Canada fait valoir que certaines des allégations du Brésil (allégation 1 partiellement, allégations 2 et 3 entièrement) sont incompatibles avec l'article 21:5 du Mémorandum d'accord puisqu'elles ont trait à des "questions de mise en conformité".

6. Le Canada affirme que l'allégation 1 du Brésil est partiellement une allégation portant sur la mise en conformité parce qu'elle fait référence à l'allégation selon laquelle

> [l]es crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada, ou par son intermédiaire, sont et *demeurent* des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord [sur les subventions]. [pas d'italique dans l'original]

7. C'est en raison du terme mis en italique dans cette allégation que, selon le Canada, celle-ci est une plainte relative à la mise en conformité.

8. Les Communautés européennes ne pensent pas que cette interprétation de l'allégation 1 du Brésil est convaincante. Une allégation de cette nature pourrait aisément être formulée même s'il n'y avait eu aucune procédure antérieure de groupe spécial. Les Communautés européennes ne considèrent donc pas que l'objection du Canada à cette allégation est justifiée.

9. Il est vrai que selon l'allégation 2 du Brésil, le Canada n'aurait pas

> mis en œuvre le rapport du Groupe spécial au titre de l'article 21:5, adopté par l'ORD, demandant que le Canada retire les subventions au titre du Compte du Canada.

10. Cette allégation semble renvoyer, en tant que fondement juridique, à un rapport de groupe spécial adopté et non à une disposition de l'un des accords visés. Les Communautés européennes considèrent donc que cette allégation est inadéquate aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord qui prescrit que le plaignant doit fournir

> un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

11. Comme le montre le mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, le nom de l'(des) accord(s) visé(s) cité(s) par les parties au différend doit être connu au moment où la demande d'établissement d'un groupe spécial est examinée par l'ORD. La liste complète des accords visés figure à l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord et le rapport d'un groupe spécial établi dans le cadre d'un différend antérieur, même adopté, n'équivaut pas à un accord visé. C'est pourquoi les Communautés européennes estiment que l'allégation 2 du Brésil est effectivement inadéquate, bien que pour des raisons différentes de celles invoquées par le Canada.

12. Par contre, l'allégation 3 du Brésil cite bien les articles 1er et 3 de l'Accord sur les subventions, qui est un accord visé d'après l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord. Cette allégation n'est donc pas caractérisée par la même inadéquation que l'allégation 2 du Brésil. Par conséquent, la question soulevée par le Canada semble au moins pertinente dans le contexte de cette allégation.

13. Les Communautés européennes ne sont pas convaincues par l'argument du Canada selon lequel l'article 21:5 du Mémorandum d'accord est la seule disposition en vertu de laquelle une question qui se pose dans le contexte de la mise en conformité peut être soulevée au titre du Mémorandum d'accord. Il est vrai que l'article 21:5 n'est pas de nature purement incitative lorsqu'il prescrit aux parties au différend, en employant le futur ("sera"), d'avoir recours aux "présentes procédures de règlement des différends, y compris, dans tous les cas où cela sera possible, avec recours au groupe spécial initial".[1] Toutefois, ce futur se rapporte, de l'avis des CE, au recours au

[1] La position des Communautés européennes est que les mots "les présentes procédures de règlement des différends" se rapportent aux consultations, à la procédure de groupe spécial et à l'appel, mais non à l'arbitrage au titre des articles 21:3 c) ou 22:6 du Mémorandum d'accord.[1] Les Communautés européennes ne voient pas en quoi le recours à une procédure ordinaire de règlement des différends, y compris les consultations, la procédure normale de groupe spécial et la possibilité d'appel, serait contraire aux prescriptions de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. La position des CE selon laquelle le recours aux procédures d'arbitrage au titre des articles 21:3 c) et 22:6 du Mémorandum d'accord n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 21:5 dudit mémorandum d'accord se fonde principalement sur le fait que ces procédures d'arbitrage sont

groupe spécial initial une fois que l'option d'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 a été retenue et non au recours à la procédure au titre de l'article 21:5.

14. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord prévoit une procédure accélérée spéciale à laquelle le plaignant du différend initial a le droit de recourir. Toutefois, rien dans le Mémorandum d'accord ne semble faire obstacle à ce qu'un groupe spécial ordinaire établi au titre de l'article 7 dudit mémorandum d'accord soit préféré. Lorsqu'un plaignant mentionne un accord visé comme fondement juridique de sa plainte, ce qui est le cas pour l'allégation 3 du Brésil, le fait qu'un groupe spécial antérieur chargé d'un différend entre les mêmes parties a déjà examiné la question pourrait devenir pertinent dans le contexte d'un argument juridique fondé sur les concepts de chose jugée (*res judicata*) ou de litispendance. Toutefois, ce n'est apparemment pas l'objection soulevée par le Canada. Le fait que le Brésil ait préféré une procédure ordinaire de règlement des différends à la procédure accélérée au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord ne porte pas préjudice à la position procédurale du Canada et n'est pas non plus contraire aux prescriptions d'équité de la procédure ou de l'article 23 du Mémorandum d'accord.

15. Enfin, les Communautés européennes voudraient faire remarquer que, l'article 21:5 du Mémorandum d'accord s'appliquant également à la simple mise en conformité et aux affaires où il est allégué que les mesures prises pour se conformer à une recommandation antérieure de l'ORD sont incompatibles avec les accords visés, la position prise par le Canada signifierait que cette dernière catégorie d'affaires doit aussi, obligatoirement, être portée devant un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5.

2.1.1 L'incompatibilité alléguée de certaines des allégations du Brésil avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

16. Dans sa communication préliminaire du 18 juin 2001, le Canada fait valoir que les allégations 1, 2, 5 et 7 du Brésil sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

17. Les Communautés européennes ont toujours considéré que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord est, conjointement avec l'article 7:1 dudit mémorandum d'accord, une disposition fondamentale pour délimiter le mandat d'un groupe spécial, qui a de multiples fonctions en matière de règlement des différends sous les auspices de l'OMC. Plus précisément, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sert à indiquer aussi bien au défendeur qu'aux tierces parties quel est l'objet du différend et jusqu'où il s'étend. Cela revêt une importance fondamentale pour permettre au défendeur de comprendre la plainte à laquelle il doit répondre et aux tierces parties de décider en toute connaissance de cause de leur participation au règlement du différend. Cette disposition répond donc aux exigences d'équité de la procédure, comme l'a indiqué l'Organe d'appel dans un grand nombre d'affaires, à commencer par l'affaire *Communautés européennes – Bananes*.[2]

18. Les Communautés européennes estiment donc que cette disposition devrait être rigoureusement respectée par les parties plaignantes pour permettre à la fois au défendeur de préparer sa défense et aux tierces parties de participer valablement à la procédure de règlement du différend. Des demandes d'établissement d'un groupe spécial rédigées en termes vagues, qui comportent par exemple des formules fourre-tout comme "y compris mais non exclusivement" ou "entre autres" pour

---

régies par un mandat strictement limité, ne sont pas susceptibles d'appel et, au moins dans le cas d'une procédure d'arbitrage au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, ne sont pas disponibles à la demande de la partie plaignante. Aucune de ces considérations ne correspond aux circonstances de la présente affaire.

[2] Voir le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, document WT/DS27/AB/R du 9 septembre 1997, paragraphe 142.

décrire l'objet d'un différend, ont par conséquent été considérées à juste titre comme ne satisfaisant pas aux prescriptions minimales auxquelles elles doivent se conformer.[3]

19. Les Communautés européennes comprennent les difficultés rencontrées en l'espèce par le Canada pour appréhender l'objet du différend sur la base des allégations 1, 2, 5 et 7 du Brésil. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, ces allégations semblent à première vue être rédigées de manière trop vague pour permettre de bien l'appréhender. Mais il faut les lire conjointement avec les paragraphes introductifs de cette demande. Or, le Brésil mentionne bien, dans la première phrase du premier paragraphe introductif, sa demande d'ouverture de consultations au sujet des crédits à l'exportation et des garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux par le Compte du Canada, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) ou la province de Québec, ou par leur intermédiaire.

20. Il apparaît donc que le Brésil limite l'objet du litige par la mention, dans la demande d'ouverture de consultations qu'il a présentée en l'espèce, des crédits à l'exportation et des garanties de prêts accordés par des organismes canadiens clairement désignés ou par leur intermédiaire. Il semble aux Communautés européennes que les paragraphes introductifs de la demande d'établissement d'un groupe spécial que le Brésil a présentée en l'espèce se rapportent également aux allégations formulées aux points 1 à 7 de cette demande.

21. De l'avis des CE, la question dont le Groupe spécial est saisi est donc celle de savoir si les allégations 1, 2, 5 et 7 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, lues conjointement avec les paragraphes introductifs de cette demande, sont suffisamment précises pour permettre au Canada, en tant que défendeur, de préparer sa défense, et aux tierces parties de participer valablement à la présente procédure. Les Communautés européennes ne pensent pas que des documents relatifs à d'autres procédures de règlement des différends entre les mêmes parties seraient une source pertinente d'information à cette fin dès lors qu'ils ne sont pas cités expressément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial dans le présent différend.

22. Cela étant, les Communautés européennes proposent de lire l'allégation 1 comme suit:

> Les crédits à l'exportation, y compris le financement, les garanties de prêts ou la bonification d'intérêts accordés par le Compte du Canada ou par son intermédiaire *pour les aéronefs régionaux* sont et demeurent des subventions à l'exportation prohibées au sens des articles 1er et 3 de l'Accord.

23. Les mots en italique figurant dans cette allégation reformulée sont tirés de la première phrase du premier paragraphe introductif. De l'avis des CE, cette délimitation de l'allégation la rend un peu plus précise qu'elle ne pourrait le paraître à première vue. Reste toutefois la question de savoir si cette précision supplémentaire est suffisante pour "indiquer les mesures spécifiques en cause" et "énoncer clairement le problème", comme le prescrit l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

24. Les Communautés européennes doutent fortement que l'allégation 1, même reformulée ainsi que cela vient d'être proposé dans la présente communication, indique comme cela est prescrit une "mesure spécifique" et soit conforme à l'obligation supplémentaire d'"énoncer clairement le problème". Le moyen le plus sûr d'indiquer une mesure spécifique est de joindre le texte de la mesure contestée à la demande d'établissement d'un groupe spécial ou, à défaut, de faire référence à une

[3] Voir le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, document WT/DS50/AB/R du 19 décembre 1997, paragraphe 90 ("l'emploi de l'expression commode "entre autres" ne permet tout simplement pas d'"[indiquer] les mesures spécifiques en cause et de donner un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord").

source publiquement accessible où ce texte peut être trouvé. Si ni l'une ni l'autre de ces options n'est retenue, il faut à tout le moins exposer succinctement les caractéristiques de la mesure contestée de manière à ce qu'il ne puisse y avoir aucun doute à son sujet, en donnant au maximum une description de son contenu avec l'indication des personnes ou organismes qui interviennent, de la date à laquelle la mesure aurait été prise et des produits ou des branches de production affectés. Les Communautés européennes pensent que l'allégation 1 du Brésil ne satisfait pas à ce critère minimal concernant l'indication de la mesure spécifique en cause.

25. S'agissant de l'allégation 2 du Brésil, indépendamment du fait qu'elle ne mentionne aucun fondement juridique tiré de l'un des accords visés (comme nous l'avons indiqué plus haut), aucune mesure spécifique n'est indiquée lorsque le Brésil allègue que le Canada "n'a pas mis en œuvre le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5". Si les éléments supplémentaires figurant dans les paragraphes introductifs de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée en l'espèce peuvent aider à comprendre que le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5 dont fait état le Brésil est le rapport du groupe spécial qui a examiné les crédits à l'exportation et les garanties de prêts canadiens pour les aéronefs régionaux[4], ce qui constitue la mesure spécifique que le Canada a omis de prendre alors qu'il y était tenu n'est pas clairement indiqué. Dans une affaire relative à un acte non accompli, il n'est généralement pas possible d'indiquer la mesure qui aurait dû être prise en joignant matériellement le texte de cette mesure à la demande d'établissement d'un groupe spécial ou en faisant référence à une source publiquement accessible. Il est toutefois possible dans la quasi-totalité des affaires d'indiquer une mesure qui a prétendument permis de s'acquitter de l'obligation juridique d'agir, mais qui, selon le plaignant, n'est pas suffisante pour atteindre cet objectif. Même si ce n'était pas le cas, le plaignant peut toujours exposer succinctement les principales caractéristiques de la mesure que le défendeur n'aurait pas prise alors qu'il avait l'obligation juridique d'agir de manière telle que la mesure spécifique en cause est suffisamment indiquée aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Le plaignant pourrait, par exemple, alléguer que le défendeur n'a pas retiré une subvention à l'exportation clairement indiquée alors qu'il avait l'obligation de le faire. Les Communautés européennes ne sont pas convaincues que l'allégation 2 formulée par le Brésil en l'espèce satisfait à ce critère minimal.

26. L'allégation 5 du Brésil est pratiquement identique à son allégation 1, sauf que l'organisme canadien qui est mentionné dans l'allégation 5 est la SEE (Société pour l'expansion des exportations) et que les mots "et demeurent" n'y figurent pas. Les conclusions auxquelles les Communautés européennes sont parvenues pour l'allégation 1 sont donc, à leur avis, également applicables à l'allégation 5.

27. L'allégation 7 du Brésil se rapporte à *Investissement Québec* et est par ailleurs très semblable aux allégations 1 et 5. Les conclusions auxquelles les Communautés européennes sont parvenues pour l'allégation 1 sont donc, à leur avis, également applicables à l'allégation 7.

28. Pour les raisons exposées ci-dessus, les Communautés européennes partagent les préoccupations exprimées par le Canada dans sa communication préliminaire du 18 juin 2001 en ce qui concerne l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Les Communautés européennes relèvent que le Canada a fait l'effort d'appeler l'attention du Brésil sur les lacunes de sa demande d'établissement d'un groupe spécial dans le présent différend et que le Brésil n'a pas répondu positivement à la demande du Canada de remédier à ces lacunes avant de déposer sa première communication écrite. Elles considèrent donc que les droits du Canada en tant que défendeur et la possibilité pour les tierces parties de bien comprendre quelle est la portée du présent différend ont été fortement restreints. Il conviendrait donc que le Groupe spécial parvienne à la conclusion, dans la décision préliminaire demandée par le Canada, qu'il n'a pas été saisi à bon droit des allégations 1, 2, 5 et 7 du Brésil.

[4] Rapport du Groupe spécial sur l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, document WT/DS70/RW.

3. Questions de fond d'ordre juridique

29. Les Communautés européennes souhaitent formuler des observations sur un certain nombre de questions de fond d'ordre juridique, à savoir:

- ➢ la distinction entre mesures impératives et discrétionnaires et sa pertinence dans les affaires relatives à des subventions;
- ➢ le sens de l'article 1.1 a) 1 iii) de l'*Accord SMC*;
- ➢ le fait que l'"alignement" est visé par la clause du refuge énoncée au second paragraphe du point k) de la Liste exemplative figurant à l'Annexe 1 de l'*Accord SMC;*
- ➢ le fait que les garanties sont également visées par l'*Arrangement de l'OCDE*.

30. Ces questions seront examinées successivement.

3.1 La distinction entre mesures impératives et discrétionnaires et sa pertinence dans les affaires relatives à des subventions

31. Le Canada insiste beaucoup sur l'argument selon lequel, les programmes mis en cause (crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés par la SEE et *Investissement Québec*) n'étant pas impératifs - dans le sens où ce terme est utilisé dans la jurisprudence de l'OMC/du GATT - le Groupe spécial ne peut examiner que des cas concrets d'application de ces programmes.

3.1.1 Il n'existe aucun principe général empêchant d'engager la procédure de règlement des différends au sujet d'une législation dispositive

32. Les Communautés européennes contestent qu'il existe dans la législation de l'OMC une prescription *générale* selon laquelle la législation non impérative ne saurait faire l'objet d'une procédure de règlement des différends. Elles estiment que la portée des obligations contractées dans le cadre de l'OMC et les possibilités de les invoquer à l'encontre de mesures appliquées par des Membres doivent être déterminées sur la base du sens ordinaire de leur texte lu dans son contexte et à la lumière de leur objet et de leur but. Les obligations contractées dans le cadre de l'OMC ne doivent pas être limitées par un soi-disant principe prédominant qui ne repose sur aucun fondement textuel.

33. Les Communautés européennes souhaitent rappeler au Groupe spécial, à cet égard, le paragraphe 7.53 du rapport du groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*[5], qui se lit comme suit:

> Bien que cette question soit au centre des communications des deux parties, nous estimons que le fait de trancher la question de savoir quel type de lois, *dans l'abstrait*, peut constituer un manquement aux obligations au regard de l'OMC ne présente pas d'intérêt dans le cadre de l'examen du type d'allégations dont nous sommes saisis. À notre avis, la méthode indiquée dans des affaires comme celle-ci consiste à examiner avec soin la nature de l'obligation en cause et à évaluer la mesure en question à la lumière de cet examen. Après avoir interprété correctement l'obligation spécifique en cause, la question qui se pose est celle de savoir si la prohibition frappe uniquement les lois nationales impératives ou si elle frappe également les lois nationales discrétionnaires. Nous rejetons la thèse selon laquelle il n'y aurait qu'une seule règle

[5] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, 22 décembre 1999 (*États-Unis – Article 301*).

> inflexible applicable à l'ensemble de la législation nationale. Après tout, est-il si peu vraisemblable que les concepteurs de l'Accord sur l'OMC, dans leur sagesse, aient élaboré des obligations qui rendraient illégales jusqu'aux lois discrétionnaires et élaboré d'autres obligations prohibant uniquement les lois impératives?[6] La question de savoir si l'article 304 contrevient ou non à l'article 23 dépend donc, d'abord et avant tout, des obligations précises énoncées à l'article 23.

34. Les Communautés européennes souscrivent à cette approche. Elles ajoutent que le prétendu principe selon lequel des mesures discrétionnaires ne sauraient faire l'objet d'une procédure de règlement des différends en tant que telle est également contredit par les termes de l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*, qui se lit comme suit:

> Chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les accords figurant en annexe. (non souligné dans l'original)

35. Il faut donner un sens à cette disposition et le seul sens possible est que les Membres ne doivent pas se borner à veiller à ce qu'aucune mesure spécifique incompatible avec les règles de l'OMC ne soit prise, ils doivent aussi veiller à ce que leurs lois n'autorisent ou n'envisagent pas expressément des mesures incompatibles avec ces règles. Ce nouveau principe introduit avec l'*Accord sur l'OMC* est un principe fondamental.[7] Étant donné qu'il est énoncé dans l'accord de base du système, il s'applique à tout l'ensemble des accords figurant en annexe, qu'ils l'énoncent expressément ou non. En outre, en vertu de l'article XVI:3 de l'*Accord sur l'OMC*, il constitue une règle de rang plus élevé que les dispositions des accords figurant en annexe.

3.1.2 Les programmes de subventions discrétionnaires peuvent-ils faire l'objet d'une procédure de règlement des différends

36. À la lumière de ce qui précède, les Communautés européennes considèrent que la question de savoir si les programmes de subventions discrétionnaires peuvent faire l'objet d'une procédure de règlement des différends doit être tranchée en se fondant sur les termes de l'*Accord SMC*.

37. La première observation que nous souhaiterions faire à cet égard est que l'*Accord SMC* s'applique aussi bien aux programmes de subventions qu'à l'octroi de subvention particulière. Cela ressort déjà des références répétées faites aux "programmes" dans l'*Accord SMC*, et notamment à l'article 2.

---

[6] Le Groupe spécial poursuit son raisonnement dans une note de bas de page, comme suit:

> "Imaginons, par exemple, une loi qui disposerait que toutes les importations, y compris celles en provenance de Membres de l'OMC, doivent faire l'objet d'une inspection douanière, et qui donnerait à l'administration le droit de frapper à son gré toutes ces marchandises de droits de douane supérieurs à ceux autorisés aux termes de la liste de concessions tarifaires du Membre concerné. Le fait qu'aux termes de cette loi l'administration nationale ne serait pas obligée d'imposer des droits de douane qui vont au-delà de l'obligation au regard de l'OMC mettrait-il hors de cause à lui seul la loi en question? Pour en arriver à pareille conclusion, ne faudrait-il pas examiner minutieusement les obligations énoncées dans certaines dispositions de l'Accord sur l'OMC, par exemple à l'article II du GATT et dans la liste de concessions du Membre concerné?"

[7] "L'article XVI:4 de l'A*ccord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (l'"*Accord sur l'OMC*"), qui impose à tous les Membres de l'OMC une obligation fondamentale de nature générale, dispose que chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans l'*Accord sur l'OMC*." (Voir *Japon - Taxes sur les boissons alcooliques*, arbitrage au titre de l'article 21:3) c) du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, WT/DS11/13, 14 février 1997, paragraphe 9.)

38. En ce qui concerne les subventions à l'exportation, les Communautés européennes font observer que l'article 3.2 de l'*Accord SMC* dispose ce qui suit:

> Un Membre n'accordera ni ne maintiendra les subventions visées au paragraphe 1.

39. Pour les CE, cela signifie que les Membres ne peuvent ni subordonner l'*octroi* d'une subvention aux résultats à l'exportation ni *maintenir* un programme de subventions qui envisage expressément que l'octroi de celles-ci peut être subordonné aux résultats à l'exportation, même si la subvention est discrétionnaire. La raison de cette précision est claire. S'il en allait autrement, les Membres pourraient adopter des programmes de subventions à l'exportation tels que le suivant

> Le ministre peut, s'il le juge bon, récompenser des sociétés qui obtiennent des résultats exceptionnels à l'exportation par des subventions jusqu'à concurrence de X pour cent de leur chiffre d'affaires.

40. Si les mesures discrétionnaires n'étaient pas prises en compte dans l'*Accord SMC*, de telles lois seraient inattaquables. Attaquer des subventions particulières à mesure qu'elles sont accordées n'aurait guère de sens puisque les versements auront déjà été effectués au moment où les recommandations de l'ORD pourront être adoptées.

41. Les constatations figurant dans le rapport du groupe spécial *Canada – Aéronefs*[8] (qui, du reste, n'ont pas été examinées par l'Organe d'appel en ce qui concerne ce point) ne fournissent aucune indication en l'espèce étant donné le contexte dans lequel s'inscrit le raisonnement du groupe spécial. Celui-ci cherchait à déterminer si des subventions étaient à l'étude pour voir s'il s'agissait de subventions subordonnées *de facto* à l'exportation et par conséquent prohibées. Même s'il se peut que, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, la conclusion générale du groupe spécial ait été formulée à juste titre, il semble qu'il n'était ni justifié ni approprié que le groupe spécial se fonde sur la distinction entre caractère discrétionnaire ou impératif pour y parvenir.

3.2 L'interprétation de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'*Accord SMC*

42. Le Brésil tente de faire valoir que les activités de la SEE peuvent en général être considérées comme se traduisant par des subventions à l'exportation parce qu'elles donnent lieu à des situations où:

> les pouvoirs publics fournissent des biens ou des services autres qu'une l'infrastructure générale, ou achètent des biens;

au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'*Accord SMC*.

43. Il semble aux Communautés européennes que l'argument du Brésil va trop loin et qu'il est probablement dans une large mesure dépourvu de pertinence. Elles ont quelques brèves observations à formuler à ce sujet, comme suit:

44. Premièrement, elles croient comprendre que cette affaire concerne des services offerts aux clients à l'exportation de sociétés canadiennes, qui peuvent avantager indirectement les exportateurs canadiens. Les points k) et j) de l'Annexe 1 de l'*Accord SMC* placent expressément les mesures de ce genre dans le champ couvert par l'article 3.1 de cet accord. Ces services aux acheteurs doivent être distingués des services aux exportateurs que la SEE semble aussi fournir, mais qui doivent être analysés différemment (d'autant plus qu'ils ne relèvent pas des points k) et j) de l'Annexe 1 de l'*Accord SMC*).

[8] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R, 14 avril 1999, paragraphe 9.127.

45. Les Communautés européennes ne considèrent pas que l'article 1.1 a) 1) iii) de l'*Accord SMC* devrait être interprété de manière si large qu'il ferait une subvention de tout service fourni par les pouvoirs publics dès lors qu'il a une valeur économique.

46. Pour les Communautés européennes, il est clair que, selon l'article 1.1 a) 1) iii) de l'*Accord SMC*, ne sont visés par l'expression "contribution financière" que les services fournis moyennant contrepartie non totale. Ce n'est qu'en pareil cas que les pouvoirs publics peuvent être tenus pour avoir apporté une "contribution" susceptible d'être considérée comme "financière".

47. L'approche du Brésil transformerait en subventions tous les services fournis par les pouvoirs publics. Dans de nombreux domaines, y compris les crédits à l'exportation et les garanties de prêts, les pouvoirs publics sont souvent en mesure de faire des offres que les opérateurs commerciaux ne font pas, ou de les faire à un meilleur prix, en raison, par exemple, d'un avantage qu'ils ont sur le plan de l'organisation ou de l'information. Les Communautés européennes considèrent que l'intention des rédacteurs de l'*Accord SMC* n'était pas de faire des subventions de tous ces services, mais seulement de ceux qui comportent un coût pour les pouvoirs publics – autrement dit ceux qui revêtent la forme d'une contribution financière.

48. Même si cette approche n'était pas suivie, il resterait nécessaire de se demander si la fourniture de ces services confère un avantage. Un avantage ne saurait être déduit du fait que le bénéficiaire accepte volontairement ou sollicite les services qu'il rémunère. L'Organe d'appel a dit clairement qu'un avantage doit être établi en comparant les conditions auxquelles la contribution financière est apportée à un point de référence pertinent.[9]

49. L'article 14 de l'*Accord SMC* donne des indications pour l'interprétation de la notion d'avantage. L'alinéa d) se rapporte à la fourniture de biens et de services et dispose qu'il y a un avantage lorsque la fourniture s'effectue moyennant une "rémunération moins qu'adéquate". Il dispose ensuite que cette adéquation doit être déterminée sur la base des "conditions du marché existantes".

50. Les pouvoirs publics étant souvent les seuls prestataires en mesure d'offrir des services tels que les crédits à l'exportation et les garanties de prêts qu'ils fournissent, les "conditions du marché existantes" (le point de référence pertinent) ne peuvent alors être que les conditions auxquelles des services équivalents sont offerts par les pouvoirs publics ailleurs dans le pays Membre en question.

51. Les Communautés européennes font observer que le Brésil n'a pas tenté de montrer que les services offerts par la SEE sont des contributions financières en ce sens qu'elles donnent lieu à un coût pour les pouvoirs publics.

52. Le Brésil est parti du principe, en ce qui concerne la question de l'avantage, que, si les conditions offertes par la SEE sont plus favorables que celles autorisées par l'*Arrangement de l'OCDE*, il doit "*a fortiori*" y avoir un avantage.[10] Il fait également valoir que les services financiers fournis par la SEE doivent constituer une subvention parce que la SEE dit que son financement "complète" ce qui est disponible sur le marché.[11]

53. Les Communautés européennes souscrivent dans l'ensemble au premier volet de ce raisonnement, sans le "*a fortiori*", mais non à l'argument selon lequel les services financiers fournis par la SEE doivent constituer une subvention parce qu'ils "complètent" ce qui est disponible sur le

[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"* ("*États-Unis – FSC*"), WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 90.

[10] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 53.

[11] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 60 et suivants.

marché. Rien ne permet de dire que, si les pouvoirs publics offrent quelque chose qui n'est pas disponible sur le marché, ils offrent nécessairement une subvention.

54. Les Communautés européennes diraient plutôt qu'en l'absence des crédits à l'exportation accordés par la SEE, il faut présumer qu'un financement public serait mis à disposition au Canada aux conditions prévues par l'*Arrangement de l'OCDE*.

55. Toutefois, pour les raisons exposées ci-dessus, les Communautés européennes ne souscrivent pas à l'idée que l'existence d'un avantage peut être établie sur la seule base de l'absence de "fournisseur commercial".

56. Les Communautés européennes tiennent cependant à souligner qu'elles ne sont pas en mesure d'affirmer que la SEE accorde effectivement pour les aéronefs régionaux des crédits à l'exportation à d'autres conditions que celles prévues dans l'Arrangement de l'OCDE. C'est un point qu'il incombe au Brésil de prouver.

3.3 L'"alignement" est visé par la clause du refuge énoncée au second paragraphe du point k) de la Liste exemplative

57. La question la plus importante qui ait été soulevée en l'espèce est peut-être celle de savoir si les dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* relatives à l'"alignement" font partie des "dispositions en matière de taux d'intérêt", de sorte que l'alignement conforme à ces règles pourrait relever de la clause du refuge énoncée au second paragraphe du point k).

58. Les Communautés européennes sont tout à fait convaincues que l'"alignement" sur des taux bénéficiant d'un soutien, qui est prévu à l'article 29 de l'*Arrangement de l'OCDE,* relève de la clause du refuge énoncée au second paragraphe du point k). L'alignement est expressément prévu et autorisé par l'*Arrangement de l'OCDE,* mais doit respecter un ensemble strict de conditions et de procédures.

59. D'ailleurs, il est absurde de dissocier les taux d'intérêt de toutes les conditions qui influent sur eux. La mention des "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE* doit être considérée comme désignant toutes les dispositions qui peuvent influer sur le taux d'intérêt - c'est-à-dire toutes les dispositions qui énoncent des obligations de *fond* et non de *procédure*.

60. Les Communautés européennes ne souscrivent donc pas au point de vue adopté par le groupe spécial dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Il est frappant que le groupe spécial ait à bon droit donné une interprétation large de l'expression "pratiques en matière de crédit à l'exportation"[12], qui suppose que les "réductions des taux d'intérêt" (c'est-à-dire la péréquation des taux d'intérêt) étaient visées par le second paragraphe du point k), mais ait donné une interprétation par trop étroite des "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE*.[13]

61. Cette interprétation par trop étroite est d'autant moins convaincante eu égard à la bonne conclusion à laquelle le groupe spécial est arrivé plus loin dans son rapport, à savoir:

> … l'*Arrangement* semble reconnaître que les modalités et conditions de financement doivent être traitées comme un ensemble, et que le fait de déroger à l'une d'elles affaiblit les autres.[14]

[12] Au paragraphe 5.80 du rapport.
[13] *Id*., paragraphes 5.80 à 5.92.
[14] Paragraphe 5.112 *in fine*.

62. Ce qui l'a amené à conclure que:

> … la pleine conformité avec les "dispositions en matière de taux d'intérêt" – s'agissant des "pratiques en matière de crédit à l'exportation" assujetties au TICR – doit être jugée sur la base non seulement de la pleine conformité avec le TICR, mais aussi du plein respect des autres règles de l'*Arrangement* dont l'application vient étayer ou renforcer la règle du taux d'intérêt minimum en limitant la générosité des modalités du soutien financier public.[15]

63. Les autres dispositions qui viennent "étayer ou renforcer" celles que le groupe spécial a définies comme des "dispositions en matière de taux d'intérêt" sont notamment:

> … le montant du versement comptant, le délai maximum de remboursement, le calendrier de remboursement du principal et de paiement des intérêts, les périodes maximales de "détention" ou de gel des taux d'intérêt, les primes de risque, et conditions du même genre.[16]

64. Le groupe spécial *Canada – Aéronefs* a donc semblé d'avis que seules les dispositions qui se rapportent directement aux taux d'intérêt minimums constituent "les dispositions en matière de taux d'intérêt", alors que la *conformité* avec "les dispositions en matière de taux d'intérêt" exige la conformité avec toutes les dispositions qui viennent "étayer ou renforcer" ces "dispositions en matière de taux d'intérêt".

65. Les Communautés européennes estiment qu'il s'agit d'une interprétation artificielle qui n'est pas corroborée par le texte du point k). La logique du rapport du groupe spécial *Canada – Aéronefs* aurait dû l'amener à conclure que toutes les dispositions qui viennent "étayer ou renforcer" les disciplines relatives au taux d'intérêt minimum doivent être considérées comme visées par l'expression "dispositions en matière de taux d'intérêt".

66. Les Communautés européennes considèrent que les dispositions de l'*Arrangement de l'OCDE* qui autorisent "l'alignement" servent aussi à "étayer et renforcer" les autres dispositions en matière de taux d'intérêt. Il est clair qu'une dérogation à l'application normale de l'*Arrangement de l'OCDE* est susceptible de fausser la concurrence. Toutefois, si le pays qui envisage de s'engager dans ce genre de concurrence déloyale sait que d'autres gouvernements s'aligneront et offriront les mêmes conditions, l'incitation la plus importante à s'écarter de la règle disparaît. L'existence même d'une possibilité d'alignement contribue à discipliner les Participants et si elle ne suffit pas toujours, elle agit au moins comme une mesure permettant de parer au plus pressé en attendant que les règles puissent être précisées par la négociation ou dans le cadre d'un différend.

67. Le fondement textuel de la conclusion opposée du groupe spécial *Canada -Aéronefs*[17] paraît très fragile. Le groupe spécial a expliqué que l'alignement – bien qu'autorisé par l'*Arrangement de l'OCDE* – ne pouvait pas être considéré comme "conforme" à ce texte puisqu'il s'agissait d'une "dérogation". C'est un raisonnement forcé qui ne tient aucun compte du caractère informel de convention verbale que présente l'*Arrangement de l'OCDE*, instrument non contraignant qui est conçu pour fournir un cadre propre à garantir la transparence et la concurrence loyale dans le domaine des transactions en matière de crédit à l'exportation entre les Participants et pour être appliqué avec souplesse.

---

[15] Paragraphe 5.114.
[16] Paragraphe 7.109.
[17] Paragraphes 5.120 et suivants.

68. La conclusion du groupe spécial repose sur une raison plus téléologique, celui-ci étant d'avis que l'alignement "affaiblirait directement les disciplines réelles applicables à l'octroi d'un soutien public aux crédits à l'exportation".[18] Toutefois, ce point de vue n'est pas partagé par les Participants à l'*Arrangement* eux-mêmes, qui considèrent de toute évidence l'alignement comme compatible avec les disciplines effectives en matière de crédit à l'exportation.

69. La crainte suivante du groupe spécial semble être une autre raison de ne pas considérer que l'"alignement" fait partie intégrante des "dispositions en matière de taux d'intérêt"

> … une interprétation qui, par exemple, ferait bénéficier du refuge prévu au second paragraphe du point k) une opération faisant intervenir l'alignement sur une dérogation comporterait pour tous les non-Participants un désavantage systématique, puisqu'ils n'auraient pas accès aux informations concernant les modalités et conditions offertes par des Participants ou sur lesquelles des Participants s'aligneraient.[19]

70. Les Communautés européennes estiment que cette crainte est sans fondement. Bien que les *procédures* de l'*Arrangement de l'OCDE* ne puissent pas être appliquées aux non-Participants, cela ne veut pas dire que ces derniers seraient désavantagés. En fait, c'est l'inverse. Le second paragraphe du point k) prescrit simplement que les non-Participants à l'*Arrangement de l'OCDE* doivent *appliquer, dans la pratique*, les dispositions en matière de taux d'intérêt de l'*Arrangement de l'OCDE* c'est-à-dire, selon les Communautés européennes, les dispositions de fond qui peuvent influer sur les taux d'intérêt, et non les dispositions en matière de procédure. Bien entendu, les non-Participants ne recevraient pas les notifications adressées aux Participants, mais cela ne devrait pas les empêcher de s'aligner sur les modalités de crédit à l'exportation offertes dans le cadre d'une opération pour laquelle leurs sociétés sont en concurrence. Si un non-Participant a des doutes sur la fiabilité de l'offre alléguée de modalités non conformes sur laquelle il est invité à s'aligner, il peut demander la confirmation de ces modalités à l'offrant. Conformément à l'*Arrangement de l'OCDE*, les Participants se considèrent autorisés à s'aligner sur une offre lorsqu'ils ont pris les mesures voulues pour en vérifier les modalités (voir, par exemple, l'article 53). Si les non-Participants ne sont pas tenus de suivre les prescriptions de forme de l'*Arrangement de l'OCDE*, ils sont tout de même en mesure de les appliquer par analogie.

3.4 Les garanties sont également visées par l'*Arrangement de l'OCDE*

71. Comme elles l'ont expliqué plus haut, les Communautés européennes considèrent que la référence faite aux "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement de l'OCDE* se rapporte à toutes les dispositions susceptibles d'influer sur le taux d'intérêt – c'est-à-dire toutes les dispositions énonçant des obligations de fond et non de procédure.

72. Il est notamment tout à fait injustifié de dissocier les taux d'intérêt des dispositions relatives au *risque* en question et, en particulier, des dispositions concernant les primes.

73. Les Communautés européennes souhaitent appeler l'attention du groupe spécial sur le fait que l'article 22 de l'*Arrangement de l'OCDE*, qui énonce les dispositions devant être respectées pour calculer les primes de risque, incorpore les obligations prévues au point j) de l'Annexe I de l'*Accord SMC* dans l'*Arrangement de l'OCDE* puisqu'il prescrit que les primes, qui doivent être compatibles avec le niveau de risque, ne seront pas "insuffisantes pour couvrir les frais d'exploitation et les pertes à long terme".

---

[18] Rapport du groupe spécial, paragraphe 5.125.
[19] Paragraphe 5.132.

4. CONCLUSION

74. Compte tenu de l'état des arguments présentés par les parties ainsi que des renseignements et de la période de réflexion dont elles disposaient, les Communautés européennes n'ont pas été en mesure de participer aussi pleinement qu'elles l'auraient souhaité aux travaux du groupe spécial. Elles présenteront donc des arguments complémentaires à la séance avec les tierces parties en tenant compte des autres communications qui seront présentées au groupe spécial avant cette réunion.

ANNEXE C-2

COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(22 juin 2001)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION C-16

II. FINANCEMENT ACCORDÉ PAR LES "GUICHETS COMMERCIAUX" C-16

III. LA RELATION RÉCIPROQUE ENTRE LES "DISPOSITIONS EN MATIÈRE D'ALIGNEMENT" DE L'*ARRANGEMENT* ET LE POINT K) DE LA LISTE EXEMPLATIVE C-18

IV. CONCLUSION C-19

I. INTRODUCTION

1. Les États-Unis sont heureux d'avoir la possibilité d'exposer leurs vues dans le différend *Canada - Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux* (DS222). Ils formuleront de brèves observations sur les questions qui leur paraissent revêtir une importance particulière.

2. Le Brésil agence sa première communication écrite comme une mise en cause visant la Société pour l'expansion des exportations (SEE), d'une part, et le Compte du Canada, d'autre part. Le Canada y répond en faisant valoir que la SEE administre deux programmes, le Compte du Canada et le Compte de la Société, et traite de cette manière les allégations du Brésil. Les États-Unis laissent au Groupe spécial le soin de décider quelle est la meilleure façon de caractériser les programmes en cause. Les États-Unis ont, pour des raisons d'ordre pratique, agencé leur communication autour des questions de fond sous-jacentes relatives aux guichets commerciaux, qui se posent dans le contexte du Compte de la Société, et du statut de l'alignement au regard de l'*Arrangement de l'OCDE*[1], question qui se pose dans le contexte du Compte du Canada.[2]

II. FINANCEMENT ACCORDÉ PAR LES "GUICHETS COMMERCIAUX"

3. Le Brésil allègue que le Canada fournit des subventions à l'exportation prohibées par l'intermédiaire de ses "opérations" des guichets commerciaux dans le cadre de la SEE.[3] La réponse du Canada est surtout axée sur son allégation selon laquelle le financement accordé par le Compte de la Société par l'intermédiaire des guichets commerciaux ne confère pas un avantage et ne constitue donc pas du tout une subvention. Les États-Unis ne prennent pas position sur la question de savoir si telle ou telle transaction en cause a conféré un avantage et a donc constitué une subvention. Nous tenons toutefois à formuler quelques brèves observations sur la question des guichets commerciaux et espérons qu'elles aideront le Groupe spécial à parvenir à ses propres conclusions à ce sujet.

4. Dans sa communication écrite, le Brésil cite la définition donnée par la Direction des échanges de l'OCDE des guichets commerciaux: "institutions liées à des gouvernements et capables de recueillir des fonds et de prêter à des taux d'intérêt très bas, mais qui peuvent ne pas suivre actuellement toutes les dispositions de l'Arrangement".[4] Les États-Unis conviennent avec le Brésil que cette définition des guichets commerciaux est exacte. Ils souscrivent également à l'observation du Brésil selon laquelle les guichets commerciaux, du fait de leurs relations directes et indirectes avec les pouvoirs publics, sont en mesure de procurer des avantages au sens de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC").

5. Plus précisément, les pressions de la concurrence auxquelles sont soumis les acteurs financiers sur le marché génèrent des offres de financement qui prennent en compte les avantages dont les uns et les autres bénéficient éventuellement au plan des coûts internes. Mais pour les acteurs purement commerciaux, la capacité et la volonté de soutenir la concurrence sont limitées par des facteurs tels que les bilans, le coût réel des emprunts déterminé par le marché, les politiques de prêt des actionnaires dans des conditions de pleine concurrence, le coût d'une activité économique menée dans les mêmes conditions et les disciplines imposées par la nécessité d'assurer des revenus aux propriétaires. Les opérations des guichets commerciaux sont largement affranchies de ces contraintes et sont donc en mesure de conférer des avantages en dépassant, même si c'est parfois de peu, ce que les établissements financiers purement fondés sur le marché peuvent offrir (ou être disposés à offrir).

---

[1] Plus précisément, l'*Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*.

[2] Les États-Unis n'ont aucune observation à formuler sur la question du financement par Investissement Québec.

[3] *Voir, par exemple*, la première communication écrite du Brésil, paragraphe 29.

[4] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 37.

Leur existence s'explique par leur capacité d'agir, ainsi car il n'y aurait sinon aucune raison pour que des guichets commerciaux fonctionnent parallèlement aux acteurs privés du marché financier, et encore bien moins une raison susceptible d'amener logiquement les pouvoirs publics à limiter les "opérations" de leurs guichets commerciaux à leurs ressortissants.

6. Comme l'a fait observer le Brésil, il est difficile pour un observateur extérieur, du fait de la confidentialité des opérations des guichets commerciaux, de déterminer la mesure dans laquelle une transaction donnée des guichets commerciaux confère un avantage à un bénéficiaire donné. Selon les États-Unis, toutefois, une comparaison entre les conditions qu'un guichet commercial a offertes à un emprunteur et celles que ce dernier aurait pu obtenir sur le marché purement commercial fournirait au Groupe spécial un critère approprié. C'est en fait l'analyse envisagée par l'article 14 b) de l'Accord SMC. L'Organe d'appel a confirmé que l'article 14 constituait le contexte pertinent pour interpréter le terme "avantage".[5]

7. En abordant cette question, toutefois, le Groupe spécial devrait veiller à faire une distinction entre les concepts de "fixation des prix par le marché" et de "fonctionnement selon des principes commerciaux". Le Canada défend le Compte de la Société en alléguant qu'elle est gérée selon des principes commerciaux et fournit donc des financements aux taux du marché.[6] Cette déclaration, en elle-même et par elle-même, ne suffit pas à démontrer que le soutien apporté par la SEE au moyen des guichets commerciaux ne confère pas un avantage. Si le marché commercial n'offre pas à un emprunteur donné exactement les mêmes conditions que les pouvoirs publics, ces derniers procurent un avantage au bénéficiaire toutes les fois où ces conditions sont plus favorables que celles qui sont offertes sur le marché. Une entité publique "fonctionnant selon des principes commerciaux" reste une entité publique. Ce n'est pas le marché commercial.[7]

8. Si le Groupe spécial devait déterminer que les financements en cause confèrent effectivement des avantages et constituent donc des subventions à l'exportation, les États-Unis peuvent prévoir que la question de savoir si le financement accordé par les guichets commerciaux peut être admis à bénéficier du "refuge" offert par le second paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC, la "Liste exemplative" de subventions à l'exportation, risque de se poser. En bref, le second paragraphe du point k) est destiné à fournir un "refuge" à des financements d'un type couvert par l'*Arrangement*, à des conditions compatibles avec celui-ci. Cela inclut les financements offerts par des non-participants à l'*Arrangement* qui choisissent d'appliquer ses dispositions.

9. Selon les États-Unis, la référence faite au second paragraphe du point k) à une "pratique suivie en matière de crédit à l'exportation qui est conforme à ces dispositions" n'englobe que les pratiques en matière de crédit à l'exportation qui sont couvertes par l'*Arrangement* (à savoir les crédits publics à l'exportation). Les guichets commerciaux n'étant pas actuellement couverts par l'*Arrangement*, il ne serait pas possible qu'un Membre invoque le refuge offert par le point k) pour protéger des subventions à l'exportation octroyées par l'intermédiaire d'un guichet commercial, même si les conditions du financement en question se trouvaient être compatibles avec les modalités de l'*Arrangement* applicables aux crédits à l'exportation offerts par des organismes publics. Appliquer "les modalités de l'*Arrangement*" à un type de pratique suivie en matière de crédit à l'exportation non couvert par l'*Arrangement* reviendrait à comparer deux choses très différentes puisqu'il n'y a, dans

---

[5] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 155. Comme il peut être difficile d'obtenir cette information, le Groupe spécial pourrait aussi prendre en considération les éléments de preuve relatifs à des pratiques du marché commercial faisant intervenir des emprunteurs ayant un profil financier analogue à celui d'entreprises qui ont obtenu des crédits d'un guichet commercial, ou envisager d'autres comparaisons qui permettraient de trancher objectivement cette question.

[6] Première communication écrite du Canada, paragraphe 67.

[7] De plus, si le Canada déclare que la SEE fixe le prix du financement accordé par ses guichets commerciaux de manière à ce qu'il "corresponde" à des critères commerciaux et à des marges d'intérêt et qu'elle l'établit "conformément à" des critères dérivés, cela ne signifie pas nécessairement que le financement s'effectue aux taux du marché. *Voir* la première communication écrite du Canada, paragraphe 67.

l'abstrait, aucune assurance que les modalités actuelles de l'*Arrangement* conviendraient pour les guichets commerciaux.

III. LA RELATION RÉCIPROQUE ENTRE LES "DISPOSITIONS EN MATIÈRE D'ALIGNEMENT" DE L'*ARRANGEMENT* ET LE POINT K) DE LA LISTE EXEMPLATIVE

10. Le Brésil fait valoir que le Canada a fourni des subventions à l'exportation prohibées en utilisant un financement du Compte du Canada à l'appui de la transaction Air Wisconsin.[8] Le Canada semble reconnaître qu'il a utilisé ce financement à l'appui de cette transaction et ne conteste pas qu'il s'agit là de subventions à l'exportation au sens de l'Accord SMC. Le Canada se défend, par contre, en alléguant que les subventions à l'exportation en cause relèvent de la clause du refuge énoncée au second paragraphe du point k) de la Liste exemplative parce que le Canada n'a fait que s'aligner sur une offre faite par le Brésil.[9] Le Brésil répond en faisant valoir que cette clause ne protège pas les subventions à l'exportation prohibées par ailleurs qui sont conformes aux dispositions en matière d'alignement de l'*Arrangement* et cite à cet égard la constatation du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada - Aéronefs*, selon laquelle les dispositions relatives à l'alignement ne font pas partie des "dispositions en matière de taux d'intérêt" de l'*Arrangement*.[10]

11. Les États-Unis ne prennent pas position sur le fond de la transaction Air Wisconsin. En règle générale, toutefois, ils conviennent avec le Canada que l'alignement est conforme aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'*Arrangement* et peut donc être admis à bénéficier du refuge offert par le second paragraphe du point k), indépendamment de la question de savoir si l'offre initiale dérogeait aux dispositions de l'*Arrangement*.

12. Le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada - Aéronefs* a dit que l'alignement d'une offre initiale qui n'est pas conforme aux modalités de l'Arrangement n'est lui-même pas conforme aux dispositions en matière de taux d'intérêt de l'Arrangement.[11] Selon les États-Unis, cette formulation est erronée. Aux fins du second paragraphe du point k), l'expression "dispositions en matière de taux d'intérêt" devrait être considérée comme une forme d'expression condensée désignant l'ensemble des conditions et modalités de l'*Arrangement*. Cela irait à l'encontre de toute la logique de l'*Arrangement* si un Membre de l'OMC était incapable de recourir aux dispositions en matière d'alignement de l'*Arrangement* – la principale disposition de mise en œuvre de ce texte – de crainte qu'une telle action puisse être considérée comme une subvention à l'exportation au regard de l'Accord SMC.

13. En ce sens, les États-Unis ne souscrivent pas à la déclaration du Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, selon laquelle adopter le point de vue du Canada "affaiblirait directement les disciplines réelles applicables à l'octroi d'un soutien public aux crédits à l'exportation".[12] Au contraire, c'est l'interprétation du Groupe spécial qui affaiblirait les disciplines de l'*Arrangement*. La possibilité pour les Membres d'aligner des offres non conformes incite les autres Membres à ne pas faire de telles offres de peur de se trouver pris dans un "engrenage" en matière de subventions. Par conséquent, une interprétation du second paragraphe du point k) qui interdirait aux Membres qui se soucient de respecter leurs obligations au titre de l'article 3 de l'Accord SMC d'aligner des offres non conformes éliminerait toute incitation de ce genre. Inversement, une

[8] *Voir, par exemple*, la première communication écrite du Brésil, paragraphe 81.

[9] *Voir, par exemple*, la première communication du Canada, paragraphe 47.

[10] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 57, citant l'affaire *Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord*, WT/DS70/RW, 9 mai 2000, paragraphe 5.125 ("*Canada - Aéronefs 21:5*").

[11] *Voir Canada - Aéronefs 21:5*, paragraphes 5.125 et 5.126. Le Canada n'ayant pas fait appel des constatations relatives au Compte du Canada, l'Organe d'appel ne s'est pas prononcé sur les constatations du Groupe spécial.

[12] *Voir id.*, paragraphe 5.125.

interprétation du second paragraphe du point k) qui soustrairait les offres d'alignement à la prohibition énoncée à l'article 3, en particulier lorsque les offres initiales non conformes n'y sont pas elles-mêmes soustraites, offrirait une incitation particulièrement forte à ne pas être le premier à faire une offre non conforme.

14. D'autres objections soulevées par le Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *Canada – Aéronefs* en réponse à l'interprétation du Canada ne sont pas davantage fondées. Ainsi, puisque la disposition relative à l'alignement vise à dissuader les Membres de faire des offres initiales non conformes, retenir l'interprétation que le Canada donne du second paragraphe du point k) diminuerait la probabilité que les scénarios factuels mentionnés par le Groupe spécial au paragraphe 5.137 de sa décision se produisent un jour. De même, la crainte du Groupe spécial (exprimée au paragraphe 5.138) que l'interprétation du Canada ne permette à des Membres de se dispenser de se conformer à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en se fondant sur le comportement de non-Membres n'a pas de raison d'être, parce que si l'alignement est protégé par la clause du refuge énoncée au point k), un Membre qui s'aligne sur une offre non conforme ne s'en conforme pas moins à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

15. Enfin, contrairement à la crainte du Groupe spécial (exprimée au paragraphe 5.136), l'approche de cette question par le Canada ne soulève pas celle de l'iniquité structurelle à l'égard des pays en développement. L'article 27 de l'Accord SMC exempte les pays en développement des prohibitions énoncées au paragraphe 1 a) de l'article 3, sous réserve que les dispositions de l'article 27.4 soient respectées. Cette exemption s'applique à toutes les subventions à l'exportation, et non uniquement aux crédits à l'exportation. L'exemption prévue au second paragraphe du point k) est beaucoup plus limitée. Toutefois, en dépit de ce champ d'application plus limité, le refuge offert par le point k) était un élément important de l'ensemble auquel ont souscrit les Membres de l'OMC lorsqu'ils ont accepté l'Accord SMC.

16. Les États-Unis font également remarquer qu'un non-Participant qui cherche à bénéficier de la protection accordée par le second paragraphe du point k) en appliquant "une pratique suivie en matière de crédit à l'exportation qui est conforme à ces dispositions" doit également se conformer aux dispositions de l'*Arrangement* en matière de transparence.[13] Ces dispositions prescrivent la notification à d'autres Participants de conditions qui ne sont pas conformes. Les Participants peuvent alors chercher à entrer en consultation avec le Participant qui offre des conditions non conformes et, le cas échéant, s'aligner sur le crédit non conforme. Les Participants ne sont pas en mesure de réagir à un crédit offert par un non-Participant s'ils ne sont pas informés des conditions qui sont offertes. Les non-Participants ne devraient pas avoir toute latitude pour choisir les dispositions de l'*Arrangement* auxquelles ils décident de se conformer s'ils veulent bénéficier de la protection conférée par le second paragraphe du point k).

IV. CONCLUSION

17. Les États-Unis remercient le Groupe spécial de leur avoir donné la possibilité de faire des observations sur les questions qui sont en jeu en l'espèce et espèrent que leurs observations se révèleront utiles.

[13] *Voir, par exemple*, l'*Arrangement*, articles 42 à 53.

ANNEXE C-3

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(27 juin 2001)

1. Les Communautés européennes ont déjà eu l'occasion d'exposer leurs vues sur la présente affaire dans leur communication écrite et ne réitéreront pas ici leur propos.

2. Les Communautés européennes formuleront brièvement quelques remarques additionnelles concernant:

- ➢ l'article 10:3 du Mémorandum d'accord et éventuellement la question connexe des renseignements commerciaux confidentiels;
- ➢ la réponse du Brésil à l'exception préliminaire soulevée par le Canada; et
- ➢ les observations écrites formulées par les États-Unis.

1. Article 10:3 du Mémorandum d'accord et renseignements commerciaux confidentiels

3. Les Communautés européennes souhaiteraient tout d'abord, avec votre accord, féliciter le Groupe spécial d'avoir répondu comme il se doit au Canada, qui avait demandé que certains renseignements primordiaux soient uniquement communiqués au Groupe spécial.

4. Le Mémorandum d'accord dispose que les procédures de groupe spécial sont confidentielles. Les groupes spéciaux sont fréquemment appelés à examiner des renseignements confidentiels. Qu'il s'agisse de "renseignements officiels confidentiels", de "renseignements commerciaux confidentiels", de "renseignements exclusifs" ou de "renseignements privés confidentiels", toutes ces informations sont protégées par l'article 18 du Mémorandum d'accord. Une fois la procédure menée à bien, un groupe spécial peut très bien ne pas faire figurer certains renseignements dans le rapport qui est rendu public.

5. Les Communautés européennes estiment que l'on ne peut pas présumer que des Membres ne respecteront pas les règles du Mémorandum d'accord. Elles sont par ailleurs convaincues qu'il n'est pas possible d'empêcher des Membres de recevoir certains renseignements qu'ils sont en droit d'obtenir en vertu du Mémorandum d'accord.

6. En conséquence, le Groupe spécial a eu raison de renvoyer au Canada ses renseignements sans les lire.

7. Les Communautés européennes notent néanmoins que le Groupe spécial a également demandé au Brésil, en même temps que le Canada, de fournir certains renseignements. Si ces renseignements ont été communiqués, les Communautés européennes auraient dû en recevoir copie, conformément à l'article 10:3 du Mémorandum d'accord, et elles souhaiteraient saisir cette occasion pour demander au Groupe spécial d'apporter des éclaircissements sur ce point.

2. Remarques concernant la réponse du Brésil à l'exception préliminaire soulevée par le Canada

8. Les Communautés européennes croient maintenant comprendre que le Brésil formule trois allégations "générales" de base (1, 5 et 7) et que ses autres allégations les précisent. Elles notent par ailleurs qu'elles avaient bien compris que les allégations se limitaient toutes au soutien accordé par le Canada à son industrie des avions de transport régional.

9. Cela étant, les Communautés européennes souhaiteraient formuler quelques observations concernant la manière dont le Brésil donne des explications sur ses allégations dans sa réponse à l'exception préliminaire soulevée par le Canada. Ces observations sont motivées par le souhait de voir l'*Accord SMC* et le Mémorandum d'accord appliqués correctement.

10. Les Communautés européennes conviennent qu'il est possible pour un Membre de mettre en cause un programme de subventionnement "en tant que tel" ou en soi. Bien entendu, il est également possible de mettre en cause telles ou telles subventions accordées au titre d'un programme de ce genre, voire mettre en cause à la fois le programme et les subventions. Aussi bien les programmes que les subventions sont des "*mesures*" susceptibles de faire l'objet d'une allégation dans une demande d'établissement d'un groupe spécial.

11. Toutefois, les arguments qui seront invoqués à l'encontre de chacune de ces mesures ne seront pas identiques. Pour mettre en cause un *programme*, il sera nécessaire d'en identifier les caractéristiques qui sont incompatibles avec certaines obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Pour mettre en cause une subvention spécifique, il sera seulement nécessaire d'identifier les caractéristiques de *cette subvention particulière* qui sont incompatibles avec certaines obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

12. Les Communautés européennes ne voient toujours pas clairement ce que le Brésil cherche à faire. Les "éléments de preuve disponibles" mentionnés dans la demande de consultations présentée par le Brésil avaient tous trait à une subvention spécifique concernant la transaction Air Wisconsin. Le Brésil déclare maintenant qu'il met en cause les programmes "en tant que tels" et "tels qu'ils sont appliqués". L'expression "tels qu'ils sont appliqués" peut signifier que le Brésil cherche à apporter des éléments de preuve concernant la manière dont ces programmes sont appliqués afin d'établir qu'ils sont "en tant que tels" incompatibles avec l'*Accord SMC*. Toutefois, le Brésil semble utiliser l'expression "tels qu'ils sont appliqués" pour justifier sa mise en cause de subventions spécifiques.

13. Le Brésil a invoqué certaines caractéristiques de la SEE, du Compte du Canada et d'*Investissement-Québec* qui, à son sens, pourraient justifier une constatation défavorable aux *programmes* en cause, mais semble par ailleurs soutenir que les éléments de preuve qu'il a présentés ou cherche à présenter pour mettre en cause des *subventions spécifiques* justifient une constatation défavorable au programme en question ou à *toutes les subventions* octroyées au titre de ces programmes qui avantagent d'une manière ou d'une autre l'industrie canadienne des avions de transport régional.

14. Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de veiller à établir une distinction entre les allégations mettant en cause les programmes et celles qui mettent en cause des subventions spécifiques, afin de maintenir la discipline nécessaire dans le cadre de la procédure de règlement des différends et d'éviter d'encourager "n'importe quelle recherche".

3. Remarques concernant les observations écrites formulées par les États-Unis

15. Les Communautés européennes souhaitent également faire des remarques sur les observations écrites formulées par les États-Unis.

3.1 Alignement

16. Les Communautés européennes constatent avec plaisir qu'elles partagent le point de vue des États-Unis sur la question importante de l'alignement. Le Groupe spécial aura noté qu'elles ont présenté des arguments différents à l'appui d'une conclusion identique. Tous ces arguments se renforcent mutuellement et les Communautés européennes espèrent qu'ils permettront au Groupe spécial de rendre une décision selon laquelle l'alignement conformément à l'*Arrangement de l'OCDE* peut relever de la clause du refuge énoncée au second paragraphe du point k) de la Liste exemplative.

3.2 Contribution financière et avantage

17. La seule autre remarque que souhaiteraient faire les Communautés européennes concerne l'analyse que font les États-Unis des opérations des "guichets commerciaux" en tant que subventions. Le raisonnement des États-Unis est frappant en ce sens qu'il fait totalement abstraction de la question de la contribution financière. Il semble être le suivant: s'il y a avantage, il y a subvention. Les CE ont déjà formulé des observations concernant le fait que la notion de "contribution financière" a également été omise dans les arguments du Brésil concernant l'article 1.1 a) 1) iii) de l'*Accord SMC*. Les présentes remarques explicitent ces observations écrites.

18. Les États-Unis présument ensuite qu'il y a toujours un avantage lorsqu'une "entité publique" fait quelque chose de différent de ce qui se passe sur ce qu'ils appellent "le marché commercial" auquel elle accorde une subvention. (Les Communautés européennes partent du principe que lorsque les États-Unis utilisent l'expression "entité publique", ils font en fait référence à la notion d'"organisme public" énoncée à l'article 1.1 de l'*Accord SMC*. Elles notent en passant que le Canada semble reconnaître que la SEE est un "organisme public" au paragraphe 37 de sa première communication écrite.)

19. Je citerai le passage du paragraphe 7 de la communication des États-Unis avec lequel les Communautés européennes sont particulièrement en désaccord:

> Si le marché commercial n'offre pas à un emprunteur donné exactement les mêmes conditions que les pouvoirs publics, ces derniers procurent un avantage au bénéficiaire toutes les fois où ces conditions sont plus favorables que celles qui sont offertes sur le marché. Une entité publique "fonctionnant selon des principes commerciaux" reste une entité publique. Ce n'est pas le marché commercial.

20. Le fait de ne pas donner un sens approprié à la notion de "contribution financière" va à l'encontre du point de vue exprimé par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – PROEX*, selon lequel une "contribution financière" et un avantage sont des éléments distincts. En outre, cela reviendrait à rendre largement redondante la notion de "contribution financière", ce que ne doit pas faire celui qui interprète un traité, comme nous le savons.

21. Selon le raisonnement des États-Unis concernant la notion d'"avantage", tout prêt (ou la fourniture d'un service) par une entité publique constitue automatiquement une subvention si celle-ci offre quelque chose qui n'est pas disponible sur ce que les États-Unis dénomment "le marché commercial".

22. Comme les Communautés européennes l'ont déclaré en relation avec leurs observations écrites concernant l'article 1.1 a) 1) iii) de l'*Accord SMC*, dans de nombreux domaines, y compris les crédits à l'exportation, et les garanties, les pouvoirs publics sont souvent en mesure d'offrir quelque chose que les opérateurs commerciaux ne peuvent pas offrir, ou de l'offrir à un meilleur taux, par exemple, en raison d'un avantage sur le plan de l'organisation ou de l'information.

23. Les Communautés européennes relèvent dans les arguments présentés par les États-Unis sur cette question les mêmes omissions qu'elles ont constatées dans les arguments du Brésil concernant l'article 1.1 a) 1) iii) de l'*Accord SMC* auquel elles renvoient de nouveau le Groupe spécial. En résumé, la position des États-Unis ignore deux points fondamentaux:

- ➢ Seuls l'octroi de prêts ou la fourniture de services moyennant contrepartie non totale peuvent être considérés comme constituant des "contributions financières". C'est seulement dans ces cas que l'on peut considérer que les pouvoirs publics ont "apporté une contribution" qui peut être tenue pour "financière".

- ➢ Il est trop simpliste de considérer qu'un avantage existe chaque fois qu'une "entité publique" fournit quelque chose à des conditions qui ne sont pas identiques à celles qui prévalent sur le "marché commercial". Dans certains secteurs, par exemple les crédits à l'exportation, la fourniture de services par les pouvoirs publics *constitue* le marché.

24. Les Communautés européennes s'attacheront à illustrer leur point de vue à l'aide de quelques exemples. Si un organisme public donne aujourd'hui 100 dollars à une société contre 100 euros, il lui apportera une contribution financière. À combien s'élèvera cette contribution financière? J'ai cherché la réponse – c'est 14 dollars. Néanmoins, selon le raisonnement critiqué par les CE, elle serait de 100 dollars, soit le montant du "transfert de fonds". Dans cet exemple, il est par ailleurs relativement clair que l'avantage correspond à ce montant. Si 86 dollars avaient été échangés contre 100 euros, selon les Communautés européennes, il n'y aurait pas aujourd'hui de contribution financière alors que ce serait toujours le cas selon l'approche que nous critiquons.

25. Pour prendre un exemple légèrement différent, supposons qu'un organisme public donne 100 dollars à une société en échange d'un montant en monnaie non convertible que les pouvoirs publics - mais pas un organisme privé – peuvent échanger contre l'équivalent de 100 dollars. Pour les Communautés européennes, il n'y aurait pas de contribution financière parce qu'il n'en résulte aucun coût pour les pouvoirs publics. Pour d'autres, il y aurait quand même une contribution financière de 100 dollars. L'avantage pour le bénéficiaire serait donc probablement de 100 dollars.

26. De même, si un organisme public donne 100 dollars à une société contre l'engagement de rembourser 110 dollars dans un délai d'un an, l'existence ou non d'une contribution financière dépend de la question de savoir si, toutes choses considérées, il en résulte un coût pour les pouvoirs publics. Cela peut fort bien dépendre des divers moyens dont dispose l'organisme public (mais dont d'autres ne disposent pas nécessairement) pour se faire rembourser. Il semble que pour les États-Unis et le Brésil il y aurait toujours une contribution financière et la seule question qui se poserait serait celle de savoir s'il y a un avantage au regard d'un certain "marché commercial".

27. Ces exemples ne sont pas théoriques. La situation concernant les crédits et l'assurance à l'exportation est analogue. Les organismes publics peuvent, contrairement aux organismes privés, être en mesure d'évaluer les risques que présente l'octroi d'un prêt à un autre pays et également de se faire rembourser en cas de difficultés.

28. En résumé, l'existence ou non d'une contribution financière dépend de l'optique de l'organisme public et doit être évaluée par lui. De même, l'existence ou non d'un avantage dépend de l'optique du bénéficiaire et doit être évaluée par lui. Les résultats ne seront pas toujours identiques.

29. Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de prendre en compte ces considérations et de procéder à une analyse minutieuse pour voir s'il y a des contributions financières et des avantages afin d'éviter de créer de fâcheux précédents.

4. Conclusion

30. Les Communautés européennes ont eu très peu de temps pour préparer les présentes remarques, mais souhaiteraient réaffirmer leur intérêt dans la présente procédure et inviter le Groupe spécial à ne pas hésiter à leur soumettre toutes questions qu'il aimerait poser. Elles s'efforceront de fournir des réponses qui soient utiles.

31. Les Communautés européennes souhaiteraient saisir cette occasion pour remercier le Groupe spécial de leur avoir permis d'exprimer leurs vues et de les avoir écoutées aussi attentivement.

ANNEXE C-4

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(27 juin 2001)

1. Monsieur le Président, Madame et Messieurs les membres du Groupe spécial, c'est pour moi un honneur que de prendre la parole devant vous aujourd'hui pour vous exposer les vues des États-Unis en tant que tierce partie dans la présente procédure. Au lieu de répéter les remarques que nous avons faites dans notre communication écrite, je me limiterai à répondre à certaines déclarations figurant dans la communication écrite présentée par les Communautés européennes ("CE") en tant que tierce partie.

La distinction entre "impératif" et "dispositif" dans les affaires relatives à des subventions

2. La première question dont je voudrais parler aujourd'hui est celle de la distinction entre les mesures impératives et dispositives dans la jurisprudence du GATT et de l'OMC. Les CE (paragraphe 34) contestent l'existence même de cette distinction dans laquelle elles voient un "prétendu principe". Nous nous contenterons de dire que leur point de vue n'est pas celui des nombreux groupes spéciaux de l'OMC qui ont examiné la question, dont le récent Groupe spécial chargé de l'affaire *Acier laminé à chaud* qui a qualifié ce principe (paragraphe 7.141) de "bien établi", ni de l'Organe d'appel de l'OMC, qui a admis cette distinction et l'a longuement analysée dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916*. Ce principe était également en cause dans l'affaire en cours relative aux *Restrictions à l'exportation*. Le rapport sur cette affaire n'a pas encore été distribué aux Membres de l'OMC, mais nous supposons qu'il contiendra des indications qui seront utiles au Groupe spécial.

3. Les CE sont également mal avisées lorsqu'elles décrivent l'article XVI:4 de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* comme un nouveau principe "fondamental" qui prescrit aux Membres de "veiller à ce que leurs lois n'autorisent ou n'envisagent pas expressément des mesures incompatibles avec [les] règles" de l'OMC. Cette assertion, indépendamment du fait que des modifications considérables, systématiques des lois des Membres seraient nécessaires, est tout simplement erronée. Les parties à un accord international se sont, en le devenant, engagées à mettre en œuvre de bonne foi leurs obligations au titre de cet accord. Par conséquent, on ne peut pas présumer que les autorités agiront de mauvaise foi en exerçant le pouvoir d'appréciation que leur confère la législation nationale de manière à violer des obligations internationales, et les Accords de l'OMC ne contiennent rien sur quoi on puisse se fonder pour prescrire aux Membres d'élaborer leurs lois de manière à éliminer toute marge d'appréciation de ce genre.

4. Les États-Unis se sont penchés sur la distinction entre impératif et dispositif à de nombreuses reprises, dans de nombreux différends. Plutôt que de répéter ces analyses ici, je voudrais simplement inviter le Groupe spécial à examiner nos communications sur ce sujet, en particulier dans l'affaire *Restrictions à l'exportation*, communications qui sont toutes publiques (voir http://www.ustr.gov/enforcement/briefs.shtml).

La bonne interprétation de l'article 1.1 a) 1)

5. Je passe maintenant à la bonne interprétation de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*. En contestant l'argument du Brésil selon lequel les activités de la SEE peuvent être considérées comme se traduisant par des subventions, les CE

allèguent (à partir du paragraphe 42) que l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC ne s'applique qu'aux "services fournis moyennant contrepartie non totale". Autrement dit (par exemple, au paragraphe 47), les CE pensent qu'il doit y avoir un "coût pour les pouvoirs publics" pour qu'il y ait une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1) iii). Il est important de noter, en outre, que la même logique s'appliquerait à toutes les parties de l'article 1.1 a) 1). Les termes mêmes de l'Accord SMC ne corroborent pas la position des CE. (Voir aussi l'examen d'une question analogue dans la procédure initiale relative à l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70, par exemple paragraphe 9.118 du rapport du Groupe spécial et paragraphes 154 à 156 du rapport de l'Organe d'appel.)

6. Comme l'indique clairement l'article 1.1 a) 1), l'expression "contribution financière" ne s'applique pas uniquement lorsqu'il y a un coût pour les pouvoirs publics. Ainsi, l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC inclut les prêts parmi les types de pratiques des pouvoirs publics constituant des contributions financières. Les termes employés ne laissent subsister aucune ambiguïté: *s'il* y a un prêt, *alors* il y a une contribution financière. Un prêt qui ne coûte rien aux pouvoirs publics reste un prêt et est donc une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1). Le concept de coût pour les pouvoirs publics n'a aucune pertinence à ce sujet.

7. Outre qu'elle contredit les termes mêmes de l'article 1.1 a) 1), la conception des CE souffre d'une autre déficience. Selon les termes mêmes de l'article 1.1 a) 1) iv), il *y a* une contribution financière lorsque les pouvoirs publics chargent un organisme privé d'exécuter une des fonctions énumérées aux alinéas i) à iii), en lui ordonnant de le faire. Toutefois, il n'y aurait en pareil cas aucun coût pour les pouvoirs publics. En faisant dans leur lecture de l'article premier abstraction de son alinéa iv), les CE, de par leur interprétation, violent le principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile.

8. Les CE allèguent (paragraphe 47) qu'inclure le concept de coût pour les pouvoirs publics dans la définition de la contribution financière est indispensable pour faire en sorte que l'Accord SMC ne traite pas comme des subventions "tous" les services fournis par les pouvoirs publics, par exemple lorsque ces derniers sont en mesure de faire "des offres que les opérateurs commerciaux ne font pas, ou de les faire à un meilleur prix". Mais l'Accord SMC met déjà beaucoup de limites à ce qui constitue une subvention entrant dans le cadre de l'Accord sans que l'on y greffe la prescription additionnelle, non fondée, des CE. En effet:

- il doit y avoir une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1);
- qui confère un avantage au sens de l'article 1.1 b);
- et est spécifique au sens de l'article 1.2.

9. En outre, même s'il y avait une subvention au regard de ces critères, elle ne serait prohibée ou ne pourrait donner lieu à une action que s'il s'agissait d'une subvention à l'exportation, ou d'une subvention au remplacement des importations ou qui cause des effets défavorables au sens de la Partie III de l'Accord SMC. Les craintes des CE sont donc dénuées de fondement.

L'"alignement" et le second paragraphe du point k) de la Liste exemplative

10. L'avant-dernière question que je voudrais aborder est celle des observations des CE sur la relation réciproque entre le point k) de la Liste exemplative de l'Accord SMC et les dispositions en matière d'alignement de l'*Arrangement de l'OCDE*. À l'inverse de leur position relative aux allégations des CE au sujet de la distinction entre impératif et dispositif et du concept de coût pour les pouvoirs publics, les États-Unis souscrivent dans l'ensemble aux déclarations des CE (à partir du paragraphe 57) sur la question de l'alignement et du point k). Nous n'avons pas abordé ce point dans notre communication écrite, mais nous sommes en particulier d'accord avec les CE (paragraphes 71 à 73) pour penser que les garanties sont visées par l'*Arrangement de l'OCDE*.

11. Les États-Unis souhaitent, en réponse à la déclaration orale faite aujourd'hui par les CE, aborder encore un point concernant les renseignements commerciaux confidentiels. La position des États-Unis à ce sujet est bien connue – nous pensons qu'il peut y avoir des cas où il est nécessaire que des procédures additionnelles soient en vigueur pour protéger ces renseignements. L'article 18 du Mémorandum d'accord ne représente pas toujours une garantie suffisante. Ainsi, nous relevons que, très récemment, le rapport intérimaire d'un groupe spécial, qui est confidentiel aux termes de l'article 18 du Mémorandum d'accord, a été publié immédiatement après avoir été communiqué aux parties.

12. Me voici arrivé à la fin de mon exposé. Merci encore de nous avoir donné cette possibilité d'exprimer nos vues.